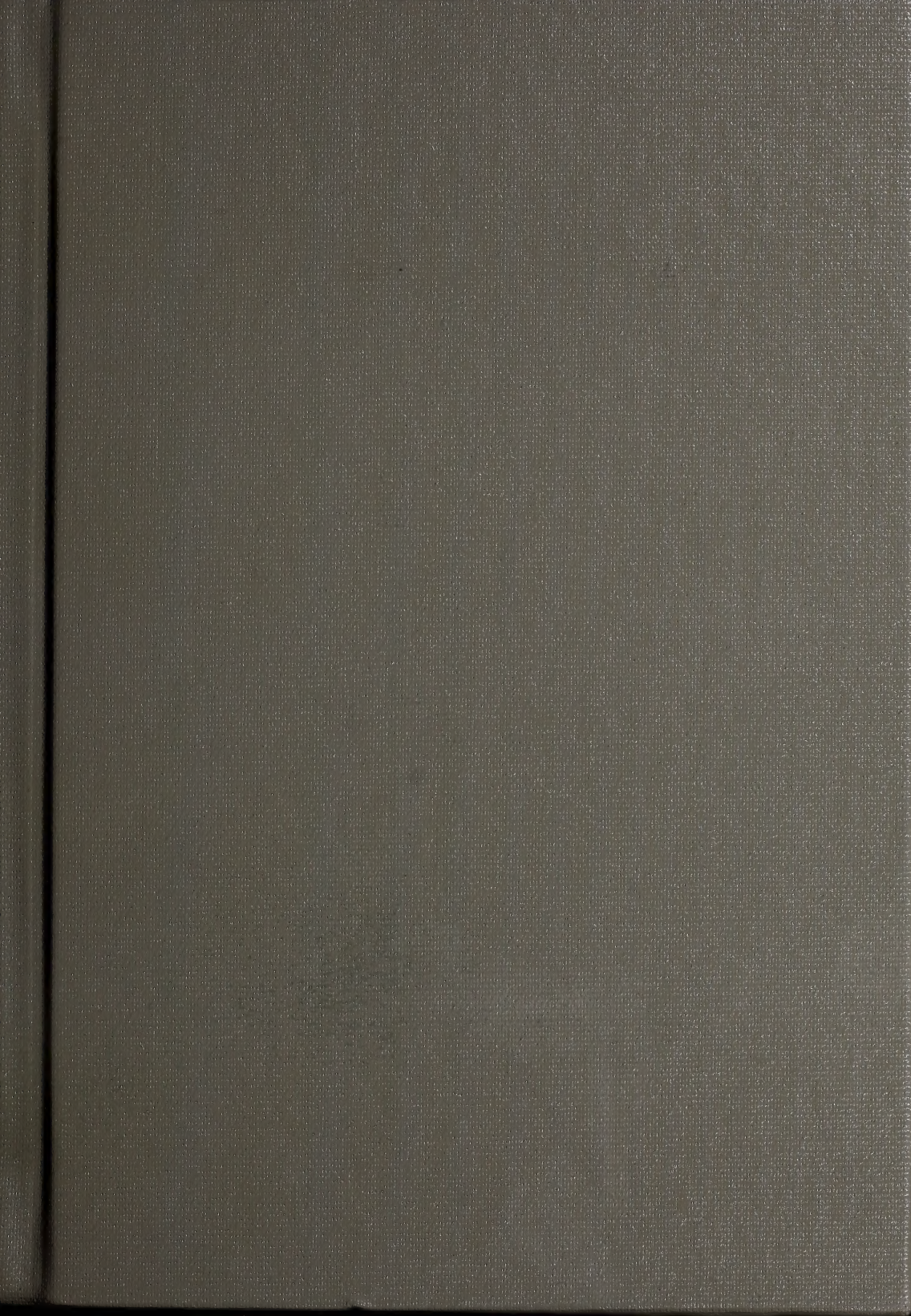






Digitized by the Internet Archive
in 2014

<https://archive.org/details/bulletin63soci>

GEN

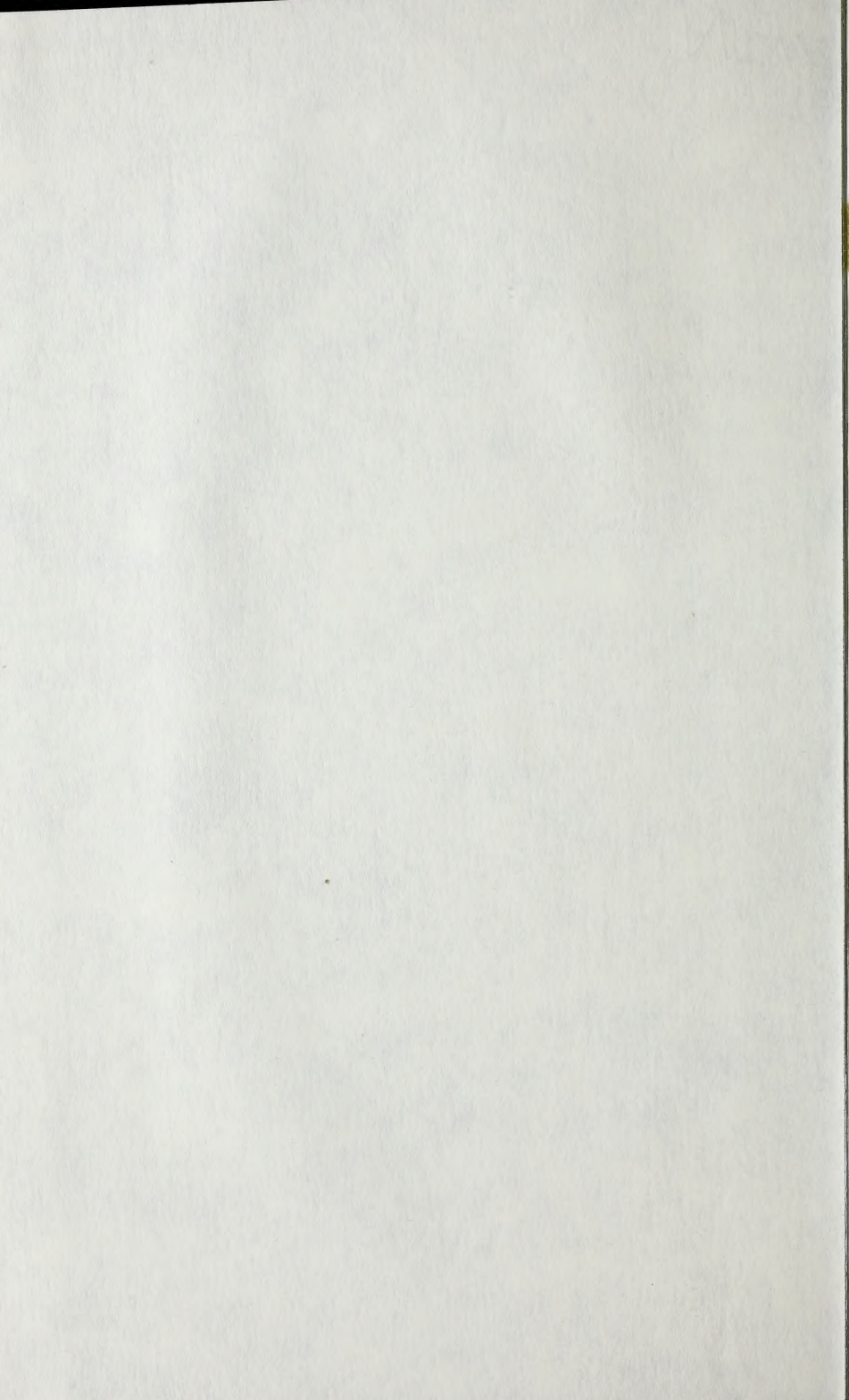
The HF Group

Indiana Plant

054752 2 19 00



6/20/2006





3 1833 01815 3764

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

du

Protestantisme Français

GENEALOGY

944

B873ZZ

1914

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

*Études, Documents, Chronique littéraire*LXIII^e ANNÉEDOUZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Janvier-Février 1914



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1914

SOMMAIRE

**Cinquante-sixième Assemblée générale de la Société
tenue à Montpellier, du 3 au 10 novembre 1914.**

N. WEISS. — Deux des derniers pasteurs de Montpellier avant la Révocation (Isaac et Jean Dubourdieu)	5
— Au temple de la rue Maguelonne les 8 et 9 novembre 1913 (Claude Brousson)	14
P. BENTROWSKI. — Allocution et réponse du président.	20
F. PUAUX. — Rapport sur l'exercice 1912-1913	23
ETUDES HISTORIQUES.	
GASTON MERCIER. — Étienne Cambolive	34
PAUL GACHON. — L'œuvre de Combat de Bâville.	51
EDMOND HUGUES. — Le musée du Désert.	68
A la chapelle de l'Église évangélique rue Brueys.	
E. PONSOYE. — Allocution, réponse du président et analyse de sa conférence sur le pasteur du Désert	77
A Aigues-Mortes.	
A. E. HENRY. — Allocution dans la salle des prisonnières de la Tour de Constance	81
SÉANCES DU COMITÉ. — 48 novembre 1913.	88
CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.	
P. GACHON. — Les prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc par M. Ch. Bost	89
NÉCROLOGIE.	
A. LODS. — M. le pasteur A. Chenot	96
ILLUSTRATIONS.	
Portraits des pasteurs Isaac et Jean-Armand Dubourdieu d'après des gravures anglaises.	9 et 13
L'Esplanade à Montpellier en 1914.	16
Le temple de la rue Maguelonne à Montpellier.	19
Panorama de la vallée d'Anduze, le Mas Soubeyran, le musée du Désert, la cuisine du Mas Soubeyran et la salle des prédicants, d'après des photographies.	70-75
Vue d'Aigues-Mortes prise de la plateforme de la Tour de Constance, d'après une aquarelle de 1830.	83
La Tour de Constance telle qu'elle était autrefois d'après une reconstitution.	85

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANÉE

Courses de Nice

Billets d'aller et retour spéciaux émis jusqu'au 21 Avril 1914.

Paris à Cannes.	1 ^{re} classe : 177 fr. 40	2 ^e classe : 127 fr. 75
— à Nice	— 182 fr. 60	— 131 fr. 50
— à Monaco-Monte-Carlo	— 185 fr. 45	— 133 fr. 55
— à Menton.	— 188 fr. 65	— 134 fr. 40

Validité : 20 jours à compter du départ (ou du dernier jour de la période d'émission, si le voyage est commencé après cette période), prolongeable deux fois de dix jours moyennant un supplément chaque fois de 10 p. 100.

Deux arrêts en cours de route, tant à l'aller qu'au retour.

Admission, sans supplément de prix des voyageurs de 1^{re} classe dans les trains **Côte d'Azur Rapide** et **Extra-Rapide de nuit**. Toutefois les

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

du

Protestantisme Français

Memorandum of Understanding

between the Government of the United States of America and the Government of the Republic of the Philippines

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISSANT TOUS LES DEUX MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXIII^e ANNÉE

DOUZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Année 1914



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

—
1914

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

Bulletin — LXIII^e année.

CINQUANTE-SIXIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

TENUE A MONTPELLIER

du 8 au 10 novembre 1913 (1)

Deux des derniers pasteurs de Montpellier
avant la Révocation.

La première fois que je fus amené à m'occuper de l'histoire de l'ancienne Église réformée de Montpellier, ce fut lorsqu'en 1885 je publiai la relation de *La sortie de France, pour cause de religion, de Daniel Brousson et de sa famille (1685-1693)* (2). Daniel Brousson, frère aîné de Claude, le futur martyr, était un marchand notable de Montpellier et remplissait, dans le consistoire de l'Église réformée, les fonctions de trésorier. Lorsqu'il constata avec quelle fourberie, à peine déguisée sous l'appareil dérisoire de la justice, on avait réussi, du 1^{er} au 4 décembre 1682, à faire démolir le grand temple de Montpellier (3), il comprit, — ce dont malheureusement presque tous les huguenots doutèrent encore, — qu'il n'y avait plus, pour ceux-ci, de place en France. Moins de

(1) Une partie du *Bulletin* de nov.-déc. 1913 ayant été mis sous presse au moment où nous étions convoqués à Montpellier, il fut décidé que le compte rendu de l'assemblée générale paraîtrait dans la première livraison de 1914.

(2) Chez Fischbacher, 33, rue de Seine, à Paris.

(3) Le petit temple situé place Saint-Côme avait été démoli par arrêt du 18 novembre 1670. Le grand temple, bâti en 1583, était situé sur la place actuelle de la Préfecture qui s'appelait autrefois place du Grand-Temple.

trois ans plus tard, il n'attendit pas l'arrivée des dragons pour s'enfuir, seul en définitive, quitte à compter sur les efforts qu'il tenterait dans la suite pour entraîner tous les membres de sa nombreuse famille à suivre son exemple. Décision héroïque qui fut, en fin de compte, la seule qui lui permit de reconstituer sur la terre étrangère le foyer momentanément dispersé.

Si l'on veut se rendre compte de la mentalité des catholiques montpelliérains à cette époque, on n'a qu'à parcourir les *Mémoires d'André Delort sur la ville de Montpellier au XVII^e siècle* (1). On y respire, à chaque page, l'assurance des catholiques, bien longtemps avant la Révocation, que les jours de l'Église réformée étaient comptés. Malheureusement, comme je viens de le rappeler, la plupart des protestants étaient, malgré les avertissements les plus significatifs, tout aussi assurés de l'inviolabilité de l'Édit sous la garantie duquel ils se flattaient — à force de patience — de triompher finalement de leurs ennemis. « Quelques-uns mêmes, écrit plus tard le fils de Daniel Brousson, soutenoient qu'il falloit souffrir avec patience, et qu'il n'étoit jamais permis d'aller contre les ordres de son souverain : maxime tyrannique qui trouve encore des partisans parmi les François (2) ». Une preuve bien frappante de cet aveuglement se trouve précisément dans un document que renferme, au milieu de beaucoup d'autres, la Bibliothèque de notre Société. C'est une lettre adressée au nom du consistoire de Montpellier, à l'Église de Saint-Hippolyte qu'on poursuivait pour des motifs encore plus invraisemblables que ceux qu'on allait invoquer un peu plus tard contre celle de Montpellier.

Un missionnaire, du nom de Sainte-Marie, chassé de la ville par ses supérieurs pour avoir essayé de séduire une dame protestante, se vengea en prétendant que les protestants avaient manqué de respect au saint-sacrement qu'il avait porté à un malade « à quatre heures après-midi, qui étoit précisément le tems que les réformés revenoient du temple et passant devant la porte de ce lieu ». Malgré l'indignité avérée du personnage, malgré l'inexistence non moins avérée du prétexte invoqué par lui, on eut l'idée de se servir de sa machination pour faire tomber le temple de Saint-Hippolyte (3). Effrayés, mais ne s'attendant nullement encore à cette extrémité, les protestants demandèrent l'avis de leurs coreligionnaires de Montpellier. Voici la lettre qu'après mûre délibération, ces derniers adressèrent, le 10 juin 1678, à « Messieurs,

(1) Publiés en 1878 en 2 volumes par la Société des bibliophiles de Montpellier, imprimerie Jean Martel.

(2) Voy. *La sortie de France*, *ul supra*, p. 12.

(3) Voy. sur toute cette affaire Elie Benoit, *Histoire de l'Édit de Nantes*, IV, 366-368, dont la véracité et l'exactitude se trouvent une fois de plus confirmées par un texte contemporain.

Messieurs les ministres et anciens de l'Église réformée de Saint-Hippolyte » :

« Messieurs et très honorés frères,

« Le bon Dieu qui a laissé votre troupeau en repos durant un long temps, le veut maintenant mettre à l'épreuve : nous craignons que ce ne soit le commencement de plus grands maux. Mais, Messieurs, icy est la patience des saints. C'est par la douceur, la débonairété, l'humilité et la patience que la Religion chrestienne a esté établie dans le monde. C'est par ces mesmes vertus qu'elle se conserve. Nous vous conjurons d'exhorter constamment, puissamment, toute votre Église à ces devoirs. Il nous paroît que le démon qui veut votre perte cherche, dans un emportement, les occasions de réussir ; on se lassera de vous tourmenter si votre patience est invincible. Que si l'on tourmente les personnes de votre lieu qui embrassent nostre religion, mesme cette famille qui a donné lieu à l'ordonnance du prétendu subdélégué de M. l'Intendant, faites com [me] nous, Messieurs ; depuis dix ans nous ne recevons personne en public et nous évitons mille affaires que nous ferions et [à] ces prosélytes et à nous mesmes. Quand vous ne craindrés pas aucune mauvaise suite, il est bon de recevoir les prosélytes en public pour l'édification de l'Église. Mais si vous craignés rien, nous vous prions de les recevoir comme nous, surtout cette famille pour laquelle vous nous faites l'honneur de nous escrire. Mais nous croyons aussi que, quelque défense qui vous ait esté faite, vous la devés recevoir dans le consistoire et en secret.

« Nous venons d'oûir M. Demazel qui nous a fort affligés, puisque ce qu'il nous a rapporté nous fait pénétrer dans le dessain de nos ennemis. Et, puisque nous vous voyons attaqués avec tant de violence, pour l'amour du grand Dieu, témoignés, en cette occasion, cette douceur et cette patience que nous venons de vous recommander. Surtout humilions-nous par une profonde repentance, puisque nous voyons que Dieu est courroucé contre ses pauvres Églises. Nous avons jugé, Messieurs, que vous deviez estre priés d'envoyer en toute diligence au consistoire de Nismes un député honneste homme qui sçache parler, afin que le consistoire de Nismes employe les personnes qu'il trouvera à propos pour vous rendre M. de Rochemore le père et l'évesque favorables, pour scavoir d'eux de qui émane la commission. Et pour mettre tout en train pour assoupir cette affaire, nous estimons encore que vous devés rendre à M. le Président Grille toutes les civilités imaginables, soit par députations publiques s'il en veut recevoir, soit par des visites particulières, parce que nous croyons, Mes-

sieurs, que le rapport qu'il fera de votre douceur, et de votre prudence vous sera fort avantageux dans les suites. Sur tout, Messieurs, nous vous prions d'envoyer promptement à la Chambre quérir des provisions pour faire informer contre Sainte Marie avec un mémoire exact, un peu plus que celui que nous avons vu. Il faut, s'il vous plaist, mettre à la tête du mémoire que ledit Sainte Marie fit arrester le dez soubz lequel estoit l'hostie, quelque soin que M. le lieutenant prit pour faire marcher la troupe, jusques à ce qu'on sortiroit du prêche ; mais qu'il n'y ait rien dans votre mémoire que ce que vous sçavés certainement estre véritable. Vous vous souviendrés, s'il vous plaist, d'envoyer une copie de ce mémoire à l'Église de Nismes. Si vous pouviés avoir un exploit d'assignation de ceux que l'on a fait aux témoins, vous le devés envoyer à la Chambre et escrire à M. de Juge, le ministre, une lettre qui ne manquera, si vous l'en priez, de mettre votre affaire en délibération et de vous envoyer ce qu'il faudra. Prenés garde, Messieurs, si ces disgrâces qu'il plaist à Dieu de vous envoyer ne sont pas un chastiment de vos divisions. Car on oit totalement dire qu'il y a de partialités entre vous, comme S. Paul le dit des [Chorinthiens. Unissés-vous par une véritable union chrestienne ; comme vous estes un mesme corps en Christ, n'ayés qu'un mesme cœur. Nous prions le bon Dieu qu'il vous protège par une providence particulière. Vos maux seront tousjours les nostres, et vos consolations seront les nostres puisque nous sommes, Messieurs et très honorés frères, vos très humbles et très obéissans serviteurs,

« Les Ministres et les anciens de l'Église Réformée de Montpellier

« Et pour eux,

« DUBOURDIEU, avec charge. »

Cette lettre (1) dont j'ai tenu à donner le texte intégral qui n'était, certes, pas destiné à la postérité, n'est-elle pas un témoignage à la fois bien curieux et bien inattendu, des dispositions essentiellement pacifiques, nullement factieuses, des plus considérables parmi les protestants montpelliérains, au moment même où, sous les prétextes les plus basement mensongers, on s'apprêtait à les étrangler ? Et le pasteur octogénaire *Isaac Dubourdieu* qui dut la rédiger et la signer au nom du consistoire se doutait-il que quatre ans plus tard, après avoir vainement appliqué les principes de la règle de conduite qu'il y expose, à la défense de sa propre Église, il serait obligé de quitter celle-ci pour obéir,

(1) Elle provient d'un dossier de pièces diverses données en 1884 par M. Delon, président du consistoire de Valleraugue. Le temple de S^t-Hippolyte fut démoli en 1681.

comme un vulgaire criminel, à un ordre de bannissement (1)?
Mais cette lettre est encore intéressante à un autre point de



Bloeteling, es.

Le ministre Dubourdieu.

vue. Avant de consulter leurs amis sur la machination de Sainte-

(1) Quelques mois après avoir fait paraître *La sortie de D. Brousson*, j'ai publié dans le *Bulletin* de 1886, p. 62, un résumé de la procédure qui aboutit

Marie, les gens de Saint-Hippolyte demandent leur avis sur l'admission, dans leur Église, admission que le subdélégué de l'intendant voulait empêcher, d'une famille catholique. Il y avait donc, à ce moment, malgré les ordonnances prohibitives, malgré les persécutions auxquelles ils s'exposaient, des catholiques qui demandaient à faire partie de l'Église persécutée, voire même à y être admis *publiquement*, puisque c'est précisément sur ce dernier point que porte la question posée au consistoire de Montpellier (1). On constate que dans cette ville, malgré certaines défections retentissantes, complaisamment — et aussi maladroitement — étalées par l'annaliste Delort (2), malgré le fanatisme des catholiques, le protestantisme ne cessait de faire des conquêtes dans leurs rangs, puisque Dubourdieu écrit : « Depuis dix ans nous ne recevons personne en public et nous évitons mille affaires que nous ferions et à ces prosélytes et à nous-mêmes... nous vous prions de les recevoir comme nous... dans le consistoire et en secret... »

Nous touchons ici du doigt la raison capitale pour laquelle le clergé poursuivait avec tant d'acharnement la ruine totale du protestantisme. Il ne pouvait qu'à ce prix l'empêcher d'attirer à lui plusieurs de ceux-là mêmes qu'il avait remplis de préventions contre lui. Quel témoignage en faveur de la fidélité de nos pères, et aussi en faveur de la sincérité et du courage de plusieurs au moins de leurs adversaires !

*
* *

Si le parti de la résistance pacifique, de la « débonnairété », de la « patience invincible » était alors celui de la très grande majorité des huguenots, — et c'est ce qui explique, lorsque l'orage éclata, leur apostasie aussi prompte et lamentable que passagère, — il y en eut aussi quelques autres. Ceux-ci pensaient que, pour atteindre un résultat, il aurait fallu se préparer à résister au besoin par la force et ne pas reculer devant l'accusation de rébellion, puisqu'aussi bien les protestants étaient traités de rebelles dès qu'ils refusaient de se soumettre aux ordonnances les plus

à la chute du temple de Montpellier d'après les deux arrêts du Parlement que m'avait communiqués M. le pasteur Ph. Corbière, auteur de *l'Histoire de l'Église de Montpellier* publiée en 1861.

(1) Le mémoire exposant ces faits se trouve dans le même dossier et fut aussi envoyé à l'Église d'Alais. Il s'agissait d'une famille Dumas.

(2) Voy. celles qu'il énumère pour l'année 1681 (qui est celle des dragonnades en Poitou), et la peine qu'il se donne pour faire croire ensuite que Mlle de Saint-Affrique que l'on convertit de force, ainsi qu'il appert de son récit, s'y résolut par suite d'une inspiration d'en haut.

illégales ou même simplement parce qu'ils ne professaient pas la religion de la majorité.

De ce nombre semble bien avoir été, au fond, Isaac Dubourdieu lui-même, puisque Daniel Brousson, le jeune, écrit à la suite de la phrase que j'ai citée plus haut : « Ce (la soumission à tout prix) n'étoit pas l'opinion de M. du Bourdieu, ministre de notre ville, homme vénérable par son âge, par son savoir et par sa probité ; car un jour, ayant été consulté par mon père sur ce sujet : « Mettez-moi, lui répondit-il, en commande devant 50 000 hommes et je vous prouverai démonstrativement que nous sommes en droit de résister aux injustices qu'on nous fait. » On nous saura gré de donner ici le portrait, exécuté en Angleterre après 1682 (1), de ce pasteur énergique, mais qui, comme d'autres de ses collègues, crut devoir se soumettre aux vœux de la majorité de ses paroissiens. Après avoir exercé ses fonctions à Montpellier de 1650 à 1682, il devint, à Londres, pasteur de l'Eglise française de la Savoye où il prêchait encore à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, en 1692, entre autres, à plusieurs de ses anciens paroissiens (2), et où il mourut, âgé de plus de cent ans, en 1699.

Le fils d'Isaac, *Jean Dubourdieu*, devint le collègue de son père à Montpellier en 1677, ainsi que plus tard à Londres où il mourut

(1) Ce très beau portrait porte au bas, écrit d'une main contemporaine : *Le ministre Du Bourdieu*, puis le nom du graveur *Bloeteling* (?). La maison que Dubourdieu habitait à Montpellier, appartenant à M. Monfaucon, puis à MM. Foucard, fut achetée par les Capucins pour agrandir leur établissement. On l'appelait « la maison du ministre » et sans doute le consistoire l'avait simplement louée et non achetée comme le dit Delort (I, 26), autrement on ne comprendrait pas qu'il l'eût vendue. D'ailleurs les propriétaires auxquels les Capucins l'achetèrent prétendirent n'avoir pas su que c'était à ceux-ci qu'ils l'avaient vendue.

(2) Nous avons, à la Bibliothèque, la copie d'un registre de l'Eglise de la Savoye (1684-1702). J'y ai relevé plusieurs noms de fugitifs montpelliérains qui vinrent y faire amende honorable d'avoir signé une abjuration en France : 14 août 1684, David Barthélemy, 24 ans ; — 20 déc. 1685, Jean-Jacques Martin ; — 20 mars 1686, Jeanne Agère, v^e Serval, 47 ans et Marie Cheul, femme de Gabriel Guichard, 25 ans ; — 29 août 1686, Jean Castanet, 68 ans et Isabeau sa fille ; veuve Jeanne Du Val, 53 ans et sa fille Jeanne ; — 13 mai 1687, Henri Montelay, 17 ans ; — 2 juin 1687, Pierre Valette, 43 ans et Madeleine Pelissier, 23 ans ; — 18 août 1687, Jacques Chabaud, 17 ans ; — 12 avril 1688, Jean Morgues, de Villemagne près Montpellier, 30 ans ; — 30 juin 1688, Étienne Cassan, 26 ans ; — 20 juin 1689, Jacques Gally, 56 ans ; — 15 août 1689, Antoine Bridol, 42 ans ; — 29 sept. 1689, Louis Saül, 21 ans ; — 24 oct. 1689, Pierre Gasté, 20 ans ; — 3 juillet 1698, François Mage, 23 ans ; — 15 nov. 1699, Marie femme de Jean Jonquet, 3 enfants et Jeanne Guimbal, 13 ans ; — 17 mars 1700, Antoine Tendon ; — 21 juillet 1700, Étienne Lacroix ; — 28 juin 1702, Antoine Martin, 22 ans. — Il y eut aussi des abjurations de personnes nées catholiques : 15 mars 1688, Antoinette Thoulouze, 22 ans (serait-ce une parente catholique du brodeur et graveur Guillaume, dont le cadavre fut traîné sur la claie ?) ; — 9 sept. 1689, François Audibert, 20 ans ; — 8 déc. 1695, Jean Méric de Rincq, 18 ans.

en 1720 ; il avait été auparavant successivement chapelain des trois ducs de Schomberg. Le cardinal de Bonzy, le même qui, en 1683, scandalisa protestants et catholiques en faisant reculer la croix érigée sur la place du grand temple pour dégager l'entrée de l'hôtel qu'il faisait construire pour M^{lle} de Gévaudan sa maîtresse, écrivait à la cour : « J'ai découvert que Bordieu le fils, ministre, a icy des liaisons et des attachemens qui faciliteront sa conversion si on peut luy faire appréhender, ou un exil fort éloigné d'icy, ou un ordre pour sortir du royaume. » On fit même courir le bruit de cette conversion. Voici comment Jean Dubourdieu fit justice de cette perfide manœuvre :

« Si par le terme de réunion on entend simplement un retour à l'Église romaine sans qu'elle se réforme et se relâche en rien, il est clair que c'est abuser des termes : cela ne s'appela jamais réunion. C'est une pure et simple abjuration de ce que vous appelez le schisme et l'hérésie... Il n'est pas impossible, je l'avoue, à un aussi puissant roi qu'est le nôtre, d'extirper de ses États ce qu'on appelle le Calvinisme. Il a déjà rasé nos temples, dissipé nos troupeaux, chassé la plupart de nos ministres. La tentation a déjà fait succomber un grand nombre de gens à qui vous faites l'honneur de donner le nom de Convertis. Si, par vos conseils Sa Majesté continue cette dure conduite à l'égard de sujets fidèles, et qui ne demandent que la gloire de leur souverain ; si le roi contraint les réformés par des enlèvements d'enfants, par des édits rigoureux, par des arrêts de mort et de bannissement à changer de religion, les plus faibles rentreront dans la communion de Rome, mais ils la détestent de tout leur cœur. Ainsi vous en ferez des hypocrites et des profanes. La plus grande partie de ceux qui auront de la piété se retireront et, quelque soin que l'on prenne à fermer les portes du royaume, on n'empêchera jamais que les gens n'échappent par la fenêtre. C'est de cette manière que le Calvinisme s'éteindra en France. Mais, Messieurs, cela ne s'appela jamais réunion, ce n'est pas apparemment ce que vous avez pour but de faire, car c'est désoler le royaume, c'est ravir au roi des sujets, c'est donner à l'Église de faux chrétiens, c'est faire à Jésus-Christ de faux membres (1). »

Lorsqu'il écrivait ces lignes si justes et si modérées, le malheureux pasteur songeait peut-être à sa femme et à ses deux filles, Anne et Elisabeth, qui ne l'avaient pas suivi dans l'exil. C'étaient là, sans doute, les « attachemens » dont avait parlé le cardinal de

(1) Cette page est empruntée à une *Lettre de quelques protestants pacifiques au sujet de la réunion des religions à l'assemblée de Messieurs du clergé de France, qui se doit tenir à Saint-Germain-en-Laye le... du mois de may 1685. Imprimé l'an M.DC.LXXXV*. Cet opuscule remarquable attribué à Jurieu par Barbier, est de Jean Dubourdieu d'après une note manuscrite du temps. Cf. *France prot.*, 2^e édit. V, 561.

Bonzy. Dans son testament — il mourut en 1720 — Jean^l Dubourdieu n'oublie pas ces deux filles, mais ne leur laisse leur part, à



D. Firmin pinx.

P. Pelham fecit 1723

Jean Armand Dubourdieu, ministre de la Savoye etc.

elles ou à leurs enfants, qu'en cas de retour au protestantisme et en Angleterre.

De cette famille qui fournit à ce pays du Refuge une série d'hommes remarquables, le plus célèbre fut *Jean Armand Dubourdieu*, aussi pasteur de l'Eglise de la Savoye en même temps que

Jean Dubourdieu dont il fut, semble-t-il, le neveu (1). Le portrait qu'on trouvera ici de lui a été exécuté en 1723, c'est-à-dire trois ans avant sa mort. C'est lui qui, le 31 décembre 1706, en pleine chaire, osa comparer l'orgueil de Louis XIV à *l'orgueil de Nebucadnetzar abattu de la main de Dieu*, et, dans la préface de ce sermon, reprocher à ses compatriotes leur soumission sous ce « sceptre de fer » : ... « Auriez-vous souffert si longtemps la désolation de votre patrie si vous aviez eu autant de courage pour revendiquer votre liberté que vous en avez fait paraître pour attaquer la liberté des autres peuples, si vous aviez eu autant de générosité pour défendre l'innocence opprimée que vous avez témoigné de valeur pour soutenir les crimes et les usurpations de votre prince... » — Ce sont là des paroles vengeresses qu'on comprend si on ne les approuve pas et qui, d'ailleurs, provoquèrent de la part du duc d'Aumont, ambassadeur de France, des plaintes au nom de son glorieux maître.

Au temple de la rue Maguelonne les 8 et 9 Novembre 1913.

Nous voici loin, semble-t-il, de l'assemblée générale ! Bien au contraire. Tout ce que nous y avons entendu — et qu'en partie on va lire — tournait autour de la Révocation. Il fallait donc montrer d'abord de quel esprit était animé le consistoire de Montpellier et donner une idée des graves questions qu'y souleva cette calamité nationale, — calamité qu'à Montpellier nous ne pouvions passer sous silence, car tout l'y rappelle, jusqu'à la prétention de M. l'abbé Rouquette de la réduire à des proportions insignifiantes.

N'est-ce pas là que pendant un tiers de siècle résida le vrai roi du Languedoc qui fit d'une capitale huguenote la Jérusalem qui tue les prophètes, et des plus belles parties de la province un désert ? — N'est-ce pas au centre de la ville, à la préfecture, que se trouvent tant de dossiers qu'il feuilleta, témoins écrits d'une véritable campagne d'extermination de tout un peuple — et que s'élevait le grand temple dont la ruine est un déshonneur pour le tribunal qui l'ordonna ? — Quand — après avoir traversé les rues où, en 1686, furent, pour n'avoir pas voulu recevoir l'extrême-onction, traînés les cadavres du maître brodeur Toulouse et de Madame Carquet, femme d'un médecin — on gagne l'Esplanade, n'est-ce pas là que Baille convoquait périodiquement la foule, pour lui faire apprécier les conséquences de la Révocation ?

L'impression laissée par les quatorze exécutions qu'il ordonna,

(1) *La France protestante*, 2 éd., V, 565, le représente comme un fils de Jean et petit-fils d'Isaac, mais d'après son testament reproduit par Agnew (*Port. exiles*, II, 346), Jean n'avait que deux fils, Pierre et Armand.

à Montpellier, en l'espace seulement de huit années, 1690-1698 (1); — saisissante leçon de choses renforcée par plus de deux cents condamnations aux galères, sans compter les massacres d'assemblées, — cette impression fut, comme le désirait Bâville, profonde et durable. En voici une preuve bien frappante, dans une lettre écrite plus de soixante ans plus tard par un de ces « candidats à la potence », Simon Lombard, jeune proposant qui tenait alors des assemblées du Désert, pour Montpellier, à « la Fontette », et se cachait en ville. Il écrit, le 4 septembre 1760, à un de ses amis, Antoine Perrier (2) :

« Il faut que je te fasse part d'une autre démarche qui te fera frémir. Il y a environ un an qu'étant logé à Montpellier assez près des casernes, je sortis sans rien dire pour voir arriver un régiment. J'étais seul, un monsieur protestant, qui me reconnut, vint se mettre à mon côté et, me touchant du coude sans me regarder, me dit tout bas : « Monsieur, que faites-vous ici ; retirez-vous, je suis untel, vous connaissez mes parents de Cournonterral. » — « Eh bien, lui dis-je, conduisez-moi dans un lieu où je puisse voir défilér le régiment qui va arriver. » — « Il est arrivé, monsieur, il est déjà dans les casernes. » — « Dans ce cas, ayez la bonté de me conduire à l'Esplanade, faites-moi ce plaisir. »

« Il se rend à ma prière. Arrivés à l'Esplanade, je désire de voir et je vois, en effet, la place où nos bienheureux confesseurs, MM. Desubas, Teissier-Lafage, Bénézet et autres ont été martyrisés (3).

« Ce n'est pas tout. Je désire de voir la prison où ils ont été détenus. Mon conducteur s'y refuse. Enfin il se rend. En nous avançant vers la citadelle, il me décrit l'appareil dans lequel nos martyrs ont été conduits et suppliciés. Nous abordons la citadelle. La sentinelle nous laisse passer ; nous voilà dans la cour. Mon conducteur, en avançant et en me parlant d'autre chose, me donne de la tête le signal convenu ; je fixe mes regards sur un

(1) En 1690, 31 mai, *Jean Bonijoly*, de Vialas, régent, 34 ans ; — 17 juin, *David Quet*, de Recoules, 26 ans ; — 1691, 30 janvier, *Jean Roussel*, de St-Geniès, 17 ans ; — 2 mai, *Gabriel Picq*, de St-Germain de Calberte ; — 1692, 16 juin, *Etienne Plan*, des Escoffins, 30 ans et *Paul Plan*, 17 ans ; — 1693, 16 septembre, *Jacques Guion*, du Lunès, 61 ans ; — 1695, 8 mars, *Pierre Papis de la Verdaugie*, de Chaignes, 25 ans ; — 1696, 27 février, *Charles Artigue*, du Collet de Dèze, 27-28 ans ; — 22 juin, *Henry Pourtal*, de Bourgnole, 30 ans ; — 1697, 15 février, *Pierre Plan*, des Escoffins, 23-24 ans ; — 1698, 4 nov., *Claude Brousson*, 52 ans.

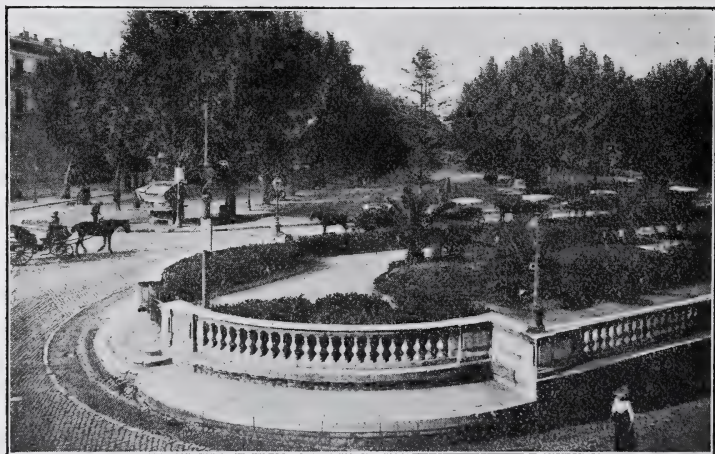
(2) Voy. une plaquette peu répandue de Charles Dardier : *La vie des étudiants au Désert d'après la correspondance de l'un d'eux, Simon Lombard* (1756-1763), Genève 1893.

(3) Lombard cite des prédicants exécutés postérieurement à ceux dont je viens de parler, *François Majal* dit *Desubas* exécuté le 2 février 1746, *François Bénézet*, le 27 mars 1754, *Etienne Teissier-Lafage*, le 17 août 1754.

cachot qui pouvait un jour devenir aussi le mien. Après quoi, tranquillement, nous retournons à la ville où je vais me renfermer jusqu'au soir.

« Je sens, mon ami, qu'en tout cela j'ai manqué de prudence, comme lorsque je voulais aller visiter nos prisonnières de la Tour de Constance, à quoi mon père s'opposa.

« Je ne sais ce que le Seigneur fera de moi ; mais, relativement aux dangers de notre état, je n'ai pas encore connu la crainte. Il est pourtant certain que, tout disposés que nous sommes à donner notre vie, si le Seigneur nous y appelle, il ne faut pas nous exposer sans nécessité ».



L'entrée de l'Esplanade en 1914.

Le même pèlerinage que décrit ici Simon Lombard et qu'il fit au risque d'être reconnu et de partager le sort de ceux dont la mort le hantait, je l'ai fait dans des conditions bien différentes, avant d'aller, le samedi soir 8 novembre, au temple de la rue Maguelonne, parler sur Claude Brousson.

L'Esplanade a naturellement beaucoup changé d'aspect depuis 1698 et même depuis 1760, mais historiquement, cette place n'en a pas moins été, par les souvenirs les plus émouvants qu'elle évoque, consacrée en quelque sorte à la lutte sanglante pour la liberté de conscience qui, nulle part en France dans un temps déjà très éloigné des bûchers du xvi^e siècle, n'a réclamé un plus grand nombre de plus pures victimes. On m'a affirmé qu'on ne pouvait plus retrouver le cachot visité par le jeune candidat de 21 ans — et j'ai regretté que personne n'ait eu l'idée de laisser, dans les archives de l'Église réformée de Montpellier, une trace précise

des lieux de détention, d'exécution et d'ensevelissement de ceux qui consentirent à périr ainsi pour qu'elle ne pérît point.

Un nombreux auditoire s'était rassemblé à huit heures et demie pour entendre raconter la vie et la mort de l'avocat Nîmois, frère cadet du marchand de Montpellier. Je me suis efforcé de montrer, — en laissant la parole aux faits, assez significatifs par eux-mêmes, — cette belle âme, enthousiaste, pure, désintéressée, victime, non seulement de conceptions religieuses et légales barbares, mais encore du conflit que j'ai indiqué plus haut et qui fut une des principales causes de la ruine du protestantisme en France.

Jamais ce dernier n'a su se décider à l'unanimité pour la résistance ouverte et déterminée qui lui aurait sans doute assuré une existence moins précaire. Lorsqu'au ^{xvii}^e siècle on lui reprochait de former un État dans l'État, ce qui n'était qu'un prétexte pour le dépouiller des garanties de l'édit de Nantes, il ne comprit pas que la chute de ses places de sûreté le livrerait, pieds et poings liés, à un ennemi qui avait juré sa perte.

Brousson fut du petit nombre de ceux qui comprirent, mais trop tard, qu'il aurait fallu résister. Mais lui encore s'imagina qu'une résistance pacifique ferait de l'impression sur un gouvernement inféodé à l'Église catholique, décidé à ne respecter l'édit, pour la forme, qu'aussi longtemps que le souvenir des conséquences de ses trahisons au ^{xvi}^e siècle resterait vivant et qui allait lancer la soldatesque à la conquête des consciences lorsqu'il fut assuré qu'on ne la combattrait pas.

Comme Dubourdieu qui reprochait aux gens de Saint Hippolyte leurs « partialités », Brousson voyait dans les divisions des protestants l'une des grandes causes de leur perte... « Ces cruels persécuteurs n'ont qu'un même cœur et un même conseil..., cependant, comme s'ils avaient aujourd'hui oublié l'intérêt de leur propre conservation, les protestants vivent dans le schisme et dans la discorde et par là ils fournissent à leurs ennemis l'occasion de les perdre séparément et sans peine. »

En réalité, un des principaux et des plus importants effets de la Révocation, ce fut de faire comprendre aux puissances protestantes qu'elles étaient solidaires les unes des autres. Assurément la politique joua un rôle prépondérant dans la coalition de 1689 contre Louis XIV, mais au fond les coalisés sentaient bien que la liberté religieuse était la vraie garantie de leur liberté politique. Il est vraiment étrange de voir reprocher à des huguenots comme Jurieu, Brousson, Gaultier de Saint-Blancard et d'autres, de l'avoir proclamé et d'avoir travaillé à abaisser la superbe de leur souverain parjure — alors qu'on trouve tout simple qu'après avoir trahi des serments solennels, Louis XIV ait poursuivi la ruine du protestantisme au delà de ses frontières.

Vivent, devenu, après l'infâme guet-à-pens que lui dressa Bâville en 1687, le prototype des Camisards, était dans le vrai. A des adversaires sans foi ni loi, il fallait rendre œil pour œil et dent pour dent. Il suffit de voir l'inquiétude de l'impassible proconsul lorsqu'il comprit que le mouton huguenot pourrait devenir enragé, pour comprendre que si, au lendemain de la Révocation et dès le déchainement des répressions sauvages, le mouvement qui n'éclata qu'en 1702 avait pu se produire, les effets de la Révocation n'auraient pas duré un siècle.

Mais Brousson ne fut que momentanément influencé par Vivent, « l'homme de sang », comme il l'appelait. Il eut même plus tard et notamment devant son juge, honte de cette infidélité à ses premiers principes d'obstination douce auxquels nous devons le spectacle d'une mort aussi radieusement émouvante que celle des tout premiers témoins de l'Évangile.

Qu'à Bâville qui triomphait hypocritement de pouvoir l'accuser de sédition, Brousson ait répondu en invoquant le bénéfice de l'amnistie du traité de Ryswick, c'était après tout son droit. On lui en voudrait plutôt de n'avoir pas hautement revendiqué celui de la « sédition » contre ceux qui la pratiquaient en violant les engagements les plus sacrés.

Je ne voulais pas faire autre chose à Montpellier qu'exposer des faits plus éloquents que toutes les réflexions. Mais malgré moi je songeais à ces paroles des frères Haag, ces modestes savants qui ont mieux connu que personne notre histoire : « En parcourant la correspondance du secrétaire d'État Saint-Florentin avec les intendants du Poitou et du Languedoc, nous avons acquis la conviction que l'insurrection cévenole, par les terribles souvenirs qu'elle laissa, a contribué, *plus que le dévouement héroïque des pasteurs du Désert*, à sauver le protestantisme en France (1). »

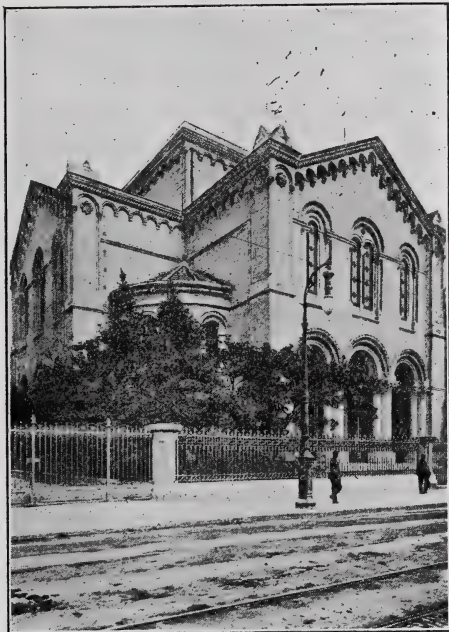
*
* *

Le lendemain, dimanche 9 novembre, le même public vint entendre, le matin, une éloquente prédication de M. le pasteur Bertrand, de Castres, sur Prov. IV, 18, *le sentier des justes est comme la lumière*, illustrant elle aussi la vie de Brousson, puis, à deux heures et demie, assister à notre assemblée générale.

Sur l'estrade, sous la chaire, aux côtés de notre président prirent place Monsieur le pasteur Ponsoye, de l'Église réformée évangélique, le général d'Amboix, le sous-signé, M. G. Mercié,

(1) Ces lignes sont la conclusion de l'article qu'ils consacrèrent au camisard La Porte dit Rolland, *France prot.*, VI, 326.

avocat à la cour d'appel, bâtonnier de l'ordre, M. P. Gachon, professeur à la Faculté des Lettres, M. E. Hugues, préfet honoraire, conservateur du Musée du Désert, MM. Dupont et Bentkowski, pasteurs de l'Église réformée. Leur collègue M. le pasteur A. E. Henry avait assumé, sur la tribune du fond, la direction du chœur dont les chants, et notamment l'exécution remarquable des deux magnifiques Psaumes 79, *Les ennemis sont dans son héritage*, et 81, *Chantez du*



Temple de l'Église réformée.

Seigneur la toute puissance, ne contribuèrent pas peu à soutenir l'attention et à émouvoir les âmes, car la séance devait se prolonger jusqu'à cinq heures et demie.

MM. les pasteurs Bellue, Elisée Bost, Caladon, Gervais, Sarradon étaient aussi présents, ainsi que les membres du Conseil presbytéral de l'Église réformée, MM. Marc Bazille, Léo Chausse, E. Beaulard de Lenaizan, H. Lombard, Félix Michel, Louis Planchon. Avaient été invités, mais durent se faire excuser, MM. les pasteurs Cachard, de Montagnac, Chateau, de Durfort, Février, de St-Hippolyte-du-Fort, Mounier et Picheral, de Nîmes, Lafont, d'Anduze, et Ernest Delon, conseiller presbytéral.

Après une lecture biblique et la prière prononcée par M. le

pasteur Dupont, M. le pasteur Bentkowski, président du Conseil presbytéral, prend la parole en ces termes :

Monsieur le Président de la Société de l'histoire
du Protestantisme français,

Monsieur le Secrétaire,

Au nom du Conseil Presbytéral de l'Église Réformée de Montpellier, soyez remerciés d'avoir bien voulu nous faire l'honneur de tenir ici, cette année, votre assemblée générale.

Soyez les bienvenus dans cette Église dont vous connaissez mieux que nous les origines, son fondateur Guillaume Mauget, ses premiers pasteurs Jean Chassagnon et Olivier Tardieu, et sa longue suite de martyrs depuis Guillaume d'Alençon, brûlé en 1554, jusqu'à Claude Brousson, pendu en 1698.

Soyez les bienvenus : en vous, nous saluons des chercheurs libres et consciencieux. Vous n'êtes en effet ni des hagiographes, ni des apologistes, ni des dogmaticiens, encore moins des épongistes. Vous êtes des historiens. Ce qui vous importe c'est avant tout et même uniquement d'être bien informés afin de pouvoir raconter avec impartialité. Connaître, pour le décrire, le passé de nos Églises tel que les documents certains le permettent, voilà votre dessein. Mais votre curiosité n'est pourtant pas celle du greffier ou du dilettante, ni votre impartialité celle du sceptique : il ne vous suffit pas de tourner des pages et de noter des dates et des noms. Vous n'êtes pas non plus de ceux qui, pour des raisons étrangères aux textes, abaissent les tragiques conflits de la conscience et de la force au niveau de simples compétitions politiques et renverraient volontiers dos à dos une Catherine de Médicis et un Gaspard de Coligny, un Bâville et un Claude Brousson. Exactitude des faits, droiture et équité dans les jugements, voilà le caractère et la marque de vos travaux ; voilà ce qui, depuis soixante-deux ans qu'il existe, donne à votre excellent *Bulletin* l'autorité dont il jouit.

Soyez les bienvenus, Messieurs, pour une autre raison. Vous êtes des chercheurs heureux : vos efforts et vos labeurs ont beau se concentrer sur un but ; ils le dépassent. Partout où vous allez et parlez, partout où vous évoquez ce passé dont vous possédez presque tous les secrets, vous attirez, vous groupez autour de vous toutes nos Églises, vous faites vibrer au fond de tous les cœurs protestants les mêmes sentiments ; vous nous révélez donc à tous jusqu'à l'évidence, non seulement la communauté de nos origines, mais encore l'identité persistante de nos aspirations les plus élevées, et, en nous rappelant à tous et vivement au prix de quels sacrifices nos pères nous ont passé le flambeau de l'Évangile et de la liberté, vous nous adressez à tous par la voix sacrée de nos morts les mêmes reproches et les mêmes *sursum corda*. Qu'est-ce à dire, sinon que vous nous unissez par ce qu'il y a de plus profond en chacun de nous, par la conscience dans les mêmes regrets, par le cœur dans la même pitié et la même admiration, par la volonté dans la même décision de nous hausser, autrement que pour le contempler, vers ce passé qui, s'il ne compte pas que des martyrs et des héros, peut en montrer et de sublimes.

Messieurs, il vous suffit d'être de nos Églises et pour elles des historiens informés et véridiques ; vous êtes aussi et en même temps des semeurs, et si, comme le dit Agrippa d'Aubigné : « Les cendres des bruslez sont précieuses graines » n'avons-nous pas le droit d'espérer que ces graines, un jour, grâce à vous qui les recueillez, fleuriront ?

— Et vous, Messieurs, qui non contents d'honorer cette fête de votre présence, avez bien voulu nous promettre et nous apporter quelques-uns des résultats de vos recherches savantes, professeur de notre Université, avocat de notre barreau, conservateur du Musée du Désert, et vous tous, pasteurs et fidèles qui êtes venus de près et de loin évoquer avec nous un passé de souffrances imméritées et d'héroïsme simple, soyez aussi les bienvenus parmi nous ; vous êtes tous chez vous dans ce

temple élevé à l'honneur et à la gloire du Dieu de vérité et d'amour.

M. Frank Puaux remercie M. le Président du Conseil presbytéral des paroles de bienvenue qu'il venait de prononcer. En les entendant, dit-il, je me suis souvenu d'une inscription gravée sur la plaque de marbre, placée dans la bibliothèque de la Société de l'histoire du protestantisme français, en souvenir de son éminent président, le baron Fernand de Schickler : *L'union des cœurs sur le terrain de l'histoire.*

Cette noble parole est la vraie devise de notre Société et vous nous la rendez plus chère en la voyant acceptée à Montpellier d'une manière si remarquable. L'appel que vous avez bien voulu adresser à notre Comité de tenir notre assemblée générale dans votre temple, a été considéré comme un honneur et un privilège. Nous ne pouvions oublier le grand passé de votre cité dans l'histoire de la Réforme française, et nous sommes venus pour évoquer, avec vous, des souvenirs dont nous avons le droit d'être fiers, en rappelant l'héroïsme et la foi invincible des martyrs et des confesseurs.

Les cendres des brûlés sont précieuses graines, avez-vous dit avec d'Aubigné, rien n'est plus vrai et la communion aux souffrances de nos pères doit créer entre nous des liens que nulle puissance au monde ne pourra rompre. A méconnaître, ou, pire encore, à oublier le passé, on peut compromettre l'avenir, car seul l'arbre aux profondes racines peut braver les ouragans. Rien ne nous tient plus à cœur que de faire œuvre de paix et d'union dans nos Églises pour le réveil de ces nobles souvenirs, héritage que tous nous réclamons avec la ferme volonté de le maintenir pour le bien de la patrie et de l'Église. Au nom du Comité, je vous remercie d'un accueil dont nous ne perdrons pas le souvenir, comme je remercie aussi, et d'une manière particulière, les savants et les érudits qui ont bien voulu donner à cette réunion le plus précieux concours, en acceptant de nous communiquer les résultats de leurs études historiques.

M. Frank Puaux donna ensuite lecture de son rapport sur le dernier exercice de la Société de l'histoire du protestantisme français. Après lui M. Gaston Mercié, avocat à la cour d'appel, puis M. le professeur Paul Gachon, enfin M. Edmond Hugues prirent successivement la parole et nous firent entendre les communications dont on trouvera ci-après le texte que ces messieurs ont bien voulu rédiger.

Rapport du Président sur l'exercice 1912-1913.

Mesdames, Messieurs,

Je relisais, ces jours derniers, les pages où Claude Brousson a retracé les événements qui précédèrent et suivirent la démolition du grand temple de Montpellier (1). En vain chercherait-on à se prévaloir de la différence des temps pour tenter, non de justifier, mais de comprendre les raisons d'une semblable action : il faudrait se rendre à cette vérité que l'on se trouve en présence d'un déni de justice presque sans exemple.

Une jeune fille, Isabeau de Paulet, est accusée, après avoir abjuré, d'être retournée au temple de Montpellier et d'y avoir pris la communion des mains du vénérable pasteur Du Bourdieu. Qui pourrait croire que cette seule accusation ait permis d'instruire un procès qui, dans cette grande ville où les réformés se comptent par milliers, devait aboutir à l'interdiction de leur culte, à l'emprisonnement de leurs pasteurs, et à la démolition de leur temple?

Qu'importe que le pasteur Du Bourdieu déclare qu'il lui était impossible, au moment de la communion, de reconnaître cette jeune fille, les femmes communiant le voile baissé, il ne sera tenu aucun compte d'une si juste remarque. Plus encore : lorsque son acte d'abjuration, signé de sa main, déclarait-on, est présenté à Isabeau de Paulet, elle saisit une plume et, par deux fois, elle écrit : « Je soutiens que ce seing n'est pas de ma main. » Les différences d'écriture sont si frappantes que les experts en sont réduits à dire, sans se soucier du mouvement spontané de la jeune fille, qu'elle a déguisé son écriture.

Je me reproche de rappeler le souvenir d'une si navrante injustice, mais cependant en pensant à cette journée du 4 décembre 1682 qui vit la fin de la démo-

(1) C. BROUSSON, *Estat des Réformés*, seconde partie, p. 348.

lition du temple de votre ville, l'un des plus beaux de France, où se trouvaient les armoiries de Coligny et du Prince de Condé, je me disais que, répondant au fraternel appel du vénérable conseil presbytéral de votre Église, notre Société tiendrait son assemblée générale dans un autre temple élevé par la piété et la générosité des fidèles.

Je compris mieux alors les paroles que le pasteur Bertheau, de Montpellier, prononçait dans le temple de Charenton aux fêtes de Pâques de cette année 1685 qui fut pour les Réformés, comme disait le célèbre Du Bosc, « triste entre toutes les années du monde (1). » Je les ai trouvées dans un rapport adressé à La Reynie, l'intendant de police de Paris, je les cite textuellement :

« Berthau de Montpellier prêcha, avec beaucoup de force, au temps de Pâques. Il parla de la démolition des temples et dit, entre autres choses, que si l'on privait les fidèles de ces temples matériels, chacun d'eux devait faire un temple de son cœur et que l'on ne pourra détruire ces temples qu'en leur ostant la vie. »

Lorsque Bertheau parlait ainsi de la démolition des temples, le souvenir des tristes jours qui avaient vu la destruction de celui de Montpellier dut inspirer sa douloureuse plainte, mais qui lui aurait dit qu'après plus de deux siècles, sa parole d'une si rare beauté d'images et plus riche encore par la beauté de la pensée : « Faites un temple de votre cœur », serait redite dans sa ville natale, dans le grand temple relevé de ses ruines.

C'est ainsi que les recherches historiques ont leur récompense et me serais-je trompé en pensant qu'en ressuscitant pour vous ce précieux souvenir d'un si lointain passé, je justifierais mieux à vos yeux l'importance de l'œuvre que poursuit la Société de l'histoire du protestantisme français?

Ne considérer, cependant, l'œuvre de notre Société

(1) Charles Bertheau, fils du pasteur de Montpellier René Bertheau, naquit dans cette ville en 1660, fut appelé à servir l'Église de Charenton, s'expatria à la révocation de l'Edit de Nantes, et devint pasteur de l'une des Églises françaises de Londres où il mourut en 1732.

qu'au seul point de vue de l'érudition est une erreur qu'il est de notre devoir de combattre. Sans doute nos études, par leur caractère documentaire, ont une valeur que les historiens savent reconnaître, mais nous n'avons jamais oublié que nous avions à défendre la Réforme française contre des attaques qui trop souvent dégénèrent en calomnies. L'importance de cette incessante défense n'est peut-être pas assez comprise par nombre de protestants qui se désintéressent de ces questions qui leur paraissent regarder un passé lointain et, à vrai dire, disparu. Ils cèdent à une paresse d'esprit qui limite, à l'heure présente, le souci de leurs intérêts. Mais c'est méconnaître cet enchaînement rigoureux qui relie le présent au passé et détermine l'évolution des idées et des croyances dans les sociétés. En ne tenant pas compte du travail séculaire des anciennes générations, ils ne s'aperçoivent pas qu'ils s'interdisent de bénéficier du noble labeur de ceux qui les ont précédés.

Je ne dirai rien qui puisse vous surprendre en rappelant que tout l'effort de violentes polémiques a tendu à nier les affinités électives de notre Réforme protestante et de l'âme française. Il ne nous serait que trop facile d'en donner de trop nombreux exemples. Que de fois n'avons-nous pas entendu affirmer que la Réforme française était d'origine étrangère. Autant dire qu'un pays comme la France aurait pu ne pas participer au mouvement réformateur qui agita l'Europe du xvi^e siècle. Si la nécessité des études historiques, pour réfuter et confondre de telles erreurs, devait avoir besoin de justification, il suffirait de rappeler les paroles non d'un polémiste, mais de l'historien classique des séminaires : « Les huguenots, a écrit Rohrbacher, étaient des Français renégats, ils reniaient la France de Clovis et de Charlemagne, ils lui préféraient une religion suisse fabriquée à Zurich, estampillée à Berne et introduite en contrebande par Genève (1). » Depuis soixante-deux ans notre Société ne

(1) *Histoire de l'Église catholique*, XXVI, 363.

cesse de plaider la revision de jugements aussi odieux et ce travail de foi et de persévérance a eu sa noble récompense.

Il me suffira d'opposer aux tristes paroles que j'ai dû citer, le jugement de l'un nos historiens les plus éminents, M. Lavissee. « En ce qui concerne le protestantisme, a-t-il écrit, je suis assuré de pleine certitude que dans le mouvement général de la Réforme, la France a bien sa part à elle et que Calvin, pour ne parler que de lui, est un authentique Français de vieille France. Je sais de pleine certitude aussi les bienfaisantes conséquences de sa Réforme dans toute notre vie nationale (1). » Si ces paroles si remarquables ont pu être écrites, il est permis de dire que les études historiques publiées et inspirées par notre Société n'y sont pas étrangères. Ainsi nous ne sommes pas des déracinés dans notre patrie.

On a pu dire que la Réforme française avait été vaincue. Il est vrai que les persécutions ont entravé son développement et que Louis XIV, à la veille de sa mort, se félicitait « d'avoir aboli tout exercice de la Religion prétendue réformée dans son royaume (2) », mais, malgré les incroyables malheurs des protestants français, l'esprit de leur Réforme avait pénétré si profondément dans notre race que nulle puissance au monde n'a pu l'anéantir. Sans la Réforme, en effet, l'édit de Nantes n'eût pas placé la France à la tête des nations en un temps où l'intolérance régnait en souveraine dans toute l'Europe. Nul ne peut étudier ce célèbre édit, malgré ses erreurs et ses lacunes, sans une impression d'admiration, car il apparaît comme la première et sublime charte des libertés modernes. En 1598 la France proclame, par une loi déclarée perpétuelle, irrévocable, la liberté de conscience, la liberté d'enseignement, l'admission de tous les Français sans distinction aux charges et emplois de l'État; nobles et grandes conquêtes de la Réforme française, qui mar-

(1) *Revue chrétienne*, 1901, p. 224.

(2) *Déclaration du Roi*, 8 mars 1715.

quèrent, comme l'a écrit Albert Sorel, l'apogée de la royauté alors que la révocation de ces libertés commença son déclin.

Passagère et funeste victoire que celle de Louis XIV. Le célèbre pasteur Claude, à la veille de la Révocation, dédiait l'un de ses plus beaux livres aux anciens de l'Église de Charenton et écrivait cette douloureuse mais fière parole : *Veritas fatigari, vinci non potest*, la vérité peut être persécutée, elle ne peut être vaincue. Il disait vrai, la victoire devait succéder à la persécution.

Un siècle s'écoule, la Révolution française ébranle le monde, le premier empire s'effondre et Louis XVIII monte sur le trône. Le 4 juin 1814, il donne à ses sujets la Charte : l'article premier porte que tous les Français sont égaux devant la loi ; le troisième déclare qu'ils sont tous également admissibles aux emplois civils et militaires, le cinquième proclame que chacun professe sa religion avec une égale liberté et obtient pour son culte la même protection. Et la Charte est contresignée par qui ? par un membre de ce clergé qui, aux jours de Louis XIV, suppliait le monarque de bannir la liberté de conscience, par l'abbé de Montesquiou (1).

Ainsi ces libertés fondamentales, réclamées et obtenues au prix de tant de sacrifices par les huguenots du xvi^e siècle, consacrées par l'édit de Nantes, détruites par la Révocation, reconquises par la Révolution et l'Empire, étaient reconnues par l'acte le plus solennel et jurées par le successeur de Louis XIV. Ne soyez donc pas étonnés si je redis encore une fois la parole de l'historien : « Je sais de pleine certitude les bienfaisantes conséquences de la Réforme dans toute notre vie nationale. »

Si nous obéissons à un devoir en défendant ainsi les droits de la Réforme, ne nous lassant pas, par les travaux

(1) « La liberté de conscience est regardée par tous les catholiques comme un précipice creusé devant leurs pieds, comme un piège préparé devant leurs pieds, et comme une porte ouverte au libertinage. Otez-leur, Sire, ôtez-leur cette funeste liberté et mettez-les dans l'heureuse nécessité d'être toujours fidèles. » Discours du coadjuteur d'Arles à Louis XIV au nom de l'Assemblée générale du Clergé, le 17 avril 1673, *Procès-verbaux*, V.

les plus divers, de prouver son caractère français, en conformité étroite avec le jugement de Brunetière parlant « de l'évolution logique d'un protestantisme exclusivement français », nous estimons aussi que nous devons travailler à maintenir le caractère protestant que la Réforme a trempé d'une manière si remarquable (1).

Il a en effet son histoire et une histoire trop peu connue. Qu'on lui ait reproché sa raideur, son inflexibilité, son puritanisme, nous ne pouvons l'ignorer, mais que de droiture, de sincérité, de courage n'a-t-il pas révélé ! A étudier et à lire notre *Bulletin*, on en trouvera des preuves multipliées et les leçons d'héroïsme, d'énergie, de foi, s'y révèlent, presque à chaque page, afin de nous apprendre que, pour honorer nos ancêtres, nous devons fidèlement continuer leurs traditions de conscience et de probité et maintenir dans sa vérité le dicton de jadis : « honnête comme un huguenot ».

C'était sous cette impression que nos prédécesseurs, en 1865, prirent l'initiative de cette fête de la Réformation que célèbrent aujourd'hui toutes nos Églises, afin d'unir le présent au passé et de rappeler aux protestants qu'ils prendront ainsi une plus exacte conscience de la grande œuvre qu'ils ont à poursuivre dans notre patrie. Nulle pensée de réaction vers le passé ne nous inspire et encore moins nul désir de séparatisme ne nous anime. Loin de là, mais nous croyons fermement que, dans l'inviolable respect des croyances, par la seule force de la persuasion, avec notre caractère, nos tendances, nos aspirations et surtout par notre foi religieuse, nous pouvons avoir la légitime ambition de maintenir et de continuer l'action de la Réforme française.

Si dans ce but notre *Bulletin*, sous la savante direction de M. Weiss, notre secrétaire, suit le mouvement des études historiques relatives à la Réforme, si sa collection

(1) « Il ya une Réforme purement française qui n'a rien dû à son origine ou peu de chose à la Réforme allemande ou anglaise. — On peut suivre le progrès de l'évolution logique d'un protestantisme exclusivement français... » *Revue des Deux Mondes* (15 octobre 1900).

présente aujourd'hui un ensemble de travaux et de documents que nul historien de la France ne peut ignorer, nombreux sont les ouvrages qui ne cessent de paraître depuis que notre Société a favorisé la renaissance des recherches historiques concernant le protestantisme français. C'est ainsi que, depuis notre dernière assemblée générale, ont été publiées des études, d'un grand intérêt, dus à des membres de notre Comité, dont je veux moins apprécier la valeur que rappeler les titres : *Le Siège du Mas d'Azil en 1625*, par M. le général d'Amboix de Larbont, *Le Paris des Martyrs*, par M. le professeur Viénot ; *Sedan centre d'influence française*, par M. Mellon. Nous devons à M. le doyen Doumèrgue une réfutation victorieuse des calomnies dirigées contre Calvin, et M. Dufour a détruit la légende relative à l'emprisonnement du réformateur par le chapitre de Noyon.

Nous ne pouvons pas oublier que le livre fut l'arme la plus puissante de la Réforme dans les luttes qu'elle eut à soutenir contre ses ennemis. N'est-ce pas « l'Évangile translaté du latin en français pour les pauvres gens » qui tout d'abord prépara la voie aux Réformateurs ? Aussi notre Société, dès son origine, a-t-elle considéré comme l'un de ses premiers devoirs, sous l'inspiration de M. le baron Fernand de Schickler, de créer une bibliothèque. Pour renouveler les études relatives à la Réforme française, pour répondre aux attaques autant que pour réfuter les accusations dont elle était victime, il était nécessaire, même au prix de grands sacrifices, de réunir le plus grand nombre d'ouvrages dus aussi bien à ses partisans qu'à ses adversaires. Nulle œuvre ne lui parut plus justifiée et les protestants français ne sauraient oublier que, s'ils possèdent aujourd'hui l'une des plus riches bibliothèques particulières de France, ils le doivent à la générosité de notre regretté président qui consentit en sa faveur des libéralités princières.

Fondée, en 1865, dans une petite salle de la Place Vendôme et ouverte avec deux cents volumes, transférée en 1885, dans le bel immeuble de la rue des Saints-Pères,

elle compte maintenant plus de quarante mille volumes, se rapportant, pour le plus grand nombre, à l'histoire de la Réforme française. Non moins précieuses les collections de manuscrits, d'autographes, de portraits, de médailles qui s'y trouvent conservées.

Cette année a marqué, pour notre bibliothèque, un accroissement de richesses que nous devons à la générosité de M. Alfred André qui, par son testament, lui avait réservé son admirable collection de livres protestants.

Le nom et le souvenir de M. Alfred André sont restés chers aux protestants français, car on peut lui appliquer la parole apostolique : « Il avait le souci des Églises. » Homme politique, mêlé aux plus grandes affaires, aussi sage dans le conseil que ferme dans l'action, il réservait à l'Église le meilleur de son travail. Dans des jours de liberté M. Alfred André agissait comme l'avocat Cambolive à Montpellier dans des jours de persécution. Éternel honneur de notre Réforme qui, en associant les laïques de la manière la plus étroite à la vie de l'Église, a brisé, pour toujours parmi nous, le joug du sacerdotalisme.

Depuis de longues années, M. Alfred André, dans le culte de notre grand passé, recherchait les livres les plus rares concernant surtout la Réforme du xvi^e siècle. Aussi comment pourrai-je donner une juste idée de cette collection, à vrai dire, sans rivale. Non seulement les livres qui la composent sont souvent de la plus grande rareté, quelques-uns même d'origine illustre, mais tous, par l'extraordinaire beauté des exemplaires, la noblesse des reliures sont de vraies reliques de notre Réforme. Par M. Alfred André nous sommes entrés en possession d'un rarissime exemplaire de cette édition de l'*Institution chrétienne* de 1541 qui a fait de Calvin, avec Rabelais et Montaigne, le créateur de la prose française. Parlerai-je d'une réunion unique des ouvrages du réformateur Viret, et, trésor inestimable, des premières éditions des traductions de l'Ancien et du Nouveau Testament de Lefevre d'Étaples, d'une collection merveilleuse des premiers psautiers de Marot et de Théodore de Bèze? Ne vous récriez pas contre

ces adjectifs glorieux, venus si naturellement sous ma plume qu'il n'a plus été en mon pouvoir de les écarter. Qui aime noblement les livres ne saurait m'en faire un reproche et qui pourra voir et apprécier de tels trésors ne manquera pas de les redire.

Je ne saurais assez vous demander de ne pas oublier la bibliothèque de la rue des Saint-Pères, si digne de l'attention de ceux qui savent donner à notre histoire l'importance qu'elle mérite.

Le pèlerinage dont le Musée du Désert est devenu l'objet récompense les travaux de ceux qui ont eu à cœur de perpétuer le souvenir des jours où nos Églises étaient sous la croix. Je parlerais de cette création de notre Société, qui a déjà conquis de si précieuses sympathies, si nous ne devions pas avoir le privilège d'entendre M. E. Hugues, le dévoué conservateur du musée, nous parler aussi bien du passé que de l'avenir d'une œuvre à laquelle il a donné tant de son cœur et de sa pensée.

Il est une parole de Guizot dont ma tâche de président m'a déjà révélé la douloureuse vérité : « Je suis las, disait l'illustre historien, de voir mourir. » Le sentiment de tristesse est d'autant plus grand que les morts sont prématurées. Nous l'avons éprouvé en perdant cette année M. le pasteur Fonbrune-Berbinau.

En l'appelant à faire partie de notre Comité, nous savions que nous trouverions en lui un collaborateur aussi dévoué qu'érudit. Il avait accepté cette nomination avec une reconnaissance qui marquait l'intérêt que, de longue date, il prenait à nos travaux. Il ne devait siéger parmi nous qu'une seule et unique fois. Tombé sérieusement malade, nous pûmes croire un moment qu'il se relèverait, une rechute l'enleva à notre affection ; il n'avait que cinquante-trois ans. Au cours de ses études, à la Faculté, il s'intéressait déjà à notre histoire et il les couronna par sa thèse sur le célèbre pasteur réfugié Daniel de Superville. Elle révélait déjà des qualités qui devaient se développer d'une manière remarquable. La recherche persévérante des documents et leur mise en valeur par une critique faite

de droiture et d'impartialité donnèrent à ses nombreux travaux, que publia le *Bulletin* de notre Société, une autorité que chacun reconnaissait. M. Fonbrune-Berbinau ne redoutait pas les tâches les plus longues et les plus lassantes. Nous n'oublierons jamais qu'il accepta de reviser et de classer les fiches innombrables destinées à établir la table générale des cinquante premières années du *Bulletin*. Si une telle œuvre réclamant la plus vaste érudition et exigeant une méthode de classement des plus difficiles à établir, a pu être menée à bonne fin, nous le devons à son zèle comme à son dévouement.

Mais, entre tous ses travaux, il n'en était aucun qui lui tint plus à cœur que celui qu'il avait consacré aux nobles galériens pour la foi. Sans aucun doute, son étude sur Daniel de Superville le lui avait inspiré. Car, parmi tous les pasteurs du Refuge, nul n'avait aimé les forçats pour la foi et n'avait cherché à les soulager dans leur long et cruel martyre, avec plus d'affection que Superville. M. Fonbrune-Berbinau hérita de cette sainte compassion et voua un véritable culte à la mémoire de ces illustres confesseurs. C'est grâce à lui que fut établie la première liste des galériens qui parut dans la seconde édition de la *France protestante*. « Je ne saurai que bien faiblement vous remercier, lui écrivait M. Henri Bordier, de l'appui tout à fait éminent que vous avez bien voulu me prêter, j'ai conservé avec soin toutes les épreuves de votre *probissimi laboris*. » Depuis 1887, époque où parut ce savant travail, M. Fonbrune n'avait pas cessé de le compléter et de le reviser, et nous avons le droit d'espérer qu'il pourrait consacrer un livre définitif aux galériens; une fois de plus nous avons dû dire tristement : *Pendant opera interrupta*. Le commerce le plus sûr, une rare bienveillance, le concours le plus dévoué, avaient gagné à notre collègue les sympathies de tous; aussi resterons-nous fidèlement attachés à son souvenir.

Nous avons demandé à M. le professeur Allier de remplacer M. Fonbrune-Berbinau dans notre Comité. Le savant auquel nous devons des études sur la célèbre Com-

pagnie du Saint-Sacrement qui furent de véritables révélations et dont nous connaissons l'attachement à nos traditions protestantes, avait sa place désignée parmi nous.

Nous continuerons, avec l'aide de Dieu, l'œuvre commencée il y a déjà de lointaines années, en demandant aux protestants français leur active sympathie, ne cessant de leur rappeler qu'une Église sans histoire risque de rester une Église sans avenir.

Fidèles à la tradition biblique de la Réforme, nous avons placé notre Société sous la protection d'une parole apostolique : « Souvenez-vous de vos conducteurs qui vous ont annoncé la parole, et, considérant quelle fut l'issue de leur vie, imitez leur foi. » Nous nous souvenons et nous rappelons que « la victoire, par laquelle le monde est vaincu, c'est notre foi ».

Ainsi l'histoire de nos Églises est-elle créatrice d'énergie et de foi, et le protestant, qui la connaît et qui l'aime, ne se décourage jamais, assuré que malgré les erreurs et les fautes des hommes, cette histoire est révélatrice de l'action divine, proclame que Dieu règne, et que la Réforme doit continuer dans notre patrie son œuvre sainte de progrès et de liberté.

Études Historiques

ÉTIENNE CAMBOLIVE

La Bibliothèque municipale de Montpellier possède un petit livre très rare, dont deux ou trois exemplaires seulement sont connus. Il a pour titre :

« Histoire de divers événements, contenant en abrégé les persécutions exercées en France, les moyens diaboliques dont on s'est servi pour détruire les Protestants, plusieurs jugements de Dieu sur quelques-uns des persécuteurs, des faits nouveaux fort curieux, les moyens de faux contre le Pape, les Jésuites, les Moines, les Religieuses et l'Église Romaine, avec une ardente prière pour les persécutés,

par ÉTIENNE CAMBOLIVE,

Docteur et Avocat au Parlement de Toulouse.

L'ouvrage est imprimé à Amsterdam, chez Isaac du Main, en 1698; il est précédé d'une épître dédicatoire à Mgr de Bentinck, premier gentilhomme de la Chambre du Roi de la Grande-Bretagne.

Nous laisserons de côté dans cette étude toute la partie de l'ouvrage qui s'occupe de controverses religieuses, pour ne retenir que le récit des événements auxquels Cambolive a été mêlé, et les réflexions que ces événements lui suggèrent.

Cambolive réside à Montpellier; il nous parle tout spécialement des faits qui ont précédé en Languedoc la Révocation de l'édit de Nantes. Sa devise résume cette histoire: « Il n'y a rien de plus fort que la vérité. »

Avant d'arriver à l'année 1683, Cambolive recherche dans le passé l'origine de ces persécutions contre les protestants, et il la trouve dans une assemblée secrète qui se

tint à Paris en 1619, dans le couvent des Augustins. Là, nous dit-il, Jésuites et moines se réunirent, et plusieurs projets furent étudiés pour supprimer les protestants. Les massacrer, c'était difficile, car ils possédaient des places de sûreté. Il parut plus opportun de les séduire par dons ou promesses. C'est ainsi qu'à Montpellier, le clergé et les États firent un fonds pour l'achat des consciences. On payait aux nobles et aux avocats, qui sont sur le même rang, 300 livres : aux bourgeois et marchands 100 livres ; aux artisans 50 livres. Ces sommes furent imposées sur la province ; « de cet argent, dit Cambolive, les protestants payaient leur portion et en étaient achetés ».

Un maître tailleur d'habits, le sieur Tinel, de Montpellier, était le courtier des consciences. Le notaire, M^e Bertrand, dressait les promesses d'abjurations, et sur le certificat du grand vicaire, le payeur Delmas versait les fonds promis. Le trafic allait même jusqu'aux criminels, qui recevaient de l'argent et étaient absous des peines que leurs crimes méritaient ; et de là vint qu'un papiste étant en prison avec un protestant pour un même crime, le protestant, abjurant la vérité, fut absous ; et le papiste puni, en sortant de la prison, la hart au cou, s'écria : « Je suis bien malheureux de n'être pas né huguenot. »

Mais on ne se contenta pas d'user seulement de dons ou de promesses vis-à-vis des protestants. A partir de l'année 1662 les édits et déclarations du roi se succèdent, chacun enlevant aux protestants un droit ou une liberté ; peu à peu ils sont écartés de toutes les fonctions qu'ils occupaient : les écoles, les temples sont fermés ou détruits l'un après l'autre, et les pasteurs contraints de s'éloigner ; il semble qu'un cercle de fer les enveloppe, et se resserre progressivement pour les écraser.

Montpellier possédait deux temples ; déjà en 1670 le petit temple avait été démoli : des lettres patentes d'Henri IV en avaient permis la construction en 1600 sur l'emplacement de la Place Saint-Côme actuelle ; mais à la revision des permissions accordées, il n'avait pas trouvé grâce devant les commissaires royaux. Restait le grand

temple, édifié en 1583, sur les bâtiments de l'ancienne cour du Baile, à l'emplacement de l'hôtel de la Préfecture actuel. Cambolive, fervent huguenot, nous en a conservé la description détaillée :

« Le couvert était porté par un arc d'une longueur extraordinaire fort dégagé, que tous les étrangers admiraient et disaient être le plus beau de l'Europe; sur la pierre qui était au milieu de l'arc, qu'on appelait clef, il y avait les armoiries de l'amiral de Châtillon, et la date de la construction (1583); du côté de la grande porte une galerie construite aux dépens du prince Palatin avec ses armoiries; et du côté de la chaire à main droite, sur les vitres, celles du prince de Condé, qui pour lors était protestant. »

La perte de ce temple était préméditée; on n'attendait plus qu'une occasion. Or il y avait à Montpellier un ministre *révolté*, nous dit Cambolive, c'est-à-dire un ministre qui avait abandonné la religion protestante, et s'était fait nommer conseiller au présidial. Sa fille, Isabeau Paulet, avait abjuré, disait-on, et son abjuration fut signifiée au consistoire. Il était donc interdit aux pasteurs de laisser cette jeune fille pénétrer dans le temple, et de l'admettre à participer aux exercices du culte, sous peine de voir le temple rasé (édit de juin 1680). Cambolive s'indigne contre ce moyen tyrannique et infâme : « Attendu qu'il était impossible, dans une ville peuplée de 14 à 15 000 protestants, d'empêcher un papiste d'entrer dans la foule, vu même qu'on faisait quatre prédications le dimanche, et que les jours de communion on y allait devant le jour, et souvent dans la saison d'hiver on sortait la nuit. » Il ne faut pas s'étonner de la longueur des cérémonies du culte à cette époque : déjà, un siècle auparavant, deux étudiants bâlois, les frères Félix et Thomas Platter, signalaient la longueur des sermons; et plus tard, au Désert, sous la pluie, la neige et le vent, le pasteur ou le prédicant pourra parler pendant plusieurs heures, sans jamais lasser l'attention, malgré la présence des dragons dans les environs.

Ce qui est plus étonnant, c'est le nombre des protes-

tants de Montpellier ; en 1682, ils étaient 14 à 15 000, dit Cambolive : un document de la même époque mentionne le chiffre de 12 000. Quoi qu'il en soit, il faut tenir pour certain que les protestants représentaient une fraction importante de la population de Montpellier, le tiers environ. Cambolive ajoute qu'avant la construction du grand temple les protestants se réunissaient dans les locaux de la cour du Baile, et plus anciennement à la grande maison des Trésoriers de France, qui au xvi^e siècle appartenait à une famille réformée.

La démolition du grand temple entraînait le départ des pasteurs (édit du 13 juillet 1682). Un seul, le pasteur Bertheau, fut laissé à Montpellier pour baptiser les enfants. Quant aux fidèles, ils durent se rendre à Cournonterral, à Pignan et Saint-Jean de Védas, où survivaient encore des temples ; mais ces édifices étaient insuffisants pour les recevoir. C'est alors que le consistoire de Montpellier s'assembla, et désigna quelques personnes pour faire des prières, lire des sermons au peuple, et consoler les malades. Cambolive fut choisi pour ce rôle, « qu'il accepta de bon cœur, nous dit-il, quelque danger qu'il y eût » (1683). Le voilà au premier plan.

Essayons de tracer un portrait de Cambolive :

Au physique il nous est inconnu. Les archives départementales de l'Hérault conservent les signalements de nombreux pasteurs ou prédicants : Olivier, Viala, Corteiz, Antoine Court, Paul Rabaut, etc. Sur Cambolive nous ne trouvons rien. C'était, à coup sûr, un homme dans la force de l'âge en 1683 ; il a, en effet, une grande expérience de la vie, et les fonctions qu'il a déjà occupées sont très importantes ; d'autre part, il lui a fallu une activité physique extraordinaire dans ses voyages à pied à travers le Languedoc ; parfois même il devra, pour échapper à ses ennemis, sauter par une fenêtre, escalader un mur, ou faire le coup de poing ; enfin il essaiera de sortir du royaume sous un costume de soldat. C'était donc encore un homme jeune et vigoureux.

Nous connaissons mieux son être intellectuel et moral.

D'abord, il avait une grande situation comme avocat ; les affaires importantes qu'il fut appelé à solutionner, non seulement auprès des États de Languedoc, mais dans les provinces voisines, et jusqu'en Béarn, en donnant la démonstration.

Sa notoriété s'étendait au loin, et faillit lui jouer plus d'un mauvais tour ; car, proscrit et errant de village en village, il sera souvent reconnu et interpellé par son nom.

Éloquent, Cambolive le fut probablement ; il est doué, en tout cas, d'un style nerveux et incisif et d'un beau tempérament de lutteur, qu'il démontrera à maintes occasions ; toujours prompt à la riposte, il ne pourra s'empêcher de prendre la parole dans les circonstances les plus périlleuses pour lui, toutes les fois qu'il entendra attaquer sa religion.

Nourri de l'Écriture sainte et des doctrines des pères de l'Eglise, il saura manier les arguments avec une dextérité telle qu'il mettra en déroute Jésuites et Capucins envoyés pour le combattre, et il étonnera et irritera ses juges, qui ne trouveront rien à répondre à son argumentation.

Homme de courage incontestable, il a souvent vu le danger de près, et l'a regardé en face sans faiblir.

Croyant convaincu enfin : nous pouvons en répondre ; un homme qui a sacrifié à ses convictions religieuses, sa fortune, ses affections de famille, sa liberté, et dont la tête a été mise à prix, a donné à coup sûr la preuve de la sincérité de sa foi.

C'est, en résumé, une figure attachante entre toutes, à cette époque où les héros furent légion.

Notons encore chez lui une mentalité qui tient au milieu et au temps dans lesquels vivait Cambolive ; il croit à l'action directe de Dieu dans les événements les plus ordinaires de la vie quotidienne ; il applique volontiers à son époque la réalisation des prophéties de l'Ancien Testament ou les visions de l'Apocalypse ; un ouvrier tombé-t-il d'un échafaudage, c'est la punition de Dieu sur un persécuteur, Cambolive — et c'est encore un trait de son

temps — s'attarde aussi avec complaisance à décrire des pratiques de sorcellerie ; Dieu et le Diable interviennent souvent dans ses récits.

Ajoutons que cet homme, qui par ses connaissances théologiques, sa foi et son talent aurait pu, comme son confrère Brousson, jouer un rôle de pasteur ou de prédicant, n'a jamais voulu garder que le simple titre de délégué du consistoire pour exhorter le peuple à la persévérance. Nous verrons que ses juges lui feront l'honneur de le traiter comme un pasteur.

*
* *

Le voici maintenant à l'œuvre. Dans sa maison, il préside des réunions. Aussitôt les consuls interviennent ; et Cambolive précise tout de suite le but poursuivi par lui : « Dieu, dit-il, m'ordonne dans ses Écritures saintes de l'invoquer et de lui rendre un culte religieux avec mes frères », et il ajoute que l'assemblée n'est nullement suspecte au roi, puisqu'on prie Dieu pour lui. Cambolive se pose en fidèle sujet du roi ; en lui aucune pensée de révolte contre l'autorité royale ; il n'a jamais songé à porter atteinte de près ou de loin au régime établi, ou à faire un appel quelconque à l'étranger. Il ne demande qu'une chose, prier Dieu à sagesse en France. Il se défend même de faire du prosélytisme, et quand, sur la demande des Jésuites, il est une première fois cité en justice, il affirme qu'il ne va « que chez les protestants pour les consoler ».

Un jour, il entend prêcher un capucin dont toute l'allocution consiste à inviter chacun de ses auditeurs à prier son ange gardien. « S'il y a tant d'hérésies, disait le capucin, c'est que l'ange gardien n'est pas invoqué suffisamment. »

Cambolive ne riposte pas sur l'heure, mais, à la première réunion chez lui, il combat le sermon du capucin ; il exhorte ses frères à invoquer Dieu seul. On le menace de faire raser ses maisons ; il n'en tient pas compte, et continue ses fonctions jusqu'en avril 1684. A cette date,

quatre abbés éloquents vinrent de Paris à Montpellier pour convaincre les protestants de leurs erreurs. Cambolive était dans l'assemblée; on le reconnaît : aussitôt les abbés lui font beaucoup d'amabilités et lui demandent sur quel point il veut disputer. Toujours prêt, il répond : « Sur le point qu'il vous plaira, à la charge que le silence soit observé et que chacun parle à son tour. » Ils choisirent la question de la manducation du corps du Christ au sacrement de l'Eucharistie. L'avantage resta à Cambolive; car le duc de Noailles, fort peu satisfait de ce tournoi, renvoya les abbés à Paris. Cette fois, la mesure était comble; Cambolive avait amassé trop de haines sur sa tête; on va le lui faire sentir.

Un soir, tandis qu'il rentrait de la campagne, il fut arrêté sur l'ordre de l'intendant Daguesseau et conduit aux prisons du sénéchal. On le mit dans le grand arrêt, qui est la prison de ceux qu'on exécute à mort, prison puante et infecte, nous dit-il. Là on excitait les prisonniers contre lui; il dut se défendre parfois à coups de poing : il souffrit de la soif, et subit les assauts quotidiens des dames de la Miséricorde, des moines, des prêtres et même de ses parents, qui l'exhortaient à abjurer. Enfin il comparut, chargé de chaînes, devant le tribunal du présidial.

Quelques conseillers opinèrent pour la mort; il fut condamné, le 8 mai 1684, aux galères, à mille écus d'amende et aux dépens.

La condamnation de Cambolive était certaine, car le délit d'assemblées dans une maison particulière était incontestable. Mais le taux de la condamnation est fait pour nous surprendre. En effet, la Déclaration royale du 30 août 1682 avait défendu aux protestants de s'assembler pour des prières, ailleurs que dans les temples, et sans la présence du ministre régulièrement nommé. La peine contre tout délinquant était de 3000 livres d'amende, et d'une peine corporelle que la Déclaration du 25 juin 1684 fixa plus tard au bannissement des bailliages et sénéchaussées pendant neuf ans. Mais la peine des galères ne

fut édictée que dans l'édit de Révocation (octobre 1685) et seulement contre les pasteurs qui ne seraient pas sortis du royaume dans le délai de quinze jours, et contre les particuliers du sexe masculin qui se seraient transportés à l'étranger; contre ces derniers l'édit d'octobre 1685 renouvelait les ordonnances du mois d'août 1679 et du 31 mai 1685. La condamnation de Cambolive aux galères pour faits d'assemblées paraît donc illégale, et c'est peut-être pour ce motif que le parlement de Toulouse modifiera cette sentence.

Tandis que Cambolive est dans sa prison, il apprend la maladie de sa mère, et demande un sauf-conduit, qu'on lui accorde. Il lui suffisait de prononcer un mot d'abjuration pour rester auprès d'elle; mais ce mot il ne le prononcera pas. Bien mieux il apostrophe l'intendant en termes véhéments: « Vous m'avez fait condamner injustement », lui dit-il. A quoi l'intendant répond: « Vous vous trompez, je ne suis pas votre juge. » En effet l'intendant n'avait pas encore en 1684 le droit de présider le tribunal du présidial pour les affaires concernant la religion. Mais sa volonté dirigeait les événements à son gré.

Cependant Cambolive, qui avait relevé appel devant le parlement de Toulouse, était maintenu dans les prisons de Montpellier. Pour se faire transférer à Toulouse, il usa du stratagème suivant: à l'heure où Messieurs du présidial montaient au Palais, Cambolive, dans la prison voisine, chantait à tue-tête des psaumes et cantiques; il se rendit si importun que son départ fut décidé: on le jeta sur un cheval, et après cinq jours de marche, il atteignit son gîte, un cachot du parlement qu'il partagea avec un baron et un prêtre criminels: ceux-ci, pour le convaincre d'hérésie, en vinrent à des voies de fait. Cambolive riposta; et la lutte dura jusqu'à l'arrivée du geôlier, qui, à l'aide de ses grosses clefs, fit rentrer les combattants dans l'ordre.

Là encore Cambolive ne cesse de chanter des psaumes. Le procureur général le menace de le faire brûler vif; et, comme la menace reste sans effet, on lui offre la

liberté, la remise en possession de tous ses biens et une pension annuelle de 1500 livres. Au grand vicaire, porteur de ces propositions, Cambolive fait cette réponse : « Je souhaite qu'il vous soit possible de résoudre une difficulté qui me fait de la peine. » Le vicaire l'embrassa et lui dit : « De tout mon cœur. » — « Monsieur, ma difficulté est de savoir si les avantages que vous me proposez et l'argent que vous me promettez peuvent sauver mon âme. » A ces mots le vicaire le quitta brusquement en lui disant qu'il consentait qu'on le pendît : après quoi on lui fit voir le bourreau. Et Cambolive d'ajouter : « Je pris patience, et me remis à la volonté de Dieu. »

Un ordre du Conseil du Roi, à la sollicitation de l'intendant Daguesseau, obligea le premier président à des-saisir la Chambre de la Tournelle et à faire passer l'affaire à la Grand'Chambre, où Cambolive devait être jugé comme criminel d'État.

Le premier président s'adressant à Cambolive : « Vous avez convoqué des assemblées pour émouvoir une sédition, une révolte, et mettre le feu dans la province... Si vous voulez embrasser la religion catholique, la cour vous offre de vous rétablir dans vos biens ; vous-même ferez plaisir à son Eminence Mgr le cardinal de Bonzy, qui a de l'amitié pour vous, et vous aurez de l'emploi ou quelque charge honnête. Conformez-vous au sentiment de l'apôtre Saint Paul qui veut que toute personne soit sujette aux princes *pour la conscience*. Pourquoi refusez-vous d'obéir au roi suivant l'Écriture sainte? »

Cambolive répond aussitôt : « Je ne suis prévenu que pour avoir prié Dieu ; quant aux assemblées, elles n'étaient point contre le service du Roy ; on y priait Dieu pour Sa Majesté. » Ainsi le prévenu place la question sur son véritable terrain, et ne veut pas admettre qu'on puisse voir en lui un rebelle ; puis il en vient à l'argument tiré de l'Écriture sainte : « Quant à l'apôtre Saint Paul, votre « Grandeur, Monseigneur, l'entend mieux qu'elle ne le « dit : car l'exhortation que l'apôtre Saint Paul fait aux « Romains, lorsqu'il leur dit qu'il faut être sujets à cause

« *de la conscience*, ne regarde que le temporel. En effet,
« nous sommes obligés d'obéir parce que Dieu le com-
« mande ; car si cela s'entendait du spirituel, il aurait
« fallu que les Romains à qui l'apôtre Saint Paul écrivait
« et qui s'étaient convertis à la foi chrétienne, eussent
« embrassé la religion de César, leur roi et empereur, qui
« était païen. »

En effet, le texte de Saint Paul n'est pas douteux, et la réponse de Cambolive était sans réplique. Le premier président le sentit et n'insista pas. Mais un des conseillers, plus emporté, s'écria : « Ha, le méchant huguenot, il faut lui faire le procès pour accumulation de crimes », c'est-à-dire le faire répondre, non seulement sur le procès actuel, mais encore lui demander compte de son administration dans les divers emplois qu'il a occupés.

Singulière façon de comprendre la justice ; mais Cambolive, qui n'a rien à craindre, accepte le débat immédiat. Pendant de longues heures il est interrogé par chacun des magistrats ; les questions les plus captieuses lui sont posées ; mais Cambolive est de taille à faire face, si bien que le premier président l'interrompant lui dit : « Vous avez raison, Cambolive, on sait que vous êtes un homme d'honneur, on a recherché votre vie, et on n'a rien trouvé à dire. Cependant, croyez-moi, faites-vous bon catholique. »

Il refuse ; et après un long délibéré, le parlement de Toulouse prononce contre lui la peine du bannissement de la sénéchaussée de Montpellier pendant cinq ans. Ainsi la condamnation était justifiée par le texte des ordonnances royales.

*
* *

Cambolive reste en prison jusqu'à complet paiement de tous les frais de son procès ; et puis commence pour lui un long et douloureux voyage à travers le Languedoc — nous ne pouvons en retracer que sommairement les étapes. — A Montauban d'abord il arrive chez le marquis de Régnier, qu'il croit encore protestant et

qui ne l'est plus ; il assiste à diverses réunions chez le baron de Montbeton ; mais l'un et l'autre le trouvent encombrant, et l'engagent discrètement à s'éloigner. Il pousse une pointe sur le comté de Foix, à Mazères, où il essaie de tenir quelques assemblées ; mais là encore on lui répond : plus d'assemblées, c'est trop dangereux. Le malheureux errant reprend le chemin de Toulouse, exhorte un mourant à se maintenir dans la religion réformée. Dénoncé pour ce fait, il prend la fuite, s'évade à Caraman, où Mme de Quinquiry le recueille. Mais il apprend que les protestants de Puylaurens et de Revel vont passer au catholicisme : aussitôt il accourt pour les arrêter dans ce dessein. Hélas ! il constate que la plupart des gentilshommes de cette région ont déjà promis d'abjurer. Il exhorte M. de Palleville, et sur la place publique de Revel il fait une très belle profession de foi. M. de Tanus lui dit : « Monsieur, vous nous avez troublés ; car le peuple se retire, et ne veut prendre aucune délibération ; mais voici les dragons qui vont ruiner cette pauvre ville, et vous en serez la cause. »

Cambolive commence à comprendre l'inutilité de ses efforts. Cependant il est décidé à ne lâcher le terrain que pied à pied devant les dragons, qui approchent, retour du Béarn. Voici Cambolive à Sorèze, puis à Castres où il rend visite à plusieurs confrères ; mais, dit-il, tout y était en peur ; personne n'osait prier Dieu, ni faire la moindre assemblée. De métairie en métairie, il arrive à Lacauune. Un jour, dans une maison, un vicaire-convertisseur parlait. Cambolive, outré de ce qu'il entendait, intervient dans la discussion, et soudain apparaît un auditeur inattendu, M. Barbara, lieutenant criminel de Castres, et subdélégué de l'intendant. Celui-ci prend plaisir à la dispute théologique qui porte « sur la question de la communion sous les deux espèces et sur la présence réelle ». Un avocat de Castres, M. de Romans, se mêle au débat, et dit à Cambolive : « Après tout, ces questions ne vous regardent pas, laissez-les à vos ministres ». — A quoi Cambolive fait cette réponse : « Nos ministres sont en exil :

pour moi, j'ai un talent à faire valoir, et je le ferai valoir ». — Barbara le laisse partir : car jadis, à Montpellier, Cambolive avait eu l'occasion de lui rendre service.

Nous le retrouvons ensuite à Vabre, où tout le peuple était protestant ; on attend les dragons ; il exhorte les habitants à la persévérance.

De là il passe à Brassac, puis à Castelnau de Brassac : Un de ses confrères de Castres, M^e Verdeillan, le consulte : ce confrère a des propriétés importantes dans le pays, et il veut les sauver ; on ne lui demande pour cela qu'une signature au bas d'une déclaration par laquelle il promettait d'abjurer les hérésies de Calvin. Or, disait-il, Calvin n'ayant point d'hérésies, je n'abjure rien.

Mais Cambolive lui répond tout net : « Cette déclaration trompera peut-être les hommes ; je ne sais pas si elle arrivera à tromper Dieu ». Et M^e Verdeillan le met poliment à la porte.

Il erre à travers champs, arrive dans une ferme, où mourant de faim, il demande un morceau de viande ; or c'était précisément un vendredi. Le voilà encore obligé de s'enfuir.

A Anglès, il prend copie d'une ordonnance royale du 3 septembre 1685 qui disait en substance : Les femmes étant les plus obstinées, il faudra les enfermer dans les couvents, pour y être instruites, et les maris, pères et frères seront tenus de les dénoncer.

A travers mille difficultés il se dirige alors vers Saint-Pons, obtenant avec peine un secours et un abri : car les ordres de l'intendant sont formels : défense est faite à toute personne de recevoir et de nourrir le passant qui ne justifierait pas appartenir à la religion catholique.

Quand il franchit la porte de la ville de Saint-Pons par le chemin qui descend de la Salvetat, il se sent observé : c'est l'heure des vêpres ; alors, pour déjouer les soupçons, car il ne veut pas entrer à l'Église, il aborde un groupe de promeneurs, et s'adressant à celui qui lui paraît le plus important, il le salue à haute voix d'un « bonjour, mon cousin ». — Puis il se perd dans la foule,

traverse la ville, se joint à des jeunes gens qui vont promener aux environs, et comme à chaque carrefour, il ne veut pas se découvrir devant la croix qui se dresse au bord des chemins, il s'arrange pour rester en arrière. Ainsi il atteint une maison isolée, dont l'hôtesse lui annonce qu'elle est native de Montpellier, parce que, remarque Cambolive, « elle connut à la prononciation de quelques mots que j'étais moi aussi de Montpellier ». Puis il traverse une rivière, laisse Saint-Chinian à droite, et arrive à Béziers. Mais là tous ses amis ont abjuré. Découragé, il continue sa marche, et franchit l'Hérault à la nage; c'est à Pézénas, où il comptait retrouver des parents et des amis dévoués, qu'il apprend la publication de l'édit de Révocation.

On s'attendait ici à une protestation contre cet édit : mais Cambolive ne fait aucune réflexion ; on dirait qu'il a jugé inutile de s'indigner, et qu'un sentiment de découragement s'est emparé de lui ; il note simplement que partout ses parents et ses amis lui témoignent beaucoup de froideur. L'un d'eux alla jusqu'à lui dire : « C'est vous-même qui avez voulu vous perdre ; il fallait temporiser, attendre un meilleur temps, au lieu de s'exposer comme vous avez fait, et, en vous exposant, vous avez déshonoré tous vos parents. » A ces mots, Cambolive ne se sent plus maître de lui ; il traite son interlocuteur de coquin et de lâche, et menace de le jeter dans le fossé ; mais l'autre ameuté la foule, en criant à l'assassin, et Cambolive est obligé de quitter Pézénas en toute hâte ; il passe par Montagnac, où il tient quelques petites assemblées ; on le dénonce et sa tête est mise à prix ; il court de Villeveyrac à Saint-Pargoire, où il évite avec peine les dragons lancés à sa poursuite, puis à Cournonsec ; et c'est à Cournonterral seulement qu'il trouve un abri chez Mme de Vignoles, veuve d'un président de la Chambre de l'Édit. Il y prend un mois de repos bien gagné, jusqu'au jour où les dragons s'avancent pour s'emparer de Mme de Vignoles et de sa fille, qui doivent être internées dans un couvent.

Cambolive reprend alors sa marche errante vers Gignac, puis Canet, dans le diocèse de Lodève, et Saint-André enfin. Là il a l'impression que tout effort est désormais inutile, et qu'il ne lui reste plus qu'à tenter de sortir du royaume. Mais comment sortir? Un capitaine qui lui veut du bien lui promet de l'enrôler, et lui donne rendez-vous à Nîmes. Cambolive, avant de s'éloigner de France, a le désir de revoir son pays natal. En traversant Pignan, où il est reçu par M. de Ricard, il s'achemine vers Montpellier; c'était une suprême imprudence; s'il est reconnu, il paiera cher cette visite : mais rien ne l'arrête; il passe une nuit dans sa maison rue de la Peyre, aujourd'hui rue de la Loge, à deux pas de l'hôtel du duc de Noailles, et quand les dragons se présentent pour cerner sa maison, il est déjà reparti, après avoir touché d'un débiteur protestant, qui mit à se libérer une bonne volonté édifiante, l'argent nécessaire à son lointain voyage.

A Castres, il évite une patrouille de soldats, et arrive enfin à Nîmes, où il trouve le moyen de tenir quelques réunions de prières. Là se termine l'apostolat de Cambolive.

Désormais il est soldat du roi, sous l'uniforme. Le capitaine emmène sa troupe, qui se grossit, chemin faisant, de nouvelles recrues, d'abord à Uzès, puis à Pont-Saint-Esprit. Cambolive avait été reconnu sur la route par le fils d'un magistrat; aussi le capitaine décida-t-il, pour lui éviter des ennuis, que Cambolive ne passerait pas la revue devant le commissaire royal; il se cache donc chez un de ses anciens clients. Puis la marche continue en remontant le Rhône par Montélimar et Loriol, où se trouvait un second commissaire inspecteur. Celui-ci examine longuement chaque soldat, trouvant les uns trop vieux, les autres trop jeunes; et il recherche parmi les soldats Cambolive, qu'il ne reconnaît pas; car le fugitif est enrôlé sous un faux nom; à Vienne, nouvelle étape; la troupe atteint enfin Lyon, où le capitaine déclare à Cambolive qu'il serait trop imprudent pour lui de passer en Franche-Comté; et il le licencie en lui disant : « Ici vous trouverez facilement des guides pour Genève ».

C'est la dernière étape du voyage, et non la moins périlleuse. Trahi par ses guides à plusieurs reprises, il fut sur le point d'être emprisonné une fois, et assassiné une autre. Pour se sauver, il dut lutter corps à corps avec un bandit, charger le pistolet au poing sur des paysans qui lui barraient la route; enfin, il mit le pied sur la terre de Savoie; en terre étrangère il pouvait désormais prier Dieu à sa guise.

Nous savons que Cambolive séjourna quelque temps en Suisse; à Genève, l'ambassadeur de France voulut le faire arrêter: mais les Suisses ne le permirent pas; de là Cambolive passa en Hollande, et probablement en Angleterre. Et puis, nous perdons sa trace: il rentre dans la nuit du passé.

*
* *

Cambolive a-t-il existé? Est-ce un personnage réel, ou bien le héros d'une histoire imaginaire, comme on s'est plu à en écrire de ce temps-là, et dans laquelle un auteur a promené sa fiction à travers des événements vraisemblables?

Il faut dire que les archives de l'Hérault qui renferment des centaines de procédures contre les protestants du Languedoc ne contiennent aucun dossier Cambolive; d'autre part, sur les registres du présidial, ce nom ne figure pas; et pas davantage on ne le trouve sur les listes des fugitifs et de ceux sur la tête de qui les biens furent confisqués.

Sans doute toutes ces présomptions ne sont pas concluantes; car nous n'avons certainement pas les listes complètes des fugitifs, et les registres criminels du présidial de Montpellier font défaut.

Mais voici qui tranche la question: Sur les registres d'abjuration conservés à la Tour des Pins figure le nom d'une dame Cambolive, qui abjura en 1685, et dont, à cette époque, le fils, *resté huguenot*, était mentionné comme absent. Or nous savons qu'en 1685, après sa condamnation, Cambolive errait dans le Languedoc. De plus, le nom de Cambolive, avocat, figure dans certains actes de l'époque,

retenus aux minutes des notaires de Montpellier. Le 5 juillet 1670 il prend à bail certaines redevances de l'hôpital Saint-Lazare ; le 15 septembre 1670, il reçoit procuration : en 1677 il achète une vigne.

L'existence de Cambolive et sa profession d'avocat sont donc certaines.

A-t-il bien vu ce qu'il raconte ? Il faut le présumer, étant donnée sa situation, qui lui a permis de voir et de bien voir ; et cette présomption est confirmée par ce fait que tous les événements dont il parle sont véridiques, et que tous les personnages mentionnés ont joué le rôle qu'il leur attribue. De plus, les réflexions qui font escorte au récit sont justes : nous pouvons maintenant nous en rendre compte, puisqu'il nous est permis à distance d'embrasser tous ces événements d'un coup d'œil d'ensemble.

Ceci nous amène à une dernière question : Pourquoi Cambolive, tel que nous le connaissons, homme de courage et de foi, a-t-il préféré quitter la France ? Son devoir n'était-il pas de rester à son poste, et de résister ouvertement aux attentats contre la liberté de conscience ?

Il faut, pour juger ce point délicat, ne pas perdre de vue la situation des protestants en France en 1685, et les impressions qu'avait recueillies Cambolive dans son itinéraire à travers le Languedoc. Pour Cambolive, — et cette opinion paraît exacte, — il n'y avait plus rien à faire en 1685 ; sous la menace de l'orage qui s'approchait, les protestants d'alors s'étaient abandonnés ; la plupart s'étaient soumis en apparence ; les autres ne voulaient rien faire et rien dire ; tous attendaient et espéraient encore des jours meilleurs. On comprend alors fort bien que Cambolive, sentant, comme il le disait, que tout était à la peur, ait considéré son rôle comme terminé et soit allé chercher au dehors ce qui lui manquait en France ; voilà pourquoi il est sorti le cœur navré ; mais il est parti, parce qu'il n'avait plus d'espoir.

Et, en effet, après la Révocation seulement, quand il fut bien certain pour tous les protestants qu'ils ne devaient

compter que sur eux-mêmes, et sur leur fidélité à leurs croyances, un sursaut se produisit en eux, et la flamme qu'on croyait éteinte s'élança soudain en flambée magnifique : de toutes parts surgirent des hommes qui prêchèrent et prièrent en public ; et ce renouveau étonna les contemporains, qui croyaient exacte l'affirmation de l'édit révocatoire portant que, faute de protestants en France, l'édit de Nantes était devenu inutile. — C'est là l'excuse de Cambolive.

Mais, dira-t-on peut-être, pourquoi n'est-il pas rentré en France plus tard, comme ont fait quelques autres ; comme Brousson ? Ici il paraît difficile de répondre ; car nous ne savons rien de la vie de Cambolive, après qu'il a eu franchi la frontière de France.

Quoi qu'il en soit, Cambolive reste une grande figure du protestantisme français au ^{xvii}^e siècle. A ce titre, son exemple méritait d'être rappelé. Ce rappel n'est pas fait pour raviver des souvenirs douloureux à tous points de vue et pour tous, pour prolonger de vieilles haines, sur lesquelles, pourrait-on dire, il vaudrait mieux jeter le voile de l'oubli. Eh bien, non ; mieux vaut parler parfois de ce passé ; car s'il n'est pas permis de faire appel aux passions mauvaises, il n'est pas défendu de faire de l'histoire, impartiale et sereine.

A cette évocation nous gagnons ceci : c'est qu'à la génération actuelle s'offrent ainsi de magnifiques exemples de courage et de foi, qu'il est bon de montrer de temps en temps, comme on montre un drapeau aux soldats ; et puis s'affirme en même temps cette vérité éternelle que la violence n'a jamais eu raison de la conscience, dont les droits sont imprescriptibles, et contre laquelle il est aussi inutile qu'odieux de tenter des coups de force.

C'est la double conclusion que dans un esprit de charité, il convient de tirer de cette étude ; car nul de nous ne veut oublier que, si à l'heure actuelle il y a dans notre pays plusieurs religions, il n'existe en somme et en tout qu'une seule France.

L'ŒUVRE DE COMBAT DE BAVILLE EN LANGUEDOC (1)

Mesdames, Messieurs,

L'honneur de parler dans ce temple, construit par la piété des fidèles protestants sur un sol jadis enlevé à leur Église et qui lui est revenu, ramène tout naturellement la pensée vers cette crise où leur culte, comme leur vie religieuse, parut, pendant plus d'un quart de siècle, succomber sous la répression dirigée contre leurs consciences et leurs personnes, dans notre ville et dans le Languedoc, par le plus intelligent et le plus résolu des agents du roi unitaire, de Louis XIV : l'intendant Lamoignon de Bâville.

Et, en même temps, s'impose à l'esprit, avec le souvenir d'une douloureuse résistance, celui de la victoire remportée enfin sur les puissances d'oppression traditionnelle, le sentiment de l'indépendance enfin conquise par l'affirmation obstinée de la liberté de croire.

C'est le conflit de ces deux forces qui nous retiendra quelques instants, non dans ses détails, car ces instants seraient loin d'y suffire, mais dans sa conclusion qui implique un enseignement. La Réforme ne justifierait pas son nom glorieux, si les effets de sa discipline morale, de sa critique, de son instinct de liberté ne s'étendaient pas au delà de sa période militante.

I

Lorsque, vers la fin de septembre 1685, M. de Bâville dut s'installer dans l'hôtel bas et assez mesquin que nous

(1) Nous prenons la liberté de recommander au lecteur une autre étude de M. le professeur P. Gachon, complétant en partie celle-ci. Elle a paru dans les *Annales du Midi* de juillet 1913, sous le titre : *Les biens des Églises protestantes en 1685 et les œuvres pies*. Là encore, comme pour certaines dispositions de l'édit de Révocation, M. P. Gachon prouve que Bâville intervint directement. (*Réd.*)

rappelle le nom de notre rue actuelle de la *Vieille Intendance*, entre la rue *Puits des Esquilles* et celle de l'*Université* (ancienne *Blanquerie*), l'œuvre de réaction depuis longtemps entreprise approchait de sa sanction logique et inique. La révocation de l'édit de Nantes s'annonçait dans l'exode accru de jour en jour des protestants que des arrêts successifs et précipités avaient chassés de la vie civile, comme de la vie religieuse; dans les mesures de police et les ordonnances d'occupation militaire; dans la surveillance des campagnes où se réfugiait déjà le culte huguenot errant et traqué partout.

Des deux cent mille religionnaires de Languedoc, la plupart attendaient inquiets, entourés d'une hostilité de moins en moins dissimulée, l'effet de ces volontés souveraines et lointaines que leurs consistoires et leurs pasteurs avaient en vain essayé d'éclairer.

La plupart, de beaucoup, allaient faiblir; on s'en est étonné parfois. Comment un groupe si nombreux, si riche en énergies, une fois l'épreuve venue, fut-il si docile à son approche, parut-il même si résigné, dans son ensemble, pendant quelque temps? On oublie que ce groupe n'était plus un parti; qu'il était depuis longtemps découronné de sa noblesse militaire, attirée à la cour; que sa part dans les cours de justice et les offices de judicature lui avait été retirée; que ses corps de métier eux-mêmes, dans les centres urbains, avaient été usés, dissous par une méthodique et incessante procédure; que jusque dans les villages et les campagnes, sur lesquels avaient, depuis longtemps, cessé de sonner les cloches de leurs temples ruinés, tout point de ralliement manquait aux fidèles épars. Sans doute restait-il le fonds populaire de l'ancien parti huguenot avec sa conscience intègre, sa forte discipline familiale, sa foi encore intacte : paysans des Cévennes et du Lauragais, ouvriers de Nîmes, de Montpellier, des basses Cévennes, de Castres, de Mazamet, tisserands battant métier pour laine ou pour soie; restait aussi sa bourgeoisie d'industrie, de commerce ou de robe, avec ses mœurs austères et sa vie réservée; la petite

noblesse rurale, plus réservée encore, économe et pieuse, se défendant mal contre les exigences du rang et les tracasseries du fisc.

Mais tous ces éléments sont dispersés, exclus des conseils de ville, des assemblées *diocésaines* et provinciales, de tous les milieux où une influence pouvait être exercée. Les paysans surtout, plus isolés, moins instruits, en leur labeur borné à l'horizon de leur paroisse, des nouvelles courantes, continuèrent à vivre selon la tradition locale, se laissèrent même, pour la plupart, gagner par un orage qu'ils pouvaient croire passager. On n'a qu'à voir sur cette opinion quelques endroits des *Plaintes des Protestants de France* du pasteur Claude et de la *Dernière Requête* rédigée par lui que M. le pasteur Frank Puaux a éditée avec tant de science et d'émotion. Le plus grand nombre d'entre eux, attaché au sol, sans avances pour une émigration coûteuse, fournira le plus fort contingent à l'abjuration forcée. Ils ne se soulèveront, sur un point du territoire, qu'au moment où leur sera fermé l'asile de la conscience individuelle et des libertés élémentaires; quand il verront jusque chez eux méconnaître, dans l'emportement du zèle convertisseur, et le respect de la pudeur et le respect de la vie humaine; quand ils verront aussi des portions de leurs biens de famille, la portion des exilés, passer entre des mains étrangères ou qu'ils jugeront impures; le champ héréditaire, la vigne, le pré, le bois d'oliviers profiter aux agents d'une régie, aux acquéreurs de terres que l'arbitraire administratif aura rendues vacantes, aux parents déloyaux qu'une orthodoxie intéressée a institués héritiers des martyrs et des fugitifs; quand, enfin, ils seront chassés de leurs chaumières, le toit enlevé, et qu'ils ne sauront plus où vivre, où travailler, où prier, où se faire ensevelir. Et, alors, ce sera le soulèvement spontané des laboureurs, des bûcherons et des petits artisans dans les Cévennes; ce sera la guerre Camisarde.

D'ailleurs, pendant des années, M. Weiss vous l'a dit fortement hier soir, ces pauvres gens avaient fait confiance

à la parole de leurs rois, l'édit de Nantes ayant été affirmé, sous la signature royale, perpétuel et irrévocable.

En face de ces populations désarmées, loyalistes et laborieuses; de ce parti mué en troupeau qui, selon le mot de Mazarin, « paît de mauvaises herbes, mais ne s'écarte pas du droit chemin », l'intendant résumait et tenait en ses mains ce que la monarchie centralisée pouvait mettre de forces au service d'une idée devenue passion chez le roi : établir l'unité confessionnelle. Selon le mot de Saint-Simon, le souverain, de dévot, s'était exalté en *apôtre* et voulait, dans son royaume, l'unité de croyance. Il la voulait sincèrement, pour des raisons de foi personnelle. Il la voulait aussi pour des raisons d'un autre ordre, des motifs d'administration et de politique intérieure, enfin pour un expédient fiscal : la mainmise sur les biens des Églises hérétiques. Et il donna les moyens de la réaliser; ce devoir effaçait à ses yeux tous les autres, même celui de charité et d'humaine compassion, car on ne peut supposer chez un souverain si soigneux et curieux du détail en matière de police confessionnelle une ignorance complète des faits.

Il avait donc donné à son mandataire licence d'agir. Aux pouvoirs ordinaires de l'intendant qui, sous sa responsabilité personnelle vis-à-vis des ministres, gardait la haute direction de la justice, de la police et des finances dans sa *généralité* (la province), ainsi que le recrutement des milices et la surveillance des cultes hétérodoxes, avait été ajoutée une juridiction exceptionnelle, celle qui concernait les délits des hérétiques, soustraits aux tribunaux ordinaires, s'il lui convenait, instruits et jugés par lui avec tels assesseurs qu'il lui conviendrait. Et, à côté de lui, nuls pouvoirs effectifs : l'assemblée des trois ordres de la province disciplinée; un clergé qui s'associait à l'œuvre de répression, après l'avoir provoquée; une magistrature confinée dans sa juridiction habituelle; un lieutenant du roi qui, malgré sa qualité, devait s'entendre avec le représentant civil du roi; par-dessus

tout la correspondance directe et permanente avec les secrétaires d'État.

L'homme choisi pour assurer l'exécution de la volonté royale en Languedoc dépassait le niveau commun. Tous les contemporains, même ceux qui lui sont hostiles, sont d'accord sur ce point : « Bâville était un beau génie », dit Saint-Simon qui n'aime pas ce tout-puissant administrateur, issu d'une famille de robe, « un esprit supérieur, très éclairé, très actif, très laborieux. C'était un homme rusé, artificieux, implacable, qui savait parfaitement servir ses amis et se faire des créatures ; un esprit surtout de domination qui brisait toute résistance et à qui rien ne coûtait parce qu'il n'était arrêté par rien sur les moyens ».

Ce paraît être définitif. Mais nous connaissons aujourd'hui Bâville mieux encore que ne le pouvait connaître Saint-Simon, lequel pouvait à peine l'avoir entrevu, car ce « roi et tyran du Languedoc », comme l'appelle ailleurs l'écrivain, ne parut plus à la cour, de 1685 jusqu'à sa retraite en 1718 ; — et ce fut sa plaie secrète. — Nous le connaissons mieux parce que nous avons, avec ses mémoires, la plus grande partie de sa correspondance, de ses comptes, de ses notes rapides, des interrogatoires qu'il fit subir à ses justiciables, ou à ses victimes. Ces documents, dont beaucoup sont publiés, se conservent à la Bibliothèque Nationale, aux Archives Nationales, dans nos riches Archives de l'Hérault, ailleurs encore ; et, de ces papiers jaunis où court son écriture penchée, rapide et nerveuse, monte au cœur de qui les étudie, avec l'étonnement laissé par le prodigieux travail, le respect et la pitié pour les humbles croyants et les défenseurs plus connus de leur foi religieuse aux prises avec une casuistique meurtrière.

Il faut cependant rendre une justice due : quand on considère, en dehors des dossiers de procès criminels, l'œuvre de l'administrateur, l'impression est puissante et favorable. L'élève de Colbert sut gouverner, avec les erreurs de son temps, sans doute, mais avec une clarté,

un à-propos et une décision de jugement dignes de tout éloge, une admirable conscience de sa tâche, une région qui comprend bien près de huit de nos départements actuels, et cela, à une époque où le réseau des routes (qu'il étendit) et l'état des communications étaient rudimentaires. Le livre si judicieux et si informé de M. Monin le prouve.

III

Ces qualités éminentes et surtout le peu de scrupules « sur le choix des moyens » le servirent à son arrivée en Languedoc. Il y fut l'artisan du miracle désiré pour justifier la Révocation : les conversions en masse. Comment obtenues ? Sous le sabre.

Son prédécesseur Daguesseau, le père du chancelier de ce nom, avait, aux yeux de la cour, agi mollement, donné l'impression d'un regret de mesures trop rigoureuses. Ce Janséniste avait pourtant su, comme d'autres Jansénistes, être persécuteur des Réformés, malgré les affinités des doctrines réformées et jansénistes sur la Grâce. Il avait sagement développé, dans la pratique, la procédure hostile formulée en Languedoc par le P. jésuite Meynier et le juge Bernard. C'est que les Jansénistes, malgré leur hérésie, tenaient obstinément à l'unité de l'Église romaine, se refusaient à en être séparés. D'autre part, Daguesseau était serviteur du roi dont il connaissait la pensée. Il ne vit dans les religionnaires que des hérétiques, et, peu à peu, des rebelles. Il les plaignit et les frappa, sans distinguer assez ce qui lui paraissait illégal de ce qui, selon les cas, pouvait être légitime. Les services rendus à l'État par cet honnête homme indécis qui, plus tard, abandonna beaucoup de ses préventions, sont, d'ailleurs, hors de doute.

Bâville était d'une autre école, et d'un autre tempérament, comme il était d'une autre origine. Fils du premier président de Lamoignon qui fut l'un des membres les plus influents de la Compagnie du Saint-Sacrement,

de la Cabale des Dévots dont M. Allier a écrit l'intéressante histoire, il avait, sans doute, conservé avec les survivants dispersés de cette association des relations qui l'avaient initié à leur « grand dessein », la lutte contre la Réforme. Il était dans les meilleurs termes avec les « gros bonnets » de l'Ordre de Jésus, comme on disait alors ; c'est l'un d'eux, le P. La Rue, qui négociera, sans l'obtenir d'ailleurs, son retour à Versailles. Louis XIV n'aimait point la Cabale des Dévots et la connut mal, bien que son confesseur fût un Jésuite... ou parce que. Mais Bâville avait accès auprès du confesseur, le P. La Chaise ; — on ne s'expliquerait pas autrement qu'il eût eu connaissance, avant tous autres, de la destination que le roi, brusquement, résolut, pour les biens des Églises protestantes dix jours après l'acte de révocation de l'édit de Nantes.

Un mois environ auparavant, dès son arrivée en Languedoc, il avait brillamment justifié sa réputation de convertisseur du Poitou. C'est ce que voulaient la cour et Louvois. Tous les hérétiques convertis, l'édit de Nantes n'avait plus raison d'être.

Et alors s'ouvre la marche triomphale de ville en ville où le miracle des conversions, laborieusement machiné, s'étale devant les soldats qui logeaient par étapes, depuis Castres et Milhau jusqu'à Montpellier, Nîmes et les Cévennes.

La dragonnade contre les réfractaires, en usage déjà en Béarn et dans le Poitou, ne commença officiellement à Montpellier que le 20 octobre 1685, deux jours après la signature de l'édit de Révocation que, d'ailleurs, les courriers ne pouvaient avoir encore notifié dans les provinces. Mais Bâville savait et avait averti le lieutenant du roi, M. de Noailles.

Il savait d'autant mieux qu'il venait de prendre une part indirecte, mais très effective et très marquée, à la rédaction de l'instrument officiel de l'acte qui consacrait la Révocation. Des documents récemment publiés (1) prouvent, en effet, que son envoi à Louvois et son commentaire des mémoires de deux pasteurs apostats de Nîmes ame-

(1) *Annales du Midi*, juillet 1913.

nèrent dans cette rédaction deux articles que la volonté personnelle du roi y fit passer, deux mesures de rigueur qui sont parmi les plus douloureuses au cœur des huguenots : le rasement de tous les temples et le bannissement des pasteurs irréductibles. La seconde, particulièrement, ajoutait la maladresse à la cruauté. En l'absence des pasteurs exilés, la direction des consciences protestantes et la prédication allaient passer aux « inspirés », gens de cœur et de foi, mais ignorants et parfois violents, d'autant plus puissants sur la classe populaire. Mais Bâville ni personne ne pouvaient prévoir cette force interne de la confession proscrite ; et, d'ailleurs, la double rigueur aidait à la *mission*, soit par la suppression d'une controverse redoutée, soit par l'appât de bénéfices escomptés.

Et l'œuvre alors la plus chère au roi, c'est la mission. Bâville en est instruit et semble avoir, par le même moyen de rapports envoyés en cour et commentés, décidé l'attribution à la mission de la part encore disponible sur les biens des consistoires protestants réservée jusque là aux hôpitaux. Il se hâte d'organiser en Languedoc ce vaste transfert de biens au profit des ordres religieux, des milices pontificales, se réservant la surveillance des moines itinérants, des escouades de missionnaires, au préjudice de l'ordinaire épiscopal.

Puis, après cette action de portée générale, il revient à l'affaire plus prochaine, urgente et apparente : les conversions forcées par la dragonnade. Les procédés en étaient connus. Louvois voulait « faire peur ». Tout permis, toutes les variétés d'humiliation et de torture contre les réfractaires, sauf de faire mourir sur-le-champ ; et le cas se produisait souvent, ne fût-ce que par inadvertance. Vrai musée des supplices. Inutile d'insister ; ces faits sont dans toutes les mémoires depuis le sévère et probe historien de l'édit de Nantes, le pasteur contemporain Elie Benoit, « qui n'a jamais pu être démenti (1) ». Ils sont la marque et la honte d'une époque.

(1) Cf., sur l'ensemble des faits, l'admirable chapitre de M. A. Rébellian, dans l'*Histoire de France* de Lavisse : *Les embarras protestants du Roi*.

Mais Bâville qui était de son époque est enchanté du résultat; ces foules qui se pressent à la porte d'églises trop petites et qu'il faudra élargir le ravissent. Saint-Simon vous a dit tout à l'heure que l'intendant n'était pas scrupuleux sur le choix des moyens. Moins encore que lui l'étaient ces « bourreaux ambulants », rudes officiers formés au pillage des frontières, les Saint-Ruth, les La Trousse, les Tessé qui furent ses collaborateurs appréciés.

Les premières lettres au Contrôleur général (qui, alors, avait dans ses attributions partie des pouvoirs dévolus aujourd'hui au ministre de l'Intérieur) respirent cet enthousiasme. Elles datent d'avant même la publication de l'édit de Révocation : « Je crois pouvoir vous présenter la conversion de tout le Languedoc; du moins les Cévennes sont entièrement converties. Il n'y a pas un lieu un peu considérable où je n'aie été avec M. le duc de Noailles, et tout s'est converti à son arrivée. Il n'y a point aussi de paroisse qui n'ait été bien nettoyée... » Puis, comme il est psychologue et expérimenté, un doute le prend : « Voilà un grand ouvrage; mais, en vérité, il ne faut pas encore le croire entièrement consommé. Il demande bien des soins. Il est question de gagner les cœurs... » Il parle enfin des églises de campagne mal tenues et étroites, du clergé rural, trop rare, trop ignorant, parfois débauché. Le tout se termine par une demande d'argent. C'en sera pas la dernière; l'œuvre coûtera beaucoup.

Bâville avait-il, dès ce moment, devant les yeux ces « millions de sacrilèges », produit des fausses conversions dont nous parle Saint-Simon encore, dont Mme de Maintenon a eu la sensation, comme l'archevêque primat de Languedoc, Mgr de Bonzi, sans que, d'ailleurs, ils s'en soient longtemps préoccupés l'un et l'autre?

Bâville non plus; il doit oublier cette pensée, s'il l'a eue. L'indulgence serait une faute de service. Et il se remet à organiser les missions, la police, où le secondent ses délégués dans les divers coins de sa province, et, mieux encore, les évêques et les curés; les écoles confessionnelles où il

s'agit d'assurer l'avenir ; la liquidation des biens des consistoires, en attendant celle des biens privés qu'on ne pouvait laisser aux mains des réfractaires ou des convertis douteux. Et cette dernière opération avait un double avantage : elle coupait toutes ressources au culte clandestin ; elle augmentait celles du culte officiel. Car ce n'est pas, alors, une séparation d'une Église d'avec l'État ; c'est une suppression d'Église par l'État, suppression violente et trop souvent sanglante.

III

Tout à coup, l'intendant a une surprise : cette foi qu'il croyait morte prouve sa vie ou sa résurrection. A défaut des pasteurs exilés, des inconnus, des paysans ignorants le plus souvent tiennent des réunions, des assemblées dans des chambres secrètes de villes ou en plein champ, sous le ciel. C'est l'Église du Désert qui commence. Une inspiration éparse et puissante semble sortir du sol languedocien, depuis la Montagne Noire jusqu'aux pentes cévenoles inclinées vers le Rhône et la mer. Puis quelques pasteurs rentrent, malgré l'ordonnance terrible rendue contre eux le 1^{er} juillet 1687. Et, le 8, Fulcrand Rey est martyrisé.

L'intendant ressaisit ses armes légales, d'une légalité d'arbitraire. Il traite sommairement, comme ferait une cour martiale, avec ou sans assesseurs, les délits d'assemblée et envoie, sans se lasser, d'abord, soit au gibet, soit aux galères, soit aux prisons d'État, soit aux « Iles » lointaines et redoutées ceux des fidèles qu'on a relevés blessés dans les bois après la charge des dragons, ou qu'ont dénoncés de faux frères. Six cents cadavres, hommes et femmes, sont restés à terre en une de ces rencontres. Les réfractaires, écrit Louvois, doivent « être abîmés ». C'est le moment où les galères du roi regorgent de rameurs qui ne coûtent rien, les Turcs et les prisonniers écumés sur les côtes barbaresques étant un peu chers.

Et pendant des années va se continuer cette épopée de la foi protestante, cette action des prédicants qui circule à travers l'attachant livre de M. le pasteur Bost, si plein du sentiment de leur œuvre et de leur vie.

Ce qui étonne le plus l'intendant, c'est la mentalité religieuse de ces gens-là. Les interrogatoires en font foi. Sur les lèvres des plus simples, des adolescents, des femmes, toujours la même réponse à la question : « Qui vous a poussé là ? » — « L'esprit de Dieu, la volonté de Dieu. » — Et par-dessus tout, la défense des prédicants. Bâville, juriste savant, qui a fait ses études en Sorbonne, s'est mis au courant de la *Discipline protestante*, c'est-à-dire des règles qui gouvernent les Églises, le culte, consacrent le caractère du pasteur. Il demande au prédicant Cognac, l'un des compagnons de Vivent : « Qui l'a fait prédicant ? » — « Dieu et ceux qui l'ont entendu prêcher. » (C'est la tradition de l'élection par les fidèles, celle de la primitive Église et la marque de l'esprit démocratique qui est au fond du protestantisme.) — « Il a prêché sans mission, quoique la discipline de la R. P. R. le défende ? — Il a eu une mission extraordinaire dans un temps extraordinaire comme celui-ci. »

Puis, l'intendant dépouillant les correspondances pouvait rencontrer des lettres de paysannes, comme celle de la mère du prédicant Gavanon à son fils dans sa prison, lui recommandant d'être « ferme et constant, de quelle mort qu'on voulût le faire mourir ». Elle ne le verra plus, mais « son père le viendra voir encore une fois qui sera le dimanche suivant si l'on ne l'a pas conduit à Montpellier ». (Le voyage, long et cher, dépassait les ressources des pauvres gens.)

Qu'avaient donc ces « *fols* que l'on arrête » (c'est le terme de Bâville), pour s'exposer à de tels châtiments « *sans nécessité* » ? Et l'on voit le descendant de cette famille de Lamoignon arrivée aux plus hautes charges par la bonne économie d'un mérite correct, trouvant dans la religion un règlement et une discipline d'existence bien ordonnée, avec assurance prise sur la vie future, devant

ces âmes pieuses et neuves, quasi enfantines. Ce sont, en effet, des *fols*, d'une folie que Bâville ne peut comprendre : la folie de la croix. Ceci diminue sa responsabilité.

Il connaissait pourtant ses auteurs ecclésiastiques et ses Actes des Saints. Ce sont nos Saints, à nous. Faut-il dire qu'ils ont trouvé leurs Bénédictins, mais peu de fidèles ?

Ils ont pourtant sauvé le protestantisme, ces humbles et ces vaillants, qu'ils aient eu l'âme violente d'un Vivent, ou l'âme tendre et héroïque d'un Brousson, et, avec le protestantisme, ses principes de liberté.

Et cette œuvre, c'est, pour la plupart, ici, à Montpellier, siège de l'intendance qu'ils en ont trouvé le terme, soit aux abords de la croupe alors buissonneuse du Peyrou, soit sur les grands espaces de l'Esplanade. Là, leurs yeux mourants pouvaient, avant de se clore, recevoir une fois encore l'impression de ces horizons de montagne où s'était exercé leur apostolat ; de ces sommets forestiers où avait retenti leur voix avec le chant des psaumes ; de ces plaines qu'ils avaient ensemencées des « paroles de vie ». Mais sans doute leur vision était-elle plus haute, vers ces demeures suprêmes que leur foi leur figurait.

La litanie si longue, si uniforme de leurs condamnations semble ne pas fatiguer leur juge ; à peine, de temps en temps et sur le tard, quelques signes de lassitude et de dégoût. En 1702, par exemple : « Croyez, Monseigneur, écrit-il à l'évêque de Nîmes, le bel esprit Fléchier qui avait su autrefois raconter en style badin les horreurs des Grands Jours d'Auvergne, croyez que c'est un métier bien ennuyeux, surtout quand on l'exerce depuis dix-sept ans. » Mais c'était le service du Roi et de l'Église. Il a aussi quelques expressions de pitié, mais inspirées surtout par l'état économique du pays que troublent toutes ces affaires. Moins simpliste que Noailles qui proposa un moment de dépeupler les Cévennes « pour en améliorer l'esprit », il y établit des bureaux de charité. Ne fallait-il pas empêcher les sujets du roi de mourir de faim dans leurs paroisses ruinées ? Il se souviendra pourtant plus tard de l'idée de Noailles, essaiera de l'appliquer dans le haut pays.

IV

Car sa rigueur, qu'il croit de devoir religieux et surtout administratif, ne se tempère point, même quand un souffle plus humain semble un moment toucher la cour. On le vit dans l'affaire de 1698-99 où le Conseil royal, après la déception provoquée parmi les protestants par les clauses de la paix de Ryswick et la perte des espérances conçues dans les rangs de leur élite, put cependant constater que les réfractaires demeuraient fermes en leur foi et que les Nouveaux Convertis eux-mêmes employaient tous les moyens en leur pouvoir pour éluder l'assistance à la messe, l'acte décisif et le symbole en lequel vivait et dogmatisait l'Église ennemie.

Consultés officiellement sur la question de l'assistance à la messe par contrainte, les instructions, les missions, la violence même ayant donné des mécomptes, les évêques de Languedoc, sauf un seul, se prononcent pour l'emploi de la contrainte. Et nous savons — les preuves en ont été fournies — que Bâville les a inspirés, a été derrière eux. Sous sa pression qu'ils furent, d'ailleurs, loin de récuser, après des siècles, sur la terre classique des Albigeois, revenait l'esprit de l'Inquisition pour hanter la conscience et diriger l'action du clergé catholique.

L'intendant alla encore plus loin que ce groupe qui n'osait pas, même en des écrits assurés du secret, hausser son zèle unitaire jusqu'à se faire ouvertement le contemporain intellectuel des primitifs Dominicains : non seulement il suggère au Conseil royal des concessions à l'autorité du Concile de Trente jusqu'alors repoussé de France, mais il pousse sa cruelle logique jusqu'à écrire dans un de ses mémoires adressés à la Cour : *l'effet de l'Inquisition a été heureux, puisque l'hérésie a été éteinte par ce moyen*. Et il est d'un intérêt parfois douloureux de voir, sur cette thèse, l'opposition qui se révèle entre le représentant du pouvoir civil, l'intendant, et le théoricien le plus illustre

de l'autorité religieuse à ce moment : Bossuet. Leur correspondance, comme le mémoire de l'évêque de Meaux, en font foi.

Celui-ci ne veut du roi qu'une ordonnance générale enjoignant à tous ses sujets indistinctement l'assistance au service public; à l'Église seule le droit de les en chasser pour indignité. C'est l'interdiction que son ministre lui réserve, comme gardien de l'intégrité des rites et de la pureté de la foi, compromis par eux, s'ils ne les acceptent dans leur cœur. Et si l'on réfléchit, la solution n'est pas moins dure aux contrevenants; en l'état de la législation, c'est leur exclusion de la société civile comme de la société religieuse, sans violence déclarée, mais sans recours.

Bâville, lui, tient pour la légitimité, la nécessité d'une autorité qui assure l'unité confessionnelle, donc l'emploi du bras séculier. Bâville, c'est encore la théologie, mais la théologie armée.

Et la persécution recommença. Elle devait aboutir en Languedoc à la guerre des Camisards. Nous n'y entrerons point, les limites de cette rapide étude ne le permettant pas, sinon pour remarquer qu'elle fut l'aboutissement logique des principes appliqués. L'excès de la misère en pays cévenol, où les dévastations méthodiques empêchaient chaque année la formation des avances nécessaires à ces populations de paysans pour assurer la subsistance de l'année suivante, les jetait à une révolte que leur état d'esprit préparait sourdement.

Plus de moyen de vivre que par la prise d'armes. La désertion forcée du petit atelier de village s'y ajoutait avec la crise économique atteignant, par les ruines, les fuites à l'étranger et les bannissements, le travail industriel des villes. Et l'intendant s'en plaint à plusieurs reprises dans sa correspondance avec le Contrôleur général. La confiscation qui s'est élargie, des biens de consistoires, aux biens privés des réfractaires, la disparition des maisons de prière et des cimetières confessionnels et des tombes de famille où s'attachait autrefois la tradition

huguenote ont fait, d'une communauté religieuse, des groupes épars et clandestins, toujours sous la surveillance, l'espionnage et la terreur. Ainsi se soulevèrent des gens qui, pour la plupart, tombaient en priant Dieu d'éclairer leur roi.

Par-dessus tout, les causes morales, l'exaltation qui grandit avec le désespoir. Et l'on vit bien alors l'effet de cette rigueur maladroite qui avait privé ce peuple de ses pasteurs. A leur enseignement avait succédé la véhémence des prédicants et parfois des « prophètes », dont le fonds commun est surtout l'inspiration biblique, non point la mansuétude des préceptes évangéliques, le souffle pur, grandiose et doux qui traverse le Sermon sur la Montagne, mais les visions et les images terribles de l'Ancien Testament, cette farouche histoire des fléaux de Dieu. Et elles étaient dans leur cadre, au milieu de ces paysages bibliques, lumineux et austères que les Cévennes déroulent sur leur pentes entre les Causses et la Méditerranée. Les fidèles y *figuraient*, selon la méthode du grand Jurieu, leurs luttes, leurs souffrances, leur délivrance finale dans l'histoire du Peuple Élu, dans les chroniques d'Israël.

Quand on s'arrête au village de Mialet, lieu de naissance de Laporte, dit Rolland, l'âme intelligente et organisatrice du mouvement de 1702, et à ce mas Soubeiran, où la Société de l'histoire du protestantisme français a eu l'idée pieuse de fonder son *Musée du Désert*, on est frappé à l'aspect des habitations surbaissées, tassées l'une contre l'autre, comme si elles se défendaient ainsi par leur contact contre l'hiver des Cévennes, de ces demeures où la propagande intime, exaltée au cours des persécutions, gagna ainsi qu'une épidémie les paroisses rurales. Peu d'ouverture, à cette époque, de ce cirque fermé de collines vers le reste du monde. Nulle échappée que vers le ciel.

C'est là que Laporte, dit Rolland, le soir, lisait sa Bible, à la lueur de ces lampes qui ont gardé la forme primitive des luminaires trouvés aux catacombes romaines, et la Bible restée longtemps dans sa famille, conservée aujourd'hui par les soins de la Société de l'histoire du protestantisme français, porte encore, très visibles, l'usure et la

marque des doigts rudes qui l'ont feuilletée. Les traces apparaissent surtout au bas des pages qui appellent l'ire de Dieu sur les Ninive et les Babylone, persécutrices d'Israël, soulignent les cris d'Isaïe, d'Esdras et des petits prophètes, violents entre tous.

Un autre fait est pour attirer encore l'attention : l'insurrection a, pour principale source de recrutement, *la jeunesse des villages*, et des rapports de l'intendant et de ses subdélégués le disent. Où cette jeunesse s'était-elle instruite à la foi, le culte étant, depuis 1685, supprimé et les prédicants ne pouvant atteindre tous les fidèles ? On n'avait donc pas « éteint l'hérésie » par le rasement des temples et le bannissement des pasteurs, pas plus que par les supplices. On en avait simplement rendu les foyers plus vivants par l'enseignement domestique, l'enseignement des parents, resté d'autant plus puissant qu'il était anxieux et secret, donné avec plus de sollicitude et de ferveur à l'enfant, soucieux de conserver, au creux de l'âtre familial, la flamme incertaine sous le vent des persécutions.

Car leur religion était tout pour ces pauvres âmes, la seule force éducatrice et consolatrice ; et les fidèles lui restaient attachés, dans leur horizon borné, comme à leur seule raison d'être par l'espérance qu'ils en recevaient.

C'est pourquoi les précautions prises contre un soulèvement à la fin prévu par l'intelligent et dur intendant servirent de peu, et les forts qui, par Nîmes, Alais, Saint-Hippolyte devaient tenir en échec les Cévennes, et même les soixantes routes qui devaient porter au cœur des montagnes les milices avec les bombes ; ni la disproportion bientôt atteinte entre l'effectif des troupes royales et une poignée d'insurgés. L'audace des Camisards, leur science des raccourcis en un pays fort boisé alors firent d'eux pendant près de deux ans les vainqueurs d'un lieutenant royal et d'un maréchal de France et rendirent près de deux ans inutile la sauvagerie de la répression. Il y fallut les talents de Villars et surtout sa diplomatie, non exempte de quelque supercherie.

Le mouvement était arrêté et les Cévennes à moitié désertes; le protestantisme semblait anéanti sur notre sol. Mais l'Eglise du Désert allait renaître, de cette renaissance si heureusement mise en lumière par M. Edm. Hugues. Contre elles s'étaient armées toutes les puissances du temps, l'administration, la justice, le clergé, l'armée, le roi lui-même. On avait pour quelques années fait la solitude, non l'obéissance.

Que la paix du passé descende sur ces souvenirs ! Le principe du protestantisme est actif, ne s'attarde pas à la mort. Bien des épreuves l'attendaient encore. Il les a surmontées. Car, s'il puise dans ses traditions l'attachement aux énergies défuntes, il sait que l'avenir est fait de foi et de raison en même temps.

Quand le tout puissant Bâville, vieux, affaibli et sourd obtint sa retraite en 1718 et revint à Paris, c'était lui, le vaincu, et, avec lui, dans l'avenir, le principe de l'intolérance.

L'expérience manquée de l'unitarisme violent valait, d'ailleurs, pour un enseignement plus général et plus haut que ne le commande le respect de tout dogme et de toute pratique sincères, mais transitoires et passagers de leur nature. Elle valait et porta plus tard témoignage pour les droits permanents de la conscience et de la pensée.

Allocution de M. Édmond Hugues.

LE MUSÉE DU DÉSERT

Mesdames, Messieurs,

Hier, Claude Brousson. Aujourd'hui, Cambolive. Le pasteur et l'avocat. Mais tous les deux, par leurs origines, appartenant à cette forte race de juristes pour qui le Droit seul, est déjà une religion. L'un et l'autre marchant, la tête haute, sous la persécution, le premier jusqu'à la mort et le second jusqu'à l'exil. Enfin, vous venez d'entendre, il y a quelques instants, avec la hauteur d'esprit et l'impartialité qui sont la marque de l'historien, quelle fut l'œuvre d'impitoyable répression de l'intendant Bâville dans notre province du Languedoc.

Ne croyez pas que cette répression ait été isolée. Elle fut la même dans tout le royaume. Les instructions de la cour étaient uniformes. Tous les intendants furent en France des Bâville.

Depuis la Révocation jusqu'à l'édit de Tolérance, — un siècle — on compte plus de 300 assemblées du Désert surprises et dispersées par les soldats; — plus de 100 prédicants, ou pasteurs, mis à la question, roués, brûlés vifs, ou pendus; — plus de 60 prédicants condamnés aux galères; — un nombre considérable de religionnaires condamnés à mort et pendus, comme leurs conducteurs spirituels; 67 cadavres trainés sur la claie et jetés à la voirie; — plus de 4 000 de vos pères envoyés aux galères; — des centaines d'enfants arrachés à leurs parents et enfermés dans les couvents; et l'on vit toutes les routes du royaume couvertes de fugitifs, et toutes les prisons, — toutes, — remplies de prisonniers et de prisonnières.

Quel est, Messieurs, le parti philosophique, religieux ou même politique qui, sur notre sol de France, labouré

par tant de luttes, ait jeté une semence et fait lever une telle moisson de héros? Quel est le parti qui ait plus souffert que le nôtre, dans son cœur et dans sa chair, qui ait témoigné de plus de constance dans ses desseins, de courage pour leur réalisation, et qui ait versé, avec plus de résignation, son sang généreux pour sa foi et pour le triomphe de la liberté?

Protestants! permettez-vous que les noms de nos martyrs demeurent ensevelis dans la poussière des archives? Permettez-vous que tout ce qui reste d'eux, pauvres et rares reliques d'un grand passé, soient dispersés par le temps ou disparaissent par l'incurie des hommes?

Le croire, ce serait vous faire injure.

Vous avez tous lu le conte de l'écrivain anglais, où revient, comme une instante prière contre l'ingratitude filiale, cette phrase : « Seigneur, conservez-nous la mémoire »! Et vous êtes, certainement, de ceux qui, au plus profond de leur cœur, portent cet impérieux besoin qui jette les foules dans les nécropoles et les inclinent devant les tombes ou devant les monuments du Souvenir.

Sur les premières pentes des Basses-Cévennes, au bord de l'un des gardons qui descendent de la haute montagne, entre Anduze et ce village de Mialet, dont un jour, Bâville fit enlever et transporter la totalité des habitants, se dresse sur un piton, un pauvre hameau de quelques feux : le mas Soubeyran. Maisons rares et grises, construites sur le roc, serrées et tassées l'une contre l'autre, dans l'enchevêtrement que créèrent l'étroitesse de ce plateau et l'augmentation des familles, et dont la construction même raconte la vie de ceux qui les habitèrent, et cet ancien esprit de famille qui voulait que l'on vécût à côté de ceux qui y vieillissaient, maisons qui s'agrandissaient, selon les besoins, enjambant les unes sur les autres, ou séparées par des courettes sombres, ou des ruelles où deux hommes ne peuvent marcher de front et que relie entre elles des passages en planches ou des arceaux bas en pierres décharnées. Tout autour du hameau, surplombent les montagnes autrefois couvertes de chênes verts, de len-

tistiques et d'arbousiers. Il n'y a plus, aujourd'hui, que des chênes. Les sommets sont déjà déboisés et les orages



PANORAMA DE LA VALLÉE D'ANDUZE

d'automne les ont zébrés de calanques blanches. De ci, de là, dans les plis du terrain, quelques mauvaises parcelles

de terre sont âprement cultivées, et d'épaisses murailles de pierre, dont un effort que rien ne rebuta purgea le sol arable, en marquant les limites. Des sentiers, des raidillons, d'étroits chemins cloutés à la romaine, servent à l'exploitation des bois. Paysage austère, solitaire et mélancolique. Il faut le soleil et les souvenirs de l'histoire pour le transformer en beauté.



LE MAS SOUBEYRAN

Saluez, Messieurs. C'est ici, dans ce hameau, que vécut toute une famille de héros, et que naquit en 1680, Pierre Laporte, celui qui illustra le nom de Laporte, Roland, le grand chef camisard.

Et c'est dans une de ces pauvres maisons que M. le président de la Société de l'histoire du protestantisme français, M. Frank Puaux, a formé le projet de créer un Musée, en me donnant la joie de m'associer à la réalisation de son dessein. Un musée! Le musée du Désert de France! Le musée de nos deuils et de nos gloires, où

seraient recueillis, mis à l'abri, et montrés, comme un vivant exemple, les souvenirs de ces temps tragiques, où nos pères, soldats de la justice, luttèrent et moururent pour la liberté de conscience.

Les admirateurs des hommes de génie qui charmèrent ou émurent nos cœurs n'ont-ils pas réuni, dans les maisons où ils vécurent, les chères reliques qu'ils avaient laissées? L'Angleterre n'a-t-elle pas la maison de Shakes-



LE MUSÉE DU DÉSERT

peare, et l'Allemagne celle de Goethe, la France celle de Lamartine ou de Hugo?

Les peuples n'ont-ils pas voulu, telle la Suisse, conserver le souvenir des héros de leur indépendance? Les Etats-Unis ne viennent-ils pas d'inaugurer un temple de granit sur l'emplacement de la pauvre maison de bois où naquit Lincoln? La Hollande ne conserve-t-elle pas sur les étagères d'une vitrine, placée dans la cellule où fut enfermé Cornelis de Witt et d'où il ne sortit que pour aller à la mort, les quelques objets qui ont appartenu à

cette noble victime des intrigues politiques et des passions populaires? Dans nos écoles, où se conserve toujours allumé le culte de la patrie, n'a-t-on pas réuni, accrochés aux murs des salles d'honneur, les souvenirs qu'ont laissés — croix d'honneur, épaulettes, sabres brisés — ceux qui moururent pour elle? A Paris n'a-t-on pas groupé dans l'un de nos musées tout ce qu'une reine, plus illustre par sa fin tragique que par sa vie, a aimé, a



LA CUISINE DU MAS SOUBEYRAN

touché, a tenu dans ses mains, et a laissé à la vénération émue de ceux que son infortune a groupés dans un même culte du souvenir? (1)

Pourquoi, serions-nous, Protestants, moins fiers et moins soucieux de notre grand et tragique passé?

(1) Dans un ordre parallèle d'idées, la France entière, comme l'Allemagne, la Suisse, la Suède, a fondé et fonde, chaque jour, de nombreux musées de la tradition régionale où se conservent les vieux usages, les costumes locaux, les métiers et les différents cadres entre lesquels s'est écoulée l'existence des aïeux. La Provence a ouvert la voie avec son *Museon Arlaten*, dû à l'initiative de Mistral. La Champagne a son musée régional de Reims. La Lorraine fonde le sien à Nancy. A Strasbourg se trouve le musée Alsacien. Citons encore les musées de Quimper, et de Keriulet, ceux de Niort, de Brive, de Périgueux, de Honfleur, et le château féodal de Gaston Phébus à Mauvezin-de-Bigorre.

La grandeur durable d'un peuple se mesure au culte qu'il a de ses souvenirs. Les souvenirs sont des morts dont il serait impie de jeter la poussière au vent. Et je m'approprie cette phrase d'un de nos écrivains. C'est là que se prépare « l'héritage des vertus dont il faudra qu'à notre tour, sous peine de déshonneur, nous transmettions à nos fils le vivace dépôt. »

Vous venez d'entendre parler, hier, de Claude Brousson. Qui ne voudrait posséder, voir, toucher, comme les plus précieux objets de vénération, les livres qui se trouvaient dans sa valise au moment de son arrestation ? Et de quelle émotion n'est-on pas saisi lorsqu'aux archives de Montpellier, dans le fonds de l'Intendance, on retrouve le rabat de pasteur, jauni, reprisé, attribué à ce grand Juste, ou, de toute façon, si on le conteste, ayant appartenu à un de nos prédicants condamné à mort !

Armes des Camisards, — livres plus forts que les armes ; — Bibles et psautiers de nos aïeuls, — Complaintes diverses des martyrs, — Gravures. — Chaires du Désert, — Méreaux, — Nappes et Coupes de Communion, — Actes de l'Etat civil, — Croix huguenotes, — Premiers sermons du désert, — l'épée de Cavalier, la Bible de Roland « Serviteur de Dieu »... nous avons voulu sauver de la destruction ou de l'oubli, et réunir dans un même local, réputé déjà par lui-même, tout ce que nous possédons et retrouverons de cette glorieuse histoire, et les présenter, dans un cadre historique, à la filiale piété des héritiers de cette longue procession de martyrs.

O peuple, n'oublie pas ce que tes yeux ont vu !

Mais notre projet, Messieurs, est devenu plus grand.

Si l'histoire est un témoignage, elle doit être aussi un hommage des vivants à ceux qui sont morts.

Un peuple s'honore en honorant ses héros. Une religion s'honore en honorant ses martyrs.

Dans ces montagnes cévénoles, centre de la résistance morale d'un peuple, foyer toujours allumé des plus rares vertus, pépinière des prédicants et des pasteurs qui n'ont cessé, depuis la Révocation, de se répandre sur le sol de

la patrie pour y maintenir la Réforme française, nous



LA SALLE DES PRÉDICANTS

voulons élever un monument, non pas digne de nos martyrs, car ils étaient des modestes, des simples, et des

humbles, mais digne de notre filiale reconnaissance.

Toutes les patries ont leurs Panthéons. Toutes les places publiques du monde civilisé sont ornées de statues et de temples, juste hommage que la postérité élève à ceux qui ont agrandi par leur génie ou leurs vertus le patrimoine des hommes. Et sur les arcs de triomphe,

Monceau de pierre assis sur un monceau de gloire,
l'histoire a gravé les noms des héros dont se glorifient les peuples.

Les héros de la foi marchent au premier rang avec ceux de la patrie ! Cependant, que voyons-nous ? Calvin, dont la grande figure domine son siècle n'a pas de statue sur la place de la Sorbonne. Sur la maison où est né, à Villeneuve-de-Berg, Antoine Court, le restaurateur du protestantisme, il n'y a pas même une plaque de marbre qui rappelle les dates de la naissance et de la mort de ce grand homme. Nîmes n'a pas élevé un monument aux Rabaut. Dans toute la France protestante, on ne connaît qu'à Paris, au chevet de l'oratoire du Louvre, la statue de ce grand français, Coligny.

« C'est le malheur du protestantisme en France, écrivait un jour le prince de Broglie, d'y être toujours comme un étranger récemment naturalisé. »

Voulez-vous continuer de justifier cette affirmation ?

Relevez-donc enfin la tête, protestants français, vous qui avez donné à la France le plus populaire de ses rois, et qui lui avez conquis au prix de tant de souffrances et tant de sang la première de ses libertés, la liberté de conscience ?

Nous ne portons aucun défi. Nous ne rêvons pas non plus d'élever un Panthéon. Nous voulons simplement, aujourd'hui, comme il convient à notre trop grande modestie, édifier quatre salles, l'une à la mémoire de nos prédicants martyrs — elle est terminée, Messieurs, — l'autre à la mémoire des prisonnières du Désert, — la troisième à la mémoire de nos quatre mille galériens et la quatrième à la mémoire de nos réfugiés.

Je connais les objections. Quand M. Bersier projeta d'élever un monument à Coligny, « on s'étonne, s'écriait-

il, que nous voulions honorer sa mémoire et lui élever une statue ! Il ne faut s'étonner que d'une chose, c'est que la France ait si longtemps tardé à l'ériger ».

Ce sont aujourd'hui les mêmes objections.

A ceux qui craignent, ou qui font semblant de craindre que l'on ravive de vieilles blessures, nous répondrons que deux siècles de pardon pèsent, de tout leur poids, sur le passé.

A ceux qui, les yeux fixés sur les charges matérielles et les besoins journaliers de notre Eglise, objectent que les vivants ont plus besoin d'eux que les morts, nous répondrons qu'il s'agit, au contraire, d'exalter l'âme huguenote — témoin ces immenses assemblées qui depuis trois ans se réunissent périodiquement au Désert — et que cette âme élargie, purifiée, fière de ses origines et consciente de son avenir, sentira alors avec plus de force les devoirs que nous imposent les exigences du présent.

Quant à ceux dont l'égoïsme satisfait et l'indifférence oppose d'inutiles paroles et se masque de vaines raisons, pourquoi répondre ? La caravane passe. L'idée suit son chemin.

Messieurs, je vous demande de nous donner, sans marchander, votre concours.

Marchez avec nous. Il faut que notre œuvre soit l'œuvre du protestantisme tout entier, l'œuvre de toutes les Églises. Apportez-nous votre obole : l'intention grandira l'offrande. Hommes d'affaires, agriculteurs, commerçants, hommes de robe et d'épée, savants, lettrés, parlementaires, vous tous, fidèles de notre glorieuse église de France, rappelez-vous votre dette aux ancêtres qui ont souffert et qui sont morts pour faire de vous ce que vous êtes. Apportez votre pierre au monument que doit élever notre gratitude ! Il faut que sur le fronton de l'édifice, l'histoire puisse, bientôt, inscrire en lettres d'airain sur le granit :

A LA MÉMOIRE
DES MARTYRS DU DÉSERT
LES PROTESTANTS DE FRANCE

A la chapelle de l'Église évangélique, rue Brueys.

Le dimanche soir une nombreuse assemblée remplit de nouveau la vaste chapelle, encore toute neuve, qui a été élevée naguère pour cette congrégation, rue Brueys. M. le pasteur E. Ponsoye, entouré de son collègue, M. G. Atger, et des membres de son Conseil, MM. Jules Atger, Charles Benner, Adrien Burnand, D^r André Castan, Gaston Menier, Eugène Leenhardt, Henri Parlier, Alphonse Tissié, Charles Warnery, reçoit le Comité. M. le pasteur Ponsoye monte en chaire et prend la parole en ces termes :

Au nom du Conseil presbytéral de notre Église réformée évangélique, je viens exprimer une très cordiale et très fraternelle bienvenue à Messieurs les membres de la Société de l'histoire du Protestantisme français et à nos frères de l'Église réformée de Montpellier.

Messieurs les membres de la Société d'histoire, vous avez déjà accompli une grande œuvre. Les 62 volumes de votre *Bulletin* en sont le témoignage. Ils constituent une mine inappréciable de documents et de faits. Pour cette œuvre considérable, vous avez droit à toute notre reconnaissance.

Mais vous n'avez pas borné votre activité à un travail d'intérêt purement documentaire. Le passé de nos Églises est grand et glorieux : mais il ne gît pas tout entier sous la poussière des bibliothèques. C'est une force vivante, une tradition qui se continue. Vous êtes donc sortis de la tour d'ivoire et, à maintes reprises, vous vous êtes faits les défenseurs du Protestantisme. Contre Brunetière à propos de Calvin, contre Frédéric Masson à propos des édifices religieux, contre Émile Faguet à propos de l'affaire Calas, vous avez revendiqué la vérité protestante.

Et maintenant vous allez plus loin. Par votre musée du Désert par vos assemblées générales tenues l'an dernier au Mas d'Azil, cette année à Montpellier, vous vous mêlez à la vie même de nos Églises, vous vous faites les collaborateurs de ceux qui travaillent au réveil de l'esprit protestant.

Pour cette œuvre aussi, Messieurs, nous vous remer-

cions. Nous avons tant besoin d'apprendre à nouveau l'histoire du Protestantisme. Nous la savons si peu. Nous la savons si mal. Et elle a tant de choses à nous dire !

Le prêtre Jean Bion, aumônier des galères, qui, devant la constance et la piété de nos martyrs, devait se convertir au Protestantisme, dit que les plaies des forçats pour la foi furent autant de bouches qui lui annoncèrent la Vérité. « Leur sang prêchait ; je me sentis protestant. »

Messieurs, montrez-nous la grande blessée, l'Église réformée de France. Montrez-nous-la, persécutée, traquée, agonisante. Découvrez-nous ses plaies, par lesquelles son sang, jadis, s'est épanché à grands flots. Et que ce sang prêche à nouveau. Qu'il nous incite à plus de fidélité, de consécration et d'héroïsme, pour le réveil de nos Églises et pour la gloire de Dieu dans notre patrie.

M. Frank Puaux remercie M. le Président d'avoir prononcé des paroles d'un caractère si élevé, si remarquable, qui ne pouvaient que toucher profondément ceux auxquels elles étaient adressées. Il veut redire à la Chapelle ce qu'il a dit au Temple. L'œuvre poursuivie par la Société de l'histoire du protestantisme français est celle de l'union entre les protestants dans la fidélité aux souvenirs de leurs Églises. Rien ne peut nous encourager plus à défendre une cause si juste, que l'accueil que vous nous avez réservé. Vous nous avez fait comprendre que le long et persévérant travail de notre Société devait avoir sa récompense, par le réveil de l'esprit protestant. Nous croyons, en effet, que, dans les temps difficiles que nous devons traverser, si l'esprit protestant, fait de droiture, de fidélité, de haute spiritualité chrétienne, inspire nos pensées et dirige nos actes, de même que dans le passé il a rendu nos ancêtres victorieux de la persécution, de même dans le présent il nous permettra de remporter la victoire sur l'incrédulité et l'indifférence. Nous vous aurons dû des impressions dont le souvenir ne saurait se perdre, et, pour nous remettre au travail qui nous est confié, celui de la défense de la Réforme française, votre approbation si autorisée nous est le plus précieux des encouragements, et nous tenons à vous en exprimer toute notre gratitude.

Dans la conférence qu'il prononça ensuite, M. Frank Puaux montra le pasteur du Désert commençant la lutte séculaire contre l'intolérance avec une foi invincible alors qu'à vues humaines tout

annonçait qu'il serait vaincu. Il opposa à la puissance sans bornes des persécuteurs ayant à leur commandement l'armée, le clergé, les parlements, la situation désespérée du pauvre pasteur, poursuivi, traqué, sous la menace du gibet et des galères. Il devient martyr mais déjà triomphe sur l'échafaud. Dans un rapide tableau le conférencier évoqua les jours de misère et de douleur qui suivirent la Révocation où les pasteurs, pauvres et nobles prédicants, errant de lieu en lieu, relevaient les faibles et adjuraient les persécutés d'être fidèles jusqu'à la mort. Aux jours de la guerre des Cévennes, il les montra priant à la tête des Camisards avant la bataille, louant Dieu après la victoire et mourant souvent avec leurs soldats. Lorsque la persécution atténue ses rigueurs, le pasteur du Désert réorganise les Églises afin d'assurer leur résistance à l'ennemi; c'est lui qui convoquera les synodes, vraies citadelles de la Réforme. Après avoir évoqué le souvenir de l'admirable Claude Brousson, M. Frank Puaux met en lumière l'action d'Antoine Court, le premier ouvrier de la restauration du protestantisme au XVIII^e siècle. Il montra, malgré les luttes incessantes, le pasteur du Désert ne se décourageant jamais et, comme le coureur antique mourant, transmettant le flambeau de vie au coureur qui atteindra le but. Rien de plus émouvant que ce combat entre le fort qui ne s'appuie que sur sa force et le faible convaincu que Dieu sait choisir les choses faibles pour confondre les fortes. Un siècle s'est écoulé, la Révolution française est commencée et M. F. Puaux montre, à la tribune des États généraux, le pasteur du Désert Rabaut Saint-Étienne vainqueur de l'intolérance et assurant le triomphe de la liberté de conscience. L'histoire du pasteur du Désert est une véritable épopée dont les protestants français doivent conserver pieusement le souvenir. En terminant M. Puaux rappelle que la pensée d'élever un monument à la mémoire des pasteurs du Désert rencontra à Montpellier le plus sympathique accueil et que, d'une manière très particulière, M. E. Leenhardt, l'éminent architecte, s'y associa en préparant les plans de la salle des prédicants. Aussi tient-il à lui exprimer toute sa reconnaissance.

M. le pasteur Bentkowski, par une fervente prière, termina cette réunion et la soirée s'acheva dans les salons hospitaliers de M. le docteur de Rouville qui avait eu la gracieuse pensée de réunir autour d'une tasse de thé et pour leur permettre de faire plus ample connaissance, ceux qui, au cours de cette journée, n'avaient guère eu que le temps de s'entrevoir.

A Aigues-Mortes.

M. le pasteur A.-P. Henry avait invité ceux qui désiraient, par une leçon de choses, fixer le souvenir de ce qu'ils avaient entendu, à faire, sous sa direction, un pèlerinage à Aigues-Mortes. Une quarantaine de personnes s'étaient inscrites au temple de la rue Maguelonne et se retrouvèrent le lundi matin 10 novembre à la gare, pour gagner, à travers les vignobles dépouillés, par un pâle soleil d'automne, la cité de Saint-Louis, restée à peu de chose près, ce qu'elle était lorsqu'on y internait les saintes femmes qui donnèrent à la tour de Constance sa renommée symbolique. Il était plus de midi lorsqu'après avoir changé de train à Lunel et à Aimargues, nous atteignîmes les fameux remparts, véritable apparition du moyen-âge, où, grâce à l'invincible héroïsme de quelques pauvres cévenoles, devait apparaître à la fin du XVIII^e siècle, l'aurore des libertés modernes.

Un modeste déjeuner nous réunit d'abord autour de la table du grand hôtel Saint-Louis. Je ne dirai rien des toasts inséparables de toute réunion de ce genre. Aussi bien nous avions hâte de commencer notre visite de la célèbre tour. M. le pasteur Henry qui la connaît à fond et aussi l'histoire de tous ceux qui y furent détenus, nous dirige et nous donne, chemin faisant, toutes les explications désirables. Arrivés tout en haut sur la plateforme de la lanterne qui la surmonte et qui servait de phare, nous voyons à nos pieds la petite cité telle qu'elle est représentée sur le cliché ci-joint exécuté d'après une aquarelle de 1830. Nous nous groupons finalement tous dans la célèbre salle des prisonniers où Mlle Lombard a situé son émouvant tableau, et là, autour de la margelle du puits qui communique avec les parties inférieures de la tour, en face de la célèbre inscription qu'on a entourée d'un cadre de fer, nous écoutons l'émouvante allocution que nous adresse M. Henry et qu'il a bien voulu rédiger pour que nous puissions la relire et la méditer :

MESDAMES, MESSIEURS,

Là une fenêtre, ici une pierre gravée. Par cette baie ouvrant sur la grande plaine, dix-huit camisards, au nombre desquels Abraham Mazel, s'enfuirent le 27 juillet 1705, pour s'en retourner vers la liberté et vers la mort.

Sur cette margelle, où vous pouvez encore lire l'inscription célèbre, vinrent s'asseoir pendant les longues heures de leur captivité, les pauvres prisonnières huguenotes dé-

tenuës pour crime d'assemblée ou de mariage au désert.

Fenêtre et pierre résument en une saisissante leçon de choses les deux formes de la résistance protestante au XVIII^e siècle. Nous n'hésitons pas à le déclarer hautement, ces deux formes furent également légitimes. Oui, quand un monument de droit public, solennellement juré, déclaré irrévocable, perpétuel, et faisant partie intégrante de la bonne foi publique est renversé, ruiné, foulé aux pieds par celui qui a l'honneur d'en être le gardien, l'insurrection est un devoir sacré. L'insurgé, alors, n'est ni Cavallier, ni Rolland, ni Abraham Mazel. Ce n'est pas dans les gorges sévères des Cévennes qu'il faut le chercher, mais à Versailles, dans le palais et sur le trône royal. Le révolté, c'est Louis XIV. De tout notre cœur de Réformés, nous sommes avec ceux que la langue des persécuteurs appelait, en 1702-1705, les « scélérats attroupés en armes dans les Cévennes ».

Arrêtons-nous maintenant devant cette autre forme de la résistance huguenote que je vous indiquais tout à l'heure. Celles qui furent enfermées dans cette vaste salle, et qui y consumèrent une grande partie de leur vie, étaient de simples femmes du peuple, à la foi profonde et au courage invincible. Nous contemplons en elles, non pas l'héroïsme momentané du guerrier qui combat, qui tue et qui meurt, mais l'obstination admirable, la résistance, douce et prête à tout, de la conscience qui ne veut pas plier. Isabeau Menet, Marie Durand, cette dernière restée 36 ans captive, quelles figures touchantes dans leur lent martyre, pieusement accepté, courageusement subi !

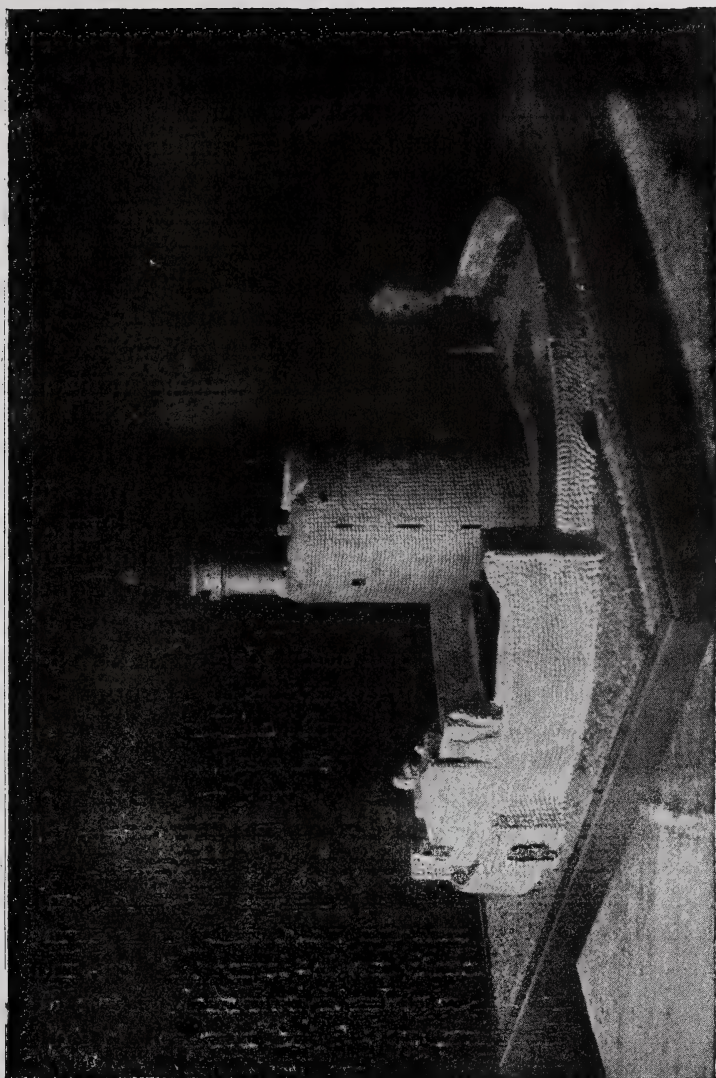
Je lisais, il n'y a pas longtemps, dans un beau livre sur la Camargue, qu'un jour, le grand Mistral vint visiter la vieille forteresse avec quelques dames appartenant à la société protestante de Nîmes. Comme le poète les voyait émues jusqu'aux larmes, il voulut savoir la cause de leur émotion. Alors quelqu'une lui raconta ce poème incomparable de la fidélité... « Ces femmes, ô poète, lui dit-elle, ce sont nos Saintes Maries à nous ! »

Mesdames et Messieurs, dans un temps comme le

nôtre où nous voyons avec tristesse un si grand fléchissement des consciences, un si criminel oubli d'un passé qui fut très grand, c'est ici, devant cette pierre, qu'il faudrait conduire tout le protestantisme contemporain, pour qu'il se repente et se ressaisisse, pour qu'enfin le cœur des enfants soit ramené vers les pères.

Je n'oublie pas que la plus grande partie de ceux qui m'entourent aujourd'hui appartient au protestantisme montpelliérain. Aussi leur citerai-je parmi les captives, une montpelliéraine, la veuve Verchant, qui fut incarcérée ici, pour avoir reçu chez elle le culte étrange de la secte des Multipliants en 1723. C'était, on vous l'a dit, le dernier terme de l'évolution, ou si vous préférez, de la décadence du prophétisme cévérol. Une autre tour de l'enceinte d'Aigues Mortes, la tour des Masques, reçut à quelque temps de là, un des représentants attardés de ce singulier phénomène religieux, Maroger de Nages. Il voulut s'enfuir, mais la corde qu'il avait fabriquée avec ses draps de lit cassa pendant la descente, et Maroger fut retrouvé, le lendemain, les reins brisés, au pied de la muraille.

A quel régime étaient soumises les prisonnières de la Tour de Constance? Comme elles n'appartenaient pas à la classe des puissants de ce monde et que les frais de procédure avaient épuisé le peu de bien qu'elles pouvaient avoir, elles étaient, comme on disait alors, *au pain du Roy*. Les prisonniers de droit commun, ou les jeunes gens de mœurs légères, — ceux-ci entretenus sur des fonds versés par leur famille, — trouvaient bien dur le régime des prisons, et les détenus de Brescou, de Ferrières, de Beauregard et de Carcassonne se plaignaient amèrement. Si vives furent leurs réclamations, que l'Intendant fit procéder, en 1758, à une visite générale des prisons. Le carton C. 122 des Archives de l'Hérault a conservé cette enquête d'une façon très complète. Vous ne serez pas surpris de m'entendre dire que j'ai cherché avidement ce qui avait trait à nos prisonnières d'ici. Leur liste est là, elles ont été interrogées, elles aussi, mais pas une plainte, pas une réclamation n'est sortie de leurs



LA TOUR DE CONSTANCE COMME ELLE ÉTAIT AUTREFOIS

lèvres. Que « le pain du Roy » soit bon ou mauvais, abondant ou rare, elles acceptent cela comme le reste. Nos héroïques huguenotes sont au-dessus des plaintes. En toutes circonstances, elles gardent leur indéfectible sérénité. La paix de l'âme dans le sacrifice accepté suffit à tout. Et cependant, il y eut quelqu'un qui se plaignit parmi ces captives. C'était une catholique, quelque intrigante, enfermée là par erreur, pour un tour de Scapin joué de compte à demi avec un abbé. Elle représenta aux commissaires qu'à vivre ainsi avec « les femmes calvinistes » son âme courait de grands périls, qu'elle était privée d'entendre la messe. Aussitôt les commissaires d'en écrire à Mgr l'Intendant, et celui-ci de prendre des mesures, car on ne peut sans péché laisser cette blanche brebis dans un aussi dangereux bercail !

Je ne voudrais pas finir cette allocution déjà trop longue sans rappeler, en ce lieu même, un des plus nobles traits de l'histoire du XVIII^e siècle. En 1769, le prince de Beauvau visite le donjon où nous sommes aujourd'hui, et touché de la misère et de la fidélité des pauvres prisonnières, sans se soucier des conséquences qui pouvaient en résulter pour lui, il donna l'ordre d'ouvrir cette sombre cage. Beauvau était un de ces nobles du siècle brillant et frivole, tout imprégné de l'esprit de l'*Encyclopédie*. Siècle à qui il sera beaucoup pardonné, car il a achevé l'œuvre de nos pères et brisé à jamais le prestige et le pouvoir de l'Église persécutrice et du despotisme, son serviteur.

Recueillons-nous, Mesdames et Messieurs, et dans ce sanctuaire de la patience et de l'énergie réformées, unis par les liens du cœur à ceux qui résistèrent par les armes, à celles qui persévèrent dans les larmes, faisons monter vers Dieu notre pensée pleine de reconnaissance : « Non pas à nous, Seigneur, mais à ton nom soit la gloire ! » Pour l'épée vengeresse de Cavallier, pour la ténacité héroïque de Rolland, pour le courage calme et indomptable de ces saintes femmes, *laus Deo!*

M. Massip, le pasteur de la petite congrégation protestante d'Aigues-Mortes, débris d'une Église balayée par la Révocation,

prononce une fervente prière et nous fait ensuite visiter le petit temple situé en dehors de l'enceinte et qui fut inauguré le 3 novembre 1897. Nous profitons de cette occasion pour recommander à nos coreligionnaires de se procurer une charmante et intéressante brochure qui conserve le souvenir de cette inauguration. Le soir est venu et, pendant que dans l'obscurité et le silence s'estompent les immenses murailles, témoins muets de tant d'événements, de drames, de prières et de délivrances, nous regagnons la gare, et après les deux transbordements de rigueur, la ville, encore animée sous l'éclairage électrique, de Montpellier. — Espérons que les souvenirs évoqués pendant ces trois journées, inséparables pour chacun d'entre nous de celui d'une hospitalité aussi cordiale que bienfaisante, ne s'effaceront pas. Espérons même — ce n'est certes pas trop demander — que les protestants languedociens du *xx^e* siècle tiendront à honneur de marquer, ne serait-ce que par une inscription à la place de l'Esplanade — où elle serait plus justifiée que celle consacrée à Jeanne d'Arc — et sur les murs de la Tour de Constance, le service rendu à notre patrie, par nos martyrs (1).

N. WEISS.

SÉANCES DU COMITÉ

18 novembre 1913.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. G. Bonet-Maury, E. Chatoney, J. Pannier, R. Reuss, E. Rott et N. Weiss. M. Fabre se fait excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le Comité accepte à l'unanimité le legs de la Bibliothèque Alfred André et décide que le bureau transmettra à la Préfecture de la Seine les documents réclamés par l'administration. Le président rend compte des réunions tenues au temple de l'Église réformée, à la chapelle de l'Église réformée évangélique de Montpellier et à la Tour de Constance d'Aiguesmortes à l'occasion de l'assemblée générale de notre Société. Outre le président et le secrétaire, notre collègue le général d'Amboix avait tenu à être des nôtres, et M. le pasteur Bertrand, de Castres, pour la prédication du dimanche matin au temple de la rue Maguelonne. Le public

(1) Voir pour les compte-rendus de nos journaux religieux, entre autres, celui d'*Évangile et Liberté* du 23 novembre 1914.

est venu très nombreux, tant à la conférence du samedi soir qu'à la prédication du dimanche matin et à la conférence du président à la chapelle le dimanche soir. La séance du dimanche après-midi au temple a réalisé l'union des cœurs huguenots sur le terrain de l'histoire et a été suivie sans défaillance pendant trois heures. Les psaumes 68, 74 et 81 ont été chantés avec beaucoup d'entrain et ont produit un très grand effet. Nous devons des remerciements au pasteur Henry qui en a dirigé l'exécution ainsi qu'à M. le doyen Gachon, M. l'avocat Mercié et M. E. Hugues pour leur participation à cette séance. L'excursion du lendemain lundi à Aiguesmortes, sous la direction et avec le concours très apprécié de M. le pasteur Henry et de M. Massip pasteur à Aiguesmortes, a réuni une quarantaine de participants dont quelques-uns du Gard. — M. Bonet-Maury et M. Pannier regrettent d'avoir été empêchés de se rendre à MontPELLIER, le premier par des conférences qu'il a données à Liège et à Gand sur Guy de Brès, le second par un engagement analogue à Maubeuge. Enfin la création et l'organisation du Musée du Désert sont de plus en plus appréciées dans tout le Midi et ont provoqué déjà quelques dons importants.

M. le docteur Malzac, de Lasalle a été amené, grâce à ce Musée, à écrire un livre complétant celui de M. Ch. Bost, sur *les Cachettes huguenotes des Cévennes* qu'il a pu retrouver, dans la région Lasalloise en particulier. Ce livre sera orné de plans et de photographies et sera mis en souscription au prix de 2 francs. Le *Bulletin* de novembre-décembre en encartera le prospectus et le recommandera. En outre le président pense qu'il convient que nous contribuions aux frais de publication pour une somme de 150 francs à reporter sur l'exercice de 1914. Adopté.

Avant la clôture de la séance le secrétaire informe ses collègues qu'il vient d'apprendre que le dossier du legs Bertin a enfin été transféré au Conseil d'État.

Bibliothèque. — M. le pasteur Serfass a envoyé le fac-similé d'une lettre autographe de Calvin adressée à Vadian le 24 juillet 1545 dont l'original appartient au baron Carl Carlson-Bonde, président de la 2^e chambre suédoise, au château d'Eriksberg.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Les Prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc (1681-1700) (1).

« Ces maudits persécuteurs ont fait un procès à ces pauvres gens là pour les avoir trouvés assemblés au nom du Seigneur. » Ces simples mots de Pourtal, l'un des prédicants que suscita dans les Cévennes et le Bas-Languedoc la Révocation de l'édit de Nantes résumant, en leur naïve brièveté, la crise traversée par l'Église protestante et la région entre 1685 et 1700. Il ne s'agit là, en effet, que d'humbles croyants et d'un grief confessionnel exposant les délinquants à des sanctions très dures. Mais il se trouve aussi que cet ensemble de petits faits, ces drames épars, ces dévouements obscurs à une croyance, la foi des hommes qui les inspirent et les groupent, sont un des éléments importants de notre histoire nationale et touchent à l'histoire générale. Sans l'héroïque et douloureux entêtement des prédicants et de leurs fidèles, le protestantisme disparaissait de ce sol où il avait jeté de si fortes racines et, avec le protestantisme, ses principes de liberté. Et, d'autre part, leur action se mêle par instant à la politique européenne.

Il fallait donc, pour en écrire les annales, pour les situer dans leur cadre splendide, mais si varié et si complexe dans son unité, un psychologue et un artiste, un critique informé et impartial — car l'apaisement n'est pas fait partout sur ces questions —, sympathique aussi à la cause des martyrs et à leur caractère.

Ce qui, dans le beau livre de M. Ch. Bost, impose d'abord la confiance, même à une rapide lecture, c'est précisément cet accord des qualités de critique impartiale et de sympathie. L'auteur, non seulement apporte la plus sévère méthode à la discussion des sources, mais garde le scrupule le plus rigoureux dans ses jugements sur les hommes. Quelle que soit son admiration pour ces proscrits et ces suppliciés, il ne dissimule aucune de leurs fai-

(1) Par CH. BOST, 2 vol. grand in-8° de xx-478 et 668 p., Paris, Champion, 1912.

blesses qui furent souvent celles de leur temps ou l'effet de leur désespoir, ne couvre pas d'un voile complaisant les traces de sang là où elles apparaissent, et va jusqu'à établir les preuves avant lui mises en doute d'une connivence avec l'étranger que le plus grand des prédicants, le noble Brousson, admit un instant comme le dernier et unique moyen de rendre à ses frères la liberté de conscience.

Mais aussi conserve-t-il, par cette observance de justice et cette franchise, le droit et le pouvoir de nous émouvoir. Ces hommes qui s'immolèrent à une croyance et à une discipline, il les retrouve, d'autant plus expressifs qu'il a dégagé leur physiologie et leurs attitudes de la légende : il les connaît un à un et leur profession à chacun ; il les voit, il les écoute, même dans ce dialecte cévenol que son séjour en Cévennes lui a enseigné ; il les suit aux prêches nocturnes, aux refuges forestiers des montagnes et aux âpres cavernes où les traquent les dragons ; il les accompagne sur les routes poudreuses de la plaine, dans les ruelles des villes et les chambres secrètes où les cache la piété clandestine et anxieuse des fidèles, assiste à leurs supplices sur les places encombrées de soldats dont il a parfois surpris les propos, et recueille leurs dernières paroles. Un sentiment intense de la vie circule à travers toute l'œuvre et anime ces groupes en mouvement que domine l'austère et passionnée figure de Brousson.

Telle est la force d'évocation réalisée par une habitude familière du pays et des sources d'information. Que ces dernières aillent du *folk-lore* huguenot, des livres et des manuscrits contemporains du drame aux travaux les plus récents, M. Bost a tout exploré, tout comparé et critiqué pendant des années, scruté les interrogatoires et les procédures dans leurs minutes aux archives de l'Hérault (série C, Intendance), compulsé les pièces de la collection Antoine Court, de Genève, les recueils de documents conservés par la Société de l'Histoire du Protestantisme français, les archives de nombreuses communes cévenoles. On y doit sans doute regretter l'appoint qu'auraient pu fournir les Archives de la Guerre et la série T T des Archives Nationales et la contribution trop faible demandée à la Bibliothèque Nationale (fonds mss), tout en faisant observer que les notions les plus abondantes sur ces affaires qui sont locales proviennent surtout des instructions menées par l'intendance de Languedoc ; mais la connaissance de leurs rapports avec l'histoire générale y eût sans doute gagné quelques précisions.

Cette réserve, qui ne touche d'ailleurs qu'à un complément de l'œuvre, en appelle une autre relative, non à son information, mais à sa composition — et peut-être était-elle impossible à éviter. Trop de richesses, d'où quelque encombrement : les *Acta* de ces

apôtres, comme les gestes de leurs persécuteurs, se répètent en leur multiplicité. C'est, dans le récit, une litanie uniforme de révolte et de répression, de temps en temps coupée par l'écho des guerres aux frontières. Et comme, pour la première fois depuis les traités de Westphalie, s'ajoutent à ces démêlés internationaux les questions religieuses, c'est aussi le tableau fragmenté des espérances qu'elles suscitent au cœur des persécutés, des mouvements qu'elles provoquent. Pouvait-il en être autrement? Si l'exposé en est moins didactique, n'est-il pas plus conforme à la réalité des faits en cette triste époque où l'intolérance suscitait à de bons Français des ennemis dans leur patrie, des amis au dehors? Et cet enchevêtrement d'héroïsme villageois et de grandes affaires européennes, c'est peut-être la vraie chronique des prédicants et de leurs auditoires errants.

Si donc on suit l'auteur on apprend d'eux-mêmes ce qui a fait la grandeur de leur rôle qu'en leur simplicité et leur désintéressement ils n'ont même pas soupçonnée : d'abord leur conviction que les « Assemblées » et le « culte public » sont la condition vitale de la vie religieuse, vieux principe de la primitive Eglise et de la démocratie huguenote qui leur a imposé leur « vocation ». Les pasteurs sont en exil. Qui dispensera au troupeau resté fidèle les « paroles de vie »? Et contre les arguties de Bâville, théologien et juriste qui a pris le soin de s'instruire dans les règles de la « discipline » protestante, les règles d'une confession violemment supprimée, ils trouvent la formule de justification, répondent avec l'un d'entre eux, Cognac, à la question de l'intendant : « Qui t'a fait prédicant »? — « Dieu et ceux qui l'ont entendu prêcher ». — « Il a prêché sans mission, quoique la discipline « de la R. P. R. le défende »? — « Il a eu une mission extraordinaire dans un temps extraordinaire comme celui-ci. »

Il leur faut cette raison vis-à-vis d'eux-mêmes, de leurs frères, de leur Dieu. Car ils ont le respect du sacerdoce, une touchante timidité, ces hommes hardis, devant son caractère sacré. Sur cette conception du culte se fondera la renaissance des Eglises du Désert après la guerre camisarde. En l'attente de ce moment, ils sont bien les vrais pasteurs de l'Eglise, les seuls à sauver et à maintenir ce qui reste de foi, à manifester la vitalité interne de la confession prosrite.

C'est ensuite leur fraternité, leur entr'aide sans réserve, leur soin de se communiquer les instructions, les prières, les sermons nécessaires à l'édification des fidèles, de former des disciples, les plus cultivés enseignant les autres; leur émotion à reconnaître chez les plus humbles les *dons de l'Esprit, l'esprit de prière* chez un tout jeune, Papus de la Verdaugie.

C'est enfin et surtout le haut exemple qu'ils ont donné de

dévouement absolu, d'immolation de soi-même à une croyance, à un idéal, étroit, si l'on veut, et d'un mysticisme parfois enfantin, mais qui associait à tous les instants de leur vie la pensée et la vision de l'éternité. Voilà pourquoi passe, par moments, au cours de leurs heures inquiètes, un éclair de joie, d'allégresse et d'espérance à travers ces âmes religieuses et neuves. Il y a, ça et là, de bien belles études psychologiques dans leur histoire et de curieux exemples de la prise qu'un dogme peut avoir sur l'humaine nature.

Tous ces frères se ressemblent. Leur historien, qui connaît la famille, a établi pourtant entre eux des catégories, surtout deux groupes successifs. Le premier en date est celui des violents qui, sous les exécutions sommaires, les cruautés inattendues, rapides et répétées, ont voulu, aux occasions, rendre coup pour coup, celui de Vivent et de ses compagnons, Pourtal, Gay, La Rouvière, Couderc, les Plan, Gavanon, d'autres encore (1688-1693). Il a tristement démontré l'erreur initiale commise, entre autres, dans l'acte de Révocation : le bannissement des pasteurs, qui laissait à des volontés incultes et par là même parfois dangereuses l'action à exercer sur les classes populaires. Lorsque Vivent, si cruellement trompé par Bâville, se laisse aller à sa colère, avec ses compagnons, il croit sa vengeance d'ordre divin, en trouve la justification et la *figuration* dans les pages de l'Ancien Testament et les châtiments inspirés par le Dieu jaloux du vieil Israël. Ils se commit, de ce côté, des meurtres pour répondre à des massacres.

Mais combien est attachant le second groupe qui, de bonne heure se forma sous l'inspiration de Brousson, autour de lui, et comprit même quelques-uns des farouches révoltés des premiers temps. Il est peu de crises morales aussi émouvantes que celle de Brousson après la mort du rude Vivent. C'est un apostolat nouveau de cette haute conscience qui s'attriste et s'indigne devant le sang répandu, fût-ce pour la défense de la foi ; c'est le sacerdoce « sans épée et sans autres armes », « sans autre glaive que la parole de Dieu », le sacrifice désormais accepté en paix, de sa vie à sa mission. Et « une nouvelle période religieuse commencée pour les Cévennes ». L'action et la pensée de Brousson traversent ainsi tout le livre qui en reçoit une unité supérieure.

Mais, pur de toute violence, bien qu'il ait été d'abord entouré d'un groupe séditieux, Brousson ne fut-il pas coupable d'avoir comme Vivent et d'autres, « travaillé à l'entrée des ennemis en France » ? D'avoir préparé par ses conseils et ses indications les voies aux armées de la coalition qui, autour de Guillaume d'Orange, combattait l'absolutisme du roi de France, inquiétant hors du royaume, persécuteur au dedans ? Ici la franchise et la

sincérité de M. le Pasteur Bost sont à relever autant que l'étendue et la sûreté de son érudition. Contre l'opinion professée jusqu'à lui par les historiens protestants et qu'expliquent, en dehors même de leur sympathie pour leur coreligionnaire, les relations contemporaines des événements, il a établi la réalité du fait, la connivence de Brousson avec les coalisés, sur des documents authentiques, comparés et critiqués sans faiblesse. La vérité a ses droits imprescriptibles. Charge-t-elle le héros du livre d'un irrémissible crime, en un temps où l'exaspération des consciences a pu voiler un instant l'image de la patrie? Et cette *trahison* de Brousson que les polémistes se plaisent à rappeler, exempte de toute visée personnelle, moyen extrême de délivrance pour ses frères, qu'il a voulu oublier dès 1692, qu'il n'a pourtant pas désavouée devant le supplice, ne s'abaissant point à mentir, est-elle comparable à d'autres *faiblesses* qui datent, par exemple de la Fronde et poussent dans les rangs espagnols, les armes à la main, un Turenne et un Condé? Leur ambition était moins pure, à ces grands seigneurs, proches ou lointains cousins du roi, et leurs intérêts de tout autre nature. Et Bossuet, pourtant, a-t-il été sans miséricorde pour Condé? Les panégyristes de Turenne, sans complaisance pour le révolté, transfuge à l'ennemi en temps de guerre?

Ces relations des prédicants avec l'étranger ouvrent largement l'œuvre de M. Bost sur les affaires générales de l'Europe, de 1686 à 1698 et y font apparaître, avec l'inlassable propagande de Jurieu et les délibérations plus incertaines et divergentes des Comités de pasteurs réfugiés, les tentatives d'intervention du marquis de Miremont et du duc de Savoie, les négociations auprès de Schomberg et de Guillaume III, les espérances si cruellement déçues qu'avaient fait naître le traité de Ryswick chez ces Protestants ne cherchant plus que dans les conditions de la paix les garanties de leur liberté de conscience, et finalement abandonnés par l'égoïsme des princes alliés.

Ils avaient pourtant obtenu, ces malheureux délaissés, qu'on se préoccupât d'eux, à la cour de France, où un moment, ils avaient été redoutés. Ce fut pour être invités, avec quelques ménagements passagers, après un nouvel et infructueux essai de dragonnades, à rentrer dans le sein de l'Église ennemie. Cet essai de « réunion » ne pouvait aboutir qu'à un échec (1698-1699). Non moins que le secret attachement des « Nouveaux Convertis » à la foi de leurs pères, l'actif enseignement des prédicants y avait pourvu.

Car, et c'est là le résultat le plus important de leur ministère que M. Bost rappelle pour le démontrer avec une originale évidence, ils avaient maintenu la piété au foyer domestique et

dressé le culte de famille contre l'école confessionnelle où la police de l'Église refoulait les enfants des « Nouveaux Convertis ».

Les pasteurs en fuite et les temples démolis, les assemblées publiques des Réformés écrasées, semblait-il, à jamais, toute manifestation de leur culte interdite par cette cour martiale en permanence qu'était le tribunal de l'intendant, il resta encore un enseignement protestant, clandestin, anxieux et d'autant plus prenant, celui du père et de la mère, des aînés groupés le soir autour de l'âtre familial; l'enseignement qu'ils avaient eux-mêmes reçu du prédicant errant et qu'ils transmettaient à l'enfant comme un dépôt sacré.

Et quand, après le supplice de Brousson, après 1698, les prédicants se dispersent par la mort, les galères ou l'exil, ils ont déjà créé cette *jeunesse* protestante dont parlent les rapports des agents de Bâville et qui a traversé la tempête de la guerre camisarde, a rendu possible la reconstruction de l'Église huguenote après 1704, avec Pierre Corteiz, puis Antoine Court. Ils avaient interrompu la prescription de l'apostasie, assuré l'avenir.

Avec quelle théologie, quelle méthode, quelle discipline? M. Bost les dégage dans la dernière partie de son livre, comme une conclusion qu'appuient les pièces justificatives. Leur science profane est courte, sauf chez Brousson, « dont la valeur littéraire est en somme, médiocre »; leur érudition théologique est rudimentaire, « leur langage incorrect, parfois même barbare ». Mais ils parlent, comme ils agissent, avec le cœur, établissent comme loi la vieille discipline de la Réforme, et leurs rudes exhortations donnent un corps à la protestation de la conscience contre la contrainte confessionnelle. L'épopée de ces humbles et de ces ignorants a la valeur d'une morale de liberté.

Il faut savoir un grand gré à M. le Pasteur Bost pour l'avoir prouvé avec tant de poésie et de précision à la fois.

P. GACHON.

NÉCROLOGIE

Le Pasteur Auguste Chenot (1850-1914)

Monsieur Auguste Chenot est décédé à Etupes (Doubs) le 6 janvier 1914 dans sa soixante-quatrième année. Il avait été successivement pasteur à Chenebier (1874-1879) à Héricourt (1880-1892) et à Alger (1892-1910). Sans rien négliger des devoirs de sa charge M. Chenot consacra une partie de sa vie à étudier et à raconter l'histoire des Églises luthériennes des seigneuries de l'ancienne principauté de Montbéliard. Il avait formé le projet de donner une nouvelle édition du « *Précis historique de la Réformation des Églises Protestantes dans l'ancien Comté de Montbéliard* » paru en 1841. Il n'a pu achever cette œuvre, mais il laisse de nombreuses notes qui seront utilisées par son fils, le pasteur d'Etupes.

Si M. Chenot n'a pas retracé l'histoire des Églises du comté de Montbéliard, il a pu, du moins, terminer celle de l'Église d'Héricourt dans les études suivantes :

« *Notice historique sur l'introduction de la réforme Religieuse dans les trois seigneuries souveraines d'Héricourt, de Clemont et du Chatelot adjointes au comté Montbéliard.* » (1881).

L'Église d'Héricourt au XVII^e siècle (1588-1676) (1906).

Charles Duvernoy, pasteur à Héricourt et à Montbéliard (1608-1676).

« *L'Église d'Héricourt de 1676 à 1789* » (1882).

« *Les Églises des Seigneuries de la principauté de Montbéliard pendant la Révolution française* (1889).

« *Notice historique sur l'exercice des cultes dans l'Église de Tavey (Haute-Saône) (1563-1885)* » (1885).

De l'exercice des cultes dans l'ancienne Église d'Héricourt, discours prononcé dans l'Église d'Héricourt dimanche 29 Avril 1888.

Plusieurs de ces monographies furent couronnées par notre Société de l'histoire du Protestantisme français et par la Société d'Emulation de Montbéliard.

Après avoir consulté les archives de l'Inspection de Montbéliard, M. Chenot put retracer la constitution administrative de son Église dans les deux opuscules portant pour titres :

« *De l'organisation administrative de l'Église luthérienne du*

pays de Montbéliard antérieurement à la loi du 18 germinal an X. » (1885).

« *De la réorganisation de l'Église luthérienne du pays de Montbéliard par la loi du 18 germinal an X* » (1889).

Il dressa ensuite le tableau complet du personnel ecclésiastique de la principauté dans une série d'articles parus dans *la Vie Nouvelle* (1887-1891), sous la rubrique *le livre des pasteurs et des paroisses du pays de Montbéliard.* » Il retraça enfin dans le même journal (1888) l'activité des « *anciennnes conférences ecclésiastiques du pays de Montbéliard* ».

Obligé par l'état de sa santé de quitter le pays de Montbéliard qu'il aimait tant, M. Chenot appelé au poste de pasteur luthérien d'Alger étudia l'origine des Eglises protestantes dans notre grande colonie africaine et publia successivement deux opuscules, l'un sur « *L'organisation administrative des Églises protestantes d'Algérie* » (1898), l'autre sur « *L'Église d'Alger* » (1903). Cette notice, ainsi que l'écrit M. le pasteur Paul Pfender dans *le Témoignage* (1) « est un véritable monument élevé à la mémoire du pasteur Dürr qu'on a pu appeler l'apôtre de l'Algérie. »

M. Chenot était un historien scrupuleux et impartial, il indiquait avec soin les sources consultées par lui, il citait les passages les plus importants des documents sur lesquels s'appuyait sa démonstration, aussi ses travaux méritent-ils une place d'honneur dans les bibliothèques des érudits et des chercheurs.

ARMAND LODS.

(1) N° du 16 janvier 1914. Consultez aussi la notice sur M. Chenot parue dans *le Courrier du Dimanche*, n° du 17 janvier 1914. M. le pasteur Bégou Bonnefon juge ainsi son ancien collègue : « L'abord réservé, presque timide de M. Chenot, cachait un cœur chaud dont on sentait le rayonnement bienfaisant, à mesure qu'on pénétrait dans son intimité. Sa prédication sobre, exempte d'effets oratoires, n'était cependant pas sans force. Luthérien convaincu, il était aussi et surtout profondément attaché à la croyance évangélique. »

Le Gérant : FISCHBACHER.

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. Weiss, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement: 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine; — 12 fr. 50 pour l'étranger; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises; 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. Weiss, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

LES PERSONNES QUI N'ONT PAS SOLDÉ LEUR ABONNEMENT AU 15 MARS REÇOIVENT UNE QUITTANCE À DOMICILE, AVEC AUGMENTATION, POUR FRAIS DE RECOURS, DE: 1 fr. pour les départements; 1 fr. 50 pour l'étranger.

Ces chiffres sont loin de couvrir les frais qu'exige la présentation des quittances; l'administration préfère donc toujours que les abonnements lui soient soldés spontanément.

CH. BASTIDE. — **Anglais et Français du XVII^e siècle**, 1 vol. de xu-362 pages in-16 (index) Paris, F. Alcan 1912.

GEORGE JELLINER. — **La Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen**, contribution à l'histoire du droit constitutionnel moderne, traduit de l'allemand par Georges Fardis, éd. française revue par l'auteur, 1 vol. de xvi-104 pages in-8° Paris, A. Fontemoing, 1902.

LOUIS HOGU. — **Jean de l'Espine, moraliste et théologien** ((1505-1597), sa vie, son œuvre, ses idées, avec un portrait, 1 vol. de viii-184 pages in-8° Paris, E. Champion, 1913 (203^e fascicule de la *Bibliothèque de l'École des Hautes Études*).

HENRY LEHR, pasteur. — **La vie sainte, Cours élémentaire de Religion**, une brochure de 36 pages in-16 Paris, Fischbacher, 1913.

ALEXANDRE VINET. — **Discours sur quelques sujets religieux**, texte de la dernière édition revue par l'auteur, accompagné des variantes des éditions plus anciennes et précédé d'une préface par A. CHAVAN, 1 vol. de xxxii-488 p. in-8°. — **Nouveaux discours sur quelques sujets religieux** par le même éditeur, 1 vol. de xxxii-494 p. in-8°. — **Études sur la littérature française au XIX^e siècle**, tome premier, **Madame de Staël et Chateaubriand**, texte de l'édition posthume de 1848 revu et complété d'après les documents originaux et précédé d'une préface par PAUL SIRVEN, 1 vol. de xxx-560 p. in-8°. — **Philosophie et morale**, recueil d'essais, d'articles et de fragments publiés d'après les éditions originales et les manuscrits par PH. BRIDEL avec la collaboration de PAUL BONNARD, tome premier, 1 vol. de xlvi-404 p. in-8°. Publications de la Société d'édition Vinet fondée le 23 avril 1908. Lausanne, G. Bridel, Paris, Fischbacher 1910-1913.

PAUL MELLON. — **L'académie de Sedan**, centre d'influence française, à propos d'un manuscrit du XVII^e siècle, silhouettes et croquis. 1 vol. de x-262 pages grand in-8° orné de 23 planches hors texte, Paris, Fischbacher 1913.

L. BAUDRIT. — Philosophie démonstrative, doctrine de l'action et de la solidarité. **L'évolution des forces psychiques** avec 104 figures, 1 vol. de 450 p. in-16. « La Ferronière » Saint-Quay-Portrieux (Côtes-du-Nord).

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Excursions organisées avec le concours de l'AGENCE LUBIN

1^{er} Sports d'hiver en Dauphiné et en Savoie.

Départs de Paris les 17 et 31 janvier, 14 et 28 février 1914. Durée: 12 jours. Prix en 1^{re} classe, au départ de Paris: 475 francs.

2^o. Bords de la Méditerranée Carnaval de Nice

Départ de Paris, le 18 février 1914. Durée 12 jours. Prix en 1^{re} classe, au départ de Paris: 420 francs.

3^o. Italie et Carnaval de Nice

Départ de Paris le 26 janvier 1914. Durée 32 jours. Prix en 1^{re} classe, au départ de Paris: 1 170 francs. Départ de Paris le 19 février 1914. Durée: 33 jours. Prix en 1^{re} classe: 1 190 francs.

4^o. Italie

Départ de Paris le 26 février 1914. Durées: 26 jours. Prix en 1^{re} classe, au départ de Paris: 1 035 francs.

5^o. Tunisie et Sud Tunisien

Départs de Paris les 18 janvier, 15 février et 15 mars 1914. Durée: 27 jours. Prix en 1^{re} classe, au départ de Paris: 1 080 francs.

6^o. Tunisie et Algérie

Départs de Paris les 1^{er} février, 1^{er} et 29 mars 1914. Durée: 33 jours. Prix en 1^{re} classe, au départ de Paris: 1 440 francs.

7^o. Tunisie, Sud Tunisien et Algérie

Départs de Paris les 18 janvier, 15 février et 15 mars 1914. Durée: 47 jours. Prix en 1^{re} classe, au départ de Paris: 1 870 francs.

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **218 Millions**
Assurances en cas de Vie et de Décès

M. Ch. de **MONTFERRAND**, *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. **LESENNE**, Dir. - Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie : **431 Millions**

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct. - Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

LE VOL

fondée en 1909

Détournements — Dégâts des Eaux
Bris des Glaces

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct. - Adjoint.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Servillé (Stéphane), G.O. *, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine; Régent de la Banque de France. Président de la Cie des chemins de fer de P.-L.-M. Adm. de la Cie Univ. du Canal mar. de Suez, *Président*.

Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président*.

Delaunay-Belleville (Robert), *, Administrateur général de la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay-Belleville.

Jameson (Conrad), ancien associé de la maison Hottinguer et Cie, Banquiers.

MM.

Mallet (Gérard), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers de Pellerin de Latouche, G. *, Adm. de la Cie des Chemins de fer de P.-L.-M. et de la Cie Générale Transatlantique et de la Banque de l'Algérie.

Sohier, (Georges), O. *, Anc. Prés. du Trib. de Commerce de la Seine, Adm. de la Cie des ch. de fer de P.-L.-M. et du Crédit Foncier de France.

Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Cie des Chemins de fer des Landes.

Vernes (Félix), de la Maison Vernes et Cie, banquiers Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

CHEMIN DE FER DU NORD

PARIS-NORD A LONDRES

Via Calais ou Boulogne

Six services rapides dans chaque sens, trajet 6 h. 30
voie la plus rapide.

SERVICES OFFICIELS DE LA POSTE

Via Calais

La gare Paris-Nord, située au centre des affaires, est le point de départ de tous les grands express Européens pour l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Suède, la Norvège, l'Allemagne, la Russie, la Chine, le Japon, la Suisse, l'Italie, la Côte d'Azur, l'Égypte, les Indes et l'Australie.

TRAINS DE LUXE

(Toute l'année)

Nord Express. — Tous les jours entre Paris et Berlin avec continuation une fois par semaine de Berlin sur Varsovie et Moscou et deux fois par semaine de Berlin sur Saint-Petersbourg. A l'aller, ce train est en correspondance à Liège avec l'Ostende-Vienne.

Services rapides entre PARIS, la BELGIQUE, la HOLLANDE, l'ALLEMAGNE, la RUSSIE, le DANEMARK, la SUEDE et la NORVEGE.

	trajet en
6 express dans chaque sens entre Paris et Bruxelles...	3 h. 55
3 — — — — — Paris et Amsterdam...	8 h. 30
4 — — — — — Paris et Cologne...	7 h. 29
6 — — — — — Paris et Hambourg...	14 h. »
5 — — — — — Paris et Francfort s/Mein...	12 h. »
5 — — — — — Paris et Berlin...	15 h. 31
2 — — — — — Paris et St-Petersbourg...	49 h. »
Par le Nord Express (bi-hebdomadaire)...	42 h. »



La notice sur la Troisième assemblée du Désert, réunie au mas Soubeyran, le 7 septembre dernier, vient de paraître, avec un compte-rendu de cette belle fête. Elle renferme les remarquables discours de MM. De Witt-Guizot et Doumergue et reproduit l'émouvante prière des Camisards. M. le pasteur Mailhet y donne une intéressante description de la collection des souvenirs de la période du Désert en Dauphiné qu'il avait réunie au Musée du Désert. Cette plaquette, imprimée avec grand soin sur beau papier, est enrichie de nombreuses illustrations. Non seulement ceux qui assistèrent à cette émouvante cérémonie, mais tous les protestants attachés aux souvenirs de notre grand passé voudront la posséder. Son prix est seulement de six centimes et, pour la recevoir franco, il suffit d'envoyer cette somme.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXIII^e ANNÉE

DOUZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Mars-Avril 1914



PARIS

Au Siège de la Société 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1914

Avis. — Les tables de l'année 1913 accompagnent cette livraison. — Nous supplions nos abonnés de nous éviter le travail et les frais du recouvrement par la poste en envoyant le montant de leur abonnement à M. N. Weiss, trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e).

SOMMAIRE

ÉTUDES HISTORIQUES.

- A. B. HENRY. — **L'assemblée de Montmars et ses conséquences**, 14 nov. 1751 97
 (Appendice : Jean Astruc et le sieur de Valotte) 112
 F. PUAUX. — **L'évolution des théories politiques du Protestantisme français pendant le règne de Louis XIV** (3^e et dernier article) 115

DOCUMENTS.

- N. WEISS. — **Calvin en Angleterre, un portrait inédit du Réformateur**. 140
 CH. BASTIDE. — **La traduction anglaise de l'Institution chrétienne**. 143
 F. REVERDIN. — **Relevé des noms des prosélytes et réfugiés figurant aux registres du consistoire de Genève à partir de 1660**. 148
 P. E. NUGON et R. GARRETA. — **Un héritage normand réclamé par les héritiers protestants et catholiques en 1713**. 162
 SÉANCES DU COMITÉ. — 23 décembre 1913 et 14 janvier 1914. 173

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.

- N. WEISS. — **Une liste de prétendus candidats à l'apostasie en 1668. — Un avocat de M. l'abbé Rouquette. — Le nombre des Huguenots et des réfugiés**. 175
 TH. SCHOELL et A. MAILHET. — **Les Farel** 185
 TH. SCHOELL. — **L'ambassade de Walsingham en France**. 186

CORRESPONDANCE ET NOTES DIVERSES.

- J. VIÉNOT. — **L'emplacement de l'Oratoire à Paris** 190

NÉCROLOGIE.

- N. WEISS. — **M. Charles Waddington. — M. E. Nyegaard**. 191-192

ILLUSTRATIONS.

- Reproduction d'un portrait de Calvin conservé à Dulwich Gallery*. 141

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANÉE

Cartes d'Excursions, 1^{re}, 2^e et 3^e classes (individuelles ou de famille)

dans le DAUPHINÉ, la SAVOIE, le JURA, l'AUVERGNE
et les CÉVENNES.

Émission dans toutes les gares du réseau, du jeudi qui précède la Fête des Rameaux au lundi de Pâques inclus.

Ces cartes donnent droit à :

La libre circulation pendant 15 ou 30 jours sur les lignes de la zone choisie ;

Un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs, entre le point de départ et l'une quelconque des gares du périmètre de la zone. Si ce voyage est supérieur à 300 kilomètres, les prix sont augmentés, pour chaque kilomètre en plus de : 0 fr. 005 en 1^{re} classe, 0 fr. 045 en 2^e classe, 0 fr. 03 en 3^e classe.

Les cartes de famille comportent les réductions suivantes sur les prix de cartes individuelles : 2^e carte : 10 % ; — 3^e carte : 20 % ; — 4^e carte : 30 % ; — 5^e carte : 40 % ; — 6^e carte :

Études Historiques

ÉTUDES CÉVENOLES (1)

L'ASSEMBLÉE DE MONTMARS ET SES CONSÉQUENCES

14 novembre 1751

L'année 1751, ouverte par la surprise manquée de Reynol (1), faillit se terminer par la capture du ministre Combes, sur les hauteurs de Montmars, entre Saint-Germain de Calberte et le célèbre plan de Font-Morte. Les détails qui vont suivre, probablement inédits, puisque ni le *Patriote français et impartial*, ni les historiens protestants du siècle dernier n'en font mention, sont empruntés au carton C. 231 du fonds de l'Intendance du Languedoc, aux Archives de l'Hérault.

Le détachement du régiment de Lyonnais avait été relevé à Saint-Germain par des troupes appartenant au régiment de Boulonnais, sous les ordres de deux capitaines, MM. de Bérat et du Faur, qui, pour la première fois, prenaient leurs quartiers dans cette partie des Cévennes.

Depuis l'expédition de Belhomme contre le village de Reynol, les autorités militaires n'avaient recueilli aucun indice de nature à les mettre sur la trace des assemblées

(1) Voir *Bulletin*, 61^e an. p. 490-499.

ou des ministres. Il était cependant de notoriété publique que les pasteurs parcouraient la contrée (1), mais les juges, les maires et les consuls, ainsi que la bourgeoisie de la petite ville de Saint-Germain, se souciaient peu d'attirer sur leurs communautés les sévérités fiscales de l'intendant au cas où une assemblée viendrait à être surprise sur leur territoire. Saint-Germain possédait, à cette époque, une classe bourgeoise de descendance protestante, dont la partie âgée se rappelait qu'elle avait porté les armes, aux jours terribles de l'insurrection camisarde, sous la conduite de la petite noblesse du pays. Son plus grand désir était de ne pas se créer d'affaires, et son intérêt bien entendu d'éviter à ses fermiers de la campagne les lourdes amendes dont on frappait alors les nouveaux catholiques des paroisses compromises par la tenue des assemblées. D'autre part, restée, dans le fond, huguenote (2), bien qu'assez tiède (3), elle penchait naturellement du côté de la tolérance. Puisque la masse du peuple, surtout dans les campagnes, courait invinciblement aux prêches du désert, ne valait-il pas mieux fermer les yeux et laisser faire, que de ruiner le pays, déjà très pauvre, par des amendes? C'était l'avis de Campredon, le subdélégué de Barre, juge de Saint-Germain pour S. A. S. Mgr le prince de Conti, et aussi l'opinion d'un propriétaire du pays, habitant Alais depuis sa retraite, M. de Gibertain, ex-capitaine d'infanterie. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir le juge, sous la pression du sentiment public, s'étudier, comme dans l'affaire de Reynol, à diminuer l'importance des faits réputés délictueux par la législation du temps. Cette indulgence soulevait bien la colère de quelques zélotes dont la plume n'était ni charitable ni fidèle, au dire de Belhomme, qui

(1) C. 279. Fiche d'un espion : « Dans toute cette contrée il y a journellement des ministres ou prédicants. Ils y baptisent [font] des mariages journellement et font les autres fonctions de la R. P. R. nommément le nommé Combes prédicant. » Sans date, mais postérieur à 1742.

(2) En 1751, il y a à Saint-Germain de Calberte 201 nouveaux convertis contre 11 anciens catholiques. C. 231.

(3) Les rebaptisations, en 1750, ne paraissent pas avoir soulevé beaucoup d'émotion à Saint-Germain. Voir C. 231 la lettre Belhomme, reproduite au cours du présent article.

semble avoir ressenti les effets de leurs rancunes (1).

De leur côté, les religionnaires de la campagne s'endurcissaient, comme s'ils comptaient sur un accord tacite des « puissances » en faveur d'une sorte de tolérance. Leur crainte de la troupe avait beaucoup diminué, et, comme on va le voir, on narguait, à l'occasion, les soldats et leurs officiers. En 1751, le sentiment de sécurité est si fort chez les nouveaux convertis qu'ils abandonnent tout pour courir aux prêches. Les maisons restent à la garde de Dieu pendant que leurs possesseurs sont à l'assemblée. C'est en voyant les habitations ainsi vides de leurs habitants que M. de Bérat, le 14 novembre de cette année, conçut des soupçons et se lança à la recherche de l'assemblée (2).

Entre les montagnes de Montmars et de la Tourette « sur le haut du pied appelé la *Vavaire* » (3), l'ancienne route de Saint-Germain au Pont de Montvert traversait un petit plateau avant de lancer un embranchement vers Saint-Martin de Lansuscle. Là se trouvait réunie une assemblée très nombreuse autour du ministre Combes (4), et c'est vers cet endroit, d'accès assez difficile, que se dirigeait M. de Bérat et son détachement. Selon la tactique de ce genre d'opérations, de Bérat divisa sa compagnie en cinq pelotons, détacha en éclaireur le caporal Lubin avec cinq hommes pendant que les autres pelotons s'avançaient vers les Tourettes par différents chemins (5). Le pays est rude, les routes malaisées et, de plus, de son propre aveu, l'officier connaît mal son terrain de manœuvre. On n'en arrive pas moins en vue de l'assemblée. Elle paraît considérable au capitaine, environ mille personnes. De Bérat n'a aucun doute sur l'identité du ministre : c'est Combes, dont tout le monde parle et que les rapports de police désignent comme le principal ministre des Hautes-

(1) C. 231. Lettre Belhomme publiée *in extenso* dans le présent article.

(2) C. 231. Copie de la lettre de M. de Berat, déjà citée dans *Bull.*, 61^e ann., p. 498, note 2.

(3) Ce nom, appliqué ici à un sommet du massif de Montmars, ne figure sur aucune carte.

(4) Voir *Bull.*, 61^e ann., p. 390 et sq.

(5) C. 231. Information de Campredon, juge.

Cévennes, Combes, jusqu'alors insaisissable et qui, cette fois, n'échappera pas au sort qui l'attend. Un vieillard, le nommé Jacques Bonnafous, de Saint-Martin de Lansuscle, se tient entre l'assemblée et la troupe. Lorsqu'il aperçoit les soldats, il essaye de se cacher. On le saisit : c'est la « mouche », c'est-à-dire la sentinelle (1). Quant à l'assemblée, la vue de la force armée ne l'impressionne pas le moins du monde. Des cris s'élèvent de la foule, des défis même à l'adresse du sous-officier qui marche en tête : « il n'a qu'à avancer, on l'attend de pied ferme, et il ne prendra pas le ministre (2) ». Combes, moins maître de ses nerfs que ses auditeurs, est tombé en défaillance à la vue des uniformes (3), mais aussitôt qu'il s'est ressaisi, profitant du tumulte et de l'étonnement des soldats, il enfourche son cheval à la hâte et s'enfuit, le rabat au cou (4), par la route du Pont de Monvert. L'ébahissement de l'officier durait encore qu'un Cévenol, perché sur quelque roche, « défit sa culotte et lui montra son derrière » (5). Puis, l'assemblée se dispersa, ne laissant entre les mains de M. de Bérat désappointé qu'une vieille femme de Saint-Frézal de Ventalon, ainsi que Jacques Mazauric, maçon, de Plan, en Saint-Martin de Lansuscle, et la veuve de Jean Planque, de Malafosse, dans la même paroisse. Ils furent conduits à Saint-Germain, avec Jacques Bonnafous, arrêté dès le début de l'affaire. A part Mazauric, qui était âgé de cinquante ans, tous les prisonniers étaient des vieillards, des mendiants ayant atteint ou dépassé quatre-vingts ans.

Ce ne fut pas M. de Bérat qui informa l'intendant de ce qui s'était passé à Montmars, mais le chevalier du Faur. Son rapport signala l'attitude irrévérencieuse des religieux ainsi que le geste par trop gaillard qui l'avait accen-

(1) C. 231. Lettre du chevalier du Faur.

(2) C. 231. *Id.*

(3) C. 231. Copie de la lettre de M. de Bérat à M. Belhomme : « Si j'avais scœu directement le chemin, je la surprenais en entier, et le ministre Combes était pincé : *il tomba en défaillance de nous appercevoir.* » (Souigné dans le texte.)

(4) C. 231. Information de Campredon ; déposition de Lubin, caporal.

(5) Lettre du chevalier du Faur.

tuée. C'est par les données de ce document, beaucoup plus que par les procédures, qu'on peut restituer à l'assemblée du 14 novembre 1751 sa véritable physionomie. Campredon, en effet, dont on va suivre maintenant l'enquête, ne prit l'affaire en mains que quatre jours après l'événement, le 18 novembre. Sa manière d'agir fait naître l'impression qu'il a cherché à diminuer l'effet produit par la version des militaires, soit qu'il ait été en défiance contre des exagérations de leur part, soit plutôt qu'il cherchât à tirer d'un mauvais pas les communautés compromises. Aucun procès-verbal n'avait été dressé sur les lieux mêmes et au moment de l'assemblée. Campredon commença son enquête en se rendant, le 18 novembre, avec huit soldats et un caporal, sans doute choisis parmi ceux qui avaient pris part à l'expédition du 14, au terroir de Montmars. Arrivé « sur le haut du pied appelé *La Vavaire* », près des Tourettes, il releva les traces d'une assemblée peu importante, à son appréciation, puisqu'on ne pouvait voir aucune empreinte de chevaux ou de mulets. Ainsi, dès cet acte initial de sa procédure, le juge, raisonnant sur des constatations faites quatre jours après l'événement, affirmait l'insignifiance d'une assemblée évaluée par les témoins oculaires à environ mille personnes. N'est-il pas permis de voir, dans ce verbal de Campredon, l'intention de dégager les communautés les plus éloignées de Saint-Germain, et de réduire la participation des plus proches à la présence de quelques pauvres hères sur la place de l'assemblée ?

Le lendemain 19 novembre, Campredon interrogea les prisonniers. Leur défense est celle que les gens surpris aux assemblées présentent tous, à de rares exceptions près : c'est le hasard qui a mis une assemblée sur leur chemin ; eux, ils allaient ailleurs. Ainsi Jacques Bonnafous, 82 ans, mendiant de profession, allait au Pradal chercher une carte de millet noir. Il vit des soldats, s'effraya, et de peur d'être accusé d'avoir vu une assemblée (*sic*), il s'est caché. Il n'a donc pas joué le rôle de sentinelle. Izabeau Rauzier, veuve de Jean Planque, 85 ans, allait

voir deux nièces, l'une à la Fare, l'autre au mas de la Flan-donneyre. Pourquoi a-t-elle couru en voyant la troupe? Elle répond naïvement que c'était pour éviter les soldats. Naturellement elle n'a rien vu et ne sait rien. La vieille femme de Saint-Frézal (80 ans) avait avoué, au moment de son arrestation, être venue à l'assemblée pour y demander l'aumône. Elle se rétracte devant le juge : la peur l'avait fait parler. Le maçon de Nogaret, Mazauric, était en route pour le Pradal où il allait réparer une maisonnette appartenant à M. de Corbière, de Saint-Germain. Voilà pourquoi il se trouvait à Montmars, avec du pain et une omelette dans sa poche. Campredon lui objecte que toutes les religions prohibent le travail du dimanche, et Mazauric de répondre qu'il s'était mis en route le dimanche pour être plus tôt rendu sur place le lundi matin. Il produit, d'ailleurs, un certificat de M. de Corbière, attestant qu'il était bien chargé de réparer la maisonnette. Au fond le juge ne s'y trompe pas (1), mais il n'a pas de preuves décisives. Il en pourrait trouver dans la déposition des soldats : on ne les interrogera cependant que si l'intendant le désire (2). La lettre accompagnant l'envoi du verbal et des interrogatoires est rédigée de manière à atténuer le mauvais effet produit par celle du chevalier du Faur. Elle conclut à relaxer les prisonniers, de pauvres vieillards caducs « qui ne pourront supporter la prison dans cette saison et dans un pays aussi froid que celluy sy ». C'est la « charité » qui oblige le juge à en avertir l'intendant. Quant au maçon, Mazauric, peut-être est-il coupable, mais on ne saurait en administrer la preuve. Enfin Saint-Germain est pauvre, sa population bien intentionnée et sa conduite louable pendant la guerre des Camisards (3).

La sentence de l'intendant ne se fit pas attendre. Ses

(1) C. 231. Le certificat donné par Corbière à Mazauric est du jour même de la comparution de ce dernier devant Campredon. Le juge, dans sa lettre à l'intendant, exprime sa conviction que Mazauric peut bien avoir été à l'assemblée, mais que les preuves manquent. On était plus facile à la preuve en 1686.

(2) C. 231. Lettre de Campredon à l'intendant.

(3) C. 231. *Id.*

bureaux établirent rapidement, d'après les rôles de la capitation de 1751 et sur les relevés de la population nouvelle catholique, la répartition des amendes dont on allait frapper trois communautés des Cévennes. Au bas de la minute, on lit l'ordre d'élargir les prisonniers avec la recommandation de ne pas faire mention d'eux dans le jugement (1). Le 30 novembre, les nouveaux convertis de Saint-Germain de Calberte, de Saint-Etienne de Valfrancesque et de Saint-Martin de Lansuscle étaient condamnés à payer 1228 *l.* 10 *s.* d'amende. La part de Saint-Germain, pour ses 201 protestants s'élevait à 642 *l.* 1 *s.* 5 *d.* Saint-Etienne (219 religionnaires) était imposé à 474 *l.* 9 *s.* 11 *d.* Saint-Martin devait payer 212 *l.* 1 *s.* 2 *d.* à répartir sur ses 100 non-catholiques, amendes écrasantes pour un pays d'aussi peu de ressources.

MM. d'Argenson, de Saint-Florentin et le maréchal de Richelieu furent avisés dès le 1^{er} décembre de l'assemblée de Montmars. L'intendant, imitant dans ses rapports avec Versailles la modération de Campredon, insista sur l'insignifiance de l'assemblée. Il réserva sa sévérité pour les Cévenols. Les habitants de Saint-Germain de Calberte avaient présumé l'indulgence de l'intendant par celle du juge. Aussi fut grande leur désillusion lorsqu'ils se virent condamnés à une lourde amende. D'obtenir une décharge complète, il ne fallait pas y penser, mais on pouvait toujours solliciter une modération de peine. Leur attention se tourna vers un ancien officier, d'origine protestante, ayant abjuré aux conversions générales, et qui, retiré du service, partageait son temps entre Alais, sa résidence habituelle, et Saint-Germain, son pays natal, où il possédait terres et château. Il s'appelait M. de Gibertain, et son nom revient de temps en temps dans les récits de la guerre des Camisards. Peut-être quelques détails sur ce gentilhomme et sa famille ne seront pas déplacés ici.

Entre Saint-Germain de Calberte et le Mazel Rozade, au milieu des bois qui, accrochés à la *lauze*, surplombent

(1) C. 231. Minute sommaire du jugement.

le Gardon de Thonas, se dresse encore aujourd'hui le vieux manoir du Gibertain. A l'époque de la Révocation, le château et les terres qui en dépendaient étaient la propriété familiale de Louis de Valotte (1), homme d'assez peu d'esprit et sans grand courage. Aux conversions générales, il abjura ainsi que son jeune fils, pour pouvoir rester en France à jouir tranquillement de ses revenus. Sa femme, emmenant avec elle les six enfants qui n'avaient pas abjuré, alla se fixer à Lausanne (2). Louis Giberne, S^r de Valotte, resta donc seul, avec son dernier fils, de Gibertain, dans sa terre, auprès de Saint-Germain de Calberte. Il se sentait suspecté et surveillé. Dès avant la Révocation les espions abondaient qui fournissaient à la police des renseignements sur les religieux. Une « fiche » d'avant 1685 s'exprimait ainsi sur le compte de Louis Giberne : « Dans la paroisse de Saint-Germain de Calberte, il y a deux petits châteaux de peu de conséquence. Tous deux à M^r de Valotte, qui a trois fils et six filles, — l'aîné des garçons et l'aînée des filles sont hors du royaume, tout le reste est fort mal élevé dans la religion, cet homme est riche, a peu d'esprit, beaucoup d'intrigues dans les pays étrangers, semeur de mauvaises nouvelles, mal converti et dangereux. Il y a aussi dans cette même paroisse de Saint-Germain un certain Teissonière autrefois N^{re}, vif, entreprenant, aisé de bien, autorisé, mal converti et dangereux, il y a de grandes liaisons avec M^r de Valotte (3). »

Le délateur inconnu auquel on doit ces renseignements et qu'on doit probablement chercher dans le nid d'espions qui entouraient le curé de l'endroit (4), n'a certes pas

(1) C'est à tort que *La France protestante* (t. V, p. 259) donne à Giberne S^r de Valotte un prénom commençant par N. Il signe généralement *Louis de Valloste*.

(2) Sur le S^r de Valotte, voir LOUVRELEUL, *Le fanatisme renouvelé*, t. III, p. 28-30. *La France protestante*, V, p. 259.

(3) C. 274.

(4) Sur les espions catholiques de Saint-Germain de Calberte, à l'époque de la Révocation, et dans les années qui suivent, voir C. 184, des Archives de l'Hérault. Outre le curé Boissière, il y a encore les frères Bancelhon, et Jean Gelly, cardeur, de la Liquière.

calomnié Louis Giberne en le qualifiant comme il le fait au point de vue intellectuel. S'il eût ajouté que l'homme était un irrésolu et un trembleur, il n'eût dit que la stricte vérité. A une époque où il fallait avoir du caractère, ce fut précisément le caractère qui fit défaut au s^r de Valotte. Il vécut, apeuré, exagérant son zèle pour plaire à son curé, prêt à tout pour avoir la paix. On relèvera cependant à son crédit son intervention en faveur des jeunes filles de Belcastel, fugitives de Mauguio, saisies dans la tragique surprise de l'assemblée du Clauzelet. Louis de Giberne les recueille dans son château de Gibertain, les fait soigner par un médecin de Saint-Germain et leur épargne l'épreuve des prisons de Saint-Étienne ou d'Alais (1). Ce qui donne à penser que jusqu'en février 1690, il conserve de réelles sympathies pour la foi de ses pères, et que ses anciens coreligionnaires ne le considèrent pas comme perdu pour eux, c'est que Pierre Sautier, l'émissaire des pasteurs Dautun, Durand et Bonnemère, va jusqu'à Nîmes pour le mettre au courant de la rentrée de ces ministres et de leurs desseins à la fois politiques et religieux (2).

A en croire son curé, qui n'est autre que le fameux Louvreleul, bien renseigné sur son paroissien, la conversion de Louis Giberne n'offrait pas des garanties suffisantes de sincérité, puisque son directeur spirituel lui imposa un délai de dix-huit mois avant de l'entendre en confession générale et de l'admettre à la communion (3). La lecture des « bons livres », toujours au dire de Louvreleul, détermina le néophyte aux pratiques de la dévotion intensive (4). Le voilà donc, en 1700, courant les sanctuaires de la Provence, voyageant toujours à pied pendant ces pieuses randonnées, et rapportant à son curé des attestations en bonne et due forme de sa présence

(1) C. 164. Voir le détail dans CH. BOST, *Les Prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc*, t. 1, p. 132 et sq.

(2) CHARLES BOST, *op. laud.*, t. I, p. 371, dans le texte et en note.

(3) LOUVRELEUL, *loc. cit.*

(4) *Id.*, *id.*

aux pèlerinages (1). Au début de 1701, année jubilaire, Giberne est à Mende, en train de gagner les pardons. Enfin, « pour se retirer des compagnies mauvaises et des occasions dangereuses », il loue, à une demi-lieue de Beaucaire, une maison à proximité de l'ermitage de Saint-Sixte, où il pense trouver le recueillement loin du monde et de ses agitations. Qu'est-ce que Louvreleul entend donc par *compagnies mauvaises* et *occasions dangereuses*? N'y a-t-il là qu'un ornement de style, dans la manière éminemment sacerdotale du curé de Saint-Germain? Les *mauvaises compagnies* ne sont autres que les religieux du pays, ou, pour mieux dire, les prophètes, les inspirés, ceux qui vont devenir les Camisards (2). La contrée en est infestée et les occasions ne manquent pas de les rencontrer, ne les chercherait-on pas. L'ermitage de Saint-Sixte ne sera pas un asile sûr pour le s^r de Valotte. On voit très souvent venir chez lui un Cévenol qui prétend aller à Aymargues alors qu'il se rend à Saint-Sixte, et dans la chambre du solitaire, on entend la nuit des chuchotements (3). M. de Rochefort-Brancas fait enfin arrêter le mystérieux Cévenol : c'était un prophète, Jean Astruc, d'Alais, plus connu sous le nom de Mandagout. Le camisard, tout en s'occupant ostensiblement des vers à soie, achetait en réalité des armes pour les attroupés des Cévennes. Et c'est dans une compagnie de ce genre que le dévot ermite de Saint-Sixte s'apprêtait, si l'on en croit un propos de la femme de Mandagout, à quitter sa retraite pour aller se soigner à Balaruc (4)! Ce mélange de piété et de fréquentations louches ne pouvait qu'éveiller la méfiance de l'intendant. « Je connois f(or)t M. Valot. Je vous prie d'examiner de prez et secrettem(ent) sa conduite », écrivait Bâville sur la lettre de M. de Rochefort-Brancas. Gêné par cette surveillance et craignant d'être

(1) LOUVRELEUL, *loc. cit.*

(2) *Id.*, *id.*

(3) LOUVRELEUL, *loc. cit.* La France protestante, *loc. cit.*, et G. 182. Lettre de M. de Rochefort-Brancas à Bâville, du 27 juillet 1702.

(4) G. 182. Lettre de Rochefort-Brancas à Bâville, déjà citée.

compromis, le s^r de Valotte se réfugia à Marseille. Comment l'idée vint-elle à ce timide de se mêler des affaires des camisards? D'après Louvroleul, il aurait été touché des malheurs de son pays d'origine, et il se serait découvert tout d'un coup l'étoffe d'un négociateur (1). Il choisissait bien mal le moment de son intervention. L'incendie systématique des Hautes-Cévennes n'était pas une mesure propre à pacifier les esprits; il montrait, au contraire, qu'on était décidé aux pires moyens pour en finir avec l'insurrection. Que le s^r de Valotte ait été animé d'intentions excellentes, c'est très possible, puisque, précédemment, on a pu le voir user de compassion vis-à-vis de ses ex-coreligionnaires. Quoi qu'il en ait pu être de ses desseins profonds, de Valotte quitta Marseille, s'en vint à Nîmes et, dans une calèche de louage, prit ostensiblement la route de Montpellier. Dès qu'il eut dépassé Uchaud, il tira un pistolet de dessous sa robe, et obligea son conducteur à suivre un sentier qui le menait au camp de Jean Cavallier (2). Aussitôt qu'il eut pris contact avec les camisards, il paya son voiturier et le renvoya. La démarche que tentait en ce moment-là Louis Giberne était plus qu'une imprudence, mais une insigne folie. Ne portait-il pas un habit détesté? N'était-il pas un apostat et son fils ne servait-il pas encore dans les rangs catholiques? Cavallier ne voulut voir, dans l'ermite de Saint-Sixte, qu'un renégat, ce qui n'était que trop vrai, et un espion, ce qu'on ne saurait dire avec certitude. Le s^r de Valotte, qui avait fait tout au monde pour éviter d'être troublé par les catholiques et par les protestants, fut passé par les armes dans le camp des « Enfants de Dieu » (3).

Son fils, dont les habitants de Saint-Germain réclamaient l'intervention auprès de M. de Saint-Priest, portait le nom de la terre où s'élevait le château paternel, et se faisait appeler M. de Gibertain. Dès le début de la guerre

(1) LOUVROLEUL, *loc. cit.*

(2) LOUVROLEUL, *loc. cit.*

(3) LOUVROLEUL, *loc. cit.*, *La France protestante.*

camisarde, il se mit à la tête des quarante soldats de bourgeoisie fournis par sa petite ville, et prit part à toutes les opérations qui se déroulèrent dans la région de Saint-Germain, de Barre et du Pont de Montvert. Au Champ-Doumergue, il combat aux côtés du capitaine Poul. Grièvement blessé de deux coups de mousquet à la hanche et à l'épaule en même temps que six de ses hommes tombaient sur le champ de bataille, il fut récompensé de sa conduite valeureuse par le grade de lieutenant de dragons (1). Plus tard, au commencement du combat de Val de Bane (11 janvier 1703), il est envoyé en reconnaissance par le maréchal de Broglie, découvre les camisards de Ravanel et de Catinat près du mas de Gaffarel, et signale leur présence à l'armée royale. Les Cévennes pacifiées, le lieutenant de Gibertain partit pour l'armée d'Italie, et on ne le retrouve qu'en 1723, dans le Gévaudan, où il commande une partie des forces employées au cordon sanitaire contre la peste qui ravageait alors cette province (2). Il se retira de l'armée avec le grade de capitaine et partagea son temps entre Saint-Germain, son pays natal, et Alais, la résidence de son choix. On ne peut reprocher au capitaine de Gibertain d'avoir jamais pris l'attitude ambiguë qui fit le malheur de son père. Il fut un soldat, sans plus. Tel était l'homme en qui les habitants de Saint-Germain faisaient résider leur dernier espoir.

M. de Gibertain écrivit aussitôt :

Alais, ce 18 janvier 1752.

Je ne puis refuser aux habitants de S. Germain de Calberte de vous Certifier qu'ils ce sont toujours distingués par leur obéissance aux ordres du Roy, la Communauté à la vérité vient de recevoir une tache au moyen d'une assemblée illicite tenue dans les extrémités de son territoire, mais j'ose vous assurer, Monsieur, que les

(1) LOUVRELEUL, *op. laud.*, t. I, p. 69; rappelé dans la lettre insérée ci-dessus.

(2) C. 592. Accusé de réception par l'intendant d'une dépêche de la Cour (26 9^{bre} 1723), et communiquée à MM. de La Devèze, l'abbé d'Angles et de Gibertain.

principaux habitans n'y ont nulle part, cela regarde les misérables.

Le témoignage de M. de Belhomme capitaine au Régiment de lionois qui les a observés de bien près, est une preuve de ce que j'ay l'honneur de vous dire à ce sujet.

Je dois encore, Monsieur, leur rendre une justice qui leur est due, en l'année 1702 je marchais contre les camisars à la teste de 40 habitans de la paroisse presque tous religionaires, nous eumes le bonheur de les battre, d'en tuer bon nombre et de mener des prisonniers, et ce fut là, Monsieur, où moy et six de ma troupe furent blessés.

Osairai-je vous supplier d'accorder une modération d'amende à une paroisse où je suis né, et où j'ay mon petit patrimoine et de plus, Monsieur, j'ay l'honneur d'y commander par ordre du Roy.

Je suis avec un profond Respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

GIBERTAIN (1).

M. de Saint-Priest refusa tout net la modération de peine sollicitée par le vieil officier :

*A M. de Gibertain, ancien capitaine d'Infanterie à Alais (2).
Le 25 janvier 1752.*

J'ay lieu de croire M. que vous n'Estiés pas informé des Circonstances de l'assemblée tenue dans L'arrond^t de St Germain de Calberte, Lorsque vous m'aves f. l'h. de m. votre lettre du 18 de ce mois en faveur des hañs N. C. de cette comm^{te}. Les relig^{res} dont cette assemblée étoit composée, se révoltèrent ouvertement contre les troupes du Roy, Et les défièrent d'avancer avec des menaces, vous Jugez bien M. que, bien loin de leur accorder la grâce qu'ils sollicitent, ils méritent un Chatiment plus sevère que celui qui leur a été imposé, c'est surquoy je n'ay point encore pris de dernier party, et la conduite qu'ils tiendront déterminera la mienne à leur égard. J'ay lh. d'être, Etc.

Cette lettre, dont la dernière phrase faisait appréhender une sévérité plus grande, émut fortement M. de Gibertain. Se sentant compromis pour avoir soutenu des rebelles, il crut nécessaire de se défendre et de se faire défendre. Aussi, le 30 janvier 1752, deux lettres portaient d'Alais, destinées l'une et l'autre à l'intendant. M. de Gibertain

(1) Cette lettre et celles qui suivent figurent dans C. 231.

(2) C. 231. Minute.

protestait de son dévouement aux ordres du roy et M. Belhomme, tout en rappelant ses services, plaidait la cause des religionnaires de Saint-Germain :

A Alais, ce 30 janvier 1752 (1).

Monsieur,

Vous me rendrés justice de croire que j'ay ieigné la conduite des N. C. de l'assemblée tenue dans l'arrondissement de St Germain, j'ay en horreur le crime de Révolte plus que personne, et quoy que MM. vos prédécesseurs mait tous hoérés de leur protection, je n'ay jamais demandé de graces pour gens de l'espece de ceux dont il est question, et je m'en tiendray la.

Jay Escrit Monsieur aux consuls de St Germain pour les exorter à découvrir les coupables, et sy l'on vous avoit mal informé de ne rien négliger pour vous faire connoître l'innocence des habitans quand à la révolte, et que c'est déjà trop d'estre coupable de s'assembler au préjudice des ordres du Roy.

Je me flatte Monsieur que vous ne désaprouverés pas qu'une paroisse qui c'est toujours distinguée pour le Service du Roy, veuille ce laver d'une tache pareille à celle qu'on luy impute, Elle dont le Chef lieu au fort des troubles des camisars, non seulement repoussa les Rebelles de ces barières, mais leur courut sus dans toutes les occasions.

M. de Belhomme a Esté aussy surpris que moy quand je lui ay montré la lettre que vous m'avés fait l'honneur de m'escire, car depuis la tenue de l'assemblée en question, il a esté passer quelques jours à St Germain sans avoir entendu parler d'aucune révolte.

Je suis, avec un profond respect, Monsieur, votre très humble et tres obéissant serviteur.

GIBERTAIN.

Voici maintenant la lettre que Belhomme écrivit à l'intendant.

D'Alais ce 30 janvier 1752 (2).

Feu M. le Brun, m'ayant fait l'honneur, apres la mort de M. le nain, de me donner un petit détail en cevennes, dont je scai qu'on vous a informé; j'ose me flatter que vous voudrés bien recevoir le témoignage que je vous rendrai de ce pais.

J'ay été employé à St Germain de Calberte pendant treize mois, où j'ay fait exécutter des ordres, qui dans le commencement,

(1) C. 231.

(2) C. 231.

m'ont fait regarder comme un homme extraordinaire, ayant été le seul officier chargé de pareille comission, disoient-ils, trop aveugle, tant accause de tous les enfans, qu'on a porté, sans résistance, à l'église, au nombre de 300 en quinze jours pour les faire baptiser, dont il y en avoit agés de dix ans, que les assemblées dont ils se sont abstenus : il n'y en a eu pas une dans cet arrondissement, qui soit venu à ma connoissance, la seule dont j'ay entendu parler et rendu compte à M. le comte de Moncan le 5 8^{re} dernier, et que je n'ai pu constater, ayant été tenue sur les terres du colet, j'ay eu des espions, et a examiné, très exactement leur conduite et puisque le premier de l'an 1751, peu s'en fallut, que je n'arrétasse un ministre à qui cette journée a pensé lui couter la vie, une fuite précipitée lui ayant occasioné une fluxion de poitrine.

On les a, cependant, mal notés auprès de vous, ce que j'ay appris par une lettre que vous avez écrit à M. de Gibertain : vous lui marqués que les relligionnaires, dont cette assemblée étoit composée se révoltèrent ouvertement contre les troupes du Roy, et les défièrent d'avancer avec des menaces.

On ne peut être plus surpris, qu'il ne l'a été aussi bien que moy, j'ay été sur les lieux depuis le procès-verbal fait : j'ay sceu de M. de Berat même, qui est l'officier qui m'y a relevé, que quand son avant garde, composée d'un caporal et de quatre hommes, rencontra l'assemblée, elle se dispersa, il m'en fit dès le temps, un détail dans une lettre que j'ay, dont j'ay l'honneur de vous envoyer la copie.

Je scai qu'il y a dans le pais quelques écrivains dont la plume n'est ny charitable ni fidelle : ils ont compromis M. de Gibertin, qui ne vous aurait pas demandé de grâce s'il n'avoit sceu les circonstances, et moy qui n'eusse pas donné de certificat de leur soumission si je ne m'y fusse cru obligé.

Prenés la peine, Monsieur, de vous en faire rendre un nouveau compte ; s'ils méritent d'être punis, vous êtes trop juste pour qu'on ose vous en demander grace : si, aussi, ils ont eu de faux accusateurs, ayés la bonté de vous rappeler leur obéissance, peut être seront-ils assés heureux, pour que vous leur fassiez voir, et à toute la province, le cas que vous en faites.

J'ay l'honneur d'être avec respect Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

BELHOMME, cap^t au reg^t de lyonnois.

Peine perdue. L'intendant répondit au capitaine Belhomme en lui citant les termes mêmes de la lettre du chevalier du Faur. Il n'examina même pas la proposition qui lui étoit faite d'une enquête complémentaire :

M. Belhomm Cap^{ne} au Reg^t de Lyonnois à Alais (1).

Je ne sais M. comment concilier, ce que vous m'avez f. lh. de me marquer au sujet de l'assemblée tenue au mois de 9^{bre} dans l'arron^t de St Germain de Calberte, avec ce que M. le Chev. du faur a mandé le 14 du même mois, il a marqué pozitiv^t qu'un de ses détach^{ts} ayant dit au relig^{res} assemblés de se séparer, ils répondirent à celui qui étoit à la tête qu'il n'avoit qu'à avancer, qu'ils l'attendoit de pied ferme, qu'il ne prendront pas le ministre et qu'enfin, un d'eux defit sa culotte et luy montra son derrière. Je ne vous parle point de ce qui résulte de la procédure mais je ne crois pas qu'on puisse regarder cette conduite de la part des N. C. comme une marque de soumission et de respect pour les troupes du Roy.

j'ay lh. d'être, etc.

On ne saurait dire que l'intendant se trompait dans son appréciation de la conduite des religionnaires assemblés à Montmars. On pouvait essayer de diminuer l'importance de l'assemblée, d'en faire retomber toute la responsabilité sur les « misérables », mais le rapport du chevalier du Faur restait, et les détails fournis par ce document, surtout le geste ultra-réaliste du Cévenol, n'étaient pas de ceux qu'on invente. Les huguenots des montagnes s'enhardissaient, conscients de leur nombre et du fléchissement de la persécution. L'année 1752 allait se charger de faire tomber leurs illusions, en leur apportant de nouvelles épreuves.

APPENDICE

Jean Astruc et le sieur de Valotte.

La lettre qui suit et qui se trouve aux archives de l'Hérault (C. 182) concerne à la fois un camisard de second ordre, Jean Astruc, dit Mandagout, et le sieur de Valotte dont il a été question plus haut dans l'étude sur l'assemblée de Montmars (1751).

(1) C. 231.

A Beaucaire le 27^e juillet 1702.

Je connois fr. M. Valot. Je vous prie d'examiner de prez et secrettem sa conduite (1).

Monsieur,

Depuis que j'ay faict arrester le nommé Mandagout (2), il m'est revenu qu'il rodoit dans ce pays-cy. Depuis quelque temps qu'il faisoit des vers à soye dans une métairie de ce terroir, qu'il s'absentoit quelques fois la nuit disant qu'il alloit à Eymargues (3) qu'il fréquentoit un certain M^r de Valotte ches qui il alloit très souvent, mesmes avant qu'il se fût fixé à faire des vers à soye. Ce M^r de Valotte (4) est un gentilhomme à ce qu'il dit nouveau converti dont la femme et les enfants sont fugitifs; il est du diocèse de Mende cogneu de vous à ce qu'il dit; on m'a asseuré qu'il avoit esté deux ou trois fois en prison, (5) fort en peine de rendre compte de sa conduite. Cet homme c'est retiré depuis quelque temps à une solitude qui est à un quart de lieu d'icy (6) sous pre-texte de dévotion (7) avec deux solitaires (8) dont l'un loge dans un hermitage séparé, l'autre loge dans une métairie avec le d. sieur de Valotte sans beaucoup de fréquentation, ayant un appartement séparé; il m'est encore revenu que led. sieur de Valotte depuis quelque temps ne manque point de venir à la ville et qu'il en rapporte luy mesme des vivres plus qu'il n'en fault pour un hom seul, que l'on entend souvent parler bas dans sa chambre plusieurs personnes et autres pareilles choses; il m'est encore revenu que le

(1) La note en italique est de Bâville lui-même.

(2) Sur Jean Astruc dit Mandagout et ses relations avec le S^r de Valotte, voir LOUVRELEUL, *Fanatisme renouvelé*, t. III, p. 28-30. Sur la fin de Mandagout, LOUVRELEUL, *op. laud.*, t. I, p. 81 : « Mandagout fameux prédicant, fut de ce nombre [des pendus d'Alais] pour avoir acheté à la Foire de Beaucaire six charges de fusils, et pour les avoir distribué en divers lieux suspects de Fanatisme. Il étoit né à Alais, hors du sein de l'Eglise, mais les remontrances du Reverend P. Milhet Supérieur des Jésuites, animées d'une grâce efficace de Dieu l'y firent rentrer avant que de mourir. » Le jugement est du 13 septembre 1702 (C. 192)

(3) Lire *Aimargues* (Gard).

(4) Sur de Valotte, voir l'étude sur l'assemblée de Montmars, cy-dessus.

(5) Ce n'est qu'un bruit dont Rochefort-Brancas se fait l'écho. Ni le délateur de C. ni Louvreleul, bien renseigné sur son paroissien, ne savent rien d'une ou de plusieurs captivités du S^r de Valotte.

(6) Il s'agit de l'ermitage de Saint-Sixte.

(7) D'après Louvreleul, ce serait bien par dévotion, après lecture d'ouvrages de piété.

(8) Ces solitaires auraient été de grands personnages, ayant occupé des charges de cour, et retirés dans la solitude pour y faire leur salut (Louvreleul, *loc. cit.*)

nommé Mandagout menoist après luy une femme qu'il disoit estre son espouse et qui n'estoit rien moins que cela. Cette femme a dit icy dans un cabaret que le nommé Mandagout devoit aller faire un voyage à Balaruc avec led. de Valotte qui y alloit pour incomodité et qui l'avoit prié de l'y accompagner; elle a encore dit que Mandagout, en la laissant l'autre jour à Nismes où il manqua d'estre arrêté, luy avoit dit en partant qu'il la quittoit pour venir à la foire de Beaucaire, que si il y estoit pris elle ne devoit plus compter sur luy. Si ceste femme est encore icy, je la fairay arrester; j'ay des gens après, mais je la crois évadée. Q^d à M^r de Valotte vous en ordoneresce qu'il vous plaira, je tiendray l'œil au guet (1); en attendant vos ordres que je vous prie de me donner là dessus si vous juges que tout ce que je vous envoy inéritte attention et que vous me trouviez propre à les exécuter, je vous repons là dessus de l'exactitude, de la promptitude et du secret que vous ne trouverez pas ailleurs; je suis, Monsieur, en attendant avec beaucoup de respect, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Le Comte de ROCHEFORT-BRANCAS.

Cette lettre, inédite, confirme dans ses détails essentiels la narration du curé de Saint-Germain de Calberte sur la capture de Mandagout et aussi sur les motifs qui forcèrent le s^r de Valotte à quitter sa solitude de Saint-Sixte. Ce gentilhomme recevait-il de son plein gré les visites du prophète camisard, ou bien la peur l'obligeait-elle à supporter ses démarches compromettantes? C'est ce qu'on ne peut dire avec un homme d'un caractère comme celui de M. de Valotte. Peut-être essayait-il déjà d'entrer en relation avec les camisards par l'intermédiaire du prophète... On sait quelle issue tragique eut sa rencontre avec Jean Cavallier.

A. B. HENRY.

(1) La surveillance ne fut pas tellement discrète que de Valotte ne s'en aperçût. Aussi s'empressa-t-il de s'enfuir à Marseille. Mandagout ne paraît pas l'avoir chargé, puisqu'il ne fut pas autrement inquiété, dans un temps où être suspect, c'était être condamné.

L'ÉVOLUTION DES THÉORIES POLITIQUES

du Protestantisme français pendant le règne de Louis XIV (1)

VIII

Il était difficile de défendre la doctrine du pouvoir absolu dans les Provinces-Unies qui, depuis de longues années, en avaient rejeté noblement le joug. Aussi les écrivains les plus éminents du Refuge, et à leur tête Elie Benoit, se prononcèrent-ils en faveur des théories politiques défendues par Jurieu.

Elie Benoit, ancien pasteur de l'Église d'Alençon, maintenait, en exil, les traditions de science dont les Églises de Normandie se glorifiaient. Son nom s'unit à ceux des Bochart, des Morin, des Du Bosc, des Basnage dont les ouvrages faisaient autorité. Par la publication de l'*Histoire de l'Édit de Nantes* Elie Benoit s'est placé au rang des meilleurs historiens, car la critique a dû reconnaître la précision de son information et l'impartialité de son jugement. Dans l'examen des questions politiques il se montra plus jaloux de servir la vérité que de défendre une cause et sa pensée, toujours réfléchie, s'affirma avec autant de modération que de fermeté.

Dans la préface du premier volume de l'*Histoire de l'Édit de Nantes*, il n'avait pas voulu faire l'apologie de ses sentiments sur l'autorité des rois et sur les devoirs des sujets. Il en donnait la raison en écrivant : « que la discussion de cette matière était devenue celle de toutes les conversations, et qu'il n'y avait rien de plus à la mode que de traiter ce sujet, mais que jamais on n'avait eu, peut-être, une plus belle occasion d'estimer que cette question difficile était décidée. Toute l'Europe, disait-il, a pris parti et tous les États, hormis la France, ayant approuvé les révolutions de la Grande Bretagne, ont prononcé par conséquent en faveur des peuples contre les

(1) Voir *Bulletin*, LXII, p. 386.

prétentions des souverains (1). La liberté a gagné sa cause et le pouvoir arbitraire est généralement condamné. Les droits des sujets sont éclaircis et les usurpations des puissances sont désapprouvées. Les lois des États sont remises dans leur vigueur et le pouvoir souverain est réduit à ses bornes légitimes. Il n'est donc pas nécessaire que je m'engage à donner icy des raisons de mes sentiments puisque tout l'Europe les publie pour moi et que, d'ailleurs, je serai obligé d'en parler exprès dans un autre lieu. »

E. Benoit n'avait pu écrire sans douleur le récit des persécutions qui avaient enlevé aux réformés les libertés que l'édit de Nantes leur avait reconnues. Il avait raison de croire que la postérité ne s'expliquerait pas plus l'ardeur du clergé à détruire une Église déjà si malheureuse qu'elle ne pouvait rien entreprendre contre sa puissance que cette véritable folie d'un souverain qui l'entraînait à se priver de l'affection et des services de sujets aussi dévoués à leur roi.

Les réformés ne s'étaient-ils pas mis au premier rang de ces Français qui avaient eu le plus de souci de la gloire de leur pays et qui, par leurs actions, faisaient le plus d'honneur à l'État? « Je ne puis taire, écrivait-il, que, dans le temps même de la révocation de l'édit de Nantes, les deux plus grands capitaines qui fussent au service de la France étaient réformés. Le célèbre maréchal de Schomberg avait porté la réputation des armes de son maître aussi loin qu'elle pouvait aller. Le marquis Du Quesne, qui commandait les forces maritimes de la France depuis la mort de l'amiral De Ruyter, n'avait plus personne qui lui disputât le premier rang dans cette profession. »

Mais qu'importaient aux ennemis des réformés les preuves éclatantes de leur dévouement à la royauté. Pour les perdre ils n'hésitaient pas à les accuser de porter partout un esprit inquiet, brouillon, factieux, d'être ennemis de la monarchie et défenseurs des idées républicaines. Ainsi prétendaient-ils justifier la politique cléricale de Louis XIV

(1) Louis XIV n'avait pas voulu reconnaître Guillaume III et ne s'y décida qu'après la signature du traité de Ryswick (1697).

qui avait été la cause de la ruine des Églises réformées.

E. Benoit devait, pour leur répondre, traiter les questions controversées de la légitimité de la résistance et de la souveraineté du peuple (1). Par la nature même de son esprit et le sérieux de son caractère, sa discussion s'inspire des sentiments de modération et d'impartialité qui caractérisent l'historien digne de ce nom.

Pour retrouver les origines du pouvoir absolu des souverains dans les États chrétiens, il fallait, à son avis, remonter aux origines mêmes du christianisme. Persécutés, accusés d'être les ennemis du souverain, les premiers chrétiens en furent réduits à outrer leurs sentiments et, dès ces temps anciens, tirant leur politique de l'Écriture sainte, ils transférèrent aux empereurs la puissance sans bornes des rois d'Israël. Mais après la conversion de Constantin, le clergé, pour conserver la faveur et la protection du Prince, lui reconnut ce même pouvoir en lui sacrifiant l'indépendance des peuples. Au cours des siècles la puissance de l'Église ne cessant de grandir, les papes s'élevèrent au-dessus des rois, mais maintinrent leur pouvoir absolu en exigeant d'eux la reconnaissance de l'autorité du Saint-Siège.

Cette alliance des deux pouvoirs suffit à expliquer que les droits du peuple n'aient trouvé que de rares défenseurs. « Il n'y a rien à gagner, écrivait E. Benoit, en soutenant ce parti et même on y hazarde beaucoup. Ce n'est pas le peuple qui dispose des pensions et des grâces, et souvent il n'y a point d'autre fruit à espérer des services qu'on lui rend qu'une vie misérable ou qu'une mort honteuse. Aimer la liberté, dans un État où elle commence à déchoir; faire quelque effort pour la retenir quand elle échappe; parler pour elle quand le plus fort viole ses privilèges, c'est être séditieux et perturbateur du repos public, c'est mériter les dernières peines. »

Aussi des questions si sérieuses ne relèvent-elles pas de l'autorité des docteurs et des écrivains que leurs pas-

(1) Dans la préface du deuxième volume de l'*Histoire de l'Édit de Nantes*.

sions, ou religieuses ou politiques, font légitimement récuser; pour les discuter, se réclamer du droit naturel est le devoir.

Quelle est, en effet, la raison première de la formation des sociétés, sinon la conservation de ceux qui en font partie. Le principe est d'une évidence certaine. Un État, il est vrai, peut devoir son origine à la violence, mais que l'opprimeur vienne à perdre son pouvoir, la liberté rentre dans ses droits et l'usurpation perd ses conquêtes. A ceux qui prétendront qu'un État ainsi constitué est dans l'ordre de la Providence, car toute puissance vient de Dieu, suivant la parole apostolique, E. Benoit répondra que jamais on n'a pu démontrer que Dieu approuvait le désordre et l'injustice. Que la bonne foi soit l'âme de tous les gouvernements, nul ne peut le contester au même titre que, dans toutes les relations qui existent entre les hommes, une réciprocité est nécessaire.

Sans doute ces relations sont très différentes et en rapport avec les diverses constitutions politiques, mais cependant elles peuvent se ramener à deux caractères, à vrai dire, invariables. Le premier est que, dans les États où la liberté est la plus privilégiée, le devoir des sujets est d'une plus grande étendue; le second que, dans les États où la liberté est la plus restreinte, la soumission des sujets ne peut jamais aller jusqu'à se laisser détruire par devoir et par conscience.

Ce qui est vrai des sujets ne l'est pas moins des souverains dont le pouvoir, si limité qu'il puisse être, ne laisse pas cependant d'être infini si l'on songe que sa fin dernière est le bien public. Mais si ce pouvoir est absolu, cependant il se trouve limité par l'intérêt du peuple qui demeure la souveraine loi.

La conclusion s'impose d'elle-même : Le Prince travaille-t-il à détruire le peuple, sans cause légitime, la résistance n'est pas criminelle. Il n'y a, écrit E. Benoit, « ni lois divines, ni raisons humaines qui puissent ôter aux sujets le droit de se défendre. C'est un droit, né avec tous les hommes dont rien n'est capable de les dépouiller ».

Mais qui décidera du moment où ce droit pourra être justement exercé? La question n'est pas de celles qu'une discussion résoudra, car quelle est l'autorité qui pourrait prononcer? L'historien en appelle encore au droit naturel en écrivant : « Il n'appartient à personne mieux qu'à celui qui voit sa vie en danger de juger s'il court risque de la perdre en laissant faire l'agresseur. La nature parle d'elle-même et tient lieu de docteur et de magistrat. » Une telle maxime, dira-t-on, ne peut que favoriser les révoltes et les séditions; mais est-il vérité au monde qui ne comporte des inconvénients, sans que les droits de cette vérité puissent être contestés? La doctrine du pouvoir sans bornes est-elle donc moins dangereuse? Élie Benoit serait disposé à en convenir, si, comme il l'écrit, il pouvait arriver deux choses : « l'une qu'un Prince fût toujours homme de bien et vrai père de ses sujets; l'autre que, quand même il serait tel, il n'eût jamais auprès de lui que des gens de bien, sans ambition, sans déguisement, par qui il fût bien servi et bien conseillé. On peut voir et on voit souvent en effet le premier, mais le second est fort rare, ou pour parler mieux il est impossible ».

La solution du « bon tyran » pour résoudre les difficultés, laissait, à l'avis de E. Benoit, les choses en l'état. Mais était-il vrai de dire que le droit du peuple à recouvrer ses libertés présentait de si redoutables dangers? Avait-il besoin, en vérité, de rappeler que les peuples, pour l'ordinaire, sont mal servis, faciles à diviser, à lasser, à éblouir, et que les princes ont sur eux l'avantage de la force pour les attaquer ou de l'argent pour les corrompre? Aussi l'historien doit-il constater, avec tristesse, que ce droit n'est le plus souvent pour le peuple « qu'une vérité de spéculation toute pure » et n'est-il pas arrivé qu'en voulant défendre ses libertés, il ne les ait complètement perdues?

La loi des monarchies laisse grandir le pouvoir du souverain aux dépens des droits des sujets. La France, à cette date, en donnait la preuve la plus forte; jamais le roi n'avait possédé une autorité aussi absolue, jamais le

peuple n'avait consenti à un abandon aussi complet de ses droits.

Le peuple devait-il prendre conscience de sa servitude pour résister à la tyrannie de son roi et reconquérir ses libertés perdues ? Pour l'exilé, la réponse n'était pas douteuse, mais il ne pouvait se faire illusion sur l'issue de la lutte en opposant à la faiblesse du peuple asservi la puissance sans bornes du monarque. Cependant le devoir était de jeter un cri d'alarme en révélant aux Français les dangers qui menaçaient le royaume livré à la discrétion du plus absolu des pouvoirs ; les réfugiés ne devaient pas se refuser à livrer ce combat pour la défense des libertés du royaume.

IX

Quelques mois après la Révocation, le comte d'Avaux, ambassadeur de France à La Haye, sur les ordres de la Cour, avait fait des recherches pour connaître le nombre des protestants français qui s'étaient exilés, pour cause de religion, dans les Provinces Unies. Après d'exactes informations, il fixait à soixante-quinze mille le chiffre des réfugiés, chiffre qui du reste ne cessa pas de grandir, car l'émigration, pour être moins nombreuse, ne s'arrêta pas dans les années qui suivirent. En 1689 la Hollande était devenue l'asile de plus de cent mille Français victimes de l'intolérance religieuse.

Si l'on ne veut pas oublier que l'élite du protestantisme français avait passé la frontière, l'on ne s'étonnera pas de l'intérêt passionné avec lequel étaient suivies les discussions dont la souveraineté du peuple et le droit de résistance étaient les objets.

Il n'était pas de mois qui ne vît paraître quelque pamphlet, écrit dans les douloureux loisirs de l'exil, où ne fût abordée l'étude de ces graves questions. Ces libelles, qui exaspéraient Bayle et indignaient les ministres du roi, sont révélateurs de l'état d'esprit des Réfugiés. La haine contre Louis XIV, violateur de la parole royale, s'y manifeste sans cesse, mais la revendi-

cation des libertés de la nation y est toujours affirmée.

Entre tant de publications, tombées depuis longtemps dans l'oubli, nous voudrions cependant faire connaître l'une d'elles, dont l'auteur est demeuré inconnu, mais qui donne une juste idée des sentiments des exilés hostiles au pouvoir despotique et résolus à n'accepter aucune transaction qui pût laisser croire à l'abandon de leurs principes sur la souveraineté du peuple.

Curieux est son titre : *Les sept sages de France à leur roi Louis XIV sur les moyens de paix* (1). « Vous ne possédez pas les habitants de France comme on acquiert des esclaves, car ils ont plutôt acheté leurs rois qu'ils n'ont été achetés », telle est la première déclaration des sept sages prenant la défense des droits de la nation. Répondre aux vœux légitimes du peuple est de stricte justice. « Serait-il possible, disent-ils, que S. M. voulût se faire un honneur d'être inexorable à un pauvre peuple qui n'est malheureux que pour avoir tout donné quand vous avez tout demandé. » Que le roi sache la vérité et qu'il apprenne que trop souvent les paysans de son royaume en sont réduits « à manger les herbes des murailles, les orties des chemins et les chardons des champs ».

A l'adulation du courtisan de Versailles s'oppose la fière parole des exilés. « Sire, faites-vous justice à vous-même, nous plaçons pour vous et devant vous. Devant Dieu, juste juge, vous ne serez plus Majesté, vous ne pourrez être que sujétion, vous ne serez plus roi, mais serviteur qui doit rendre compte de sa commission. »

Si audacieuse que paraissent leurs plaintes, ils ne veulent pas être accusés d'avoir perdu volontairement tout respect pour leur roi naturel, mais il n'était pas en leur pouvoir d'oublier les affreuses persécutions dont étaient victimes des milliers et des milliers de Français « naturellement braves et injustement chassés de leur patrie ».

Ainsi se légitiment leurs revendications, ainsi sont-ils les représentants de cette tradition de liberté qu'aucun des-

(1) Publié à Rotterdam chez Abraham Moetjens, 48 p. 1692.

potisme n'a jamais pu détruire dans le cœur des vrais Français. Si la paix doit être signée, ce ne peut être qu'à la condition d'assurer aux réformés pleine et entière liberté de conscience.

A ceux qui, en réponse à de si justes revendications, déclarent hautement que la vraie maxime de gouvernement se résume dans ces paroles : *Regis est regere non regi* (1), au roi seul appartient le pouvoir, ils déclarent qu'il n'en existe point de plus détestable et que seuls la proclament « les esprits violents dont le règne étant dérégulé ne peut durer longtemps ».

Rétablir les États du royaume dans leurs anciennes libertés, tel est le premier devoir afin que le clergé, la noblesse et le tiers-état soient remis en possession de leurs légitimes privilèges. Le roi doit être dans l'obligation sacrée « de faire assembler lesdits États quand il voudra avoir de l'argent sans le consentement desquels ils n'en pourront servir en quelque matière ou sous quelque prétexte que ce soit ».

La fortune publique ne doit plus être à la merci du Prince, car les impôts qu'il décrète ruinent la France ; aussi indiquent-ils comme devant être abolis à perpétuité, un nombre infini d'impôts de maltote. Pas de sécurité pour le citoyen, sans justice : « Que le roi rende aux Parlements leur autorité afin qu'ils puissent librement, sans crainte et selon leur conscience, rendre justice à un chacun. »

Persuader les exilés de la vérité politique de la souveraineté du peuple ne pouvait suffire, il fallait en appeler aux Français pour les convaincre qu'il était de leur droit, autant que de leur devoir, de rentrer en possession d'un pouvoir que le despotisme leur avait enlevé. Si audacieuse que parût l'entreprise elle devait cependant être tentée et, là encore nous allons retrouver Jurieu au premier rang des adversaires du droit divin des rois.

(1) « Le propre du roi est de gouverner et non d'être gouverné. »

X

Seul le triomphe de la Révolution d'Angleterre peut faire comprendre l'espérance des Réfugiés de voir se produire en France un mouvement révolutionnaire qui aurait amené l'abdication de Louis XIV en faveur de son fils le grand Dauphin dont ils se plaisaient à louer les rares qualités. Jurieu partageait et propageait de si naïves illusions et se montrait aussi partisan de l'héritier légitime de la couronne qu'ennemi ardent et passionné de Louis XIV. Il lui avait déclaré une guerre implacable et rien ne put le désarmer. « Ce nous était assurément un grand honneur, écrivait-il, d'être les sujets d'un si grand prince. Mais le roi nous a jugés indignes, il nous a exilés, chassés, mis à l'interdit et nous a forcés de chercher la paix de notre conscience ailleurs. Les sujets ne sont pas comme étaient autrefois les esclaves qu'on avoit droit de répéter par tout où on les trouvait... Nous sommes sous d'autres souverains à qui nous avons prêté serment. »

Les exemples sont malheureusement trop nombreux dans notre histoire de France de ces antagonismes entre le souverain et le sujet pour qu'il soit permis d'identifier la trahison envers la patrie, telle que nous la comprenons et la flétrissons aujourd'hui, à la révolte contre le prince telle qu'elle se manifesta si souvent pendant le règne de Louis XIV. On avait vu, aux jours de la Fronde, le peuple de Bordeaux acclamer l'arrivée des frégates espagnoles dans leur port. Le 20 avril 1650, à Stenay, Turenne et Madame de Longueville n'avaient-ils pas signé un traité avec les Espagnols ? Et cependant, un an plus tard, M. le maréchal de Turenne revint à la Cour après avoir séjourné et communiqué pendant quatre ou cinq mois entiers avec les Espagnols ; « il ne laissa pas d'être présenté à leurs Majestés et d'être admis à leur rendre ses devoirs comme s'il n'eût point porté les armes contre la France (1) ».

Quelle conduite que celle du cardinal de Bouillon,

(1) *Journal de Jean Vallier*, II, 421, 456. 344.

chevalier de l'ordre, grand aumônier de France, se mettant en relation avec son neveu le Prince de la Tour d'Auvergne qui avait déserté à l'ennemi, pour qu'il vînt, avec un peloton de cavalerie, le chercher près d'Arras et le conduire au camp des Alliés qui assiégeaient Douai! Dès son arrivée « le prince Eugène et le duc de Marlborough le vinrent saluer et lui présentèrent l'élite de l'armée. Ils lui demandèrent l'ordre; il le leur donna et ils le prirent, en un mot, ils lui rendirent et lui firent rendre les plus grands honneurs ». Louis XIV se montra très fâché de « l'extravagance du cardinal », ses revenus furent saisis, le procès qui lui fut intenté « tomba de faiblesse, écrit Saint-Simon, et s'exhala pour ainsi dire par insensible transpiration (1) ».

Il semblerait qu'on ne pût imaginer trahison plus criminelle que celle de ce cardinal qui, pour se venger d'une disgrâce, passe à l'ennemi ayant envahi la France et, sans honte, donne le mot d'ordre à son armée; cependant, si grand que fût l'éclat, l'indignation fut moindre que l'étonnement. Rien de plus nécessaire que de ne jamais oublier de tenir compte de cette différence des temps dans l'histoire des mouvements religieux et politiques.

Jurieu, comme le cardinal de Bouillon, avait passé à l'ennemi, mais sur la terre d'exil, car jamais, si Louis XIV ne l'avait persécuté en violentant sa conscience, il n'eût cessé d'être le plus dévoué de ses sujets. Il avait pour combattre le grand roi une arme redoutable, sa plume, il savait s'en servir.

Le 10 août 1689, un siècle presque jour pour jour avant la Révolution française, paraissait en Hollande un mémoire portant ce titre : *Les soupirs de la France esclave qui aspire après la liberté*. Quinze mémoires se succédèrent ainsi jusqu'au 15 octobre 1690 (2).

Jurieu, en les écrivant, n'est plus le controversiste

(1) REYSSIE, *Le Cardinal de Bouillon*, p. 43.

(2) Les Mémoires furent réunis en un volume qui eut en 1689 et en 1690 diverses éditions in 4° et in 8°. Les exemplaires de ce livre, dès le commencement du XVIII^e siècle, achetés ou détruits par ordre du gouvernement, étaient devenus si rares qu'en 1772 à une vente, le chancelier Maupeou en fit acheter un, sur l'enchère du duc d'Orléans, jusqu'à cinq cents livres.

aux prises avec Bossuet, c'est un Français déclarant à ses compatriotes que celui qui soupire après la liberté partage la pesanteur de leurs fers. « La France, le plus beau pays de l'Europe, la plus noble partie du monde, se voit assujétie à une domination cruelle, tyrannique et à une puissance qui ne se donne pas de borne. »

C'est par un cri de douleur que s'ouvre ce livre célèbre : « Je regarde avec compassion la cruelle tempête dont ma patrie est menacée, je pleure la désolation de ses villes et la perte de ce que la tyrannie de son gouvernement lui a laissé de reste. » Parlements, Église, noblesse, villes, campagnes, ont perdu privilèges et libertés et la Cour met tout en œuvre pour maintenir cet asservissement de la nation. » A ce lamentable spectacle Jurieu opposera les antiques libertés du royaume, affirmant avec fierté que « les privilèges des peuples ne souffrent point de prescription et ne périssent point par l'usurpation des princes ». Il aura atteint son but en montrant que cette liberté perdue peut et doit être reconquise.

Jamais l'indignation de Jurieu ne trouva de paroles plus amères, jamais son courroux n'éclata avec plus de violence. A l'heure où il écrit, La Feuillade s'est incliné humblement devant la statue du maître érigée par sa dévotion et les courtisans commentent, dans l'admiration, l'inscription digne de la Rome payenne, *Viro immortalis*. Les prêtres déclarent que Louis le Grand, « en qui l'on voit reluire des linéaments de la très Sainte-Trinité, est un prodige de la grâce de Dieu dont la sagesse est un argument qui tout seul suffit pour convaincre les athées ».

« Je frémis, je tremble, j'ai de l'horreur, en rapportant ces blasphèmes, écrivait le pasteur Mathurin, et ne pouvant plus m'arrêter sur un sujet où mon Dieu est si fort outragé, je m'écrie contre cette société, par une raison plus forte que Tibère contre le sénat : *Oh ! les grands esclaves !* (1) »

Ainsi pensait Jurieu car, pour lui, Louis XIV était une idole qu'il fallait renverser. Il n'est plus à ses yeux ce roi

(1) *Les Feuilles de Figuier*, etc. La Haye., 1687, p. 170.

que la flatterie de sa Cour proclame « roi très chrétien, toujours auguste, toujours victorieux, ayant commencé de vaincre aussitôt que de régner ».

« Peut-être, écrit-il, se trouvera-t-il quelque jour quelqu'un qui arrachera le masque et qui fera voir que toutes ces grandes qualités du roi se réduisent à un souverain amour-propre, à une fierté qui n'a point d'égale, à un amour extrême pour la grande réputation, à une conscience épouvantée par la grandeur de ses péchés, de ses fornications et de ses adultères, de ses violences et qui essaye d'apaiser Dieu en gardant les dehors de la religion et en outrant le faux zèle. Le roi veut paraître tout faire ; si on l'en croit, il ne se laisse pas gouverner. Et il n'y eut jamais -au monde prince plus esclave de ses ministres (1). »

Défendant les droits de la nation contre le roi, Jurieu montre ce qu'est devenue la France sous le despotisme du bon vouloir et du bon plaisir. Audacieux, il met au défi les esclaves de la Cour et les ministres de ses violences de lui marquer une seule de ses affirmations qui puisse être taxée de fausseté. Sa parole, âpre et ardente, ne reculera devant aucune révélation car il s'indigne du joug qui pèse sur le peuple, joug dont la dureté dépasse toute imagination.

Seule subsiste l'autorité sans contrôle d'un seul homme. Les mystères eux-mêmes dépendent absolument du souverain. Qui donc pourrait oublier la destruction de Port-Royal, ne pas se souvenir de ses savants docteurs chassés et exilés et de ses saintes religieuses violentées et dispersées ? Qui tente de s'opposer au roi s'expose à l'exil, à la prison, même à la mort ! Que dira-t-on de la Cour poursuivant, avec une sorte de fureur, la traduction du Nouveau-Testament de Mons et faisant jeter dans les prisons les prêtres qui la reçoivent ? Que faudra-t-il penser de l'Église gallicane soutenant la révolte du Prince contre le pape et devenue l'humble servante de la volonté royale ?

(1) « Louis XIV avait l'air d'un grand roi, il fut dupe de tout ce qui joue le Prince, les ministres, les femmes, les prêtres. » (Montesquieu.)

Ainsi nul ne s'approche du roi, sinon pour être brisé, du moins pour être abaissé.

Quant aux calvinistes, ils sont poursuivis sans pitié, condamnés comme des criminels aux galères, déportés aux îles lointaines, traqués comme des bêtes fauves quand ils veulent célébrer leur culte, leurs pasteurs pendus au gibet comme des bandits. Par la plus odieuse des profanations ils sont contraints à une communion que le prêtre leur impose. Mais ainsi le veut le roi et les ordres en sont donnés partout. Désormais il n'y a plus d'asile inviolable en France.

Qui osera parler des Parlements, autrefois l'honneur du pays, aujourd'hui compagnies sans autorité et quasi sans honneur, condamnées à des bassesses et à des injustices pour plaire à la Cour? Toutes les charges sont devenues vénales, le peuple est consumé par des procédures sans fin et la lettre de cachet a remplacé le vieux droit français.

Le faste de Versailles a réduit la noblesse à la plus honteuse des mendicités, et si elle se soutient encore, c'est grâce aux charges que daigne accorder le Maître.

Qu'est-il devenu ce corps des nobles, « le plus illustre qui fût au monde, si célèbre par sa bravoure » ? Il est réduit à un petit nombre et ce qui reste est gueux et misérable. « Il ne se faut point flatter, il n'y a que le changement de gouvernement qui puisse faire remonter l'ancienne noblesse à ce point de gloire où elle était autrefois. »

Le roi, par sa politique, rend la noblesse misérable afin qu'elle ne puisse vivre sans lui et reste dans la dépendance de la Cour où se distribuent charges et pensions. Ainsi tout s'abaisse devant ce pouvoir sans bornes.

Qui ne sait ce qu'est la vénalité ou, pour mieux dire, « le brigandage des charges ? » Que d'excès, que de violences et d'injustices dans la levée des impôts, tout pâtit devant les malversations des maltôtiers. Il faut entendre la douloureuse plainte de l'homme du peuple qui dénonce, avec Jurieu, « cette grande armée de scélérats qu'on appelle archers de la gabelle brisant la cruche du paysan qui a

demandé à la mer le sel nécessaire à son pauvre foyer ». Écoutez ce cri de désespoir : « Aujourd'hui mille canaux sont ouverts par lesquels on tire le sang du peuple pour le faire couler dans l'abîme de la cupidité insatiable et de l'ambition démesurée du Prince. »

Les paysans sont contraints de vivre de la manière la plus misérable, aussi sont-ils « noirs et bazanés comme les esclaves de l'Afrique et tout ce qui est en eux parle de leur misère, on ne voit plus d'autre argent que celui qui roule pour aller dans les coffres du Roy ».

Mais ne fallait-il pas édifier le palais de Versailles ? Le Louvre, Fontainebleau, Saint-Germain étaient trop petits, dira-t-il ironiquement, pour loger un tel prince. Mais que l'on ne s'y trompe point, malgré les splendeurs de Versailles, le crédit du pays est atteint, le commerce, un moment relevé par l'énergie de Colbert, dépérit de jour en jour par l'abus des monopoles et des privilèges. Les secrets et la supériorité des industries nationales ont été dévoilés aux nations étrangères par les huguenots chassés par la persécution.

« On ne pense pas, écrit Jurieu devant son temps, que l'âme du commerce c'est l'argent et que la vie de l'argent est dans le mouvement, le commerce ne s'entretient que par le mouvement qui se fait de l'argent d'un pays à l'autre. Loin que la défense des marchandises ait bien tourné pour le commerce, au contraire c'est ce qui l'a ruiné. »

A quelles causes faire remonter cet abaissement de la France, sinon à l'arbitraire du pouvoir sans bornes que Louis XIV exerce impérieusement. Nulle loi pour mettre une limite à sa puissance ; maître absolu il prétend disposer de la liberté, de la vie, même de la conscience de ses sujets. Quelle douloureuse comparaison à établir entre le passé et le présent ! Autrefois on ne parlait que des intérêts de l'État, du service de l'État, de la conservation de l'État, aujourd'hui, à parler ainsi, on risquerait d'être accusé du crime de Lèse-Majesté. Le roi a pris la place de l'État. Il n'est plus question que du service du Roi, de l'intérêt du

Roi, de la gloire du Roi. « Le Roi est tout et l'État n'est plus rien. »

La plainte est douloureuse car celui qui la fait entendre ne sait pas se consoler des malheurs de la France. « Qui ne verserait des larmes, dit-il, en voyant tant de millions d'hommes réduits à une si profonde misère pour satisfaire les caprices d'un seul homme. »

Par milliers et milliers les Français sont morts sur les champs de bataille pour la gloire du roi toujours enfiévré de guerre. La Cour est-elle turque ou chrétienne? Le grand Seigneur transforme en un acte religieux l'obéissance qu'il réclame. Louis XIV a exalté à un si haut point sa puissance que la soumission qu'il exige est devenue un devoir de la religion. Jurieu disait vrai, à son service le grand roi avait : théologiens, jurisconsultes, prédicateurs qui déclaraient à l'envi que les princes, vivantes images de Dieu, élevés au-dessus des lois, ne pouvaient leur être assujettis et, tenant leur puissance de Dieu, n'avaient à répondre de leurs actes qu'à lui seul (1).

Puissance despotique, mais coupable usurpation, écrira Jurieu, car la royauté autrefois devait compter avec les États généraux; aussi à l'asservissement des Parlements il oppose la noble résistance des anciennes cours souveraines se refusant à enregistrer les édits injustes des rois. La puissance absolue, pourra-t-il affirmer, était autrefois « un monstre inconnu en France ».

Madame de Staël dira plus tard dans ses *Considérations sur la Révolution française* : « En France, c'est la liberté qui est ancienne et le despotisme qui est nouveau. » On objectait à Jurieu qu'un royaume ne pouvait grandir que si les sujets faisaient le sacrifice de leurs libertés et que par ce sacrifice, pour en donner un illustre exemple, le nom de France avait été rendu grand et redoutable

(1) « Comme le Prince est la plus vive image de Dieu sur la terre, il doit être semblable à Dieu qui gouverne le monde par des voies inconnues aux hommes et qui nous fait tous les jours sentir les effets de sa bonté et de sa justice sans nous découvrir les desseins de sa sagesse » BOUHOURS, S. J. *Entretiens d'Ariste et d'Eugène*, 1671, p. 181; de semblables citations pourraient être multipliées.

dans toute l'Europe. A quel prix, répondait-il, notre peuple a-t-il donc acheté sa gloire et par quel abaissement a-t-il payé la grandeur qui s'attache au nom de son roi?

La France n'est-elle pas couverte aujourd'hui de troupes et ces armées ne peuvent-elles pas devenir entre les mains du roi le plus funeste instrument de la tyrannie et renouveler les violences des cohortes prétoriennes de Rome? « Le roi, disait-il, ne saurait devenir plus puissant, chers et malheureux compatriotes, que nous ne devenions plus misérables. Le roi a tout, le peuple n'a rien. »

Ainsi avait-il voulu faire naître dans le cœur des Français un ardent désir de reconquérir leur liberté ravie en dévoilant les excès du despotisme comme en évoquant le souvenir des anciennes libertés du royaume. Il était de son devoir de montrer par quels moyens la monarchie pourrait perdre son caractère despotique. Il avait déjà formulé nettement sa pensée en écrivant : « C'est dans les États généraux uniquement qu'on pourrait trouver du remède à nos maux », quand l'ouvrage se trouva subitement arrêté par les événements qui marquèrent la fin de l'année 1690. Après avoir présagé les malheurs qui devaient fondre sur la France, il était contraint de constater les victoires de Louis XIV. En vain, disait-il, loin de regarder ces événements comme des présages de notre grandeur, je les regarde plutôt comme des présages de notre perte prochaine; il avait annoncé des défaites, il lui était répondu par des victoires, c'en était assez pour compromettre la cause qu'il défendait. Mais, un siècle plus tard, *Les Soupirs de la France esclave* seront publiés, non plus en Hollande, mais en France, sous ce titre : *Les Vœux d'un Patriote* (1). « Le lecteur, écrivait l'éditeur dans sa préface, est prié de se transporter au temps où ces Mémoires ont été faits, et il ne saurait être trop attentif à ne pas perdre de vue cette observation, car la plus grande partie des abus se sont tellement perpétués jusqu'à présent qu'on est toujours tenté de croire que ces

(1) *Les Vœux d'un Patriote*, un vol. in-8, xiv et 282 p. 1788.

Mémoires sont l'ouvrage d'un auteur contemporain qui a pris une date de cent ans pour dépayser les curieux ou les malvoulans. » Bossuet se riait de Jurieu qui, disait-il, «ajoute à tous ses titres celui de prophète par la témérité de ses prédictions ». Ce titre, que le proscrit ne réclama jamais, pourrait vraiment être décerné à un auteur qui écrivant, en 1689, pouvait, un siècle plus tard, être considéré comme un auteur contemporain. Le fait est trop rare pour ne pas être relevé et reste à l'honneur de Jurieu, énergique défenseur des libertés et des droits de la nation.

Au cours des années qui suivirent les Réfugiés purent croire cependant qu'une ère nouvelle se produirait et qu'ils seraient remis en possession des libertés qui leur avaient été si injustement ravies.

XI

La grande erreur de Louis XIV, devenu dévot, fut de vouer sa politique au triomphe du catholicisme, non seulement en France, mais en Europe. Son dessein s'était révélé si ouvertement que Daniel de Cosnac, évêque de Valence, lui présentant, le 14 juillet 1685, les vœux de l'Assemblée générale du Clergé de France, lui disait : « Qu'il n'avait voulu conquérir de nouvelles provinces que pour y rétablir les prélats, les cultes et les autels, que l'Allemagne et la Hollande n'avaient servi de théâtre à ses victoires que pour y faire triompher Jésus-Christ ; que l'Angleterre, étant sur le point de lui offrir une des plus glorieuses occasions qu'il pût désirer, il ne manquerait pas de donner une protection digne de lui au roi de la Grande Bretagne dans le besoin où il se trouverait du secours et de l'appui de ses armes pour se maintenir dans la religion catholique (1). » L'ambassadeur de France à Londres, Barillon, qui ne cessait pas, comme il l'écrivait à Louis XIV, « de fortifier autant qu'il le pouvait les résolutions qui se prenaient en faveur de la religion catholique »,

(1) L'abbé LAROQUE, *Mémoires du Clergé*, p. 358.

avait été obligé de l'avertir que « les protestants zélés se servaient des termes de cette harangue pour faire appréhender au peuple la destruction de la religion protestante (1) ».

Si l'on veut chercher les causes profondes de la formation de la Ligue d'Augsbourg, la politique sectaire de Louis XIV les révélera. Rebenac, ambassadeur à Berlin, écrivait : « que la source ordinaire du chagrin de M. l'Électeur de Brandebourg est l'affaire de la religion. On lui fait comprendre que si V. M. se contentait de défendre dans son royaume l'exercice de la religion, on ne pourrait en tirer des conséquences fâcheuses pour le reste, mais qu'employant son autorité et ses forces pour l'abolir même dans les pays étrangers, c'est l'effet d'une résolution prise de ne plus la vouloir souffrir en aucun endroit... (2). C'est, Sire, un raisonnement dangereux que les Impériaux et ceux qui sont jaloux de la gloire de V. M. font avec beaucoup d'avantages. » Il ajoutait que les protestants d'Allemagne, renonçant à toutes leurs traditions d'alliance avec la France, « voulant mettre leur créance en sûreté, disent que tout est renversé, qu'ils doivent prendre de nouvelles mesures et qu'ils sont dans un temps où il ne reste que des partis d'extrémité (3) ».

Les protestants allemands firent cause commune avec la maison d'Autriche pendant la longue guerre qui, de 1688 à 1697, amena la ruine de l'ancienne politique de la France en Europe. Tel fut l'un des plus déplorables résultats de la révocation de l'édit de Nantes, dont les courtisans avaient proclamé la nécessité en glorifiant Louis XIV d'être l'auteur d'une aussi merveilleuse action. Il est peu d'exemples dans l'histoire d'une condamnation aussi décisive d'une politique mettant le pouvoir au service d'une Église dans l'oubli coupable de l'indépendance absolue de la conscience dans l'ordre civil.

La persécution fit des théologiens et des pasteurs du

(1) Archives des Affaires Étrangères, Angleterre, 156, p. 182, et 158, p. 123.

(2) Louis XIV avait mis en demeure le duc de Savoie de dragonner les vallées Vaudoises du Piémont, mettant dans ce but ses troupes à sa disposition.

(3) Archives des Affaires Étrangères. Berlin, 26, p. 55.

Refuge des politiques qui, pour la combattre, montrèrent de rares aptitudes et un zèle remarquable. Jurieu en avait donné la preuve, mais on ne saurait oublier que, le premier, il avait dénoncé les dangers si grands que la politique catholique de Louis XIV faisait courir à l'Europe protestante. Avant la signature de l'Édit de révocation, mais déjà en 1685, en même temps qu'il dédiait son grand ouvrage : *Préjugés légitimes contre le papisme* à l'Électeur du Brandebourg, lui demandant d'être le protecteur de la cause qu'il défendait, il y ajoutait un *Avis aux protestants de l'Europe*. Il les conjurait de prendre conscience de la gravité de leur situation et de ne pas douter que la Réforme ne fût près de sa perte, si ne mettant pas fin à leurs divisions ils ne faisaient pas front contre l'ennemi commun. « Le papisme, soutenu par Louis XIV, en veut à tous les protestants....., quand ce qu'on appelle le calvinisme sera ruiné, le parti papiste se trouvera dans une telle grandeur que le parti luthérien ne se trouvera plus en état de lui résister. Quand même les Luthériens et les Calvinistes seraient assez opposés pour se regarder comme ennemis, encore se devraient-ils tenir unis contre un ennemi commun. Cette maxime est connue de tous ceux qui savent les premiers éléments de la politique. Le clergé protestant devrait se rendre médiateur pour la réunion des princes protestants et pour les faire rentrer dans leurs véritables intérêts afin qu'ils travaillent de concert à la conservation de la religion et de la liberté des Réformés dans toute l'Europe. » Ainsi préparait-il la formation de la ligue d'Augsbourg, favorisant l'entente entre le grand Électeur, le roi d'Angleterre et le grand pensionnaire Fagel (1). Par son intolérance Louis XIV avait transformé les pasteurs exilés de son royaume en diplomates qui savaient oublier, comme ils le disaient, la raideur des formes « trop consistoriales » dans la rédaction des nombreux mémoires qu'ils adressaient aux sou-

(1) Ch. Bost, *Les Prédicants protestants*. II, 280. Voir aussi notre *Essai sur les négociations des Réfugiés pour obtenir le rétablissement de la religion réformée au traité de Ryswick*. Bulletin XVI, p. 257.

verains alliés pour la défense de la cause protestante.

L'histoire de ces négociations ne rentre pas dans le cadre de cette étude, mais les documents qui s'y rapportent permettent de connaître les réformes que, dans leur espérance, la victoire des Alliés devait faire accorder aux Réformés français.

Ils ne mettaient pas en doute que les Alliés n'eussent le strict droit d'exiger du roi de France la révocation des mesures persécutrices dont les protestants avaient été et étaient encore les victimes. Louis XIV lui même n'avait-il pas ordonné au comte d'Avaux de déclarer aux États-Généraux de Hollande, le 9 septembre 1688, que « Sa Majesté, informée des mouvements qui se formaient sur la frontière de l'électorat de Cologne contre le cardinal de Furstemberg et contre le chapitre, elle était résolue de maintenir le cardinal et le chapitre dans leurs droits et privilèges contre tous ceux qui les voudraient troubler ». Cependant le cardinal de Furstemberg et le chapitre de Cologne étaient sujets de l'Empire. La France les prend sous sa protection et déclare la guerre à l'empereur et à ses alliés. « Pourquoi les alliés ne travailleront-ils pas, par la force de leurs armes, si on ne le peut autrement, à rétablir les privilèges des pauvres Français réformés (1). »

Le comité chargé de la défense des intérêts des exilés et qui comptait au nombre de ses membres, Jurieu, Brousson, Benoît, s'inspira des théories politiques que ces hommes éminents avaient défendues en formulant les revendications qu'il demandait aux Alliés de faire insérer dans le traité de paix qui devait être signé à Ryswik. Nous citerons les principales et en première ligne : La liberté de conscience. « Il faut, est-il écrit dans le *Mémoire sur le sujet du rétablissement des Églises de France*, la présumer appartenant à l'homme par un droit naturel et divin, régler bien premièrement son étendue et tenir chacun exempt de participer à quoi que ce soit où elle puisse être blessée. » La liberté d'habitation et d'exercice

(1) Manuscrits Court, t. 48, 1, n° VII.

par tout le royaume indifféremment, de même que la liberté du culte public sont aussi réclamées, de même que celle de publier des livres. Pas une seule page de ce remarquable mémoire où n'apparaisse ce grand mot de Liberté, celle des Académies, collèges et écoles, aussi bien que celle des sépultures et des hôpitaux. Mais en même temps s'affirme la revendication des droits naturels et civils « dont les canons de l'Église romaine déclarent déchus ceux qu'elle a dénoncés hérétiques », droit d'exercer toute sorte de charges, offices, emplois, commissions, professions, arts et métiers, jouissance libre et égale de tous les droits et privilèges attachés à chaque genre de vie, équitable participation sans surcharge ni oppression aux charges du peuple.

Les exilés demandent la promulgation d'un édit nouveau mais entouré des plus sérieuses garanties. Qu'il soit donné en forme de traité, car les traités sont plus solides que les édits procédant du propre mouvement des princes. C'est la nation qui s'engage et la nation demeure alors que le prince meurt. « Il faudrait, lisons-nous dans le *Mémoire*, que l'Édit fût reçu dans une assemblée d'États-Généraux ou au moins dans les chambres de la noblesse et du Tiers-État. Le faire jurer au clergé semblait, en effet, presque sinon impossible, mais par des mesures préventives on pourrait du moins lui imposer son observation (1).

Non moins remarquables les déclarations que nous relevons dans un autre *Mémoire* et qui méritent d'être conservées.

« Il n'y a rien qui soit plus contraire à la raison que de s'attribuer le droit de faire rendre compte aux hommes de ce qu'ils pensent, quand il n'y a rien dans les dehors de leur vie qui les rende suspects de mauvais desseins. Ce qui est d'autant plus vrai que cette contrainte qu'on veut faire souffrir aux pensées ne produit presque jamais autre chose que de fausses déclarations et des déguisements de ce qu'on pense.

« Quoique la religion soit indépendante de la politique

(1) Manuscrits Court, t, 48, p. xvi.

en ce qu'il n'appartient qu'à Dieu d'en connaître, il est néanmoins de la sage politique de ne pas laisser les sujets sans religion, parce que la religion leur apprenant à rendre à chacun ce qui lui est dû, ils apprennent d'elle les devoirs de la sujétion et l'obligation de rendre le respect, l'obéissance, le tribut à ceux à qui Dieu a mis en mains l'autorité souveraine.

« Mais, par la même raison, la sage politique demande qu'on laisse à chacun la liberté de suivre les mouvements de la conscience parce qu'entre l'irrégion et la conversion forcée, il y a peu de différence et que la contrainte qui accoutume quelqu'un à faire profession de ce qu'il ne croit pas, d'un côté le dispose à ne croire rien du tout et de l'autre le rend suspect de n'être pas plus sincère dans la profession de l'obéissance civile que dans celle d'une religion qu'il déteste dans son cœur.

« Rendre donc aux peuples la liberté de servir comme ils sont persuadés qu'ils le doivent, outre que c'est un acte de raison et de justice, c'est aussi un moyen de renouveler dans les cœurs les liens d'amour qui les attachent à leur patrie (1). »

Pour apprécier la valeur de ces réflexions, dont la vérité s'impose si fortement aujourd'hui que la pensée même de la combattre ne saurait être admise, il faut savoir se reporter aux temps où elles furent publiées. On ne saurait oublier, en effet, que l'impiété de la contrainte d'aller à la messe et de la communion forcée était sanctionnée par des peines légales et que les cadavres des nouveaux catholiques, revenus dans leur agonie à leurs anciennes croyances, étaient, d'ordre royal, traînés à la voirie par une ignominieuse profanation. Réclamer les droits imprescriptibles de la conscience était alors un acte de courage civique et une noble protestation contre la souveraineté absolue du prince se proclamant maître de la religion de ses sujets.

Le traité de Ryswick fut signé, mais Louis XIV se

(1) *Mémoire touchant le traitement fait en France, ci-devant aux Réformés et celui qu'on devrait leur faire à l'avenir.* Manuscrit, Court. T. 48.

refusa à accorder la moindre concession aux Réfugiés ; plus que jamais il voulait régner impérieusement sur les consciences de ses sujets et l'odieuse persécution ne cessa de grandir. Cinq ans plus tard le désespoir armait les Cévennes et commençait une guerre dont Michelet a pu dire que « rien de semblable ne s'est vu dans l'histoire du monde et que nulle part la France n'est plus grande et plus terrible ».

Fidèle à ses principes Jurieu avait approuvé la résistance des camisards, aussi retrouvons-nous dans le *Manifeste des Habitants des Cévennes sur leur prise d'armes*, publié, sans doute sous son inspiration, en Hollande, les raisons qu'il avait exposées dans ses *Lettres pastorales*. « Puisqu'on employait la force des armes pour nous détruire sans que nous eussions été coupables d'aucun crime, dit le Manifeste, nous avons aussi un droit incontestable d'employer les armes pour notre légitime défense et d'opposer la force à la force qui est un droit de la nature autorisé par les lois divines et humaines. »

Les Cévenols se défendent d'être des révoltés et des rebelles, ils ont toujours été des sujets soumis et fidèles, mais, ne voyant plus partout que violence et injustice, « nous ne savons plus, disent-ils, qui sont ceux qui gouvernent la France, nous n'y comprenons plus rien ». C'est un gouvernement militaire qui n'est réglé, ni de la justice, ni de la raison, ni même de l'humanité et que tous les bons Français sont obligés de s'y opposer jusqu'à ce que la justice et la paix soient entièrement rétablis dans le royaume ».

Les camisards ne soulevèrent pas la question de la souveraineté du peuple, mais celle du droit de résistance, et c'est à ce titre que nous avons rappelé les termes de leur manifeste.

Au lendemain de l'échec des négociations du traité de Ryswick, Basnage pouvait écrire : « L'Océan a ses abîmes comme la politique a les siens. Nous voulons aujourd'hui éteindre toutes nos espérances du côté des hommes, l'espérance rend l'âme chancelante entre le bien qu'elle attend et le mal qui la menace. Attendez-vous à Dieu (1). »

(1) BASNAGE, *Deuxième lettre pastorale*, 1698.

Les hommes furent vaincus, mais les principes qu'ils défendaient devaient demeurer victorieux.

XII

A l'exposé de ces controverses d'un lointain passé, nous ajouterons un épilogue qui montrera avec quelle précision ces Français, si injustement exilés, formulèrent sous le règne de Louis XIV les principes qui sont aujourd'hui à la base des constitutions politiques des peuples civilisés.

A la stupéfaction de l'Europe, un vol d'aigle, comme l'écrivait Mme de Staël, avait ramené Napoléon de l'île d'Elbe à Paris. Le 22 mars 1815, le Conseil d'État s'était réuni en assemblée solennelle pour discuter les termes de l'adresse qui devait être présentée en son nom à l'Empereur.

Les conseillers voulurent rappeler les principes constitutifs du gouvernement impérial et déclarèrent « que la souveraineté réside dans le peuple et qu'il est la seule source légitime du pouvoir ». En 1688 Jurieu avait écrit : « La souveraineté est dans le peuple comme dans sa source et la seule autorité légitime est dans les peuples. »

L'adresse déclarait qu'en 1789, la nation avait reconquis ses droits depuis longtemps usurpés et méconnus. Jurieu avait proclamé « que les droits des peuples ne se prescrivent pas ».

L'adresse affirmait que tous les actes du gouvernement de la Restauration étaient illégaux parce que ce régime n'avait pas été soumis à l'acceptation du peuple. Jurieu avait écrit en propres termes : « Il n'est point admissible qu'un peuple se livre sans conditions. »

L'Empereur reçut le Conseil d'État, le 26 mars, et, répondant à l'adresse, dit : « Les princes sont les premiers citoyens de l'État, leur autorité est plus ou moins étendue selon l'intérêt des nations qu'ils gouvernent. La souveraineté elle-même n'est héréditaire que parce que l'intérêt des peuples l'exige ; hors de ces principes, je ne connais pas de légitimité. »

« Le peuple est celui qui fait les rois, avait écrit Jurieu, la souveraineté appartient originalement et radicalement au peuple, il la donne comme bon lui semble ou entière et sans réserve ou avec des réserves et des privilèges qu'il retient pour borner la puissance de ses rois. »

La seule légitimité que reconnaisse Napoléon est celle qui vient de la nation, le droit divin des rois n'existe plus et la politique de Bossuet a vécu.

Il n'aurait pas été difficile de faire d'autres rapprochements d'un non moindre intérêt, mais il nous a paru plus probant de rappeler le souvenir d'une délibération solennelle à laquelle avaient pris part les jurisconsultes les plus éminents du premier Empire et que Napoléon, malgré son esprit dictatorial, fut obligé de confirmer sans réserve.

Jurieu avait succombé dans la lutte, le silence s'était fait et la persécution avait continué son œuvre de misère et de ruine. Mais, du moins, par une claire vision de l'avenir, il avait opposé au dogme alors triomphant du droit divin des rois le principe de la souveraineté du peuple auquel devait appartenir la victoire dernière. C'est assez pour venger sa mémoire des injures et des calomnies de ses ennemis, assez aussi pour laisser tomber dans l'oubli ses erreurs et ses fautes, car on ne saurait lui dénier la gloire d'avoir été l'un des plus éloquents précurseurs de la Révolution française par sa ferme revendication des libertés politiques et religieuses de la nation.

A son nom s'unissent ceux de ses compagnons de lutte et d'exil qui, avec la même ardeur, soutinrent la même cause aujourd'hui victorieuse.

Aussi peut-on redire des Réfugiés de la Révocation ce qui avait été écrit de leurs ancêtres du *xvi^e* siècle : « Chose admirable que le mondene recognoist point, c'est que ces huguenots perdoient toujours les batailles et toutefois obtenoyent la victoire de leur cause..... tellement que on les pourroit dire vainqueurs, alors qu'ils ont esté vaincus (1). »

FRANK PUAUX.

(1) *Le Réveille-Matin des François*, 1574, *Dialogue I*, p. 27.

Documents

CALVIN EN ANGLETERRE

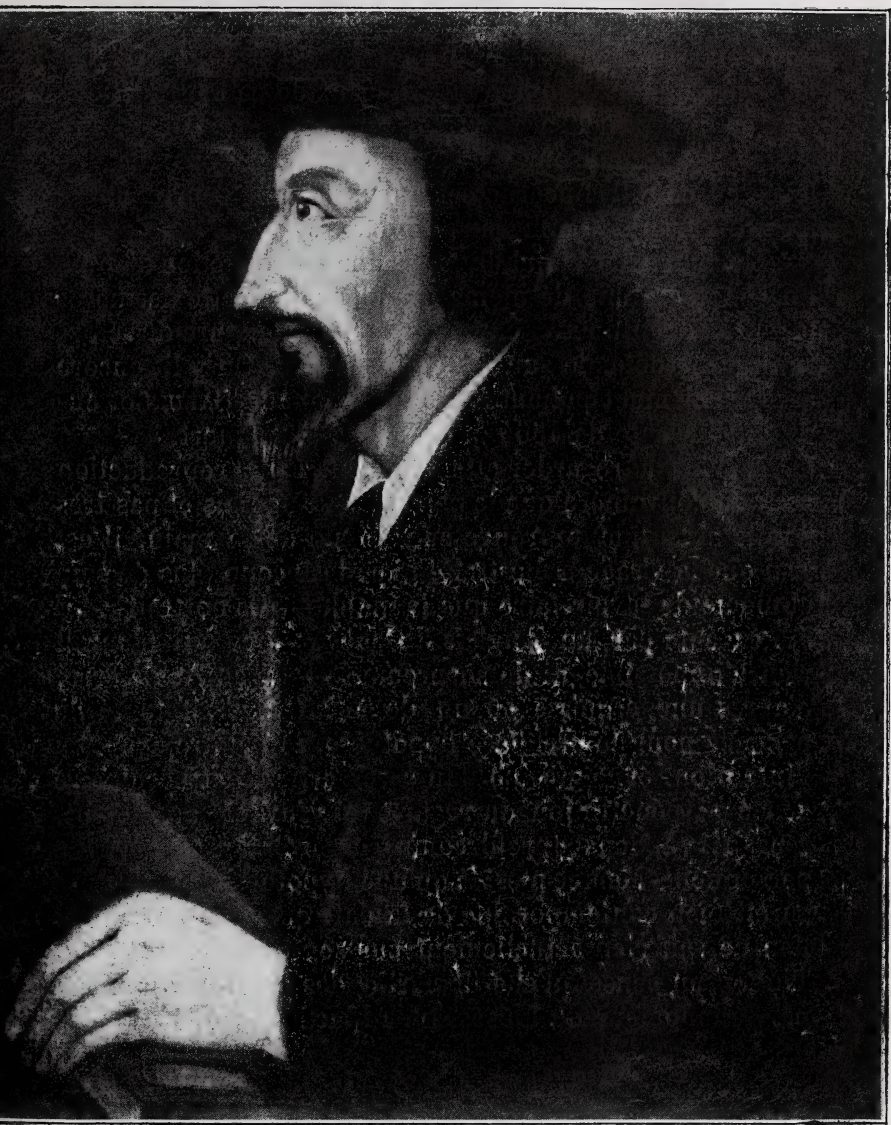
1. Un portrait inédit du Réformateur.

Les relations entre Calvin et l'Angleterre furent très étroites. L'on peut même dire qu'au point de vue doctrinal et littéraire l'influence du réformateur genevois fut prépondérante, au milieu du xvi^e siècle, dans la patrie du duc de Somerset, un de ses correspondants. Elle y succédait, il ne faut pas l'oublier, à celle, considérable et plus conservatrice, de l'alsacien Martin Bucer dont, à certains égards, Calvin était lui-même le disciple, mais elle fut plus profonde et plus durable. Ses ouvrages viennent d'ailleurs en tête de ceux qui furent traduits du français — ou du latin — en anglais (1).

L'attention a été appelée naguère sur ce fait par deux livres, l'un américain, l'autre anglais, dont le *Bulletin* a rendu compte en 1912 (p. 375), mais la question n'a pas encore été traitée à fond. Voici deux documents qui pourront s'ajouter au dossier de cet intéressant sujet. Le second, dont M. Ch. Bastide a bien voulu se charger, nous renseigne sur la traduction anglaise de l'*Institution*. Le premier, qui lui servira d'introduction, est une reproduction de l'unique portrait ancien de Calvin jusqu'ici signalé en Angleterre.

Une personne qui me tient de près visita, il y a deux ans, aux environs de Londres, le célèbre musée connu sous le nom de *Dulwich Gallery* et m'y signala la présence d'un petit

(1) Voy. A. H. Upham, *The french influence in english literature*, New-York, 1908, p. 471, *Appendix A*.



panneau représentant Calvin. Ce tableau porte dans le catalogue le n° 370. Tous mes efforts pour en obtenir une photographie échouèrent devant la consigne qu'il était interdit de photographier les tableaux de cette collection. Je fus assez heureux, en m'adressant au directeur, M. Yates Thompson, d'obtenir que cette consigne fût levée en ce qui concerne cette peinture, et j'en remercie ici publiquement l'obligeant directeur.

L'original dont nous donnons une reproduction d'après une photographie de même grandeur que cette dernière, mesure 27 centimètres environ sur 34 et la figure du réformateur s'y détache sur un fond verdâtre. On y lit encore assez facilement en haut à droite le nom de CALVIN et en-dessous la date de 1564 qui est celle de sa mort.

Il suffit de regarder attentivement cette reproduction pour se convaincre que le peintre était anglais et pas très habile ainsi que le prouve son dessin de la main. Il est vrai que le visage a été traité avec beaucoup plus de soin et même de savoir-faire que la main. — Ce portrait a-t-il été exécuté par un Anglais à Genève — ce qui n'aurait rien d'impossible ni de surprenant — ou en Angleterre, d'après une esquisse ou un dessin? On serait tenté de pencher pour la première hypothèse, le peintre ayant eu l'intention évidente de faire ressortir l'extraordinaire clarté et pénétration du regard, et y ayant, après tout, réussi. Il y a, dans ce profil, comme la révélation d'une vision personnelle. Mais ce n'est là qu'une hypothèse. La peinture paraît bien contemporaine de la date qui y est inscrite et l'on ne sait rien actuellement sur son origine. M. Yates Thompson pense qu'elle fit partie des peintures données par le fondateur du Musée, M. Edward Allyn.

N. WEISS.

2. La traduction anglaise de l' « Institution chrétienne »

Dès le xvr^e siècle, l'*Institution chrétienne* de Calvin fut traduite en italien, en allemand, en flamand, en espagnol. La traduction anglaise achevée, comme la traduction italienne, du vivant même du réformateur, parut à Londres en 1561. La première édition — un in-folio de dimensions respectables — porte le titre suivant : THE INSTITUTION OF / *Christian Religion wrytten in La-* tine by maister Ihon Caluin, and transla- / ted into Englysh according | to the au- / thors last édition|. *Seen and allowed according to the order appointed in the / Quenes maiesties iniunctions.* | Imprinted at London by / Reinolde Wolfe and Richarde Harison / Anno 1561. || Cum priuilegio ad imprimendum solum.

La pagination laisse entrevoir les conditions dans lesquelles l'impression a dû être faite. Le premier livre compte 70 folios, le deuxième et le troisième 269, le quatrième 171, au total 510 folios, soit 1020 pages. L'introduction et la table ne sont pas paginées. La pagination du premier livre, celle des deux suivants et celle du quatrième sont distinctes ; ou bien les imprimeurs se proposaient de mettre l'ouvrage en vente en trois volumes ou, ce qui est plus probable, étant pressés par le temps, ils se sont mis à composer simultanément les trois parties. A part l'introduction et quelques notes marginales, l'impression tout entière est en caractères gothiques (*black letter*, comme disent les Anglais). La dernière page porte la mention suivante : Imprinted at London / in Paules Churcheyard by Reynolde / Wolfe and Richard Haryson / The yeare of our Lord / 1561 / The 6 day of Maye / Cum priuilegio ad imprimendum solum.

Quelques détails sur l'œuvre sont fournis par un avis au lecteur que nous traduisons.

« Les imprimeurs aux lecteurs. D'aucuns ayant pensé et raconté que c'est par faute et négligence de notre part que la publication

de ce livre — œuvre si profitable pour vous — a été si longtemps retardée, puisque maître Jean Dawes avait achevé sa traduction et nous l'avait remise en mains il y a plus de douze mois : entendez pour notre excuse à cet endroit que nous ne pouvions faire l'impression plus tôt. Car nous avons été, par diverses causes auxquelles nous ne pouvions nous soustraire, obligés de demander à un autre de nos amis de traduire le livre entièrement à nouveau. Cette traduction, j'espère que vous l'approuverez. Car le traducteur lui-même n'a pas seulement fidèlement rendu le texte, mais sa traduction a été tout entière revue par des hommes, dont tous les savants pieux de l'Angleterre connaissent et estiment le jugement et le crédit. Mais puisqu'elle a enfin paru, nous vous prions de l'accepter et de vous en servir. Si quelques fautes nous ont échappé par mégarde, nous vous supplions d'être patients envers nous comme nous avons été obligeants envers vous. »

Dès 1559, la version anglaise de l'*Institution* était prête et on en attendait la publication avec impatience.

Les éditions suivantes, cinquain moins avant le xvi^e siècle, révèlent le nom du second traducteur. Avocat, député aux communes, Thomas Norton compte par sa piété active et son admiration pour Calvin parmi les ancêtres immédiats des puritains du Long Parlement. L'intérêt qu'il portait à la poésie et au théâtre le rattache au contraire à la Renaissance. Trois des cinq actes de *Gorboduc*, la première tragédie qui ait été écrite en anglais, sont sortis de sa plume. Il a collaboré à la version des psaumes de Sternhold et Hopkins.

Ce fut peut-être une erreur de Norton de préférer le texte latin de l'*Institution* à la version française, autrement vigoureuse et vivante. C'est l'édition de 1559, disposée en quatre-vingts chapitres qu'il a suivie.

Les citations qui suivent donneront une idée de sa traduction.

CH. BASTIDE

TEXTE LATIN Éd. 1559.	TRADUCTION FRANÇAISE Éd. 1557.	TRADUCTION ANGLAISE Ed. 1561.
Verum quum pers- picerem usque eo quorumdam impro-	Mais voyant que la fureur d'aucuns ini- ques s'estoit tant es-	But when I percei- ved, that the furious rage of some borum

furorē invaluisse in regno tuo, ut nullus sanæ doctrinæ sit iste locus: facturus mihi operæ pretium visus sum si eade m opera et institutionem iis darem, et confessionem apud te ederem unde discas qualis sit doctrina in quam tanta rabie exardescunt furiosi illi, qui ferro et ignibus regnum tuum hodie turbant.

(Ad Regem Gall.)

Ced cujus (animi tui) gratiam recolligere non posse confidimus si hanc nostram confessionem, quam pro defensione apud tuam majestatem esse volumus, placidus compositusque semel legeris. Sin vero ita aures tuas occupant malevolorum susurri ut nullus sit reis pro se dicendi locus: importunæ vero illæ furia, te connivente, semper vinculis, flagris, equuleis, sectionibus, incendiis sæviunt: nos quidem, velut oves mactationi destinatæ, ad extrema quæque redigemur;

levée en vostre Royaume, qu'ellen'avoit laissé lieu aucun à toute saine doctrine: il m'a semblé estre expedient de faire servir ce présent livre, tant d'instruction à ceux que premièrement j'avoye délibéré d'enseigner, qu'aussi de confession de Foy envers vous: dont vous cognoissiez quelle est la doctrine, contre laquelle d'une tellerage sont enflambez ceux qui par feu et par glaive troublent aujourd'huy vostre Royaume.....

J'espère que nous pourrons regagner sa grace (de vostre cœur) s'il vous plaist une fois hors d'indignation et courroux, lire ceste nostre confession, laquelle nous voulons estre pour défense envers vostre majesté: mais si au contraire les détractions des malveillans empeschent tellement vos oreilles que les accusez n'ayent aucun lieu de se défendre, d'autre part, si ces impétueuses furies, sans que vous y mettiez ordre, exercent tousjours cruauté par prison, fouets, gehennes,

wycked men hath so farre prevailed in your realme, that in it there is no roome for sounde doctrine: I thought I should doo a thyng worthe my travayle, all in one worke bothe to geve an instruction for them, and to declare a confession to you: wherby ye may learne what maner of doctrine that is, agaynst wiche those furious men burne in so great rage, who at this day trouble your realme with sweard and fyer.....

We trust that we shall be able to recover the favor thereof (your minde), if you shall ones have without displeasure and troublous affection red over this our confession, which we will to be in stede of a defence for us to your maiestie. But if the whisperynges of the malicious do so possess your eares, that there is no place for accused men to speake for themselves: and if those outrageous furies doo still with your winnyng at them, exercise crueltie with prisonning, tormenting

sic tamen, ut in patientia nostra possideamus animas nostras, et manum Domini fortem expectemus: quæ indubie tempore aderit, et sese armata exseret tum ad pauperes ex afflictione eruentes, tum etiam ad vindicandos, qui tanta securitate nunc exultant, contemptores.

(*Ibid.*)

Verum utcumque ipsa hominum facta censeantur, Dominus tamen per ea suum æque opus exequabatur, quum sanguinaria regum insolentium sceptrâ confringeret, ac intolerandas dominationes everteret. Audiant principes, et terreantur. Nobis autem interim summopere cavendum, ne illam plenam venerandæ majestatis magistratum auctoritatem, quam Deus gravissimis edictis sanxit, etiamsi apud indignissimos resideat, et qui eam sua nequi-

couppeures, brutales: nous certes, comme brebiz devouées à la boucherie, serons jettez en toute extrémité: tellement neantmoins qu'en nostre patience nous posséderons nos ames, et attendrons la main forte du Seigneur, laquelle, sans doute, se montrera en sa saison, et apparaitra armée, tant pour délivrer les povres de leur affliction, que pour punir les contempteurs qui s'esgayent si hardiment à ceste heure.

Or combien que ces actes quant à ceux qui les faisoient, fussent bien divers, toutesfois Nostre Seigneur, tant par les uns que par les autres, exécutoit pareillement son ouvrage, en rompant les sceptres des meschans Rois, et renversant les dominations outrageuses. Que les Princes entendent à ces choses, et s'en estonnent. Et nous cependant neantmoins devons sur toutes choses, nous garder que nous ne contemnions ou outragions l'autorité

cutting, and burning: we shal in dede, as shepe appoynted to the slaughter, be brought to all extremities, yet so that in our patience we shall possesse our soules, and wayte for the strong hande of the Lord: which shal without doubt be present in tyme, and stretche forth itselfe armed, bothe to deliver the poore oute of affliction, and to take vengeance on the despisers, which now triumph with so great assurednesse.

But howsoever the very doinges of men be judged, y et the Lord dyd as wel execute hys worke by them, when he did breake the bloody scepters of proud Kinges, and overthrew their intolerable governementes. Let Princes heare and be afraide. But we in the meane tyme must take greate hede, that we do not despise or offende that authoritie of Magistrates full of reverend maiestie, whiche God hath established with most weighty decrees, although it remaine

tia, quantum in se est, polluunt spernamus aut violemus.

L. IV, c. xx, § 31.

Nam si qui nunc sint populares magistratus ad moderandam regum libidinem constituti... adeo illos ferocienti regum licentiæ pro officio intercedere non veto, ut si regibus impotenter grassantibus, et humili plebeculæ insultantibus conniveant, eorum dissimulationem nefaria perfidia non carere affirmem : quia populi libertatem, cuius Deï ordinatione tutores positos norunt, fraudulenter produunt.

(*Ibid.*)

des supérieurs laquelle nous doit estre pleine de maïesté, veu qu'elle est confirmée par tant de sentences de Dieu : mesme encôres qu'elle soit occupée de personnes très indignes et qui par leur meschanceté (d'autant qu'en eux est) la polluent.

Car s'il y avoit en ce temps-cy Magistrats constituez pour la défense du peuple, pour refréner la trop grande cupidité et licence des Rois... à ceux qui seroyent constituez en tel estat, tellement je ne defendroye de s'opposer et résister à l'intempérance ou cruauté des Rois, selon le devoir de leur office, que mesmes s'ils dissimuloyent, voyans que les Rois desordonnément vexassent le povre populaire, j'estimeroye devoir estre accusée de perjure telle dissimulation, par laquelle malicieusement ils trahiroient la liberté du peuple, de laquelle ils se devroyent cognoistre estre ordonnez tuteurs par le vouloir de Dieu.

with most unworthy men, and which doe, with their wickedness, so muche as in them is, defyle it.

For if there be at this tyme any Magistrates for the behalfe of the people... I do so not forbidde them according to their office to withstande the outraging licentiousnesse of Kinges, that I affirme that if they winke at Kinges, wilfully raging over and treading down the poore communalitie, their dissembling is not without wicked breache of Faith, because they deceitfully betray the libertie of the people whereof they know themselves to be appointed protectors by the ordinance of God.

RELEVÉ DES NOMS DES PROSÉLYTES ET RÉFUGIÉS

**Figurant aux Registres du Consistoire de Genève
à partir de 1660.**

Dans un volume autographié de A. Cramer, « *Notes extraites des registres du Consistoire de l'Église de Genève*, in-4, Genève, 1853 » on lit ce qui suit dans l'Introduction :

Presque tous les cas de conversion du culte catholique au protestantisme à Genève sont indiqués aux registres du Consistoire à leur date. Il est intéressant d'observer la nationalité et la condition des prosélytes ; plusieurs d'entre eux ont été prêtres ; plusieurs appartiennent aux classes nobles, aux lettrés. Dans quelques cas des motifs humains, tels qu'un mariage, ou un établissement d'industrie projeté ne paraissent pas étrangers à la conversion. Mais il y a enquête pour chaque cas, on demande au prosélyte les motifs de sa démarche, on indique ses réponses ; si elles n'indiquent pas une instruction suffisante et une vraie conviction religieuse on renvoie à plus ample instruction.

.....Le premier Refuge des Français dura à peu près cinquante ans ; il s'arrêta vers l'époque de l'édit de Nantes, promulgué en 1598, qui donna quelque sécurité aux réformés. La persécution recommença en France vers 1660, et la révocation de l'édit de Nantes, en 1683, ouvrit l'ère du second Refuge, qui se prolongea pendant 80 ans. Cette seconde migration française à Genève amena moins de nobles et de lettrés que la première ; ce furent principalement des industriels, des agriculteurs, roturiers à mœurs rigides, à habitudes de vie bien réglées, qui se façonnèrent aisément aux lois de leur nouvelle patrie, en même temps qu'ils infusèrent de plus en plus l'esprit prompt, sagace, industrieux, qui distingue le peuple français.

La présence d'un Résident de France à Genève depuis la fin du xviii^e siècle força le gouvernement à quelques restrictions dans l'admission de ces réfugiés français. On ne leur accorda d'abord que le passage ; mais l'opinion des citoyens, favorable cette fois aux coreligionnaires, prit le dessus sur les ménagements diplomatiques et poussa les Conseils à recevoir bientôt ces fugitifs comme habitants, puis comme citoyens.

J'ai pensé qu'il pourrait être intéressant de faire un relevé des noms, en distinguant les abjurations, les répa-

rations et les admissions d'enfants de protestants réfugiés à Genève, tant pour les familles de leur descendance à Genève que pour celles qui plus tard se sont établies en France ou dans d'autres pays.

Voici d'abord, d'après les registres, quelques échantillons des textes accompagnant les demandes faites au Consistoire dans les différents cas qui se sont présentés.

2 février 1660 (Vol. 58) (1).

S'est présenté Claude PERRIN, de Chezerieu, soit Bouchay, demeurant dès douze ans à Chanci, assisté de Jacques Covelle, maître d'école de Chanci, pour requérir d'être receu à abjurer le papisme et admis pour membre de la vraie église. A esté advisé d'après qu'il a renoncé aux abus du papisme et particulièrement au sacrifice de la messe, de le recevoir pour membre de l'église et quant à la participation de la sainte Cène a esté renvoyé à Monsieur le pasteur Chenaud.

22 mars 1660. (Vol. 58.)

S'est présenté Pierre VINET, de Poujol en Poitou (2), cy-devant prestre bénéficié, pour requérir estre receu à l'abjuration du papisme et admis pour membre de la vraie église, dans laquelle il désire ardemment vivre et mourir; attendu les idolatries et erreurs qui s'y pratiquent, qu'il dit y avoir plus de douze ans qu'il a reconnu, disant en avoir parlé à Monsieur Amiraut, et que mesme il avoit une lettre pour luy de M. Mestrezat qu'estant malade il fust contraint de bruller de peur qu'elle fust veue. A esté advisé de luy accorder sa demande et luy dire qu'il se doit retirer après qu'il a renoncé au sacrifice de la messe et à tous autres abus de l'église romaine.

28 aoust 1660. (Vol. 58.)

S'est présenté Pierre DESPREZ, de Vass (3) en Champagne, pour requérir que s'estant oublié de telle sorte que de s'estre révolté il y a dixans, ce qu'il fist à l'instigation d'une sienne tante, il requiert estre restabli en la paix de l'église, demandant pardon à Dieu, de la dite faute, advouant avoir esté à la messe. A esté advisé de l'examiner dans sa croyance, de luy faire demander pardon à Dieu,

(1) Les volumes 58 et 59 n'ont pas de pagination.

(2) Il n'y a pas de localité de ce nom en Poitou; il y en a plusieurs en Dordogne.

(3) Lisez Vassy.

genou en terre, de luy faire abjurer le papisme, après quoy il a esté admis pour membre de l'église.

Jeudy 24 janvier 1661. (Vol. 58.)

A esté représenté que les estrangers se scandalisent de ce qu'ils n'ont des places dans nos temples comme cy-devant, et qu'il y en ha qui se retirent de la ville à ce subject. Advisé de faire renvoy.

12 juin 1662. (Vol. 58.)

A esté représenté qu'il se commet grand abus par le grand nombre de personnes qui, le dimanche, vont à la promenade hors la ville, la plus part portant arquebuse.

26 mars 1663. (Vol. 59.)

S'est présenté Anthoine LABARRE, de Paris, médecin, pour déclarer que ayant, par la sollicitation de la Reine de Poulogne, de laquelle il estait médecin, fait naufrage à la foy, estant à Leiden professeur où il expliquait la langue françoise, et delà estant appelé par la dite Reine, disant avoir esté à Grenoble, où pour n'avoir pour quelques raisons participé à la sainte Cène, il n'a pu avoir attestation d'y avoir fait abjuration, quoyqu'il l'ait requis des pasteurs de la dite Église, espérant l'obtenir en ce lieu.

30 juillet 1668. (Vol. 60, f. 78 v.)

A esté représenté par Monsieur BARUIT (1), pasteur qu'il avoit reçu lettre du Poitou de Monsieur son fils, ministre en la dite province, par laquelle il lui donne advis du pitoyable estat où sont les églises du dit lieu par l'emprisonnement des pasteurs et anciens, et de toutes sortes de rigueurs que font contre eux les prévôts et les sergents. S'il ne serait pas bien à propos d'implorer pour ce subject la miséricorde de Dieu en insérant dans les prières ordinaires de l'Église quelques mots spécifiant les dites persécutions.

13 janvier 1671. (Vol. 60, f. 303.)

A esté représenté que les ordonnances desquelles lecture vient d'estre faite portent que les apostats doivent faire réparation de leur faute publiquement aux temples, ce qui pourtant ne se pratique point, et partant il serait bien d'en délibérer.

21 septembre 1671. (Vol. 60, f. 352 v.)

A esté d'entrée représenté par Monsieur le modérateur qu'il luy aurait esté remis une lettre adressée à ce Vén. Consistoire par l'Église de Montpellier, laquelle il produit et dont lecture estant

(1) On ne trouve pas de pasteur de ce nom en Poitou.

faite, porte que le sieur DU CROS, de Castres, fameux médecin au dit Montpellier, porteur d'icelle, estant tombé par faiblesse dans le malheur de sa révolte à la papauté, mais incontinent après ayant reconnu sa faute, il en a témoigné grande repentance, et ensuite remis à la paix de l'Église, mais comme il ne peust habiter en France à ce subject, il vient en ceste ville pour s'y retirer, et par tant le recommande fort et prie qu'on luy veuille procurer quelques moyens de pouvoir subsister, et en vouloir prendre soing. A esté advisé de luy rendre tous les bons offices possibles et luy procurer toute aide et assistance que l'on pourra, comme aussi d'en donner advis à monsieur le premier Syndic, et monsieur le Modérateur est chargé de la faire.

Jeudi 1 mars 1683. (Vol. 65, f. 82 v.)

A comparu André ALBERT, de La Roche, en Savoie, pour faire abjuration de la religion romaine en laquelle il est né, et estre en suite receu en nostre Communion en qualité de membre d'icelle. Enquis du subject qui l'oblige à vouloir quitter la dite Religion Romaine, a dit à cause des erreurs et abus qu'elle enseigne qu'il ne pourrait y faire son Salut. Interrogé sur la cognoissance qu'il peust avoir de la vérité, est apparu par ses responses avoir instruction suffisante pour estre receu. Advisé de le recevoir en protestant de renoncer aux erreurs et idolâtries de l'Église romaine, promettant vouloir vivre et mourir en la profession de la vérité du St. Évangile enseigné en nostre communion, à quoy a satisfait.

Jeudi 3 janvier 1684. (Vol. 65, f. 157 v.)

A comparu Jean MONTFORD, de l'Avar (1) en Béarn, pour faire abjuration de la religion romaine en laquelle il a esté eslevé dès son bas aage par son père qui se fist de la ditte religion pour avoir une charge de procureur du Roy, sa mère estant morte de nostre religion, ayant porté les armes en Espagne. Enquis qui l'oblige à vouloir quitter la ditte religion romaine, a dit à cause des erreurs et idolâtries qu'elle enseigne, qu'il ne pourroit y faire son salut. Interrogé sur la cognoissance qu'il peust avoir de la vérité, est apparu par ses responses n'avoir pas beaucoup d'instruction, néanmoins suffisante suivant sa condition pour estre receu. Advisé de le recevoir en protestant de renoncer aux erreurs et idolâtries de l'Église romaine, promettant vouloir vivre et mourir en la profession de la vérité du St. Envangile enseigné en nostre communnion, à quoy a satisfait.

(1) Lagor (B.-Pyrénées) ?

Jeudi 17 janvier 1684. (Vol. 65, f. 161. v.)

A comparu Pierre BERAL, de Combovin, paroisse de Chasteau-Double en d'Aufiné, pour faire réparation de la faute par sa révolte qu'il dit estre arrivée pour éviter le supplice dont il estoit menacé pour avoir porté les armes aux derniers troubles de leurs Églises, ayant esté obligé de faire profession de la religion romaine quelques semaines jusqu'à ce qu'il aist peu rencontrer occasion de pouvoir eschapper pour venir en ceste ville recognoistre sa faute, et en suite estre restably en nostre communion et paix de l'Eglise, demandant humblement pardon à Dieu de sa dite faute. Advisé de le recevoir après grièfe censure de sa faute de laquelle il fera réparation demandant pardon à Dieu, genoux en terre, avec déffence de la Sainte Cène conditionnelle, a satisfait à dite réparation.

Jeudi 17 janvier 1684. (Vol. 65, f. 162.)

A comparu François SUPAR, de Combovin, paroisse de Chasteau-Double en d'Aufiné, pour faire abjuration de la religion romaine en laquelle elle est née et en suite estre receue en nostre communion qualité de membre d'icelle, disant qu'ayant pleu à Dieu luy faire la grâce de cognoistre la vérité en entendant la lecture de la parole de Dieu chez un sien cousin de nostre religion et incitée de plus fort par les persécutions faites à ceux de la dite religion et leur constance à les soustenir, elle serait venue expres en ceste ville pour s'y convertir et en faire profession. Int. sur la cognoissance qu'elle peust avoir de la vérité, est apparu par ses responses avoir instruction suffisante suivant sa condition pour estre receue. Advisé de la recevoir en protestant de renoncer aux erreurs et idolâtries de l'Eglise romaine, promettant vouloir vivre et mourir en la profession de la vérité du Saint Evangile enseigné en nostre communion, à quoy a satisfait.

Jeudi 15 may 1684. (Vol. 65, f. 192 v.)

Ont comparu Sieur Joseph Gratien ESQUIER, Marquis d'Espolette en Navarre, et Dame Pierrette FLEURY de Paris, sa femme, pour faire abjuration de la religion romaine, en laquelle ils sont nés et pour estre en suite receus en nostre communion qualité de membres d'icelle. Enquis du subject qui les oblige à vouloir quitter la dite religion romaine, ont dit à cause des erreurs et abus qu'elle enseigne qu'ils ne pourroyent y faire leur salut. Le dit sieur Gratien disant y avoir quelques années qu'il a pleu à Dieu luy donner la cognoissance de la vérité par la lecture de la Sainte Escripture en les livres de M. Claude, ministre de Paris, et en suite fait dessein de se convertir. Int. sur la cognoissance qu'ils peuvent avoir de la vérité est apparu par leurs responses avoir quelque

instruction et suffisante pour estre receus, leur estant en outre rendu bon tesmoignage de leur conduite et conversation dès qu'ils sont en ceste ville. Advisé après avoir veu leur acte de mariage de les renvoyer de huitaine pour s'informer plus outre de leurs qualités et en communiquer à M. le Premier Syndic.

Jeudi 22 may 1684. (Vol. 65, f. 193 v.)

Ont comparu sieur Joseph GRATIEN d'Espolette en Navarre, et Dam. Pierrette FLEURY, sa femme, pour continuer à requérir de les vouloir recevoir à faire abjuration de la religion romaine en laquelle ils sont nés et en suite en nostre communion qualité de membres d'icelle ayant déjà comparu céans il y a aujourd'huy huit jours, pour ce subject et esté interrogés sur la cognoissance qu'il a pleu à Dieu leur donner de la vérité de nostre religion qu'ils souhaitent d'embrasser. Advisé de les renvoyer encore de quelques septmaines et prier M. Bordier d'écrire à Paris, pour estre mieux informé de leurs personnes et conduite, le dit sieur d'Espolette ayant logé au dit Paris en la rue des Lombards à l'enseigne du Soleil d'or chez Madame Cley, vendeuse de laine.

Jeudi 17 juillet 1684. (Vol. 65, f. 206 v.)

Ont comparu sieurs Estienne et Mathieu Roux, frères, de la paroisse de Saint-Jean au Vivaret (1), pour faire réparation de la faute par eux commise d'avoir promis d'aller à la Messe par faiblesse et fragilité pour pouvoir sortir des prisons de Tournon où ils avoyent esté mis pour avoir porté les armes aux derniers troubles arrivés en leur pays au subject de la Religion, estant menacés à tout moment de leur faire souffrir la mort, n'ayant pourtant point esté à la messe, au contraire ayant un sensible déplaisir de s'estre abandonnés à commettre un si grand péché, ils se sont d'abord eschappés qu'ils furent mis en liberté pour venir en ceste ville afin d'estre restablis à la paix de l'Eglise, demandant humblement pardon de leur faute. Advisé de les grièvement censurer de leur faute, de laquelle ils demanderont pardon à Dieu genoux en terre, la Sainte Cène ne leur estant interdite, attendu le témoignage qu'ils rendent de leur repentance.

Jeudi 24 juillet 1684. (Vol. 65, f. 207 v.)

A comparu Claude FORE, de Montmelan (2) en D'Aufiné, pour recognoistre la faute par luy commise d'avoir promis d'aller à la Messe pour pouvoir sortir des prisons où il auroit esté deux mois entier pour s'estre trouvé avec ses armes aux derniers troubles arrivés au D'Aufiné au subject de la religion, mais n'avoir esté

(1) St-Jean-Chambre (Ardèche).

(2) Lisez Montmeyran (Drôme).

que deux mois à la messe, demandant humblement pardon à Dieu de sa faute, requérant le vouloir restablir en nostre communion et paix de l'Eglise. Advisé, attendu le témoignage qu'il rend de sa repentance de le recevoir après grièfve censure de sa faute de laquelle il fera réparation demandant pardon à Dieu, genoux en terre, sans lui interdire la Sainte Cène pour sa consolation, a satisfait à ditte réparation.

Jeudi 7 aoust 1684. (Vol. 65, f. 211 v.)

A comparu Philippe Foex, de Barcelone (1) en D'Aufiné, pour recognoitre la faute par luy commise d'avoir promis d'aller à la messe pour pouvoir sortir des prisons où il avait esté mis, à Valence, en grande souffrance et misère, accusé d'avoir porté les armes aux troubles arrivés dans le D'Aufiné pour la religion, tesmoignant avoir une grande repentance de sa faute, en demandant pardon à Dieu, requérant le vouloir restablir en notre communion et paix de l'Eglise. Advisé de le recevoir après grièfve censure de sa faute, de laquelle il fera réparation en demandant pardon à Dieu, genoux en terre, a satisfait à ditte réparation.

Jeudi 21 aoust 1684. (Vol. 65, f. 213 v.)

A comparu Sieur Joseph GRATIEN, d'Espolette (2) en Navarre et D'Amoisselle Pierrette FLEURY, sa femme, de Paris, pour faire abjuration de la religion romaine en laquelle ils sont nés, et en suite estre receus en nostre communion, qualité de membres d'icelle. Ayant esté renvoyés il y a quelques mois qu'ils comparurent céans à se subject, et se représente. Int. derechef sur la cognoissance qu'ils peuvent avoir de la vérité, est apparu par leurs responses avoir instruction suffisante pour estre receus, leur estant en outre rendu de bon tesmoignage et conversation dès qu'ils sont en ceste ville. Advisé attendu que par les informations qui ont esté prises de leurs qualités et mariage qui se trouvent conformes au rapport qu'ils en avoyent fait, de les recevoir en protestant de renoncer aux erreurs et idolatries de l'Eglise romaine, promettant vouloir vivre et mourir en la profession de la vérité de St-Évangile enseigné en nostre communion. A quoy ils ont satisfait.

Jeudi 4 septembre 1684. (Vol. 65, f. 218 v.)

A comparu François DELA TOUR, d'Anticaira dans la province de l'Andalousie, proche la ville de Séville, pour faire abjuration de la religion romaine en laquelle il est né, et en suite estre receu en nostre communion, qualité de membre d'icelle, ayant

(1) Barcelonne (Drôme).

(2) Espoey (B.-Pyrénées)?

demeuré quelques années en France où il a enseigné la philosophie, enquis du subject qui l'oblige à vouloir quitter la ditte religion romaine, a dit à cause des erreurs et abus qu'elle enseigne qu'il ne pourroit y faire son salut. Interrogé sur la cognoissance, qu'il peust avoir de la vérité, est apparu par ses responses avoir instruction suffisante pour estre receu. Advisé de le recevoir en protestant de renoncer aux erreurs et idolatries de l'Église romaine, promettant vouloir vivre et mourir en la profession de la vérité du St-Évangile enseignée en nostre communion, à quoy a satisfait.

Jeudi 9 avril 1685. (Vol. 65) (1).

A comparu Claude VIVARET, de Nismes, pour recognoistre la faute par luy commise ayant promis d'aller à la messe dans la ville de Bourdeaux ayant déserté estant grièvement malade d'une fièvre chaude, il fust sollicité par des ecclésiastiques à commettre ceste grande faute, ne sachant ce qu'il faisait dans sa maladie alors, mais n'avoir esté qu'une seule fois à la messe, en demandant pardon à Dieu, requérant le vouloir restablir en nostre communion et paix de l'Église. Advisé de le recevoir après grièfve censure de sa faute de laquelle il fera réparation demandant pardon à Dieu, genoux en terre, avec deffense de la Ste Cène absolue, a satisfait à ditte réparation.

Jeudi 15 octobre 1685. (Vol. 66, f. 30.)

A esté représenté que plusieurs estrangers français se retirant en ceste ville après leur révolte, dans le dessein de faire réparation de leur faute, afin de pouvoir rentrer en nostre communion, il seroit à propos de délibérer pour les mesures qu'on pourroit prendre pour leur ditte réparation. Advisé de leur donner conseil de passer en Suisse pour y recognoistre et faire réparation de leur faute.

Jeudi 10 décembre 1685. (Vol. 66, f. 45 v.)

A comparu D'Amoiselle Susane VALESCURE, de Bédérieux (2), femme de Sieur Abraham VALORI, de Montpellier, bourgeois de ceste ville, et Gloriande GIRO, de Gignac proche Montpellier, sa servante, pour recognoistre leur faute d'avoir esté forcée et violentée par ses parens il y a environ deux mois et demy au dit Bédérieux, mais n'avoir esté qu'une seule fois à la messe, de mesme la ditte Giro, demandant humblement pardon à Dieu de leur faute, supliant les vouloir restablir en nostre communion et paix de l'Église. Advisé de les recevoir après grièfve censure de leur faute de laquelle ils feront réparation, demandant pardon à

(1) Lorsque la pagination n'est pas indiquée, c'est qu'elle fait défaut.

(2) Lisez Bédarieux (Hérault).

Dieu, genoux en terre, à quoy ayant satisfait avec grand tesmoignage d'une sincère repentance, leur a esté permis à leur requeste de pouvoir participer à la Ste-Cène pour leur consolation.

Jeudi 2 octobre 1694. (Vol. 67, f. 193 v.)

A comparu Jean Alexandre BIZARRI, du lieu de Gradoly au duché de Castro en Italie, pour requérir de le recevoir à faire abjuration de la Religion romaine en laquelle il est né, et en suite receu en nostre communion en qualité de membre d'icelle. Enquis du subject qui l'oblige à vouloir quitter la ditte religion romaine, a dit à cause des abus et erreurs qu'elle enseigne qu'il ne [pourrait y faire son salut; estant] (1) étudiant en droit, Dieu luy a fait la grace de recognoistre les dits abus, et ayant refusé de faire le serment qu'on voulait exiger de luy pour se soumettre à l'Église romaine, au subject de quoy il fust obligé de se retirer et se tenir caché quelque temps à Venise il serait venu exprès en ceste ville pour y faire son abjuration. Interrogé sur la cognoissance qu'il peust avoir de la vérité, est apparu par ses responses avoir instruction suffisante. Advisé de le recevoir en protestant de renoncer aux erreurs et idolatries de l'église romaine et particulièrement au prétendu sacrifice de la messe, promettant vouloir vivre et mourir en la profession de la vérité du St-Évangile enseigné en nostre communion. A quoy a satisfait.

Jeudi 24 décembre 1696. (Vol. 66, f. 203 v.)

A comparu Gabriel VERNIER, de ceste ville, pour requérant de le vouloir restablir en notre communion, pour avoir esté enlevé en son bas aage par des ecclésiastiques et conduit à Thonon, où il a esté élevé en la religion romaine, Dieu luy ayant fait la grace de cognoistre le malheur où il estoit tombé et la vérité de nostre religion, en la quelle il estoit né, il prie de le vouloir recevoir à faire abjuration de la religion romaine et en suite le recevoir et restablir en nostre communion. Int. sur la cognoissance qu'il peust avoir de la vérité, est apparu par ses responses avoir instruction suffisante. Advisé de le recevoir en protestant de renoncer aux erreurs et idolatries de l'Église romaine, promettant vouloir vivre et mourir en la profession de la vérité du St-Évangile enseigné en nostre communion. A quoy a satisfait.

Jeudi 22 juillet 1699. (Vol. 69.)

A comparu Marquis GAS, de Realmon en Albigo (2), pour faire réparation de la faute qu'il a commise en abjurant une seconde fois nostre religion en France, sur quoy a esté rapporté par

(1) Les mots [.....] manquant dans le registre ont été rétablis.

(2) Réalmont (Tarn).

Monsieur Tronchin, commis pour informer de sa conduite, que s'en estant informé de personnes de probité qui le cognoissent parfaitement, il a appris qu'avant qu'il alla en France il estait un blasphémateur, un débauché, et un joueur de profession, un homme qui maltraitait extrêmement sa femme, quoy qu'elle fût une femme fort sage et fort vertueuse, mais qu'il a témoigné aussi depuis son retour qu'il a un grand déplaisir de sa vie passée, et qu'il est dans le dessein de vivre désormais en véritable chrétien. Advisé de le recevoir à la paix de l'Église en le censurant grièvement de son abjuration, dont il fera réparation genoux en terre avec deffense de Ste-Cène absolue, et au surplus de le censurer de ses désordres passés et de l'exhorter à mieux vivre à l'advenir.

Jeudy 23 mai 1700. (Vol. 69.)

A comparu François MOYSAN, dit DUPLESSIS, de Dieppe, pour requérir d'estre receu à faire réparation, tant de son apostasie que de la faute qu'il a fait de déguiser la vérité sur les interrogats qui luy furent faits céans jeudy passé en advouant pour sa femme la nommée Rachelle DE LA BORDE, de Casteljaloux, delaquelle il déclare à présent n'estre point le mary, mais d'avoir esté sollicité par elle de passer pour tel et d'en avoir fait les fonctions dans le voyage fait avec elle pour venir en ceste ville. Surquoy après l'avoir fortement censuré, tant de son apostasie, concubinage, que du mensonge susdit, a esté advisé de le recevoir à la paix de l'Église ensuite des marques qu'il a donné d'une sérieuse repentance et du pardon qu'il a demandé à Dieu, genoux en terre, de toute sa mauvaise conduite.

Jeudy 12 janvier 1702. (Vol. 70, p. 2.)

A comparu sieur Jules Auguste MAYOR, fils du sieur Mayor de Montrou (Montreux) au pays de Vaud, pour requérir d'estre receu à faire abjuration de la religion romaine où il est né et à embrasser la réformée, disant qu'il se seroit déjà présenté cy-devant à ce sujet par devant Mr. de la Chambre des Prosélites de Berne sans en avoir pu obtenir sademande par l'absence de M. Tourman, président de la Chambre, ainsy qu'il a fait apparoir par pièces et certificats qu'il en produit, surquoy opiné; a esté advisé de suspendre de huitaine à luy pourveoir pendant laquelle on escrira à Mrs. de la dite Chambre à Berne, pour estre encor mieux informé du faict cy-dessus.

Jeudy 26 janvier 1702. (Vol. 70, p. 5.)

A comparu Jules Auguste MAYOR, de Paris, fils de noble Gamaliel Mayor, de Montrou au pays de Vaud, pour continuer à requérir d'être receu à faire abjuration de la religion romaine où

il est né et à embrasser la réformée, sur les principaux points de laquelle ayant esté interrogé et trouvé en avoir suffisante cognoissance, a esté advisé de le recevoir à nostre communion sous les protestations qu'il a fait de renoncer de bonne foy aux erreurs et superstitions de l'église romaine.

Jeudy 14 mars 1709. (Vol. 73, p. 28.)

David BAD, de Saint-Affrique en Rouarge (1), tinturier de profession, né de père et de mère de nostre sainte religion, se porte pour estre admis à nostre communion, ayant esté trouvé suffisamment instruit, a esté receu après avoir abjuré toutes les erreurs de l'Eglise romaine.

Jeudy 9 mai 1709. (Vol. 73, p. 50.)

Ont comparu Gabriel BRUNIQUET (2), de Gaillac près de Castres, et Pierre GOURDET, près de Castres, tous deux négociants, nés de père et de mère de nostre sainte religion, ayant esté trouvés suffisamment instruits, ont esté receus après avoir abjuré toutes les erreurs de l'Eglise romaine.

Nous joignons à ces textes quelques remarques particulières relatives aux réfugiés et à certains faits signalés à l'attention du Vénérable Consistoire.

Jeudy 11 mars 1686. (Vol. 66, f. 76 v.)

A esté représenté que le major du régiment de M. de Prangin qui est papiste, auquel messeigneurs ont fait commandement de se retirer de la ville dans trois jours n'en est point sorti, et demeurant toujours logé aux Trois Roys et qui tâche à séduire et persuader les réfugiés pour la religion de France qui y viennent loger de s'en retourner. Advisé d'en faire renvoy à Nosseigneurs.

Jeudy 19 septembre 1687. (Vol. 66, f. 255.)

A esté représenté que les estrangers qui viennent incessamment en ceste ville se retirant de France pour la religion, se plaignent fort de la dureté qu'on use envers eux dans les temples, pour leur place, n'en pouvant point trouver. Advisé de renvoyer pour en parler demain en la Compagnie de Messieurs les Pasteurs.

Jeudi 8 décembre 1687. (Vol. 66, f. 263.)

A esté représenté qu'il y a en ceste ville le fils d'un CANDOLE, frère du sieur de CANDOLE de ceste ville, lequel estant né en Perse se

(1) Saint-Affrique (Aveyron).

(2) Lisez Bruniquet.

serait fait de la religion romaine à Paris où il avait des parens y ayant demeuré quelque temps, serait venu en ceste ville pour embrasser nostre religion et souhaite de faire son abjuration céans.

Advisé de luy dire qu'il est plus à propos qu'il l'aille faire au pays de Vaux.

Jeudi 19 juillet 1688. (Vol. 67, f. 15 v.)

A esté fait lecture d'un mémoire remis à M. le pasteur Gaudy par lequel on donne advis à ceste vénérable compagnie des grandes desbauches et grand jeux qui se commettent en ceste ville par divers réfugiés français, des quels les noms sont, sçavoir le nommé La BAUME de Montpellier, S^r NICOLAS, d'Uzès, le nommé DUPUY, de Voux, le nommé BARTHÉLEMY, d'Aubenaz, le nommé RICHARD, de Nismes, et les sieurs MEISSONNET, de Nîmes, GRIVAT, d'Uzès, TARADEL de la Croix, de Montpellier, CAPUZ, d'Uzès, DUPONT, de Saint-Laurent, PERIDIL, de Montpellier.

Advisé d'en faire renvoy à Nosseigneurs, et y joindre le dit mémoire.

Jeudy 20 septembre 1688. (Vol. 67. f. 27 v.)

A esté représenté qu'il serait bien nécessaire que les dizeniens fussent obligés d'abord qu'il vient demeurer des réfugiés dans leurs dizaines en avertir Messieurs les Pasteurs de leurs dizaines, afin qu'il les puissent cognoistre et examiner. Advisé d'en faire advertir les dits dizeniens pour le faire, en approuvant la ditte proposité.

Jeudi 27 juin 1699. (Vol. 67, f. 70 v.)

A esté représenté que les réfugiés ont de coustume de prendre du tabac en poudre dans le temple, et de s'en donner de main en main, ce qui marque peu la dévotion et la modestie qu'il faut faire paroistre dans les saintes assemblées. Advisé que Messieurs les Pasteurs lorsqu'ils verront commettre cest abus aux réfugiés les advertiront de s'en abstenir dans le temple.

Jeudi 30 juillet 1696. (Vol. 68, f. 186.)

A esté représenté qu'il serait à propos de délibérer sur la réparation que les réfugiés de France viennent à présent en nombre faire céans, pour sçavoir si on ne pourroit pas les renvoyer à la faire par devant un pasteur comme il s'est pratiqué cy devant. Advisé d'en renvoyer la délibération à la huitaine.

Jeudi 9 aoust 1696. (Vol. 68, f. 187.)

Ayant esté opiné sur la proposité faite il y a aujourd'hui huit jours pour sçavoir si on devra continuer à recevoir céans les per-

sonnes qui viennent à présent en grand nombre de France pour faire réparation d'avoir changé de religion et esté à la messe, soit les renvoyer à le faire en particulier par devant un pasteur comme il s'est pratiqué cy devant. Advisé qu'ils devront s'adresser à Monsieur le Modérateur ou à quelque pasteur, lesquels suivant les cas et selon leur prudence renvoyront céans les personnes qu'ils jugeront à propos en suite de l'examen qu'ils en auront fait.

Jeudy 12 septembre 1700. (Vol. 69.)

A esté proposé par M. Tronchin que comme quelques fois des estrangés réfugiés arrivent en ceste ville tant les jeudis, vendredis que samedis de la semaine avant la dernière sainte Cène, et que souhaitant avec grand empressement d'y participer sans pouvoir attendre jusqu'au jeudy suivant à faire leur réparation au vénérable Consistoire; il seroit nécessaire de sçavoir si, en ce cas, ou le Pasteur du quartier ou le Modérateur ne pourroyent pas recevoir en particulier leur réparation, surquoy a esté advisé que Messieurs les Ministres qui ne devront pas procéder aux dites saintes Cènes pourront recevoir leurs réparations dans leur maison avec le premier de Messieurs les anciens qui pourra s'y rencontrer.

Jeudy 13 janvier, NB, second jour de l'année 1701 (en marge : parce que l'on prit cet année le nouveau Stile (vol. 69).)

A esté proposé que comme le nouveau changement du calendrier le jour de l'Escalade se doit rencontrer au vingt-troisième du mois de décembre, qui seroit à la veille de la sainte Cène de Noel. Il seroit nécessaire de sçavoir si on ne doit pas transférer la solennité du dit jour de l'Escalade à un autre jour, surquoy Messieurs les Ministres se sont chargés d'en faire délibérer à leurs compagnies.

Jeudy 17 mars 1701. (Vol. 69.)

A esté rapporté par M. Pictet, ancien Syndic, que M. le Résident de France auroit fait plainte de ce que les réfugiés qui abordent icy de France ne s'y arrestent la plus part que pour avoir moyen de pouvoir plus facilement attirer encor à eux leurs parens et amis, contre la deffense que le Roy leur fait de sortir du Royaume, et que partant il avoit ordre de Nosseigneurs de proposer au Vénérable Consistoire qu'il seroit nécessaire d'examiner les moyens qu'il y auroit pour empêcher que les réparations d'apostasie que les dits réfugiés viennent faire céans se fist avec moins de bruit et d'esclat et plus secrètement qu'elle ne se fait. A esté advisé qu'à l'avenir les réparations des dits réfugiés se feront en particulier chez les Ministres de leurs quartiers de la prudence desquels il dépendra de leur imposer la genuflexion.

Jeudy 29 novembre 1708. (Vol. 72.)

Le spectable pasteur Mauris a demandé ce qu'il avait à faire par rapport à un jeune homme, né de père et mère réformés, mais qui avoit esté baptisé dans l'Eglise romaine, lequel s'estoit présenté devant luy pour en faire abjuration. Advisé que l'on renvoye à la huitaine, auquel jour le Vén. Consistoire sera convoqué expres.

Jeudy 13 Décembre 1708. (Vol. 72.)

(en marge) / *Délibération de quelle manière seront admis à l'advenir à nostre Religion ceux qui sont restés en France jusqu'à présent et qui ont abjuré.*

Opiné sur la proposition faite il y a 15 jours de quelle manière on devoit admettre à nostre communion ceux qui sont restés en France et ont abjuré, lesquels jusqu'à présent ont esté receus en particulier par les spectables Pasteurs des quartiers où ils habitent et s'il ne seroit pas à propos de les faire venir céans pour faire réparation de leur faute. Opiné, a esté dit qu'on demeure quant à présent à l'usage, veu que, si la paix venoit à se faire bien tost il y aurait peut estre encor quelque changement à faire.

Enfin voici une note sur la composition du Consistoire et son serment :

Chaque année des registres commence par la liste des membres du Vén. Consistoire, par exemple, en l'année 1699, les noms des spectables pasteurs de l'Eglise de Genève, au nombre de 18 ; les noms des spectables pasteurs des Terres et Seigneuries de la Ville et République de Genève, nombre de 14 ; les noms des anciens du Vén. Consistoire au nombre de 12, et le nom du secrétaire. Voici le début du procès-verbal du jeudi 12 janvier 1699 :

« A esté d'entrée fait lecture des Ordonnances ecclésiastiques concernant la charge des Anciens et du Vénérable Consistoire, et en suite la remontrance par M. le Modérateur,

A esté presté le serment du livret par tous les membres de ce corps suivant l'établissement comme s'en suit :

« Nous promettons et jurons devant Dieu de ne point révéler les personnes qui rapporteront dans les scandales et les manquements lesquels pourroient se commettre, et de ne point rapporter de quel advis auront esté les particuliers de ce corps sur les matières qui se présenteront, de tenir secret ce qui sera dit en opinant, sur les censures, de mesme que les confessions volon-

taires faittes en descharge de la conscience, et finalement de ne rien publier de tout ce qui se passera qui devra estre teu; que Dieu nous soit tesmoin de ceste promesse. »

(A suivre.)

FRANCIS REVERDIN.
(Genève.)

UN HÉRITAGE NORMAND RÉCLAMÉ PAR LES HÉRITIERS PROTESTANTS ET CATHOLIQUES EN 1718

Ce document nous a été adressé par M. P.-E. Nugon, bibliothécaire adjoint à la bibliothèque de Courbevoie, qui l'a découvert aux Archives nationales (T. 1051⁷⁰) parmi les papiers de l'émigré La Trémoille. Il s'explique par lui-même et montre, par un exemple que nous avons eu rarement l'occasion d'exposer, une des conséquences, et non la moindre, de la Révocation, savoir la perturbation portée dans la fortune des familles où les deux religions étaient représentées. On croirait, comme pour certains événements contemporains, qu'elle ne fut décrétée que pour alimenter les études des hommes de lois. Nos amis de Normandie y trouveront, en outre, des renseignements généalogiques, entre autres sur la famille Basnage, grâce à notre ami M. R. Garreta qui a bien voulu annoter ce texte intéressant dont nous résumerons ci-après la teneur.

Au Roy et à nos Seigneurs de son Conseil.

Jean-Baptiste le Roux (1), chevalier, seigneur de Touffreville (2), capitaine de dragons, ayant épousé dame Ester de Brachou, veuve

(1) Jean-Baptiste Le Roux, qualifié ch^{er}, seign^r de Touffreville et de la Bouteillerie, était le fils aîné de Georges, ch^{er} sgr desdits fiefs, nommé conseiller au parlement de Normandie en 1658, et de sa seconde femme Françoise Giffard de la Pierre. Son trisaïeul Philippe Le Roux, sgr de Touffreville, Raimbertot et Quièzeville, lieutenant général au bailliage de Caux, était protestant et avait épousé en premières noces, le 26 juin 1563, Geneviève de la Masure, fille de Robert, sgr du Chastillon et du Chesney et de Madelaine Auvray.

(2) Touffreville, paroisse de Raimbertot, réunie à Cauville; canton de Montvilliers, la Bouteillerie, par^{te} de Rouelles; même canton.

en premières nocces de M^e Jacques Duquesne, chevallier, seigneur de St-Mars, de la Religion catholique, apostolique et romaine, remontre très humblement à Votre Majesté que Jean de Brachou, escuyer, son frère, qui avait épousé dame Charlotte Dulac, estant décédé le 8 juin 1684, laissa quatre enfans qui estoient issus de son mariage, sçavoir Tristan Lancelot de Brachou aîné et Charles de Brachou qui estoit le cadet, Marthe-Charlotte de Brachou et Julie-Magdeleine de Brachou qui estoient deux filles.

Les deux garçons, qui faisoient profession de la Religion catholique, sont décédés ; leur succession seroit naturellement échue aux deux filles si elles ne s'étaient pas réfugiées en Hollande pour fait de Religion ; mais Marthe-Charlotte de Brachou, qui estoit l'aînée, estant décédée en Hollande le quinze septembre 1696, et Julie-Magdeleine de Brachou, sa sœur, ayant épousé, en 1709, Pierre Basnage, fils du fameux Basnage commentateur de la coutume de Normandie, qui est Religionnaire fugitif depuis 1683, ladite Ester de Brachou (1), qui estoit leur tante, s'est trouvée seule en état d'hériter de Tristan Lancelot de Brachou, son neveu, à l'exclusion de ses nièces, lesquelles n'ont voulu jamais profiter de la grâce que le feu roi a fait aux Religionnaires fugitifs par ses déclarations et nottamment par celle du 29^e décembre 1689.

Cependant lesdits sr et dame Basnage prétendent rentrer dans les biens qui leur seroient eschus en France s'ils y estoient restés et qu'ils eussent embrassé de bonne foy la Religion catholique.

Mais, loin de cela, l'une est décédée de la Religion protestante, et n'ayant point voulu obéir aux Édits du feu Roy, est restée en Hollande où elle a continué l'exercice de ladite Religion et où elle a épousé le sr Basnage qui en fait la profession.

Le sieur Basnage a obtenu, le 26 avril 1718, un brevet par lequel vostre Majesté lui a permis d'aller en Normandie pour y vacquer à ses affaires particulières.

(1) Brachou ou Brachon. Esther de B., née en 1639, morte le 28 août 1724 et inhumée dans la chapelle de la Bouteillerie, était le sixième enfant de Tristan, éc^{er} sgr de Bainvilliers et de Sénitot et d'Esther de Marigny, dame de Gaillardbois. Elle avait, en 1667, épousé en premières nocces Jacques du Quesne, éc^{er} sgr de Saint-Mars (sur Risle). Elle se remaria, par contrat du 26 mars 1707, à J.-B. le Roux de T. Le frère aîné d'Esther, Jean de B., qualifié ch^{er} sgr de Bainvilliers, Sénitot, Ambricourt et Chamerolles, né en 1624, mourut à Rouen le 8 juin 1684.

Veuf sans enfans d'une première union, il avait, par contrat du 29 juin 1656, convolé en secondes nocces avec Charlotte du Lac, fille de Lancelot, ch^{er} sgr de Chamerolles (Orléanais) et de sa seconde femme Louise Rémon.

Brachou ou Brachon — Normandie, Orléans, Beauce, porte : « D'azur au chevron d'or accompagné de deux demi-fleurs de lis en chef et d'une molette d'éperon en pointe, le tout d'argent. »

Personne ne pouvait s'imaginer que ce passeport fût à dessein de s'emparer de biens dont il ne pouvait jouir, puisqu'il n'avait pas voulu profiter de la grâce que le feu Roy avait faite à tous les religionnaires fugitifs par sa déclaration du 29 décembre 1698 et qu'il n'avait pas voulu exécuter la moindre chose de ce qui est prescrit par icelle ni prêter le serment de fidélité, qu'il n'avoit fait ni abjuration ny aucun acte de la Religion catholique.

Mais voicy de quoi ils se sont avisés : ils ont présenté à Monsieur le Duc d'Orléans un placet par lequel ils luy ont représenté que le feu Roy avoit permis à dame Charlotte Dulac, veuve de Jean de Brachou, d'aller en Hollande et d'y mener avec elle Dame Julie-Magdeleine Brachou pour mettre ordre aux affaires qui concernaient la succession du sr Torley, major-général d'infanterie, son grand oncle, qui estoit prête à lui tomber ; que cette veuve y étant décédée, lad. damoiselle sa fille avoit esté obligée de rester chez le sr Torley qui estoit âgé de quatre-vingts ans, qui l'avoit instituée par son testament son héritière ; qu'elle s'étoit mariée au sr Basnage, frère du ministre ; que ses parens restés en France s'estoient emparés des biens provenant du chef de ses père et mère ; qu'elle avoit dessein de s'établir en France avec son mary, qu'elle s'est déterminée à y revenir ; mais, dans la crainte qu'ils avoient que l'on ne leur fist des difficultés de leur laisser reprendre la possession de leurs biens situés en France, ils ont surpris de votre Majesté un brevet qui a permis audit sieur Basnage et à sa femme, non pas en considération de ses services, mais de ceux du sieur Basnage, ministre, de rester en France et de reprendre la possession et la jouissance des biens qui y sont situés et qui ont appartenu audit deffunt Jean de Brachou et à ladite Charlotte Dulac de Bainvilliers, leurs père et mère, sans que l'on puisse leur imputer de n'estre pas revenus dans le temps prescrit par les déclarations de votre Majesté, de la rigueur desquelles votre Majesté les a dispensés.

On ne pense pas que l'intention de votre Majesté ait été de les dispenser de se rendre catholique ni de leur permettre de faire profession dans ce Royaume de la Religion prétendue réformée et qu'elle ait entendu déroger par son brevet à tous les Édits que le feu Roy a rendus pour chasser de son royaume l'hérésie ; on ne présumera jamais que votre Majesté, ayant permis au sr Basnage, capitaine hollandais, de venir en Normandie pour y vacquer à ses affaires particulières, ait, par ce premier brevet, eu intention de luy donner la permission de se remettre en possession des biens de Jean de Brachou et de Charlotte Dulac dont il n'est point du tout parlé et que par celui qu'elle leur a accordé le 4 aoust 1718, elle leur ait permis de rester en France et reprendre la possession des biens de leurs père et mère qui, par leurs décès, estoient eschus

à Tristan Lancelot et Charles de Brachou, leurs frères, et desquels leurs sœurs estoient exclues par la coutume de Normandie où les filles n'héritent point tant qu'il y a des frères vivants; or, quand les successions de Jean de Brachou et de Charlotte Dulac sont échues à leurs enfants, les sœurs n'ont pu hériter de leurs père et mère, non seulement parce qu'elles estoient eschues par la Coutume, mais encore parce qu'elles estoient fugitives et réfugiées en Hollande pour y professer avec liberté la Religion protestante contre et au préjudice des Édits et des ordres de votre Majesté; que la succession de Jean de Brachou et de Charlotte du Lac estant échue à Tristan Lancelot (1) et à Charles de Brachou, n'a jamais pu échoir à Marthe-Charlotte de Brachou, qui est décédée en Hollande dans la Religion protestante, ny à dam^{le} Julie-Magdeleine de Brachou qui est restée en Hollande pour y professer la même religion et qui n'a jamais voulu exécuter la déclaration du 29 décembre 1698, ny revenir en France après le décès de ses frères, ni dans les six mois prescripts par ladite déclaration, ny dans ces dix et vingt années.

Cependant, pour surprendre ce brevet, l'on a supposé qu'elle était revenue en France et que le sr Basnage, son mary, en avait obtenu la permission pour six mois, qu'ils n'ont point fait aucune

(1) De cette union étaient issus quatre enfants, deux fils et deux filles : Tristan-Lancelot, l'ainé, inhumé le 2 janvier 1707 dans l'église de Gonfreville-l'Orcher.

Charles, mort jeune.

Charlotte-Marthe, avait épousé, par contrat du 3 juillet 1685, Jacques le Seigneur, sr du Mesnil-Lieubray, fils d'autre Jacques et de Catherine le Cauchois.

Julie-Madeleine, morte sans postérité à Maestricht le 5 octobre 1733, avait épousé à la Haye, le 1^{er} décembre 1709 (contrat du 16 nov. devant Samuel Farion, notaire à la Haye, signé par : Pierre Basnage de Bellemare, J.-M. de Brachon, Jacq. Basnage, Suzanne du Moulin-Basnage, H. Basnage de Beauval, Jean Basnage de Beauval, Magdeleine Basnage Bauldry, M. Coignard de St Mars, Elizabeth Coignard de Lyon, Georges-Louis de la Sarraz, Basnage de la Sarraz, P. Basnage de Beauval, Esther de Rombosc, etc., Pierre Basnage, éc^{sr} de Bellemare, capitaine de cavalerie du colonel de Ginbel, major de brigade au service des États Généraux des Provinces-Unies, décédé en 1762 à Bévilleers.

L'appellation de Bainvilliers devenue Bévilleers provient des Brachon qui possédaient au milieu du xvr^e siècle un fief du même nom, aujourd'hui Beuvilliers, c^{on} de Lisieux. C'est actuellement une simple ferme sur laquelle se trouve un joli manoir de la Renaissance. Le nom primitif était Sénitot, quart de fief de haubert, tenu de la seigneurie d'Orcher et sis dans les paroisses de Gonfreville-l'Orcher et de Gournay-en-Caux, réunies aujourd'hui sous le nom de Gonfreville-l'Orcher et formant la c^{on} de ce nom, c^{on} de Montvilliers. Dès 1596, l'Église réformée d'Harfleur était recueillie à Sénitot au manoir de Bainvilliers. C'est par le mariage, en janvier 1552, d'Antoine de Brachon, éc^{sr} sgr d'Herquebosc avec Blanche de Richebourg que la terre de Sénitot entra dans la famille de Brachon. L'exercice de la Religion dura jusqu'en 1681.

déclaration, ny littérale ny verbale, de satisfaire à la moindre clause portée par la déclaration que le feu Roy, ny votre Majesté n'ont point révoquée ny eu intention de révoquer.

Cependant, comme s'ils avoient fait une abjuration publique de la Religion protestante et presté un nouveau serment de fidélité, ils ont donné une Requête au sr de Gasville (1) intendant à Rouen, par laquelle ils ont exposé qu'ils étoient rentrés dans le Royaume sur le passeport qui leur avoit esté accordé le 26 avril 1718, en vertu duquel ils avaient été mis en état de reprendre la possession des biens à eux appartenants ; la dame Basnage n'a point esté dénommée dans ce brevet du 26 avril 1718, et n'estant point revenue, en conséquence de ce passeport, en France, puisqu'il n'avait esté accordé qu'à son mary seul, elle ne pouvait point rentrer en la possession des biens de ses père et mère qui estoient dévolus par leurs décès à ses frères et dont elle avoit esté privée parce qu'elle s'étoit réfugiée en Hollande pour fait de Religion et, par conséquent, qui n'ont pu luy appartenir, mais au suppliant, comme ayant épousé Dame Ester de Brachon qui font l'un et l'autre ouvertement profession de la religion catholique apostolique et Romaine et qui ne sont jamais sortis du Royaume pour fait de Religion.

Ledit sr Basnage (2) et sa femme ont exposé qu'ils avoient été

(1) Goujon de Gasville (Jean-Prosper), né le 31 juillet 1684 et mort le 24 septembre 1756, à Paris, fut intendant à Rouen de 1715 à 1732.

(2) Pierre Basnage, appelé par erreur Marc-Antoine dans la *France prot.*, 2^e éd. I, 929, était le troisième fils de Henri B., éc^{er} sgr de Franquesnay (c^{ns}-de Bouville, c^{on} de Pavilly), et de Marie Congnard, fille d'Étienne C. et de Elisabeth de la Rive.

Jacques Basnage, frère aîné de Pierre, né à Rouen, le 10 août 1653, fut successivement ministre à Rouen en octobre 1676 ; à Rotterdam, où il s'était retiré en 1685 ; enfin à la Haye, où il mourut le 22 décembre 1723.

Pierre Basnage, qui avait été employé avec son régiment à Utrecht pendant les négociations pour la paix de 1713, s'y était fait connaître du personnel de l'ambassade de France et avait dû y rendre quelques services à sa patrie ; aussi obtint-il, le 4 août 1718, un brevet du roi par lequel il lui fut permis, ainsi qu'à sa femme, de rentrer en France, d'y rester et de reprendre possession des biens ayant appartenu à leurs pères et mères, sans qu'on pût leur imputer de ne pas être revenus dans le temps prescrit par les déclarations.

En vertu de ce brevet, un arrêt du parlement de Rouen, en date du 30 mai 1719, condamna M. de Touffreville à restituer à Julie-Madeleine de Brachon ses biens, dont il s'était indûment emparé au nom de la demoiselle Esther de Brachon, sa femme.

Charlotte du Lac, veuve de Jean de Brachon, s'était, aussitôt après la révocation de l'édit de Nantes, retirée en Hollande avec ses deux filles, Charlotte-Marthe, récemment mariée, et Julie-Madeleine, encore enfant. Elle laissait en France son fils aîné Tristan-Lancelot qui était faible d'esprit.

Il se trouvait seul héritier des biens de Jean de Brachon et étant hors d'état de les gérer, un sieur de Rouvière s'était emparé de la gestion de sa

saisis à la requête du commis à la régie sur (?) la dame de Touffreville, leur tante, qui s'en estoit mise en possession et que comme ils n'estoient pas dans le cas de la régie, ils avoient obtenu de votre Majesté un brevet, le 4 aoust précédent, par lequel votre Majesté leur avoit permis de rester en France et de reprendre la possession et jouissance de leurs biens sans qu'on pût leur imputer aucune contravention aux Édits et Déclarations sur le fait de la Religion. Ils n'ont eu garde de dire qu'ils étoient revenus en France pour se faire catholiques, ny qu'ils eussent presté le serment de fidélité, ny qu'ils eussent fait abjuration de la Religion prétendue réformée qu'ils ont toujours professée. Ils n'en ont point du tout parlé : cependant, comme s'ils avoient fait toutes ces choses et pour que votre Majesté eût été entièrement satisfaite de leur conduite, ils ont demandé main levée de la saisie qu'ils ont supposé avoir été faite à la requête du commis à la Régie des biens appartenant au s^r et dame Brachou de Bainvilliers, père et mère de ladite dame Basnage ; ils se sont donnés bien garde de dire que ces prétendus biens, après le décès du père et de la mère, estoient dévolus à Tristan Lancelot de Brachou qui a vescu et qui est décédé catholique ; qu'il n'y avait jamais eu de saisie des biens du père et de la mère, puisqu'après leur décès ils estoient échus à leurs enfants masles et non à leurs sœurs, qui ne pouvoient rien prétendre qu'après le décès de leurs frères décédés dans la religion catholique ; qu'il n'y a jamais eu Édit qui ait donné la liberté à des Religionnaires fugitifs d'entrer en possession de biens dont

terre de Bévilliers et laissait le malheureux insensé aux soins du fermier, qui le tenait relégué dans une écurie.

Le parlement, instruit de ces faits, fit transférer Tristan-Lancelot au monastère des pénitents de Sainte-Barbe, près Rouen, et, par un arrêt de 1687, ordonna que, si sa famille ne lui donnait pas un curateur, il lui en serait nommé un d'office.

Par acte dressé au bailliage de Montivilliers, le 15 novembre 1691, Esther de Brachon de Bévilliers, veuve de Jacques du Quesne, éc^{re} s^r de S^t Maards, domiciliée à Gonfreville-l'Orcher, nouvelle convertie, mais qui pourtant ne faisait aucun acte de la religion catholique, fut instituée curatrice de son neveu Tristan-Lancelot, qui mourut et fut inhumé le 2 janvier 1707 dans l'église paroissiale.

Lorsqu'elle se remaria en mars 1707, elle se fit envoyer en possession des biens de son neveu.

Nous avons vu que son mari, M. de Touffreville, avait été obligé de restituer ces biens à sa nièce Julie-Madeleine de Brachon. Après le décès de cette dernière sans postérité, elle eut, pour hériter aux propres paternels, son neveu Robert-Henry Deskerque, éc^{re} sgr de Boisroger, capitaine d'infanterie, demeurant en Basse-Normandie, qualifié sgr de Sénitot et de Bévilliers dans une procuration donnée par lui le 5 mars 1744. Peu après cette date, Sénitot-Bévilliers fut réuni au domaine d'Orcher.

Sources principales : Généalogie de Brachon, mss. du chanoine Hubert, vol. IV, f^o 59, bibliothèque d'Orléans et *Bulletin de la Commission des Antiquités, Seine-Inférieure*, t. II et III.

les parents catholiques étoient, au jour de leur décès, propriétaires.

Au préjudice de ce, le S^r intendant de Rouen ayant répondu à ladite requête d'un soit communiqué au commis à la régie, le dit S^r Basnage a sçu ménager une réponse collusoire sans toucher aucun des moyens qu'il devoit proposer et que le suppliant n'auroit point obmis si cette requête luy avoit été dénoncée, ou s'il en avoit eu connaissance; car votre Majesté sera surprise quand elle sçaura que le dit s^r Basnage a supposé une saisie qui n'a jamais esté faite et dont le suppliant qui jouissoit des dits biens n'a jamais eu de connaissance, qu'il est même convenu du Brevet quoy qu'il sçut que ledit Sieur de Basnage et sa femme ne faisoient point profession de la Religion catholique et Romaine, et qu'au contraire il sçavoit par luy même qu'ils faisoient profession de la Religion protestante au veu et sçu de tout le monde et qu'il se soit contenté de dire qu'il ne paroissoit pas que votre Majesté les eût exemptés de faire profession de la Religion catholique et d'en rapporter un certificat; mais, qu'estant très soumis aux ordres supérieurs, il s'en raportait à ce qui seroit ordonné par ledit sieur intendant, lequel, sans examiner ny avoir la moindre preuve de la catholicité dudit Basnage et de sa femme, et au contraire, comme s'il avoit eu envie de les favoriser, a ordonné le lendemain, dix aoust, par son ordonnance portant que le Brevet seroit exécuté, ce faisant a fait mainlevée de la saisie que l'on a supposé avoir esté faite par les commis à la régie des biens ayant appartenu au dit deffunt Jean de Brachou et à sa femme, père et mère de Dame Julie-Magdeleine de Brachou, à commencer la jouissance au jour de Saint-Jean-Baptiste précédent.

Par cette ordonnance, le suppliant qui avoit esté inquiété l'année précédente par le commis à la régie et entre les mains duquel il avoit des saisies (?) desquelles il avoit obtenu mainlevée par une ordonnance contradictoire du 6 mars 1717, s'est trouvé dépossédé des biens qu'il avoit eus de la succession de Tristan Lancelot de Brachou qui estoit dernier décédé, quoy qu'il n'ait jamais esté dans le cas.

1^o Parce que Tristan Lancelot n'estoit point sorty du Royaume, qu'il y estoit décédé dans la Religion catholique, que les dits biens estoient echus à la dite Dame de Touffreville, femme du suppliant en vertu de la coutume, et non point en vertu de l'Édit du mois de décembre 1689, puisque la coutume avoit décidé que les biens sont faits propres à la personne de celui qui premier possède a droit successif, que le suppliant les ayant possédés comme héritier d'un catholique, on n'avoit pu les refuser d'autant plus que les biens de Jean Brachou qui estoit décédé en France le quinze juin

1684 estoit mort dans la Religion catholique, qu'ainsy on n'a jamais pu dire que des biens de gens morts dans la Religion catholique et que l'on avoit déferé à des prochains catholiques ne pussent pas en estre mis en possession.

Ledit sieur de Gasville a donc été surpris quand il a rendu l'ordonnance du dix aoust 1718 qui a renvoyé lesdits S^r Basnage et sa femme en possession des biens provenans de la succession de Jean Brachou, quoy que par son décès ils soient écheus à Tristan Lancelot de Brachou qui en estoit le seul et unique héritier, par conséquent en état de les posséder à titre légitime et naturel, sans que ses sœurs ny aucuns autres parents y puissent trouver à redire.

Quoyque la femme du suppliant fut lors la seule habile à succéder à son neveu, puisque la Dame de Basnage estoit huguenotte et demeuroit dans le pays étranger que suivant la coutume, le mort saisissant le vif, le suppliant s'est trouvé en possession des dits biens sans contredit de qui que ce soit, cependant elle s'en est trouvée en un moment dépouillée par l'ordonnance dudit S^r de Gasville sans même avoir esté ny appelée, ny entendue, c'est ce qui oblige les suppliants d'interjetter appel de ladite ordonnance et d'avoir recours à votre Majesté.

Tout ce que les suppliants ont jusques icy observé fait assez connoistre les griefs qu'ils souffrent, puisqu'il ne suffit pas que les dits S^r et Dame Basnage soient revenus en France, mais qu'ils ont deub faire abjuration de leur religion pour se mettre en état de profiter des grâces de votre Majesté pour être recevables à jouir des biens de Jean de Brachou, leur père, et de Charlotte Dulac, leur mère; ne l'ayant point fait et n'ayant rien exécuté de tout ce qui a esté prescript par les ordonnances du feu Roy, ils n'ont jamais été un moment en état d'appréhender ladite succession.

2° Ils ne le pouvaient pas, puisque Jean de Brachou estant décédé en France catholique, la coutume a déferé à ses deux enfants masles, tous deux catholiques, les biens de ladite succession, sans que leurs sœurs ny aucune autre personne en ayent pu prétendre la propriété.

3° Ledit Basnage ny sa femme n'ont jamais pu rien prétendre à une succession qui appartenoit toujours à deux enfants catholiques à l'exclusion de leurs sœurs, qu'ils n'ont donc pu demander lad. succession de leur père qui n'existoit plus, puisqu'elle a depuis appartenu à Tristan Lancelot de Brachou, et qu'il est inouï que deux huguenots puissent enlever la succession d'un homme catholique quand elle a passé entre les mains de ses héritiers catholiques.

4^e Loin d'appeler le suppliant et sa femme, qui ont été mis en possession desdits biens il y a environ vingt ans, lesdits s^{rs} Basnage se sont servis de l'absence du suppliant pour s'en emparer. Ce qui crie vengeance.

L'ordonnance du s^r de Gasville, qui avoit été rendue à l'insu du suppliant, ne luy a point esté signifiée, on ne luy a point fait de commandement ny sommation de laisser la possession dudit héritage ny la moindre formalité préalable, le s^r Basnage n'a pas cru devoir se servir des voyes de droit, il a cru qu'étant capitaine de cavalerie et major de brigade dans les troupes hollandaises, il luy estoit permis de se servir des voyes de fait.

Il a été à la terre de Senitost que le suppliant possède et qui est affermée par le nommé Colombel ; il s'est fait accompagner d'une troupe de soldats hollandois qui se sont emparés de force et violence de tous les biens et effets qui se sont trouvés dans la maison du suppliant, sur les dix heures du soir ; ils ont pillé tous les meubles, la vaisselle d'argent et autres effets, ont maltraité et excédé les valets, cassé le bras à coups de baston à un domestique ; ils les ont chassés aussi bien que le chapelain qui estoit dans la maison et qui dessert une chapelle qui y a esté fondée pour y dire la messe toutes les festes et dimanches. Ils ont fait plus : car, comme s'il leur estoit permis de faire publiquement l'exercice de la religion protestante, ils ont tenu des presches et assemblées de huguenots contre les deffenses expresses portées par l'Édit du mois d'octobre 1685, nonobstant que par l'article douze dudit Édit, il soit dit qu'ils ne pourront demeurer dans le royaume qu'à condition de ne point faire exercice ny de s'assembler sous prétexte de prières ou de culte de Religion de quelque nature qu'ils soient sous les peines de confiscation de corps et biens. Il semble aujourd'hui au s^r Basnage que les Édits ne doivent plus être exécutés, que V. M. y a dérogé et que l'exercice de la religion protestante est aujourd'hui permise ; c'est ce qui oblige le suppliant de se rendre appelant de l'ordonnance rendue par led. s^r intendant et de lui demander justice.

Pour y parvenir, le suppliant a donné sa requeste au juge des lieux pour faire informer des violences et autres voyes de fait. Ils ont informé et entendu plusieurs témoins. Et quoi que le fait soit rapporté, le supt n'a pu rien obtenir jusqu'ici qu'il ait plu à Votre Majesté prononcer.

A ces causes, Sire, plaise à Votre Majesté recevoir en tant que de besoin le supt appelant de l'ordonnance du s^r de Gasville, intendant en la Généralité de Rouen, du dix août 1718 et faisant droit sur ledit appel sans s'arrester à ladite ordonnance qui sera

cassée et annulée, renvoyer le suppliant et la dame son épouse en possession de tous et un chacun des biens qui leur sont écheus de la succession de Tristan Lancelot de Brachou, pour en jouir comme ils ont fait auparavant icelle; que le sieur Basnage, et la dame son épouse, qui ont toujours fait et qui font exercice de la Religion prétendue réformée, sans avoir jamais professé la Religion catholique, seront condamnés à délaisser la possession des héritages dudit sr Tristan Lancelot de Brachou soit qu'ils luy soient écheus de la succession de Jean de Brachou et de Charlotte Dulac, ses pères et mère, ou de Charles de Brachou, son frère; qu'à ce faire ils seront contraints par toutes voyes deues et raisonnables, même par corps, et que les biens, meubles et argenteries et autres effects qui ont été pillés et enlevés de a maison du suppliant luy seront rendus, si mieux n'aime votre Majesté ordonner qu'avant faire droit, les charges et informations qui ont été faites seront apportées au Greffe du Conseil pour sur icelles estre prononcée la restitution desdits meubles, vaisselle d'argent et autres effects, ou renvoyer les parties par devant les juges des lieux pour y estre fait droit ensemble sur les dommages et intérêts du suppliant, ainsi qu'il appartiendra; que le chapelain de la chapelle de la Terre du suppliant sera rétably, pour y célébrer la messe les festes et dimanches de l'année, qu'il sera fait très expresse inhibition et défense d'y faire aucun exercice de la Religion prétendue réformée, ni d'y tenir, ni ailleurs, aucune assemblée de ladite Religion, à peine de désobéissance et autres peines portées par les Édits de Votre Majesté, condamner ledit Basnage et la dame sa femme aux dépents.

Et le suppliant continuera ses prières pour la santé et prospérité de Votre Majesté.

Ainsi donc Tristan, écuyer, seigneur de Bainvilliers et de Sénitot, avait épousé Esther de Marigny, dame de Gaillardbois. Ils eurent six enfants, mais la pièce qui nous intéresse ne parle que du fils aîné Jean de Brachou ou Brachon et de sa sœur Esther. Celle-ci, après avoir perdu un premier mari, avait épousé en secondes noces, le 26 mars 1707, J.-B. Le Roux, chevalier, seigneur de Touffreville et de la Bouteillerie.

C'est lui, bon catholique et fort attaché aux biens de de la terre, qui vient essayer, par la susdite requête, d'enlever à la nièce de sa femme, c'est-à-dire à Judith-Madeleine de Brachon devenue, le 1^{er} décembre 1709, à la Haye, M^{me} Pierre Basnage, l'héritage de son frère.

Ce Le Roux, seigneur de Touffreville, va jusqu'à affirmer que si M. et Mme Basnage restent en France où ils étaient revenus en 1718, grâce à une permission exceptionnelle et parviennent à rentrer dans leurs biens, c'est que virtuellement l'édit de Nantes n'est pas abrogé et que l'exercice du culte protestant est de nouveau autorisé dans le pays.

La coutume normande ne permettait aux sœurs d'hériter qu'une fois tous les frères morts. Or, quand les deux filles de Jean de Brachon, Charlotte-Marthe, femme Le Seigneur, et Julie-Madeleine, femme de P. Basnage, allèrent vivre en Hollande, leur frère aîné Tristan Lancelot, qui était idiot, vivait encore dans sa ferme de Bévilliers et M. Le Roux déclare qu'après le 2 janvier 1707, où eut lieu l'enterrement de ce frère aîné (le cadet Charles l'avait précédé dans la tombe), seule sa femme devait recueillir la succession du défunt, les sœurs de ce dernier professant la religion prétendue réformée.

Basnage, le mari de la plus jeune, avait rendu quelques services à la France et avait obtenu, à cause de cela, le 28 avril 1718, un passe port qui lui permettait de venir vaquer à ses affaires. Sa femme l'accompagna et eut gain de cause puisqu'un arrêt du parlement de Rouen, du 20 mai 1719, condamna M. de Touffreville à restituer ses biens à Julie-Magdeleine de Brachon, épouse de Pierre Basnage.

Après la mort, sans héritiers directs, de Mme Basnage, les terres qui lui venaient de sa famille paternelle allèrent à son neveu Robert-Henry Deskerque, écuyer, seigneur de Boisroger.

N. W.

SÉANCES DU COMITÉ

23 Décembre 1913.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. R. Allier, R. Reuss, E. Rott, J. Viénot et N. Weiss. MM. H. Aubert, Chatoney et Fabre se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président communique au Comité plusieurs lettres, l'une d'Orpierre relative à la cloche de l'ancien temple; une autre signalant, à Anduze, la maison Bourguet où Jean Cavalier exerça le métier de boulanger, une autre encore proposant l'acquisition de ce qui reste de l'ancienne grange de Vassy pour y installer un musée qui pourrait aussi bien trouver sa place dans la sacristie du temple actuel, lequel occupe une partie de l'emplacement de cette grange.

Le secrétaire présente de la part de M. Charles Bordes, président du tribunal civil de Pau, la collection de méreaux et médailles que feu son frère destinait à notre Bibliothèque. Il serait à souhaiter que quelqu'un nous fit hommage d'un médaillon dans lequel nous pourrions classer et au besoin exposer la collection déjà intéressante qui est venue peu à peu se former, grâce à divers apports comme celui que la famille Bordes a bien voulu nous envoyer et au sujet duquel le Comité lui adresse l'expression de sa gratitude.

M. le pasteur Mailhet de Saillans a aussi envoyé, il y a déjà quelque temps, quatre médaillons en pierre, entourés d'un cadre en plâtre, qu'il a pu recueillir au milieu des décombres du château des Papes de Saint-Auban. Grâce à un écusson qui au-dessus de la cheminée porte la date de 1549, on peut admettre que ces quatre portraits très frustes représentent Philibert Pape, sa femme Claudine de Bésignan, leur fils Gaspard Pape et Blanche de Poitiers qu'il épousa le 4 mai 1545. On sait que leur fils Jacques Pape, né vers 1550, est l'auteur de mémoires intitulés *Discours de mes actions*, 1563-1587.

Le secrétaire dépose aussi, de la part de Mme V^e Gaston Raynaud, un cahier dans lequel sa grand mère a transcrit une notice sur sa propre grand'mère, née *Françoise-Marie Chantepie de Boiviers* et sur toute la famille huguenote et alliée des Girard qui passa par une série d'épreuves après la Révocation. La veuve de notre ancien collègue est aujourd'hui la seule représentante protestante de cette famille.

Enfin le président présente, de la part de M. Gaston Tournier, la minute d'une procuration dressée à Paris en l'hostel de Schom-

berg, rue Saint-Honoré, paroisse « Saint-Germain de l'Auxerrois » l'an mil six cens vingt neuf le dix neufiesme jour de janvier ». La pièce est signée *Schomberg*.

Mme Méjean de Calvisson nous offre une plaquette allemande moderne renfermant les portraits de Luther, de sa femme et de ses parents.

20 janvier 1914.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. G.-A. Aubert, G. Bonet-Maury, Armand Lods, J. Pannier, R. Reuss, E. Rott et N. Weiss.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président propose que le *Bulletin* de janvier-février qui doit être entièrement consacré à l'assemblée générale tenue à Montpellier, soit tiré à part et cédé à un prix modique aux personnes qui voudraient conserver le souvenir de ces séances. Le secrétaire s'occupera de l'exécution de ce vœu.

M. Pannier demande la parole pour féliciter notre président d'avoir été promu au rang d'officier de la Légion d'honneur, félicitations auxquelles s'associent tous les autres membres du Comité; le président, en remerciant ses collègues, répond qu'il eût aimé que cette distinction lui eût été accordée, non seulement au titre de l'Alliance française, mais aussi à celui de notre Société d'Histoire qu'il a le grand honneur de présider.

Le comité prend alors connaissance des comptes de l'année 1913 que lui présente le secrétaire-trésorier. Ces comptes sont examinés et approuvés à l'unanimité. Le trésorier est néanmoins prié de voir si l'impression du *Bulletin* en province ne permettrait pas de réaliser une sérieuse économie.

M. Armand Lods présente ensuite un projet de budget pour l'année 1914. Les différents articles en sont examinés et discutés successivement et le projet est accepté et voté à l'unanimité. M. le président met aux voix la résolution que, malgré les entraves qui résultent notamment du décès de M. Fonbrune-Berbinau, la rédaction du catalogue de notre collection de manuscrits soit entreprise sérieusement et pratiquement au cours de cette année. Cette résolution est adoptée et le président ajoute qu'il a l'intention de faire appel, pour ce travail, au concours de M. A. Mailhet, notre dévoué collaborateur à Saillans, qui pourrait dans ce but, venir faire un séjour temporaire à Paris.

Bibliothèque. — Le secrétaire présente de la part de M. Alfred Franklin, l'un des deux doyens d'âge de notre comité, son dernier livre dont l'intérêt n'est pas inférieur à ceux qui l'ont précédé : *La Cour de France et l'assassinat du Maréchal d'Ancre* (Paris, Émile-Paul, 1914), et la séance est levée.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Une liste de prétendus candidats à l'apostasie en 1668.

L'apostasie des pasteurs au cours du ^{xviii}^e siècle et surtout à l'époque de la Révocation est un sujet dont il a souvent été question dans ce *Bulletin* et dans les livres qui touchent à notre histoire à cette époque. Question douloureuse, que nous ne songeons nullement à esquiver, encore moins à passer sous silence, mais qui ne saurait être exposée convenablement, dans un article. Il y faudrait presque un livre. J'ai réuni sur ce sujet tout un dossier que j'ai communiqué, notamment, à M. Mathieu Lelièvre et où se trouvent, entre autres, plusieurs listes de pasteurs ou proposant convertis. M. Lelièvre nous exhorte même à publier ces listes (1). Cela n'est possible qu'à la condition d'identifier les noms, et l'on se heurte alors à de très grandes difficultés. Beaucoup de noms ne se retrouvent pas dans nos listes de pasteurs pourtant très complètes du ^{xviii}^e siècle. J'ai déjà eu l'occasion de montrer, d'autre part, qu'il y eut des conversions simulées, ou temporaires. Bref, on ne peut faire état de ces documents sans s'être livré, pour chaque nom, à une enquête difficile, et j'estime, en toute sincérité, qu'on ne peut en tirer un renseignement statistique précis et affirmer, par exemple, comme l'a fait M. Lelièvre, qu'un tiers des pasteurs de France abjurèrent à la Révocation (2).

En attendant que ce travail puisse être entrepris, nous signalerons ici les documents qui peuvent aider à le mettre sur pied. MM. Augustin et Claude Cochin en ont publié un très intéressant dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France* de 1913, sous ce titre : **Le grand dessein du nonce Bargellini et de l'abbé Desisles contre les réformés (1668)**. (3)

Après avoir énuméré toute une série de projets élaborés déjà sous Louis XIII pour arriver à une conversion, sinon en masse, du moins retentissante, d'un certain nombre de pasteurs qu'on supposait pouvoir entraîner l'ensemble de ces derniers, puis leurs troupeaux, ces messieurs nous montrent, à la suite de la conversion de Turenne et de ses neveux Lorge et Rauzan, le nonce Bargellini s'efforçant de seconder les efforts du maréchal

(1) Dans l'*Évangéliste* du 13 mars 1914.

(2) Cf. *Bull.* 1911, 563 et s.

(3) Tirage à part de 24 p., in-8°. Paris 1913.

pour « convertir cinquante ou soixante ministres huguenots », au moyen, bien entendu, de pensions et autres sacrifices qui se seraient élevés à « la bagatelle de 1 500 000 livres ». Il avait écouté les propositions d' « un pauvre hère, sorte de convertisseur patenté, misérable et subtil, l'abbé Nicolas Desisles d'Infreville ». Le « projet de réunion » de cet abbé, daté de février-mars 1669, c'est-à-dire d'une époque déjà rapprochée des préludes de la Révocation, a été retrouvé dans les archives du Vatican et constitue un document bien utile à consulter pour apprécier la mentalité du clergé à cette époque. Il est incontestable que pendant très longtemps il s'imagina qu'on pourrait acheter les protestants. Si cela n'est pas flatteur pour ces derniers, ce ne l'est guère plus pour ceux qui les estimaient à ce taux. Il est vrai que MM. Cochin citent ceci :

« N'est-ce pas cependant calomnier l'Église réformée de France que de voir, dans les nombreuses abjurations qui se produisirent alors, prédominer le souci des intérêts matériels, la « simplicité » ou la « corruption de cœur (1) » ? Il était tout naturel de donner une compensation à ceux qui abandonnaient, de leur plein gré, une charge rétribuée. Cette juste thèse couvrit, à vrai dire, d'assez basses intrigues. Mais Bossuet lui-même était prêt à consommer bien des sacrifices pour rétablir la « divine tissure ». Les points souillés et grossiers avaient du moins le mérite de rejoindre les pièces interrompues de cette trame idéale. »

Je ne comprends pas très bien en quoi les « compensations » matérielles peuvent aider à faire apparaître la vérité d'une cause ou d'une institution, ni comment des conversions obtenues grâce à elles peuvent « rétablir la divine tissure », c'est-à-dire reconstituer l'unité extérieure de l'Église, si ce n'est aux yeux de ceux qui regardent aux apparences plus qu'à la réalité.

S'il fallait adopter cette théorie, j'en conclurais qu'au moment où ils tentaient de conquérir la France, les huguenots eurent très tort de ne pas offrir au clergé catholique, qui hésitait à les suivre, de « justes compensations ».

Quoi qu'il en soit, voici la fin du mémoire de l'abbé Desisles :

« ... Afin que l'on soit persuadé que le temps favorise à présent cette entreprise, il faut savoir, outre que l'hérésie est mourante, que les grands l'abandonnent, que les peuples ne cherchent qu'un prétexte honorable à leur conversion et que les ministres même n'oseroient plus paroître en conférence avec les catholiques qu'ils savent versés dans les controverses dont le sieur Desisles en fourniroit plus de 40 du nombre de ceux qu'il instruit dans l'archevesché de Paris; c'est que l'on a la connoissance

d'un grand nombre de ministres qui penchent à cette conversion générale que l'on rendra facilement d'intelligence, par la négociation, à faire ce que l'on souhaitera.

« Les calvinistes de France ont divisé leur corps en 15 ou 16 provinces, comme nous avons dit, et toutes ces provinces peuvent composer cinq cents ministres au plus. Les savants et les ignorants sont également intéressés. Il y en a parmi eux plus de la moitié de peu de considération, sans crédit parmi leur parti. Mais du nombre de ceus qui font quelque figure parmi leur secte, en voicy quelques-uns disposez comme nous avons dit, cotez par leur nom, par le lieu de leur ministère et par leurs inclinations prédominantes que j'ay découvertes pendant mes voyages et missions.

A Castres (1), M. Jaussaude. Il est homme de politique et capable de négocier des affaires.

Là même (2), M. Baux. Il est extraordinairement intéressé et grand amateur d'argent. Il lui faudroit un établissement pécuniaire.

A Montauban (3), M. Gaillard. Il est ambitieux et il lui faudroit quelque dignité honorable, car il a du bien.

Là même, Bonnefous, simple et pauvre, qui donnera à tout.

A Saint-Affrique (4). M. Arbusy, éloquent, agréable et galand. Il seroit propre à un emploi à la Cour, chez la Reyne.

A Pont-Camaretz (5), M. de Marout. Il est avare et, quoique ignorant, il a du crédit. Il faudroit l'exemter de tailles ou l'anoblir avec pension.

A Saint-Antonin (6), M. Bardon. Il est bon homme, savant, sage. Il faudroit procurer des établissemens pour ses enfans, dont il y en a un ministre.

A Réalmont (7), M. Vignier. Il est railleur et plaizant, sans intérêt, mais il aime le grand monde et la Cour.

A Vabres (8), M. Aulès.

A La Caze (9), M. Gau. Tous deux de composition honeste.

A Puylaurens (10), M. Bonnefous. Il est très pieus et se plairoit

(1) CASTRES. Jean-Louis de Jaussaud, pasteur de 1648 à 1663 et de 1674 à 1682.

(2) MOYSE DE BAUX, pasteur de 1656 à 1663.

(3) MONTAUBAN. Jacques Gaillard, pasteur de 1648 à 1660. Aucun pasteur nommé Bonnefous ou Bonafous à cette date.

(4) SAINT-AFFRIQUE. Il s'agit sans doute de Joseph Arbussi, pasteur à Bergerac (1661-1663), à Nîmes (1664-1666), au Vigan (1666), pensionné.

(5) PONT-DE-CAMARÈS. Philippe Maroule, pasteur de 1667 à 1674.

(6) SAINT-ANTONIN. Pierre Bardon, pasteur de 1667 à 1660 et de 1670 à 1683.

(7) REALMONT. David Vignier, pasteur de 1642 à 1679.

(8) VABRES. Jean Oulès, pasteur de 1659 à 1663.

(9) LA CAZE. De Gau, ministre de 1652 à 1669.

(10) PUYLAURENS. Jean Bonafous, pasteur de 1631 à 1676.

dans l'administration des hospitaux et autres œuvres pieuses.

A Revel (1), un autre M. Bonnefous. Il est éloquent et agréable.

A Sorèze (2), M. Caussé. Il est vain et intéressé et très amateur des charges de justice.

Au Foix (3), M. Casaux. Il est vieux, politique, amateur de bonne chère.

Au Mazdazil (4), M. Baricave. Il est savant dans les langues et il seroit très propre à être professeur royal dans les langues orientales.

A Saverdon (5), M. Rivals. Il est fort intéressé.

A Mazites (6), M. Hubert. Il n'est pas savant, mais il est pauvre et chargé de tailles.

A Cageac de Querci (7), M. Belon. Il est emporté et d'une vie déréglée. Il lui faudroit un employ d'honneur, mais facile.

A Cardaillac (8), M. Laroche. Il aime sa famille et est homme de paix. Un don manuel seroit son fait.

A Saint-Jean-du-Breuil (9), M. Jaque. Il se pique de grand courage et d'une force extraordinaire.

A Milhau (10), Gomès. Il est bon homme et ne cherche que sa subsistance.

A Saint-Hypolite (11), M. de Megean. C'est un homme poly et de bel esprit. Il est capable de négociation et se plairait à la Cour parmi les cercles.

A Montpellier (12), M. Bordieu. Actif et fort intéressé, plein de bonne opinion de lui-même, amateur de bonne chère et très habile.

Là même, M. Eustache (13). Il est riche, avare et vain; il aime fort à écrire. Il faudroit l'engager à écrire des histoires avec quelques marque d'honneur.

M. Gassende (14). Il est riche et amateur de l'intrigue et de la négociation.

(1) REVEL. David Bonafous, pasteur de 1648 à 1663.

(2) SORÈZE. Pierre Causse, pasteur, jusqu'à la Révocation.

(3) FOIX. Aucun pasteur connu ne porte ce nom. Peut-être N. Cazaux, pasteur à La Bastide de Lérans (Ariège), de 1651 à 1658 (*Réd.*).

(4) MAS D'AZIL. Jean Baricave, pasteur de 1660 à 1674.

(5) SAVERDON. Laurent Rivals, pasteur de 1651 à 1679.

(6) MAZÈRES. Hubert, pasteur de 1660 à 1672.

(7) GAJARC. Samuel Belon, pasteur de 1648 à 1666.

(8) CARDAILLAC. Pierre de la Roche, pasteur à Cardaillac et à Figeac de 1637 à 1660, ou peut-être David de la Roche, pasteur à Faugères et à Graissac de 1667 à 1673.

(9) SAINT-JEAN-DU-BREUIL. Balthazard de Jacques, puîné, de 1637 à 1668.

(10) MILHAU. Samson Gomès, pasteur de 1658 à 1669.

(11) SAINT-HIPPOLYTE. Étienne de Broches, sieur de Mejanes, pasteur de 1664 à 1678.

(12) MONTPELLIER. Isaac Dubourdieu, pasteur de 1651 à 1682, ou plutôt son fils Jean (*Réd.*).

(13) David Eustache, pasteur de 1642 à 1672.

(14) Gassende, non identifié. Faut-il y voir le nom de J. Carcenat qui fut pasteur à Montpellier, de 1632 à 1670 ? (*Réd.*)

A Nisme (1), M. Claude. C'est un esprit de feu, amateur de l'autorité, mal fait du reste et pauvre. Il faudroit lui donner quelque charge.

M. Rousselet (2), Suisse de nation. C'est un politique achevé ; il est propre à être magistrat.

M. Bruguier (3). Il se pique de belles-lettres. Il est très propre pour la Cour.

A Usez (4), M. de Croix. Il se pique d'éloquence et d'érudition. Il seroit propre, selon son inclination, à être avocat du Roy dans quelque juridiction subalterne.

A Bergerac (5), M. Azimont, chargé d'enfans et pauvre, d'ailleurs agissant dans son parti.

M. Daujeanne (6), esprit de judicature et propre à mettre dans quelque magistrature subalterne.

A Bourdeaux (7), M. Goyon. Il se pique d'être bastard d'Henri IV. Il ayme les marques d'honneur.

M. Ferand (8), honeste homme.

A Clérac (9), M. Costabadie, homme de poésie latine. Le faire professeur royal.

M. Terson (10), très considérable dans le parti, mais prenable partout.

M. Philipot (11), honneste homme. Il luy faut un établissement dans sa province.

A Sainte-Foy (12), M. Toron. Il a été moine et cherche les moyens d'en sortir avec sûreté.

A Nérac (13), M. Vignier. Il est savant en toutes les langues et il aymeroit fort à gouverner quelque bibliothèque fameuse.

M. Monier (14). Il est intéressé.

A Verteuil (15), M. Gommarc. Il est homme d'esprit, capable et avare.

A Larochefoucault (16), M. Clave. Il est honneste homme et facile.

(1) NIMES. Jean Claude, pasteur de 1654 à 1661.

(2) Claude Rousselet, pasteur de 1621 à 1664.

(3) Jean Bruguier, pasteur de 1635 à 1683.

(4) UZÈS. Peut-être Jean de Croy, fils, pasteur de 1652 à 1659.

(5) BERGERAC. Joseph Azimont, pasteur de 1654 à 1675.

(6) Daugeanne, non identifié.

(7) BORDEAUX. Simon de Goyon, pasteur de 1660 à 1666.

(8) Daniel Ferrand, pasteur de 1623 à 1661.

(9) CLAIRAC. Jean de Costebadie, pasteur de 1635 à 1660.

(10) Pierre Terson, pasteur de 1657 à 1660.

(11) Jacques Philipot, fils, pasteur de 1659 à 1685.

(12) SAINTE-FOY. Thouron, pasteur de 1660 à 1661.

(13) NÉRAC. Jérémie Vignier, pasteur, 1631-1660-1666.

(14) Jacob Monier, pasteur de 1660 à 1671.

(15) VERTEUIL. Jean Gommarc, pasteur de 1645 à 1667.

(16) LA ROCHEFOUCAULD. Isaac de Claves, 1660.

A Metz (1), M. Mezelay. Il est chargé d'enfans et de très facile composition.

A Rouen (2), M. de Langle, le vieux, est prenable par les grands honneurs dans sa province.

A Caen (3), M. Bochard, l'aisné, est propre dans le gouvernement politique.

A Paris (4), M. Morues. Très habile mais débauché, et il se contenteroit de pensions raisonnables.

M. Daillé (5), le père. Très savant et prenable par les caresses et les présents.

Son fils ayme assez les biens (6).

Le vieux Drelincourt (7), seroit bien combatu si l'on avançoit ses enfans et qu'on mariât ses filles.

Il faut remarquer que deus ministres gagnés dans une province en attireront d'autres et que l'on n'aura pas sitôt commencé à travailler à la négociation que l'on en découvrira beaucoup plus de disposés à cette entreprise que l'on ne peut se l'imaginer.

D'ailleurs, M. le maréchal de Turesne et messieurs de Duras, qui étoient les maîtres absolus d'un grand nombre de ministres lorsqu'ils étoient encore calvinistes, sont en état d'en gouverner la meilleure partie à présent qu'ils sont convertis à notre sainte foy.

C'est pourquoy il ne faut pas retarder le commencement de cette négociation, tant de choses étant disposées pour la faire réussir avec tout l'avantage que l'on en peut désirer (8).

Voici donc une liste de près de 50, exactement 47 pasteurs qu'après enquête ce courtier de Bargellini déclare pouvoir être convertis moyennant une honnête compensation. J'ai confronté cette liste avec celles d'apostats que je mentionnais tout à l'heure. On y retrouve tout juste deux de ces 47 (9). On voit ce qu'il faut penser des pronostics de l'abbé Desisles. Lorsqu'on examinera de près les listes de ministres gagnés et pensionnés on ne sera donc pas surpris d'y trouver assez souvent des noms de pasteurs ou de

(1) METZ. Mézelay, non identifié.

(2) ROUEN. Samuel de Baux, fils, sieur de l'Angle, pasteur de 1647 à 1671.

(3) CAEN. Samuel Bochard, pasteur de 1624 à 1667.

(4) PARIS. Alexandre Morus, pasteur de 1659 à 1661 et de 1664 à 1670.

(5) Jean Daillé, père, pasteur de 1626 à 1670.

(6) Jean Daillé, fils (dit Adrien), pasteur de 1658 à 1685.

(7) Charles Drelincourt, père, pasteur de 1620 à 1669.

(8) Original. Archives du Vatican, Nunziatura di Francia, t. 137; joint à la dépêche du nonce au Saint-Office du 22 mars 1669, fol. 563-567.

(9) Ceux de *Samson Gomez* et *Jacob Monier*. *Arbussy*, pasteur de St Affrique que M^m. Cochin identifie ci-dessus, à tort, avec Joseph Arbussy qui fut déposé et se convertit, est le frère de celui-ci, *Théophile*.

proposants absolument inconnus (1). Il n'est que juste, après tout, que ceux qui firent de leur Église un objet de marché et d'acquisition, aient à leur tour, récolté la monnaie de leur pièce.

N. W.

Un avocat de Monsieur l'abbé Rouquette. — Le nombre des Huguenots et des Réfugiés.

Depuis plus de trois ans que Madame de Charnisay fait paraître ici les preuves manifestes de l'évaluation éminemment fantaisiste du nombre des fugitifs de la Révocation en Languedoc par M. l'abbé Rouquette, ce dernier s'est abstenu d'y répondre ainsi qu'aux critiques et aux réserves formulées par deux autres de nos collaborateurs, MM. C. Dumons et Ch. Bost (2). Mais on m'a signalé, dans la *Revue critique des idées et des livres*, du 25 octobre 1913, un article de M. André Bécheyras intitulé, **M. Lavissee historien du grand siècle** (p. 142-161), qui essaye, en passant, sinon de contredire, du moins d'atténuer cette réfutation. Cela commence par une critique du portrait peu flatteur que M. Lavissee a tracé de Louis XIV, dans son *Histoire de France*. Je n'ai pas à prendre la défense de M. Lavissee, mais veux seulement relever quelques assertions par trop contestables. — Si, à part lui, M. Bécheyras pense que la Révocation fut un bienfait, voire « la plus grande pensée du règne », il n'ose pas le dire, mais, comme tous les apologistes de ce crime, il s'efforce de l'atténuer et, en discutant des chiffres absolument hypothétiques, de persuader à ses lecteurs : 1) Qu'à cette époque les protestants français étaient bien moins nombreux qu'on ne pense, au plus 650 000; — 2) que le nombre des fugitifs n'atteignit même pas 200 000... « Il paraît certain, dit M. Lavissee, que le chiffre des huguenots dépassait un million et il n'allègue aucun texte, ne donne aucune référence. On doit lui savoir gré de sa modération, car il aurait pu, tout aussi bien, dans ces conditions, répéter le chiffre du *Bulletin du Protestantisme français*, c'est-à-dire 1 700 000 ».

Ce dernier chiffre, M. Bécheyras le donne à son tour *sans référence*, laissant entendre que parce qu'il se trouve dans notre *Bulletin*, il a encore moins de valeur que ceux de M. Lavissee ou de M. l'abbé Rouquette. Or ce chiffre, le *Bulletin* ne l'a ni inventé, ni établi d'après des données plus ou moins problématiques. C'EST UN CHIFFRE OFFICIEL, RÉSULTANT D'UN RECENSEMENT OFFICIEL,

(1) Peut-être que, pour se faire pensionner, un certain nombre de pêcheurs en eau trouble réussirent à se faire passer pour anciens pasteurs.

(2) Voy. *Bull.* 1909, 466 et 1911, 442. Le début des articles de M^{me} de Charnisay est dans le *Bull.* 1911, 225.

fait en 1679, six années avant la Révocation. Voici, en effet, ce qu'écrivit, le 6 août 1680, le commissaire Delamare : « J'ay eu l'honneur de voir Monsieur le procureur général... Comme il a bien voulu m'honorer d'un demi-quart d'heure de conversation, j'ay pris occasion de luy rendre compte des soins que vous m'avez chargé de prendre pour contenir le grand nombre de religionnaires de l'île du Palais (1). Il a été surpris de la quantité qu'il y en a... Mais j'ay été beaucoup plus estonné quand il a eu la bonté de me dire que *l'année dernière il s'est fait un dénombrement dans le Roiaume de tous ceux de cette religion en aage de participer à la cène, qui s'est trouvé monter à dix-sept cent mille, et de là il conclut qu'il ne faut rien négliger pour contenir un si grand nombre de peuples dans leur devoir...* (Bibl. nat. Fr. 21 740, f^o 74, cf. Bull. XXXVII [1888] p. 30).

Voici donc un renseignement précis, officiel, transmis par le procureur général à un autre personnage officiel, commissaire au Châtelet et déclarant que les protestants adultes sont, en 1679, dans le royaume, au nombre de 1 700 000, c'est-à-dire, en comptant les enfants, *environ deux millions*. On me permettra, je l'espère, de préférer ce renseignement aux évaluations, soit de M. Lavissee, soit de M. Bécheyras. Il prouve que lorsqu'en 1682, trois ans plus tard, Jurieu faisait dire à un catholique : « le Roy n'est pas capable de soutenir cette pensée qu'il est dans son État *deux millions* de sujets dont il ne seroit obéi que par une crainte d'esclave » ou, un peu plus loin, « près de *deux millions d'âmes* demeureront sans exercice de religion » (2), — Jurieu répétait ce que le procureur général avait dit à Delamare. Sept ans plus tard, le 1^{er} octobre 1689, Brousson écrivait à Bâville : « On ose dire, Monseigneur, et l'événement le justifiera, qu'il faut que l'État périsse ou que la liberté de conscience soit rétablie. On n'a jamais bien connu le danger qu'il y avait de forcer *deux millions de personnes* d'abjurer une religion » (3). Ici encore on voit reparaître le même chiffre comme s'il s'agissait d'un fait notoire et incontesté.

M. Bécheyras écrit encore : « Sans doute il est difficile de déterminer exactement le nombre des protestants, mais on peut le connaître à peu près en additionnant le chiffre des nouveaux convertis et celui des fugitifs, le nombre des condamnés aux galères changeant peu ce total ». Assurément, répondrons-nous, mais qui nous donnera le chiffre des nouveaux convertis dans toute la France et *à quelle date le prendra-t-on*, car, vu la persistance de l'émigration, ce chiffre a diminué d'année en année ?

(1) A propos d'une requête dans laquelle les huguenots protestaient contre l'exclusion de leurs coreligionnaires, de la profession de sage femme, requête qui fut publiée.

(2) *Les derniers efforts de l'innocence affligée*, 4^e éd. de 1682, p. 25 et 32.

(3) Arch. de l'Hérault, C, 191.

Personne n'a jamais fait ce recensement et s'il a été fait, personne ne l'a vu. Ce ne sont pas les calculs de l'administration officielle, chargée de masquer ou de pallier l'étendue du désastre, ni de Bâville qui n'en était pas à un mensonge près, ni ceux de l'abbé Rouquette qui nous renseigneront exactement sur le nombre des protestants restés en France après la Révocation — à quelle date? — pas plus que sur celui des fugitifs. Ce qui démontre d'ailleurs l'énorme insuffisance du chiffre de 200 000 fugitifs, c'est que, dans la même *Histoire de France* de M. Lavissee où M. Bécheyras le prend et le trouve excessif, le collaborateur de M. Lavissee, M. A. Rebelliau — certes peu suspect de partialité à notre égard — convient que pour les quarante années de 1680 à 1720, il faut l'évaluer à un million (t. VIII, p. 343). A qui ferait-on croire, d'ailleurs, que le nombre de 200 000 Français dispersés dans toute l'Europe, jusqu'au sud de l'Afrique et aux États-Unis, avant et après 1685 ait été suffisant pour laisser, dans la multitude de lieux où ils finirent par échouer, des traces aussi profondes et durables que celles que nous révèle l'histoire du Refuge et dont il y a déjà plus de 60 ans, notre homonyme Charles Weiss nous avait donné une vue d'ensemble aussi exacte qu'émouvante dans son *Histoire des Réfugiés protestants de France*!

M. B. s'efforce, il est vrai, de nous donner le change en écrivant: « On constate des fuites de drapiers en 1671, de fondeurs, de verriers en 1691, plus tard, de soyeux et de chapeliers, *sans que les affaires de religion y fussent pour rien* », — mais il se garde bien de nous en fournir la moindre preuve. De même lorsqu'à propos des listes de Mme de Charnisay, il dit qu'elle « sort de la période de 1685 à 1715 » — comme si la persécution n'avait pas commencé avant 1685 et s'était arrêtée en 1715, — « mentionne des gens qui ne sont pas d'Uzès, en oublie d'autres, ne tient pas compte des fugitifs portés par l'abbé Rouquette à d'autres paroisses, lui reproche enfin des omissions qu'il n'a point faites. » Il se garde d'autant plus de nous donner la preuve de ces erreurs qu'il convient, quelques lignes plus bas, *« qu'on peut admettre que le chiffre de l'abbé Rouquette mérite d'être doublé »*.

Il y aurait beaucoup d'autres remarques à faire, par exemple sur cette phrase: « Dès qu'on veut juger la révocation de l'édit de Nantes, il faut prendre garde qu'elle était désirée et attendue par le peuple français tout entier (1). » Si tous les Français avaient ressemblé aux courtisans de Louis XIV et du Père La Chaise, aucun protestant n'aurait pu échapper aux dragons ou à la maréchaussée. Si un nombre relativement considérable de religionnaires a pu se maintenir secrètement malgré la police du

(1) Moins, naturellement, la quantité négligeable de deux millions de huguenots qui n'étaient pas Français, n'est-ce pas?

clergé, si un nombre encore plus considérable a pu passer la frontière, cela n'a été possible que grâce à la complicité de beaucoup de catholiques, voire même de prêtres chez lesquels le fanatisme officiel n'avait pas étouffé tous les sentiments d'humanité. L'approbation servile d'un Père Quesnel (1) ne prouve rien, les jansénistes tenant par-dessus tout à se disculper du reproche que leur « révolte » était la conséquence de celle des protestants. Si M. B. s'efforce d'exclure Saint-Simon, malgré ses paroles vengeresses, de la coterie de « quelques esprits assez fiers pour s'indigner et s'affliger », il oublie les remontrances réitérées et attristées d'un Vauban, et, dans l'universel prosternement de tous ceux qui redoutaient de passer pour de mauvais catholiques, plus d'une allusion discrète dans La Fontaine, La Bruyère ou même Molière. Si enfin M. Bécheyras essaie de nous persuader que, grâce à la *Compagnie du Saint Sacrement*, « l'esprit de perfection morale et de charité fut entretenu dans le clergé », il oublie que tous les intendants se plaignent au contraire de son ignorance et de sa démoralisation, que Charles Colbert de Croissy écrivait : « La plupart des ecclésiastiques du diocèse de Poitiers vivent fort licencieusement », et Bâville lui-même parlait avec mépris de l'ignorance et des mœurs du clergé rural. (2)

Mais la perle de cet essai de réhabilitation de la Révocation se trouve dans cette phrase qu'aucun adjectif ne saurait dignement qualifier : « Il y eut de vilaines choses dans la Révocation ; *il y en eut aussi de grandes et d'utiles, ne serait-ce que la diffusion de l'instruction dans le peuple dont la Déclaration du 13 décembre 1698 a posé les principes. La grande consultation des évêques de cette même année 1698 démontre clairement qu'aucun de nos prélats ne fit confiance aux dragons pour éclairer les huguenots...* » Comment ? Aucun ! Qui donc M. Bécheyras prétend-il tromper ? Il y a à peine deux mois que M. le professeur P. Gachon écrivait ici même : « *Les évêques de Languedoc, sauf un seul, se prononcèrent pour l'emploi de la contrainte* » et cela, « sous la pression de Bâville » lequel, « dans un deses mémoires adressés à la Cour », avait écrit : « *L'effet de l'Inquisition a été heureux, puisque l'hérésie a été éteinte par ce moyen.* » (3) — Et cette Déclaration du 13 décembre 1698, qu'ordonnait-elle, sinon (art. IX et X) de remplacer les écoles protestantes supprimées par l'article VIII de l'édit de Révocation, par des écoles catholiques destinées à contraindre les enfants des nouveaux convertis « à aller à la messe tous les jours

(1) Un janséniste, le Père Quesnel, écrivait de Bruxelles où il s'était réfugié, à M^{me} de Fontpertuis : « C'est un coup digne du plus grand Roi du monde et il n'a encore rien fait qui approche de cette grande action. »

(2) *Bull.* 1905, 333 et 1914, 59.

(3) *Bull.* 1914, 63.

ouvriers..., et assister à tous les services divins dimanches et fêtes, *comme aussi pour leur apprendre à lire et même à écrire à ceux qui pourront en avoir besoin* (1) ».

On conviendra qu'il est difficile d'aller plus loin dans l'art de faire dire à des textes précis le contraire de ce qu'ils affirment, de représenter comme un moyen de répandre l'instruction dans le peuple ce qui n'était qu'un instrument pour opprimer des consciences et obscurcir des intelligences incapables de se défendre, le tout, sous peine « de condamnations d'amendes ou plus grande peine, suivant l'exigence des cas ».

N. WEISS.

Les Farel.

M. G. de Manteyer a fourni une contribution à l'étude du *milieu social où naquit la Réforme dans les Alpes* (2), en mettant en œuvre des documents relatifs à des parents de Farel. Il a d'abord publié sa notice au *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes* (27^e année, 3^e série, n^o 25, p. 33 à 89), puis il l'a fait paraître à part en y ajoutant cette fois ses 136 pièces justificatives et 4 pages d'additions et corrections, avec 5 figures et 3 planches hors texte, dont le portrait de Farel, d'après celui de la bibliothèque de Neuchâtel. On trouvera, dans la notice elle-même, l'histoire des procès en hérésie du notaire de Manosque, M^e Antoine Aloa, et du frère de Guillaume Farel, puis l'état des Riquet à Digne, l'évolution des Farel en Gapençais depuis le xiv^e siècle, la formation de Guillaume et son action sur ses proches. Le texte est complet et justifié par 128 notes en partie très fournies. Les pièces communiquent les parcelles cadastrales de M^e Jacques Farel le jeune, des héritiers de Jacques Farel le vieux et de Girard Farel (Gap, 11 mai 1444) des actes de reconnaissances émanant des divers membres de la famille Farel, la fondation d'une messe (14 août 1508), d'autres parcelles cadastrales, un monitoire d'excommunication (28 mars 1523), tout le procès criminel contre Aloa (p. 127-171), des lettres à ou à propos des Farel, procurations, ratifications, ordres, arrêts, enregistrements, etc., etc. Ces papiers n'ajoutent rien au mérite du réformateur, mais satisfont certaines curiosités et précisent quelques détails biographiques du plus haut intérêt.

On connaît maintenant, en effet, d'une manière certaine l'origine de la famille du grand « Évangélisateur ». Ses aïeux, Michel et Guillaume Farel (1367), habitaient le quartier de Pellaperc aux

(1) Voy. dans *l'Intermédiaire des Chercheurs et Curieux* du 10 déc. 1913 l'article de M. Frank Puaux sur cette Déclaration.

(2) *Les Farel, les Aloa et les Riquet*. Gap, Jean et Peyrot, 1912. 352 p. avec cinq figures et trois planches hors texte.

Fareaux, non loin de Laye (village natal de Lesdiguières) à 12 ou 13 kilomètres de Gap : leur descendant, Jacques, y vivait encore en 1385 et 1395, et c'est le fils de ce dernier, François, né vers 1427-1428, qui se fixa le premier à Gap où l'on rencontre son nom, le 30 novembre 1458. Acquéreur d'un office de notaire, il s'y établit avec sa compagne Jacqueline Frouin et mourut vers 1513, laissant deux enfants, Sébastien qui fut apothicaire et Antoine qui continua la profession paternelle. Celui-ci marié avec Anastasie d'Orcières, en eut six fils et une fille : Gauchier, Claude, Guillaume (notre réformateur), François, Jean-Gabriel, Jean-Jacques et Philippine.

On s'étonne de ne pas trouver dans cette liste le nom de Daniel, un frère aussi de Guillaume (cité par plusieurs historiens, notamment par *La France protestante*, 1^{re} et 2^e édit.); on sait qu'il s'était retiré dans le canton de Berne, s'y était fait naturaliser et fut chargé de différentes négociations relatives aux Églises de la **Réforme**.

Mais nous **remercions** vivement M. de M. de la lumière qu'il apporte dans une question jusqu'ici quelque peu controversée. Il reste établi à l'encontre de Charronnet, *Les guerres de religion et la Société protestante dans les Hautes-Alpes*, Gap, 1861, p. 11, et de certains auteurs, que « maistre Guillaume » est bien né à Gap, dans une famille de notaires. Nous félicitons notre savant historien de l'étude si complète que nous devons à ses laborieuses et patientes recherches, tout en regrettant qu'il n'ait pas cru devoir y ajouter un index alphabétique.

TH. SCH. et A. MAILHET.

L'Ambassade de Walsingham en France, 1570-1573

Il est inutile d'insister sur l'importance qu'il y a pour nous de connaître en détail le rôle joué pendant la St-Barthélemy par celui qui représentait alors, à Paris, l'Angleterre, c'est-à-dire la seule grande puissance protestante de l'époque. Or, par un singulier caprice du hasard, un personnage aussi en vue, et qui fut plus tard même secrétaire d'État, n'a pas encore trouvé de biographe proprement dit dans son pays, et il était réservé à un professeur allemand de nous révéler toutes les angoisses que traversa, à ce tourment tragique de notre histoire, l'ambassadeur d'Élisabeth chargé de pénétrer et de dévoiler toutes les intrigues tramées au Louvre. Après avoir, dès 1902, dans une monographie (1), abordé l'étude

(1) *Der Kampf um Schottland u. die Gesandtschaftsreise Sir Francis Walsinghams in Jahre 1583.*

de l'activité diplomatique de l'homme d'État anglais et donné, trois ans après, l'histoire de sa jeunesse et de sa préparation politique jusqu'à la mort de Marie la Sanglante, en même temps que la généalogie minutieusement raisonnée de toute la famille Walsingham, jusque vers 1550, M. Charles Stæhlin, privatdocent à Heidelberg, publiait enfin (1908) le premier volume de sa magistrale et définitive biographie (1), que notre *Bulletin* aurait aussitôt signalé à l'attention particulière des historiens du protestantisme français, si nous n'avions pensé attendre l'apparition du tome II pour donner à la fois notre impression et jugement d'ensemble. Cette suite n'ayant toujours pas paru, nous ne voulons faire plus longtemps tout le bien qu'il y a à dire du premier volume, lequel, d'ailleurs, contient, au complet, ce qui nous intéresse le plus dans la vie de Walsingham, le récit si vivant et si poignant de son séjour à la Cour de France. Il y fit une première apparition en août-septembre 1570 pour une mission spéciale; mais ce n'est que le 1^{er} janvier 1571 qu'il aborda définitivement sur notre sol comme successeur de Norris; il se rembarqua le 29 avril 1573, après être venu tout à fait à contre-cœur et avoir, depuis de longs mois, sollicité en vain son rappel. Il revint en 1581 pour quelques semaines seulement, chargé de nouveau d'une mission particulière. Sa correspondance diplomatique resta un demi-siècle enfouie dans les archives. Sir Dudley Digges la réunit; mais elle ne parut qu'après sa mort, en 1654, sous ce titre : *The Compleat Ambassador, or two Treaties of the intended Marriage of Qu. Elizabeth* (2). Car il ne faut pas oublier que la grosse affaire pendant toute cette ambassade fut la question du mariage de la reine d'Angleterre avec un prince français, d'abord le duc d'Anjou, puis le duc d'Alençon. Elle causa bien des soucis à Walsingham qui, peut-être, prit trop au sérieux les vellétés matrimoniales de sa souveraine. Celle-ci semble plutôt avoir joué simplement avec ces projets et s'en être servie comme d'un élément de négociation fort commode. Les sources manuscrites et imprimées de M. St. ne seront indiquées que dans le tome II. Ici il se contente de signaler les trois groupes d'inédits qui lui ont fourni les matériaux de ce premier volume. C'est d'abord le groupe anglais puisé surtout au *Public Record-Office*, au *British Museum* et dans plusieurs collections privées, mais aussi, pour quelques testaments, à *Somerset-House*; puis le groupe français avec la correspondance espagnole conservée aux Archives et à la Bibliothèque Nationales; enfin le groupe, plus petit, italo-espagnol, emprunté aux archives de Florence, Padoue, Parme, Rome,

(1) *Sir Francis Walsingham und seine Zeit*. xiv-662 p. avec un portrait, propriété de Lord Zouche à Parham (Pulborough), Sussex.

(2) Rééditée dès 1665, elle fut traduite en français en 1700 (2^e éd. en 1717).

Tunis et Simancas. Ajoutons, comme indice caractéristique, que l'ouvrage est dédié à M. Erich Marcks.

La jeunesse de Walsingham est fort peu connue ; et le peu qu'on en sait n'a point pour nous d'intérêt direct, sauf peut-être ce fait intéressant qu'il étudia à Cambridge juste au moment où Bucer y professa ; et comme le réformateur strasbourgeois y exerça incontestablement une grande influence, il est permis d'admettre que le futur diplomate subit, plus ou moins, cette bienfaisante influence, bien que M. St. n'ait point réussi à en trouver preuve certaine. Pour ce qui est de l'activité politique de Walsingham en France, son historien la décompose en dix phases que nous pouvons résumer, très sommairement, en ces termes :

1° Antipathie contre le duc d'Anjou et démarches préliminaires pour une alliance avec la France et les protestants allemands.

2° Revirement en faveur d'Anjou et combinaison du projet matrimonial avec le plan d'une guerre en Flandre pour soutenir les Pays-Bas révoltés contre l'Espagne. Lutte contre l'alliance franco-écossaise (1) et anglo-espagnole.

3° Arrivé à Paris du comte Louis de Nassau, frère du Taciturne ; ses vastes projets belliqueux et leur répercussion sur les négociations franco-anglaises.

4° Entre-croisement des projets de mariage navarrais et anglais, entrevue de Coligny avec le roi à Blois ; maladie de W. et son remplacement temporaire par Killigrew ; bataille de Lépante et ses contre-coups ; le conflit franco-espagnol et huguenot catholique s'aggrave.

5° Arrivée de W. et de Jeanne d'Albret à Blois ; dernières joutes diplomatiques avant la conclusion du traité anglo-français, dont le principal écueil est de nouveau la question écossaise, et qui fut signé à Blois le 19 avril 1572. Teneur et importance de ce traité. Continuation des négociations matrimoniales au sujet des Flandres, où les Gueux s'emparent de Briel et où les Anglais mènent double jeu. Louis de Nassau bloqué à Mons.

6° Tendance simultanée au mariage du duc d'Alençon et à la guerre de Flandre (2). Désastre soudain de Genlis sous les murs de Mons (17 juillet) le lendemain même du passage de la frontière ; image de Waterloo en petit. Mariage du roi de Navarre. W. pendant la St-Barthélemy et son premier contact avec la Cour après la catastrophe.

(1) La question de Marie Stuart joue un très grand rôle dans toutes ces négociations et est au fond de toutes les tergiversations et volte-face d'Élisabeth ; la cour de France utilise cette question le plus possible pour créer des difficultés à l'Angleterre.

(2) Ici, p. 504, l'auteur trace, en deux mots, un curieux parallèle entre la situation politique de la France alors et en 1870. A cette dernière date, le gouvernement chercha une issue à ses embarras dans la guerre extérieure ; en 1572, la tentative se porta à l'intérieur.

7° Le massacre n'a rien créé de définitif; la situation reste la même, sinon que l'Angleterre grandit comme seul appui des huguenots et de toute la cause protestante en Europe. Le succès de l'Espagne n'est qu'apparent. Le nouveau traité anglo-espagnol. Solution provisoire du problème écossais.

8° L'intrigue avec le duc d'Alençon, chef du parti des politiques, qui est sur le point de s'embarquer secrètement pour l'Angleterre, afin d'y épouser la reine, aboutit à un échec immédiat, mais à des résultats utiles plus tard (p. 614).

9° Déçu dans toutes ses espérances, W. invoque l'intercession de l'empereur par l'intermédiaire de Khuen de Belasi, représentant l'impératrice au baptême de la petite princesse Marie-Elisabeth, administré par le cardinal de Bourbon à Saint-Germain-l'Auxerrois, le 2 février 1573. Naissance de l'idée de tolérance dans les plans de W. (p. 619), qui devient ainsi un précurseur.

10° Ses derniers jours à Paris et ses derniers soucis au sujet du siège de la Rochelle (1).

Quelque vague et incomplet qu'il soit, ce cadre suffira pourtant, je l'espère, à montrer tout le parti que l'historiographie du règne de Charles IX pourra tirer du travail de M. W. Car non seulement les rapports de la France avec l'Angleterre, mais aussi ceux avec l'Espagne, les Pays-Bas, et même avec l'Empire et les princes protestants d'Allemagne y sont suivis et commentés pas à pas; toutes les intrigues nouées durant ces années si fertiles en intrigues sont éclaircies et appréciées dans leurs conséquences; mais c'est surtout l'histoire huguenote qui profitera de ce livre, dont le héros a ceci de caractéristique et, pour nous, de particulièrement sympathique, que, tout en songeant en première ligne (on ne saurait le lui reprocher) aux intérêts anglais qui lui sont commis, il ne perd jamais de vue ceux du protestantisme européen et s'efforce sans relâche de les faire profiter de l'influence que lui donne sa haute position. Car il est profondément religieux et c'est un beau caractère. Ce n'est certes pas sa faute s'il n'a pu être plus utile aux huguenots. La Saint-Barthélemy excita sa plus profonde indignation; il ne la cacha pas à la Cour et osa laisser voir qu'il n'était pas la dupe des mensonges destinés à pallier le crime. Ajoutons que son biographe ne mérite pas moins d'éloges pour la manière magistrale dont il s'est acquitté de sa tâche. Son récit est clair et limpide, son impartialité hors de doute ou du moins son objectivité, et il possède parfaitement son sujet.

Parmi les passages de son livre les plus réussis et les plus propres à intéresser un lecteur français, nous citerons en première

(1) Errata : p. 85, note 3, lire 28 janvier 1552; p. 293, le cardinal de Lorraine est vu trop en beau, et François de Guise fut tué devant Orléans (et non devant Dreux). — Les autres fautes d'impression sont corrigées, p. 662.

ligne un exposé de la situation de la France au moment de l'arrivée de W., c'est-à-dire, rappelons-le, en automne 1570. Il y a là un aperçu des partis qui déchirent le pays, des effets des guerres civiles, une appréciation des principaux personnages de la Cour, un parallèle avec l'état politique et social de l'Angleterre, qui sont remarquables. D'ailleurs les troubles en France sont suivis et jugés, dans leurs réactions internationales, dès leur début (p. 165); car W. s'occupa de la politique européenne et des relations avec les pays voisins, longtemps avant d'être appelé au périlleux et surtout coûteux (1) poste d'honneur, dont il ne prit possession qu'en tremblant, sachant ce qui l'y attendait et l'immense responsabilité qu'il endossait, et qu'il quitta le plus tôt qu'il put.

Nous avons déjà mentionné la grande place que Marie Stuart tient dans cette histoire, parce que l'arrière-pensée de l'Écosse influençait toutes les négociations et se mêlait à tous les projets politiques et à toutes les relations internationales, même quand le nom n'en était pas prononcé.

Bref, c'est un ouvrage de grande valeur que nous signalons ici et aucun historien de la Saint-Barthélemy et de nos guerres de religion ne devra l'ignorer.

TH. SCH.

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

L'emplacement de l'Oratoire à Paris.

Dans le *Bulletin* de nov.-déc. 1913 (p. 561), M. le pasteur Pannier indique que le temple actuel de l'Oratoire du Louvre aurait été bâti sur un emplacement occupé autrefois par la maison dite de la Vieille-Monnaie et il signale une curieuse peinture satirique décrite dans une lettre de Malherbe datée du 20 juillet 1613. Il pense que la peinture et que l'inscription en vers qui l'accompagne ont une allure protestante.

Or il y a là une erreur de fait. L'ancienne église de l'Oratoire, devenue le temple d'aujourd'hui, a été bâtie sur l'emplacement de l'hôtel du Bouchage, acheté le 20 janvier 1615, pour près de cent mille livres.

Ce qui est vrai, c'est que Marie de Médicis avait, dès 1613, fait donner à l'Oratoire l'hôtel de la Monnaie qui se trouvait dans la rue qui s'appelle encore aujourd'hui de la Monnaie. Mais « les gens

(1) Il y perdit une partie de sa fortune.

de la Monnaie » firent une telle opposition que le P. de Bérulle refusa finalement le don royal dont il ne pouvait prendre possession effective et acheta l'hôtel du Bouchage.

La peinture satirique (renards peints à la jésuite, le collet, le chapeau, etc.) était connue déjà par la correspondance de Duplessis-Mornay, t. I, p. 728. Rien de protestant là-dedans. Notre collègue aurait trouvé tout cela dans l'ouvrage du P. Ingold sur *l'Église de l'Oratoire Saint-Honoré*.

Il faut remercier M. Pannier d'avoir signalé le fait que le célèbre dessinateur du Moustier avait fait de cette peinture documentaire une reproduction qu'il serait en effet bien intéressant de retrouver.

Veuillez agréer, etc.

JOHN VIÉNOT.

NÉCROLOGIE

M. Charles Waddington.

Le 19 mars dernier s'éteignait à Fontaine-Daniel (Mayenne), où il s'était retiré, M. Charles Waddington, membre de l'Institut et vice-président de notre Société. Arrivé à l'âge exceptionnel de 95 ans, il était le seul témoin survivant du premier comité de notre Société (avril 1852). Il figure, en effet, avec le n° 13, sur la première liste de nos membres et constitua, avec MM. Maurice Block, Ath. Coquerel fils, Henri Lutteroth, Adolphe Monod, Félix Pécaut, Martin-Rollin, Édouard Verny, ce premier comité dirigé par MM. Charles Read, Charles Weiss et Eugène Haag.

Né le 19 mars 1819 à Milan d'une famille d'origine anglaise, élève de l'École Normale, il enseigna la philosophie à Moulins, Bourges, Paris, suppléa Jules Simon à l'École normale, fut professeur à la Sorbonne de 1850 à 1856, puis au séminaire protestant de Strasbourg où je me rappelle avoir suivi ses cours en 1863, en 1864 au lycée Saint-Louis, enfin, à partir de 1872 à la Faculté des lettres de Paris où il ouvrit un cours sur la philosophie de la Renaissance. Il fut élu membre de l'Académie des Sciences morales en 1888.

Nous n'avons pas à apprécier ici son enseignement et ses publications philosophiques, mais nous devons rappeler le volume qu'il fit paraître peu après la fondation de notre Société, en 1855, sur *Ramus, sa vie, ses écrits et ses opinions*, le premier où furent remis en lumière les services rendus par ce huguenot, victime, à la Saint-Barthélemy, de son indépendance scientifique et religieuse. Le *Bulletin* inséra plusieurs de ses communications, entre autres, en 1855, une étude sur Adrien Turnèbe. A plusieurs reprises aussi, notamment en 1885, il présida avec distinction nos assem-

blées générales. Enfin c'est lui qui, en 1865, rédigea le rapport annonçant la réorganisation de la Société au moment de la retraite de M. Read qui jusque là en avait seul assumé la direction en même temps que la rédaction du *Bulletin*.

Ce n'est pas sans mélancolie qu'après tant d'autres, nous voyons partir ce représentant d'une génération déjà très éloignée de la nôtre. M. Waddington avait à un haut degré le culte, non seulement de la science, mais aussi des « belles-lettres » et celui de sa patrie spirituelle. Honneur à la mémoire de cet universitaire qui, au début du second Empire, dans la préface de son livre sur Ramus, ne craignit pas d'écrire ces lignes : « Je me suis senti appelé à l'honneur de faire son éloge, puisque, par un concours de circonstances que je ne puis m'empêcher de regretter, je suis, en ce moment, dans l'Université de France, le seul professeur protestant de philosophie. »

N. WEISS.

M. le pasteur Ernest Nyegaard.

C'est aussi avec un douloureux serrement de cœur que nous avons appris le départ prématuré, le 6 avril, après une longue maladie, à 61 ans, du collègue de notre regretté collaborateur Dannreuther, M. Ernest Nyegaard, président honoraire du consistoire des Églises réformées de la Lorraine. Au milieu d'un ministère très absorbant M. Nyegaard suivait attentivement nos travaux. Il était, depuis 1879, membre associé de notre comité, avait, à plusieurs reprises enrichi, notre Bibliothèque et nous n'avons pas oublié les paroles courageuses et pleines de cœur qu'il nous adressa lorsque, le 19 mai 1908, nous tîmes notre assemblée générale dans le temple de Nancy... « Si nous savions mieux, s'écriait-il, nous instruire des annales de nos pères, et surtout nous en inspirer, nos Églises redeviendraient ce qu'elles devraient toujours être et ce qu'elles ne sont plus assez, des foyers de vie chrétienne intense en même temps que de pensée religieuse vraiment libre, comme le veut toute leur histoire, car, depuis les temps de la Réformation jusqu'à nos jours, la tendance libérale et la tendance conservatrice ont toujours coexisté dans le protestantisme français... » Que sa veuve et ses enfants veuillent bien trouver ici l'assurance de notre sympathie cordialement attristée et puissent ceux qui seront appelés à remplacer tant d'excellents collègues, être animés de leur esprit de courage et de paix !

N. W.

Le Gérant : FISCHBACHER.

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements durent du 1^{er} janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement: 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine; — 12 fr. 50 pour l'étranger; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises; 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. Weiss, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

LES PERSONNES QUI N'ONT PAS SOLDÉ LEUR ABONNEMENT AU 15 MARS REÇOIVENT UNE QUITTANCE A DOMICILE, AVEC AUGMENTATION, POUR FRAIS DE RECOURS, DE: 1 fr. pour les départements; 1 fr. 50 pour l'étranger.

Ces chiffres sont loin de couvrir les frais qu'exige la présentation des quittances; l'administration préfère donc toujours que les abonnements lui soient soldés spontanément.

ROBERT THULI. — **Walahfridi vita beati Galli**, 76 p. in-8° (index), St-Gallen, E. Fehr, 1890.

EMILE ARBENZ. — **Die Vadianische Briefsammlung der Stadtbibliothek St-Gallen**, 5 vol., 1508-1551, de 482-314-386-748-956 pages, in-8° (chaque vol. pourvu d'un index), plus un vol. complémentaire de 314 pages (index), St-Gallen, E. Fehr, 1890-1913.

D. E. L. ENDERS et D^r G. KAWBRAU. — **D^r Martin Luthers Briefwechsel** (correspondance de Luther), 15 volumes parus, dont le dernier va de nov. 1542 à mars 1544 (chaque volume pourvu d'un index), Leipzig, R. Haupt, 1914.

GASTON RAYNAUD et HENRI LEMAITRE. — **Le Roman de Renart le Contrefait**, 2 vol. de xxiv-372 et 362 p. grand in-8° (index et un facsimile). Paris, Champion, 1914.

A. MOREL-FATIO. — **Témoignage espagnol sur les interrogatoires de Luther à la diète de Worms en avril 1521**, p. 35 à 46 des *Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux et des Universités du Midi*, 4^e série, 36^e années, tome XVI, n° 1, janvier-mars 1914, Paris, Fontemoing et Picard.

PAUL VIARD. — **L'évolution de la dime ecclésiastique en France aux XIV^e et XV^e siècles**, p. 407 à 440 de la *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, 1913, Hermann Böhlau Weimar.

SCIEEN ROMIER. — **Lettres inédites de Sully aux trésoriers généraux de France à Caen (1599-1610)**, une brochure de 56 p. in-8°, extraite du *Bulletin historique et philologique*, 1909, Paris, imprimerie Nationale, 1910.

NOUAILLAG. — **Dix lettres inédites de Sully (1599-1605)**, une brochure de 12 p. in-8°, extraite de la *Revue des questions historiques*, janvier 1914, Paris, 5, rue St-Simon, 1914.
— **La Jeunesse du cardinal du Perron**, un opuscule littéraire inédit, une brochure de 40 p. in-8°, extraite des *Mémoires de l'Académie de Caen*, 1912. Caen, H. Delesques, 1912.
— **Henri IV et les croquants du Limousin**. La mission de l'intendant Boissise (1594), une brochure de 32 p. in-8°, extraite du *Bulletin historique et philologique* de 1913, Paris, imprimerie Nationale, 1913.

J. ROUANET. — **Monographie de la famille de Guillaume « le Nautonnier »**, seigneur de Castellfranc (Montredon) et de l'Ourmarié (Venès), une brochure de 22 pages, extraite de la *Revue du Tarn*, 1913, Albi, Nougues, 1914.

DE SAINT-SAUD. — **Un exportateur des vins de Bergerac en Hollande et notes sur la famille Eyma. — L'ex libris de la vicomtesse Henry de Ségur**, une brochure de 32 p. in-8°, portrait, formant le numéro 2 des *Recherches sur le Périgord et ses familles*, Périgueux, imprimerie Ribes, 1914.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Excursions en AUTO-CARS dans la Forêt de Fontainebleau.

Le Service d'excursions par *Auto-Cars*, organisé par la Compagnie P.-L.-M. dans la Forêt de Fontainebleau, fonctionnera cette année du 9 avril au 2 novembre. Ce service permettra de visiter, le matin, la partie Nord de la Forêt et l'après-midi la partie Sud, moyennant la somme de 11 francs par personne.

Le touriste pourra, s'il le désire, n'effectuer que la visite de la partie Nord de la Forêt, pour

L'UNION

SIEGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'Etat,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **218 Millions**
Assurances en cas de Vie et de Décès

M. Ch. DE **MONTFERRAND**, *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. **LE SENNE**, Dir.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie : **131 Millions**

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

LE VOL

fondée en 1909

Détournements — Dégâts des Eaux
Bris des Glaces

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct.-Adjoint.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G.O. *, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, Régent de la Banque de France, Président de la Cie des chemins de fer de P.-L.-M. Adm. de la Cie Univ. du Canal mar. de Suez, *Président.*

Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président.*

Delaunay-Belleville (Robert), *, Administrateur général de la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay-Belleville.

Jameson (Conrad), ancien associé, de la maison Hottinguer et Cie, Banquiers.

MM.

Mallet (Gérard), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers, de Pellerin de Latouche, G. *, Adm. de la Cie des Chemins de fer de P.-L.-M. et de la Cie Générale Transatlantique et de la Banque de l'Algérie.

Sohier, (Georges), O. *, Anc. Prés. du Trib. de Commerce de la Seine, Adm. de la Cie des ch. de fer de P.-L.-M. et du Crédit Foncier de France.

Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Cie des Chemins de fer de Landes.

Vernes (Félix), de la Maison Vernes et Cie, banquiers. Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

CHUEMIN DE FER DU NORD

PARIS-NORD A LONDRES

Viâ Calais ou Boulogne

Six services rapides dans chaque sens, trajet 6 h. 30
voie la plus rapide.

SERVICES OFFICIELS DE LA POSTE

Viâ Calais

La gare Paris-Nord, située au centre des affaires, est le point de départ de tous les grands express Européens pour l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Suède, la Norvège, l'Allemagne, la Russie, la Chine, le Japon, la Suisse, l'Italie, la Côte d'Azur, l'Egypte, les Indes et l'Australie.

TRAINS DE LUXE

(Toute l'année)

Nord Express. — Tous les jours entre Paris et Berlin avec continuation une fois par semaine de Berlin sur Varsovie et Moscou et deux fois par semaine de Berlin sur Saint-Petersbourg. A l'aller, ce train est en correspondance à Liège avec l'Ostende-Vienne.

Services rapides entre PARIS, la BELGIQUE, la HOLLANDE, l'ALLEMAGNE, la RUSSIE, le DANEMARK, la SUEDE et la NORVEGE.

	trajet en
6 express dans chaque sens entre Paris et Bruxelles...	3 h. 55
3 — — — — — Paris et Amsterdam...	8 h. 30
6 — — — — — Paris et Cologne...	7 h. 20
4 — — — — — Paris et Hambourg...	14 h. »
5 — — — — — Paris et Francfort s/Mein...	12 h. »
5 — — — — — Paris et Berlin...	15 h. 31
2 — — — — — Paris et St-Petersbourg...	49 h. »
Par le Nord Express (bi-hebdomadaire)...	42 h. »
2 express dans chaque sens entre Paris et Moscou...	60 h. »



La notice sur la Troisième assemblée du Désert, réunie au mas Soubeyran, le 7 septembre dernier, vient de paraître, avec un compte-rendu de cette belle fête. Elle renferme les remarquables discours de MM. De Witt-Guizot et Doumergu et reproduit l'émouvante prière des Camisards. M. le pasteur Mailhet y donne une intéressante description de la collection des souvenirs de période du Désert en Dauphiné qu'il avait réunis au Musée du Désert. Cette plaquette, imprimée avec grand soin sur beau papier, est enrichie de nombreuses illustrations. Non seulement ceux qui assistèrent à cette émouvante cérémonie, mais tous les protestants attachés aux souvenirs de notre grand passé voudront la posséder. Son prix est seulement de soixante centimes et pour recevoir franco, il suffit d'envoyer cette somme à la librairie Saby, Boulevard du Jeu-de-Paume.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXIII^e ANNÉE

DOUZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Mai-Juin 1914



PARIS

Au Siège de la Société 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1914

ÉTUDES HISTORIQUES.

F. TERRISSE. — Théophile Terrisse, professeur à l'Académie de Die 1640-1674	193
--	-----

DOCUMENTS.

P. BEUZART. — Pierre Titelmans et l'Inquisition en Flandre (1554-1567)	224
Le prêche de Falaise en Normandie	242
F. REVERDIN. — Relevé des noms des prosélytes et réfugiés figurant aux registres du consistoire de Genève 1660-1667	244
FRANK PUAUX. — Une lettre de Louvois, 8 janvier 1686	249
M ^{me} DE CHARNISAY. — Les chiffres de M. l'abbé Rouquette. Étude sur les fugitifs du Languedoc (Uzès)	251

SÉANCES DU COMITÉ. — 22 mars 1914	263
---	-----

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.

CH. SERPASS. — Sébastien Bourdon, ce qui reste de ses œuvres en Suède	265
N. WEISS. — Ascendance et alliances huguenotes du peintre-graveur Daniel Chodowiecki	271
TH. SCHOELL. — Jean de l'Espine. — Blois après la Révocation	272

CORRESPONDANCE ET NOTES DIVERSES.

G. DUMONS et R. GARRETA. — Notes sur la relation de l'évasion hors de France, de Marie Molinier	277
N. W. — Le peintre Louis Chéron en Angleterre. — Nouvelles de Hongrie	279
CH. SERPASS. — Encore à propos de Jean de Labadie	280
P. E. NUGON. — Brachon ou Brachon	282
N. WEISS. — L'apostasie des pasteurs et des fidèles en 1685	282
CH. SERPASS et N. W. — Les attaches françaises du poète finlandais Runeberg	285
N. W. — David Gaillard. — Encore la préméditation de la Saint-Barthélemy	287
AMI BOST. — Un baptême à l'eau de rose?	288

ILLUSTRATIONS.

<i>Fac-simile de l'écriture de Théophile Terrisse</i>	208
<i>Reproduction du portrait de Jean Varin par Sébastien Bourdon</i>	269

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Exposition nationale suisse à BERNE

A l'occasion de l'Exposition nationale suisse à Berne, la Compagnie P.-L.-M. délivrera, du 15 mai au 15 octobre 1914 :

a) Au départ de Paris, des billets d'aller et retour spéciaux pour Berne, via Pontarlier, les Verrières, valables 10 jours (dimanches et fêtes compris).

Prix : 1^{re} classe : 89 fr. 15; 2^e classe : 64 fr. 75; 3^e classe : 43 fr. 45. Ces billets comprendront un coupon d'entrée à l'Exposition.

b) Au départ des autres gares P.-L.-M., des billets d'aller et retour spéciaux de la frontière suisse à Berne, valables 8 jours et comprenant un coupon d'entrée à l'Exposition, conjointement avec des billets d'aller et retour pour les Verrières, le Locle ou Genève valables 10 jours (dimanches et fêtes compris) sans faculté de prolongation.

Études Historiques

THÉOPHILE TERRISSE

Professeur à l'Académie de Die (1640 à 1674) (1)

I

Le dimanche 22 novembre 1637, un jeune homme se présentait dans l'assemblée de l'Église réformée de Die et y était « reçu en la communion des saintz... après y avoir déclaré de sa bouche... les causes qui luy ont fait quitter la communion de Rome ».

C'était André Castel, jusqu'alors dominicain à Cahors (2) et qui venait de passer au protestantisme : il avait été adressé par le marquis de Gouvernet (3) à l'Église de Millaut (4) et par celle-ci à celle de Die.

(1) L'auteur de ces pages exprime sa vive reconnaissance à Monsieur le Pasteur André MAILLET, à Saillans, dont la complaisance a facilité ses recherches à Die, ainsi qu'à Monsieur Théophile DUFOUR, directeur honoraire des Archives et de la Bibliothèque de Genève, qui a bien voulu apporter sur certains points de ce travail des compléments ou des rectifications.

(2) La lettre dont ces indications sont tirées (v. ci-après) ajoute que Castel avait quitté « les avantages d'une chère théologie qu'il avoit en l'Université de Cahors ». Il doit y avoir là quelque confusion : Castel n'est point mentionné parmi les professeurs nommés à Cahors de 1611 à 1674 (Bibliothèque de l'Université de Toulouse, registre n° 101). Il enseignait probablement la théologie dans son couvent même, hors de l'Université ; c'est ainsi que l'on peut entendre les mots *in ordine fratrum praedicatorum theologiae professor*, par lesquels il se désigne en s'inscrivant au Livre du Recteur, à Genève, en 1638.

(3) Il s'agit, pensons-nous, de Pierre de La Tour Gouvernet, baron des Plantiers en Languedoc, qui a souvent agi en faveur des protestants, ses coreligionnaires.

(4) Orthographe du texte : sans doute Millau (Aveyron), plutôt que Milhaud, près de Nîmes, indiqué par E. Arnaud (*Histoire de l'Académie protestante de Die*, Paris, 1872, p. 91).

Les pasteurs de Die, après avoir entendu Castel, jugent bon de l'envoyer à Genève :

« Nostre Église en a receu de l'édification et de la joye pour les dons que vous mesmes reconnoistrez en luy, et par lesquelz il se rendra digne de la recommandation qui nous en a esté faite, et que nous vous en faisons, espérans qu'il pourra quelque jour servir utilement au ministère du Saint Évangile... Nous prenons donc ceste hardiesse au Seigneur de vous supplier de luy despartir les effectz ordinaires de vostre sainte charité, en le protégeant, conseillant et assistant, selon son besoin, jusques à ce qu'il puisse revenir à nous, après que Dieu aura fait reconnoistre les secretz de ses jugemens à ceux qui ne luy seront ennemis que pour ne reconnoistre ceste vertu d'en haut, qui transforme ainsi nos entendementz, les renouvelle et leur fait esprouver la bonté, la plaisance et la perfection de la volonté de Dieu. Dieu l'affermisse par sa miséricorde et vous face abonder tousjours en toute bonne œuvre et en ses divines grâces (1)... »

L'Église de Grenoble est priée d'appuyer cette démarche :

« Les troubles que l'on luy eust peu susciter entre nous font que nous l'adressons par vostre entremise à l'Académie et à l'Église de Genève, afin que ceux qui estimeront le gain qu'il a fait leur estre dommage a[en]t le loisir de se résoudre à leur perte, ou plustost le moyen de reconnoistre la merveille des jugemens de Dieu, quand il nous veut tirer de nos ténèbres à sa merveilleuse lumière. Nous vous supplions donc de le consoler, de l'assister et adresser et recommander aussi, selon nos adresses et vostre

(1) Lettre des pasteurs, professeurs et anciens de l'Église et Académie de Die adressée « à Messieurs les pasteurs et professeurs de l'Église et Académie de Genève », du 24 novembre 1637, signée par les pasteurs Blanc, Aymin, Eustache (Bibliothèque de Genève, Correspondance ecclésiastique, Ms. fr. 197^{aa}, volume de 1637 à 1644, fol. 62). Le nouveau style (réforme grégorienne du calendrier) a été introduit en France dès 1582, mais la république de Genève ne l'a adopté qu'en janvier 1701 ; en conséquence, les lettres que nous citons ici sont datées à Die en nouveau style, tandis que les dates des séances de la Compagnie des pasteurs de Genève sont indiquées en vieux style. — Étienne Blanc fut pasteur et professeur à Die de 1617 à sa mort 1634. — Jean Aymin fut pasteur à Die de 1630 à 1642. — David Eustache fut pasteur à Die par intérim dès 1630 et titulaire de 1638 à 1641 (E. Arnaud, *Histoire de l'Académie protestante de Die*, p. 55-57 ; *Histoire des Protestants du Dauphiné*, t. II, p. 327). — Le synode auquel en référaient les deux lettres que nous citons s'ouvrit à Die le 17 juin 1638, mais il fut aussitôt dissous par ordre du roi (Arnaud, volume cité, p. 74). Nous ne savons si quelque décision y fut prise en faveur de Castel : la copie des procès-verbaux des synodes du Dauphiné due à Jean de Saignes, pasteur à Beaufort, n'embrasse que les années 1600 à 1620 (Arnaud, volume cité, p. 202).

crédit envers ladite Église et Académie, et que, par vos charitez, il puisse trouver le moyen de sa subsistance par delà jusque au prochain synode (1)... »

L'Église de Grenoble écrit à son tour à celle de Genève :

« Ce personnage porte en soy mesme sa recommandation suffisante pour les rares et bonnes qualitez qui sont en luy... Nous espérons que le synode prochain de cette province y pourvoira entièrement (2). »

Le 1^{er} décembre (soit 11 décembre n. st.) la Compagnie des Pasteurs et Professeurs de Genève prend connaissance de ces deux lettres, et fait comparaître Castel :

« Sur quoi, ledit Castel ayant esté appelé en la Compagnie, il a déclaré qu'il y avoit trois semaines qu'il avoit fait sa déclaration, avoit embrassé la vérité de l'Évangile, et que Messieurs de l'Église de Die avoyent trouvé bon qu'il vinst en cette ville pour se fortifier en la conoissance de la vérité, et qu'il prioit la Compagnie lui vouloir aider pour quelque temps. Et sur ce, la Compagnie, ayant loué son dessein et exhorté à s'acourager au Seigneur et s'avancer en la conoissance de la vérité, lui a promis de le favoriser en tout ce qu'elle pourra, mais qu'elle ne pouvoit se charger de son entretien; neantmoins pour quelques semaines elle lui aideroit, attendant qu'il eust response de Messieurs des Églises de Grenoble et de Die, auxquels aussi de la part de la Compagnie on escrira. — Messieurs Dupan et Bacuet (3), nos frères, [sont] chargés de leur écrire que nous ne pouvons nous charger de l'entretien du susdit Castel, et partant qu'il leur plaise y pourvoir au plustôt (4). »

Castel suit les cours de l'Académie, mais néglige de s'inscrire au « Livre du Recteur ». A côté de cela, paraît-

(1) Lettre des « pasteurs, professeurs et anciens de l'Église [et Académie] qui est à Die à Messieurs les pasteurs et anciens de l'Église réformée qui est à Grenoble », du 24 novembre 1637 (Manuscrit cité fol. 64).

(2) Lettre signée Bouteroue, au nom du Consistoire de l'Église réformée de Grenoble, adressée à la Compagnie des pasteurs de Genève, le 1^{er} décembre 1637 (manuscrit cité, fol. 65). — Denis Bouteroue fut pasteur à Grenoble de 1607 à 1640 (Arnaud, vol. cité, p. 241).

(3) Paul Baccuet, né à Genève en 1594, mort en 1669, pasteur à Besse de 1617 à 1626, à Divonne 1626, à Genève 1632, à Lyon 1635, à Grenoble 1634 (Arnaud, vol. cité, p. 372; — H. Heyer, *Liste des pasteurs et professeurs de l'Église de Genève*, 1911, p. 98).

(4) Registres de la Vénérable Compagnie de Genève, vol. de 1625 à 1642, p. 344, 345.

il, il s'était mis à pratiquer la médecine (1) et à donner des leçons de métaphysique.

Cet enseignement privé, toutefois, ne devait pas être agréable aux autorités ecclésiastiques :

« Proposé qu'il y avoit ici un jeune homme nommé M^r du Castel, lequel enseignoit en particulier la métaphysique, que cela n'estoit permis par les ordonnances ecclésiastiques; partant qu'il sembloit ne devoir estre supporté, ains lui devoit estre défendu de continuer, veu qu'il y avoit danger que cela ne portast préjudice aux leçons publiques et n'en destournast les escoliers. L'affaire [est] remis à Mess^{rs}. les professeurs et particulièrement à M^r le Recteur, pour voir quelques-uns de ces dictats et parler à lui (2). »

Le 23 novembre (1638), le recteur fait à la Compagnie un rapport favorable : ce que faisait Castel « ne préjudicioit aucunement aux leçons publiques de philosophie, veu que ceux qui y vont ne sont estudians en philosophie, mais en théologie. Partant a esté advisé pour le présent de ne lui donner autre empeschement, veu que c'est hors des heures de toutes les leçons publiques » (3).

Tout en faisant son enquête avec impartialité, le recteur, sans doute, avait fait observer à Castel qu'il devait régulariser sa situation comme étudiant : en effet, c'est à la date du 21 novembre 1638, deux jours avant la délibération qui lui donne gain de cause, que nous voyons le jeune homme s'inscrire enfin au « Livre du Recteur » : *Andreas Castel, Gallus, ex civitate Lurgoviæ oriundus, et inter Papistas educatus et in ordine fratrum prædicatorum Theologiae professor et prædicator ac Bacchalaureus præsentatus, hic sui nominis monumentum exaravit, postquam,*

(1) C'est ce que dit Castel lui-même; voyez p. 206.

(2) Registre cité, p. 362 (5 octobre 1638). — Lorsque, réfugié à Genève en 1663, David de Rodon demanda l'autorisation de donner des leçons de philosophie, cette permission ne lui fut octroyée que sous certaines conditions : il ne devait enseigner que la pure philosophie, sans aucun mélange de théologie, et cela aux seuls étudiants en théologie, mais à d'autres heures que les leçons publiques; en outre, il était tenu de montrer ses leçons au Recteur avant de les dicter à ses élèves (L. Dufour, notice manuscrite, intitulée : *André Castel alias Terrisse, professeur à l'Académie de Die, et la Compagnie des Pasteurs de Genève 1637-1640*, communiquée le 26 mars 1891 à la Société d'histoire et d'archéologie de Genève).

(3) Registre cité, p. 363.

favente Deo, abusus et errores Ecclesiæ Romanæ abjuravit, die 24 novembris, anno Dom. 1638 A. Castel (1).

Cette inscription (2), qui sent l'enflure, aurait du moins le mérite de nous informer authentiquement du lieu d'origine de Castel, si le nom de *Lurgovia* était intelligible ; malheureusement, il nous a été impossible jusqu'ici de savoir ce qu'il signifie (3).

Si cette alerte eut une heureuse issue, une autre, plus grave, modifia brusquement le cours de l'existence de Castel, et cela à peine deux mois plus tard.

A la date du 18 janvier 1639 on lit au registre de la Compagnie des Pasteurs de Genève :

« Proposé que le sieur Castel s'estoit retiré comme furtivement et qu'on avoit appris qu'il y avoit preuves ou soupçon de malversation. Advisé d'escire à Mons^r Bouteroue sa retraite, et Mons^r le Recteur [est] chargé de faire ouvrir sa chambre et garde-robe par autorité de justice, pour voir ce qu'il y aura dedans ; ce qui a esté fait (4). »

Que s'était-il passé ?

Castel avait pris logement chez un certain Palluat (5), qui avait un autre pensionnaire, un étudiant aussi, Théodore Gay, de Lausanne.

(1) Fol. 135 de l'original manuscrits du Livre du Recteur (Bibliothèque de Genève).

(2) Exactement calquée sur celle d'un franciscain originaire de Cahors, laquelle se trouve au fol. précédent (13 août 1637) : « Stephanus Cursol, Gallus, et civitate Cadurcensi oriundus, inter Papistas educatus, et in ordine franciscanorum Theologiæ professor... » Cf., même jour, celle d'un autre franciscain, Pierre Sabouroux, d'Agen. — Éd. impr. du *Livre du Recteur*, 1860, p. 111.

(3) E. Arnaud a émis la supposition qu'André Castel était natif du Bas-Dauphiné ; rien ne confirme cette hypothèse. En voici une autre que nous devons à M. Th. Dufour. Le terme de *civitas* employé par Castel s'appliquant aussi à un diocèse, ou à un territoire moins étendu, on peut se demander si « Lurgovia » serait le Lauraguais, ancien comté du Languedoc, ayant eu pour chef-lieu d'abord Laurac (Aude), puis Castelnaudary : au lieu de citer le vrai nom latin, *Lauracensis ager*, qu'il ignorait peut-être, Castel aurait retraduit Lauraguais pour en faire « Lurgovia ».

En tout état de cause, il convient de remarquer que, si nette que soit l'écriture du manuscrit, elle n'offre pas une garantie absolue : cette page et trois autres (fol. 134, 135) sont de la main d'un copiste, qui a pu se tromper en transcrivant les inscriptions originales des étudiants.

(4) Registre cité, p. 368.

(5) Jonas Palluat, tailleur d'habits, qui mourut en 1654, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Un de ses fils, David, né en 1604, était en 1635 pasteur dans le Jura bernois, à Péry, où il mourut l'année suivante (mai 1636).

Prié d'intervenir comme médecin auprès d'une nièce de Palluat, Castel avait dû révéler les preuves d'une coupable légèreté chez la jeune fille. Dans une violente colère, celle-ci, soutenue par son complice Gay, s'était répandue en menaces contre son trop intransigeant médecin, et, jurant de le perdre, elle avait déclaré qu'elle irait jusqu'à le dénoncer comme hérétique (1).

Castel a le caractère prompt et décidé : devant la coalition de plusieurs personnes complotant sa ruine, il quitte Genève avant que personne songe à l'en empêcher ; il retourne à Die, où naguère on lui avait témoigné de l'intérêt et de la bonté.

Après son départ le jeune homme n'avait plus rien à craindre matériellement des autorités genevoises, mais le préjudice moral que lui causa cette aventure ressort de la correspondance subséquente entre l'Église de Die et celle de Genève : même après que le mariage de Gay avec Marie Palluat (2) eût blanchi Castel de l'accusation de mauvaise conduite, la Compagnie des Pasteurs persista à le soupçonner d'hétérodoxie, d'alchimie et de chiromancie.

De retour à Die, Castel exerçait la médecine pour gagner sa vie.

II

Entourée des montagnes du Dauphiné, à l'écart des principales voies de communication, peuplée en majorité de protestants (3), Die avait gagné en importance depuis qu'une décision du synode provincial l'avait dotée d'une

(1) « ... par le rapport qu'il [Gay] me fit que la fille me vouloit accuser de l'avoir voulu forcer, et qu'elle soustiendrait que je luy avois dist que Dieu ne pouvoit rien faire sans nous, et avançoit d'autres impostures... » (Lettre de Terrisse, Die, 7 mai 1640, Bibliothèque de Genève, manuscrit cité, fol. 118 v°.)

(2) Ce mariage fut sans doute célébré dans le Pays de Vaud (voyez registres du Consistoire de Genève vol. 55, fol. 90 ; 20 juin 1639). Le baptême est du mois précédent : « Le 5 mai (1639) a esté baptisée à Vandoeuvres, par M. Gervais, Jeanne, fille donnée par Marie Palluat, de Genève, à Théodore Gay, et née le 2 du dit mois, et présentée par Humbert Guillermet, de Genève » (gendre de Jonas Palluat).

(3) En 1634, l'évêque de Valence et de Die, Gélas de Liberon, dans sa visite pastorale à Die, constate que cette ville compte 800 familles protestantes et 40 catholiques (Arnaud, *Histoire des Protestants du Dauphiné*, t. II, p. 326).

Académie (1) sur le modèle de celle de Genève, et de celles que déjà le protestantisme français s'était fait une gloire d'établir en divers lieux.

Voici les bases de l'organisation donnée à cette école, le 28 octobre 1604, par l'assemblée synodale de Die :

« L'établissement a pour officiers : le recteur, le professeur en théologie, le professeur d'hébreu, deux professeurs en philosophie, le principal et sept régents. Le recteur et son Conseil servent sans gages ; ce Conseil est formé des pasteurs de l'Eglise de Die et de six personnages de la ville. Le professeur de théologie sera toujours nommé ou confirmé par le synode de la province ; il aura le premier rang avec le professeur d'hébreu, qui sera docteur en théologie. La préséance entre les professeurs de philosophie est établie par l'ordre de leur réception. Professeurs et régents jurent d'observer la confession de foi, la discipline ecclésiastique et le règlement. Au professeur de théologie sont accordées 600 livres de gages, aux autres 400 par an ; le régent de la 1^{re} classe a aussi 400 livres, celui de la 2^e 300, celui de la 3^e 250, celui de la 4^e 200, celui de la 5^e 150, celui de la 6^e 120, et celui de la 7^e 110 ; le portier a 50 livres et l'imprimeur 40. Dans la 7^e classe, on apprend à lire en français et en latin ; dans la 6^e, l'écriture est enseignée ; en 5^e, viennent les rudiments de la langue latine ; en 4^e, la syntaxe latine, l'explication de *De Tristibus* et de *De Ponte* d'Ovide, les épîtres familières de Cicéron, Térence, etc. ; en 3^e, Virgile, Hésiode, etc. ; en 2^e, la poétique et les compositions latine et grecque ; en 1^{re} enfin, l'art oratoire. — Pierre Appais, pasteur à Die, est nommé recteur ; Jean Guérin, principal, etc. — Serment exigé des écoliers : « Je jure devant Dieu et devant cette Compagnie que j'obéirai à toutes les lois de l'Académie, en ce qui me concerne comme écolier d'icelle ; desquelles lois j'ai ouï la lecture, et particulièrement que j'obéirai entièrement sans dol ni fraude, et sans exception ou restriction, au règlement et loi faite contre les factions et sociétés des écoliers, auxquelles, si je me suis joint par-ci-devant, je renonce absolument dès à présent, et promets et jure qu'à l'avenir je n'entrerai en aucune telle société, quelque nom qu'on lui puisse donner, et sous quelque prétexte que ce soit, et je ne jurerai ni ne promettrai, ni de bouche ni par écrit, aucune chose contrevenante aux dites lois, etc. (2). »

(1) L'Académie de Die, pour la fondation de laquelle Henri IV avait donné des lettres patentes le 14 février 1604, n'exista de fait, semble-t-il, que depuis 1609, grâce à la longue opposition de Montélimar. Elle fut supprimée par décret du Conseil du roi le 11 septembre 1684.

(2) Extrait de l'*Inventaire* des Archives départementales de la Drôme, p. 12 (Voir Archives de la Drôme, D 52).

Sans jamais acquérir l'importance de ses sœurs de Sedan, Saumur ou Montauban, l'Académie de Die, qui groupait environ 120 à 140 étudiants, eut son heure de célébrité et attira des élèves étrangers. Un auteur catholique, l'abbé de Musi, cite, vers 1676, la « fameuse université que les Réformés ont à Die (1). »

A la fin de l'année 1639, David de Rodon, qui occupait à Die la deuxième chaire de philosophie, fut appelé à enseigner la même branche à Orange.

Malgré l'insistance du Conseil académique, il déclara « ne pouvoir aucunement se dédire d'aller servir le collège d'Orange, incontinent après les fêtes de Pasques prochaines; suivant quoy, la compagnie a conclu que, faute d'avoir voulu promettre demeurer jusques à septembre prochain, pour parachever son cours suivant les lois de l'Académie, ledit sieur de Rodon a dès maintenant son congé, sa chaire déclarée vacante et mise en dispute; ensuite de quoy on fera courir au premier jour un programme imprimé, dedans et dehors la province, pour prier et advertir les pasteurs, qui y voudront prétendre, dese trouver en ceste ville le dix-huitième jour du prochain mois de janvier (2). »

Le Conseil académique est à ce moment composé comme suit : Blanc, recteur, Eustache, pasteur de l'Eglise de Die, Jean Faure de Vercors, St-Étienne Gilbert, David Laurens, Estienne Second, André Perri-net, Jacques Gros, Jean Guillet, David Chalvet, Antoine Poudrel, David Roman, avocat, et M^{re} Jean Coquet, procureur (3).

Les publications faites, deux candidats s'offrant, le Conseil désire d'abord entendre, de la bouche même de ceux-ci, « s'ils ont dessein de vouer leurs travaux au bien de l'Académie en la fonction de philosophie ». Reynaud, pasteur à St-Paul-Trois-Châteaux, prie la compagnie « de

(1) Élie Benoit, *Histoire de l'Édit de Nantes*, Delft, 1693-1695, in-4°, t. III, 2^e part., p. 134. Arnaud, *Histoire des Protestants du Dauphiné*, t. II, p. 155 et s.

(2) Archives de la Drôme D 53 (Délibérations du Consistoire de Die), fol. 51, 19 décembre 1639.

(3) *Ibid.*, 16 janvier 1640.

luy vouloir donner jusqu'au lendemain pour s'y résoudre, ce qui luy est accordé, et le sieur Terrice, appelé, a offert à la compagnie d'entrer en dispute contre les compétiteurs de ladite chaire de philosophie, et, ensuite, ses services, en cas qu'il soit jugé le plus capable pour emporter ladite chaire (1). »

Le lendemain, le Conseil demande à Reynaud « s'il prétend s'exposer à la dispute avec le sieur Terrisse desjà présenté ». Reynaud répond « qu'il prétend à la chaire de philosophie, et, ce faisant, soutient que le sieur Terrisse n'est pas admissible » ; puis il déclare formellement recuser en qualité de juges plusieurs des membres du Conseil, savoir : Aymin, pasteur, Blanc, recteur, et Chastet, professeur en philosophie, occupant la première chaire.

« Et, sans avoir égard aux causes d'inadmissibilité de la personne dudit sieur Terrisse avancées par le dit sieur Reynaud, la compagnie l'a jugé admissible à la dispute, à la charge d'apporter dans un certain temps des attestations pour son séjour dans Genève, et de son païs, ce qui ayant esté notifié audit sieur Reynaud, [il] en a appelé au Synode provincial et s'est desparti de la volonté de disputer (2). »

Le 20 janvier, Reynaud confirme son désistement et demande acte de son appel au synode.

« La compagnie (3), ayant jugé admissible à la dispute le sieur Terrisse, a conclu de l'ouir, et, à cet effet, ont esté dressées plusieurs questions en philosophie et d'icelles sont escheues par sort les deux suivantes audit sieur Terrisse :

Utrum elementa in se invicem transmutentur, et :

Quænam sit natura relationis ad sua correlata?

Sur lesquelles questions ledit sieur Terrisse discourut et donna la solution, avec grande satisfaction à la compagnie et à tous les assistants.

Derechef la compagnie conclut que des thèses seroient dressées par ledit sieur Terrisse et affichées par les carrefours de ladite ville et porte du temple et collège, pour estre icelles soutenues

(1) *Ibid.*, 18 janvier 1640.

(2) *Ibid.*, 19 janvier 1640.

(3) Le mot *compagnie*, à Die, signifie *assemblée* (corps délibérant).

publiquement contre tous ceux qui se présenteroient après midi dans le même lieu. »

« — Dudit jour, en mesme lieu que dessus, assemblés les conseillers susnommés, à la manière accoustumée, a esté procédé à la dispute des thèses posées par ledit sieur Terrisse, et, icelles suffisamment agitées, ledit sieur Terrisse sorti de l'auditoire, la compagnie a délibéré qu'attendu que ledit sieur Terrisse a suffisamment satisfait aux exercices par luy faits, tant le matin que l'après-disnée, de luy donner la chaire en philosophie, par provision, à la forme des autres régence de l'Académie, sous les gages annuels accoustumés à ladite profession, et des deniers qui proviendront des Églises, selon l'ordinaire.

Laquelle délibération ayant esté signifiée audit sieur Terrisse, [il] a acquiescé à icelle, et l'a acceptée en toutes ses parties, et a presté le serment, entre les mains du sieur Recteur, de bien et fidèlement servir l'Académie en la profession de philosophie (1). »

III

Le nouveau professeur n'était autre que André Castel, qui venait de changer de nom (2) pour mieux éviter les poursuites de ses anciens coreligionnaires : il allait éprouver l'effet des calomnies répandues contre lui par la famille de ses hôtes à Genève.

Terrisse écrit aux pasteurs de cette ville pour obtenir d'eux le certificat exigé par le Conseil de l'Académie de Die, et, comme il soupçonne les dispositions peu favorables auxquelles il va se heurter, il prie M. Bouteroue, président du Consistoire de Grenoble, d'appuyer sa démarche. Celui-ci, en annonçant à M. Spanheim (3) la nomination de Castel, demande que la Compagnie des pasteurs de Genève veuille bien donner à Castel « tesmoignage de sa vie et conversation en ceste ville, couvrant charitablement quelques défauts qui y ont peu paroistre, et le luy bailler sous le nom de Théophile Terrisse, ce dernier

(1) *Ibid.* 20 janvier 1640.

(2) E. Arnaud donne à Terrisse les prénoms de David Théophile ; nous trouvons constamment Théophile, jamais *David*. — Blanc, recteur de l'Académie de Die, dit ignorer d'où a été pris le nom de baptême (voyez p. 204 et 216).

(3) Frédéric Spanheim, né en 1600, professeur de philosophie 1626, professeur de théologie à Genève de 1631 à 1642, puis à Leyde 1642, mort en 1649.

étant le nom d'une métairie de son père, ayant esté conseillé de changer ce nom de Chatel (*sic*), malencontreux et odieux en France (1). »

Ce changement de nom — on ne s'en doutait pas à Die — allait ajouter un grief à ceux que déjà l'on avait à Genève contre Castel. Ces griefs se trouvaient au nombre de trois : il était parti précipitamment et sans prendre congé ; il était accusé d'inconduite ; enfin il se trouvait soupçonné d'hétérodoxie. Loin de céder au désir exprimé, la Compagnie charge Spanheim de répondre à Bouteroue « que nous désirerions entièrement de seconder sa charité envers ledit Castel, mais que, veu ce qui s'est passé par deça, nous ne pourrions lui donner tesmoignage qui lui fut avantageux ; que la charité doit estre plus grande envers l'Eglise qu'envers un particulier ; que, quand nous lui pourrions donner tesmoignage, cela ne se feroit sous un nom emprunté (2). »

Se croisant avec cette réponse, nouvelle démarche tentée par un certain Lua, que Bouteroue a chargé de parler à la Compagnie : celle-ci demeure dans l'expectative (3). Mais une semaine plus tard, le 10 avril, la question revient :

« Ont été leues en la Compagnie diverses lettres de Mons^r Hemin (Aymin), ministre à Die, et de Mons^r Castel, escrites à divers de la Compagnie, par lesquelles elle est instamment requise de vouloir donner tesmoignage au dit Castel, et que, si on trouvoit difficulté de le lui donner sous le nom de Théophile Terrisse, qu'il avoit pris pour bonnes raisons et par avis particulier de Mess^{rs} Bouteroue et Hemin, pasteurs, il estoit content de l'avoir sous son nom premier, assavoir de Castel^r (4). »

La Compagnie persiste dans la négative, parce qu'on ne pourrait donner un témoignage favorable : l'intéressé,

(1) Probablement à cause de l'attentat de Jean Chatel contre Henri IV, 27 décembre 1594, mais le prétexte invoqué paraît bizarre. — Quant au nom de « Terrisse », il est celui de nombreuses localités, hameaux ou fermes, dans les départements de la France méridionale.

(2) Registres de la Vénérable Compagnie des Pasteurs de Genève, volume cité, p. 398, 14 février 1640.

(3) *Ibid.*, p. 402, 3 avril 1640.

(4) *Ibid.*, 10 avril 1640.

ayant été nommé professeur, n'a qu'à s'en contenter pour le présent ; ces Messieurs, puisqu'ils l'ont agréé, seront à même de juger par la suite s'il sera propre ou non au saint ministère. M. Chabrey (1) est chargé d'écrire dans ce sens à M. Bouteroue.

Encore une fois cependant, Blanc, recteur de l'Académie, insiste auprès des pasteurs et professeurs de Genève :

Messieurs et très honorés frères,

Le sieur Castel, ou autrement Terrisse, ayant esté établi professeur en philosophie en ceste Académie sous l'espérance qu'il nous a donné de nous rapporter dans quelque temps une attestation de sa conversation parmi vous, nous a fait entendre que vous avez fait difficulté de [la] luy accorder, en partie à cause qu'il a prins un autre nom que celui de sa famille, en partie aussi parce qu'il s'estoit retiré trop soudainement de chez vous, et comme à la desrobée, et que l'on avoit trouvé dans son cabinet des limeures de métaux et certaines notes sur quelques presches et leçons qu'il avoit ouy. Sur quoy nous avons creu que vous ne prendriez pas en mauvaise part la prière très humble que nous vous faisons de n'interpréter pas inistrement le changement de son nom, n'ayant esté fait que pour se garentir de la persécution que l'évesque de ceste ville auroit infailliblement suscitée contre luy, s'il eut paru par deça sous le nom de Castel ; car, sa sortie du papisme ayant grandement ulcéré et enaigri contre luy les espritz de ceux qui en font profession en ce lieu et au voisinage, et nommément de ceux de l'ordre dont il faisoit profession, qui ont une de leurs maisons à Valance, il ne pouvoit espérer de vivre tranquillement parmi nous sous ledit nom. Touchant le changement du nom de baptême, nous ne scavons comment il est arrivé, mais il est fort aisé d'y remédier en le retenant d'ores en avant ; et aussi nous n'avons pas appris qu'il l'ait obmiez pour en prendre un autre qu'en la subscription des thèses qui furent agitées lors de son établissement. Et quant aux obstacles de par delà, il nous a dit qu'il vous a donné les éclaircissemens nécessaires pour le descharger de soupçon ou d'hétérodoxie ou de vie scandaleuse ; combien qu'il reconnoisse qu'il y a eu de l'imprudence en la promptitude de son despart, n'ayant pas considéré qu'on en pourroit prendre des mauvaises impressions ; lesquelles néanmoins il a creu que le temps effaceroit par l'évidence de la vérité du fait, dont il nous

(1) Daniel Chabrey, pasteur à Bossey 1612, à Genève 1615, recteur de l'Académie de 1625 à 1633, mort en 1663.

a dit que celuy qui s'est trouvé coupable avoit menacé de le faire charger, à cause de quelques advis qu'il en avoit donné aux personnes intéressées...

Vos très humbles et très obéissantz frères et serviteurs, Ceux du Conseil de l'Académie des Églises réformées de France établie à Die. et pour tous,

BLANC, Recteur de ladite Académie.

A Die, le 7 May 1640 (1).

En même temps une lettre de Terrisse, longue, détaillée, écrite de verve, constitue cette fois un plaidoyer en règle, reprenant une à une les accusations élevées contre lui (2) :

Messieurs,

La profession à laquelle j'ay esté appelé et employé. et le désir que j'ay de suivre la vocation de Dieu, en produisant les dons qu'il luy a pleu me départir à la glorification de son saint nom, l'avancement de son règne et l'édification de son Église, me font rechercher avec importunité de vostre bienveillance le tesmoignage de mon séjour parmi vous, afin de me prémunir contre mes en[ne]mis et me mettre à couvert des persécutions qui me menacent, et pouvoir paisiblement subsister en cette Académie; et, quoyque j'aye tasché, par d'autres lettres, de me justifier sur les sujets qui vous ont obligé à me refuser ledit tesmoignage, néantmoins, voyant que les impressions mauvaises que vous avés conceu par les rapports qui vous ont esté faicts, et par les sujets que je vous en ay donné par mon indiscretion et trop soudain despart, ont prévalu jusques à présent, il fault que, derechef, je vous édifie sur les plaintes que vous faites de moy, dans vos lettres escrites à Monsieur Bouteroue, lesquelles j'ai apprises en partie par une lettre que Monsieur Mollet (3) m'a escrit, dattée du 18 janvier 1640, en partie par le rapport de ceux auxquels Monsieur Bouteroue avoit parlé de cet affaire pour m'en instruire. Donc, Monsieur Molet m'a escrit en ces termes de vostre part :

« Monsieur, Nostre Vénérable Compagnie a veu les lettres que luy avés adressées. Elle loue Dieu de ce qu'il vous faict la grâce

(1) Bibliothèque de Genève, manuscrit cité, fol. 120.

(2) *Ibid.*, fol. 118, 119, lettre également datée de Die, 7 mai 1640, et adressée « à Messieurs les Pasteurs et Professeurs de l'Église et Académie de Genève ». Les deux lettres furent lues à la Compagnie le 5 juin (v. st.).

(3) Enoch Mollet, né en 1578, pasteur à Chancy 1605, à Cartigny 1610, à Genève 1617; marié à Jeanne Girard des Bergeries; mort en 1647.

de persévérer en la profession de la vérité, dont il vous a donné la cognoissance, et le prie d'augmenter ses dons en vous. Pour vostre départ d'icy, il a esté si brusque et précipité que l'on n'a peu présumer autre chose, sinon que c'estoit un effect des remords de vostre conscience sur quelque malversation, soit avec la fille de vostre hoste, quoyqu'elle ait donné l'enfant qu'elle portoit desjà à un autre qu'à vous, soit de peur d'estre desouvert lire des livres, manier limaille de métaux, faire observations sur les presches ou leçons en théologie de si mauvaise grâce, comme cella s'est trouvé en vostre estude, qu'on n'a peu présumer de là beaucoup de bien. Autant que Dieu couvrira vos défauts, nous le faisons aussi très volontiers. »

Voilà les paroles de Monsieur Molet. D'ailleurs, j'ay appris qu'on vous avoit figuré que je vivois en athée et hypocrite, et avois des livres qui sentoient cette vie, à sçavoir un livre intitulé *Les trois imposteurs*, ne me souciant des exercices de dévotion, et parlant irrévéremment de Dieu.

Suit la défense de Terrisse quant à l'accusation de mauvaise conduite, défense fort nette, au cours de laquelle il déclare que ceux qui l'ont calomnié sur ce point lui avaient annoncé qu'ils lanceraient aussi contre lui d'autres imputations. Il passe maintenant à ces dernières :

Quant aux limeures des métaux (1), il n'y avoit ny or ny argent ; c'estoit du fer, acier et cuivre, et ses limeures ne sont suspectes à un médecin ny apoticaire, puisqu'ils s'en servent en plusieurs maladies, et j'ay pratiqué la médecine dans Genève pour mes amys particuliers, et hors de Genève devant et après mon départ.

Touchant les livres, la *Géomance* de Catan (2) n'estoit à moy, ains à M^r de la Bergerie (3), et la curiosité m'avoit porté à la lire, sans y ajouter foy, et par récréation et divertissement, ainsi que l'auteur mesme du livre exhorte ceux qui liront son livre.

La *Chyromance* de Indagine (4) n'est point profane à ce point

(1) Trouvées dans son cabinet.

(2) *La Géomance du seigneur Christofe Cattan* (Catani), gentilhomme Genevois (Génois), livre non moins plaisant et récréatif que d'ingénieuse invention, pour sçavoir toutes choses présentes, passées et advenir. Avec la Rouë de Pythagoras. Paris, 1558, in-4° ; — Paris, 1567, in-4° (Brunet *Manuel du Libraire*, t. I, col. 1674). — Autre édition, Paris, Cl. Hicard, 1577, in-4°.

(3) Probablement Jacob Girard des Bergeries, plus tard médecin et professeur à l'Académie de Lausanne.

(4) *Chyromance et Physiognomie par le regard des membres de l'homme, faite par Jehan de Indagine*, trad. en françois par Ant. du Moulin, Lyon, 1549, pet. in-8°. — Le texte latin a été imprimé à Strasbourg, 1522, 1531, 1534 (Brunet, t. III, col. 435).

qu'on ne la puisse lire sans crainte d'estre repris d'un magistrat, et par divertissement ; outre que les docteurs et ceux qui aspirent aux professions que j'avois exercé et exerce à présent sont obligés de scavoir ce que tels livres tiennent, pour y respondre et justifier les défenses que l'Église faict, après Dieu, de leur usage superstitieux ; et un docteur ne se doit fier au raport d'autrui, mais doit voir luy mesme les livres qui traictent des erreurs qu'il veult et doit réfuter.

Sur les remarques que je faisois après les presches et leçons de théologie, j'y estois obligé pour m'instruire et m'édifier là-dessus ; car j'avois esté instruit dans l'Église romaine au contraire de ce que j'entendois souvant dire, et ne pouvois comprendre les points que je remarquois contenir les pures erreurs de l'Église romaine, lesquelles j'avois renoncé, et contre lesquelles j'avois desseing d'escrire ma déclaration (1), touchant les motifs qui m'avo[en]t obligé à en sortir de ladite Église ; et Dieu scait que je ne ments point disant que mon desseing n'estoit point mauvais ny éthérodoxe, mais chrestien et orthodoxe.

Quant aux autres plaintes de mon hypocrisie et soupçons d'athéisme, j'appelle à tesmoing le ciel et la terre de mon innocence ; et tous ceux avec lesquels j'ay conversé, parmi vous et ailleurs, peuvent tesmoigner que je n'ay rien tant à cœur que l'analogie de la foy et de la nature, de la théologie et de la philosophie, et que je déteste cette philosophie libertine, laquelle n'use moule (2) à l'escriture sainte et à la foy. Les escrits de philosophie que j'ay dicté dans vostre ville en font foy ; et je jure sur mon âme que je n'ay jamais eu en mon pouvoir le livre des *Trois Imposteurs* et que je ne l'ay jamais leu ; bien est vray que j'ay parlé, avant ma conversion, avec des personnes qui estoient mordues là-dessus ; mais, au lieu d'en avoir receu des mauvaises impressions en mon âme, Dieu scait que j'ay édifié plusieurs de ces gens-là au contraire du dit livre, respondant à leurs raisons, et leur en proposant en faveur de Jésus Christ et de Moyse d'assés fortes et pressantes pour les désabuser et, Dieu aydant, le public les verra en lumière dans peu de temps (3), si je suis en repos des persécutions qui m'accueillent de tous côtés. Et vous savez mon assiduité aux presches et prières publiques, et pour les particulières, [le savent] le sire Pallua et les siens, auxquels je pardonne, comme aussi à tous mes haineux, et et à tous ceux qui vous ont si mal informés contre moy, priant Dieu de tout mon cœur qu'il ne leur impute point ce péché ; car, véritablement, ils ne scavent ce qu'ils font, et leur passion les a

(1) Il ne paraît pas qu'il ait exécuté ce dessein ; c'est regrettable, car nous aurions pu pénétrer ainsi dans l'intimité de sa pensée.

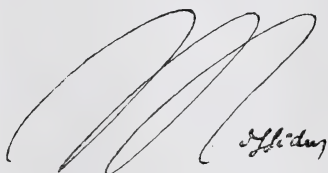
(2) Sic, pour « moult ».

(3) Même remarque qu'à la note 1.

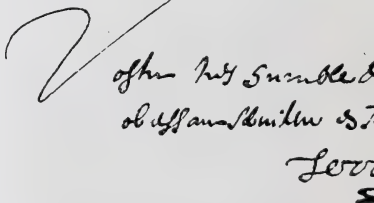
aveuglés. Ils sont contraints par la vérité de dire que je vacquois entre eux à la lecture de l'écriture sainte, au chant des psaumes et [à] la prière du soir, voire exhortois souvant les uns et les autres à estre plus fréquents aux presches et exercices de piété qu'ils n'estoient. Si je ne faisois moy mesme la prière, c'est que le sire Pallua la faisoit tousjours, et autre que luy ne s'en mesloit chés luy.

Voilà, Messieurs, ce que ma conscience m'oblige et me dicte, et ce que la vérité me faict dire pour vous prier de vous départir de tous ces soupçons, et me donner le bon tesmoignage que je vous conjure, par les entrailles de la miséricorde et de la charité de Jésus Christ, de me donner.

Si je ne voulois vivre en chrestien, et servir Dieu avec édification de son Église, je n'aurois besoing de vostre tesmoignage, et je pourrois, sans estre persécuté, vivre ailleurs en repos, et [avec] plus d'avantage que je ne faicts, vacquant à la médecine ou à la philosophie ailleurs, ou retournant chés les papistes, ainsi que j'ay esté recherché très advantageusement; mais je veux suivre la grâce de Dieu, et coopérer au Saint-Esprit, qui m'a esté donné si abondamment, pour vivre en la communion des saints et estre tousjours,



Dye ce 7^{me} may 1640.



*offre luy Sumble &
de l'Amour & de
L'Esprit*

Ces explications n'eurent pas de succès : le 5 juin 1640, la majorité des membres de la Compagnie maintient les décisions antérieures et refuse pour la troisième fois le témoignage demandé (1). Puis, le silence se fait sur ce sujet dans les registres et la correspondance. Arnaud

(1) « Par la plus grand voix, a esté avisé de se tenir à ce qui desjà, à diverses fois, a esté arrêté en la Compagnie. Nostre frère, M. Soenori, [est] chargé de respondre à Mess^{rs} de Dye. » (Registre cité, p. 405.)

avance, il est vrai, que Blanc obtint enfin de Genève la dite attestation, mais cela ne ressort pas de nos documents.

IV

Bien que l'attestation de Genève n'eût pas été produite, Terrisse avait commencé immédiatement à exercer ses nouvelles fonctions, et, comme il n'avait eu pour vivre jusque-là que ses honoraires de médecin, assez maigres sans doute, il se trouva contraint, au début de son professorat, de demander une avance sur son traitement, ce qu'on lui accorda volontiers. « Sur ce qui a esté proposé de la part du sieur Théophile Terrisse, professeur en philosophie en ceste Académie, priant ceste compagnie de luy faire les avances du premier quartier de ses gages de professeur, la compagnie a conclud qu'on lui avanceroit la somme de trois vingts quinze livres, et que mandat luy sera expédié sur le sieur Louys Bonnet, un des receveurs des deniers deubs à cette Église. » Et plus loin : « Le sieur Térice, professeur en philosophie, prie la compagnie luy accorder un mandat de trente sept livres sur ce qui peut luy estre deub de ses gages de professeur ; — la compagnie lui a accordé ledit mandat sur maistre Bonnet (1). »

Dans de telles circonstances, les noces qu'allait célébrer le jeune professeur ne pouvaient guère donner lieu à de somptueuses fêtes ; ce fut en effet le mardi 17 juillet 1640 que Terrisse se maria, par le ministère du pasteur Michel Janvier (2). Fut-ce pour rehausser quelque peu l'éclat de la cérémonie que l'époux persuada au pasteur intérimaire, peu au courant des us et coutumes, de profiter, pour bénir le mariage, de la sonnerie de cloches annonçant un culte ? Quoi qu'il en soit, mal lui en prit ;

(1) Archives de la Drôme, D 58 (Délibérations du Consistoire de Die, aux dates des 26 janvier et 1^{er} juillet 1640).

(2) Michel Janvier, né à Genève, petit-fils d'un réfugié de Blois, pasteur à Pipet 1616, à La Grave 1616-1618, à Beaurepaire et Roybon 1619-1660. Le Synode de l'Albenc l'avait prêté à Die, où il ne resta que 52 jours, à cause des tracasseries que lui suscita le pasteur Aymin.

Janvier fut mandé par devant le Consistoire et vertement tancé pour cette incorrection :

« Sur ce qui a esté proposé que, mardi dernier, le sieur Janvier seroit monté en chaire incontinent après le premier coup de cloche, pour bénir le mariage du sieur Terisse, professeur en philosophie en ceste Académie, et iceluy sieur Janvier, appelé sur ce sujet, auroit comparu et déclaré que la chose étoit véritable, et qu'il n'auroit procédé à ceste heure-là à la bénédiction dudit mariage si les sieurs Térissé et Denijane ne luy eussent faict entendre que cela auroit esté pratiqué autres fois en ceste Église : sur quoy on a reparty audit sieur Janvier que ceulx qui lui avoient dict cela estoient très mal informez, et que ceste Église n'avoit jamais permis à aucun de leurs pasteurs de commettre une telle faute; — et iceluy sieur Janvier ayant déclaré que lesdits sieurs Terrisse et Denijane, estudiant en théologie, l'en avoient asseuré, il a été conclud qu'ils seroient appelés au premier consistoire (1). »

L'épouse de Th. Terrisse étoit François Royer, alors âgée de vingt-deux ans, fille d'un notaire et procureur de Die, et de Isabeau Chabert.

David de Rodon, auquel Terrisse succédait comme professeur, lui avait cherché chicane dès son établissement. En dépit de l'intervention du synode de Dieulefit, ces menées continuaient et le Consistoire eut à s'occuper de cette affaire en 1641 :

« Le sieur Terrisse, professeur en philosophie en l'Académie établie en ceste ville, a comparu, se plaignant de ce que le sieur Rodon, professeur en philosophie à Orange, se trouvant maintenant en ceste ville, continue de mesdire de lui, et mesme lui procure quelque persécution par le moyen des presbstres de ceste ville, au préjudice de la sentence du Synode de ceste province, assemblé en dernier lieu à Dieulefit, par laquelle les différents qui estoient entre lesdits sieurs Terrisse et Derodon sont assopis, et iceux obligés d'estre bons amis, à quoy tous deux ont promis d'obéir. — Sur quoi opiné, la compagnie a déclaré qu'elle reçoit la plainte dudit sieur Terrisse et a nommé les sieurs Blanc et Aymin pasteurs, ou l'un d'eux avec les sieurs Laurent et Périnet, pour en informer (2). »

(1) Même registre, à la date du dimanche soir 22 juillet 1640. La suite de cette délibération est inconnue.

(2) Registre cité, à la date du 7 septembre 1641. La suite de cette délibération est inconnue.

Trois semaines auparavant, David de Rodon avait essayé d'attaquer Terrisse hors de France, en un point qu'il pouvait croire particulièrement vulnérable, mais la Compagnie des pasteurs de Genève, sollicitée par de Rodon de prononcer, au sujet de certaines thèses, un jugement entre lui et « M^r. Castel », répondit à Spanheim, qui avait présenté la demande de de Rodon, « qu'elle ne devoit se mesler de ces choses-là (1). » Si cette Compagnie avait gardé quelque arrière-pensée à l'égard de Castel, du moins, et c'est tout à sa louange, sut-elle rester vis-à-vis de lui dans une neutralité absolue. Ajoutons que la réserve des pasteurs de Genève, en cette circonstance, est un argument de plus en faveur de Castel; il en ressort que l'enquête de 1639 n'avait apporté contre lui aucune preuve réelle de culpabilité.

Le Dauphiné était ruiné; les temps étaient durs pour la population tout entière; pasteurs et professeurs ressentaient aussi les effets de la misère générale. Les Églises qui s'étaient engagées à soutenir l'Académie de Die par des contributions, ne fournissaient pas celles-ci régulièrement; en 1636 nous voyons les professeurs exhortés à persévérer au devoir et à enseigner fidèlement, bien que quelques-uns d'eux eussent à ce moment-là trois années de gages arriérés (2). Au moment où Terrisse entrait en fonctions la situation n'était pas meilleure; on lit en effet dans le registre des *Délibérations du Consistoire* de Die, à la date du 25 mars 1640 :

« Les professeurs et régents de l'Académie établie en ceste ville ont comparu céans et remonstré à ceste compagnie que faute de payement de la plus grande partie de leurs gages, qui leur sont deus depuis plusieurs années en ça, ils auroient esté contraincts d'emprunter argent de quelques-uns de leurs amis pour se pouvoir entretenir, envers lesquels ils ont perdu leur crédit faute de leur avoir rendu leur argent, ce qui leur oste entièrement moyen de pouvoir plus subsister; joint qu'ils se trouvent pour le présent frustrez de la subvention des Églises de Norman-

(1) Registres de la Compagnie des Pasteurs de Genève, volume cité, p. 437. 6 août 1641 (v. st.).

(2) Arnaud, *Histoire de l'Académie protestante de Die*, p. 99.

die, lesquelles ne leur ont du tout rien envoyé pour l'année 1639 ; joint à ce le peu de secours qu'ils ont reçu des Églises de la province, desquelles ils ne peuvent rien avoir que par la voye de la justice, ce qui les auroit obligé de présenter requeste à nos Seigneurs de la dite Cour en l'Édict, aux fins d'avoir lettre de la dite cour pour contraindre lesdites Églises du Dauphiné au payement de la somme qui leur est due depuis plusieurs années, à quoy ils prient la compagnie d'avoir esgard.

Sur quoy il a esté conclud que, pour soulager lesdits sieurs professeurs et régents, on emprunteroit jusques à la somme de six ou sept centz livres, et qu'on enverroient au premier jour des sergents par toutes les Églises de ceste province, leur inthimer les lettres de contraincte obtenues de nos Seigneurs de la Cour en l'Édict, lesquelles condamnent les Églises de ceste dite province au payement de la somme mentionnée, dans quatre mois après ladite intimation, lesdits professeurs et régents ayans protesté et protestans encore ne se vouloir tenir aucunement à l'arresté du synode tenu en dernier lieu à l'Alben, par lequel ledit synode a prins dix ans de terme pour les payer de leurs dits arrairages ; et, pour faciliter ladite intimation au plus tost, il a esté aussi conclud de prendre 19 livres chez le sieur Girin, par lui deues à ceste Église, et autant chez le sieur Bonnet, pour les bailler aux sergents qui iroint fere lesdites intimations (1). »

A la date du 1^{er} avril suivant, nouvelle instance des professeurs :

Le consistoire assemblé au temple... les professeurs et régents de l'Académie se sont présentés, continuantz leurs remontrances du défaut de payement de leurs estats, et que mesme ils n'ont point eu les effectz de la conclusion prinse en ceste assemblée le 25^e mars dernier passé, laquelle n'estant point exécutée, ils protestent ne pouvoir continuer la fonction de leurs charges.

Sur quoy il a esté derechef conclud de fere dès maintenant l'emprunt dont s'agit pour la subsistance desdits professeurs et régents (2).

En 1653 Terrisse, chargé de faire rentrer les contributions en faveur de l'Académie, est en butte aux reproches amers des « sieurs anciens de l'Église réformée de

(1) Archives de la Drôme, D 58, fol. 43.

(2) *Ibid.*, fol. 46.

Loriol », qui se plaignent à « Messieurs du Conseil de l'Académie » :

« Messieurs, nous osons vous supplier de pardonner à nostre passion, et, si nous usons avec tant de liberté à vous adresser nos plaintes en la persécution et trouble que donne à nostre Église Monsieur Terrisse, professeur; luy ayant esté remis pour nostre cotte à la subvention et entretien de l'Académie, comm' aussy pour les autres Églises défailantes, et, quoy que la misère du temps et les grands logements [de soldats] ayant fait désertier la plus part de nos habitans, néanmoins à peu près nous avons satisfait au temps par luy donné, luy ayant payé cent livres de despens, mais, non content de cela, tesmoignant envers nous une haine..., il s'est pourveu par requeste à la Chambre et a fait assigner pour voir taxer les dépens exécutifs, quoy que nous n'en devons aucuns, ayans quittance; néanmoins, comme nous abhorrons les procès autant que ledit sieur Terrisse les aime, nous vous supplions de scavoir s'il veut arrester cette poursuite jusques au synode prochain, où nous faisons voir nos justes plaintes... »

Suit en apostille la réponse de Terrisse :

« Est à noter que les despens que prétend ledit sieur Terrisse ne sont que pour payer pour les Églises défailantes; ayant toutes fois donné quittance pure et simple, nostre charité nous ayant esté préjudiciable (1). »

Terrisse, il est vrai, possédait quelques immeubles et une vigne (2) qu'il exploitait directement, mais cela ne l'enrichissait pas, et les traces de fréquentes contestations témoignent de la difficulté avec laquelle, à cette époque de pauvreté, les propriétaires touchaient leurs revenus.

Un diplôme académique, du 28 août 1649, cité par Arnaud (*Histoire de l'Académie de Die*), parle du « très célèbre et très docte Terrisse, professeur en philosophie du plus grand mérite parmi nous... préfet de l'Académie; » ces termes sont trop emphatiques, mais ce que nous savons de Terrisse et l'estime dont il fut entouré à Die durant toute sa carrière nous montrent en lui

(1) Archives de la Drôme, D 53, fol. 118 (8 février 1653).

(2) Le 9 mars 1653, par acte notarié, Jacques Delafont, de Marignac, s'engage à fournir à forfait à Terrisse une cuve de chêne, contenant quatre-vingts charges de mulet de vendange, ainsi qu'un tonneau de chêne contenant dix charges.

un homme capable et actif. A diverses reprises il est nommé soit « principal », soit « syndic » de l'Académie; en janvier 1653 nous le voyons cumuler ces deux fonctions avec celle de secrétaire du Bureau académique (1); on lui confie volontiers quelque mandat administratif; en 1666 il est « député au synode d'Embrun, pour y agir au nom dudit Bureau sur tous les affaires qui regardent l'Académie (2) », et en 1667, il est député au synode de Dieulefit (3).

Tout en professant à l'Académie, il ne cesse point d'exercer la médecine, et, en 1647, il accepte volontiers de remplir un intérim après le décès de son collègue Chastet, titulaire de la 1^{re} chaire de philosophie (4); on le prie de se contenter, pour ce surcroît de travail, « des deux tiers de gaiges de la chaire vacante, revenant lesdits deux tiers à vingt livres par mois ».

Terrisse entendait que l'on observât les règlements et que la discipline fût respectée, comme le montrent les passages suivants des *Conclusions académiques* :

« Sur la remontrance faite par le sieur Terrisse, professeur en philosophie et principal, que, contre l'ordre et les conclusions cy-devant prises du 12 novembre et 1^{er} décembre 1652, certains escoliers promeus en l'auditoire de physique, où il enseigne la présente année, l'avoient quitté pour aller en celuy de la logique, sous le support et adveu du sieur Hologaray (5), aussy professeur en philosophie, y enseignant présentement; ouy là dessus ledit sieur Hologaray, qui a dit n'estre pas en son pouvoir d'empescher l'entrée de son auditoire à ceux qui le voudroyent fréquenter, n'ayant en ce cas là que le droit de remontrance, et [a] en suite protesté qu'il avoit ignoré que lesdits escoliers eussent abandonné l'auditoire de physique.

« La compagnie a conclu que ledit sieur Hologaray seroit exhorté à ne recevoir aucuns escoliers en son auditoire que ceux

(1) Archives de la Drôme, D 53, aux dates du 14 janvier 1653 et du 28 décembre 1665.

(2) *Ibid.*, 22 août 1666.

(3) *Ibid.*, 2 octobre 1667.

(4) *Ibid.*, 17 sept. 1647.

(5) Bertrand Olhagaray, de Belloc en Béarn, nommé professeur de philosophie en 1648 pour remplacer Chastet. Il professait encore en 1668; nous ignorons jusqu'à quelle date il enseigna.

qui luy seroient remis par les sieurs Recteur et principal, ce qu'ayant ouy, il a promis de le faire. Et pour le regard desdits escoliers, prévenus qu'ils seroient grièvement censurés comme perturbateurs de l'ordre et vivement exhortés de se remettre dans leur devoir, soubz peine de proscription en cas de contravention, de quoy charge a esté donnée auxdits sieurs Recteur et principal.

« Sur autre remonstrance aussy faite par ledit sieur Terrisse, [qu'un] escolier, nommé Jean Jossaud, de cette ville, non promu aux leçons publiques, fréquentoit ledit auditoire de logique, la compagnie, après s'en estre informée, a conclu qu'en suite de griefve et apre censure faite audit Jossaud, il luy seroit ordonné de s'abstenir à l'avenir de la fréquentation dudit auditoire de logique, jusques à ce qu'il y fut promu par les directeurs de l'Académie, soubz peine, en cas de désobéissance, d'estre puny exemplairement et proscrip[t] du collège, déclarant, d'ici maintenant comme pour l'avenir, que ceux qui entreprendront tels excès [seront] proscripts. Et quant audit sieur Hologray, qui avoit reçu ledit Jossaud dans son auditoire, nonobstant tout ce qu'il a allégué, ladite Compagnie a jugé qu'il estoit censurable et qu'il seroit sérieusement exhorté, et en sa personne ledit sieur Terrisse, de n'admettre aucuns escoliers à leurs leçons contre l'ordre et coustume de cette Académie, et sans l'adveu de Mr le Recteur, à quoy ils ont l'un et l'autre acquiescé (1) ».

« En après a esté formé plainte par le sieur Terrisse, principal, contre les sieurs Poudrel, régent de la 4^e classe, et aussy contre le sieur André, régent de la septième, sur le refus qu'ils firent dernièrement de foeter deux escoliers, l'un de la 4^e classe, et l'autre de la sixième, ce qui a donné une très mauvaise impression à toute la jeunesse, priant la compagnie d'y metre ordre.

« Sur quoy a esté conclu d'ouyr les sieurs Poudrel et André, pour en après estre pourveu ainsi que de raison.

« Premièrement, le dit sieur André a comparu et advoué de n'avoir voulu donner le foet à un escolier de la sixième classe pour n'y estre auquunement obligé, ny par les loix de l'Académie, ny par la coustume; et le sieur Poudrel a advoué aussy de n'avoir voulu foeter son escolier, à cause que ledit sieur Terrisse devoit commencer où par la 1^{ere} ou par la 7^e classe, et non pas par la quatrième, et que d'ailleurs les premiers, qui sont les plus desbauchés, n'y estoient pas, et, après estre tous deux sortis, ouy le dit sieur Terrisse.

« A esté conclu que les sieurs Poudrel et André seront tancés, mais plus le sieur Poudrel que André; scavoir, le sieur Poudrel,

(1) Archives de la Drôme, D 53, fol. 233, 14 février 1633.

tant pour avoir désobéi au commendement qui luy fust donné par le sieur principal que pour n'avoir parlé avec le respect qu'il devoit; et le sieur André, pour sa façon d'agir et de parler, et, affin qu'à l'advenir il n'arrive un semblable [fait], la compagnie a trouvé bon que chaque régent foetera ses escoliers, en classe pour les fautes légères et ordinaires, et en sale pour les extraordinaires (1). »

V

On ne connaît de Terrisse que les quelques ouvrages suivants :

Sept de ses élèves, des Suisses, firent paraître à leurs frais son cours de philosophie chrétienne sous le titre : *Manuale philosophiae christianae, in quo singulari brevitare et claritate proponuntur omnia scitu necessaria philosophiae studiosis*. Deiae, excud. Ezechiel Benedictus, typogr. Acad., MDCXLVI, pet. in-8°, 359 p. (2).

On a conservé aussi un livret et un placard annonçant des thèses de philosophie soutenues sous sa présidence en 1642 et 1660 : *Theses universae philosophiae christianae pro summâ laureâ consequendâ, quas, Deo favente, sub auspicio Dom. Theophili Territii, philosophiae professoris doctissimi in Academia Eccl. Ref. Galliae apud Dienses, die 5 septembris 1642, propugnabunt ingenui adolescentes....* (suivent les noms des élèves et les thèses) *Deiae Aug. Vocont., excudebat Ezech. Benedictus, Typogr. Acad. Eccl. Ref. Galliae, 1642, in-8°* (3), et : *Theses logicae christianae quas, sub praesidio doctissimi viri Dom. D. (4) Theophili Territii, medicinae doctoris peritissimi, et in Academia Ecclesiarum Reform. Galliae, autoritate regîa, Diae constitutâ, professoris acutissimi, agitandas proponunt ingenui adolescentes sic sortè locati, ad diem 25 junii 1660...* (suivent les noms de douze élèves et le texte de seize thèses de logique). *Diae Augustae Vocontiorum, excudebat*

(1) *Ibid.*, fol. 233, 18 mars 1667.

(2) Ad. Rochas, *Biographie du Dauphiné*, 1856-1860, t. II, p. 454.

(3) Arnaud, *Histoire de l'Académie protestante de Die*, p. 92, note 2.

(4) C'est sans doute sur la présence de cette lettre D (répétant *Dominus*) que E. Arnaud se fonde à tort pour appeler Terrisse *David*-Théophile.

Ezechiel Benedictus, Typographus Academiae, anno 1660, placard in-fol. (1).

Enfin Terrisse soutint en 1672 une controverse passionnée contre un autre médecin de Die, son coreligionnaire (2), Paul Terrasson. Terrisse venait de faire circuler dans le public de Die un manuscrit vantant les mérites d'une source minérale, dont la vertu, selon lui, provenait d'une certaine quantité de plomb en suspension. Terrasson, de son côté, répandit un mémoire célébrant également les mérites de cette eau, mais les attribuant à « un mercure très pur, subtilisé et pressuré par l'esprit universel ». — De là une polémique acerbe qui donna occasion à plusieurs publications. Terrisse réunit en une même brochure ses trois opuscules, dont les deux derniers étaient des réponses à son adversaire; Terrasson, lui aussi, imprima ensemble et son mémoire primitif et sa première réponse à Terrisse; ensuite il publia séparément une seconde réplique.

Voici les titres sous lesquels parurent ces divers libelles : *Traité de la nature, qualitez et vertus de la fontaine depuis peu découverte au terroir de la ville de Die, au lieu de Pennes* (3), composé par Théophile Terrisse, docteur en médecine et professeur en philosophie en l'Académie de la ville de Die, l'an 1672. Die, chez Fiquel, impr. de l'Académie, 1672, in-8° de 40 pages.

Terrasson fit paraître une *Description et relation fidèle de la nature, propriétés et usage de la fontaine minérale nouvellement découverte au terroir de la ville de Die*, par Terrasson, docteur en médecine. Grenoble, Édouard Dumon, 1672, in-8° de 70 pages. Comme il avait eu connaissance du manuscrit de son confrère, il fit imprimer à la suite de sa « Description » des *Remarques sur le Traité de la nature, vertus et qualitez de notre fontaine*; ces « Remarques » commencent à la page 61 de sa brochure.

Terrisse répondit par une *Apologie du Traité de la*

(1) Un exemplaire de ce placard se trouve aux Archives de la Drôme, D 54.

(2) Contrairement à la supposition de Ad. Rochas dans sa *Biographie du Dauphiné*, d'où nous tirons les indications qui suivent.

(3) Pennes, non le village de ce nom, mais une ferme, en face de Die, sur la rive gauche de la Drôme.

nature, vertus et qualitez de la fontaine depuis peu decouverte au terroir de la ville de Die, contre les « remarques » faites sur iceluy par l'auteur de la « Description et relation fidèle de la nature, propriétez et usage de ladite fontaine » ; cette « Apologie » commence à la page 23 de sa publication.

Là-dessus, réplique de Terrasson, imprimée séparément : *Le plomb au tombeau*, ou Apologie juste et véritable contre les calomnies du sieur Théophile Terrisse, professeur en philosophie, par P. Terrasson. Die, chez Fiquel, imprimeur de l'Académie, 1672, in-8° de 38 pages.

Une dernière réfutation de Terrisse se lit page 33, à la suite du « Traité » et de son « Apologie » : *Le plomb hors du tombeau, victorieux et triomphant de M. Terrasson, médecin, par lui-même* (1).

La dispute finie entre eux, un autre la fit renaître : un savant médecin de Crest, De Passis, publiant en 1673 un ouvrage sur une source d'eau minérale située près de Bourdeaux, dénigra celle de Pennes, et ainsi excita à nouveau la verve de Terrasson, qui répliqua en publiant aussitôt : *Le mercure vengé de Monsieur de Passis, D^r médecin de la ville de Crest*, ou Apologie des eaux de Die. Die, chez Jacques Fiquel, imprimeur de l'Académie, 1673, in-12.

Les familles de nos deux médecins polémistes entretenaient ensemble certaines relations : nous voyons en 1671 Th. Terrisse et Madeleine Bonnet, épouse de Paul Terrasson, figurer ensemble comme parrain et marraine au baptême d'une fille du chirurgien Chaix ; il ne semble pas, en dépit des aménités distribuées de part et d'autre au cours de cette bataille de plume, que ces relations se soient rompues, car, en 1682, le D^r Terrasson est parrain de P. Ph. Armand, petit-fils de Terrisse.

(1) Il faut entendre « triomphant par lui-même de M. Terrasson, médecin. »

VI

Au printemps de 1662, quelque danger subit et pressant, sur la nature duquel nous ne sommes pas exactement renseignés, obligea Terrisse à s'éloigner subitement de Die, sans même avoir eu le temps d'en avertir le Conseil académique et le Consistoire. De Lausanne, où il s'était réfugié, il s'excusa auprès de ces corps par deux lettres, expliquant qu'il avait été contraint de fuir « pour éviter l'orage que ses malintentionnés lui procuroient et, en suite de ce, requiert attestation de sa vie et mœurs (1) ». Il demande « la liberté de se retirer... et parcourir où [on] l'adressera ». — « La compagnie luy a octroyé sa demande et donné les tesmoignages de sa vie et mœurs et bonne doctrine en philosophie, priant le Seigneur le vouloir tousjours adresser par son bon esprit (2). »

Terrisse, probablement, avait eu vent de quelque dénonciation faite contre lui : c'est du reste dès cette époque-là qu'en France les ennemis de la Réforme forment le plan méthodique de répression qui devait aboutir, une vingtaine d'années plus tard, aux coups décisifs contre le protestantisme.

S'étant arrêté à Lausanne, Terrisse y trouva assez rapidement de l'occupation, grâce peut-être à une circonstance que nous fait connaître sa lettre déjà citée : il avait connu, à Genève, en 1639, Jacob Girard des Bergeries et Jean-François Devenoge, avec lesquels il paraît avoir entretenu des rapports d'amitié (3) ; il les retrouva à Lau-

(1) Archives de la Drôme, D 60, 18 mai 1662.

(2) *Ibid.*, D. 53, fol. 161. Au printemps de 1661, le roi avait ordonné à l'intendant du Dauphiné de redoubler de sévérité, et l'évêque de Valence et de Die, Daniel de Cosnac, poussait violemment dans le même sens. En 1662, l'évêque de Grenoble chargea tous ses prêtres d'une enquête minutieuse dans les paroisses ; on peut lire le texte de ce questionnaire dans Arnaud, *Histoire des Protestants du Dauphiné*, t. II, p. 82.

(3) « Moins encore aurois-je quitté son logis (de Palluat) pour me loger avec Monsieur de Merveilleux et Monsieur de Venoges (Lettre de Terrisse déjà citée), ché le sieur Samson, pour ne me trouver à la compagnie du susdit Gay. » Voyez aussi p. 206, note 3.

sanne (avril 1662), le premier, professeur d'hébreu, le second, professeur de grec et de morale [à l'Académie de cette ville. La même année Devenoge, appelé comme pasteur à Morges, donnait sa démission, et, l'on peut supposer, que, l'ancienne camaraderie aidant Terrisse fut encouragé à se présenter pour lui succéder dans la chaire de grec et de morale.

Quoi qu'il en soit il fut nommé, et son installation eut lieu le 17 septembre 1662 (1).

Après avoir professé à Lausanne environ une année, Terrisse, qui sans doute avait laissé sa famille à Die, désira y retourner, le danger qu'il avait eu à craindre n'existant plus. Son congé lui fut accordé en termes favorables, et il fut remplacé par Jérémie Currit, pasteur à Prilly, dont l'installation eut lieu le 4 février 1664 (2).

Terrisse fut accueilli à Die avec plaisir et, lorsque son remplaçant, Alexandre Vigne, eut été nommé pasteur à Grenoble, il fut lui-même réintégré par le synode de Montélimar (octobre 1665) dans ses anciennes fonctions de professeur en philosophie. On lit à ce propos dans le registre des *Conclusions académiques* de Die :

« A comparu le sieur Théophile Terrisse, docteur en médecine, lequel a exhibé à la compagnie un article du synode tenu en dernier lieu à Montélimar, portant son établissement en la profession de philosophie, vacante à cause du prest qui a esté fait du ministère du sieur Vigne, cy-devant exerçant icelle, à l'église de Grenoble, requérant la compagnie qu'il luy plaise donner son

(1) « Die 17 sept., translato Cl. D. Devenopia ad ministerium Morgiense, inauguratus fuit professor graeco-moralis Rev. D. Theophilus Territius, qui ex Academia Diensi, in qua diu professorem egerat philosophiae, huc venerat. » (*Acta academica*, t. I, procès-verbaux des séances de la Vénérable Compagnie Académique, p. 87, année 1662.) — « Eodem anno, Joh. Franciscus Devenopia, linguae graecae et Ethices sacrae hactenus Professor, amandatus est ad ministerium Morgiense, et ei successit Theophilus Territius, Gallus, hactenus in Academia Deiensi Philosophiae professor. » (*Livre noir* de l'Académie de Lausanne, 1^{re} partie, Chronologica series, 1662.) Le *Livre noir* a été rédigé par Jacob Girard des Bergeries, recteur en 1679.

(2) « 4 febr. inauguratus fuit professor graeco-ethicus Cl. V. D. Jeremias Curritus » (*Acta Academica*, t. I, p. 90, année 1664). — « Anno 1664, cum Theophilus Territius, linguae graecae et Ethices sacrae Professor, non ita commodè hic se haberet, bona cum venià hinc Deiam rediit, et in ejus locum successit Jeremias Curritus, hactenus Ecclesiae Preliacensis pastor; inauguratus 4 febr. » (*Livre noir*, ibid., 1664).

agrément. Sur quoy, attendu que le choix qui a esté fait de la personne dudit sieur Terrisse pour l'exercice de ladite profession est extrêmement agréable à ladite compagnie, elle l'approuve et y donne son consentement, sans préjudice pourtant du droit qu'elle a de pourvoir à ladite profession en cas de vacquance et à toutes autres charges à la réserve de celle de théologie, auquel elle n'en concède (?) déroger en façon queleconque, et ensuite ledit sieur Terrisse a presté serment en tel cas requis et accoustumé (1). »

Terrisse resta à son poste jusqu'en 1674. Le 1^{er} juillet, ayant professé trente-quatre ans, il demande une attestation au Consistoire :

Le Consistoire et bureau académique assemblé dans le Temple, où estaient les sieurs Dejoux, Dize, Reynaud, ministres, Bertrand, syndic, Borel, Terrisse, Terrasson (2), Aubert, Dupont, Jos-saud, Avond, Revol, Denous, Neyton, Gros, Augier, Audra, Monsieur maistre F. Poudrel, avocat, Chabert, Noble René d'Engilboud, tous anciens dudit Consistoire, et les sieurs Olhagaray, professeur en philosophie, Jourdan et Légier.

« Le sieur Terrisse, docteur en médecine et professeur en philosophie, a requis la compagnie de luy donner une déclaration du temps qu'il a fait profession de nostre religion et de celluy de son mariage, afin de s'en servir, le cas y eschéant, comme d'un tesmoignage digne de foy.

« Sur quoy il a esté unanimement conclu de la luy accorder, à l'effect de quoy tous les susnommez déclarent et attestent qu'il a fait parmi eux profession actuelle et nullement interrompue de leur religion, depuis le mois de janvier 1640 (3), auquel temps il fut establi professeur en philosophie dans l'Académie de ce lieu, jusques au mois d'avril 1662, qu'il se retira à Lausanne pour y occuper, dans l'Académie du dit lieu, la chaire en morale et en grec, où il a semblablement persisté dans la mesme religion, en laquelle il a continué au dit lieu, ainsi qu'il en a justifié par l'attestation qu'il en a produit. D'où estant retourné au mois de septembre 1663, il a persévéré jusqu'à présent dans la profession de la mesme religion et repris la chaire en philosophie, au mois de

(1) Archives de la Drôme, D 53, fol. 199

(2) Le docteur Paul Terrasson était syndic de l'Académie en 1684, date de la suppression de cet établissement : ce fut lui qui opéra la remise des archives de l'Académie au syndic de l'Hôpital de la Croix.

(3) En réalité, il avait professé la religion réformée depuis le 22 novembre 1637, mais l'attestation prend pour point de départ la nomination de Terrisse comme professeur à Die.

novembre 1665, qu'il occupe encore à présent. Et, quand à son mariage, les memes attestent qu'il l'a contracté en ceste ville au mois de juillet 1640, et qu'il a vescu jusqu'à ce jour sans reproche (1). »

Dès lors, les documents ne mentionnent plus Théophile Terrisse; il mourut vraisemblablement peu après sa démission : il est déjà mentionné comme décédé dans l'acte de décès de sa fille Lucrèce, le 25 décembre 1676. — Sa veuve mourut à Die le 18 janvier 1684, âgée de soixante-six ans.

VII

Des sept filles de Terrisse, Marie-Madeleine épousa Théophile Arnaud, qui, en 1685, lors de la révocation de l'Édit de Nantes, était l'un des consuls de Die; Marie épousa Abraham Armând, médecin et régent de la 1^{re} classe du collège; Françoise épousa un protestant de Nevers, Sébastien Gomet, maître faïencier.

Ses fils cadets, Henric et Daniel, moururent enfants.

Son fils aîné, Jean, né vers 1652, épousa d'abord Marguerite Jourdan, de Die, puis, en 1691, Anne Trufel, d'Orange. Est-ce par suite d'une confusion avec son père que deux actes d'état civil le mentionnent, en 1676 et 1677, comme professeur de philosophie? A cette même époque, il perçoit les contributions des Églises en faveur de l'Académie. Dès 1683 il est qualifié avocat. Consul en 1694, juge ordinaire dès 1702, il fut aussi procureur fiscal depuis 1715 à sa mort (22 juin 1726); il fut inhumé dans un des caveaux de la cathédrale de Die (2).

A en juger par les actes de baptême de ses enfants, ce fut au moment de la révocation de l'Édit de Nantes qu'il fit sa soumission à l'Église romaine. De ses dix-neuf enfants, neuf moururent en bas âge; de ceux qui devinrent adultes, plusieurs, en dépit de la profession

(1) Archives de la Drôme, D 63, fol. 6.

(2) État civil de Die, Décès, vol. 6, fol. 37.

extérieure, conservèrent leur attachement à la foi réformée.

Pierre, âgé de 32 ans, renonce à la prêtrise et s'enfuit à Genève, où on lui donne « quatre écus de viatique pour passer plus loin (1) ». Théophile-Alexandre meurt à Die, à l'âge de 24 ans, en refusant les sacrements (2). Gabriel-François, sans fortune et presque seul survivant de sa famille, émigre à l'âge de vingt ans (1729) à Genève, où, bientôt, il reçoit et assiste Jean Delamorte, fils de sa sœur aînée Catherine.

Gabriel-François fut le seul des fils de Jean Terrisse qui se maria : reçu « habitant » de Genève le 27 janvier 1747 et « bourgeois » de Gland en 1756, il appartient à la *Bourse française* de Rolle (3) et fut aussi « bourgeois » de cette ville.

F. TERRISSE,

pasteur à Trélex (Vaud, Suisse).

(1) *Registres des prosélytes* au XVIII^e siècle, à Genève, vol. IV (24 novembre 1737).

(2) « A esté enterré hors de l'Eglise, pour n'avoir pas fait son devoir de catholique, quoyque requis par nous. » *État civil de Die, Décès*, vol. 6, 27 avril 1722.

(3) Organisation de bienfaisance des protestants français réfugiés.

Documents

PIERRE TITELMANS ET L'INQUISITION EN FLANDRE (1554-1567)

La pièce qui suit appartient aux premiers actes de Philippe II, en tant que souverain des Pays-Bas. Le 25 octobre 1555, dans la grande salle du palais à Bruxelles, devant les États des Pays-Bas, Charles-Quint abdiquait en faveur de son fils, présent à la cérémonie ainsi que Guillaume d'Orange et une foule d'autres personnages plus ou moins illustres. Philippe héritait du pouvoir d'une façon anticipée; inaugurant la ligne de conduite qu'il devait suivre pendant toute sa carrière, il donna ses premiers soins à la lutte contre l'hérésie.

Le 28 novembre 1555, il confirmait purement et simplement l'instruction donnée aux inquisiteurs par son père le 31 mai 1550. Le 1^{er} décembre ensuivant, il adressait aux conseils de justice et aux officiers royaux un mandement pour leur prescrire d'une façon spéciale de prêter aide et main-forte aux inquisiteurs. Il ajoutait sur ce point à l'ordonnance paternelle du 31 janvier 1555 (1).

Ainsi, cinq semaines après l'abdication de Charles-Quint, le 1^{er} décembre 1555, son fils envoyait aux membres du Conseil de Flandre et aux gouverneurs des villes de la Flandre gallicane le mandement destiné à préciser et à renforcer les pouvoirs des deux inquisiteurs subdélégués : *Pierre Titelmans*, doyen de la collégiale de Renaix et son assesseur, *Jean Pollet*, chanoine de Saint-Pierre de Lille.

Si l'inquisition est partout également célèbre, les

(1) Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. CXXV. Déclaration donnée à Bruxelles, dans le registre intitulé *Sur le fait des hérésies et inquisition*.

inquisiteurs sont inégalement fameux. Des deux noms mentionnés, le second est resté complètement ignoré. Il n'en est pas de même du premier; Pierre Titelmans demeure un des types connus d'inquisiteurs, et de beaucoup le plus en vue de ceux qui ont sévi dans les Pays-Bas au temps de la Réforme. Son activité a été telle qu'il a rejeté dans l'ombre tous ses collaborateurs. Il ne sera peut-être pas inutile d'en indiquer les phases principales, après avoir rappelé très brièvement comment Charles-Quint réorganisa dans les Pays-Bas l'inquisition contre la Réforme naissante.

Le premier inquisiteur général fut *François van der Hulst*, conseiller au conseil de Brabant, institué par un bref d'Adrien VI donné à Rome aux calendes de juin 1523. La manière dont il s'acquitta de ses fonctions le rendit tellement odieux qu'il dut s'enfuir en Hollande; il fut révoqué en 1524. Clément VII chargea son légat en Allemagne d'établir de nouveaux inquisiteurs généraux; le représentant du pape nomma à cette charge le prévôt de Saint-Martin à Ypres, le prieur des écoliers à Mons, et le doyen de Saint-Pierre à Louvain (1524). Ce dernier étant mort, le pape Paul III nomma deux nouveaux inquisiteurs généraux, ce qui élevait à quatre le nombre des inquisiteurs en fonction. Comme ils ne suffisaient pas à la tâche, Charles-Quint leur ordonna, en 1545, de prendre dix subdélégués : deux pour l'Artois; deux pour le Brabant; deux pour le Hainaut; deux pour la Hollande; et deux pour la Flandre, M^e Pierre Titelmans et M^e Jean Pollet. En 1553, on nommait deux inquisiteurs pour les provinces de Frise, Over-Yssel et Groningue; enfin, en mars 1555, Jules III instituait un nouvel inquisiteur général, le doyen de Saint-Jacques à Louvain (1).

Cette organisation était complète. Aussi, en prenant le pouvoir, Philippe II ne chercha pas à la modifier, il la trouva suffisamment étendue, il voulut seulement la fortifier et lui donner une impulsion nouvelle. Les lois

(1) Pour le détail, voir Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. CVIII-CXXV.

ne sont rien sans les mœurs, dit-on volontiers; l'inquisition n'est rien si les magistrats lui marchandent leur concours et refusent de mettre la force publique à son service. Quelque chose laissait sans doute à désirer à cet égard. Aussi, le monarque insiste-t-il sur son intention d'entretenir les Pays-Bas « en bonne et catholique religion » et trace-t-il expressément aux magistrats leur devoir : garder les hérétiques en « bonne, sûre et étroite prison » lorsqu'on aura pu s'emparer d'eux, sans permettre aucune communication, ni épistolaire, ni autre, avec le dehors, en attendant le procès. Quant à ceux qui échappent par la fuite aux poursuites inquisitoriales, leurs biens sont confisqués.

Philippe déclare son intention de marcher sur les traces paternelles, mais plus encore que Charles-Quint il veut châtier et réprimer l'hérésie, car il se considère comme responsable des âmes de ses sujets. Ceci est frappant. Il est le mandataire et l'exécuteur des volontés de l'Église. S'il a des difficultés avec le pape en tant que souverain temporel, il demeure toujours son serviteur et son instrument au spirituel (1).

Le mandement de Philippe II au Conseil de Flandre et aux gouverneurs de Lille, Douai, Orchies et Tournai produisit son effet. En consultant les martyrologes, on voit les résultats des efforts de Titelmans. Sans songer, même de loin, à dresser une liste complète de ses victimes, ce serait impossible, on peut cependant en signaler un certain nombre.

1554. Thomas Calbergue, de Tournai, est condamné au supplice du feu; juin 1554 (2).

1554. Ghileyn de Muelere, maître d'école d'Audenarde, arrêté le 20 avril. Interrogé à plusieurs reprises, il est étranglé et brûlé; juin 1554 (3).

1559. Exécution de plusieurs anabaptistes (4).

(1) Paillard, *Huit mois de la vie d'un peuple*, p. 205.

(2) Crespin, *Histoire des martyrs*, éd. de Toulouse, II, p. 68-70.

(3) Crespin, II, p. 70-85; Brandt, *Historie der Reformatie*, I, p. 68.

(4) Brandt, I, p. 228.

1560. Chrestien de Quekere, de Steenwerck, Jacques Dieussart, de Neuve-Église, et Jeanne Salomé, de Steenwerck (près d'Armentières), débarquent à Nieuport venant d'Angleterre, fin juin 1560. Ils sont arrêtés, conduits à Furnes où on les examine. Ils sont étranglés et brûlés; août 1560 (1).

1560. Jean de Creus, de Berthen près Bailleul, arrêté en octobre, est étranglé, brûlé et pendu en décembre 1560 (2).

1561. Pierre Annoot, de Bailleul, et Daniel Galland, de Steenwerck, sont arrêtés à Dunkerque en novembre 1560. Pierre Annoot avait faibli à la perspective de la torture, mais il est encouragé par son compagnon. Tous deux sont étranglés et brûlés en 1561 (3).

1561. A la suite d'une enquête, Jean Matsaert et Charles de Landmeter, de Bergues, sont dénoncés comme hérétiques. Jean Matsaert s'enfuit, ses biens sont confisqués. Il fut exécuté en 1568 ou 1569. Charles de Landmeter réussit à se disculper momentanément, novembre 1561, il fut exécuté par la corde en 1568 ou 1569 (4).

1562. Michel Marcot, meunier, bourgeois de Dunkerque, est arrêté à la requête de Titelmans en novembre 1561 et condamné au bûcher en janvier 1562 (5).

1562. Pierre Waels, d'Houtkerque près Cassel, poursuivi par Titelmans, est condamné en octobre au bannissement : il s'enfuit en Angleterre. Revenu en 1566 sur le continent, il est condamné en février 1573 au supplice de la roue sur une croix de Saint-André (6).

1562. Clays de Schildere, d'Ypres, abjure sur un échafaud dressé sur la place de Bailleul entre les mains de Titelmans qui lui en donne certificat; mars 1562 (7).

1562. Titelmans écrit d'Ypres au conseil de Flandre

(1) Crespin, III, p. 71-76; Brandt, I, p. 240; Coussemaker, *Troubles religieux dans la Flandre maritime*, IV, p. 10.

(2) Crespin, III, p. 79; Brandt, I, p. 242; Coussemaker, I, p. 17, 281, 294.

(3) Crespin, III, p. 94-95; Coussemaker, IV, p. 346, 356 et 363.

(4) Coussemaker, III, p. 4, 15, 62, 73, 74, 265.

(5) Coussemaker, IV, p. 346, 356, 363.

(6) Coussemaker, IV, p. 46, 223, 313.

(7) Coussemaker, I, p. 8, 13, 42, 275.

qu'il a examiné Gilles Ente et l'a trouvé fort imbu des dogmes calvinistes, avril 1562. C'était un ancien de l'église de Sandwich. Après avoir confessé sa foi à Ypres, l'inquisiteur le fit conduire enchaîné à Gand (1).

1562. Il informe le magistrat de Bergues que le prédicant Guillaume Damman a été enlevé de la prison d'Ypres par ses partisans, il fait remarquer que sa sœur Jeannette Damman, bien que retournée au catholicisme, ne peut être graciée que par Philippe II; mai et juin 1562 (2). Elle fut exécutée en même temps que son mari.

1562. David Cambier, de Neuféglise, est condamné aux galères pour six ans, son recours en grâce communiqué à Titelmans est rejeté; juin 1562 (3).

1562. Nicolas Moque, de Steenwoorde, âgé de 70 ans, est condamné au supplice par le glaive sur le réquisitoire de Titelmans. Josse de Rœulx, d'Hazebrouck, même réquisitoire et même supplice (4).

1562. Charles Eylinck, de Meteren, âgé de 22 ans, est examiné par Titelmans qui, malgré tous ses efforts, ne réussit pas à le ramener au catholicisme. Il est condamné au dernier supplice par le magistrat de Hondschoote; octobre 1562 (5).

1563. Jean de Zwarte, de Bailleul, Nicolas de Zwarte, de Nieppe, Pieter Meyngert, de Eessene, Jean Maes, de Bollezeele, Hendricq Artzone, et Percheval van den Berghe, de Zweveghem, prisonniers à Halluin, sont condamnés à Lille au supplice du feu; mars 1563 (6).

1563. Herman Buens de Burchloon (7); Christien, Hanskin et Hieu de Zwarte et leur mère Claire Florissa, de Nieppe, prisonniers à Halluin, sont condamnés à Lille au supplice du feu; avril 1563 (8).

(1) Coussemaker, I, p. 3, 46, 93, 94; Hessels, *Ecclesiæ Londino-Batavæ Archivum*, II, p. 195-197.

(2) Coussemaker, III, p. 4, 16, 74, 75, 77.

(3) Coussemaker, I, p. 17, 43, 279, 284, 285; cf. Gachard, II, p. 489.

(4) Coussemaker, II, p. 12, 130, 131.

(5) Crespin, III, p. 219-223; Coussemaker, IV, p. 13, 138.

(6) Coussemaker, I, p. 17, 99.

(7) Burchloon, cette localité doit être le flamand Borgloon, en français Looz, entre Tongres et Saint-Trond, Belgique.

(8) Coussemaker, I, p. 100.

Total onze personnes brûlées en cette année 1563.

1565. Josse de Cruel, de Renaix, revenu dans sa ville natale est arrêté, condamné et décapité; février 1565 (1).

1565. Jean de Grave, d'Eckerhen près Gand, examiné par Titelmans, est étranglé et brûlé; février 1565 (2).

1566. Liévin de Blekere, de Pamele lez Audenarde, est étranglé, brûlé et pendu; janvier 1566 (3).

1566. Guillaume Hoseus, de Bruxelles, et Baudouyn Dommissents, d'Armentières, sont exécutés par le feu à Bruges; mars 1566 (4).

En terminant cette liste sanglante, signalons un adoucissement de peines accordé sur l'avis du terrible inquisiteur. Pierre Losin, Jean de Berch et Jean de Wyckere, de Reninghelst, à la suite de leur « volontaire confession et vray repentance » sont seulement chargés « d'amendes honorables et prouffitables »; septembre 1563 (5).

De ce tableau, il résulte que l'activité à nous connue de Titelmans s'étend de 1554 à 1567, et qu'elle est particulièrement intense à partir de l'année 1560, c'est-à-dire pendant la régence de Marguerite de Parme. Elle a dû se ralentir avec l'arrivée du duc d'Albe (1567), le régime institué par le lieutenant de Philippe II rendait l'inquisition à peu près inutile.

En dehors de ce qui touche la persécution, nous ne savons pas grand'chose de sa vie. Originaire de Hasselt, il était en 1531 étudiant à Louvain où il prit le grade de licencié en théologie; il fut président du collège de Houterlé dans cette ville jusqu'en 1540, puis doyen de Saint-Hermès à Renaix jusqu'en 1568, et enfin chanoine à Courtrai où il termina sa carrière en 1572 (6).

(1) Crespin, III, p. 490-491; Brandt, I, p. 270.

(2) Crespin, III, p. 491-497.

(3) Crespin, III, p. 497-499.

(4) Crespin, III, p. 499-506; Janssen, *Kerkhervorming te Brugge*, I, p. 15, 22.

(5) Coussemaker, I, p. 43, 275.

(6) « Fratrem habuit Titelmannus (Franciscus) Petrum nomine qui et ipse Lovanii primus in Scholis Artium anno 1531, dein S. T. L. Haereticæ Pravitatis Inquisitor et Decanus Rothnacensis, ac tandem Canonicus Cortracensis: obiit anno 1572. » Foppens, *Bibliotheca Belgica*, t. I, p. 315. — Cf. Eugène Monseur, *Contribution à l'histoire des inquisiteurs des Pays-Bas*. Université

La correspondance de Titelmans avec les autorités éclaire sa lutte contre le protestantisme; il en reste des pièces importantes qui servent à jalonner sa carrière. Certaines lettres de réfugiés ou de contemporains signalent aussi son rôle dans la répression de l'hérésie. Voici les principales données que fournissent les documents.

Le 11 avril 1557, Gérard Mortaigne, Belge réfugié à Emden et neveu par alliance de Johannes Utenhove, lui raconte que, ayant écrit à son père, à Malines, pour lui annoncer que Jean a Lasco avait été appelé en Pologne, une copie de cette lettre fut envoyée à Gand où elle tomba entre les mains de Titelmans. Celui-ci se rendit aussitôt à Malines et fit emprisonner le père de Gérard Mortaigne dont le procès commença seulement après huit mois de détention (1).

Le 2 juin 1558, un autre correspondant de Utenhove lui parlait de diverses arrestations opérées à Gand par notre inquisiteur (2).

Le 27 avril et le 2 mai 1561, le Conseil de Flandre lui demande des renseignements sur les troubles survenus à Bailleul; Titelmans répond le 16 mai en envoyant copie de certains témoignages recueillis par son promoteur, et annonce qu'il y a eu des réunions nombreuses à Kemmele et à Nieukerke. Il se plaint amèrement de n'être pas assisté dans ses fonctions, et déclare qu'il devra s'en décharger devant Dieu et devant le Roi, si l'on ne vient pas à son aide (3).

On ne répondit pas aux désirs de l'inquisiteur car, dans sa lettre du 21 septembre, le Conseil de Flandre lui annonce que, sur l'avis de la Gouvernante, les commissaires sont chargés d'user d'indulgence envers ceux qui montrent du repentir, veulent abjurer leurs erreurs et se réconcilier avec l'Église. Il doit se trouver à Bailleul pour les seconder (4). Cette invitation remplit Titelmans d'amer-

de Liège. Travaux du cours pratique d'histoire nationale de Paul Frédéricq, 2^me fascicule, p. 110.

(1) Hessels, *Ecclesiae Londino-Batavae Archivum*, II, p. 59-62.

(2) Hessels, II, p. 79-80.

(3) Coussemaker, I, p. 2, 74, 75, 77.

(4) Coussemaker, I, p. 366.

tume et de colère. Le gouvernement de Marguerite de Parme lui semblait trop doux, la tendance à pardonner à ceux qui rentraient dans le giron de l'Église romaine n'était pas de la mansuétude, mais une faiblesse coupable. Quelques mois plus tôt il avait exprimé ses doléances sur la mollesse des autorités, et on lui répond par des mesures d'apaisement!

Son irritation, mêlée de découragement, se trahit dans deux lettres, du 13 et du 14 novembre 1561. La première émane des commissaires qui se font l'écho de ses plaintes, et font une vive peinture de son mécontentement, en rendant compte au Conseil de Flandre des difficultés qu'il rencontre dans l'exercice de ses fonctions. Les autorités locales sont souvent tièdes. Il ne trouve plus à se loger à cause de l'épouvante qu'il inspire, le vide se fait autour de lui. « Les hostelains sont saoulez de luy et de ses assesseur, promoteur, notaire et assistens, pour ce que aultres hostes ordinaires commencent abandonner leurs dits logis accoustumez à l'occasion de luy inquisiteur. » De plus la patience des victimes est à bout. « Plusieurs sectaires ont l'œil sur luy, et le menachent charger et emmener, et eslonger si avant, que l'on n'aura nouvelles de luy. » Ceux-ci avaient donné une preuve de ce qu'ils pouvaient faire en délivrant par force un coreligionnaire enfermé dans la prison de Messines. Les commissaires conseillent d'accéder à ses demandes (1).

En écrivant à la duchesse de Parme le lendemain, 14 novembre, Titelmans fournissait des détails circonstanciés sur les progrès de l'hérésie et sur les mesures de répression. Il compte sept églises anabaptistes; sauf Armentières et Hondschoote, les autres sont dans la Belgique actuelle, celle d'Armentières est spécialement importante. Quant aux luthériens et aux calvinistes tous très nombreux, ils vont en Angleterre ou en reviennent, de préférence par Nieuport. Il détient sous les verrous 28 à 30 prisonniers (2) dont il va instruire les procès; il demande à la régente

(1) Coussemaker, IV, p. 2, 55, 57.

(2) Gachard dit 26 à 30.

d'accepter sa démission une fois ces affaires terminées, ayant rempli depuis seize ans la charge d'inquisiteur. « Au surplus, conclut-il, il me semble plus que temps de mettre remède par bons moyens, ordonnances et statuts convenables et continuelle diligence (1). »

La gouvernante s'empessa d'encourager Titelmans et de l'assurer tant de sa reconnaissance que de la reconnaissance royale. Nous ne pouvons, lui écrivait-elle de Bruxelles le 22 novembre, « délaisser de grandement vous louer et vous assurer du contentement que le Roy monseigneur aura, puyisque scavez combien il a en horreur les sectaires, et combien il se pène pour leur extirpation ». Elle promet d'exciter le zèle des magistrats et de prendre des mesures propres à faciliter les fonctions inquisitoriales (2).

Cette lettre raffermît Titelmans qui redoubla d'ardeur dans ses poursuites. Comme on l'a vu plus haut, l'année 1562 est celle où il fit le plus grand nombre de victimes. Il semble aussi que son offre de démission ait déterminé un revirement dans l'attitude de Marguerite de Parme, car il trouve désormais, avec le zèle qu'il pouvait souhaiter, tout l'appui qu'il désirait. Tout au début de 1562, le 4 janvier, la régente écrivant au Conseil de Flandre joint à sa lettre le rapport des commissaires délégués à la poursuite de l'hérésie dans le West-Quartier de Flandre (3). Ceux-ci avaient agi énergiquement. Trente-trois personnes de Kemmele sont bannies avec confiscation des biens, sept autres sont ajournées, Titelmans aurait recueilli l'abjuration de cinquante-deux hérétiques s'il eût été présent; trois personnes de Warneton sont poursuivies au criminel pour avoir tenu des réunions dans leur maison, une quatrième est poursuivie comme relapse (leur exécution est incertaine); à Messines vingt personnes sont bannies et leurs biens confisqués, seize défaillants ou fugitifs sont ajournés avec menace de bannissement; à Bailleul et dans la châtellenie cent soixante-treize sont bannis et soixante-

(1) Coussemaker, I, p. 2, 14, 86-88; Gachard, II, p. 484-485.

(2) Gachard, II, p. 486-487.

(3) Gachard, II, p. 487-489; Coussemaker, I, p. 95-97.

deux fugitifs ajournés; à Wytscæte près de Messines, cinq ajournés (1).

En de telles conjonctures, l'inquisiteur était l'homme important, celui dont l'avis décidait d'une personne ou d'une situation. Il avait beau se multiplier, il ne pouvait être partout à la fois. Le 23 janvier, le Conseil de Flandre lui demande des renseignements sur Jacques Taffin, un frère du célèbre Jean Taffin. Titelmans fit une enquête qui n'aboutit pas (2).

Dans le cours de cette année 1562 se produisit un événement de la plus haute importance, le prêche public de Bœschepe. Le 12 juillet, à l'heure de la messe, une assemblée de 150 à 200 personnes se réunit dans le cimetière pour entendre Ghislain Damman, un enfant de la localité gagné à la Réforme. Titelmans, immédiatement prévenu, fit son rapport et signala le prédicant à la rigueur de la gouvernante. Celle-ci, émue de ce « cas énorme », mit en mouvement l'évêque d'Ypres et le conseil de Flandre, en même temps qu'elle en référait à Madrid. Le prédicant échappa, mais ses auditeurs furent cruellement punis; une dizaine subirent le dernier supplice sous diverses formes, sans compter les autres peines, galères, fouet, emprisonnement (3).

L'influence et l'activité de l'inquisiteur ont atteint leur point culminant, elles ne pourront que décroître. Les années suivantes apportent moins d'interventions, et aussi moins d'exécutions. Le 8 octobre 1564, Marguerite de Parme communique au roi un mémoire de Titelmans mettant en doute l'orthodoxie de Viglius et qui a l'allure d'un rapport d'espionnage, mémoire dont la teneur est confirmée par les agents de Philippe II (4). Quelques mois plus tard, le 22 juillet 1565, la régente annonçait à son frère un abus d'autorité commis à Bruges par Titelmans

(1) Ces localités se trouvent entre Lille, Ypres et Hazebrouck, dans le voisinage de la frontière actuelle.

(2) Coussemaker, II, p. 3, 47, 57, 59.

(3) Coussemaker, II, p. 4, 12, 61, 83.

(4) Gachard, I, p. 320.

qui, après avoir cité pour une raison futile devant son tribunal un particulier déjà condamné par le magistrat, lui avait infligé une peine nouvelle. Elle fait entendre des conseils de modération. « Le mieux serait de revoir les instructions des inquisiteurs et de les accommoder au temps présent, en les basant sur le droit écrit, selon lequel les sujets des Pays-Bas veulent être traités, et non autrement, criant à haute voix que c'est l'inquisition d'Espagne, et même une plus rigoureuse encore, que les évêques et gens d'Église veulent introduire... Le peuple s'élève à grands cris contre l'inquisition à cause de la manière dont quelques inquisiteurs procèdent; disant que cette forme d'inquisition est pire que celle d'Espagne (1). »

Ces avertissements ne touchèrent pas Philippe II, au contraire. Il s'empressa d'appuyer de tout son pouvoir cette institution si abhorrée. Le 4 octobre 1565, il écrivait de l'Escorial à Titelmans pour l'engager à continuer ses efforts en faveur de la religion et l'assurer de sa gratitude, « son intention étant de n'épargner ni travaux, ni dépenses, ni sa vie même, pour le soutien de la foi catholique » (2). Quinze jours plus tard, il blâmait la régente de prêter l'oreille aux adversaires de cette institution, et exprimait son mécontentement des attaques dont elle était l'objet. « Ce qui s'est dit aux Pays-Bas, touchant l'inquisition, lui a extrêmement déplu, elle est plus nécessaire que jamais, il ne saurait souffrir qu'on la décrédite. La duchesse ne doit pas ajouter foi à ce qu'on lui dit des inconvénients qui pourront résulter de cette rigueur... Il est très mécontent de la dispute que ceux de Bruges ont suscitée à Titelmans. » Il veut enfin que les juges séculiers obéissent aux inquisiteurs (3).

Précédemment, le roi trouvait l'inquisition des Pays-Bas « plus impitoyable que celle d'Espagne (4) »; cependant il resta sourd à tous les conseils de modération.

(1) Gachard, I, p. 361-362.

(2) Gachard, I, p. 369.

(3) Lettre du 20 octobre 1565. Gachard, I, p. 373.

(4) Lettre du 17 juillet 1562. Gachard, I, p. 207.

Confiné au fond de l'Escorial, son fanatisme naturel s'échauffait encore dans un entourage d'ecclésiastiques cruels et bigots, de seigneurs hautains et farouches. Marguerite de Parme se trouve dans le pays qui sert de matière à une redoutable expérience, elle voit les choses de plus près, et tente de résister à l'impérieuse volonté de son frère. Elle a donné bien des gages à l'intolérance, mais elle ne peut retenir de sérieuses paroles d'avertissement. Répondant aux lettres écrites en octobre, elle déplore la résolution prise à l'égard de l'inquisition, « elle ne craint pas de dire au Roi qu'il a été mal conseillé. Elle appréhende les suites. On a beau dire que l'inquisition a toujours été en vigueur : ceux du pays soutiennent qu'elle est nouvelle, et beaucoup plus rigoureuse encore que celle d'Espagne *qui est si odieuse comme le Roi le sait*. La plupart des seigneurs ont dit à la duchesse qu'ils ne voulaient concourir à ce que l'on brûlât cinquante à soixante mille personnes » (1).

Titelmans avait le roi de son côté ; encouragé par une si haute approbation, il ne craint pas de s'attaquer aux plus grands personnages. Il s'en prend au Prince d'Orange et à sa maison, mais surtout à sa femme qu'il tient pour sacramentaire sans que son mari s'en inquiète (2) ; il adresse au Prince des représentations qui restent sans effet (3) ; il ne perd pas de vue Viglius dont se plaignaient les intransigeants parce qu'ils le trouvaient trop politique (4).

Nous sommes en 1566, l'année terrible des Pays-Bas, celle des gueux et du commencement des troubles. Dans l'été se produisirent les grands prêches publics, un intolérable scandale aux yeux de l'inquisiteur qui ne se laissa

(1) Lettre du 9 janvier 1566. Gachard, I, p. 387.

(2) « Le doyen de Renaix se plaint fort de *uxore* du Prince d'Orange, *quod nullam religionem observat, et habet eam pro sacramentaria et hæc marito cure non esse*; que unge partie des damoiselles tiennent avec leur dame ». Lettre de Morillon à Granvelle, du 9 décembre 1565. Pouillet, *Correspondance du cardinal de Granvelle*, I, p. 52.

(3) Lettre de Morillon à Granvelle, du 23 juin 1566. Pouillet, I, p. 326.

(4) Lettre de Morillon à Granvelle, du 19 mai 1566. Pouillet, I, p. 259.

effrayer ni par la multiplicité des prêches, ni par le nombre des assistants. Sa rencontre suffisait à frapper d'épouvante ceux qui s'y rendaient. « Titelmans, écrit le correspondant de Granvelle, ne laisse d'aller où il a affaire; il rencontra l'autre jour dix-huit d'Audenarde qui étaient embastonnés pour aller à un prêche, comme il leur parla très vertement, ils s'enfuirent, toutefois il n'était que lui et son valet (1). »

Mais la situation devenait de plus en plus menaçante, il dut bientôt se réfugier à Louvain et se tint caché dans cette forteresse du catholicisme (2).

La fin de l'hiver 1566-1567 rétablit les affaires de l'Espagne si gravement compromises l'automne précédent. Philippe II se hâta de témoigner sa satisfaction à l'un des plus zélés serviteurs de la cause romaine. Il écrivait de Madrid le 11 mars 1567 pour lui dire son chagrin de ce qu'il avait souffert dans l'intérêt de la religion; après l'avoir encouragé il lui faisait remettre 1000 florins (3).

En 1566 Titelmans avait eu encore avec les autorités de Bruges des démêlés dont nous ignorons la nature et les causes, il se plaint au Conseil de Flandre du peu d'assistance qu'il reçoit de ce magistrat (4).

Dans le cours de 1567, il signale à nouveau comme suspect Guillaume d'Orange en qui sa perspicacité présentait un redoutable adversaire de l'Espagne. Le prince ne fréquentait pas la messe et dissimulait à peine ses sympathies pour la Réforme (5).

Désormais il n'apparaît plus guère et la fin de sa course n'était pas loin. Il cessa ses fonctions de doyen de Renaix en mars 1568 (6).

Le dernier document qui fasse mention de lui émane du duc d'Albe. C'est une curieuse coïncidence que celle qui réunit ces deux hommes au terme de leur carrière, iné-

(1) Lettre de Morillon, du 28 juillet 1566. Pouillet, I, p. 388.

(2) Lettre de Morillon à Granvelle, du 18 août 1566. Pouillet, I, p. 425.

(3) Gachard, I, p. 523.

(4) Brandt, I, p. 280-281; Janssen, II, p. 127.

(5) Lettre de Morillon à Granvelle, du 9 mai 1567. Pouillet, II, p. 429.

(6) Pouillet, III, p. 453.

galement longue et inégalement importante, mais toujours sanglante, dans les Pays-Bas. Tous deux s'étaient appliqués avec une cruauté tenace, une volonté de fer, une sombre énergie à faire triompher la politique et les desseins de Philippe II, le grand représentant du catholicisme; tous deux laissent dans l'histoire un mauvais souvenir. Le duc d'Albe écrit de Bruxelles au Conseil de Flandre, le 13 août 1571, pour ordonner que les magistrats de la province assistent Titelmans chaque fois qu'ils en seront requis par lui, que les hérétiques livrés par l'inquisiteur ou les autres juges ecclésiastiques au juge séculier soient exécutés dans les vingt-quatre heures, et que les baillis admettent les inquisiteurs à l'examen de leurs prisonniers (1). La volonté de Philippe II au début de son règne, celle qu'il réitère à Marguerite de Parme en 1565, est reprise par son lieutenant. Celui-ci, par un raffinement de cruauté bien digne de l'inquisition d'Espagne, veut qu'on brûle le bout de la langue des hérétiques avant de les envoyer au supplice, de sorte que « la parole formée leur faille, et qu'ainsi ils ne sèment leur venin par blasphèmes et propos erronés ». Titelmans n'usa pas beaucoup de cette confirmation de pouvoirs, il mourut à Courtrai l'année suivante, le 5 septembre 1572, rempli d'inquiétudes sur l'issue de la lutte déchaînée dans les Pays-Bas (2).

Comment apparut-il à ses contemporains? Pour les uns, ce fut un vaillant défenseur de la foi qui mérite la louange. « Les évêques de Flandre, nous dit-on, racontent des choses merveilleuses de ses poursuites et de son zèle contre les hérétiques (3). » Il ne reste alors qu'à admirer.

Pour les autres, ce fut un redoutable bourreau qui semait la terreur sur son passage. Il poursuivait, dit Crespin, la chasse des pauvres fidèles en sa forêt de l'inquisition de Flandre, comme un loup acharné au sang

(1) Gachard, II, p. 687-688.

(2) Pouillet, I, p. 52, note; Monseur, *Contribution*, etc.

(3) « *De ejus inquisitione et zelo contra haereticos, Flandriae pastores mira referunt* ». *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de Belgique*, xviii, p. 75. D'après Monseur, *loc. cit.*

des brebis (1). Crespin continue par une anecdote empruntée à un ouvrage attribué à Marnix. Nous la citerons d'après la source originale. « N'a-t-on pas ouï dire au Doyen de Renes, inquisiteur de Flandres, qu'il ne craignoit nullement qu'on lui jouast un mauvais tour, d'autant qu'il n'avoit que faire sinon à gens de bien, lesquels feroient conscience de se venger. Sur quoi luy fust replicqué d'un Prevost : « Puis donc que vous despeschez tous les bons, et moy tous les meschans, nous demeurerons à la parfin tous seuls au monde ! » (2) « Ceux de Flandre, dit un autre, connaissent amplement maître Pierre Titelmans ayant grand nombre de leurs gens et amis exécutez par le feu et autrement pour le fait de la religion chrétienne (3). » On le surnommait Saul de Tarse, à cause de sa fureur persécutrice ; dans son zèle sanguinaire pour la religion, il alla un jour jusqu'à faire arrêter un sourd-muet pour crime d'hérésie.

La description qu'en donne un historien du siècle dernier ne semble donc pas exagérée. « Les chroniques contemporaines nous le représentent comme une sorte de démon grotesque et terrible, qui parcourt nuit et jour les campagnes, à cheval, et toujours seul ; de son lourd bâton il frappe les paysans épouvantés, il sème partout la terreur, il arrache de leur paisible foyer tous ceux qu'il soupçonne d'hérésie ; il les jette au fond d'une prison, il arrête, il torture, il étrangle, il brûle, sans mandat d'arrêt, sans examen préalable et sans procès (4). »

Tel apparaît cet homme, dont on ne connaîtra jamais toutes les victimes, et dont le nom résume l'œuvre inquisitoriale en Flandre au temps de la Réforme (5).

P. BEUZART.

(1) Crespin, III, p. 219.

(2) *Vraye narration et apologie des choses passées au Pays-Bas*, 1567, non paginé.

(3) *Mémoires anonymes sur les troubles des Pays-Bas*, I, p. 37.

(4) Motley, *Fondation de la République des Provinces-Unies*, traduction Guizot, I, p. 397.

(5) Au terme de cette notice c'est un agréable devoir de remercier M. Jean Meyhoffer, de la Société d'histoire du protestantisme belge, à l'amabilité duquel j'ai eu recours, et qui m'a fourni plusieurs des renseignements utilisés au cours de ce travail.

**Lettres de subdélégation d'inquisiteurs de la foy
pour maistres Pierre Thilleman et Jehan Pollet son assesseur (1)**

Philippes at nos amez et féaulx les Président et gens de nostre conseil en Flandres, Gouverneur de Lille, Douay et Orchies, et à noz bailliz illecq, bailly de Tournay et du Tournésis, au premier nostre huyssier ou sergant d'armes sur ce requiz, et à tous aultres noz justiciers et officiers qui ce regardera, ou leurs lieutenants, salut et dilection.

Comme l'empereur, mon seigneur et père, estant par cy-devant informé que les sectes, erreurs et hérésies en nostre Sainte foy et religion catholique s'eslevoient et multiplioient grandement en ses pays de par deça, par le moyen des anabaptistes et autres sectaires hantans et fréquentant esditz pays, et y semans leur mauvaise et damnable doctrine à grande perte des ames de ses bons subjectz, et, désirans y pourveoir et remédier, ait obtenu de nostre Saint Père le Pape que par tous ses pays et S^{gr}ies ont esté députés et commis de par sadicte Sainteté certains inquisiteurs généraulx de nostre dicte sainte foy et religion catholique, lesquelz, considérans qu'ils ne se pourroient personnellement trouver partout ont, à la requeste de mon dict Sgr. et père, en leurs lieux commis et subdéléguez en nostre pays et conté de Flandres, villes et chastellenies du dict Lille, Douay et Orchies, ville et bailliaige du dict Tournay et Tournésiz, vénérables noz chiers et bien amez maistres Pierre Thilleman, licentié en théologie et doyen de l'église collégiale de Renaix, et Jehan Pollet, licentié es loix et chanoine de l'église collégiale de Saint Pierre en nostre ville de Lille, pour son assesseur, apparant par lettres de délégation sur ce expédiées, ausquelz subdéléguez est donné plain pouvoir et auctorité pour par tout notre dict pays et conté de Flandres, et aussi ès villes et lieux susdictz, prendre bon et soingneulx regard sur les hérétiques et sectaires y estans, procéder contre iceulx, et les pugnir et corriger comme appartiendrait.

Et comme la dicte charge leur eut esté trop pesante et ne l'eussent sceu deuement effectuer sans ayde et assistance, at ceste cause mondict Sgr. et père a enchargé et ordonné à vous et tous autres ses officiers de donner ausdicts subdéléguez toute ayde et assistance requise pour l'effect et accomplissement de leurs charges, et attendu que présentement, au moyen de la cession et transport que mondict Sgr. et père nous a fait de tous cesdicts pays de

(1) *Archives du Nord. Chambre des comptes de Lille.* . .
Registre B 1621 fol.28.

par deçà, l'administration d'iceulx nous soit advenue, et partant soit besoing de nostre part aussy y pourveoir, pour ce est-il que nous, ce considéré, et veuillans en ce suyvre les vestiges de mondict seigneur et père, et entretenir lesdicts pays en bonne et catholique religion, iceulx garder et préserver de toutes sectes, erreurs et hérésies, et aussy prester ausdicts subdéléguez notre ayde et assistance ensemble la vostre, vous mandons et commandons bien expressément par ces présentes et à chacun de vous, en droict et si comme à luy appartiendra, que toutes et quantes foiz que les subdéléguez voudront procéder sur le faict du crisme de hérésie en nosd. payz et conté de Flandres, et aussy ès villes et lieux susdicts, et de par eulx requiz serez de leur donner quelcun de vos collègues ou autre adjoint pour estre présent aux informations et procédures qu'ilz voudront prendre et faire contre les suspectez, ou pour appréhender aucuns estans chargez, infectez ou suspectez des dictes sectes, soyent hommes ou femmes, layz ou ecclésiastiques, vous leur donnez toute ayde, adresse et assistance, leur donnant pour adjoint quelcun d'entre vous à leur réquisition pour estre présent et faire les dictes informations et procédures, et aussy pour suivre et appréhender ceux qu'ilz ou l'ung d'eulx vous dénonceront, et les mettez et gardez, ou faites mettre et garder en bonne, seure et estroite prison de votre jurisdiction, sans leur permectre de parler ou communiquer avecq aucuns, ni aussy d'escrire aucunes lettres, ny en recevoir d'autres ne fust du sceu et consentement desd. subdéléguez, délaissant à yceulx de procéder contre lesdicts prisonniers suyvnt le contenu de leur commission et instruction, sygnamment en ce qui concerne l'ordonnance sur ce faicte ès pointz et articles qui leur touchent, le tout sans délay et aucune difficulté, nonobstant aucune litispendance, prévention, opposition ou appellation au contraire.

Et quant aux despens de l'appréhension et prison desd. personnes, nous voulons que iceulx soient payez par ceulx d'entre vous qui les aurez prins et appréhendez, et que lesdictz despens leur soyent deffalquez sur les exploix de vos offices dont estes tenus rendre compte à notre prouffict, ce que avons ordonné et ordonnons par ces dictes présentes à noz amez et féaulx les président et gens de noz comptes à Lille passer et allouer en vosdicts comptes. Et afin que les officiers de nos vassaulx soyent occasionnez de faire samblablement tout bon debvoir et dilligence, nous voullons aussy que des despens de telle appréhension et emprisonnement ils soyent payez à notre charge par les mains de nostre receveur des exploix de nostre dict conseil en Flandres, auquel mandons d'ainsi le faire. Et ausdicts de noz comptes à Lille de aussy le passer et allouer en ses comptes, en rapportant

certification pertinentes desdicts inquisiteurs ou de leurs subdéléguez, ensemble déclaration desdictes despense et quictance desdicts officiers sur ce servant seulement. Ordonnons, en oultre, que partout nostre dict pays et conté de Flandres, ensamble ès villes et lieux susdictz, leur donnez toute ayde, adresse, avancement et assistance convenable si avant que en vous sera; veuillant aussi que, quant ilz vous requerront d'estre présens à la prononciation d'aucunes leurs sentences, vous y trouvez volontairement sans aucun refus, prenant par tout bon regard que ausdicts inquisiteurs, leursdicts subdéléguez, ny aussi à leurs promoteurs, notaires, serviteurs, famille ou assistens ne soit fait aucun obstacle, empeschement, injure ou résistance de fait ou en parolles en aucune manière, mais iceulx deffendez et préservez à vostre pouvoir, faisant aussi appréhender et pugnir tous ceulx qui les voudroyent empescher ou injurier, ou aucun d'iceulx à l'exemple d'aultres, à payne d'estre meismes repulez fauteurs des hérétiques et comme telz pugniz et chastiez; et si aucuns infectez ou suspectez pour crainte de justice se absentassent ou rendissent fugitifz, nous vous commandons aussi que, estant requiz par lesdicts subdéléguez, vous notez incontinent par forme d'inventoire tous les biens meubles et immeubles que trouverez appartenir ausdicts fugitifz ou à ceulx qui se tiendroyent à l'escart et en lieu secret, prenant aussi soigneulx regard sur les biens desdicts prisonniers ou de ceulx qui sont attraietz en justice à cause des hérésyes ou suspicion d'icelles, meismes que telz biens ne soyent transportez ou aliénez au retardement et en fraulde de justice, sans toutteffoiz que lesdictz inquisiteurs ou leurs subdéléguez se pourront aucunement entremectre desdicts biens, ains en laisseront convenir celluy de vous qui les aura inventorié, ou aultres ausquelz de droict il appartiendra, pourveu aussi que lesdictz inquisiteurs ou leurs subdéléguez seront tenuz de faire et laisser faire respectivement la justice en nostre dict pays de Flandres et aussi ès villes et lieux susdicts, de ceux que s'y trouveront atteinctz ou convaincuiz d'aucunes sectes, erreurs ou hérésyes, sans les pouvoir faire mener ou transporter hors d'icelluy pays, ny aussi des villes et lieux susdicts. Vous commandant, en oultre, vous acquitter en ce que dessus, de sorte que cest affaire d'inquisition de nostre sainte foy catholique, estant de si grande importance que nous et ung chascun, à l'honneur de Dieu et au bien, salut, repos et tranquillité publique devons prendre à ceur, ne soit par vostre faulte, tardance ou négligence, aucunement empesché ou retardé, et que de vostre devoir et obéissance puissions avoir contentement de ce faire et qui en dépend, vous donnons et à chascun de vous, si comme à luy appartiendra, plain pouvoir, auctorité et mandement espécial par cesdictes présentes : mandons et commandons à tous

que, à vous le faisant, ilz obéissent et entendent dilligamment. Et pour ce que de cesdictes présentes l'on pourra avoir à faire en plusieurs et divers lieux, nous voulons que, au vidimus ou copie auctentique d'icelles collationnées et signées par l'ung de noz secrétaires, foy soit adjoustée comme à ce présent original, car ainsi nous plaist-il.

Donné en nostre ville de Bruxelles, le premier jour de décembre l'an de grâce mil cinq cens cinquante cinq, de noz règues le second. En bas estoit escript : par le Roi et soubz signé. Doverloëpe. Sur le doz estoit escript : Ces lettres sont enregistrées en la Chambre des Comptes à Lille, au registre des Chartres y tenu, commenchant au mois de Juing xv^e cinquante cinq, folio xxviii, le iii^e jour de mars audiet an xv^e cinquante cinq.

Ainsi signé par moy. A. WEDELIN.

En marge : Bruxelles V^e déc. 1555.

Collacion faicte.

LE PRÊCHE DE FALAISE

On lit dans la *Revue catholique de Normandie*, 15 mars 1914, article de Louis Duval sur Saint-Gervais de Falaise (1662-1684) fin, p. 401, 402 :

Pour la Presche.

Pour (1) sentence des sieurs Regnard (2) et baron de Courtomer (3) commissaires députés pour l'Édit de Nantes et articles

(1) Il faut évidemment lire *par*.

(2) Jean Regnard obtint, le 15 septembre 1601 un arrêt au Conseil d'État ordonnant sa réception en un office d'auditeur en la Chambre des Comptes de Normandie. (Arrêts du Conseil d'État, n° 6500.) Mais, par un autre arrêt du 30 octobre suivant, il lui fut ordonné de représenter ses lettres de provision et le 10 décembre, la Chambre des Comptes reçut ordre de lui rembourser le prix de son office. (*Ibid.*, n°s 6592 et 6698.)

(3) Jean-Antoine de Saint-Simon, marquis de Courtomer, par lettre d'érection de l'an 1620, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, mestre de camp d'un régiment d'infanterie, chevalier de l'ordre du roi, dit de Saint-Michel, gouverneur d'Argentan, maréchal de camp en 1613, conseiller

accordés à ceux de la religion prétendue réformée, ladicte sentence portant date du 12 janvier 1612, les habitants de Falaise, faisant profession de ladicte R. P. R. ont esté refusés du lieu des Grandes Escholles (1) et tout autre lieu dans l'enclos de la ville pour faire l'exercice de leur prétendue religion et permis faire leurs prières dans le faubourg Saint-Laurent, en confirmant la première transaction faicte par les habitants catholiques avec les députés de ceux de la P. R., passée devant les tabellions de Falaise, l'onzième mars ou may 1606 (2), par laquelle leur avoit esté payé 252 livres pour se désister des jardins à eux assignés pour y bastir leur édifice, mesme de prétendre aucun lieu dans l'enclos d'icelle ville, mais pour subvenir à l'achapt d'un lieu pour les P. R. dans ledit faubourg Saint-Laurent. — Le présent a esté copié sur certain billet représenté par mestre Pierre Sauvage, prestre, qu'il dit estre des remarques de feu M. de la Viéville, le 1^{er} jour de juin 1663.

d'État avec pension de 6000 livres et lieutenant général des troupes du roi en Hollande, tué, avec son fils aîné au siège de Bar-le-Duc en 1629. Il avait épousé, en 1595, Marie de Clermont de Gallerande.

(1) Les « Grandes Escholles » étaient une antique maison d'instruction dont Henri V, roi d'Angleterre, devenu maître de la Normandie, confia la direction à Jean d'Angerville, comme le constate un recueil de formules conservé aux archives de l'évêché de Séez et cité par le guide falaisien, p. 45. Au commencement du xvii^e siècle, cette maison servait de presbytère aux prêtres de Saint-Gervais. Jean Voisin, curé de Saint-Gervais, de 1610 à 1635, abandonna ce bâtiment aux Capucins qui étaient venus s'installer à Falaise en 1616, et qui y bâtirent un couvent qui a subsisté jusqu'à la Révolution. Les Grandes Écoles étaient situées rue aux Chevaux ou des Capucins (*ibid.*, pp. 28 et 110).

(2) Il serait intéressant de rechercher, dans les minutes des notaires de Falaise, le texte de cette transaction importante.

RELEVÉ DES NOMS DES PROSÉLYTES ET RÉFUGIÉS

**Figurant aux Registres du Consistoire de Genève
à partir de 1660 (1).**

1660, 2 et 23 fév.	Claude PERRIN, de Chézérieu (Ceyzérioux, Ain), soit Bouchay, demeurant à Chanci, assisté de Covelle, maistre d'école.	<i>Abj.</i>
1660, 1 mars.	Claudine ADOR, de Confignon, Savoye, (Act. Genève) assistée de sa maîtresse, fem. du sieur Giraud.	<i>Abj.</i>
1660, 22 mars.	Pierre VINET, de Poujol en Poitou, cy-dev. prestre bénéficiér.	<i>Abj.</i>
1660, 28 aoust.	Pierre DESPREZ, de Vass en Champagne (Vassy, Haute-Marne).	<i>REP.</i>
1660, 30 aoust.	Abel ROUX, dit LABRISE, de Négrepelisse (Tarn-et-Garonne).	<i>REP.</i>
1660, 1 nov.	Pierre RENAUD, de Paris.	<i>Abj.</i>
1661, 7 mars.	Claudine CHRESTIEN, de la par. de Marli (Marlioz, Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1661, 4 avril.	Rodolphe VICENINI, hollandois, ayant étudié à Cologne.	<i>Abj.</i>

(1) Voy. plus haut, p. 148 à 162. On est prié de corriger dans ce premier article, les erreurs qui suivent : P. 152, à Espelette, mettre un renvoi avec, en note, Espelettes, B. Pyrénées ; — p. 154, supprimer la note 2 ; — p. 159, lire Taradel, de la Croix et jeudi 27 juin 1689 ; — p. 158, c'est ici, après le paragraphe, *Nous joignons*, etc., que devraient être placés les textes du 24 janvier 1661, 12 juin 1662, 30 juillet 1668 et 13 (au lieu de 12) janvier 1671 qui figurent à la page 150. On a, en outre, omis d'insérer à cette page 158, avant le texte du 11 mars 1686, celui-ci : *Jeudi 15 octobre 1685*. (Vol. 66, f. 30).

A esté représenté que plusieurs estrangers français se retirant en ceste ville après leur révolte, dans le dessein de faire réparation de leur faute, afin de pouvoir rentrer en nostre communion, il seroit à propos de délibérer pour les mesures qu'on pourroit prendre pour leur dite réparation. Advisé de leur donner conseil de passer en Suisse pour y recognoistre et faire réparation de leur faute.

1661, 9 avril.	André de LESSO, cy-dev. prestre et curé en un lieu proche de Pontoise, dép. de l'Evêché de Beauvais.	<i>Abj.</i>
1661, 18 avril.	Estienne FOSSELIN, d'Avugnon (Avignon).	<i>Abj.</i>
1661, 23 may.	Jean-François MONTACUT, romain, de l'ordre des Observantins.	<i>Abj.</i>
1661, 6 juin.	Georges ROCH, de Toulouse, tailleur.	<i>Abj.</i>
1661, 27 juin.	Mathieu LECHEVALIER, de Cans (Caen) en Normandie, cordelier, sortant du couvent de Châlon en Champagne.	<i>Abj.</i>
1661, 18 juillet.	Georges GIRAR, d'Annisi (Annecy) en Savoie, 21 ans.	<i>Abj.</i>
1661, 8 aoust.	Nicolas GUARNIER, de Paris, marchand orfèvre.	<i>Abj.</i>
1661, 4 sept.	Pierre ALERI, d'Ours, prov. de Prajela en Dauphiné (auj. Piémont).	<i>Abj.</i>
1661, 19 sept.	René LA CHAPELLE, de Paris, cy-dev. religieux de la Trinité.	<i>Abj.</i>
1661, 10 oct.	Jean LEFÈVRE, de Paris, maistre écrivain.	<i>Abj.</i>
1661, 31 oct.	Antoine GRELOT, de Luis (Luzy?), pr. Chaumont en Bassigny (Haute-Marne).	<i>Abj.</i>
1661, 5 déc.	Claude CARLIER, de Lans (?) en Gannois, ouvrier en soye.	<i>Abj.</i>
1661, 17 déc.	Jacques de LOBION, de Cantorberi en Angleterre, s'étant marié à Lyon avec une papiste.	<i>REP.</i>
1662, 16 janv.	Pierre INGLARIS, de Castellane (Basses-Alpes) en Provence, prestre.	<i>Abj.</i>
1662, 16 janv.	Jean-Baptiste INGLARIS, prestre, de Castellane en Provence.	<i>Abj.</i>
1662, 15 may.	Françoise GIBELIN, de Veszy (Vessy, act. cant. de Genève).	<i>Abj.</i>
1662, 15 may.	Louys MICHON, natif de Paris.	<i>Abj.</i>
1662, 29 may.	Jacques de PROUVILLE, de Beauvais en Picardie.	<i>Abj.</i>

1662, 5 juin.	Hugues LEGRAS, de Rouan, prestre de Lonian (Longni, Orne?), dioc. de Rouan.	<i>Abj.</i>
1662, 31 juil.	Jaques PERROT, de Joigny (Yonne) en Bourgogne.	<i>Abj.</i>
1662, 2 sept.	Catherine ROSSAT, fem. de Daniel GAGNARD, cordonnier, de Grenoble.	<i>Abj.</i>
1662, 4 sept.	Jean GREIZOLON, de Lion, cy-dev. Minime.	<i>Abj.</i>
1662, 30 oct.	Jeanne BILY, de Laconnex (act. Genève), veuve de Fr. GRESSET.	<i>Abj.</i>
1662, 23 déc.	Claude ROUX, de Courteville (?) en Bourgogne, avocat, 23 ans, précepteur chez le capitaine Corne.	<i>Abj.</i>
1663, 19 mars.	Gabriel DUTOIR, de Saumur pr. Agin (Anjou), prestre, cy-dev. prédicant au dioc. d'Uzès, 33 ans.	<i>Abj.</i>
1663, 26 mars.	Guillaume VEREL, de Lyon, veloutier, dem. chez François Portier, veloutier.	<i>Abj.</i>
1663, 2 avril.	Anthoina MAURIS, de Veigy, Savoye (Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1663, 4 juin.	Jean DELAMAR, de Sedan, graveur.	<i>REP.</i>
1663, 25 juin.	Guillaume FORS (ou FORE), de Montaran pr. Uzès (Montaren, Gard).	<i>REP.</i>
1663, 25 juin.	Nicolas BILLOT, de Verdun en Lorraine.	<i>Abj.</i>
1663, 16 juillet.	Honoré LEBÈGUE, de Saint-Florentin en Champagne (Saint-Florentin, Yonne), venant de Malte, chirurgien.	<i>Abj.</i>
1663, 30 juillet.	Michel SARREAU, de Tours, veloutier.	<i>Abj.</i>
1663, 30 juillet et 13 août.	Jean CLÉMENT, de Gap en Dauphiné, cy-dev. cordelier.	<i>Abj.</i>
1663, 22 décembre.	Jean VUILLELME, d'Utrecht, ayant esté à la messe à Avignon.	<i>REP.</i>
1664, 25 février.	François de SAINT-PAUL, de la comté de Fouex (Ariège), cy-dev. cordelier, et soldat.	<i>Abj.</i>

1664, 31 mars.	Colarde DUMONT, de Chaumont en Savoie (Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1664, 30 juin.	Charles FERRON, de Dreux en Normandie (Eure-et-Loire).	<i>Abj.</i>
1664, 30 août.	Françoise DECHAMBET, de Coursinge Savoie. (Corsinge, act. Genève), serv. de M. Franc.	<i>Abj.</i>
1664, 27 octobre.	Jean SIMÉON, de Calvisson (Gard).	<i>REP.</i>
1664, 17 novembre.	Alexandre FAUQUE, d'Orange.	<i>Abj.</i>
1664, 17 novembre.	Judith MARTIN, d'Orange.	<i>REP.</i>
1664, 15 et 22 déc.	Barthélemy TARNI, de Crissentin au Piémont.	<i>Abj.</i>
1664, 20 décembre.	Claude BRILLON, de Vieux-le-Petit, pr. de Belay (Belley, Ain).	<i>Abj.</i>
1665, 26 janvier.	Louys SIMON, de Phalaise (Falaise, Calvados) en Normandie. 25 ans.	<i>Abj.</i>
1665, 23 février.	Daniel AYNARD, de Besaille (Besayes, Drôme) en Dauphiné.	<i>Abj.</i>
1665, 23 mars.	Nicolas PETIT, de Loches (Indre-et-Loire), venant de Maringue.	<i>Abj.</i>
1665, 23 et 30 mars.	Léon de CLERVILLE, de Poitiers, de l'ordre des jésuites.	<i>Abj.</i>
1665, 4 may.	Jacob BREVILLARD, de Bussy (Buxy, Saône-et-Loire) en Bourgogne, ayant été à Nantes.	<i>REP.</i>
1665, 9 may	Alexandre FRANC, de Gajan (Gard), pr. Toulouse.	<i>Abj.</i>
1665, 1 juin.	Jacques Philippe DUBOULE, de Normandie.	<i>Abj.</i>
1665, 20 juillet.	Denis ROUSSEAU, de Fontenay-aux-Roses (Seine-et-Oise), pr. Paris, boulanger, fils d'un march. de vins de Paris, 27 ans.	<i>Abj.</i>
1665, 17 août.	Clément MILLY, d'Echalan (Echallas, Rhône) en Lyonnais.	<i>Abj.</i>
1666, 4 janvier.	Gilbert BELVION, de Guéret (Creuse), dans la Marche.	<i>Abj.</i>

1666, 8 mars.	Gabriel de FOINY, du lieu de Foiny (Foigny, Aisne), pr. Rethel et Rheims, en Champagne, de l'ordre de l'Observance et prédicateur (1).	Abj.
1666, 15 mars.	François MESTRAL, d'Alamogne (Allemogne, Ain), lapidaire.	REP.
1666, 29 mars et 10 may.	François BUFFET, de Saconay-Vandel (act. Genève), ayant été serviteur chez Mr. Vaudenet à Pregny.	Abj.
1666, 26 avril et 24 may.	François BALON, de Nantier (Nantuy, Ain?) balliage de Gex.	Abj.
1666, 10 may.	Pierre RAVI (OU RANI), de Lyon.	Abj.
1666, 24 may.	Claude de SAINT-ANDRÉ, de Vienne en Dauphiné, de l'ordre des Carmes.	Abj.
1666, 29 may.	Jonathan GERVAIS, de Tours, 19 ans.	REP.
1666, 6 septembre.	Louys GADEON, de Chinon (Indre-et-Loire) en Touraine.	Abj.
1666, 6 décembre.	André ROLLAND, de Mints (Mens, Isère) en Triève.	REP.
1667, 7-février.	Louyse VIRET, d'Armançe Savoye, (Hermance, act. Genève), nièce d'Egrège Viret, notaire.	Abj.
1667, 21 février.	Aymé GRIVET, d'Anisy (Annecy, Haute-Savoie).	Abj.
1667, 21 mars et 4 avril.	Louyse VALAGNY, de Lancy (act. Genève), demeurant à Landecy chez Mr. Dancier.	Abj.
1667, 21 mars.	Aymé DUMONT, de Lancy (act. Genève).	Abj.
1667, 11 avril.	Paul VIELLEJOUNE, d'Anduze (Gard), tailleur d'habits.	REP.

(1). Voici l'article qui le concerne (Vol. 59, *jeudy*, 8 mars 1666).

Déclaration de Gabriel de Foiny.

« Gabriel de Foiny, du lieu de Foiny en Champagne, s'est présenté avec déclaration qu'ayant croupy l'espace de 36 ans en l'Eglise Romaine, où il a esté cordelier de l'observance et prédicateur, Dieu l'ayant daigné illuminer, il a pris la résolution de venir se ranger à la vraye Eglise de religion réformée, ayant produit par escrit les motifs de son changement, contenant divers points conformes à nostre créance, de par lequel il requiert le recevoir à son abjuration des erreurs de l'Eglise Romaine. A esté advisé de le recevoir pour membre de la vraye Eglise après qu'a renoncé à tous abus et erreurs de l'Eglise Romaine, particulièrement au prétendu sacrifice de la messe, pour vivre selon la confession de foy des Eglises réformées.

1667, 16 may et 6 juin.	Timothée BIDOT, d'Andreville (Lan- dreville, Aube) en Bourgogne, tisse- rand, demeurant à Avouly (Avully, Genève).	REP.
1667, 4 juillet.	Louys DUPLESSIS, de Vaucouleurs (Meuse) en Bassigny, pénitent de l'ordre de Piquepuce.	Abj.
1667, 18 juillet.	Daniel DECHOUDENS, d'Andrésî (Seine- et-Oise), ayant une attestation d'ab- juration faite à G. Saconex.	Abj.
1667, 31 octobre.	Charles CAUTELEUR, passementier, de Lyon, s'étant marié à la messe.	REP.
1667, 22 novembre.	Charles COTTELET, de Lyon, ayant épou- sé une femme de contraire religion et abjuré.	REP.
1667, 22 novembre.	René TRICOT, de Paris, 5 ans religieux de l'ordre des Augustins.	Abj.
1667, 28 novembre.	Pierre LUCAS, dit de CHANCEVILLE, de Paris, ayant abjuré par la persécu- tion de sa femme.	REP.
1667, 26 décembre.	Estienne VILLARET, de Montpellier, serrurier.	REP.

UNE LETTRE DE LOUVOIS

(8 janvier 1686)

Le *Bulletin* a publié la lettre que Tillières, espion à la solde du comte d'Avaux, ambassadeur à La Haye, lui écrivit, à la date du 22 décembre 1685, pour faire connaître l'héroïque dessein des pasteurs exilés en Hollande, de rentrer en France au péril de leur vie, car arrêtés ils étaient certains ou d'être condamnés à mort ou de mourir ignorés dans des prisons du roi (1).

Le 27 décembre, le misérable annonçait que le nombre des ministres qui devaient aller en France se montait à cent dix.

(1) *Bulletin*, LXI, p. 429.

Les courriers mettaient, à cette époque, au minimum cinq jours pour se rendre de La Haye à Versailles, aussi la dépêche du comte d'Avaux annonçant la nouvelle de la détermination des pasteurs ne fut-elle remise à Louvois qu'au commencement de janvier.

Mais elle parut si importante alors au ministre que dès le 8 janvier, il la faisait connaître par une lettre circulaire adressée à tous les intendants.

En voici le texte :

8 janvier 1686.

Monsieur,

Le Roy a esté informé que les ministres qui sont sortis de France en exécution de l'Édit du mois d'octobre dernier, ont résolu d'y revenir déguisés en marchands et en cavaliers pour séduire les nouveaux convertis et empêcher qu'ils ne s'instruisent de bonne foy à la religion qu'ils ont embrassée et que pour n'être point reconnus ceux qui étaient dans une province doivent aller dans une autre qui en soit éloigné. De quoi Sa Majesté me commande de vous donner avis afin que vous n'oubliiez rien pour essayer d'en découvrir quelqu'un et que la punition qui en sera faite, prévienne leur mauvais dessein et oblige les autres à sortir promptement du royaume s'ils y estoient entrés pour l'exécution de ce projet (1).

Je suis, etc...

On ne doit jamais oublier que la révocation de l'édit de Nantes fut un coup de foudre pour les Réformés et qu'il fut impossible à leurs pasteurs de se concerter sur les mesures à prendre dans de si terribles circonstances. Ce fut sur la terre d'exil que cent dix d'entre eux, à leur éternel honneur, résolurent de revenir en France, entreprise héroïque qui eût sans doute réussi sans la plus abominable des trahisons (2).

FRANK PUAUX.

(1) *Archives historiques de la guerre*. Vol. 773.

(2) L'intendant Foucault écrit dans ses *Mémoires*, à la date de janvier 1686 : « Le Roy ayant été informé que les Ministres qui sont sortis, en exécution de l'édit du mois d'octobre dernier, ont résolu d'y revenir, déguisés en marchands et en cavaliers, pour séduire les nouveaux convertis, que ceux qui servaient de ministres dans une province doivent aller dans une autre qui en soit fort éloignée, Sa Majesté désire que je n'oublie rien pour en découvrir quelqu'un, pour en faire une punition qui prévienne leur mauvais dessein. » *Mémoires*, p. 149.

LES CHIFFRES DE M. L'ABBÉ ROUQUETTE

Étude sur les Fugitifs du Languedoc (Uzès) (1)

*Domergue
Jacques (2).*

Fils de Jacques Domergue (3) et de demoiselle Anne Bulliod. Ses parents firent leur testament en 1688 (Guill. Martin, N^o) lorsqu'il était hors du royaume, s'étant retiré « au préjudice des défenses portées par les édits et déclarations du roi ». Il ne put donc hériter et ils ne lui laissèrent qu'une part, au cas où il rentrerait sous l'obéissance royale ; mais comme il ne revint plus en France, cette somme fut saisie à la mort de ses parents (A. N., TT 260-VIII).

Domergue Olivier.

Frère de Jacques (4) s'établit marchand à Leipzig (Toll. III, 1^e 908). On saisit également le legs que lui avait fait son père (A. N., TT 260-VIII).

Donzel Claude.

Cité dans les fiches Rouquette. Nous ne le retrouvons nulle part ; ceci n'a rien d'étonnant. Les fugitifs qui arrivaient à l'étranger, en Hollande par exemple, ne paraissent généralement dans les registres qu'avec cette seule annotation « venu de France » et pour cause. Partout il y avait des espions du clergé et de l'ambassadeur d'Avaux, pour noter les noms des réfugiés, afin d'écrire ensuite à leurs

(1) Voyez plus haut p. 515 à 531.

(2) Dans les listes Rouquette il se trouve Françoise Dieude veuve Laurent qui, dans l'ordre alphabétique, devrait précéder Domergue ; mais ce nom a été mal écrit, c'est Françoise Rieude qu'il faut lire, fille d'Israël Rieu greffier et veuve de Louis Laurent, pareur de drap et fugitive (A. N., TT., 260-VIII, A. II. C, 316).

(3) Armoiries de la famille Domergue marchands d'Uzès : « d'Azur à un vaisseau d'or batti des flots d'argent et surmonté d'une étoile d'or disposée au milieu du chef » (*Arm. du Lang.*, d'Hozier, Bibl. Nat., Fr. 32, 208).

(4) Clarisse Domergue d'Uzès, parente des fugitifs, femme de Louis Martin fut prise dans une assemblée et jugée par l'intendant Le Nain le 21 décembre 1750. Ses biens furent confisqués et elle fut condamnée à être enfermée le reste de ses jours à la tour de Constance où elle mourut après 18 années de réclusion (A. N., TT., 357-V.). Sa fille, en 1770, réclame ses droits maternels.

lieux d'origine pour causer des tracasseries à leurs parents et saisir leurs biens, si ce n'était déjà fait. Le seul registre en Hollande qui donne les localités d'origine est celui des « *Recognoissances de Rotterdam* » qui contient plus de 1700 signatures. Les personnes qui avaient succombé par la persécution ne pouvaient être admises dans la communauté réformée sans avoir déclaré auparavant, en présence du troupeau, la douleur qu'ils ont de leur chute et en demander pardon à Dieu, en foi de quoi ils signent ce registre. Mais ce livre restait en possession du Consistoire et les fidèles savaient seulement leurs noms et cela encore pas toujours ; de là, la grande difficulté de retrouver tous les fugitifs d'Uzès. La plupart des documents sont dispersés en Europe, perdus ou cachés. La *France protestante* cite : Jean Antoine Donzel du Languedoc coupeur de bois, 60 ans, avec sa femme Françoise Perrin 43 ans, admis au refuge à Lausanne en 1710.

Drouin Abraham
Drouin femme
née
Antoinette Henriot
Drouin Pierre.

Non seulement en Allemagne, comme nous l'avons vu par l'affaire Connort, mais en Suisse les réfugiés qui avaient un état cherchaient à l'exercer pour vivre. Plusieurs auraient réussi, s'ils n'avaient éveillé la jalousie des gens du pays qui les décidèrent à quitter Zurich parce qu'ils faisaient concurrence aux artisans indigènes, une défense absolue ayant été faite aux Français de vendre du vin et de faire du pain. Toutefois, les ouvriers en soie et les faiseurs de bas ne furent pas inquiétés. Ainsi, dans une maison au bord de la Sihl à Zurich, toute une colonie Uzétienne s'était réfugiée. Jacques Fesquet, cardeur de laine, y vivait en famille avec sa femme Marguerite Vigne, son fils Jean Gaspard et une servante également d'Uzès. François Vinal travaillait avec plusieurs employés dont les listes de 1692 donnaient les noms, Jacques Bonze d'Uzès, Abraham Drouin, sa femme Antoinette Henriot et leurs enfants Pierre et Madeleine, enfin Jacques Dunal tisse-

rand (E. Jaccard, *Eglise française de Zurich*, p. 93-94).

Dubourdiou
Pierre
Dubourdiou
Madame
née
Marguerite de
Jaussaud

Naquit à Uzès le 16 janvier 1672 et fut baptisé par M. le ministre Angelras; il était fils de Jean Armand de Dubourdiou d'Aubarne, ministre à Uzès et de Marguerite Voysin que son père avait épousée à Genève étant encore proposant en théologie; elle était la fille de noble Jean Voysin, ancien syndic de la république (F.-P.). Pierre Dubourdiou partit à la Révocation et fut chapelain de Schomberg en 1685, aumônier du régiment de Townsend; naturalisé en 1707, il mourut pasteur à Londres en 1720 (Agnew II, p. 79).

Dubourdiou Armand

Son frère, naquit à Uzès le 29 janvier 1674 et se réfugia en Angleterre, il fut vicaire dans le Herfordshire et mourut le 25 août 1733. (F.-P.)

Dubourdiou
Jean Gabriel.

Troisième fils de Jean Armand Dubourdiou et de Marguerite Voysin, naquit à Uzès le 18 août 1675; son parrain fut noble Gabriel d'Aubarne, baron de Fontarèches; il émigra en Angleterre étant alors ministre à Montpellier. Après la Révocation, dit Agnew, il se trouvait en Angleterre six ministres venant du Languedoc portant le nom de Dubourdiou et appartenant à la même famille.

Ducla Anne.

Du pays d'Uzès, témoin à un mariage dans l'église de Lucy Lane, à Dublin en 1707.

Dugua Marguerite.

Fille de Jean Dugua (1) notaire royal, probablement la cousine d'Anne Dugua femme de Jean Coste oncle de Pierre Coste fugitif. A son départ d'Uzès on lui saisit une pension viagère

(1) Plusieurs Dugua fugitifs ont été oubliés dans les listes Rouquette : 1° François Dugua d'Anduze, assisté à Genève d'un viatique pour l'Allemagne (F. P.); 2° Pierre Dugua de Nîmes, âgé de 70 ans et Marie sa femme, 50 ans, naturalisés à Londres (F. P.); 3° Dugua procureur, ancien de l'Eglise de Nîmes; 4° Antoine Dugua marchand établi à Londres, père d'Anne Dugua, femme de Jean Coste, qui se fait représenter à un baptême à Uzès (Etat civil d'Uzès).

de 300 livres qui lui avait été léguée par le sieur Guiraud (A. N., TT 260-VIII).

Ducros Jean.

Fils de Louis Ducros docteur ez droicts et de demoiselle Jeanne de Bouton, baptisé à Uzès le 12 novembre 1652, présenté par M. Simon de Reynaud docteur ez droicts et demoiselle Suzanne d'Allard, se réfugie en Allemagne.

Ducros Simon.

Fils d'Antoine Ducros et de Claude Grisselle, né à Uzès le 5 novembre 1661.

Ducros Théodore (1).

Ducros Madame.

3 enfants.

Naquit à Uzès, fils de M. Pierre Ducros, ministre de la parole de Dieu, et de Suzanne Despierres. Il alla étudier à Genève en 1656 ; le 25 avril 1663 il fut consacré pasteur et occupa les postes de Poussan et de Sommières jusqu'à la Révocation. Il se réfugia alors à Londres, où il fut un des ministres de la Savoye. En 1698 il est pasteur de la colonne de Wezel (M. D. 1698). Il passait pour un grand prédicateur. Dans le *Parnasse français* on trouve une pièce de vers, des stances et un quatrain à sa louange (p. 228-229). Il est cité parmi les savants de la ville d'Uzès dans un mémoire du xvii^e siècle (A. H. C. 45). Il fut enfin pasteur de la colonie de Magdebourg en 1699. (M. D.).

Ducros Paul.

Ducros femme.

2 enfants.

Cardeur d'Uzès, réfugié à Magdebourg avec sa femme et deux enfants.

(1) Anne Ducros, fille de Jacques Ducros, ministre à St-Germain de Calberte en Languedoc, parente de Théodore Ducros, sortit du royaume après la Révocation ; ses biens consistant en 4 000 livres furent saisis. L'abbé du Chaila prêtre-inspecteur des missions du diocèse de Mende, les réclama pour payer une maison qu'il avait achetée (A. N., TT., 433-434-VI). Ce document confirme ce qu'on a vu, entre autres, dans le *Bulletin* de 1906, 417, que l'abbé du Chaila avec les huissiers royaux présidait à la recherche et saisie des biens des consistoires et aussi de ceux des réfugiés à mesure qu'ils fuyaient. Isabeau Darvieu, épouse d'Henri Ducros, de la même famille, se sauva avec ses enfants et son mari à Marseille ; ce dernier y mourut en 1687, elle se retira alors dans les pays étrangers, emmenant avec elle 4 filles et 2 fils qui restèrent à Genève pour finir leurs études. Elle se fixa à Berlin, ses biens furent donnés à ses proches parents habitant Nîmes.

Ducros Jacques.

Fils d'Anthoine Ducros et de Suzanne Sicard, naquit à Uzès le 12 novembre 1679.

Dulac Michel.

Dulac Madame

née

Marie de Boyer.

Le chef de cette famille, Arnault Dulac (1) dit le Franchiman (2), suivit à Uzès comme écuyer Gillette de Pressigny, fille de noble de Pressigny, chevalier au diocèse de Tours et nièce du maréchal de Boucicaut qui épousa le 19 mai 1405 Robert II vicomte d'Uzès. Michel Dulac, son fils, licencié, était consul en 1442 et Pierre Dulac fils de celui-ci le fut de même en 1468. Les Dulac furent toujours attachés à la famille d'Uzès, ils embrassèrent comme elle la Réforme et suivirent leurs chefs dans les guerres de religion. En 1562 Antoine de Crussol, chef des religionnaires jusqu'à la majorité du roi Charles IX, réduisit à Uzès le conseil des quatorze à huit et y conserva un Michel Dulac, homme de grand sens, qui avait toute sa confiance et qui était, en 1533, juge royal et lieutenant. Son fils Michel était auprès d'Antoine de Crussol 1^{er} duc d'Uzès dirigeant ses affaires, sa maison avec le titre de « maître d'hôtel ».

Au début de l'année 1572, Antoine de Crussol fit un long séjour dans son duché, avec sa femme Louise de Clermont, l'amie de Catherine de Médicis; il y reçut ses frères et tous retournèrent au printemps à Paris, emmenant avec eux Michel Dulac, Simon de Jolz, écuyer de Jean de Crussol dit Beaudiné, père d'Antoine et David Merle, un des frères

- | | |
|-------------------------------------|--|
| (1) Touto la mino di Dulac | Toute la mine des Dulac |
| N'es vengudo de Capdenac | Est venue de Capdenac |
| Ques un castel d'aou Querci | Qui est un château du Querci |
| Coumo aquel di Dacier aoussi | Comme celui de Dacier aussi; |
| Moussu Jacques que nero Seigneur | Monsieur Jacques qui en était seigneur |
| E que y accourdavou sis favou | Et lui accordait ses faveurs |
| Dinc Uzès em bel l'eméné | Dans Uzès avec lui l'emmena |
| E néro soun palefrenier | Il était son palfrenier; |
| Aro sous pichots enfans | Maintenant ses petits enfants |
| N'en sount patriciens et marchands. | Sont patriciens et marchands (ms. A.). |

Ces chansons faites par les faiseurs de bas ne sont pas absolument exactes. Dulac ne vint pas à Uzès avec Jacques de Crussol baron d'Acier, mais il était le héros valeureux et populaire et personnifiait la famille d'Uzès.

(2) Terme qui signifie habitant du nord.

du fameux capitaine Merle. Nous les retrouvons tous dans la nuit sanglante de la Saint-Barthélemy. Jacques baron d'Acier, caché dans l'appartement qu'Antoine et sa femme occupaient au Louvre, échappa au massacre en abjurant. On ne put sauver Galiot de Crussol; attaqué dans la cour du Louvre, bien qu'entouré par les trois Uzétiens fidèles, Michel Dulac, Simon de Jolz et David Merle qui le défendirent vaillamment contre les soldats et gardes venus pour l'assassiner, tous succombèrent sous le nombre des meurtriers et furent jetés devant la porte du château royal. Antoine parvint à faire enlever le corps du malheureux Galiot, mais la vue de tant d'horreurs, la terreur qu'il ressentit de l'effroyable mort de Galiot et de Michel Dulac et sa propre apostasie le jetèrent dans une mélancolie profonde; il mourut l'année suivante, le 11 août 1573.

Michel Dulac, fugitif, docteur ez droicts, lieutenant principal en la cour de M^r le Sénéchal, fils de Pierre Dulac bourgeois et de demoiselle Catherine de Fabre, épousa, le 21 août 1654, Marie de Boyer, fille d'Antoine de Boyer, bourgeois et de demoiselle Marie de Folcher. Après la Révocation, il partit avec sa femme, allant rejoindre cinq de ses enfants déjà à l'étranger. Les fiches Rouquette signalent comme fugitifs Madame Dulac (revenue), deux fils et deux filles; mais des documents décisifs confirment la fuite du père de famille et d'un autre fils.

D'abord, dans un court mémoire contenant les noms des gentilshommes nouveaux catholiques du diocèse d'Uzès dont la conversion fait naître des soupçons, le quatrième sur la liste est ainsi noté : « Le sieur Dulac, avocat, fait mal son devoir ainsi que sa femme et a été longtemps en prison, a trois fils et deux filles hors du royaume » (A. H., C 273). Dans les mêmes archives, (C 316) parmi les ordonnances rendues par Messieurs les officiers royaux d'Uzès portant maintenue en la possession et jouissance des biens de ceux qui

sont sortis du royaume pour fait de religion en faveur de leurs plus proches parents, conformément à l'édit donné par S. M. en décembre 1689, nous trouvons, en 1691 : Dames Jeanne et Suzanne Dulac ont esté maintenues avec le sieur Jean Dulac leur frère aux biens de Michel Dulac et demoiselle Marie Boyer leur père et mère. Ensuite, parmi les biens des fugitifs (A. H. C 312), on voit que le fils Dulac est en possession des biens de Michel Dulac son père; enfin les papiers de famille que nous avons consultés confirment la fuite de Michel Dulac et de sa femme.

A la tête d'une nombreuse famille — ils avaient eu onze enfants dont huit vivants (1) à la Révocation, — les soucis avaient été nombreux pour eux. Leur fille aînée Jeanne, née à Uzès le 30 mai 1655, s'était éprise de Monsieur Antoine Thomas, ministre d'Uzès, docteur ez droictz et désirait l'épouser contre le gré de ses parents. Après plusieurs années de luttes, ils donnèrent leur consentement à cette union, à condition que leur fille renoncerait à tous ses droits et se contenterait de la légitime qu'on lui donnerait par contrat et devant M. le juge de Cuny. Le 18 février 1684, âgée de 29 ans, elle se soumit à la volonté de ses parents. Le mariage se fit dans ces conditions, son mari se convertit à la Révocation et ils restèrent à Uzès; mais six de leurs petits enfants émigrèrent et vinrent en Brandebourg en 1754 (Erm. IX, 280). Suzanne, leur seconde fille, née à Uzès le 16 août 1657, épousa Michel Chapelier, seigneur de Montaren, conseiller du roi et son procureur. Ces deux ménages ne quittèrent pas Uzès. Gardant avec eux leur plus jeune frère, ils conservèrent ainsi les biens de leurs parents.

(1) Dulac Jeanne, née le 30 mai 1655, épouse Anthoine Thomas le 21 août 1684; 2° Dulac Antoine, né le 8 juin 1656, fugitif; 3° Dulac Suzanne, née le 16 août 1657, épouse Michel Chapelier seigneur de Montaren; 4° Dulac Eléonore, née le 22 décembre 1664, fugitive; 5° Dulac Catherine, née le 29 mars 1665, fugitive; 6° Dulac Daniel, né le 23 août 1668, fugitif mais revenu à Uzès; 7° Dulac Jean, né le 21 avril 1674, fugitif; Dulac Joseph dont nous n'avons pas trouvé l'acte de naissance.

Le 27 novembre 1691, Jeanne Dulac, sa sœur Suzanne et leur frère mineur Jean se réunirent pour une transaction chez M. Favier, notaire royal, et il est dit dans cet acte, après avoir nommé les intéressés : « comme succédants aux biens de M. Michel Dulac et demoiselle Marie de Boyer leur mère absents du royaume pour fait de religion ». Ses enfants réclamèrent les biens saisis de leurs parents et Jeanne, femme d'Antoine Thomas, demandait trois mille livres provenant du légat fait par Suzanne de Boyer sa tante, veuve de Pierre de Janas, à sa sœur Marie de Boyer sa mère.

Cinq des enfants de Michel Dulac quittèrent Uzès, chacun de leur côté pour éviter d'être soupçonnés et arrêtés; leur père fut emprisonné à cause de la fuite de ses fils et filles et de son refus d'aller à l'église. Dès qu'il fut relâché il partit avec sa femme et mourut peu après; elle ne dut jamais revenir, car, lorsque le 28 octobre 1700, le mariage de son fils Daniel fut célébré à Uzès avec Mademoiselle Antoinette Chambeyron, fille de M. Chambeyron, procureur ez courts, il est dit dans l'acte de l'état civil que Daniel est fils de feu Michel Dulac, ancien lieutenant au sénéchal de cette ville, et de demoiselle Marie de Boyer. Les témoins du marié signèrent, mais non la mère; de plus, sa mort ne se trouve pas dans les registres de la paroisse. Ce qui a pu donner lieu à cette erreur, c'est que Daniel Dulac qui était parti en même temps que ses sœurs fut rappelé par celles restées à Uzès, leur plus jeune frère Jean voulant rejoindre sa famille à l'étranger; elles avaient trouvé un mariage avantageux à lui faire contracter. Cette branche, la seule qui resta dans Uzès, s'éteignit à la Révolution dans la personne de Michel Dulac, lieutenant au régiment du Perche infanterie qui émigra en partie. Lui se cacha à Paris, mais il fut dénoncé comme ci-devant noble et, cherchant à fuir, il fut emprisonné et ne dut son salut qu'aux démarches de sa mère; il fut élargi le 30 thermidor.

Dulac Eléonore.
Dulac Catherine.

Les deux filles de Michel Dulac et de Marie de Boyer ayant un an et trois mois de différence entre elles furent élevées comme des jumelles et ne se quittèrent jamais. Eléonore naquit à Uzès le 22 décembre 1663, elle fut baptisée par le ministre Angelras, ayant pour parrain et marraine André Meinier, docteur et avocat de Bagnols et demoiselle Eléonore de Pallier, veuve de feu Antoine Boyer, docteur. Elle se retira à Neuchâtel et fut naturalisée à Genève le 28 mars 1712 ainsi que sa sœur Catherine, née le 29 mars 1665, qui fut présentée au baptême par le père, prestant la main à Monsieur Folcher ministre et par demoiselle Eve de Ville prestant la main à Catherine de Boyer; elle laissa à Uzès une maison à la rue de la Boucairie en piteux estat (Estat des maisons abandonnées, *Bull.* 1911, 234).

Dulac Antoine
Dulac Madame
née
Malvina de Castil-
hon
deux fils
Dulac N.
Dulac Marc-An-
toine

Fils de Monsieur Michel Dulac, lieutenant principal au sénéchal d'Uzès, et de Marie de Boyer, naquit à Uzès le 8 juin 1656; il fut présenté au baptême par son grand-père Antoine de Boyer et demoiselle Marie de Fabre, femme de Monsieur de Ville. Nous le trouvons réfugié à Berlin-Villeneuve en décembre 1699 avec sa femme et un enfant; il avait été juge de la colonie de Prentzlau de 1689 à 1696. (Muret, 260) puis lieutenant. Le 2 octobre 1700 il eut un fils, Marc-Antoine, baptisé à Berlin (A. W.). Le gouvernement prussien le nomma son agent pour s'occuper des enrôlements d'émigrés français en Brandebourg. Déjà en 1712, il avait travaillé à fonder une colonie à Furstenwald, et en 1720 il recherchait en Suisse les émigrés qui remplissaient les conditions exigées par la Prusse; ni laboureurs, ni exilés sans argent n'étaient acceptés; par contre les ouvriers habiles dans leur métiers, chapeliers, fabricants en laine, manufacturiers de drap ou de bas étaient fort recherchés, surtout s'ils avaient quelques ressources pour faire un établissement. Il écrivit à M. de Mirmand qu'il avait trouvé à Genève un cer-

tain nombre de familles convenables; de plus il en comptait trente à Berne, douze à Lauzanne et s'offrait à les conduire en Brandebourg. Ces propositions n'eurent pas, auprès de la cour du roi de Prusse, le succès qu'il en attendait et il rentra à Berlin en 1722. Il avait eu en 1718 une correspondance avec Sallentin à Paris pour obtenir prolongation de six semaines à six mois d'un passeport pour la France; il alla à Uzès et à Béziers pour mettre ordre à ses affaires, revint à Berlin où il mourut en 1751; il est qualifié dans les registres de « commissaire du roi » (1). Son fils Marc-Antoine est mort conseiller de cour et de revision (Erman IX, 99).

Dulac Joseph
Dulac Madame
née
Catherine de Castillon

Ce Joseph Dulac et sa femme sont cités par Erman (IX 994); il est probable que c'est un frère d'Antoine qui épousa une sœur ou parente de sa belie-sœur. Nous n'avons pas trouvé la naissance dans l'état civil d'Uzès du reste fort incomplet pour cette époque; avec Jean Dulac dont nous allons parler, nous retrouverions les trois fils de Michel Dulac et Marie de Boyer qui sont cités comme fugitifs.

Dulac Jean (2)
Dulac Madame
deux enfants

Dernier enfant de Michel Dulac lieutenant principal au sénéchal d'Uzès, naquit à Uzès le 28 avril 1674; il fut présenté au baptême par le sieur Chapelier, son beau-frère, et par sa sœur Suzanne Chapelier. Il quitta Uzès pour aller rejoindre sa famille. En 1700 il est juge de la colonie à Prentzlau (M. D. 1700), succédant à son frère probablement.

(1) M^{me} A. de Chambrier, *Henri de Mirmand*, 402-403.

(2) Un Dulac pasteur est réfugié à Londres (*Proceedings Hug-Society* I, 8.), il venait certainement du Midi car nous trouvons des pasteurs de ce nom avant la Révocation à St-Jean du Bruel et à Durfort; il faisait probablement partie de la famille Dulac d'Uzès.

De nombreux Dulac sortirent de France en 1730 venant de Loudun; le procès-verbal de leur évasion et perquisition au domicile des fugitifs est aux Archives Nationales. Une des filles qui n'avait pu accompagner ses parents fut enfermée dans la maison des nouvelles converties de Loudun, puis à l'Union chrétienne de Tours (F. P.).

Dumas Jean, Fils de Jean Dumas et Marie Bastide, né à
Dumas femme née Uzès le 20 octobre 1662, assisté à Londres en
Marguerite Fourque. 1688 (F. P.).

Dumas famille. Venant d'Uzès, assistée à Lausanne en
 1688 (F. P.).

Dumas François, Originaire d'Uzès, se réfugie à Berlin avec
Dumas femme, sa femme Esther Fabre; leur fille aînée Éli-
née Esther Fabre, beth y est baptisée le 16 septembre 1716 et la
Dumas Élisabeth, seconde Marguerite le 28 octobre 1718 (A. W.).
Dumas Marguerite.

Dumas, - Né à Uzès, peigneur de laine, mari de
Dumas femme, Marguerite Charlier, fait baptiser à Berlin le
née Marguerite 19 février 1719, son fils Claude (A. W.).
Charlier, un fils,
Dumas Claude.

Dunal Jacques. Tisserand d'Uzès réfugié à Zurich, faisant
 partie des ouvriers cardeurs de laine de la
 ville d'Uzès (E. Jaccard, *Église Française de*
Zurich, 94).

Duplan Joseph, Maître tailleur d'habits, fils de feu Simon
Duplan femme, Duplan, maître tailleur, originaire d'Uzès en
 Languedoc, et de feu Catherine Nicolas, sa
née femme, originaire du même lieu, épouse à
Catherine Roux, Magdebourg, le 18 janvier 1701, Catherine
une fille, Roux, fille de défunt Louis Roux, maître tour-
Duplan Marthe. neur (A. W.). Le 11 juillet 1702, ils ont une
 fille Marthe baptisée à Magdebourg (A. W.).

Duplan Isabeau, Née Puechlongue, femme de Simon Duplan,
 veuve en 1671, époque où elle marie sa fille
 avec Jacques Hubac, cardeur; se réfugie en
 1696 à Lausanne où elle travaille chez Mal-
 bos (1) d'Aiguesmortes qui emploie onze
 ouvriers du Languedoc, réside ensuite à
 Aarau (F. B.).

(1) Malbos, fugitif, n'est pas cité dans les fiches Rouquette à Aiguesmortes.

Duplan Daniel,
Duplan femme,
un enfant.

Naquit à Uzès le 22 mars 1665, fils de feu Simon Duplan, cardeur, et de Marguerite Faugière, se réfugie à Lausanne en 1698 âgé de 33 ans avec sa femme et un enfant (F. B.).

Duplan Jacques,
Duplan femme née
Marie Coin.

Natif d'Uzès, fils de défunt Raymond Duplan et de Suzanne Fontanieu, épouse à Berlin, le 8 octobre 1709, Marie Coin, fille de Pierre Coin et de défunte Marguerite Poire (A. W.).

Duplan Suzanne.

Veuve de Jacques Pourtalès, originaire d'Uzès en Languedoc, inhumée à Halle le 8 mai 1729 âgée de 70 ans (A. W.).

Duplan Jacques,
Duplan femme, née
Elisabeth Gignoux.

Et sa femme, fugitifs réfugiés à Lausanne en 1686 (F. P.). La famille Gignoux était extrêmement nombreuse, praticiens aisés, menuisiers renommés.

Dupuy Jacques.

Procureur fugitif, laisse à Uzès une maison « en très pauvre estat où l'on fait du fumier dans la cour » (Estat des maisons abandonnées).

Dupuy Barthélemy.
Dupuy femme,
deux enfants.

Serger d'Uzès, réfugié à Berlin avec sa femme et deux enfants (M. D. 1698).

Durand Pierre (1)
Durand Hierosme (2)
Durand femme née
Claude Beboulle,
leur mère.

Frères fugitifs, fils de Pierre Durand et de Claude Reboulle. Hierosme étant revenu en 1719 a joui des biens de son frère, mais étant de nouveau sorti du royaume, ses biens ont été saisis et séquestrés à la diligence de Pierre, par Duchesne adjudicateur des revenus et biens des fugitifs et autres nouveaux convertis (A. H., C 322); il est assisté à Genève d'un viatique pour l'Allemagne en 1701 (F. P.). Il quitta Magdebourg en 1702. Hiérosme réclame aussi les biens de sa mère Claude Reboulle (A.N., TT 89-XI).

(1) Dans les fiches Rouquette, Pierre seul est indiqué comme fugitif.

(2) Il est question dans Tollin d'un Jérôme Durand, probablement le même.

*Durand Jérémie,
Durand femme,
deux enfants.*

Originaire d'Uzès, faiseur de bas, réfugié à Magdebourg avec sa femme et deux enfants en 1710 (Toll. II, 496). Ses enfants allèrent s'établir à New-York. Son petit-fils Jacques, fils de Pierre-Jérémie Durand et d'Élisabeth Isalin, né le 16 août 1797, est baptisé dans l'Église réformée de New-York. (A. N., TT 130-X).

*Durand Guil-
laume* (1).

Ouvrier en bas, fugitif (F. P.) et réfugié en Prusse, fils de Jean Durand et d'Anne Mazaudière, né à Uzès le 19 novembre 1671, à Magdebourg en 1698 (M. D., 1698).

*Durant Lévy,
Durant madame, née
Claudine Huc.*

Originaire d'Uzès, un des plus importants industriels de laine réfugiés à Magdebourg. (Toll. III, 355.)

Durussel Jean.

D'Uzès, fugitif assisté d'un viatique à Genève en 1708 (F. P.).

(A suivre.)

B^{nne} DE CHARNISAY.

SÉANCES DU COMITÉ

22 Mars 1914

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. H. Aubert, G. Bonet-Maury, E. Chatoney, P. Mellon, J. Pannier, R. Reuss, E. Rott, et N. Weiss.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté. Le président prend la parole pour exprimer les regrets unanimes du Comité à l'occasion de la mort, survenue le 19 mars, de notre doyen M. Charles Waddington, membre de l'Institut. Son grand âge le tenait depuis longtemps éloigné de nos séances, mais il s'était beaucoup occupé de la réorganisation de notre *Bulletin*

(1) David Durand, de Sommières, et sa femme se réfugient en Suisse, puis passent en Angleterre où on le trouve pasteur « of the city of London french church » (Agnew II, 508). Ils sont omis dans les fiches Rouquette.

en 1865 et suivit nos travaux jusqu'en 1885 où il présida notre assemblée générale. Une lettre de condoléance sera adressée, au nom de la Société, à son fils M. Ch. Waddington, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon. — Le président donne ensuite la parole à M. H. Aubert pour exposer la méthode que M. A Mailhet suivra pour le classement et l'inventaire de nos manuscrits. M. Mailhet, qui est invité à assister à nos délibérations, s'explique à son tour sur le travail qu'il a entrepris et dont on pourra apprécier les premiers résultats dès la prochaine séance.

Le secrétaire expose ensuite comment le président et lui ont été amenés, par suite de circonstances imprévues et dans des conditions avantageuses, à acquérir une collection complète de plus de cinquante instruments de torture utilisés par les inquisiteurs. Ces objets, ainsi que les bannières employées aux autodafés et quelques livres concernant la matière, ont été trouvés dans un couvent italien et recueillis par un amateur qui, obligé de s'en défaire, a bien voulu nous les céder. En attendant que les membres du Comité puissent les voir, le secrétaire leur en montre des photographies prises sur les originaux. On s'efforcera de débarrasser ceux-ci de la rouille qui les recouvre et de les rendre présentables pour la prochaine réunion du Comité.

Celui-ci s'entretient ensuite d'un article intitulé : *La vertu — lisez la prétendue vertu — de Jeanne d'Albret*. Le *Bulletin* en rendra compte ainsi que de deux autres articles, le premier concernant un nombre considérable de pasteurs du XVII^e siècle qu'on représente comme prêts à apostasier, et l'autre discutant notre évaluation de la population protestante à cette époque, ainsi que celle du Refuge.

Bibliothèque. — Elle a souscrit à la nouvelle édition en cours des œuvres d'Alexandre Vinet. — M. l'abbé Dubarat demande l'autorisation de faire reproduire par la photographie un manuscrit assez considérable qui fait partie des papiers légués par feu M. Soulice. Accordé. — M. R. Garreta offre un exemplaire de l'original latin de l'*Explication de la Généalogie du... monarque Henry III... par C. de Hérís* dont la Bibliothèque possède l'exemplaire qui a appartenu à Caumont-Laforce. — Le titre de cet original est : *Exqgesis genealogica sive explicatio arboris gentilitiæ invictissimi ac potentissimi galliarum regis Henrici ejus nominis III... studio et opera R. P. Joseph Texerae..., Lugduni Batavorum ex officine plantiniana..., 1597 in-4°.*

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Sébastien Bourdon

Ce qui reste de ses œuvres en Suède.

Dans un article intitulé *Sébastien Bourdon portraitiste*, paru dans la *Gazette des Beaux-Arts* de janvier 1912, M. T.-H. Thomas rappelle que l'artiste protestant fut, dès son arrivée à Stockholm, nommé premier peintre de la reine Christine, chargé de faire son portrait, celui du prince héritier, et, ensuite, dit Guillet de Saint-Georges, « ceux des grands capitaines qui s'étaient rendus recommandables dans les armées et les victoires du grand Gustave-Adolphe ».

« Aucun de ces ouvrages, ajoute M. Thomas, ne paraît avoir survécu. » Et, suivant Guillet de Saint-Georges, « tous ces portraits furent depuis portés à Rome et y ont été vus comme un des plus rares ornements du palais de la reine ». On ne sait pas, dit encore M. Thomas, ce qu'ils devinrent après la mort de Christine, ni s'ils se trouvent dans la collection achetée à ses héritiers par le duc d'Orléans. M. Ch. Ponsonailhe, dans son ouvrage très documenté sur Bourdon (1), note à cet égard : « Feuillet de Conches nous assure que cette précieuse galerie fait partie du Musée de Gripsholm. On aperçoit, nous dit-il, ces tableaux au milieu des horribles portraits qui tapissent les murs du château ». M. Ponsonailhe, pourtant, n'a pu découvrir leurs traces dans le catalogue de ce musée, non plus que dans ceux de Stockholm et Drottningholm. Il tâche d'expliquer cette difficulté en suggérant que « Bourdon qui ne signait jamais une de ses toiles en France, ne changea rien assurément à ses habitudes pendant son voyage en Suède ». Guillet de Saint-Georges parle aussi de deux portraits de la reine Christine dont un « grand portrait à cheval destiné au roi d'Espagne » qui fut, dit-il, perdu en route par suite d'un naufrage. M. Ponsonailhe a cependant retrouvé un tableau semblable en Espagne dans le Palais Pestrana (2). L'autre portrait est connu par la fameuse gravure de Nanteuil. « On en voit une copie à Versailles, et au Louvre un dessin à la sanguine, attribué à Bourdon lui-même. »

(1) *Sébastien Bourdon, sa vie et son œuvre*. Paris, 1883, p. 126.

(2) J'en dirai quelques mots plus loin.

De tout ce qui précède, il résulte que l'on ignore, en France, quelles sont les toiles de Bourdon demeurées en Suède.

J'ai donc cherché à résoudre ce problème et voici ce que j'ai trouvé, grâce, en grande partie, à l'amabilité de M. Olof Granberg, bibliothécaire du *Musée National de Stockholm*, auteur de plusieurs ouvrages importants en matière artistique dont on trouvera les titres ci-après, et auquel j'adresse ici mes plus chaleureux remerciements.

D'abord, il faut noter que, comme me l'écrivait récemment M. O. Granberg lui-même, les traces de l'activité de Séb. Bourdon à Stockholm sont, en somme, peu nombreuses, ce qui s'explique quand on se souvient qu'il n'a vécu ici que deux ans environ, et que la reine Christine emporta de Suède presque tous les portraits peints par lui à Stockholm, *entre autres, sans doute, celui du Musée de Montpellier*, reproduit dans la *Gazette des Beaux-arts* (1912, p. 15), où il est donné comme celui d'un *officier*, alors qu'il représente en réalité le *prince Adolphe-Jean, frère du roi Charles-X-Gustave*.

Quant aux tableaux peints par Bourdon, et existant actuellement en Suède, ils sont au nombre de *six* :

1° Un charmant portrait de Charles X Gustave, auparavant au château de Gripsholm, mais à présent au Musée National. Ce tableau n'est pas visible actuellement, ayant été mis de côté pendant les réparations qu'on fait subir au Musée. Il ne figure pas dans le catalogue imprimé en 1900 (1).

2° Un portrait du général A. Wittemberg, au château de Gripsholm.

3° Un tableau figurant sous le n° 875 du cat. du Musée national de Stockholm et dont le sujet est *Laban redemandant les dieux domestiques à ses filles en fuite*.

Voici la description de ce tableau : Paysage rocailleux ; au premier plan des femmes aidées de serviteurs ouvrent des bagages. A droite, Laban, homme âgé, au manteau blanc et debout ; au centre du premier plan, une femme vêtue de bleu en conversation avec une autre femme à genoux devant un panier ouvert ; par terre, à côté, des assiettes d'argent et autres ustensiles de ménage. Plus loin du bétail. — Taille : 1,30/1,68. — Donné au musée par M. Chabot en 1837. A été attribué à tort à N. Poussin ; rappelle davantage S. Bourdon. Voir par ex. le n° 289 à la Haye (Cat. 1895), le n° 64 à la National Gallery (Cat. 1885) et tableaux à Dresde et à Munich.

4° Portrait du comte Gustave Gustavsson av Vasaborg (1616-

(1) *Notice descriptive des tableaux du Musée National de Stockholm*, par G. Göthe, 1^{re} Partie : *Maîtres étrangers* (non scandinaves), Stockholm 1900, 12 ; [Trad. en français par Fr. de Dardel et F. Schulthess] p. 111.

1653), fils illégitime du roi Gustave-Adolphe, vu à mi-corps, de grandeur naturelle, debout, tourné à droite, tête nue, les cheveux châains partagés sur le front, tombant sur les épaules, portant un pourpoint brodé d'or avec parements rouges, cuirasse, et à l'épaule gauche, une écharpe bleue. A la main gauche reposant sur le heaume à panache blanc, le bâton de commandement. Fond gris. Taille : 0,82/0,73.

Ce tableau est à l'Université d'Upsal (1).

5° Un tableau, au Musée National de Stockholm, représentant la *Sainte-Famille* (n° 899 du cat. p. 36), et dont voici la description : Marie en manteau bleu et robe rouge est assise près d'une colonne cannelée dans une mesure en ruines ; elle tient sur le bras droit l'enfant Jésus endormi et lève de la main gauche la couverture du berceau placé à côté d'elle à droite. Derrière et à gauche, Joseph debout, appuyé sur son bâton ; à droite on entrevoit, derrière une colonne, un âne et un bœuf. — Chêne : 0,64/0,525, Gustave III ; achat de la coll. Sack 1776. Drottningholm jusqu'en 1865. Attribué déjà dans la Coll. Sack à Bourdon, plus tard à Vouet (2).

6° Portrait de la reine Christine, au Musée National de Stockholm, décrit sous le n° 1072 du cat. p. 36, en ces termes :

Fig. Mi-corps, tournée à gauche ; la tête moitié de face regarde le spectateur. Corps maigre, teint pâle, globe des yeux bombé, cheveux gris brun pendant en boucles sur les épaules. Vêtement noir orné de rosettes et recouvrant un vêtement de dessous blanc. — Taille : 0,72/0,58. — Achat de 1869. — Un exemplaire parmi les nombreux portraits de la reine avec plus ou moins de variations, qui sont gravés par R. Nanteuil (1655), P. Tanjé, Michel Lasne, Alex. Tardieu (selon Dussieux, *Les Artistes français à l'étranger*, p. 448). Gravé également par Larmessin le vieux. Un dessin de ce portrait se trouve dans la Coll. des dessins du Louvre (*F. V. Dardel*).

Outre ces tableaux, on en mentionne encore deux autres en Suède : un portrait de la reine Christine et un de Charles X Gustave (chez le baron de Gripenstedt, à Bysta), mais qui ne sont, d'après M. O. Granberg, que de faibles copies (3).

(1) La description et une belle reproduction de ce tableau figurent dans O. Granberg, *Inventaire général des trésors d'art, peintures et sculptures des maîtres étrangers* (non scandinaves) en Suède. Tome I, Stockholm 1911, 4°, p. 107. Les autres tableaux de Bourdon existant en Suède seront décrits dans le tome IV et dernier de l'ouvrage dont les tomes I (1911) et II (1912) ont seuls paru jusqu'ici.

(2) Il existe, paraît-il, au Louvre, deux autres *Saintes Familles*.

(3) Deux tableaux de S. Bourdon figuraient dans la Galerie du Palais-Royal, aux ducs d'Orléans, les portraits de la reine Christine, gravé par Alex. Tardieu, et de Warin, gravé par L. M. Halbou, celui même dont on trouvera plus loin une reproduction (note de M. Garreta).

Dans son autre ouvrage : *La Galerie des Tableaux de la Reine Christine ayant appartenu auparavant à l'Empereur Rodolphe II, plus tard aux ducs d'Orléans* (Stockholm, Haeggstrom, 1897, 4°, tiré à 45 ex. numérotés, trad. en franç. par Alf. de Pomian Hajdukiewicz), M. O. Granberg mentionne, à la p. 231, un portrait de la reine Christine vendu à Londres en 1798 pour 21 guinées; trois portraits encore, peints par Bourdon et provenant de la Galerie de Christine, furent mis en vente en même temps. L'un fut acheté par lord Cremorne, mais les deux autres furent retirés de l'enchère.

Dans l'appendice IV du même ouvrage on trouve l'*Inventaire de la Galerie de la reine fait à Rome en 1721* où sont mentionnés 16 tableaux de Bourdon, décrits sous les nos 86, 95, 96, 97, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 168, 238, 239, 240, 241, 242 et qui sont des portraits dont un de l'antiquaire de la reine.

On a récemment exposé au Musée National de Stockholm une copie du portrait équestre de la reine exécutée en 1913 par une Suédoise, Mlle Harriet Sundström, et dont l'original, mentionné comme on l'a vu plus haut, par Guillet de Saint-Georges, est actuellement à Madrid au Musée du Prado. On pensait en Espagne que ce tableau avait dû être peint à Bruxelles après l'abdication de la reine qui en aurait fait don à l'ambassadeur Pimentel, ministre d'Espagne à Stockholm, des mains duquel il aurait passé dans la galerie de Philippe IV. Mais M. O. Granberg estime (1) que le tableau a été peint par Bourdon à Stockholm. A l'appui de son opinion le savant bibliothécaire du Musée National invoque la grande ressemblance qui s'observe entre la tête de Christine dans le tableau de Madrid et celle du portrait de Stockholm mentionné plus haut (n° 1072 du cat.). Le tableau de Madrid aurait été offert, par la reine elle-même, au roi Philippe IV, qui lui avait envoyé, par Pimentel, son propre portrait, équestre aussi, qui fut un temps attribué à Velasquez, puis reconnu pour avoir été peint par Gaspar de Crayer. Ce dernier tableau, qui fit partie de la galerie de Gripsholm jusqu'en 1865, est actuellement au Musée National de Stockholm et figure au cat. sous le n° 762.

Je profite de l'occasion que j'ai de parler de Bourdon, pour rectifier un détail le concernant dans la *France protestante* (éd. Bordier, II col. 1108). Il y est dit, d'après Durdent (*Biogr. univ.*), que « la reine lui fit présent [à Bourdon] des tableaux que Gustave-Adolphe, son père, avait pris à Dresde; mais [que] Bourdon lui faisant sentir tout le mérite de cette collection, l'engagea à ne pas s'en priver... On y remarquait plusieurs morceaux du Corrège ».

Ce détail n'est pas ignoré de J. P. Catteau-Calleville qui fut,

(1) *Svenska Dagbladet*, 10 janvier 1914.

comme on sait, pasteur de l'Église réformée française de Stockholm de 1781 à 1809 (1). Dans son *Histoire de Christine, reine de Suède* (Paris, 1815, tome I, p. 335), il dit : « On a rapporté qu'il (Bourdon) vit des tableaux du Corrège, servant de contrevens dans



les écuries de la Cour; d'autres ont dit que la reine voulut faire présent des tableaux du Corrège à Bourdon, mais l'artiste français les refusa. *Cependant ces rapports qui sont de Piganiol de la Force et des rédacteurs du Mercure français, présentent tant de frappantes*

(1) Voir Puaux, *Hist. de l'établissement des protestants français en Suède*, p. 111 et *passim*.

méprises et d'anachronismes évidents, qu'ils ne peuvent mériter aucune confiance ».

Il faut dire, d'abord, que les tableaux pris par Gustave-Adolphe et apportés en Suède proviennent, non de Dresde, *mais de Wurtzbourg et de Munich*; ensuite que la reine Christine *ne les emporta pas*; et qu'enfin, si les panneaux du Corrège avaient servi de volets dans les écuries royales, ils n'orneraient pas aujourd'hui, comme c'est le cas, le Musée de Berlin.

Pour terminer, je dirai qu'il existe à l'Hôtel-Dieu de Troyes, en Champagne, dans le cabinet du chirurgien des hommes, un tableau de Jacques Friquet, *élève de Bourdon* : *Sainte Anne apprenant à lire à la Vierge* (signé Friquet, Trecensis, 1669), le tout d'après le *Nouveau guide de l'étranger à Troyes*, par L. Morel-Payen (2^e éd. Troyes 1910, p. 56) (1).

CH. SERFASS,

pasteur de l'Eglise réformée
française de Stockholm.

P. S. — J'avais rédigé, pour le *Bulletin*, d'après l'article de la *Gazette des Beaux-Arts*, une note sur S. Bourdon, lorsque M. Serfass m'annonça son travail. Je me borne donc ici à quelques lignes qui compléteront d'ailleurs M. S. et permettront de se faire une idée du talent de Bourdon comme portraitiste. M. T.-H. Thomas ne mentionne pas, parmi les portraits qu'il cite, celui d'un grand artiste qui fut aussi huguenot comme Bourdon, mais qui abjura le protestantisme, savoir le célèbre graveur en médailles et sculpteur **Jean Varin**. Ce Jean Varin, « maître orfèvre, tailleur général des Monnaies, conducteur de la Monnaie du Moulin, et contrôleur général des effigies », mériterait une étude complète et détaillée. Jusqu'ici nous ne connaissons que la notice de Jal (Warin) qui ne mentionne pas non plus ce portrait et quelques notes dans l'ouvrage de M. F. Mazerolle sur les *Médailleurs français*.

La reproduction qu'on a sous les yeux est celle d'une gravure de Halbou (légende, *Portrait du Varin*) qui fait partie des collections de la Bibliothèque de notre Société. L'original se trouvait, d'après la note ci-dessus, dans la galerie du Palais-Royal.

N. WEISS.

(1) Sur Bourdon, voir aussi :

O. Douen, *Les premiers pasteurs du Désert*, tome I, p. 128, note; *Bull.* XI, p. 225; G. Berger, *L'Ecole franç. de peinture depuis ses origines jusqu'à la fin du règne de Louis XIV*, Paris, Hachette, 1879, p. 220; Odelberg, *Hist. des artistes étrangers établis en Suède*.

**Ascendance et alliances huguenotes du
peintre graveur Chodowiecki.**

On sait que les très intéressantes gravures qui se trouvent en tête de chacun des 9 volumes des *Mémoires pour servir à l'histoire des réfugiés françois dans les états du roi*, par Messieurs Erman et Reclam, Berlin, 1782-1799, sont signées D. Chodowiecki et que c'est le même artiste qui grava, d'après son propre tableau (au musée de Berlin) l'estampe bien connue, les *Adieux de Calas à sa famille*. On va voir, par les notes qui suivent, extraites en partie, par M. R. Garreta, d'un article de M. G. Servièrès (*Gazette des Beaux-Arts*, nov. 1913, p. 372-387), que ce n'est pas par hasard que Chodowiecki traita ces sujets et beaucoup d'autres analogues. Il fut tout naturellement amené à s'y intéresser par ses relations de famille.

Né à Dantzig, le 16 octobre 1726, de Christian Chodowiecki négociant en grains, Daniel Nicolas était de souche polonaise. Mais, par sa mère Henriette Ayrrer, il descendait de huguenots français. Elle était fille d'un dame *de Baillet* réfugiée du pays de Gex en Saxe et mariée à un brodeur d'or de Leipzig nommé Ayrrer. Un fils Ayrrer était établi quincaillier à Berlin et c'est chez lui que Henriette Chodowiecki envoya successivement ses deux fils, Gottfried, puis Daniel qui ne tarda pas à quitter le négoce de son oncle pour se livrer à son goût pour le dessin et la gravure. Il se maria aussi dans la colonie française de Berlin en épousant la fille d'un brodeur d'or, *Jeanne Barez*, dont la famille occupa peu à peu une situation importante. Ce sont ses parents Barez, ses belles-sœurs et leurs amies, deux demoiselles *Quantin*, une demoiselle *Lecocq* et les cousines *Rollet* qui servirent de modèles à Chodowiecki. Il maria une de ses filles à *Jacques Papin* qui fut pasteur des Églises françaises de Burg (1783-84), Francfort-sur-Oder (1784-95) et Potsdam (1795-1805). Enfin deux de ses fils devinrent pasteurs d'Églises de réfugiés : *Daniel-Auguste* desservit l'Église française de Schwedt de 1783 à 1838 et y jouit d'une si grande considération que lorsqu'en 1833 Frédéric-Guillaume III visita le temple, il dit au pasteur : « J'ai entendu dire de vous beaucoup de bien, qu'on vous aime et vous apprécie, je vous autorise à me demander une grâce. » Le vieillard demanda, pour son temple, des orgues qui lui furent accordées, mais le roi répliqua : « Je désirais que vous demandiez quelque chose pour vous. — Dans ce cas, répondit le pasteur, je ne désire qu'une chose, c'est que, pour le bien du pays, Votre Majesté vive encore très longtemps (1). » Un autre fils, *Isaac-Henri*, qui épousa aussi

(1) Dr. S. Muret. *Geschichte der französischen Kolonie in Brandenburg Preussen*, 204 et *passim*.

une réfugiée, fut successivement pasteur à Angermünde (1784-1785, Halle a/S. (1791-1805) et Potsdam (1805-1831), où il succéda à son beau-frère.

Les dessins et les estampes de D. Chodowiecki nous introduisent donc dans la société des réfugiés français dont elles reproduisent les portraits, le costume, le mobilier, etc. Elles nous permettent aussi de nous faire une idée des mœurs simples, austères, mais aimables qui y régnaient. Voici, en effet, la conclusion de l'article auquel nous avons emprunté une partie de ces renseignements :

« A la différence de ses contemporains français ou francisés tels que Lafrensen ou Lavreince et Freudeberg, Chodowiecki n'est jamais licencieux, même lorsqu'il illustre un conte de Voltaire ; il est, par excellence, le peintre des joies saines de la famille. Sévère dans ses mœurs, religieux, tenu en haute estime dans le milieu austère où il a vécu, lié avec le savant philosophe Moses Mendelssohn, il menait une existence des plus laborieuses. Il habitait, même l'hiver, une chambre sans feu, travaillant à ses croquis ou sur le cuivre, depuis 2 h. 1/2 du matin jusqu'à la nuit. Pour ne pas perdre de temps il dormait tout habillé. Il se faisait aider parfois par son fils Wilhelm qui ne lui survécut que de quatre ans. L'extraordinaire est que sa santé ait pu résister aussi longtemps à un pareil surmenage. Dans les dernières années de sa vie qu'attristèrent la mort de sa femme (1785) et plusieurs deuils de famille, il souffrait d'un œdème des jambes. En février 1800, à l'Académie des Beaux-Arts dont il était devenu directeur en 1797 et dont il s'occupait avec activité, il ressentit une petite attaque. Il déclina depuis lors et s'éteignit le 7 février 1801. On l'ensevelit au cimetière français de la Porte d'Oranienburg. »

N. W.

Jean de l'Espine.

Ce théologien protestant du xvi^e siècle, « auteur de nombreux ouvrages, est resté à peu près inconnu jusqu'à ce jour », bien qu'il fût un correspondant régulier de Calvin. Ses « lettres éditées par Baum, Cunitz et Reuss dans le *Corpus Reformatorum* n'ont pas encore été utilisées ». Il n'y a « guère que M. Dupin de Saint-André qui en ait mentionné l'intérêt ». Ce moraliste et prédicateur, ex-prieur des Augustins d'Angers, un des défenseurs du protestantisme au colloque de Poissy, a enfin trouvé son biographe dans la personne de M. Louis Hogu, dont l'étude complète sur *sa vie*,

son œuvre, ses idées (Champion, 1913), dédiée à M. Abel Lefranc, forme le 203^e fascicule de la Bibliothèque de l'Ecole des Hautes Etudes (Sciences historiques et philosophiques). Peut-être pourrait-on trouver que ce travail consciencieux a coûté plus de peine et de temps que le sujet ne le mérite. Mais, comme l'auteur en fait la remarque fort juste, en terminant, avec Jean de l'Espine, « c'est tout un petit monde qui ressuscite devant nous ». Car « sa vie dut ressembler à celle d'un grand nombre de ses coreligionnaires », et « en sa compagnie nous revivons, avec ses angoisses et ses luttes, l'existence des premiers prédicateurs de la Réforme en France. Nous connaissons un peu mieux les mœurs du xvi^e siècle, après l'avoir suivi d'Angers à Poissy et de Genève à Saumur ». D'ailleurs, comme « moraliste, il n'est pas le premier venu. Il a dit à ses fidèles d'utiles vérités. Par son sens de la vie intérieure (1), il fait prévoir les préoccupations du grand siècle ». Et même « l'écrivain est digne de notre curiosité. Il a parlé d'une manière remarquable la riche et vigoureuse langue du xvi^e siècle ». Bref, « dans sa vie si peu spéculative, dans sa morale si fortement orientée vers la pratique, par son style si plein de choses vues, il fut un réaliste intéressant, auquel tout amateur des lettres françaises fera bien d'accorder un souvenir », à plus forte raison ses coreligionnaires, qui verront surtout en lui le huguenot convaincu de la première heure, l'ami, admirateur et imitateur de Calvin.

On sait très peu sur sa jeunesse ; M. H. le fait naître en 1505, avec un point d'interrogation il est vrai, et vers la fin de son étude, il se demande avec raison s'il ne serait pas préférable de choisir l'année 1513 ou même une date postérieure, puisque de l'Espine mourut en 1597 (2) et resta actif jusqu'à la fin, malgré sa santé toujours débile. Il était né à Daon, village situé sur la Mayenne, à l'endroit où cette rivière quitte le département auquel elle donne son nom pour entrer dans le Maine-et-Loire, par conséquent non loin de Château-Gontier. Ainsi s'explique le fait qu'il se trouvait dans cette ville, quand, le 1^{er} août 1555, on y arrêta l'ex-frère mineur Jean Rabec, que « le parquet et le promoteur de l'évêque vinrent chercher pour le ramener à Angers », où il fut martyrisé le 14 avril 1556, également sous les yeux du prieur augustin (car de l'Espine l'était encore à ce moment-là). On a prétendu que ce spectacle provoqua la conversion de ce dernier.

(1) Dont François de Sales a, paraît-il, subi l'influence en méditant un de ses écrits.

(2) La même année où l'on avait fait courir le bruit de la mort et de l'apostasie de Th. de Bèze, à propos duquel P. de l'Etoile raconte qu'on prétendit aussi que de l'Espine « avoit recogneu l'Eglise Romaine pour la vraie... ce qu'on eust bien voulu faire passer pour vrai, si on eust pu, à cause de la grande doctrine de ce personnage et grand'homme confessée mesme par ses adversaires ».

Mais ses lettres à Calvin (la première qui soit conservée date de 1546) prouvent qu'il était déjà converti intérieurement depuis plus de dix ans, et que le courage seulement lui manquait pour se déclarer ouvertement. Ce ne fut que le colloque de Poissy qui lui inspira ce courage. « La conversion que les méditations solitaires n'avaient pu déterminer, le milieu la provoqua. Arrivé presque en simple curieux, il repartit prêchant militant. » Le 24 septembre (1561), quand on choisit de part et d'autre cinq délégués pour délimiter la discussion et rédiger un formulaire sur la question de la Cène, Jean de l'Espine fut un des délégués huguenots.

Il prit encore part, cinq ans plus tard, à une autre conférence contradictoire, où il figura même comme protagoniste. Elle fut organisée par le duc de Nevers et son fils (non pas son père) le duc de Montpensier, dont la fille avait épousé le duc de Bouillon. « Celui-ci étant devenu zélé partisan de la Réforme, son beau-père entreprit de le ramener au catholicisme, lui et sa femme. » Cette tentative de conciliation n'eut naturellement d'autre résultat que d'exciter davantage les passions.

Nous ne suivrons pas notre héros dans les nombreux postes de pasteur qu'il occupa successivement, aussi peu que nous énumérerons ses nombreux ouvrages, analysés et appréciés tour à tour avec soin par M. H. Il nous suffit d'attirer sur lui l'attention des amis de l'histoire de la Réforme et de signaler en même temps la valeur de l'ouvrage de M. H., dont le récit tout à fait sympathique nous jette en pleine mêlée du xvi^e siècle et nous montre, par un exemple typique, comment les semences jetées aux quatre vents de l'Europe par Luther et Calvin germèrent, lentement mais sûrement, dans un esprit moyen servi par un caractère plutôt faible, qui, après de longues et douloureuses hésitations, entra résolument dans la voie que sa conscience lui indiquait et traça d'une main ferme un sillon assez profond pour être encore aujourd'hui perceptible.

Outre une bibliographie complète des ouvrages consultés, le livre comprend quatre parties : La vie — Les œuvres — Le moraliste et l'écrivain — La bibliographie de Jean de l'Espine, tant ses ouvrages imprimés (58 œuvres séparées et 8 recueils) que sa correspondance (8 lettres à Calvin, 2 à Mme de Soubise, une à la duchesse de Ferrare, une à l'église d'Angers et une à Henri IV en 1593), — cette liste bibliographique « voudrait être non seulement un répertoire, mais encore une description, et rendre service au bibliographe comme à l'historien. Plusieurs des éditions qui y figurent n'ont jamais été signalées ». Les lettres à Calvin (1546 à 1564) sont toutes en latin.

Enfin deux appendices donnent le récit inédit de la controverse de 1566 par Claude Haton (ainsi au point de vue catholique), qui

confond les deux gendres du duc de Nevers, et 10 extraits choisis des œuvres de J. de l'Espine, suivis de notes lexicologiques sur « les mots qui, par leur rareté, la nouveauté de leur forme, de leur sens ou de leur construction, méritaient d'être relevés ». Ces notes pourront « épargner aux historiens de la langue la lecture des ouvrages de J. de l'Espine ».

TH. SCHOELL.

Blois après la Révocation.

Tel devrait être le titre général des deux *Journaux inédits de Jean Desnoyers, chirurgien de l'Hôtel-Dieu de Blois (1689-1728) et d'Isaac Girard, pensionnaire à l'Hôpital de Blois (1722-1725)* que M. Pierre Dufay a publiés en 1912 (Champion, 289, prix 6 fr. avec introduction, notes et index. Contrairement aux apparences, c'est le premier journal, qui embrasse une période beaucoup plus longue, qui est le plus court (41 pages seulement). C'est dire que Girard est le plus bavard ; il résume (quand il ne les amplifie pas) les « papotages du bureau de l'Economat et des bons vieux qui chauffent leurs rhumatismes au soleil ». Pourtant, il a de qui tenir, étant le cousin du fameux Denis Papin, qui « fut même, au temple de Blois, parrain de sa jeune sœur Judith, le 25 septembre 1670 ». Mais les deux cousins ne se ressemblaient guère. Tandis que Papin émigrerait dès 1684, Girard « se faisait romain pour être hospitalisé ». Mais « il n'a su, en reniant la religion de tous les siens, dépouiller son éducation première : dans ses homélies, on retrouve des fragments mal digérés de prônes ». Quoique sa mère fût Madeleine des Coudres, dont le frère Pierre, pasteur à Châtillon-sur-Indre, était lui-même marié à une Girard, Isaac n'est pas du tout intéressant ; c'est « un déclassé, un quémandeur et un cuistre », de plus un ivrogne qui, né le 8 novembre 1668, est « vieux avant l'âge », mais « reste galant ». Cependant son journal a quelque valeur, en nous faisant « pénétrer dans les rangs de cette petite phalange protestante dont nous connaissions surtout les cadres » et dont les membres, quoique « plus ou moins convertis, se soutiennent entre eux avec une fraternité véritable ». Lui-même « est le dernier représentant d'un petit monde prêt à disparaître », et son manuscrit, joint à celui de Desnoyers, complète et continue le « Journal de Noël Janvier (1694-1726) et les *Fragments d'un Journal* blésois au xvii^e siècle publiés par M. Porcher dans la *Revue de Loir-et-Cher* (1902-1904).

Desnoyers, qui fut chirurgien de l'Hôtel-Dieu de 1698 à 1728, a un horizon plus vaste et un style plus viril que son confrère. « A côté des menus faits qui touchaient sa famille », il relate les événements historiques dont sa province subissait le contre-coup.

Les temps étaient durs : « Toute la gloire si chèrement achetée semblait aboutir à une débâcle sans nom... Partout la détresse et la ruine. » Mais « la description seule de l'hiver de 1709 suffirait à justifier la publication de son journal ».

Il y a, certes, quelques passages de ses souvenirs qui méritent d'être sauvés de l'oubli. Toutefois, il n'y a pas lieu de se dissimuler que leur principale valeur réside dans les notes dont elles sont le prétexte. Dans ces notes, on trouvera beaucoup à glaner, spécialement pour l'histoire huguenote. Car Girard (c'est à son texte surtout que nous pensons) était allié aux Gousset, Delaunay, Yver, des Coudres, Fillonnière, Cadiou, « familles protestantes justement réputées pour leur honnêteté et leur habileté » : Il fut baptisé par le pasteur Delafons. Sa plus jeune sœur Judith, la filleule de Denis Papin, n'abjura que le 14 septembre 1703, en la chapelle des Nouvelles Catholiques, avec sa cousine Anne Cadiou, veuve de Pierre Gousset (1), et la belle-sœur de celle-ci, Anne Fillonnière.

Girard appartenant à une famille d'horlogers, M. D. a fait « suivre le Journal de la liste des principales familles d'horlogers et d'orfèvres blésois », d'après les registres de l'état civil protestant. Cette liste ne couvre pas moins de 10 pages, preuve éloquente de l'industrie huguenote.

Ailleurs, M. D. rapporte (p. 79), « à titre de curiosité, qu'une Anne Bellanger, 68 ans, veuve d'un sieur Amiot, fut inhumée, le 8 janvier 1772, *quoique n'ayant pas abjuré*, dans le caveau de Saint-Honoré ».

Il est à remarquer aussi que, tandis que le journal commence le dimanche 22 février 1722, Girard n'abjure que le jeudi 28 mai suivant, évidemment afin de pouvoir entrer à l'hôpital. Il n'abandonna donc sa religion que dix-neuf ans seulement après sa sœur, et semble n'avoir pas été inquiété pendant cette longue période. Constatons qu'il fut possible à Blois de rester protestant pendant trente-sept ans après la Révocation. Le régime a dû y être particulièrement clément. C'est ainsi qu'en feuilletant ce livre, on aura l'occasion de faire bien des remarques intéressantes de ce genre. On y rencontrera aussi les noms des différents pasteurs de Blois (2).

Th. SCH.

(1) Orfèvre, qu'il ne faut pas confondre (p. 77) avec son homonyme, receveur des domaines, époux de Charlotte Papin et diacre entre 1665 et 1669.

(2) L'auteur fait parfois de l'esprit mal à propos, ex : Willy, p. 287. Il aime aussi le propos leste, ex. p. 57, à propos de la mort du Régent. Mais son *index alphabétique* est utile à consulter au point de vue de l'histoire des protestants de Blois.

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

Notes sur la Relation de l'évasion hors de France de Marie Molinier (*Bull.* 1913, p. 435).

Ces notes, comme on va le voir, confirment et précisent certains détails de cette relation.

Antoine Molinier, de Cournonterral, abjura dans ce village le 9 octobre 1685 (*Arch. Hérault*, G. 42).

L'*Ecole Royale* était sans doute tenue par « les dames religieuses établies par l'ordre de l'intendant chez M. Nissolle, chirurgien derrière Notre-Dame [des Tables] », et cela dès 1685. La supérieure était la sœur Delamare que Marie Molinier écrit *de la Mer*.

Jean Cabrol, de Montagnac ; on dit de lui, dans un état du 9 septembre 1686, qu'il est âgé de 28 ans, qu'il « avoit estudié pour se fère ministre ; il y a environ deux ans qu'il se fit catholique, il a pris l'estatecclesiastique et fait son séjour à Montp[ellier] ; il a 400 l. de pension du Roy » (1). Son père Isaac Cabrol et ses deux frères, « dont l'un estoit marchand à Lyon et l'autre avoit esté capitaine dans le régiment de Castries », étaient sortis du royaume (A. Hér. C, 308). L'un de ces derniers, Jacques, réfugié en Suisse, s'occupa activement du retour des Vaudois fugitifs dans leurs vallées (Voir Mme A. de Chambrier, *H. de Mirmand*, p. 159 et ss.)

C'est peut-être à l'occasion de l'évasion de Marie Molinier que fut compromis le Sr *Guillien* de Cournonterral, qui fut enfermé dans la citadelle de Montpellier, et qui, pour obtenir d'en sortir, présentait pour caution, le 24 décembre 1699, Philippe Coste, monnayeur de Montpellier (A. Hér. C, 301).

L'oncle de Marie Molinier, *Antoine Bastide* de Cournonterral, également enfermé dans la citadelle de Montpellier, fut cautionné le 2 février 1700 par le même Coste (A. Hér. C, 301).

Enfin, voici ce qui arriva à M. P. Bousquet :

« Ce jourd'huy dimenche, troizième jour du mois de janvier mille sept cent, heures de onze de matin, par devant monseigneur de Bâville, chevalier, consélier d'état, intendant en Languedoc, a comparut *Paul Bousquet*, mart drapier à Nismes, eagé d'environ vinté deux ans, lequel luy a représenté, avec tout respect, que, sur l'advis à luy donné que l'on le soubçonnoit d'avoir contribué à l'évazion hors du royaume de la nommée Molignère, filhe du lieu de Cournontéral, le comparent est venu exprès de la ville de Nismes

(1) Sur un *Estat des Pensions accordées aux ministres et autres convertis par l'assemblée* (du Clergé) de 1690, « Jean Cabrol, ministre du diocèse de Béziers » figure pour 370 l. Il n'était sans doute que proposant. (*Réd.*)

volontèrement se présanter devant mondit s^gneur l'intendant, et luy déclarer moyement son serment qu'il est inosent, et n'a jamais eu connoissance du fait ny du dessein de cette évazion, et qu'il est tropz bon et fidelle sujet de Sa Majesté pour avoir jamais eu la pansée de contrevenir à ses ordres. Et, quant au sujet de la connoissance qu'il avoit avec ladicte Moli^gnère, il déclare qu'elle luy a esté procurée par monsieur de Baudouin, son honcle materⁿel, lieutenant collonel du régiment de Vendôme, en ce qu'à sa prière il a fourny à cette fille, depuis enviroⁿt six années, des esto^fes pour ses abis et nipes nésaisères à son uzage, tout insy que le défunt père du comparent luy en avoit fourny à la même prière, et sous la promesse de remboursem^t dud. S^r de Baudouin, auquel et fait lad^{te} Moli^gnère aloit elle mêmes, par l'ordre de sa tante de Bastide dud. Cournontéral, où elle abitoit, en lad^{te} ville de Nismes une ou deux fois l'année prandre les esto^fes nésaisères, où elle estoit condeuite dud. Cournontéral par un homme de pied. Et, il y a enviroⁿt un mois (1) que la mêmes filhe estant alée à Nismes à mêmes fins, elle ala sur le soir dans la boutique du comparent, condeuite par le nommé Aubrespy (2) et, n'y ayant point trouvé le comparent, quy estoit encort dens son voyage de Provence, où il estoit allé pour son négosse de marchand, à son retour à Nismes, quy fut le lendemaint matin, cette filhe le vint voir dens sa boutique et pour lors le comparent luy fit achap^ter et délivrer d'esto^fe pour une jupe et autres chozes nésaisères à son uzage; mais cette filhe ne mangea ny ne coucha point chès le comparent, et s'en retourna avec la mêmes personne quy l'y avet accompagné, en sorte que le comparent ne se formaliza point qu'esce qu'elle estoit devenue, ne l'ayant plus veue et ayant creut qu'elle s'en estoit retournée au même lieu de Cournontéral chès le S^r Bastide son honcle, dont estoit venue, comme elle avoit fait les années présédantes. Et parce que ce dessus contient la pure vérité, en cas de pruve contrère, le comparent se soumet à tout ce qu'il plaira à monseigneur l'intendant d'ordhoner; ayant escrit et signé de sa main propre la présante déclarasion et soumission, les an et jour que dessus,

Signé : BOUSQUET. »

Le 15 déc. 1699 à Nîmes, *Paul Bousquet*, marchand de drap, avait fourni une caution, Etienne Bouscarut, m^d de drap à Nîmes, pour obtenir un passeport de l'intendant en vue d'aller à Nice et en Italie pour son commerce (A. Hér. C, 304).

G. DUMONS.

(1) C'est-à-dire fin novembre ou commencement de décembre 1699.

(2) Un Pierre Aubrespy, de Courmonterral, détenu à la citadelle de Montpellier, avait été cautionné le 27 mai 1689 par sa mère Suzanne Chevalier, laquelle avait promis qu'il ne sortirait pas du royaume (Arch. Hér. C, 304).

D'autre part notre ami M. B. Garreta nous écrit :

« Les armes des Baudoin, d'après le sceau attaché au testament, doivent se lire :

« De... (couleur ou métal du champ de l'écu) au lion naissant — c'est ainsi que se nomme en termes héraldiques français, le lion issant de la mer, — de (couleur ou métal) tenant, de la patte droite, un poignard de (couleur ou métal) au chef de (couleur ou métal) chargé de trois molettes d'éperon de (couleur ou métal) ; — ou, si le dit chef n'est pas séparé du champ par un trait, on dit, le lion (pièce principale) accompagné en chef de trois molettes de (couleur ou métal). Si les signes conventionnels des métaux ou couleurs sont encore visibles sur l'empreinte du sceau en question, il sera facile de les déterminer avec certitude.

« *Cross-moline*, comme j'ai pu m'en rendre compte dans le *Peerage* de Burke, qui en fournit de nombreux exemples gravés, correspond, non pas au terme français littéralement traduit, de *croix de moulin* ou *fer de moulin*, mais bien, comme l'a indiqué M. H. Wagner, à notre *croix ancrée*. Cette croix ancrée ne devient croix de moulin ou *croix anillée* que lorsqu'elle est percée, laissant un vide carré dans le milieu. Il est important de le vérifier ; Molinier étant une famille française, ce que nous désignons sous le nom de *croix de fer de moulin*, en France, constituerait une armoirie dite *parlante*.

« Pour Montolieu, la description d'après l'écusson du portrait du général David de Montolieu est conforme à celle que donne l'*Armorial général* de Rietstap : « D'azur à la fleur de lys d'or, accompagnée de trois croissants en chef et de trois molettes en pointe, le tout d'argent et posé en orle. » Les ornements extérieurs de l'écu consistent en une fleur de lys d'or entre un vol de sable comme cimier, et comme supports : deux aigles affrontés au naturel, la tête contournée. Devise : « *Deo et principe* ».

R. GARRETA.

Le peintre Louis Chéron. — En 1906 le *Bulletin* publia (p. 94) sur ce peintre une note démontrant, d'après le testament de sa sœur, que c'était, non « pour chercher fortune » qu'il s'était expatrié, mais bien pour cause de religion. Voici un texte encore beaucoup plus explicite à cet égard : C'est l'acte par lequel, dans l'église française de la Savoie, le premier octobre 1693, Louis Chéron fait amende honorable d'avoir fait extérieurement acte de catholicisme. C'est grâce à cette abjuration simulée qu'il avait pu rester à Paris après la Révocation et y travailler pour le clergé. Il partit sans doute en 1693, car, sur la terre du Refuge, on ne pouvait participer au culte, proscrit en France, qu'après avoir

fait « reconnaissance ». — Par le même acte où il se dit « âgé de 30 ans », nous apprenons qu'il était né vers 1663.

« Le sieur **Louis Chéron** peintre âgé de 30 ans, de Paris, qui a signé, s'étant présenté au Consistoire et ayant témoigné la repentance de sa faute en a fait aujourd'hui sa reconnaissance et réparation publique et a été admis à la paix de l'Église sur la promesse d'être désormais fidèle à Dieu jusques à la mort et de se conformer à la discipline de cette Église, en foy de quoi le d. Sr. Louis Chéron a signé ce présent acte au Consistoire de la Savoye, ce 1^{er} octobre 1693.

« LOUIS CHÉRON.

DEFFRAY, secrétaire. »

Nous avons extrait cet acte d'une copie d'un registre d'abjurations et de reconnaissances de l'Église de la Savoye.

N. W.

Nouvelles de Hongrie. — En nous remerciant de la note consacrée au professeur Balogh (*Bull.* 1913, p. 375), on nous apprend que l'Église réformée de Hongrie vient de perdre deux de ses évêques, *Gabriel Antal*, DD. et *Étienne Fejes*. Le collège réformé de Debreczen va être transformé l'année prochaine en Université. Les professeurs seront payés par l'Etat, mais le district transtibérin aura le droit de nommer ceux de la Faculté de théologie.

Encore à propos de Jean de Labadie.

Parmi les Elzeviers du Fonds Berghman à la Bibliothèque royale de Stockholm, j'ai trouvé un curieux livret qui est à ajouter à ceux mentionnés par M. Ch. Garisson dans le *Bull.* de 1906, p. 97 et sq. Il a pour titre :

Sifflet / jésuitique / ou / abrégé / du / galimatias pieus / avec quoy l'archicoâtre / Jean de Labadie / attrape les simples esprits / A Cologne / chez Jean du Four imprimeur ordinaire / des Pères de la Compagnie de / Jésus 1669 (18^o, 93 pp. Elzevier)

L'ouvrage est précédé d'une épître « à Cléomène » signée C. C. et dans laquelle se trouvent maintes allusions à des faits mentionnés par Gerlach dans son travail sur *Jean de Labadie à Middebourg* (*Bull.* de la C^{on} Wallonne, tome IV, 1^{re} livraison, 1889), (1-18); puis vient une poésie intitulée « *Étrennes au sieur de Labadie...* » (19-20); ensuite (p. 24) la partie principale : « *Sifflet jésuitique ou l'exercice prophétique du sieur...* » etc.; enfin (p. 83-94) un « *Adieu au sieur de Labadie sur son départ après sa cassade au Synode de Naerde* », 16 octobre 1668, en vers, suivi d'une attestation ainsi conçue :

« Nous *saouls* signés à nôtre grand regret de donner si tard

congé au sieur Jean de Labadie notre *imposteur*, faisons savoir à qui il appartiendra que le dit sieur de Labadie notre frère cher *eome poivre*, a vécu parmy nous par excellence en sage *femme*, produisant tous les jours de grand fruits de son *jardin*, notamment en son exercice de la *pique*, imitant la vie des Apôtres, et surtout celle de Pierre d'*achoppement*, c'est pourquoy après lui avoir baisé les mains de *papier*, nous le recommandons à la garde de son *épée*, priant Notre Dame *La Grille* de le conduire et faire passer par les *armes*, en foy de quoy avons ici apposé les seaux d'un *puits* en cire, le Roy fait et passé en *marroquin*, au désolé cabinet d'*Obed-Edom*, sur le triste départ de notre cher spirituel père de *manche*, le quinze et *bisque* de Mars et *Vénus* l'an *Launois*, au tems de sa 277^e migraine qui en vaut bien une toute entière. Signé au nom de tous :

B. Obed Edom	S. Le Tabac
L. Le Coffre	B. l'Intérêt
C. Meul-Water	D. Dissoeck
M. Les Cartes	S. La Folie

Le corps du livret (Le sifflet) est proprement une parodie des conventicules présidés par Labadie de bonne heure le matin et tard le soir. On voit le célèbre dissident qui « entre en pantoufles avec son robon et suivi de ses grimauds vient s'asseoir sous la chaire dans la place du lecteur... » Puis un sermon burlesque est mis dans la bouche par l'auteur anonyme qui parsème ce discours d'allusions aux différents ouvrages de Labadie.

Il est évident que le lieu d'impression (Cologne) est une fiction et que le livret sort des presses hollandaises tout comme *Les justes éloges du sieur Jean de La Badie* mentionnés par M. Ch. Garisson (*Bull.* 1906, p. 109); de plus les Jésuites n'ont rien à voir dans ce pamphlet qui semble avoir pour auteur un des collègues de Labadie (peut-être même plusieurs). Les initiales C. C. qui terminent l'épître à Cléomène pourraient désigner le pasteur *Claude* [*Benjamin*] *Charpentier*, de Campen le seul pasteur à moi connu ayant ces initiales à cette époque.

Les autres personnages expressément nommés sont Mauduit, Wolzogue (à propos des attaques de Labadie contre son *De interprete scripturarum*), Ch. de Rochefort pasteur à Rotterdam, tous adversaires, et Jean Menuret, disciple de Labadie, condamné avec lui au Synode de Naerden, 1668.

CH. SERFASS.

Brachou ou Brachon (*Bull.* 1914, p. 162).

Courbevoie, le 11 mai 1914.

Enfin il m'a été possible d'aller aux Archives Nationales revoir la pièce T. 1051⁷⁰ et vérifier le nom de Brachou. Ce mot y est si bien écrit que sa lecture n'offre aucune difficulté. Il est impossible de ne pas lire *Brachou*.

J'ai vu aussi, mais à la Bibliothèque Nationale (cabinet des titres, Fr. 30357, Carrés de d'Hozier 128), Ratification faite le 19 du mois de janvier 1604 par Mlle Charlotte de Riencourt, femme de Jean de La Ruë, écuyer, sg^r de La Mothe, demeurant aud. lieu, savoir du contrat de mariage de Samuel de La Ruë, son fils aîné, écuyer, accordé avec d^{lle} Élisabeth de *Brachou*, fille de Tristan de *Brachou*, écuyer, seigneur de Saintot et de Belliviller et de dame Marguerite de Sens, sa femme, passé devant Jean Pépin, notaire royal à Montiviller (1) cette ratification passée au lieu seigneurial de La Mothe et reçue par Quentin d'Esquesnes, notaire royal au bailliage d'Amiens...

Toujours à la Bibliothèque Nationale (cabinet des titres, Pièces originales 489, Fr. 26973), j'ai parcouru une brochure ayant pour titre : *Sommaire pour messire Jean-Baptiste Le Roux, chevalier, seigneur de Touffreville, capitaine de dragons, demandeur contre maistre Charles Boucher, commis à la régie, défendeur*.

Ce factum, imprimé à Paris chez la veuve Guillery, a été rédigé par M^e Castel, avocat, parce que « ... Les 21 et 22 mars 1700, Grisel, commis dudit sieur Boucher, fit saisir sous son nom tous les biens de Tristan Lancelot de *Brachou* (*sic*), chevalier, seigneur de Bainvilliers, sous prétexte de l'absence de dame Charlotte Dulac, sa mère, et de Julie-Magdeleine de Brachou, sa sœur aux droits desquelles il prétendait avoir intérêt dans la succession de feu Messire Jean de Brachou, père de Tristan Lancelot de Brachou et mari de dame Dulac... »

Ajoutons que M. Corda a négligé de mentionner cette pièce dans son *Catalogue des factums* conservés à la Bibliothèque Nationale.

P. E. NUGON.

L'apostasie des pasteurs et des fidèles en 1685.

(Voy. plus haut p. 175.)

Ceux qui ont lu notre dernière *Chronique littéraire* y auront peut-être remarqué, à propos d'une liste de prétendus candidats à

(1) Lire Sénitot, Bainvilliers et Montvilliers.

l'apostasie, ce que j'ai répondu à l'invitation de *l'Évangéliste* du 13 mars : « Quand donc publiera-t-on la liste de tous ces pasteurs renégats » ? — invitation qui ressemblait un peu à une sommation. Ma réponse, que cette liste, en grande partie d'ailleurs déjà publiée, était beaucoup plus difficile à établir que ne semblait le croire mon contradicteur, a provoqué de sa part, dans *l'Évangéliste* du 8 mai, une riposte dont voici la partie essentielle :

« J'ai simplement dit, d'après un article documenté de M. Cans, dans le *Bulletin* de 1902, qu'environ 300 ministres ou proposants touchèrent des pensions de la caisse du Clergé au cours du XVII^e siècle (1). Ce chiffre d'abjurations pastorales ne porte donc pas exclusivement sur l'époque de la Révocation. Il n'en est pas moins formidable et révèle un mal chronique dans le corps pastoral et dans l'Église. Ce sont ces 300 noms qu'il faudrait publier... Si l'on attend que tous les noms soient « identifiés », avant de rien publier, autant vaut ajourner cette publication aux calendes grecques... Les listes dont je parle offrent un tout autre intérêt que les interminables listes des fugitifs d'Uzès auxquels le *Bulletin* ne marchandait pas la place... Le très regretté Fonbrune-Berbinau avait préparé une liste annotée avec le soin consciencieux qu'il apportait à tous ses travaux. Il ne serait pas difficile de la compléter (2). »

J'ai aussitôt envoyé à notre ancien collaborateur une lettre de protestation que *l'Évangéliste* du 15 mai a insérée en l'accompagnant de notes. Je n'en reproduirai ici que cette phrase... « Lorsque, pour une seule ville du Midi et pour réfuter une calomnie cléricale, le *Bulletin* démontre que le nombre des protestants qui sacrifièrent leurs biens, leur patrie et leurs enfants, fut beaucoup plus considérable qu'on ne sait et qu'on ne veut en convenir (3), cela prend trop de place. Quel intérêt cela peut-il avoir, si ce n'est de prouver que ces protestants qui, presque tous, avaient faibli sous la tourmente, valaient mieux que leur réputation, puisque les uns et les autres finirent par accepter les sacrifices devant lesquels ils avaient reculé ? Ce qui aurait un tout autre

(1) Ce chiffre, établi d'après les *listes* de l'Agence du Clergé, est très sujet à caution. Dans le même article qui le renferme, M. C. avait, d'ailleurs, écrit (*Bull.* 1902, 231) que, dès 1633, un *Avis à MM. du Clergé* offrait de prouver « que parmi les pensionnaires s'étaient glissés bien des brebis galeuses, imposteurs et faussaires qui n'avaient jamais été ministres ou proposants, si même ils avaient été calvinistes, apostats, ministres déposés pour indignité et qui n'étaient pas réellement convertis ».

(2) Dans les notes ajoutées par M. M. L. à ma réplique, il revient à plusieurs reprises sur cette liste de M. Fonbrune. Cette liste, c'est celle de 1690 que je lui avais communiquée avec d'autres, et qu'il avait annotée avant que le même dossier qui les renfermait eût été communiqué à M. Lelièvre.

(3) M. Lelièvre trouve (*De la Rév.* 137) le chiffre de 800 000 qui est celui d'A. Court, évidemment exagéré.

intérêt, ce serait de démontrer que les pasteurs auxquels ils devaient en grande partie ce qu'ils étaient et ce qu'ils croyaient, étaient de mauvais bergers. »

M. Lelièvre voit dans ce terme de « mauvais bergers » et dans une phrase précédente où je disais qu'à ses yeux, le corps pastoral français du ^{xvii}^e siècle était « gangrené », une « insinuation » qui « a tout l'air de l'accuser de mauvaise foi ». Pourtant ceux qui ont lu son livre savent bien que, dans le naufrage de 1685, il représente les pasteurs comme les grands coupables, non seulement ceux qui apostasièrent, mais aussi *ceux qui, pour ne pas le faire, abandonnèrent leurs biens et leurs enfants et auxquels il ne pardonne pas leur exode obligatoire*. Je me demande, dès lors, ce qui peut bien les distinguer des mauvais bergers.

Mais, quel est, au fond, le différend qui nous sépare ? M. Lelièvre a écrit et maintient « que le ^{xvii}^e siècle fut, pour le protestantisme en France, un siècle de médiocrité religieuse... il manqua de puissance spirituelle et de force conquérante ». — J'ai répondu (*Bull.* 1911, 564) et je réponds que cette phrase me paraît trop absolue. Non seulement, si elle était exacte, on ne pourrait s'expliquer l'acharnement du Clergé à poursuivre la ruine d'une Église qu'il n'avait qu'à laisser mourir de sa belle mort, mais on ne peut refuser quelque puissance spirituelle à une Église qui a provoqué au ^{xvii}^e siècle, ainsi que Brunetière lui-même l'a reconnu, la régénération du catholicisme (1); on ne peut pas davantage refuser quelque force conquérante à une Église qui continuait, à la veille et au lendemain de la Révocation, à recruter des adhésions dans les rangs des catholiques témoins de la rigueur et des périls de la persécution. Le *Bulletin* de janvier-février dernier vient d'en donner une nouvelle preuve en citant ce qui se passait à Montpellier et à Saint-Hippolyte en 1678 et on peut voir, dans les pages qui précèdent celle-ci combien il y eut, à la même époque, de français catholiques de toute condition, qui allèrent à Genève pour passer au protestantisme.

M. Lelièvre a aussi écrit : « Les défections se produisirent de bonne heure dans ses rangs et lui enlevèrent, *bien avant la Révocation, toutes les grandes familles* qui étaient venues à lui au siècle précédent. » Ici encore je prétends que les faits n'autorisent pas une affirmation aussi péjorative. Partout où l'on s'est donné la peine de les étudier de près, par exemple en Poitou et dans le Montalbanais (*Bull.* 1905, 327; 1912, 408), on constate que la noblesse huguenote ne fut guère entamée avant la Révocation et que pendant celle-ci elle se comporta somme toute vaillamment. Assurément, il y eut des défections, trop de défections, mais

(1) « S'il faut qu'il y ait des hérésies, celle de Calvin n'a pas été tout à fait inutile, je dis, à l'Église même. » (*Bull.* 1909, 395.)

alors comme aujourd'hui le Clergé s'entendait à leur donner le plus de retentissement possible. Si l'on veut vraiment savoir ce qu'est devenue la noblesse huguenote, il n'y a qu'à parcourir la liste des noms titrés de l'Angleterre et de l'Allemagne contemporaines. J'ai sous les yeux, en écrivant ceci, une liste des *officiers* de l'armée allemande portant des noms français en 1896 (non compris les noms comme Adam, Abel, Berger, Martin, etc.). Il y en a 1137, dont 21 officiers généraux, 91 officiers supérieurs et 1026 autres, y compris les médecins majors et appartenant surtout à la noblesse. Voilà des chiffres significatifs qu'on ne transcrit pas sans un serrement de cœur.

Enfin, M. Lelièvre évalue à un tiers la proportion des pasteurs apostats. Je crois ce chiffre exagéré. Je n'ai actuellement de précisions que pour le Poitou et le Dauphiné, mais, que notre contradicteur se tranquillise, on les trouvera aussi pour le reste de la France et je crois pouvoir affirmer qu'elles confirmeront mes prévisions. Il ne s'agit pas ici, comme le dit M. Lelièvre, dans *l'Évangéliste* du 8 mai, d'*optimisme* et de *rêves*. Il s'agit, en présence d'affirmations absolues et de jugements sommaires, de faits auxquels, comme à d'autres que j'ai cités, il n'a rien opposé. Il s'agit, ainsi qu'il le dit d'ailleurs excellemment, « de poursuivre la vérité » *qu'on doit, ajouterai-je, non seulement aux vainqueurs, mais aussi et surtout aux vaincus.*

N. WEISS.

Les attaches françaises du poète finlandais Runeberg.

M. Lucien Maury a consacré au poète national finlandais Runeberg une courte monographie dont la revue *Foi et Vie* a rendu compte dans son n° du 16 déc. 1913, p. 737, et dans laquelle il est dit que Runeberg « serait de pur sang suédois s'il n'était, par une de ses grand'mères, l'arrière-petit-fils d'un couple de huguenots français émigrés, ce qui associe lointainement la France à la gloire du poète finlandais ».

J'ai voulu rechercher les traces de cette filiation et voici ce que j'ai trouvé :

Le père du poète s'appelait *Ephraïm Otto Runeberg*. Il est né le 29 juillet 1722. Vers 1746, il est entré comme précepteur ou secrétaire chez les de Geer, à Finspång, et c'est lui, dit-on, qui mit en ordre l'importante bibliothèque de ce château dans laquelle Louis I et Louis II de Geer avaient réuni de nombreux ouvrages intéressant l'histoire de la Réforme française (1).

(1) Le catalogue de cette bibliothèque, aujourd'hui à Norrköping, a été publié par M. B. Lundstedt, Stockholm 1883, 8°. La Biblioth. de la rue des Saints-Pères en possède un exemplaire.

Le père d'Ephraïm-Otto, *Lars Runeberg*, fils d'un paysan de la province suédoise de Jämtland, est né en avril 1679 à Råfsund. Étudiant à Upsal en 1702, consacré pasteur en 1712, il mourut à Alunda en 1773 selon les-uns (1), et le 28 oct. 1775, à l'âge de 97 ans, selon les autres (2).

Il avait épousé en 1718, et en première nocés, *Agneta Maistrin* (ou Marström) d'origine française et réformée. L'ouvrage cité en dernier lieu la donne comme étant la petite-fille d'un apothicaire de Paris nommé *Lucas*, lequel aurait délaissés es biens et se serait sauvé de nuit après la révocation de l'Édit de Nantes et se serait réfugié à Altranstadt (Saxe prussienne).

Quand et comment les Lucas sont-ils passés en Suède, c'est ce que je n'ai pu déterminer, et si quelqu'un peut m'aider à retrouver leur trace j'en serai très heureux.

CH. SERFASS,

Pasteur de l'Église réformée française
de Stockholm (Suède),
6 Radmansgatan.

Le Lucas, apothicaire vers 1685, dont il est ici question, est peut-être un parent de la famille des libraires huguenots de ce nom qu'on trouve à Paris (et aussi à Rouen) dès le commencement du XVII^e siècle. Je vois, dans les extraits de l'état civil protestant de Paris, pris par les frères Haag, qu'au baptême de Charles Lucas, fils de Jacques, libraire, né le 3 août 1617 et baptisé le 2 sept., le parrain est un Charles Lucas *docteur en médecine*. Il n'y aurait donc rien d'étonnant qu'il y eût dans la même famille un apothicaire. Un jeune Nicolas Lucas se sauva des Nouveaux Catholiques de Paris où il était entré le 5 juin 1695 et fut arrêté à Douai en 1700. Cf. O. Douen, *La Révocation de l'Édit de Nantes à Paris*. — D'après les papiers Dieterici, des Lucas descendant d'un *Henri*, laboureur, né à Amsterdam, se trouvaient en 1698 à Gramzow en Prusse et en 1700 à Bergholz. Un *Jean Lucas*, cultivateur de tabac indiqué comme venant de Suisse, était à Stendal en 1700. Voir aussi *Bull.* IV, 548; VI, 44; VIII, 51; XII, 282; XXII, 141; XXIII, 231; XXX, 369; XXXII, 69; XXXIV, 585; XXXVI, 251, 254, 257, 334; XLII, 606; XLIII, 552, 554; XLV, 250; XLVI, 244.

N. W.

(1) *Biographisht lexicon öfver namnkunniga svenska män*, Upsala, 1847, tome XIII, p. 34.

(2) Cette dernière date est donnée dans *Svenska kongl. hof clericitets historia*, Örebro, 1814, t. III, p. 306.

David Gaillard.

On nous signale, dans le *New-York Herald* (de Paris) du 6 décembre 1913 et dans d'autres journaux, la note suivante : On annonce le décès, à l'hôpital John Hopkins de Baltimore, du lieutenant-colonel du génie David Gaillard (1), un des trois ingénieurs en chef du canal de Panama. M. Gaillard, né en 1859, à Winnesborough en Caroline du Sud, d'une vieille famille huguenote française, entra dans l'armée des États-Unis en 1884, servit au cours de la guerre hispano-américaine et entra, en 1903, à l'état-major général. En 1906, il fut chargé, avec les colonels Goethals et Gorgas, des travaux du canal de Panama. On lui confia la section centrale du canal, la plus difficile, puisqu'elle comprenait la célèbre tranchée de la Culebra. Le colonel Gaillard souffrait d'une tumeur dans la tête amenée par le surmenage excessif qu'il dut s'imposer pendant plusieurs années dans le climat tropical de l'isthme. Il laisse une veuve et un fils, David P. Gaillard.

La vieille famille huguenote française à laquelle appartenait ce remarquable ingénieur est sans doute celle de *Pierre Gaillard* réfugié de Cherveux dans les Deux-Sèvres. (Cf. *Bull.* de 1905, p. 357.) Après la Révocation celui-ci s'établit, on ne sait comment, ni à la suite de quelles aventures, dans la Caroline du Sud, entre la rivière Santee et la ville de Charleston, à environ 54 kilomètres au nord de cette ville. Un M. John Lawson a laissé un récit de la visite qu'il fit en 1700 (2) à ce colon poitevin qui eut quatre fils dont l'un du nom de Théodore. Les deux petit-fils de celui-ci devinrent célèbres, le premier, John Gaillard (1765-1826) qui fut pendant vingt-deux ans un des sénateurs les plus respectés des États-Unis, et le second, Théodore († 1829), avocat fameux qui fut pendant seize ans chancelier de la Caroline du Sud (3).

N. W.

Encore la préméditation de la Saint-Barthélemy

La *Revue d'Histoire moderne* de nov.-déc. 1913, p. 504, renferme l'information suivante : « A l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, M. Romier donne lecture de la première partie d'une

(1) Ou David du Bosc (sans doute Dubosc) Gaillard.

(2) *A Journal of a Thousand Miles, Travelled through Several Nations of the Indians...*

(3) Voy. une notice, qu'on désirerait plus détaillée, par un de leurs descendants, Théodore Gaillard Thomas, dans les *Proceedings of the Huguenot Society of America*, vol. IV (1904), p. 78 à 82. Ce nom est encore représenté par plusieurs familles de Charleston, New-York et Philadelphie.

étude sur « Rome et la préméditation de la Saint-Barthélemy », dans laquelle il prouve, à l'aide de documents extraits de la Bibliothèque Nationale et des Archives de Naples et de Florence, que le cardinal de Lorraine avait annoncé le massacre trois mois à l'avance, le 15 juin 1572. Il explique comment la conduite du Cardinal, à Rome, et celle de Grégoire XIII s'accordent avec cette préméditation. M. Valois conteste la valeur de quelques-uns des arguments sur lesquels l'auteur étaye sa thèse ».

Un baptême à l'eau rose ?

Nous serions heureux d'avoir des renseignements sur un baptême que mentionne l'acte d'abjuration suivant (1) :

« Suzanne Marie Gaucha, de *Boudry près de Neuchâtel*, femme de Pierre François Duc, sieur de Sarderet, de Charpois près de Salinas, Conté de Bourgogne (présent) a fait entre mes mains abjuration de l'hérésie de Calvin en laquelle elle est née et a été élevée. Je lui en ai donné l'absolution par commission de Mgr l'Évêque, à l'Eglise paroissiale de Saint-Etienne (2) ce jourd'hui 6^e jour de juin 1707 « et comme lad. Dlle Gaucha conjointement « avec son mary a déclaré que *sa mère l'avait assurée qu'elle avait été baptisée avec de l'eau rose selon l'usage erroné de son pays pour les personnes de condition*, Mondit Seigneur l'Évêque ayant « examiné la chose meurement m'a ordonné de la rebaptiser sous « condition, ce que j'ai fait avec les saintes cérémonies de « l'Eglise..., etc ».

Est-ce de l'eau rougie par le vin ? est-ce de l'eau de rose ?

AMI BOST.

(1) Archives communales de Mâcon, GG 12, date du 6 juin 1707.

(2) Aujourd'hui disparue, le péristyle et les murs renferment un café, une épicerie et des appartements.

Le Gérant : FISCHBACHER.

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. Weiss, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement: 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine; — 12 fr. 50 pour l'étranger; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises; 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. Weiss, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

LES PERSONNES QUI N'ONT PAS SOLDÉ LEUR ABONNEMENT AU 15 MARS REÇOIVENT UNE QUITTANCE À DOMICILE, AVEC AUGMENTATION, POUR FRAIS DE RECÈVEMENT, DE: 1 fr. pour les départements; 1 fr. 50 pour l'étranger.

Ces chiffres sont loin de couvrir les frais qu'exige la présentation des quittances: l'administration préfère donc toujours que les abonnements lui soient soldés spontanément.

LUCIEN ROMIER. — **Les origines politiques des guerres de religion.** — I —. Henri II l'Italie, 1547-1555. — II —. La fin de la magnificence extérieure, le roi contre les protestants (1555-1559), deux volumes de x-580 et vi-464 pages, in-8° (quatre portraits, deux cartes, un index). Paris, Perrin, 1913 et 1914.

D^r LOUIS MALZAC. — **Les Pourtalès, histoire d'une famille huguenote des Cévennes, 1500-1580**, avec de nombreuses illustrations, une carte de la région des Cévennes et des tableaux généalogiques, un vol. de x-244 pages, in-8° (24 planches hors texte et 15 tableaux généalogiques.) Paris, Hachette, 1914.

CHARLES VALOIS. — **Histoire de La Ligue, œuvre inédite d'un contemporain**, publiée pour la *Société de l'Histoire de France*, tome I^{er} (1573-1589), un vol. de xlvii-304 p. in-8°. Paris, Renouard, 1914.

H. DENIFLE. — **Luther et le Luthéranisme**, traduit de l'allemand par J. Paquier, tome IV, avec la reproduction intégrale de l'*Image de la papauté* et l'index général, un vol. de 134 pages, in-16. Paris, Picard, 1913.

CHARLES BYSE. — **Swédenborg, quatorze cours** en 3 volumes de 320, 370, 346, 344 et 328 pages, in-16, portraits, Lausanne, Léon Martinet. Paris, Fischbacher, [1911-1914.]

Université de Genève, Schola Genevensis, Actes du Jubilé de 1909, un vol. de 398 pages, in-4°, 2 planches hors texte. Genève, Georg, 1910.

JEANNE DUPORTAL. — **Étude sur les livres à figures édités en France de 1601 à 1660**, avec 45 planches hors texte, un vol. de viii-392 pages, in-4° (index). Paris, Champion, 1914.

ERNEST JOVY. — **Le médecin Antoine Menjot, notes prépascales**, un vol. de 134 pages, in-8°. Vitry-le-François, Maurice Tavernier, 1914.

HAOUL ALLIER. — **Une Société secrète au XVII^e siècle. La compagnie du très saint sacrement de l'autel à Toulouse.** Une esquisse de son histoire, un vol. de 152 pages, in-8°. Paris, Champion, 1914.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

Excursions à FONTAINEBLEAU — MORET MONTIGNY-MARLOTTE — BOURRON et NEMOURS

Train spécial à prix réduits (2^e et 3^e classes seulement) mis en marche tous les dimanches du 7 juin au 20 septembre inclus.

Départ de Paris à 7 h. 18, arrivée à Fontainebleau à 8 h. 14, à Moret à 8 h. 26.

En outre, les 14 et 28 juin, 12 et 26 juillet, 9 et 23 août, 13 septembre, ce train spécial continuera sur Nemours avec l'horaire ci-après :

Arrivée à Montigny-Marlotte à 8 h. 37

— à Bourron à 8 h. 43

— à Nemours à 8 h. 54

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **218 Millions**
Assurances en cas de Vie et de Décès

M. Ch. DE **MONTFERRAND**, *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. **LE SENNE**, *Dir.-Adjoint.*

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie : **431 Millions**

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, *Direct.-Adjoint.*

Compagnie d'assurances contre

LE VOL

fondée en 1909

Détournements — Dégâts des Eaux
Bris des Glaces

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, *Direct.-Adjoint.*

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G.O. *, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, Régent de la Banque de France, Président de la Cie des chemins de fer de P.-L.-M. Adm. de la C^{ie} Univ. du Canal mar. de Suez, *Président.*

Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président.*

Delaunay-Belleville (Robert), *, Administrateur général de la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay-Belleville.

Jameson (Conrad), ancien associé de la maison Hottinguer et Cie, Banquiers.

MM.

Mallet (Gérard), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers, de Pellerin de Latouche, G. *, Adm. de la Cie des Chemins de fer de P.-L.-M. et de la Cie Générale Transatlantique et de la Banque de l'Algérie.

Sohier, (Georges), O. *, Anc. Prés. du Trib. de Commerce de la Seine, Adm. de la Cie des ch. de fer de P.-L.-M. et du Crédit Foncier de France.

Thurneysen (Auguste), *Vice-Président* de la Cie des Chemins de fer des Landes.

Vernes (Félix), de la Maison Vernes et Cie, banquiers. Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

CHEMIN DE FER DU NORD

PARIS-NORD A LONDRES

Via Calais ou Boulogne

Six services rapides dans chaque sens, trajet 6 h. 30
voie la plus rapide.

SERVICES OFFICIELS DE LA POSTE

Via Calais

La gare Paris-Nord, située au centre des affaires, est le point de départ de tous les grands express Européens pour l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Suède, la Norvège, l'Allemagne, la Russie, la Chine, le Japon, la Suisse, l'Italie, la Côte d'Azur, l'Égypte, les Indes et l'Australie.

TRAINS DE LUXE

(Toute l'année)

Nord Express. — Tous les jours entre Paris et Berlin avec continuation une fois par semaine de Berlin sur Varsovie et Moscou et deux fois par semaine de Berlin sur Saint-Petersbourg. A l'aller, ce train est en correspondance à Liège avec l'Ostende-Vienne.

Services rapides entre PARIS, la BELGIQUE, la HOLLANDE, l'ALLEMAGNE, la RUSSIE, le DANEMARK, la SUEDE et la NORVEGE.

	trajet en
6 express dans chaque sens entre Paris et Bruxelles....	3 h. 55
— — — — — Paris et Amsterdam....	8 h. 30
4 — — — — — Paris et Cologne....	7 h. 29
6 — — — — — Paris et Hambourg....	14 h. »
5 — — — — — Paris et Francfort s/Mein....	12 h. »
2 — — — — — Paris et Berlin....	15 h. 31
5 — — — — — Paris et St-Petersbourg....	49 h. »
Par le Nord Express (bi-hebdomadaire)....	42 h. »
2 express dans chaque sens entre Paris et Moscou....	60 h. »
2 — — — — — Paris et Copenhague....	26 h. »



La notice sur la Troisième assemblée du Désert, réunie au mas Soubeyran, le 7 septembre dernier, vient de paraître, avec un compte-rendu de cette belle fête. Elle renferme les remarquables discours de MM. De Witt-Guizot et Doumergue, et reproduit l'émouvante prière des Camisards. M. le pasteur Mailhet y donne une intéressante description de la collection des souvenirs de la période du Désert en Dauphiné qu'il avait réunis au Musée du Désert. Cette plaquette, imprimée avec grand soin sur beau papier, est enrichie de nombreuses illustrations. Non seulement ceux qui assisteront à cette émouvante cérémonie, mais tous les protestants attachés aux souvenirs de notre grand passé voudront la posséder. Son prix est seulement de soixante centimes et, pour le recevoir franco, il suffit d'envoyer cette somme à la librairie Sahy, Boulevard du Jeu-de-Paume, Montbellier. On la trouvera aussi chez les libraires

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

du

Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXIII^e ANNÉE

DOUZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Juillet-Décembre 1914



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1914

SOMMAIRE

N. W. — Préface du Bulletin de Juillet-Décembre 1914. . .	289
— Nos deuils	293

ÉTUDES HISTORIQUES.

M. NAERT. — Les huguenots du Calaisis au XVII ^e siècle, 1 ^{er} article	296
---	-----

DOCUMENTS.

AMI BOST. — L'hérésie à Bussièrès, dans le Mâconnais, en 1553.	344
FRANÇOIS BAUDRY et N. W. — Le Protestantisme en Bas-Poitou à la fin du XVIII ^e siècle (<i>Une page inédite de la vie de l'abbé Dillon</i>)	354

MÉLANGES.

JEANNE GRIMAUZ. — Une famille de pasteurs du Bas-Poitou au XVII ^e siècle. Notes sur la famille Tireau	360
---	-----

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.

N. WEISS. — Deux apologies du duc de Guise : Poltrot de Méré. — La vérité sur le massacre de Vassy, par MM. P. DE VAISSIÈRE et N. VALOIS.	377
TH. SCHOELL. — Le luthéranisme hollandais jusqu'en 1618. L'œuvre de la propagation de la foi à Grenoble et à Lyon. — Jugements catholiques sur Luther. — Genève de 1770 à 1793.	390

CORRESPONDANCE.

F. P. — Le Musée du Désert. — Un vote du Synode national d'Amiens	396
--	-----

ILLUSTRATIONS.

Carte du Calaisis en 1596.	299
Le temple de La Haye, près de Nesle, d'après une photographie. . . .	305
Le temple d'Estréelles, près de Montreuil, d'après une photographie . .	313
Le petit temple d'Elinghen, d'après une photographie	317

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Bulletin de Juillet-Décembre 1914

Une bonne partie des pages qui suivent étaient composées lorsque l'ordre de mobilisation désorganisa subitement l'imprimerie, le service des postes, etc. L'auteur de l'étude historique qui figure en tête de la livraison, professeur à l'École primaire supérieure de Chambéry, fut des premiers appelés. Il vint me voir en traversant Paris à la hâte pour m'apporter une partie de son manuscrit, ne se doutant pas plus que moi que la région dont il racontait l'histoire allait encore une fois jouer un rôle considérable dans la guerre. Les épreuves que je lui envoyai à Lille ne l'atteignirent plus. Celles d'un autre article qu'on trouvera plus loin aussi, d'un nouveau collaborateur, récemment sorti de l'École des Chartes et qui faisait son service militaire dans l'Est, ne purent non plus le rejoindre. Force nous fut d'interrompre la publication du *Bulletin*.

La Bibliothèque resta ouverte jusqu'au 6 août (1). Le conservateur alla en Normandie remplacer des collègues mobilisés et s'occuper des blessés qui ne tardèrent pas à remplir les hôpitaux et ambulances de province. Il revint à Paris à la fin d'août pour prendre quelques mesures préservatrices et en octobre pour soumettre au président une circulaire destinée à remplacer le *Bulletin* que nous avions coutume d'adresser à tous les pasteurs en vue de la Fête de la Réformation (2). En voici le texte :

(1) Elle a été rouverte le 15 novembre.

(2) Elle a paru dans *Évangile et Liberté* du 31 octobre et dans *L'Église Libre* du 6-13 nov. 1914. *Le Christianisme au XX^e siècle*, du 29 octobre, n'en a reproduit qu'une partie.

Pour la Fête de la Réformation (1^{er} novembre 1914)

« Nous avons coutume de la célébrer, non pour nous glorifier ou nous réjouir, mais pour nous souvenir de ce qui a été accompli par tous ceux qui, en deçà et au delà de nos frontières, se sont courageusement levés pour la libération des consciences opprimées et le droit de connaître et de vivre l'Évangile. Cette commémoration est faite, avant tout, de reconnaissance émue pour les innombrables victimes connues et inconnues dont l'héroïsme et la ténacité remportèrent une victoire longtemps disputée.

« Combien ont cru que cette victoire était définitive et que les souvenirs du passé n'avaient plus qu'un intérêt rétrospectif et archéologique ! Nous nous sommes bercés de l'illusion que l'image de la liberté du for intérieur, de la conscience, de la pensée et de la parole, ne pourrait plus jamais être voilée ; que le droit de chacun de disposer de lui-même, c'est-à-dire le droit des faibles comme des forts, des petits comme des grands, des minorités comme des majorités, à l'indépendance, non seulement religieuse ou philosophique, mais aussi politique et sociale, ne pourrait plus être discuté ! On sait, en effet, que ces libertés, résumées dans les droits de l'homme et des peuples, sont une conséquence directe, historiquement établie, de la lutte religieuse commencée au xvi^e siècle et poursuivie partout où pénétra la Réforme. Si çà et là nous assistions à des actes d'intolérance, à l'écrasement des faibles par les forts, nous nous imaginions que c'était une survivance du moyen âge ou des époques de barbarie et que tôt ou tard la protestation du monde civilisé mettrait un terme à ces pratiques d'un autre âge.

« Rêves généreux qu'une réalité chaque jour plus tragique dément aujourd'hui en remplissant d'épouvante ceux qui en sont les témoins ! Hélas ! l'histoire n'est, ni une légende, ni une distraction d'intellectuels oisifs, mais une réalité qui se répète sur une plus vaste échelle ; et aucun des biens impérissables pour lesquels nos pères donnèrent leur sang ne peut être considéré comme définitivement acquis.

« Un petit pays pacifique, industriel, qui n'avait aucun différend avec personne, dont la sécurité était garantie par des traités internationaux, a été envahi brutalement pour n'avoir pas voulu faciliter l'écrasement de notre patrie. Cela se passe près de quatre siècles, presque jour pour jour, après le 1^{er} juillet 1523, date sacrée dans une grande partie de l'Allemagne dont les légions ont saccagé, dépossédé la Belgique !

C'est, en effet, le 1^{er} juillet 1523, sur la place du Marché de Bruxelles, en face de l'hôtel de ville actuel, que deux moines augustins dont l'un encore imberbe, Henri Vos et Jean van Esschen, emprisonnés à Anvers, montèrent courageusement sur le bûcher en entonnant le *Te Deum*. Ce furent, dans l'Europe du xvi^e siècle, les premiers martyrs de la liberté religieuse. Un des plus beaux chants de Luther, regrettant de n'avoir pas été jugé digne de partager leur sort, a été inspiré par leur héroïsme :

... Leurs cendres ne cesseront
De se répandre par tout pays;
Qu'on les enterre ou qu'on les jette à l'eau,
Elles couvriront l'ennemi de honte;
Ceux que, pleins de vie, il a égorgés
Pour les réduire au silence,
Il faudra bien que partout,
Par toute voix et en toute langue,
Il laisse chanter leur gloire!...

« Paroles prophétiques qu'évoquent involontairement les noms de ces villes et de tant d'autres occupées, ruinées, incendiées et leur population massacrée par la plus inqualifiable agression dont l'histoire fasse mention! En Hollande, en Angleterre, en France on est témoin, comme aux pires jours de Marie la Sanglante ou de Louis XIV, de l'exode de tout un peuple épouvanté, dépossédé, auquel on n'a laissé que « les yeux pour pleurer »! Et chacun de se dire : « Ce peuple n'a rien fait, rien absolument que d'opposer à cette agression la garantie solennelle de sa neutralité, la signature même de l'envahisseur! »

« Ce qui rend plus lamentable encore ce sanglant spectacle c'est que des hommes d'État et d'Église, des savants et des artistes déclarent cette brutale agression nécessaire pour prévenir l'invasion du territoire neutre par d'autres puissances. Comme si, à Charleroi, leur retraite n'avait pas été causée par l'arrivée trop tardive de leurs troupes! Comme si l'on ne venait pas d'apprendre qu'il y a longtemps déjà l'envahisseur avait fait construire secrètement des plateaux destinés aux canons qui détruiraient Maubeuge et Anvers!

« Ce qui, enfin, met le comble à l'horreur qu'on éprouve devant une pareille forfaiture, c'est qu'elle a été longuement préparée et scientifiquement perpétrée, au nom même du Dieu dont Luther écrivait à l'Électeur de Saxe qu'il ne permettait aux princes de tirer l'épée que pour se défendre (27 oct. 1529).

« Les protestants français ont tous compris que leur

devoir est de lutter sur le même champ de bataille avec tous ceux qui se sont levés pour le respect des contrats et l'indépendance de ceux que menace la parole sacrilège : « La force prime le droit ». — Ils saisiront avec empressement l'occasion de l'anniversaire de la Réformation pour s'humilier devant le Dieu de leurs pères, et protester avec eux contre l'oppression des consciences et l'écrasement des faibles. Contre ceux qui croient pouvoir impunément abuser de la force et de la science, ils en appelleront à deux des plus illustres ancêtres de leur empereur, qui donnèrent leur vie pour leurs peuples opprimés, à Gaspard de Coligny, le défenseur de Saint-Quentin, et à Guillaume d'Orange, le libérateur des Pays-Bas (1). »

N. WEISS,

Secrétaire.

FRANK PUAUX,

Président de la Société
de l'Histoire du Protestantisme français.

On ne peut nier, en effet, que ceux contre lesquels nous luttons foulent aux pieds leurs plus glorieuses traditions. C'est travestir l'histoire que d'écrire : « Les envahisseurs arrivent avec leurs héros et leurs dieux ; c'est Luther et, plus loin, tout le Valhalla ! » (*Écho de Paris*, 15 déc. 1914.)

Luther qui, le 18 novembre 1529, écrivait à Jean, Électeur de Saxe : « Nous aimerions mieux mourir dix fois que d'avoir sur la conscience du sang versé par les nôtres pour défendre l'Évangile contre l'Empereur », Luther qui, à Worms, refusa de renier ce qu'il avait écrit, se détournerait aujourd'hui de ceux qui prétendent avoir été contraints de renier leur signature. Il protesterait contre le sac d'un pays qu'on avait promis, non seulement de respecter, mais de protéger. Non, les quatre-vingt-treize qui, vainement, s'efforcent de justifier une pareille agression, ne peuvent se réclamer ni de Luther, ni même du Grand Électeur, qui s'honora de recueillir les épaves de la révocation d'un édit solennellement déclaré irrévocable ! S'ils se persuadent qu'il y a des circonstances où des contrats officiellement déclarés inviolables peuvent être considérés comme de simples « chiffons de papier », ils savent bien que jamais ils ne pourront faire partager cette prétendue conviction ni à leurs victimes, ni à ceux qui sont les témoins indignés des souffrances imméritées de ces dernières.

(1) Nous remercions les Églises d'Aubais, Beuzeval, Bernis, Bolbec, Bordeaux, Caen, Gap, le Havre, Lafitte, Montpellier, Nancy, Paris-Oratoire, Pau, Saumur et Sétif, qui ont bien voulu nous envoyer des collectes ou des dons.

En 1870, nos prédécesseurs ont attendu la fin de la guerre pour reprendre la publication du *Bulletin*, qu'elle avait interrompue. Nous allons essayer de paraître comme nous pourrons, en attendant des jours meilleurs, et commençons par adresser à nos anciens abonnés la présente livraison, qui achèvera l'année 1914, et dont la table paraîtra plus tard. Plus le nombre de ceux qui voudront bien nous rester fidèles sera grand, plus nous pourrons promptement reprendre notre périodicité habituelle (1). En attendant, nous ne pouvons terminer ces quelques mots d'explication qu'en adressant quelques paroles de sympathie à ceux de nos amis qui ont déjà été directement et douloureusement frappés.

Nos deuils.

On trouvera plus loin, en tête d'*Une page inédite de la Vie de l'abbé Dillon*, quelques lignes sur le plus jeune et le dernier venu de nos collaborateurs, le caporal **François Baudry**, mort de la mort des braves, debout, à l'assaut de Steinbach, en Haute-Alsace, le 25 décembre 1914. Tous ceux qui ont connu ce jeune homme plein de promesses s'associeront aux regrets de sa famille et de ses camarades (2).

En 1912, j'ai attiré l'attention (p. 263) sur la première publication d'un licencié en droit et ès lettres, archiviste paléographe et diplômé de l'École des Hautes-Études, **M. Marcel Godet**. Quelques semaines avant la guerre, il m'avait apporté un document important qu'il avait découvert et qu'il avait fait précéder d'une étude sur *Les protestants d'Abbeville au début des guerres de religion (1560-1572)*. Il ne sera plus là, hélas! pour en corriger les épreuves. Il était lieutenant de réserve au 8^e bataillon de chasseurs à pied lorsqu'il tomba, le 24 octobre 1914, près de Pervyse, entre Dixmude et Nieuport.

Les trois nouveaux collaborateurs dont je viens de parler

(1) Nous saisissons cette occasion pour remercier ceux qui ont bien voulu nous envoyer le montant de leur abonnement. Nous espérons que tous ceux qui le pourront voudront bien, comme eux, nous éviter la peine de le leur réclamer.

(2) L'étude sur *Les Huguenots du Calaisais au XVII^e siècle* a été corrigée par l'auteur, lieutenant au 91^e d'infanterie, 25^e compagnie, sur un lit d'hôpital, à Nantes. Nous lui souhaitons une prompte guérison et nous faisons des vœux pour qu'il soit préservé comme il l'a été jusqu'ici, et puisse surveiller, dans des conditions moins pénibles, l'impression de la fin de son travail.

n'appartiennent pas au protestantisme. Je suis d'autant plus heureux de pouvoir remarquer que les sujets sur lesquels ils ont porté leurs recherches et la manière dont ils les ont traités montrent, ainsi que leur conduite au feu, qu'ils ont su placer non seulement l'amour de la patrie, mais aussi le souci de la vérité historique au-dessus des considérations d'Église ou de parti.

Ces mêmes sentiments, joints à une véritable prédilection pour l'histoire des huguenots et à un don exceptionnel pour retrouver leurs traces, distinguaient un autre de nos collaborateurs dont nos lecteurs ont souvent eu l'occasion de remarquer les pages toujours bourrées de faits précis et substantiels. Ils apprendront avec un véritable serrement de cœur que leur signataire, G. Dumons, c'est-à-dire le capitaine **Rey-Lescure**, vient de mourir des suites de ses blessures, le 23 janvier 1915, à Sarrebruck, dans le Palatinat. Il avait été blessé dès le 20 août et avait dû subir une amputation. Personne ne connaissait comme lui l'histoire des familles protestantes de notre Sud-Ouest et lorsque nous songions à la *France protestante* dont tous les continuateurs nous ont été successivement enlevés, nous espérions que nous pourrions un jour lui assurer son précieux concours. Nous avons eu tant de plaisir à le voir à Montpellier en novembre 1913 et à nous entretenir avec lui de ses recherches sur les *Réfugiés du pays Castrais* qu'il faisait paraître depuis 1910 dans la *Revue du Tarn* ! C'est de tout cœur que nous partageons l'affliction de sa veuve et de ses charmants enfants.

On est sans nouvelles d'un autre de nos collaborateurs, le lieutenant-colonel *Arthur de Cazenove*, dont un des fils, le lieutenant de chasseurs **Arnaud de Cazenove**, figure sur une des premières listes de morts au champ d'honneur ; — ainsi que de *M. Marc Morel*, archiviste paléographe et bibliothécaire à Cambrai, qui s'était chargé de la revision de notre Table générale ; — enfin du fils de notre collègue le professeur R. Allier, *Roger Allier*, sous-lieutenant au 51^e bataillon de chasseurs alpins, qui a été blessé le 29 août 1914, près de Saint-Dié.

Notre cher collègue le professeur R. Reuss a aussi été durement éprouvé. Son fils, **Paul Reuss**, ingénieur, qui avait épousé la fille d'un de nos collaborateurs, le pasteur en retraite Alfred Cadier, a été tué à l'ennemi le 25 septembre 1914, à 34 ans ! Enfin *M. le pasteur André Mailhet*, qui, en juillet, pendant qu'il travaillait à l'inventaire de nos manuscrits, avait eu plaisir à nous présenter son frère **Henri Mailhet**, capitaine au 114^e d'infanterie, a

eu la douleur naguère de nous faire part de sa mort survenue le 24 octobre 1914 à la bataille d'Ypres. — Et combien d'autres nous devrions citer, tels les fils de nos regrettés collègues Paul de Félice et Auguste Sabatier, le lieutenant d'artillerie **Jean Sabatier**, fils unique de ce dernier, tué le 5 décembre, et le caporal **François de Félice**, tombé le 16 septembre 1914 devant Montfaucon ; tels encore les deux petits-fils du pasteur Camille Rabaud, un des plus anciens collaborateurs de ce recueil, le lieutenant **Maurice Rabaud**, tué en Alsace le 13 août, et le sergent **André Rabaud**, mort de ses blessures le 22 octobre !

Je ne veux pas clore cette trop longue liste de jeunes, glorieusement, mais aussi bien cruellement enlevés, pour la Justice, pour nous tous, à nos espoirs et à nos affections, sans inscrire encore ici le nom d'un ami de nos études, **M. Édouard Maury**, ancien pasteur de Villefavard, de l'Église française de Saint-Gall, et de celle du Raincy. C'est lui qui avait préparé, avec M. Hoffbauer, les projections qui illustrèrent une conférence donnée à l'Oratoire, en 1894, sur *Paris et la Réforme sous François I^{er}*, et, plus récemment, celles qui en accompagnèrent une autre sur *Lefèvre d'Etaples*. Passionné de musique, il a beaucoup contribué aussi, avec M. H. Expert, à faire connaître et admirer les compositeurs huguenots du xvi^e siècle et il a généreusement doté de belles orgues l'Union chrétienne de jeunes gens de la rue de Trévise et plusieurs de nos temples. J'étais loin de me douter, lorsqu'il vint me voir, il y a quelques mois, que je ne le reverrais plus et j'ai été aussi surpris qu'attristé d'apprendre qu'il était mort à Paris le 29 décembre dernier, à 56 ans ! — Que Dieu console tous les affligés et renouvelle dans nos âmes les sources de la foi et de l'espérance !

N. WEISS.

Études Historiques

LES HUGUENOTS DU CALAISIS AU XVII^e SIÈCLE

INTRODUCTION

L'histoire a donné le nom de Calaisis ou de « Pays reconquis » au territoire des 25 communes, qui, des dernières pentes du Boulonnais, descend lentement vers la côte du Pas-de-Calais. Deux cents ans d'occupation anglaise lui ont donné une place à part dans notre histoire. La nécessité de le repeupler après la proscription des Anglais au milieu du xvi^e siècle, obligea le roi de France à faire appel à des éléments étrangers. Or les Espagnols persécutaient à ce moment les huguenots flamands et artésiens : un certain nombre d'entre eux vinrent se réfugier dans le Calaisis, s'y établirent et, à la faveur d'une tolérance relative, s'y maintinrent jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes.

Cette persistance de l'élément huguenot dans la région du Nord, foncièrement catholique, peut sembler anormale. Elle s'explique de par l'origine et le caractère de ceux qui vinrent s'établir dans le Calaisis. Ces persécutés, qui fuyaient la Flandre et l'Artois, avaient souffert pour leur foi et s'y étaient attachés d'autant plus. Ceux qui, plus tard, allaient venir de Hollande apportaient avec eux un esprit d'indépendance, différent de celui des sujets du roi de France, et, de plus, un esprit de cosmopolitisme qui, en laissant subsister des relations fréquentes avec leurs frères de l'étranger, allait les maintenir dans leur foi.

De leurs origines et de leurs relations ces huguenots tiraient ainsi une force de résistance, qui leur permettra de lutter contre les influences dissolvantes.

D'ailleurs, pendant longtemps, le gouvernement royal allait manifester à leur endroit une tolérance marquée. La nécessité de repeupler le pays d'abord, puis la crainte de le dépeupler incitèrent la royauté à ne point trop persécuter les nouveaux venus.

Enfin, dans ces campagnes du Calaisis et des confins du Boulonnais, la surveillance était difficile. Seul Calais possédait un corps de ville capable de veiller sur les opinions religieuses des sujets du roi; aussi les huguenots y furent-ils assez peu nombreux. Dans les vingt-quatre autres communes du « Pays reconquis » au contraire, ils allaient vivre presque en paix jusqu'aux approches de la Révocation.

C'est donc un événement politique qui contribua à la naissance de cette communauté, c'est grâce à la situation politique particulière du pays qu'elle prospéra et groupa vers le milieu du ^{xvii}e siècle près de 3000 fidèles dans une région qui ne comptait qu'à peine 15 000 habitants.

Après avoir examiné les origines de cette petite société, nous étudierons d'abord les divers aspects de sa vie politique, puisque c'est la situation politique même qui explique sa naissance et son existence. L'examen de la vie religieuse et sociale de ces huguenots nous montrera ensuite comment ils réussirent à s'adapter à un milieu nouveau pour la presque totalité d'entre eux. Nous verrons enfin comment, dans le cours du ^{xviii}e siècle, les éléments restés en France se rallièrent au catholicisme et quel fut le sort de ceux qui cherchèrent la paix religieuse dans l'émigration.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES DE LA COMMUNAUTÉ

Lorsqu'en 1357 les Anglais s'emparèrent de Calais et de 24 communes des environs, de nombreux immigrants débarquèrent d'outre-Manche et s'établirent dans le pays. Les Français furent dépossédés de leurs terres et pendant deux siècles le « pays conquis » devint une enclave anglaise en terre de France. Calais surtout, mais aussi sa banlieue, allaient prendre une physionomie particulière et devenir, non seulement de par les traités, mais aussi par les coutumes, la langue, la religion, terre anglaise. La Réforme semble avoir pénétré assez tôt dans le Calaisis, car dès 1528, Philippe Smith, originaire de Peuplingues, village près de Calais, qui remplissait les fonctions de chapelain du « Staple Hall », fut dénoncé comme hérétique et l'on saisit chez lui une bibliothèque garnie d'ouvrages non orthodoxes (1). Au même moment et pour le même motif on incarcérait Philippe Fabri (ou Le Febvre), curé de Peuplingues (2).

Le mouvement que l'on voulait d'abord arrêter fut bientôt favorisé par la rupture de Henri VIII avec Rome. Sous son règne la nouvelle religion s'établissait à Calais et un livre de prières était même édité pour l'usage des habitants de la région, suivant un ordre adjoint à l'Acte d'uniformité de 1549. Au début de 1553 une seconde édition française était préparée quand la reine Marie monta sur le trône (3). Non seulement on assurait aux colons du Calaisis des livres de prières, mais en décembre 1552 une licence était accordée à Thomas Galtier de Lon-

(1) F. Lennel, *Histoire de Calais*, II, p. 226-227. Il était l'ami de Francis Derham qui venait d'être arrêté à Paris à la demande de l'évêque de Bath et ramené à Calais, et qui en juillet suivant mourait de la peste dans sa prison.

(2) Haigneré, *Dict. Boul.* T. II, p. 261.

(3) *Proceedings of the Huguenot Society of London*, vol. III : G. H. Orend, « Strangers at Dover ». Part. I (1558-1644), p. 93-95.

dres pour imprimer en français « tous les livres qui seront imprimés pour l'usage des Églises de Calais, Guines et



Carte du Calaisis en 1596.

autres paroisses (1) ». Nous ignorons ce qui se passa quant

(1) *Proc. of the H. S. L.*, vol. V : J. W. de Grave, « The Southampton and Channel Islands Churches », p. 142.

aux proscriptions religieuses auxquelles procéda la reine Marie. Les mémoires de ce temps ne nous ont transmis que quelques nominations dans les cures vacantes des 24 paroisses du Calaisis, et en particulier celle de Calais. Ces décisions furent ratifiées par le doyen et le chapitre de Canterbury, parce que Crammer, qui en était alors archevêque, avait été mis en prison en attendant d'être brûlé comme hérétique et signataire du divorce de Henri VIII (1). Nous ignorons de même si des pasteurs du Calaisis subirent un sort semblable, mais il est certain que la politique catholique de la reine rencontra une sérieuse opposition à Calais, et le mécontentement semble même s'être traduit par des tentatives de complots. Sans aller jusqu'à expliquer la reprise de la ville grâce à une trahison, on peut admettre que la tâche du duc de Guise fut facilitée par l'inertie des non-catholiques mécontents de l'entente anglo-espagnole (2). Quoi qu'il en soit, la présence des protestants anglais dans le Calaisis ne nous permet pas de faire remonter à eux exclusivement l'origine de leur religion dans le pays.

En effet, le 5 janvier 1558, le duc de Guise reprend Calais, le 21 janvier Guines succombe après un bombardement de trois jours, et peu de mois plus tard les Anglais, pros crits comme l'avaient été les Français deux siècles plus tôt, repassaient presque tous le détroit. Un assez grand nombre d'entre eux s'établissait même à Londres, entre la Tour et le Pont, où le nom de leur quartier « Hangman's gains » est une corruption de « Hame and Guines' refugees » (3).

Table rase avait donc presque été faite de l'occupation anglaise. Il fallait repeupler le pays; le Calaisis était devenu « un pays où il fallait faire une colonie nouvelle et établir un peuple nouveau » (4). Le roi de France fit appel à ses sujets des environs de Paris et du Boulonnais sur-

(1) J. B. Lefebvre, *Hist. de Calais*, II, p. 281.

(2) F. Lennel, *Hist. de Calais*, II, p. 253 et suiv.

(3) *Mémoires de Pignault de Lespinoy* (1755-1797), III, p. 50 — d'après le dict. étym. de Bailey (Landrin: *Tablettes*, I, p. 45. — Vaillant, *Révocation*, p. 30).

(4) Bernard, *Annales*, p. 300.

tout, mais aussi à des étrangers venant des Pays-Bas espagnols. C'est ce fait qui explique l'établissement des protestants dans le Calaisis. Le 28 mars 1559, par lettres patentes sont fixées les conditions de la concession des terres. Pour les champs fertiles de Balinghem, Campagne, Guines, etc., 14 sous tournois par arpent de terre labourables, 8 sous pour les prés, 5 sous pour les pâtures. Pour les autres localités, 3 sous pour les terres labourables, et un sou pour les marais (1). La redevance était donc faible mais les terres n'étaient données qu'à la condition de bâtir, car les maisons avaient été détruites au point « qu'elles n'avaient plus d'autre apparence d'avoir été habitées que par la trace des cheminées » (2). Sous peine de déchéance les acquéreurs étaient tenus de mettre leurs terres en valeur dans les deux ans qui suivraient la concession. Ils devaient s'engager à payer au domaine royal la dîme champart à raison de 10 p. 100 des grains et gerbes de toutes espèces qui y croîtraient (3).

Ces conditions étaient améliorées dès l'année suivante par François II, qui accordait aux nouveaux occupants l'exemption des « tailles, gabelles et subsides quelconques » pour en jouir à l'instar des habitants de Boulogne (4). Le gouvernement de la ville de Calais avait été d'ailleurs confié dès 1558 par Henri II, à François de Vendôme, vidame de Chartres, qui appartenait au parti de la Réforme et qui auparavant, pendant le bref gouvernement du maréchal de Thermes, avait été lieutenant de la ville (5).

Ces diverses mesures étaient bien faites pour attirer des immigrants. Or à ce moment, les réformés des Flandres étaient persécutés pour leurs croyances. Une occasion s'offrait à eux d'émigrer sans trop s'éloigner de leur pays d'origine et avec la certitude de trouver à peu de frais

(1) Lefebvre, *Hist. de Calais*, II, p. 340, d'après « Procès-verbal », p. 6 à 8.

(2) Lefebvre, *Hist. de Calais*, II, p. 341, d'après « Procès-verbal », p. 20.

(3) « Procès-verbal de distribution », p. 24, cité par Landrin, *Tablettes*, I, p. 25.

(4) Arch. de Calais. AA 1, f^{os} 1 à 4 — février 1560. — Privilège accordé par François II.

(5) C. Landrin, *Essais historiques*, p. 113.

un gîte et des terres dans leur nouvelle patrie. Un certain nombre d'entre eux vinrent dans le Calaisis. En établir le chiffre, même approximatif, est impossible, mais leur nombre semble avoir dû être assez considérable (1).

Cela s'explique, car depuis plus de trente ans la persécution avait commencé dans le domaine espagnol.

C'est à Tournai qu'en 1523 des marchands, venant d'Allemagne, répandirent les premières opinions protestantes (2). Dès 1526 des placards qui annonçaient l'intervention espagnole étaient affichés à Douai (3), à Arras, et en 1529 dans le pays de l'Alleeu, Charles-Quint fait confisquer les terres de Louis de Berquin, un des seigneurs influents de la région (4). Il en était de même dans le domaine français : en février 1535 un luthérien s'était réfugié d'Amiens à Lille, pour échapper à François I^{er} ; à deux reprises il est réclamé par le bailli d'Amiens, et trois officiers enfin viennent l'arracher à son refuge (5).

Dès que la rupture d'Henri VIII avec Rome inaugura la Réforme en territoire anglais, il est donc probable qu'un courant d'émigration s'établit de Flandre, Artois et Picardie vers le Calaisis.

Or après l'abdication de Charles-Quint, en octobre 1555, la persécution redouble ; Philippe II donne les ordres les plus sévères au Grand Conseil de Malines, l'Université

(1) Tous les documents de l'époque que nous signalerons à mesure s'accordent pour noter ce mouvement. Mais quatre travaux seulement nous fournissent des noms :

a) Le terrier de Miraumont, dressé de 1582 à 1587, qui donne les noms des nouveaux propriétaires, mais ne note presque jamais leur religion.

b) Les minutes des notaires de Calais et de Guines signalent les lieux d'origine des acheteurs et vendeurs, mais pas toujours la religion.

c) Les registres d'état civil du Temple de Guines, de 1668 à 1685, notent souvent les lieux d'origine.

d) Les statistiques dressées par le pasteur Frossard dans la *Chronique de l'Eglise réformée de Lille* nous donnent les noms des condamnés pour fait de religion dans la châtellenie de Lille. Beaucoup de ces noms se retrouvent peu après dans le Calaisis.

(2) Buzelin, *Annales Gallo-Flandriae*, lib. X, p. 494 — Année 1523. — Johannis Buzelino, Douai, 1624, — cité par Beuzart, *Hérésies et Réforme*, p. 104.

(3) Arch. de Douai, Reg. AA 97, 98, 99, — cité par Beuzart, p. 105.

(4) Arch. de la Chambre des Comptes de Lille, 21^e Reg. des chartes. — B. 1616, f^{os} 146-147, — cité par Beuzart, p. 140.

(5) Frossard, *Egl. sous la Croix*, p. 3 et 17.

de Douai se fonde pour combattre l'hérésie, le duc d'Albe et ses successeurs mettent tout en œuvre pour faire triompher le catholicisme (1).

Dès que parurent les édits de 1559 et de 1560 un grand nombre de persécutés songèrent donc sans doute à émigrer. Or sur 95 condamnés que relève le pasteur Frossard dans les environs de Lille de 1538 à 1564 (date de la clôture de la répartition des terres du Calaisis), nous relevons 29 noms qui se retrouvent à des titres divers dans une des 25 communes du « Pays reconquis ».

De 1538 à 1558, date de la reprise, cet historien signale 47 noms. De 1558 à 1564 il en donne 49. La persécution, à ce moment, devient en effet beaucoup plus violente, nous l'avons vu. Or le Calaisis s'ouvre exactement à cette date : c'est une coïncidence heureuse pour provoquer un mouvement d'émigration (2). L'arrivée des bannis et des fugitifs continuera à s'observer de 1564 à 1579 (3), date à partir de laquelle les persécutions se font beaucoup plus rares dans le nord de la France actuelle d'où l'élément huguenot semble banni désormais (4).

Un fait plus probant que les similitudes de noms est la place que les nouveaux venus allaient immédiatement prendre dans les préoccupations de leurs gouvernants. Le 8 mai 1560 commençait la répartition des terres. Quoique sollicités par la noblesse des environs, les commissaires refusèrent de partager les villages entre trois ou quatre

(1) Voir Beuzart, *Hérésies et Réforme*, p. 220 à 408.

(2) Pour deux raisons nous ne devons pas attacher une importance trop grande aux noms trouvés à peu d'intervalle à Lille et dans le Calaisis. D'abord la similitude de nom et de prénom ne nous permet pas d'affirmer que nous sommes en présence d'un émigrant ou de ses enfants. Ensuite les Réformés traduits en justice étaient une infime minorité. Le plus grand nombre des religieux qui émigrèrent n'ont pas laissé de trace dans les annales judiciaires et nous ne pouvons donc suivre leur passage de Lille dans le Calaisis. — Seules de difficiles recherches généalogiques nous permettraient d'établir une parenté certaine. — Nous n'avons donc pas dressé la liste de tous les condamnés de Lille dont nous retrouvons les homonymes dans le pays guinois à cette date et dans le cours du XVII^e siècle. — Les noms que cite Frossard et que nous relevons le plus souvent ici sont : Castel, Coustenoble, Delattre, Delécluse, Deledicque, Deleforterie, Delemotte, Fremault, Laleman, Leboucq, Ledoux, Oudart, Ramery, Sequedin, Six, etc.

(3) Frossard, *Egl. sous la Croix*, p. 117.

(4) Beuzart, *Hérésies et Réforme*, p. 427.

propriétaires seulement : ils veillèrent à satisfaire tous les nouveaux arrivants, quelle que fût leur religion, car peu de jours après un assez grand nombre de réformés semblaient déjà décidés à former des communautés dans le pays. Dès le mois d'août il y eut des troubles religieux à Calais. Dans leur « Procès-verbal », les commissaires proposés à la répartition des terres rapportent que le 4 août 1560, ils furent « tous occupés à cause d'une grande assemblée de personnes de la nouvelle religion... ». Du 21 au 26 septembre on fait leur procès à Boulogne et, relâchés après dix mois de prison, ils sont condamnés à quitter Calais sans avoir le droit d'y vendre leurs biens (1). Nous sommes en 1560 et, en prévision de l'édit que sollicitaient les huguenots, les « triumvirs » font, par toute la France, procéder contre eux à une série de mesures violentes ; le mot d'ordre, émanant peut-être des Guises, avait pu dès ce moment être donné dans le Calaisis.

D'autres prétextes allaient pouvoir bientôt être invoqués. En mars 1562 le massacre de Vassy déchaîne la guerre civile, les protestants de Calais, craignant plus que d'autres l'action de la maison de Guise, prennent peut-être quelques précautions, se concertent, ce qui servira d'excuse à une agression catholique. De plus, à ce moment Elisabeth d'Angleterre, profitant des embarras de Condé, subordonne, dans le traité d'Hampton Court, l'évacuation du Havre à la restitution de Calais promise par le traité de Cateau-Cambrésis (2). Cette prétention, que jamais les chefs huguenots n'avaient admise (3), mit toutefois les protestants de Calais dans une situation fausse qu'ils allaient exploiter leurs adversaires. Ce nous semble être là les diverses causes profondes qui expliqueront les persécutions.

(1) Bibl. municip. de Calais, *Procès-verbal de distribution des terres* (1564), p. 8, 40, 51.

(2) Th. de Bèze, *Hist. ecclésiastique*, II, p. 728. — J. B. Lefebvre, *Hist. de Calais*, II, p. 356.

(3) *Bull. S. H. P. F.*, 1900, p. 37. — N. Weiss, *La prétendue trahison de Coligny*, et 1904, p. 67, *Une prétendue ratification du traité d'Hampton-Court* — L'auteur montre que jamais il n'avait été question que d'une occupation temporaire du Havre et que la clause du traité de Cateau-Cambrésis, relative à Calais, était imputable non aux huguenots, mais à leurs adversaires.

Peu de temps avant la proscription des huguenots de Calais, ceux de Boulogne avaient de même été victimes de mesures vexatoires : en avril 1561 Jean Le Porc subit la question et se voit condamné à la prison perpétuelle (1) ; le corps municipal interdit les prêches à l'avocat Fursy de la Planche et quoique, le 25 mars, un cimetière eût été



Le Temple de La Haye près de Nesles, à 12 km. au sud de Boulogne.
(Entrée par la tourelle de droite.)

accordé aux dissidents, on arrêtait le 3 décembre un prédicant qui baptisait des enfants. Des conflits sanglants éclataient même et, si l'on en croit un manuscrit du XVIII^e siècle, le 13 octobre 1561, Antoine Chinot, lieute-

(1) Arch. dép. du P.-d.-C., G. 489. — Quelques données intéressantes sur les frais que provoqua le condamné :

L'exécuteur touchera	75 s.
4 chirurgiens-barbiers pour le visiter	6 l. 8 s.
4 mois 14 jours de nourriture.	16 l. 13 s. 10 d.

nant général en la sénéchaussée de Boulogne, allait avec cent hommes attaquer le temple de La Haye, près de Neufchâtel, et y tuait quarante huguenots (1).

Mais à Calais la persécution semble avoir été plus continue, sans doute à cause du nombre des huguenots et de l'influence considérable de la famille de Guise. Dès 1562 Girault de Mauléon, seigneur de Gourdan, gouverneur de la ville, renvoie un certain nombre d'officiers fidèles à l'ancien gouverneur, le vidame de Chartres. Cet exode dut être assez important car un agent du gouvernement anglais, établi à Rye (Sussex), signalait au ministre Cecil que le gouverneur de Calais avait chassé de la ville tous les protestants, les avait envoyés à Berck, d'où ils allèrent à Dieppe et que beaucoup de ces huguenots souhaitaient de se trouver à nouveau sous la domination anglaise (2). Aucun document ne donne la preuve d'une tentative de reprise; dès ce moment pourtant les huguenots de Calais sont victimes des soupçons qu'on allait pouvoir faire planer sur eux, grâce aux négociations relatives au Havre; de plus les agents anglais, prenant leurs désirs pour des réalités, ne pouvaient que fournir aux catholiques des griefs contre les réformés du littoral. Aussi aux proscriptions vont succéder maintenant les massacres et l'année 1562 voit à Calais l'exécution de 40 ou 50 huguenots que l'on pend aux fenêtres de l'Hôtel de Ville. A la suite de Marin Bailleul, presque tous les historiens de la ville expliquent cette exécution par un prétendu complot huguenot pour livrer Calais aux Anglais (3). Rien ne

(1) Manuscrit de 1773 du Cabinet Abot de Bazinghen à Boulogne (aucune source n'y est indiquée). — Extrait de V. F. Vaillant, cité par R. Rodière, *Familles*, p. 46-47.

(2) W. J. Hardy : *Foreign refugees at Rye*, dans *Proceed. H. S. L.*, vol. II (1887-88), p. 408. G. H. Overend, « Strangers at Dover » dans *Proceed. H. S. L.*, vol. III (1888-91), p. 95-98, dit qu'ils furent bannis à Licques.

(3) Marin Bailleul en 1632 (Ms de la Bibl. de Calais — p. 122-124), relate le fait de la façon suivante : Les huguenots au début de 1560 décident de s'emparer de la ville. Le roi prévenu ordonne d'arrêter les hérétiques. Gourdan en prend 40 ou 50 et la nuit suivante on les pend aux fenêtres de l'Hôtel de Ville. — Or il est évident que la date de 1560 est fausse. Le 6 juin le duc de Guise écrivait, en effet, à Etienne de Roybours, lieutenant général de Calais : « J'ay esté bien ayse d'entendre qu'il ne se soict fait à Calais aulcune insolence aux images... et que par vos admonestements et menaces vous

motive cette affirmation et il semble plus probable que les huguenots, alarmés par le massacre de Vassy, injustement accusés d'entente avec Élisabeth, aient pris des mesures pour leur sécurité. A la faveur de ce prétexte, Gourdan, désireux de mériter les faveurs des Guises, les fit arrêter et exécuter sans jugement.

Cette persécution dès avant leur établissement définitif découragea d'ailleurs un certain nombre de nouveaux venus, qui abandonnèrent leurs champs (1). De plus le bruit continuait à courir qu'Élisabeth voulait échanger le Havre contre Calais (2); en avril 1567 encore, dans une séance du Grand Conseil du Roi de France, on entendit les ambassadeurs anglais renouveler leur demande « pour la restitution de Calais suivant les termes du traité de Cateau-Cambrésis (3) ». Les immigrants purent donc craindre pendant plusieurs années de se voir retirer les terres qu'on venait de leur donner, et à plusieurs reprises on « rebaille » celles qu'ils n'ont pas occupées (4).

Les difficultés d'établissement que rencontraient les huguenots tenaient surtout à la misère des temps et à l'hostilité des agents du roi dévoués à la famille des Guises, car la force de l'Église catholique semblait bien chancelante à ce moment dans le pays. Pour assurer le service religieux dans les 25 communes, outre un prêtre

avez contenu ceux sur lesquels il y avait quelque occasion de suspicion au fait de la religion. » Si la date de M. Bailleul était exacte, le mot « menaces » semblerait un peu faible pour parler de la pendaison de 50 hérétiques. De plus M. Bailleul ne fait aucune allusion à une entente avec l'Angleterre, il voit là seulement une querelle entre deux seigneurs de religion différente, MM. de Sénarpont et Gourdan. — Bernard en 1700 (*Annales*, p. 325-26) place le fait en 1562 et sans citer de document affirme une entente avec Élisabeth. — J.-B. Lefebvre en 1766 (*Hist. de Calais*, II, p. 337-50) ajoute que ce fut le vidame de Chartres qui trama la conspiration auprès de la reine d'Angleterre. Il place le fait en 1563.

(1) *Procès-verbal de distribution*, op. cit., p. 56.

(2) Lavissee : *Hist. de France*, tome VI, vol. I, p. 78. — On cite une dépêche de Middlemore à Cecil (19 juin 1563), tirée du *Calendar of State Papers*, VI, p. 416. — Elle est traduite dans d'Aumale : *Hist. des Princes de Condé*, I, p. 497.

(3) *Proceed. H. S. L.*, vol. III, p. 180, E. G. Atkinson : « The cardinal of Chatillon in England ».

(4) *Procès-verbal de distribution*, p. 58. — La première réparation globale, faite d'ailleurs en plusieurs fois, fut enregistrée au Parlement le 2 mai 1563.

que le duc de Guise promettait en 1560 à Étienne de Roybours (1), il y a en tout deux curés disant la messe dans quatre villages, à Frethun, Saint-Tricat, Hames-Boucres et Pihen. Presque toutes les églises étaient en ruines et les catholiques ne pouvaient en assurer la réparation. Bien plus, pendant les premières années il fallut distraire une partie de la dîme champart, appartenant au roi, afin de pouvoir nourrir les desservants en attendant les premières récoltes (2).

La guerre, qui gênait le peuplement du pays, facilita toutefois, dans une certaine mesure, l'établissement des huguenots, car les troupes, qui comptaient beaucoup de soldats protestants, furent de préférence employées dans les pays catholiques comme le Nord, où l'on espérait que leur influence serait moins grande sur la masse de la population.

En somme, à l'anglicanisme qui s'établit dans le Calaisis sous le règne de Henri VIII, succéda le Calvinisme dès le début de l'occupation française. Les réformés, qui avaient souffert la persécution en territoire espagnol, furent attirés par les faveurs royales; ils allaient vivre paisiblement sans prendre part aux guerres de religion et se maintenir au milieu de la population catholique jusqu'en 1685. Ce sont ces persécutés de Flandre et d'Artois qui constituèrent le premier noyau de la communauté huguenote; vers 1600 des immigrants hollandais viendront la renforcer, lui apporter des éléments capables d'augmenter sa force de résistance.

Nous allons examiner quelle a été la vie de cette communauté, dont le temple principal pendant le XVII^e siècle allait être à Guines.

(1) *Ms de Marin Bailleul*, op. cit., p. 110. — Lettre du 6 juin 1560.

(2) *Procès-verbal de distribution*, op. cit., p. 50. J.-B. Lefebvre : *Hist. de Calais*, II, p. 346.

CHAPITRE II

I. — De 1563 à 1598 : Période de conflits en France,
de calme relatif dans le Calaisis.

Le nombre assez considérable de protestants établis dans la région, la nécessité de ne pas décourager ceux qui chaque jour arrivaient encore des Pays-Bas espagnols, la désolation profonde du pays reconquis manquant d'habitants semblaient devoir obliger le gouvernement royal à permettre l'ouverture d'un temple.

Toutefois l'édit de mars 1563 qui mettait fin à la première prise d'armes des huguenots ne semble avoir permis l'ouverture d'aucun temple dans le Calaisis. A Marcq, comme à Guines, le temple n'allait avoir sa consécration officielle qu'avec l'édit de Nantes (1). Mais dès 1564 les huguenots que nous avons vus persécutés à Calais, deux ans auparavant, semblent vouloir s'organiser et ils s'adressent le 27 avril au synode de la Ferté-sous-Jouarre pour lui demander un pasteur (2).

Toutefois les troubles religieux dont beaucoup de régions de la France allaient être le théâtre, n'auront qu'un écho affaibli dans le Calaisis, tandis que nous les verrons plus graves dans le Boulonnais.

Le gouverneur de Boulogne, Loys de Lauroy de Morvilliers, un réformé, avait dès le 17 mai 1563 annoncé qu'il était expressément défendu d'attaquer les réformés, mais

(1) Après l'annaliste Bernard, presque tous les historiens locaux firent remonter à 1563 l'érection d'un temple à Marcq (Lefebvre, II, p. 359. — Henry, *Essai historique*, p. 308), mais, 1° il n'en est pas question dans le terrier de Miraumont dressé de 1582 à 1587; 2° le temple de Marcq est noté comme récent dans le « Procès verbal » des commissaires du roi immédiatement après la publication de l'édit de Nantes (Biblioth. Nat. Fonds français, 4046, folio 3); 3° en 1612 les échevins de Calais, dans une lettre adressée au roi, se plaignent de ce que les huguenots obtiennent trop de faveurs et que relativement au temple de Marcq, il « leur doit suffir du premier lieu qui leur a esté destiné, qui est le bourg de Guynes ». (Arch. de Calais, BB. 8.)

(2) Bibl. SHPF. : Papiers Auzière, Synodes provinciaux de l'Île de France, 1564, La Ferté-sous-Jouarre.

peu après, comme il prenait lui-même une part active à la guerre (1), la ville de Boulogne, jusqu'en 1568, devenait le théâtre de conflits sanglants (2). Mais après son départ la ville retrouva le calme pour quelques années.

La Saint-Barthélemy semble aussi avoir eu moins de répercussion à Calais qu'à Boulogne. Quoique le gouverneur de Picardie, le duc de Longueville, ait pris sur lui d'empêcher une explosion de fanatisme, et que dès le 26 août il ait envoyé à ses subordonnés une note leur enjoignant « d'éviter une émotion semblable à celle qui était advenue à Paris et de faire publier partout que chacun eût à demeurer chez soi en repos et sûreté, à ne point prendre les armes et s'offenser les uns les autres sous peine de vie », un manuscrit, peu sûr il est vrai, signale que le 28, le sieur de Caillac, gouverneur de Boulogne, surprenait le temple de la Haye, près de Neuchâtel, y massacrait 200 fidèles, et pendait aux fenêtres 4 ministres, 15 hommes, 17 femmes (3).

Même s'il faut ajouter foi à la précision de ces derniers chiffres, il n'en est pas moins certain qu'en général on prit des mesures pour empêcher les massacres : à Abbeville et à Montreuil par exemple les protestants ne paraissent pas avoir été maltraités (4). Mais la crainte produisit des défections : la plus importante dans la région fut celle de Jean d'Estrées, seigneur de Valieu et de Cœuvres, grand-maître de l'artillerie de France, premier baron et sénéchal du Boulonnais, capitaine du château de Mont-Hubin en Boulonnais, qui, allié au roi de Navarre et au Prince de Condé, avait, le premier gentilhomme en Picardie, fait prêcher dans son château et que nous voyons à la veille de sa mort se faire catholique et chasser son ministre (5).

(1) Bull. SHPF. : O. Douen, *Réformés en Picardie*, tome VIII, p. 441. Il cite parmi ceux qui aidèrent Condé à reprendre Orléans : le sieur de Morvilliers, le fils puiné du sieur de Sénarpont, Robert de la Haye, etc.

(2) F. Lefebvre : *Hug. et Ligue*, p. 70 à 83. — D. Haigheré : *Dict. hist. boul.*, p. 262 à 264.

(3) M. Abot de Bazinghen, *op. cit.*

(4) Ms. Formentin, cité par Rossier, *Hist. Prot. Pic.*, p. 87.

(5) Bull. SHPF., Douen, *Réformés en Picardie*, t. VIII, p. 445.

A Calais, aucune défection marquante ne nous est signalée et il n'y est pas fait mention de mesures d'ordre, sans doute rendues inutiles « par le grand nombre de protestants qui tint en respect la populace (1) ».

Il en fut de même pendant la courte guerre religieuse à la suite de laquelle protestants et « malcontents » arrachèrent à Henri III l'édit de Beaulieu (1576). La réaction qui s'ensuivit, la Ligue, fut donc aussi beaucoup moins violente que dans la région voisine, où d'ailleurs ce ne furent pas les huguenots qui provoquèrent la guerre civile. A plusieurs reprises nous les voyons s'efforcer de maintenir le calme dans le pays, mais certains agents du roi, trop catholiques pour être loyalistes à ce moment, répondaient mal à leurs avances (2).

Ainsi pendant que le Boulonnais et le Ponthieu prenaient à la lutte une part active, Calais et son territoire y restaient presque étrangers. Il est même surprenant que le conflit, un moment ardent dans le Boulonnais, n'ait pas eu plus d'écho dans le Calaisis. Pendant qu'à la tête des Ligueurs le duc d'Aumale remportait des succès en Picardie, le gouverneur de Boulogne restait impuissant contre les seigneurs révoltés, retranchés dans leurs châteaux, et qui même de loin en loin poussaient leurs incursions jusque dans le Calaisis, resté fidèle au roi (3). Une seule fois nous voyons cette région intervenir dans la lutte; c'est en 1589 à la suite d'une incursion des ligueurs jusqu'aux

(1) J.-B. Lefebvre, *Hist. de Calais*, II, p. 375.

(2) Minutes des Notaires de Boulogne (M^e Dezairs) 26 sept. 1576. (Copié par R. Rodière dans *Familles*, p. 6). « Le 26 sept. 1576, Nicolas de Héricourt, seigneur de Caulers, Guillaume d'Ostove, seigneur de Clenleu, Claude de Louvigny, seigneur d'Estréelles, etc., au nom de toute la noblesse du comté de Boulogne, de la R. P. R., ont remontré à M^e Antoine Chinot, lieutenant-général du Roy en la sénéchaussée de Boullenois »... qu'ils lui avaient demandé d'ajouter à un mémoire adressé au roi un article où ils suppliaient S. M. d'entretenir la paix... Sur le refus dudit Antoine Chinot ils réclament par devant notaire acte écrit de ce refus...

(3) Ord. de Henri IV. Cot. RR. fol. 3, XIII. Cité par J.-B. Lefebvre, *Hist. de Calais*, II, p. 411. — Aussitôt après la déchéance du roi, prononcée par la Sorbonne (7 janvier 1589) le sieur de Rambures fit des courses sur le territoire de Calais et y leva une contribution de 6 000 écus. Au mois de février 1595, Henri IV accordait à Charles de Rambures, mareschal et maistre de camp de ses régiments, une chartre par laquelle il le déchargeait de tout ce que son père avait enlevé aux habitants du Calaisis.

portes de Calais, et de la situation critique du sieur de Bernet, gouverneur de Boulogne, que de Gourdan, gouverneur de Calais, va le secourir pour arrêter les catholiques en marche sur Boulogne (1).

Quelles pouvaient être les raisons qui établissaient un tel contraste entre deux districts voisins? C'est que le « pays reconquis » était une sorte de terrain neuf, presque sans analogie avec les pays d'alentour. La noblesse et le haut clergé qui, partout ailleurs se mettaient à la tête du mouvement ligueur, n'étaient que peu influents dans la région (2). Les nobles qui y avaient des possessions n'y vivaient pas. Henri de Guise, lui-même, fils du libérateur, n'y possédait qu'une assez faible partie des terres. Le haut-clergé n'y avait ni abbaye, ni monastère, et le bas-clergé des paroisses, misérable et très peu nombreux, était encore sous la dépendance des officiers royaux, qui devaient l'aider à vivre en prélevant sur la dîme du roi. Le morcellement enfin, auquel avaient veillé les commissaires de répartition, lors du partage du territoire, mettait celui-ci entièrement dans la main du roi.

C'est ce qui, en grande partie, peut expliquer la physionomie particulière de cette terre où les deux confessions sont en contact et où les guerres de religion n'ont pas laissé de traces.

Ce fait n'empêche d'ailleurs pas les précautions prises vis-à-vis des étrangers et des réformés qui continuent à s'établir dans le pays. Des enquêtes sont faites à Calais contre des bourgeois qui trafiquent de leur titre en faveur d'étrangers et de longues prescriptions sont faites à ce sujet en 1573 (3). L'année suivante nous voyons un chirurgien de Guise, Cornille Dumont, faire attester par-devant notaire que sa femme et lui sont bons catholiques (4). En 1576 il est décidé que les étrangers ne pourront prétendre à la bourgeoisie s'il y a trace de lèpre dans leur

(1) F. Lefebvre : *Hug. et Ligue*, p. 170.

(2) Dufaitelle : « Mémoires pour l'histoire de Picardie » dans *Journal de Calais*, 13 février 1842, cité par C. Landrin, *Essai historique*, p. 125.

(3) Arch. de Calais : BB II.

4) Minutes des Not. de Calais (Daulphin).



Le Temple d'Estréelles, près de Montreuil.

famille (1). En 1584, à Montreuil, Jehan Pellet, seigneur de la Beauce, conseiller du roi, doit faire la preuve qu'il n'a pas fréquenté les réformés, ce dont on le soupçonne car il a eu l'imprudence « de faire engraisser un veau en carême (2) ».

La relation d'une série d'attentats contre un pasteur de la région nous a même été conservée. Jean Auber, envoyé en 1563, par le synode de Picardie, comme pasteur dans le Boulonnais, échappe par deux fois aux assassins en 1584, mais le 5 mai 1585 il est tué près de Wierre-au-Bois (3).

Mais ces précautions et ces rares attentats n'excluaient sans doute pas un bon accueil de la masse de la population car l'immigration augmentait rapidement. À côté des réfugiés de Flandre (4) et d'Artois, le plus grand nombre des nouveaux venus arrivait de Paris et du Boulonnais (5). Tour à tour les coutumes de Paris et de Boulogne avaient donc été suivies, jusqu'à ce que Charles IX, par lettres patentes du 17 mai 1571, déclara la coutume de Paris obligatoire pour l'avenir. Mais le Parlement,

(1) Arch. de Calais, BB II, 5 juillet 1576.

(2) Minutes des Not. de Montreuil (communication de M. R. Rodière), 9 avril 1584.

(3) A. Lefebvre : *La France du Nord* (Boulogne), 24 mars 1895. — « Un crime impuni ». Le pasteur Jean Auber avait établi sa résidence auprès de Widhem dans le canton d'Étaples, mais se trouvait le plus souvent dans le Bas Boulonnais et le Calaisais. En juin 1584, partant du château des Barreaux, aux environs de Marquise, pour faire un prêche à Nielles-les-Ardres accompagné du châtelain des Barreaux et du sieur de Guizelin, il était attendu par un catholique posté dans la forêt de Guines. Le 2 octobre aux environs d'Étaples, il est sauvé par le sieur des Barreaux qui l'accompagnait encore. Quand il fut tué, le 5 mai 1585, il se rendait au prêche de Wierre-au-Bois, où le sieur de Louvigny d'Estréelles avait, dans ses terres, le droit de faire l'exercice de la R. P. R. Cf. Crespin, *Histoire des Martyrs* (1885), III, 881, où se trouve une relation détaillée de cet attentat qui fut suivi de la dispersion de l'Eglise et de l'abjuration de plusieurs de ses membres.

(4) Les réformés des environs de Lille continuaient à être en relations permanentes avec ceux du « Pays reconquis ». Le pasteur Frossard signale, pour 1584, 6 ménages condamnés à être fustigés ou à faire esconduit pour s'être mariés « au pays de Guines à la façon des Réformés », et pour y avoir été faire baptiser des enfants. — En 1586 et 1588 le même fait se reproduit. — Voir Frossard, p. 116-117, citations du Registre des Sentences criminelles du 9 août 1585 au 28 septembre 1685.

(5) Arch. de Calais, AA 1. Privilège accordé par François II à la ville de Calais.

avant de vérifier ces lettres, ordonna que les gens des trois États se réunissent. Ce ne fut qu'en mai 1583 que la coutume parut rédigée en 275 articles (1).

Quoiqu'il n'y fût pas question des huguenots, parmi les représentants des États qui y avaient travaillé, figurait une forte proportion de réformés ; les deux comparants de Guines, en particulier, Thomas Bridon et Joachim Lyennard, étaient tous deux réformés.

D'ailleurs leur nombre semble n'avoir pas seulement augmenté par l'immigration ; ils faisaient aussi des prosélytes sur place, quoique en nombre assez restreint, semble-t-il (2).

Le 14 novembre 1594 mourait le seigneur de Gourdan, gouverneur de Calais. Il était remplacé par son neveu Bidossan, dont le manque de vigilance permettra, le 24 avril 1596, la prise de la ville par l'archiduc Albert d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas espagnols, guidé par de Rosne, un des ligueurs révoltés contre Henri IV (3). Il est probable que l'action des Espagnols se borna au pillage (4) et qu'ils n'essayèrent pas de travailler à la proscription des huguenots.

I. — De 1598 à 1661 : Période de vie normale.

Dès le départ des Espagnols après la paix de Vervins, les circonstances allaient à nouveau favoriser les Réformés. Le nouveau gouverneur, Dominique de Vic, ancien compagnon de Henri IV, prend aussitôt les

(1) C. Landrin, *Tablettes*, I, p. 191. — La coutume fut imprimée à Calais par Abraham Lemaire en 1630 (in-4° de 34 p.). — Bourdot de Richebourg l'a placée en tête de son *Coutumier général* (1724).

(2) Jacques du Chef de la Ville, organiste à l'Église N.-D. de Calais en 1592, est signalé comme réformé à Guines, quatre ans plus tard (Minutes de Guines).

(3) F. Lennel, *Siège de Calais par les Espagnols*.

(4) Minutes des Not. de Guines, 11 juillet 1600. Type de clause très fréquent pendant quelques années : « ... et s'il advenait, que Dieu ne veuille, qu'il advint une guerre et que le peuple fût contraint de quitter, et abandonner... en ce cas ledit sieur... a promis de ne lui faire payer aucune rente durant ledit temps qu'on aura esté contraint d'estre absents... ».

Le 18 décembre 1600 le même notaire signale que de nombreux actes ont été brûlés. Si l'on en croit l'annaliste Bernard, les Espagnols en emportèrent beaucoup à Lille. (*Annales*, p. 322.)

mesures nécessaires pour rendre au pays sa prospérité passée. En juillet 1599 (1) un des édits constatait que « c'était chose étrange que devoir les villes et villages si déserts au regard de l'affluence du peuple qui y soulaît être avant la guerre... ». Plus tard, lors de la confirmation du même édit par Louis XIII, on rappelait qu'« après le siège de 1596 la ville était dépeuplée, la moitié des Calaisiens avait été tuée, l'autre moitié rançonnée, le commerce était très amoindri (2) ». Aussi à tous ceux qui pendant neuf ans à dater de l'édit viendront s'établir dans le pays il accorde des terres, des lettres de naturalité, le droit d'acquérir « tous les biens, tant meubles qu'immeubles, que bon leur semblera », le droit de tester, à charge seulement de résider sur ses terres.

Les immigrants affluèrent, attirés en partie par ceux des leurs qui les avaient précédés dès 1560 et qui leur annonçaient peut-être la présence à Calais d'un gouverneur favorable à leur confession, attirés aussi par la certitude de trouver à Marcq et à Guines un culte régulier (3). De nombreuses familles hollandaises s'expatrièrent alors et ces immigrants étaient, pour la plupart, plus riches et plus instruits que ceux qui arrivèrent dans le Calaisis vers 1560. A ces laboureurs qui avaient contribué à rendre le pays à la culture, viennent se joindre maintenant des

(1) Arch. de Calais, AA I. Copié à la date du 23 septembre 1599 (a été enregistré le 6 septembre).

(2) Arch. de Calais, AA 1, f^{os} 24-26. Copie de la confirmation (Paris, décembre 1610) des privilèges de Calais, notamment celui de 1599.

(3) Par des lettres datées d'Amiens (22 septembre 1599) « l'exercice de la RPR. sera mis et établi pour le gouvernement de Picardie au bourg de Desurène (Desvres) au Mt Hulin ». Dans ces lettres on menace de mort tous ceux qui oseraient troubler les Réformés en cet endroit. (Arch. dép. du P.-de-C. — Actes de l'ancienne sénéchaussée de Boulogne. Reg. du roi n° 5).

En même temps les Commissaires du roi autorisaient l'établissement des temples de Guines et Marcq. (Biblioth. nat. Fonds français 4046, fol. 3) : ... « Au gouvernement de Picardie ne sera pourvu que de 2 villes aux faubourgs desquels ceux de ladite religion pourront avoir l'exercice d'icelle... l'un à St-Quentin, l'autre à Étaples par le jugement des commissaires des Édits de Nantes l'an 1599... Celui de St-Quentin fust estably distant d'une petite lieue de St-Quentin, l'autre au lieu d'Étaples depuis transféré à Guines... Marcq distant d'une lieue de Calais y a exercice de ladite religion en langue flamande suivant l'Acte du Conseil d'État. En Boulnois y a encore exercice en trois maisons de gentilshommes suivant l'article VII de l'Édit de Nantes : Sayette, Lahaye, Chancler... »

ouvriers experts dans l'art de construire des digues et des fortifications ou dans celui de tisser et de teindre les étoffes. Ce sont leurs descendants qui, plus tard, deviendront les ingénieurs de Louis XIV et qui doteront Dunkerque, Calais, St-Omer des fortifications nécessaires aux villes de la frontière. M. Dominique de Vic, le gouverneur,



Le petit Temple d'Elinghen (près des carrières du Haut-Banc, à 4 km. à l'Est de Marquise).

leur confiait en 1599 la tâche de construire la digue de Sangatte, qui désormais allait arracher aux incursions des hautes mers la plus grande partie du territoire entre Calais et Guines (1). En 1603 il faisait faire, par des ouvriers hollandais aussi, pour 10.000 livres de réparations au

(1) Bibl. de Calais. Mss de Pigault de Lépinoy, III, p. 447. — Allent, « Mémorial du dépôt de la Guerre ». — « Appendice à l'Essai sur les Reconnaissances militaires », tome XX, p. 30. — D'autres familles hollandaises défrichaient en même temps les Moères et la Saintonge.

Fort-Risban (1). La Réforme avait alors fait de grands progrès en Hollande où allaient se réfugier beaucoup de victimes de la persécution espagnole. La communauté de religion semble établir dès ce moment des rapports fréquents entre les Provinces-Unies et une partie de la population du Calaisis. Un des plus remarquables professeurs de théologie de l'université de Leyde, Jérémie Bastings, qui y mourut en 1598, était originaire de Calais où sa famille persécutée en Flandre s'était réfugiée (2).

A d'autres arrivants l'on fait des conditions très favorables pour les inciter à établir dans le pays de nouvelles industries. En 1601, par exemple, Antoine Desjardin, « maître teinturier de sayettes et de draperies, natif de Tournay, demeurant à Middelbourg », se voit accorder une maison avec trois corps de logis et jardin, l'exemption de tous impôts pendant six ans et la promesse que pendant le même temps aucun autre teinturier de draperies ne sera reçu dans la ville (3).

L'année suivante des avantages analogues étaient accordés à Guines, à des tallandiers venant des Flandres. D'ailleurs ceux qui venaient dans le pays pour affaires et sans l'intention de s'y fixer, étaient obligés de se mettre à couvert contre les dénonciations; aussi par-devant notaire faisaient-ils dresser un acte de catholicité qui, lors de leur retour en Flandre, justifiait leur séjour dans ce pays, qu'en exagérant d'ailleurs on considérait comme acquis à la Réforme (4).

Depuis plusieurs années déjà les huguenots essayaient

(1) Minutes des Not. de Calais (Not. Genest) 1603. Le fort Risban, actuellement encore existant, défendait l'entrée du port.

(2) Haignéré, *Dict. hist. du Boul.*, II, p. 439. (Appendice sur le Mouvt littéraire scientifique et artistique dans les cantons de Boul., Calais, Desvres).

(3) Arch. de Calais, AA, III, 1601.

(4) Minutes des Not. de Guines, 5 août 1604. Type d'acte assez fréquent : Certificat constatant que Martin de le Houtre, marchand, demeurant en la ville de Tournay, en Tournesys, va ordinairement quand il est de passage à Guines à « l'Eglise et messe paroissiales dédiées en l'honneur de Dieu et Monsieur saint Pierre et fait toutes œuvres que ung vray catholique et homme de bien doit et peut faire », sans que jamais on l'ait « veu aller ou venir aux presches, fréquenter aucune personne de la R. P. R., ny lui en avoir veu faire aucun acte ».

d'intéresser le roi lui-même au sort de la région. Dans une lettre que lui adresse Odet de Lanoue, à la veille de l'édit de Nantes, les religionnaires protestent de leur fidélité à la France et semblent insinuer à Henri IV qu'un gouverneur huguenot eût mieux assuré la défense de Calais, que ne l'avait fait un catholique : « Pleust à Dieu, disaient-ils, qu'ayant cy devant pourveu à leurs justes plaintes, vous les eussiez estimés dignes de garder ung Calais ou ung Ardres. Ils ne se fussent point plus mal portez qu'ils ont faict le temps d'aultre fois, sous vostre prudente et heureuse conduite (1). » Le roi, qui leur avait déjà donné des marques d'intérêt, vint même visiter le pays à deux reprises : le 1^{er} septembre 1601 il est à Calais, le 9 à Ardres ; au début de septembre 1603 il revient à Calais et y séjourne plusieurs jours. En même temps les temples de Guines et de Marcq se construisaient et dans maints villages de la région les huguenots s'assemblaient pour former de petites communautés dont on reconnaissait l'existence en leur accordant le droit d'avoir un cimetière distinct (2).

Le nombre des huguenots, le peu d'influence de la noblesse réformée dans le pays, la proximité de la frontière qui obligeait à une certaine tolérance, toutes ces raisons avaient épargné au Calaisis les troubles sanglants de la St-Barthélemy et de la Ligue. Les mêmes raisons allaient expliquer, pendant la première moitié du xvii^e siècle, pourquoi les relations ne sont pas plus tendues entre les adeptes des deux confessions. Les huguenots sont assez nombreux pour se faire respecter, trop mal encadrés pour devenir agressifs.

L'examen des documents nous permet de dégager de quelques-unes de ses manifestations à cette époque l'état d'esprit des catholiques et des huguenots. Nous verrons ensuite quelles furent les très rares interventions

(1) *Bull. SHPF*. vol. 47 (1898). *Autour de l'Édit de Nantes*, p. 103-107. « Lettre de M. de Lanoue pour response à celles que le roy luy avait escriptes » (copie du xvi^e s. dans les papiers de Mme Lesens à la Biblioth. de la Société).

(2) Voir plus loin.

officielles par lesquelles le gouvernement essaya de marquer les limites que les huguenots ne devaient pas dépasser.

Au lendemain des guerres de religion et de la Ligue, quoiqu'il n'y ait pas eu de conflits sanglants, des froissements indiquent néanmoins que la paix n'est pas complète. Ici des propriétaires catholiques refusent de louer des maisons aux réformés (1), là un tanneur de Guines s'engage à enseigner son état, « mais s'il advenait qu'il voulait détourner son apprenti de la religion catholique et l'inciter pour être de la R. P. R. », les parents pourront retirer leur fils sans lui rien devoir (2). Mais ce ne sont là que des faits rares et isolés, et beaucoup plus nombreux sont les témoignages d'une bonne entente qui se traduit par un nombre assez considérable de mariages mixtes dont les actes notariés nous ont gardé la trace, et fréquents sont les testaments où chaque conjoint donne une somme égale aux pauvres de sa religion (3).

Quant au curé, très pauvre dans ces paroisses en partie huguenotes, il n'a que peu d'influence et il s'attache surtout à éviter les scandales et les querelles dont profiteraient les protestants (4), à s'assurer de la catholicité des nouveaux venus arrivant de pays touchés par la Réforme (5), à s'assurer aussi, de loin en loin, un nouveau fidèle à la faveur d'une naissance illégitime (6). Bien plus préoccupé de se défendre que d'attaquer, le clergé des campagnes se laisse même quelquefois gagner par les

(1) Minutes des not. de Guines, 1606. Christophe de Tourne, laboureur à Balinghen, loue à Rolland Le Clercq, marchand à Ardres, une maison « pour en jouir lui-même ou à son command, moyennant que ce ne soit aucun de la R. P. R. » Le 6 novembre 1607, *id.* à Offekerque..., etc.

(2) Minutes des not. de Guines, 20 juin 1604.

(3) » » 9 sept. 1631, etc. 15 sept. 1636, etc...

(4) » » 18 mai 1619 : M^r Jacques Gastlier et M^r Nicolas de Tiercelin, tous deux pourvus de la cure de Guines « pour éviter toutes sortes de différends s'accordent pour n'être cause d'aucun scandale... » Gastier résigne moyennant 400 livres de pension. C'était la cure la plus riche après Calais et Marcq.

(5) Arch. de Calais. Plumitif BB. 13. Copie d'acte notarié, délivré à Étrepagny près Gisors par un notaire catholique qui se porte garant du catholicisme d'un immigrant.

(6) Arch. de St-Tricat : Liasse de la cure, 10 juin 1646 : Baptême de fille illégitime de mère huguenote et de père catholique. Le père est absent; obligation signée par la mère de faire instruire l'enfant catholiquement.

nouvelles croyances et oblige, par exemple, l'évêché de Boulogne à intervenir contre le curé de St-Tricat qu'on soupçonne d'être en passe de se réformer (1). Avant 1661 aucun fait ne nous révèle une action persécutrice émanant du clergé des paroisses rurales. Il ne peut songer à entrer en lutte avec ces adversaires peu agressifs, mais nombreux, corrects et profondément attachés à leur croyance. De plus il ne serait pas soutenu : les agents du roi sont trop loin : à Calais ou à Boulogne.

Mais les maîtres des régions voisines, où les huguenots sont toujours poursuivis, montrent quand ils le peuvent qu'ils entendent garder intacte la foi catholique, dans le territoire où péniblement et après une longue persécution elle a triomphé.

En 1605 Robert du Crocq et Jacques du Pont, de Cohen dans le bailliage de St-Omer, à la limite sud du « pays reconquis » sont condamnés au supplice de la hart pour hérésie (2). D'autres fois, assez souvent, semble-t-il, ce sont des gens qu'on arrête, revenant du prêche de Guines, on leur fait des procès quelquefois très longs. Nous pourrions prendre comme type du genre celui fait à Jean Dumont et à sa femme Jacqueline Dumoutier. Il nous montrera de combien de précautions on s'entourait, comment on s'assurait la dénonciation des complices, et comment les moindres affaires étaient, en cette matière, portées jusqu'aux plus hautes cours de justice. Au début de 1606 le prévôt des maréchaux revenant de St-Omer les arrêta sur la route et le 26 avril, par-devant le prévôt général d'Artois à St-Omer, on leur fait subir à tous deux un interrogatoire. La femme déclare être née au village de St-Tricat

(1) Arch. dép. P.-d.-C. — Évêché de Boulogne. — G. 72. f° 57. — 11 février 1628 : Le chapitre de la cathédrale de Boulogne décide après enquête d'envoyer un capucin choisi auprès du curé de St-Tricat, Robert de Menneville, chapelain de la cathédrale de Boulogne. Il est accusé d'avoir publiquement et à maintes reprises blasphémé contre la Vierge et le sacrement de l'Eucharistie, et d'être favorable aux réformés. On lui fera faire rétractation en présence de tous les personnages influents de la paroisse.

(2) Arch. départ. P.-d.-C. B. 41 et B. 752. Leur demande en grâce est datée du 24 septembre 1605.

(près de Calais) mais à l'âge de quinze ans elle fut envoyée comme domestique à Bondues (près de Lille) et c'est là qu'elle fut instruite dans la religion réformée. Son mari, qui joue ici un piètre rôle, avoue qu'ils ont vécu à Guines chez un immigrant Wallon des environs de Tournay; il dit se repentir d'avoir suivi les conseils de sa femme et de son hôte, il confesse que « sa femme était garnie d'un livre où sont imprimés les psalmes de Marotte, mais que luy n'en avait oncques usé, ains sa dite femme qui se comporte en hérétique » (1). Après de nouveaux interrogatoires les 8 mai, 12 juin, 3 octobre (2), les résultats de l'enquête sont transmis le 5 novembre au Conseil d'Artois à Arras. A la suite d'un long exposé des faits on signale la contrition des accusés et l'excellente influence qu'ont eue sur eux les « exhortations de l'évêque de St-Omer et des jésuites dudit lieu », puis le prévôt général propose pour la femme une condamnation « suivant les placards » et pour le mari une sanction moins forte parce qu'il est resté catholique et n'a fait qu'assister au prêche. Le tout est peu après envoyé à MM. du Conseil privé à Malines dont la décision ne nous est pas connue (3).

Cette surveillance resta active pendant longtemps. Encore en janvier 1612 nous voyons l'évêque de St-Omer faire arrêter quatre hommes des environs de Lille, deux allant au prêche de Guines, et deux en revenant. On les trouva munis de livres hérétiques et ils furent condamnés à l'amende honorable, la torche à la main et à faire une profession de foi publique de la religion catholique (4).

L'intolérance qui régnait dans le pays voisin devait rendre d'autant plus désirable le séjour dans le Calaisis. Mais si la population et le clergé local ne semblent pas avoir été très hostiles à la foi nouvelle, les corps municipaux paraissent avoir vu avec une crainte plus marquée

(1) Arch. dép. P.-d.-C. B. 825, f° 113.

(2) " " " " f°s 115, 116, 112.

(3) " " " B. 752, f°s 111 et suiv.

(4) M. Deneufville, *Hist. de St-Omer*, III, p. 99.

les progrès des huguenots. La seule ville du Pays reconquis était en effet Calais, et le gouvernement voisin où pénétrait aussi la Réforme n'avait qu'un centre important, Boulogne. Là seulement la surveillance pouvait être effective. Les membres du clergé régulier et séculier étaient nombreux, pouvaient surveiller de près les démarches des huguenots, les dénoncer auprès de l'autorité municipale qui, pour dégager sa responsabilité, ne ménageait pas au roi ses avertissements.

En 1611 et 1612 particulièrement les échevins de Boulogne et Calais firent un échange de vues tendant à mettre un terme aux revendications des huguenots qui avaient remis une requête aux « commissaires du roi pour l'exécution de l'édit de pacification » (1).

Le 9 novembre 1611 le corps municipal de Calais, dans une longue lettre à ces mêmes commissaires, s'attache à montrer le mal fondé des réclamations et le danger qu'il y aurait à y faire droit. Cette lettre nous montre quelle était la situation des huguenots du Calaisis à ce moment. Les échevins de Calais pensent que « la plainte faite n'est pas à propos en ce qui touche l'éloignement du bourg de Guines, lieu désigné pour l'exercice de la R. P. R... joint que ledit lieu est le centre des trois gouvernements de Boulonnois, Pays reconquis et Ardres... » Si on le change il sera trop proche d'une ville de garnison, « qu'ils pourraient surprendre d'autant mieux qu'eux estant en beaucoup plus grand nombre que de Français ou reynicolles(2) ». De plus, « par importunité il leur a été concédé un autre lieu au bourg de Marcq où ils ont bâti un temple... ». Enfin ils font catéchiser leurs enfants dans la ville même de Calais, contrairement à l'édit qui ne leur en donne le droit que « dans les lieux à eux concédés par faveur ».

(1) Arch. de Calais, BB. 8 (1611-12). Copies de lettres échangées par les deux corps municipaux, reproduites par W. Minet dans *Proceed. H. S. L.*, vol. VIII, n° 3, 1907 : « Catholics and Huguenots in the Calaisis in 1612. »

(2) C'est là une exagération pour effrayer le gouvernement central. Dans le cours des xvi^e et xvii^e s., les registres catholiques ne notent qu'un nombre peu considérable d'abjurations et à la veille de la Révocation nous verrons que les Réformés ne formaient guère plus du cinquième de la population du Calaisis.

Les huguenots du Boulonnais avaient confié aux commissaires une requête analogue à celle de leurs coreligionnaires du Calaisis, car le 2 avril 1612 « les mayeurs et les échevins de Boulogne » envoyaient au corps de ville de Calais un échevin, M^e Garnier, porteur d'une lettre qui engageait les Calaisiens à s'entendre avec lui « afin d'aller par ensemble ». Il repartait avec une réponse favorable et le corps de ville de Calais, craignant sans doute de voir sa première démarche rester lettre morte, envoyait au roi une lettre dans laquelle, tantôt reprenant les arguments exposés dans celle du 9 novembre, tantôt en exposant de nouveaux, s'efforçait de montrer combien les exigences des huguenots compromettaient la sûreté du pays. Il appelle l'attention du roi sur la présence de nombreux étrangers de Hollande, Flandre, Artois qui peuvent se ménager des intelligences avec les ennemis et tenter de surprendre la ville. Leur accorder de s'assembler dans la ville de Calais « ou prosche d'ycelle comme ils se vantent, ce serait un vray moyen de parvenir à exécuter ce pernicieux dessein..., le presche qui leur a été accordé au bourg de Marc est entièrement dangereux pour estre trop prosche de ladite ville presque habitée de tous estrangers » qu'il est très difficile de surveiller puisqu'ils peuvent passer par le Bas-Pays en évitant la garnison d'Ardres... Enfin le prêche, qui, à Marcq, ne devait se faire qu'en flamand (1) se fait aussi en français, de sorte qu'au lieu de deux offices, l'un à Guines, l'autre à Marcq, il y en a quatre. Les échevins de Calais concluaient à la suppression du prêche de Marcq, par ce moyen il n'y aurait plus que « deux assemblées en ung même place au lieu de quatre en deux lieux » (2).

L'importance que les corps de ville de Boulogne et Calais attachaient à la restriction des privilèges et le soin avec lequel ils demandaient au roi de n'accorder aux reli-

(1) Sur l'Église flamande de Calais, voir Hessels, *Ecclesiae Londino-Batavae Archivum*, 4 vol. 4^e, Cambridge, 1887-1897; et son *Register of attestations*, Londres, 1892 (Red.).

(2) W. Minet, *op. cit.*, p. 12 (copie *in extenso* des lettres).

gionnaires « autre chose que ce qu'il leur gracye par ledit édict de pacification », nous montre l'importance que devait avoir dans le pays ce parti nouveau, qui, après quatorze années d'existence officielle, groupait de nombreux fidèles autour de deux églises bien organisées où les services étaient faits en deux langues, et qui déjà se sentaient assez forts pour demander de nouveaux privilèges (1).

Si donc la population catholique semble vivre en bonne entente avec les huguenots, les corps municipaux sollicités par les avertissements du clergé et sentant que leur responsabilité sera engagée si des troubles éclatent, s'attachent à arrêter la royauté dans la voie des concessions. Plus tard d'ailleurs, l'opinion publique allait, sous divers prétextes, devenir plus hostile au parti de la Réforme et accueillir favorablement des accusations peu fondées contre lui (2) ou essayer de gêner dans l'exercice de leur profession les huguenots victimes de la jalousie de leurs concitoyens (3). Mais ces faits ne sont maintenant qu'exceptionnels tandis qu'ils deviendront la règle à la veille de la Révocation.

Les huguenots justifiaient-ils par leur attitude cet ensemble de mesures qui, sans aller jusqu'à la persécution, dénotaient une hostilité grandissante? Bernard, l'annaliste de Calais, catholique fervent et adversaire de la Réforme, reconnaît qu'« il faut leur rendre cette justice que, de notre temps, nous n'avons rien remarqué dans leur conduite de contraire pour le service du roy et la patrie ». Même si à côté de cette mentalité généralement excellente, se glissèrent quelques gestes imprudents (4), il semble acquis

(1) W. Minet, *Cath. and Hug.*, *op. cit.*, p. 6.

(2) Bernard, *Annales*, p. 390. — Pigault de Lépinoy, III, p. 140. — J.-B. Le-fevre, II, p. 497, rapporte qu'en 1625, 14 capucins meurent subitement après avoir bu du vin d'une barrique que leur avait donnée le duc de Brunswick, passant en Angleterre et suspecté de huguenotisme.

(3) Min. des not. de Calais, 1654 : Apothicaires et médecins de Calais font un procès à M^e Jehan Samolien (huguenot), « chirurgien chimique », qui aurait délivré des médicaments non reconnus par la Faculté. Nombreux actes et déclarations.

(4) a) Ms. Hendrick (Bibl. St-Omer). Le 27 octobre 1622, « la garnison de la ville d'Ardres se mutina contre les commissaires et capitaines, estant,

qu'aucune provocation sérieuse ne vint des Réformés et que cela évita les conflits si fréquents dans les régions où, comme en Normandie et Languedoc, malgré les efforts de leurs pasteurs, on les accusait de vexer les catholiques quand ils étaient eux-mêmes les plus nombreux.

Nous avons vu qu'en somme, pendant la première moitié du XVII^e siècle, l'attitude des catholiques, quoique hostile, n'a rien d'agressif, que les protestants se tiennent sur une parfaite réserve et évitent tout froissement; le gouvernement lui aussi s'attache à éviter tout conflit aigu, et fréquemment dans les actes de l'époque sont cités des huguenots occupant des fonctions officielles (1).

Malgré cette réserve, le gouvernement central semble, assez tard d'ailleurs, tenir compte des avertissements du corps de ville, et quand, le 10 juin 1641, les Espagnols brûlent le temple de Marcq, la Cour refuse la permission de le reconstruire et le 28 juin, sur son ordre, le ministre François Bécude annonce la fermeture du temple (2).

comme l'on disait, séduite par ceux de la Religion, faisant courir le bruit que c'était pour leur paiement... ».

b) Arch. de Calais, BB, 15, 22 mars 1628, Philippe Carré, pour avoir mangé publiquement de la chair en carême est condamné à 60 livres d'amende.

c) Arch. de Calais, BB, 25 février 1648, dénonciation de plusieurs personnes de la R. P. R. qui se réunissent pendant le carême dans la maison de F. de Neuville pour manger de la viande.

d) Arch. de Calais, BB, 25, 18 mars 1648, Jacques le Jeune « est coutumier de vendre de la viande en carême et de la porter dans un sac couvert de tourbe chez ceux de la R. P. R. ».

(1) Quelques exemples pris à des dates et dans des milieux divers :

a) Min. des not. de Calais (Raoult et Petit, 1608). Un sergent royal se fait enterrer au cim. de la R. P. R. et donne 60 l. aux pauvres de sa religion.

b) Arch. de Calais, BB, 11, 1613, réception à la bourgeoisie de Jehan du Chef de la Ville, garde pour le roi des munitions de guerre.

c) Arch. de Calais, BB, 17, 17 mars 1624, Jean Stevenin, natif d'Ypres, où il s'est retiré à cause de la R. P. R., est commissionné messager par le syndic pour les villes de Nieuport, Bruges, Middelbourg.

d) Min. des not. de Guines, 20 décembre 1627, Pierre Caulier, ministre, certifie que noble femme D^{lle} Suzanne de Rouville, veuve d'Isaac de Caumont, vivant capitaine, professe la R. P. R.

e) Arch. de Calais, BB, 19, 13 décembre 1631. Noble homme Claude Monet, receveur des domaines du roy, certifie avoir été témoin à un baptême de la R. P. R.

f) Min. des not. de Calais, 20 septembre 1645, Jacques Maussenne, capitaine des portes de la citadelle, témoin à un mariage huguenot.

(2) Ms. d'Anquier. Bibl. de Calais, p. 23. Lefebvre, *Hist. de Calais*, II, p. 540.

C'est la seule mesure hostile émanant de la Cour, que nous relevons pour cette période; il est vrai qu'elle est d'une singulière portée étant donnée l'importance qu'avait le temple de Marcq, placé sur le « banc des Pierrettes » et accessible en toute saison alors même qu'une partie du pays était occupée par les eaux. La mesure que désirait le corps de ville de Calais était enfin prise.

D'ailleurs, malgré l'attitude paisible de leurs administrés, les mayeurs et échevins de la ville n'avaient pas désarmé depuis 1612. Ils saisissent l'occasion de gêner les religionnaires dans l'exercice de leur profession : ils interdisent aux sages femmes de la R. P. R. d'exercer dans les maisons catholiques (1) et aux maîtres d'école d'enseigner des enfants qui ne soient pas réformés(2). La première mesure prise en 1624 ne prévoyait pas de sanction, mais la seconde, de 1650, prévoit 100 livres d'amende et une punition corporelle.

Des mesures analogues étaient prises dans le même temps à Boulogne, les villes s'attachant à adopter la même attitude, mais il semble que les conseils d'intolérance venaient de préférence de Boulogne (3). Ceci est d'ailleurs encore dans la logique des choses. La proximité de l'évêché donnait au clergé boulonnais un zèle que pouvait ne pas avoir celui de Calais. Les ordres religieux, beaucoup plus nombreux à Boulogne, pouvaient exercer une surveillance plus étroite. Enfin c'était dans ce gouvernement qu'autrefois, parmi la noblesse, les Réformés avaient trouvé les adeptes les plus nombreux et les plus agissants.

(1) Arch. de Calais. BB, 17, 18 janvier 1624.

(2) Arch. de Calais, BB, 26, 10 et 13 octobre 1650, f^os 35, 36, 38.

(3) Arch. de Calais, BB, 19, 29 avril 1631. Lettre de MM. les mayeur et eschevins de Boulogne au mayeur de Calais : « Nous receumes hier la vostre du 28, et, y faisant response, nous vous dirons que ceux de la R. P. R. n'ont jamais été admis dans nostre corps de ville, non pas mesme ès assemblées où se trouvent grande quantité de personnes de beaucoup moindre condition que ceux de ladite religion, quoique ils fussent de grande probité et condition et pourvus dès longtemps d'offices de judicature... Nous ne les recouvrons aussi au nombre des bourgeois, vous asseurant que si aucuns d'eux le voulaient poursuivre qui n'y seraient admis que par le commandement exprès du roy... ce qui ne sera jamais obtenu... C'est ce qu'il s'observe en la plupart des bonnes villes de ce royaume et doit estre observé plus religieusement en ces villes qu'en aucunes aultres, en considération de nos voisins. »

Les laboureurs et les petits commerçants du Calaisis semblaient moins dangereux que les quelques nobles restés huguenots, ou « mal convertis », qui à Boulogne ou dans les environs faisaient échec à la propagande catholique. A cette date encore, en 1660, à la veille des mesures de rigueur, a donc subsisté la différence de caractère entre la situation politique et religieuse des deux gouvernements voisins.

En somme, jusqu'aux environs de 1661 les relations politiques entre catholiques et huguenots du Calaisis sont, sinon courtoises, du moins empreintes d'une sorte de correction, qui incite chacun à éviter des conflits. Si les huguenots essaient souvent de tourner les édits et d'acquérir de nouveaux droits, les catholiques emploient de leur côté des moyens légaux, d'où est bannie toute violence, même si la mesure confine à l'arbitraire : ils invoquent les édits royaux et seuls les corps de ville de Calais et de Boulogne y mettent une insistance de mauvais augure qui semble faire pressentir que la mentalité gouvernementale va changer.

II. — De 1661 à 1685 : Acheminement vers la Révocation.

A partir de l'année 1661 l'État lui-même commence à s'associer plus souvent à cette « pratique du retranchement » que préconisaient mayeurs et échevins de Calais et Boulogne. On va s'attacher maintenant à interpréter l'édit dans le sens le plus strict, à restreindre au sens le plus étroit de la lettre les libertés accordées par les diverses ordonnances. Ce mouvement lent et diffus jusqu'en 1679 va s'accélérer ensuite, provoquer une série de mesures de plus en plus restrictives, qui, enlevant à l'édit sa raison d'être, en rendent naturelle la révocation en 1685.

Quelques exemples vont nous montrer l'application de cette politique dans le Calaisis.

Tout d'abord le gouvernement royal devait s'attacher à entraver la propagande religieuse faite par des croyants

nombreux, conduits par des pasteurs très supérieurs à la plupart des curés d'alors.

Aussi l'arrêt du 16 décembre 1661, qui défendait de « dire et chanter à haute voix leurs psaumes en français, soit dans les rues et places publiques, soit dans leurs maisons et boutiques et aux fenêtres », fut appliqué ici particulièrement pour les trajets en bateau de Calais à Guines, car les huguenots de Calais avaient coutume de chanter leurs psaumes, quand chaque semaine ils allaient en plusieurs bateaux aux prêches de Guines (1).

De même la propagande par le livre allait être entravée, et l'épisode le plus marquant de ce moment fut le trouble provoqué par la publication en 1664 d'un livre du ministre Tricotel de Calais. Un nommé d'Amblat, ayant attaqué dans une lettre les croyances des réformés, ceux-ci prièrent un de leurs pasteurs de répondre (2). Tricotel le fit en termes violents contre la religion catholique et l'État. Son ouvrage, imprimé à Leyde et distribué à Calais, provoqua l'intervention du lieutenant criminel. Le 21 mai un édit du « Grand Conseil » ordonnait de brûler le livre sur la place de Calais. La sentence fut exécutée, mais aucune poursuite ne fut faite contre l'auteur lui-même (3).

Mais les sanctions qu'ils s'attiraient par leur propagande ne gênaient qu'assez peu les réformés; c'est surtout en leur fermant de très nombreuses carrières que l'on pouvait espérer les décourager. Aussi, de 1661 à 1685 plus de 300 arrêts, ordonnances et déclarations allaient paraître dans ce but et être exécutoires dans toute la France.

Mais dans le Calaisis exclusivement agricole et dans la ville de Calais, peuplée de marchands, l'application de pareilles mesures est moins fréquente que dans les villes,

(1) White Kennet, *Diary*, p. 13.

(2) P. de Félice, II, p. 43, rappelle qu'on imposait souvent aux pasteurs d'écrire un livre pour répondre à des attaques. Un colloque examinait le travail avant de le répandre dans le public.

Aymon, dans les *Synodes nationaux*, signale des cas où de tels travaux recevaient d'assez grosses récompenses en argent.

(3) *Mém. du Clergé*, tome I. Coll. 1669. Compte rendu par J.-B. Lefebvre, *Hist. de Calais*, II, p. 619.

comme celles du Midi, où les professions libérales semblent, dès ce moment, plus en honneur.

Toutefois nous voyons, en 1668, un notaire réformé dépouillé de sa charge par arrêt du Parlement (1); en 1676 un chirurgien obligé de fournir des preuves sérieuses de son adhésion à la religion catholique (2); en 1680 défense est faite aux sages-femmes de la R. P. R. d'exercer sous peine de 300 livres d'amende; en 1685 ce sont les libraires et imprimeurs d'Ardres (3) et les médecins de Calais qui sont l'objet d'enquêtes et d'interdictions. Même dans des professions où la religion n'a guère l'occasion de se manifester nous trouvons trace des mesures restrictives. Les « maîtres » catholiques, qui voient les huguenots se créer une place dans le commerce et la petite industrie, s'alarment à leur tour. Et tandis que les réformés des campagnes vont vivre en paix jusqu'à la veille de la Révocation, ceux de la ville et des bourgs sentent l'attaque se préciser. En 1663 ce sont quatre maîtres tisserands poursuivis par leurs « prévost et esgards » pour refus de payer une taxe que leur attire leur qualité de réformés (4). Le 4 mars 1681, Abraham de Joncourt, réformé, procureur du marquis de Louvois, avait, pour six ans, donné la ferme des chevaux de louage de Guines à Eustache Vittu, un réformé lui aussi (5). Mais à cet emploi était attachée l'exemption de toutes les charges publiques; aussi dès mars 1682 est-il porté aux registres que la préférence sera donnée aux catholiques pour de pareilles fonctions.

Le titre même de bourgeois, qu'autrefois nous avons vu accorder à Calais quand on le refusait à Boulogne, suppose maintenant l'exercice obligatoire de la religion catholique et dans chacune des réceptions cette condition est nettement spécifiée (6). Les huguenots n'en conti-

(1) Min. des not. de Calais, 1668, première provision versée par Pierre Leclercq, successeur de Robert Moictié, réformé.

(2) Arch. de Calais, BB, 36, 16 novembre 1676.

(3) Arch. d'Ardres, BB, 6, 9 juillet 1685.

(4) Arch. de Calais, BB, 31, 19 juillet 1663.

(5) Min. des not. de Guines, 4 mars 1681.

(6) Arch. de Calais, BB, 30 à 35.

naient pas moins à réclamer ce titre et, le 17 décembre 1676, on couchait au registre des délibérations, l'extrait d'une lettre du duc de Charost, gouverneur de la ville, qui faisait défense de recevoir 17 huguenots à la bourgeoisie (1). Enfin, à l'Académie royale de peinture elle-même, on procédait à des enquêtes, et en 1684, Henri Testelin, l'un de ses fondateurs et son secrétaire, marié dans le Calaisis et y séjournant souvent, se voit expulsé avec six de ses confrères et se réfugie en Hollande avec une partie de ses parents du pays reconquis (2).

Fermer les carrières, la bourgeoisie, les corps savants aux huguenots était une mesure efficace; on allait la compléter par des avantages donnés aux « Nouveaux convertis ». A côté de la crainte de la punition l'attrait de la récompense s'imposait et le 18 novembre 1680 un arrêt du Conseil d'État reportait à une échéance de trois ans les dettes de ceux qui consentiraient à abjurer (3).

Ces mesures provoquaient dans d'autres régions des abjurations. Ici elles ne produisirent que peu d'effet et l'on est étonné par le faible nombre de conversions que rapportent les registres de catholicité de l'époque. Aussi, quand, après plusieurs mois d'attente, le desservant d'une paroisse peut noter une abjuration, il le fait très longuement et en donnant les plus amples détails. D'ailleurs, à proximité de la frontière, le roi faisait observer moins strictement ses ordonnances; il prenait même parmi les huguenots les agents qui en son nom administraient ses nouvelles conquêtes dans les Pays-Bas (4), et permettait quelquefois, mais à titre exceptionnel, les émigrations définitives en territoire étranger (5).

(1) Arch. de Calais, BB, 36, f° 39.

(2) Min. des not. de Calais, dès le 7 décembre 1672, le not. Anquier signale Henri Testelin, comme peintre ordinaire du roi. — C. Landrin, *Tablettes*, II, p. 79.

(3) Arch. de Calais, BB, 38, f°s 7, 8.

(4) Registres huguenots de Guines : 5 février 1679, mariage de Jean Fournier, receveur des domaines du roy à Ypres, natif de Desmes, avec Judith Le Noble, fille de feu Claude, escuyer, demeurant à Calais. (Le traité de Nimègue avait donné Ypres à la France.)

(5) a) F. de Schickler : *Égl. du Refuge*, III, p. 310.

Mais dès ce moment bien des protestants songeaient à partir. Partout un bon accueil leur était réservé, même en Angleterre, malgré les apparentes mesures que Charles II, pour plaire à Louis XIV, avait été forcé de prendre. En 1666 le roi d'Angleterre avait déjà adressé un appel aux protestants de France qui voulaient émigrer (1). Plus tard, en 1678 nous le voyons obliger les étrangers à faire une déclaration de séjour (2), mais une telle manifestation, toute platonique, ne pouvait en rien entraver l'émigration, d'autant moins qu'un ordre royal du 28 juillet 1681 accordait bientôt aux immigrants de France des lettres de « dénization » sans frais (3).

Aussi Louis XIV, pour empêcher le passage, était-il obligé de donner des instructions fréquentes à l'intendant de Picardie (4) et aux officiers de l'Ami-

Aff. étrang. France, 961, 113. — Le 9 juillet 1682, le sieur de Louvigny est autorisé à aller servir le roi d'Angleterre.

— 964, 126. — Le 5 avril 1684, le sieur Isaac de la Croix, joaillier, est autorisé à se retirer en Angleterre.

(b Minutes des not. de Guines, 28 mars 1683. Pierre Trouillart, ministre à Guines, reçoit de son frère Florent-Philippe procuration pour vendre tous les biens qu'il a en France, conformément à la permission que le roi lui a donnée par brevet délivré à Valenciennes, le 30 mars 1684. — Copie de la lettre signée par Colbert et par Louis XIV est jointe à l'acte. — Florent-Philippe Trouillart allait être le premier pasteur de la colonie huguenote d'Orange-Quarter dans la Caroline du Sud (d'après Baird *Hist. des réf. hug. en Am.*).

(1) Arch. d'Ardres, AA, 1, cité par Ranson, *Hist. d'Ardres*, p. 299 :

A Whitehall, 9 février 1666 : « Nous déclarons que si aucuns sujets de France, soit par affection pour nous ou pour notre gouvernement, ou par l'oppression qu'ils ont rencontrée chez eux, viendront en nos royaumes, ils seront protégés en leurs personnes et biens et spécialement ceux de la R. P. R... »

(2) Vaillant, *Révocation*, p. 41, cite une de ces déclarations : « François de Montmignon, de Calais, est icy depuis deux mois et demi pour apprendre la langue et loge chez Julien L'Hermineur qui tient une auberge pour les étrangers depuis 10 ou 12 ans en Castle Street, derrière Leicester Fields » (Londres).

(3) F. de Schikler, *Egl. du Refuge*, II, p. 305.

(4) a) C. Landrin, *Tablettes*, II, p. 50 (d'après Arch. P.-de-C.). Le 2 novembre 1681 Seignelay écrit à l'intendant de Picardie : « Le roi ayant été informé que plusieurs personnes de la R. P. R. s'étaient embarquées le long de la côte de Picardie, principalement à Saint-Valéry et à Calais pour passer dans les pays étrangers, S. M. a donné ordre aux officiers de l'Amirauté de cette province d'en empêcher la sortie à l'avenir. Mais comme elle a appris qu'ils n'ont pas fait leur devoir sur cela, elle m'ordonne de vous dire qu'elle veut que vous empêchiez les familles de la religion et les enfants au-dessous de 16 ans de s'embarquer pour sortir du royaume. »

b) Depping, IV, p. 376. — 30 juin 1685 : Le marquis de Seignelay adresse

rauté, d' « annuler les contrats de vente et autres dispositions que les P. R. pouvaient faire de leurs immeubles un an avant leur retraite hors du royaume (1) » et nous voyons même des propriétaires ne plus consentir de baux aux réformés à moins qu'ils ne fournissent un répondant de la religion catholique (2).

L'émigration n'en continuait pas moins et rarement les huguenots étaient arrêtés. Beaucoup d'entre eux qui venaient de l'intérieur avaient d'ailleurs besoin de secours qu'ils demandaient à leurs frères du Calaisis, et dès 1673 les délégués, envoyés par le consistoire au synode de Charenton, sollicitent des allocations qui permettent aux Églises de Calais et de Guines de satisfaire plus largement aux demandes de secours (3). Mais comme aucune mesure officielle n'était encore prise concernant les biens des fugitifs, nous ne trouvons pas souvent trace des départs dans les actes qui précèdent la Révocation (4).

une circulaire aux officiers de l'Amirauté à Boulogne, Calais, Dunkerque :

« Le roy estant informé que plusieurs de ses sujets de la R. P. R. passent... soubz prétexte d'être domestiques de princes, ambassadeurs et aultres charges. S. M. m'ordonne de vous escrire de tenir soigneusement la main à ce que les étrangers ne fassent passer avec eux aucun domestique de la R. P. R... »

(1) Déclaration de juillet 1682. Elle était accompagnée d'une défense de se retirer du royaume. La défense de vendre les biens était valable pour trois ans, mais jusqu'en 1778 elle allait être renouvelée. Voir aussi *Bull. S. H. P. F.* 1891, p. 393, César Pascal : « Louis XIV et les réfugiés huguenots en Angleterre à l'époque de la Révocation (1681-1688) ».

(2) Min. des not. de Guines en 1684 et 1685 seulement.

(3) *Bull. S. H. P. F.* Papiers Auzière, « Synod. prov. de l'Île de France », et Vaillant, *Révoc.*, p. 38.

(4) A partir de 1687 nous remarquons un fléchissement dans le nombre des actes passés au Temple de Guines. Or il n'y a qu'un nombre infime d'abjurations rapporté dans les registres catholiques du même moment. Nous pouvons donc légitimement supposer un début d'émigration qui expliquerait d'ailleurs les précautions prises par le gouvernement royal.

TEMPLE DE GUINES. MOYENNES ANNUELLES

NAISSANCES		MARIAGES		DÉCÈS	
1668-1680	1681-1684	1668-1680	1681-1684	1668-1680	1681-1684
145	121	45	41	124	101

Toutefois en 1685 la surveillance devient plus active, et les promenades en mer, si peu qu'elles se prolongent, courent le risque de se terminer à la prison royale (1).

Pourtant il fallait des conversions. Puisque l'exclusion de nombreuses carrières et les faveurs aux convertis ne donnaient que des résultats dérisoires, il fallait trouver d'autres moyens plus efficaces. A défaut de mieux l'on dut chercher des N. C. parmi les étrangers, les enfants illégitimes, les huguenots à la veille d'épouser une catholique et les mourants qui se souciaient d'obtenir une sépulture honorable. La presque totalité des abjurations notées entre 1661 et la Révocation peuvent se ramener à ces quatre motifs (2).

Aux immigrants de Hollande, d'Alsace ou d'Angleterre qui veulent abjurer ou faire bénir par l'Église un mariage réformé, on accorde les dispenses de cérémonies que l'on impose aux huguenots de France, et cela incite les nouveaux venus à consentir un geste qui les mettra à l'abri de la persécution (3).

(1) Min. des not. de Calais, 12 juin 1685, « Jacques et Pierre Lemahieu, Daniel Pilart, Jacques de Cassel, marchands bourgeois de Calais, lesquels (suit une liste de 12 personnes)... ont été pris ce jourd'hui, dans un petit bateau allant sur la mer, de l'ordre de M. Dezoffre, major de cette ville et constitués prisonniers ès prison royale, sur ce que lesdits prisonniers sont de la R. P. R. et auraient dit qu'ils allaient en Angleterre, quoique ils en aient eu aucune intention... pour avoir leur liberté, les comparants s'engagent à répondre des prisonniers sur leur personne et biens... et ce jusque la question soit réglée par la Cour... »

14 juillet 1685 : Devant les mêmes notaires est comparu le sieur Dezoffre, lequel, à la suite des ordres qu'il déclare avoir reçus de la Cour, a reconnu tenir quittes lesdits comparants.

(2) a) Registres de catholicité de Calais, Guines, Ardres, dans les archives de ces villes.

(b) Reg. de la cathédrale de Boulogne : Arch. dép. P.-de-C., G 5. On trouve, en particulier, quelques personnages marquants de Calais, qui abjurent à Boulogne : le clergé aimait à mettre l'abjuration en valeur quand la recrue était un riche bourgeois : Par exemple (G. 2, f° 315), le 26 septembre 1685, pierre Blancar, marchand de la ville de Guines (famille qui pendant un siècle a fourni de nombreux chirurgiens au Calaisis), âgé de 64 ans, dans la chapelle de Saint-Pierre de la Cathédrale, entre les mains du vicaire général François Abot, en présence de Christophe Wasselin, vicaire de Guines, de Pierre Rigal, procureur en la sénéchaussée, etc.

c) Reg. des Dominicaines de Calais : Arch. dép. P.-de-C., H. (3 abjurations seulement).

(3) Arch. dép. du P.-de-C., G 5, f° 219, et Arch. de Boulogne, cahier 1810 (Année 1685).

D'abord on se contenta de baptiser les enfants illégitimes quand la mère était catholique, mais la Déclaration du 31 janvier 1682, qui menaçait de 4.000 livres d'amende les ministres qui s'opposeraient au baptême catholique des bâtards de la R. P. R., évita dès lors toute démarche humiliante pour le clergé catholique, qui, désormais, sur ce terrain ne rencontrait plus d'adversaires. L'édit de novembre 1680 qui faisait défense aux catholiques d'épouser ceux de la R. P. R. allait provoquer un nombre assez important d'abjurations dans ce pays où les bons rapports entre les deux confessions rendaient fréquents, nous l'avons vu, les mariages mixtes (1). En même temps la propagande se faisait place dans le sein même de la famille et, à partir de 1681, les registres nous révèlent l'enlèvement d'enfants que l'on faisait élever dans les couvents ou dans des familles catholiques (2). Les autres abjurations enfin étaient arrachées à des mourants. Mais si elles le furent presque violemment à la veille de la Révocation, depuis longtemps déjà le clergé catholique veillait particulièrement sur la collation des derniers sacrements. Dès 1658 nous trouvons des actes où sont longuement détaillés les cérémonies et le lieu de sépulture. Quand il y a doute l'Église informe avant d'inhumer en terre sainte (3); quand meurt un catholique qui, autrefois, a appartenu à la R. P. R., il joint pour sa sûreté une profession de foi catholique à son testament (4); quand un

(1) Reg. d'état civil de Saint-Pierre (Arch. de Calais), 28 octobre 1683 : type d'acte d'abjuration (très long...) Judith de la Croix, à la grand'messe, entre deux cierges, déclare solennellement qu'elle abjure la religion calviniste dans laquelle elle avait vécu jusqu'à présent, de laquelle, par la bonté de Dieu, elle est entrée dans l'église C. A et R. qu'elle reconnaît pour la véritable et hors de laquelle elle croit qu'il n'y a pas de salut..., etc. Le lendemain elle épousait Philippe de Champré.

(2) Arch. dép. P.-de-C., G 2 et Arch. de Boulogne, cahiers 1809 et 1810 (1684-1685). Les abjurations les plus fréquentes, parmi celles (elles sont rares) qu'on signale dans ces registres sont celles d'enfants de 12 à 14 ans.

(3) Arch. de Guines. Reg. catholique, 15 avril 1659 : François Flahaut, ancien bailli de Fiennes, est tué d'un coup de pistolet. Il est mort sur le coup. Il est enterré dans le cimetière « après avoir scieu qu'il avait fait ses Pâques au village de Sempsy ».

(4) Min. des not. de Guines, 1^{er} mars 1685 : testament de Jean du Crocq, seigneur de la Wattine.

catholique même a négligé ses devoirs de croyant, s'il meurt, il se voit privé de l'entrée à l'église (1).

Il est donc naturel qu'en 1680, au moment où les mesures augmentent de sévérité, nous voyions que « les juges ordinaires du lieu iront chez ceux de la R. P. R. qui sont malades pour savoir s'ils veulent mourir dans ladite religion (2) ». Six mois plus tard l'on décidait que, là où il n'y aurait pas de juge, les syndics en feraient fonction, puis qu'à leur défaut leur rôle pouvait être rempli par le premier marguillier de la paroisse (3).

A mesure que l'Église précise son attaque, les testaments huguenots s'étendent moins sur les stipulations religieuses et, à partir de 1683, quoique souvent encore il soit question de dons aux pauvres de leur Église, il est assez rare que les réformés y fassent une profession de foi religieuse.

Malgré tout, les abjurations péniblement extorquées restaient insuffisantes, la masse des protestants n'était pas atteinte. Aussi au début de 1683, François Le Tonnelier de Breteuil, intendant de Picardie, frère de l'évêque de Boulogne, allait-il essayer de donner un grand éclat à la lecture de l'« Avertissement pastoral du Clergé de France » au consistoire de Guines (4). Mais, avant la lecture, le ministre Pierre Trouillart, en un ferme langage, lui disait l'inutilité de sa démarche et l'indépendance que les réformés entendaient garder vis-à-vis du clergé catholique.

Pour Monsieur, qui vous accompagne, disait-il en parlant du curé présent, et qui est ici de la part d'une assemblée dont nous

(1) Arch. de Guines. Registre catholique, 23 mai 1662 : « Est morte Marthe Leroy, 54 ans, laquelle n'avait point fait ses Pâques et aussy n'a entré dans l'église. »

(2) Déclaration de novembre 1680 et avril 1681.

(3) Arch. de Guines. Reg. catholique, 8 février 1682. Abjuration de Jacques Mouquet.

(4) Arch. nat. TT. 276. Religionnaires fugitifs, Guines, 1683, « Procès-verbal de la signification... » Vaillant, *Révocation*, p. 19 et suiv., en donne une copie *in extenso*.

ne pouvons en bonne conscience reconnaître l'autorité... je m'assure qu'il ne trouvera pas mauvais que nous observions à son esgard un profond silence. Nous regardons l'Assemblée du Clergé comme une assemblée de personnes qui sont pour la plupart d'une naissance illustre... Mais comme nous vivons sous la protection des Édicts, sous une religion différente de la leur, nous ne pouvons en aucune façon du monde reconnaître leur juridiction dans les choses qui regardent la foy, la discipline et le service divin. En cela ils sont nos parties et nos juges, nos adversaires et non pas nos pasteurs... Dans cette conjoncture et en toute autre affaire semblable notre conscience ne nous permet pas de nous soumettre à MM. les Évêques, soit que quelqu'un d'eux nous adresse des remontrances en particulier, soit qu'ils parlent en corps...

Et pourtant l'« Avertissement » menaçait les réformés de « malheurs incomparablement plus épouvantables et plus funestes que tous ceux que leur avaient attirés jusqu'à présent leur révolte et leur schisme » (1).

Leur attitude allait garder la même dignité ferme, quand l'évêque Claude, frère de l'intendant, publiait, le 18 mai 1683, son « Mandement au sujet de la conversion des hérétiques du diocèse » (2). En un langage violent renouvelé des prophètes, l'évêque reproche à Calais de « pouvoir être à bon droit appelée la Babylone du diocèse, d'autant plus qu'étant très voisine de la Hollande et aux portes de l'Angleterre... elle a de funestes ressources pour se tenir ferme dans son erreur ». Mais, « malheur à eux si les Réformés nous obligeaient malgré nous d'avoir recours au bras terrible de cet invincible Josué... qui est plus grand par la protection qu'il donne à l'Église que par les lois absolues qu'il donne au monde ».

Peu après, à la fête du Saint-Sacrement, comme il l'annonçait dans son mandement, l'évêque, accompagné de six ecclésiastiques choisis (3), venait à Calais pour prêcher

(1) « Avertissement du Clergé de France... » dans le « Recueil d'Édits, déclarations, arrêts, requêtes et mémoires » qu'Élie Benoit a imprimé au tome III de son *Histoire de l'Édit de Nantes*, p. 139-144. — Cité en partie par Vaillant, *Révocation...*, p. 26.

(2) F. Lefebvre : *Hug. et Ligue...*, p. 224-226, le cite presque *in extenso*.

(3) F. Lefebvre, *Hug. et Ligue...*, p. 227, cite leurs noms : Oudart Hache,

pendant toute l'Octave, chaque jour, après les vêpres sur les points les plus controversés.

Et, malgré tout, le temple était fréquenté plus que jamais. Le prêche de la Haye, dans le sud du Boulonnais, voyant ses offices interrompus en janvier 1685, les huguenots qui jusque là l'avaient fréquenté venaient maintenant à Guines pour faire baptiser leurs enfants (1).

Mais bientôt l'on recourait à des procédés plus efficaces, et à la fin de juin 1685 (2) le temple de Guines à son tour était fermé, en vertu d'une double contravention : le ministre avait prononcé des paroles imprudentes dans l'une de ses allocutions et l'on prétendait avoir surpris dans l'enceinte du temple les enfants d'un ancien réformé qui venait de se convertir (3). La surveillance était devenue d'autant plus facile qu'en mai 1683 le gouvernement royal avait obligé les pasteurs à réserver un banc pour les catholiques qui suivaient les sermons (4). Cette « responsabilité » des temples fut un des moyens les plus commodes pour justifier par toute la France la fermeture d'un grand nombre d'entre eux (5).

chanoine et archidiacre; Pierre Framery, chanoine théologal; Samson de la Planche, chanoine trésorier; François Le Bon, doyen de Marquise, le R. P. supérieur de l'Oratoire; le R. P. Duflot, minime.

(1) C. Landrin, *Tablettes*, I, p. 26 et 27, nous donne le relevé de ces noms : du 11 février au 13 août il y a au temple 10 baptêmes pour cette région; les réformés viennent de Boulogne, Hubersent, Montreuil..., etc.

(2) Tous les historiens de Calais avaient jusque dans ces dernières années placé en 1684 la fermeture du temple. Ch. Landrin et W. Minet font justement remarquer qu'au registre huguenot de Guines, les actes sont notés jusqu'au 26 juin, et le 30 l'évêque en annonce la fermeture à l'Assemblée du Clergé. De plus, le 5 janvier 1685, la copie des actes de 1684 est certifiée « conforme et faite à Guines » par Trouillart, ministre, du Ponchel, ancien, Cochefer, gardiateur des registres.

Enfin en 1685 les actes ne se passaient pas dans un domicile privé, mais bien au temple, puisque le juge-général de la justice de Calais accuse réception des actes du temple reçus « en icelluy ».

(3) E. Benoit, *Hist. de l'Édit*, V, p. 763.

(4) P. de Félice : *Prot. d'aut.*, I, p. 40-41. Très tôt dans le cours du XVII^e siècle, des catholiques assumaient la tâche d'assister aux prédications. Mais en 1683 le roi obligea les protestants à continuer d'accepter ces auditeurs « bénévoles » qu'ils voulaient chasser.

(5) *Bull.* S. H. P. F., 1885, p. 449. Paul de Félice analyse un manuscrit du XVIII^e siècle de la Bibl. de Lausanne, signalant qu'en 1660 il y avait en France 813 temples et qu'en 1684, 570 d'entre eux avaient déjà été supprimés sous divers prétextes.

Le culte, du même coup, se trouvait virtuellement supprimé. Une de ses rares manifestations qui subsistât, le baptême, devenait aussitôt l'objet d'une surveillance spéciale. Seul le ministre choisi par l'intendant put désormais baptiser (1); d'ailleurs il le fit « sans prêches, exhortations ni exercices de la religion » (2). Étant seul il ne put être choisi parmi les « ministres les plus ignorants ou les moins accrédités », mais il fut établi à Calais, là où il n'y avait jamais eu d'exercice public et où l'on pouvait l'entourer d'une surveillance étroite. C'est là que se firent « par permission du magistrat » les derniers baptêmes jusqu'au 8 octobre 1685, date du dernier acte porté sur les registres huguenots (3).

Le temple fermé, il fallait en obtenir la démolition, c'est ce à quoi s'attache l'évêque à l'Assemblée du Clergé de 1685 (4).

Le 30 juin il annonçait « que le temple de Guines, qui est un temple très considérable de son diocèse et auquel avaient assisté dans la dernière cène plus de 10.000 personnes (5), avait été fermé ». Il suppliait l'Assemblée de lui donner sa protection afin d'en obtenir la démolition; et la compagnie « pria Mgrs les Commissaires de la Religion de vouloir bien donner tout le secours qui dépendra d'eux à Mgr l'Évêque de Boulogne. »

Au même moment les autres prêches des campagnes étaient interdits et la Révocation du 17 octobre, publiée à Calais le 25, n'apportait avec elle aucune restriction nouvelle.

En somme, la communauté réformée du Calaisis tient peu de place dans l'histoire politique de l'époque. Quoique moins nombreux que les catholiques, les réformés vécurent

(1) Arrêt du Conseil : 16 juin 1685.

(2) Registre du secrétaire d'État, O¹, 29 (Arch. nationales), 25 juin 1685.

(3) Procès-verbal de l'Assemblée du clergé, cité par Vaillant, *Révocation*, p. 26.

(4) Registres hug. de Guines.

(5) Nous verrons que ce chiffre est fort exagéré. Mais l'évêque avait intérêt à faire croire qu'il avait eu à combattre de nombreux ennemis.

avec eux en assez bonne intelligence et sur le pied d'égalité. Leur nombre les mettait à l'abri de la persécution des particuliers, sinon de celle des corps municipaux; leur fidélité à la royauté qui leur avait donné des terres et des coutumes les tint à l'écart des guerres de religion, de la Ligue, de la Fronde. A partir de 1661 environ la communauté fut victime des mesures prises dans tout le royaume, mais leur application semble avoir été tempérée par la proximité de la frontière et l'intérêt que le roi avait à ménager cette région. Jusqu'à la fin les huguenots du Calaisis résistèrent assez efficacement aux mesures dissolvantes, restèrent fidèles à leurs croyances et, à la veille de la Révocation, la communauté avait gardé la plus grande partie de ses membres, malgré un commencement d'émigration.

M. NAERT.

(*A suivre.*)

Documents

L'HÉRÉSIE A BUSSIÈRES (DANS LE MACONNAIS)

en 1553

Les réformés de Bussières jouèrent un rôle important dans l'histoire du Protestantisme en Mâconnais. Ils formèrent un véritable nid d'hérétiques tenaces et ardents qui ne se consolèrent point de la reprise de Mâcon par les catholiques en 1562, et qui, en 1567, s'en emparèrent de nuit, composant la majeure partie des assaillants. L'Église se constitua au ^{xvii}^e siècle. Elle paraît même avoir compté plus de membres que celle de Mâcon qui, enclose dans les murs d'une ville épiscopale, eut à affronter de nombreux obstacles. A la Révocation, Bussières passa au catholicisme, mais, dès l'année suivante, les Nouveaux Convertis se ressaisirent et plusieurs bandes franchirent la frontière du Jura dont les montagnes bleues fermaient leur horizon à l'est, au delà de la Bresse. Au ^{xviii}^e siècle, le groupe des « opiniâtres » de Bussières subsista presque seul en Mâconnais et c'est là que furent signées les dernières abjurations du pays.

De la Réforme il ne restait que le souvenir. Aujourd'hui ce souvenir lui-même est presque éteint. Les pages glorieuses et les souffrances de ces Églises du Mâconnais sont inconnues, ou méconnues. Comme on l'a justement écrit dans ce *Bulletin*, l'histoire a des devoirs envers les petits. Le moment que nous voudrions rappeler est celui des tout premiers débuts. Une copieuse enquête (1) menée par les officiers du roi, à Mâcon, en juin et juillet 1553 sur l'hérésie naissante à Bussières, nous renseigne sur les

(1) Archives départementales de Saône-et-Loire, B. 830, f^os 207 à 247.

noms de ces premiers hérétiques, sur les points de dogme ou les rites mis en question, et sur l'activité d'un prédicateur de l'Évangile. Les détails que nous donnons sur de pareils débuts généralement inconnus ne nous semblent donc pas hors de propos.

Le premier interrogatoire qui se présente à nous est celui de *Jeannette*, fille de feu Benoit *Didier*, âgée d'environ vingt-cinq ans, « allant à ses journées pour nourrir sa mère » — du village et paroisse de Bussièrès. Elle est enfermée, sur la requête du procureur du roi, dans les prisons de Mâcon depuis une époque que nous ignorons et on l'interroge le jeudi 26 juin 1553 en présence de M^e Jacques Decrivieux, avocat du roi. L'enquête ne spécifie pas la qualité civile ou ecclésiastique des autres officiers.

Évidemment suspectée de luthéranisme, on ne l'accuse néanmoins en aucune façon, et nous ignorons les raisons précises de son emprisonnement. Elle dit, du reste, fort peu de choses sur ses voisins et connaissances : les deux frères *Denys* (cu *Benoît*) et *Claude Ducroux dit Fouchard*, leur père *feu Denys Ducroux* mort à la mi-carême dernier (1553 n. s.), *Jean Badier dit le Piffot*, *Jehan Rigolet dit le Borgne*, un certain *Jean Varanges* absent depuis quelque temps.

Elle ne connaît point un *Claude Esloy* (c'est le nom du prédicateur d'hérésie sur lequel nous aimerions avoir d'autres détails que ceux fournis par l'enquête), mais « elle a entendu dire qu'il venait un homme audit Bussièrès qui démonstroît, mais — sur ce enquis — ne sait [ce] qu'il démonstroît ». Elle a entendu dire à Anthoine Feunot et Philibert Martin « que l'on disoit que led. Claude Esloy leur parloit de la parole de Dieu ».

Les officiers du roi, lors de leur descente à Bussièrès, la rencontrèrent devant la maison des frères Ducroux. Elle leur donna un faux nom et prétendit ne pas connaître la maison des Ducroux. Pourquoi ? Elle était, répond-elle, toute « troublée » car elle avait entendu dire que l'on cherchait lesd. Ducroux, mais elle ne sait pourquoi et enfin

« a dict que c'estoit parce que l'on disoit qu'ils estoient luthériens ».

— Si elle sait [ce] que [sont] les luthériens? — Non.

— Si elle ne sait point sa créance et si elle la sait en françois?

— Ne la sait en francoys, mais la sait autrement.

— Si elle croyt en Dieu? — Oui.

— Si elle croyt aux saints et saintes et à l'esglize? — Oui.

— Si elle croyt en l'eau béniste? — Oui, pour mettre sur les morts.

— Si elle ne sait pas bien que l'on doit estre enterré en terre sainte? — Oui.

— Si elle s'est confessée après Pâques dernière et si elle a reçu son créateur? — Oui.

— Si elle ne sait pas bien que en l'hostie, lorsque le prestre l'administre, la puissance de Dieu y est entièrement? — C'est sa remembrance.

Nous verrons que ces questions et ces réponses font allusion à des faits qui se sont passés à Bussièrès. Jeannette (ou Jeanneton) fut arrêtée dans les rues de Mâcon. Elle y était venue avec la femme de Bernard Jehan Morin acheter du drap pour une sienne sœur. Elles avaient déjeuné chez une parente de sa compagne, la femme de François Jehan Desunto. L'enquête aimerait mettre au jour ce qui fut dit pendant leur visite, si l'on n'y parla point de la descente des officiers à Bussièrès, de son arrestation manquée (sans doute, grâce à son faux nom). « Il y fut parlé qu'on les cherchait, répond-elle simplement, et elles ne font point passer de lettres, dit-elle encore, entre Bussièrès et led. Desunto. »

Un point inquiète l'enquêteur : à Bussièrès, lors de la visite des officiers, il y avait eu grand émoi ; une femme qu'ils avaient saisie s'était mise à crier et Jeannette, elle-même, avait dit au sieur avocat du roi et aux autres officiers : « Le grand seigneur qui veoid et cognoist tout les garderoit bien de leur entreprise! »

— Qu'entend-elle par le seigneur haut et tout puissant? — Son Dieu.

— Qu'entend-elle par les mots qu'elle dit [alors]? — Dit qu'elle n'y entendit point de mal.

Cette dernière réplique, mot final du second interrogatoire de Jeannette, est déjà une véritable réponse à la huguenote, habile, simple et loyale. Elle ne doit pas être considérée comme affaiblie par le fait que Jeannette ait, quelques instants auparavant, « crié merci » aux officiers du roi d'avoir falsifié son nom, car, dans ce second interrogatoire elle rétracte le peu qu'elle avait dit, la veille, de Claude Esloy et se refuse à répondre aux accusations portées contre ses connaissances de Bussières. Elle se tint sur ses gardes.

On s'adressa, désormais, aux hérétiques eux-mêmes. En règle générale, ils nient tous avoir tenu les propos dont on les accuse et la plupart des témoins cités ne se souviennent plus, devant l'enquêteur, des paroles prononcées. On pourrait dire qu'ils nient trop ! Ils ne se posent pas en hérétiques. Ils prétendent, au contraire, être « bons chrétiens » et en règle avec l'Église. Du reste, les interrogatoires ne sont point menés avec vigueur ; sans tomber dans la complaisance ou la sympathie, ils ne manifestent point l'hostilité qui paraît dans les enquêtes ultérieures menées par l'officialité ecclésiastique à Mâcon. Celle-ci poussera, sinon l'épée aux reins, du moins avec la constante menace d'une plainte au roi, les officiers royaux à réprimer l'hérésie, à observer à la lettre les édits, — et les officiers, non sans humeur, se défendront de toute mollesse. Dans toute cette enquête qui eut lieu à Mâcon « en l'auditoire du chastel royal », nous ne trouvons pas une menace, pas une parole rude, rien qui rappelle l'effrayant cortège que suggère le seul mot d'hérésie. En 1553, à Mâcon, les idées nouvelles étaient-elles donc favorablement accueillies — ou la gravité de leurs conséquences judiciaires, à subir par beaucoup, effrayait-elle les magistrats ? Nous savons, en tout cas, que, quelques années plus tard, les officiers du roi et les officiers ecclésiastiques ne marchaient pas, à Mâcon, la main dans la main en ce qui concerne la question de l'hérésie. Le 19 juin 1559 (1),

(1) B 834 (non folioté).

à propos d'une assemblée tenue chez un cordonnier, dans la rue Franche, l'officialité ecclésiastique se plaint de la tiédeur des magistrats dans la répression de pareils faits. Le 23 avril 1561 (1), sous la forme d'un placard anonyme, un prêtre accuse nettement les officiers du roi de favoriser « la secte luthérique qui pullule ». Leur « laisser faire » nous paraît bien établi et le calme des interrogatoires des laboureurs hérétiques de Bussièrès ne doit donc pas nous étonner outre mesure.

Le délit d'hérésie était cependant bien caractérisé.

Jean Varanges (ou de *Varanges*), absent depuis plus de cinq à six mois, aurait tenu des propos graves, un jour, au moulin Badier, en présence de Philibert et Claude Barbet et de Jean Badier, tenancier de ce moulin appartenant au seigneur Pierreclos. A Benoît Deplace et quelques autres qui voulaient aller aux vêpres qui sonnaient, Varanges dit ceci ou à peu près (f° 225) : « Où voulez-vous aller? Voulez-vous aller à la synagogue? il vaudroit mieux baptre père et mère que d'aller à messe ny vespre que presbtres dient. » — Il aurait dit aussi « qu'il ne falloit point prier pour les trépassés ».

Avec Jehan Badier, il aurait encore conversé (f° 226) disant « qu'il ne falloit point s'adresser ailleurs qu'à Dieu, car Dieu estoit jalloux de nous et qu'il ne falloit point prier saints ni saintes ny aller en voiage; — (f° 236) qu'il vaudroit mieux donner du pain à ung chien que de faire dire messe ».

Ce Jean Varanges, contumax, est considéré comme « fugitif »; sa femme et ses enfants habitent encore Bussièrès; les témoins s'accordent cependant à dire que « d'ordinaire il allait constamment çà et là » et se refusent à voir dans cette absence prolongée une vraie fuite.

Jean Badier dit le *Piffot*, qui comparaît après de nombreuses sommations restées vaines, n'a pas écouté passivement les propos de Jean Varanges dans son moulin. Il a fait ses réflexions. Avec *Rigolet le Borgne* et *Benoît Fur-*

(1) G 422, pièce 1.

tin le jeune, ils parlèrent « certain jour, de la vierge Marie (f° 226 v.) et disoient que ce n'estoit qu'une femme comme les autres et que l'eau béniste estoit eau salée ». Philibert Révillon témoigne (f° 238 r.) « lui avoir ouy dire plusieurs fois que les ymaiges des saints qui sont aux esglises n'ont aucune puissance pour nous donner guérison ni aussi les voiaiges que l'on faict aux saincts qui sont aux esglises — mais des saints qui sont en paradis ne luy en a point ouy parler et ce le lui a ouy dire plusieurs fois allant et venant par les champs ».

Rigolet le Borgne (f° 243 v.), compromis déjà dans des conversations sur la vierge Marie et l'eau bénite, aurait dit un jour à un certain Pierre, serviteur de Badier, « qu'il ne croit qu'à un seul Dieu, que les ymaiges n'estoient que idolles, qu'il ne failloit point prier pour les trespassez (1) ».

Un jeune *enfant de Philibert Martin* (f° 238 v.) ne veut faire le signe de la croix ni à l'église ni quand le prêtre lui donne l'eau bénite.

Les deux frères *Denys (ou Benoît)* et *Claude Ducroux* sont tout particulièrement suspectés. Leur cas est en effet plus grave. On avait demandé à Jeannette (f° 210) « si elle les a point entendu parler de l'évangile et sacrement de l'autel, d'enterrer aussi bien en terre profane qu'en terre sainte, et ne point prier les saints et ne prier point Dieu pour les trespassez », mais la pensée de l'enquêteur se portait sur autre chose que les opinions hérétiques qu'ils partageaient avec les autres accusés, ou la présence d'une poule au pot trouvée chez eux en carême dernier.

L'ensevelissement de leur père, *feu Denys Ducroux*, a donné lieu à des scènes regrettables qu'il s'agit de mettre au clair. Il fut confessé, étant malade, par le prêtre Jean Ravier et il se « confessa libéralement incontinent que l'on le lui dit ». — Son fils Claude nie que son père lui ait jamais dit que l'eau bénite n'eût point de « vigueur »

(1) Il nous est dit que le bruit commun était que Rigollet venait de Genève (f° 210 v.). Il doit y avoir une erreur de nom. Il faut, sans aucun doute, lire : Claude Esloy.

(f° 236) et qu'il ne fallût point prier les saints ni la vierge Marie. Mais il avait les évangiles et les psaumes en français (Jean Ravier les lui a vus plusieurs fois entre les mains, f° 239) et il est mort sans la croix.

Benoît Ducroux nous renseigne peu sur l'ensevelissement de son père. Il était souffrant à ce moment et resta à la maison. Il prétend du reste avoir en main un certificat du prêtre officiant, Guido, co-vicaire de Jean Ravier à Bussièrès, constatant qu'il n'y a pas eu de désordre.

Claude Ducroux est accusé, lui et les porteurs, de n'avoir point voulu suivre le prêtre ni la croix, et d'être passé avec le corps, par un autre chemin jusqu'à l'église. « Le prêtre ne les a-t-il point obligés à passer par le même chemin ? — Non, répond-il, il ne leur dit rien et alloit chantant et eulx le suyvoient ». — Néanmoins Claude Ducroux s'en rapporterait seulement au témoignage des porteurs et non à celui du vicaire ! Et, chose très curieuse, le vicaire, Messire Benoît Becat dit Guido, âgé d'environ vingt-cinq ans, ne le chargea point dans sa déposition que voici (f° 241 v.) :

Dès lors qu'il fut arrivé au portail de la maison des Ducroux, les porteurs dud. Ducroux le suibvirent et aussi la croix jusques à l'église. Auquel lieu estant, furent par luy qui dépose dictes vigiles et célébré une messe de trépassez. Quoy faitct, voulurent les porteurs prendre led. corps et le porter au cimetière là où estoit le fossé et leur fut remonstré qu'il n'estoit encore temps parce que les souffraiges n'estoient tous dictz. A quoy ils obéirent et ne portèrent le corps jusqu'à ce que tous lesd. souffraiges furent tous dictz et ne firent aucun scandalle, hormis qu'ils ne voulurent prendre le luminaire comme l'on a de coutume.

C'est Claude Ducroux qui décida « qu'il ne fallait point de luminaire » (f° 245). Messire Guido estompe volontairement les faits. Nous sommes amené à penser, par les interrogatoires précédents sur l'eau bénite, les prières pour les morts, etc., que Claude Ducroux voulut éviter la cérémonie de l'absoute. Il lui fut positivement demandé « si lui avec les autres porteurs ne voulurent pas mettre le corps en terre sans permectre que le prestre ny la

croix s'en approchent et sans que l'on dict aulcung souffraige, dont advient grand scandale entre le prestre et eulx ». Leurs opinions sur l'Église les engageaient donc dans la voie des réformes et des suppressions. La rupture ne s'imposait pas encore; mais déjà, des opinions ils passaient aux actes.

Messire Guido nous paraît bien complaisant. On se demande pourquoi il reconnaît si peu volontiers que sa paroisse soit gagnée à l'hérésie naissante : « N'a-t-il point ouy dire qu'il y en ait qui ne sentent bien de la foi ? (f° 242) — Non et il n'en a jamais ouy parler. — Et enquis pourquoi son vicaire (Jean Ravier) s'en plaint, dict que c'est à bonne raison; et l'avons enquis de la raison; — a dit : « Parce qu'ils ne font que crier à l'esglize ».

Il y avait donc de plus, à Bussièrès, des protestations fréquentes et bruyantes à l'occasion des services religieux ordinaires. Messire Jean Ravier (f° 239), âgé d'environ cinquante ans, prêtre de Pierreclos, est plus loquace que son jeune collègue :

Depuis un ou deux ans en ça qu'il fréquentoit aud. lieu de Bussièrès comme co-vicaire et aidant à Messire Guido, il a bien aperçu que ceux dud. Bussièrès tenoient quelque secte à part : parce que quelqu'un les enseignait secrètement en ce temps. A ouy dire à plusieurs qu'un nommé [Claude] Esloy les preschoit et fréquentoit chez les Ducroux et chez [Jean Badier dit] le piffot. Toutefois combien qu'il ait cherché et veillé led. Esloy il ne l'a jamais seu trouver ny appréhender pour disputer avec luy.

Ce Claude Esloy, qui, au témoignage de Jeannette, leur parlait de la parole de Dieu, faisait entendre, dit B. Ducroux (f° 235 v.) qu'il était originaire de *Meaux en Brie*. Claude Ducroux (f° 240) dit de lui que c'était un jeune enfant qu'ils avaient retiré pour l'honneur de Dieu pour les aider à leurs affaires parce qu'ils étaient tous malades; il disait qu'il était de *Château-Tery* et s'appelait *Colas de la Roche*. L'accusation soutient qu'il était resté six semaines chez feu Denys Ducroux et qu'il fréquentait Badier, voisin du défunt, Varanges et Rigolet, qu'il venait

de Genève, qu'il donna à B. Ducroux un livre de la nouvelle foi et prêchait dans les maisons qu'il visitait.

Les accusés prétendent ne rien savoir de l'activité spéciale dud. Esloy. Les frères Ducroux le renvoyèrent, du reste, dès qu'ils virent que Jean Ravier et autres « gro-gnoient » (*sic*) parce qu'ils pensoient qu'il les enseignait (f° 240). — D'après Rigolet, il enseignait, disait-on, seulement les enfants (f° 243).

Ce mystérieux personnage fut aperçu cependant. C'était le jour de l'ensevelissement de feu Denys Ducroux. Messire Jean Ravier, au retour de la cérémonie qui, nous l'avons vu, fut assez mouvementée, entra dans la maison mortuaire; « ayant entendu que ung cler qui enseignait les enfants dud. Ducroux estoit en sa maison, il alla l'y chercher et le trouva derriere l'étable en ung jardin avec Varanges et Claude Ducroux; ne sauroit dire toutefois si cestuy-là estoit led. Esloy ou quoy; [celui-ci] lui dit qu'il était né près de Paris et premier enfant cler estant illec pour enseigner les enfants de Ducroux et les aider à leurs affaires ». Le prêtre le fit entrer dans la maison et là l'étranger lui montra des évangiles et des psaumes en français « et autre mal ne vit en luy sinon qu'il ouyt dire qu'il mectoit ceulx dudit Bussières en hérésie » (f° 239).

Cette rencontre ainsi rapportée par le vicaire fut à tel point dénaturée qu'on demanda à Claude Ducroux « si Esloy n'eut pas propos avec led. Ravier, vicaire, et s'ils [lui et les porteurs] ne vouloient point baptiser led. vicaire parce qu'il leur remonstroît quelques propos » (f° 229).

Messire Guido, que nous avons déjà vu si peu agressif, se contente de dire (f° 241) « qu'il ne sait [ce] que Claude Esloy faisoit ny aussi en quelle maison il vivoit ».

Dernier détail : C. Esloy portait un bonnet rouge. Rapportons enfin quelques appréciations des inculpés sur leurs dénonciateurs connus ou supposés : C. Ducroux dit d'un certain Chavy (ou Chany) qu'il est « flatteur des prêtres » (f° 244). Ailleurs il va jusqu'à raconter (f° 233) que Messire Ravier leur prêcha, un certain dimanche, à Bussières, « qu'il ne falloit point prier les saints ni les

saintes ny aussi la vierge Marie parce qu'ils estoient tous en paradis mais seulement falloit prier Dieu » et il prétend que Ravier les poursuit en haine de ce qu'ils l'en accusaient. Messire Guido serait encore plus indigne : « alors qu'il disoit la messe du point du jour, le jour de Noël dernier, et levoit le corps de Dieu, il laissa tomber l'hostie par devers son doz, qui fut esté prinse par un chien qui illec estoit sous les assistans ». Inutile d'ajouter que messieurs les vicaires protestent énergiquement.

Nous ignorons les suites données à ces interrogatoires et si des sanctions furent prises contre les accusés Jean Badier, Claude et Benoît Ducroux. Claude Ducroux, comme Jeannette, était sous les verroux à Mâcon ; les deux frères donnaient comme excuses à leurs nombreux défauts à comparoir qu'ils avaient peur des prêtres.

A en juger par les réponses que nous avons reproduites, on pourrait croire qu'il n'y avait à Bussièrès en 1553 que de bons catholiques, et l'accusation d'hérésie ne semblerait reposer que sur des rapports ou très exagérés ou faux. Les événements subséquents montreront tout le contraire ; la Réforme, sous sa forme négative, avait gagné le Mâconnais ; disons plus : des âmes trouvaient déjà leur pain quotidien, hors l'Église, dans les livres saints et l'évangile. Le protestantisme naissait parmi le peuple.

AMI BOST,
Pasteur à Mâcon.

LE PROTESTANTISME EN BAS-POITOU

à la fin du XVIII^e siècle.

Une page inédite de la vie de l'abbé Dillon.

L'abbé Dillon, curé du Vieux-Pouzauges en Vendée, n'était jusqu'ici connu, dans l'histoire du protestantisme français, que par son intervention dans la célèbre discussion qui eut lieu, les 22 et 23 août 1789, à l'Assemblée nationale sur la liberté religieuse. Amorcée, grâce à Rabaut-Saint-Étienne, par le comte Castellane auquel Mirabeau prêta l'appui de son éloquence, vivement combattue par la coalition cléricale, la motion, *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses*, avait rallié tous les esprits épris de liberté, lorsque Dillon eut l'idée de proposer, en guise d'amendement, cette addition qui permettait toutes les restrictions, *pourvu qu'elles ne troublent pas l'ordre public*. Après des débats extrêmement orageux, malgré l'admirable discours de Rabaut-Saint-Étienne, ce fut un texte amendé dans ce sens qui l'emporta : *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par les lois* (1). Quand on songe que les protestants français ont vécu pendant trois quarts de siècle sous le régime légal inspiré par un principe dont, grâce à cette addition, il était si facile d'éluider les conséquences logiques, on conviendra que le curé du Vieux-Pouzauges a eu, sur nos destinées, une influence considérable. On sera donc heureux de pouvoir faire plus ample connaissance avec ce personnage, grâce à ce premier et, hélas ! dernier travail que nous publions ici, de M. François Baudry.

Neveu du célèbre peintre de ce nom, après d'excellentes études à l'École des Chartes, M. F. Baudry avait choisi pour sujet de thèse : *La Révocation de l'édit de Nantes et le Protestantisme au XVIII^e siècle en Bas-Poitou*. Je vis souvent, à cette époque, à la Bibliothèque de la rue des Saints-Pères, ce jeune homme sans prétention, d'allure franche et sérieuse, et ne fus nullement surpris lorsque je sus qu'après une brillante soutenance, le 28 janvier 1913, il avait été reçu troisième de sa promotion. J'ai alors discuté ici même (1913, 91) quelques-unes de ses conclusions et exprimé le vœu que son travail soit imprimé. Je renouvelle

(1) Voy. *Bull.*, 1889, 567-571.

aujourd'hui ce vœu, en y ajoutant l'expression personnelle du chagrin avec lequel j'ai appris que le caporal François Baudry, du 152^e de ligne, avait été tué, avec 150 hommes de sa 7^e compagnie, à l'attaque de Steinbach en Haute-Alsace, le 25 décembre 1914. « Il était tout droit, entièrement levé et a reçu une balle au front. Il s'est effondré comme une masse, sans une plainte », écrit son lieutenant et il ajoute : « C'était un brave parmi les braves. » Honneur à ces jeunes qui, si simplement, si noblement donnent leur vie pour la Justice et la Patrie. Nous nous inclinons devant eux et garderons leur mémoire.

N. WEISS.

I

En 1789, le futur membre de l'Assemblée Constituante, M. Dominique Dillon, était depuis dix-sept ans curé du Vieux-Pouzauges, en Bas-Poitou (1). Instruit, intelligent, actif, il s'était acquis une certaine renommée dans la province malgré le peu d'importance de sa paroisse qui comptait à peine quelques centaines d'habitants, les uns groupés autour de la vieille église romane, les autres disséminés dans les nombreuses fermes qui se cachent dans les replis verdoyants du Bocage.

L'abbé Dillon, alors âgé de quarante ans (2), et qui passait pour connaître le droit public, fut désigné en 1787, comme membre de l'assemblée d'élection siégeant à Thouars, assemblées que Louis XVI venait d'introduire en Poitou. Cherchant à se faire une réputation de « prêtre éclairé, philosophe et patriote » — sans prendre une part directe à l'agitation contre le haut clergé, assez vive dans la région, il se fit assez remarquer pour être choisi par les curés poitevins comme un de leurs représentants aux États Généraux (3). Dillon passa second sur sept, tandis que

(1) Le Vieux-Pouzauges, paroisse du diocèse de Luçon,auj. réunie à Pouzauges-la-Ville, ch.-l. de c^{on} de l'arr^t de Fontenay-le-Comte (Vendée).

(2) Il était né le 22 sept. 1742 à La Chapelle-Largeau,auj. arr^t de Bressuire, c^{on} de Châtillon-sur-Sèvres (Deux-Sèvres), pays qui était très catholique et l'est resté, à peu de distance de St-Laurent-sur-Sèvre, la *ville sainte de la Vendée*.

(3) Notice biographique sur l'abbé Dillon, député du Poitou aux États-

l'évêque baron de Luçon, M^r de Mercy, n'était élu que l'avant-dernier (1).

A Versailles, Dillon, devenu le 6 mai secrétaire de l'Ordre du clergé, fut un des promoteurs de la fusion avec les représentants du Tiers État ; dès le 14 juin il se réunit à eux, en même temps que le célèbre abbé Grégoire. Dès lors l'abbé Dillon apparaît comme un des chefs du parti démocrate : il porte la parole au nom des premiers membres du Clergé réunis avec le Tiers, plus tard il prononce encore un discours en faveur de la « mise à la disposition de la nation » des biens du Clergé (2). — Mais ni ses partisans, ni ses adversaires, pas plus Camille Desmoulins le citant dans les *Révolutions de France et de Brabant* parmi les « bons citoyens du Clergé », que le vicomte de Mirabeau le mettant en scène dans son pamphlet des *Couches de M^r Target*, ne connaissaient sans doute le passé de l'abbé Dillon. Presque célèbre parmi ses contemporains et bien ignoré dans la suite (3), ce fervent adepte de la Révolution avait commencé par être un zélé persécuteur des protestants.

II

Inquiétés et vexés dans leurs croyances et l'exercice de leur culte pendant la plus grande partie du règne de Louis XV, les réformés du Bas-Poitou commencèrent à jouir d'une période de calme dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Dès 1764, le ministre protestant Gamin, dit Lebrun,

Généraux, in-8°, s. l. n. d. [Poitiers 1843, par J. Richard], p. 2. — Ch.-L. Chassin, *Les cahiers des curés*, Paris, 1891, in-8°, p. 118.

(1) Ch.-L. Chassin, *loc. cit.*, p. 250. — Trois autres curés furent élus : Lecesve, curé de Ste-Triaise-de-Poitiers, Ballard, du Poiré-sous-Velluire en Bas-Poitou, et Jallet, de Chérigné.

(2) J. Richard, *loc. cit.*, p. 5-13. Dillon prononça le 28 mai un discours préconisant la réunion avec le Tiers. Cf. Discours prononcé en la salle de l'assemblée des États Généraux par M. Dillon, curé du Vieux-Pouzauges, suivi d'une lettre du Roi relative au discours, s. l. n. d. 8 p. Bibl. Nat. Le²⁹ 2146.

(3) Ni la *Nouvelle Biographie générale*, ni la *Biographie Michaud*, ne contiennent d'articles sur Dillon.

pouvait écrire qu'il étoit « fort tranquille » (1). Le pouvoir central, l'intendant de Poitiers, ne s'occupaient plus guère des huguenots ; par contre, des magistrats locaux, subdélégués, procureurs fiscaux... ou des curés, accablaient de leurs récriminations les autorités supérieures : tantôt les protestants auraient refusé de saluer le Saint Sacrement, tantôt ils tenaient des « assemblées illicites », etc. Mais, dès le début de son règne, Louis XVI prescrit de porter directement devant le procureur général du Parlement les affaires concernant les religionnaires, afin d'éviter à ceux-ci les vexations des autorités locales, et, la plupart du temps, Malesherbes, très hostile aux mesures de rigueur, ne donnait aucune suite aux plaintes transmises par le procureur général Joly de Fleury, ne cachant pas qu'il préférait voir « oublier ces délations » (2).

Pouzauges-la-Ville et le Vieux-Pouzauges formaient une église qui, avec plusieurs centaines de fidèles, était le chef-lieu de la « Religion prétendue réformée » en Bas-Poitou. Les pasteurs Métayer et Pierre Gamin (à Pouzauges le 10 novembre 1782) y résidaient de préférence dans l'intervalle de leurs tournées d'évangélisation et y remplissaient paisiblement leur ministère (3). « La religion protestante était la dominante à Pouzauges », de l'aveu de l'évêque de Luçon lui-même, « et y exerçait son culte avec autant d'audace que de publicité » (4). Les assemblées se réunissaient régulièrement le dimanche, les protestants se servaient de leurs livres religieux que des colporteurs appor-

(1) Bibliothèque de la Soc. d'Histoire du Protestantisme français. Mss Poitou, t. I, f^{os} 171 et ss. lettre du 24 mai 1764 et plusieurs autres. — Les dernières arrestations de protestants en Bas-Poitou sous le règne de Louis XV remontent à 1754-1758. Cf., *ibid.*, t. II, f^o 19.

(2) Bibl. Nat. Mss Joly de Fleury, 1675, f^o 23. Lettre du 8 avril 1776 à propos d'une plainte de Clion, vicaire de Foussais, près Fontenay-le-Comte. Vers 1780 une requête protestante parle du « relâchement tacite des anciennes sévérités » — le mot convient très bien à la situation. — Bibl. de la Soc. d'Hist. du Pr. français. Mss Poitou, t. II, n^o 36.

(3) Bibl. de la Soc. d'Hist. du Protest. français. Mss Poitou, t. I, f^{os} 171 et ss. Gamin se fait adresser sa correspondance chez M. Guil, négociant à Pouzauges. *Bull.* t. XXXIX, p. 257. Désambray, de Pouzauges, figure sous le surnom de Dollet dans le dictionnaire secret du pasteur Pognard dit Dézerit.

(4) Bibl. Nationale. Mss Joly de Fleury, 1675, f^o 69, lettre de l'évêque de Luçon, 12 sept. 1778.

taient de l'étranger : théoriquement prohibé par la loi, ce commerce était toléré en fait.

Le 30 août 1778 un de ces colporteurs, le Normand François Bigot se rendait à l'assemblée des huguenots de Pouzauges pour y débiter sa marchandise ; parcourant le Poitou, il arrivait de Melle avec un lourd panier et un sac pleins de livres religieux protestants imprimés à Bâle ou à Amsterdam qu'il avait déposés au Vieux-Pouzauges chez l'aubergiste Louis Bertin et le marchand Oriou. Détail curieux, ce colporteur était catholique, et avait commencé sa journée en entendant dévotement la messe du curé Dillon, ce qu'il cachait soigneusement à ses clients « dans la crainte que cela ne préjudiciât à son débit » (1), tant ce commerce défendu était considéré comme normal. Pourtant, un ecclésiastique aussi zélé que l'abbé Dillon, que son évêque estimait « un des meilleurs curés du diocèse », ne pouvait tolérer un pareil scandale, ni admettre que l'on s'avisât d'apporter dans *son bourg* « des livres prohibés et contre la religion ». Averti dès le lendemain de l'arrivée du colporteur, Dillon se hâte de prévenir M^e Jacques Houdet du Gravier, sénéchal de la ville et marquisat de Pouzauges-la-Ville, et celui-ci, assisté de M^e François Roy, son greffier ordinaire, s'empresse de descendre au Vieux-Pouzauges éloigné d'environ une demi lieue au bas des pentes du Bois de la Folie. Interrogé par le sénéchal, Bigot ne chercha pas à nier son commerce : il ouvrit le sac laissé à l'auberge Bertin et qui contenait trente-deux volumes divers. L'abbé Dillon accompagnait le sénéchal et surveillait les perquisitions : chez Oriou l'on trouva le gros du bagage du colporteur : deux cent cinquante et un volumes contenus « dans un panier couvert et sous cordes ». Parmi ces livres, que confisque Houdet du Gravier, étaient un grand nombre de Catéchismes d'Osterwald, reliés en basane, édités à *Neufchâtel aux dépens de la Société typographique, 1774*, catéchisme et Histoire Sainte officiellement adoptés par les Synodes du Poitou. Il y avait encore plusieurs exem-

(1) Bibl. Nat. Mss Joly de Fleury 1675, f^o 65. Procès-verbal de saisie des livres protestants par le sénéchal de Pouzauges, 31 août 1778.

plaires du *Nouveau Testament*, c'est-à-dire la nouvelle alliance de Notre-Seigneur Jésus-Christ, revue sur les originaux et touché dans le langage, avec des parallèles et des sommaires par David Martin, ministre du Saint Évangile à Utrecht (1), et aussi des ouvrages à titres un peu singuliers : *A B C des chrestiens...*, *La chaîne d'or pour enlever les âmes de la terre au ciel*, traduit de l'anglois du docteur J. Stevens... (2). Le grand nombre des livres saisis semble indiquer que le débit en était facile chez les protestants du Bas-Poitou (3).

La perquisition ne se termina qu'à sept heures de relevée ; Dillon, qui avait conduit toute l'affaire, signé le premier au procès-verbal et pris en dépôt à sa cure les livres mis sous séquestre, le sénéchal Houdet du Gravier, puis l'évêque M^r de Mercy lui-même, écrivirent au procureur général des lettres pressantes : le second suppliait M. Joly de Fleury de « ne pas perdre de vue cette affaire de la plus grande importance » et attendait de lui « un moïen efficace pour arrêter les progrès de la contagion (4) ». Heureusement à Versailles l'on jugeait les choses avec plus de modération, et ce qui indignait l'abbé Dillon émouvait beaucoup moins le garde des sceaux Miroménil ou le procureur général Joly de Fleury. Ce dernier répondit au sénéchal de Pouzauges pensant que « le juge royal devait seul être compétent », d'instruire lui-même cette affaire, bien que juge seigneurial : il voulait en réduire l'importance à celle d'une contravention de police et donna à Houdet du Gravier des instructions modérées car « il pouvait se faire que le colporteur n'eût pas connaissance des ordonnances rendues » au sujet du commerce des livres prohibés ; les ordres du procureur général, que le garde des sceaux jugea « très sages », portaient seulement d'infliger au marchand une légère amende et de confisquer les livres avec « défense d'en colporter et distribuer de semblables à l'avenir » (5). Le

(1) A. Basle chez Jean Rodolphe Sinhoff, 1777.

(2) Chez Martin Blondel, à Amsterdam, 1774.

(3) Bibl. Nat. Mss Joly de Fleury, 1675. Procès-verbal cité.

(4) Bibl. Nat. Mss Joly de Fleury, 1675. Lettres des 3 et 12 sept. 1778.

(5) Bibl. Nat. Mss Joly de Fleury, 1675, f^o 70-72. Lettres de Joly de Fleury.

sénéchal de Pouzauges rendit sa sentence à la fin d'octobre, conformément à ces instructions; le colporteur « leva le pied » peu après et il ne fut plus question de lui en Bas-Poitou. Ses livres hérétiques — parmi lesquels étaient les Évangiles — furent retirés de la cure du Vieux Pouzauges et déposés aux greffe « clos et cachetés pour empêcher qu'ils ne fussent divulgués (1) ».

Ainsi, grâce à la modération du gouvernement, l'abbé Dillon n'avait pas réussi à susciter des persécutions contre les protestants, mais son échec relatif de 1778 ne le découragea pas; décidément rangé parmi les adversaires de la tolérance et s'adressant cette fois directement au procureur général Joly de Fleury, il lui adressa le 6 janvier 1784 un long réquisitoire contre les religionnaires du pays de Pouzauges. Ce document était également signé par le curé de Pouzauges-la-Ville, Roussereau, mais Dillon l'avait inspiré et entièrement écrit de sa main. Le curé du Vieux-Pouzauges se disait « mû par l'amour de la religion et de l'ordre », mais peut-être le désir de se faire remarquer en haut lieu n'était-il pas étranger à ses doléances (2).

Le pays de Pouzauges étant « composé de catholiques et de protestants », les mariages mixtes y étaient assez fréquents; les huguenots fidèles à leur religion ne voulaient pas de la bénédiction du prêtre catholique, sévèrement défendue par les synodes du Poitou; leurs unions étaient donc célébrées « sans publications de bans ny aucunes formalités ordonnées par les loix du royaume ». Plusieurs femmes catholiques ayant embrassé le protestantisme de cette façon, Dillon et Roussereau parlaient avec indignation de « filles subornées » et bien que « regardant tous leurs paroissiens du même oeil et les portant les uns et les autres dans leurs cours » (*sic*), ils dénonçaient le tanneur Basteau le jeune, le fils d'Enoch

au sénéchal de Pouzauges et à l'évêque de Luçon, 23 sept. 1778. Au Garde des Sceaux, 14 sept. 1778. Réponse du Garde des Sceaux, 20 sept. 1778.

(1) Bibl. Nat. Mss Joly de Fleury, 1675, f^{os} 70-72. Lettres du Sénéchal de Pouzauges à Joly de Fleury, 2 nov. 1778. Réponse de Joly de Fleury, 17 nov. 1778. Le procureur s'opposa à ce que les livres fussent vendus au profit de la Justice.

(2) Bibl. Nat. Mss Joly de Fleury, 1675. Lettre du 6 janv. 1784.

Jacquet et un nommé Rousseau comme auteurs de « prétendues conversions qui véritablement n'ont d'autres motifs que l'intérêt et le libertinage » (1).

Joly de Fleury ne paraît pas avoir été ému par le récit de « toutes ces horreurs » : il ne fit aucune réponse à la supplique, pensant peut-être, à propos des plaintes de l'abbé Dillon, que l'intérêt était aussi leur véritable motif (2). De fait, la religion catholique n'était guère menacée dans le pays de Pouzauges par l'abjuration de quelques fidèles qui devaient lui être bien peu attachés ; bien plus, sous le régime de la liberté la proportion des calvinistes n'a fait que diminuer.

III

Moins de cinq ans après, Dominique Dillon, « l'un des meilleurs curés du diocèse », était élu député du clergé en opposition avec son évêque. Le vent avait tourné, le succès allait aux idées démocratiques, et le curé du Vieux-Pouzauges se jeta dans le mouvement révolutionnaire ; son zèle catholique n'avait pas eu de succès auprès des sages ministres de Louis XVI, il changea d'attitude et réussit alors à se faire remarquer, « disputant de propos séditieux avec un curé Grégoire et au lieu d'un ministère de paix, ne remplissant qu'un rôle de factieux » (3). Au milieu de ses diverses fluctuations d'opinion, « le ministère de paix » semble avoir toujours été étranger à ce prêtre.

Retiré en Vendée après la séparation de l'Assemblée Constituante, Dillon fit partie du directoire de département à Fontenay et conserva ses fonctions pendant toute la Terreur. Chaud royaliste encore au début de la Révolution (4), le curé du Vieux-Pouzauges évoluait de plus en plus

(1) Bibl. Nat. Mss Joly de Fleury, 1675. Lettre du 6 janvier 1784.

(2) A la même époque 1784, les idées de tolérance étaient si bien établies que l'on voit les ministres protestants du Poitou correspondre officiellement avec le subdélégué de Melle. Cf. Bibl. Soc. Hist. Protest. Fr. Mss Poitou, t. II.

(3) L'adresse aux Provinces, brochure contre-révolutionnaire citée par J. Richard, *loc. cit.*, p. 14.

(4) Dans son discours du 14 juin 1789 au moment de sa réunion avec le

vers les idées avancées; enfin, répudiant même le nom de prêtre qui lui restait seul de son ancienne existence, il se maria à Pouzauges avec la receveuse des postes, « très belle, jeune et vertueuse ». Elle lui donna une fille qui eut pour parrain le docteur Loyau, d'une vieille famille huguenote des environs de la Châtaigneraie (1); les temps étaient bien changés depuis quinze ans. C'est alors, bien plus qu'en 1784, qu'il-put, suivant les propres expressions de sa requête au procureur général, « essayer les reproches sanglants de ses paroissiens et entendre tous les jours des plaintes amères de la part des catholiques disant publiquement qu'il ne craignait pas de trahir les intérêts de la religion » (2).

Le curé du Vieux-Pouzauges, espérons-le, était sincère dans ses nombreuses variations (3), toujours favorables à l'opinion dominante; mais la consonnance étrangère du nom de Dillon nous permettra de ne pas voir en lui un vendéen de race, fils du pays qui s'est illustré par sa fidélité à des croyances diverses, mais également ardentes et désintéressées.

FRANÇOIS BAUDRY,

Archiviste paléographe.

Tiers, il dit : « Nous respectons, nous chérissons le monarque bienfaisant que le ciel nous a donné dans sa miséricorde... » J. Richard, *loc. cit.*, p. 5. — Le 17 juillet 1791 Dillon proteste encore contre un placard hostile à la monarchie Cf. Robert et de Cougny, *Dictionnaire des Parlementaires français*, Paris, 1894, t. II, p. 391.

(1) J. Richard, *loc. cit.*, p. 19.

(2) Bibl. Nat. Mss Joly de Fleury, 1675. Lettre de Dillon à Joly de Fleury 6 janvier 1784.

(3) Membre du directoire du département de la Vendée jusqu'en novembre 1795, député de la Vendée au Conseil des Cinq-Cents en 1799, Dillon fit partie du Corps Législatif — nouvelle volte face — après le 18 brumaire et jusqu'en 1803. Retiré à Pouzauges il y mourut le 15 octobre 1806, âgé de 64 ans, et fut enterré civilement : ses restes ne furent pas portés au cimetière, mais dans la campagne « sous un vieux pin », comme jadis ceux des huguenots qu'il poursuivait de son animosité.

Mélanges

UNE FAMILLE DE PASTEURS DU BAS-POITOU

au XVII^e siècle.

Notes sur la famille Tireau, d'après les papiers conservés dans les archives de la maison de la Jordronnière, commune de Sigournais, Vendée.

Le nom de Tireau est mentionné trois fois dans la liste des pasteurs publiée par Auguste Lièvre, dans son *Histoire des protestants et des Églises réformées du Poitou*, tome III, p. 271 et suivantes : *Liste des églises et des pasteurs qui les ont desservies jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes*.

Voici ces trois mentions :

Page 272. Aizenay, Belleville et le Poiré.

Tireau (Théodore) desservait, en 1663, le Poiré, Belleville et Aizenay.

Page 279. Chantonnay et le Puybelliard.

Tireau, sieur de Boisjolain, 1603, 1608. Charles Tireau, de Sigournay, et Louis Tireau, sieur de la Cailletière, qui émigrèrent après la Révocation, descendaient apparemment de ce pasteur.

Page 288. Exoudun.

Tireau (Théodore), seigneur de Boisjolain et de la Jordronnière, 1620, mourut vers la fin de cette même année.

En outre, un Boisjolin, qui figure dans cette même liste parmi les pasteurs qui ont desservi l'Église de Saint-Maixent (en 1572), doit vraisemblablement être identifié avec Théodore Tireau, sieur de Boisjolain, ministre de l'Église de Chantonnay en 1603 et 1608 (1).

(1) Une fille de « Messire Jacques des Nouhes, seigneur de la Tabarière, et Anne de Mornay son épouse », Charlotte, née le 2 mars 1608 à Bodet, est

Les papiers conservés dans les archives de la maison de la Jordronnière (1), possédée au xvii^e siècle par la famille Tireau, nous permettent d'ajouter quelques détails aux indications données par M. Lièvre, de les compléter, préciser ou rectifier sur certains points, d'établir que Théodore Tireau, pasteur de l'Église de Belleville en 1663, est le fils de Théodore Tireau, sieur de Boisjolain et de la Jordronnière, pasteur de Chantonnay en 1603 et 1608, et de fixer approximativement l'époque de la mort de l'un et de l'autre.

C'est en 1606 que Théodore Tireau, sieur de Boisjolin (2), acheta la maison noble de la Jordronnière, ainsi qu'il appert d'une pièce en date de 1609, écrite et signée de sa main, « l'ayant acquis », dit-il, « de Théophile Prevost, escuier sieur de la Vallée et damoiselle Renée Beau, sa femme,..... par contract passé en cete ville de Fontenay (3), le trentième jour de mars, mil six cent et six ».

Trois autres pièces se rapportent à son entrée en possession de la Jordronnière :

1^o Un acte d'hommage fait le 1^{er} juillet 1606 par « noble home (4) Théodore Tireau, sieur du Boisjolain et de la Jordronnière » à la dame du Plessis Houstelain (5) pour un certain « tenement de terres.... situé près la maison dudit lieu de la Jordronnière ».

« baptisée par M. Boisjolin, ministre de Chantaunay ». (*Bull. de la Société de l'Hist. du protestantisme français*, I, 206). — Le manoir de Bodet, situé dans la commune de la Chapelle-Thémer, canton de Sainte-Hermine, Vendée, est aujourd'hui une ferme. Du château de la Tabarière, près Chantonnay, Vendée, il ne restait, il y a vingt ans, que quelques pans de murs informes qui ont été démolis dans ces dernières années.

(1) La Jordronnière, commune de Sigournais, canton de Chantonnay, Vendée.

(2) Ce nom de Boisjolin est celui d'un vieux logis situé dans la commune des Essarts, Vendée, à 16 kilomètres environ, à vol d'oiseau, de Chantonnay. Serait-ce le lieu d'origine de Théodore Tireau ?

(3) Fontenay-le-Comte, Vendée.

(4) Ce qualificatif de *noble homme* n'indique pas que Théodore Tireau fût noble, au contraire. Il avait désigné antérieurement les plus hauts seigneurs, mais, dans les actes notariés du xvii^e siècle, il est attribué à de simples bourgeois d'une certaine condition sociale, juges, avocats, médecins, etc. La noblesse commençait au titre d'*écuyer*, dont se paraient d'ailleurs bien des gens qui n'y avaient pas droit.

(5) Le Plessis-Houstelain, appelé aujourd'hui le Plessis de Launay, domaine voisin de la Jordronnière, commune de Sigournais, Vendée.

2° Une quittance, en date du 17 juillet 1614, de 52 livres 10 sols reçus de « Théodore Tireau demeurant au bourg de Chantaunays » (1) pour la liquidation des droits de francs fiefs (2) et nouveaux acquêts.

3° L'aveu rendu en 1618 par « Théodore Tyreau sieur du Boisjolin et de la Jordrenyere en la paroisse de Sigournay demourant au lieu noble de La Croix paroisse d'exoudin » (3) à « hault et puissant François Mouclerc (4) escuyer seigneur de la Brethaudière (5) Saint Philbert du Pont Charraut. Les Groizellières et la Villeneuve », pour un fief « appelé La Brethonnyère..... que je déclare tenir de vous mond. seigneur de Saint Philbert par ce présent fief ou adveu p. escript..... que j'ay signé et faict escrire et signer à ma Req^{te} aux not^{es} Ro^x à St-Maixent soubz scriptz..... Faict soubz la court du scel Royal audict Saint-Maixent le troisième jour de juing mil six centz dix huit aud. Exoudin en mydy ».

D'après ces pièces, ce serait donc entre 1614 et 1618 que Théodore Tireau aurait transféré sa résidence de Chantonnay (ou La Jordronnière) à Exoudun. Peut-être trouverait-on d'autres renseignements sur lui dans les archives des notaires de Saint-Maixent.

Théodore Tireau, sieur du Boisjolin et de la Jordronnière, mourut en 1620, non pas à la fin de l'année, comme le dit M. Lièvre, mais au commencement, ou du moins avant le 4 juin, ainsi qu'en témoigne le reçu donné à cette date à sa veuve par le seigneur du Plessis Houstelin.

(1) Chantonnay.

(2) « Franc fief, fief tenu par des gens de franche condition autres que des nobles. » (Dictionnaire portatif de la langue française extrait du grand dictionnaire de Pierre Richelet, Lyon, 1760.)

(3) Exoudun, commune du canton de la Mothe-Saint-Héraye, Deux-Sèvres. Le *Dictionnaire géographique du département des Deux-Sèvres*, par H. Beauchet-Filleau et S. Elme Ravan (Niort, Clouzot 1874), mentionne dans la commune d'Exoudun une ferme du nom de La Croix qui pourrait bien avoir été le « lieu noble » habité par Théodore Tireau.

(4) Mauclerc. Il appartenait à la religion réformée. (V. Lièvre, *Hist. des protestants du Poitou*, t. III. p. 163.)

(5) La Brethaudière, commune de Saint-Philbert du Pont-Charraut, canton de Chantonnay, Vendée.

Voici ce reçu :

Je confesse avoir receu de madamoyselle de Boisjolin la somme de soixante et seize livre à quoy elle a composé avec moy pour le rachapt qui m'estoit escheu par le décès de feu monsieur de Boisjolin son mary à cause de sa maison de Jordronnière et ce pour ce qui est dans mon fief du Plessis, dont je la quitte et de tous autres droits despendans du dict rachapt, en tesmoing de quoy j'ay escrit et signé le présent acquit le quatriesme juin mil six cens vint.

BELLENGER.

Puis c'est l'*aveu*, en date du 20 juin, rendu le 30 juin au seigneur du Plessis-Houstelin et la mention de l'hommage fait le 13 juin par la veuve de Théodore Tireau, dont ces diverses pièces nous donnent le nom, Jeanne Louveau (1).

Vient ensuite l'hommage fait au baron de Sigournais, dont relevait la maison de la Jordronnière, le 6 juillet 1620, par « Toussaint Suyre (2) sieur de Launay..... on nom et comme Procureur de Damoiselle Jehanne Louveau Vefve de Noble homme Theodore Tireau, vivant Pasteur en l'eglize d'issoudain (3) ».

Enfin au mois de décembre 1620, Jeanne Louveau rend son aveu au seigneur de Sigournais et au seigneur de la Brethaudière.

Voici le début du premier de ces aveux :

Sachent tous que de vous haut et puissant Messire Urbin Gilier chevallier de l'ordre du Roy Seigneur de Puygarreau (4) Baron

(1) Jeanne Louveau, femme de Théodore Tireau, sieur du Boisjolain et de la Jordronnière, serait-elle la fille de Jean Louveau, sieur de la Porte, dit La Porte-Louveau, qui fut pasteur à Fontenay-le-Comte, de 1587 à 1597? C'est fort possible et même probable, mais rien ici ne nous permet de l'affirmer.

(2) Ce Toussaint Suyre était beau-frère de Théodore Tireau, car dans un acte de 1629 nous voyons figurer dame Perrine Tyreau « Vuefve et donnataire de feu honorable hô Toussaint Suyre s^r de Launay » et cet acte est fait « en présence de damoiselle Jehanne Louveau dame du Boisjolain et de la Jordronnière et de dame Ardouine Gilbert' belles-sœurs de ladite Tyreau ».

(3) Exoudun.

(4) Puygarreau, château et village, communes de Sossay et Saint-Genest, Vienne.

des baronnies de Marmande (1) Foy la Vineuse (2) Seau (3) Le Pubelliard (4) Sigournay et Chantaunay et à cause de vostre dicte baronnie de Sigournay, Je Damoiselle Jeanne Louveau vefve de Noble homme Teodore Tireau vivant Ministre de la parolle de Dieu sieur du Boisjaulin et de la Jordronnière demeurant au lieu noble de La Croix paroisse d'issoudun (5), on nom et comme mère et tutrice naturelle de Jean Tireau mon fils et dudit feu, tien et advoue tenir à foy et hommage lige tout le tenement et circuit qui s'ensuit. C'est à sçavoir mon autel et hebergem^t de La Jordronnière situé en la paroisse dudit Sigournay... »

Le 3 juin 1623 Jeanne Louveau fait de nouveau hommage au seigneur du Plessis-Houstelin, mais cette fois « on nom et comme mère et tutrice de Jehan Thireau son fils et dudit feu » et le 26 avril 1624 elle fait hommage au seigneur de la Brethaudière « tant en son nom que comme mère et tutrice de Jehan Thireau son fils aîné et dudit deffunct ».

De ces nouveaux hommages nous pouvons peut-être conclure que Jean Tireau avait atteint sa majorité à cette époque, mais qu'il n'était pas à la Jordronnière.

Deux pièces de 1643 nous apprennent que Jeanne Louveau vivait encore à cette date. Elle habitait alors Vieillevigne (6) où demeurait sa fille Charlotte, mariée à Daniel Sauvé, sieur de Brunart.

De son mariage avec Jeanne Louveau, Théodore Tireau avait laissé cinq enfants : Jean, Théodore, Charles, Charlotte et Madeleine.

Jean Tireau, le fils aîné nommé dans les pièces citées plus haut, mourut probablement en 1628 ou 1629 et loin de sa famille, qui semble être restée longtemps dans l'incertitude sur son sort (7).

(1) Marmande, château en ruine et village, commune de Vellèche, Vienne.

(2) Foy-la-Vineuse, aujourd'hui Faye-la-Vineuse, commune du canton de Richelieu, Indre-et-Loire.

(3) Seau, Ceaux, Vienne.

(4) Le Puybelliard, commune du canton du Chantonay, Vendée.

(5) Exoudun.

(6) Vieillevigne (Loire-Inférieure) avait une Église de fief.

(7) Cette date de 1628 est celle du siège de La Rochelle. Serait-ce là qu'aurait péri Jean Tireau ?

Les noms des autres enfants nous sont donnés par une pièce en date du 28 avril 1643 :

C'est la desclARATION des dhômaines et héritages nobles que Théodore Thireau sieur de La Jordronnière demourant en la maison noble de la Restelière paroisse du Poiré de la Roche sur ion, tant pour luy que pour Charles Thireau sieur du Boisjollain son frère absent baille et fournist à vous nos seigneurs les commissaires ordonnez par sa majesté pour la liquidation et amortissement de l'arrière ban.....

Sçavoir est la maison noble de La Jordronnière — consistant.....

... Auxquelles les ditz Théodore et Charles Thireaux sont fondez et à eux appartient seulement la moitié pource que l'autre moitié appartient à Daniel Sauvé escuier sieur de Brunard demourant au bourg de Vieille Vigne en Bretagne, A cause de damoiselle Charlotte Thireau sa fême et à François de Vassault aussi escuyer sieur dudit lieu demourant à présent audit lieu de la Jordronnière, à cause de damoiselle Magdelaine Thireau sa femme. Les dictz Thireaux enfans et héritiers de deffunct Théodore Thireau vivant sieur dudit lieu de La Jordrenière..... »

Théodore Tireau, sieur de La Jordronnière, qui signait cette déclaration et qui habitait en 1643 la paroisse du Poiré (1) et en 1677 la paroisse de Belleville (2), est évidemment le pasteur qui desservait en 1663 Aizenay (3), Belleville et le Poiré, quoique sa qualité de pasteur ne soit mentionnée dans aucune des pièces que nous avons entre les mains. Nous reviendrons à lui tout à l'heure.

De Charles Tireau, sieur de Boisjolin, nous ne savons que le nom.

Nous retrouverons plus loin la descendance de Charlotte Tireau et de Daniel Sauvé sieur de Brunard. Ce Daniel Sauvé, demeurant à Vieillevigne, est sans doute le pasteur mentionné par M. Vaurigaud dans son *Essai sur l'histoire des Églises réformées de Bretagne* (4).

(1) Le Poiré-sur-Vie, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de la Roche-sur-Yon, Vendée.

(2) Belleville, commune du canton du Poiré-sur-Vie.

(3) Aizenay, commune du canton du Poiré-sur-Vie, Vendée.

(4) « Daniel Sauvé, pasteur à Vieillevigne, avant 1637 et au delà de 1660. Il assista comme député de la province de Bretagne au Synode national d'Alençon (1637). » (Vaurigaud, *Essai sur l'Histoire des Églises réformées de Bretagne*, t. II, p. XLVII des pièces justificatives).

Il appartenait probablement à la même famille que le pasteur Charles

Madeleine Tireau, mariée à François de Vassault, ayant été faite en 1643 « dame hommagère » de la Jordronnière, « en vertu d'un contract d'eschange passé par devent Pavaudeau et Lucas Genti noteres de la Chatelanie de Vieille-vigne... entre lesdits de Vassault et demoiselle Madeleine Tireau sa femme et noble homme Théodore Tireau son beau-frère », nous trouvons toute une liasse de papiers où figure son nom : réception d'hommage, aveux et dénombremments, baux; pièces de procédure. Dans une de ces pièces nous trouvons la mention d'un « contract d'acquisition faite par François de Vassault escuier, de Daniel Sauvé escuier, damoiselle Charlotte Tireau sa femme et Charles Thireau escuier, des parts et portions qui leur apartenoient en la maison et seigneurie de la Jordronnière (1) ».

Veuve en 1649, Madeleine Tireau mourut en 1669, laissant le domaine de la Jordronnière à son fils Philippe de Vassault (2).

Philippe de Vassault mourut apparemment peu d'années après et sans laisser de descendance, car en 1677 la Jordronnière appartenait de nouveau à Théodore Tireau, frère de Madeleine, et une pièce datée du 8 août 1678 fait mention des « tiltres et contracts en vertu desquels ledit feu Théodore Tireau auroit esté fait propriétaire des parts et portions contingentes de ses cohéritiers ».

Redevenu sieur de la Jordronnière, Théodore Tireau, qui demeurait alors au bourg de Belleville, affermait la maison de la Jordronnière à « Alexandre Dézerit, Maistre

Sauvé, sieur de Longchamps, qui desservait en 1630 et 1637 l'église de Montaignu, voisine de celle de Vieilleville (V. Lièvre, *Hist. des prot. du Poitou*, t. III, p. 300).

(1) Contrat du 2 février 1644 « receu soubz la cour de la baronnie de Sigournay ».

(2) Dans le *Catalogue alphabétique des nobles de la généralité de Poitiers maintenus et condamnés roturiers* par Colbert, Barentin et Rouillé du Courdray, Commissaires du Roy, intendants en Poitou (édité à Poitiers en 1667) avec les notes de Maupeou d'Ableiges, réimprimé en 1865 par Dugast-Matifeux (*État du Poitou sous Louis XIV*), nous trouvons p. 367 :

Élection de Fontenay; Chantonay. — Tireau (Marguerite) veuve de François Vassaut s^r de la Jordronnière; Philippe de Vassaut, leur fils et Samuel de Vassaut, s^r de la Frezelière, son neveu, maintenus nobles par sentence du 23 septembre 1667, portent : d'or à la croix de gueules endentée de sable, chargée de cinq coquilles d'argent.

sargetier et Anne Poirier sa femme » par un bail « passé au bourg de Sigournay » le 9 mars 1677. Mais il était expressément stipulé dans ce bail « qu'au cas que led. sieur Tyreau voullut venir demeurer en sad. maison de la jordronnière avant la fin delad. ferme, qu'il pourra le faire en advertissant toutefois lesd. preneurs six mois auparavant sad. venue pour leur donner du temps de trouver une autre maison, et au cas qu'ils ne le puissent dans lesdits six mois, leur accordera quelques chambres en ladite maison ».

Était-ce la situation chaque jour plus précaire faite aux pasteurs de l'Église réformée par le gouvernement de Louis XIV (1) qui avait poussé Théodore Tireau à se réserver la possibilité de revenir habiter sa maison de la Jordronnière? Quoi qu'il en soit, il n'eut pas à user de cette clause, car il mourut à la fin de l'année 1677 ou dans les premiers jours de l'année 1678.

Nous trouvons, en effet, un acquit en date du 21 janvier 1678, signé de Cyprien Gillier « seigneur marquis de Marmande, baron des baronnies de Sigournay, le Puybeliard et Chantonay », par lequel celui-ci reconnaît avoir « traité et composé avec les héritiers de deffunt Théodore Tyreau seigneur de la Jordrenière du rachapt à nous obvenu de ladite maison et appartenances de la Jordrenière sittiuee en la paroisse de Sigournay et ès environs par le decès dudit sieur Tyreau... »

Théodore Tireau laissait deux fils, Charles et Théodore, et une fille mariée à Jacques de May, sieur de la Perrière; car un accord conclu le 17 mai 1678, au sujet des droits dus par suite du décès de Théodore Tireau, entre « Henry Bellanger escuyer sieur du Plessis Hautelin y demeurant et Jean de la Place (2) sieur de la Sauvagerie demeurant à Chantonay au nom et comme ayant charge

(1) L'exercice du culte protestant avait été interdit à Belleville et au Poiré par un arrêt de 1663 et Aizenay était réduit à un exercice de fief.

(2) Jean de La Place, sieur de la Sauvagerie, pasteur de Chantonay et du Puybelliard en 1663. Le culte ayant été interdit au Puybelliard; puis à Chantonay, se célébrait en 1678 au château de Bourdevaire, paroisse de Sainte-Cécile, à 6 kilomètres environ du Puybelliard et de Chantonay. A la Révocation, La Place passa en Hollande. (Lièvre; *Hist. des prot. et des Egl. réf. du Poitou*, t. III, p. 279.)

des enfans et héritiers de defunct M^{on} Tyreau sieur de la Jordronnière », est approuvé le 29 juin suivant par Charles Tireau, sieur de la Cailtière, Théodore Tireau, sieur de la Franchetière et Jacques de May « escuier » sieur de la Perrière, (Charles Tireau signe *Cailtiere*; son frère signe *Theodore Tireau*; Jacques de May signe *De May*).

De Théodore Tireau, sieur de la Franchetière, et de Jacques de May *escuier*, sieur de la Perrière, les papiers de la Jordronnière ne nous disent rien de plus que leurs noms inscrits ici (1).

Quant à Charles Tireau, sieur de la Cailtière (2), une note au bas d'une « assignation au seigneur de la Jordronnière à comparoir aux assises de la Bretaudière », en date du 3 mai 1678, nous apprend que « Charles Tyreau sieur de la Cailletière et de la Jordronnière est au service du Roy

(1) Nous retrouvons le nom de Jacques de May, sieur de la Perrière, dans les registres de l'Église réformée de Vieilleville, qui nous donnent aussi le nom de sa femme, Jeanne Tireau, dans les actes de baptême de leurs trois enfans : Jacques-Fleurant, baptisé le 26 février 1676; Jeanne, baptisée le 25 mars 1677; Jacob, baptisé le 15 septembre 1681.

Jeanne Tireau mourut apparemment peu après, car nous trouvons dans le registre de Sucé, à la date du 4 mars 1683, la « bénédiction du mariage d'entre Jacques de May, sieur de la Perrière et de Bénigne Sauvé, fille de defunct Daniel Sauvé et Charlotte Tureau (*sic*), l'époux âgé d'environ 38 ans et l'épouse de 32, ledit mariage célébré au bourg de Sucé, au lieu de l'exercice de ceux de Nantes. Signé, Jacques de Brissac, ministre, Jacques de May; Bénigne Sauvé; Jeanne Sauvé; Aymée Sauvé; René de Goulaine; Gabriel Sauvé ». (De Granges de Surgères : *Registres des protestants de Nantes, Blain, le Ponthus, Sucé, et Vieilleville*. Nantes, 1897.)

Enfin, malgré la traduction des prénoms, nous pouvons reconnaître Jacques de May et sa famille dans une liste de *Français réfugiés* qui obtiennent la *denization* en Angleterre, le 9 avril 1687.

« James Demay;

Benine, his wife;

Lewis;

Jacob and

Jane, their children ».

(*Publications of the Huguenot Society of London*, vol. XVIII, p. 185.)

(2) *Cailtière*, c'est ainsi que signe Charles Tireau. Nous trouvons ailleurs *La Cailletière*. Le *Dictionnaire géographique du département des Deux-Sèvres* (Niort, 1874) indique un village du nom de la Cailletière dans la commune de Saivre et une ferme du même nom dans la commune de Lezay, dont le chef-lieu n'est guère qu'à une dizaine de kilomètres d'Exoudun. Il n'y aurait rien que de vraisemblable à ce que la famille Tireau eût possédé une terre dans cette région; mais il faudrait pouvoir retrouver les noms des anciens possesseurs de la ferme de la Cailletière pour s'assurer si c'est de là que Charles Tireau prenait le titre de sieur de la Cailletière.

en qualité de lieutenant de cavalerie dans le Régiment Royal Roussillon ».

En 1682, Charles Tireau était « lieutenant d'une compagnie de cavalerie au Régiment maistre de camp général » ; en 1685 « lieutenant d'une compagnie de cavalerie au Régiment commissaire général ». (Avait-il changé de régiment ou son régiment avait-il changé de nom ?)

Charles Tireau quitta la France à la révocation de l'édit de Nantes et ses biens furent saisis.

Dans l'*État des baux des biens des rel. fugitifs dans l'élection de Mauléon* (1) nous trouvons :

Le bail des biens de Charles Tireau qui consistent en une petite maison appelée la Jordonnière par. de Sigournay et environs et tous autres domaines, adj. le 7 août 1687 à Pierre Saulnier 260 £. et en marge :

Ces biens valent 500 £ de rente.

Les papiers de la Jordonnière nous apprennent seulement qu'en 1692, les biens de Charles Tireau avaient passé aux mains de sa cousine Jeanne Sauvé (2), veuve de Philippe Gauly, sieur de la Touche (3) docteur en médecine, qui en rend l'aveu à la baronnie de Sigournais le 14 août 1692 :

Sachent tous que de vous haut et puissant Messire René de G. liers chevallier seigneur marquis de Cleranbaud, Baron de Marmande en Tourenne, seigneur de Puygareau, Baron des Baronnie

(1) Papiers Guitton (*Bibl. de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*). Mauléon s'appelle aujourd'hui Châtillon-sur-Sèvres (Deux-Sèvres).

(2) Jeanne Sauvé, fille de Daniel Sauvé et de Charlotte Tireau, avait épousé Philippe Gauly, le 29 mai 1668. (Beauchet-Filleau, *Dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou*, 2^e édition).

(3) La Touche, commune de la Réorthe (canton de Sainte-Hermine, Vendée) encore possédée de nos jours par la famille Gauly, devenue catholique.

Le curé constitutionnel Benjamin Gauly, qui fut administrateur du département de la Vendée en 1793, était arrière-petit-fils de Philippe Gauly, docteur en médecine et de Jeanne Sauvé. Né à La Touche, en 1753, prieur-curé de Saint-Vincent-du-Fort-du-Lay (paroisse voisine de celle de la Réorthe et réunie aujourd'hui à celle de Puymaufrais), il renonça à l'état ecclésiastique en 1794 et « se retira à La Touche où il se livra jusqu'à son extrême vieillesse à des expériences agricoles qui furent fécondes à ses concitoyens et lui valurent une persévérante popularité ». (Chassin, *La préparation à la guerre de Vendée*, t. I, p. 192.) Il mourut en 1839.

du Puybelliard, Chan. ^{ay} et Sig. ^{ay} et autres places, Je dam^{lle} Jeanne Sauvé vefve Philippe Gaully sieur de la Touche docteur en médecine, hérittièrre, à la faveur de l'éd. du Roy du mois de décembre mil six cent quatre vingt neuf, de Charles Tyreau sieur de la Cailletière mon cousin, demeurant à la Touche paroisse de Notre-Dame de la Réorte, confesse et avoue tenir de vous à cause de votre baronnie de Sig. ^{ay}..... l'hostel noble de la Jordronnière avec ses appartenances et dépendances cy après...

Il ne faut pas se hâter de s'indigner en voyant des parents invoquer l'édit de décembre 1689 et revendiquer les biens saisis des fugitifs. Bien souvent ce n'était qu'un moyen de les leur conserver autant que faire se pouvait et les nouveaux possesseurs faisaient passer aux réfugiés les revenus de leurs domaines, ne se considérant eux-mêmes que comme des détenteurs temporaires.

A cet égard il y a lieu de remarquer les termes d'une déclaration faite le 25 mai 1699 par Philippe Gauly, fils aîné de Philippe Gauly, docteur en médecine (1) et de Jeanne Sauvé :

Sasche tous que de vous..... Je Philippe Gauly s^r de la Touche y demeurant paroisse de la Réorte foisant pour Charle Tireau s^r de la Calletière apesans (2) du royaume et comme posédant les dommoines despandant de la maison noble de la Jordronnrière en la paroisse de Sigournay au terme de la desclARATION du roy du mois de dessambre mil six cent quatre vingé neuf...

Un autre *État des biens des fugitifs et de ceux qui les possèdent* envoyé le 23 avril 1699 (3) mentionne la V^e Gauly et ses enfants, par. de la Réorte, « mal convertis ».

Jeanne Sauvé et ses enfants étaient, en effet, si mal convertis que nous trouvons un peu plus tard, dans l'*État de*

(1) De son mariage avec Jeanne Sauvé, Philippe Gauly, docteur en médecine, avait laissé trois fils :

1^o Philippe, sieur de La Touche, mort en 1741 ;

2^o Daniel, sieur de l'Angle, qui mourut à Sigournay, en 1703, laissant deux fils, dont leur oncle fut nommé tuteur en 1711, leur mère s'étant remariée.

3^o Charles « qui passa en pays étranger en 1696 et dont on perd la trace depuis 1701 ». (Beauchet-Filleau. *Dict. hist. et gén. des familles du Poitou*, 2^e édition, 1905.)

(2) Absent.

(3) *Bibl. de la Soc. de l'hist. du prot. français*. Papiers Guitton.

ceux qui sont sortis du royaume au préjudice des défenses de la déclaration du 11 février 1699 (1) : « la dame de la Touche Gauly et un de ses enfants de la par. de Sigournay » et, en marge : « son bien est saisi ».

Dans quel pays s'était réfugiée Jeanne Sauvé ? Je n'ai pu trouver aucune indication à cet égard.

Dans une déclaration au sujet des droits de franc fief, en date du 12 décembre 1700, Philippe Gauly déclare posséder

La maison et mestairie de la Jordronnière..... par vertu d'une santance rendue par Monsieur le Lieutenant général de Poitiers au profit de ma mère comme héritière de Charle Tireau es^{er} sieur de la Cailletière fugitif, laquelle ditte ma mère a aussy passé en les pais estrangers, sur laquelle, après son évacion, on a fait saisir lad. maison et mettre au bail par devant Monsieur d'Ableiges (2) intendant dont j'en poursuis la main levée.

Quoique ayant obtenu mainlevée de la saisie, les héritiers de Jeanne Sauvé eurent, semble-t-il, quelque difficulté à rentrer en possession de la Jordronnière, car nous voyons qu'en 1713 il est fait une « saisie réelle de la maison de la Jordronnière » à la requête de M^e Philippe Gauly et autres » contre « Pierre Brevet, curateur à la succession abandonnée ».

Une lettre de Philippe Gauly, en date du 19 juin 1717, et le mémoire qui accompagne cette lettre nous font connaître quelques-unes des complications créées par les divers édits qui avaient disposé des biens des protestants fugitifs.

Voici d'abord la partie principale de la lettre :

Monsieur,

Je vous supplie, s'il vous plaît, de vouloir me faire le plesir de me donner vottre avis sur le petit mémoire que vous trouverez en la presante au sujet des assises du Plesir d'estrechis (3), où je

(1) Papiers Guitton.

(2) Gilles Maupeou d'Ableiges, intendant de la généralité de Poitiers.

(3) Il s'agit sans doute du Plessis-Houtelin, dont le seigneur était aussi seigneur d'Estrechy

suis appelé, on me demande un rachapt, savoir si je le doy véritablement et en quel temps je le doy, à quoy que s'y c'est du jour de la sortie du s^r Thireau, il appartiendra au seig^r du Plessy — sy c'est du jour de la desclaration du roy de 1689, ce sera à son fermier —, ou en vertu de la desclaration de 1698 qui en donne la véritable propriété du fon, ce sera à un second fermier, je voudrais bien payer véritablement à celui à qu'il est deubz en cas que je le doivent, faite moy le plesir Monsieur de me coter le mois et l'année de la desclaration du roy qui en donne la véritable propriété du fond.

Et voici le mémoire (1) :

Charles Tireau s^r de la Cailletière... de la maison noble de la Jordronnière, sorti du royaume en l'année 1685 pour coze de religion — depuis sa sortie jousques en 1690, le roy (jouit) de son bien pareillement que de ceux de tous les autres fugitifs en pareil cas.

Au mois de dessambre 1689 il plut au roy donner une desclaration par laquelle ils abandonna aux héritiers et plus proche parans des dits fugitifs resté en le royaume les jouissances seulement des dits biens sans qu'il peussent les vendre ny aliéner pendant 3 ans — en un mot le roy ce reserva la propriété de disposer du fon.

Au bout des 3 ans la dite desclaration de 1689 a esté confirmé par plusieurs autres desclarations jousques à ce qu'on pretant en 1698, que le roy en donna une autre par laquelle ils a donné la propriété du fon au dits héritiers, voyant que ses sujets fugitifs ne voulaient pas revenir en le royaume.

En vertu de tous ces esdits et déclarations je me trouve héritier du dit sr de la Cailletière et ainsy propriétaire de la maison de la Jordrounière — ce qui est coze que je suis appelé aux assises du Plessy des trechis d'où partie des terres de cette..... relève noblement par homage et..... bien faire, mais on me demande..... chapt à quoy de la mutation; je supplie le conseil de me dire sy je le doy véritablement et, au cas que je le doivent, sy ces du temps de la sortie du dit sr de la Cailletière arrivé en 1685 ou du temps de la desclaration du roy du mois de dessambre 1689 ou de celle qui en donne la véritable propriété.

Et s'il n'y a point de prescription pour le dit rachapt, et s'il sont en droit de desclaré cette année sief ouvert puisqu'il ne l'ont point fait depuis si longtemps que le rachapt leur est deubz, poze en fait qu'il leur soit deubz.

(1) Plusieurs mots manquent ou sont incomplets, le feuillet étant déchiré aux angles.

De plus nous ne sommes pas certain que le sr de la Cailletière Tyreau soit mort encor et il peut être vivant en Angleterre.

Cette dernière phrase du mémoire de Philippe Gauly est la dernière mention du nom de Tireau que nous trouvions dans les papiers de la Jordronnière.

Mais nous retrouvons le nom de La Cailletière (sous diverses orthographes) parmi les réfugiés français, d'abord en Hollande, puis en Angleterre et enfin en Irlande.

D'abord en Hollande :

Par acte du prince d'Orange, du 16 février 1686, « Charles de la Cailletrie, lieutenant de cavallerie » reçoit 350 florins, ayant servi dans la cavalerie.

« Officier sorti du service de France. »

Par acte du prince d'Orange, du 16 février 1686, « Théodore de la Cailletrie, lieutenant de cavallerie » a 350 florins, ayant servi dans la cavalerie.

« Officier sorti du service de France (1). »

Nous trouvons ensuite deux lieutenants du nom de *Cailletière* ou *La Cailletière* dans la liste des officiers du régiment de cavalerie de Schomberg, levé en Angleterre en juillet 1689, l'un « La Cailletière (sen.) » parmi les officiers à solde entière permanente, l'autre, « Cailletière (jun.) » parmi les *officiers incorporés* (qui recevaient probablement une gratification lors de leur enrôlement, mais ne recevaient de solde que lorsqu'ils étaient en service actif) (2).

Après la paix de Ryswick, ce régiment (devenu le régiment du comte de Galway), fut passé en revue, en 1698, avant d'être licencié, et, dans la liste des officiers

(1) Renseignements communiqués par M. Rosier, commis de la bibliothèque wallonne de Leyde.

(2) Agnew, *Protestant exiles from France*, t. II, p. 83.

Le régiment de cavalerie de Schomberg, formé de Français réfugiés, fut envoyé en Irlande pour combattre le soulèvement jacobite et se montra un corps admirable. Lorsque Schomberg eut été tué à la bataille de la Boyne, le marquis de Ruigny fut fait colonel de ce régiment (qui prit le nom de régiment du comte de Galway quand Ruigny eut été fait comte de Galway).

En 1692, le régiment de Ruigny fut envoyé dans les Flandres et prit part en 1693 à la bataille de Landen (ou Neerwinden) sous le commandement du roi Guillaume en personne. Les régiments français servirent ensuite en Hollande et sur le Rhin jusqu'à la paix de Ryswick et furent alors licenciés.

dressée à cette date, nous trouvons un « La Caltière » cornette, et, parmi les officiers mis en réforme, « La Cailletière », capitaine.

Nous rencontrons ensuite à plusieurs reprises le nom de La Cailletière dans les registres des Églises françaises de Dublin publiés par la *Huguenot Society of London*.

En 1705, « Charles de la Cailletière escuyer » est parrain d'une fille de « Charles Janyre de la Bouchetière, escuyer, et de Dame Mariane Falaiseau » (1).

En 1706, Madame Marianne de la Cailletière (née La Bouchetière ?) est marraine d'un enfant de Mr. Jacques Soignon (2).

En 1713, « Magdelaine Henriette Jackson... a eu pour parrain, Coll. Charles Bouchetière représenté par Mr. La Cailletière, lieut. de cavalerie » (3).

En avril 1718, le fils de Mr. Fleury, « a esté présenté par Mr. le colonel Charles de la Bouchetière et par Mad^e Louise de la Cailletière » (4) et en août 1718 Madame Louise de la Cailletière est marraine de Jean-Daniel Pomarède (5).

Enfin, nous rencontrons pour la dernière fois le nom de La Cailletière dans les deux actes de décès ci-après, extraits du « Registre mortuaire des Églises unies de Peter Street et Lucy Lane » à Dublin (6).

Monsieur de la Cailletière, l'ainé, capitaine de Cavalerie, est mort le 19^e avril 1725, âgé de 78 ans, et a été enterré dans le Cimetière de Peter Street le 21 du dit.

Monsieur la Cailletière. — Monsieur Théodore de la Caille-

(1) Registers of the French Conformed Churches of St-Patrick and St Mary, Dublin. (*The Publications of the Huguenot Society of London*, volume VII.)

(2) Registers of the French non-conformist Churches of Lucy Lane and Peter Street. Dublin. (*Publ. of the Huguenot Soc.*, vol. XIV.) Dans l'acte la marraine est appelée Mme Marianne de la Cailletière, mais elle signe « Marianne La Bouchetière ».

(3) Registers of the French Conformed Churches of St-Patrick and St Mary. Dublin. (*The Publ. of the Huguenot Soc.*, vol. VII.)

(4) Livre des baptêmes des églises françaises unies de Dublin. (*The Publ. of the Huguenot Soc.*, vol. VII.)

(5) Registers of the French non-conformist Churches of Lucy Lane and Peter Street. Dublin. (*Publ. of the Huguenot Soc.*, vol. XIV.)

(6) *The Publications of the Huguenot Society*, vol. XIV.

tire (sic) natif de Vielle Vigne en Bretagne, est décédé à Dublin le 13^e novembre 1730 âgé de 77 ans; a esté enteré au cimetièrre de Peter Street le 15 courant. Monsieur de Durand, l'un des pasteurs, a fait l'enterrement.

Il s'agit certainement dans ces divers actes de Charles et de Théodore Tireau les fils du pasteur d'Aizenay, Belleville et le Poiré, bien que le nom de Tireau n'y soit pas mentionné et que Théodore lui-même y soit désigné par le nom de terre de son frère aîné (1).

Leur nom s'est-il éteint avec eux? Je l'ignore.

Les biens de Jeanne Sauvé et de Philippe Gauly, docteur en médecine, restés indivis entre leurs héritiers jusqu'alors, furent partagés en 1744 entre leurs petits-enfants, et le domaine de la Jordronnière devint la propriété de Charles Gauly, second fils de Daniel Gauly, sieur de l'Angle.

Charles Gauly, sieur de la Jordronnière mourut en 1767, laissant deux filles, dont l'une mourut célibataire et dont l'autre, Louise-Charlotte, était mariée à Charles-Madeleine Fleury (2) sieur du Plessis (3).

Le fils de Charles-Madeleine Fleury et de Charlotte Gauly, Charles-François-Henri Fleury, né en 1768 à la Jordronnière, mort à la Jordronnière le 1^{er} décembre 1853, en fut le dernier possesseur descendant de Théodore

(1) Dans les *Extraits des registres de l'Église de Vieilleville*, publiés par le marquis de Granges de Surgères, nous avons trouvé le nom de « Théodore Tereau, » (évidemment Théodore Tireau) comme témoin d'un enterrement en 1682. Et nous devons probablement reconnaître aussi une lecture erronée du nom de Théodore Tireau dans un *Théodore Tireace* qui est parrain le 12 janvier 1694-1695 (ancien et nouveau style) d'une fille de « M. Jean Thomas, M^e chirurgien de Cavisson en Languedoc et Marie Chapeau, de Blain en Bretagne » baptisée dans l'église wallonne de Southampton et dont les marraines sont les « D^{lles} Charlotte Sagot et Israëlite Buor » (deux autres noms du Bas-Poitou). (*Publ. of the Huguenot Soc.* Vol. IV.) Tout en étant désigné par le nom de terre de son frère, Théodore Tireau continuait donc à signer *Théodore Tireau*, comme dans l'acte de 1678 mentionné plus haut.

M. Lièvre mentionne parmi les protestants du Poitou qui émigrèrent à la Révocation, « Charles Tireau, de Sigournais et Louis Tireau, sieur de la Cailletière ». Qui était ce Louis Tireau? Était-ce un fils de Charles? Et qu'est-il devenu? Nous n'avons pu retrouver son nom nulle part.

(2) Charles-Madeleine Fleury était fils de Jean Fleury, assesseur civil et criminel au siège royal de Fontenay-le-Comte.

(3) Le Plessis, commune de Réaumur, canton de Pouzauges, Vendée.

Tireau, sieur de Boisjolin. Marié à Rose-Marguerite Bouquet, fille de Paul-René Bouquet et de Marguerite Majou (1), il en avait eu deux enfants; mais il perdit successivement sa femme en 1808, sa fille en 1810 et son fils, âgé de 24 ans, en 1825. Il s'était remarié en 1817 à la veuve du colonel Bouquet (2), Marie-Sophie-Victoire Majou des Grois (3) qui ne lui donna pas d'enfants.

La maison de la Jordronnière appartient aujourd'hui à mon cousin M. Louis Chatelain, arrière-petit-fils de P. A. Boutet et de Marie-Anne Bouquet, qui a mis obligeamment à ma disposition les papiers d'où j'ai extrait ces notes sur Théodore Tireau et ses descendants.

JEANNE GRIMAUX.

(1) Paul-René Bouquet était arrière-petit-fils de Pierre Bouquet, sieur de la Chevalerie, sénéchal des baronnies de Chantonay, le Puybelliard et Sigournay; Marguerite Majou était petite-fille de Samuel Majou, sieur de Lousigny, dont le testament a été publié en 1854 par l'archiviste Paul Marchegay, son descendant. De ce mariage étaient nées trois filles qui furent protestantes comme leur père et leur mère :

Marguerite-Louise, mariée à Pierre-Alexandre Marchegay des Granges.

Marie-Anne (ma bisaïeule) mariée en 1803 à P. A. Boutet.

Rose-Marguerite, mariée à Charles-François-Henri Fleury.

(2) Benjamin Bouquet, mort en 1815, était fils de Pierre Bouquet, médecin à Luçon, et de Florence Clémenceau, et neveu de Paul-René Bouquet.

(3) Fille de Jean-Joseph-Daniel Majou des Grois, juge de paix à Chantonay, mort en 1812, qui descendait d'un frère de Samuel Majou, mais cette branche de la famille était devenue catholique au XVIII^e siècle.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Deux apologies du duc François de Guise

POLTROT DE MÉRÉ. — LA VÉRITÉ SUR LE MASSACRE DE VASSY

La première a paru déjà, en 1910, dans la *Revue des Études historiques* (1) sous la forme d'une étude sur « Jean de Poltrot, seigneur de Méré, meurtrier de M. de Guise (1563) », et, deux ans plus tard, en tête du livre de M. Pierre de Vaissière, intitulé *Récits du temps des troubles* (xvi^e siècle). *De quelques assassins* (2). Ce volume, fort bien imprimé et illustré, est consacré, ainsi que l'indique son titre, aux assassins de François de Guise, de Coligny, du duc et du cardinal de Guise, enfin de Henri III, galerie sinistre dont, à cette époque, la France détient le record.

La deuxième apologie du célèbre héros de Vassy, plus discrète que la première, est constituée par une étude récente que M. Noël Valois, membre de l'Institut, a insérée dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France* de 1913 et qui a été tirée à part, en 1914, en une brochure de 48 pages in-8° intitulée « Vassy ».

Je commencerai par rendre hommage à l'érudition très riche, très précise dont témoignent ces travaux inspirés par les méthodes sévères de l'École des Chartes. M. P. de Vaissière ne s'est pas contenté de fouiller tous les coins et recoins de l'immense amas de documents qui ont été accumulés sur le xvi^e siècle. Il en a dégagé, pour le situer avec la plus minutieuse exactitude, chaque épisode, et dans ces épisodes, chaque détail, chronologique, topographique, généalogique, de ces tragiques événements et de leurs acteurs. J'irai même plus loin et je dirai, sans arrière-pensée, qu'à cet égard son livre est aussi complet, aussi définitif que possible.

Est-ce à dire qu'il nous présente ici, notamment en ce qui concerne l'assassinat de François de Guise, une œuvre vraiment impartiale et digne de foi ? Je ne le pense pas et je me bornerai, pour justifier mon sentiment, à deux remarques.

(1) N° de septembre-octobre 1910.

(2) Paris, Émile-Paul, 1912.

I

La première se résume en cette question : Pourquoi le duc de Guise a-t-il été assassiné par Poltrot de Méré? C'est bien là, n'est-il pas vrai, la première question que devrait se poser un historien. Eh bien ! qu'on lise, sans parti pris, tout le début du travail si intéressant, si bien présenté de M. de Vaissière. Nulle part on ne trouvera exposée, dans l'âme de Poltrot, la genèse de son forfait, si bien exprimée dans ces vers contemporains :

Il avoit bravement
Résolu en son cœur
Que le plus grand honneur
Que l'homme peust acquerre
Seroit d'oster l'auteur
Et chef de ceste guerre (1).

Je me trompe. On trouve bien quelque part, en passant, que François de Lorraine était appelé le « boucher de Vassy », et il semble même que, çà et là, le fait d'avoir, par ses violences et ses actes de cruauté, déchaîné la guerre civile, soit sous-entendu. Mais nulle part le rôle capital de cet homme de parti, celui-là même qu'il s'est attribué sur son lit d'agonie... « J'ay esté frappé à la mort *pour soutenir l'Église* et la querelle de mon Dieu (2)... », nulle part, dis-je, cette attitude qui l'a fait s'insurger, *avant même qu'il eût été promulgué*, contre l'édit du 17 janvier 1562, n'a été exposée. Lorsqu'on lit l'énumération, par l'auteur, de toutes les vertus du grand capitaine qu'était le héros de Vassy, et de toutes ses actions d'éclat, on a l'impression bien nette que c'est à cause de ces mérites qu'il a été traîtreusement occis. Or, à quoi bon de longues discussions sur les détails du crime et sur tous ses alentours, si les causes essentielles, nombreuses et précises, de ce forfait sont délibérément passées sous silence ?

J'estime, en effet, que pour justifier l'attitude de François de Guise, laquelle entraîna sa mort violente, il ne suffit pas d'écrire, comme M. de Vaissière : « Si la force mise au service d'un homme de valeur exceptionnelle avait pu réduire le protestantisme qui ne devait être rejeté que par le pays lui-même dont, comme on l'a démontré, l'âme et le génie répugnaient essentiellement à l'esprit et aux doctrines réformées, — c'est bien au duc de Guise qu'aurait

(1) E. Tricotel, *Poésies protestantes sur Jean Poltrot s^r de Méré*, p. 36.

(2) *Le saint et pitoyable discours, comme ce bon prince François de Lorraine, duc de Guyse, se disposa à recevoir le saint sacrement de l'autel, et l'extrême onction... A Paris, pour Barbe Regnault*, in-4° de 4 feuillets s. d., f° 3 v°.

dû revenir l'honneur d'être le sauveur du catholicisme. » — Cette phrase n'est-elle pas surprenante sous la plume d'un historien? Non seulement elle admet implicitement l'emploi de la force dans la lutte pour le triomphe de certaines idées ou institutions *qui n'avaient été attaquées jusque-là que par des paroles et des opinions*; mais elle suppose *démontré*, ce qui ne l'a jamais été, que « *l'âme et le génie de la France répugnaient à l'esprit et aux doctrines réformées* ». Si cela était vrai, il est évident qu'il n'aurait pas été nécessaire de mobiliser toutes les forces du royaume pour s'opposer à l'extension de cet esprit et de ces doctrines.

*
* *

Voici ma deuxième observation : Dans son récit, M. P. de Vaisière fait nécessairement état des interrogatoires et aveux contradictoires de Poltrot de Méré, et notamment du premier (1), rédigé, *non devant un tribunal régulièrement constitué, par un greffier, au fur et à mesure des questions et des réponses, mais après coup, par un certain Vialart qui appartenait à la maison du duc de Guise*. Le devoir élémentaire d'un historien digne de ce nom n'était-il pas d'examiner la valeur de ce prétendu procès-verbal, les conditions dans lesquelles il avait été rédigé, de le confronter avec les réponses qu'y fit Coligny et avec ce qu'on sait ou peut savoir des autres dépositions ? M. de Vaisière ne semble même pas y avoir songé ! J'ai pourtant, il y a déjà quatorze ans, en rendant compte du livre de M. de Ruble sur *L'assassinat du duc François de Lorraine*, démontré que ce qui enlève tout crédit aux prétendus aveux, d'ailleurs contradictoires, de Poltrot de Méré, c'est qu'on n'en possède aucun texte digne de foi, que l'accusé n'a pas été confronté avec ceux qu'il incriminait ; enfin, qu'au surplus, le seul fait que ceux qui avaient intérêt à exploiter ces prétendus aveux contre les huguenots n'en laissèrent subsister *aucun procès-verbal officiel*, infirme péremptoirement toutes les conclusions qu'ils ont voulu en tirer (2). M. de Vaisière a trop soigneusement dépouillé le *Bulletin*, que d'ailleurs il cite souvent, pour que ces remarques lui aient échappé. S'il n'en a tenu aucun compte, c'est qu'il a pensé que cela n'en valait pas la peine et c'est pour cela qu'il se sert de ces textes comme s'ils étaient authentiques et indiscutables.

Qu'après cela M. de Vaisière écrive ces mots : « Complices de Poltrot, au lendemain de l'attentat, tous les exaltés du parti

(1) Qui se trouve imprimé, aussi sans aucune introduction critique, en tête du tome VIII des *Variétés historiques et littéraires* par Édouard Fournier. Paris, Jannet, 1857.

(2) *Bull.*, 1900, p. 653-656.

réformé s'étaient glorifiés de l'être », ou encore que M. Bagnenault de Puchesse, en rendant compte de son livre, écrive, « sur la complicité, *pour le moins tacite*, de Soubise et de Coligny, dans la longue préparation de l'attentat de Poltrot de Méré contre le duc de Guise, *il n'y a guère de doute à avoir* (1) », — cela n'a pas grande importance. On n'a, en effet, jamais pu démontrer que Coligny n'ait pas dit la vérité lorsqu'il écrivit : « Il ne se trouvera que jamais il ait recherché, induit ni sollicité quelqu'un à le faire, ni de paroles, ni d'argent, par soy ni par autrui, directement ny indirectement ». Et s'il ajoute : « J'estime que ce soit le plus grand bien qui pouvoit arriver à ce royaume », on violente la langue française, pour ne pas dire plus lorsque, dans cette phrase, on voit la glorification d'un crime auquel on aurait collaboré. D'ailleurs, M. de Vaissière se garde bien d'incriminer formellement Coligny; il n'est même pas éloigné, sur la foi du mystérieux document dont le *Bulletin* a publié en 1891 (p. 147-152) la traduction, de voir, dans cette suppression violente du principal artisan de la guerre civile, la main même de Catherine de Médicis.

II

M. Noël Valois, lui, a voulu tirer au clair le rôle et la responsabilité du duc de Guise dans le massacre de Vassy.

Il commence par énumérer et discuter la valeur des relations qu'on en possède et dont les plus importantes sont protestantes. En voici une, très sommaire, qu'il ne cite pas, mais qui, très probablement, est la première de toutes en date : « Les nouvelles arrivèrent, le second jour du mois de mars au matin, comme les fidèles de l'Église de Vassy, distant de Troyes d'environ quatorze ou quinze lieues, estant assemblez sans armes à leur façon accoutumée en une grange dedans la ville avoient esté, le jour précédent, les ungs très inhumainement et cruellement massacrés et les autres fort et grièvement blessez sans aucun respect d'âge ni de sexe, par ceux de la suite du duc de Guyse, François de Lorraine, autorisez par sa présence (2). »

Ces relations protestantes — et malgré sa brièveté, il y rangerait sans doute aussi celle-ci, car elle affirme deux ou trois faits précis et significatifs, — M. N. Valois les taxe de partialité. La plus détaillée, celle qui, pour pouvoir raconter toutes les conséquences de cette journée, n'a pu être terminée qu'en 1563 et qui, pour

(1) Feuilleton du *Journal des Débats* du 13 janvier 1912. Voir aussi un article de M. Talmeyr dans *La Croix* du 13 mars 1912.

(2) *Histoire ecclésiastique de l'Église réformée de la ville de Troyes*, par Nicolas Pithou, manuscrit du fonds Dupuy, n° 698, copie à la Bibliothèque de la Société d'Histoire du Prot. fr., ms. n° 385. }

cette raison, a été intitulée *Discours entier...*, il la déclare suspecte, en raison de cette date. Je ne comprends pas pourquoi la relation d'un événement qui a duré *plus d'une année*, serait suspecte parce qu'on n'a pu la terminer qu'un an après l'avoir commencée, car rien ne prouve que la rédaction n'en remonte pas au lendemain du massacre. — Elle renferme, au contraire, un si grand nombre de faits précis, de noms, de circonstances qu'il aurait été facile aux contemporains intéressés de démentir s'ils avaient été controuvés et *qui ne l'ont pas été* — que nous n'aurions le droit de la déclarer suspecte que si d'autres documents permettaient de la trouver en défaut. — Il est vrai que M. N. Valois lui reproche aussi une « tendance à montrer les effets de l'action divine se manifestant en faveur des réformés d'une façon presque miraculeuse ». Or, si ce récit attribue à une intervention divine le fait que le pasteur Jean Gravelle tomba, dans son Nouveau Testament, sur les passages qui devaient, le soir du 18 décembre 1561, lui permettre de confondre, à Vassy, l'évêque Jérôme de Bourges — ou encore le fait que l'épée qui devait couper les jarrets du ministre Léonard Morel se brisa à la garde sans le blesser si cruellement, — cela ne prouve nullement que ces faits soient controuvés. Combien, en effet, n'y a-t-il pas, dans la terrible guerre que nous subissons, de soldats qui ont échappé à la mort grâce à des coïncidences ou à des circonstances si remarquables que quelques-uns les considèrent comme providentielles? Disons-nous que, parce qu'ils les voient ainsi, ces coïncidences ou ces circonstances sont imaginaires?

Toutes les autres critiques adressées à cette relation laissent la même impression d'un procès de tendance. Qu'on lise, par exemple, le portrait que M. N. Valois trace du ministre Léonard Morel, p. 25 et 30 : « Les traits édifiants qu'on prête à ce pasteur proviennent d'une source beaucoup moins sûre. » Quelle source? L'auteur oublie de nous l'indiquer, ainsi que de nous dire pourquoi cette partie du *Discours* « manque de vraisemblance ». Ce qui, à mon sens, manque au contraire de vraisemblance, c'est de prétendre (p. 20) que Morel, se sentant « mortellement navré », aurait été incapable, un peu plus tard, de « penser se sauver ». De même, lorsque (p. 30) M. Valois écrit : « la détention de Morel paraît n'avoir duré que quelques jours », alors que la relation affirme expressément qu'il ne sortit de la prison de Saint-Dizier qu'après plus d'un an, le 8 mai 1563, et encore grâce au prince Porcien. M. Valois peut-il opposer à ce renseignement précis un document quelconque? Nullement. C'est une impression qu'il a et que peut-être il n'aurait pas eue si, au lieu d'un pasteur protestant, il s'était agi d'un prêtre catholique.

Il va sans dire que la brutalité avec laquelle le duc de Guise

traita le ministre, est mise en doute. Or, on sait par ailleurs quels étaient les sentiments et les procédés de ce gentilhomme à l'égard des huguenots en général et de leurs ministres en particulier. La veille de l'affaire de Vassy, il écrivait à Lamotte-Gondrin, son lieutenant en Dauphiné : « S'il se fait par delà quelque assemblée notable... il fera bon de se saisir du ministre et le faire tout soudain pendre et étrangler, comme auteur des séditions... il vous faut attraper les dits prédicans, *quand ils ne sont pas accompagnés, hors de leurs presches, ou en autres lieux*, comme verrez à propos et soudain, le billet au pied, les faire pendre par le prévost comme séditieux, contrevenans aux édits du roy... » (*Bull.*, 1907, 345.) C'est ainsi, d'ailleurs, que, quelques semaines plus tard, François de Guise allait traiter les huguenots de Blois et, en particulier, le pasteur François Chassebœuf, de Mer (*Hist. ecclés.*, II, 578, 580).

Cette lettre caractéristique, M. N. Valois la connaît d'ailleurs et je n'ai pas été peu surpris de lire que, d'après lui, « il s'agissait là surtout de *mesures d'intimidation* à prendre dans une province lointaine dont Guise était gouverneur et où Catherine et Charles IX *lui demandaient eux-mêmes* de sévir contre les huguenots *trop émancipés* », c'est-à-dire qui réclamaient l'observation de l'édit de Janvier que la reine-mère et le roi venaient précisément de leur octroyer (1).

En réalité, après avoir sérieusement épluché la relation qu'il déclare suspecte, M. N. Valois ne l'a trouvée positivement inexacte que sur un point de minime importance, car on ne saurait qualifier autrement l'erreur qu'elle commet en attribuant à un arrêt du Parlement du 31 décembre 1562 le démantèlement de Vassy qui ne fut entrepris par le duc d'Aumale qu'au commencement de l'hiver 1563. Je puis même prouver que ceux qui les premiers propagèrent le *Discours* tenaient à son exactitude, puisque, dans le texte reproduit dès 1564 par le *Livre des Martyrs*, ils supprimèrent une phrase de la plaquette originale dans laquelle l'exécution arbitraire d'un « espinglier » à Saint-Nicolas du Port était attribuée, sans doute à tort, à l'intervention de François de Guise (2).

*
* *

Mais, laissons là ces quelques remarques que je n'ai pu ne pas faire en lisant cette nouvelle étude sur un sujet tant de fois traité, et allons au fond des choses.

(1) M. N. Valois renvoie (p. 36) à une réponse du duc à Catherine de Médicis, du 22 février, qui, lue attentivement, signifie précisément, comme on le verra plus loin, qu'il ne tiendra aucun compte de l'édit de Janvier.

(2) Voyez cette phrase, qui est l'objet d'une note à la page 13 de la brochure de M. N. Valois, dans les *Mémoires de Condé*, III, 133 (cf. Crespin, éd. de 1885, III, 200). L'histoire circonstanciée de l'espinglier se trouve dans Crespin III, 168.

Il s'agit de savoir à qui incombe la responsabilité de ce qui arriva à Vassy le 1^{er} mars 1562, qui, en un mot, provoqua la guerre civile et rendit, pour quarante ans, impossible tout autre *modus vivendi*.

M. N. Valois, dans sa conclusion, commence par faire le procès des huguenots de Vassy. Il leur reproche d'avoir très mal reçu l'évêque de Châlons que les Guises leur avaient envoyé, et d'avoir, *en violation de l'édit de Janvier*, installé leur culte dans les murs et dans un immeuble dont le duc de Guise revendiquait en partie la propriété.

Que les huguenots de Vassy n'aient pas reçu avec une respectueuse déférence l'envoyé d'un voisin dont le but et les intentions n'étaient que trop connus, cela est peut-être regrettable, mais, après tout, naturel et compréhensible. François de Guise n'était-il pas le chef publiquement affiché du triumvirat qui, le 6 avril 1561, s'était engagé par serment à exterminer l'hérésie huguenote et n'avait-il pas, depuis lors, partout où cela lui avait été possible, substitué ses procédés violents à ceux du gouvernement ? M. N. Valois passe sous silence ce fait capital alors connu de tout le monde, mais nous en fournit une preuve de plus lorsqu'il nous raconte (p. 13) les mesures que le duc prit à Joinville, le 28 février 1562, pour faire partir de Chaumont certain prédicant, « *empêcher la cour d'envoyer des instructions contraires* » et y ajouter des informations contre les gens de Vassy. A des mesures analogues qui, un peu partout, produisaient des vexations, des bagarres, des victimes, ces dernières répondaient ce que nous aurions fait à leur place, que le duc et son frère se mêlaient de ce qui ne les regardait pas, assumaient un rôle et une autorité dont le gouvernement ne les avait nullement investis, qu'ils avaient purement et simplement usurpé et qu'ils n'exerçaient qu'en abusant de leur pouvoir et en se servant arbitrairement de la force publique.

Les huguenots de Vassy auraient enfreint l'édit de Janvier en installant leur *prêche dans les murs*? — Ce détail n'est pas prouvé. Un érudit du pays, qui a publié sur *Les Guises et le massacre de Wassy* (Wassy, Blavier, 1890), une brochure très bien faite, M. A. Pierret écrit (p. 35, note) : « Cette grange se trouvait située *en dehors de la cité* dont elle était séparée par le val du Château ; elle devait être assise sur un terrain dépendant du château et cédé à bail emphytéotique. Dans sa lettre au duc de Wurtemberg, Guise dit qu'elle lui appartient pour moitié. Il aurait donc eu loué lui-même sa moitié à quelqu'un qui l'aurait mise, avec l'autre moitié, à la disposition des huguenots... Peut-être a-t-il voulu dire qu'elle appartenait à Marie Stuart, sa nièce, comme usufruitière du château. » Cette dernière hypothèse doit être la vraie, car je

n'ai trouvé nulle part que Guise ou ses amis aient prétendu que les huguenots avaient contrevenu à l'édit en s'installant dans les murs, argument dont ils se seraient certainement servis s'il avait été valable (1). Reste que Marie Stuart, obligée de quitter la France, avait confié l'administration de son usufruit, c'est-à-dire de son revenu de la terre de Vassy, à son oncle. Si cet acte permettait à François de Guise de s'occuper des intérêts de sa nièce à Vassy, il ne lui conférait aucune autorité sur les habitants qui restaient sujets du roi, leur seigneur, et *n'avaient d'ordres à recevoir que des officiers de ce dernier*. Guise et sa mère le savaient si bien qu'ils affectent de n'intervenir que pour détourner du prêche *leurs sujets*, c'est-à-dire les habitants des localités voisines qui avaient été détachées de la châtellenie royale de Vassy, pour agrandir le bailliage de Joinville érigé en seigneurie (2).

Mais, dira peut-être mon contradicteur, si les huguenots de Vassy ne violaient pas l'édit du 17 janvier 1562 en s'installant en dehors des limites de la cité, n'avaient-ils pas, en organisant cette installation *avant cette date*, contrevenu aux « ordonnances qui l'avaient précédé » (p. 34)? M. N. Valois aurait pu donner même plus de poids à cet argument en observant qu'à la date du 1^{er} mars et grâce aux menées du triumvirat appuyées par le parlement de Paris, celui-ci n'avait pas encore enregistré l'édit de janvier, puisqu'il ne le fit, de mauvaise grâce, que le 6 mars. A quoi je réponds qu'avant de promulguer cet édit, la cour avait donné des ordres dans le sens de la tolérance, aux gouverneurs des provinces. C'est ce qui explique que lorsque, le 18 décembre 1561, l'évêque de Châlons Jérôme de Bourges s'était présenté de la part des Guises, le pasteur Jean Gravelle lui avait répondu : « Je m'esbahis comment vous voulez empescher d'invoquer Dieu en ce lieu, veu que le *Roy* le nous permet et *Monsieur le gouverneur*. Or disoit-il cela, estant assuré qu'il en estoit ainsi; car, depuis peu de jours le duc de Nevers, gouverneur de Champagne, estant à Troyes (comme nous avons annoncé cy-devant) avoit souffert à ceux de l'Église du lieu d'invoquer Dieu et prescher à la façon des Églises réformées, se disant avoir charge d'exposer

(1) C'est ce qu'affirme aussi la lettre de Brentz dont M. N. Valois fait tant d'état parce qu'elle s'efforce (*maxima me industria usum esse*, dit-il) de disculper le duc de Guise : *in horreo extra oppidum*, p. 42. J'ai sous les yeux un plan extrait du cadastre qui démontre que la grange du massacre se trouvait *derrière* le terrain où a été bâti le temple actuel. D'ailleurs Claude Tondeur, capitaine du château auquel le duc de Guise reprocha d'avoir toléré l'établissement du prêche et qu'il fit emprisonner, allégua, suivant Davila, l'Édit, c'est-à-dire, sans doute, que le prêche avait été établi conformément aux stipulations de ce dernier, en dehors de la cité (cf. p. 34, n. 2).

(2) Cf. la lettre de Brentz : « *Guisius duos satellitos misit ut quos ex suis in horreo invenirent suo nomine concionem relinquere... juberent.* »

les édits du roy, pour fermer la bouche aux ecclésiastiques qui requéroient instamment qu'ils fussent observez (1) ».

Je crois pouvoir conclure de cet exposé que les huguenots étaient restés dans la légalité stricte et que s'il y a un reproche à leur faire, c'est d'y avoir persévéré malgré les menaces de leurs voisins. On m'accordera donc qu'il y a, pour le moins, quelque exagération à représenter cette attitude comme une « audacieuse installation... une hardiesse si arrogante... qu'elle risquait fort de provoquer une répression sévère » (p. 34), oui, répression sévère pour avoir maintenu leur bon droit.

*
* *

Arrivons maintenant au fait lui-même. Le 1^{er} mars 1562, un dimanche, après avoir couché à Dommartin, Guise avec une nombreuse suite armée, va prendre à Vassy sa compagnie de 60 hommes d'armes représentant environ 300 cavaliers. Dans quel but rassemblait-il tous ces soldats qu'il aurait aussi bien pu mettre en garnison ailleurs qu'à Vassy ? Il voulait répondre à l'appel des deux autres conjurés, Saint-André et Montmorency auxquels s'était rallié Antoine de Bourbon, en se rendant à Paris pour s'opposer de toutes ses forces à l'enregistrement et à l'application de l'édit de Janvier. C'est ce qu'il avait clairement laissé entendre en répondant, le 22 février, à Catherine de Médicis qui le lui avait sans doute recommandé : « Comme je m'y dois gouverner (pour satisfaire à vos deux Majestés), il y a déjà assez de temps que je n'ai congneu la forme que l'on y doit tenir, ni comme l'on se gouverne maintenant en telles choses, n'en ayant rien appris, pour insolence manifeste que ont fait mes voisins de Joinville... ayant cependant mandé au sieur Lamotte-Gondrin qu'il n'ait aucunement à supercéder la punition de ceux qui mesprisent tant les ordonnances et édits du roy » (2) ! Réponse impertinente, d'une « hardiesse arrogante », qui peut se traduire : « Je tiendrai aussi peu de compte de vos ordres que vous de mes plaintes au sujet de mes voisins », et à laquelle il ajoutait mentalement : « Je vous rafraichirai la mémoire », en songeant au dossier qu'il allait faire préparer à Joinville le 28 février.

On le voit, on aurait tort de penser que c'est par hasard que François de Guise s'arrêta ce jour-là à Vassy et, au lieu de se rendre directement à Eclaron, gagna l'église, puis, à la suite de

(1) Je reproduis le texte des mémoires de Pithou, presque identique à celui du *Discours*. Le duc de Nevers, alors favorable aux huguenots, fut ensuite gagné par les Guises.

(2) Bouillé, *Hist. des ducs de Guise*, II, 170.

sa troupe, le temple. Il ne pouvait pas ne pas songer à ces maudits voisins qui s'obstinaient à ignorer ses menaces et qu'il comptait bien mettre à la raison, au besoin par d'autres arguments. Mais M. N. Valois a dit tout cela bien mieux que moi (p. 34) : « Le duc de Guise, agacé, irrité par l'attitude antérieure des réformés de Vassy, paraît avoir mal supporté l'idée qu'un prêche allait se tenir, comme par bravade, sous ses yeux, le jour même où il traverserait cette ville qui faisait partie du domaine de sa nièce. Il semble, dès le premier moment, avoir résolu de trancher du maître... »

C'est bien cela, sauf toutefois un léger *lapsus calami* : En parlant de « bravade », M. N. Valois songeait évidemment au duc de Guise, car, ce jour-là étant un dimanche, il n'a certainement pas entendu reprocher aux huguenots de Vassy d'avoir voulu, en célébrant leur culte comme de coutume, *braver* le puissant voisin qui d'ailleurs n'avait pas annoncé sa visite.

III

Le reste n'est que la suite logique — il y a une logique dans les faits — de ce qui précède. Je n'abuserai pas de la patience de ceux qui auront bien voulu me lire jusqu'ici en essayant de dégager des diverses relations les détails successifs de l'événement. Je ferai mieux. Je n'obéirai pas à mon sentiment en suivant les relations protestantes que je crois dignes de foi lorsqu'elles déclarent que les gens du duc attaquèrent de propos délibéré les huguenots. Ces gens, en effet, connaissaient certainement les sentiments de leur chef; ils savaient qu'ils ne risquaient rien en donnant une bonne leçon à des hérétiques aussi dédaigneux de ses injonctions. Je m'en tiendrai donc à ce qu'en a dit un des hommes de ce temps les mieux informés puisqu'il était, non seulement un familier, mais une créature des Guises, Brantôme, dont le témoignage doit toujours être pris en grande considération. Le voici : « J'en vis parler ainsi à M. de Guyze et à d'autres de sa suite. Ce fut ainsi qu'il voulut ouyr la messe et que son prebtre la commençoit où les huguenots qui estoient là auprès assemblez, vindrent précisément et quasi à porte, commencer à chanter leurs pseumes. M. de Guyze qui n'avoit jamais ouy telle notte, les envoya prier d'attendre un peu qu'il eust ouy messe, et remettre leur chant. Ils n'en firent rien, et si bravarent. Sur quoy il y eut aucuns de ses officiers, pages et lacquais qui s'en commençarent à despiter et muliner : et les premiers qui commençarent le jeu fut Cheleque et Klinquebert, deux grands pages allemands... ces deux pages portoient, l'un l'harquebuze

de chasse, et l'autre les pistolletz de M. de Guyze, qui commençarent à tirer, et les autres après (1). »

Il est de toute évidence, d'après cette version, — du duc de Guise, — que les huguenots ne furent *pas* les agresseurs. Il les aurait fait prier — plus ou moins poliment, on peut le croire, — d'interrompre leur culte ou, plus exactement, d'attendre pour le célébrer qu'il fût revenu de la messe. Que cherchait-il ? On ne se trompera guère en répondant : Un prétexte pour saisir les principaux comme perturbateurs du repos public et les déferer aux tribunaux, — dont il n'avait rien à craindre, — car c'est bien dans ce but qu'il avait fait faire des informations par les officiers de justice de Chaumont. Les huguenots, forts de leur droit, refusent d'obtempérer. C'était là, aux yeux des « deux grands pages allemands », Scheleck et Klingenberg, une offense grave qui méritait un châtiment exemplaire. Ils ne se le firent pas dire et quand on connaît leurs procédés, célèbres déjà au xvi^e siècle, on peut être assuré qu'ils répondirent par des injures. On ferme la porte. Ils se vengent en tirant sur les gens qui occupaient un échafaudage dressé pour établir des fenêtres. Leurs compagnons forcent la porte et se ruent sur l'auditoire qui jusque là avait continué à écouter le ministre. Surprise, épouvantée, cette foule d'hommes, de femmes, d'enfants, essaie de se sauver par les fenêtres, par le toit, de sauter la muraille qui touchait la grange. Quelques-uns ripostent en lançant des tuiles ou des pierres de l'échafaudage, riposte qui ne fait qu'augmenter la rage des massacreurs. Guise arrive à cheval et est atteint lui-même par un projectile. Prit-il part au massacre ?

Les protestants l'affirment, et comme il insista plus tard sur le fait que plusieurs de ses hommes furent blessés, il serait assez naturel qu'il eût aidé à rendre coup pour coup. Brantôme et la lettre attribuée à Brentz prétendent qu'au contraire, il s'efforça d'apaiser le tumulte et de faire cesser la tuerie. Je veux bien admettre qu'il ne souilla pas son épée en assassinant des gens qui, tout au plus, avaient essayé de parer les coups de ses soldats et m'en tenir à la version de Pithou qu'il « *autorisa par sa présence* » ce que firent ces derniers.

Si, sur ce point, Brantôme et Brentz disaient la vérité, on ne comprendrait pas, en effet, qu'il fallût à un chef adoré de ses hommes, une grande heure et trois sonneries de trompettes pour obtenir la cessation, non d'une bataille rangée où l'ardeur du combat entraîne les combattants malgré eux, mais d'un carnage. Brentz, en effet, dit expressément : « *post unam horam demum signo obedientes fuerunt* ». On ne comprendrait pas non

(1) Ed. Lalanne, IV, 235.

plus, si Guise avait tant tenu à arrêter les meurtriers, que leurs victimes qui se sauvaient par l'unique porte de la grange aient été obligées de passer entre une double haie de soldats qui les achevaient. Ce sont là des dispositions qu'une troupe ne prend pas sans l'assentiment de son capitaine.

Mais, m'objectera M. N. Valois, le théologien luthérien Jean Brentz affirme pourtant catégoriquement : « *Certum est et persuasus sum... Calvinianos tumultum incepisse.* » Cette lettre de Brentz que M. N. Valois s'est donné la peine de réimprimer comme si elle était inédite, on la connaissait depuis longtemps (1). Si on ne l'a pas citée plus souvent, c'est qu'il est bien difficile de faire état d'un document dont on n'a qu'une copie tellement fautive que, malgré les corrections de M. Valois, il est impossible d'en comprendre certaines parties. Il n'est pas plus facile d'en fixer la date et elle s'efforce si manifestement de disculper le duc de Guise que M. N. Valois lui-même a trouvé invraisemblable sa déclaration que Guise voulait *qu'on respectât l'Édit* (p. 16, note 3) ! Cette partialité évidente s'explique si, comme l'affirme le nonce Sainte-Croix, dans une lettre du 19 mars 1562, Brentz avait, à Saverne, été entièrement gagné par le cardinal de Lorraine (2). Enfin Brentz nous dit qu'il tient ses renseignements, en partie de Léonard Morel « *et ex tribus fide admodum dignis hominibus, rerum civilium peritis* ». Qui peut m'affirmer que ces trois hommes bien renseignés n'étaient pas des créatures du duc ?

Quoi qu'il en soit, lorsqu'il écrit cette phrase si affirmative, Brentz fait simplement allusion à ce passage de sa relation où il raconte que lorsque les messagers de Guise se furent acquittés de leur commission, les huguenots les invectivèrent et les expulsèrent. Ce passage a d'ailleurs si peu convaincu M. N. Valois qu'à la question : « Qui furent les agresseurs ? » il répond : « Très probablement les mieux armés, c'est-à-dire les gens du duc » (p. 20).

*
* *

En somme M. N. Valois conclut que, si aucun des deux partis en présence ne saurait être entièrement disculpé, l'affaire de Vassy se réduit à un vulgaire fait divers dont, eu égard au nombre des victimes, on a malheureusement beaucoup exagéré l'importance : « L'expression d'« accident » (3) que certains contemporains emploient, peut sembler faible, eu égard au nombre des victimes, mais répond assez bien à ce qu'il y eut de fortuit,

(1) Voy. Crespin, éd. de 1885, III, 204, note 2.

(2) Aymon, *Synodes nationaux*, I, 101.

(3) C'est le terme dont Guise s'était servi dans sa lettre au duc de Wurtemberg, à quoi celui-ci avait répondu : « Je vous assure que je suis esté

ou du moins d'imprévu, dans la tragédie du 1^{er} mars 1562 » (p. 37).

Quelles qu'aient été les proportions de cet « accident », on ne peut, hélas ! nier qu'il fut gros de conséquences et que les historiens qui, dans le cours des événements, lui ont assigné une place à part, ne se sont pas trompés. Le massacre de Vassy et l'impunité assurée à ceux qui le perpétrèrent (1) démontrèrent aux huguenots que le gouvernement ne pouvait ou ne voulait pas garantir l'observation du premier acte public par lequel il leur avait reconnu, sinon les mêmes droits qu'aux catholiques, du moins celui d'exister sans renier leur foi. Ils comprirent dès lors qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes pour assurer leur sécurité et ce fut l'origine incontestable des guerres de religion.

Pendant quarante ans les protestants avaient supporté de terribles persécutions, légales au début, de plus en plus arbitraires à la fin. Grâce aux recrues que leur avaient valu leur zèle, leur patience et leur courage, ils étaient enfin parvenus à obtenir cette première charte. Lorsqu'ils durent constater que celui qui s'était mis à la tête de leurs irréconciliables ennemis pouvait la déchirer comme un simple « chiffon de papier », sans même être officiellement désavoué, ils prirent les armes. Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer pourquoi ils durent lutter encore pendant quarante années pour conquérir un nouveau statut légal.

Nous en faisons aujourd'hui la cruelle expérience : De même que les hommes pris individuellement, les sociétés humaines ne peuvent exister que sur la foi de contrats réciproques observés avant tout par ceux qui les établissent. C'est parce que, près d'un an avant le 1^{er} mars 1562, il était décidé à rompre l'édit du 17 janvier, parce qu'il laissa = ou fit — massacrer ceux qui le

Fort marri d'avoir entendu ledit piteux accident; et d'autant plus que l'on ne le vous interprète pour cas fortuit, ains l'on dit... que ce a esté commis à vostre bon escient. A quoi aussi donne plus grande vigueur et corroboration ce que depuis vostre advènement en Cour a esté fait à *Paris* où une maison devant ladite ville en laquelle les chrestiens se souloyent assembler pour ouyr la parole de Dieu, a esté brulée, les povres fideles emprisonnés, leurs maisons pillées, aucuns de eux misérablement tués et cruellement traittés, avec expresse défense de ne jamais prescher en la ville de *Paris* ni à l'entour d'icelle. Aussi l'on charge Monsieur le Cardinal de Guise vostre frère, estre cause de l'effusion de sang de plusieurs chrestiens, tant hommes que femmes, que enfans qui fut dernièrement faite à *Sens*. L'on dit aussi pour certain par deça que auriez donné commission au seigneur de la Motte-Gondryn d'ainsi pareillement traitter et persécuter les povres fideles à *Valence* et *Lyon*, ainsi comme aussi, depuis vostre venue en Cour, pareille effusion de sang a esté faite à *Amiens* et à *Abbeville* et plusieurs autres endroits... » (*Mém. de Condé*, III, 372.) — Cela faisait, en effet, un total respectable d'« accidents » du même genre.

(1) Non seulement le Parlement les déclara tous innocents, mais il accabla de poursuites tous ceux qui avaient échappé aux meurtriers.

lui opposaient, que François de Guise fut appelé le « boucher de Vassy » et que ce surnom lui restera.

Assurément, — tout mauvais cas est niable, — il soutint jusque sur son lit de mort qu'il « n'en fut jamais auteur », alors que pourtant, la veille de ce jour fatal, il avait ordonné de pendre haut et court les huguenots dauphinois qui le gênaient moins que ceux de Vassy, et que *deux mois plus tard*, le 4 mai 1562, il adressait à ses souverains cette sommation qui équivalait à mettre hors la loi tous ceux du royaume : « Nous estimons nécessaire que le roy, par édit perpétuel, déclare qu'il ne veut et entend autoriser, approuver ne souffrir en son royaume aucune diversité de religion, ny d'églises, prédications, administration de sacrements, assemblées, ministères ne ministres ecclésiastiques (1)... » — L'homme qui, dans un document officiel, deux mois après ce prétendu « accident », a tenu ce langage et agi en conséquence, cet homme a signé sa propre condamnation — et nous qui pouvons mesurer tout ce qui résulta de son initiative, nous avons mieux à faire que de chercher à ses actes d'autres causes que celles qu'il a lui-même indiquées.

N. WEISS.

Le Luthéranisme hollandais jusqu'en 1618.

M. J. W. Pont, professeur à l'Université populaire d'Amsterdam et pasteur luthérien, publia en 1907 de « Nouvelles contributions à la connaissance de l'histoire et de la nature du luthéranisme hollandais ». L'année suivante, la Société Teyler indiqua comme sujet de son concours l'origine et la place du luthéranisme dans les Pays-Bas. Aucun de ses élèves ne se décidant à traiter cette question, il en aborda lui-même l'étude, à laquelle il était d'ailleurs préparé par ses travaux antérieurs et spécialement par sa brochure sur l'Eglise luthérienne dans les Pays-Bas, parue cette année même de 1908 dans la série *Kerk en Sekte*. Son ouvrage fut couronné et imprimé en 1911 à Haarlem (2). La matière y est divisée en deux périodes séparées par l'arrivée du duc d'Albe (1567). La première partie comprend l'histoire et la vie des communautés luthériennes d'An-

(1) *Requête présentée au Roy et à la Reyne par le Triumvirat, Avec la réponse faite par Monseigneur le Prince de Condé*. A Orléans, 1562. Cf. *Mém. de Condé*, III, 388.

(2) *Geschiedenis van het Lutheranisme in de Nederlanden tot 1618*, xvi-632 p. Avec une Liste des abréviations employées, une double Annexe (143 cantiques et 149 psaumes à origine et auteur connus) et un Index des noms et matières.

vers d'abord, où Luther eut des partisans dès la première heure, puis d'Amsterdam, Kuilenburg, Deventer, Woerden et Breda ; puis suit les traces du luthéranisme dans les autres parties du Pays-Bas ; enfin étudie la diffusion des différents écrits de Luther dans la région, énumère les traités et cantiques utilisés par les luthériens hollandais et résume en quatre pages les résultats acquis. La deuxième partie commence par décrire le luthéranisme à Anvers et Woerden jusqu'à la pacification de Gand (1576), puis fait connaître les communautés luthériennes dispersées en Allemagne, spécialement à Aix-la-Chapelle et Cologne, continue l'histoire des luthériens de Woerden, Anvers, Amsterdam et autres centres moins importants jusqu'en 1605, année où ils se réunissent tous en une Église centralisée, dont le développement jusqu'en 1618 est exposé dans le dernier chapitre. A celui-ci vient encore s'ajouter une Conclusion générale de treize pages.

Telles sont les grandes lignes de ce livre qui nous offre un chapitre à peu près définitif de l'histoire de l'Église luthérienne dans le monde, et dans le détail duquel nous regrettons de ne pouvoir entrer davantage. Il montre combien le luthéranisme porte partout et garde fidèlement (sous peine de perdre sa raison d'être et son originalité) l'empreinte de son origine allemande et de la puissante individualité qui lui a donné son nom.

TH. SCH.

L'œuvre de la Propagation de la foi à Grenoble et à Lyon.

M. Pierre Barbéry a écrit sur ce sujet une thèse historique (1) qui embrasse la période de 1647 à 1792, et dont les matériaux proviennent surtout des archives départementales de l'Isère et du Rhône et des registres des assemblées des congrégations (2). Il a voulu étudier « l'un des plus puissants moyens employés par le catholicisme pour anéantir la Réforme et rétablir dans le Royaume l'unité de la foi ». Il a groupé sa matière en quatre chapitres : Les origines de la Congrégation en général et de celles de Grenoble et de Lyon en particulier. — Son organisation : but, moyens, règlement et conditions d'admission, ses maisons et ses ressources financières. — Vie particulière des maisons de Grenoble et de Lyon : admissions, internements, instructions, abjurations, sortie, affaires

(1) Montauban, Imprimerie coopérative, 1913, 170 p.

(2) L'auteur pense qu'on trouverait encore d'autres documents dans les archives municipales ou particulières.

intérieures, maisons dépendantes. — Bref coup d'œil historique destiné à compléter le tableau tracé précédemment. Enfin une conclusion pèse les résultats obtenus par ces Compagnies et juge leurs procédés de conversions, d'après ce qu'en pensaient les intendants ou subdélégués eux-mêmes, chargés de fournir des pensionnaires à l'Œuvre. L'impression finale de M. B. est que, connaissant « toutes les machines de guerre employées à la destruction du protestantisme (et sans cesse on en découvre de nouvelles), on ne s'étonnera plus qu'il reste si peu de protestants en France, on ne s'étonnera qu'il en reste autant ». Son ouvrage servira surtout à rectifier celui de M. H. de Terrebasse : *Notes et documents pour servir à l'histoire des protestants du Dauphiné. Les maisons de propagation de la foi* (Lyon, 1890) (1), dont les renseignements ne sont puisés qu'à une seule source, la correspondance des intendants recruteurs, forcément partielle et d'ailleurs commencée seulement en 1733, alors que l'Œuvre existait depuis 1632. Ce qui montre le mieux combien cette Œuvre travaillait dans l'ombre, c'est que aujourd'hui encore elle est si peu connue et que surtout la plupart des congrégations de province sont encore ignorées. M. B. a donc fait un geste très louable et utile en portant un peu de lumière dans ces sombres galeries souterraines et en montrant quelques-uns de leurs effets. Ces effets sont bien plus étendus et plus profonds qu'on ne le supposait jusqu'ici, parce qu'on les attribuait en partie à d'autres causes plus apparentes, mais moins énergiques (2).

TH. SCH.

Jugements catholiques sur Luther.

M. Ottmar Hegemann a fait un choix dans les appréciations dont Luther a été l'objet depuis quatre siècles de la part des historiens catholiques (3). Il cite et commente successivement les jugements les plus caractéristiques des papes et de la hiérarchie, des contemporains catholiques, de la Contre-Réformation, de quelques écrivains italiens et français, de ce qu'il appelle d'un terme pitto-

(1) Voy. *Bull.* 1890, 204, un compte rendu détaillé de ce livre.

(2) Cp. *Une Société secrète émule de la Compagnie du Saint-Sacrement. L'A. A. de Toulouse aux XVII^e et XVIII^e siècles* par M. le comte Bégouen. Picard, 1913. M. Raoul Narsy en a rendu compte dans les *Débats* du 9 janvier 1914.

(3) *Luther im Katholischen Urteil. Eine Wanderung durch vier Jahrhunderte.* Munich, 1905, 260 p. Quoique le livre ait paru depuis neuf ans, il n'a pas encore perdu son actualité, et il y aurait peu à y ajouter, puisque Denifle l'a précédé. Le *Katholizismus et Reformation* de M. Kœhlen a paru en même temps que lui et le complète. Nous signalons plus loin les principales publications plus récentes.

resque le temps du *Grobianismus*, c'est-à-dire l'époque intermédiaire entre la Contre-Réforme et l'*Aufklärung*. Cette dernière, qui est ce que nous appellerons le siècle des philosophes ou de l'Encyclopédie, se distingue par sa modération. Elle marque le seul moment où des représentants officiels du Catholicisme aient essayé de comprendre Luther et y aient parfois réussi, du moins dans la mesure très restreinte où la tolérance est compatible avec le dogme de l'Église infaillible. Aujourd'hui d'ailleurs ces voix équitables seraient promptement reniées et étouffées. A ce point de vue, le Romantisme forme la transition naturelle entre l'*Aufklärung* et l'Ultramontanisme qui règne encore actuellement. Dans ses débuts surtout, s'il fut catholisant, il ne fut pas clérical et ne témoigna aucune hostilité systématique contre la personne du Réformateur allemand. Sans doute cet esprit de sereine impartialité ne dura pas longtemps, et son évolution se révèle le mieux dans la personne de Zacharie Werner (p. 151).

Le sujet est très fouillé et donne l'impression d'être traité à fond dans presque toutes ses parties, surtout dans la période ultramontaine actuelle qui prête le plus à la polémique. Les chapitres les plus faibles sont consacrés à l'Italie et à la France. L'Italie moderne n'y est pas du tout représentée. Quant à notre pays, Florimond de Rémond, Bossuet, Maimbourg, Varillas, Noël Alexandre, Claude Fleury et son continuateur Claude Fabre, un roman de Barginet (1839), Michelet et Audin ne suffisent pourtant pas à caractériser son attitude et à justifier l'accusation courante de frivolité et de superficialité (p. 63).

On trouvera la contre-partie de cet ouvrage, c'est-à-dire les jugements favorables à Luther dans les deux opuscules d'Eichhoff (1) et de Rod. Eckart (2).

Ce qui a paru de plus important sur ce sujet depuis la publication présente, c'est le *Luther* du R. P. Grisar (3 vol. Fribourg, 1911-12), 'professeur à l'Université d'Innsbruck. Ce dernier, comme M. Alf. Stern le constate dans la *Revue historique* (Janvier-février 1914, p. 129), « s'efforce d'éviter le ton grossier de son prédécesseur Denifle et de détruire des légendes haineuses dont beaucoup d'historiens catholiques ont chargé la mémoire du réformateur », mais « ne peut comprendre la grandeur de son génie et de son œuvre. Il considère et doit considérer la séparation de l'Église comme un sacrilège ». Dans la masse des réfutations provoquées par Grisar, citons encore une fois Kœhler (*Luther u. die Lüge*, Leipzig, 1912.), puis Harnack (*Theol. Lit. zeitung*, 1911,

(1) *Dr Martin Luther. 100 Stimmen namhafter Männer aus vier Jahrhunderten* (Gütersloh, 1872).

(2) *Luther im Urteile bedeutender Männer* (Berlin, 1905).

n° 10) et surtout G. Kawerau (*Luther in kathol. Beleuchtung. Glossen zu Grisars Luther*. Leipzig, 1911).

Ajoutons enfin, comme point spécial qui a une importance apologétique très grande, que M. Hegemann a fourni une justification complète du fameux mot de Luther dont le camp catholique a tant abusé : *Will die Frau nicht, so komme die Magd*.

TH. SCHÖELL.

Genève de 1770 à 1795.

C'est cette période qu'embrassent les *Mémoires d'Isaac Cornuaud* publiés avec notice biographique, notes et table des noms (1) par Mlle Émilie Cherbuliez, sa descendante (2). « Écrits entre 1785 et 1796, ces dix gros volumes manuscrits in-8° de 500 pages chacun (3) contiennent le récit minutieusement détaillé et documenté... d'un quart de siècle de vie politique genevoise, observée jour après jour, sur la scène et dans la coulisse, par un témoin oculaire, dont l'esprit est aussi pénétrant que son regard aigu ». Ce « moment » d'histoire... « comprend d'abord toute la lutte des Natifs contre les Représentants, puis les causes, les préliminaires et les gestes de la Révolution de 1789 à Genève, enfin les excès sanglants de la Terreur et l'effort de la Restauration économique qui les suivit jusqu'à la veille de l'annexion à la France ». On sait que Cornuaud ne fut pas un simple spectateur de ces événements importants, mais y joua un rôle capital comme polémiste et pamphlétaire, « chef de parti heureux dans sa carrière militante ». Car c'est lui qui « arriva à détacher des Représentants le gros des Natifs, à leur faire garder une neutralité armée et profitable entre les partis, à les rapprocher secrètement, puis ostensiblement, des anciens Négatifs devenus les constitutionnaires, à leur faire sacrifier leurs prétentions prématurées à l'égalité politique absolue, pour mieux assurer le triomphe de leurs revendications légitimes ».

Comme tant d'autres hommes remarquables et utiles à leur nouvelle patrie, il descendait d'un réfugié huguenot. Son grand-

(1) Précédés d'une Introduction de Gaspard Valette et ornés d'un portrait. Genève, Jullien, 1912. xxxix-762 p.

(2) La fille aînée de Cornuaud épousa (1794) Abraham Cherbuliez, le libraire à Paris et à Genève, et devint ainsi la grand'mère de Victor Cherbuliez.

(3) Du premier de ces volumes, « trop intime et trop personnel pour être imprimé », est tirée la notice biographique.

père, emballleur de son état, chassé de Moncoutant (Poitou) par la Révocation et venu à Genève en 1697, s'y était marié en 1707, avec Domergue Gaye, d'Uzès. Le père d'Isaac fut fabricant de boîtes pour montres, puis teneur de livres et épousa (1740) Adrienne-Magdeleine Gaudy; Isaac dut apprendre le métier paternel malgré son goût extrême pour les études. Mis en apprentissage à douze ans, il alla, à vingt ans, à pied à Paris en quinze jours, mais n'y resta que six semaines et en revint encore à pied. Marié en 1765 (il avait vingt-deux ans), il ne fut pas heureux en ménage, mais aima beaucoup ses enfants. C'est en 1770, après une année passée dans les montagnes de Neuchâtel, qu'il commença à s'intéresser à la politique genevoise. Mais après l'échec de la prise d'armes de 1770, il se retira des affaires publiques pour n'y rentrer qu'en 1779. Entre temps, il changea de métier, et de monteur de boîtes, il devint (1774) maître d'arithmétique. Mais « les écoliers stupides et bornés l'impatientent » bientôt, et il se fait, comme naguère son père, teneur de livres. C'est en 1777 qu'il composa ses premières brochures politiques; et en automne 1780 enfin, il peut se consacrer entièrement à la politique, grâce à une pension que lui sert un des membres du comité des Constitutionnaires. Le voilà lancé en pleine agitation des partis; nous ne pouvons l'y suivre dans sa carrière si mouvementée, qu'il terminera en 1820.

Les principaux sujets traités dans ses mémoires sont : l'histoire politique des Natifs à partir des *Lettres de la campagne* (1764) de Tronchin et de l'intervention de Rousseau et de Voltaire; la prise d'armes du 15 février 1770 et l'édit du 22 février suivant; le code de 1779; l'intervention du comte de Vergennes (1); le plan de conciliation de 1780; la prise d'armes du 5 février 1781 et l'édit du 10; celle du 8 avril 1782 et l'entrée des troupes étrangères à Genève; l'édit de pacification; l'émeute du 26 février 1789 et le code Duroveray; le blocus, l'égalité politique, le tribunal et le gouvernement révolutionnaires; les commissions nationale et liquidatrice; enfin les questions administratives et économiques de l'été 1795.

Ces quelques indications montreront la nature des multiples renseignements qu'on pourra trouver dans ces mémoires (2).

TH. SCH.

(1) C'est grâce à lui que Cornuaud obtint en septembre 1782 la place de directeur des Messageries de France.

(2) On pourra les compléter par les articles de M. Ed. Chapuisat, réunis sous ce titre : *De la Terreur à l'annexion. Genève et la République française (1793-1798)*. Champion, 1912. — La *Revue historique* a signalé les *Mémoires* de Cornuaud dans son numéro de juillet-août (p. 315).

CORRESPONDANCE

Le Musée du Désert. — Un vote du Synode national d'Amiens.

M. le pasteur Pfender, président de la Commission permanente de l'Union nationale des Églises réformées évangéliques de France, a donné communication au Président de notre Société du texte d'un vœu du Synode national réuni à Amiens, relatif au Musée du Désert, adopté dans sa séance du 19 juin 1914.

Le voici :

« Le Synode,

« Après avoir entendu quelques détails sur le Musée du Désert et l'œuvre entreprise sous ce nom par la Société de l'histoire du protestantisme français, félicite cette Société pour son initiative. Plus il est désireux de faire revivre la foi des pères dans le cœur des enfants et plus il est reconnaissant à tous ceux qui travaillent à faire connaître l'histoire de nos pères et celle de leur foi.

« Il espère que la Société de l'histoire du protestantisme français, tout en respectant scrupuleusement l'aspect et le caractère de la maison du chef camisard et de son village, dans le coin le plus caractéristique de nos glorieuses Cévennes, pourra abriter dans la vieille demeure le monument de notre admiration et de notre reconnaissance pour un héroïsme si modeste et si sublime. Et il émet le vœu que, dans nos Églises, des fidèles se trouvent en assez grand nombre pour aider efficacement la Société dans cet effort de piété filiale et patriotique. »

M. le Président de la Société, en remerciant M. le Président de la Commission permanente de l'envoi du texte de ce vœu, a ajouté :

« Je suis assuré d'être l'interprète du Comité de notre Société en vous disant que cette manifestation de sympathie d'une si haute assemblée sera le plus précieux des encouragements à poursuivre l'œuvre commencée. Là-bas, sur cette terre sacrée des Cévennes, s'élèvera ce monument de notre reconnaissance pour le sacrifice de nos confesseurs et de nos martyrs : le village de l'héroïque chef camisard restera tel que les siècles l'ont conservé, mais derrière les vieilles murailles nous élèverons un sanctuaire qui évoquera la sublime devise du Désert : *Sous la croix le triomphe.* »

F. P.

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 12 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. WEISS, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

LES PERSONNES QUI N'ONT PAS SOLDÉ LEUR ABONNEMENT AU 15 MARS REÇOIVENT UNE QUITTANCE A DOMICILE, AVEC AUGMENTATION, POUR FRAIS DE RECouvreMENT, DE : 1 fr. pour les départements ; 1 fr. 50 pour l'étranger.

Ces chiffres sont loin de couvrir les frais qu'exige la présentation des quittances : l'administration préfère donc toujours que les abonnements lui soient soldés spontanément.

PUBLICATIONS RÉCENTES DÉPOSÉES A LA BIBLIOTHÈQUE

J. KVACALA. — **Wilhelm Postell. Seine Geistesart und seine Reformgedanken**, extrait de *Archiv für Reformationsgeschichte*, 1914, n° 43, p. 200 à 227.

PAUL VIARD. — **L'évolution de la dime ecclésiastique en France aux XIV^e et XV^e siècles**, extrait de *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*, 1914, p. 107-140.

EMMANUEL GAY. — **Le Consulat et l'administration municipale du Vigan au XVII^e et au XVIII^e siècle**, premier fascicule, un vol. de xc-340 p. in-8°. Paris, A. Picard, 1913.

J. DARTIGUE-PEYRON. — **L'Église réformée de Vabre au XVIII^e siècle d'après les archives municipales** (extrait de la *Revue du Tarn*, 1905-1906), une brochure de 74 pages in-8°, Albi, impr. Nouguiès, 1906.

D^r L. MALZAC. — **Les cachettes huguenotes aux environs de La Salle et dans les Cévennes**, avec 22 planches de plans et 3 photographies, un volume de 168 pages in-8 (Publication du Musée du Désert).

AD. CLÉMENT. — **Notice historique sur la famille vaudoise Clément, de Valcluson**, aux amis de la famille, une brochure illustrée de 84 pages, in-8°, Copenhague, imprimerie Thiele, 1914.

Alliance of the reformed churches holding the presbyterian system (Alliance universelle des Églises presbytériennes). *The tenth general Council*, Aberdeen, 1913 (Procès-verbaux de la 10^e assemblée générale tenue à Aberdeen) edited by the Rev. R. Dyke Shaw. D. D. Edinburgh, 1913, un vol. de 144 pages in-8°, index.

Histoire de Genève par Jean-Antoine Gautier, tables, additions et corrections, un vol. de iv-184 pages in-folio sur deux colonnes. Genève, Société générale d'imprimerie, 1914.

JEAN REGNÉ. — **Histoire du Vivarais**, tome premier, depuis les origines jusqu'à l'époque de sa réunion à l'Empire (1039) par le chanoine J. Rouchier, un vol. de xc-724 pages in-8°, illustrations et index. Largentière, imprimerie Mazel et Bouché, 1914.

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS.

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **218 Millions**
Assurances en cas de Vie et de Décès

M. Ch. DE **MONTFERRAND**, *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. **LESENNE**, Dir.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828.

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie : **431 Millions**

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

LE VOL

fondée en 1909

Détournements — Dégâts des Eaux
Bris des Glaces

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct.-Adjoint.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Bervillé (Stéphane), G.O. *, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, Régent de la Banque de France, Président de la Cie des chemins de fer de P.-L.-M., Adm. de la C^{ie} Univ. du Canal mar. de Suez, *Président.*

Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président.*

Delaunay-Belleville (Robert), *, Administrateur général de la Soc. Anonyme des Établissements Delaunay-Belleville.

Jameson (Conrad), ancien associé de la maison Hottinguer et Cie, Banquiers.

MM.

Mallet (Gérard), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers, de **Pellerin de Latouche**, G. *, Adm. de la Cie des Chemins de fer de P.-L.-M., et de la Cie Générale Transatlantique et de la Banque de l'Algérie.

Sohier, (Georges), O. *, Anc. Prés. du Trib. de Commerce de la Seine, Adm. de la Cie des ch. de fer de P.-L.-M. et du Crédit Foncier de France.

Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Cie des Chemins de fer des Landes.

Vernes (Félix), de la Maison Vernes et Cie, banquiers. Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

CHEMIN DE FER PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

PARIS-MILAN

ALLER

Départ de Paris, gare de Lyon, 10 h. 45 matin

Arrivée à Milan, le lendemain 4 h. 5 soir

RETOUR

Départ de Milan, 2 h. 20 soir

Arrivée à Paris, 7 heures matin, le lendemain

PARIS-LYON

VIA DIJON

Départ de Paris. 7 h. 50 matin

Arrivée à Dijon. 3 h. 6 soir

Lyon. 7 h. 45



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXIV^e ANNÉE

DOUZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Janvier-Avril 1915



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1915

N. WEISS. — A nos lecteurs. — Nos deuils.	397
ÉTUDES HISTORIQUES.	
M. NAERT. — Les huguenots du Calaisis au XVII ^e siècle, 2 ^e partie.	401
DOCUMENTS.	
B ⁿⁿ e DE CHARNISAY. — Les chiffres de M. l'abbé Rouquette. — Étude sur les fugitifs du Languedoc (Uzès). — Espé- randieu.	445
ADOLPHE DE RICHEMOND. — Un prédicant martyr à Rochefort en 1703.	460
MÉLANGES.	
J. LECOULTRE. — Observations sur les colloques de Mathurin Cordier.	462
SÉANCES DU COMITÉ. — 26 mai, 30 juin et 1 ^{er} décembre 1914.	470
CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.	
TH. SCHOELL. — Un voyage en Allemagne et en France en 1317. — Histoire de la langue française, des origines à 1900.	473
N. WEISS. — A propos de Ligier Richier.	482
F. PUAUX. — Le livre des conversions et des reconnais- sances de l'Église française de la Savoie.	487
CORRESPONDANCE.	
J.-J. RAGON. — Notes sur un précepteur protestant au XVII ^e siècle. (Ant. Guion).	491
ILLUSTRATIONS.	
Vue de Calais en 1689, d'après un plan en relief.	407
Armoiries de la famille d'Espérandieu.	449
Marie de Béthanie, par Ligier Richier, reproduction de la statue de la chapelle Sainte-Anne à Clermont-en-Argonne. — Tête de mort aillée, par le même.	483 et 486

CROIX HUGUENOTE CÉVENOLE

avec SAINT-ESPRIT ou LARME *(Indiquer ce que l'on désire)*

La Croix huguenote était la parure préférée des Huguenotes des XVII^e et XVIII^e siècles. Elle est encore le cadeau reçu avec le plus de plaisir par les jeunes filles à l'occasion

PREMIÈRE COMMUNION, FIANÇAILLES, MARIAGE

CADEAU DE NOËL et du JOUR DE L'AN

Nous venons donc de faire établir à un prix défiant toute concurrence le gracieux motif dont nous donnons ci-contre la vignette.

C'est une copie parfaite d'un modèle ancien exécuté entièrement à la main

EN OR CONTRÔLÉ, TITRE ⁹/₁₀ JAUNE MAT

et qui se fait dans les trois grandeurs suivantes :

N^o 1, 34 millim. — 24 fr. — N^o 2, 30 millim. — 22 fr. — N^o 3, 26 millim. — 20 fr.

COLLIER pour CROIX en or contrôlé, titre ⁹/₁₀ jaune mat massif

genre forçat, poids 4 gr., longueur 50 cent. — Prix. 21 fr.

ENVOI FRANCO IMMÉDIAT contre MANDAT-POSTE

adressé à l'Administrateur des Annonces du Bulletin, M. STREET, 5, boul. Exelmans, Paris (16)



MODÈLE 26^{mm}
grandeur naturelle

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Bulletin — LXIV^e année.

A nos Lecteurs

Nous les prions de joindre ce fascicule, le premier de l'année 1915 et ceux qui, Dieu voulant, le suivront jusqu'à la fin de la guerre, à ceux de 1914 dont ils continueront la pagination. Ceci, en vue des tables qui, avec un nouveau titre, réuniront les deux années en une seule.

Plus que jamais il est nécessaire, en jetant un regard sur le passé, de nous persuader que nos pères n'ont pas fait fausse route en élevant la voix et en donnant leur vie au nom de la conscience, pour résister à la tyrannie de la force et du nombre. En réclamant la liberté — non comme un privilège qui n'appartiendrait qu'au plus fort, mais comme le droit inaliénable de chaque homme et de chaque peuple, — ils ont d'avance armé les mains et affermi le courage de tous ceux qui actuellement luttent pour la même cause. Ce n'est pas au moment où une nation qui lui doit la page peut-être la plus belle de son histoire, revient en arrière et prétend n'admettre que le triomphe de la violence et le droit issu de la force, qu'il convient d'oublier que la Réforme fut avant tout une protestation contre l'abus de l'autorité et la tyrannie du pouvoir.

L'obéissance passive, la soumission aveugle à une puissance souveraine sans contrôle n'ont jamais été des principes protestants. Ce sont ceux, tout au plus, de l'ordre des Jésuites et leur application à des êtres sans défense par des soldats d'autant plus dignes d'avancement qu'ils auront été plus impitoyables, n'en fait que mieux ressortir le caractère odieux et les conséquences

répugnantes. Donner sa vie pour sauver son âme et celle des opprimés, telle a été la devise des meilleurs d'entre ceux dont nous tenons à garder la mémoire. Ce sacrifice ne saurait être comparé à celui qu'on a exigé de tout un peuple, pour imposer aux plus faibles sa prétendue culture (1).

Nos deuils

Comme nous l'avons fait en tête du dernier fascicule, nous marquons ici les nouvelles pertes que nous venons d'éprouver dans le cercle pourtant restreint de nos amis.

Le premier nom est familier aux lecteurs du *Bulletin*, c'est celui de **M. Adolphe de Richemond**, fils aîné de l'archiviste de La Rochelle qui, jusqu'en 1911, année de sa mort, avait été un de nos plus assidus collaborateurs. Héritier de la piété de son père et de son ardent amour pour l'Église des huguenots, Adolphe de Richemond la servit avec autant de dévouement que de distinction, d'abord dans un humble village du Poitou, Sainte-Soline, puis au Tonkin où, dans le court espace de six années (1898-1904), il organisa solidement l'Église protestante française, la dotant de deux temples, à Hanoï et à Haïphong et y laissant le souvenir d'un apostolat fécond et durable; — enfin à Niort et à Rochefort où, tout en édifiant nos coreligionnaires disséminés, il fut la cheville ouvrière de notre *Société d'évangélisation des colonies*. Lorsque la guerre fut déclarée, il demanda aussitôt un poste d'aumônier. Affecté à l'hôpital de Lourdes, il obtint, en novembre 1914, d'être attaché au corps d'armée colonial et y organisa dès lors le ravitaillement moral de nos coloniaux avec un soin, une méthode et une abnégation auxquels tous ceux qui en furent témoins rendirent le plus éclatant hommage. Frappé, la nuit du 4 au 5 février, d'un éclat d'obus pendant qu'il exerçait ses fonctions, il expira dans les bras de sa femme, le 15, à l'hôpital militaire de Châlons-sur-Marne, laissant derrière lui six jeunes enfants. Les devoirs nombreux et absorbants qu'il s'était imposés ne lui avaient guère permis de s'occuper d'histoire. Il s'y intéressait pourtant et on trouvera plus loin, parmi les documents, une communication qu'il nous avait adressée naguère sur un obscur prédicant exécuté à Rochefort (2).

(1) En remerciant derechef ceux qui ont bien voulu s'abonner, nous renouvelons nos instances pour que ceux qui ne l'ont pas encore fait, nous évitent la peine et les frais du recouvrement par la poste. Aux Églises marquées plus haut, en note de la page 292, sont venues s'ajouter celles de *Auxerre*, *Saint-Étienne* et *Vincennes* qui ont bien voulu nous adresser des dons ou collectes.

(2) Notre collègue, **M. J. Pannier**, lui a consacré une notice émue sous ce titre : *Le Pasteur Adolphe de Richemond* (1870-1915), 16 p. in-8°, portrait.

Ceux qui, en 1913 et 1914, ont fréquenté notre Bibliothèque y ont souvent vu un jeune homme qui nous aidait à classer les livres de M. Alfred André. C'était **M. Alexis Paccard**, ancien élève de la Maison des Missions évangéliques et de l'École des Langues orientales vivantes, auteur d'une thèse sur la *Morale de l'Islam d'après le Coran* (1913) et qui venait d'être chargé, dans l'Église luthérienne, de desservir le poste de Saint-Ouen. Il fit toute la campagne depuis Charleroi jusqu'aux Éparges et avait été promu lieutenant lorsqu'au combat de Rambercourt-Vaux-Sainte-Marie, il put ramener au feu une partie de son régiment qui allait faiblir. Son colonel le fit porter à l'ordre du jour du régiment et le proposa pour le grade de capitaine. Il en remplit les fonctions jusqu'au 15 avril où, à la fin d'un combat exceptionnellement violent qui durait depuis quatre jours et cinq nuits, frappé d'un éclat d'obus, il succomba après deux heures de souffrances. Il venait d'écrire à sa jeune femme : « Jamais je n'ai mesuré, comme dans les heures que je viens de passer, l'horreur de la guerre. Je ne puis te dire tout ce que j'ai vu d'horrible et de répugnant. C'est affreux. Ah ! si tu voyais ton pauvre mari qui, depuis samedi, a vécu d'un peu de pain et de pâté et est resté deux jours sans une goutte d'eau, quelle pitié il te ferait ! Nous avons eu de la boue jusqu'au-dessus des genoux »... Il avait trente-un ans et n'avait pu voir encore sa petite fille, née pendant qu'il se battait (1).

Un jeune collègue de M. A. Paccard doit aussi être mentionné ici, ne serait-ce que parce qu'en 1900, il avait abordé dans sa thèse un sujet difficile et très important pour lequel j'avais pu lui communiquer un texte inédit, l'*Histoire des liturgies en langue allemande dans l'Église de Strasbourg au XVI^e siècle*. C'est l'Alsacien **Louis Büchsenschutz**, successeur, à l'Église luthérienne de la Résurrection à Paris, de son père, ancien condisciple du sous-signé. Bien que déjà lui-même père de quatre garçons dont l'aîné n'a que neuf ans, il avait cru de son devoir de demander à être placé dans le service actif ; sergent au 14^e territorial, il venait d'être promu sous-lieutenant, lorsque, le 3 octobre 1914, il fut grièvement blessé près d'Arras. Transporté dans une ambulance à Bapaume, il y expira le 6 octobre (2).

Un autre jeune pasteur qui desservait, à Paris, l'Église réformée de Montrouge, **Georges Nicolet**, était parti comme sergent-brancardier de corps. Lorsque la guerre des tranchées diminua son activité, il crut de son devoir de répondre à l'appel qu'on adressa aux hommes de bonne volonté du service de santé et prit du service armé. Il venait d'être nommé sergent-major lorsque, le

(1) Voir *le Témoignage* du 1^{er} mai 1915.

(2) Voir *le Témoignage* du 10 janvier 1915.

20 février, près d'Ypres, il fut frappé d'une balle en pleine poitrine en entraînant ses hommes à l'attaque d'une tranchée. Il était revenu à notre bibliothèque l'été dernier en vue d'y recueillir les éléments d'une sorte d'anthologie des poètes huguenots, et on vient de nous rapporter les poésies de Marguerite d'Angoulême et les *Tragiques* d'Agrippa d'Aubigné qu'il nous avait empruntés dans ce but (1).

Enfin nous venons d'apprendre que la terrible bataille de Soissons a coûté la vie, le 13 janvier, au lieutenant de territoriale **Louis Dollfus**. Resté veuf de bonne heure avec deux enfants, ce Mulhousois réservé, presque timide, mais de réelle valeur, s'était vivement intéressé, dans ces derniers temps, à notre histoire. Doué d'un véritable talent pour les recherches généalogiques, il avait réussi à reconstituer toute l'histoire de l'importante famille à laquelle il appartenait et il était un de ceux sur qui, hélas ! nous croyions pouvoir compter pour l'avenir.

Morts héroïques qui honorent grandement, et notre corps pastoral, et le protestantisme français qu'elles vengent noblement des insinuations d'une certaine presse. Mais elles nous commandent surtout d'entourer d'une sympathie particulièrement active ceux qu'elles frappent directement et les œuvres qu'elles privent de leur force et de leur concours (2).

N. WEISS.

(1) Voir *le Christianisme au XX^e siècle* du 11 mars 1915.

(2) Le sous-lieutenant **Marc Morel**, dont nous étions sans nouvelles, nous a écrit le 10 avril. Il était encore indemne à cette date. — Le lieutenant **Maurice Naert**, auteur des *Huguenots du Calais*, dont nous donnons ci-après la 2^e partie, était retourné au front. Blessé le 5 avril à Maizeray-en-Woëvre d'une balle en lisière du poumon, il est actuellement dans une ambulance à Dijon. — On croit, mais sans pouvoir en obtenir confirmation, que le lieutenant-colonel **Arthur de Cazenove** est prisonnier. — Le lieutenant au 6^e dragons, **Roger d'Amboix de Larbont**, fils du général, notre collègue, est prisonnier au camp d'Ingolstadt (Bavière).

Études Historiques

LES HUGUENOTS DU CALAISIS AU XVII^e SIÈCLE

CHAPITRE III

VIE RELIGIEUSE DE LA COMMUNAUTÉ (1)

I. — Importance de la Communauté.

Tout d'abord, combien étaient-ils et quel était le rayon d'action du temple qui vers 1600 s'établissait à Guines ?

Trop souvent les historiens du Calaisis ont exagéré le nombre des huguenots en se fondant sur certains chiffres qu'il est difficile de vérifier. Avant l'année 1668, date à laquelle commencent les registres du temple que nous possédons, le seul chiffre qui nous soit fourni est donné par le curé de Guines qui, en fin décembre 1636, écrit que « la peste estant fort grande à Guines il mourut environ 700 personnes catholiques... sans ceux de la R. P. R. qui décédèrent en pareil nombre (2). »

Or la moyenne annuelle des décès catholiques pour la période 1636-1684 (3) est de 75, et cette moyenne va se

(1) Voy. Bull. de 1914, p. 296 à 340. Page 309 dernier alinéa, lire *Lannoy* et non *Lauroy*.

(2) Une erreur fréquente : beaucoup d'historiens ont comparé à tort le registre catholique de Guines (qui ne parle que des catholiques de la ville) avec le registre protestant (valable pour tout le Calaisis et au delà).

(3) Le plus ancien des registres date de 1635. Nous avons ramené à la moyenne les années de « contagion » et de guerre (1646 et 1656). De plus

maintenir jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. Mais, pour la période 1668-1684, la moyenne des décès huguenots à Guines n'est que de 28.

Comme il n'y a guère de conversions dans l'intervalle, le chiffre donné en 1636 est certainement supérieur à la vérité. De plus il supposerait à ce moment à Guines une population de 3 000 habitants. L'écart est trop grand avec le chiffre de 1 687 habitants donné par Bignon et Pigault de Lépinoy pour l'année 1698 (1). L'émigration ne suffirait pas pour expliquer une telle différence.

L'examen des registres catholiques et huguenots du XVII^e siècle nous permet d'affirmer avec une assez grande certitude qu'à Guines même pendant la seconde moitié du XVII^e siècle il y avait environ 1 500 catholiques et 550 huguenots (2). Quant à ceux qui fréquentaient le temple, au

nous avons fait abstraction des nombreux étrangers de passage, des soldats en particulier.

(1) Bignon : « *Mém. Picardie* ». [Pigault de Lépinoy. Mss. Bibl. Calais IV, p. 22 à 25.

(2) Voir le tableau ci-dessous (Extrait en partie de W. Minet : « R. huguenot »).

ENTRÉES DES REGISTRES DE GUINES								
ANNÉES	BAPTÊMES			MARIAGES		DÉCÈS		
	TOTAL	LIEU indéterminé	GUINES	TOTAL	GUINES	TOTAL	LIEU indéterminé	GUINES
1668	98	36	19	28	Pas d'origine	100	19	14
1669	132	41	28	50		132	13	30
1670	144	36	18	50		135	16	16
1671	152	44	38	46		111	19	16
1672	132	21	20	48		92	1	15
1673	170	0	31	53		82	0	19
1674	168	1	29	41		65	0	8
1675	152	0	27	41		95	3	17
1676	168	1	20	42		106	2	23
1677	175	3	34	54		126	1	28
1678	151	0	33	28		184	0	30
1679	106	3	26	47		200	1	42
1680	116	2	22	48		168	3	49
1681	81	0	7	53		137	0	38
1682	155	0	31	42		106	0	27
1683	114	4	13	38		86	0	12
1684	136	0	20	30		84	0	24
1685	92	2	18	10		18	1	1

moins pour les baptêmes et les mariages, leur nombre paraît osciller entre 2700 et 3000 (1). Or à ce moment les 25 paroisses du Calaisis comptaient environ 16 000 habitants au total (2).

Il faut donc admettre que les huguenots formaient le $\frac{1}{5}$ de la population. Ces chiffres nous montrent combien l'évêque de Boulogne s'exagérait les services qu'il avait rendus à la foi quand, à l'assemblée du Clergé, il parlait de 10 000 personnes assistant à la dernière cène au temple de Guines.

Le rayon d'action du temple était assez étendu, mais les huguenots vivant en dehors du Calaisis n'avaient que rarement l'occasion de venir à Guines et, presque toujours, leur nom ne paraît dans les actes qu'à côté de celui d'un habitant du pays, d'un parent le plus souvent. Et ceux-là viennent quelquefois de très loin, de Dunkerque, de Huc-

A Guines, en utilisant les moyennes annuelles de 1684 à 1725, on constate que pour une population de 1600 habitants se signent en moyenne 250 actes par an : Baptêmes : 90 ; Mariages : 30 ; Décès : 80.

Le même calcul fait pour Ardres entre les années 1689 et 1750 donne la même proportion.

Pour obtenir le chiffre de la population nous pourrions donc multiplier par 1600/90 le nombre des naissances à la condition de procéder avec des moyennes établies sur un grand nombre d'années.

Nous avons dressé une liste de 420 huguenots de Guines à la veille de la Révocation (à l'aide des actes d'État civil et notariés).

(1) Le tableau ci-dessous indique les situations respectives des deux con-

PRINCIPALES PAROISSES DU CALAISIS	POP. TOTALE en 1698	POP. HUG. en 1685
Andres.	314	100
Ardres.	1 500	200
Balinghem.	300	120
Calais.	5 093	400
Coulogne.	325	140
Guemp.	400	200
Guines.	1 687	550
Hames.	300	100
Marcq.	1 292	600
Saint-Pierre.	1 108	250

fessions d'après les chiffres de l'intendant Bignon et les calculs appuyés sur l'état civil huguenot.

(2) 15 004 d'après la statistique citée par Pigault de Lépinoy IV (p. 20 à 25) pour 1698. Nous admettons 1 000 fugitifs à la suite de la Révocation.

queliers, d'Abbeville. Certains petits groupements isolés, comme celui de Clenleu à 4 kilomètres de Hucqueliers, dépourvus de prêche, gardèrent de très fréquents rapports avec la métropole religieuse. Mais ceux qui, malgré l'éloignement, se rencontrent le plus fréquemment à Guines sont les officiers et les soldats du pays, Gravelines, Dunquerque, Bergues, Béthune, Montreuil, Boulogne (1).

En somme les quelque 3 000 huguenots dont nous étudions l'histoire vivaient en grande partie dans le Calaisis et sur les confins du Boulonnais, à l'exception de quelques-uns, particulièrement dans les garnisons d'alentour; ces derniers sont trop peu nombreux pour que nous puissions admettre leur lieu de résidence comme dans la zone d'influence du temple de Guines.

II. — Les Temples et les Cimetières.

Dans une région qui comptait une aussi notable proportion de huguenots il fallait un ou plusieurs temples.

A plusieurs reprises, en 1563, 1579 (2) divers édits avaient permis en France l'édification de temples. Mais aucun document ne nous autorise à faire remonter à ces dates l'existence d'un temple dans le pays (3).

(1) Quelques actes caractéristiques tirés des Reg. hug. de Guines : 10 mai 1671, 10 mai 1676, 15 avril 1677, 3 sept. 1679, 7 janvier 1680, 29 nov. 1680, 9 oct. 1681, 21 janv. 1683, 16 janv. 1684, 29 oct. 1684, 20 mai 1685.

(2) G. de Félice, *Hist. Prot. France*, p. 177-246.

(3) a) Jusqu'à ces dernières années tous les historiens de Calais (Bernard, J.-B. Lefebvre, Henry, F. Lefebvre) avaient fait remonter à l'un ou l'autre de ces édits soit le temple de Marcq, soit celui de Guines. Comme nous allons le voir, certains documents s'opposent à cette allégation. C. Landrin dans ses *Tablettes* (I, p. 41), résumées par W. Minet (*R. hug. de G.* Préface, p. III), nous fournit de précieux renseignements à cet égard.

b) Les *Mémoires de Condé*, IV, p. 336, indiquent seulement Boulogne comme lieu d'exercice de la Religion en 1597. En effet l'édit de pacification d'Amboise de 1563 laissait le libre exercice de la R. P. R. aux « barons, chastellains, hauts justiciers et seigneurs tenant plein fief de haubert. Le seigneur de la Haye avait donc eu le droit d'établir dès ce moment, chez lui, un prêche que fréquentaient les huguenots de Boulogne. Mais ce n'était pas là un temple organisé.

c) Les *Mémoires de la Ligue* (IV, p. 428-486) donnent les « Plainctes des Eglises réformées de France... » qui signalent qu'en 1597, comme lieu public du culte il n'y a plus rien en Picardie depuis la perte du « Castelet » (Voir

L'édit de Nantes autorisa l'exercice du culte public chez les seigneurs hauts justiciers, dans deux lieux par bailliage et là où l'exercice était notoirement établi en 1596. Quoique depuis longtemps les protestants se réunissaient et exerçaient leur culte, il semble qu'ils n'en avaient aucune autorisation officielle. C'est donc en tant que temples de bailliage qu'après l'édit de Nantes allaient s'établir les temples de Guines et de Marcq que nous signalent les commissaires députés par le roi pour l'exécution de l'Édit (1). En 1582 le terrier de Miraumont, en donnant le détail des propriétés bâties de Guines, ne fait aucune mention de l'édifice religieux et sur le terrain où il est noté comme bâti en 1602 se trouve une maison appartenant à un particulier (2). Comme les Espagnols occupèrent la ville de 1596 à 1598 et y brûlèrent un nombre considérable de maisons, nous pouvons supposer que le temple fut bâti sur l'emplacement d'une de ces maisons, car, à trois reprises, des actes notariés de 1602 (3) parlent de maisons à proximité du temple. Il est donc acquis que le temple qui n'existait pas en 1598 est construit en 1602. Or, en 1608, les huguenots renouvelaient leur bail de terrain pour 9 ans (4)

Bull. S. H. P. F. vol. XLVII (1898), p. 137 : N. Weiss : « Autour de l'édit de Nantes).

(1) Bib. nat. F^{ds} fais 4046, f^o 3. « Extrait du Procès-verbal... » cité plus haut J'ai sous les yeux le texte auquel il est fait ici allusion. Il porte que, par l'article 6 des particuliers de l'édit de Nantes, il ne devait y avoir au gouvernement de Picardie que deux villes aux faubourgs desquelles ceux de la religion pourraient avoir l'exercice de leur culte, savoir Saint-Quentin et Étaples. Par le jugement des commissaires en 1599, celui de Saint-Quentin fut établi à Lehaucourt et celui d'Étaples transféré à Guines. Voici la suite : « Guy nes pour Calais et pays reconquis ; Marcq, distant d'une lieue de Calais, y a ex ercice de lad. religion en langue flamande suivant l'arrest du Conseil d'estat ». On trouvera quelques renseignements sur ce culte flamand dans les 5 volumes in-4^o de J.-H. Hessels, *Ecclesiæ Londino-Batavæ archivum* (N. Weiss).

(2) Terrier de Miraumont, Bib. de Calais. Mss (Art. Antoine Sayn. p. 146, art. 82).

(3) Min. des Not. de Guines : 21 janvier, 23 janvier, 13 août 1602.

(4) Min. des Not. de Guines : 24 avril 1608 : « ... Honorable homme Nicolas Michel, François Vasseur, marchands, François Boeurse, aussi marchand, flameng, demeurant en la ville de Calais, Gilles de Vos, aussi flameng, demeurant en la paroisse de Marcq... marchands demeurant à Guines, tous faisant partie et représentant la communauté de la R.P.R. tant française que flamengue résidant, tant en la ville de Calais, Guines et Pays reconquis... » louent « ... la place sur laquelle le temple de leur religion séant en ceste ville de Guines a esté basty et édifié. » — « Pour les six premières années 12 livres

et si le premier engagement avait été, ce qui est possible, pris pour le même laps de temps, cela placerait la construction en 1599, au lendemain de l'Édit, date parfaitement admissible.

Mais les religionnaires ne considéraient pas ce temple comme définitif. Ils l'avaient bâti à la hâte sur un terrain loué et dans le renouvellement du bail ils se réservaient la faculté de résilier au bout de 3 ou 6 ans et ils gardaient le droit d'emporter ailleurs les matériaux qu'ils y auraient placés. D'ailleurs, malgré leur pauvreté, ces colons nouvellement établis travaillaient à réunir les ressources nécessaires pour la construction d'un autre édifice et les testaments abondent en legs pour « l'édification et pour l'entretienement » du temple (1). En cela les huguenots de Guines employaient le même procédé que leurs coreligionnaires de France. Dépourvus de gros revenus et de dotations ils demandaient exclusivement leurs ressources aux souscriptions, aux legs testamentaires et aux « deniers communs légués à l'Église sans spécification d'emploi » (2).

En 1619, les fonds étant réunis, dans la rue actuelle du Temple qui va du Batelage à la place de l'Hôtel de Ville (3), la communauté de la R. P. R. faisait, pour 1 000 livres tournois, l'achat d'un terrain « pour y pouvoir bâtir et construire ung temple pour l'exercice de la religion franche suivant la permission concédée par S. M. » (4). Ce temple allait subsister jusqu'en 1685.

En forme de trapèze, entouré d'une double galerie (5),

tournois par chacun an et pour les 3 dernières années 11 livres tournois ». — Noter l'importance de l'élément flamand, que nous avons déjà signalée et qui avait justifié la création d'un temple à Marcq.

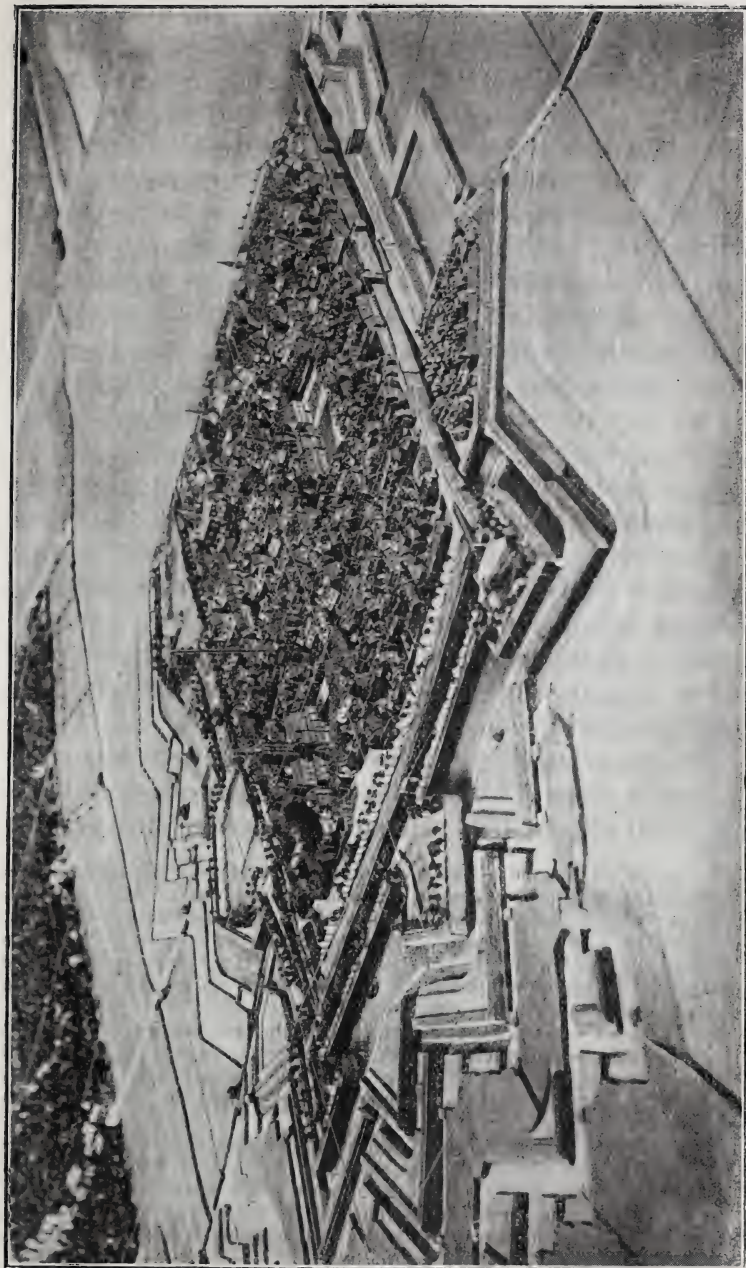
(1) Min. des Not. de Guines et Calais.

(2) Paul de Félice : *Hug. d'autrefois*, I, p. 22-26.

(3) A 400 mètres environ de l'église. Les temples devaient être bâtis à une certaine distance de l'église, 150 pas dans le ressort du parlement de Toulouse, le cimetière à 300 pas d'après un arrêt du Conseil d'État pour le pays de Gex (cf. P. de Félice : I, p. 4 et 5).

(4) Min. des Not. de Guines, 28 avril 1619 : Dans cet acte Pierre de Tallier, Pierre Ceulier, Georges de Costes sont cités comme ministres.

(5) White Kennet, *Diary*, p. 14. Dans tous les temples il y avait des galeries qui faisaient le tour de l'édifice. D'ordinaire seuls les hommes se plaçaient aux galeries. C'est le contraire à Guines, rapporte W. Kennet dans son *Diary*.



Calais en 1689, d'après un plan en relief à l'Hôtel des Invalides. Guines était à 10 km. au sud.

il « n'était pas d'une construction magnifique ni apparente mais il était spacieux et il pouvait contenir plus de 3 000 personnes » (1).

Près du temple on édifiait en même temps, à l'usage du pasteur, le consistoire qui, rebâti en 1676, allait subsister encore durant 200 ans. De l'autre côté de la ville, au Parcage, les huguenots établissaient leur cimetière, sur l'emplacement occupé en 1520 par le palais de verre de Henri VIII et en 1558 par les batteries du duc de Guise (2).

Les huguenots de Guines formaient donc dès lors une communauté parfaitement organisée. A peu près au même moment un temple s'élevait à Marcq, en deçà du bourg, du côté de Calais (3). Il ne faisait pas double emploi avec celui de Guines et était, nous l'avons vu, spécialement réservé à l'exercice en langue flamande. Mais dès 1611 nous savons que le corps de Ville de Calais se plaignait d'y voir le culte célébré dans les deux langues et malgré le très grand nombre de huguenots établis à Marcq, l'incendie du temple en 1641 par les Espagnols permit au gouvernement d'en empêcher la reconstruction. Dès ce moment Guines devint le centre incontesté de la Religion réformée dans le pays (4).

Presque chaque village avait son cimetière huguenot et, pour la plupart d'entre eux, nous en connaissons l'emplacement (5). Le plus souvent le cimetière était pris sur

(1) Pigault de Lépinoy, Ms-IV, p. 5. La principale préoccupation des architectes était partout de serrer un grand nombre d'auditeurs dans un espace restreint : on supprimait les chapelles et les bas-côtés. (P. de Félice, *Hug. d'aut.*, I, p. 20). Avec 3 000 places, le temple de Guines pouvait être considéré comme un des plus vastes de France : le 1^{er} temple de Dieppe 5 000 places, le grand temple de La Rochelle 3 500 places, le grand temple d'Anduze 2 000 places. (P. de Félice, *id.*, p. 29).

(2) D^r Cuisinier : *Le Patriote*, Calais, 19 décembre 1880. C'est l'emplacement qu'occupait dans ces dernières années le pensionnat anglais de M. Popieul (boulevard Blanchard). En novembre 1859 des travaux de terrassement prouvèrent l'exactitude de l'emplacement indiqué dans les minutes notariales.

(3) Nous avons exposé plus haut pourquoi nous plaçons à cette date l'édification du temple de Marcq. Pigault de Lépinoy dit en 1606. C'est acceptable.

(4) Contrairement à une assertion courante il n'y avait pas de temple à Hames. Les 6 ou 7 naissances annuelles dans ce village sont notées régulièrement au temple de Guines. Il y a eu un château à Hames (comme à Guines), démoli après le départ des Anglais.

(5) Voir carte du Calaisis. A Balinghen une propriété porte encore le

les terres d'un seigneur réformé. A la Calmotte, un hameau à 5 km. au S.-O. de Calais, c'est « Messire Henry de Massy, chevalier, sieur de Ruvigny, maressal des camps et armées du roy » qui, en 1644, ratifie la donation, faite par sa mère « d'une certaine portion de terre pour servir de cimetière à ceux de ses sujets de ladite Calmotte qui font profession de la R. P. R. et autres lieux circonvoisins » (1). A Wissant, c'est, en 1630, Philippe de Mansel, écuyer, qui ratifie aussi la donation « d'un terrain voisin du cimetière ordinaire dudit lieu » ; et, pour éviter les contestations futures, il spécifie que le fait a été « agréé et reconnu par M. de Campaigno, lors gouverneur de Boullogne et sénéchal de Boulonnais et par les mayeur et eschevins de Wissant » (2).

Mais, dès 1599 l'exercice même du culte se faisait dans quelques châteaux. Les commissaires du roi en constatent à ce moment trois dans le Boulonnais, à Fayelle, à La Haye, à Chancler (3). Le même fait se rencontrait à Viennehume, Alembon (4), Elinghen, Estréelles Tingry, Wissant. Mais ce n'étaient là que des lieux de réunion pour les fidèles trop éloignés du temple, qui, de loin en loin, avaient ainsi l'occasion d'écouter la parole d'un ministre de passage ou d'un ancien de leur communauté. Les baptêmes et les mariages étaient bénis à Guines, quelquefois avec de longs retards après les naissances, mais les inhumations ne se faisaient dans le cimetière consistorial de Guines qu'en cas de volonté expresse du défunt.

nom de « Cimetière des Huguenots ». A Calais il était sur une extrémité de la « Grande Commune », auprès du Pont Thierry actuel, au quai de l'Est (Arch. de Calais, État budgétaire de 1717). A Boulogne, près des Tintelleries, « l'Atre des parpaillots » (Arch. de Boul. Cahier n° 680. Cueiloir municipal de 1732 à 1749).

(1) Min. des Not. de Guines : 3 mars 1644.

(2) Min. des Not. de Guines : 30 septembre 1630.

(3) Voir « Procès-verbal », cité plus haut.

(4) Le pasteur Frossard (*Eg. ss. la Croix*) signale des baptêmes à Alembon dès 1579. Ce village, en effet, était à la limite de l'Artois et de la Picardie. (Herbinghen à 3 km. au S.-O. était en Artois). Pour les gens des Flandres il était assez éloigné de St-Omer où la surveillance était active. Comme il n'y avait pas encore de temple à Guines, des pasteurs circulaient sans doute de village en village et passaient à Alembon où venaient les rejoindre les huguenots de Flandre et Artois.

Certains prêches, déjà éloignés de Guines, prenaient une assez grande importance. Au temple de la Haye, venaient, nous le savons, dès avant l'édit de Nantes, les huguenots de Boulogne, qui, dès que paraît l'Édit, en demandent la consécration officielle, ce qui fait l'objet d'un mémoire des commissaires qui se montrent défavorables à ce projet (1). A 2 km de Samer, auprès des ruines du château de Tingry, on peut encore voir les restes d'un temple et de son consistoire bâtis en 1613 dans les dépendances d'une ferme appartenant à Claude de la Wespière. Au pied de la butte un champ porte encore dans le pays le nom de « cimetière des huguenots ». Plus loin, près de Montreuil, dès 1587 Jean de Louvigny, seigneur d'Estréelles, profitant de la protection du sieur de Morvilliers, gouverneur de Boulogne, avait fait construire près de son château un temple qui dominait l'église (2), et, quoique dans Montreuil les huguenots n'aient été que fort peu nombreux (3), ils se voient réserver un cimetière spécial comme dans les communautés plus importantes ou dans les agglomérations rurales (4).

Ainsi les temples de Guines et Marcq jusqu'en 1641, celui de Guines seul après cette date, allaient être fréquentés par les huguenots du Calaisis. Dans les paroisses éloignées, de loin en loin un prêche réunissait les fidèles sur les terres d'un seigneur et la limite de l'influence du temple était marquée, dans le Sud du Bas Boulonnais par l'existence d'autres Églises, moins importantes, mais déjà organisées.

III. — Rapports avec les Huguenots de France.

Les huguenots du Calaisis et du Boulonnais qui n'ont joué qu'un rôle assez restreint dans la vie politique de

(1) Arch. nat. TT. 238. — La Haye, Picardie. « Mémoire touchant le presche des Huguenots en Boulonnois ».

(2) Description dans C. Landrin *Tablettes*, p. 73 et Vaillant *Révol.*, p. 55.

(3) L'intendant Bignon (*Mémoire sur la Picardie*) en 1698 dit qu'il n'y avait à Montreuil que 3 familles de réformés. M.-R. Rodière (*Familles*, p. 39), nous donne des renseignements sur plusieurs autres : Les Lamyable, Blondel, Regnault, Ballin, Barré, Goddé, qui passaient des actés à Guines.

(4) Min. des Not. de Montreuil (M^e Tournant), 20 oct. 1673, 29 janv. 1675.

leur parti, y tenaient pourtant, grâce à leur nombre et à leurs ressources, une place assez grande.

L'Ile-de-France était une des régions qui réunissaient le plus de huguenots. En 1609 le synode de Saint-Maixent, procédant au partage d'une somme de 89 000 livres (1), donne à l'Ile-de-France 64 portions sur 762 à répartir entre les quatorze provinces et, par ordre d'importance, elle arrive au sixième rang (2). Elle ne vient plus qu'au huitième rang au synode de Castres en 1626 (3).

Cette province de l'Ile-de-France se subdivisait en cinq colloques : ceux de Champagne, du Pays chartrain, de l'Ile-de-France, de Beauce et de Picardie. Ceux de Beauce et de Chartres n'avaient qu'une médiocre importance, mais celui de Picardie était l'égal des deux autres (4).

La Picardie comptait donc parmi les colloques importants de France. Or, l'Église de Calais y tient de beaucoup la première place. Au synode provincial de Vitry en 1649, sur 266 livres que la province doit fournir pour le synode national suivant, nous voyons l'Église de Calais contribuer pour 100 livres, tandis qu'elle en donne par ailleurs 172 sur 458 que le même colloque doit fournir aux Académies protestantes (5). Au synode provincial de la Ferté en 1657, elle donnera encore 200 livres sur 484 (6) et de même

(1) P. de Félice, *Hug. d'autrefois*, II, p. 101. — Les religionnaires, ayant dû continuer à payer la dime, le roi par compensation leur accorda une somme annuelle. C'étaient « les deniers de la libéralité ». Divisés en portions ils étaient distribués aux Églises, aux pasteurs et aux Académies. Chaque portion représentait une place de pasteur occupée ou non. D'abord payés de façon irrégulière, ces « deniers » furent ensuite complètement supprimés.

(2) Aymon, *Syn. nat.*, I, p. 370-391. Celles qui touchent plus sont : Le Bas-Languedoc, 105 portions; le Haut-Languedoc, 84; le Dauphiné, 83; la Basse-Guyenne, 73; la Saintonge, 71.

(3) Aymon, *Syn. nat.*, II, p. 409-415.

(4) Aymon, *Syn. nat.*, I, p. 291. — Au Synode national d'Alençon en 1637, on accusait les chiffres suivants :

Colloque de l'Ile-de-France.	10 Églises	14 Pasteurs
— Champagne.	11 —	12 —
— Picardie.	9 —	12 —

(5) Bib. nat., Fonds français, 20.966, f^{os} 101-115.

(6) Bib. S. H. P. F. Papiers d'Auzière « Synodes provinciaux », La Ferté, 1657..

à tous les autres synodes dont les comptes nous sont parvenus (1).

Elle subvenait à ces frais en prélevant, sur ses recettes, le « quint denier » qu'elle faisait parvenir à Paris, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Église d'Oisemont près d'Amiens (2). Souvent nommée dans les synodes provinciaux pour des faits de médiocre importance, elle n'apparaît presque jamais dans les comptes rendus des synodes nationaux.

Une fois seulement un pasteur de Calais joue un rôle actif à un synode national. A celui de Charenton, en avril 1625, le pasteur J.-B. Bugnet, représentant l'Église de Calais, est adjoint au modérateur et, avec le pasteur Aubertin de Charenton, le 18 avril, il va présenter au roi « toutes sortes de submissions » de la part de l'Église de Picardie. Reçus par Louis XIII, ils lui « font désavœu de la dernière prise d'armes », et, en retour, il leur « promet de maintenir les Églises de la province » (3). De loin en loin, dans le cours du siècle, des pasteurs de Calais sont délégués aux synodes nationaux, Ferdinand de Prez à Charenton en 1653, à la Ferté en 1657, Benjamin Tricotel à Loudun en 1659. C'est à ce dernier synode que le marquis de Ruvigny, qui, comme on l'a vu, avait des attaches dans le Calaisis, est désigné par le roi comme député général des Églises (4). Mais le plus souvent celle de Calais n'est désignée que pour des règlements d'ordre intérieur.

En 1627 le synode de Clermont nous apporte les échos d'un « différend entre les sieurs Bugnet et Caulier, ministres des Églises de Guines et Marcq, proche Calais ». Bugnet se plaignait de la fréquence des absences de son collègue qui souvent passait la frontière « pour 8 ou

(1) Voir particulièrement les comptes du Synode provincial de Charenton. Bib. S. H. P. F. (cf. ci-dessus), Charenton, 1679.

(2) W. Minet, *Church at Calais*, p. 31 à 34. Le « quint-denier » a toujours été à Calais inférieur au 1/5 des recettes. De 1664 à 1679, il fut en moyenne de 440 livres.

(3) Bib. nat., Fonds français, 20.962, f^{os} 133-137 et 140.

(4) Aymon, *Syn. nat.*, II, p. 732.

45 jours pour vacquer à ses affaires domestiques ». Cette habitude « contraire aux lois de l'État » imposait sans doute à Bugnet un supplément de travail auquel il se refusait de s'astreindre. Le synode, tout en l'approuvant, invita les deux pasteurs à éviter le scandale que provoquaient les querelles « entre deux des plus grands personnages de la compagnie » (1). Le synode de la Ferté en 1657 lève les censures que le sieur de Prez, pasteur à Calais, et son Église avaient encourues pour désobéissance (2).

Ces interventions des synodes provinciaux ne semblent d'ailleurs pas avoir ramené le calme, car, trois ans après, le synode national de Loudun, en 1660, intervient à son tour pour apaiser une querelle que n'a pu empêcher le synode de l'Ile-de-France. Il s'agit d'un second pasteur, le sieur Montigny de Laubéran, qui a été nommé à Calais par le synode d'Ay. Pasteurs et anciens des deux partis qui se sont formés sont tour à tour entendus, le sieur de Montigny que les Calaisiens voulaient chasser est maintenu pour six mois, et deux pasteurs, l'un de Dieppe, l'autre d'Amiens, se transportent à Calais aux frais de cette Église afin d'y ramener la paix et de « censurer tous ceux qui ne voulaient pas se laisser gouverner (3) ». En 1667, le synode de Clermont censure à nouveau le consistoire de Guines d'avoir illégalement prononcé une suspension de cène (4), mais celui de Charenton, en 1679, l'engage à punir avec une sévérité toute particulière les particuliers qui refusent de se soumettre aux décisions du consistoire (5) et qui ont de nouveau obligé un synode à déléguer un pasteur pour faire une enquête sur place.

Enfin, malgré ses ressources considérables, l'Église de Calais encourt plusieurs fois le reproche d' « ingratitude ».

(1) Bib. nat., Fonds français, 20.964, f^o 5-7.

(2) Bib. nat., Fonds français, 20.967.

(3) Bib. S. H. P. F. Papiers d'Auzière. Synodes de l'Ile-de-France, 1659, p. 3.
— Aymon, *Syn. nat.*, II, p. 784-785.

(4) Bib. S. H. P. F. Papiers d'Auzière. Synodes de l'Ile-de-France, 1667.

(5) Bib. S. H. P. F. Papiers d'Auzière. Synodes de l'Ile-de-France, 1679. Nombreuses querelles intérieures que le synode examine dans le plus grand détail. L'Église semble passer par une crise. Les décisions du consistoire sont à tout propos discutées par les fidèles.

A trois reprises, par exemple, les synodes de 1665 à 1679 sont dans l'obligation de lui réclamer les sommes qu'elle doit au sieur de Montigny, qu'elle a obligé à abandonner le ministère (1), et elle ne s'exécute que lorsque enfin ordre lui est donné de puiser dans la « bourse des diacres » ou des pauvres « le tout à peine de très grièves censures contre les contrevenants ». On comprend que, malgré les prétextes invoqués par la congrégation (2), les synodes se montrent exigeants, car le « suicide » commençait à tuer autant et plus d'Églises que ne le faisait la persécution (3).

En somme, les rapports de l'Église de Guines avec le reste des Églises françaises n'ont qu'un intérêt médiocre. Les synodes n'ont que rarement l'occasion d'intervenir chez elles avant 1658; à partir de cette date et surtout après 1661, l'on s'achemine vers la Révocation, les synodes interviennent plus fréquemment pour apaiser des querelles intestines, à la faveur desquelles on craint de voir intervenir le « Magistrat » et avec lui la persécution (4).

IV. — Cérémonies et Pasteurs

Nous connaissons le Temple et les grandes lignes de son histoire; suivons maintenant les fidèles qui s'y rendent et notons ce qui peut sembler particulier ici. C'était à Guines que se faisaient toutes les cérémonies essentielles, quoique dans les synodes on parle presque toujours de l'Église de Calais, et ce n'était que tout à fait exceptionnellement que les mariages étaient bénis à Calais par autorisation spéciale (5).

Pour avoir en allant au temple l'attitude recueillie

(1) Arch. nat., TT. 228^A.

(2) Arch. nat., TT. 321. — Les délégués de Calais au synode de Charenton en 1673 invoquent les secours donnés à Guines à « ceux qui s'en vont ».

(3) P. de Félice, *Prot. d'autrefois*, III, p. 171. — Aymon, *Syn. nat.* Nombreux décrets contre les Églises « ingrates ». On va jusqu'à priver du ministre et des sacrements, I, p. 17, 67, 127, 144, 161, 177, 180, 181, 215, 240.

(4) Aymon, *Syn. nat.*, Loudun, 1659. — Le synode commande des mesures contre ceux qui demanderaient au magistrat d'intervenir.

(5) Reg. hug. de Guines, 28 avril 1669.

exigée par les instructions synodales, les huguenots ont, nous l'avons vu, gardé le plus longtemps possible l'habitude de chanter des psaumes pendant qu'ils remontaient la rivière de Guines (1). Quant aux cérémonies habituelles, les services et la cène sont, sauf quelques variantes, celles qu'avaient adoptées les autres congrégations protestantes (2), mais certaines fêtes, les mariages en particulier, sont précédées de danses et de copieux banquets, proscrits par les synodes, mais dont l'habitude, apportée ici peut-être par les immigrants flamands, subsista parmi les huguenots comme au sein de la population catholique (3).

Sur la situation matérielle des pasteurs qui présidaient à ces cérémonies, nous n'avons que des renseignements vagues. C'était la communauté qui devait supporter les frais de construction de ses temples, ainsi que ceux de l'entretien du ministre (4). Quant à la somme fixe qu'elle donnait au pasteur, le seul chiffre qui nous soit parvenu, soit £ 100 d'après W. Kennet, c'est-à-dire 2 500 livres françaises, est certainement beaucoup trop élevé (5). Le traitement moyen des pasteurs de France variait de 300 à 900 l. (6) et nous savons que les curés du Calaisais avaient en 1710 un revenu moyen de 700 l. (7). C'est donc un chiffre analogue que nous pouvons admettre pour les pasteurs du temple de Guines.

(1) W. Kennet, *Diary*, p. 13.

(2) W. Kennet, *Diary*, p. 14. — Description détaillée de la cène citée dans le *Bull. S. H. P. F.*, 1894, p. 557.

(3) W. Kennet, *Diary*, p. 21. — Description détaillée aussi du mariage de Daniel Minet et Jeanne Flahaut le 15 octobre 1682, vieux style (25 oct.). — « A notre retour à Ardres un grand diner de gala est préparé; après quoi on danse au son de la musique jusqu'à l'heure du souper. Lundi les réjouissances de la noce continuent. C'est l'habitude des gens du peuple en ces sortes de solennités de se mettre à table dès 8 heures du matin et d'y rester sans se lever jusqu'à 4 heures de l'après-midi, mangeant et buvant continuellement. »

(4) Min. des not. de Guines de Calais et de Marcq.

(5) W. Kennet, *Diary*, p. 14.

(6) P. de Félice, *Hug. d'aut.*, II, p. 242-243. — Cf. V^{ie} d'Avenel, *Fortune privée*, p. 37 à 70. — En multipliant, pour l'ensemble du xvii^e s., par 5,91 (cf. d'Avenel) cela donne de 1 800 francs à 5 000 francs de nos jours, salaire normal pour des pasteurs.

(7) Pigault de Lépinoy, *Mss. Bib. Calais*, IV, p. 20 à 25. En 1700, le revenu des curés du Calaisais varie de 300 à 1 200 livres.

Le manque de documents nous condamne à ne pouvoir dresser qu'une liste fort approximative des pasteurs de Guines et Marcq (1), nous dirons seulement quelques mots de ceux qui ont joué un rôle assez intéressant dans la vie de la communauté.

Un des premiers pasteurs remarquables, qui vécut à Guines, appartenait par ses origines à l'Église catholique. J.-B. Bugnet, jusqu'en 1604, avait été cordelier dans un couvent de Paris, où il était tenu pour un « habile homme ». Le 24 février 1604 il se rend à Ablon où il fait publiquement abjuration de sa religion et il fournit en même temps une attestation de son supérieur « comme il s'est toujours bien et honnestement gouverné et sans reproche » (2). Trois mois après il est à Genève, où il se présente à la compagnie des pasteurs avec une lettre de recommandation du synode provincial de Buxy (3). Ministre à Montdidier, puis à Compiègne, il soutient, à partir de 1619, une violente polémique contre le docteur de Sorbonne Jean de Hollande. Nommé à Guines en 1623 il continue à assaillir son adversaire de ses libelles (4), joue un rôle prépondérant, nous l'avons vu, au synode de Charenton où il est délégué auprès du roi, et il prend encore une part active dans la lutte contre les Jésuites qui, de 1639 à 1642, envoyés à plusieurs reprises à

(1) D'après Haag (*France protestante*), les minutes des notaires de Calais et Guines; Aymon (*Actes des synodes nationaux*) et les Papiers d'Auzière. Bib. de S. H. P. F. Pour chacun nous notons la première et la dernière fois que nous l'avons trouvé signalé dans un document. Il est certain que la plupart de ces dates ne sont pas celles de leur arrivée et de leur départ : La Forêt, 1559-?; Le Tellier, 1603-1620; Georges de Costre, 1614-1619; Nathaniel Baius (ou Vaius?), 1616-1620; Pierre Caulier, 1616-1637; Jean-Baptiste Bugnet, 1623-1642; François Bécude, 1626-1637; Ferdinand de Prez, 1653-1657; Benjamin Tricotel, 1659-1667; G. Laubéran de Montigny, 1658-1659; Isaac Constans, 1661-1673; Isaac Albouy, 1661-1674; Louis de le Becque, 1669-?; Jacques Je Prez, 1668-1681; Simon de Vaux, 1681-1684; Pierre Trouillart, 1679-1685.

(2) *Éphémérides de Casaubon*, p. 360. — Voir *Bull. S. H. P. F.*, II, p. 283. « Les temples de Paris sous l'Édit de Nantes » (Le temple d'Ablon) et *Journal de l'Estoile*, t. III, p. 162.

(3) Bib. de Genève. Lettres et pièces diverses, carton 5 (17 mai 1604).

(4) C. Landrin, *Tablettes*, II, p. 185-186. — Il publie à Sedan en 1625 une *Apologie pour un écrit intitulé les « Rodomontades du sieur d'Hollandre » contre les faussetés, calomnies et impostures vomies en une réplique du même Hollande, par J.-B. Bugnet, ministre de l'Église réformée de Calais, recueillie à Guines et Marcq.*

Calais, y font une laborieuse campagne de prédications (1). Leurs attaques d'ailleurs ne semblent pas discréditer le pasteur car, au même moment, sa fille épousait David de Rambures, sieur de Hullen, lieutenant de la compagnie du sieur de Berne (2). Nous verrons que ces unions sont fréquentes entre familles nobles et familles de pasteurs, et dans le Calaisis le pastorat lui-même allait compter un certain nombre de membres venus de la noblesse.

Ferdinand de Prez, pasteur à Guines en 1653, était issu d'une vieille famille savoyarde. Après avoir été pasteur à Fontainebleau pendant trente ans, il abandonnait, sans congé, cette Église, pour joindre celle de Calais. Aussi le synode de Charenton le suspendait-il pour trois mois (3) et l'obligeait-il peu après à occuper l'Église de Roucy, moins importante que celle de Guines. Mais en 1668 son fils Jacques, pasteur aussi, était nommé à Calais, où il épousait Marie Jansse Régner, la fille d'un des ingénieurs du roi (4). Appelé en 1681 à l'Académie de Saumur, où il occupait jusqu'en 1685 une chaire de théologie (5), il passait ensuite en Angleterre, où sur la recommandation du marquis de Ruvigny il se voyait conférer le grade de docteur en théologie le 9 septembre 1685 (6).

Entre les ministères de Ferdinand de Prez et de son fils, l'Église de Calais avait passé par une période troublée. Ses pasteurs avaient eu à lutter contre l'opposition d'une partie des fidèles et contre les adversaires du protestantisme.

Gabriel de Laubéran, sieur de Montigny et d'Ablon, fils d'un pasteur de Senlis, est nommé en 1658 pasteur à Calais, et nous avons mentionné les troubles graves qui ne cessèrent même pas immédiatement après son départ. A la faveur de cette querelle intérieure le clergé local

(1) Pierre Auquier. Ms. Bib. Calais, p. 25-26.

(2) Min. des not. de Guines, 12 août 1639.

(3) Bib. S. H. P. F. Papiers d'Auzière. « Actes des Synodes provinciaux », p. 6 et *Bull.* S. H. P. F. Tome VIII, p. 442.

(4) Min. des not. de Guines, 28 fév. 1672.

(5) C. Landrin, *Tablettes*, III, p. 62.

(6) F. de Schickler, *Egl. du Refuge*, II, p. 335.

s'efforce de créer des difficultés à son successeur Benjamin Tricotel, arrivé en 1659. Ancien secrétaire au synode de Vitry et délégué de la province au synode national de Loudun, Benjamin Tricotel est, comme Bugnet, un polémiste vigoureux mais imprudent. Pour avoir fait imprimer, à Leyde, une *Réponse à la lettre du sieur Amblat*, il vit, par arrêt du Conseil du 21 mai 1664, cet écrit condamné à être brûlé à Calais par la main du bourreau, avec défenses de rien faire imprimer « à peine de 3 000 l. d'amende et de punition corporelle » ; après quoi il est maintenu à Calais « moins par bienveillance que pour l'exposer aux huées de la populace et à l'insolence des missionnaires » (1).

Arrivé peu après lui à Calais, son collègue Isaac Albouy subit les mêmes attaques et, une année avant sa mort, en 1673 il est accusé, par le curé de Guines, d'avoir recommandé dans un sermon « de prier pour les Hollandais qui étaient dans l'oppression et pour les frères qui sont en France et dont on a démoli les églises, pour que Dieu touche le cœur du roy... et si nous nous repentons de nos péchés, Dieu nous suscitera, lui fait-on dire, des libérateurs, des Jéroboams, des Jephtés, des Mardochées, des Esther pour exterminer et détruire ceux qui nous veulent du mal... » Par bonheur pour lui, au cours de l'interrogatoire qu'on lui fait subir, il se justifie en donnant la lettre exacte de son discours, et l'information dont il est l'objet est à peine terminée qu'il meurt à Calais en 1674 (2).

Désormais, les derniers ministres qu'aura le Calaisis seront victimes de la persécution.

C'est Louis de le Becque, pasteur à Guines en 1669, délégué au synode de Charenton, à qui deux de ses filles seront enlevées avant la Révocation, détenues pendant

(1) E. Benoit, *Hist. de l'Édit de Nantes*, III, 628.

(2) Arch. nat. TT. 449. Information et interrogatoire du sieur Isaac Albouy, pasteur à Calais (1673). — Voici le passage du discours qui se trouve aux « Archives ». Il nous montre comment l'on procédait pour prêter aux pasteurs des discours séditieux : « Il touchera le cœur de ce grand et auguste monarque, soubz qui nous vivons, comme il fit celui de Cyrus, d'Artaxercès et de Darius. Il nous suscitera auprès de lui quelque Néhémie, quelque Mardochée ou quelque Esther pour travailler au rétablissement de l'Eglise. » Voir aussi Pap. d'Auzière, Bib. S. H. P. F. Les pasteurs « Isaac Albouy ».

six ans dans un couvent et gagnées à la religion romaine (1). Quant à son fils Salomon, dix ans plus tôt déjà, étant pasteur à Belleuse, dans la Somme, il était emprisonné avec François de Gachon, seigneur de Contre et de Belleuse (2), mais nous le retrouvons ordonné par l'évêque de Londres dès le 17 août 1685 (3).

C'est Simon de Vaux (4), pasteur à Calais de 1681 à 1684, qu'on accuse « d'avoir fait donner de l'argent à des catholiques pour les inciter à favoriser les évasions du royaume, d'avoir dit des choses téméraires et injurieuses au roi et à la religion catholique ». Malgré la gravité apparente des faits, le Conseil ne le condamne qu'à une suspension de trois mois, en novembre 1684 (5). Bientôt il se réfugie en Hollande, où, toujours pasteur, il meurt à Haarlem en 1705 (6).

Enfin le fils d'un professeur distingué de l'Académie de Sedan et un des créateurs de la pédagogie moderne (7), Pierre Trouillart (8), dont nous avons vu la fière attitude devant l'intendant et l'évêque de Boulogne, après avoir présidé de 1679 à 1685 aux destinées de l'église de Guines, est proscrit lui aussi : élu pasteur à Cadzand le 17 mars 1686, appelé à Cantorbery en avril 1687, il revient en Zélande à Middelbourg en août 1699 et y meurt le 29 avril 1701 (9).

(1) *Bull. S. H. P. F* (tome XII, p. 541) donne copie de son testament passé à Kampen (Over-Yssel) en 1694, où il réserve les biens qui lui restent aux deux de ses filles qui sont restées fidèles à la R. P. R. Quant aux autres, comme elles jouissent de tout ce qu'il a abandonné en France, elles sont bien mieux partagées, dit-il, que leurs sœurs...

(2) *Bull. S. H. P. F*, XIII, p. 124. Le synode de Vitry le félicite de la constance dont il fait preuve en prison.

(3) Repetitorium of Newcourt. « Orders sacred and general conferred by the Bishop of London », 1685. Copié en partie par F. de Schickler, II, p. 333.

(4) Nombreuse famille de pasteurs, *Nicolas* à Laon (1590-1620), *Jacques* à Compiègne et Oisemont (1649-1671)...

(5) E. Benoit, *Hist. d'Éd. de Nantes*, tome V, p. 698.

(6) *Bull. S. H. P. F*, VII, p. 429.

(7) C. Landrin, *Tablettes*, II, p. 221-222. Notice sur P. Trouillart père.

(8) Appartient comme Simon de Vaux à une nombreuse famille de pasteurs : *Philippe*, pasteur d'Oisemont (1671) et Authon (1679), *Étienne*, pasteur à Raucourt et Francheval, près Sedan (1658-1685), puis à Amsterdam.

(9) *Bull. Eg. wallonnes*, I, p. 150.

V. — Rapports religieux avec les catholiques.

Il peut sembler étrange qu'une communauté relativement peu nombreuse, presque dépourvue de chefs appartenant à la noblesse et capables de la protéger, en rapports lointains et peu fréquents avec la masse des huguenots qui se concentrait dans le Midi, ait pu se maintenir dans le Nord foncièrement catholique. La vie politique un peu spéciale du Calaisis nous a indiqué les principales raisons de cette anomalie. L'aspect religieux de la question va nous en révéler quelques autres. C'est un fait général que, dès l'enfance, les huguenots étaient nourris d'instruction religieuse et que, lorsqu'on les amenait au pasteur, ils connaissaient déjà au moins le texte du catéchisme (1). Plus tard, en chaque occasion importante, les questions religieuses prenaient un relief spécial. L'on voit des fiançailles ou des mariages différés par-devant notaire « à cause de difficultés advenues sur aucuns articles de la religion » (2), l'on voit des frères ou des sœurs catholiques déshérités au profit de cousins qui sont restés fidèles à la R. P. R. (3) et dans beaucoup de testaments, jusque vers 1680, l'on trouve de longues professions de foi protestantes qui n'ont pas l'impersonnalité et la froideur des formules romaines (4). Enfin les huguenots, autant que les catholiques, avaient le souci de réserver leurs cimetières à ceux de leur religion, ils ne veulent pas que les catholiques puissent les accuser d'accepter comme leurs ceux qui ne professent aucune religion, et quoique moins nombreux

(1) P. de Félice, *Hug. d'aut.*, I, p. 117.

(2) Min. des not. de Calais, 16 septembre 1620. Acte caractéristique : Projet de fiançailles de Liennard Hendrick, de Saint-Pierre et Catherine Jacob, de Marcq.

(3) Min. des not. de Montreuil (cité par R. Rodière : « Familles », p. 35-36). — Testament de Jean Lamyable de Montreuil. Deshérite sa sœur catholique et lègue ses biens à ses cousines Marie et Judith de la Croix (de Calais), cette dernière, femme d'Abraham de Cassel, manufacturier en soie qui quitte Calais pour Londres avant 1682.

(4) Min. des not. de Guines, 10 avril 1664. Testament de Marie Ars de Guines, par exemple.

que leurs adversaires, ils prétendent garder les mêmes prérogatives que l'Église établie (1).

Cet attachement était d'autant plus facile que les pasteurs qui avaient la charge du troupeau se montraient le plus souvent à la hauteur de leur tâche.

Du point de vue intellectuel les situations qu'ont occupées, avant et après leur passage à Calais, beaucoup des ministres que nous y avons vus sont un garant de leur culture (2). La prédication qui n'est qu'accessoire chez les catholiques est ici la partie essentielle du culte (3), elle oblige le pasteur à un travail assidu qui lui est rendu facile par l'existence d'une bibliothèque souvent très riche, annexée à chaque consistoire (4) et dont le ministre est responsable (5). Le travail qu'il y fait lui permet de répondre facilement à la controverse peu serrée et déclamatoire que trop de missionnaires semblent préconiser à ce moment. Nous n'en chercherons d'autres preuves que l'acharnement avec lequel on poursuit les ministres Tricotel, Albouy, de Vaux, qui se défendent sans doute trop habilement (6).

Du point de vue moral l'attachement des huguenots à leur religion devait dans une large mesure être augmenté par le spectacle de la vie peu édifiante de quelques curés de l'époque. C'est Nicolas de Tiercelin, curé de Guines, qui, de 1638 à 1653, fait cinq testaments successifs où chaque fois il augmente d'un bien nouvellement acquis.

(1) Min. des not. de Calais (Hache et Collin), 7 oct. 1618.

(2) W. Kennet, *Diary*, p. 21-22, constate que P. Trouillart avoue ne plus savoir parler latin, car il a quitté Genève depuis quinze ans. Il semble étonné de cette ignorance. A défaut du latin, P. Trouillart semblait posséder une certaine maîtrise dans l'emploi de la langue française.

(3) Ch. Weiss, *Ref. prot. France*, I, p. 46.

(4) Voir Aymon, *Synodes nat.*, I, p. 203, 237, 276, 313. Mesures prises pour l'enrichissement de ces bibliothèques. P. de Félice, *Prot. d'aut.*, II, p. 147.

(5) Min. des not. de Calais, 11 mars 1673. Procès entre le ministre Jacques de Prez et la veuve de Benjamin Tricotel, son prédécesseur, condamnée à 60 livres d'amende pour livres appartenant au Consistoire, confiés à Tricotel et qui auraient disparu...

(6) Aymon, *Syn. nat.*, I, p. 69, 108, 109, 127, 128, 229, 245, 274; P. de Félice, *Hug. d'aut.*, II, p. 80; Lavissee, *Hist. de France*, tome VII (2), p. 76. Témoignages de Foucault, Noailles, Boufflers, Fénelon qui s'accordent à reconnaître l'ignorance des curés.

ce qu'il réserve aux trois enfants que lui a donnés sa servante, Louise Menu (1). C'est, en 1680, « M^e Nicolas Chesneau, prestre, curé de l'Eglise de Dieu et Notre-Dame de Calais... qui depuis longtemps ne chante ny messe ny vespres... reçoit en son presbytère tous les débauchés... ce quy cause un grand déplaisir aux paroissiens et un grand scandale vers les huguenots et hérétiques qui sont en grande quantité en cette ville... il n'a pas même la capacité de faire le prosne ny d'exhortation au peuple... et souventes fois il est arrivé que plusieurs pauvres personnes estant mortes, il les a laissées trois jours entiers sans les inhumer, parce qu'ils n'avaient point de quoy payer... » (2).

De tels scandales obligeaient l'autorité supérieure à sévir; en mars 1681 elle condamne Nicolas Chesneau à résigner; un mois plus tard elle oblige Antoine Masson, un correcteur des Minimes de Calais, à s'excuser auprès de l'évêque d'avoir censuré en chaire un Père de l'Oratoire qui prêchait en ville (3).

C'est, dans une certaine mesure, à cette infériorité du clergé catholique que l'on peut attribuer le nombre fort médiocre des abjurations que nous avons notées avec leurs motifs, qui sont toujours l'intérêt ou la crainte. Les plus fréquentes, pour l'ensemble du siècle, ont été faites par des huguenots à la veille de se marier, et ce fait s'explique par la profondeur même du sentiment religieux chez les huguenots, dont les pasteurs proscrivaient les mariages mixtes qui, surtout vers la seconde moitié du xvi^e siècle, les exposaient aux censures des synodes, à la suspension et à la destitution même. L'Eglise, moins exigeante, se contentait d'une abjuration qu'elle savait n'être pas sincère (4).

(1) Reg. cath. de Guines, 31 décembre 1637. Un des actes de naissance : « Ce jour fut baptisé dans l'Eglise de Guines, Armand-Louis de Tiercelin, fils de Nicolas de Tiercelin, prestre, et de Louise Menu, sa servante. Le parrain fut noble homme François de Héricourt, capitaine commandant au bourg et château de Guines. » En marge *ex sacrilegio* de la même main que l'acte...

(2) Arch. de Calais. B. B. 32, procès-verbal du 31 janvier 1680.

(3) Arch. dép. P.-d.-C. G 2, f^o 110 v^o, 25 avril 1680.

(4) P. de Félice, *Hug. d'aut.*, I, p. 207-208.

En somme, la vie religieuse des huguenots du Calaisis se caractérise par l'existence d'une communauté assez nombreuse relativement, groupée dans le Calaisis, bien plus éparse dans le Boulonnais, qui toutefois reconnaît encore l'Église de Guines comme centre officiel. Son importance, une des premières de l'Île-de-France, comme nous le montre le chiffre élevé de ses revenus, ne l'a pourtant pas mise en vedette dans les synodes, où elle cède le pas à celles où les luttes politiques et religieuses sont plus ardentes. Gouvernée par des pasteurs dont quelques-uns firent autorité, elle a manifesté pendant tout le cours du siècle un profond attachement à ses doctrines, attachement que n'ont ébranlé ni les campagnes menées par les moines prédicants ni l'attrait des récompenses qu'on réservait à ceux qui consentaient à abjurer.

CHAPITRE IV

VIE SOCIALE DE LA COMMUNAUTÉ

La grande majorité des huguenots du Calaisis ne se distingue pas de la masse de la population catholique.

La naissance d'une industrie importante aurait pu les grouper autour de quelques familles, comme celle des Van Robais d'Abbeville; l'existence de grandes compagnies de commerce aurait pu faire le même office. Il n'en a rien été, et la communauté huguenote du Calaisis semble avoir occupé dans toutes les branches de l'activité sociale une place moyenne, sans acquérir une situation prépondérante en aucune d'entre elles.

I. — L'activité économique.

C'est à la base de la société que l'on a constaté le mieux combien la religion réformée avait d'adeptes dans toutes les professions. Pour la plupart des villages, si, à la veille de la Révocation la situation s'était tendue jusqu'à

provoquer la cessation de tout rapport entre catholiques et huguenots, ces derniers auraient pu se suffire entièrement à eux-mêmes (1).

Les « laboureurs » huguenots étaient en grand nombre dans tout le Calaisis, ce sont eux qui, de beaucoup, sont le plus souvent cités aux registres du temple de Guines, et cela s'explique par le mode de répartition des terres qui avait établi ici le régime de la petite et de la moyenne propriété (2). De gros cultivateurs auraient pu peut-être introduire dans le pays des améliorations dans les assolements et faire pour la culture ce que leurs coreligionnaires faisaient ailleurs pour l'industrie. Mais comme nous le révèlent les inventaires après décès, pour la plupart les « laboureurs » du pays ne disposaient que des terres nécessaires pour nourrir leur famille. Les plus grandes exploitations étaient louées par des fermiers aux quelques familles nobles de la région : parmi ceux-là encore les huguenots sont nombreux (3) et se livrent à un élevage qui semble assez intensif (4).

(1) C. Landrin, *Tablettes*, II, p. 53-54. Liste des professions des huguenots de Coulogne à 3 kilomètres au sud de Calais. Tous les corps de métier sont représentés. Il en est de même dans les autres villages (voir listes manuscrites de C. Landrin d'après Reg. hug. de Guines, Min. des not. dépouillées par le Dr Cuisinier).

(2) Min. des not. de Guines. En moyenne 7 ou 8 inventaires par an.

(3) Min. des not. de Guines. Cense de laWalle, 15 sept. 1662 et juillet 1636. Cense de Bien-Assise, 29 août 1663. Ferme de Tournepuits, 6 août 1642.

(4) Min. des not. de Guines, 6 août 1642. Dans la ferme que Philippe Dupuis occupe pour la dame de Bourthelieu, après le passage des troupes qui ont dévasté les cultures, il reste encore dans les étables : 5 poulains, 12 cavales, 5 bœufs, 17 vaches, 30 veaux, 58 porcs, 250 moutons. Cette ferme était louée à ce moment 2 200 livres.

A titre de renseignement nous donnons l'inventaire dressé le 16 octobre 1626, pour la même ferme, après le décès de Simon Cocquet et louée alors 1 800 livres (le fermier décédé léguait 300 livres aux pauvres de la R. P. R.).

Nous ne notons que ce qui est relatif à l'économie rurale : « 2 chevaux, 9 cavales, 9 poulains, 9 lestreaux (laiterons), 23 bœufs et 2 petits antenois, 23 vaches à lait et 1 génisse, 7 veaux, 240 bêtes à laine, 64 porcs, 3 charrues, 6 herses, 3 chariots, les perches servant à la houblonnière, 121 mesures 1/2 de terres labourées, les 2 chaudières d'airain de la brasserie, 50 « gones » de bière, 60 livres de houblon vieil... »

Prix auquel sont estimés quelques produits : beurre, 17 sols le pot ; poulains, 72 livres ; lestreaux, 50 livres ; 7 veaux, 40 livres ; 240 moutons, 1 475 livres ; 60 livres de houblon vieil, 4 livres ; 1 camion, 12 livres ; 16 fromages, 12 livres ; suif de porc, 6 sols la livre.

La petite industrie seule existe à ce moment dans le pays. A Guines, parmi les huguenots, à côté des meuniers dont quelques-uns prennent en location au roi les moulins qu'ils réservent pour le grain, d'autres consacrent les leurs à la fabrication de l'huile de colza (1), pendant qu'à domicile des particuliers se livraient à la « fabrication des peignes avec cornes de bestiaux » (2) et que le plus grand nombre étaient tisserands ou tanneurs (3). Quant aux brasseurs ils sont six à Guines à la veille de la Révocation (4). La situation des catholiques était exactement la même. Quoique plus nombreux, ils n'avaient pas une industrie plus prospère. Bien médiocre et toute rurale, l'activité industrielle que nous constatons à Guines nous donne la mesure exacte de ce qu'elle était dans tout le Calaisis. Dans ces conditions il était impossible aux huguenots de rêver la conquête d'une prépondérance industrielle qu'il aurait fallu créer de toutes pièces, et avec de médiocres ressources, puisque ceux qui étaient arrivés dans le pays ne semblaient pas disposer de capitaux importants.

C'est dans le commerce que la majorité des huguenots de Calais semblent avoir acquis la situation la plus enviable. Dans quelques bourgs ils paraissent avoir le monopole de certains échanges : à Guines, par exemple, les marchands drapiers et merciers huguenots ne sont pas moins de 22, ce qui est un chiffre excédant de beaucoup les besoins de la population protestante (5). A la faveur de ce commerce, beaucoup d'entre eux deviennent des propriétaires aisés (6).

Certains d'entre eux en conçoivent une légitime fierté, qui se traduit par un mépris, peut-être excessif, mais certainement en partie justifié, à l'égard de leurs adver-

(1) Min. des not. de Guines, 1661.

(2) Min. des not. de Guines, juin 1684. Inventaire Abraham Agache.

(3) Min. des not. de Guines. A la veille de la Révocation il y a à Guines 22 tisserands et 14 tanneurs qui semblent n'avoir pas d'autre occupation.

(4) Min. des not. de Guines, 17 janvier 1660.

(5) Listes manuscrites dressées par C. Landrin, d'après les registres du Temple et les Minutes des notaires.

(6) Min. des not. de Guines. Inventaires après décès

saires catholiques. Émigré à Londres au XVIII^e siècle, Isaac Minet, par exemple, nous dit que son père, mort à Calais en 1675, détenait le monopole de la vente du tabac à cinquante lieues à la ronde, qu'il était le premier en France ayant importé de Londres des machines à le découper; qu'il fournissait Boulogne, Étaples, Montreuil de l'épicerie qu'il recevait de Zélande, car « il n'y avait à ce moment dans ces villes personne qui entendît quelque chose au commerce (1) ».

De telles affirmations semblent à peine exagérées tant on est frappé par les relations fréquentes entre les huguenots du Calaisis et des pays d'alentour, Hollande, Angleterre, Allemagne. A tout instant les minutes des notaires et les registres huguenots de l'état civil attirent l'attention sur ce fait.

Tout d'abord les rapports subsistent avec le pays d'origine des émigrants : de Quesnoy, Lille, Bailleul, Ypres, Bruges l'on vient à Guines ou à Calais pour des transactions ou des échanges de propriétés (2). De Hollande sont surtout venus ces drapiers, si influents à Guines, et fréquemment des mariages assurent la continuité des rapports entre les deux pays. On trouve même des testaments où des sommes importantes sont partagées entre les pauvres de deux paroisses de Hollande et du Calaisis (3). La fréquence des relations est peut-être plus marquée encore avec l'Angleterre, surtout à partir du milieu du XVII^e siècle (4), et l'Allemagne nous en offre elle-même plusieurs exemples (5).

Ces rapports étaient d'ailleurs dans une large mesure favorisés par l'habitude qu'avaient prise les huguenots

(1) W. Minet, *Hug. family*, p. 8.

(2) Min. des not. de Guines. Entre autres exemples typiques : 16 mars 1622, 16 avril 1624, 15 juin 1638, 9 janvier 1640.

(3) Min. des not. de Guines : 20 sept. 1613, 15 juillet 1624, 3 octobre 1633, 15 nov. 1634, 22 fév. 1656. *Reg. hug.* de Guines, 24 avril 1678.

(4) Min. des not. de Calais : 16 sept. 1639, 3 déc. 1661, 15 août 1669, 11 janvier 1675.

Min. des not. de Guines : août 1671, 22 déc. 1672, juin 1676, *Reg. hug.* de Guines : 19 janvier 1669.

(5) Min. des not. de Guines : 24 août 1669, *Reg. hug.* de Guines, 4 nov. 1674, 1680.

d'envoyer leurs enfants à l'étranger et de pratiquer souvent un système d'échange d'enfants entre les familles (1).

Mais, non seulement les huguenots étaient en contact fréquent avec leurs voisins, ils semblent s'intéresser très tôt aux entreprises d'outre-mer et dès 1624 nous voyons Judith de Licques s'engager pour 1200 livres dans les entreprises de la Compagnie zélandaise des Indes occidentales, établie à Flessingue, promettre 600 autres livres, si besoin est, tandis que le pasteur de Guines, Pierre Caulier, confie 600 l. à la même entreprise (2). Peu après, en 1633, la colonie française établie au Brésil en 1556 (3) avait un pasteur qui s'était recommandé auprès d'elle d'une attestation des ministres de Calais (4). Enfin en 1664 on retrouve à Batavia (5) une famille du Calaisis et l'année suivante une autre est établie à Ceylan pour le compte de la Compagnie des Indes orientales (6).

En somme, cette activité économique des huguenots, dont nous ne retrouvons que des manifestations fort éparses, semble se caractériser par l'existence d'un grand nombre de moyens et petits propriétaires agricoles, dont l'origine remonte au partage des terres en petites parcelles entre 1558 et 1565, par l'existence d'une médiocre industrie toute rurale et celle d'un commerce plus florissant créé d'abord par l'afflux vers 1600 des immigrants hollandais, favorisé ensuite par les relations de famille, la pratique des langues étrangères et le contact gardé avec la Hollande qui mettait en valeur des contrées lointaines, et avec l'Angleterre qui commençait à se créer des relations mondiales.

(1) Ch. Weiss, *Ref. Prot. France*, I, p. 35. — W. Minet, *Hug. family*, p. 21.

(2) Min. des not. de Guines : 2 mai 1624, 11 sept. 1624, 21 mai 1639.

(3) Expédition de Villegagnon. Voir Arthur Heulhard, *Villegagnon, roi du Brésil*. — P. Gaffarel, Villegagnon, roi d'Amérique, dans *Annales coloniales*, 1905. — H. Lehr, *Hug. d'aut.*, VI, p. 255-281.

(4) R. Rodière, « B^{is} M^{is} hist. P-d-C », t. III, p. 13-14. Lettre envoyée par M. Gagnebin, pasteur d'Amsterdam à M. Vaillant.

(5) Min. des not. de Guines, 19 mars 1664. Famille Mathon-Six. Procura-tion pour ventes dans le Calaisis.

(6) Bull. S. H. P. F., 1903, p. 268. H. Guyot, Extraits du journal hollandais *De Navorscher* de 1900 qui donne des notices biographiques, 1665 : famille Hendrick de la Porte de Calais.

II. — Professions libérales et fonctions officielles.

Malgré la méfiance que le gouvernement catholique a toujours manifestée à l'égard des dissidents, nous trouvons un assez grand nombre de huguenots occupant dans les professions libérales et les fonctions officielles des places enviables.

Les chirurgiens et les médecins surtout semblent avoir en grand nombre appartenu à la R. P. R. (1). Dans certaines familles la fonction, pendant un siècle, se transmet de père en fils.

Les Michel, dès la fin du xvi^e siècle, fournissaient de chirurgiens et docteurs en médecine Calais, Guines et Montreuil (2), ils continuent pendant le siècle suivant et leurs descendants quittent le pays après la Révocation (3). Mais d'autres allaient, après 1685, ou se convertir ou rester dans le pays sans avoir abjuré et acquérir de brillantes situations. Les Blanquart, par exemple, originaires de Hollande, fournissent, eux aussi, toute une série de chirurgiens et apothicaires (4) et nous les retrouverons continuant à progresser dans le cours du xviii^e siècle.

De même, parmi les notaires, nous voyons des huguenots tenir un rang considérable comme Nicolas Dongnies de Guines, dont les héritiers, en 1662, cèdent « l'état et

(1) a) Min. des not. de Guines, Quelques actes intéressants : 25 oct. 1623, Testament de François du Broeucq, médecin à Guines. Le 9 novembre on fait son inventaire après décès. En dehors de sa bibliothèque on signale le matériel et les remèdes de l'époque. 2 sept. 1625, Testament de Jacques du Verger, chirurgien à la citadelle. 19 juin 1661, Contrat de mariage de Jean Samolien, maître chirurgien chimique à Calais. 25 juillet 1661, Cont. de mar. de Claude Collet, chirurgien à Marcq. — b) *Reg. hug.*, de Guines, 16 avril 1679, Pierre le Conte, chirurgien à Marcq. Mars 1682, Abraham Aymonien, chirurgien à Calais.

(2) Min. des not. de Guines, août 1628, Contrat de mariage où paraissent : Nicolas Michel, chirurgien à Saint-Pierre; Jacques Michel, chirurgien à Guines; David Michel, doct. en médecine à Montreuil; Pierre Michel, chirurgien à Calais.

(3) a) Arch. dép. P-d-C. Sénéchaussée de Boulogne, 1690. Envoi en possession du 9 octobre. — b) Landrin, *Tablettes*, III, p. 16.

(4) C. Landrin, *Tablettes*, II, p. 168; III, p. 258. Notices sur les Blanquart.

office de notaire royal à Guines et contrôle des quatre offices de notaire audit lieu... (1) » Donc vingt ans seulement avant la Révocation c'était encore un huguenot qui avait le contrôle des actes de ses collègues catholiques dans le bourg de Guines.

Parmi les bourgeois huguenots de la même ville, certains étaient adjudicataires de par le roi de fermes et marques importantes : les familles de Villiers, Agache, Dubrulle, se sont réservé « l'office et marque de prudhomme des cuirs tant tannés qu'à tanner » (2). Nicolas Dumont et deux associés sont « fermiers de la pêche des Eaux et Forêts de ce pays reconquis (3) », les Duponchel, drapiers à Guines, et leur parent Jean Duhamel à Balinghem ont à bail « la dime d'Ardres en pays reconquis » (4).

Mais c'est surtout parmi les ingénieurs du roi que quelques huguenots vont se faire une place considérable. C'est Charles du Puy, originaire du Périgord qui, en 1680, épouse la fille d'un riche bourgeois de Calais. Ce sont les Régnier Jansse de Witt, Hollandais, qui dès 1626 « font marché pour la construction de la digue du Vieux Havre et Risban » (5), qui se voient adjuger presque tous les travaux qu'en 1656 et pendant les années suivantes on fait aux fortifications de Calais, au rempart du Courgain, au fort de Lynch, au fort Nieulay (6). Ils s'établissent à titre définitif dans le pays, y font bâtir des maisons qu'ils donnent en location (7), épousent les filles de

(1) Min. des not. de Calais (Macaire), 16 fév. 1662. (Noter l'importance de la famille) : Jacques de la Croix, le jeune, marchand à Calais ; Pierre de la Croix, brasseur à la Basse-Ville ; Claude Hays, marchand bourgeois à Calais ; Jacques Robelin, marchand et entrepreneur des affaires de S. M. ; Jehan de la Croix, marchand à la Rochelle ; Isaac de la Croix ; héritiers de Nicolas Dongnies, leur grand-père... vendent... 1800 livres.

(2) Min. des not. de Guines, 4 mai 1655 ; avril 1656.

(3) Min. des not. de Guines, 25 oct. 1669.

(4) Min. des not. de Guines, 15 juin 1663 : David Claude Maretz, secrétaire de M^e Hippolyte-Charles Spinola, C^{te} de Bruay, baron d'Andres... capitaine général de la province de Lille, Douay, Orchies... fait bail à Jean Duponchel, marchand drapier à Guines, Isaac Duponchel, son frère, et Jean Duhamel à Balinghem, la dixme d'Andres en ce pays reconquis — 2240 livres...

(5) Min. des not. de Calais, 23 juin 1625.

(6) *Ibid.*, 1656-1658.

(7) *Ibid.*, 3 déc. 1657, 2 anv. 1658, etc.

riches bourgeois de Calais (1) tout en gardant de fréquentes relations avec leurs parents établis en Hollande et à Londres (2).

Mais ce sont les Robelin qui tiennent de beaucoup la première place (3).

Quand vers 1670 de grands travaux furent entrepris par Colbert à Dunkerque, il confia au huguenot Jacques Robelin le soin de créer « un bassin pour 30 vaisseaux de guerre, 2 jetées d'une demi-lieue, 2 châteaux de charpenterie pour 50 canons » (4). Jacques Robelin avait habité Calais; dès 1660 il était diacre de l'Église réformée de Guines (5), avait épousé d'abord Suzanne de la Croix, et devenu veuf il s'unit, en 1672, à Judith Maressal, également de Calais (6). Quant aux trois filles qu'il a eues de son premier mariage, l'aînée Suzanne épouse, en 1672, Jacques Le Gendre, natif de Caen, marchand à Calais, dont le frère, Daniel, sera un des premiers colons de Narragansett dans le Rhode-Island (7). En 1677, la seconde, Marie, épousa Daniel Sébille, ministre d'Abbeville et deux ans plus tard, Anne devenait la femme de Louis Messian, marchand bourgeois à Paris. Ce n'est que dans le cours du XVIII^e siècle qu'un à un les membres de la famille allaient abjurer, et, le 12 avril 1685, on célébrait encore à Dunkerque « par permission de M. l'Intendant » le baptême de Charles Le Gendre petit-fils de Jacques Robelin (8).

(1) *Ibid.*, 15 déc. 1658. Mariage de Pierre Régnier Jansse, ingénieur ordinaire du roy, veuf de Sarah Pillart (en mai on avait fait un inventaire de 20 pages des biens de Sarah Pillart décédée) avec Sarah Verbreghe de Calais. Parmi les témoins ses deux frères Derich et Abraham, aussi ingénieurs.

(2) Min. des not. de Calais, sept. 1660.

(3) C. Landrin, *Tablettes*. Notices sur les Robelin, I, p. 162; II, p. 228; III, p. 128.

(4) Mémoire de l'Intendant de la Flandre maritime, cité par C. Landrin, (II, p. 228).

(5) Registre des pauvres de l'Eg. de Guines. — Bib. de W. Minet à Londres.

(6) Tous les mariages notés ci-dessous ont été célébrés au temple de Guines et sont portés au registre.

(7) Ch. W. Baird, *Ref. en Am.* Il s'établit plus tard dans la Caroline du Sud.

(8) Comme parrain était venu de Hollande, Pierre de Brunville, s^r de Maréville, ministre de l'Eg. française de Groude en Cadzan, natif de Caen, lequel, le 14 juin 1682, avait épousé au temple de Guines Suzanne Maire de Calais.

Isaac, le frère de l'ingénieur de Dunkerque, avait épousé la fille d'un bourgeois de Calais, Marie Le Mahieu. En avril 1677, les Français reprennent Saint-Omer aux Espagnols, Louis XIV vient visiter la ville, y ordonne des travaux qui sont confiés à Isaac Robelin, et six mois plus tard il est établi à Saint-Omer, quand il donne sa fille en mariage à Isaac Van Robais, fils du manufacturier d'Abbeville (1). En 1680, c'est sous sa direction que l'on creuse le canal de Calais à Saint-Omer, et, le 5 juillet 1687, par lettres patentes données à Versailles, le roi lui concède, en récompense de ses services (en tant que directeur des fortifications des places maritimes), mille arpents en une seule pièce (2), auprès de Calais. Une autre branche de la famille s'est établie à la même époque en Franche-Comté, elle occupe dans sa manufacture de fer-blanc des ouvriers allemands, calvinistes ou luthériens, mais elle n'est pas plus inquiétée que les Robelin de Flandre ou les Van Robais d'Abbeville (3).

Toutefois le gouvernement royal réserve sa tolérance aux grandes familles seulement, qui apportent en France une industrie nouvelle ou travaillent aux grands travaux publics. Quand, au début du xviii^e siècle, le sieur Scalogne, qui vient de quitter les Van Robais pour travailler à son compte, demande la liberté de suivre sa religion chez lui, comme le faisaient ses anciens maîtres, on la lui refuse, « car il doit être considéré comme un étranger habitué en France et sans aucun privilège particulier (4) ».

Non seulement le roi confiait à des huguenots de grands travaux intéressant la défense nationale, mais

(1) Min. des not. de Calais, 25 sept. 1677, contrat de mariage. Reg. hug. de Guines, 26 sept. 1677, célébration au temple.

(2) Arch. dép. Arras C. 137. Rappel de cet acte le 20 octobre 1770 au cours d'un procès où Blanquart des Salines, héritier, justifie possession légale. Le terrain est connu actuellement sous le nom de « Salines Robelin ».

(3) Lavissee, *Hist. de France*, VIII (1), p. 205.

(4) Son père avait épousé à Guines, le 24 avril 1678, la fille du chirurgien Samolien de Calais, que nous avons vu persécuté par ses confrères catholiques. L'acte du refus d'autorisation ajoute que si la femme de Scalogne continue à refuser au curé l'autorisation de parler à son mari malade, « S. M. pourra prendre à son égard un parti qui lui serait désagréable ». (Marly, le 6 May 1731. Arch. de la Somme. C. 1588).

encore il donnait à certains d'entre eux la mission de garder certains postes de cette frontière toujours menacée. Dans les minutes notariales jusqu'en 1669, dans ces mêmes actes et dans les registres huguenots après cette date, nous retrouvons fréquemment la trace du séjour à Guines, Ardres, Calais, Aire, Dunkerque, de nombreux officiers des corps suisses, cela n'est que trop naturel, mais aussi des régiments français, qui se marient au temple, qui s'établissent dans le pays, ou demandent à s'y faire enterrer suivant les rites réformés; il en est même qui, d'Aire, de Montreuil se font transporter à Guines pour y être inhumés (1).

D'autre part, pour ne citer que quelques exemples à des dates diverses : en 1614, le roi confie à Jehan du Chef de la Ville, la garde de « l'artillerie et des munitions de guerre » pour le pays reconquis (2); vers 1635 à Pierre de Pézé, sieur du Petit-Bourg, le grade de commandant au fort d'Hennuin (3), avant de le nommer lieutenant-colonel au régiment de Grancey (4); en 1646, à Louis de Mansel le commandement du château de Guines (5) et en 1656, le même poste à Jacques de Bonnafon (6).

III. — La noblesse.

Quant aux nobles, quoique nous en trouvions un assez grand nombre signalés dans les registres du temple, ils ne le fréquentaient que fort irrégulièrement et n'avaient que peu d'action sur le pays dont ils vivaient éloignés. La noblesse huguenote du Boulonnais, assez nombreuse au milieu du xvi^e siècle, se convertit en partie après les

(1) Reg. hug. de Guines, 15 avril 1677 (Aire); 3 septembre 1679 (Montreuil).

(2) Min. des not. de Guines, 24 oct. 1614.

(3) Min. des not. de Calais, 6 avril 1639. A son contrat de mariage avec Rachel de Bourble sont témoins les deux ministres Bugnet et Béeude et le sieur Chaland de Romagnac.

(4) Min. des not. de Guines, testament du 10 mai 1664; — Reg. hug. de Guines, décès du 15 avril 1671.

(5) Min. des not. de Guines, 21 février 1646.

(6) Min. des not. de Guines. Témoin le 9 nov. 1656 au mariage de Anne Pas, fille d'un des principaux brasseurs de Guines.

orages de la Saint-Barthélemy et de la Ligue. Quant au Calaisis, nous l'avons vu, les nobles n'y jouèrent presque aucun rôle.

Dans le Boulonnais, la famille de Rocquigny, originaire du pays de Caux, s'était établie au Fayel, près d'Étaples, quand, en 1574, Robert de Rocquigny avait épousé Anne d'Angueville, dame du Fayel et fille de Jacqueline du Tertre, de la famille réformée de Boursin (1). Jusqu'en 1632, un prêche fut établi dans la chapelle du Fayel, mais à cette date, le fils de Robert abjure, quoique sa sœur reste protestante et qu'une branche de la famille émigre en même temps en Angleterre (2). D'autres familles, comme celles de Caumont et de Rouville à Boursin (3), du Bucq à Bellebronne (4), de La Haye de la Wespière, d'Ostove (5), de Mouflier (6), ne jouent qu'un rôle effacé dans l'histoire du pays. Une des rares familles boulonnaises, qui n'aient pas abjuré à la fin du XVII^e siècle, se trouve en proie à la persécution. Jehan de Haffrenghé dès avant 1480 (7) avait en fief, à peu de distance de Saint-Étienne, près de Boulogne, le hameau de la Converserie : fréquemment les huguenots s'y réunirent pendant près de deux cents ans. Mais, quoique ayant reçu, le 4 février 1690, les biens de parents fugitifs (8), il s'enfuit lui-même peu après; repris, il est emprisonné au château de Boulogne, en mai 1698, mais s'évade quelques mois plus tard, pour mourir bientôt (9), et sa femme, restée en France, abjure le 12 avril 1700, se remarie trois ans plus tard à un catho-

(1) R. Rodière, *Familles*, p. 25-26.

(2) F. de Schickler, *Eg. du refuge*, I, p. 425. Adrien de Rocquigny, diacre et ancien à l'Église de Threadneedle Street, meurt à Londres en 1645.

(3) Min. des not. de Guines, 20 déc. 1627 : « ...Pierre Caulier, ministre... certifiant que noble femme d^{lle} Suzanne de Rouville, veuve de défunt noble homme Isaac de Lanoy, sieur de Caumont, vivant capitaine... a toujours fait et fait encore profession de la R. P. R., communiant à la cène avec eux... »

(4) Min. des not. de Guines, août 1635.

(5) *Ibid.*, Montreuil, 21 avril 1654. C^{on} de M. R. Rodière.

(6) *Ibid.*, Montreuil, 5 fév. 1655. C^{on} de M. R. Rodière.

(7) C. Landrin, *Tablettes*, III, p. 254.

(8) Arch. du P.-d.-C., Sénéchaussée de Boulogne, 1690.

(9) Min. des not. de Boulogne, 13 fév. 1698. Arch. de Boulogne. Cahier n°1828.

lique, et dès lors c'en est fait de la plus influente famille huguenote du sud du Boulonnais (1).

Dans le Calaisis, en dehors de la famille de Tiercelin, qui a donné à Guines un prêtre peu recommandable, nous ne notons qu'une famille assez importante dont les deux principales branches sont les Destailleurs de Questebrunne et les de Guizelin.

Quoique originaires du Boulonnais, les Destailleurs de Questebrunne appartiennent surtout au Calaisis : alliés à la plupart des familles nobles de la région (2), à plusieurs reprises ils fournissent à Calais des fonctionnaires royaux (3); eux ou leurs alliés furent plusieurs fois commandants du château de Guines, et lorsque le dernier chef de la famille, Jean, époux de Madeleine Albouy, fille de l'ancien pasteur, quitta la France, en octobre 1686, il était « capitaine dans le régiment de M. de Romagniac, maître de camp, commandant toute la cavalerie boulonnaise ». Pendant qu'avec son chef il allait servir Guillaume III en Angleterre, son oncle par alliance, Nicolas de Poucques, sieur du Fay, demeurant à Calais, obtenait le 16 janvier 1690 l'envoi en possession de ses biens (4).

La branche de Guizelin était originaire de Lille et elle s'établit aux Barreaux, commune de Réty, au commence-

(1) N. Weiss, Bull. S. H. P. F., LVII, p. 532 et 669. L'auteur, après avoir signalé le mariage, ajoute que c'est ainsi que les descendants des familles huguenotes sont devenus les meilleurs soutiens du catholicisme. C'est un abbé Haffregue, protonotaire apostolique, qui a fait réédifier la cathédrale de Boulogne-sur-Mer et la Trésorerie, près de Wimille, un ancien prêche huguenot appartenait, en 1890, à un catholique dont la femme est une Haffregue. Aucune famille de ce nom n'est restée huguenote dans le Boulonnais.

(2) Min. des not. de Guines, 13 juin 1624. Mariage de Jehan Destailleurs, escuyer... avec Anne de Guizelin, fille du defunt Sr des Barreaux et de Judith de Licques... Parmi les témoins de nombreux alliés établis dans le Boulonnais : Amaury Destailleur, escuyer, sr du Flos, Gabriel de Fresnoy, sr de Moyecques, mari de Marie Destailleur, Jehan le Roy, escuyer, sieur de Game-lin à Andres, Judith de Licques, veuve de Louis de Guizelin, Louis de Guize-lin, sieur de Fromessent, frère consanguin de la mariée, Antoine de Mansel, sr de Houdan, à Wierre-Effroy, mari d'Isabeau de Guizelin, Pierre de Licques, Sr de Zotteux (des Autheux), Jehan de Licques, Sr d'Allennes, demeurant à Dezotteux (sic) en Picardie...

(3) A la fin du xvr^e siècle, Barthélemy Destailleur est mayeur de Calais. De 1626 à 1633 (?) David, son fils, est lieutenant de la justice de Calais.

(4) Arch. dép. P.-d.-C. Sénéchaussée de Boulogne, 16 janvier 1690.

ment du xvi^e siècle (1). On voit encore dans leur ancien manoir gravés les noms de Louis de Guissellin et Judic de Licques, sa femme en 1617, avec leur devise : *En un seul Dieu m'atens, qui me rendra content* (2). C'est ce châtelain qui, une première fois, avait sauvé de la mort le pasteur Jean Auber que nous avons vu assassiné en 1585, et c'est sa femme Judith de Licques qui, en mai 1624, signale ses opérations avec la Compagnie des Indes orientales et, dans le même testament, fait de longues recommandations pour assurer à ses enfants une éducation réformée (3). A la Révocation la plupart des membres de la famille abjurèrent et se partagèrent les biens des quelques fugitifs (4).

En somme la Réforme avait pénétré toutes les couches de la société et cela avait facilité des alliances fréquentes entre les différentes classes. Les mariages entre familles de pasteurs, de nobles et de bourgeois sont fréquents (5), et la richesse qu'acquièrent quelques-unes de ces dernières les fait rechercher comme alliées par la noblesse peu fortunée du pays.

IV. — Niveau intellectuel et moral.

Dans le cours du xvii^e siècle on est frappé par le nombre considérable de catholiques, même aisés, qui

(1) C. Landrin, *Tablettes*, II, p. 69. Notice sur les de Guizelin.

(2) R. Rodière, *Familles*, p. 20 (d'après des notes du D^r Cuisinier).

(3) Min. des not. de Guines, 2 mai 1624.

(4) Arch. dép. P.-d.-C. Sénéchaussée de Boulogne, 1690. 22 février 1690, Isaac de Guizelin demande les biens de D^{lle} Marie de Guizelin, sa tante, fugitive; 27 avril 1690, César-François de Guizelin... réclame les mêmes biens.

(5) Quelques actes importants : Min. des not. de Guines, 10 août 1636. Contrat de David de Rambures, l^r de la C^{ie} du Sieur de Bernes avec Sarah Bugnet, fille du ministre. — *Ib.*, 22 sept. 1656, Contrat de Pierre Chaducq de Clancourt, Beauregard et Vernes, capit. dans le régiment polonais du s^r de Cabray, avec Marie de Prez, fille de Ferdinand, ministre. — Reg. hug. de Guines, 25 mars 1677, mariage du S^r Sébille, pasteur à Abbeville avec Marie Robelin, fille de Jacques, de Dunkerque. — Min. des not. de Guines, 26 avril 1677, partage des biens de Pierre Régnier Jansse, vivant ingénieur du roy à Calais entre Jacques de Prez, ministre, époux de Marie Régnier, et Pierre Trouillart, aussi ministre, époux de Suzanne Régnier. — Reg. hug. de Guines, 22 oct. 1679. Mariage de Jean Derassus, ministre de la duchesse de Saxe-Weimar avec Elisabeth de Chaland de Romagnac, fille de Pierre, maître de

signent les actes notariés d'une croix ou qui se font remplacer par leur curé pour l'établissement de ces actes (1). Au contraire, chez les protestants, la proportion de ceux qui signent semble presque anormale tant elle est élevée pour l'époque (2). Cette culture supérieure des huguenots se révèle aussi par la fréquence avec laquelle le notaire signale chez eux des livres dans les inventaires.

Ces ouvrages sont d'ailleurs le plus souvent des travaux de propagande religieuse, et ce fait concorde avec ce que nous disions de leur attachement à leurs croyances. Instruction et religion se prêtaient ainsi un mutuel secours dans beaucoup de familles réformées.

Non seulement au cours de presque chaque inventaire on trouve une Bible ou des « Testaments », mais fréquemment d'autres ouvrages plus spéciaux (3). *L'Institution chrestienne* de M^e Jehan Calvin, les commentaires sur les Épîtres de saint Paul, l'*Histoire des Martyrs* de Jean Crespin, qui a été tirée à un certain nombre d'éditions diverses, dont les prix varient beaucoup, et certaines d'entre elles se vendent à Guines jusqu'à 15 et 18 livres. De nombreux livres de psaumes se vendent encore à un prix fort élevé. Enfin des ouvrages de propagande de toutes sortes : le *Bouclier de la foy*, de Pierre du Moulin et, du même auteur, l'*Anatomie de la Messe*; les *Commentaires de M^e Pierre André*, l'*Explication du Deutéronome*. Puis, de M^e Pierre Viret, qui fut un des chefs de la Réforme en Suisse, la *Physique papale*, la *Nécromancie papale*, les *Principaux points de la foy*, le

camp général de toute la cavalerie boulonnaise. — *Ib.*, 31 août 1681. Mariage de Jean Destailleurs, S^r de Questebrunne, capitaine au régiment de M. de Romagnac, avec Madeleine Albouy, fille d'Isaac, ministre.

(1) Voir particulièrement les signatures fréquentes des curés de Saint-Tricat et Andres dans le milieu du siècle.

(2) Le même fait est signalé par P. de Félice pour les minutes notariales de Mer au XVII^e s. (P. de Félice, *Hug. d'aut.*, I, p. 216).

(3) Pour les ouvrages cités ci-dessous, voir les actes suivants choisis dans les minutes de Guines à des dates et dans des milieux divers. 9 nov. 1623, inventaire de François du Brœucq, médecin; 14 avril 1627, de Cath. Vaumiquin, veuve de M^e Blanquart, apothicaire (cf. Landrin, *Tablettes*, I, p. 187); nov. 1628, testament de Jehan Pancouque, marchand; juin 1634, inventaire de Louis Chappier, chirurgien; août 1635, de Dericq Cossemacre, marchand; juillet 1636, de Gédéon Lejeune, fermier; 10 avril 1663, d'Arian Morel, fermier.

Monde à l'Empire. Se trouvent encore fréquemment les 40 tableaux de la Mort, les *Discours de Jehan de l'Espine*, et sans doute des brochures de propagande et de polémique, que l'on signale comme *petits livres de la R. P. R.*

Non seulement ces ouvrages se trouvent en français, mais parmi eux il en est des éditions flamandes, en particulier chez ceux des huguenots qui, quoique fréquentant le temple de Marcq, testaient à Guines et y faisaient faire leurs inventaires.

Quant aux autres ouvrages on les trouve de préférence chez les médecins et apothicaires, ils sont d'ailleurs assez peu nombreux, mais c'est, semble-t-il, un fait encore général à cette époque, où les livres de médecine sont rares et de valeur médiocre. Ceux qu'affectionnent particulièrement les chirurgiens de Guines seraient les *Erreurs populaires touchant la médecine, la Fleur de chirurgie*, puis, de Jean Liébaut les *Trois livres de la santé, fécondité et maladies des femmes* ainsi que les *Quatre livres des secrets de médecine et de philosophie chymique*. Des livres d'anatomie sans titre spécial sont quelquefois vendus jusqu'à 20 l. et le *Livre de Médecine* de M^e André du Laurens se trouve même chez de nombreux particuliers de Guines. C'est plus rarement que l'on rencontre les *Œuvres* de M^e Ambroise Paré, les *Éléments de chimie* de M^e Jehan Béguin, des *Livres d'apothicaire* et des herbiers..

Le goût de la lecture, qui n'a rien d'étrange dans les classes supérieures de la société protestante, était plus difficile à faire naître et entretenir dans la classe peu aisée; aussi l'Église semblait-elle y veiller avec un soin particulier et, dès 1566 des « escholles hérétiques » sont ouvertes à Calais et à Guines. Mais quoique l'édit de Nantes ait permis de tenir de « petites escholles » qui, dans l'usage, désignaient celles où l'on enseignait les humanités (1), nous n'en voyons pas paraître à Guines, mais nous y trouvons fréquemment mentionnés des maî-

(1) Lavissee, *Hist. de France*, VII (2), p. 51.

tres d'école (1), qui ne relevaient que du consistoire et qui, ici, comme dans beaucoup d'autres temples (2), faisaient en même temps office de lecteurs. Calais qui était ville fortifiée n'eut sans doute plus d'écoles réformées dans le cours du xvii^e siècle, car il était d'usage de placer ces dernières auprès du temple, afin de les éloigner de la ville et d'obliger les parents à envoyer leurs enfants aux écoles catholiques (3).

Mais c'est surtout le service d'assistance publique qui nous révèle combien les huguenots du Calaisis avaient le sentiment de la solidarité et pratiquaient une charité réellement efficace.

De précieux renseignements sur cette organisation nous ont été gardés dans le registre où les opérations de ce service ont été consignées de 1660 à 1681 (4).

Dès la fin du xvi^e siècle les synodes s'étaient préoccupés du soulagement des pauvres, et en 1609 celui de Saint-Maixent rappelait qu'il s'en remettait « à la prudence des consistoires de juger des pauvres qui doivent être retenus dans chaque Église pour les y assister, ou de ceux qui doivent être renvoyés dans les lieux de leur naissance ou première résidence... » (5). L'écho d'aucun de ces renvois ne nous est parvenu de Guines, mais il semble acquis que les pauvres du pays recevaient une aide fort convenable.

La part qu'en tant qu'habitant le pays, ils se voyaient réserver par les corps municipaux devait être fort insuffisante, et peut-être souvent ne recevaient-ils pas les sub-

(1) Les principaux avec la date où pour la première et pour la dernière fois nous les avons trouvés signalés : Pierre Puteaume, 1620-1624; Jacques Breillart, 1635-1633; Jacques Descan, 1656-1663; Jacob Basset, 1663-1670; Jacob Cochefer, 1673-1685.

(2) P. de Félice, *Hug. d'autrefois*, III, p. 68.

(3) Lavissee, *Hist. de France*, VII (2), p. 66.

(4) « Registre de la Recette et Dépense faites pour les pauvres du Temple de Guines depuis 1660 jusqu'en 1681 par les nommés..., scavoir... » Bibliothèque de W. Minet à Londres. M. W. Minet a utilisé ce registre dans son travail « *The Church at Calais and its poor fund* » — (tiré des *Proceedings of the H. S. L.*, vol. VI). — Le registre écrit en 21 ans par 11 mains différentes est d'une netteté remarquable pour l'époque. M. Minet en donne quelques fac-simile dans son travail, p. 5 et 25.

(5) Aymon, *Syn. nat.*, I, p. 374.

sides auxquels ils avaient droit (1). Par bonheur ils avaient d'autres ressources fort variées et dont le total atteignait un chiffre relativement considérable.

La plus importante était la « quette » que l'on faisait chaque quinzaine. Elle donnait en moyenne 45 livres, mais les dimanches où se faisait la cène (huit fois l'an) le produit se montait à 70 et 80 l. ; la moitié seulement d'ailleurs en était réservée aux pauvres, l'autre servait à couvrir les frais d'entretien de l'église (2). A cet apport régulier et important s'ajoutaient les dons qu'il était coutume de faire aux « festins » (mariages) et aux fiançailles, ils n'excédaient guère 6 à 10 livres mais étaient fort fréquents. Quant aux donations sans motif apparent, celles de quelques fidèles se montaient à un chiffre considérable, et, à lui seul, Michel Heusch d'Amsterdam donnait, de 1662 à 1681, 642 livres aux pauvres. Fort souvent des dons plus modestes se faisaient en nature, et le diacre couchait au registre le produit de la vente d'une pièce de drap ou d'un objet de toilette. A cela s'ajoutaient le produit du « denier à Dieu » (3), celui des accessoires prêtés pour les cérémonies mortuaires (4), même celui d'amendes qui résultaient d'une décision du Consistoire ou d'un accord entre particuliers par-devant notaire (5).

En outre les huguenots, qui pour la plupart avaient déjà

(1) Arch. de Calais, BB-8. Dans sa lettre du 9 novembre 1611, le Corps de Ville de Calais rappelle au roi que, contrairement à ce que disaient les huguenots dans leur supplique, les deniers qui proviennent de la location des terrains réservés aux pauvres sont répartis entre les adeptes des deux religions. (W. Minet, *Pro. H. S. L.*, vol. VIII, n° 3, p. 9).

(2) W. Minet, *Church at Calais...*, p. 6. — Presque tous les faits que nous signalons dans les pages suivantes sont tirés de ce travail. Nous avons trouvé par ailleurs chez les notaires trace d'un grand nombre des entrées au « Registre des Pauvres ».

(3) Offrande après chaque vente. Elle atteignait pour les marchés importants de 5 à 8 livres.

(4) Reg. des Pauvres, 28 nov. 1680. — « Receu de M^{lle} Trouillart pour le drap noir qui a servi à M. Trouillart, son père, 24 livres. » Ces dons variaient beaucoup suivant la situation de fortune du défunt.

(5) Min. des not. de Guines, déc. 1614. Jean du Saultoir se repent des injures adressées à Pierre Clinquemeure, 30 livres aux pauvres s'il récidive. — *Ibid.*, 31 août 1624. Même acte entre Pierre Hazebroucq manouvrier et Pierre Puteaume instituteur... 10 livres parisis et telles peines corporelles qu'il conviendra.

largement contribué pendant leur vie, laissaient presque toujours par testament des sommes importantes aux pauvres de leur Église : qu'ils les constituent leurs légataires universels, qu'ils leur octroient des sommes qui atteignent 600 et 800 l., qu'ils fassent établir des rentes en leur faveur, chaque année de riches bourgeois augmentent largement le bien des pauvres (1).

La somme de ces ressources diverses se montait à un chiffre assez important qui, pour les années de 1660 à 1681, donne une moyenne annuelle de 2476 l., ce qui, de nos jours, pourrait représenter 14 000 francs (2).

Comme l'administration générale de l'Église, celle des deniers des pauvres n'offrait pas de différence avec celle en usage dans les autres consistoires de France. A côté des anciens préposés aux besoins spirituels de la communauté, des diacres (3) se chargeaient de gérer le patrimoine des pauvres. C'est l'organisation des diaconies en Hollande, et c'est celle que le pasteur Frossard signale déjà à Lille en 1556 (4).

Le district ecclésiastique de Guines avait été divisé en dix quartiers (5), chacun sous la dépendance d'un ou plusieurs diacres, qui non seulement répartissaient les aumônes décidées par le consistoire, mais pouvaient aussi

(1) Quelques testaments importants quant aux legs ou curieux quant aux conditions :

a) Min. des not. de Calais, 21 janv. 1606, testament de Claude Monet, ancien receveur général des finances de Calais. — 18 sept. 1615, testament de Marie Descamp. — 19 mars 1623, testament de Marguerite Bacon. — 26 avril 1624, testament d'Isaac Ducastel. — 12 sept. 1663, testament de Jehanne de la Motte.

b) Min. des not. de Guines, 16 mai 1624, constitution de rente par Adrien Messian de Calais d'après ordres testamentaires de Jacques Lernout de Sedan. — Janvier 1625, testament de Pierre Bernoet. — 15 juillet 1626, testament d'Olivier de le Becque. — Mai 1635, testament d'Isabeau Desquien. — 2 nov. 1647, testament de Jacques Lermyck.

Pour les valeurs des monnaies citées dans les actes, se souvenir que : 12 deniers = 1 sol ; 20 sols = 1 livre ; 6 livres = 1 ducat ; 3 livres 14 s. 8 d. = 1 ducaton ; 3 livres 4 s. = 1 écu ; 11 livres 5 s. = 1 louis d'or.

(2) W. Minet, *Church at Calais*, p. 5.

(3) Dès 1602 dans les premiers actes qui nous restent, nous trouvons des diacres signalés comme « administrateurs de la bourse des pauvres de la R. P. R... »

(4) Frossard, *Eg. ss. la croix*, p. 56.

(5) Le faubourg, la Basse-Ville (Saint-Pierre), Coulogne, Guemps, Vieille-Eglise, Marcq, Offekerque, Ardres, les Attaques, Guines.

donner de leur propre autorité des secours qu'on leur remboursait sur la présentation de leurs comptes (1).

Ces diacres d'ailleurs ne se contentaient pas de garder et de distribuer les aumônes, ils essayaient de faire fructifier les capitaux qu'ils détenaient. En cela, ils suivaient les conseils que, dès 1607, le synode national de La Rochelle donnait aux Églises à qui il conseillait de placer leur argent à intérêt dans les villes (2). Aussi voyons-nous, dès le début du ^{xvii}^e siècle, les diacres « pour et au proffit de la communauté des pauvres de la R. P. R. » acheter, vendre des terrains, des maisons, prendre des hypothèques par-devant les notaires de Calais et de Guines (3).

Les diacres qui disposaient de ces ressources ne distribuaient de secours qu'à bon escient, et le plus souvent après une enquête, ou sur la présentation d'une « attestation » ou d'un « tesmoignage » réputés sérieux. L'on s'attachait en particulier à donner à chacun un secours efficace, et les legs étaient aussi variés que les situations qui les nécessitaient pouvaient l'être elles-mêmes; c'est ce qui nous explique pourquoi les dons en argent sont excessivement rares pour la période dont les comptes nous sont restés.

En dehors des dons d'habits et de tourbe (4), pendant l'hiver, l'attribution d'instruments de travail (5) variés tient une large place dans les secours. On essaie en même temps

(1) W. Minet, *Church at Calais*, p. 9.

(2) Aymon, *Syn. nat.*, I, p. 336-338. Par la même occasion le synode donnait une formule testamentaire de 15 lignes environ, qu'il conseillait de communiquer aux fidèles, car elle prévoyait toutes les possibilités, afin d'empêcher les legs faits aux Églises de tomber dans le domaine public.

(3) Min. des not. de Guines, 22 mars 1619; 8 mars 1622. — Min. des not. de Calais, 23 déc. 1625, etc.

(4) Chaque année, en septembre, un achat d'environ 50 ou 60 « milles » de tourbes (à 15 sols le mille). Quand l'hiver est rigoureux on fait des achats supplémentaires : le 11 avril 1679 : « payé à Marcq Montauban pour 7 milles 1/2 de tourbe, distribués aux pauvres pendant les grandes gelées... scavoire 3 livres 15 sols.

(5) Entrées fort diverses : 1661 : « 21 livres 5 s. à Duflos pour avoir livré du fer à Baient, pauvre de la Basse-Ville pour lui faire 2 roues à son béniau » (chariot). — 1673 : « à Anne Hellebecq pour avoir du lin pour filer, par ordre de la C^{ie}, 1 livre 7 s. 6 d. ». — 1678 : « Assisté Lapleune pour l'aider à acheter une brouette de l'advis des confrères, 2 livres ».

d'éviter aux indigents le contact des usuriers, et le consistoire organise le prêt (1), fait office du Mont-de-Piété (2).

Mais pour les infirmes, les malades, les blessés, les soins deviennent plus attentifs encore et nous sont révélés par les entrées fort nombreuses au registre (3).

Il en est qui longtemps restent à charge à la communauté, en particulier les veuves, comme Suzanne Ganionne (4), à qui, de 1660 à 1679, date de sa mort, les diacres donnent de 15 sols à 1 livre par semaine, des vêtements, des rouets, du lin, des médicaments. La surveillance d'ailleurs reste active, et quand certaines d'entre elles font des dettes, on les leur paie en retenant sur la pension qui leur est attribuée. Enfin, la communauté assurait des funérailles convenables à ses pauvres (5), en particulier à de nombreux soldats hugue-

(1) On rend quelquefois longtemps après : 12 août 1673 : « Prêt à Jacques Boistou de Morvan... 18 livres pour s'en retourner. » 21 sept. 75 : Rendu.

(2) W. Minet, *Church at Calais*, p. 15 et suiv. a) 23 mai 1672 : « Par ordre de la C^{ie} j'ay rendu au confrère Jean Femault 15 livres, qu'il a donné à Marie Hebbert sur sa promesse et les gages scavoir : d'un habit de camelot noir, d'une cotte de serge rouge, d'une paire de psaulmes à blouque d'argent et deux mouchoirs à dentelle ». — b) 6 oct. 1673 : Engrand Bien reçoit 21 livres « par ordre de la C^{ie} pour faire son voyage, avec son mesnage, en Angleterre, sur quoy a baillé en gage un habit de femme noir de serge, que l'on luy rendra alors qu'il rendra l'argent ». — 28 mars 1675 : « Rendu au confrère Fremault un habit de serge noir qui a esté mis en gage par Ingram Bien le 6 octobre 1673 pour 21 livres que les « pauvres » luy ont prêté, pour, par ledit Fremault envoyer ledit habit audit Ingram quoique il n'ayt rendu lesdits 21 livres, et ce par commisération et par ordre de la C^{ie} ».

(3) W. Minet, *Church at Calais*, p. 20 et suiv. Actes fort divers : Notes de médecins, d'apothicaires, de garde-malades, de bateliers pour le transport des blessés à l'hôpital de Calais, d'habitants qui gardent chez eux des aliénés ou des infirmes. Quelquefois des marchés curieux : « de l'advis du confrère Sigard, j'ay fait marché avecq une femme pour guérir les enfants de Gilles Leleu des galles pour 9 livres, à condition de les guérir, sinon point d'argent, et elle a avancé 30 sols pour avoir des drogues... »

(4) W. Minet, *Church at Calais*, p. 14.

(5) W. Minet, *Church at Calais*, p. 20. Exemple de frais d'inhumation : 1670, 5 janvier. Est décédée Isabeau Garde, une femme logée au Mortier d'Or et payé pour :

	l.	s.	d.
La visite du chirurgien	0	15	0
Le suère ou linsuil (linceul)	1	8	
Le lusseau (cercueil)	2	10	
La fosse 10 s., les porteurs 20 s	1	10	
Pour la despense audit lieu	5	15	
Pour l'avoir ensevely	0	10	
	12	8	

nots pour lesquels la garnison de Calais ne tenait guère à s'imposer des frais de sépulture.

Mais c'étaient surtout les orphelins qui étaient l'objet de la sollicitude du consistoire. Placés aux frais de la communauté en pension dans des familles pauvres, ils deviennent pour elles une ressource qui les aide à vivre (1). On veille à ce qu'ils fréquentent l'école et les diacres paient au maître leurs « frais d'escolage » comme plus tard ils subviendront aux frais d'apprentissage (2). Et c'est ainsi que nous pouvons, par le seul examen des « registres des pauvres », retrouver l'histoire de certains de ces orphelins. C'est par exemple Pierre de Winter (3) que nous trouvons en 1660 en pension chez une veuve, moyennant 4 livres 10 sols par mois, tandis que l'on paie 5 sols pour son escolage. En 1663, les mêmes dépenses passent à 5 l. et 6 sols, et jusqu'en 1665, nous pouvons relever les dépenses qu'il provoque pour vêtements, « papier d'eschole, escrittoire » et autres objets.

Mais à ce moment, on l'habille de neuf et on le place chez Nicolas Martinet, que nous savons par ailleurs être « boutonniier », et qui, moyennant 3 l. par mois, l'entre-tiendra et lui apprendra son métier. Pierre de Winter reste chez lui près de trois ans et, en février 1668, on lui « baille le frocq de Jean Dubois » que le propriétaire avait mis en gage et n'avait pu retirer. L'enfant part pour Laide (Leyde) en Hollande, on le fait accompagner par un membre de la communauté, et le consistoire de Guines continue à payer les frais de son apprentissage chez Marcq Deguynes, qui autrefois vécut dans le Calaisis... Et les huguenots veillent avec un soin égal sur tous les orphelins, qui sont restés à leur charge.

Le service d'assurances s'étendait même aux « passants ».

(1) Le prix varie de 4 à 5 livres seulement par mois, mais il ne représentait que les frais de nourriture et de logement.

(2) Exemples : 1661 : « baillé à une fille pour avoir montré à un orphelin à lascher des bas », 7 sols 6 deniers. — 1663 : « payé 12 livres à la femme Déchauffour pour avoir appris à coudre à Suzanne Delebarge ». — 1667 : « A Louis Baude, 20 livres pour 6 mois d'avance de l'apprentissage d'Israel Boutry ».

(3) W. Minet, *Church at Calais*, p. 11 et 12.

Nous avons vu l'Église demander des secours au synode provincial dans les moments de grande émigration et cela s'explique par la lecture seule du registre qui nous indique les secours donnés aux passants les plus divers (1), et ils étaient nombreux dans une ville comme Calais d'où l'on s'embarquait pour un pays protestant.

En somme, au milieu de nombreux propriétaires qui se livrent à la culture, et de commerçants quelquefois fort aisés, vit une élite qui, par ses professions libérales et ses fonctions officielles, acquiert dans le Calaisis une influence prépondérante, supérieure de beaucoup à celle que pouvait exercer la noblesse, représentée seulement par quelques familles. La communauté de religion établissait entre riches commerçants, nobles, pasteurs et ingénieurs du roi, des relations fréquentes, à la faveur desquelles se faisaient des unions qui rendaient plus solidaires les unes des autres les différentes classes de la société, différenciée de la masse par ses opinions religieuses. Cette solidarité étroite et une instruction supérieure à la moyenne du siècle favorisèrent l'établissement d'un service d'assistance fort remarquable, d'autant plus utile pour la communauté qu'il dut garder à la religion réformée des fidèles qui, plus misérables, eussent peut-être abjuré pour quelques écus à la veille de la Révocation.

M. NAERT.

(A suivre.)

(1) En dehors des nombreux « passants » anglais, hollandais, suisses qui disent regagner leur pays ou aller chercher des secours dans leur famille, il en est beaucoup qui sont des soldats ou des prisonniers, des gens qui ne peuvent payer le bateau, etc. « Deux Anglais venant des prisons de Saint-Omer ». — « A Jossen, d'Amsterdam, passant ayant été pris de Turcq ». — « Un Grison revenant du service d'Espagne, pour s'en retourner ». — « Un passant pour retirer ses hardes du paquet botte (Packet-Boat) ». — « Par ordre de la C^e, pour libérer le fils de Mathieu Foix, esclave... » ...des religieuses... des moines défréqués... des juifs, etc.

Documents

LES CHIFFRES DE M. L'ABBÉ ROUQUETTE

Étude sur les Fugitifs du Languedoc (Uzès) (1).

Enald Laurent

Venant d'Uzès, assisté de deux livres par la collecte de Hambourg.

Espérandieu

Jean

Espérandieu

femme

deux enfants

Peigneur de laine d'Uzès, réfugié avec sa femme et deux enfants à Magdebourg (M. D. 1698). Il laissait, en partant, une maison et des terres à Foissac; elles furent saisies, puis données à son beau-frère Antoine Duplan qui les avait réclamées comme parent (A. N., TT, 285-XXXVII).

Espérandieu Marie

Était la fille de Balthazar Espérandieu et de Magdeleine Dayre et sœur de Jean Espérandieu; elle se maria avec Jean Puget et partit à la Révocation; ses biens furent mis en régie en 1694; cette même année, misérable et malade, elle acceptait des secours à Erlangen où elle était réfugiée (Estat des pauvres français venus de Suisse qui hivernent à Erlang). Sa sœur Élisabeth, qui avait épousé Antoine Duplan, étant restée à Uzès réclama les biens de la fugitive, mais en vain, car on lui objecta qu'elle jouissait des biens de son frère Jean d'Espérandieu.

(1) Voyez *Bulletin*, 1914, p. 251 à 263. — On est prié de corriger les erreurs qui suivent : Donzel Claude, p. 251; Dulac Éléonore, Dulac Catherine, Dulac Antoine, p. 256-260 et Durand Pierre, p. 269 n'auraient pas dû être imprimés en italique, leurs noms étant cités par l'abbé Rouquette; — p. 253, l. 5, lire Jean Armand Dubourdieu et supprimer d'Aubarne; — même page, l. 12, lire 1695 au lieu de 1685.

Le 2 janvier 1791, les enfants Duplan, après avoir exposé ces faits dans une requête au tribunal d'Uzès, demandèrent la main levée des biens de leur grand'tante Marie Espérandieu (F. Rouvière, *Les religionnaires des diocèses de Nîmes, Alais, Uzès et la Révolution française*).

Espérandieu Daniel Maître facturier en bas, né à Uzès en 1700 d'une famille originaire de la Baume, était fils d'Israël Espérandieu et de Jeanne Garel; il fut reçu bourgeois de la colonie de Magdebourg en 1723, prêta serment de fidélité et se maria le 21 novembre 1724 avec Jeanne Rivière, fille de Paul Rivière (A. W.).

Espérandieu Pierre D'Uzès, manufacturier, était associé avec
Espérandieu Lévy Duran de Montpellier; leur maison de
femme commerce, la plus importante de Magdebourg,
née Catherine était dans la Rittergasse (Toll. III, I. B. 1333).
Montagnier Il est inscrit avec sa femme et deux enfants
deux enfants sur le rôle des Français réfugiés à Magdebourg
 le 31 décembre 1700 (M. D.). Il avait été reçu bourgeois de la colonie en janvier 1694 et eut un fils, Jean, baptisé à Magdebourg le 18 avril 1695 (A. W.) (1).

Espérandieu D'Uzès, peigneur de laine (1699), travaille
Jacques chez Pierre Basset du Languedoc, manufac-
 turier qui entretient vingt ouvriers réfugiés dans sa manufacture (Beringuier, liste).

d'Espérandieu La famille Espérandieu (2) remonterait à la
Jean-Louis plus haute ancienneté; elle était établie à Uzès
 dès le xiv^e siècle. Son chef, Jacques Espérandieu, est-il écrit dans ses papiers généalogiques, vint à Narbonne avec d'autres Espagnols et l'empereur Charlemagne, par des lettres

(1) Il y a dans les archives wallonnes plus de 70 fiches de cette famille de 1695 à 1780.

Un *Paul Espérandieu* de Nîmes est cité en 1723 comme demeurant avec Daniel Espérandieu (Toll. III-1^c) et ne figure pas dans les listes Rouquette pas plus que *Pierre Espérandieu* de Nîmes réfugié à Werder avec cinq enfants, sa femme et un apprenti (M. D-1698) et que Lévy Duran de Montpellier.

(2) Les Espérandieu qui précèdent ne sont pas de cette famille et pourtant ils sortent de la Baume dont ces d'Espérandieu étaient seigneurs.

données à Aix-la-Chapelle en 814, leur accorda sa protection (1).

Le 24 octobre 1360 Benoit d'Espérandieu donnait une procuration à son fils Jean, qui, le 14 octobre 1392, dénombrait « les censives par lui baillées à Messire Martial (évêque d'Uzès) ; outre des terres il avait quatre livres sur une maison sise à la rue de la Monnaie que cette famille a toujours possédée. Puis viennent Dominique Espérandieu, consul d'Uzès en 1428, lequel fit restaurer les remparts de la ville par crainte des Anglais. Louis remplissait les mêmes fonctions en 1448, Henri d'Espérandieu aussi en 1514. Gilbert d'Espérandieu, juge mage de la sénéchaussée, épousa Philippe de Lubières et testa le 15 mai 1539. Désormais les d'Espérandieu prennent le premier rang dans la bourgeoisie d'Uzès.

Dès les débuts de la Réforme, comme les ducs d'Uzès auxquels ils n'avaient marchandé ni leurs services, ni leur dévouement, ils embrassèrent les idées nouvelles et furent leurs plus intelligents et généreux soutiens.

Jean d'Espérandieu fut délégué par les députés des Églises réformées du bas Languedoc réunis à Nîmes pour se rendre auprès du prince de Condé et du roi de Navarre ; il se retira à Castres et y mourut le 24 mai 1626, à l'âge de 92 ans, laissant trois fils et cinq filles. Guillaume et Louis devenaient les chefs des deux branches, la branche castraise des seigneurs d'Aiguefonde et celle qui, restant à Uzès, y conserva la situation de ses ancêtres. En 1573, les huguenots étant devenus les maîtres de la ville en avaient confié la défense à une commission dont faisait partie Daniel d'Espérandieu, capitaine d'Aimargues, seigneur de Marsault. En 1615, il recevait, dans sa maison d'Uzès, le duc de Rohan et il était consul en 1622.

Louis d'Espérandieu, juge mage d'Uzès, né en 1574, épousait le 13 janvier 1627 Marie de Rossel, dont il eut une fille qu'il perdit ; il

(1) Manuscrits généalogiques. Bibl. du Prot. Français (suit plus loin la généalogie).

GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE D'ESPÉRANDIEU (BRANCHE D'UZÈS)

Armes

Écartelé au 1^{er} et 3^e d'argent au lion de gueules
au 2^e et 4^e d'azur à la bande d'or.

GILLES D'ESPÉRANDIEU, juge mage d'Uzès,
épouse PHILIPPE DE LUBIÈRES, teste en 1539.

JEAN 1^{er} D'ESPÉRANDIEU, Lieutenant principal de la Sénéchaussée d'Uzès,
épouse en 1574 MARGUERITE DE MERCIER.

JEAN II D'ESPÉRANDIEU,
épouse le 18 mars 1623
JEANNE DE CLÉRICY
et teste en 1638.

II JEAN LOUIS D'AIGALIERS
meurt au château de Pierre-Seize
en 1695;
épouse en 1647 ÈVE DE BOYER.

HONORÉ D'ESPÉRANDIEU
vivait en 1605.

GUILLAUME D'ESPÉRANDIEU
vivait en 1647,
meurt sans postérité.

LOUIS D'ESPÉRANDIEU,
juge mage,
épouse MARIE DE ROSSEL,
sans postérité.

HENRI D'ESPÉRANDIEU,
épouse SUZANNE DE BOUET
dame de POUGNADORESSE.

JEAN D'ESPÉRANDIEU
meurt au château de Pierre-Seize en 1697
épouse ESPÉRANCE DE NOGUIER,
morte en 1694.

ANTOINE D'ESPÉRANDIEU, JEAN IV D'ESPÉRANDIEU,
seigneur de MARGNAC, *fug.*
né en 1631, épouse SUZANNE DE ROUVIÈRE,
meurt sans postérité. meurt sans postérité.
Branche éteinte.

CLAIRE
meurt
non mariée.

JEAN D'ESPÉRANDIEU, *fug.*
meurt sans postérité.

CLAUDE, *fug.* JEANNE, *fug.* SUZANNE.
meurt meurt meurt
sans postérité. non mariée. non mariée,
Branche éteinte.

Cet Livre qu'ilz ont mis En Inscrip^{ti}on par
 Noms, Surnoms, Armes, Li lieux de leur demourer
 dans le Catalogue des Veritables Nobles de la
 province de Languedoc, fait a Montpellier
 le quatrieme Januier Mil six centz Septante

En

[Signature]

[Signature]

Simon de laqueur

[Signature]



testa alors en faveur de son frère Jean, lieutenant principal de la sénéchaussée et décéda le 13 janvier 1644, âgé de 70 ans. Jean, son héritier, le suivit de près dans la tombe, laissant de son mariage avec Jeanne de Clérissy deux fils : Guillaume, qui mourut en Catalogne, capitaine au régiment de la Fare, et celui qui nous occupe, Jean-Louis, seigneur d'Aigaliers, docteur ès droits, victime des mesures édictées par la Révocation (1). Né le 5 juillet 1624, il épousa en 1647 demoiselle Ève de Boyer, fille d'Anthoine de Boyer et sœur de Marie de Boyer, femme de Michel Dulac, fugitive, et de Catherine de Boyer, femme de Monsieur de Boileau, laquelle mourut à Uzès en 1686, sans avoir voulu se confesser (*Bull.* 1912, 248). Ils eurent sept enfants, deux fils et cinq filles. Dès la Révocation, l'attitude hostile de Jean-Louis d'Espérandieu est signalée ; son fils aîné va hors du royaume et prend du service en Angleterre. Les femmes de sa famille ne vont pas à l'église, il est très surveillé car le bruit court qu'il compte partir avec les siens, ne laissant à Uzès que son fils cadet qui pourra réclamer les biens de ses parents fugitifs. Son domaine de la Baume, dans une contrée isolée au milieu des bois, était toujours ouvert aux suspects.

En juin 1686, il y reçut sa nièce Madame d'Albenas (2) qui venait lui faire ses adieux et l'engager à fuir avec elle ; en séjour à Balaruc sous prétexte d'y prendre les eaux, elle attendait l'heure favorable pour se sauver par mer ; son oncle, alors dans une crise provoquée par une ancienne maladie qui avait ruiné sa santé, ne put partir avec elle.

Le 19 janvier 1687, les nouveaux convertis étaient convoqués à Nîmes pour une réunion de gentilshommes. Jean-Louis d'Espérandieu y fut avec l'intention de se joindre à quelques-

(1) Le comte de Balincourt. *Les d'Espérandieu d'Uzès et de Castres*.

Il est dit dans ses papiers généalogiques qu'il se maria en 1637, il aurait eu 13 ans ; ce doit être une erreur ; il eut son premier enfant en 1651.

M. de Balincourt maintient la date de 1637.

(2) M^{me} A. de Chambrier, *Henri de Mirmand*, p. 40.

uns qui avaient décidé leur fuite. Le plan fut connu et d'Espérandieu, arrêté par le colonel de Bretagne, avec ses deux amis de Castelnau et Riffard, fut avec eux conduit sans jugement dans la citadelle de Pierre-Scize et leurs biens saisis. D'Espérandieu, âgé de 63 ans, était alors infirme. Basville dit de lui, dans ses fiches : « Le sieur Jean-Louis d'Espérandieu est à Pierre Encise, très dangereux ; son aîné est hors du royaume, son deuxième fils est à Uzès, âgé de 30 ans, et très dangereux » (*Bull.* xxix, 351), et un peu plus tard : « Le sieur Jean-Louis d'Espérandieu est à Pierre Ancise, son fils aîné sert hors du royaume, son cadet est à Uzès, âgé de plus de trente ans, dangereux. Trois sœurs font mal leur devoir » (A. H., C 273). Le 27 juin 1689, ce fils Jean si mal noté demandait à M. de Châteauneuf la liberté de son père : « Monsieur le duc d'Uzès, dit-il, à qui ma famille est attachée depuis longtemps, vous pourra assurer que de tout temps elle a eu une fidélité inviolable pour le service de Sa Majesté ». (A. N., TT, 452-LXI).

Le 20 juillet 1689, n'ayant reçu aucune réponse, il écrivait de nouveau à M. de Châteauneuf :

Monseigneur,

Il y a environ un mois que je me suis donné l'honneur d'écrire à votre Grandeur, en faveur d'un pauvre et malheureux gentilhomme de la ville d'Uzès en Languedoc, nommé d'Espérandieu, détenu depuis environ trois ans dans le château de Pierre Scize. Je vous marquois, Monseigneur, son grand âge, ses incommodités et depuis ce temps j'ai reçu des lettres de Lion qui me marquent l'estat pitoyable où il est réduit et la mort certaine qui le menace, de sorte, Monseigneur, que si votre grandeur n'a pitié de luy et de sa misérable famille, les uns et les autres n'auront cette consolation de se voir avant cet éternel départ.

Basville écrivait à Châteauneuf le 27 juillet 1689 :

Le sieur d'Espérandieu, dont le fils écrit la lettre ci-jointe est un de ces gentilshommes qui

furent arestés en suite d'une assemblée de nouveaux convertis tenue à Nismes et envoyés au château de Pierre Encise en vertu des lettres de cachet que M. le marquis de Louvois m'adressa.

Comme il y a lieu de croire qu'une prison de deux ans et demi l'aura corrigé, infirme et vieux comme il est, je ne crois pas qu'il puisse faire du mal dans Uzès, si le Roy veut bien luy faire la grâce de luy permettre d'y retourner, après néanmoins que la campagne sera finie; on aura soin en ce cas de l'observer rigoureusement.

Malgré cet avis de Basville, d'Espérandieu restait toujours en prison. Son fils écrivit une troisième lettre en février 1690, disant que la pension qu'il fallait payer pour son père, les soins que son état réclamait les réduisaient à la dernière extrémité; elle ne changea en rien la situation du prisonnier. Le 1^{er} novembre 1692, sans se lasser, de nouveau il supplie, il implore la grâce de son père retenu à Pierre-Scize depuis le 12 janvier 1687, demandant qu'on le laisse venir mourir au milieu des siens. Le 14 mars 1694, il écrit :

Je m'adresse à vous, Monseigneur, vous conjurant instamment d'estre touché de pitié pour lui. Je vous le redis encore, mon malheureux père est à la veille de mourir de faim et de misère. Une prison de huit années a entièrement épuisé sa maison et elle ne subsiste qu'avec peine. Autrefois, Monseigneur, le patriarche Jacob luttant avec l'ange luy dit : Je ne vous laisseroy point aller sans que vous m'ayes béni; permettez moy d'appliquer au sujet présent cet exemple, je ne me lasseroy point, Monseigneur, que vous ne m'ayes accordé ma très humble prière et de faire fournir à mon père les aliments nécessaires, qui est un pauvre vieillard de près de quatre-vingts ans (1) (A. N., TT, 452-LXI).

Les supplications du fils restèrent vaines et le malheureux père, détenu à Pierre-Scize, était toujours dans le plus grand dénuement. Quoique Jean d'Espérandieu se fût fait catholique, il n'inspirait aucune confiance à Basville. Le sachant très attaché à son ancienne

(1) C'est soixante-dix ans qu'allait avoir Jean-Louis d'Espérandieu.

religion, on se méfiait de lui de plus en plus; soupçonné d'avoir des relations secrètes avec les prédicants (1), on ne voulait rien lui accorder, et son père mourut dans sa prison après une détention de près de huit années.

D'Espérandieu, dont la situation était bien précaire, fut réduit à solliciter du roi une gratification qui lui permit de payer les dettes contractées pour l'entretien de son père, car ses biens étaient séquestrés (2).

Une de ses sœurs, Claire, avait voulu aller voir son père et de Lyon gagner Genève, elle n'y fut pas autorisée; de chagrin elle tomba malade et mourut en 1703, âgée de cinquante et un ans. Le fisc procéda à la saisie de ses biens en vertu des édits qui ordonnaient la confiscation de ceux des nouveaux catholiques relaps. Jean s'adressa à l'intendant pour former opposition à cette mesure injuste selon lui. Sa sœur, disait-il, avait reçu la visite du curé de Saint-Étienne, et nul ne pouvait dire si elle était revenue sur ses premières déclarations; en plus, il était notoire que les biens de son père « étaient en générale distribution devant la cour du Sénéchal et insuffisants pour payer ses créanciers », d'autre part, leur mère était vivante et par conséquent la saisie serait illusoire. Basville, médiocrement convaincu d'autant que le nom d'Espérandieu sonnait mal à ses oreilles et que le requérant si bien converti était chaque jour dénoncé pour ses convictions religieuses à la foi de ses pères, prescrivit une enquête; il y fut dit que Claire d'Espérandieu avait été privée de sépulture ecclésiastique; en conséquence ordre fut donné de faire le procès à sa mémoire. M. de Saint-Aurant, directeur général de la régie des biens des fugitifs, répond le 24 août 1764, « que la demoiselle

(1) Brousson en 1698 donne comme adresse sûre au prédicant Martel celle du sieur Espérandieu à la Baume, près d'Uzès (Charles Bost, *Les Prédicants Protestants*, II, 189).

(2) Nous en avons la preuve en ce que, le 9 novembre 1691, une requête de Jean-Louis d'Espérandieu a été adressée à l'intendant pour être exempté du logement des gens de guerre en sa qualité de noble et porte la signature d'un certain Lagarde préposé au séquestre des biens.

d'Espérandieu, sœur du suppliant, ayant fait abjuration de l'hérésie de Calvin, n'a pas laissé que de mourir dans sa même religion, ayant été privée de sépulture en terre sainte (1), mais les officiers ayant négligé de faire leur devoir en faisant faire le procès à sa mémoire, il est question de savoir si la confiscation des biens de cette relapse a lieu ». Devant une très grande surexcitation des nouveaux convertis dans cette affaire, le procès s'arrêta, on n'osa pas poursuivre. — Jean III d'Espérandieu, sieur d'Aigaliers et de la Baume, avait épousé en 1695 Suzanne de Rouvière, dont il n'eut pas d'enfants ; en 1724 il fit son testament par lequel il constituait un douaire à sa femme, instituait sa sœur Catherine usufruitière et léguait la nue propriété à l'un de ses neveux de la branche d'Aiguefonde (2), à condition qu'il viendrait habiter Uzès où leur nom était connu depuis cinquante ans. Il mourut âgé de 85 ans ; son neveu ne vint pas à Uzès et cette succession passa dans la famille de Ville.

*Esperandieu
d'(Antoine) (3),
Seigneur
de Marignac.*

Le premier enfant de Jean-Louis d'Espérandieu, seigneur d'Aigaliers, dont nous venons de parler, et d'Eve de Boyer fut Antoine. Il naquit à Uzès, le 4 juillet 1651 et eut pour parrain son grand-père, Antoine Boyer, docteur ez droicts, et pour marraine, Jeanne d'Espérandieu, veuve d'Honoré Martin, lieutenant principal au sénéchal d'Uzès. Il fit des études remarquables et fut reçu avocat en 1668,

(1) En effet Claire d'Espérandieu mourut sans que son décès fût mentionné dans l'état civil et aucun prêtre n'y écrivit son refus de l'entendre et de recevoir les sacrements ; son corps fut transporté la nuit sur une charrette et conduit à la Baume où il fut secrètement enterré.

(2) Cette branche était représentée au XVII^e siècle par Jacques d'Espérandieu qui eut cinq fils et huit filles ; Gabrielle, la dernière, née le 25 janvier 1663, réfugiée en Angleterre, s'y maria avec Charles de Vignolles en 1694. L'aîné des fils, Jacques, seigneur de Calmont, né en 1647, soupçonné de mauvaises intentions, fut enfermé à Pierre-Scize en 1727 à quatre-vingts ans ; ce serait le troisième des d'Espérandieu qui mourut dans cette forteresse.

(3) Jean-Louis d'Espérandieu et ses deux fils Antoine S. de Marignac et Jean sont déclarés nobles par ordonnance de Monsieur de Bezons le 4 janvier 1671. Armes d'or à un lion de gueules, écartelé d'azur à une bande d'or.

âgé de dix-sept ans. A la Révocation il partit; arrêté en chemin, emprisonné à Grenoble, le 18 décembre 1685, son procès fut fait devant le Parlement et on le condamna à être reconduit à Uzès à ses frais (*Bull.* VII-136). A peine y était-il revenu que, malgré une grande surveillance, il s'évada. Il est connu sous le nom de Margnac que portait son oncle Guillaume, capitaine au régiment de la Fare, dont il était l'héritier, et fut tué comme lui à l'ennemi dans les troupes du prince d'Orange. Ainsi s'éteignit dans l'exil une branche d'une des plus nobles familles d'Uzès anéantie par les persécutions. Leur vieille et vaste demeure patrimoniale de la rue de la Monnaie où vivaient tous les d'Espérandieu, fut achetée en 1743 par l'évêque d'Uzès, Monseigneur Bauyn, pour y recevoir les écoles chrétiennes; les frères ignorantins en occupèrent une partie, l'autre fut donnée à des religieuses qui gardaient les nouvelles converties; elle portait le nom de Providence. Maintenant, c'est une école maternelle et les petits enfants jouent dans ces vastes cours si tranquilles où vint tant de fois s'arrêter Rohan et sa suite pour réunir chez son ami Daniel d'Espérandieu ses partisans les gentilshommes huguenots, et les bourgeois d'Uzès.

*Espérandieu
d'(Jean)*

était fils d'Henri d'Espérandieu et de Suzanne Bouet, dame de Pougna-doresse; il épousa vers 1650, Espérance de Noguier, fille de Monsieur Anthoine de Noguier, ministre à Uzès et de Jeanne de Trémolet. Comme son cousin Jean-Louis, il fut toujours à la tête de ses coreligionnaires, leur chef dévoué. A la Révocation, ses deux fils émigrèrent. Voici les fiches de Basville les concernant :

« Le sieur d'Espérandieu est très dangereux, a deux fils hors du royaume » (*Bull.* XXIX. 351).

« Le sieur d'Espérandieu a deux fils hors du royaume, le second qui était capitaine dans Grancay s'est retiré depuis trois semaines environ vers le prince d'Orange et le bruit est

que venant faire recrue pour son régiment, il a emporté l'argent du Roy.. »

La police de Basville, prévenue que Jean d'Espérandieu voulait fuir pour retrouver trois de ses enfants fugitifs, le surprit à l'assemblée de Claude Brousson, tenue à l'Escalette en janvier 1693; il y fut pris ainsi que son ami le Bon de Fontarèches qui fut emprisonné et jugé à Montpellier (1). Quant à lui il fut immédiatement enfermé à Pierre-Scize. Il ne laissait à Uzès que sa femme et sa fille Suzanne, née le 15 août 1652. Ses deux fils servaient à l'étranger et sa fille Jeanne les avait suivis, ses autres enfants étaient morts. Ces deux femmes restèrent seules. Les deux frères de Madame d'Espérandieu, Jacques Noguier, pasteur de S. Chaptes et David Noguier, pasteur de S. Ambroix étaient fugitifs et la pressaient de partir (2); elle ne le put, étant malade de chagrin, et mourut le 8 janvier 1694, âgée de 60 ans. Pendant ces jours d'épreuves, le curé de S. Étienne vint souvent la voir, elle ne l'écouta jamais et à sa dernière heure elle dut encore lutter et rassembler toutes ses forces pour refuser les sacrements et « déclarer par deux fois qu'elle voulait mourir dans la religion dans laquelle elle était née ». (Etat civil d'Uzès, Marre, prêtre.)

Suzanne d'Espérandieu écrivait à Basville, le 30 mars 1694 :

Monseigneur,

On pourroit, ce me semble, me blâmer d'une trop grande ténacité; mais que ne fait-on pas quand on est aussi malheureux que je suis. Mon estat plus digne mille fois de pitié, que d'envie n'est-il pas une excuse assez légitime à mon esgard. J'ay gardé par respect le silence jusqu'à présent; mais les malheurs que l'emprisonnement de mon père a cauzé m'obligent aujourd'huy à y mettre fin et je ne puis, pour en arrester le cours,

(1) *Bull.*, LX, 366.

(2) Jacques Noguier demande un passeport pour aller à Genève par Lyon (A. H., C 279).

me mieux adresser qu'à une personne aussi charitable que vous l'êtes.

Vous savez, Monseigneur, que noble Jean d'Espérandieu mon père, ayant eu assez de malheur de s'estre trouvé à une assemblée qui se fit à Uzès, fut amené prisonnier au château de Pierre Ancize, à Lyon, où il est détenu depuis un an, âgé de 81 ans et accablé d'une colique néphrétique continuelle; mais vous ignorez peut être que tous les auteurs ont obtenu grâce et que, de trois qu'il y en a de pris, il est le moins coupable. Cet emprisonnement, Monseigneur, et la représentation des maux que la vieillesse, l'indisposition et le chagrin pouvoit luy causer dans sa prison a si vivement touché l'esprit de ma mère qu'elle est morte de douleur il a deux mois.

Je vous laisse juge de mon estat, je suis seule de la maison, abandonnée de tout le monde, sans secours, sans amis et dans l'impuissance d'agir pour les affaires, n'ayant devant les yeux que la mort de cette mère qui estoit la seule consolation qui me restoit et l'emprisonnement d'un père qui est le seul espoir qui me reste et duquel j'attends l'eslargissement de votre grandeur.

Il ignore ce qui se passe et la nouvelle de cette mort seroit capable de l'achever; mais Monseigneur, je me flatte que vous détournerez ce coup fatal et je mets tout mon espoir dans votre charité.

Je vous demande ce père pour qu'il puisse recevoir quelque consolation, estant avec moy, sur cette mort, et que, se ressouvenant de vos bienfaits, il puisse, conjointement avec moy, prier pour votre prospérité et santé, estant de votre grandeur,

Monseigneur,

la très humble et très obéissante servante.

S. D'ESPÉRANDIEU (1).

Cet appel si touchant ne fut pas écouté et Jean d'Espérandieu mourut dans son cachot à Pierre-Scize en juin 1697.

Suzanne d'Espérandieu, pauvre vieille fille, restait à Uzès sans ressources; recherchée pour fait de noblesse, voici la requête qu'elle envoya :

(1) (A. N., TT, 452-LXI).

« Supplie humblement Suzanne d'Espérandieu, fille à feu noble Jean d'Espérandieu, de la ville d'Uzès, disant que depuis cinq ou six ans, son père auroist été relégué dans Pierre-Scize à Lion, pour fait de religion, où il est décédé depuis deux mois et demi; néantmoins il a été assigné devant vous par exploit du 18 juillet 1697, à la requête de M. Charles de la Cour de Bauval, pour représenter ses titres de noblesse; mais d'autant que le dit feu d'Espérandieu, père de la suppliante, feut déclaré noble par jugement de M^e de Bezons, cy-devant intendant du 4 janvier 1671, sa qualité est esteinte pour n'avoir laissé aucun enfant mâle et que sa qualité reste seulement à la suppliante qui lui est instable, elle a recours à votre grandeur pour obtenir descharge de la dite assignation donnée au dict feu S. d'Espérandieu en la personne de la suppliante sa fille, vous plaise Monseigneur descharger la dite suppliante de l'assignation donnée à feu son père. » (B. N. Fr. 32,555.)

*d'Espérandieu
Jean*

Fils de noble Jean d'Espérandieu et de demoiselle Espérance de Noguier, fut baptisé à Uzès, le 16 octobre 1660; il eut pour parrain Jean Dulac, bourgeois d'Uzès et pour marraine, Marguerite de Cambis, dame de Fons. A la Révocation, il partit pour la Hollande avec le prince d'Orange; il alla en Angleterre et servit comme lieutenant dans le régiment de Belcastel (Agnew II, 90); il dut être tué en Irlande.

*d'Espérandieu
Claude*

Fils de noble Jean d'Espérandieu et de demoiselle Espérance de Noguier, frère du précédent, naquit à Uzès, le 26 août 1661; son parrain était noble de Bouet et la marraine, la demoiselle Esther d'Espérandieu, femme du sieur François Brouzet, de la ville de Nîmes. Il servit dans les armées du roi, était capitaine dans le régiment de Grançay quand il quitta la France, et comme Basville n'en était pas à une calomnie près, il insinue

dans les fiches « que le bruit court que, venant faire une recrue pour son régiment il a emporté l'argent du Roy ». La vérité est simplement qu'avant de s'enfuir, il vint supplier sa famille de le suivre; son père alors trop souffrant pour risquer toutes les fatigues d'un pareil voyage, resta avec sa femme à Uzès; seule sa sœur Jeanne partit avec lui. L'intention de Jean d'Espérandieu qu'il ne cachait pas était d'aller retrouver ses enfants, ce qui motiva son arrestation. Comme son frère, Claude d'Espérandieu mit sa jeunesse et son courage au service du prince d'Orange et mourut glorieusement dans les combats. De même que la branche aînée, la branche cadette s'éteignit dans l'exil.

*d'Espérandieu
Jeanne*

Était la dernière fille de noble Jean d'Espérandieu et de demoiselle Espérance de Noguier; elle fut baptisée à Uzès, le 26 mai 1654 et présentée au baptême par son père à la place de noble Jean Le Chantre, seigneur de Pognadoresse et par demoiselle Ester de de Tremolet. Elle quitta sa famille en même temps que son frère cadet pour préparer à ses parents une retraite en Angleterre où elle se retira auprès de sa cousine Gabrielle d'Espérandieu d'Aiguesfonde. Ses biens furent saisis et donnés à sa sœur Suzanne (A. H., C274), laquelle seule de toute la famille était restée à Uzès. On prétend qu'elle mourut à Londres.

(A suivre.)

B^{nne} DE CHARNISAY.

Un prédicant martyr à Rochefort en 1705 (1)

M. le pasteur Moutarde a déjà publié quelques documents au sujet de l'arrestation de *Pierre Bigeon* dit « de bien loin », et de Jean Luneau en mai 1705. (*Bulletin*, 1907, p. 536 et sq.)

M. Pandin de Lussaudière a fait paraître dans le *Trait d'Union* (janvier et février 1914) une notice sur ce prédicant, d'après les pièces mêmes de son procès, conservées aux archives de la Charente-Inférieure.

Enfin nous avons retrouvé les deux pièces suivantes qui précisent et complètent les autres renseignements. Il en résulte que Pierre Bigeon fut pendu à Rochefort le 22 juin 1705, et que l'Église, qui lui avait donné l'absolution dans sa prison la veille de sa mort, avait fini par *désespérer* de le convertir.

Enfin dix jours à peine après son supplice, le temps pour un courrier d'aller de Rochefort à Paris, Pontchartrain félicitait l'intendant Begon de son intervention. A ce moment Begon venait de donner des preuves de sa piété en faisant ajouter une aile à l'église des Capucins (ancien prêche des réformés), et, écrit le R. P. Théodore de Blois, « sa piété ne faisait point de tort à ses affaires » (*Histoire de Rochefort*, p. 56).

Parmi les signataires de l'acte d'abjuration se trouve le sieur Thirat, procureur du roi, au siège royal récemment créé à Rochefort, et qui avait acquis cette charge malgré son incapacité, contre le gré de Begon lui-même qui refusa d'abord de l'installer (Viaud et Fleury, *Histoire de Rochefort*, tome I, p. 194).

La mesure proposée par Begon contre le compagnon de Bigeon, Jean Luneau, chez qui il avait été arrêté, fut la condamnation aux galères; il fut envoyé en effet sur la *Fleur de lys* (*France protestante*, 2^e édition, tome VI, col. 298).

AD. DE RICHEMOND.

(1) Nous avons reçu sur ce prédicant une notice détaillée que M. Pandin de Lussaudière, successeur à La Rochelle du père de M. A. de Richemond, a bien voulu rédiger pour le *Bulletin* et que celui-ci publiera prochainement. (*Réd.*)

Acte d'abjuration du prédicant Pierre Bigeon.

(Registres de baptêmes, mariages et décès de la paroisse Saint-Louis. — Archives municipales de Rochefort.)

Juin 1905.

Aujourd'huy vingt uniesme juin mil sept cent cinq et sur les cinq heure après midy Pierre Bigeon, habitant de la paroisse de Sauvigné en Poitou, Election de Saint-Maixant, détenu prisonnier dans les prisons de cette ville par ordre du Roy, a fait abjuration des Erézies et Erreurs de la Religion prétendue Réformée dans Laquelle il avoit esté élevé, et avoit fait profession jusque à cejourd'huy, entre les mains de Monsieur Guillaume Chotier supérieur de la maison de la congrégation de la mission de Rochefort, et curé de la paroisse de Saint-Louis en la chapelle de ses prisons, qui lui a donné l'absolution de son Erezie, après nous avoir tesmoigné d'être dans une véritable résolution de vivre et mourir dans la Religion catholique, apostolique et romaine.

En présence de M^{rs} Hervé, Flamen et Tirat, président lieutenant général et procureur du Roy au siège Royal de Rochefort et plusieurs autres qui ont signé avec ledit Bigeon et nous,

P. BIGEON.

TEXIER.

CATHERINE DUBE.

MARIE DURAND.

THIRAT.

DURAND. JULLIEN.

ANTHOINETTE GILLEBERT.

CHOTIER, curé.

et sept autres signatures.

En marge de cet acte, et de la même écriture se lit la mention suivante :

Abjuration simulée puisque ledit Pierre Bigeon ayant esté exécuté le landemain, il est mort comme un désespéré dans ses premières erreurs.

La pièce suivante se trouve à la bibliothèque de l'Eglise réformée de Rochefort. Elle fait partie d'une série de copies faites par feu le D^r Ardouin dans les archives de la marine de Rochefort.

1^{er} juillet 1705. Pontchartrain à Bégon.

Je rendray compte à Sa Majesté de ce que vous m'avez escrit au sujet du prédicant que vous avez jugé et de l'homme chez lequel il était logé; je suis persuadé que Sa Majesté approuvera ce que vous avez ordonné à cet égard et je vous ferai sçavoir ses intentions sur la proposition que vous faites au sujet de ce dernier. Vous en serez informé par M. de la Vrillière.

Mélanges

OBSERVATIONS

SUR LES COLLOQUES DE MATHURIN CORDIER

Dans l'excellente notice qu'Amédée Roget a consacrée à celui qu'il appelle le doyen des pédagogues genevois (*Etrennes Genevoises*, I, 1877, p. 99), il affirme qu'un seul des colloques de Cordier est daté, grâce aux événements dont il parle. Ce serait celui où l'auteur fait clairement mention de l'avènement de la reine Élisabeth en 1558. C'est une erreur; l'on peut compter au moins six colloques dont nous pouvons indiquer la date en les examinant de près.

I

Prenons d'abord celui qui se rapporte aux événements de 1558. Il est dans les éditions complètes le vingt-septième du IV^e livre, il commence par ces mots : *Subtristis mihi videris*. La scène du dialogue est évidemment à Genève : l'un des interlocuteurs raconte que son domicile avait été précédemment dans la rue qui est près du Molard, et en outre, il est question de l'église anglaise qui s'était établie dans cette ville sous le règne de Marie Tudor. Et pourtant, au moment où mourut cette reine (17 novembre 1558), Cordier était encore à Lausanne. Il avait donné, le 13 septembre 1557, sa démission de principal du collège de Lausanne, qui lui avait été accordée avec une pension de 1 200 florins, plus 18 mesures de froment, 6 mesures d'avoine et 1 tonneau de vin (1). Il avait alors soixante-dix-huit ans, il songeait à se reposer de sa longue carrière de maître d'école, dans sa petite maison de la Cité, entre sa femme et sa fille; peut-être songeait-il à publier sa collection de colloques, dont un grand nombre

(1) Je dois ces renseignements à l'obligeance de M. Türlér, ci-devant archiviste du canton de Berne, aujourd'hui archiviste de la Confédération.

étaient déjà écrits. Malheureusement, les circonstances lui don-
nèrent une vieillesse agitée. On sait qu'en 1559, une crise mi-
politique, mi-théologique, qui se préparait depuis plusieurs
années amena la destitution de Viret, qui fut suivie du départ
de tous les Français établis à Lausanne comme professeurs ou
régents. Cordier fit cause commune avec eux et se rendit à Genève
se mettre sous la protection de son ancien élève Calvin. Le ban-
nissement de Viret étant du mois de février 1559 (1), il est probable
que Cordier se rendit à Genève dans le courant du même hiver (2).
Le 7 septembre suivant, il éprouva un nouveau malheur : son
ami Robert Estienne mourut. Privé de toute ressource, dépouillé
de la pension que lui avait accordée le Conseil de Berne, Cordier
présenta une requête au gouvernement de Genève pour obtenir
un logement, « narrant comme l'on lui a fait la grâce de le faire
venir vivre et mourir icy en l'Église de Dieu » (13 octobre 1559).
On fit même une collecte en sa faveur.

Rien ne nous empêche de croire que ce n'est qu'à son arrivée
à Genève qu'il apprit les nouvelles d'Angleterre qui lui inspirèrent
le colloque dont nous nous occupons. Dans ces temps, les événe-
ments n'étaient connus au loin que longtemps après qu'ils avaient
eu lieu, et Cordier menait à Lausanne une vie particulièrement
retrée; il écrivait peu, et personne ne songeait à lui adresser des
lettres pour le mettre au courant de ce qui se passait.

Cette supposition est confirmée par la lecture attentive de
ce colloque. Les deux écoliers qui y figurent s'appellent Ambroise
et Gratien. Ces noms ne nous disent rien. Gratien est triste par
ce que son père est absent depuis quatre mois, il est parti pendant
l'été pour Paris et l'on ne sait rien de lui. Ambroise lui suggère
alors que le voyageur peut avoir passé en Angleterre. En effet, on
y jouit de la liberté de l'Évangile et l'idolâtrie y est abattue
(*idolatria profligata*) (3) tandis qu'autrefois ce marchand genevois
se plaignait quel'accès dans ce pays lui fût difficile pour trafiquer.

Comme Ambroise s'étonne que son ami ne soit pas au courant
de ces circonstances, Gratien lui répond qu'il demeure mainte-

(1) Le 6 février Viret était encore à Lausanne. Voir Jean Barnaud, *Quelques lettres inédites de Pierre Viret*. Saint-Amans, 1911, p. 118.

(2) Avant de partir, il toucha encore le troisième trimestre de sa pension pour l'année 1558-1559 probablement au mois de mars. Je dois ce renseigne-
ment à l'obligeance du regretté M. de Cérenville, sous-archiviste à Lausanne.

(3) Dans l'édition de Paris (Gabriel Buon) 1568, ce passage est arrangé de
la façon suivante : *A. Illic enim nunc est libertas maxima. — G. Quam liber-
tatem dicis? — A. Navigationis quæ illic est tutissima. — G. Ain' tu igitur
pacem nunc esse in Britannia? — A. Certa res est. — G. Atque bellum proflig-
atum? — A. Omnino. — G. O auditu jucunda evangelia! — A. Immo jucun-
dissima.* La liberté religieuse a été remplacée par la liberté de la navigation.
Communication de la Bibliothèque de la Cour de Munich.

nant dans le coin le plus reculé de la ville. Pour appuyer son récit, Ambroise l'informe que la plupart des Anglais ont déjà quitté la ville, où ils s'étaient retirés comme dans un asile, et qu'il tient d'un de ceux qui restaient encore que tous les fugitifs étaient reçus dans leur patrie avec la plus grande humanité.

Puisque ce dialogue est censé se tenir plusieurs mois après le départ du père de Gratien, qui a eu lieu en été, on peut le fixer dans l'hiver 1558-1559. L'avènement d'Élisabeth commençait déjà à déployer ses effets; on sait que la communauté anglaise fut dissoute en 1560.

C'est peu de temps après que Cordier a écrit son dialogue, dans les premiers temps de son séjour à Genève.

Il semble s'excuser de son ignorance d'un événement aussi important en s'incarnant dans la personne de Gratien qui allègue son séjour loin du Molard et du centre des nouvelles.

II

Venons-en à un autre colloque, le plus connu de tous ceux qu'a écrits notre auteur. C'est le vingt-deuxième du livre IV, qui commence par ces mots : *Quid est quod hodie*. Il raconte un banquet auquel a assisté le principal interlocuteur, nommé *Castrinovanus*. On en a conclu généralement que la scène de ce colloque doit être cherchée à Neuchâtel, parce que, comme chacun sait, Neuchâtel était appelé *Novum Castrum* dans le latin du moyen âge; mais si Cordier avait entendu par là un Neuchâtelois, il aurait certainement dit comme les réformateurs *Neocomensis*. Les *quatuor Syndici* qui y prirent part pourraient être à la rigueur les quatre ministres de Neuchâtel; mais il est plus naturel d'y voir les quatre syndics de Genève. Ce qui achève de démontrer que ce fut là qu'eut lieu ce repas pantagruélique, c'est la désignation des vins. Si ce dîner avait été mangé à Neuchâtel, il eût été arrosé le vin du pays; Cordier nous dit qu'il y en avait de toutes les couleurs, et que le meilleur était le vin d'Arbois. Or, encore maintenant, on boit beaucoup de vin d'Arbois à Genève.

« *Castrinovanus* » doit désigner un Châteauneuf élève de Cordier. Il se donne comme le neveu de l'hôte, qui est probablement Ami de Châteauneuf, syndic en 1529, 1566, 1570, 1574, 1578, 1584 et 1591 (1). L'autre interlocuteur est Varro, sans doute le fils soit d'Anne Varro qui fut six fois honoré de la magistrature suprême, soit de Michel Varro qui eut deux fois le bâton syndical.

(1) Voir la liste des syndics dressée par M. l'archiviste Grivel dans le *Bulletin* de l'Institut national genevois (année 1859).

Le dîner avait un caractère semi-officiel, puisqu'on y voit figurer, avec les quatre syndics, le lieutenant de la ville, deux autres conseillers d'État et deux amis de l'amphitryon. L'un d'eux devait être Cordier lui-même, qui est désigné par le mot de *praeceptor*. Or, il a été nommé régent de cinquième en 1562, et les colloques ont été imprimés dans l'hiver 1563-1564; il est évident que Châteauneuf n'était pas syndic, lorsqu'il offrit à dîner à ses amis; il faut donc fixer la date du banquet à 1563 et au printemps, car le menu comportait des cerises et des pois mange-tout. Le vénérable pédagogue avait plus de quatre-vingts ans, ce qui explique pourquoi on l'accompagna avant et après le repas. C'est probablement le dernier colloque qu'il a écrit; en le publiant, il marquait sa reconnaissance au généreux magistrat.

Avec le maître de la maison, sa femme et son fils, il y avait douze personnes à table. Castrinovanus servait. Aucune dame n'était présente, si ce n'est M^{me} de Châteauneuf, qui était assise au bout de la table, et s'est levée plusieurs fois pour surveiller le service. Son mari était au milieu.

On se mit à table à dix heures et le repas dura jusque vers midi. On servit d'abord comme hors-d'œuvre de petites croûtes au miel, avec de l'hypocras, des jambons salés, des andouilles fumées, des saucisses, des langues de bœuf salées et fumées « et ce pour inciter l'appétit et aiguïser la soif ». Dans le même service on vit paraître et disparaître des salades de laitue, de la fresure de volaille, des boulettes de veau cru.

Au second service furent apportés un pâté de viande, des poulets bouillis avec laitues, du bœuf, du mouton, du veau, du porc fraîchement salé avec jus assaisonné aux jaunes d'œuf, safran et verjus et autres jus aux herbes. Mais à peine ces choses étaient-elles sur la table que l'on commanda aux serviteurs de les enlever.

Le troisième service était composé de poulets, de pigeons, d'oisons farcis, de cochons de lait, de lapins, d'épaules de mouton, enfin de deux sortes de venaison mises en pâte, et en outre deux perdrix avec un levraut, des fèves fricassées et des pois mange-tout.

Puis vinrent les poissons : une truite immense, divisée en quatre, sans compter la queue, un grand brochet également en quatre morceaux, et beaucoup d'autres poissons bouillis et rôtis et des écrevisses; mais « cela était plutôt pour la montre que par nécessité, car on n'en goûta quasi point » et chaque mets était accompagné de sauces savantes, câpres, citron, etc.

Enfin au dessert, M. de Châteauneuf fit apporter du fromage frais bien gras et du vieux de plusieurs espèces, des tartes, des gâteaux, du riz au lait bien sucré, des abricots, des figues, des

cerises, des raisins secs, des dattes, du dessert, des confitures de différentes sortes. Lorsque le maître du logis vit que ses hôtes étaient fatigués de manger, de boire et de parler, il leur fit verser une dernière rasade et ordonna de passer de l'eau odoriférante pour se laver les mains. Les enfants dirent les grâces et le premier syndic dans un discours soigné remercia M. de Châteauneuf en lui reprochant d'avoir traité ses convives avec tant de luxe. Puis on se sépara; l'amphitryon entraîna Cordier à part pour lui recommander son fils et son neveu.

Le narrateur ajoute : « Une si grande abondance de vivres ne sert qu'à charger l'estomac et à produire beaucoup de maladies; mais quoi? C'est ainsi qu'on vit maintenant. Et cependant, à ce que j'ai entendu dire, il existe des lois somptuaires dans cette cité. » — « Oui, répond son interlocuteur, mais les lois sont muettes au milieu des banquets, comme dit Cicéron. »

Une question se pose; ce menu a-t-il été vraiment servi? Pour un dîner de douze personnes, il nous semble fortement exagéré et nous soupçonnons l'auteur de l'avoir corsé pour avoir l'occasion de mettre dans la tête de ses élèves un nombre aussi considérable que possible de termes culinaires latins.

III

Le colloque trente-quatrième du IV^e livre (*Salve ambulator optatissime*) est un des plus amusants de la collection. Il est d'une fraîcheur telle qu'il semble que Cordier n'a fait que transcrire les propos qu'il entendait, en y ajoutant toutefois quelques paroles édifiantes. C'est Stephanus qui raconte son voyage en Italie à Phrygio.

Il y a bien vu, il est vrai, des *scelera*, mais ce qui l'emporte c'est l'enthousiasme sur les beautés des pays qu'il a visités et l'excellence des vins qu'il a bus, au point que ceux de Suisse ne sont en comparaison que du *villum*, du petit vin.

Ce souvenir lui arrache des expressions de reconnaissance envers Dieu : *Non enim solum ea creasti nobis ad victum quæ terra sponte sua producit : sed etiam tot genera rerum delicatissimarum.* « Non seulement tu as créé pour notre nourriture les choses que la terre produit spontanément; mais encore tant de sortes d'aliments si délicats. » Le but de son voyage était de voir quelques-unes des villes les plus célèbres : il a été à Gênes, à Florence, à Venise, à Rome dont on disait autrefois qu'elle était la capitale du monde, mais « maintenant elle est la source et l'origine de toutes les abominations. » — Phrygio : « Et as-tu vu ce monstre (*bestia*)? » Stephanus : « Je l'ai vu en passant comme on le portait

par les rues en spectacle à ce que je crois (1). » A son retour il a passé par Bologne, Padoue, Milan. Dans chaque ville il est resté trois mois *in vario litterarum genere*, dans des études littéraires variées; en d'autres termes il a beaucoup fréquenté les bibliothèques et il a feuilleté un grand nombre de manuscrits précieux.

Ce Stephanus est évidemment Henri Estienne qui fit dans sa jeunesse un voyage scientifique en Italie dont il revint à Paris en 1550. Il repartit immédiatement pour l'Angleterre et en 1551 il rejoignit son père à Genève, où toute la famille s'était transportée secrètement. Il est fort possible que Cordier fit alors une visite à Genève à ses anciens amis et qu'il entendit les récits de voyage du jeune homme. Tout l'enjouement que les contemporains attribuent au célèbre humaniste se manifeste dans ce récit, qui a été écrit, pour ainsi dire, sous dictée. Treize ans plus tard, il devait imprimer la première édition des Colloques, comme son père, auquel Cordier devait sa conversion, avait imprimé la première édition du *De corrupti sermonis emendatione*.

IV

Un autre colloque nous ramène aux Estiennes. C'est le second du premier livre (*Salve praeceptor*); il relate une conversation du maître, c'est-à-dire de Cordier lui-même avec l'élève Stephanio. Celui-ci raconte que, réveillé par son frère, il s'est levé de bonne heure et qu'il a commencé la journée en disant l'oraison dominicale en français (2). Puis, avant de déjeuner, il récite à son maître sa leçon qui porte sur le nom des différentes parties de la tête. Or nous savons qu'après 1548, Robert Estienne mit cinq de ses enfants en pension chez divers professeurs et maîtres de Lausanne (3). Stephanio, que le *praeceptor* traite avec la plus grande amitié, est probablement, ainsi que son frère, un des enfants puînés de l'illustre imprimeur et ils étaient pensionnaires de Mathurin Cordier. Ce colloque est donc postérieur à 1548.

V

Si nous nous reportons au second livre des Colloques, nous en trouvons deux qui évidemment font allusion aux événements de 1562-1563.

(1) Ce passage est supprimé dans un grand nombre d'éditions.

(2) Les éditions anciennes ont bien *P. Qua lingua? — S. Gallica*. Plus tard, on a substitué *Latina* à *Gallica*. Ces modifications et celles que nous avons signalées plus haut prouvent les efforts que les éditeurs ont faits, dès le début du xvi^e siècle, pour introduire les colloques dans les écoles catholiques en leur enlevant leur caractère protestant.

(3) Renouard, *Annales de l'imprimerie des Estiennes*, 2^e édition, 1843, p. 317 et

D'abord le numéro 22 (*Unde venis?*), qui a pour interlocuteurs Rosset et Ferrier (deux noms bien genevois), nous apprend qu'il circulait à Genève certains bruits concernant « la guerre et les autres affaires de France ». Il s'agit probablement de la première guerre de religion, qui avait éclaté en 1562 à la suite du massacre de Vassy. Ce qui confirme cette supposition, c'est le numéro 12 (*Ecquid habes novi?*), où Melchisédec communique à Cléophile le contenu d'une lettre de Lyon apportée par un pêcheur, et renfermant de bonnes nouvelles concernant l'Évangile. Quelles peuvent être ces informations? Dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai 1562, les protestants, sous les ordres du baron des Adrets, s'étaient emparés de Lyon. Plus tard, l'édit d'Amboise (mars 1563) avait mis Lyon parmi les villes qui pouvaient conserver le culte protestant. On leur réserva quatre églises. Le gouverneur François d'Agault, comte de Sault, montrait « meilleure volonté que jamais à l'avancement du règne de Jésus-Christ et de son Église ». Ces paroles sont extraites d'une lettre de Viret au Conseil de Genève du 13 juillet 1563 (1). Il est très probable que c'est de cette lettre qu'il est question dans le colloque de Cordier. Elle lui fut donc communiquée, ce qui est très possible, et les espérances que Viret manifestait sur les succès de l'Évangile avaient trouvé un écho dans son cœur de Français, tandis que la prise de Lyon par le baron des Adrets ne fut l'objet d'aucune communication de son ancien ami, qui n'était pas à Lyon à cette époque, et d'ailleurs les violences dont cet acte fut accompagné ne durent pas être du goût du doux Cordier. Si notre hypothèse est conforme à la vérité, le frère dont Melchisédec tient la nouvelle serait Viret lui-même. Ce colloque serait donc contemporain de celui où il décrit le festin que lui avait offert M. de Châteauneuf.

1548, 1551, 1559, 1562, 1563, telles sont les dates que nous avons pu fixer pour quelques-uns des colloques de Cordier. Les deux premières se rapportent à ses relations avec la famille Estienne; les autres nous amènent au temps où Cordier fugitif avait de nouveau trouvé un asile à Genève. Cette période semble avoir été pour le vieillard une période d'activité toute particulière. Sans doute, il serait facile de retrouver dans les autres colloques, ne fût-ce que dans les noms propres, des traces de son passage à Neuchâtel et à Lausanne, mais jamais, semble-t-il, il ne se mêla davantage aux événements qui se déroulaient dans sa patrie. Cela se manifesta encore dans un autre écrit. Lorsque l'on

320, citées par Bernus, *L'imprimerie à Lausanne et à Morges jusqu'à la fin du XVI^e siècle*, Lausanne, 1904.

(1) Jean Barnaud, *op. cit.*, p. 132.

annonça la convocation des États-Généraux de Pontoise, en 1561, il se rappela qu'il était poète. Hélas ! pour sa renommée littéraire, il aurait mieux fait de ne pas s'en souvenir, mais il vit alors s'ouvrir devant lui une perspective magnifique : le peuple français devenant protestant, et il écrivit en mauvais vers ses *Remontrances et exhortations au Roy très chrestien et aux Estats de son Royaume sur le faict de la religion*, qu'il publia à Genève chez Jean Rivery. Ce volume commence ainsi :

Seigneur, qui tes enfans adresses
Par tes drois sentiers et adresses,
Vueilles devant nous les dresser
Pour nous conduire et adresser.

Fay que ton Esprit nous accorde
En vraye union et concorde,
Sans nulle contradiction,
Loin de trouble et sédition.

Fay que, devant toute entreprise,
Nous pourvoyons à ton Eglise,
Selon que tu as ordonné
En ton conseil déterminé.

Fay que toute l'idolatrie
Et fausseté et menterie
En soit chassée, et qu'en son droit
La vérité remise soit.

Fay que nostre esprit soit docile
A recevoir ton Évangile :
Fay nous un mesme advis sentir
Et à ton vouloir consentir,

Afin que toute obéissance
Rendue soit à ta puissance :
Et que nous tous, par vraye foy
Plantiez en Christ, servions à toy.

Ainsi soit-il.

J. LE COULTRE-

Septembre 1914.

SÉANCES DU COMITÉ

26 mai 1914

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. R. Allier, général d'Amboix de Larbont, H. Aubert, G. Bonet-Maury, E. Chatoney, J. Pannier, R. Reuss, L. Tanon, J. Viénot et N. Weiss.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le pasteur A. Mailhet qui assiste à la séance, présente des explications sur le catalogue des 200 premiers numéros des manuscrits, catalogue dont il soumet la minute au Comité.

M. John Viénot insiste pour que le travail soit continué pendant le mois d'août. M. Mailhet veut bien y consentir. Le secrétaire soumet une offre d'un imprimeur de province pour l'impression de la table du *Bulletin*, à 1000 exemplaires, prix à forfait, corrections comprises, d'après un échantillon qui a été soumis antérieurement au Comité. Le secrétaire est autorisé à traiter sur ces bases et à amorcer le travail après revision des trois premières lettres de l'alphabet le plus tôt possible. Il met ensuite le Comité au courant de nouvelles démarches qu'il a faites, à cause du changement de ministère, pour que l'avis du Conseil d'État, du 25 mars, concernant le legs Bertin soit transformé en autorisation définitive.

Le président entretient ensuite ses collègues des négociations entamées au sujet du lieu où se tiendra la prochaine assemblée générale de notre Société.

Bibliothèque. — M. le professeur F. Brunot lui a offert un exemplaire des cinq premiers volumes de son *Histoire de la Langue française, des origines à 1900*.

Le secrétaire a acheté à la vente des livres de feu M. de Ruble un manuscrit in-4° du XVIII^e siècle intitulé : *Histoire des Reformes de France sous les règnes de François I^{er}, Henri II, François II, Charles IX, Henri III, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV* : Un deuxième volume, de la même écriture, est intitulé : *Histoire de la Décadence de l'autorité de Marie de Médicis et de ses infortunes, celle de Gaston duc d'Orléans où sont comprises les morts tragiques*

du maréchal et de la maréchalle d'Ancre, du maréchal de Marillac, du maréchal duc de Montmorenci et autres, le tout sous le règne de Louis XIII. — La famille de Pourtalès a aussi déposé un exemplaire du volume du Dr Louis Malzac, *Les Pourtalès, Histoire d'une famille huguenote des Cévennes 1500-1860.*

30 juin 1914

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Piaux, MM. R. Allier, général d'Amboix de Larbont, E. Chatoney, E. Rott et N. Weiss. M. le pasteur A. Mailhet est prié de prendre part à nos délibérations. M. R. Reuss se fait excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président donne lecture d'une délibération du procès-verbal du Conseil presbytéral de l'Église réformée de Montauban nous invitant officiellement à tenir notre assemblée générale dans cette ville au mois de novembre prochain. Dans la même séance du Conseil presbytéral une délégation a été nommée et chargée d'inviter le doyen de la Faculté de théologie libre et l'Église qui s'y réunit à prendre part à notre assemblée. MM. le doyen Émile Doumergue et le pasteur Daniel Benoît ont répondu favorablement à cette invitation.

Au musée du Désert une fête de la jeunesse convoquée pour le lundi de Pentecôte a groupé autour d'un culte spécial les Églises voisines de Mialet. Étaient présents environ cinq à six cents jeunes gens qui furent édifiés par M. le pasteur Ponsoye, de Montpellier. On projette de convoquer, pour les Églises du littoral méditerranéen, une réunion analogue aux îles Sainte-Marguerite où furent détenues et moururent martyres quelques-unes des plus héroïques victimes de la Révocation. Au synode d'Amiens convoqué pour le 15 juin, M. le doyen Doumergue a présenté un vœu en faveur du musée du Désert. Enfin M. le président rappelle que le 21 août 1915 sera l'anniversaire centenaire du premier synode général du Désert convoqué et présidé par Antoine Court. Il espère que cette date importante ne passera pas inaperçue.

M. le pasteur Mailhet donne ensuite des détails sur le catalogue ou plutôt l'inventaire sommaire de nos manuscrits dont il s'occupe avec la plus grande assiduité. Il est décidé que, pour gagner du temps, il continuera ce travail pendant le mois d'août.

Bibliothèque. — Le général d'Amboix lui offre les quatre volumes in-4°, non mis dans le commerce et devenus rares, de *l'Inventaire historique et généalogique des Documents de la famille de Lévis Lérans, devenue de Lévis Mirepoix.*

1^{er} décembre 1914

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. G. Bonet-Maury, R. Reuss, E. Rott et N. Weiss. MM. F. Buisson et Chatoney se font excuser.

Les quelques membres du Comité qui ont pu répondre à la convocation prient le secrétaire de lire le procès-verbal de la dernière séance, qui est du 30 juin et qui est adopté.

Puis le président prend la parole pour exprimer, au nom de tous, la douloureuse sympathie qu'ils ont éprouvée à la nouvelle de la mort glorieuse, face à l'ennemi, à Cauroy-les-Hermonville, le 25 septembre dernier, de Paul Reuss, ingénieur, l'un des fils de notre cher collègue et l'un des nombreux Alsaciens qui ont déjà donné leur vie pour leur petite et leur grande patrie.

Le secrétaire rend compte de ce qui a été fait depuis la déclaration de guerre par le président et par lui-même pour mettre autant que possible en sûreté nos collections et exprime l'espoir de faire paraître en février ou mars un fascicule du *Bulletin* qui terminera tant bien que mal l'année 1914.

L'assemblée générale qui devait se tenir à Montauban n'a naturellement pu avoir lieu; pourtant les Églises protestantes de la région se sont réunies à ce moment. Le *Bulletin* que nous avions continué d'envoyer à tous les pasteurs de France en vue de la fête de la Réformation a été remplacé par une circulaire qui a paru dans deux de nos journaux religieux et a été reproduite en partie dans un troisième. Le secrétaire a pu, à l'occasion de la même fête, au Havre, en présence de quelques représentants du gouvernement belge, attirer l'attention sur l'histoire aussi captivante que peu connue des premiers héros de la liberté religieuse dans la Belgique du xvi^e siècle. Cette conférence doit être répétée à Paris. Les événements qui nous atteignent tous ont naturellement atteint aussi la situation financière de notre Société. Une de nos ressources, entre autres, c'est-à-dire les dons que nous envoyaient un certain nombre d'Églises à l'occasion de la fête de la Réformation, ne nous étant parvenus qu'en très petit nombre, il faudra établir pour 1915 un budget réduit.

Bibliothèque. — Elle a reçu, de M. R. Garreta, une réduction en plâtre, au cinquième de la grandeur de l'original, de la célèbre fontaine de Saint-Maclou, à Rouen, qui est, comme on sait, de Jean Goujon. Cet intéressant document archéologique et artistique a été exécuté en 1901 par le sculpteur A. Foucher et il ne semble pas qu'il en existe d'autre exemplaire.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Un voyage en Allemagne et en France en 1517 (1)

L'historien de la Papauté (depuis le ^{xv}^e siècle), Louis Pastor, découvrit en 1893, à la Bibliothèque de Naples, un manuscrit napolitain du ^{xvi}^e siècle, où le chanoine de Beatis racontait jour pour jour un voyage « de plaisance, de curiosité, d'instruction » de son maître, qui était un descendant de la maison royale d'Aragon et qui, peu après son retour, mourut (21 janvier 1519) d'une fièvre maligne, âgé de quarante-quatre ans et demi. Le récit du chanoine de Melfi, qu'il acheva dans cette même ville le 20 juillet 1521, est assez intéressant pour que le traducteur mérite toute notre reconnaissance. Après la mort du cardinal, son fidèle secrétaire, qui, « étant né dans la Pouille, n'a jamais fait profession du dialecte toscan... adressa différentes copies de son journal aux amis et aux protégés du défunt. Deux de ces copies sont connues » : celle qui a servi à la présente traduction, et celle qui est dédiée au secrétaire du cardinal Scripando (31 août 1521). Le cardinal Louis d'Aragon était « un des premiers personnages de la cour pontificale », petit-fils du roi de Naples Ferrante I, parent de rois d'Espagne, neveu de la reine de Hongrie. Aussi, même en ce voyage d'agrément, ne fut-il pas un simple touriste et subit-il l'influence des constellations politiques. Beatis avoue que la raison principale du voyage fut de faire la connaissance du jeune prince Charles, aujourd'hui roi d'Espagne, demain l'empereur Charles-Quint. Son rival François I^{er} et Léonard de Vinci reçurent aussi la visite de l'illustre voyageur, qui, il faut l'avouer, a bien choisi son heure ou a été bien servi par le hasard « dans ce moment de paix profonde, avant les désastreuses guerres de la suite du siècle » ;

(1) *Voyage du Cardinal d'Aragon en Allemagne, Hollande, Belgique, France et Italie (1517-1518)*, par Don Antonio de Beatis. Traduit de l'italien d'après un manuscrit du ^{xvi}^e siècle, avec une introduction et des notes, par Madeleine Havard de la Montagne. Préface de Henry Cochin, Perrin, 1913. xxx-327 p. avec 16 gravures. 5 francs.

il voit les régions qu'il traverse « dans un état magnifique de richesse et de prospérité ». Le traité de Cambrai (11 mars) vient de mettre fin, provisoirement 'du moins, aux guerres d'Italie; Luther n'a pas encore ébranlé l'Europe par ses thèses; Maximilien est encore vivant et l'on ne se dispute pas encore son héritage ouvertement. Mais voyons un peu l'itinéraire de ce voyage qui coûta environ 15 000 ducats et auquel ne prirent part que (!) 35 personnes à cheval, dont dix gentilshommes ayant chacun son valet, un médecin, deux cuisiniers, un interprète, un économe, etc.

On quitta Ferrare le 8 mai et on coucha à Trente le 12. Là, les milles allemands remplacèrent les milles italiens, qui sont cinq fois plus petits, tandis que les milles suisses (p. 54) sont le double des allemands. Puis on visita Innsbruck, Augsbourg, Nuremberg, Constance, où l'on « entre par un grand et beau pont de bois sous lequel commence le Rhin »; car « bien que ce fleuve ait sa source à 5 milles au-dessus du lac, il ne prend son nom qu'à la sortie de celui-ci » (p. 52). C'est à Laufenbourg qu'il « commence à être navigable » et là aussi commence la pêche du saumon. « A Bâle, on s'embarqua, le 14 juin, dès la pointe du jour; nous étions dans un premier bateau avec le cardinal; les chevaux et les palefreniers suivaient dans un second. Le soir, au coucher du soleil, nous arrivions à Strasbourg. Notre trajet par eau avait été de 20 bons milles, il n'y en a que 14 par terre ». Beatis se trompe évidemment en plaçant Strasbourg (p. 57) à un demi-mille italien « du Rhin, c'est-à-dire à moins d'un kilomètre. A la page suivante, il donne la même longueur au pont de Kehl. La méprise vient peut-être de ce qu'ils sont arrivés jusqu'en ville, « par eau, au moyen d'un canal creusé artificiellement », qui « est d'une telle largeur qu'il fait penser au grand Canal de Venise ».

Le 18 juin, on se rend par Rastatt à Spire, où l'on attend cinq jours le retour du comte palatin et de François de Sickingen, qui devait rapporter des passeports. Mais on ne le trouva qu'à Mayence, « avec les saufs-conduits de l'empereur et en compagnie des électeurs de l'empire qui devaient se rassembler dans cette ville pour justifier son état de guerre avec Worms ». Par Coblenz, on arrive à Cologne que le bon chanoine appelle, assez témérairement, « le point extrême de la Haute-Allemagne », pour justifier, sans doute, la « description résumée de ce qui caractérise » cette région, dans laquelle « on ne trouve pas trace de poux ou de punaises, soit à cause du froid, soit que cela tienne à une sorte de mixture dont on enduit le dessus et le dessous du matelas ». C'est la page 68 qui nous offre cette perle.

Dans cette même région, les brebis sont « en petit nombre, probablement parce que le froid et les neiges les empêchent de

vivre. Quant aux porcs, il n'y en a guère non plus, car les Allemands ne mangent leur viande que salée. Les fromages sont médiocres. En général, les Allemands ne les aiment que pourris... Les femmes, quoiqu'elles tiennent leur ménage et leur vaisselle très proprement, sont généralement elles-mêmes très sales, tout habillées de robes faites d'étoffes grossières; cependant elles sont belles et fort agréables » (p. 70).

Mais ce qui surprend le plus notre naïf chanoine, c'est que dans les églises, le chœur « est réservé aux prêtres. Là, on ne parle pas d'affaires et on ne s'amuse pas comme dans les églises d'Italie. On suit avec dévotion l'office divin, tous restent à genoux durant les prières ». Ce spectacle lui paraît tellement extraordinaire qu'il y revient plusieurs fois : « Quand je vois le profond recueillement des fidèles, tant d'églises neuves partout, et que j'évoque nos cérémonies italiennes, nos pauvres églises tombant en ruines, j'éprouve quelque envie et je suis navré du peu de religion de notre pays. » Et encore, p. 123 : « On ne circule pas dans les églises et encore moins y bavarde-t-on comme dans celles d'Italie. Les prêtres sont très longs à dire leur messe, en quoi ils diffèrent beaucoup des Italiens. »

Le voyage continue le 1^{er} juillet sur Aix-la-Chapelle et Maëstricht, dont la description est illustrée d'un *lapsus* qui semble imputable à la traduction : La Meuse est « navigable jusqu'à 25 milles allemands vers Burgund où elle prend sa source ». Aurait-on pris la Bourgogne pour un village?! Le 5, on va déjeuner à Malines, « superbe ville... nulle part, nous n'avions remarqué de rues plus spacieuses et plus élégantes ». Rotterdam aussi « est une très jolie ville de 1 800 foyers ». De Delft, « à 3 heures — heure allemande — ou 19 heures — heure italienne — nous remontions en voiture et à 1 lieue nous trouvions une petite ville sans murs, nommée La Haye, tellement jolie qu'elle ne redoute aucune comparaison. Bien qu'en Hollande on trouve les plus belles femmes des Flandres, c'est encore La Haye qui est privilégiée à cet égard ». Entre Gouda et Gorkum, on traverse « la belle ville de Schoonhoven » (?).

A propos de Calais (p. 112), Beatis fait un gros anachronisme que la traductrice accepte sans sourciller : « Le roi d'Angleterre, allié à l'empereur, l'enleva aux Français la 1^{re} année du pape Léon ». Et une note a soin de préciser : en 1513. On sait que Calais resta au pouvoir des Anglais de 1346 à 1558.

Puis vient de nouveau un aperçu des mœurs et coutumes des Flandres, où « nous avons trouvé en été les nuits plus courtes d'une heure qu'en Italie » (p. 115) et où, toujours comme en Allemagne, « les femmes, peut-être à cause du beurre ou de la bière, ont toutes de mauvaises dents, et cependant leur haleine

n'est pas mauvaise, car elles sont saines et ont bon estomac. Si quelqu'une de ces belles a de bonnes dents, on peut bien dire qu'elle est la plus belle de toutes. A cause du beurre et du laitage dont on y use beaucoup, ces pays abondent en lépreux. » Mais « les gens y sont bons et aimables » et surtout d'une telle honnêteté que si on allait jeter dans leur maison tout l'or du monde, on peut être sûr que personne n'y toucherait » (122). Quant aux hôtelleries, elles « sont fort bien tenues et les femmes sont si capables qu'elles les dirigent, tiennent les comptes et font tout ».

Passons en France : « Le 9 août, nous sommes allés de Boulogne déjeuner et dîner à Montreuil... Dans ces deux villes, hommes et femmes, bien que parlant français, ont toutes les coutumes de la Flandre. » A Abbeville, « toutes les femmes portent, au-dessus de leurs voiles, des barrettes comme celles des prêtres ; c'est d'autant plus vilain que les femmes sont généralement elles-mêmes très laides ». Notons que la Picardie est le seul pays, de tous ceux qu'il a traversés, où les femmes ne lui semblent pas belles. La remarque de l'Introduction (p. 5) sur « une tendance bien marquée à juger les personnes de plus en plus belles à mesure qu'il redescendra vers son midi natal », ne repose donc absolument sur rien.

A Rouen (p. 140), le narrateur nous apprend qu'en approchant de l'Océan, la Seine se divise en plusieurs bras. C'est sur les bords de ce fleuve que, le 4 septembre, il lui advint une aventure fort désagréable. « J'y passais la nuit, lorsque vers une heure du matin, quelqu'un m'a volé de l'arçon de ma selle, ma bougette qui contenait quelques hardes usuelles, des écrits et... 10 ducats. Et de même que j'ai eu à louer les Allemands et les Flamands, les ayant trouvés d'une très grande loyauté et bonne foi jusqu'aux plus pauvres et misérables d'entre eux, de même, pour ce qui est des Français, ayant eu à souffrir d'eux un vilain tour, je me trouve contraint de ne point dissimuler le vrai à leur sujet ; et donc, il est certain que, dans toutes les provinces françaises — je ne parle pas des gentilshommes qui, nulle part ailleurs, ne vivent d'une manière plus brillante et plus libérale — les gens du peuple m'ont paru à l'ordinaire plus vils, plus fainéants et plus vicieux qu'on ne peut l'imaginer. » Voilà le jugement aussi net que sommaire qu'on s'attendait le moins à trouver dans la bouche d'un compatriote des brigands des Abruzzes et des lazzaroni. Quoi qu'il en soit, suivons-le encore à Paris, qui ne lui en impose guère. Avant d'y arriver, de Poissy, il traverse « un petit bois qui ne s'est jamais développé et s'appelle encore aujourd'hui le bois de la Trahison, parce que Ganelon y trahit le roi Charlemagne » (p. 153). Ce qu'il trouve excellent à Paris, on ne le devinerait jamais, c'est le vin

de sa banlieue : il n'en a jamais bu de meilleur (textuel). Par contre, la plupart « des rues sont trop étroites et très fangeuses ; et, avec cela, il y circule une telle quantité de voitures qu'il est plus dangereux de chevaucher à travers que de naviguer dans les syrtes de Barbarie ». Mais ce qui l'y frappe, c'est qu'hommes et femmes « exercent publiquement les métiers les plus divers, de telle façon que je ne crois pas qu'il y ait au monde une ville qui possède même la moitié des métiers de celle-là ». Comment accorde-t-il cette réflexion avec l'accusation de fainéantise qu'il nous adressait tout à l'heure ? C'est ce qu'il ne nous dit pas et ce que nous voudrions bien savoir.

De Paris, il se dirige par Lizieux, Caen et Bayeux, sur le mont Saint-Michel qu'il décrit avec complaisance, puis sur Rennes, Nantes, Angers, Tours. A Amboise, « Sa Seigneurie alla visiter avec nous, dans un faubourg, messire Léonard de Vinci, âgé de plus de 70 ans » (p. 192). Par Blois et Bourges, il arrive à Lyon, « où l'on exerce dans la perfection de nombreux métiers », et « où le commerce est très actif ». Et notre fainéantise ? Que serait-ce donc, si nous n'étions pas fainéants ? Mais que dit-il des Lyonnaises ? « Les femmes y sont plus belles qu'en aucune ville de France. Tant par son commerce que par ses hommes, ses femmes et son aspect, Lyon a un je ne sais quoi de la belle Italie, ce qui me la fait juger la plus belle ville de France. »

Par Chambéry, où il vit le Saint-Suaire et où, naturellement, les femmes sont belles, ville riche, d'ailleurs, de « nombreux métiers et d'hommes de bien » (ô fainéantise ! il est vrai que nous sommes en Savoie), il atteint, le 29 octobre, la Grande-Chartreuse, dont la route « est si abrupte que je la considère comme le chemin le plus périlleux et le plus long que j'aie jamais fait de ma vie ». On y « soupe fort mal, on déjeune d'une façon pire, on dort encore plus mal sur de petits lits de paille sans draps avec de grossières peaux de moutons pour couvertures ». Juste deux mois après, il était à la Chartreuse de Pavie, qui, « quoique moins vaste que celle du Dauphiné, est bien plus belle, et ses cloîtres et cellules sont beaucoup mieux compris. De plus, elle possède l'église la plus belle que nous ayons vue dans tout le voyage ». C'est que nous sommes en Italie, le paradis de Beatis. Il est vrai que la note de la page 295 nous rappelle que Comines partage son avis. Mais revenons au Dauphiné.

Après Grenoble, Avignon. Comme vous le devinez, « les femmes y sont très belles ; quoiqu'elles portent le costume français, la plupart d'entre elles n'arborent pas sur la tête des chapeaux comme en France, mais des coiffures spéciales bien plus jolies ». Il quitte notre pays par Cannes et Nice, mais non sans jeter un coup d'œil rétrospectif sur les mœurs et coutumes,

les choses et les gens. Nous avons la satisfaction d'y apprendre que chez nous « on se loge bien et de meilleure façon qu'en Allemagne », et qu'on y mange si bien « que pour une épaule de mouton rôtie avec de petits oignons, comme on l'accorde dans toute la France, on laisserait volontiers la chère la plus délicate » (p. 253). Mais « les hommes sont de petite taille et manquent de prestance, sauf les gentilshommes qui ont généralement très bonne figure ». Ceux-ci « sont affranchis de toute imposition, tandis que les paysans sont exploités et pourchassés plus que des chiens ou des esclaves ». Mais voici encore un jugement qui devient drôle à force d'être sommaire : « Tous les Français sont avides de s'amuser et de vivre gaiement. Ils s'adonnent à la nourriture, à la boisson et aux plaisirs galants à tel point que je ne sais comment ils peuvent faire encore quelque chose de bon ! »

Citons, d'autre part, ce nouvel exemple de crédulité : « En Bretagne, M^{sr} l'évêque de Nantes, le comte de Laval et beaucoup d'autres seigneurs affirment que, de la putréfaction des mâts des navires qui sombrent dans ces eaux, naissent certains oiseaux qui ne sortent de l'eau pour vivre sur la terre que lorsqu'ils ont toutes leurs plumes ; jusque-là, ils restent fixés au mât par le bec. » Béatis estime, il est vrai, que « ceci est contraire aux lois naturelles », mais, « beaucoup de ces oiseaux, au dire de ces seigneurs, existent en Bretagne et l'expérience semble contredire la raison. Ils ont la taille d'un gros canard et sont très amusants à voir. Mon maître en reçut deux de l'évêque de Nantes, mais par l'incurie du charretier, qui les transporta dans une cabine découverte, ils moururent de froid ».

Il reparle « des bons vins rouges et blancs » de l'Ile-de-France. On y fabrique aussi « un vin de cerise appelé claret, fort agréable à boire, léger et rafraîchissant. Jamais nous n'en avons goûté de pareil ».

Après Nice, il y aurait encore à citer la description de Monaco, Savone, Gênes surtout, puis Milan et Mantoue. Mais il est grand temps de clore, et nous laisserons nos voyageurs rentrer seuls à Ferrare dans la nuit du 26 au 27 janvier. Ajoutons seulement qu'un Index alphabétique des noms de personnes et de lieux guide rapidement à travers ce curieux volume, qu'agrémentent de superbes gravures (1) de Nuremberg, Constance, Schaffhouse, Cologne, Aix-la-Chapelle, Louvain, Malines, Bruxelles, Bruges, etc.

TH. SCH.

(1) Malheureusement trop modernes pour illustrer réellement le récit.

Histoire de la Langue française, des origines à 1900

Ce grand ouvrage de M. Ferdinand Brunot, professeur à l'Université de Paris, édité chez Armand Colin, en est au tome IV, qui va de 1660 à 1715. Le tome I^{er}, paru en 1905, a eu un deuxième tirage en 1913. Il va de l'époque latine à la Renaissance et ne renferme rien qui touche au domaine spécial de notre *Bulletin*, si ce n'est peut-être cette phrase hardie qui ose braver nos préjugés classiques les plus invétérés et qui, à ce titre, mérite d'être reproduite ici. Elle se trouve page 61, ainsi conçue : « Pour se faire une idée de ce que pouvaient être les sons du latin parlé, il faut d'abord s'abstraire entièrement de la notion que notre éducation classique nous a donnée des sons latins. La prononciation barbare et ridicule que nous suivons, en France particulièrement, n'est celle d'aucune époque, n'en approche même point. » Ces lignes énoncent une vérité élémentaire et évidente pour qui est averti; mais combien peu le sont! Aussi ne saurait-on trop la répéter.

Le tome II, qui date de 1906, a pour nous un intérêt plus direct, en ce qu'il traite le xvi^e siècle, c'est-à-dire la Réforme, à propos de *la tradition latine dans l'Église*. Que nous dit-il de l'influence de Calvin sur le développement de la langue française? Voici comment il la juge, page 14 et suivantes : « Grâce à la situation prise par Calvin, grâce aussi à sa valeur propre, l'*Institution*, écrite dans une langue si voisine de notre langue scientifique qu'elle semble avancer de cent ans sur la plupart des ouvrages contemporains, eut un immense retentissement, et il est hors de doute que la nécessité de répondre à Calvin et aux autres protestants dans un idiome qui fût, comme le leur, compris de tous, contribua puissamment à faire accepter le français, même des théologiens catholiques » tels que Doré dans son *Anti-Calvin*, du Perron et François de Sales ». Et l'exemple suffit, venu de si haut, non pas pour que la théologie parlât désormais français en France, — elle ne s'y est jamais résignée complètement, — mais pour qu'il y eût au moins une littérature théologique. Et cette littérature, ne l'oublions pas, occupait alors une tout autre place qu'aujourd'hui. M. Brunot a grand soin de nous faire sentir cette nuance : « L'importance de ces discussions était en raison directe du rang que la théologie occupait parmi les sciences. Or, elle en était la reine plutôt que la première; les autres, les « humaines », demeurant indistinctement basses et abjectes auprès d'elle. La conquête était donc de nature à faire gagner au français plus qu'aucune autre en élévation. »

Ces lignes suffisent déjà à montrer la hauteur de vue et la

sereine impartialité qui inspirent les recherches de M. Brunot. Mais elles ne s'arrêtent pas là ! En effet, « présentée ainsi, l'histoire des rapports entre le français et l'Église n'est ni assez complète, ni assez longue. Le débat ne commence pas avec Calvin ; il lui est antérieur. Il ne porte pas sur le seul point de savoir si le français devait être ou non la langue de la théologie, mais s'il serait, d'une manière générale, la langue de la religion, des prières, des offices et de l'Écriture elle-même ». Portée sur ce point, la discussion ne nous intéressera pas moins ; mais comme elle sort de notre domaine en plongeant dans le moyen âge par les Vies des saints et les traductions des Écritures, il faut nous borner à recommander aux amateurs la lecture attentive des pages 15 et 16, pour revenir, avec la page 17, au xv^e siècle, où, « dès les premières années, une bonne partie de ceux qui voulaient une réforme de l'Église et qui prétendaient la tirer de l'état d'abaissement où l'avaient précipitée les mœurs indignes du clergé et le développement effrayant de la superstition, jugèrent que le salut était dans le retour à l'Écriture ». Mais, « pour qu'elle pût servir aux peuples de règle et d'étude, il leur parut de toute nécessité qu'elle leur fût donnée partout, traduite dans leur langue... Ce fut Érasme qui proclama ce principe le plus haut et qui du premier coup alla le plus loin. Dès 1515, avant Luther, dans son *Enarratio primi psalmi*, se dégageant de ses préjugés d'humaniste, il soutenait que la doctrine de Jésus pouvait être comprise du peuple comme des théologiens, et que ceux-ci ne le privaient de cette lecture que pour se réserver le rôle d'oracles ou empêcher qu'on ne comparât leur vie aux principes que leur maître avait posés ».

Puis vint la traduction de la Bible par Luther et l'institution du culte en allemand. « En France, un mouvement semblable, quoique moins important, se produisit. En 1523, le 8 juin, parut, chez le libraire Simon de Colines, le Nouveau Testament traduit par Lefèvre d'Étaples, afin que « les simples membres du « corps de Jésus-Christ, ayant ce en leur langue, puissent estre « aussi certains de la vérité évangélique comme ceulx qui l'ont en « latin ». Farel « ne pouvait se servir que du français pour entraîner ces masses populaires que sa parole ardente soulevait... »

Et ici M. Brunot rappelle fort à propos « qu'une des accusations portées contre Louis de Berquin était qu'il avait traduit la phrase célèbre d'Érasme sur les brebis de Dieu jusque là mal instruites par la négligence des pasteurs, qui les doivent instruire de prier en langue qu'ils entendent et non pas seulement de barboter des lèvres sans rien entendre ».

M. Brunot ne songe point « à nier les services que Calvin a

rendus à la langue française », mais veut « seulement marquer qu'il n'a fait que reprendre et soutenir une cause qui, avant lui, avait eu en Suisse et en France ses apôtres. Mais, cette réserve faite, il est juste d'ajouter qu'il a plus fait que personne pour cette cause, soit par son œuvre propre, soit en provoquant des travaux complétant les siens. Si bien qu'on peut arrêter à lui cette histoire », puisqu' « à partir de 1550, la langue française est invariablement la langue des protestants ». Quant à l'Église catholique, « au seuil du xvii^e siècle, elle subissait la langue vulgaire, là où elle ne pouvait l'écarter ; elle entendait même s'en servir comme elle a toujours fait des langues vulgaires, pour des missions de propagande orale ou écrite. Mais elle l'excluait du culte proprement dit, et surtout elle ne s'était pas résolue à comprendre officiellement, parmi les livres d'édification, la Bible elle-même. Cette interdiction de vulgariser en France ce qui est devenu ailleurs le livre par excellence a eu certainement de graves conséquences, non seulement pour le développement de notre idiome, mais pour le développement des idées morales et religieuses de la nation même ».

Cette dernière phrase, qui mériterait de figurer dans tous nos manuels scolaires, et que nous voudrions voir méditée par tous nos littérateurs et critiques, montre que M. Brunot n'est pas seulement un éminent linguiste et philologue, mais que sa spécialité ne lui cache pas les conclusions philosophiques qui s'en dégagent. Ce jugement sur l'influence de la Bible, et celui cité plus haut, sur la prononciation du latin, heurtent de front les plus répandus de nos préjugés nationaux et trahissent un esprit libéré, non seulement des partis pris traditionnalistes, mais aussi des préoccupations de popularité et de mode. Ces esprits sont encore trop rares parmi nous et l'on est tout heureux de saluer ceux qui osent se manifester et s'écarter du courant.

La suite de l'ouvrage ne peut nous retenir davantage. Disons seulement que le tome III (1600-1660) forme deux volumes, dont l'un (1909) étudie la réforme de la langue (les hommes, les institutions et les œuvres), le lexique (1) et la morphologie de cette période importante qui a donné naissance à l'Académie française (pages 31 et suivantes) ; l'autre (1911) est pris tout entier par le vaste domaine de la syntaxe.

Le tome IV, enfin, qui est consacré à *la langue classique* (1660-1715), comprend, lui aussi, deux volumes, dont le premier seul a paru (1913) ; il traite des théoriciens et des théories, de la forme extérieure de la langue (orthographe), de la prononciation et du vocabulaire (nouvel Index lexicologique de 20 pages).

TH. SCH.

1. Il se termine par un Index lexicologique de 13 pages.

A propos de Ligier Richier

Clermont-en-Argonne, dans la Meuse, est un de ces nombreux bourgs de l'Est dont il ne reste plus qu'un monceau de pierres. C'est là que se trouvait, au sommet de la colline, dans la chapelle Sainte-Anne, parmi les personnages entourant un Christ au tombeau, l'admirable statue de femme dont on voit ici une reproduction. Nous l'empruntons, grâce à la bienveillance des éditeurs, à l'ouvrage monumental que M. Paul Denis, archiviste de la ville de Nancy, a consacré au grand sculpteur lorrain et huguenot Ligier Richier (1). L'auteur n'a rien négligé pour nous faire connaître ce très grand artiste, surtout pour lui restituer des œuvres qu'on ne savait à qui attribuer, comme celle qu'on a sous les yeux. Il a été admirablement secondé dans son effort par la maison Berger-Levrault qui s'est surpassée dans l'exécution typographique et surtout dans les reproductions phototypiques de ce très beau livre.

Nous voudrions pouvoir dire autant de bien de l'esprit dans lequel il a été rédigé. On sait que lorsqu'en 1883 l'abbé Souhaut publia un volume sur *les Richier et leurs œuvres*, notre regretté collègue H. Dannreuther avait démontré, dans une brochure extraite des *Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc*, sur *Ligier Richier et la Réforme à Saint-Mihiel*, que l'artiste qui avait, en 1560, signé la requête de ceux qui « désyraient vivre selon la parole de l'Évangile de J. C. », avait par là même fait acte de protestantisme. Cette démonstration fut rendue irréfutable lorsque notre prédécesseur, M. J. Bonnet, publia dans ce *Bulletin* (1883, 173), une série de documents prouvant que Ligier Richier s'était réfugié à Genève et y était mort. L'abbé Souhaut n'admit que de très mauvaise grâce ces faits incontestables et se retrancha derrière l'argument *a priori* : « Il est impossible qu'un protestant ait pu concevoir une œuvre d'un sentiment artistique et religieux aussi extraordinaire que le sépulcre de Saint-Mihiel... »

Lorsqu'on lit l'ouvrage, autrement documenté, de M. P. Denis, on assiste à un plaidoyer qui doit aboutir à cette même affirmation, mais dont certains arguments démontrent tout juste le contraire. Dès les premières pages, en effet, l'auteur nous déclare que Ligier Richier est un « représentant attardé du moyen âge » (5), que le catholicisme traditionnel garde pour lui de l'avoir

(1) Ligier Richier, *L'Artiste et son œuvre*, par Paul Denis, docteur de l'Université de Nancy (Lettres), archiviste de la ville de Nancy, 1911. Un volume petit in-4° de 452 pages, avec 51 planches en tirage double hors texte et 44 illustrations dans le texte, broché, 30 fr. Tirage à 500 exempl. numérotés à la presse (Berger-Levrault, éditeurs, 5-7, rue des Beaux-Arts, Paris).



inspiré (23)... qu'il doit à l'élément traditionnel sa note si caractéristique (48)... son esprit garde l'empreinte des traditions médiévales » (247), etc. Toutes ces affirmations contre lesquelles proteste l'examen le plus superficiel de toute l'œuvre du maître de Saint-Mihiel procèdent du préjugé clérical qu'un huguenot ne pouvait qu'être un iconoclaste, un contempteur de l'art. Calvin n'est accompagné que des qualificatifs d' « orgueilleux et cruel », — les papes ayant tous évidemment été des anges d'humilité et de tolérance. — Obligé, p. 49, de reconnaître que ce sont les Lorrains qui détruisirent les œuvres d'art de leur pays, l'auteur ajoute que, lors de la guerre de Trente ans, les soldats suédois, « presque tous protestants, *s'acharnaient principalement* sur les édifices religieux ». N'allez pas lui en demander les preuves, il serait bien embarrassé de vous les donner. De même, si, à propos de ses affirmations p. 307 et 308, vous alliez lui demander sur quel texte il se fonde pour écrire que l'Annonciation, le Christ en croix avec la Vierge et saint Jean, étaient des œuvres que « le protestantisme proscrivait » et qu'il ne permettait même pas « de sculpter des tombeaux » ! Son autorité, c'est le fameux article de feu M. E. Müntz sur *L'Art et le Protestantisme*, dont nous avons ici même démontré les erreurs, les équivoques et, pour employer une expression modérée, l'insuffisance (*Bull.* 1900, 505-535) et où, à l'appui de notre démonstration, nous avons précisément donné (p. 533) une reproduction de la mise au tombeau de Saint-Mihiel.

Mais M. P. Denis a beau faire, l'évident parti pris de cette thèse est ruiné par les réflexions que lui impose la contemplation de chefs-d'œuvre qui n'ont de commun avec ceux du moyen âge que le sujet qu'ils traitent. Ainsi, p. 76, nous lisons : « L. Richier, doué d'une *originalité puissante*, servi par un talent qui le mit bientôt hors pair... orienté vers une *voie nouvelle*, par son tempérament d'abord, puis par les circonstances elles-mêmes, sut, *tout en gardant le sens ancien* (!), mêler à son art certains éléments *plus neufs* et arriver à exprimer la vie par des moyens *très personnels* — sur l'origine desquels il ne peut néanmoins subsister aucun doute ». Qu'est-ce à dire, si ce n'est que, comme s'accordent à en convenir tous les juges non prévenus, Ligier Richier a rompu avec les conventions traditionnelles, a inauguré une manière personnelle, originale de concevoir et d'exécuter les scènes et les personnages qu'il représentait ? Le réalisme profond, empoignant, qui vous saisit devant ses chefs-d'œuvre, procède, non de la tradition, non de conceptions et de formes conventionnelles, consacrées par elle, mais du contact direct avec les récits évangéliques. Ce sont, non des êtres conventionnels, mais des personnages réels, peut-être même des portraits que nous avons

devant nous. M. Denis s'évertue à en trouver les modèles dans la tradition ecclésiastique du moyen âge, et ne s'est pas une seule fois demandé si le *texte* même des récits de la passion ne lui fournirait pas la clef des contradictions où l'ont entraîné le besoin de concilier son admiration pour le maître sculpteur et ses préjugés contre la religion à laquelle celui-ci a sacrifié sa patrie.

Or, remplacer la tradition par le texte même des récits évangéliques, c'était faire acte de protestantisme, en art comme en tout autre domaine.

La figure même qu'on a sous les yeux en est une preuve frappante. M. P. D. se demande, p. 178, qui représente cette Lorraine si sincèrement, si profondément et si simplement affligée. Ce ne peut être, dit-il, la Madeleine, « *le type n'étant nullement celui consacré par la tradition* ». Or il suffit de voir le vase sous le bras gauche de la statue pour comprendre que l'artiste a voulu représenter la femme « qui oignit le Seigneur de parfum et essuya ses pieds avec ses cheveux, » c'est-à-dire Marie de Béthanie, sœur de Marthe et de Lazare qu'on a longtemps confondue avec la pécheresse de Luc, VII, 36-50.

Je regrette sincèrement d'avoir cru devoir combattre le point de vue d'un travail dont je reconnais toute la valeur. Malgré ce point de vue, il assure une place éminente à Ligier Richier dans cette phalange d'artistes de la Renaissance, parmi lesquels les plus grands préférèrent l'Évangile authentique à la tradition ecclésiastique. Souhaitons que ces chefs-d'œuvre, presque tous conservés dans la zone des combats, ne soient pas voués à la destruction barbare qui s'est déjà acharnée sur tant de monuments immortels.

N. WEISS.

L'*Illustration* du 18 janvier 1913 a publié la note qui suit et qui nous fait connaître un fragment d'une œuvre disparue du grand sculpteur lorrain (1).

« La tête de mort ailée et couronnée représentée ci-après provient du mausolée qu'Antoinette de Bourbon fit élever à son époux Claude de Lorraine, décédé en 1550 au château de Joinville, en Haute-Marne.

« Ce mausolée, si important, auquel collaborèrent les éminents artistes Dominique le Florentin, Picard le Roux et Ligier Richier, était édifié dans la chapelle Saint-Laurent, du château.

« Il fut brisé en 1792, les corps qu'il recouvrait furent arrachés de leurs lincoils de pierre et les morceaux de sculpture dispersés en maints endroits.

(1) Elle a bien voulu aussi nous prêter le cliché qui accompagnait la note.

« On trouve à l'hôtel de ville de Joinville deux des quatre cariatides qui soutenaient l'entablement sur lequel étaient placés les priants; au musée du Louvre, deux bas-reliefs et les génies funéraires (en fort mauvais état) qui entouraient l'œil-de-bœuf au bas duquel se trouvait la tête de mort ailée; au musée de Chaumont, deux autres bas-reliefs et des sculptures qui décoraient les tympans du mausolée.

« Jusqu'à ce jour, cette tête de mort avait échappé à toutes les recherches, et c'est à M. Émile Humblot, peintre et graveur,



Une sculpture retrouvée du tombeau de Claude de Lorraine à Joinville : tête de mort couronnée et ailée, œuvre de Ligier Richier

maire de Joinville, très versé dans l'histoire de son pays natal, que revient l'honneur d'avoir déterminé la provenance de cette sculpture d'albâtre trouvée dans un bois de Joinville, il y a cinquante ans, cachée pour ainsi dire depuis lors, et possédée actuellement par M. Pierret, professeur honoraire de la Faculté de médecine de Lyon.

« Cette sculpture si réaliste semble avoir pour auteur Ligier Richier, auquel on attribue aussi les deux gisants. Elle mesure 0^m,35 d'une pointe à l'autre des pennons extrêmes. La tête est en saillie de 0^m,13 sur un bandeau d'albâtre. Le masque est d'une expression saisissante. Autant il symbolise le décharnement du tombeau, l'anéantissement de l'être dans la mort, autant les ailes ont le caractère de la vie qui frémit et palpite : c'est le mouvement surpris dans l'imprévu et la fantaisie de ses lignes.

« On voit l'indication de cette tête de mort au bas de l'œil-de-

bœuf, dans un dessin du « Plan et Mosolée de Mgr Claude de « Lorraine, 1^{er} duc de Guise, et de M^{me} Antoinette de Bourbon, son « épouse ». (Collection Gaignières, Bibliothèque nationale, n° 22429, folio 128.) »

**Le livre des conversions et des reconnoissances
de l'Église françoise de la Savoye (à Londres).**

M. William Minet et Miss Susan Minet viennent de faire paraître, dans la collection des savantes publications de *La Huguenot Society* de Londres, une étude très remarquable sur *Le Livre des conversions et des reconnoissances faites à l'Église françoise de la Savoye* (1684-1702). Les éditeurs n'ont pas reproduit textuellement ce précieux document, dont une copie (1), faite par les sœurs de feu M. H. Layard, existe à la bibliothèque de notre Société, mais ils en ont fait une analyse très étudiée qui met en pleine lumière sa valeur historique. Ce registre, in-folio, a 172 pages et 10 pages d'index. A la première page, on lit : « Personnes qui ont fait abjuration de la Religion romaine et fait profession de la Réformée en cette Église » et à la page 101 : « Personnes qui s'estant révoltés de la vraye religion en ont fait reconnoissance en cette Église ». Les inscriptions se suivent selon l'ordre des temps, rendant ainsi toute recherche d'une grande difficulté, car le nombre des abjurations est de 167 et celui des reconnoissances de 1598. On ne saurait trop remercier les éditeurs de la peine qu'ils ont prise d'établir des tables alphabétiques qui permettent de retrouver sans peine des indications biographiques. Mais ils ont procédé à un travail qui n'est pas d'un moindre intérêt, en établissant quatre autres tables. La première, sur quatre colonnes, donne dans la première, le nom du lieu, dans la seconde, le département où se trouve le lieu cité, dans la troisième, le nom de famille et dans la quatrième le nombre de personnes originaires de ce lieu.

La seconde table indique, par département, le nombre de personnes ayant ou abjuré ou fait reconnoissance. C'est ainsi que sont indiqués les chiffres de 283 pour la Charente-Inférieure, de 80 pour le Calvados et de 111 pour la Seine-Inférieure, etc.

La troisième table donne le nombre des personnes par province.

La quatrième table désigne les noms des lieux d'où étaient originaires les catholiques ayant abjuré, la désignation moderne

(1) Cette copie garde néanmoins sa valeur, malgré l'analyse complète et détaillée qui en a été faite dans cette publication; on y voit, par exemple, que les réfugiés arrivaient, à certains moments, par groupes originaires de la même région, sans parler de certains détails caractéristiques qui reflètent ou résument brièvement leurs aventures ou leur mentalité.

du département et le nombre des abjurations pour chaque lieu. C'est ainsi que l'on relève les chiffres suivants : Bourges, 2; Meaux, 1; Saint-Malo, 3; Montauban, 3; Montpellier, 3; Orléans, 5; Rouen, 3; Toulouse, 3; Paris, 24, etc.

Le travail d'identification des noms de lieux a présenté parfois de réelles difficultés, par suite de l'orthographe trop souvent fantaisiste et phonétique des secrétaires, *Moambry* étant écrit, par exemple, pour Meaux-en-Brie.

On ne saurait assez insister sur le nombre des abjurations reçues dans la seule Église de la Savoie, dans les années qui précédèrent et suivirent la révocation de l'édit de Nantes, en se souvenant des peines terribles qui menaçaient tout catholique abjurant la religion du roi. Mais, fait plus remarquable encore, dans cette liste d'abjurations, ne se trouvent pas moins de vingt-six noms de prêtres, curés, religieux. Il paraît certain que lorsqu'à la demande instante du clergé, Louis XIV poursuivait, comme il l'appelait, « la perfection de ce grand ouvrage » de la destruction de l'hérésie, se rencontrèrent de nombreux prêtres qui, révoltés par l'horreur des persécutions, abandonnèrent leur Église. Ce n'est pas seulement le registre de l'Église de la Savoie qui en donne la preuve; de semblables abjurations se produisirent dans d'autres Églises du Refuge. En attendant qu'on puisse en dresser la liste, nous avons tenu à relever les noms de ces prêtres qui, au mépris de la vie, durent abandonner leur patrie pour vivre en paix avec leur conscience. On ne saurait trop remercier les éditeurs d'avoir mené à bonne fin un travail qui exigeait de multiples recherches et l'érudition la plus patiente. Le service rendu est de ceux qui méritent la reconnaissance de ceux qui savent se rappeler qu'il n'est pas un seul des noms de ce précieux registre qui n'évoque le souvenir d'un grand drame de conscience et de douloureuses souffrances et qu'à cet égard, ce registre est un livre d'or des persécutés.

F. P.

Aubert (Jean), de Chartres, en Beauce, chanoine de l'Ordre régulier de Sainte-Geneviève, 40 ans, 17 août 1701 (1).

Bichart (le sieur Laurent), cordelier, de La Fère, en Picardie, 55 ans, 19 juin 1698.

Bosnaud (M^r Nicolas) (2), curé de Saint-Marcel à Jameysieu, au diocèse de Vienne, en Dauphiné, 17 avril 1696.

Buor (Charles), du Poitou. Élevé depuis l'âge de 8 ans dans

(1) Date de l'abjuration. Une liste analogue se trouve dans une plaquette anglaise de 1701 qui a été signalée dans le *Bulletin* de 1911 (p. 565 n.). Elle renferme quatorze des noms relevés dans le registre de la Savoye, avec des variantes que nous donnons en note.

(2) De Picardie. C'est ainsi qu'il signalait.

- l'Église romaine et y a pris l'habit de cordelier, 23 juin 1700.
- Caillat** (Charles), de Moulins, en Bourbonnois, augustin réformé, 28 ans, 12 février 1699.
- Carpentier** (François) (1), sieur de la Valette, natif de Paris, prieur-curé de Selômes, entre Vandosme et Blois, 8 septembre 1700.
- De Beaumortier** (René), prestre religieux de l'Ordre des Carmes de Baugé, 35 ans, 22 septembre 1700.
- De Cambray** (André), du Hyacinthe de Reims, prêtre capucin, 29 ans, 17 juillet 1698.
- De Laussac** (Antoine-Hector) (2), noble, archiprestre de Sainte-Foy, prieur et curé de Théobon, 42 ans, 31 octobre 1697.
- De La Haye** (Adrien), escuyer d'Ouailly-(Wailly)-les-Montreuil en Picardie, cy-devant prestre, 29 ans, 12 juin 1687.
- Dervilliers** (le sr Louis-Joseph), de Paris, diacre de l'Ordre des Théatins de la maison de Paris, 9 juillet 1693.
- Derbaud** (Pierre), prestre capucin de Rouen, 39 ans, 1^{er} octobre 1699.
- Du Bellay** (Jean), de Vandor mois, cy-devant bénédictin, 18 mai 1684.
- Dubois** (François), d'Angoulesme, prestre capucin, 30 ans, 17 juillet 1698.
- Du Rets** (François), de Lisle (Lille) en Flandre, 33 ans, cy-devant de l'Ordre de Cîteaux, 2 septembre 1688.
- Forby** (Laurent), de Vitry-le-François, en Champagne, cy-devant religieux de l'Ordre de Saint-Bernard, venu de France, il y a deux mois, 29 août 1686.
- Gagnier** (Jean), de Paris, chanoine régulier de Sainte-Geneviève-du-Mont, 37 ans, 12 janvier 1701 (3).
- Lidour** (René), de Bretagne, 36 ans (4), de l'Ordre de Cîteaux, 20 octobre 1700.
- Maindestres** (Estienne), province de Touraine, cy-devant capucin, 29 juin 1684.
- Pappin de Perfontaine** (François, dit Michel), d'Amiens, prestre capucin, 26 ans, 17 juillet 1698 (5).
- Parain de Durette**, prestre bénédictin, 30 ans, de Bourges, 19 novembre 1699 (6).
- Petit** (Nicolas-Guillaume), de Paris, de l'Ordre des anciens Bénédictins non réformés, 35 ans, 28 décembre 1701.
- Rançon** (le sieur), cy-devant jacobin, 5 octobre 1684.

(1) Chanoine régulier de Sainte-Geneviève.

(2) Antoine d'Astor (?), prieur commendataire de Belvès.

(3) Maintenant chapelain de l'évêque de Worcester.

(4) Bernardin.

(5) Maintenant ministre prédicateur (*preaching minister*)

(6) Maintenant ministre prédicateur.

Renoult (Jean-Baptiste), de l'évêché de Lisieux, en Normandie, prêtre religieux profès de l'Ordre de Saint-François d'Assise des Cordeliers, 28 ans, 19 janvier 1696 (1).

Richon (Bernard), prieur et curé de Canelo, en Guienne, 30 ans, 30 octobre 1697 (2).

Vaast (le sr), prestre prédicateur, capucin d'Hesdin en Picardie, proche de Montreuil, 27 novembre 1698.

Voici les 25 autres convertis de la plaquette anglaise (3) :

Amaury (Philippe), de Mons-en-Hainaut, prêtre et moine de l'Ordre des Prémontrés.

Auberoche (Emmanuel-Théodore d'), du comté de la Marche, prêtre et moine de l'Ordre de Saint-Augustin.

Berraut (Pierre), prêtre, capucin d'Auxerre.

Charlot d'Argenteuil (Charles), de Paris, chanoine régulier de Sainte-Geneviève et curé de Bourges, maintenant ministre prédicateur.

Clemarot (Jean), de Vienne en Dauphiné, prêtre capucin.

Deurte (Pierre), de Saint-Jean-de-Luz, prêtre récollet.

Ducastel de la Motte (François), prêtre bénédictin, de l'abbaye royale de Saint-Denis, près Paris.

Duval (Nicolas-François), de Remiremont, prieur de l'Ordre des Bénédictins, maintenant ministre prédicateur.

Émiliane de Pluviers (Gabriel d'), prêtre séculier, du diocèse d'Orléans.

Fiter de la Motte (Alexandre), de Paris, prêtre capucin.

Launay ou Launoi (Charles de), prêtre et curé d'une paroisse de Saint-Malo.

Launai (Thomas), prêtre et curé d'une paroisse de Saint-Malo.

Ledru du Bois (Amand), de Valenciennes en Hainaut, carmélite.

Lherondel (François), d'Anglesqueville-en-Caux, en Normandie, prêtre et moine du tiers ordre de Saint-François de Picpus, près Paris.

Lescure de la Prade (Louis de), d'Agde en Languedoc, frère capucin, maintenant ministre prédicateur.

Le Vassor (Michel), d'Orléans, prêtre de l'Oratoire. Lord Wharton, vu son grand mérite et sa conversion, lui a fait don d'une rente viagère de 100 livres sterling.

(1) De Sainte-Marguerite-des-Loges, près Lisieux, maintenant ministre prédicateur.

(2) De Libourne, prieur de la Collégiale de Saint-Seurin à Bordeaux, maintenant ministre prédicateur.

(3) *Two Letters one from the bishop of Blois to Monsieur de la Vallette... The other from Monsieur de la Vallette to his brethen the Clergy of Blois... Done into English...* London, 1701, in-4°. L'original aurait donc paru en français.

Litot (Alexandre), prêtre capucin.

Maigron (Pierre), de Nîmes, prêtre d'un autre lieu.

Mydon (François), du Quesnoy-en-Hainaut, prêtre.

Mombray (Jacques), de Bourges, prêtre bénédictin de Saint-Satur de Sancerre.

Moreau (Amand), de Paris, prêtre et curé de Saint-Cyr, diocèse du Mans.

Nicout (Bernard), de Saint-Seine-en-Bourgogne, prêtre bénédictin de Blois.

Pontel (Étienne-Jean-Baptiste), diacre et abbé commendataire d'une abbaye de l'Ordre de Saint-Maur.

Ribérac (Jean de), prêtre capucin.

Roussereau (Antoine), maintenant appelé Lalane, de Poitiers, prêtre séculier, et chapelain d'un régiment.

Un 26^e nom a été coupé par le couteau du relieur. C'est celui d'un bénédictin, professeur au séminaire de Douai, devenu chantre à Winchester.

N. W.

CORRESPONDANCE

Notes sur un précepteur protestant au XVII^e siècle (Ant. Guilon)

Le registre du Consistoire de Montcaret, en Périgord, nous fournit quelques renseignements sur un précepteur protestant du XVII^e siècle, le sieur Antoine Guyon ou Guion.

La délibération du 28 août 1667 mentionne les publications de mariage du sieur Antoine Guyon, régent des enfants de M. Bertrand d'Augereau, sieur de Fongrenier, avec Jeanne Baudin, fille de feu Élie Baudin, en son vivant apothicaire, et de Marie Lambert, avec laquelle elle demeurait à Montcaret. Le contrat de mariage avait été reçu par M^e Pierre Olivier, notaire royal.

Les certificats produits par le sieur Guyon contiennent des détails intéressants pour les diverses Églises auxquelles ils se rapportent et nous avons pensé qu'il était bon de les recueillir. Le précepteur Guyon était né à Montargis, en Gâtinois; il avait fait abjuration de la religion romaine, en l'Église de Blois, le 1^{er} février 1652; l'acte est signé par Delafon, pasteur, et Papin, ancien. Les autres certificats sont, par ordre de date, le deuxième, du 2 septembre 1656, signé par Papin, pasteur de l'Église de Sainte-Hermine et de la chapelle Thesmer, et Gaudineau, ancien; le troisième, de même date, de M^e Pierre Morin, docteur en médecine, du lieu du Chastelet, ancien de ladite Église de Sainte-Hermine et de la cha-

pelle Thesmer, constate que ledit Guyon est resté quatre mois dans sa maison et a constamment fait profession de la religion réformée; le quatrième, du 3 octobre 1657, signé par le ministre et les anciens, Doffre, Rousignol, Igorier, Baudet et Beausse, constate que le sieur Guyon a enseigné les enfants de M. du Marais, gentilhomme, membre de l'Église de Tonnay-Boutonne; le cinquième, du 22 juin 1658, de la dame de Fonpatour, dit que Guyon est demeuré en sa maison en qualité de précepteur, il est signé Marie de Beaucorps; le sixième, du 7 juillet 1658, du ministre et anciens de l'Église de Dompierre, confirme le certificat de la dame de Fonpatour; il est signé par Blandebouit (ou Claubouit (1), pasteur, Papin et Olivier, anciens; le septième, du 12 juin 1659, signé par Trabit, pasteur de l'Église de Tonnay-Charente, Dupuy, Papet et Grenier, anciens, dit que le sieur Guyon est resté un an chez M. de Fouravet, précepteur de ses enfants; le huitième, du 26 janvier 1666, du Conseil du Collège de La Rochefoucauld, libère Guyon de la charge de régent de quatrième; il est signé par Jay et Goix; le neuvième, du 20 octobre 1667, de M^{me} de Cabanat, signé: Ester de Polignat; le dixième est une attestation du 26 août 1667 faite par Guyon par-devant M. le juge de La Roche, constatant qu'il avait contracté mariage avec Suzanne Moreau, mais que le contrat a été annulé du consentement de toutes les parties qui ont été remises en leur première liberté; la pièce est signée par François, juge et Trigant, greffier.

« Sur ce, le Consistoire ordonne qu'il sera continué la publication des annonces dud. Guion et de lad. Baudin. »

En 1701, le sieur Guyon demeurait toujours à Montcaret; nous avons en effet trouvé dans de vieux papiers venant d'une famille des environs de Montcaret la promesse suivante, écrite sur papier timbré: « Je promets à Mons^r le curé de Montcaret d'assister à tous les offices divins, selon la faiblesse de mon âge, à condition qu'on me laissera en repos avec ma famille qui est avec moi et qu'il m'obtiendra la permission d'enseigner partout les langues et les sciences desquelles Dieu m'a donné la connaissance. C'est ce que j'ai demandé à Mons^r le Curé. Je suis son très humble serviteur. »

Signé: GUYON.

Fait le mardi 14 de février 1701.

Pour moi et lad. famille.

Comme on le voit, cet écrit respire la résignation plutôt que la conviction.

J.-J. RAGON.

(1) Ne faut-il pas lire Tandebartz qui devint ensuite pasteur de La Rochelle?

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. Weiss, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 40 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 42 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 10 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. Weiss, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

LES PERSONNES QUI N'ONT PAS SOLDÉ LEUR ABBONNEMENT AU 15 MARS REÇOIVENT UNE QUITTANCE A DOMICILE, AVEC AUGMENTATION, POUR FRAIS DE RECOURS, DE : 4 fr. pour les départements ; 5 fr. 50 pour l'étranger.

Ces chiffres sont loin de couvrir les frais qu'exige la présentation des quittances : l'administration préfère donc toujours que les abonnements lui soient soldés spontanément.

PUBLICATIONS RÉCENTES DÉPOSÉES A LA BIBLIOTHÈQUE

GEORGE V. JOURDAN. — **The movement towards catholic reform in the early sixteenth century.** Un vol. de xxxii-336 pages petit in-8°. London, J. Murray, 1914.

DS. F. J. KROP. — **De abdij der vallei d'Arc naar het fransch van N.-A.-F. Puaux**, met een inleiding, un vol. de xxvi-298 pages in-8°. Rotterdam, J. M. Bredée (1914).

Aux Eclaireurs-Unionistes de Mazamet. — **Jules Portes, tombé au champ d'honneur (1890-1914). Souvenirs et correspondance de guerre**, un vol. de 184 pages in-8°, portrait, Eclaireurs-unionistes de France, Comité national, 44, rue de Trévisé, 1915.

BERNARD LE GOUIS. — **Escapades des Escholiers de l'Académie protestante de Saumur**, 8 pages extraites du *Bulletin* de la Société des Lettres, Sciences et Arts du Saumurois. Décembre 1910.

D. DE CHAVIGNY. — **L'Église et l'Académie protestantes de Saumur**, une brochure de 54 pages in-8° extraites du même *Bulletin*, Saumur, imprimerie Paul Godet, 1914.

JACQUES PANNIER. — **Le pasteur Adolphe de Richemond (1870-1915)**, une brochure de 46 pages in-8°, illustrées, portrait, s. l. n. d.

HENRY WAGNER, F. S. A. — **The pedigree of André**, une brochure de 6 pages et deux tableaux généalogiques, extraite des *Proceedings of the Huguenot Society of London*. London, Spottiswoode et Co, 1915.

LÉO MOUTON. — **Le duc d'Épernon et l'archevêque de Bordeaux**, une brochure de 44 pages in-8°, extraite de la *Revue des Études historiques*, Juillet-Août 1914, Janvier-Mars 1915, Paris, Picard 1915.

ROBERT-ANDRÉ MICHEL. — **Avignon au temps des premiers papes**, une brochure de 20 pages in-8°, extraite de la *Revue historique*, Paris, 1915.

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9. Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Enr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **218 Millions**
Assurances en cas de Vie et de Décès

M. Ch. DE **MONTFERRAND**, *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. **LE SENNE**, Dir.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie : **431 Millions**

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct.-Adjoint.

Compagnie d'assurances contre

LE VOL

fondée en 1909

Détournements — Dégâts des Eaux
Bris des Glaces

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, Direct.-Adjoint.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G. O. *, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, Régent de la Banque de France, Président de la Cie des chemins de fer de P.-L.-M. Adm. de la C^{ie} Univ. du Canal mar. de Suez, *Président.*

Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président.*

Delaunay-Belleville (Robert), *, Administrateur général de la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay-Belleville.

Jameson (Conrad), ancien associé de la maison Hottinguer et Cie, Banquiers,

MM.

Mallet (Gérard), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers, de **Pellerin de Latouche**, G. *, Adm. de la Cie des Chemins de fer de P.-L.-M. et de la Cie Générale Transatlantique et de la Banque de l'Algérie.

Sohier, (Georges), O. *, Anc. Prés. du Trib. de Commerce de la Seine, Adm. de la Cie des ch. de fer de P.-L.-M. et du Crédit Foncier de France.

Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Cie des Chemins de fer des Landes.

Vernes (Félix), de la Maison Vernes et Cie, banquiers. Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

CHEMIN DE FER PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

PARIS-MILAN

ALLER

Départ de Paris, gare de Lyon, 10 h. 15 matin

Arrivée à Milan, le lendemain 4 h. 5 soir

RETOUR

Départ de Milan, 2 h. 20 soir

Arrivée à Paris, 7 heures matin, le lendemain

PARIS-LYON

VIA DIJON

Départ de Paris, 7 h. 50 matin

Arrivée à Dijon, 3 h. 6 soir

— Lyon, 7 h. 15 —



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXIV^e ANNÉE

DOUZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Mai-Août 1915



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1915

N. W. — Jules Pandin de Lussaudière.	493
ÉTUDES HISTORIQUES.	
JULES PANDIN DE LUSSAUDIÈRE. — Un épisode de la persécution religieuse en Saintonge. — Le prédicant Pierre Bigeon.	494
M. NAERT. — Les huguenots du Calaisis au XVII ^e siècle. — Troisième et dernier article.	505
DOCUMENTS.	
F. REVERDY. — Relevé des noms des prosélytes et réfugiés figurant aux registres du Consistoire de Genève à partir de 1660 (1668-1696).	538
MÉLANGES.	
H. LEHR. — Registres paroissiaux de Fontaine-sous-Prémont (Blainville, Eure-et-Loir).	561
CHRONIQUE LITTÉRAIRE.	
H. SCHOELL. — La cour de France et l'assassinat du maréchal d'Ancre. — Les Cachettes des Camisards.	570
R. GARRETA. — A propos du château de Villebon.	572
CORRESPONDANCE.	
N. W. — Le cinquième centenaire du martyre de Jean Hus.	576
F. PUAUX. — Après la Révocation, les aveux d'un évêque. — Le pape Clément XI et les Camisards	579
N. W. et G. DUMONS. — Notes sur Étienne Cambolive.	582
DESLYONS, prestre. — Le sac de Privas (1627).	586
NÉCROLOGIE.	
N. W. — Le pasteur H. Amphoux. — M. P. Mellon.	587
ILLUSTRATIONS.	
<i>Les Dix Commandements de la Chambre du Consistoire de Guines et le temple de Liembrune, d'après des photographies.</i>	517 et 527
<i>Portrait de Jean Hus, d'après un bas-relief inséré dans la façade d'une maison de Constance et vue du bâtiment où se tinrent les séances du Concile de Constance</i>	576



CROIX HUGUENOTE CÉVENOLE

avec SAINT-ESPRIT ou LARME *(Indiquer ce que l'on désire)*

La Croix huguenote était la parure préférée des Huguenotes des XVII^e et XVIII^e siècles. Elle est encore le cadeau reçu avec le plus de plaisir par les jeunes filles à l'occasion de

**PREMIÈRE COMMUNION, FIANÇAILLES, MARIAGE
CADEAU DE NOËL et du JOUR DE L'AN**

Nous venons donc de faire établir à un prix défiant toute concurrence le gracieux modèle dont nous donnons ci-contre la vignette.

C'est une copie parfaite d'un modèle ancien exécuté entièrement à la main

EN OR CONTROLÉ, TITRE $\frac{9}{10}$ JAUNE MAT

et qui se fait dans les trois grandeurs suivantes :

N^o 1, 34 millim. . . 24 fr. — N^o 2, 30 millim. . . 22 fr. — N^o 3, 26 millim. . . 20 fr.

COLLIER pour CROIX en or contrôlé, titre $\frac{9}{10}$ jaune mat massif
genre forçat, poids 4 gr., longueur 50 cent. — Prix . . . 21 fr.

ENVOI FRANCO IMMÉDIAT contre MANDAT-POSTE

adressé à l'Administrateur des Annonces du Bulletin, M. STREET, 5, boul. Exelmans, Paris (10^e).

MODÈLE 26^{mm}
grandeur naturelle

Études Historiques

UN ÉPISODE DE LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE EN SAINTONGE

Le prédicant Pierre Bigeon.

C'est avec un véritable chagrin que j'ai remis à l'imprimerie ce premier travail destiné à notre *Bulletin* par M. Jules Pandin de Lussaudière, successeur aux archives de La Rochelle de M. L. de Richemond. Il me l'avait adressé au mois de février 1914 et s'il n'a pas paru à cette époque, c'est que l'auteur aurait voulu pouvoir le compléter, ainsi que l'indique une lettre que je reproduis à la fin de son article. — La mobilisation l'a surpris, ainsi que M. A. de Richemond qui devait l'aider dans cette recherche, avant qu'elle ait pu être menée à bien. On a vu dans le dernier *Bulletin* comment M. A. de Richemond a succombé. A son tour Pandin de Lussaudière a dû donner sa vie dans cette lutte meurtrière pour la justice et la liberté. Il l'aura fait simplement, modestement comme il faisait toutes choses. Il était, en effet, déjà comme élève de l'École des Chartes, époque où je le voyais souvent, à propos de sa thèse sur *Charles de Coucis, seigneur de Burie* (1), un modeste, étranger à toute idée de réclame, mais consciencieux, laborieux et d'une droiture qui l'entraînait à prendre résolument parti pour la vérité (2). — Blessé d'un éclat d'obus à la tête, le 27 mai, il fut transporté à l'ambulance de Dieulouard, y subit l'opération du trépan et put encore écrire à sa jeune femme pour essayer de la rassurer. Lorsqu'elle accourut le 12 juin, il avait déjà cessé de souffrir. Il n'avait que trente-cinq ans.

(1) Dont le canevas seul a paru en 1914.

(2) La *Fraternité*, journal poitevin du 17 juillet, écrit : « Ses chefs auraient voulu faire de lui un officier... il s'y est toujours refusé... On a eu une nouvelle preuve de sa valeur morale dans les lectures qu'il faisait dans les tranchées et dans les pensées détachées qu'il avait recueillies çà et là et qu'il gardait dans son portefeuille, de Pasteur, d'Oberlin, de Wagner, etc. Le jour de la Pentecôte, avec son commandant, il avait organisé un culte qui réunit une douzaine de coreligionnaires en l'absence de tout aumônier. » Il était le neveu de notre collaborateur, le pasteur Th. Maillard.

Il laisse deux tout jeunes enfants et, à tous ceux qui l'ont connu, un souvenir de respectueuse et virile sympathie (1).

N. W.

Malgré les patientes et minutieuses recherches des auteurs de la France protestante, de M. Douen et de bien d'autres historiens sur nos premiers pasteurs du Désert, il faut reconnaître que notre histoire religieuse de la fin du XVII^e siècle et du début du XVIII^e, est encore bien mal connue. Du reste, on comprend aisément la raison de la pénurie de documents relatifs à cette période douloureuse. Qu'on se représente, en effet, l'état de désorganisation de nos Églises de Saintonge au lendemain de la Révocation, privées de pasteurs, terrorisées par les dragonnades et singulièrement réduites et appauvries par l'émigration. Isolés et espionnés de tous côtés, les « nouveaux convertis » n'opposaient plus aux pouvoirs publics qu'une résistance passive, toujours ferme, mais pour la plupart désespérée. On aurait pu croire la cause du protestantisme irrémédiablement perdue, s'il n'y avait eu encore çà et là des âmes assez généreuses, des caractères assez fortement trempés pour oser espérer toujours au milieu de la désolation générale, pour rendre la confiance aux hésitants, organiser des assemblées clandestines au lendemain même de la Révocation, essayer enfin de sauver nos Églises d'une ruine complète.

Ces prédicants improvisés se recrutaient dans toutes les classes de la société. Il y en eut même parfois d'illettrés. Leur ardente foi suppléait alors à leur ignorance. Le plus souvent ils se bornaient à apprendre et à réciter à leurs auditeurs des prières ou des sermons imprimés à l'étranger qui circulaient à cette époque sous le manteau.

Pierre Bigeon fut l'un de ces humbles héros aujourd'hui presque totalement inconnus(2). La vie de dévouement

(1) Dans la lettre qui accompagnait cet article, M. P. me parlait aussi d'une note qu'il avait rédigée sur l'attitude de l'évêché de Saintes à l'égard des protestants dont il favorisait, sous main, les mariages à la *Gaumine* (1690-1700). J'espère qu'on la retrouvera.

(2) Son nom et son arrestation avaient été signalés par M. Moutarde, dans le *Bulletin* de l'année 1907. M. Lièvre avait en outre mentionné son empri-

et d'abnégation de ce simple paysan vaut la peine d'être contée, car elle est touchante.

Il était né à Souvigné (1), près de Saint-Maixent-en-Poitou. Quoiqu'il eût abjuré en 1684, fait baptiser ses enfants à l'église et épousé en secondes noces une catholique, il n'avait jamais consenti à communier à l'église, « ayant toujours eu dessein de retourner à l'exercice de la religion réformée... pour ne point mentir ».

Déjà en 1678 on le soupçonnait de favoriser sous main (2), sinon de provoquer des assemblées religieuses (3) : arrêté et emprisonné à Poitiers, il dénia vainement tous les chefs d'accusation portés contre lui, allant même jusqu'à manifester devant ses juges l'intention de rester fidèle au catholicisme. On ne le crut pas et la commission extraordinaire chargée d'examiner l'affaire sous la présidence de l'intendant le condamna à 150 livres d'amende envers le roi et 50 livres d'amende applicables à la maison des filles de la Miséricorde de Poitiers. De plus, chose qui n'était pas spécifiée dans la sentence, sa maison fut rasée (4). C'était pour lui la ruine complète.

Père de six enfants encore jeunes, veuf pour la seconde fois, privé de ressources, ayant perdu, nous dit-il, tout son bétail, il lui fallut bientôt se résigner à laisser son plus jeune fils à la garde de son beau-frère Pierre Pasquet pour s'en aller gagner péniblement sa vie au loin.

C'est vers la région des « Iles » (5), peuplée en partie de huguenots, qu'il s'achemina de préférence, à l'automne de 1704, en quête de moyens d'existence, qu'il ne trouvait plus, disait-il, en Poitou. Là, pendant quelques mois, dissimulant son identité, il se mit à parcourir le pays de

sonnement à Poitiers, dans son *Histoire des protestants du Poitou*, t. III, p. 350.

(1) En la métairie de l'Infirmierie qui appartenait aux religieux bénédictins de Saint-Maixent (Arch. de la Vienne, C. 52).

(2) Notamment une assemblée tenue au village de Ratou, près Souvigné, en 1697 (*ibid.*).

(3) Chez la dame Grangier (*ibid.*).

(4) Ainsi qu'il l'a raconté plus tard à son codétenu Jean Luneau.

(5) On désignait alors sous ce nom toute la région de Marennes et d'Arvert.

Marennes, de la Tremblade et d'Arvert, louant ça et là ses services pour les travaux agricoles (1).

Bientôt le bruit se répandit parmi les protestants qu'un étranger connu seulement sous le nom de Pierre « de Bien loing », faisait le prêche la nuit en cachette.

Notre courageux paysan venait, en effet, pour la seconde fois, peut-être au péril de sa vie, de s'improviser prédicateur. Chaque soir, au prix de dangers sans nombre, bourgeois et artisans du voisinage s'empressaient d'accourir, le visage voilé, au rendez-vous secret. Pour assister à un prêche, nos huguenots d'alors n'hésitaient pas à risquer les galères ou le couvent, tant était ardente leur foi religieuse, tant était pressant leur besoin de retremper leur énergie, moins cruellement éprouvée peut-être par quelques mois de la plus terrible des persécutions, que par l'absence de leurs ministres et vingt années de privation de ce culte en commun, qui répondait pour eux à la plus impérieuse des nécessités.

A l'heure convenue, l'humble « annonciateur de Dieu » tirait de sa poche quelques feuillets jaunis par l'usage. C'étaient toujours les mêmes : une prière qu'il avait copiée à grand'peine d'une main mal assurée, quelques sermons imprimés de Drelincourt, de Claude, de Dubosc ou de Lortie ; puis, gravement et profondément convaincu que « sa mission venoit d'en haut », il édifiait ses nombreux auditeurs attentifs et recueillis.

Personne dans le pays n'avait entendu prêcher depuis vingt ans avec autant de chaleur et de conviction. « On assure, dit un témoin, qu'il enlevait son auditoire. » — « Les assemblées, déclare un autre, estoient si considérables, que plusieurs personnes s'évanouissoient (2). » Les fidèles insistèrent parfois auprès du prédicant pour qu'il célébrât la cène, mais il s'y refusa toujours, disant « qu'il

(1) Il fit la couvraille à Artouan, travailla aux vignes à Marennes, passa ensuite à La Tremblade où il loua ses services aux Caillaux, près Mornac, chez le S^r du Banchereau, etc.

(2) Ce qui sent le fanatisme, écrivait le curé de Saujon, Jehé. Le même curé exprimait, sous une autre forme, non moins significative, le succès de Bignon, en disant qu'il avait empoisonné tous les esprits.

n'en estoit point capable » (1). On le décida seulement à faire quelques mariages (2). Il le fit, nous dit-il, à contre-cœur, car il ne se sentait pas qualifié pour le faire.

Plusieurs semaines se passèrent ainsi, sans que rien ne vînt troubler la tranquillité de ces assemblées nocturnes. Bigeon prêchait tous les soirs, vivant surtout de la générosité de ses auditeurs (3). Déjà la confiance commençait à renaître parmi les protestants, et les assemblées étaient de jour en jour plus nombreuses.

Un soir cependant, à Beaulieu, près de Saint-Palais, chez le sieur Berjon de Brizard « où il y avoit plus de 1 000 personnes de toute qualité à pied et à cheval », on annonça tout à coup qu'ils étaient découverts et qu'on venait de les dénoncer à Royan : « De quoy avez-vous peur », s'écria alors Pierre Bigeon qui seul avait conservé son sang-froid au milieu de la panique générale, « est-ce que dans un si grand nombre que nous sommes icy, quarante ou cinquante hommes pourroient nous arrester ? » Ce ne fut qu'une alerte et chacun se retira sans être autrement inquiété.

Bigeon prêcha encore à L'Estaing, près de Royan, devant un millier de personnes. D'autres assemblées plus ou moins nombreuses avaient eu lieu également aux villages de Coulonge, des Rosiers, de chez Valon, près Breuillet, chez le capitaine Duret, à Breuillet, en la métairie de la dame Barberault, au Pas-Fagnoux chez le S^r Grousseau, brûleur d'eau-de-vie, et aux Brandes, près de Chaillevette, à la Forêt chez la dame Gouin, à l'Etang de Mornac, à La Trémblade chez diverses personnes, à Paterre près d'Arvert, à Avallon chez le capitaine Duret

(1) « Interrogé s'il n'a pas fait faire la cène..., a dit qu'il n'en est pas capable et qu'il ne l'a point fait. »

(2) Bigeon avait célébré en tout trois ou quatre mariages « contre son gré, en avertissant ceux qui s'adressoient à luy, qu'il ne sçavoient ce qu'ils faisoient, et qu'il n'estoit pas capable de faire un mariage ». Son rôle se bornait à lire aux époux la liturgie du mariage. Il maria ainsi Pierre Rivaud et Judith Joguet, de Royan; les nommés Morisseau et Samuel Bignon, de Saint-Sulpice.

(3) Ses auditeurs lui donnoient parfois quelque argent, dont il vivait et « assistait les pauvres ». Le mariage de Pierre Rivaud et Judith Joguet (voir plus loin le texte) lui aurait rapporté deux écus.

tombât entre nos mains (1) ; il nous a semblé qu'à côté des principaux noms du protestantisme en Saintonge, des Gibert et de tant d'autres qui ont travaillé au relèvement des Églises réformées, il serait injuste de ne pas réserver une petite place à l'humble paysan qui, lui aussi, risqua sa vie au service de sa religion. En dépit de quelques défaillances largement rachetées, cet obscur dévouement du modeste martyr méritait mieux que l'oubli de nos historiens contemporains.

*
* * *

Pierre Bigeon ne fut pas la seule victime de cette brutale répression, qui avait valu à Begon les félicitations du ministre Pontchartrain. Jean Luneau, laboureur de Saint-Sulpice, arrêté pour avoir donné asile au prédicant et organisé le prêche, avait été emprisonné à Rochefort avec Bigeon. Converti au catholicisme après la révocation de l'édit de Nantes, marié deux fois à l'église, il n'avait pas hésité dès son premier interrogatoire à trahir son compagnon. « Sans lui, lisons-nous dans une note anonyme (du curé de Saujon), jamais on n'aurait rien découvert du prédicant... Luneau, qui avoit tout sceu de lui, a tout découvert dans l'espérance qu'on le sauvera. » Cette attitude explique la sympathie que lui témoigne dans une lettre le curé de Saujon, et la peine relativement faible que lui infligea la commission. Il fut condamné en 1706 aux galères pour trois ans, et transféré à bord de la *Fleur de lys* (Haag, *La France protestante*, nouvelle édition, tome VI, p. 298) (2).

Samuel Villau, de Saint-Sulpice, et Jacques Gentet, marchand de La Tremblade, gravement compromis, le premier pour avoir organisé des assemblées, le second pour avoir procuré des sermons au prédicant, avaient eu

(1) Archives départementales de la Charente-Inférieure, série C.

(2) D'après les notes de notre regretté collègue Fonbrune-Berbinau, actuellement entre les mains de M. Ch. Bost, Luneau figure sur les listes de galériens du 15 mars 1707, 9 nov. 1711, 13 nov. 1712, de 1714 et ne fut libéré que le 24 juillet 1716 (Pap. Court n° 38). Ainsi le terme de trois ans fut plus que triplé (*Réd.*)

soin de gagner les pays étrangers avant l'exécution du décret de prise de corps décerné contre eux.

Quant à Pierre Rivaud et Judith Joguet de Royan, qui avaient été mariés au prêche, ils furent conduits à Rochefort; encore furent-ils relâchés sous caution au bout de quelques jours sur la présentation d'un certificat d'abjuration, et après avoir promis de faire bénir leur mariage à l'église.

Begon ne paraît pas avoir jugé à propos de pousser plus loin la répression. Cependant, on le verra en lisant les documents publiés plus loin, il n'ignorait ni les noms de ceux qui avaient donné asile au prédicant, ni ceux des « chefs de la cabale » de l'île d'Arvert ou de Saujon. Il n'avait qu'un mot à dire au colonel de la milice pour les faire arrêter. Il n'en fit rien. Peut-être jugea-t-il plus prudent de ne pas exaspérer davantage la population protestante déjà fort surexcitée, surtout depuis la mort de Pierre Bigeon. Il est permis de supposer qu'il ajouta foi, dans une certaine mesure, aux rapports tendancieux qui lui étaient adressés de Saujon et de La Tremblade et qu'il craignit de provoquer dans la région quelques troubles dont les conséquences pouvaient être graves, non seulement pour la province, mais pour son propre prestige (1).

Un historien bien informé, le père Théodore Blois (*Histoire de la ville de Rochefort*, p. 91), nous dit de lui que si ses affaires ne nuisaient pas à sa piété, sa piété ne faisait point de tort non plus à ses affaires. La religion est une chose, la politique en est une autre, le vertueux intendant savait à l'occasion faire taire son zèle pour la religion. Avant tout, pas d'histoires.

J. PANDIN DE LUSSAUDIÈRE (2).

(1) Il serait intéressant de vérifier cette hypothèse en parcourant aux Archives de la Marine à Rochefort la correspondance de l'intendant, ce que nous n'avons pu faire.

(2) Le 25 février 1914, M. P. m'adressait encore ces lignes qui me firent remettre à plus tard une publication que l'auteur, hélas! n'aura pu ni revoir, ni compléter :

« Cher Monsieur,

« N'étant pas très satisfait de la conclusion de l'article que je vous ai

APPENDICE

1^o Certificat de mariage délivré par P. Bigeon

Aujourd'huy onzesme may 1705, nous Pierre de Bien loin a nontiateur de la parole de Dieu den les glisse universelle a von est pouzé Pierre Rivaux avecq Judy Joguet de la paroisse de Royan. [non signé.]

2^o Liste des brochures et manuscrits trouvés sur Pierre Bigeon

Grâces et paix au premier sermon prononcé dans l'église françoise de la Savoie le septiesme aoust 1681, jour de communion par M^r de Lortie, sur des parolles de Saint-Paul. Imprimé à Londres en 1684. (Donné à P. Bigeon, par Jacques Gentet, marchand de La Tremblade, dont le fils avait émigré.)

L'explication de la section trente troiziesme du catéchisme, par Jean Claude, se vand à Charenton, imprimé en 1682. (Donné par Gentet.)

Les larmes de Saint-Pierre, un sermon sur les parolles de l'évangile selon Saint-Luc, chapitre 22, verset 26, par Pierre Dubosq, ministre en l'église réformée de Caen. Imprimé à Genève, l'an 1666. (Donné par Jacques Gentet et conservé au dossier.)

L'exortation aux jeusnes et à la repantance, par feu M. Drelin-court, se vend à Charenton, par Estienne Lucas en 1683. (Donné par Morisseau de La Tremblade.)

Pour le troupeau qui est privé de pasteur. A Amsterdam, en 1693. (Donné par le métayer de la dame Barbault.)

Prière manuscrite donnée par J. Gentet, conservée en double exemplaire au dossier Bigeon.

Route pour aller à Saintes (itinéraire manuscrit) (1).

adressé, je viens d'écrire à Monsieur de Richemond pour lui demander s'il ne trouverait pas trace, dans la correspondance de Begon, d'instructions données à l'occasion des prétendus mouvements protestants signalés à Saujon et Arvert.

« Pourquoi Begon, qui a mis tant de hâte à faire transférer Bigeon et Luneau à Rochefort et à informer le roi, a-t-il laissé passer un mois avant de juger les détenus, dont il eût pu aussi bien se débarrasser aussitôt? Pourquoi n'a-t-il pas fait arrêter sans retard les personnes compromises, comme le lui proposait le colonel de la milice? Pourquoi n'a-t-il pas fait saisir les « chefs de la cabale », tous gravement compromis? Il semble bien que Begon ait eu peur, le point mériterait d'être élucidé. Je vous ferai connaître les résultats des recherches de M. de Richemond.

« Veuillez agréer, cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs et les plus dévoués. »

« J. PANDIN DE LUSSAUDIÈRE. »

(1) Ce document, que nous n'avons pas retrouvé, fait supposer que Bigeon songeait à quitter le pays lorsqu'il fut arrêté.

3^e Mémoire

Il y a eu cent et autres cent plaintes contre la nommée Suzon Gallenon de Saujon, âgée d'environ cinquante ans, comme d'aller faire lecture ou prières aus malades et moribons nouveaux convertis, laquelle a pourtant esté protégée sous promesse de n'y plus retourner. Cependant, outre qu'on l'entent tous les jours mal parler de la religion, allant de maison en maison chez les nouveaux convertis. Le judy quinziesme may elle a redoublés ses insolences, et a esté d'un bout à l'autre de la paroisse dudit Saujon, sans discontinuer pendant toute la journée, ayant appris que le nommé Pierre de Bien loin prédicant avoit esté pris peu de temps après avoir fait son prêche, donnant mil fois au diable les chiens, les bougres de catholiques qui l'avoient pris, disant hautement qu'ils méritoient cent coups de poynard, que Pierre de Bien loin estoit l'homme de Dieu, et que s'il mouroit, il mourroit comme Jésus-Christ, innocent. S'adressent ensuite à une troupe de nouveaux convertis, leur dit, ne vous affligés pas mes chers amis, nous viendrons à bout et au-dessus de ces gens-là qui sont des chiens et des malheureux.

4^e Mémoire (1)

Les habitants catholiques de Saujon demandent en grâce à Monsieur l'Intendant que les nouveaux convertis dudit lieu n'ayent pas la distribution de la poudre.

Comme aussy que les deux compagnies de milice du dit lieu y fassent la garde au lieu d'aller à Royan ou à Saint-Palais, pendant lequel temps il pourroit arriver toute sorte de désordre, sans qu'il y eut personne pour l'arrester. Dalieurs, le garde de Saujon seroit très propre à contenir tout dans le respect dans tous les environs.

[Suit une note relative à l'état des chemins.]

5^e Chefs de Caballe de l'isle d'Alvert (2)

Estienne Sauvaget, praticien du village d'Avalon, qui, sous un prétexte de donner des avis et consultes aux habitants, assemble feste et dimanche jusques à quatre vingt ou cent hommes, est très

(1) Ce mémoire a été écrit par la même main que le précédent, c'est-à-dire de la main du curé de Saujon lui-même dont il existe une lettre signée au dossier Bigeon. Le même curé avait rédigé un questionnaire que nous n'avons pas jugé à propos de reproduire. Tout en tenant compte de l'exagération de ces notes, il semble bien évident que l'irritation de la population protestante de la région était à son comble, tout au moins à Saujon. Mais rien ne permet de croire qu'elle ait jamais songé à se soulever et prendre les armes contre le roi; néanmoins le colonel des milices jugea prudent de transférer sans retard ses prisonniers à Rochefort.

(2) Document extrait du dossier de Pierre Bigeon.

dangereux. Il a une sœur et des neveux en Hollande; il en a un chez luy qui est de retour pour faits de religion, et n'a fait aucune déclaration de son retour.

M^r le Sénéchal de La Tremblade offre de faire certifier ce que dessus et ce qui suit.

Ellie Chevalier sieur Despulles, bourgeois de la Tremblade, fort aisé, est très pernicieux, n'ayant jamais esté à l'église, ny satisfait à une lettre de cachet, s'estant esquivé (1).

La veuve d'un chirurgien, nommée Chevalier, va voir les malades sous prétexte de leurs donner des remèdes; c'est seulement pour les pervertir.

La veuve Desherbiers, aubergiste de La Tremblade, est une femme très pernicieuse, a causé et donné les mains à l'évasion d'un très grand nombre de personnes, a gagné la plus grande partie de son bien par ses fausses sollicitations.

Ce seroit un très grand bien dans le pays d'oster ces quatre personnes, estant les seuls qui empeschent les autres d'aller à l'église, et qui les exortent à la mort; sont cause aussy des concubinaires qui sont dans le pays, dont le nombre passe plus de six cents dans la seule isle d'Alvert.

La plus part des nouveaux convertis sont très bien armez quoy qu'ils n'entrent aucunement dans les milices (2).

Tout ce qui dessus est de la part du sieur sénéchal de La Tremblade.

[Suivent quelques détails peu importants sur la connaissance qu'avait eue le sieur Dumesnil, prieur d'Arvert, des assemblées faites dans la paroisse par Bigeon. Les nommés Daniel Jean, Isaac Gripon et Isaac Barbant étaient chargés d'avertir les protestants de la paroisse. Le curé les fit surveiller par le maître d'école. Le sieur Mesnart et son fils sont signalés comme des gens très pernicieux et fameux huguenots.

Conseil à l'intendant de faire arrêter le sieur Desrideaux, marchand de Chatressac près Chaillevette, chez lequel « il s'estoit passé quelque chose ». Le valet révélerait bien des choses.]

(1) Il s'agit peut-être de celui qui avait été condamné aux galères en 1687 et libéré après abjuration, par ordre du 5 juillet 1688 (Haag. *Fr. prot.* nouv. édit. tome VI, p. 249 et Arch. de la Marine B⁶ 20, f^o 127, note de F. B.).

(2) Ces dénonciations avaient pour but, comme il a été dit plus haut, d'impliquer les protestants de Saintonge dans la révolte des camisards. Jean Luneau avait déclaré dans son deuxième interrogatoire que les assemblées se tenaient sans armes.



Signature de Bigeon.

LES HUGUENOTS DU CALAISIS AU XVII^e SIÈCLE

CHAPITRE V

RÉVOCATION ET EXODE (1)

I. — Action de l'État.

Nous avons vu l'évêque et l'intendant venir à Guines pour menacer les huguenots, nous avons assisté à la fermeture de leur temple et constaté que ces mesures avaient été inefficaces.

Nous allons examiner comment l'on essaya de convertir ces réfractaires et quel fut le résultat de l'action gouvernementale.

Sur le premier point, nous n'avons guère de renseignements précis que pour Calais. Il nous est resté la relation d'Isaac Minet, victime lui-même de la persécution (2).

En septembre 1685 l'évêque de Boulogne vient à Calais avec quatre ou cinq de ses meilleurs prédicateurs, et, un samedi après-midi, les chefs des principales familles protestantes reçurent l'ordre de se rendre à la maison du président de la Justice royale, entourée par d'importants effectifs militaires. Là les attendaient le gouverneur, le président et le lieutenant de justice, le mayeur et les échevins, toutes les autorités locales.

On leur donne l'ordre de se rendre le lendemain au sermon que doit faire un des prédicateurs de l'évêque.

(1) Voy. plus haut, p. 401-444. *Errata* : page 433, 7^e ligne, au lieu de : d'Angueville, lire : d'Aigneville ; page 433, 8^e ligne, au lieu de : de Boursin, lire : les du Tertre, habitant Boursin.

(2) W. Minet, *Hug. family*, p. 25 à 36. — Nous allons résumer la « narration » qu'Isaac Minet fait en 1737 des événements qui ont accompagné la révocation à Calais. Il avait vingt-cinq ans en 1685 : le récit, à quarante ans de distance, nous explique l'imprécision de quelques dates.

A trois reprises la même sommation leur est faite par le gouverneur, le président et le mayeur de Calais qui les exhortent à obéir aux ordres du roi. Les vingt-cinq chefs de famille qui sont là ne font aucune réponse et sont renvoyés chez eux, mais peu après, avant même la Révocation, on loge dans les principales familles des soldats destinés à les garder, et qui pour mieux accomplir leur office mangent à leur table et couchent dans leur chambre. Dans le cours d'octobre, Isaac Minet réussit à s'évader, mais, repris, il est emmené en prison où il se retrouve avec de nombreux huguenots. Là ils sont visités fréquemment par des capucins et des minimes qui essayent de les faire abjurer, mais Isaac Minet nous signale qu'il est fort facile de leur résister, car « la plupart des gens du pays étaient mieux instruits dans leur religion que ne l'étaient beaucoup de prêtres ».

Le 28 décembre, l'intendant vient à Calais, visite les prisons, menace de renvoyer les récalcitrants chez eux avec douze dragons ou plus, arrache ainsi la signature de trente-quatre actes d'abjuration aux membres des meilleures familles de Calais, et deux jours après, à la suite d'un simulacre de cérémonie à Notre-Dame, les N. C. sont ramenés chez eux où on les oblige à payer 30 sols par jour les soldats qui, placés là pour veiller à la maison, ont procédé à un pillage complet. Ceux qui s'obstinent se voient condamnés à garder jusqu'à leur conversion des soldats que l'on change si l'on s'aperçoit qu'ils laissent trop de repos à leurs hôtes. Les huit dragons placés chez Daniel Pillart sont pour cette raison remplacés par vingt fantassins que l'on relève toutes les vingt-quatre heures afin qu'ils n'aient aucun ménagement à prendre (1). Quelquefois même les brimades se font par les rues, où les soldats se font un jouet des huguenots désarmés (2).

Pendant ce temps les visites de l'évêque se multi-

(1) Isaac Minet nous signale parmi les familles ayant eu le plus à souffrir les Delebecque, Isaac Sigart, Abraham Lemaire, Adrien Lernoult, James Hays, Jacob Delarue, Jonas Duriez, etc.

(2) E. Benoît, *Hist. de l'Édit.* — Alexandre Le Maire de Calais : on lui pend au cou des bottes éperonnées et on le fait courir ainsi par les rues.

pliaient : le 23 octobre il était à Guines, le 28 à Calais, le 21 mai 1688 à Ardres, et son passage était signalé dans les paroisses par des baptêmes où il faisait office de parrain, ou par les abjurations qu'il recevait solennellement (1).

Mais, non seulement l'évêque était aidé dans sa tâche par les moines et les soldats, il recevait encore un secours fort efficace de quelques laïcs. L'un d'eux, Louis Gense, un riche bourgeois de Calais (2), s'était « attiré la mission honorable de surveiller les huguenots et de les éclairer dans toutes leurs démarches. Ainsi sous un habit séculier il faisait en quelque façon l'office d'inquisiteur de la foi. Après la destruction des prêches il se multipliait en quelque sorte de tous côtés pour poursuivre les prédicants et les faux pasteurs... (3) ».

Malgré cette persévérance, les résultats semblent avoir été médiocres. Les registres de Boulogne (4) ne signalent qu'une vingtaine d'abjurations, ceux de Saint-Tricat, de Marcq, de Coulogne, de Calais un nombre très inférieur à ce qu'on pourrait attendre (5). C'est à la Basse-Ville (Saint-Pierre) et à Ardres que l'on en trouve le plus et ici encore il est manifeste que c'est la contrainte seule

(1) Reg. cath. de Calais, Guines, Ardres (oct. 1685-août 1686).

(2) Il laissa en 1719 (Min. des not. de Calais : Baudier, 20 oct. 1719), un testament de 32 pages écrit en plusieurs fois et contenant des passages curieux : ... « Comme j'ai plusieurs livres qui sont hérétiques, que l'Eglise catholique ma Sainte Mère m'a permis de lire pour combattre l'hérésie..., ils seront mis au rang des livres défendus dans la bibliothèque des religieuses Minimés ou brûlés en l'honneur des hérésies... Il serait aussi d'un grand ordre dans l'Eglise que l'on retranche une grande partie de ces quêteurs à la messe qui causent un scandale aux catholiques et aux étrangers hérétiques... qui font passer nos églises pour vénales et intéressées, car l'on invente tous les jours de nouveaux droits sur les fidèles... En un mot ce grand charivari de platelets fait un terrible ravage et bruit dans l'Eglise. »

L'inventaire auquel on procède du 15 au 21 nov. 1719 (Min. des not. de Calais, 21 nov. 1719) nous indique de nombreux ouvrages : *Les préjugés légitimes contre le calvinisme. Histoire de l'arianisme. Pensées de M. Paschal. Motifs invincibles pour convaincre les P. R. La discipline des Eg. P. R. de France. Œuvres de Caton, d'Aristote. Cérémonies et coutumes des Juifs. Les fables de Phèdre. Moyens pour la conversion des hérétiques. L'Alcoran de Mahomet*, « 40 petits livres couverts de papier blanc et marbré... contraires à la religion... estimés rien et brûlés... »

(3) Blin, *Vie de J.-B. de la Salle*, cité par C. Landrin. *Tablettes*, III, p. 134.

(4) Arch. départ. P.-d.-C. — B. Reg. cath. de Boulogne. Année 1685-1686.

(5) Arch. communales diverses. Reg. cath. 1685-86.

qui a décidé de ces abjurations, car les huguenots attendent l'extrême limite pour se soumettre. A Ardres, sur 99 abjurations, il y en a 65 pendant les trois derniers jours de décembre (1). A Saint-Pierre, il y en a 55 le 30 et 39 le 31 décembre (2).

A ces abjurations, qui étaient le résultat de la persécution immédiate, s'ajoutent celles qui ne font que continuer le mouvement commencé longtemps avant la Révocation. L'article VIII de l'édit révocatoire menaçait de 500 livres d'amende ou de peines plus grandes les gens de la R. P. R. qui ne feraient pas baptiser leurs enfants par les curés des paroisses.

Aussi, après le 27 octobre, date à laquelle l'édit fut proclamé à Calais, voyons-nous dans les registres catholiques des différentes paroisses le nombre de ces baptêmes se multiplier, mais les parents, à chaque fois, sont notés comme étant toujours de la R. P. R. Plus tard, s'il y a eu abjuration préalable des parents, le curé signale assez souvent qu'ils furent « convertis au temps des gens de guerre envoyés à ce sujet ». Mais ces baptêmes n'assuraient pas des recrues fort nombreuses au catholicisme, car les parents « obstinés », s'ils en avaient les moyens, envoyaient fort souvent leurs enfants recevoir à l'étranger l'instruction que ne pouvaient plus leur donner en France ceux de leur religion. Aussi le gouvernement essaye-t-il d'entraver ce mouvement : de la Secrétairerie d'État arrive l'ordre à Calais « d'empêcher les marchands N. C. d'envoyer leurs enfants à l'étranger (3) », et peu après le comte de Pontchartrain écrit à Bignon, intendant de Picardie, de se renseigner sur deux professeurs anglais

(1) Arch. d'Ardres. Reg. cath. 1685. Liste de Ranson, *Hist. d'Ardres*, p. 691.

(2) Arch. de Calais. Reg. cath. 1685. Liste de Landrin. *Tablettes*, I, p. 196.

(3) V.-F. Vaillant, *Révocation*, p. 38. — « ... Les marchands N. C. se donnent la liberté d'envoyer leurs enfants dans les pays étrangers soubz prétexte d'y apprendre la langue... Cela entraîne de mauvaises suites..., dont la principale serait que ces enfants n'ayant aucune instruction, non seulement ne seraient jamais bons catholiques, mais pourraient même abandonner la religion qu'ils ont embrassée... S. M. veut que vous ayez une attention particulière à réprimer ces abus... »

« dont se sont plaints les eschevins de Calais (1) ». Mais les huguenots se vengent en cessant leurs aumônes aux pauvres et les institutions charitables des catholiques, peu aidées par le gouvernement trop pauvre, ne peuvent plus procéder aux enlèvements d'enfants, qui dès 1693 sont devenus tout à fait exceptionnels (2).

Les mariages mixtes continuent à provoquer des abjurations qui ne sont pas plus nombreuses que celles que nous notions dès la première moitié du XVII^e siècle; c'est à la veille de la mort que quelques huguenots par crainte de la claie consentent à abjurer, et dans ce cas les actes d'abjuration, de collation des sacrements et de décès ne font qu'un.

Les mesures violentes employées par l'État ont provoqué un certain nombre d'abjurations dans le pays, mais la plupart des huguenots n'en restaient pas moins fidèles à leurs croyances. Qu'allaient-ils devenir?

II. — Les victimes de la persécution.

Beaucoup de ceux qui refusent de se convertir essayent de quitter le pays. L'émigration, nous l'avons vu, avait commencé, assez faible toutefois, dès 1681; mais, aussitôt après la Révocation, le gouvernement prend des mesures les plus sévères pour arrêter l'exode grandissant (3).

Sur toutes les frontières le gouvernement constate que de véritables agences d'émigration se sont établies et il donne des ordres en conséquence aux intendants des provinces (4). A Calais, ce sont les bateaux anglais qui

(1) V.-F. Vaillant, *Révocation*, p. 38. — « ... Je vous envoie, par ordre du Roy, la lettre que les eschevins de Calais ont escrit pour demander la suppression de deux professeurs en langues étrangères qui ont esté établis en ceste ville. Prenez la peine de m'en mander vostre sentiment s'il est vray qu'ils ont encore aucuns escoliers... »

(2) Lavisse, *Hist. de France*, VIII (1), p. 367, d'après Élie Benoit.

(3) *Mém. du M^{is} de Sourches*, I, p. 348, 1685. — « On avait en ce temps-là une si grande exactitude pour les empêcher de partir, que l'on ne donnait pas même aux catholiques de passeports pour sortir du royaume, de peur qu'ils ne les donnassent à des huguenots parmi lesquels il y en avait qui auraient donné la moitié de leur bien pour pouvoir sortir de France... »

(4) Depping, II, p. 604. — Reg. secr., 29 août 1686. — Lettre du marquis

sont l'objet d'une surveillance étroite. Maints conflits s'élèvent. Des frégates françaises visitent en cours de route les paquebots anglais qui vont d'Ostende en Angleterre (1). Elles vont jusque dans les ports britanniques, à Rye par exemple, en face de Boulogne, reprendre des sujets français, quelquefois naturalisés depuis plusieurs années. Les réclamations les plus énergiques de sir William Trumball, l'ambassadeur anglais, restent sans effet. En même temps que Jacques II chargeait Sunderland de remettre à Barillon un mémoire exposant ses doléances (2), un cas d'enlèvement analogue, mais moins grave, se produit à Jersey, à l'encontre des droits de Louis XIV. On relâche ses sujets dès qu'il proteste et, à cet acte de courtoisie que Jacques II espérait voir payé de retour, Louis XIV répond par deux lettres où il se refuse à relâcher les Français enlevés à Rye et ramenés à Calais; il ajoute même qu'il est de l'intérêt du roi d'Angleterre d'éloigner ces « calvinistes fugitifs... par toutes sortes de mauvais traitements (3) ».

de Seignelay au marquis de Louvois, sur « le commerce qui se fait aux environs de Lille, pour faciliter l'évasion des sujets ».

(1) *Bull. S. H. P. F.*, vol. XLVIII (1894). — César Pascal : « Un ambassadeur désagréable à la Cour de Louis XIV (1683-1686), Sir William Trumball », p. 274.

(2) *Ibid.*, p. 283, le 11 février 1686. — « Sa Majesté (Jacques II) a été informée que le nommé Brydoux et ses associés qui furent enlevés dans la rade de Rye, quelque temps passé par une frégate française, sont encore détenus à Calais, nonobstant que S. M. a fait réclamer par son envoyé extraordinaire à la Cour de France, comme des régnicoles d'Angleterre, où ils sont demeurés quelques années et ont obtenu des lettres de naturalisation. S. M. m'ordonne de faire savoir à M. l'ambassadeur de France, qu'il est certain que de droit il peut réclamer ledit Brydoux et ses associés..., espère que le Roi Très Chrétien donnera sans délai les ordres nécessaires pour leur liberté... ».

(3) *Bull. S. H. P. F.*, op. cit., p. 280, le 21 février 1686 : « J'ai reçu vos deux lettres du 11^e et du 14^e de ce mois, dont la première m'informe des diligences que vous avez faites pour faire relâcher ceux de mes sujets qui ont été arrêtés à Jersey dans une barque de Saint-Malo, mais, quelques instances que vous fassiez, le relâchement des pêcheurs français ramenés des environs de la Rye, dans le port de Calais, vous n'en devez donner aucune espérance, mon intention n'est pas, ainsi que je vous l'ai écrit, de rien changer sur ce sujet. »

Environ un mois plus tard, il écrivait encore : « Vos lettres du 4^e et du 7^e de ce mois me font voir que la Cour où vous êtes a encore peine à acquiescer à l'enlèvement des pêcheurs français. Mais il me paraît que le roi d'Angleterre a d'autant moins de raison de s'en plaindre, qu'il ne peut point avoir dans ses États de plus grands ennemis de l'autorité royale que ces calvi-

En France, des poursuites se faisaient en même temps contre les complices des fugitifs (1). Ceux-ci d'ailleurs étaient parfois arrêtés, mais nous ne découvrons qu'assez rarement la trace de leur passage dans les prisons. Le plus ordinairement on les éloignait du pays, mais nous n'en trouvons que 6 ou 7 d'entre eux à la Bastille (2) et à la Maison des Nouveaux Convertis de Paris (3). M. de la Charmoye est au château de Guise, Mlle de la Wespierre à la citadelle d'Amiens, quelques femmes dans la maison de force de Montreuil (4), etc. Plus rares sont ceux qui restent dans les prisons de la région : nous avons vu le sieur de Haffrengue enfermé en 1698 au château de Boulogne (5). A Calais l'hôpital de la Chambre des pauvres abrite 20 réformés qui y ont été placés par ordre du roi et les religieuses hospitalières de Calais ont 5 ou 6 pensionnaires huguenotes qui se font religieuses (6).

Quant aux forçats nous ne pouvons affirmer que le Calaisis en ait fourni aux galères royales (7). Seul le sieur

nistes fugitifs, et il est même de prudence de les éloigner par toutes sortes de mauvais traitements. »

(1) Arch. départ., P.-d.-C. — B. Amirauté de Boulogne. Registre aux Dépôts (1685-1694), f° 1, 1685. Dépôt au greffe de l'Amirauté de Boulogne d'un procès extraordinaire contre les particuliers qui ont embarqué des huguenots.

(2) V.-F. Vaillant, *Révocation*, p. 53. — A la Bastille : Le seigneur de Boncourt, Marie-Magdeleine Boursin, femme Vaillant, le sieur de Liembrune, le sieur Patras de Théval, le sieur de la Fontaine et sa femme.

(3) *Bull. S. H. P. F.*, vol. XLIII (1894). — Noms et qualités des Pénitents et Nouveaux Convertis qui sont dans ladite maison de Paris, le 17 may 1702... « Marie Vyllain, âgée de 33 ans, native de Calais, femme de Philippe Galet, ouvrier en soye. Réfugiée en Angleterre, a été arrêtée à Paris..., il y a six mois qu'elle est dans notre maison..., elle est à l'aumône (pour les Vyllain et Galet, voir les Reg. de Guines).

(4) V.-F. Vaillant, *Révocation*, p. 53.

(5) Arch. nat., TT. 452. LXXXV. Copié dans le *Bull. S. H. P. F.*, vol. XLVII (1898), p. 537-538. L'intendant Bignon au marquis de Châteauneuf, 6 janvier 1699. A Amiens, 6 janvier 1699... : « Le sieur Haffrenghe qui vous a escrit la lettre cy-jointe est un gentilhomme de Boulonnais... Je crois qu'il est assez mortifié... A l'égard des deux filles qui ont été mises chez les Urselines de Boulogne, ce serait les perdre que de les rendre à leur mère, qui est une des plus zélées protestantes, et les cent écus de pension que le sieur Haffrenghe doit payer pour elles n'est pas une raison qui doive rien changer aux ordres du roy. »

(6) V.-F. Vaillant, *Révocation*, p. 43.

(7) Pour toute la France il semble y avoir eu 3.000 condamnations aux galères de 1685 à 1720 (Lavis, *Hist. de France*, VIII (1), p. 358). En juin 1686, il y avait environ 600 galériens huguenots (Fonbrune-Berbinau, *Bull.*

des Bergeries y aurait été condamné, mais bientôt il obtint sa grâce à la suite de l'intervention de l'évêque de Boulogne (1). C'était enfin contre ceux qui refusaient les derniers sacrements que s'exerçait la rigueur des édits royaux. La Déclaration qui, en avril 1686, condamnait à la claie les Nouveaux Convertis qui s'obstinaient à mourir dans la R. P. R. fit quatre victimes connues dans le Calaisis (2). C'est le sort d'un vieillard de Calais, Jean de Lamare, et d'un laboureur de la même ville, Michel Poirée. Samuel Doye, un brasseur de la Chaussée, qui décède à Neufchâtel le 25 septembre 1686, est enterré d'abord en terre sainte, car il avait « un certificat de confession des prisons de Calais ». Mais l'on s'avise qu'il n'a pas reçu les sacrements : il est exhumé, son corps est traîné sur une charrette jusqu'à Calais, où l'on menace de poursuites le bourreau qui hésite à exécuter la sentence (3). Le même sort est réservé à Ardres à la veuve Vatta, une parente d'Isaac Minet, dont le cadavre traîné par des chevaux est lapidé par la populace et abandonné dans un chemin de campagne (4).

Mais l'on s'efforce bientôt de tourner ces édits dont le gouvernement reconnaît lui-même l'excès (5). Parents et

S. H. P. F., 1889, p. 226). Les listes qui nous sont parvenues sont en général des plus sommaires : un nom d'homme, un nom de province (V.-F. Vaillant, *Révocation*, p. 61). Dans une « liste des Protestants qui restent encore sur les galères de France le 1^{er} février 1714 », sur 168 noms il n'en est pas un de nos régions. (Bib. de l'Université de Cambridge, Mss. O. 0. 6. 11. Cité par *Bull.* S. H. P. F., 1889, p. 144-162.)

(1) *Bull.* S. H. P. F. Tome II, p. 448-449. Lettre de Claude, évêque de Boulogne à M. Chauvelin, intendant de Picardie et d'Artois. Relate les détails du procès : la condamnation du sieur des Bergeries aux galères, pendant que sa femme faisait amende honorable à la cathédrale de Boulogne et que l'on réservait « 500 l. par an pour chacun de leurs deux fils pour les faire instruire en religion catholique ».

(2) *Bull.* S. H. P. F. Tome VI, p. 384-385 : Relevé général des persécutions contre les protestants de France de 1685 à 1789, d'après E. Benoit, liste à compléter par diverses communications au même *Bulletin*, en 1895 (511-527), 1896 (45-50), 1903 (385-456 et 573-576), 1904 (470-474), 1905 (285-287), 1906 (273-279).

(3) E. Benoit, *Hist. de l'Édit*. Cité par Vaillant, *Révocation*, p. 62.

(4) W. Minet, *Hug. family*, p. 22. « Memorandum by me Isaac Minet... 1722... »

(5) Lavissee, *Hist. de France*. VIII (1), p. 371. En fin 1686, Louvois écrit à l'intendant de Metz : « Dans les occasions où la déclaration de vou-

curé s'entendent pour rédiger des actes ambigus qui évitent le supplice au défunt, ou bien le curé, quand il est tolérant, arrive trop tard pour administrer des sacrements qu'il craint de voir refuser (1).

Quelquefois cette tolérance semble même excessive aux agents de la justice royale qui voient là un abus trop criant. En janvier 1688, une réclamation dans ce sens est faite par Bourgneuf, lieutenant général de Calais à Chauvelin, intendant de Picardie (2) : un bourgeois, Simon Aimery, nouveau converti, est mort le 6 janvier 1688, après avoir refusé les sacrements.

Pour éviter le déshonneur de la claie, ses parents, de concert avec le médecin, le chirurgien, la garde et des amis du défunt, essayent de le faire passer pour fou au moment de son refus. Jugement étant intervenu dans ce sens, le 9 janvier, 20 ou 30 Suisses, tous huguenots, allèrent à la prison enlever le cadavre et l'enterrer hors de la ville.

Mais de Bourgneuf accuse les parents d'avoir acheté les juges (3), il ajoute à sa lettre les dépositions du curé et des témoins (4), demande des instructions (5). Les faits relatés par Bourgneuf devaient être fréquents, mais nous n'en trouvons que rarement la trace, parce que le gouvernement n'encourageait pas les agents royaux qui lui révè-

loir mourir en la R. P. R. paraîtra avoir été faite par un simple motif d'opiniâtreté et que les parents témoigneront la désapprouver, il sera bon de ne pas relever la chose... »

(1) Reg. de cath. de Guines, Ardres, Andres, Vieille-Église de 1686 à 1688.

(2) Arch. nat. TT. 452. Dossier XXII. Cité *Bull. S. H. P. F.* 1905, p. 287.

(3) Dossier cité : Lettre de Bourgneuf du 12 janvier 1688 à l'intendant Chauvelin... «...Mais ce qui est outrageant pour les officiers qui..., c'est que le public sache que les funérailles de ce défunt se soient faites dans le cabaret pendant 15 heures avec les juges, ou du moins 2 de 3, les procureurs des parties, curateur, huissier et beau-frères du defunt... »

(4) Dossier cité : Déposition de Nicolas Hyart, menuisier, témoin : « ...Ledit sieur curé lui ayant représenté d'où venait qu'il avait abjuré l'hérésie de Calvin, puisqu'il était dans ces sentiments, ledit Aimery aurait répondu que c'avait été pour chasser les diables qui le tourmentaient en sa maison et qui lui pillaient son bien, voulant parler des dragons qui logeaient chez lui et qu'il (le curé) ne luy rompit plus la tête davantage... de telle sorte que le sieur curé fut obligé de se retirer... »

(5) Dossier cité : Lettre de Chauvelin au Secrétaire d'État Châteauneuf (d'Amiens le 15 juin 1688) lui demandant ce qu'il doit faire. — La suite manque.

laient des actes que lui-même approuvait implicitement parce qu'ils lui évitaient des persécutions qu'il sentait inutiles.

III. — Les fugitifs et les confiscations.

Pas plus pour le nombre des fugitifs que pour celui de ceux qui se soumirent à l'abjuration, nous n'avons de chiffres précis. Il ne nous reste que les noms d'un certain nombre de huguenots qui abandonnèrent leurs biens.

Pour le reste, nous en sommes réduits aux chiffres contradictoires fournis par quelques documents. D'après le « Mémoire » de l'intendant Bignon sur la Picardie (1) en 1698, c'était le gouvernement de Calais et d'Ardres qui, de beaucoup, fournissait le plus de fugitifs. Tandis que le reste de la Picardie ne perd que 1 768 habitants, les gouvernements du Pays reconquis en perdent 2 700 sur 3 000 qui pratiquaient la R. P. R (2). Un siècle plus tard, dans une pétition adressée au Garde des Sceaux, le corps de ville de Guines dit qu'« après la Révocation il ne resta dans la ville que quelques notables habitants, peu d'artisans et de pauvres journaliers... (3) ». — D'autre part, l'annaliste Bernard nous dit que 70 familles seulement quittèrent le pays (4).

Il est probable que des deux côtés il y a exagération.

(1) Arch. dép. Somme 1698. — Nombreuses copies dans des Biblioth. particulières (H. de Rosny, Boulogne-sur-Mer). Cité par Ch. Weiss, *Réf. Prot. France*, I, p. 113.

(2) Dans l'élection d'Abbeville	sur	160 protestants il en sort	80
— d'Amiens	—	2 000	1 600
— de Doullens	—	100	60
— du Boulonnais	—	40	28
Dans les G ^{ents} de Calais et Ardres	—	3 000	2 700

(3) Arch. de Guines. Classement provisoire : Reg. V. Art. II, p. 12. 7 novembre 1787 : Mém. adressé à M. le Garde des Sceaux. « Mais à la publication..., Guines se trouva presque dépeuplé par la fuite des religionnaires. La révolution que cette fuite occasionna dans la commune força plusieurs négociants de la religion dominante à aller s'établir ailleurs. Il ne resta plus... Il ne fut plus possible de trouver un nombre suffisant de sujets pour remplir les places municipales et le corps de ville fut réduit à un seul mayor. » La ville alors avait été mise sous la tutelle de Calais, ils demandent qu'on lui rende son indépendance puisqu'elle prospère de nouveau.

(4) Bernard, *Annales*, p. 444.

L'intendant Bignon voulait montrer les plaies qu'il avait à panser dans le pays, Bernard, catholique fervent, voulait cacher l'excès des maux.

Nous verrons que les envois en possession, de Guines seulement, intéressent plus de soixante-dix familles et que, d'autre part, pour admettre 2 700 départs, il faudrait supposer l'exode de tous ceux qui fréquentaient le temple (1). Une émigration de 800 à 1 000 réformés pour l'ensemble du Calaisis et les confins du Boulonnais est le maximum de ce que l'on peut admettre.

Nous n'insisterons pas sur les mesures contradictoires que prit le gouvernement, tour à tour exaspéré par l'obstination à ne pas abjurer et effrayé par l'exode qui répond à chaque vexation nouvelle (2). Elles sont les mêmes que pour le reste de la France.

Ne pouvant rien contre la personne des fugitifs, l'État s'attaque à leurs biens, soit à ceux que les familles ont en propre, soit à ceux qui appartiennent à la communauté.

Certains de ces biens sont donnés à des institutions charitables. C'est le sort de la maison que le Consistoire mettait à la disposition du pasteur. Par Déclaration du 21 août 1684 le roi disposait déjà de cette catégorie de biens en faveur de l'hôpital le plus voisin et, par acte du 6 novembre 1685, la maison du ministre Trouillart est donnée à la « Chambre des Pauvres » de Calais (3). Le

(1) Voir plus haut le nombre des huguenots dans le Calaisis en 1685, le nombre des habitants du pays en 1698 et plus loin, le nombre des huguenots de Guines dont les biens sont légués à des parents. Il est certain que des familles entières et fort nombreuses émigrèrent. C'est le cas des neuf enfants survivants d'Ambroise Minet dont huit vont en Angleterre et un à Flushing (Flessingue). (Voir W. Minet, *Hug. family*, p. 37.) — Il convient d'ajouter que cette évaluation ne tient pas compte du nombre d'artisans — toujours plus grand que celui des propriétaires — qui portaient sans laisser de traces, puisqu'ils ne laissaient rien à confisquer (*Réd.*).

(2) Lavissee, *Hist. de France*, VIII (1), p. 340-355. — V.-F. Vaillant, *Révocation*, p. 45, cite un passage d'une lettre du procureur général de Harlay du 21 février 1688 : il fait observer à l'un des Secrétaires d'État combien était étrange l'anomalie de l'ordre du roi qui commandait « de faire sortir du royaume tous ses sujets qui y font partie de la R. P. R. et ordonnait la confiscation des biens de gens que l'on force à sortir ».

(3) Divers actes de location ou de vente où l'on en fait la description : Min. des Not. de Guines, 6 novembre 1685, 8 juin 1686, 19 novembre 1687, 28 décembre 1718. Ces actes sont copiés à leur date dans C. Landrin, *Tablettes*.

produit de la démolition du temple est dévolu en partage à l'église de Guines. Dès le 15 octobre 1685, Louvois signifiait à l'intendant Bâville qu'« il ne convient point de songer à convertir en église des temples, qu'il faut les raser... » Or, en 1651, on avait commencé une chapelle annexée à l'église de Guines (1), le manque de ressources en avait arrêté la construction, mais en 1686 on l'achève et l'on entreprend la construction d'une aile avec les matériaux que l'on tire du temple (2). Dans toutes les paroisses d'ailleurs, les églises recevaient une part des dépouilles et, dans les actes de l'époque, nombreuses sont les ententes pour des réparations (3).

Une autre partie des biens est enfin distribuée en paiement à ceux qui travaillent pour le compte des églises ou des établissements charitables. On paie en partie ceux qui travaillent à l'église de Guines en leur donnant le consistoire et le cimetière des huguenots (4).

Ces donations diverses, faites quelquefois assez longtemps après la Révocation, sont, pour la Picardie, résumées dans un tableau qu'en 1688 l'intendant Chauvelin envoyait au roi. Il y ajoute que les biens du consistoire d'Amiens avaient donné 3 500 livres et ceux du petit consistoire de Boulogne, établi à La Haye, 112 livres de rentes seulement (5). Mais les chiffres que nous pouvons tirer des actes notariés et des rapports des intendants restent fort inférieurs à la réalité, car les confiscations qui se continuent pendant longtemps sont impossibles à

(1) Min. des Not. de Guines, 26 juin 1651 : « Don de François de Tiercelin de cinq maisons pour construire... une chapelle. »

(2) Min. des Not. de Guines : Ententes avec des entrepreneurs de Calais et Guines, 13 juillet 1686, 24 juillet 1686, 3 octobre 1687.

(3) Min. des Not. de Guines, Ardres, Andres, Coulogne. 1687-1688.

R. Rodière, *Épig. du Pas-de-Calais*, III, p. 397. La barrière du temple fut donnée à l'église de Coulogne. On ne sait ce qu'elle est devenue.

(4) Min. des Not. de Guines, Actes des 4 mars et 29 avril 1687. Le consistoire subsista jusqu'en 1876. En 1834, quand il faisait partie des dépendances d'une ferme de M. Boulanger-Fortin, un décalogue gravé sur bois, et en vieux français, y fut trouvé (actuellement au musée de Saint-Omer). (C. Landrin, *Tablettes*, III, p. 26-27.)

(5) Arch. nat. TT. 256. « Biens des Consistoires de la G^{te} d'Amiens », 12 février 1688. — Arch. dép. Pas-de-Calais. Arch. hosp. B. 32. Brevet de don des biens du consistoire de Boulogne en faveur de l'hospice.



Décalogue gravé sur bois, provenant de la maison du Consistoire de Guines, au musée de Saint-Omer.

retrouver toutes. En 1691, par exemple, nous voyons le curé de Notre-Dame de Calais noter que l'année précédente le roi avait accordé « pōur réparer l'église paroissiale, 23 500 livres à prendre sur les biens des huguenots fugitifs » et que, peu après, le roi, pour le même travail, avait accordé 10 000 autres livres (1). Bien plus tard, en septembre 1716, le curé de Notre-Dame se remettait en instances près de la Cour pour obtenir dans le même but 4 000 livres délaissées par Jacques de Roubai (2).

Nous verrons que la plus grande partie des biens des particuliers, au lieu de tomber ainsi dans le domaine public, allait être recueillie par leurs parents restés en France, mais qui assez tôt avaient consenti à abjurer.

La Révocation se traduit donc dans le Calaisis par des prédications et des dragonnades qui provoquent un certain nombre d'abjurations, par des emprisonnements et des supplices plus rares et bientôt abandonnés par le gouvernement, par la fuite d'un nombre de huguenots difficile à déterminer, mais qui semble se limiter à 250 ou 300 familles.

CHAPITRE VI

« NOUVEAUX CONVERTIS » ET « RÉFUGIÉS »

I. — Les « Nouveaux Convertis » en France.

Sous le titre de « Nouveaux Convertis » le gouvernement, dans le cours du XVIII^e siècle, englobait sans distinction ceux qui avaient abjuré et ceux qui se contentaient de ne pas essayer de suivre le culte réformé. Mais parmi les huguenots qui restèrent en France, il en est un assez grand nombre qui abjurèrent de suite pour profiter des dépouilles de leurs parents fugitifs. Dès avant la Révocation il en est qui achètent à vil prix les terres de leurs

(1) Arch. de Calais, registres cath. 1691-1694. Pigault de Lépinoy (Ms Bib. Calais), IV, p. 10, rapporte le même fait avec une erreur de chiffre : « Le roi donna 40 000 l. »

(2) H. de Rheims, *Journal historique de N.-D. de Calais*, p. 58.

coreligionnaires et commencent une fortune qu'ils achèveront par les envois en possession dont ils seront les bénéficiaires (1).

Tout d'abord le gouvernement royal commence par vendre les biens des fugitifs. Mais dans le Calaisis, comme partout (2), les malversations, les pots-de-vin, les transactions dont le fisc est victime, la dépréciation des biens là où les fugitifs sont nombreux, obligent l'État à s'arrêter dans cette voie (3), d'autant plus que, s'il continuait, les huguenots, désormais ruinés, n'auraient plus aucun intérêt à rentrer en France (4). Aussi, pour le Calaisis en particulier, le gouvernement ne vendit-il que très peu des biens dont il avait prononcé la confiscation. Dans les gouvernements de Calais et d'Ardres, des propriétés qui donnent un revenu de 33 000 livres, il ne vend qu'une infime partie pour 4 900 l. (5). Les biens qui restent sont mis « en régie » : c'est ce qui explique que pendant les années de 1686 à 1690, il n'en est pas de mis en vente et que seuls nous sont parvenus des actes de location qui nous signalent comme principaux « receveurs des biens abandonnés par les religionnaires fugitifs », dans le Calaisis, les sieurs Marie, Leveux, Ferjeacq et Morel.

(1) Min. des not. de Guines, 1685. Nombreux achats par des membres des familles Blanquart, Deléglize, Dezombre, etc. Ils revendent beaucoup de biens pendant les années 1687-1688.

(2) Lavissee, *Hist. de France*, VIII (1), p. 343. A Sedan, les frais de recouvrement atteignent les 2/3 de la valeur des biens-fonds.

(3) Min. des not. de Guines, 2 août 1692. Les biens vendus par justice ne l'étaient jamais à leur valeur.

(4) Des retours dès la fin de 1685 provoquent des procès, des accords, des transactions entre le fugitif repent et les acheteurs de ses biens. Exemple : Min. des not. de Guines, 23 janvier 1686.

(5) Papiers d'Auzière. Bib. S. H. P. F.

	Sortis	Revenu des biens	Produit de la vente
Election d'Amiens	61	1.547 livres.	11.405 livres.
— de Doullens	26	594 —	8.507 —
— d'Abbeville	12	383 —	8.299 —
— de Saint-Valéry . . .	4	1 030 —	1 783 —
— de Péronne	2	1 287 —	1 200 —
G ^m ents de Calais et Ardres .	214	32 913 —	4 856 —
— de Boulogne	11	3 572 —	2 292 —
— de Montdidier . . .	12	638 —	» —

L'édit du 9 décembre 1689 apporte un second changement dans l'emploi de ces biens et il généralise une mesure déjà prise en certains cas exceptionnels. Ils sont remis aux parents « à qui ils eussent appartenu par la mort naturelle de ceux qui se sont ainsy retirés (1) ». A défaut de document officiel, nous donnant la liste complète des envois en possession (2), nous avons relevé que parmi les huguenots qui restaient à Guines ou y possédaient des terres, il y en a 95 dont les biens furent saisis et vendus ou donnés à des héritiers (3). Si la proportion est la même dans les autres paroisses du Calaisis, nombreux furent les « Nouveaux Convertis » qui s'enrichirent des dépouilles de leurs parents. Dans le Boulonnais, la proportion est moins forte et la liste des héritiers et des fugitifs nous est fournie par les actes de la sénéchaussée de Boulogne qui assurait les envois en possession. Pour cette région nous ne trouvons d'« héritages par justice » que pendant l'année 1690 et, pour le ressort de Boulogne, il ne nous en reste que 32 (4).

Mais ils nous donnent une idée fort exacte des précautions prises par la sénéchaussée pour n'attribuer les biens qu'aux véritables héritiers. Dans chaque requête adressée « à M. le sénéchal du Boulonnais ou à son lieutenant-général », les parents détaillaient fort longuement leurs titres et leurs droits; communication était donnée de la pièce au procureur du roi, qui faisait une enquête et donnait son avis, auquel se rangeait, pour tous les actes

(1) C'est ce qui explique l'expression fréquente dans les actes notariés de cette époque : « ... depuis qu'il s'est retiré ledit... a été civilement mort... ». La mesure allait être rapportée dix ans plus tard. (Déclaration du 4 février 1699.)

(2) A Calais, les envois en possession furent faits par les soins de la Justice royale. Les registres de 1690 qui doivent contenir presque tous ces envois ne sont pas aux Archives départementales. Nous avons consulté ceux de 1691 et 1692, qui ne signalent que 24 envois en possession.

(3) Cette liste a été dressée à l'aide des actes de vente passés à Guines de 1690 à 1698 et où sont signalés les titres de possession des vendeurs. Un travail analogue fait pour toutes les paroisses du Calaisis pourrait nous donner le chiffre presque exact des propriétaires dont les biens furent confisqués.

(4) Arch. dép. Pas-de-Calais. Sénéchaussée de Boulogne, 1690. Chaque envoi fait l'objet d'une liasse. Beaucoup d'entre elles ont donc pu s'égarer.

que nous avons consultés, le sénéchal de Boulogne (1).

De tels héritages n'allaient pas sans procès de toutes sortes. Malgré les précautions prises par les N. C., malgré les détails, en apparence oiseux, dont acheteurs et vendeurs chargent les archives notariales, de nombreuses contestations s'élèvent (2), qui obligent le roi à évoquer les procès jusqu'à lui, et jusqu'en 1730 certains biens ne trouvent pas leur possesseur légitime et retombent sous le régime de la régie royale (3).

Mais ces huguenots convertis, sincèrement ou non, qui profitaient du départ des leurs pour s'enrichir, n'en restaient pas moins suspects à la royauté; de plus ils vivaient en contact avec une majorité de réformés qui, quoique n'essayant plus d'exercer leur culte, n'avaient pas abjuré et gardaient leur indépendance à la faveur des contradictions et de la faiblesse réelle que dissimulait mal la brutalité du gouvernement. Pour l'ensemble de ceux que l'on appelait les « N. C. » le culte reste impossible (4); les huguenots du Calaisais n'ont pas même la ressource d'essayer de suivre le culte dont on accorde l'exercice aux régiments suisses ou étrangers, temporairement dans le pays (5). Une surveillance étroite les entoure d'ailleurs. Pour la collation des sacrements, l'Église se montre parfois, après la Révocation, beaucoup plus exigeante qu'elle ne l'avait été pour les abjurations de 1685 (6);

(1) Arch. dép. Pas-de-Calais. Sénéchaussée de Boulogne, 1690. 9 janvier : Type d'envoi en possession : Nicolas de Poucques, écuyer, S^r du Fay, de Calais, hérite de Jean Destailleurs de Questebrune, sorti en octobre 1686.

(2) Min. des not. de Guines, 1693 à 1697 surtout. Accords nombreux entre parents pour ne pas dépenser en procès plus que ne valent les biens.

(3) Arch. nat., Mss. P., 1290. (Sans date, la 1^{re} partie est intitulée : « Le domaine royal de Calais, 1559. » Analyse par V.-F. Vaillant, dans des notes manuscrites, actuellement à la Bibliothèque de R. Rodière, Montreuil.) Partage des biens du marquis de Ruvigny, seigneur de la Callimotte, près Calais : le 28 juillet 1739, ils étaient tombés en régie depuis neuf ans et rapportaient 4 808 livres.

(4) Déclaration du 1^{er} juillet 1686. A tout ministre surpris en exercice : la mort; aux hommes qui lui donnent asile : les galères perpétuelles; aux femmes : la prison perpétuelle.

(5) Arch. dép. Somme, C. 1588. Lettre de Mgr de Louvoy à M. le comte de Monthon (Versailles, 12 février 1687).

(6) Reg. cath. d'Hames-Boucrez (24 avril 1692), d'Andres (10 mai 1694), etc.

l'Etat fait une enquête avant d'autoriser les N. C. à changer de résidence (1) et à plusieurs reprises il les exclut des fonctions qui ont une allure officielle. A la suite d'une circulaire du 31 août 1692, du comte de Pontchartrain aux intendants (2), on voit celui qui gouverne en Picardie, Chauvelin, recommander au mayer de Calais d'interdire l'entrée du « Magistrat » de la ville aux N. C. (3). Notaires (4) et médecins (5) sont jusque vers 1700 soumis à des examens sévères quant à leurs opinions religieuses.

A deux reprises, en 1696 et en 1699, on rappelle aux N. C. qu'il leur est interdit d'avoir chez eux des armes et de la poudre (6), et des prédicateurs, de loin en loin, viennent encore à Calais faire des missions et recueillir quelques abjurations (7).

L'enquête de 1697, qui ne révèle dans le Boulonnais que l'existence de quelques rares familles protestantes (8), montre une obstination plus grande des réformés dans le Calaisis; à Ardres, en particulier, le 3 décembre 1697, on fait comparaître devant le corps de ville dix chefs de famille N. C., qui, depuis leur abjuration en 1686, n'ont fait aucun acte de religion; on leur demande de s'engager à pratiquer, ils refusent de se soumettre et le mayer désarmé en est réduit à dresser procès-verbal qu'il adresse à l'intendant Bignon (9). Quand on les persécute, ils s'évadent, comme s'en plaignent des particuliers qui, encore en 1693, craignent de louer des terres à cause de la fréquence des départs (10).

(1) Voir plus loin l'histoire des de la Balle.

(2) Depping, IV, p. 430 (31 août 1692).

(3) Arch. de Calais, BB. 41, f° 90.

(4) Arch. dép. Pas-de-Calais : « Justice royale de Calais » (1686), 2 mai : requête de Pierre Sourloys, pour être reconnu notaire à Guines. 11 mai : Après enquête, on l'autorise à prêter serment.

(5) Arch. dép. Pas-de-Calais : « Justice royale de Calais » (1696), enquête analogue pour Jean Lequin, praticien à Guines.

(6) Arch. de Boulogne, cahier 1609.

(7) Arch. dép. Pas-de-Calais, G. 3, f° 54.

(8) Arch. nat. T. T., 252, liste copiée dans Vaillant, *Révocation*, p. 14-15.

(9) Arch. d'Ardres, G. G. I., 23 novembre et 4 décembre 1697.

(10) Min. des not. de Montreuil, 20 avril 1693 (communication R. Rodière) La Mère supérieure de l'Hôtel-Dieu de Montreuil donne cette raison pour expliquer la vente des biens que possède son hôpital dans le Calaisis.

Aussi, en dépit de ses rigueurs apparentes (1), le gouvernement essaye-t-il en 1698 de provoquer un retour des huguenots. La promesse d'être remis en possession de leurs biens (2) et de n'être en rien différenciés des catholiques (3), la tolérance de l'État à l'égard des mariages huguenots bénis à l'étranger sont un désaveu tacite des mesures de violence qu'on abandonne. La surveillance diminue dans le Calaisis et l'on se contente de chasser les professeurs étrangers et de les remplacer par quelques frères de la doctrine chrétienne, à qui, sur les biens des réformés, l'on accorde des pensions, maigres d'ailleurs (4).

Comme l'État, qui pendant longtemps les a poursuivis, les persécutés commencent à se lasser.

Ceux qui sont restés en France, non seulement continuent à abjurer à la veille de se marier, mais beaucoup abjurent à Guines, Calais, Boulogne sans motif apparent. De 1700 à 1730, fréquentes sont les abjurations qu'on relève dans les divers registres (5). Parmi ceux qui ont émigré et qui n'ont pas prospéré à l'étranger, il en est qui ne s'obstinent pas plus longtemps. Ils rentrent et se rétablissent en France d'autant plus facilement qu'ils retrouvent dans le pays beaucoup de leurs anciens coreligionnaires (6), et que sans difficulté le roi leur accorde des faveurs qui atténuent l'effet des édits de persécution : ils rentrent en possession d'une partie de leurs biens,

(1) *a*) Lavissee, *Hist. de France*, VIII (1), p. 360. En 1692, Pontchartrain ordonne aux intendants de ne plus persécuter, « mais tout en laissant croire aux N. C. que les ordres étaient toujours de les châtier sévèrement ». — *b*) « Pap. fam. de la Balle ». Lettre du 30 août 1698.

(2) Depping, IV, p. 449, 31 mars 1698 et 5 mai 1698, lettre du duc de Beauvilliers à Harlay et réponse; p. 436, 5 juin 1690, circulaire du comte de Pontchartrain aux intendants.

(3) Déclaration du 18 décembre 1698 et Mém. du 7 janvier 1699 (Lavissee, VIII (1), p. 374).

(4) Pigault de Lépinoy, Ms., IV, p. 26.

(5) Voir particulièrement : Arch. d'Ardres, Reg. cath., 1699; Arch. de Boulogne, Reg. cath., cahier 1825; Arch. de Calais (Saint-Pierre), cahier 1700-1705.

(6) Min. des not. de Guines, 27 décembre 1690. Par exemple, après l'exode il restait encore à Guines 5 brasseurs réformés. Ils ne cachaient pas leurs opinions religieuses, spécifiaient par acte notarié leur qualité de religionnaires et se déclaraient prêts à subvenir ensemble aux frais des procès qui leur seraient intentés pour prétendues falsifications.

recommencent à vendre, à acheter, à se refaire une fortune qui, pour quelques-uns d'entre eux, va devenir considérable (1).

Ce retour assez marqué provoque des craintes dans le clergé, qui reconnaît que les paroisses du Calaisis sont particulièrement difficiles à gouverner, « à cause du grand nombre de N. C. et « mal convertis », qui sont dans les cures (2) ».

Et comme le gouvernement veut montrer qu'il ne capitule pas devant les huguenots, il répète, dans les arrêts de 1724, les mesures restrictives de 1685, mais ne les applique pas, dans le pays du moins. Désormais il se contente d'enquêtes en 1725 et 1755. Elles révèlent la disparition progressive des réformés; dès la première, quelques rares familles sont signalées par les curés qui, d'ailleurs, ne se plaignent pas de leur attitude (3); la plupart des N. C., même quand ils ne pratiquent pas, se font administrer les derniers sacrements, et nous ne trouvons qu'un seul exemple, à Saint-Pierre, en 1736, d'un obstiné qu'on met en terre dans son jardin (4).

Tandis que dans d'autres régions de la France, les huguenots restés en contact avec Genève gardaient leurs traditions d'autrefois, s'efforçaient d'entretenir des pasteurs « du Désert », allaient rendre nécessaire, par leurs efforts, l'édit de tolérance de 1787, nous avons vu les huguenots du Calaisis abandonner la lutte; ils vont achever, à partir de 1725, de se fondre dans le reste de la population catholique.

Nous pourrions suivre l'évolution de nombreuses familles à la faveur des actes d'état civil et des archives notariales. Nous n'esquisserons que l'histoire de deux d'entre elles, qui peuvent servir de types.

(1) Voir les Blanquant, et les de la Balle.

(2) Arch. dép. Pas-de-Calais, G. 17, f^{os} 24 et 31 (23 juin et 13 août 1710), à propos de la nomination de A. Morel, prêtre, à la cure de Guines. L'évêque fait des difficultés, parce qu'il ne le croit pas à la hauteur de la tâche qui l'attend dans cette région, difficile d'après lui.

(3) a) Arch. dép. Pas-de-Calais, G. 31, 1725, rapports présentés par les curés du Boulonnais. b) *Ibid.*, G. 33, 1749-1757.

(4) Arch. de Calais. Reg. cath. de Saint-Pierre, 26 décembre 1736.

Les Blanquart (1), que nous avons vu fournir de nombreux chirurgiens au Calaisis dans le cours du XVII^e siècle, après avoir en partie émigré en 1685, reviennent et se convertissent; quelques-uns même ne quittent pas le pays (2). Dès 1707, certains d'entre eux sont échevin, chirurgien-major, notaire à Ardres (3); en 1728, Abraham devient mayer d'Abbeville par décision de l'intendant, malgré le corps de ville qui lui reproche de n'être pas natif de la ville et d'avoir été huguenot (4).

Jacques, en 1748, est mayer d'Ardres, son fils Joseph deviendra avocat au Parlement de Paris et son petit-fils Henri-Joseph Blanquart de Bailleul, décédé à Versailles en 1841, fut premier président de la Chambre royale de Douai et vice-président de la Chambre des Députés (5).

La famille de la Balle (6) nous donne, elle, un exemple d'assimilation plus difficile, avec même des retours imprévus à l'opinion religieuse des ancêtres; elle nous indique les alternatives par lesquelles sont passées de nombreuses familles de N. C.

Jean de la Balle, qui abjure après la Révocation, émigre à Lille en 1689 (7) et se fait, l'année suivante, envoyer en possession des biens de la famille Hovinne, son alliée. Son fils Louis, né en 1670, un des principaux marchands tanneurs de Guines, est signalé comme marié dans un acte notarié du 8 janvier 1697, et pourtant son mariage n'est pas noté au registre de catholicité et, le 3 juin de cette même année, le curé baptise sa fille en

(1) C. Landrin, *Tablettes*, III, p. 258-259.

(2) Abraham Blanquart et Rachel Cocquet testent à Rotterdam, le mari le 21 juin 1701, la femme le 19 mars 1707 (papiers de famille de M. de Neuville d'Abbeville, communication de R. Rodière). Mais dès 1687, leurs enfants avaient embrassé le catholicisme et par lettre patente du 26 avril de cette année (mêmes papiers, parchemin original), ils recevaient les biens que leurs parents abandonnaient dans le Pays reconquis et le Vimeu.

(3) Arch. d'Ardres, Reg. cath., 16 novembre 1707, mariage d'Abraham Blanquart, chirurgien, et Jeanne Dubuis, fille du greffier royal (voir témoins).

(4) « Pap. Neuville » (communication R. Rodière).

(5) D^r Cuisinier, *Notes*, XV, p. 217.

(6) W. Minet, « The de la Balle », *Pro. H. S. L.*, vol. X, n^o 1.

(7) Papiers de la famille de la Balle, bib. de W. Minet (Londres). Le maréchal d'Humières, gouverneur de Lille, donne passeport à Jean de la Balle, pour se retirer à Lille avec sa famille.

notant que les parents sont « relaps, non mariez, et se disant mariez hors de l'ordre de l'Église ». Ce n'est que trois ans plus tard qu'ils acceptent la bénédiction du prêtre (1). Son frère, Pierre, qui avait émigré, capitule à son tour et, en octobre 1708, il adresse une requête à l'intendant pour obtenir la permission de vendre pour 2 000 l. de ses biens afin de payer des dettes qu'il a contractées à son retour d'Angleterre (2).

Les affaires de Louis de la Balle prospèrent rapidement, il rachète les parts d'héritage de ses deux frères, se fait adjuger la moitié, puis les trois quarts de la marque de prudhomme sur tous les cuirs qui se tannent à Guines (3), devient fermier des droits sur les actes judiciaires et insinuations civiles (4), achète pour son fils Noé le contrôle des actes des notaires de Calais (5).

Brusquement, en août 1743, à soixante-treize ans, il quitte Guines et va rejoindre à Londres deux de ses enfants qui avaient émigré. Ce départ il l'entourait d'un mystère non exempt de romanesque et faisait remettre au lieutenant général de Calais, Mallet de Bresme, un testament en faveur de ses fils, qui pendant dix ans, grâce aux relations de leur père, jouirent paisiblement de l'héritage (6). Mais en 1753, Nicolas Robelon, « fermier général des biens religieux », s'avise de demander la saisie de cet héritage en même temps que celle des biens de Marie-Louise Le Noir, petite-fille de Louis, partie en Angleterre dix-huit mois auparavant.

Mais Noé de la Balle et le sieur Le Noir son associé et parent se défendent avec une rare énergie. On sent qu'ils combattent pour une cause qui est celle de beaucoup de « mal convertis » et qu'ils ont des sympathies puissantes qui les encouragent, probablement les appuient.

(1) Arch. de Guines, Reg. cath., 26 octobre 1700.

(2) Min. des not. de Guines, 5 octobre et 13 octobre 1708; copies de la requête et de l'autorisation accordée après enquête du S^r de Bourgneuf, sub-délégué de Calais.

(3) Min. des not. de Guines, 10 avril 1736.

(4) Min. des not. de Guines, 25 février 1739.

(5) Min. des not. de Calais, 20 février 1745.

(6) W. Minet, « The de la Balle », p. 8 à 15.

Dans une pétition fort étudiée, ils reprochent au sieur Robelon, le « fermier », de pouvoir, par le procédé qu'il emploie, réclamer les biens d'une foule d'habitants de Calais que leurs affaires appellent pour longtemps en Angleterre (1)... Ils pourraient dire : « pour toujours » ; car les registres de l'Église de Leicester Fields nous révèlent, en date du 23 février 1744, six mois après son départ, le



Temple de Liembrune, entrée par l'escalier.

retour de Louis de la Balle à la R. P. R. Et pourtant les biens ne furent pas confisqués. Il semble probable que cette « reconnaissance », connue à Calais seulement, ne fut

(1) W. Minet, « The de la Balle », p. 21. « ... Un catholique ne peut-il donc sortir de France sans être réputé religieux fugitif ? L'absence est-elle une preuve d'apostasie ? S'il en était ainsi, l'émulation et le commerce seraient dangereux, parce qu'ils obligent nécessairement à des voyages... Cette accusation est d'autant plus calomnieuse... » Dans toutes les lettres échangées au cours de cette polémique, les héritiers n'ont en rien le ton de suppliants... et pourtant leur père avait depuis dix ans abandonné le catholicisme, et leur cousine, « partie pour apprendre la langue », allait s'établir à Londres.

pas révélée à l'intendant, qui peut-être la connut et feignit de n'en rien savoir, et qu'en raison de l'influence dont jouissaient les héritiers du fugitif, le « fermier » se contenta d'un compromis, d'une amende que payèrent de la Balle et Le Noir (1). Quant à Louis, à partir de 1756 il vécut à Londres chez sa petite-fille qui venait d'épouser William Prévost, un descendant de réfugiés, et quand, en 1773, se fait, à Calais, le mariage de Gilbert Bruys, receveur des domaines à Boulogne, avec la fille de feu Noé de la Balle, nous trouvons, parmi les parents et les témoins des époux, des avocats, docteurs, chanoines, évêques, colonels, voisiner avec François de la Balle, négociant à Londres, fils du « non converti » (2).

Cette rapide esquisse de l'histoire d'une famille de N. C. nous montre comment l'exode divisa les familles en 1685, comment l'émigration se continua pendant une partie du siècle (3), comment les parents de religion différente restèrent en relations étroites, et enfin comment le gouvernement adopta souvent, par crainte plus que par sagesse, une politique de tolérance réelle, à la faveur de laquelle beaucoup de N. C. purent se créer une brillante situation en dépit des édits de proscription.

C'est cette lassitude réciproque qui nous explique qu'après 1760 il n'y a plus, dans le Calaisis, que 60 huguenots qui désirent le secours des pasteurs (4). En 1765 le receveur des biens des religionnaires, le sieur Dumont, se voit refuser l'exemption du logement des gens de guerre, car sa fonction est, dit-on, trop notoirement devenue une sinécure, la recette totale des biens qui lui restent en régie n'atteignant que 393 livres (5). Enfin quand, à la

(1) W. Minet, « The de la Balle », p. 24.

(2) Min. des not. de Calais. Contrat, 16 février 1773.

(3) Jean et Suzanne Hovinne, 1685. Pierre de la Balle, 1686. François et Suzanne de la Balle, 1720-1730. Louis de la Balle, 1743. Marie-Louise Le Noir, 1751.

(4) Bull. S. H. P. F. XXVI, p. 275. « Listes des pièces relatives aux Églises du Désert, contenues dans les Archives du Comité de Hollande pour les Églises de France (1735-1796) », lettre de Paget, lecteur d'Ypres, à Royer, 17 octobre 1764 : « ...Il y a 60 protestants aux environs de Calais qui demandent les consolations de la religion... »

(5) Arch. dép. Pas-de-Calais, C. 136. f^os 116 et 117.

suite de l'édit de tolérance de 1787, on songe à donner de nouveau un cimetière aux réformés, les officiers municipaux de Calais promettent à l'intendant de s'exécuter, mais lui signalent qu'il ne servira qu'aux quelques familles anglaises qui habitent Calais (1).

En somme, à la suite de la Révocation les deux tiers (2), au moins des huguenots restent dans le Calaisis et beaucoup d'entre eux reçoivent les biens de leurs parents fugitifs. La surveillance d'abord étroite dont ils sont l'objet se relâche peu à peu, pendant qu'eux-mêmes abandonnent l'espoir de continuer clandestinement l'exercice du culte. La plupart s'efforcent de reconquérir le rang qu'un moment ils avaient perdu, les uns abjurent, les autres profitent du découragement du pouvoir central pour se faire oublier, les conflits vont s'atténuant et à la fin du siècle les réformés ne comptent plus dans le Calaisis.

II. — Les « Réfugiés » à l'étranger.

Parmi les huguenots qui réussirent à quitter le royaume, beaucoup se dirigèrent vers l'Angleterre où les attiraient une traversée facile et des relations déjà fort anciennes. Dès 1550 et 1561 se fondaient les Églises françaises de Londres et de Canterbury (3).

En 1565, à Norwich, parmi les premiers patrons qui établissent dans la ville l'industrie des lainages, nous trouvons un Le Turc membre d'une importante famille du Calaisis (4), et quand, en 1568, après la paix de Longjumeau, la guerre civile éclate avec une nouvelle impétuosité, un des exodes que nous avons signalés dans le Calaisis se traduit par l'arrivée à Londres de deux ministres de la région (5). Dès ce moment des rapports s'éta-

(1) Arch. de Calais, AA. 13, f° 112 et AA. 19, f°s 234-235. (18 Av. et 13 Oct. 1788.)

(2) Nous croyons cette évaluation sujette à caution (*Réd.*)

(3) F. de Schickler, *Eg. du Refuge*, I, p. 26-28. *Bull. S. H. P. F.* Vol. XLI (1892), p. 508-509. Jacques Pannier : « La plus ancienne Église de Réformés en Angleterre ».

(4) F. de Schickler, *Eg. du Refuge*, I, p. 310.

(5) *Id.*, *ibid.*, I, p. 149, d'après Lansdowne Mss. British Museum, vol. X, nos 5, 46, 62. Antoine de Licques et Jean Aubry (Aubert) de Boulogne.

blissent réguliers entre les Églises de Londres et celles de France (1), les premières alimentées par de considérables arrivées d'immigrants dans les périodes troublées (2). Cet afflux d'étrangers attirait l'attention du gouvernement anglais, qui prenait vis-à-vis des nouveaux venus des mesures contradictoires, semblables à celles qu'il prendra lors de la grande immigration. Tantôt, comme en 1665 et 1680, il les encourage à passer le détroit, fait même, nous l'avons vu, une propagande directe dans le Calaisis, et d'autres fois il semble encourager les attaques qu'Église anglicane et marchands anglais dirigent contre ces « non-conformistes » et ces rivaux en matière commerciale (3).

Cette attitude équivoque n'allait pas changer avec la Révocation et les incertitudes de Jacques II, son désir de plaire à Louis XIV, sont exploités par les ambassadeurs français qui l'incitent à priver de secours les nouveaux arrivants. En janvier et février 1686 des dépêches de Bonrepaus permettent au Grand Roi d'espérer « que lorsque le premier fond que les réformés ont apporté de France leur manquera et qu'ils seront entièrement désabusés du secours qu'ils ont attendu de la collecte et des emplois, ils songeront plus sérieusement à profiter des grâces que le roi a la bonté de leur faire offrir (4) ».

Aussi n'est-il pas étrange de voir Jacques II, au moment où il accordait, en mars 1686, des lettres patentes aux réfugiés, faire brûler par le bourreau devant la Bourse de Londres les « Plaintes de Claude » et déclarer que des £ 40.000 de la collecte faite en leur faveur, les huguenots ne toucheront rien s'ils ne communient selon le rite anglican (5).

(1) Aymon, *Syn. nat.*, I, p. 69, 108, 109, 122, 132, 232.

(2) En 1635 après l'entente entre la France et les Pays-Bas pour reprendre à l'Espagne les provinces belges, la crainte de la guerre fait débarquer à Douvres une centaine d'habitants des environs de Calais (Liste dans : *Proc. H. S. L.*, vol. III, p. 167 à 169) (1888-1891).

(3) F. de Schickler, *Eg. du Refuge*, II, p. 100-101, 243, 288-289.

(4) *Bull. S. H. P. F.* 1891, p. 467 : Dépêches de Bonrepaus (10 janvier, 18 février 1686).

(5) *Bull. S. H. P. F.* 1886, p. 124-125 : N. Weiss, « Lettres patentes de Jacques II, du 5 mars 1686 ».

Mais après la Révolution de 1688 les réfugiés trouvent un appui plus ferme dans le gouvernement royal. De nombreux officiers huguenots rendent des services signalés à Guillaume III et profitent de libéralités qui, pendant longtemps, se montent à £ 15.000 par an. C'est ainsi que les familles du Fay, du Mont, de Louvigny, de la Barre, de Vaux reçoivent des secours jusqu'au delà de 1730 (1). Pendant qu'Ambroise du Tertre devenait Quartier-Maître-Général de la cavalerie hollandaise, son frère Jean commandait un régiment d'infanterie anglaise (2), et en 1689, à la bataille de la Boyne, un colonel et un capitaine de Louvigny, dont les ancêtres avaient bâti le temple d'Estréelles (3) combattaient dans les rangs protestants (4). A cette même bataille s'affirmait la réputation du colonel Chaland de Romagnac, qui joua un rôle important dans la vie intérieure de l'Église de Guines. Parti avec Schomberg qui, en 1686, avait obtenu la permission de quitter le royaume, il se mit au service du prince d'Orange, vit servir sous ses ordres un nombre considérable d'officiers français, et c'est une charge de sa cavalerie qui, après avoir traversé à la nage la rivière de la Boyne, détermina la défaite de l'armée jacobite (5). Le même jour, dans les rangs protestants aussi, était tué le fils cadet du marquis de Ruvigny, seigneur de la Callimotte (6). Son père, que nous avons vu député général des Églises de France (7), après avoir représenté plusieurs fois Louis XIV auprès du roi d'Angleterre, avait émigré (8); et son fils aîné Pierre, après avoir combattu contre la France en Espagne, sauvé de la déroute l'armée de Guillaume III, battue par Luxembourg à Nerwinden,

(1) *Proc. H. S. L.* Vol. X (1894-96). W.-A. Shaw : « The English government and the relief of Protestant refugees », p. 343-423.

(2) R. Rodière, *Familles*, p. 47 : Importante famille hug. du Boulonnais.

(3) Voir plus haut.

(4) R. Rodière, *Familles*, p. 8 à 11.

(5) V.-F. Vaillant, *Révocation*, p. 57.

(6) C'est lui qui, à la Callimotte près de Calais, avait donné un cimetière aux Réformés. Voy. plus haut.

(7) Voy. plus haut, p. 412.

(8) F. de Schickler, *Eq. du Refuge*, II, p. 216-217, 286-287.

allait être créé comte de Galloway et pair d'Irlande (1).

Mais c'est dans les petites Églises françaises, qui pendant plusieurs années allaient prospérer en Angleterre, que nous retrouvons la plupart de ceux qui quittèrent le pays et dont on a pu retrouver la trace; il est, en effet, impossible de suivre ceux qui ne furent pas enregistrés dans les communautés, et ils semblent être les plus nombreux. Le gouvernement anglais, en effet, à plusieurs reprises, s'efforce d'empêcher l'établissement de nombreux réfugiés dans la même ville. Il préfère les voir se disperser, ne pas constituer de communautés puissantes; de la sorte ils se fondent plus vite dans la masse de la population anglaise. C'est cette politique qui, dans une certaine mesure, explique le peu d'importance et la vie relativement courte des Églises françaises d'Angleterre.

Celle qui vécut en contact le plus intime avec le Calaisis s'établit à Douvres. C'était la quatrième Église française qui se créait dans cette ville. Chacune de celles qui l'avaient précédée avait reçu des fidèles venant de Calais (2). Lors du grand exode, ceux du Calaisis qui s'y arrêtaient s'unirent à leurs compatriotes, déjà établis, pour fonder une nouvelle Église en vue des côtes qu'ils venaient de quitter. Sur les 177 réfugiés dont les noms sont inscrits dans les registres de l'Église de Douvres, comme y ayant débarqué dans les années qui suivirent immédiatement la Révocation, il y en a 137 venant de Guines et des environs (3). Comme l'avait fait Isaac Minet avant de réussir à prendre la fuite, la plupart de ces fugitifs avaient été obligés, dans une certaine mesure, de se conformer aux pratiques catholiques, et ils n'étaient reçus dans l'Église réformée qu'à la suite d'une cérémonie publique, « la reconnaissance », au cours de laquelle ils désavouaient leur abjuration (4).

(1) *Proc. H. S. L.* vol. VII (1901-04). A. Girard-Browning : « The influence exerted by the Huguenot refugees », p. 312.

(2) W. Minet, « Fourth foreign Church ». — F. de Schickler, *Eg. du Refuge*, I, p. 312. II, p. 183.

(3) W. Minet, « Fourth foreign Church ». Liste pages 141 à 147.

(4) W. Minet, « Fourth foreign Church », p. 109. Exemple de formule : « Il

Ici et dans les autres Églises, cette cérémonie remplace le « témoignage » qu'on exigeait auparavant et que ne pouvaient désormais produire ceux dont la communauté était dispersée.

Cette Église nouvelle reconstituée officiellement le 1^{er} août 1685 sous le couvert d'une autorisation royale, prit d'abord pour ministre le sieur Salomon de le Becque, auparavant pasteur à Prouville, membre d'une importante famille du Calaisis et dont le père, au début de 1685, avait été cruellement persécuté en France (1). Un collègue lui est adjoint dès le mois d'octobre 1686, et pendant trente ans l'Église jouit d'une prospérité relative (2). Mais, à partir de 1715, des fugitifs rentrent en France, de 1724 à 1727 le service est interrompu, et le 27 juin 1731 se fait le dernier service, où la quête ne donne que 6 s. 1/2^d; dès lors l'exercice cesse par le « manque de personnes à contribuer à l'entretien » (3).

Beaucoup d'autres Églises, dont quelques-unes déjà fort anciennes, allaient devoir à l'exode de 1685 une prospérité nouvelle, mais éphémère. Dès le milieu du xvi^e siècle, s'était établie à Canterbury une Église (4). Ses rapports fréquents avec le Calaisis (5) à qui elle doit beaucoup de fidèles et quelques ministres nous expliquent que, sur 674 membres de la communauté, qui s'y marient de 1686 à 1703, nous en trouvons 108 originaires du Calaisis et que, d'après l'examen des registres, nous pouvons admettre l'existence de 160 réfugiés des environs de Guines sur une communauté d'environ 1 000 fidèles (6).

A Londres les Églises de Threadneedle Street, de « la

reconnait la grande faute qu'il a commise en adhérant par contrainte et signatures aux faux cultes de la religion romaine qu'il déteste et abhorre de tout son cœur. »

(1) W. Minet, « Fourth foreign Church », p. 3 à 7.

(2) F. A. Crisp, « Dover Registers ». Y remarquer la fréquence des relations avec Calais et Guines.

(3) W. Minet, « Fourth foreign Church », p. 43. D'après les registres du Consistoire.

(4) F. de Schickler, *Eg. du Refuge*, I, p. 280-282.

(5) *Ibid.*, II, p. 198; III, p. 247, 259. — *Bull. S. H. P. F.* Vol. VIII, p. 139.

(6) *Pub. H. S. L.* Vol. V. R. — Hovenden : *Canterbury*.

Patente » et de Saint-Jean-la-Savoie ne reçurent qu'un nombre peu considérable de Calaisiens (1).

Dans le Cambridgeshire, celle de Thorney Abbey, qui de 1653 à 1674 avait eu pour pasteur Ézéchiél Daunois, pasteur du Boulonnais, avait reçu, à partir du milieu du xvii^e siècle, un assez grand nombre de huguenots des environs de Guines, mais le grand exode n'augmente leur nombre que dans une infime proportion (2).

Très peu nombreux dans les Églises de Southampton, Bristol, Stonehouse, Plymouth, Thorpe le Socken (3), ils sont pourtant environ 80 sur les 400 huguenots qui de 1685 à 1720 fréquentent à Dublin les Églises de Saint-Patrick et de Sainte-Marie (4) et l'on voit parmi eux les familles Le Noir, Michel, de Questebrune, Cassel, Haÿs, qui comptaient parmi les plus importantes de celles qui fréquentaient le temple de Guines. D'ailleurs des représentants de plusieurs de ces familles paraissent encore parmi les réfugiés en Irlande, à Portarlington (5).

La proximité de la Hollande et les rapports fort fréquents qu'elle aussi entretenait avec le Calaisis, dirigèrent vers elle une partie des fugitifs. Trois anciens pasteurs de Calais allèrent y continuer leur ministère. Nous avons vu Louis de le Becque établi à Campen en 1694 (6). Après son départ de Guines, Pierre Trouillart, d'abord pasteur en Zélande à Cadzand, revint en août 1699 à Middelbourg,

(1) D'après l'examen des registres de ces Églises :

a) *Pub. H. S. L.* vol. IX, XIII : W.-J.-C. Moens : « Threadneedle S. Registers » au lieu de *Pub. H. S. L.* vol. XVI : T. C. Colyer-Fergusson : « Threadneedle S. Registers » au lieu de *Pub. H. S. L.* vol. XXI : W. Minet and Suzan Minet : « Threadneedles Temoignages ».

b) *Pub. H. S. L.* vol. XI : W. Minet and W. Chapman Waller : « La Patente ».

c) F. de Schickler : *Eg. du Refuge*, II, p. 339. D'après les Archives de l'Église Saint-Jean de la Savoie.

(2) a) Pour Ézéchiél Daunois. F. de Schickler, *Eg. du Refuge*, II, p. 179-251. Bib. S. H. P. F. « Papiers d'Auzière » (Pasteurs). — R. Rodière, « Mém. C^{on} M^{us} hist. ». Tome III (1909), p. 8-9.

b) Pour les registres, *Pub. H. S. L.* vol. XVII, H. Peet, *Thorney*.

(3) *Pub. H. S. L.* vol. IV et X.

(4) *Pub. H. S. L.* vol. VII, J.-J. Digges La Touche. — *Dublin. Pub. H. S. L.* vol. XIV, T.-P. Le Fanu, *Non-Conformist, Dublin*.

(5) *Pub. H. S. L.* vol. XIX, T.-P. Le Fanu, *Portarlington*.

(6) *Bull. S. H. P. F.* Tome XII, p. 541 et tome XIII, p. 124. Renseig. biographiques.

après avoir été attaché quelque temps à l'Église de Canterbury (1). Simon de Vaux, pasteur à Graves de 1686 à 1692, passe alors à Haarlem où il restera jusqu'à sa mort en 1705 (2). Le manque de documents nous empêche de déterminer le nombre des réfugiés du Calaisis dans cette région. Mais il semble avoir été assez considérable puisque, en 1686, l'Église de Cadzand, qui se proclamait le légitime successeur de celle de Guines, réclamait à la communauté de Douvres les coupes du temple et que, dans les arguments que celle-ci présentait pour les garder par devers elle, elle répondait que si l'Église de Cadzand « était si nombreuse, elle était d'autant plus en état de faire la dépense de deux coupes pour la communion (3) ».

L'Allemagne reçut, elle aussi, un nombre relativement considérable de réfugiés du Calaisis et les États de l'Électeur de Brandebourg comptaient, en 1699, 320 réfugiés cités comme venant de Picardie sans autre spécification, mais parmi eux il en était 176 originaires à coup sûr des environs de Calais (4).

Il en est même qui allèrent jusque dans l'Afrique australe. La plupart partirent de Hollande, où la Compagnie des Indes Orientales leur faisait des conditions particulièrement avantageuses (5) : parmi les 24 émigrants que l'*Oosterland*, parti de Middelbourg en janvier 1688, transportait vers le Cap, il en est 5 du Calaisis (6) et la proportion est la même pour beaucoup de bateaux qui partent la même année. Pour faciliter leur établissement,

(1) Bib. S. H. P. F. « Papiers d'Auzière ». Pasteurs.

(2) *Bull.* S. H. P. F. Tome VII, p. 429.

(3) W. Minet, *Hug. family*, p. 225-227. W. Minet, « Fourth foreign Church », p. 11.

(4) R. Béringuier, *Die Colonieliste*. Ces 176 réfugiés sont notés presque tous comme « laboureurs » venant de Calais. Les noms de beaucoup d'entre eux se retrouvent au registre hug. de Guines. Nous n'avons compté dans ce nombre que ceux qui y paraissaient ou étaient signalés dans les actes notariés qui précèdent la Révocation.

(5) *Bull.* S. H. P. F. 1901, p. 33. N. Weiss (d'après les « Papiers Court », tome XVII. V. p. 207). Conditions : Prêter serment à la C^{ie} et s'engager à rester au Cap au moins cinq ans. Passage gratuit. Allocation de terres. Avances d'instruments et de semences.

(6) *Bull.* S. H. P. F. 1882, p. 412. Theal. « Le refuge au Cap de Bonne-Espérance ». Jean, Jacob et Daniel Nortier, Marie Vyton, Sarah Avice.

leurs coreligionnaires de Hollande et même des Indes Orientales leur envoyaient des secours; c'est ainsi qu'en 1690 les familles de Villiers et Prévost recevaient 570 et 450 florins, part des £ 1 200 envoyées par la diaconie de Batavia (1). Plusieurs de ces familles eurent une destinée particulièrement heureuse : les de Villiers, par exemple, dont une branche vivait dans le Calaisis, l'autre à La Rochelle, ont de nos jours peut-être 2 000 descendants dans la République Sud-Africaine, et l'un d'eux présidait la Convention qui, il y a peu d'années, prépara l'unification politique du pays (2).

En somme, les rapports fréquents des huguenots du Calaisis avec leurs coreligionnaires des pays voisins facilitèrent leur établissement à l'étranger. A côté de ceux qui rendirent de signalés services à Guillaume III, et qui ont leur place dans l'histoire militaire de son règne, nous pouvons, grâce aux registres qui nous sont restés, suivre un assez grand nombre de réfugiés dans les petites Églises qu'ils fondèrent à Douvres, à Londres, en Irlande. Quoique moins renseignés sur ceux de Hollande et d'Allemagne, nous avons la preuve d'une émigration assez marquée vers ces régions hospitalières aux réformés, et il n'est pas jusqu'au Cap de Bonne-Espérance qui n'en ait reçu quelques-uns pour mettre en valeur ses terres nouvelles.

CONCLUSION

Loin des régions où les Réformés tentèrent de conquérir par les armes leur indépendance religieuse et où le nombre leur permit de tenir en échec quelquefois les troupes royales, le Calaisis vit naître pourtant une communauté assez importante de Réformés. Il dut cette situation anormale à la proximité des Pays-Bas espagnols qui lui envoyaient des proscrits, de l'Angleterre et de la Hollande, avec qui ils étaient en relation. La situation géographique explique ainsi pour une large part l'arrivée et

(1) *Bull. S. H. P. F.*, 1882, p. 420.

(2) *Id.*, 1909, p. 93. Jean Bianquis, « Les Huguenots au Sud de l'Afrique ».

l'établissement des huguenots dans le pays. Réfugiés là, ils restaient en contact avec leur pays d'origine d'où leur venaient des recrues et des encouragements. De plus les méthodes de travail, qu'un grand nombre d'entre eux avaient apportées de Hollande, allaient leur assurer une situation enviable.

L'action politique et religieuse des huguenots du Calaisis ne fut pas en rapport avec les ressources en hommes et en argent de leur Église, qui était la première de Picardie et occupait un rang honorable parmi celles de France. Mais le nombre de leurs laboureurs dans les campagnes, de leurs commerçants à Calais et à Guines, l'influence de quelques-uns des leurs à qui le roi confiait de grands travaux, leur permit de se maintenir au milieu d'une population foncièrement catholique. Dans leurs efforts pour lutter contre l'hostilité du clergé et des corps de ville, ils étaient d'ailleurs encore soutenus par cet esprit de solidarité qui a caractérisé partout les communautés huguenotes et qui se manifestait, en particulier, par un service d'assistance qui luttait efficacement contre la politique de l'achat des consciences.

Mais, lors de la Révocation, trop peu nombreux pour songer à lutter, comme allaient le faire les huguenots du midi de la France, un tiers au moins d'entre eux se résignèrent à l'exil, pendant que les autres, en abjurant ou en profitant de la politique hésitante des rois, continuaient à vivre dans le pays et se ralliaient dans le cours du XVIII^e siècle à la religion romaine.

Les fugitifs, surtout ceux d'Angleterre, après avoir essayé de constituer des Églises autonomes, se résignèrent bientôt à adopter le rite anglican. Aussi, lors de la Révolution française, les huguenots du Calaisis, qu'ils soient « Nouveaux Convertis » en France ou « Réfugiés » à l'étranger, ne songeaient plus à profiter des réparations que leur offraient l'édit de tolérance de 1787 et, peu après, les mesures de la Constituante.

M. NAERT.

Documents

RELEVÉ DES NOMS DES PROSÉLYTES ET RÉFUGIÉS

**Figurant aux Registres du Consistoire de Genève
à partir de 1660 (1).**

1668, 23 janvier (aussi 1667, 25 avril).	Claudine PIRASSET, de Bossay (Bossay, Haute-Savoie), fem. de François Pirasset de Bonne en Savoye, demeurant à Gentod.	<i>Abj.</i>
1668, 5 février.	Claude TYTASON, de Rions (Riom) en Auvergne.	<i>Abj.</i>
1668, 20 février.	Pierre MORET, d'Orange, menuisier, 20 ans, s'étant révolté à Lyon, dem. chez M. Dejou.	<i>REP.</i>
1668, 27 février.	Nicolas DELORME, de Paris, espin-glier.	<i>Abj.</i>
1668, 17 mars.	Jaques COLEX, de Seyzeri (Ceyzerieu (2) (Ain), demeurant à Gentod.	<i>Abj.</i>
1668, 17 mars.	Huguette MOLARD, du Bouchet (?), en Bourgogne.	<i>Abj.</i>
1668, 19 mars.	Sébastien RENAUD, de Barcelonette (Basses-Alpes), comté de Nice, étudiant en philosophie à Grenoble, dem. chez Mme Cléjat, âgé de 17 ans 1/2.	<i>Abj.</i>
1668, 2 avril.	Pierre de BAUFFE, de Paris, orlogeur, dem. chez M. Soret, orlogeur, à St-Gervais.	<i>Abj.</i>

(1) Voir mai-juin 1914, p. 244-249.

(2) Ou Chézery (Ain), sur la Valserine.

1668, 13 août.	Robert PRATNER, de Saltzburg (Autriche), archevêché entre la Bavière et le Tirol.	<i>Abj.</i>
1668, 10 septembre.	Ferdinand MEDENA, espagnol, de Séville, dominicain de l'ordre des prédicateurs, 28 ans.	<i>Abj.</i>
1669, 21 janvier.	Antoine BERTHET, de Passeiry, pr. La Roche, en Savoye (Passeirier, Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1669, 18 février.	Jaques CABUSTAN, de Montelimar, 20 ans, ayant abjuré en revenant de l'armée de Flandre.	<i>REP.</i>
1669, 29 mars.	Estienne MESTRAL, de Sora (Soral, act. Genève), serv. du Sieur Fromin.	<i>Abj.</i>
1669, 8 avril.	Pernette PITTET, de Coudrée, en Savoye (Haute-Savoie), serv. chez Mme Guillemet.	<i>Abj.</i>
1669, 6 may.	Françoise COLLET, d'Hermance en Savoye (act. Genève), depuis 15 ans en ceste ville.	<i>Abj.</i>
1669, 25 may.	Claudine BERGERAT, de Perly, Savoye (act. Genève), serv. du Sr Joly.	<i>Abj.</i>
1669, 22 juillet.	Paul-François CURTILLY, de Montfer-rat (Isère).	<i>Abj.</i>
1669, 29 juillet.	Philippe POULINE, de Rouen, orphèvre.	<i>Abj.</i>
1669, 5 août.	Didier CARMINOT, de Dijon, cordon-nier, depuis 7 ans dans cette ville.	<i>Abj.</i>
1669, 26 août.	Jaques MAINE, de Macon en Bour-gogne, ayant porté les armes en Hollande.	<i>Abj.</i>
1669, 2 sept.	Jehan GARDIT, de Montauban, assisté de Jean Baillac, son maistre.	<i>Abj.</i>
1669, 16 sept.	Laurent BOULE, de Montoire, en Ven-demois (Loir-et-Cher), passemen-tier.	<i>Abj.</i>
1669, 7 octobre.	Pierre FRAIS, de Rouergue (Aveyron), sous-diacre de la par. de Saint-Julien-d'Elégnats.	<i>Abj.</i>
1669, 11 nov.	Jaques-François des ROCHES, de Paris, 18 ans, étudiant, venant de Libourne, son père maistre d'hotel du duc d'Orléans.	<i>Abj.</i>

1669, 2 décembre.	Louys FONDRAST, d'Ours, en Dauphiné (Ourches, Drôme?), 19 ans, ayant étudié sous les jésuites.	<i>Abj.</i>
1670, 17 mars.	Samuel CHALON, juif, de Jérusalem, bapt. à Madrid,	<i>Abj.</i>
1670, 2 et 31 mars.	Jeanne BOLINDE, d'Ausonne (Côte-d'Or), dem. chez Mme Clerjat, 21 ans.	<i>Abj.</i>
1670, 9 juin.	Guillaume BAILLY, d'Anches en Gascogne (Auch, Gers?), frère de Pierre Bailly, chirurgien, de l'ordre de saint Augustin.	<i>Abj.</i>
1670, 16 juin.	André CHARREY, de Chesne, Savoye (Act. Genève).	<i>Abj.</i>
1670, 7 juill.	Mario MORET, de Lyon, 26 ans.	<i>Abj.</i>
1670, 30 août.	Estienne MARTONET, de Choulex, Savoye (Act. Genève), serv. chez M. Lect, à Bourdigny.	<i>Abj.</i>
1670, 23 sept.	Jehan MICHEL, de Bourg-en-Bresse (Ain), religieux minime.	<i>Abj.</i>
1670, 20 octobre.	Alexis de POSE, de Té en Dauphiné (Theys, Isère).	<i>Abj.</i>
1670, 3 nov.	Jehan-Paul HOURS, vicomte de Gaillac, capucin, 25 ans, de Cassine pr. Agin (Lot-et-Garonne).	<i>Abj.</i>
1671, 9 mars et 8 juin.	François ETSU, de Paris, rel. de l'ordre Augustin.	<i>Abj.</i>
1671, 6 avril.	Pierre NESTAN, de Saint-Martin pr. Limoges (Haute-Vienne).	<i>Abj.</i>
1671, 13 avril.	Jehan RIGAUD, de Paris, ouvrier en soye.	<i>Abj.</i>
1671, 13 avril.	Pierre AUGAR, de Rheims en Champagne.	<i>Abj.</i>
1671, 20 avril.	Guy L'HERMITE de pr. d'Angers, de l'ordre des Augustins en la ville de Bourges.	<i>Abj.</i>
1671, 20 avril.	Jeanne DETRA, de Bernay, Savoye (Bernex, cant. Genève), serv. de M. Lianna.	<i>Abj.</i>

1671, 4 may.	Anthoine MURAT, de Saint-Étienne en Forest (Loire), passementier, 32 ans, assisté de M. Sautier son maistre.	<i>Abj.</i>
1671, 18 may.	Mauris DUMONT, de Rumilly, Savoye (Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1671, 18 may.	Jaquema MONTEY, fem. de M. Dumont, de Rumilly (Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1671, 25 may.	Mauris DUMONT, officier, de ... (1)	<i>Abj.</i>
1671, 25 may.	Charlotte DUNANT, fem. de Mauris Dumont, de ...	<i>Abj.</i>
1671, 25 may.	Dominique-Paulus CASERTA, capitaine napolitain, renvoyé au pasteur italien.	<i>Abj.</i>
1671, 25 may.	Simon BOUTODAN, de Paris.	<i>Abj.</i>
1671, 1 juin.	Guy PINOL, de Poitiers, rel. de l'ordre de Saint-Augustin.	<i>Abj.</i>
1671, 6 juin et 3 août.	Laurens CRONIER, de Rouan.	<i>Abj.</i>
1671, 6 juillet.	Daniel de ARPON, de Vitry-le-François.	<i>Abj.</i>
1671, 20 juillet.	Georges CUSAT, de Saint-Flour en Auvergne, ayant esté prestre.	<i>Abj.</i>
1671, 31 août.	Laurens LAIR, des Rugues (ou d'Esrugues) en Normandie (Rugles, Eure).	<i>Abj.</i>
1671, 31 août.	Jehan CROISOT, de Saint-Calet en Vendosmois (Saint-Calais, Sarthe?), ouvrier en soye, 30 ans.	<i>Abj.</i>
1671, 28 sept.	Joseph de LONGCHAMP, de pr. de Cahors, 30 ans, fils d'un conseiller de Montauban.	<i>Abj.</i>
1671, 12 octobre.	François JOLY, de Paris, compagnon chirurgien.	<i>Abj.</i>
1671, 7 déc.	Estienne de NEUFVILLE, de Bar-le-Duc en Lorraine.	<i>Abj.</i>
1671, 14 déc.	Joseph MEGARD, de Bardonnex, en Savoye (act. Genève).	<i>Abj.</i>
1671, 21 déc.	Jeanne BIOGET, de Thonon en Savoye (Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>

(1) ... disant que depuis treize ans il a toujours fait profession de notre religion, et même communie à la Sainte Cène, quoiqu'il n'aist encore fait son abjuration céans...

1672, 4 janvier.	Raymond GOUJON, de Lyon.	<i>Abj.</i>
1672, 8 février.	François D'ETAY, de Gand (Belgique).	<i>Abj.</i>
1672, 29 février.	Jehan DUMAS, de Romans en Dauphiné (Drôme), tisserand, habitant à Landecy.	<i>Abj.</i>
1672, 21 mars.	Philippe MOULERGUE, d'Espalier en Rouergue (Espalion, Aveyron).	<i>Abj.</i>
1672, 28 mars.	Jehan-Jaques SAINT-BONNET, de Lyon, 20 ans.	<i>Abj.</i>
1672, 28 mars.	Estienne CHOUET, de Veigy, en Savoye (Haute-Savoie), 24 ans, serv. chez Mr. Savion.	<i>Abj.</i>
1672, 11 avril et 23 may.	Guillaume BOSSON, de Chalon-sur-Saône, 31 ans, tailleur.	<i>Abj.</i>
1672, 21 may.	Aaron de MONTET, juif, de Carpentras.	<i>Abj.</i>
1672, 23 may.	Pierre BOUSSELEAU, de Avecourt pr. Loques (Loches ?) en Bourgogne, mareschal.	<i>Abj.</i>
1672, 30 may.	Augustin GRUMIGNY, de Beauvais.	<i>Abj.</i>
1672, 27 août.	Claudine GRANGET, de ... assistée de Ch. Cottelet, son mary.	<i>Abj.</i>
1672, 29 août.	Rono de COUTTEAU, de Tours, 28 ans.	<i>Abj.</i>
1672, 29 août.	Gabriel VOISIN, de Lyon, tapissier.	<i>Abj.</i>
1672, 14 nov.	Jehan-Batiste de ROCOLO, de Béziers, cy. dev. chanoine à Paris depuis 20 ans, aumônier et historiographe du Roy.	<i>Abj.</i>
1672, 19 déc.	Judith NICOLET, d'Yvoire en Savoye.	<i>Abj.</i>
1672, 19 déc.	David POTTOT, de Tonerre.	<i>Abj.</i>
1673, 16 janvier.	Delle Marguerite de ROUVROY de Saint-Agens, d'Amiens, 30 ans, supérieure du couvent de l'hôpital de Ligny, cy. dev. de Saint-Quentin.	<i>Abj.</i>
1673, 16 janv.	Marguerite BOULANGER, d'Amiens, 36 ans, sous-supérieure du couvent de Ligny, cy. dev. de Saint-Quentin.	<i>Abj.</i>
1673, 13 mars.	Claude MOLARD, de Brange, à 6 l. de Chalon-sur-Saône, tisserand.	<i>Abj.</i>

1673, 10 avril.	Jehan-Batiste du FORNET, de Lyon, cy. dev. prestre et religieux de St-Anthoine, en Italie au royau- me de Naples.	<i>Abj.</i>
1673, 14 août.	Gilbert DUPLESSIS, de Poitiers, de l'ordre	<i>Abj.</i>
1673, 4 sept.	Bonaventure FAVRE, de Joinville en Bassigny (Haute-Marne), cy-dev. recollet de l'ordre de Saint-Fran- çois.	<i>Abj.</i>
1673, 25 sept.	Nicolas BELOT, d'Aix-en-Provence, cy-dev. religieux de l'ordre de Saint-Augustin réformé.	<i>Abj.</i>
1673, 25 sept.	Jehan-Louys BESSAURA, de Gaillard pr. Toulouse (Gaillard-Tournier, Haute-Garonne?).	<i>Abj.</i>
1673, 2 oct.	Paul SAUVAGE, de Sedan,	<i>Abj.</i>
1673, 2 oct.	Anna ROSEE, de pr. de Tours.	<i>Abj.</i>
1673, 25 déc.	Guillaume GALIRAN, de Orléans, cy- dev. jardinier d'un couvent.	<i>Abj.</i>
1674, 12 mars.	Jacob GUICHON, de Mulisy en Chalon- nais (Montcenis?).	<i>Abj.</i>
1674, 9 avril.	Claudine PELLONAY, de Crète, en Savoie (act. Genève).	<i>Abj.</i>
1674, 21 may.	Joseph TIOLLIER, de Chambéry, cy- dev. prestre de l'ordre de Saint- Romand.	<i>Abj.</i>
1674, 9 juin.	Pierre BONNA, de Grenoble, gantier.	<i>Abj.</i>
1674, 6 aoust.	Arduin DESPLUCHE SALADIN, de Paris, cy-dev. religieux de l'ordre de Saint-Dominique, valet de cham- bre du Roy.	<i>Abj.</i>
1674, 20 aoust.	Jehan de CHANDFOUR, de Senlis, cy- dev. chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin.	<i>Abj.</i>
1674, 17 sept.	Bonaventure GOIN, de Paris.	<i>Abj.</i>
1674, 17 sept.	Louyse SAUNAT, fem. de Bonaven- ture Goin, de Paris.	<i>Abj.</i>
1674, 26 nov.	Louyse GIRARD, de Saint-Étienne en Forest.	<i>Abj.</i>

1674, 11 déc.	Jehan PATAY, de Saint-Mauris (Saint-Maurice, Genève)?	<i>Abj.</i>
1674, 10 déc.	Théodore PRÉVOST, fils de Marin Pré- vost de Bourg en territoire de Gex. Ay. esté à la messe à Besan- çon.	<i>REP.</i>
1674 17 déc.	Maurice DELAMAISON, de Foncenex (Haute-Savoie), demeurant à Onex, servante des Detala.	<i>Abj.</i>
1675, 28 janvier.	Anthoine de SERNOULLE, d'Aix-en- Provence, de l'ordre des minimes.	<i>Abj.</i>
1675, 18 mars.	Jacqueline SIORDET, de Gy, paroisse de Coudrée, servante du Sr. Bonnet à Chesne depuis 7 ans.	<i>Abj.</i>
1675, 30 mars.	Margueritte BOUCHARLAT, de Lyon.	<i>Abj.</i>
1675, 20 may.	Claude GOUDAR, de Bonne en Savoÿe, valet chez Mr. Le Fort à Gentod.	<i>Abj.</i>
1675, 3 juin.	Jehan LEGRAS, de Vitry-le-François.	<i>Abj.</i>
1675, 3 juin.	Delle Anne PAPILLON, fem. de J. Legras, de Chalons en Champagne.	<i>Abj.</i>
1675, 8 juillet.	Louys MICHEL, de Rougnar, territoire d'Avignon.	<i>Abj.</i>
1675, 8 juillet.	Marie DE LA VAUX, de Valence, fem. de L. Michel.	<i>Abj.</i>
1675, 15 juillet.	Pierre-Maurice LE VACHIER, d'Angou- lême, cy-dev. religieux de l'ordre des dominicains.	<i>Abj.</i>
1675, 19 août.	Anthoine FRANCHET, de Villars pr. de Beaufort, en Savoye, lanternier.	<i>Abj.</i>
1675, 2 sept.	Estienne MAURIS, de Maisongy, en Savoÿe (Massongy, Haute-Savoie), assisté de Mie Genou, sa maitresse.	<i>Abj.</i>
1675, 21 oct.	Estienne RENAUD, de Rouen, maistre escrivain.	<i>Abj.</i>
1675, 21 déc.	Pierre TORNAILLON, de Boisgency (Beaugency, Loiret), ayant esté capucin depuis 9 ans, sorti du couvent depuis 4 ans.	<i>Abj.</i>

1675, 23 déc.	Florimond RIOLLE, de Blois, 25 ans, faiseur de ressorts, demeurant chez le Sr. Joly.	<i>Abj.</i>
1676, 16 mars.	Jaques LEDEBONNAIRE, de Bayeux en Normandie, cordonnier.	<i>Abj.</i>
1676, 16 mars.	Pernette NARPIN, de Vézenaz, en Savoye (act. Genève), serv. chez la veuve Gautier à Vandœuvres.	<i>Abj.</i>
1676, 6 avril.	Jean VAURY, de Vindrat en Albigeois (Vindrac, Tarn?), mercier.	<i>Abj.</i>
1676, 25 may.	Gaspard FARDEAU, de Paris, tailleur.	<i>Abj.</i>
1676, 25 may.	Charles PIEGAY, de Lyon.	<i>Abj.</i>
1676, 10 août.	Jaques DESVIGNES, d'Arnay-le-Duc (Côte-d'Or).	<i>Abj.</i>
1676, 17 août.	Bernarde DELAMAISON, de Foncenex (Haute-Savoie), serv. de Mr. Pélis-sary, à Gentot.	<i>Abj.</i>
1676, 21 sept.	Hugues CLAQUEVILLE, de Paris, doct.-médecin.	<i>Abj.</i>
1676, 7 décembre.	Jean ORRY, de Vigny (Haute-Savoie), valet du S ^r Duriboure, à Lancy.	<i>Abj.</i>
1677, 25 janvier.	Charles LEFOUL, de Rouen.	<i>Abj.</i>
1677, 22 février.	Marie LEDIGNE, de Mâcon.	<i>Abj.</i>
1677, 22 février.	Daniel VALAGNY, de Lancy, Savoye (act. Genève).	<i>Abj.</i>
1677, 22 février.	Claude VALAGNY, de Lancy, Savoye (act. Genève).	<i>Abj.</i>
1677, 22 mars.	Louys LATOUR, de Picardie, du village de Calris, pr. St-Quentin, faisant profession d'hermite, depuis 32 ans, venant de Lyon.	<i>Abj.</i>
1677, 5 avril.	Mauris TERRY, du village de Chindrets en Choutagne, en Savoye (Chindrieux, Savoie).	<i>Abj.</i>
1677, 10 may.	Pierre GUILLERMIN, de Lancy, en Savoye (act. Genève), 20 ans.	<i>Abj.</i>
1677, 20 et 28 juin.	Jean-Baptiste LA FARGE (soit Lagrand-maison), de St-Léonard en Limou-sin (Hte-Vienne), cy-dev. religieux.	<i>Abj.</i>

1677, 24 may.	Magdeleine MERLE, d'Anduze aux Cévennes, obligée d'aller à la messe par une sienne tante papiste.	REP.
1677, 12 juillet.	François LA GARDE, d'Aiguemorte en Languedoc, ayant esté capucin, environ huit ans, auparavant chirurgien.	Abj.
1677, 26 juillet.	Jehan de LA GARDE (dit Grandmaison), de St-Jean-Duc, en Maconnais.	Abj.
1677, 26 juillet et 9 août.	Françoise DUPALAIS, de St-Jean-Duc, en Maconnais (St-Jean, Saône-et-Loire?) 23 ans.	Abj.
1677, 9 août.	Loys LE MASSON, de Pau en Bretagne (Paule, Côtes-du-Nord), cy-dev. religieux, à présent apoticaire.	Abj.
1677, 16 août.	Jacques BRUN, de Couillargues pr. Bagnole, en Languedoc, cordonnier.	Abj.
1677, 16 août.	Jean LEDRAY, de Lyon, demeurant à Maestrich (Hollande).	Abj.
1677, 30 août.	Guillaume SOILLET, de Montpellier, religieux capucin et prédicateur.	Abj.
1677, 30 août.	Jean ROGET, de Rheims, tailleur de pierres.	Abj.
1677, 30 août.	François VILLA, de Metz, 18 ans, étudiant chez les jésuites à Toulouse.	Abj.
1677, 4 oct.	Philippe-Alexandre LEBLANC, de Rheims en Champagne.	Abj.
1677, 1 nov.	François JACQUIER, de Val de Seines en Provence (Valensolle, Basses-Alpes), de l'ordre des dominicains.	Abj.
1677, 1 nov.	Jean-Pierre VALAGNY, de Lancy en Savoye (act. Genève), avec un sien petit garçon nommé Jean.	Abj.
1677. 8 nov.	Gaspard CRESTIEN, de Cœur en Provence (?).	Abj.
1677, 19 nov.	François LABAT, de la ville de Liège (Belgique), 17 ans, menuisier.	Abj.
1677, 20 déc.	André BOURLOY, de Paris, 39 ans, fils de feu Eustache et de feue Claudine Guirin.	Abj.

1678, 7 février.	Delle Blanche D'ARMAND, assistée de s ^r Rambaud, de Die, son mary.	<i>Abj.</i>
1678, 26 mars.	Marie-Marguerite ALLARD, de Nivelles en Brabant (Nord), fem. de Jean-Pierre Poncet de Ferney, p. de Gex.	<i>Abj.</i>
1678, 26 mars.	Françoise FORNET, veuve de Jean Dunant, de St-Cergues en Savoye, demeurant au pré l'Évêque.	<i>Abj.</i>
1678, 25 avril.	Françoise PEREAL, de Pougny, pays de Gex (Ain).	<i>Abj.</i>
1678, 23 may.	Sieur Nicolas de FONTAINE, de St-Lo en Basse-Normandie, lieutenant de cavalerie, venant de Schlestadt, son quartier.	<i>Abj.</i>
1678, 17 juillet.	François PINCHOT, de Tours, religieux de l'ordre des cordeliers, étudiant à Turin la théologie.	<i>Abj.</i>
1678, 25 août.	François FERO, d'Aire la ville en Savoye (act. Genève).	<i>Abj.</i>
1678, 5 sept.	Gabriel LE SUYER, de Loudun en Poitou, sa mère papiste l'ayant fait aller à la messe.	<i>REP.</i>
1678, 17 octobre.	Anne DOURDILLY, de Lyon.	<i>Abj.</i>
1678, 17 déc.	Jeanne-Louyse CORBET, de Sauvigny (Meuse ?)	<i>Abj.</i>
1679, 2 janvier.	Claude BERTOL, de Chambéry, de l'ordre de Saint-Anthoine.	<i>Abj.</i>
1679, 30 janv.	Anne RAYMON, de Bourg en Bresse.	<i>Abj.</i>
1679, 6 février.	Jean JENESAN, d'Espinal en Lorraine, tailleur.	<i>Abj.</i>
1679, 3 avril.	Jean GODILLOT, d'Autun en Bourgogne, 23 ans.	<i>Abj.</i>
1679, 15 avril.	Jean FRELESY, de l'Isle de Flandre (Lille, Nord).	<i>Abj.</i>
1679, 15 avril.	Pierre FRESELY, fils de Jean Fresely, de Lisle (Lille, Nord).	<i>Abj.</i>
1679, 17 avril.	Loys PERNET, de Charente en Saintonge, tailleur.	<i>Abj.</i>

1679, 10 et 17 avril.	Guillaume DRU, de la paroisse de Corsy en Savoye (Corsier, act. Genève), habitant à Gentod.	<i>Abj.</i>
1679, 3 juin.	Paul FAVRE, de Sorèze en Languedoc, pr. Puylaurens.	<i>Abj.</i>
1679, 5 juillet.	Marie CARNEL, fem. de Jean Anoyau, de Tours, assistée de son dit mary.	<i>Abj.</i>
1679, 10 juillet.	Louise PERROTIN, du village de Beaufort en Savoye, assistée de son mary Anthoine Frachet.	<i>Abj.</i>
1679, 26 juillet.	Claudine FARGIAU, de Beaujou.	<i>Abj.</i>
1679, 31 juillet.	Michel BIGOT, de Loches en Tourraine.	<i>Abj.</i>
1679, 31 juillet.	Claude DE LA FRANCHISE, fem. de M. Bigot, de Rennes en Bretagne.	<i>Abj.</i>
1679, 11 sept.	Jacques LANGLAIS, de Bagueville en Normandie (Bacqueville, Seine-Inf.), passementier.	<i>Abj.</i>
1679, 23 oct.	Toina MOIRON, de St-Julien en Savoye, dem. à Lancy.	<i>Abj.</i>
1679, 13 nov.	Lazare JOYAU, de Cuson (Courzon, Yonne ?), pr. Avalon en Bourgogne.	<i>Abj.</i>
1679, 13 nov.	Lucrèce ROLLAND, d'Ayrieu, pr. Lyon (Eyrieux, Ardèche ?) fem. de Gabriel Besson.	<i>Abj.</i>
1679, 20 nov. et 4 déc.	Jean LARPIN, de la paroisse de Bernay en Savoye (Bernex, act. Genève), valet de M. l'Auditeur Gallatin.	<i>Abj.</i>
1679, 18 déc.	Jean DUMONT, de Bapaume en Picardie (Pas-de-Calais), assisté du sieur Masson son maistre.	<i>Abj.</i>
1679, 25 déc.	Marguerite DROIN, veuve Savi, de.....	<i>Abj.</i>
1679, 25 déc.	Élisabeth SAVI, fille de... Savi, de...	<i>Abj.</i>
1680, 15 janv. et 16 février.	Pierre FAVRE, de Béon en Bugey (Ain), tisserand, résidant à Céligny.	<i>Abj.</i>
1680, 26 février.	Léonard MILAGE, de Millaud pr. Nisme, passementier.	<i>Abj.</i>
1680, 1 avril.	Félix MIOLIN, de Grenoble, cordonnier.	<i>Abj.</i>
1680, 8 avril.	Pierre-Armand-Anthoine de la Bous-sière, d'Amiens, ayant esté de l'ordre de Citeaux, 31 ans.	<i>Abj.</i>

1680, 20 may.	Claude JOLY, de Villefranche en Beaujolais, tisserand.	<i>Abj.</i>
1680, 3 juin.	Claude GUYOT, de Villeneuve de Nancy, cuisinier.	<i>Abj.</i>
1680, 22 juillet.	Anne RAMEL, fem. de Philibert Perrot, de Grenoble, cocher de M. de la Pierre.	<i>Abj.</i>
1680, 22 juillet.	Jeanne FOURNIER, fille de Anne Ramel, de...	<i>Abj.</i>
1680, 22 juillet.	Marie PERROT, fille de Philibert Perrot, de Grenoble.	<i>Abj.</i>
1680, 5 août.	Sieur Bernard MELET, de Vivier en Dauphiné (Viviers, Ardèche?)	<i>Abj.</i>
1680, 5 août.	Susanne GASTANIER, fem. de Bern. Melet, de Bourg (Bourg-St-Andéol) en Vivarais.	<i>Abj.</i>
1680, 26 août.	Michée TARDY, de Fossigny (Faucigny, Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1680, 31 août.	Françoise DETRA, du village d'Anty en Savoie (Anthy, Hte-Savoie).	<i>Abj.</i>
1680, 2 sept.	Jehan DUFOUR, de Cahors en Quercy, tisserand.	<i>Abj.</i>
1680, 9 sept.	Marguerite MESNIL, de Marche en Luxembourg, fem. de Mathieu Adolard.	<i>Abj.</i>
1680, 16 sept.	Barthelemy AMET, de Cracau (Cracovie) en Pologne.	<i>Abj.</i>
1680, 23 sept. et 14 oct.	Pierre POTIN, de Paris, 23 ans, contrepointier.	<i>Abj.</i>
1680, 21 oct.	Jeanne MARPA, de Bossey, en Savoye (Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1680, 28 oct.	Sieur Gilbert LA MOTTE, de Boffar en Berry (?).	<i>Abj.</i>
1680, 11 nov.	Anne BADELE, Veuve de Jacques Baraillet, des Bordes en Champagne.	<i>Abj.</i>
1680, 11 nov.	Louys BARAILLET, fils de J. Baraillet, des Bordes en Champagne (Aube).	<i>Abj.</i>
1680, 29 nov.	Pierre TIERRY, de Paris, cordonnier.	<i>Abj.</i>
1681, 20 janv.	François DURET, de Beauregard en Savoye (Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>

1681, 28 avril.	Pierre BODIN, de Moso (Mauzé, Deux-Sèvres) pr. la Rochelle, tailleur.	<i>Abj.</i>
1681, 28 avril.	François CHEVALLIER, de Charenton, imprimeur en taille-douce.	<i>Abj.</i>
1681, 12 may.	Permette GROUIT, de Boimont en Savoye (Beaumont, Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1681, 30 juin.	Louis de GENCEAU, de Tarascon en Provence, religieux de l'ordre des Augustins déchaussés.	<i>Abj.</i>
1681, 25 août.	Antoine VUARRY, de Servonnex en Savoye (Charvonnex, Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1681, 30 août.	Anthoine CHEVALLIER, de Leleu (ou Lelier, Celles-sur-Belle, Deux-Sèvres) en Poitou, tisserand.	<i>Abj.</i>
1681, 1 sept.	Pernette DELORME, de Loysin en Savoye (Haute-Savoie).	<i>Abj.</i>
1681, 1 sept.	Jeanne GALAND, de Gex (Ain).	<i>Abj.</i>
1681, 3 nov.	Honoré ROUX, de Draguignan en Provence, passementier, assisté de Pierre Tournier son maistre.	<i>Abj.</i>
1681, 24 nov.	Anthoine LACOUR, de Rouen, hab. à Palais (Falaise?) en Normandie, chirurgien.	<i>Abj.</i>
1681, 22 déc.	Henry MATHIEU, de Fily en Savoye (Filly, Hte-Savoie).	<i>Abj.</i>
1682, 9 mars et 13 avril.	Pierre GUYON, de Paris, orfèvre, assisté de Abraham Bartol son maistre et d'Henry Bellamy.	<i>Abj.</i> <i>Abj.</i>
1682, 30 mars.	Jean BONHOMME, de Riomen Auvergne, tisserand.	<i>Abj.</i>
1682, 1 juin.	François BERTRAND, de Commercy en Lorraine, serrurier.	<i>Abj.</i>
1682, 1 juin.	Claudine VINCENT, fem. de Fr. Bertrand, de Saint-Mier (Saint-Mihiel).	<i>Abj.</i>
1682, 20 juill.	David Emmanuel du CAILLE, de la Maison de Moussaye (1), natif de Pont-Tenenté, paroisse de St-Julien en Valé, Bretagne, s'étant révolté à	<i>REP.</i>

(1) Sans doute de la maison de la Moussaye, en Plénée-Jagois (Côtes-du-Nord).

Paris, étant dans les mousquetaires
du Roy, voulant aller en Angle-
terre, où sont sa mère et sa sœur.

- | | | |
|-----------------------------------|--|-------------|
| 1682, 20 juill. | Jean LEFEBURE, de Varsy en Niver-
nois (Nièvre), marchand drapier. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 27 juill. | Marguerite DORNAT, de Marseille. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 11 août. | François VUILLAU, d'Aubresson dans
la Marche (Aubussón), tapissier. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 31 août. | Joseph GUIGONE, de Salanches en
Savoie (Haute-Savoie). | <i>Abj.</i> |
| 1682, 31 août et
7 sept. | Michel PARDONNET, de Sargers (Sur-
gères (Char.-Inf.), pr. la Rochelle,
maçon. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 31 août. | Jehan-François LEGRAND, de Tours,
glassier. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 5 oct. | Simon ROYER, de Montpellier, orfèvre. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 5 oct. | Marthe BRUNIERE, femme de S. Royer
et 3 enfants, de Montpellier. | <i>REP.</i> |
| 1682, 9 nov. | Jean de la RIVIÈRE, de Lyon. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 9 nov. | Claire ESTINAY, fem. de J. de la Ri-
vière, de Lyon. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 9 nov. | Andréa CHENEVARS, de Crête pr. Van-
dœuvres (act. Genève). | <i>Abj.</i> |
| 1682, 30 nov. | Pierre DUNANT, de Leysin en Savoie
(Haute-Savoie), demeurant à Jussy. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 30 nov. | Jean-François GRAND, de Tours. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 28 déc. | Nicolas OUGAN, d'Irlande, de l'ordre
des cordeliers, ayant demeuré à
Charleville, environ 9 ans, au cou-
vent des capucins, voulant aller
en Hollande, à Breda où est son
frère, capitaine. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 28 déc. | Estienne POILLAN, d'Ambilly (Haute-
Savoie) en Savoie. | <i>Abj.</i> |
| 1682, 14 déc. et
1683, 4 janv. | Anthoine PAPOT, de Tours, apprenti
veloutier. | <i>Abj.</i> |
| 1683, 1 ^{er} mars. | André ALBERT, de La Roche, en Savoie. | <i>Abj.</i> |
| 1683, 1 ^{er} mars. | Claude ROSSIN, de Chalon (Châlons-
sur-Marne), en Champagne. | <i>Abj.</i> |

1683, 15 mars.	Jean-Baptiste ROUGELET, de Tours, ouvrier en soye.	<i>Abj.</i>
1683, 3 avril.	Jean-Baptiste SOLIZOR, d'Orillac (Aurillac, Cantal), en Auvergne, âgé d'env. 22 ans.	<i>Abj.</i>
1683, 3 avril.	Joseph RAYMOND, de Grenoble, âgé d'env. 22 ans, charpentier.	<i>Abj.</i>
1683, 9 avril et 17 may.	Henry DUPARC, de Noyon, en Picardie, maçon, tailleur de pierres.	<i>Abj.</i>
1683, 17 may.	Guillaume de la CROIX, de Lyon, ouvrier en soye.	<i>Abj.</i>
1683, 17 may.	Louys ROZIER, de Paris, ouvrier en haute lisse.	<i>Abj.</i>
1683, 7 juin.	Jean GROS, de Nouglar (Nouglard, Haute-Savoie), pr. Annecy, âgé de 17 ans.	<i>Abj.</i>
1683, 5 juillet.	Louys MALLET, de Bourg en Bresse.	<i>Abj.</i>
1683, 5 juillet.	Jeanne RIVIÈRE, fem. de L. Mallet, de Bourg.	<i>Abj.</i>
1683, 2 août.	Michel PERTUISET, d'Auy (Ay pr. Epernay, Marne), en Champagne, âgé d'env. 21 ans, tailleur d'habits.	<i>Abj.</i>
1683, 9 août.	Jean QUINZERGUE, de St. Julien, pr. Montpellier, âgé d'env. 17 ans, apoticaire.	<i>Abj.</i>
1683, 16 août.	Claude BOSSON, de Lancy, assisté de ses frères Barthélemy et Jean.	<i>Abj.</i>
1683, 23 août.	Estienne BRUN, de Boimond (Beaumont, Haute-Savoie), en Savoie.	<i>Abj.</i>
1683, 18 décembre.	Hélène de la GARDE, de Thonon.	<i>Abj.</i>
1684, 3 janvier.	Jean MONTFORD, de Lavaur (Tarn?), en Béarn.	<i>Abj.</i>
1684, 17 janvier.	Pierre BERAL, de Combovin (Drôme), pr. Catheaudouble, en Dauphiné.	<i>REP.</i>
1684, 17 janvier.	Françoise SUPAR, de Combovin (Drôme), pr. Chateaudouble, en Dauphiné.	<i>REP.</i>
1684, 7 février.	Pierre Le TOR, de Tours, âgé d'env. 21 ans, assisté de Floran de l'Arpi nière, son maître.	<i>Abj.</i>

1684, 7 février.	Marc-Anthoine MARESCHAL, de Lyon, âgé d'env. 21 ans, assisté du caporal Sicher, son maître.	<i>Abj.</i>
1684, 6 mars.	Guillaume DELARUE, de Chambeisy, (près Genève).	<i>Abj.</i>
1684, 19 mars.	Pierre BRON, de Boismond-sous-Salève (Beaumont, Haute-Savoie), Savoie, charpentier.	<i>Abj.</i>
1684, 27 mars.	Françoise NERNY, de Loysin (Haute-Savoie), Savoie.	<i>Abj.</i>
1684, 17 avril.	Sieur Philippe GAUCHET, de Paris, fils d'un avocat.	<i>Abj.</i>
1684, 15 may et 21 août.	Sieur Joseph GRATIEN-ESQUIER, marquis d'Espolette (Basses-Pyrénées), en Navarre.	<i>Abj.</i>
1684, 15 may et 21 août.	Dem. Pierrette FLEURY, de Paris, fem. de J Gratien, marquis d'Espolette.	<i>Abj.</i>
1684, 14 juillet.	Pierre PEDER, de Romont, terr. de Fribourg (en Suisse), charpentier.	<i>Abj.</i>
1684, 17 juillet.	Sieur Estienne ROUX, de la par. de Saint-Jean (Saint-Jean-Chambre, Ardèche), en Vivarais.	<i>REP.</i>
1684, 17 juillet.	Sr. Mathieu ROUX, de la par. de St-Jean (<i>ibid</i>), en Vivarais.	<i>REP.</i>
1684, 24 juillet.	Claude FORE, de Montmélan, (Montmeyran? Drôme), en Daupiné.	<i>REP.</i>
1684, 7 août.	Philippe FOEX, de Barcelonne (Drôme), en Dauphiné.	<i>REP.</i>
1684, 4 septembre.	François De LA TOUR, d'Anticaira, Andalousie, enseignait la philosophie en France.	<i>Abj.</i>
1684, 16 octobre et 6 novembre.	Laurent PRÉVOST, de Deu (d'Eu, Seine-Inférieure), en Normandie, cordonnier, ass. de Jean Rougiffard, s. maître.	<i>Abj.</i>
1684, 23 octobre.	Jean-Pierre RIGNIER ou VIGNIER, de St. Fortunat (Ardèche), en Vivarais.	<i>REP.</i>
1684, 4 décembre et 18 décembre.	Claude CAILLAT, du Barrois, en Lorraine, tisserand, ass. de maître Gendrot.	<i>Abj.</i>

1684, 11 décembre.	Michel ARTIGUE, de Bon (Bons, Haute-Savoie), en Chablais.	<i>Abj.</i>
1685, 22 janvier.	Jean ANDRE, de Rie ou Jean-André de RIEUX? (Rieux, Ardèche), en Vivarais?	<i>REP.</i>
1685, 26 février.	Sr. Louys LAURENCEAUX, d'Annonay (Ardèche), en Vivarais.	<i>REP.</i>
1685, 9 avril.	Bernarde REY, de Vernier (actuellement canton de Genève), pays de Gex.	<i>Abj.</i>
1685, 9 avril.	Claude VIVARET, de Nismes.	<i>REP.</i>
1685, 16 avril.	Jaques DUFAY, de Paris, lapidaire.	<i>Abj.</i>
1685, 23 avril.	Abraham VERNON, de La Mure (Isère), en Dauphiné.	<i>REP.</i>
1685, 7 may.	Jean GAUDIN, de Rheims, en Champagne, âgé d'env. 20 ans, drappier.	<i>Abj.</i>
1685, 28 may, 20 août, et 1 ^{er} sept.	Michel MAUGEAN, de Tours, ouvrier en soye.	<i>Abj.</i>
1685, 28 may, 20 août, et 1 ^{er} sept.	Pernette TYBAUD, de Tours, fem. de M. Maugean.	<i>Abj.</i>
1685, 11 juin.	Gédéon CHIROL, de Dieulefit (Drôme).	<i>REP.</i>
1685, 11 juin.	Anne GELY, de Tolignan (Taulignan, Drôme), Dauphiné, fem. Chirol.	<i>Abj.</i>
1685, 25 juin.	Pierre De LORMEL, de Diep (Dieppe, Seine-Inférieure), en Normandie, tourneur et sculpteur en yvoire.	<i>Abj.</i>
1685, 16 juillet et 6 août.	Valentin TIERRY, de Diep (Dieppe, Seine-Inférieure), en Normandie, ouvrier en soye.	<i>Abj.</i>
1685, 13 août.	Pierre ROUBIER, de Fourgues (Fourgues, Lozère), aux Cévennes, sarger.	<i>Abj.</i>
1685, 13 août.	Nicolas BARRISSON, de Tours, ouvrier en soye.	<i>Abj.</i>
1685, 13 août.	Jean-Philippe BARRISSON, de Tours, ouvrier en soie, fils de Nicolas.	<i>Abj.</i>
1685, 20 août.	Laurence BONNEVAL, de Voirons (Viron, Isère), en Dauphiné.	<i>Abj.</i>
1685, 20 août.	Cristophle TYBER, de Paris, peintre.	<i>Abj.</i>

1685, 15 octobre.	Demoiselle Clarence CARRIER, de Montélimar.	<i>Abj.</i>
1685, 10 décembre.	Demoiselle Suzanne VALESCURE, de Bédérieux (Bédarieux, Hérault), femme d'Abraham Valeiry, bourgeois de cette ville.	<i>REP.</i>
1685, 10 décembre.	Cloriande GIRO, servante de demoiselle Valescure de Bédérieux (Hérault).	<i>REP.</i>
1685, 31 décembre.	Sieur SAINT-PIERRE, de Villette, par de Gaillard (actuellement Genève).	<i>Abj.</i>
1686, 4 février.	Philiberte MAURIS, de Mingy (Minzier, Haute-Savoie), Savoie.	<i>Abj.</i>
1686, 11 février.	Barthélemy SAVEGNY, de Saint-Julien (Haute-Savoie), Savoie, assisté de J.-P. Condeveau de Vandœuvres, son maître.	<i>Abj.</i>
1686, 25 février et 11 mars.	Françoise PROVAN, de Bon (Bonne, Haute-Savoie), en Savoie.	<i>Abj.</i>
1686, 1 ^{er} avril.	Françoise D'AUBONNE, de Saint-Cergues (Haute-Savoie), Savoie.	<i>Abj.</i>
1686, 13 may.	Françoise BERTET, de Gy (actuellement canton de Genève), Savoie.	<i>Abj.</i>
1686, 13 may.	Françoise CARAN, de Ville-le-Grand (Haute-Savoie), Savoie.	<i>Abj.</i>
1686, 18 may.	Pernette ROSSI, de Choulex (actuellement canton de Genève), Savoie.	<i>Abj.</i>
1686, 8 juillet.	François PATRU, de Sierne (actuellement canton de Genève), converti par un prêtre à Chambéry.	<i>REP.</i>
1686, 31 décembre.	Jean-Rodolphe CONDILLO, a été à la messe à Grenoble.	<i>REP.</i>
1687, 25 août.	Claudine, fille de Noé Sauver, de Rochefort (pr. Chambéry, Haute-Savoie), en Savoie, Vve de A. Descotes.	<i>Abj.</i>
1688, 16 février.	Gaspard RIGOT, de Chevry (Chevrier, Haute-Savoie), en Savoie.	<i>Abj.</i>
1688, 12 avril et 27 mai.	Charles TRUFFAUD, a abj., à Thonon, (Haute-Savoie).	<i>REP.</i>

1688, 27 may et 26 juillet.	Jean-Pierre BUA, de Choisy (près Annecy, Haute-Savoie), en Savoie.	<i>Abj.</i>
1689, 7 février.	Michel NOBLET, bon tém. de Mr. Sa- razin, past. de Genthod.	<i>REP.</i>
1689, 8 août.	Françoise MAGNIN, de Villars (Villard, Haute-Savoie), en Savoie, fem. de Pierre Bidau.	<i>Abj.</i>
1689, 26 décembre.	Claude LIANNA, de Malagny (près Viry, Hte-Savoie), demeur. à Troinex.	<i>Abj.</i>
1690, 24 avril et 8 mars.	Jeanne FAUCONNEX, de Sesy (Cessy), P. de Gex.	<i>Abj.</i>
1690, 29 may.	Pernette FOREL, Vve de Jacques Lebel, de Paris.	<i>Abj.</i>
1690, 29 may.	Catherine LEBEL, fille de Pernette Forel, de Paris.	<i>Abj.</i>
1690, 25 décembre.	Élisabeth DURET, de Beauregard (pr. Nernier, Hte-Savoie), en Savoie.	<i>Abj.</i>
1691, 27 août et 1 ^{er} septembre.	Anne CHARBONNIER, d'Arare (actuell ^t canton de Genève), pour épouser François Ruffle, rép. p. paillardise.	<i>Abj.</i>
1691, 1 ^{er} octobre.	Jean-Alexandre BIZARRI, de Gradeli, duché de Castro, en Italie. Étudiant en droit.	<i>Abj.</i>
1692, 8 septembre.	Claude MATTHIEU, de Maringue (Ma- ringues, Puy-de-Dôme), en Au- vergne, cordonnier.	<i>Abj.</i>
1693, 6 avril.	Jeanne BUTIN, de St-Maurice (près Bonneville, Hte-Savoie), en Savoie.	<i>Abj.</i>
1693, 20 avril.	Toinette LANDRY BACHIN, de Grenoble, femme de Gaspard Odoïn, de Crest en Dauphiné, assisté de Dame de la Recluse, sa marraine.	<i>Abj.</i>
1693, 1 ^{er} juin.	Pierre PHILIPPE, de Ver (Vers, pr. St-Julien, Hte-Savoie), en Savoie, tisserand chez P. Durand, et chez Mr. Dufour.	<i>Abj.</i>

1693, 29 juin.	François MORAN, de Loin (Louhans? Saône-et-Loire), en Bourgogne.	<i>Abj.</i>
1694.	Aucun.	
1695, 24 janvier.	Antoine SANTHOUS, de Sionnet, (act. canton de Genève), Savoie.	<i>Abj.</i>
1695, 19 mars.	François DU MOUTIER, de Raucourt, (Raucourt, Nord, ou Rocourt, Aisne), en Picardie.	<i>Abj.</i>
1695, 20 juin.	Jean-Pierre GIESIN, du pays de Juillers (Juliers), en Allemagne.	<i>Abj.</i>
1695, 22 août.	François FONTAINE, de Viu (Haute-Savoie), en Savoie.	<i>Abj.</i>
1695, 3 octobre.	Jeanne CHOUDAN, de Bernay (Bernex, actuellement canton de Genève).	<i>Abj.</i>
1695, 7 novembre.	Magdeleine BREBILLON, de Saint-Jean-de (en) Royan, Drôme), en Dauphiné.	<i>Abj.</i>
1696, 29 mars et 2 avril.	Philippe DUVAILLIER, de Montbozon (Haute-Saône), près Besançon (comté de Bourgogne).	<i>Abj.</i>
1696, 9 avril.	Marguerite TEIRIERE, de St-Gilles (Gard), en Languedoc.	<i>REP.</i>
1696, 7 mai.	Jérôme CROSET, d'Usès, 40 ans.	<i>REP.</i>
1696, 7 mai.	Audibert BARTOL, d'Angers, 36 ans.	<i>REP.</i>
1696, 7 mai.	Pierre PEROLLIER, d'Anduze, 22 ans.	<i>REP.</i>
1696, 14 mai.	Pierre FONTAINE, de La Charité (Nièvre).	<i>REP.</i>
1696, 22 mai.	Jean BENOIST, de Nismes.	<i>REP.</i>
1696, 26 mai.	Théophile GROS, de Die, en Dauphiné.	<i>REP.</i>
1696, 26 mai.	Angélique de RIVEROL, fem. de Th. Gros, de Die.	<i>REP.</i>
1696, 26 mai.	Marguerite de RIVEROL, sœur de Angélique, de Die.	<i>REP.</i>
1696, 26 mai.	Marie-Esther GRELET, de Graly (?), en Touraine.	<i>REP.</i>
1696, 26 mai.	André REIGNOT, d'Annonay, en Vivarais.	<i>REP.</i>

1696, 26 mai.	Jean-Pierre FRANGET, d'Annonay (Ardèche), en Vivarais.	REP.
1696, 4 juin.	Demoiselle Suzanne PLECHE, de Bonnière, (Bonnières? Seine-et-Oise) Vve de M. Bernold.	REP. REP.
1696, 4 juin.	Georges PERRIER, de Die, en Dauphiné, cordonnier.	REP.
1696, 4 juin.	Françoise BOSSON, de Lancy (actuellement de Genève) Savoie.	Abj.
1696, 11 juin.	Guillaume PERRIER, de Saint-Amboise, dioc. d'Usès (Saint-Ambroix, Gard) en Languedoc.	REP.
1696, 18 juin.	Claude GIVANE, de Brignon (Gard), 32 ans.	REP.
1696, 18 juin.	Nicolas PONCIN, de Robon (Roybon, Isère) en Dauphiné.	REP.
1696, 18 juin.	David MANIN, de Réalmont (Tarn), en Languedoc,	REP.
1696, 18 juin.	Louis MASCARET, d'Angle (Angles, Tarn).	REP.
1696, 18 juin.	Jean LALAGNE, de Montauban.	REP.
1696, 18 juin.	Daniel BAISSÉ, de Vinbione? en Languedoc?	REP.
1696, 18 juin.	Jean ROGUES, de Casteljaloux (Lot-et-Garonne), en Guienne, 18 ans.	REP.
1696, 2 juillet.	Demoiselle Pernette BERNIN, de Nérac (Lot-et-Garonne).	REP.
1696, 9 juillet.	Jean-François MORIN, de Paris, assisté de M. le baron de Causade, son oncle.	REP.
1696, 9 juillet.	Gabrielle GENOUTIER, Vve de P. Jousseau (de Nismes?)	REP.
1696, 9 juillet.	Marthe JOUSSEAU, fille de P. Jousseau, (de Nismes?)	REP.
1696, 9 juillet.	Jean TERRON, de Nismes.	REP.
1696, 9 juillet.	Bernardine BRUNET, fem. de J. Teron, de Nismes.	REP.
1696, 9 juillet.	Pierre JASSE, de Villemandre (Villemandeur, Loire, ou Villemandy, Charente?)	REP.

1696, 9 juillet.	Pierre BOUTIER, d'Aamemet, pr. Ton- nins (Tonneins, Lot et Garonne).	REP.
1696, 9 juillet.	Demoiselle Marie BERNIN, de Mon- tauban.	REP.
1696, 16 juillet.	Jeanne MATTIZO, de Nismes, avec son enfant.	REP.
1696, 16 juillet.	Marguerite PAIZET, de Nismes.	REP.
1696, 23 juillet.	Michel TROUILLET, de Saumur.	A bj.
1696, 23 juillet.	David ROUX, d'Anduze.	REP.
1696, 23 juillet.	Abraham CHAVANE, de Vitry-le-Fran- çois, en Champagne.	REP.
1696, 23 juillet.	Jean BARANDON, de Sommières (Gard), en Languedoc.	REP.
1696, 23 juillet.	Jaques BARANDON de Sommières, en Languedoc.	REP.
1696, 23 juillet.	Jean CAUSADE, de Nismes.	REP.
1696, 23 juillet.	Jaques PAUL, de pr. de Sainte Ypolite (Sainte-Hypolite-du-Fort, Gard).	REP.
1696, 23 juillet.	Jean CABROL, de Nismes.	REP.
1696, 23 juillet.	Pierre BONAFOU, d'Alais.	REP.
1696, 23 juillet.	Jaques TORON, de Cauvisson (Cal- visson, Gard).	REP.
1696, 23 juillet.	David Roux, d'Anduze (voir ci-avant) déclare avoir fait rép. p. dev. le ministre en France, et n'avoir point été à la messe du depuis).	REP.
1696, 30 juillet.	Demoiselle Antoinette VATTAL, de Milau (Millau, Aveyron) en Rouergue.	REP.
1696, 30 juillet.	François MISSOL, de Callvesson (Cal- visson, Gard) en Languedoc.	REP.
1696, 30 juillet.	Samuel VIRGEAC, de Florensal (Flo- rensac, Hérault).	REP.
1696, 30 juillet.	Olivier DOMBRES, de Nismes.	REP.
1696, 30 juillet.	Esprit GUILLAUMON, de Nismes.	REP.
1696, 30 juillet.	Philippa GRANGE, de Saint-Genis, pays de Gex (Ain).	REP.
1696, 30 juillet.	François REIGNE, de Brignon (Gard) Bas Languedoc.	REP.

1696, 30 juillet.	Marguerite GIVANE, de Brignon, Bas-Languedoc.	REP.
1696, 6 août.	Dame Jeanne COCHET, de Laytouse (Lectoure, Gers), en Gascogne, Vve de Sieur Étienne Carron.	REP.
1696, 6 août.	Jeanne CARON, fille de feu Et. Caron, de Laytouse, en Gascogne.	REP.
1696, 6 août.	Demoiselle Rose de PILOTI, de Lezay (Lezay, Deux-Sèvres).	REP.
1696, 6 août.	Daniel NICOLAS, de Chalais (Charente), en Saintonge.	REP.

(A suivre.)

F. REVERDY.

Mélanges

LES REGISTRES PAROISSIAUX DE FONTAINE-SOUS-PRÉMONT

(Blainville, Eure-et-Loir)

Habent sua fata libelli. Après les registres égarés de Pont-Tranchefêtu, voici ceux de Fontaine-sous-Prémont et de Blainville qui reviennent au jour. On savait qu'à la suppression de l'Église en 1682, ils avaient été versés au Bailliage de Chartres, mais dans la suite, ils avaient été complètement perdus de vue. Tout récemment, ils ont été retrouvés, en une retraite où nul n'aurait songé à les aller quérir, et ils ont repris aux Archives du département d'Eure-et-Loir la place qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Avec le plus aimable empressement, M. Jusselin est venu nous faire part de cette découverte, et nous mettre en mesure d'en profiter.

Vingt cahiers de 19 centimètres sur 14, quelques-uns rognés un peu plus court, tel est le dossier qui nous est parvenu, dans l'état où il avait été versé à l'autorité civile, sous Louis XIV. Un papier encarté dans le premier registre porte la mention suivante : « Blainville ou Fontaine-sous-Prémont. Église des prétendus réformés de communes des environs de Bû, Houdan, Nogent-le-Roy, Maintenon, etc. Ces registres ont été envoyés par le préfet du Dép^t d'Eure-et-Loir le 29 Baire an 10^e. — Ils sont au nombre de 20, commençant en l'année 1617 et finissant à 1682. — Placés à la suite du canton de Houdan ».

Ce qui prouve que le préfet d'Eure-et-Loir de 1802 n'était pas fort en géographie. La mention du canton de Houdan suppose que nos registres avaient été expédiées en Seine-et-Oise ; et c'est au greffe du tribunal civil de Mantes qu'ils ont été découverts, en compagnie d'autres exilés. Après un court séjour à Versailles, ils ont réintégré leur domicile normal.

Les registres sont numérotés 1 à 15, dans l'ordre chronologique ; pour les cinq années 1669, 1671, 1677, 1678, 1679, le même numéro d'ordre enclot la « grosse » avec la minute. Les trois premiers registres, qui sont de beaucoup les plus épais, sont

couverts de parchemin et munis de cordons. Les deux suivants ont encore des cordons, mais désormais, on ne se servira plus de parchemin neuf, et l'état civil des huguenots du Drouais sera préservé des injures du temps par le latin d'église, les notes du plain-chant ou le grimoire des hommes de loi; le n° 9 (années 1674 à 1676), plus modeste encore, se contente, tel Cadet Rouselle, d'un habit de papier gris.

Souvent médiocrement tenus, mais sans autres lacunes que celles dues à la négligence des scribes ou des pasteurs, ces registres sont d'un intérêt assez inégal; ils permettent cependant de préciser beaucoup de points obscurs de l'histoire, si compliquée, de l'Église de Fontaine-sous-Prémont.

Sous le n° 1, nous avons un *Registre des baptêmes faits en l'Église réformée de Blainville et Fontaine depuis le 17 décembre 1617*, et l'on a ajouté : *jusques en l'année 1651*. Ce titre ne donne pas une idée exacte du contenu du registre, car, si on le retourne, on trouve, commençant à l'extrémité opposée, un *Livre des mariages*; quelques pages plus loin, toujours tête-bêche avec les actes de baptêmes, et confondus avec eux, d'abord un *Registre des trépassés*, qui, suivant la coutume huguenote, est presque vide : en mai 1621, un enfant de Nuisement et un vigneron de Mézières, deux autres trépassés, en 1627 et en 1629; puis sans titre, trois réceptions de prosélytes : un laboureur de Mérangle en 1646, un « telier » de Lormaie en 1648, et, la même année, un autre « telier », logé chez Claude du Thuilé, à Fontaine.

Le n° 2 est le *Livre Baptistaire de l'Église Réformée de Fontaines commansant en l'année 1654*; on a ajouté, *finissant le 2 mars 1664*, ce qui est une erreur, car il va jusqu'au 9 septembre.

Puis vient encore un *Livre des Baptêmes de l'Église Réformée de Fontaines*, qui a servi de janvier 1665 à janvier 1669.

Nous n'avons donc pas de mariages de 1651 à la fin de 1668, et pour ainsi dire pas d'inhumations du commencement du 1^{er} registre à l'application de l'ordonnance de 1668 sur l'état civil.

Du n° 4 au n° 15, les registres nous donnent, d'année en année (sauf le 9^{me} qui comprend trois ans), la liste des baptêmes et des mariages; celle des sépultures, qui ne donnaient lieu à aucune cérémonie religieuse, est visiblement très incomplète, malgré les attestations de style du consistoire.

Les Pasteurs.

Nous avons expliqué, dans notre ouvrage sur *la Réforme en Eure-et-Loir* (p. 304 ss), pourquoi l'histoire de l'Église de Fontaine-sous-Prémont est extrêmement compliquée. Faute des

documents que nous avons aujourd'hui sous les yeux, il nous avait été fort difficile d'établir, sinon la liste des pasteurs, du moins la date de leur arrivée et de leur départ. Nous sommes aujourd'hui en mesure de compléter et de rectifier notre liste.

Le successeur du sieur de Bignonette est bien *Jacques Durant*, mais c'est en décembre 1617 qu'il est entré en fonctions, et non en 1620. Il tient d'abord fort soigneusement son registre, puis il se néglige : les actes ne sont pas toujours inscrits dans l'ordre, et quand il en inscrit à la fois toute une kyrielle, il n'en signe que le dernier. Il résulte de cela qu'il n'est guère facile de découvrir à quel moment *André Pelloquin* est entré en fonctions. Le premier acte qui soit de sa main est daté du 25 août 1623.

Pelloquin était jeune; sa foi manquait de solidité. Comme il figure sur la liste des apostats en 1631, nous avons attribué cette date à son départ. Or, les derniers baptêmes qu'il a administrés, et qui ont été enregistrés par son successeur, « sur le rapport du père », sont d'avril 1630.

En septembre 1630, le synode de Charenton désigne comme pasteur de Blainville et Fontaine *Louis de Fauquembergue*; et le registre nous apprend ceci : « Le vendredi 18 octobre 1630, jour de l'ordination du s^r L. de Focquembergues, Monsieur Quinson, pasteur des Eglises de la Ferté et de Laons » administra un baptême, dont le nouveau pasteur signa l'acte. Il y a deux signatures de Fauquembergue : l'une, d'une grande écriture aristocratique, avec l'orthographe que nous avons adoptée; l'autre, de la petite écriture arrondie du scribe, porte L. De Focquembergue.

Fauquembergue remplit d'abord ses fonctions avec une certaine exactitude. Puis il se relâcha sensiblement. Nous avons dit de lui que c'était un triste sire, et qui finit mal. Dans son registre, les lacunes sont de plus en plus grandes. En 1640, il n'inscrit que deux baptêmes; en 1641, rien. C'est nimbé de feuillets blancs qu'on lit son acte de mariage. Il est ainsi conçu :

« Le dix-neuvième sept. mille six cent quarante et un, veu le certificat des Annonces de l'acte du Con^{re} de l'Eglise de Laons en date du quinziesme du courant, signé Trouillard, pasteur de l'Eglise de Laons et Pierre de Mede, ancien, rapporté au Con^{re} de l'Eglise de Fontaine et St-Martin (1) présentement, et ouy par le rapport des Anciens de celle-cy qu'il n'y avoit aucun empeschement, a esté béni solennellement en l'Eglise dud. Fontaines le mariage de Mr. Louys de Fauquembergues sieur de Pierre dud. lieu (2)

(1) On voit qu'en 1641, l'union des Eglises de Fontaine et Saint-Martin était déjà un fait accompli.

(2) Il y a un Fauquembergue dans le Pas-de-Calais. Nous ne savons toujours pas quelle était la parenté de Louis Fauquembergue avec Jean, le pasteur de Dieppe. Peut-être frère?

et du Fagil en Beauvoisis, pasteur de lad. Eglise, fils de Jean Fauquembergues luy vivant Escuier sieur desd. lieux, et de Fontangues, et de défunte damoiselle Marie Ameau, et damoiselle Magdeleine de Loumeau dame Chastellaine de Laons, fille de Jean de Loumeau vivant escuier Seign^r Chastellain dud. Laons et autres lieux et de demoiselle Magdeleine Frotté du Mesnil Coutiene leurs pères et mères, par moy sousigné ministre de la parolle de Dieu.

« MAURICE DE LAUBÉРАН DE MONTIGNY. »

En 1642, Fauquembergue n'inscrit qu'un mariage et deux baptêmes, ce qui n'est guère, pour une Église dont, tout à l'heure, on appréciera l'importance. Il la quitta d'ailleurs bientôt, non sans y faire plus tard de courtes apparitions (il a signé quelques actes en 1651). Son départ est postérieur au 12 février 1643.

La même année, le synode de Charenton appela *Théophile Tardif* à lui succéder; il signe pour la première fois au registre le 4 juin, et pour la dernière en octobre 1649.

La signature de son successeur, *Samuel le Blanc*, sieur de *Beaulieu*, ne figure pas dans les registres, qui sous son ministère (jusqu'au commencement de 1653) sont tenus avec un grand désordre.

Puis, vient *Jamet*, dont le dernier baptême est daté du 11 février 1663. Les actes de son successeur *Féron* ne sont pas signés; le premier, très reconnaissable au changement d'écriture, est du 8 avril 1663. C'est tout au commencement de 1665 que Féron est remplacé par *Séville*. Le départ de Daniel Séville, que nous n'avions pu dater, se place entre le 12 avril 1673, où il baptise un enfant, et le 17 juillet 1673, où *Jean Régnier* signe un acte de décès. Régnier resta en fonctions jusqu'à la suppression de l'Église de Fontaine, en 1682.

Les Anciens.

Rechercher les noms des anciens qui figurent dans les registres, de 1617 à 1668, comme pères ou comme parrains, serait se donner beaucoup de mal pour un résultat bien précaire: ces noms, glanés de loin en loin, ne sauraient nous donner une idée de ce qu'était à cette époque le consistoire de Fontaine-sous-Prémont (1).

(1) Citons, par acquit de conscience : en 1617, Étienne Pinard; en 1619 Auger Cousin; en 1626, Antoine Perret; en 1628, Jean Chanu; en 1630 et les années suivantes, Mathurin Soulliard, Samuel Augier, Pierre et Étienne Cholet, Jean Basemont, Michel de Pré.

Il en est autrement pour la période comprise entre 1669 et 1682; sous l'empire de l'ordonnance royale réglant la tenue des registres de l'état civil, les anciens devaient attester l'authenticité du cahier remis chaque année au bailliage, ainsi que l'identité des illettrés. Il résulte de cela que nous possédons des listes d'anciens assez complètes pour qu'il vaille la peine de les dépouiller. Les registres de 1674-1676 et de 1677 nous fournissent, l'un six noms, l'autre cinq, peut-être tout le consistoire, sinon dans l'une de ces deux listes, du moins en les combinant. Le personnel n'a d'ailleurs guère changé de ces années à la suppression de l'Église.

La première liste porte les noms de Petit, Pinard, Thomas Giboreau, d'Eusquerque, Berotteau et Touzé. A Petit, Pinard, Giboreau et Touzé, la seconde liste ajoute Michel Margas. Le sieur Petit semble avoir été la cheville ouvrière de l'Église de Fontaine : son nom, toujours le premier, figure jusqu'au bout. Fils et petit-fils de chirurgiens, établis à Nogent-le-Roy, Samuel Petit maniait le scalpel à Villemeux, et des nombreux enfants qu'il eut de ses deux femmes, deux furent chirurgiens à leur tour (dont l'un en même temps apothicaire), à Houx et à Nogent-le-Roy.

De 1669 à 1673, Petit eut pour collègue Charles Chastaing, lui aussi chirurgien; il exerçait à Fontaine-sous-Prémont. A-t-on suffisamment relevé le goût des huguenots pour la chirurgie? Un troisième ancien de 1669, Lahaie, ne reparait pas dans la suite. L'an d'après, nous trouvons, et jusqu'en 1673, Pierre Souillard. Michel Margas resta en fonctions tant que vécut l'Église. Quant à d'Eusquerque (forme francisée du nom hollandais Euskercken), il n'était autre que le seigneur de Fontaine. Berotteau n'est cité, comme ancien, qu'en 1674, Touzé jusqu'en 1679. Thomas Giboreau, meunier au Petit-Cherisy, est le Thomas « Guibereau » qui accompagna Sébille, en 1667, au synode de Clermont en Beauvoisis.

Statistique de l'Église.

Assez importante — à cette époque, la plus importante des Églises du département actuel d'Eure-et-Loir, — dépourvue de centre, ayant successivement pour chef-lieu des hameaux écartés, telle nous était apparue l'Église de Blainville, qui deviendra en 1630 l'Église de Fontaine-sous-Prémont. Certes, l'examen des registres n'est pas fait, bien loin de là, pour atténuer cette impression.

Église importante : divers indices avaient conduit M. Weiss à évaluer la population de l'Église de Dreux à environ mille âmes, au moment des proscriptions de 1585 (1). A quel chiffre nous

(1) Bull., 1895, 25 ss.

conduisent, trente-cinq ans plus tard, la natalité et la nuptialité? De 1618 à 1622 inclus, il y a 129 baptêmes et 50 mariages; le nombre des baptêmes est, à vrai dire, exceptionnellement faible en 1622. Nous pouvons tabler sur une population d'environ 800 âmes à ce moment.

Les sept années suivantes ne donnent aucun renseignement précis; il y a, bon an mal an, de 3 à 6 baptêmes et de 1 à 5 mariages. Une note datant de 1625 nous apprend qu'il existe un autre registre, où sont inscrits les actes de la fin de 1625 et des deux années suivantes, qui ne figurent pas dans celui que nous connaissons. Il est évident que la fuite a commencé plus tôt, et qu'elle s'est prolongée plus tard, jusqu'au moment où la résidence du pasteur a été transportée de Blainville à Fontaine-sous-Prémont. Il y a donc eu, pendant ces sept années, un registre pour chacun des deux quartiers. Celui que nous possédons était celui de Blainville, ainsi que le prouve une lecture quelque peu attentive.

A partir de 1630, baptêmes et mariages remontent à un chiffre normal; plus faible, à vrai dire, que les premières années, mais comme il y a, presque tous les ans, des lacunes dans le registre, il n'est pas possible de se rendre compte du mouvement de la population. Il semble toutefois certain qu'elle était en décroissance légère. L'appoint de l'Église de Houx-Saint-Martin, rattachée à celle de Fontaine au milieu du siècle, n'était pas de nature à la grossir beaucoup, car ce groupe de huguenots était tombé à peu de chose.

Il faut descendre jusqu'à 1669 pour trouver des renseignements plus précis. Désormais, baptêmes, mariages et sépultures seront inscrits dans des registres, timbrés, cotés et paraphés, qui chaque année seront versés au bailliage. A vrai dire, seule l'inscription des baptêmes et des mariages offre quelque garantie. Il est visible qu'on négligeait de mentionner les décès; le nombre d'actes est parfois d'une faiblesse invraisemblable; telle région, où baptêmes et mariages sont nombreux, ne fournit pas un acte de décès (ainsi Bû; une seule sépulture à Brissart, près d'Abondant).

Prenons cependant les baptêmes et les mariages : ils se rapportent à 14 années complètes, car si l'Église a été supprimée en droit le 26 novembre 1682, elle a existé en fait presque jusqu'à la fin de l'année. Nous avons un total de 306 baptêmes et de 78 mariages, soit 22 baptêmes et 6 mariages par an, ce qui correspond à une population de 650 à 700 âmes (1).

(1) Un simple rapprochement : à la Révocation, il y eut dans l'Église de Fontaine, en chiffres ronds, une centaine de départs et plus de 350 abjurations. Or, le recensement de 1820 indique 460 protestants sur le même territoire.

Comment était répartie cette population ? Pas de groupement prépondérant, nous l'avons dit. Mais dans deux régions, il y a des huguenots un peu partout. La première a la forme d'une comète, dont le noyau a pour centre Marsaueux, et dont la queue se prolonge dans la vallée de l'Eure et dans celle de la Voise, jusqu'à Saint-Martin-de-Nigelles, Maintenon et Houx. La seconde région, située au nord de la première, comprend le groupe de Bû et d'Abondant.

Marsaueux est un centre géographique ; ce n'est pas un noyau numériquement prépondérant, ni absolument, ni peut-être relativement, à moins d'ajouter aux réformés de Marsaueux les isolés de Mézières et le groupe, assez compact, du Luat. Autour de Marsaueux se succèdent, en commençant par l'est, puis en remontant vers le nord, les communautés de Mérange et de Fontaine, cette dernière sise dans la paroisse d'Ouerre, où l'on trouve encore quelques disséminés. Puis voici Germainville, assez forte agglomération ; Bécheret, près de Broué ; plus à l'ouest, le grand et le petit Cherisy, Sainte-Gemme, puis Dreux et son territoire (1). Sur le plateau, à l'ouest de Marsaueux, tout près du Luat, nous trouvons Nuisement, Blainville. Dans la vallée, il y a des protestants partout : à Écluzelle, à Charpont, au Mesnil-Ponceau, aux Trois-Moulines, à Villemeux, à Mormoulin, à Chaudon, à Nogent-le-Roy, à Lormaye, à Ru, à Héliot (près de Coulombs). Puis, nous arrivons à l'ancienne Église de Houx. Il y a des huguenots à Saint-Martin-de-Nigelles et à Eglancourt ; il y en a, laboureurs et vignerons, à Pierres, et, bourgeois, à Maintenon ; il y en a à Ormoy, au N.-O., et à Houx, au S.-E.

La région nord nous donne un groupe important à Bû, un autre au Brissart (commune d'Abondant) et des isolés à Rouvres, au Breuil, à Boutigny, à Berchères-sur-Vesgres.

Fontaine, Blainville, Bû, Germainville, la vallée de l'Eure, et plus tard, Saint-Martin-de-Nigelles, tels ont été, probablement, les quartiers de l'Église de Fontaine. Il y avait beaucoup plus de cimetières que de quartiers ; de fait, chaque groupe un peu nombreux de réformés avait sa petite nécropole. Nos registres ne mentionnent jamais celle de Bû, dont l'existence est attestée par d'autres documents ; nous apprenons, en revanche, qu'il y avait un cimetière à Brissart, près d'Abondant. Ceux de Marsaueux et de Fontaine-sous-Prémont (2) sont connus ; de plus, à Fontaine, le seigneur du lieu et sa famille étaient inhumés dans le temple. On ne connaissait pas le cimetière de Germainville ; quant à celui qui a été découvert, il y a peu d'années, entre Villemeux et le Mesnil-

(1) Il y a un petit groupe à l'ouest de Dreux, à Vert-en-Drouais et dans les hameaux voisins, et à Boissy-en-Drouais.

(2) Ou de Mérange.

Ponceaux, il est souvent mentionné dans les registres, sous les noms de Villemeux et du Mesnil-Ponceau. Mais il y en avait d'autres à Blainville, à Écluzelle, à Chaudon ; il y a même eu une inhumation au moulin de Barbaste, près de Dreux. Enfin, aux cimetières connus de Saint-Martin-de-Nigelle et de Houx, il faut ajouter celui de Pierre, qui servait aux protestants de Maintenon et des environs.

Les noms de personnes qui apparaissent dans les registres de Fontaine-sous-Prémont sont ceux mêmes que les proscriptions de 1585, les abjurations de 1685, les recensements du ^{xix}^e siècle nous avaient fait connaître. Nous ne les répéterons donc pas.

L'Église est essentiellement rurale. Des laboureurs, des vignerons, souvent illettrés, beaucoup plus souvent qu'ailleurs. Le laboureur suppose le meunier, et le vigneron, le tonnelier : il y en a de protestants. A côté de domestiques des rares seigneurs, il y a aussi des manœuvres, et quelques gens de métier : menuisiers (1), charrons ; des commerçants, surtout dans les bourgs, mais aussi ailleurs : en 1618, Jean de Rosay est drapier à Germainville ainsi que Coreillard, et Gigain, drapier en Luat ; un peu plus tard, Moïse Margas, Gaspard Piron, Benjamin Helet sont marchands à Bû, où Vassart est cordonnier. Il y a des « tessiers en toille » à Écluzelle, à Marsauceux.

En 1669, il y a un Marie marchand à Houx, et un peu plus tard un autre Marie, marchand à Nogent-le-Roy, où il y a une bonne demi-douzaine de bourgeois huguenots. Antoine Poitevin est marchand à Maintenon, ainsi que Daniel Trézevant. Chanu vend du drap à Mérangle, Jean Giboreau de tout à Villemeux et Jean de la Rue des pots à Brissart. Il y a aussi quelques gens de loi : en 1669, Robert de Rosay est lieutenant et tabellion à Germainville ; quelques années plus tard, c'est à Blainville qu'il exerce, et il est remplacé par Benjamin Moullin. En 1680, on trouve un Malassis, procureur à Bû.

Mais ce qui frappe surtout, c'est l'abondance des chirurgiens et des horlogers. La dynastie des Petit et le sieur Chastaing sont loin d'épuiser la liste. Il y a encore Philippe de Thuillé, à Bû ; Louis Baril, qui, à Nogent-le-Roy, fait concurrence aux Petit ; Dalvimare, à Saint-Martin-de-Nigelles.

Aux deux chirurgiens de Nogent-le-Roy, s'ajoutent trois horlogers : Jehan Augier (1628), André Boisaumoine (1633), Gédéon Lazare (1638). Et on trouvera encore (il est vrai que c'est en 1680) un Samuel Basomoine horloger au Mesnil-Ponceau. On se demande comment tant d'horlogers pouvaient gagner leur vie

(1) Entre autres Daniel Fromont, l'un des seuls protestants de la ville de Dreux.

dans ce canton, et surtout, quelle place restait aux catholiques dans cette honorable corporation. Il est difficile de dire, étant donné l'état de nos registres, quelle était la parenté exacte de l'horloger Augier, qui se retirera à Paris, sur le tard, avec le pasteur Pierre Augier, de Favières, qui se réfugia à Halle (où on le trouve en 1699) à la révocation de l'édit de Nantes. Il est certain que le pasteur Augier était de Nogent-le-Roy, et assez vraisemblable qu'il était fils de l'horloger, à moins qu'il ne fût son neveu.

Dans l'Église de Fontaine-sous-Prémont comme dans celle de Corinthe, il n'y avait pas beaucoup de nobles ni de riches. Blainville avait pour seigneur les Garrault, et c'est chez eux que se réunissait l'Église. Vers 1625, on trouve encore, en fait de seigneurs protestants, les du Breuil, et puis Jacques de Ginard, écuyer seigneur de Héliot (1). Il était voisin des du Thuillé, dont la terre ressortissait de l'Église de Houdan. Mentionnons encore les Gautier de la Motte. Fontaine appartint aux des Mazis, sieurs de Flins. Puis, le 6 janvier 1671, Jean d'Eusquerque, chevalier « seigneur dud. Fontaine, fils de deffunt messire Jean d'Eusquerque (2), vivant chevalier conseiller et résident des Estats généraux des provinces unies des pais bas près sa majesté, et de deffunte damme Anne 'Androuët (3), épouse Ester des Mazis, fille de Messire Jean Des Mazis chevalier seigneur de Tilly, Flins et Chederne et de deffunte dame Magdeleine Le seigneur. » Il y avait, parmi les témoins, Achille des Mazis, qui était seigneur de Nuisement et y demeurait. Huguenot encore René La Haye, chevalier, seigneur de Saint-Martin. Et c'est à peu près tout, avec les d'Allonville.

Il est vrai que le 10 novembre 1680, le marquis Armand de Belsunce et la marquise, née Anne de Caumont-Lauzun font baptiser leur fils Charles-Gabriel; le parrain est du meilleur monde : Armand de Péan-Vervillon; quant à la marraine, c'est la mère qui en tiendra lieu. Mais ce ne sont pas des gens du pays.

HENRY LEHR.

(1) Près de Coulombs.

(2) Euskercken.

(3) Androuët du Cerceau.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

La Cour de France et l'assassinat du maréchal d'Ancre.

Sous ce titre (1), M. Alfred Franklin, administrateur honoraire de la bibliothèque Mazarine et auteur de nombreux ouvrages historiques, nous décrit la vie privée, si peu édifiante, d'Henri IV, son assassinat et celui des Concini, puis fait suivre son écrit de la publication intégrale d'un manuscrit de la Bibliothèque nationale (fonds Dupuy, numéro 661), intitulé *Relation exacte de tout ce qui s'est passé à la mort du maréchal d'Ancre*. Ce document anonyme fut attribué longtemps à Michel de Marillac, garde des sceaux en 1626, mais semble être plutôt l'œuvre de Cadenet, duc de Chaulnes et frère de Luynes, dont le nom se trouve d'ailleurs sur un long fragment de ce manuscrit, conservé aux Archives du Ministère des affaires étrangères. Cette relation occupe à peu près le dernier tiers du volume, dont les deux autres tiers ne sont donc qu'une sorte d'introduction. Ils s'étendent, avec une ampleur plus que suffisante, sur les rapports peu édifiants d'Henri IV avec Gabrielle d'Estrées, avec Henriette d'Entraigues et avec Marie de Médicis. On devine quelle dut être l'enfance et l'éducation de Louis XIII au milieu de ces jalousies, marchandages et querelles domestiques. Tout ce que l'on sait sur elle est réuni dans ce volume; on y traverse aussi toute l'histoire des Concini. Tous les personnages qui surgissent sous nos yeux sont bien vivants, mais combien peu recommandables! Quant à la vie privée de Henri IV et de son entourage, elle nous apparaît ici au naturel et en déshabillé. D'ailleurs l'auteur lui-même commence par exprimer ses regrets « d'avoir été amené à étudier de près une aussi déplaisante période de notre histoire », où il est « impossible de découvrir un épisode aimable ou un homme de bien ». Le Béarnais souille même sa dignité royale des « scandales de sa vie privée et ses vices finissent par prendre sur lui un tel empire qu'ils semblent presque constituer

(1) Un volume de 322 pages édité chez Émile-Paul, en 1913.

un cas pathologique ». Sa femme « est mauvaise épouse, mauvaise mère et mauvaise reine ». Gabrielle « est une gentille courtisane », Henriette une « fiellée coquine ». Richelieu « trahit indignement la régente dont il est le ministre », Concini est « un ambitieux vulgaire », Luynes « faux, poltron et rapace », d'Epernon « est l'obligé de Ravaillac, qui lui épargne un crime ». Ce dernier, « ce pauvre fou », serait peut-être le seul qui pourrait inspirer quelque sympathie ! Même « l'austère Sully termine mal une vie toute de fidélité et d'honneur ». La noblesse offre un « spectacle honteux », le Parlement « se déshonore par un arrêt de mort que lui arrache la peur ». Enfin, pour compléter ce joli tableau, « le peuple s'acharne sur un cadavre, le dépèce publiquement et en disperse les morceaux ».

TH. SCH.

Les cachettes des Camisards.

L'Assemblée du Musée du Désert, au Mas Soubeyran, décida, en septembre 1912, de procéder à des publications relatives à son domaine et s'adressa, dans cette intention, à la bonne volonté de ceux qui connaissaient parfaitement « les lieux où se passèrent tant de tragiques événements ». C'est ainsi qu'à La Salle (Gard), M. le Dr L. Malzac fut amené à étudier *Les cachettes huguenotes aux environs de La Salle et dans les Cévennes* (1). « Grâce au savant travail de M. Ch. Bost sur les *Prédicants protestants*, dit-il avec trop de modestie, dans sa préface dédiée à M.M. Frank Puaux et Edmond Hugues (2), j'ai connu les maisons de notre région hospitalières aux proscrits. Je n'ai eu ensuite qu'à retrouver les cachettes creusées pour les mettre à l'abri, et à les décrire. » C'est ce qu'il a fait avec autant de dévouement que de compétence. Après un premier chapitre introducteur sur les cachettes cévenoles en général, leur situation, disposition et utilisation, il commence par le plus connu de ces refuges, celui de Roland au Mas Soubeyran (commune de Mialet), pour passer ensuite en revue successivement ceux de Soudorgues, du Brion, des abords immédiats de La Salle, de la vallée des Cernands et de Cros, de Monoblet, du plateau de Cognac et du Gardon de Saint-Jean, pour finir, comme il avait débuté, par un chapitre général sur les autres cachettes des Cévennes, telles que les deux de St.-André de Val-

(1) *En Cévennes*, 1914. 166 pages, 3 francs, avec 22 planches et 3 photographies.

(2) Conservateur du Musée du Désert.

borgne, celles de la vallée des Plantiers, celles du Pont de Montvert, signalée par M. le pasteur Montfagon, etc. A ce propos, M. le pasteur Lehr, de Chartres, a la bonté de nous en signaler encore une autre fort intéressante qu'il se souvient « avoir vue à Chalençon (Ardèche) dans la maison Dautheville, dissimulée avec un art ingénieux. La maison est à plusieurs étages; les escaliers sont à rampe droite, celui qui conduit à l'étage supérieur est un peu plus long que les autres, et sous son prolongement figure une cachette triangulaire à laquelle on accède en soulevant une marche. Nous croyons nous rappeler que, pendant la Terreur, elle servit d'asile à un prêtre. C'est en 1891 que nous l'avons vue, mais elle est certainement intacte ».

TH. SCH.

A propos du château de Villebon.

Le château de Villebon, ancienne demeure, entre autres, de Sully, a été l'objet d'une monographie historique et archéologique, par M. Philippe des Forts (Paris, Picard, 1914). L'auteur y réédite les clichés connus contre Condé, Coligny et les huguenots en général qu'il traite de mauvais Français, parce que les catholiques qui prenaient leur mot d'ordre à Rome prétendaient représenter *le parti de la France*.

Les notes qui suivent, de notre collaborateur M. R. Garreta, donneront une idée de ce livre.

Fils aîné de Charles d'Estouteville et d'Hélène de Beauvau, Jean d'Estouteville est mort à Rouen sans postérité le 18 août 1565, étant le dernier et le plus illustre représentant mâle de sa maison. Il est qualifié de seigneur de Villebon, Beaurepaire, la Gastine, Blainville, Menainville, Boislondry, Fretigny et Ventes, conseiller du roi, gentilhomme de sa chambre, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, bailli et capitaine de Rouen et de Thérouanne, prévôt de Paris le 7 mars 1533, lieutenant général en Normandie et Picardie.

« Catholique ardent, dit M. des Forts (pages 36 et 37), ancien compagnon de Montluc, il embrassa avec chaleur le parti de Rome qui était aussi le parti de la France. Pour des raisons d'amour-propre ou d'ambition, bien plus que de religion, les Huguenots avaient rompu l'unité de la patrie commune; ils ne devaient pas hésiter à traiter avec l'étranger et Gaspard de Coligny, l'honnête homme, le grand homme, le héros du protestantisme français, allait livrer avec Condé le Havre aux Anglais.

Appelé au gouvernement d'une grande cité, deuxième ville du royaume, que les Anglais, à la faveur des dissensions religieuses, espéraient reconquérir, Estouteville réprima avec vigueur les troubles qui agitaient Rouen et tenta d'étouffer la sédition. Carloix, secrétaire du maréchal de Vieilleville, Brantôme, Théodore de Bèze lui ont sévèrement reproché sa manière d'agir.

« Théodore de Bèze est un fougueux partisan de la Réforme; quant aux deux autres ils ont pour la religion nouvelle une secrète sympathie. Théligny, par son ascendant, était parvenu à amener Brantôme au protestantisme. (D'où vient alors que ce huguenot momentané ne figure pas dans la *France protestante*?) La ferveur de celui-ci ne survécut pas longtemps sans doute à la mort de Théligny, massacré à la Saint-Barthélemy; mais si court qu'ait été le passage de Brantôme à travers le protestantisme, son âme en garda toujours une impression profonde (L. Lalanne, *Brantôme, sa vie et ses écrits*. Paris 1896, in-8°, p. 136).

« François de Scépeaux, seigneur de Vieilleville et comte de Duretal, n'abjura pas; mais, chargé à différentes reprises d'aller en province rétablir l'ordre compromis par les querelles religieuses, il ne montra aucune énergie pour défendre la foi ancienne; d'ailleurs, son gendre, Duilly (lire Olry du Chastelet, baron de Deuilly), s'était ouvertement déclaré pour la nouvelle doctrine. Vieilleville laissa des mémoires qui furent publiés pour la première fois en 1757 par le P. Griffet, jésuite, continuateur du P. Daniel. Rédigés probablement par Vincent Carloix, son secrétaire, ces mémoires ne méritent pas la réputation dont ils jouirent pendant longtemps. Ils attribuent à Vieilleville quantités de belles actions dont les autres écrivains du temps ne disent rien et une part prépondérante dans des événements où l'on ne signale même pas sa présence. Souvent ils sont en contradiction avec les écrits contemporains, souvent ils leur ressemblent trop; ils copient Du Bellay, Paradin, Rabutin, La Popelinière. »

P. 67, p. 68 — ... Sully est *rude* en affaires... Sully n'oublie pas même les deniers... excellent homme d'affaires. Sa fortune territoriale, immense à la fin de sa vie, s'établissait sur des ruines. Autour de lui, la déconfiture des grands seigneurs était générale; lui seul s'enrichissait. Il fit décréter la terre de Sully acquise des La Trémoille, la terre de Dourdan, achetée à Harlay de Sancy (1).

P. 72. — Les charges dont la terre était grevée passaient au nouvel acquéreur qui ne fut jamais homme à payer volontiers ses dettes.

P. 83. — Pendant sa dernière maladie, dit l'abbé de l'Ecluse

(1) Voir F. de Mallevoue, *Les actes de Sully*, XVIII et XIX.

(des capucins venaient le voir souvent, toujours il les accueillait avec bonté), il les fit appeler, mais quand ils se présentèrent sur le pont du château, la duchesse de Sully menaça de les faire jeter dans les fossés et défendit expressément qu'on les introduisit chez son mari. Cette anecdote que l'auteur emprunte audit abbé de l'Ecluse atteste, dit-il, l'intransigeance religieuse de **Rachel de Cochefilet** et montre que, malgré peut-être une certaine sympathie pour le catholicisme, son éloignement de la religion romaine demeurerait définitif. Toutefois, tous les enfants de Sully, sauf la duchesse de Rohan, rentrèrent dans le giron de l'Eglise catholique.

P. 73. — Note. L'auteur anonyme du Grand Alcandre a fait de Rachel de Cochefilet la *maîtresse* de Jouvenel des Ursins, seigneur d'Armentières, *mais cet auteur est bien suspect*, ajoute-t-il.

P. 147. — Détails intéressants.

Grand Escalier, ou Escalier d'honneur.

La porte spacieuse développe un arc en anse de panier. Sur la clé saillante se déroule une feuille d'acanthé; de petits disques encadrés occupent les écoinçons. Des pilastres peu saillants surmontés de chapiteaux, que décore un vase entre deux feuilles d'acanthé et deux volutes, soutiennent un entablement uni... (pl. XIV). Au fond de deux niches en plein-cintre et sur la corniche qui couronne l'entablement, sont posés les bustes de Sully et de Rachel de Cochefilet (pl. XVII). La tête chauve et la longue barbe rendent Sully facilement reconnaissable; il porte une ample collerette plate et une cuirasse traversée par une écharpe ainsi que le figure le dessin de Moncornet. Rachel se présente à nous avec deux lourdes masses de cheveux symétriquement disposées de chaque côté du visage; un petit diadème est placé sur le sommet de la tête et la robe drapée dégage le cou. D'un faire assez banal et d'un mérite artistique très contestable, ces deux sculptures empruntent surtout leur intérêt aux personnages représentés. Elles ne sont pas signées, mais le buste de Sully porte sur le socle la date de 1634. Des cartouches lourdement découpés, des guirlandes de fruits, des branches de palmiers entrecroisées où se détachent les monogrammes M.D.B. — M.D.B. — R.D.C.F. — R.D.F. Maximilien de Béthune — le même entrelacé avec celui de Rachel de Coche-Filet et enfin Rachel de... Filet — encadrent le sommet et remplissent les écoinçons des niches.

... L'oratoire ménagé par Sully dans la tour sud-est est à six joints et éclairé par deux fenêtres.

Des peintures couvrent entièrement les murs... Au-dessus de la porte, se lit l'inscription : *Salvator mundi*. Les sujets, de différentes dimensions suivant la place qu'ils occupent, sont em-

pruntés à l'ancien et au nouveau Testament et séparés les uns des autres par des cadres noirs rehaussés d'or. Ils fournissent un exemple intéressant d'iconographie protestante. Ils représentent le jugement de Daniel, Suzanne et les vieillards, Judith et Holoferne, Agar dans le désert, la tentation du Christ, le semeur de l'évangile, le baptême du Christ, Jésus et Nicodème, la mort de Goliath.

... Le croisillon sud de la chapelle renferme dans une petite fenêtre rectangulaire un charmant vitrail, parfaitement conservé (pl. XXI). C'est un simple cartouche à cadre d'or, au milieu duquel se détache une inscription d'inspiration protestante :

Seigneur donne
gloire à ton
nom et non
point à nous
1586.

A l'intérieur du château on remarque, entre autres, quatre panneaux de tapisseries flamandes achetées par Sully et qui représentent la guerre de Troie.

Parmi les tableaux, la chambre du roi renferme ceux de Henri IV par Porbus, Maximilien de Béthune, duc de Sully, jeune, dans un cadre noir rehaussé d'or. Dans le grand salon : Rachel de Cocheilet, richement parée, revêtue d'une robe de brocart d'argent, la couronne ducal posée sur la tête ; Sully en costume de maréchal de France ; Henri II, prince de Condé, et la belle Charlotte de Montmorency...

Sur la cheminée en pierre, la plus belle du château, au centre se détache en marbre noir le médaillon d'Henri II, prince de Condé, surmonté de ses armes, prédécesseur de Sully à Villebon.

En face du grand salon se voit l'ancienne galerie que Sully avait décorée de grandes fresques représentant ses principaux châteaux. Restaurées avec soin elles présentent, les unes de grandes vues panoramiques : Courville, Montlandon, Nogent-le-Rotrou ; les autres, des vues cavalières, Sully-sur-Loire, Rosny, Villebon, Montigny-le-Chartif, la Chapelle d'Angillon.

... Dans la petite salle arrondie éclairée par une fenêtre et prise dans la demi-tour de la façade nord s'ouvrant dans la galerie, Rachel de Cocheilet avait fait élever une statue en marbre sur un pied aussi de marbre représentant Maximilien de Béthune. Sur une longue banderolle se lit une inscription sur deux lignes, tandis qu'à droite une longue inscription retrace en abrégé toute la vie de Sully.

CORRESPONDANCE

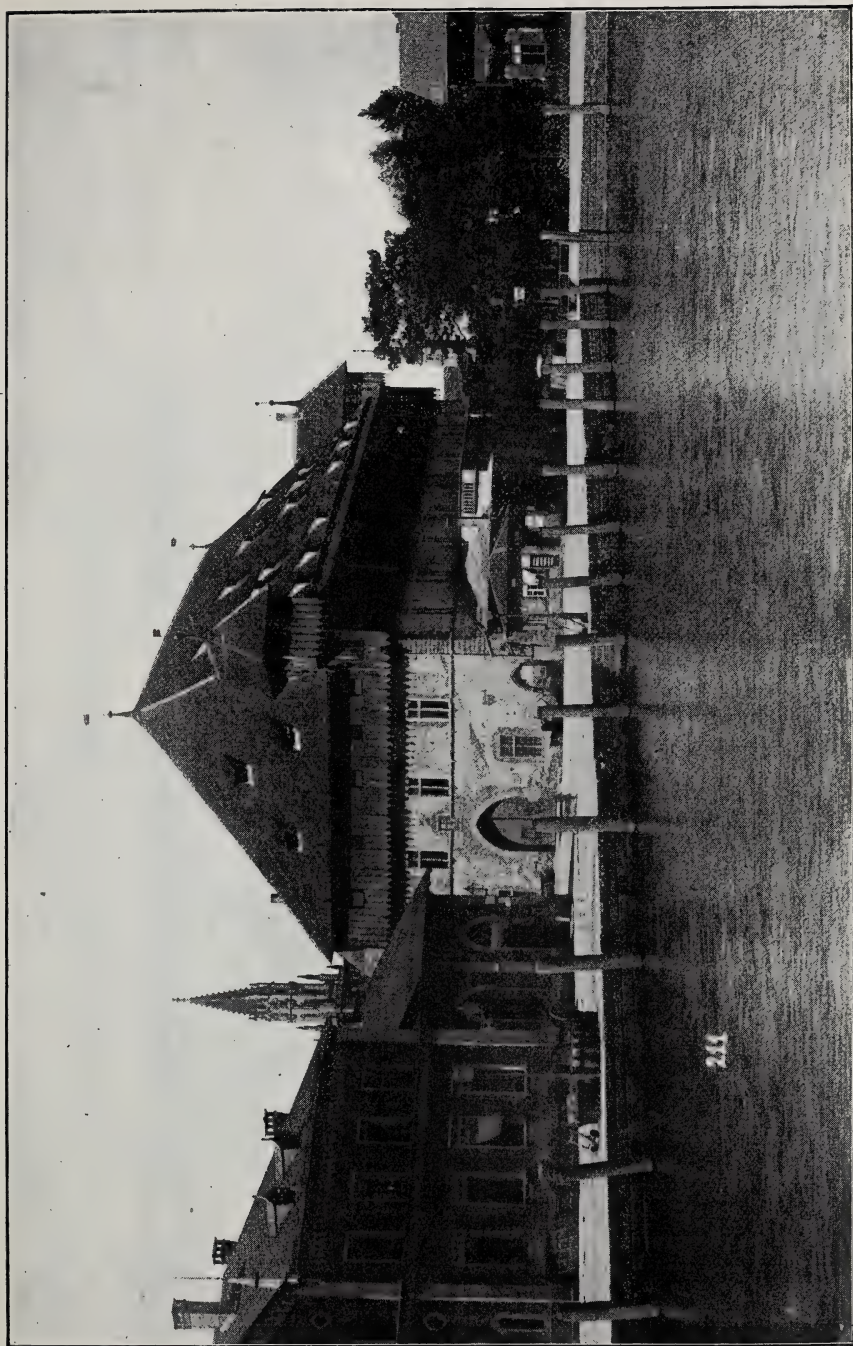
Le cinquième centenaire du martyre de Jean Hus



Le 6 juillet 1915, il y a eu exactement cinq cents ans que, dans la cathédrale de Constance, Jean Hus fut condamné comme hérétique, sur des allégations en partie inexactes qu'on ne lui permit pas de rectifier, mais en réalité parce qu'il en avait appelé du pape et du Concile à Jésus-Christ. Le même jour, un samedi, ayant définitivement refusé de se rétracter, pour ne pas mentir et scandaliser ceux qu'il avait édifiés, il fut solennellement dégradé, et coiffé d'une haute mitre en papier où étaient peints deux diables, puis, après avoir vu brûler ses livres devant la cathédrale, conduit hors de la ville sur la place de Brühl où avait été dressé le bûcher. Attaché à une planche au milieu du bois et de la paille qui l'enveloppaient jusqu'au menton, il fut étouffé après avoir chanté : *Christ, fils du Dieu vivant, ayez pitié de moi!*

Ce cinquième centenaire a été commémoré partout où il y a des colonies tchèques, notamment en Angleterre et à Genève, les Tchèques considérant, à bon droit, Jean Hus, non seulement comme un réformateur avant la Réforme, mais surtout

comme un héros national. A Paris, une séance avait été convoquée pour le mardi 6 juillet, à huit heures du soir, à la chapelle Taitbout, 42, rue de Provence. Elle fut présidée par M. Édouard Vaucher, doyen de la Faculté de théologie protestante de Paris, assisté de MM. Bienaimé, Kepl, Strimpl, représentants des Tchèques, et du pasteur de Taitbout, M. Malzac.



M. Vaucher, après avoir salué dans Jean Hus un précurseur de Luther, signala un curieux rapprochement entre les souvenirs qu'on allait évoquer, et la guerre actuelle. L'empereur Sigismond, l'un des auteurs de la grandeur politique des Hohenzollern, traita le premier de « chiffon de papier » un contrat officiel, puisqu'il laissa déchirer, par le concile de Constance devant lequel Hus avait été cité, le sauf-conduit qu'il lui avait accordé et qui aurait dû le garantir de la prison.

Notre collègue, M. Bonet-Maury, professeur honoraire de la Faculté de théologie protestante, exposa ensuite qu'en se servant de la langue tchèque dans ses prédications à la chapelle de Bethléem à Prague, ainsi que dans ses livres et ses lettres, Hus avait remis en honneur la langue de son peuple. Il lui donna aussi conscience de son individualité nationale en combattant les usurpations des Allemands dans l'Église et dans l'Université. Son caractère se distingua par un amour profond de la vérité (1), le respect de la sainteté et le courage de ses convictions qui l'entraîna jusqu'au supplice. Adeptes, à certains égards, des idées de Wiclif qu'il s'était appropriées, il n'innova point en matière de dogme, ne réclamant que la réforme des abus de l'Église et l'usage, pour les fidèles, du calice dans la communion. L'hérésie qu'on ne lui pardonna pas, ce fut d'avoir proclamé Jésus-Christ le souverain chef de l'Église et déclaré que celle-ci comprenait tous les croyants et non seulement ceux qui obéissaient au pape. Au concile de Constance il fut encore condamné, sur de faux témoignages, pour des hérésies qu'il n'avait pas professées, enfin parce qu'il s'était attiré la haine du parti allemand.

Ses disciples et ses amis de Bohême l'ont bien vengé : les Tchèques, se levant comme un seul homme, les armes à la main, conduits par des capitaines improvisés, dont le plus célèbre fut Zyska, repoussèrent victorieusement cinq croisades dirigées contre eux par l'empereur d'Allemagne Sigismond. A la fin, de guerre lasse, en 1433, le concile de Bâle dut accorder aux Hussites, avec quelques modifications, les quatre articles de Réforme que le concile de Constance leur avait refusés, c'est-à-dire, entre autres, la libre prédication de l'Évangile et la communion sous les deux espèces. Ce fut une des plus belles victoires de la force d'une nation armée, mise au service de la liberté de conscience.

La séance se termina par l'hymne national tchèque, chanté par M^{lle} Katserewska, de l'Opéra de Prague, et par un jeu d'orgue de M. René Brancourt.

N. W.

(1) A Genève comme à Paris, on avait inscrit sur le programme de la conférence donnée le même soir, par M. le professeur Denis, cette parole de Hus : *Cherche la vérité, écoute la vérité, apprends la vérité, dis la vérité, garde la vérité, défends la vérité jusqu'à la mort.*

Après la Révocation de l'Édit de Nantes.
Les aveux d'un évêque.

Dans l'ouvrage de J. Mackintosh, *History of the Revolution in England in 1688*, se trouve, aux pièces justificatives, page 388, un récit de la mort du roi Charles II, « écrit très fidèlement après une conversation que le roi, son frère, Jacques second, nous fit l'honneur d'avoir avec la communauté en présence de la Reine son épouse, le 10 septembre 1692 ». Cette communauté avait été fondée par la reine d'Angleterre. La messe ayant été célébrée par l'évêque de Die, après le repas, le roi ordonna de le faire entrer. Le prélat en entrant « fit trois grandes révérences jusqu'à terre ». « Le roi alors s'informa, en quel endroit du Dauphiné était l'évêché de Die. M. l'évêque répondit que c'était entre Ambrun et Gap, où sont les ennemis. — Je suis surpris, ajouta le roi, qu'un prince catholique comme Monsieur de Savoie et des généraux de l'empereur et du roi d'Espagne aient mis un gouverneur huguenot dans Ambrun et trois régiments protestants; mais que prétendent-ils faire, car ils ne peuvent garder ces villes? — Si le roi de France, dit la reine, ne les a pu défendre, les ennemis le pourront encore moins.

« — Ils ne prétendent, dit le roi, que ravager le pays... — Et ne nous laisser rien du tout, ajouta l'évêque... — Et se vanter, reprit la Reine, d'être entrés en France.

« — Ce qui est à craindre, dit M. de Die, c'est qu'il y a beaucoup de huguenots dans le Dauphiné et que la ville de Die l'est tout entière. — Comment, dit la Reine, n'y a-t-il point dans tous ces faux convertis quelqu'un qui le soit véritablement? — Peut-être quarante qui le soient parfaitement, mais qu'est-ce que ce petit nombre dans toute une ville?...

« Si ces faux catholiques se joignent aux troupes de Monsieur de Savoie, toute la province sera perdue. Ils ont reçu avis des huguenots de Genève qui leur ont mandé de se bien garder de prendre parti dans cette guerre, parce que ce n'en était pas une de religion, mais d'États et de prince à prince, et qu'ils demeurassent toujours fidèles au Roi. — Je ne m'attendais pas à un aussi bon conseil, dit la Reine, car Genève est la patrie de tous les renégats. »

Ainsi, de l'aveu même de l'évêque de Die, aveu qui doit être retenu, malgré les persécutions violentes qui précédèrent et suivirent la révocation de l'édit de Nantes à Die, la population de la ville resta fidèle à la Réforme, car, disait-il, et encore n'en était-il pas sûr, de tous ces faux convertis, il y en avait peut-être quarante qui l'étaient parfaitement.

Le Pape Clément XI et les camisards.

Cavallier, dans ses *Mémoires*, raconte que, se trouvant un jour aux environs de Ribaute, avec son grand-père et son frère, ils rencontrèrent le curé de Vézenobre accompagné de l'un de ses collègues du voisinage et que les deux prêtres étaient armés de fusils. Ma première impression fut celle d'un doute sur l'authenticité du récit, car l'interdiction du port des armes par les ecclésiastiques est de droit canonique. Mais au cours de mes recherches dans les archives, la découverte d'une correspondance de l'évêque d'Alais avec le cardinal de Janson, ambassadeur du roi à Rome, me donna la preuve de la vérité de la relation du chef camisard : François de Saulx, premier évêque d'Alais, fut l'un des prélats qui se montrèrent le plus intolérants vis-à-vis des nouveaux convertis. Le mémoire qu'il composa, lors de la consultation demandée par le gouvernement du roi, sur la conduite à tenir à leur égard au lendemain de la paix de Ryswick, se distingue autant par son étroitesse que par sa dureté.

L'insurrection des Cévennes le surprit d'autant plus que son diocèse, où les nouveaux catholiques étaient si nombreux, fut le théâtre des premiers combats des camisards. Il avait vu, le 24 décembre 1702, le chevalier d'Aiguines, gouverneur d'Alais, revenir dans cette ville, avec ses troupes en complète déroute. La terreur avait été si grande, que le brigadier Julien, arrivé peu après à Alais, écrivait au ministre Chamillart : « Je n'ai vu de ma vie une ville plus alarmée. Cela est inconcevable, surtout les chanoines qui faisaient faire des réduits à l'église cathédrale pour s'y défendre (1). »

Ce fut sous l'impression de ces événements que l'évêque d'Alais, quelques jours plus tard, le 14 janvier 1703, adressa au cardinal de Janson une lettre où, après avoir parlé de l'épouvante qui se répandait partout, il ajoutait :

Le Roy envoie de ses vieilles troupes pour joindre aux nouvelles que la province a levées pour réprimer les entreprises de cette canaille, nous espérons bien que le calme se rétablira, mais en attendant oserai-je consulter Votre Éminence sur ce que nous sommes contraints de faire pour notre seureté dans nos maisons et dans l'exercice de nos fonctions. Croit-elle que nous puissions avoir recours aux armes et voudrait-elle bien me faire la grâce de m'apprendre quelle doit être la conduite que je dois garder sur cet article, sans blesser la règle de l'Église ny agir contre les sentiments et l'esprit du Saint-Siège?

Il m'a toujours paru que la discipline de l'Église, depuis qu'il y a eu

(1) *Archives de la Guerre*, 1707, p. 25.

des sectes hérétiques, a usé d'indulgence à l'égard des clercs sur ce point. Le danger ne peut être plus pressant ny plus fréquent. Il faut abandonner les troupeaux et faire cesser toute fonction, ou se servir du secours des armes pour luy procurer ceux que nous luy devons.

La voie de faire ses fonctions à l'apostolique est sans contredit celle que nous devons tenir communément parlant. Il n'est question que de sçavoir s'il faut uniquement la prendre dans les conjonctures présentes ou s'il est expédient d'employer celle des armes.

Je suis soumis à celle qu'on jugera la meilleure (1).

Le Saint-Siège fut consulté sur une question aussi délicate et le cardinal écrivit au ministre la lettre suivante :

A Rome, le 6 février 1703.

Je vous envoie, Monsieur, la copie d'une lettre que M. l'évesque d'Alais m'a écrite pour sçavoir si les clercs de son diocèse et des autres, où les fanatiques font des incursions, peuvent prendre les armes pour leur défense sans encourir les censures ecclésiastiques.

J'en ay parlé au Pape et je l'ai prié de me faire donner son sentiment par escrit. Il l'a fait par la lettre que vient de m'écrire, de sa part, M. le cardinal Pauluci, que je vous envoie en original, afin que, si le Roy le trouve à propos, vous ayez la bonté de l'envoyer à M. l'évesque d'Alais avec la lettre que je lui écris qui l'éclaircira du doute où il est et il la pourra communiquer à M^{rs} ses confrères qui auront besoin du même éclaircissement. Je suis toujours avec un respectueux attachement, Monsieur, entièrement à vous.

Le cardinal DE JANSON-FORBIN (2).

La lettre du cardinal Pauluci ne se trouve pas aux archives, car elle fut envoyée à l'évêque d'Alais, mais il n'est pas douteux qu'elle lui donna l'autorisation demandée.

Le ministre, en effet, écrivit à l'évêque d'Alais, le 21 février 1703 :

J'ay rendu compte au Roy, Monsieur, de la réponse que le Pape a fait faire par M. le cardinal Pauluci, sur la question que vous aviez prié M. le cardinal de Janson de proposer à Sa Sainteté pour sçavoir si les clercs des diocèses des fanatiques peuvent s'armer pour repousser leurs violences.

Sa Majesté trouve bon que vous suiviez la décision du Pape sur ce sujet et je vous envoie avec la lettre que M. le cardinal de Janson m'a adressée pour vous, Monsieur, celle que M. le cardinal Pauluci luy a écrite. Vous y verrez que Sa Sainteté a approuvé votre avis. Je ne doute pas que vous ne le communiquiez à M. les évêques dont les diocèses sont aussi exposés aux violences des fanatiques.

Je suis très parfaitement, Monsieur, entièrement à vous (3).

(1) *Archives des Affaires étrangères*, Rome, 436, 51.

(2) Autographe, *Affaires étrangères*, Rome, 432, p. 122.

(3) *Affaires étrangères*, Rome, 436, 73.

L'évêque accusait réception de cette lettre, le 9 mars 1703, en ces termes :

Monsieur,

J'ay reçu la lettre de M. le cardinal de Jenson avec celle de M. le cardinal Paulucci que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer. Je vous en fays mes très humbles remerciements. J'ay cru qu'il estoit bon de prendre cette précaution dans les conjonctures où nous nous trouvons. La présence de M. le maréchal de Montrevel fait tout le bon effet qui estoit possible. Je croy qu'en diverses rencontres depuis quinze jours on a tué plus de 1500 de cette canaille fanatique ou pour mieux dire séditieuse, mais elle n'est point encore humiliée ny soumise. Je ne doute pas que quand toutes les troupes seront arrivées on n'en vienne à bout pour rétablir le calme. Il faudra nécessairement agir de plusieurs costés en même temps. Je vous prie de me faire l'honneur d'estre bien persuadé que je suis, avec un attachement solide et avec respect, votre très humble et très obéissant serviteur (1).

† FRANÇOIS, 1^{er} év. d'Alais.

Si le curé de Vezénobre et son collègue portaient des armes, ils en avaient reçu l'autorisation de l'évêque d'Alais, autorisé lui-même par le pape Clément XI, à accorder à ses prêtres de ne pas remplir toutes leurs fonctions « à l'apostolique ».

FRANK PUAUX.

Notes sur E. Cambolive. (Voy. Bull. 1914, p. 34-50.)

On nous a demandé, à plusieurs reprises, de relever tout ce qui se rapporte à ce courageux confesseur qui semble n'avoir laissé aucune trace dans tant de documents où l'on s'attendait à le rencontrer.

Voici quelques notes qui nous permettent de le suivre hors de France : d'abord celle-ci, du *Bulletin de la Commission pour l'histoire des Eglises wallonnes* de 1890, p. 323. Les États généraux décident, 26 septembre 1687, de donner à *René de Saunières, seigneur de l'Hermitage* et à *Étienne de Cambolin* (sic), à chacun une pension de 260 florins, à prendre sur les revenus des biens ecclésiastiques (Résolutions des États de Hollande, 1687, fol. 424).

De Hollande Etienne Cambolive passa en Angleterre ainsi que le prouve cet extrait d'un carnet de notes prises à Londres par le soussigné en 1893 : Au Record Office, *State papers Domestic*,

(1) Autographe, *Affaires étrangères*, Rome, 436, 121.

William et Mary, j'ai feuilleté un *Petition entry book* de 1688 à 1694, c'est-à-dire un registre où étaient résumées les requêtes; au f° 204 se trouvait celle-ci que je traduis : « Sur la requête d'Étienne Cambolive exposant qu'étant protestant, ayant beaucoup souffert en France pour la Religion, ayant suivi Sa Majesté en Angleterre et obtenu une place de lieutenant dans le régiment français, mais l'ayant perdue pour n'avoir pu, étant malade, suivre le régiment (en Irlande) et demandant qu'on lui paye ses arrérages et le rétablisse dans son grade.

« Whitehall 21 mars 1689/90. — Sa Majesté a bien voulu ordonner que cette requête soit transmise à l'honorable comte de Ranelagh, trésorier payeur, pour qu'il place le requérant sur l'état de ceux qui recevront le traitement de lieutenant réformé. »

SHREWSBURY.

Enfin les fiches de la Bibliothèque wallonne de Leide renferment la mention suivante : « Proclamés à la Haye, le 23 janvier 1729, *Antoinette Françoise Cambolive*, veuve de Robert Monreau et Antoine de Vos. »

Donc Cambolive, ainsi qu'il ressort des « attestations de ses souffrances, de ses voyages », etc., insérées dans l'*Histoire de divers événements*, était, en février 1687, d'abord à Lausanne, puis à Zurich, passa le 9 mars à Schaffhouse, à Utrecht dès le 9 juillet, et se trouvait à Deventer le 1^{er} septembre. Il obtint le 26 septembre 1687, des États généraux, une pension de 260 florins; le 20 février 1688 le pasteur Tirefort de Lacam lui donne une attestation à Waddingfield en Angleterre; puis il s'engagea dans le régiment français que Schomberg forma en Hollande en 1689 pour Guillaume III, et y obtint le grade de lieutenant. Il ne put, pour cause de maladie, prendre part à la campagne et fut placé en 1690 sur l'état des lieutenants réformés. On peut conjecturer qu'il mourut peu après en Angleterre.

Enfin, il semble, d'après la note extraite de fiches de la Bibliothèque wallonne de Leide, qu'il eut une parente, peut-être une sœur, qui se maria en Hollande, une première fois avec un Français. C'est donc en Hollande, par suite d'une alliance avec un Hollandais, que s'éteignit peut-être le nom de Cambolive.

N. WEISS.

A ces notes qui concernent surtout le séjour de Cambolive hors de France, j'ajoute celles que notre regretté collaborateur, le capitaine Rey-Lescure, avait recueillies avec son application et sa précision coutumières et qu'il m'avait envoyées avant de par-

tir pour cette guerre impie où il devait trouver une mort si douloureuse et si héroïque :

Étienne Cambolive avait une maison dans l'île du S^r Coste receveur, sixain S^t Paul. Le 15 février 1687, sur l'ordre du M^{is} de La Trousse, une perquisition fut faite à Montpellier dans les maisons des N. C. : c'est à cette occasion que la susdite maison est mentionnée (Arch. C^{ales} de Montpellier GG.).

Voici encore quelques actes le concernant et passés chez divers notaires. Actes passés chez Bompar, notaire :

Le 18 sept. 1677, Étienne Cambolive, « suivant les finances », fils émancipé de M^e Guillaume C., confesse avoir reçu d'Isabeau Bonnel veuve & hér^{re} de P^e Castanet, proc^r général de F^s Dufour fermier général des domaines de S. M. depuis le 1^{er} janv. 1663 jusqu'au 1^{er} juillet 1666, 800 livres dues à lui-même du reste de ses appointements, après avoir tenu en compte les sommes de 538 l. & 279 l. dont il était reliquataire par 2 comptes par lui rendus au S^r Castanet, pour avoir travaillé pendant 1 an & 8 mois pour led. Dufour en lad. afferme comme proc^r substitué dud. feu Castanet. Il y avait eu procès entre eux par devant le Conseil, Cambolive ayant relevé appel d'une ordonnance des S^{rs} commissaires du domaine du 23 janv. 1676. — Cambolive se réserve d'agir contre les commis qui ont levé des amendes & censives lui appartenant, desquelles lesd. commis n'ont pas rendu compte aud. Castanet. — Il remet à la susdite veuve 4 lettres de M. Demanse datées à Paris des 31 oct., 29 nov., 6 déc. 1664, & 2 janv. 1665, & 35 lettres écrites à Cambolive par feu Castanet, cotées de la main de Cambolive.

Le 26 sept. 1677, Et. Cambolive, suivant les finances, achète aux héritiers de Fulcrand Gleizes m^e cordonnier (Jⁿ & Barthélemy Gleizes & leur nièce Antoinette fille de feu Guillaume) une vigne avec fruits pendants (au tènement du mas de Boutaux terroir de Montpellier) d'une contenance de 20 journées de fossier, complantée de quelques oliviers, confrontant lui-même Cambolive, Campagnan, hoirs de la Rieule, S^r Merle. Cette vente est faite moyennant 380 l. dont Cambolive paye immédiatement 200 l. & dont il s'engage à payer le restant dans 3 ans.

Acte passé chez Jⁿ Guion no^{re} (d'après A. Hér. C 294).

Le 13 déc. 1681, Et. Cambolive, d^r & av^t, passe une transaction avec M^{re} Ant. de Roux, con^{er} du Roi prés^t trés^r gal & g^d voyer de France, au sujet d'une dette de 2698 l. 6 s., sur laquelle il disait avoir fait plusieurs paiements & avoir des raisons pour ne pas payer le restant. M. de Roux avait fait saisir certains fruits d'une métairie de Cambolive. Pour éviter un procès, on convient que la somme restant due sera réduite à 1300 l. en déduction de

laquelle Cambolive cède aud. Roux une maison évaluée 1000 l. qu'il a achetée par contrat du 14 janv. 1671 à F^{se} Pelouze V^{re} de Jⁿ Lafoux. Cette maison située dans le sixain S^t Paul ile de Jean-fil, avait appartenu aud. Lafoux, elle joignait par derrière une autre maison dud. Lafoux, & confrontait d'un côté Étienne Barthélemy, d'autre côté P^e Peras. — Cambolive restait ainsi devoir 300 l.

Actes passés par Labaume notaire.

Le 6 mars 1682, Étienne Cambolive, d^r & av^t, d'une part, Jⁿ Gleize m^d mangonnier, Barth. Gleize m^e cordonnier; & leur nièce Antoinette, héritiers de Marg. Campmalle leur mère, d'autre part, exposent que, par acte de compromis entre eux passé M^e Ramel no^{re} le..., ils ont nommé pour leurs arbitres savoir Cambolive, le S^r Rey b^s, & les Gleize, P^e Verdier hant de Montpellier, pour régler le procès & différend qu'ils ont par devant les officiers royaux ordinaires; ils conviennent de prolonger ce compromis.

Le 22 juin 1682, Étienne Cambolive emprunte 449 l. à M^{re} J. de Pascal bon de S^t Félix. — Il a une métairie au tènement des Esparelles.

Actes passés devant Laune no^{re}.

Le 5 juillet 1670 convention entre Jean Cambolive praticien & son frère Étienne. — Le 1^{er} a pris à forfait des consuls majeurs de Montpellier, le 30 juin, de faire faire toutes les reconnaissances de l'hôpital S^t Lazeray dont lesd. consuls sont patrons & administrateurs, & de faire payer tous les droits de lods, censives, usages, albergues, pensions & autres droits seigneuriaux, à ses frais & dépens, moyennant la moitié de ces droits. Il convient de partager cette moitié avec son frère Étienne, procureur à la suite de M^{sr} de Bezons intendant de Languedoc, qui a déjà cautionné pour lui, à condition qu'Étienne fera les avances de tous les frais de poursuite qui lui seront d'ailleurs remboursés.

Le 15 sept. 1670, Étienne Cambolive, procureur devant nosseigneurs les commissaires de S. M., reçoit un paiement de son frère Jean praticien, du consentement de son père Guillaume.

Voici enfin une généalogie de la famille Cambolive dressée d'après l'état civil protestant de Montpellier.

I. Bernard Cambolive († 12 juin 1617), maçon à Montpellier, ép. Marie Jauberton, dont : Étienne (13 oct. 1613), Guillaume qui suit & probablement Marguerite (vers 1616-13 août 1679) femme de Jean Triol cardeur.

II. Guillaume Cambolive (4 avril 1615-13 avril 1679), maître

tisseur de draps & couvertes, ép. Barthélemy Barthélemy (1) (vers 1614-24 février 1686) dont : *Etienne* (?); David (6 juillet 1642-1643); Jean (9 nov. 1644); Guillaume (20 juin 1647, † jeune probablement); Isabeau (1^{er} sept. 1649-1651); Marguerite (17 mai 1652, † jeune probablement); Isabeau (b. 7 mai 1655) ép. Pierre Murat marchand de laines [dont elle est séparée de biens en 1693]; Guillaume (7 janvier 1660-1665).

G. DUMONS.

Le sac de Privas en 1627.

On répète si souvent que l'Église catholique ne fut pour rien dans l'extermination des huguenots au XVII^e siècle, qu'il convient d'épingler les preuves du contraire lorsqu'elles vous tombent sous la main. Notre ami R. Garreta veut bien nous signaler l'*Oraison* | *funèbre* | *de très haute* | *et très pvissante dame* | *Diane Henriette* | *de Budos*, | *duchesse de Saint-Simon*. | Prononcée à ses Obsèques, en l'Église Cathédrale de Senlis, le 19 décembre | de l'Année 1670. | par Monsieur Deslyons, Prestre, Docteur | de la Maison & Société de Sorbonne, Doyen | & Théologal de Senlis.

A Paris, | chez Guillaume Desprez, ruë Saint-Jacques, | à Saint-Prosper. | M.DC.LXXI.

Avec privilège du Roy & 44 p. de texte.

Epître dédicatoire à Madame la Duchesse de Brancas, 4 pp.

A la page 11 on lit : « ... Elle a trouvé dans le sang de Budos un Père qui luy devoit donner l'exemple de la Foy la plus chrétienne & la plus catholique qu'on puisse voir dans un homme de guerre. Ce grand capitaine (Antoine de Budos, marquis de Portes, vice-amiral de France, marié à Louise de Crussol), que le feu Roy avoit fait Lieutenant général d'une Province et de ses Armées en Languedoc, se fit à soy mesme une obligation & une gloire particulière de ne les employer que contre le party Huguenot, sur lequel il remporta partout des avantages & des victoires que nostre Eglise Gallicane voudroit en son cœur pou-

(1) Abjuration dans l'église N.-D. des Tables, le 29 sept. 1685, de Barthélemy Barthélemy, veuve de Guill. Cambolive; elle a « un fils absent huguenot & une fille catholique » (Arch. C^{ales} de Montpellier, G 43).

Une Jeanne Cambolive, femme de Jacques Florie porteur (?), est enterrée à St Pierre le 16 juillet 1706.

Il est assez curieux qu'Etienne G. soit le seul dont on ne retrouve pas l'acte de baptême dans les registres de l'état civil à Montpellier; peut-être est-il né dans une localité des environs.

voir canoniser, aussi bien que sa mort, à qui elle ne feindroit pas de donner en quelque sens le titre de Martyre. Car, s'estant armé des sacremens, il marcha le premier à l'assaut de Privas, qui fut comme le Jérico ou la Haï de nos Cananéens, de nos Rebelles Calvinistes, puisque l'anathème qui s'en fit, je veux dire le saccagement & le *meurtre général de Privas* (en 1627), *jusqu'aux femmes et aux enfants*, porta la terreur dans les autres villes et places que tenoient les Huguenots, qui se rendirent ensuite à nostre Josué, à Louis XIII, l'Exterminateur miraculeux de cette nation infidelle. Mais enfin, la foy du Marquis de Portes ouvrit les murailles de Privas et elle y fut récompensée sur le champ d'une mort sans comparaison plus glorieuse devant Dieu que sa valeur et sa vie ne l'auroient esté devant les hommes, du Baston de Mareschal de France qu'on luy alloit donner sur cette bresche. Sa Fille donc, Diane de Budos, devoit entendre tous les jours de sa vie la voix du sang de son Père, répandu pour la Foy Catholique et cette voix luy inspiroit partout l'amour qu'elle avoit pour la Religion et la haine parfaite de l'Hérésie... »

NÉCROLOGIE

M. le Pasteur Henri Amphoux. — M. Paul Mellon.

Ceux qui ont eu le privilège de jouir de l'hospitalité du presbytère de M. le pasteur **Henri Amphoux**, à la côte d'Ingouville au Havre, ont certainement gardé un souvenir excellent de cette famille nombreuse, heureuse autour de son chef et la vision d'un cabinet de travail idéal, ensoleillé, où la tête blanche et robuste du pasteur se détachait sur l'azur du ciel et de la mer qu'on apercevait par les fenêtres. Bien rares, si toutefois ils existent, sont, en effet, ceux qui ont connu M. Amphoux tout jeune. Il avait fini par survivre à ses contemporains et à plusieurs des membres, plus jeunes, de sa propre famille, puisqu'il s'est éteint à Paris, le 5 juin dernier, à plus de 88 ans. On retrouvera son nom dans les premières pages de ce *Bulletin*, avec le n° 37, dans la liste de la première centaine d'adhérents à notre œuvre de piété filiale sur le terrain de l'histoire (I, 14) et je crois bien, sauf erreur, qu'il était le dernier survivant de cette première liste. Presque toute sa vie active s'est écoulée au Havre, grande Église très

partagée où il voulut, sans abandonner ses convictions, être un homme de concorde et de paix. Après un ministère de quarante ans (1851-1891), il put encore y passer tout près d'un quart de siècle, dans une active et studieuse retraite. — C'est alors qu'il chercha, dans notre histoire, les vestiges de celle de son Église, puis un caractère large et tolérant qu'il s'efforça de ressusciter et de nous recommander parce qu'il y retrouvait ses propres sentiments. Le *Bulletin* a rendu compte de ses deux volumes, sur l'*Histoire du Protestantisme au Havre* et sur *Michel de l'Hôpital* (1895, 213; 1900, 657). Il reprit son brassard lorsque la guerre fit du Havre un vaste camp anglo-français, mais ne put survivre à deux des premières victimes de cette guerre, deux de ses petits-fils tombés au champ d'honneur, **Olivier**, étudiant en théologie, le 7 septembre 1914, à Vassincourt (Meuse), et **Roger**, frappé le 30 janvier 1915 à Bouvigny (Pas-de-Calais). Nos regrets personnels et notre sympathie profonde vont de tout cœur à ceux qu'honorent de tels départs (1).

M. Paul Mellon n'était entré dans notre Comité que le 12 décembre 1911, après avoir consacré le meilleur de ses forces à l'Alliance française, au Patronage des étudiants étrangers, au Comité franco-écossais, à celui de l'École libre des sciences politiques, au Conseil supérieur des Colonies, etc. Mais il eut à cœur de justifier l'appel que nous lui avions adressé, en composant sur l'*Académie de Sedan, centre d'influence française*, le volume dont le *Bulletin* a signalé l'intérêt (1913, 537). Ce fut son dernier travail. Patriote ardent, d'aucuns diraient intransigeant, il est parti, à 71 ans, avant d'avoir vu la fin de cette guerre où son fils aîné s'est déjà distingué et où il comptait bien voir se réaliser le rêve de toute sa vie dans le triomphe du droit sur la force (2).

N. WEISS.

(1) Voir le *Protestant de Normandie* du 26 juin 1915.

(2) Voir le *Temps* du 30 juin 1915.

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. Weiss, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} Janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 40 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 42 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises ; 40 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. Weiss, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop exhorter nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires.

LES PERSONNES QUI N'ONT PAS SOLDÉ LEUR ABONNEMENT AU 15 MARS REÇOIVENT UNE QUITTANCE A DOMICILE, AVEC AUGMENTATION, POUR FRAIS DE RECouvreMENT, DE : 1 fr. pour les départements ; 4 fr. 50 pour l'étranger.

Ces chiffres sont loin de couvrir les frais qu'exige la présentation des quittances : l'administration préfère donc toujours que les abonnements lui soient soldés spontanément.

PUBLICATIONS RÉCENTES DÉPOSÉES A LA BIBLIOTHÈQUE

ALFRED FRANKLIN. — **La Cour de France et l'assassinat du maréchal d'Ancre.** Un vol. in-48 de 326 p. Paris, Émile Paul, 1914.

J. DARTIGUE-PEYRON. — **L'Église réformée de Vabre au XVIII^e siècle,** d'après les archives municipales. Extrait de la *Revue du Tarn*. Albi, impr. Nouguiès, 1906.

LOUIS SERBAT. — **Les assemblées du Clergé de France,** origines, organisation, développement, 1561-1615. Un vol. de 410 p. in-8°, Paris, H. Champion, 1906.

FERDINAND BRUNOT. — **Histoire de la Langue française, des origines à 1900.** Tome I. De l'époque latine à la Renaissance ; — II. Le xvi^e siècle. — III. La formation de la langue classique 1600-1660, première et deuxième partie. — IV. La langue classique, 1660-1715, première partie, quatre volumes in-8° de xxxviii-546, xxxii-504, xxxiv-740, xxx-656 p. Paris, A. Colin, 1913.

P. THÉODORE VIBERT. — **La nouvelle France catholique (Le Canada).** Un vol. de x-486 p. in-8°. Paris, Schleicher, 1908.

Prof. D. BONIN. — **Urkunden zur Geschichte der Waldensergemeinde Pragela,** II et III, deux vol. de 207 et 324 p. in-8°. Magdeburg, Hinrichshofen, 1913 et 1914.

CHRISTIAN ROGGE. — **Luther und die Kirchenbilder seiner Zeit.** — WALTHER KÖHLER. — **Luther und die Lüge.** — DR KURT KÖRBER. — **Kirchengüterfrage und schmalkaldischer Bund.** — AUGUST LANG. — **Der Heidelberger Katechismus,** fascicules 108 à 113 des *Schriften für Reformationsgeschichte*, Leipzig, R. Haupt, 1912-1913.

M^{lle} EMILIE CHERBULIEZ. — **Mémoires de Isaac Cornuaud sur Genève et sur la Révolution,** de 1770 à 1793, précédés d'une introduction de Gaspard Vallette. Un vol. de xxxviii-760 p. in-8° (index). Genève, Jullien, 1912.

MADELEINE HAVARD DE LA MONTAGNE. — **Don Antonio de Beatís. Voyage du cardinal d'Aragon en Allemagne, Hollande, Belgique, France et Italie (1517-1518),** traduit de l'italien d'après un manuscrit du xvi^e siècle, avec une introduction et des notes. Préface de Henry Cochin. Un vol. de xxx-324 p. in-16, illustrations et index. Paris, Perrin, 1913.

L Y O N N A I S

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
fondée en 1829

Fonds de garantie : **218 Millions**
Assurances en cas de Vie et de Décès

M. Ch. DE **MONTFERRAND**, *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. **LESENNE**, *Dir.-Adjoint.*

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie : **431 Millions**

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, *Direct.-Adjoint.*

Compagnie d'assurances contre

LE VOL

fondée en 1909

Détournements — Dégâts des Eaux
Bris des Glaces

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, *Direct.-Adjoint.*

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphane), G.O. *, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, Régent de la Banque de France, Président de la Cie des chemins de fer de P.-L.-M. Adm. de la C^{te} Univ. du Canal mar. de Suez, *Président.*

Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président.*

Delaunay-Belleville (Robert), *, Administrateur général de la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay-Belleville. **Jameson** (Conrad), ancien associé de la maison Hottinguer et Cie, Banquiers.

MM.

Mallet (Gérard), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers, de **Pellerin de Latouche**, G. *, Adm. de la Cie des Chemins de fer de P.-L.-M. et de la Cie Générale Transatlantique et de la Banque de l'Algérie.

Sohier, (Georges), O. *, Anc. Prés. du Trib. de Commerce de la Seine, Adm. de la Cie des ch. de fer de P.-L.-M. et du Crédit Foncier de France.

Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Cie des Chemins de fer des Landes.

Vernes (Félix), de la Maison Vernes et Cie, banquiers, Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

CHEMIN DE FER PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

PARIS-MILAN

ALLER

Départ de Paris, gare de Lyon, 10 h. 15 matin
Arrivée à Milan, le lendemain 4 h. 5 soir

RETOUR

Départ de Milan, 2 h. 20 soir
Arrivée à Paris, 7 heures matin, le lendemain

PARIS-LYON

VIA DIJON

Départ de Paris. 7 h. 50 matin

Arrivée à Dijon. 3 h. 6 soir

— Lyon. 7 h. 15 —



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du
Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Etudes, Documents, Chronique littéraire

LXIV^e ANNÉE

DOUZIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Septembre-Octobre 1915



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

1915

SOMMAIRE

N. W. — Pour la Fête de la Réformation. — La Discipline et la liberté, d'après M. E. Boutroux.	589
ÉTUDES HISTORIQUES.	
Fr. PUAUX. — Le Dépeuplement et l'incendie des Hautes Cévennes (octobre-décembre 1703)	592
DOCUMENTS.	
N. WEISS. — Une Bible historique, contemporaine de la prise de Metz (1552-1553)	619
— Autrefois et aujourd'hui (1577-1914).	631
R. REUSS. — Les Réformés d'Angers et la destruction du temple de Sorges en 1685	632
SÉANCES DU COMITÉ. — 16 mars 1915	635
CHRONIQUE LITTÉRAIRE.	
N. WEISS. — A travers quelques revues : Dupont de Nemours. — Louis XIV et les protestants d'Alsace. — Madame de Maintenon, Fénelon, Bossuet, Madame de la Maisonfort et les demoiselles Priolo. — Un poète huguenot inconnu. — Les auteurs de l'Atimachiavel, des Vindiciae contra tyrannos, des Deux dialogues du nouveau langage françoys italianisé et du Réveil-matin des François	636
E. W. — Les Pourtales.	642
ILLUSTRATIONS.	
Les plats, médaillons et inscriptions de la Bible contemporaine de la prise de Metz en 1552-1553, d'après des photographies.	622, 623, 626, 627, 629
CORRESPONDANCE.	
Le bicentenaire du premier synode du Désert, 21 août 1915.	644

CROIX HUGUENOTE CÉVENOLE

avec SAINT-ESPRIT ou LARME (Indiquer ce que l'on désire)

La Croix huguenote était la parure préférée des Huguenotes des XVII^e et XVIII^e siècles. Elle est encore le cadeau reçu avec le plus de plaisir par les jeunes filles à l'occasion de

**1^{RE} MIÈRE COMMUNION, FIANÇAILLES, MARIAGE
CADEAU DE NOËL et du JOUR DE L'AN**

Nous venons donc de faire établir à un prix défiant toute concurrence le gracieux modèle dont nous donnons ci-contre la vignette.

C'est une copie parfaite d'un modèle ancien exécuté entièrement à la main

EN OR CONTRÔLÉ, TITRE $\frac{9}{10}$ JAUNE MAT

et qui se fait dans les trois grandeurs suivantes :

N° 1, 34 millim. . . 24 fr. — N° 2, 30 millim. . . 22 fr. — N° 3, 26 millim. . . 20 fr.

COLLIER pour CROIX en or contrôlé, titre $\frac{9}{10}$ jaune mat massif
genre forçat, poids 4 gr., longueur 50 cent. — Prix . . . 21 fr.

ENVOI FRANCO IMMÉDIAT contre MANDAT-POSTE
adressé à l'Administrateur des Annonces du Bulletin, M. STREET, 5, boul. Exelmans, Paris (16^e).



MODÈLE 26^{mm}
grandeur naturelle

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

POUR LA FÊTE DE LA RÉFORMATION

La discipline et la liberté, d'après M. E. Boutroux.

Le journal *l'Opinion* a ouvert une enquête sur cette question : *l'Allemagne a-t-elle le secret de l'organisation ?* La première réponse, insérée dans le numéro du 4 septembre est celle de l'éminent philosophe Émile Boutroux. Après avoir observé que, pour obtenir le maximum de perfection technique, les Allemands « ne tiennent aucun compte de la personnalité humaine — prétention à laquelle, nous Français ne pouvons consentir », il ajoute, suivant l'interview qu'on a résumée : « Le problème humain réel est de concilier le maximum de discipline avec le maximum de liberté. De l'angle, sous lequel les Allemands envisagent ce problème, découle le caractère particulier à l'organisation allemande. Évidemment, il y a opposition entre l'idée de discipline et celle de liberté. Eh bien ! les Allemands résolvent l'opposition au bénéfice de la discipline et organisent la vie au détriment complet de la liberté, du moins telle que nous l'entendons. *Notre conception de la liberté individuelle nous vient de la Révolution française, la leur est l'héritage de la Réforme* (1). Or, si la Réforme a bien encouragé le libre examen dans la conscience individuelle, elle a considérablement restreint la liberté d'action de l'individu, en favorisant la puissance temporelle du pouvoir civil. L'État est devenu tout-puissant au pays de Luther, plus puissant que dans n'importe quel autre pays. C'est un fait qu'on est obligé de constater quelque analyse qu'on puisse faire de ses causes. »

Il peut paraître téméraire de contester une affirmation de M. E. Boutroux. Je suis toutefois convaincu que s'il avait lui-même

(1) C'est nous qui soulignons.

rédigé un travail sur cette question capitale, il n'aurait pas écrit que l'organisation de la vie au détriment de la liberté individuelle est un héritage de la Réforme, sans ajouter qu'il ne s'agit ici que de la Réforme spécifiquement *luthérienne*. Lorsque, en effet, on constate que cette organisation est complètement étrangère à de grands pays comme l'Angleterre, la Hollande, la Suisse, les États-Unis qui relèvent de la Réforme sans relever directement de Luther, on conviendra que cette remarque est justifiée.

Luther — et lui seul — a, en effet, enseigné que le chrétien doit prendre le monde, c'est-à-dire la Société et l'État, comme ils sont. Les modifier est l'affaire de Dieu, non la sienne. Il doit donc se soumettre à l'autorité sans réserve, comme à un mal nécessaire et s'il exerce des fonctions officielles, exécuter même des ordres qui lui paraissent injustes. Il n'y a pas de cas où le chrétien ait le droit de résister. Assurément il peut désapprouver, même publiquement, la conduite des princes, mais non s'y opposer. S'ils veulent interdire l'Évangile, eh bien ! qu'on quitte leur territoire (1).

Les théologiens allemands reconnaissent que cette doctrine de la résistance passive ou plutôt de la soumission inconditionnelle — inconséquence regrettable chez l'homme qui, à Worms, sut résister héroïquement à l'autorité aussi bien civile que religieuse — a paralysé le protestantisme allemand, notamment à l'époque de la contre-réformation. L'on comprend dès lors qu'en Allemagne tous les gouvernements aient abusé de cette inconséquence et l'aient exploitée à leur profit et au détriment de toutes les libertés, individuelles ou collectives.

Mais, si l'on veut être juste, il faut reconnaître que Calvin n'a jamais été aussi loin. On sait que la pierre angulaire de son enseignement est la doctrine de la souveraineté absolue de Dieu. Or, cette doctrine entraîne logiquement la limitation du pouvoir du prince : « Il n'y a qu'un chef qui ait toute prééminence et empire souverain sur nous... d'autant plus qu'un homme sera élevé, il est obligé aussi et à Dieu et à ceux sur lesquels il préside ». Le souverain a été créé pour le peuple et non le peuple pour le souverain. Assurément, Calvin n'a jamais reconnu, ni à l'individu, ni au peuple, le droit à l'insurrection, mais bien celui, *par ses représentants légitimes*, de résister aux tyrans. C'est de cette réserve qu'est sortie l'idée d'un contrat entre le souverain et le peuple, contrat que ce dernier a le droit de dénoncer lorsque le souverain l'a violé. Cette idée a été formulée, comme on sait, après la Saint-Barthélemy par Théodore de Bèze et plusieurs autres publicistes huguenots comme Hotman et Hubert Languet. Enfin, c'est de là que, par des voies diverses, est arrivée jusqu'à la Révolution fran-

(1) Voy. Dr E. Brandenburg, *M. Luther's Anschauung vom Staate und der Gesellschaft*, n° 70 des *Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte*, 1901.

caise, la conception des droits de l'homme *qui existait avant elle*. Déjà le droit de toute communauté religieuse de se gouverner librement constituait le fondement de la doctrine de la souveraineté du peuple qui pénétra ainsi dans la conscience politique du monde moderne.

C'est ce qui a fait dire à un théologien allemand que le soulèvement des Pays-Bas — bien antérieur à la Révolution française — n'aurait pu être entrepris, en bonne conscience par un peuple luthérien; mais il le fut, ajouterons-nous, ainsi que celui des huguenots, par des peuples élevés à l'école de Calvin (1).

On m'accordera que ces remarques n'étaient pas superflues alors que de différents côtés on s'efforce d'établir une sorte d'équation entre le protestantisme et la guerre que nous font nos ennemis (2). C'est donc sans arrière-pensée et sans jeter la pierre à Luther — assez grand malgré cette inconséquence — que nous pourrons et devons en bonne conscience, célébrer la fête de la Réformation. Elle signifie pour nous et pour tous ceux qui luttent avec nous, non seulement la libération de la conscience individuelle, mais encore celle des peuples dont les droits se confondent avec ceux de chacune des consciences individuelles dont ils se composent.

Les deuils, hélas! se multiplient autour de nous : La Fête de la Réformation est aussi celle des morts. Songeons à eux et à ceux dont ils ont à la fois appauvri et enrichi le foyer et la mémoire! Il restait à notre collègue **R. Reuss**, déjà si cruellement éprouvé, encore deux fils, **Édouard** et **Armand**, le premier capitaine et son plus jeune frère, engagé volontaire au 35^e d'infanterie. Ils ont été tués tous les deux à l'ennemi le 25 et le 27 septembre, ce dernier un an jour pour jour après son frère **Paul**. On me permettra aussi, bien qu'il me touche de près, d'inscrire ici le nom de l'architecte de l'immeuble de notre Société. **Daniel Dubost**, promu sous-lieutenant d'infanterie à Berry-au-Bac, est tombé, frappé mortellement, en entraînant ses hommes à l'assaut d'une barricade qui fut prise en Artois, le 27 septembre. Il avait trente ans et laisse une fillette de quinze mois!

N. W.

(1) Voy. Dr Ludwig Elster. *Johann Calvin als Staatsmann* (*Jahrbücher für Nationalökonomie...* II, Drittes u. viertes Heft, 1878; — E. Choisy, *L'État chrétien calviniste, Genève au XVI^e siècle*, Genève 1909; — Gisbert Beyerhaus, *Studien zur Staatsanschauung Calvins*, Berlin, 1910; — G. Jellinek, *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, Paris, 1902, etc.

(2) Voy. la *Revue chrétienne* d'octobre 1915.

Études Historiques

LE DÉPEUPLEMENT ET L'INCENDIE DES HAUTES-CÉVENNES

Octobre-Décembre 1703 (1)

Le 25 octobre 1702, Broglie écrivait à Chamillart : « Il y en a déjà plus de soixante-dix tués et vingt d'exécutés. J'en ai encore quinze auxquels on va faire le procès avec toute la sévérité possible; on en arrête tous les jours » (2). Ainsi était vengé le meurtre de l'abbé du Chayla. Broglie n'était que l'exécuteur des ordres de Bâville, qui, de nouveau, mais avec plus de violence que jamais, croyait pouvoir, par la terreur, forcer les Cévenols à se ranger définitivement à la religion du roi.

Cependant l'intendant du Languedoc connaissait parfaitement l'origine du drame du Pont-de-Montvert. Il savait que nul étranger ne se trouvait dans la petite troupe qui vint réclamer les prisonniers que l'abbé retenait, dans les caves de sa maison, les pieds entravés dans les ceps. « Il est certain, écrivait-il à Chamillart, que leur dessein n'était pas de faire les meurtres et incendies qu'ils ont commis. Un des valets de l'abbé tira un coup de fusil et en tua un, cela les irrita et, étant entrés en fureur, ils tuèrent l'abbé du Chayla (3) ».

De l'aveu même de Bâville, et nul témoignage n'est plus autorisé, toute préméditation de ce meurtre, qui

(1) Les références aux Archives historiques du Ministère de la Guerre sont marquées par les lettres A. G.; le premier chiffre donne le numéro du volume, le second celui de la page du volume.

(2) A. G., 1614, p. 79.

(3) A. G., 1614, p. 189.

a été considéré, par de nombreux historiens, comme ayant donné le signal de l'insurrection des Cévennes, doit être écartée.

Du reste, rien n'était plus éloigné de son esprit que la pensée d'une révolte. « La punition exemplaire qui serait faite sur les lieux devait achever, comme il l'affirmait, de remettre dans une parfaite tranquillité ce pays qui avait été alarmé plus qu'il ne devait être par le petit nombre de ces gens attroupés; il n'y avait jamais eu que trente-cinq de ces scélérats ensemble ».

Trop exemplaire avait été la punition, et le désespoir arma les Cévennes. « Si nous pouvions les surprendre, mandait Broglie au ministre, il n'en resterait pas un en vie (1) ». Ses cruautés lassèrent notre patience, a raconté Cavalier. Menacés d'être, ou pendus, ou roués, ou brûlés vifs, les Cévenols, s'ils devaient mourir, décidèrent pour la défense de la liberté de conscience, de mourir les armes à la main. L'insurrection ne cessa de grandir et le jour vint, plus rapidement que ne l'avait cru l'intendant, où le doute ne fut plus possible sur sa gravité. De Versailles on s' alarma, Broglie tomba en disgrâce et le maréchal de Montrevel fut envoyé en Languedoc, avec de nombreuses troupes, pour réduire les révoltés. Mais cette guerre était si étrange, qu'au bout de quelques mois, le maréchal écrivait à Chamillart : « Ni vous, ni moi, n'avons jamais rien vu de si singulier et de si extraordinaire que la conduite de ces enragés. Ne regardez point cette révolte comme vous la regardez. Je ne peux pas promettre au Roi de détruire cette canaille parce que pour les détruire, il faut les trouver, et pour les trouver, il faut qu'ils le veuillent, car quand ils ne le veulent pas, cela est absolument impossible, parce que tout le pays est pour eux » (2).

Bâville, dès l'origine, avait considéré les Hautes-Cévennes comme le centre même de l'insurrection; les rendre inhabitables lui parut un moyen sûr de la vaincre. En rendant déserte cette contrée montagnaise,

(1) A. G., 1614, p. 61.

(2) A. G., 1708, p. 284.

il enlèverait, pensait-il, aux Camisards leur citadelle et pourrait disposer des troupes si nombreuses, disséminées dans les Hautes-Cévennes, pour combattre victorieusement, dans la plaine, les révoltés. Il croyait aussi que le désir de revenir dans leurs demeures amènerait les Camisards à rendre quelque jour leurs armes, fatigués « de toutes les incommodités qu'ils auraient souffertes ». Étranges incommodités que de voir leurs maisons incendiées et d'être chassés de leur pays ! Ainsi naquit, dans son esprit, le projet du dépeuplement de trente et une paroisses des montagnes cévenoles. Pour le faire réussir, il devait lutter contre Montrevel et persuader Louis XIV.

Si le maréchal ne se rangeait pas à l'avis de l'intendant, il n'obéissait à aucun sentiment d'humanité.

L'homme qui, dans sa correspondance avec le ministre, ne cessait de traiter les Camisards de canailles, de scélérats, multipliant les injures les plus grossières, était peu enclin à la clémence. « Si j'en croyais le bon goût que j'ai pour tous ces honnêtes gens, écrivait-il à Bâville, j'en engraisserais tous les poiriers de ce pays (1). » N'avait-il pas, de la manière la plus cruelle, à Nîmes même, ordonné à la troupe de cerner un moulin où des femmes et des enfants chantaient des psaumes, les faisant, ou passer au fil de l'épée, ou périr dans les flammes, acte si abominable que lorsque le maréchal de Villars arriva à Nîmes, le 24 avril 1704, il put le lendemain faire savoir à Chamillart que la « confiance était entièrement perdue pour le maréchal de Montrevel, car le premier massacre de tant de femmes et d'enfants avait aigri les esprits » (2).

Dès la première heure, il avait prévu que ce plan de Bâville ne pourrait être exécuté qu'au prix de très grandes difficultés et que, certainement, le but qu'il se proposait ne serait pas atteint. Il ne cessa, du reste, de se montrer hostile aux vues de l'Intendant et, à l'écouter, on eût pris d'autres mesures. Lorsque les habitants de Mialet, après

(1) *Bibliothèque de l'Arsenal*, Manuscrits, 3, 854, p. 99.

(2) A. G., 1795, p. 4.

la défaite des Camisards à Pompignan, offrirent un asile aux fugitifs, ordre fut donné au général Julien d'enlever toute la population, qui devait être déportée à Perpignan. Il fut question, un moment, de faire exception pour les vieillards et les femmes, mais Montrevel s'y opposa de là manière la plus violente. « Au nom de Dieu, demandait-il à Bâville, ne renvoyez pas les femmes et les vieillards, combien qu'ils ne peuvent pas porter les armes comme les jeunes gens, ils ne s'avisent pas de nous faire d'autres maux et leur détention fait autant de peine à leurs voisins que l'éloignement des autres » (1).

Au dire même de Bâville, les propositions du maréchal pour réduire les Camisards équivalaient à une nouvelle Saint-Barthélemy. Il éprouvait cependant une secrète irritation en constatant que, malgré sa haute situation, alors que le Roi le traitait de « mon cousin », la parole de Bâville était plus écoutée que la sienne à Versailles. Il ignorait qu'au moment même où il venait commander en Languedoc, Chamillart avait adressé à Bâville une lettre pour laquelle il lui demandait « le dernier secret » : « Sa Majesté m'ordonne de vous écrire, lui disait-il, non pas comme à un intendant, mais comme à une personne qui la sert depuis longtemps et en qui elle prend une entière confiance, pour vous dire qu'elle désire que vous lui fassiez un détail juste et exact du véritable état auquel est la province » (2).

Moins intendant que roi du Languedoc, a pu dire Saint-Simon, en parlant de Bâville. Depuis seize ans, il gouvernait en maître ; les ministres, redoutant « ce génie vaste et lumineux, ne le laissaient pas approcher de Versailles, lui abandonnant toute puissance dont il abusait sans ménagement » (3).

Aussi devait-il l'emporter sur le maréchal. Cependant sa cruelle proposition de faire des Hautes-Cévennes un désert en pleine France en détruisant, par le feu, trente

(1) *Arsenal*, 3854, p. 88.

(2) A. G., 1639, p. 270.

(3) SAINT-SIMON, XI, 81.

et une paroisses et en enlevant une population de près de vingt mille âmes, souleva à Versailles des objections. Il y répondit avec cet esprit de domination qui brisait toute résistance, ne craignant pas de demander une ordonnance par laquelle il pourrait envoyer aux galères, sans forme de procès, ceux qui contreviendraient à ses ordres. Le roi ne put se résoudre à accorder la permission d'incendier tous les villages ; il devait s'y résigner plus tard.

Le 22 août 1703, M. de la Vrillière faisait connaître, par un courrier de cabinet, à Bâville, que le roi avait pris la résolution de consentir au dépeuplement. Dès lors l'intendant était libre d'agir. Son premier plan fut de faire procéder, le même jour et à la même heure, à l'enlèvement de toute la population, mais l'extrême difficulté de l'interner en même temps l'arrêta.

Du reste une tentative aussi hardie n'aurait pu réussir qu'à la condition d'être tenue extrêmement secrète. Mais l'autorisation accordée par le roi avait été connue des évêques du pays, huit jours avant même que le ministre ne l'eût fait connaître à l'intendant, et ils en avaient répandu la nouvelle.

« On prétend, mandait Montrevel, que M. de Viviers et M. de Toulouse sont ceux qui en ont donné les premiers avis et l'alarme avait gagné toutes les Cévennes ».

Le maréchal, après avoir combattu le projet de Bâville s'était résigné à souhaiter qu'il fût mis en état d'exécuter « un châtiment trop attendu et trop mérité ». Dès que l'ordre royal fut connu, comme il devait commander cette expédition, il donna les instructions nécessaires pour activer la destruction des paroisses condamnées.

Le recensement des habitants, restés dans leurs demeures, serait fait par des agents désignés par l'intendant. Il en serait de même pour les bestiaux et les grains et fourrages. Les habitants devaient être assurés qu'il ne leur serait fait aucun mal mais, au contraire, que le roi en prendrait soin. Des ânes et des mulets devaient être mis, si possible, à la disposition des vieillards et des femmes enceintes qui, avec les autres habitants, se ren-

draient aux endroits désignés d'avance pour les recevoir.

Les milices provinciales, protégées par des troupes régulières, se mettraient alors à l'œuvre, sapant les maisons par la base ou de telle autre manière qui leur serait plus commode et, s'ils ne pouvaient en venir à bout, ils y mettraient le feu pour les rendre absolument inhabitables. Exception était faite pour les demeures des anciens catholiques (1).

Cependant il était ajouté : « L'instruction faite, on ne brûlera point ».

Dès que la nouvelle de l'autorisation royale lui était parvenue, Montrevel avait pris sur lui, de concert avec Bâville, de permettre aux miquelets d'incendier les villages. Mais, par une lettre datée de Marly, le 18 septembre, il apprenait que le roi s'y opposait. « Sa Majesté ne croit pas, écrivait Chamillart, qu'il convienne de brûler ni de démolir entièrement les maisons de ces gens-là, mais seulement que l'on en démolisse les toits, que l'on fasse tomber les planches, laissant les murailles en l'état et les matériaux sur les lieux parce qu'ils pourront être repris quelque jour quand les mouvements des Cévennes seront passés par ceux qui habiteront là ». Les événements ne devaient pas tarder à montrer qu'il ne serait tenu aucun compte de ces ordres du roi que lui-même, du reste, devait révoquer sur les instances de Montrevel et de Julien. D'après les instructions royales, les vieillards, hommes et femmes, devaient être envoyés dans les casernes de Mende et de Béziers; les jeunes gens en état de porter les armes aussi bien que les hommes mariés seraient dirigés sur les casernes de Nîmes, Montpellier et Lunel; les filles et les femmes mariées seraient internées dans les manufactures de Lodève, de Lagrange, de Carcassonne. Quant aux enfants, ils devaient être placés dans les hôpitaux de Montpellier, Toulouse et Lyon. Par ces mesures cruelles, tout lien serait rompu entre les familles des révoltés des Cévennes (2).

(1) A. G., 1708, p. 142. *Instruction pour la destruction des paroisses.*

(2) A. G., 1632, p. 201.

Chamillart, gagné au projet de Bâville, y prenait un tel intérêt qu'il déclarait à Montrevel qu'il était « de nécessité absolue de l'instruire de toutes choses, même jusqu'aux moindres bagatelles, pour être en état d'en rendre compte au roi » (1).

Le maréchal et surtout Julien, devaient, par la suite, se rendre au désir du ministre et, grâce à leur correspondance, Louis XIV n'ignora rien du drame des Cévennes.

Montrevel et Bâville arrivèrent à Saint-Jean de Gardonnenque, le 24 septembre, avec une escorte de cent dragons et suivis de deux bataillons de Royal Comtois. Le 26, ils étaient à Barre des Cévennes, devenu le quartier général du maréchal, qui s'était réservé l'exécution des ordres du roi sur dix-sept paroisses des environs. M. de Canillac, avec trois bataillons et quinze compagnies de miquelets, devait se charger de la destruction de dix autres paroisses. Le brigadier Julien, commandant au Pont de Montvert, était chargé, avec deux bataillons, d'une tâche semblable dans le reste du pays. Le comte de Peyre avait reçu l'ordre de réunir deux mille miliciens du Gévaudan à Florac, le 29 septembre, et d'en diriger mille sur Barre à la disposition du maréchal et d'en envoyer le même nombre au Pont-de-Montvert pour servir sous les ordres de Julien. Quatre-vingt-trois compagnies de miliciens avaient été ainsi formées, et chacune de ces compagnies disposait de dix haches, de dix pioches, dix leviers qui devaient servir à démolir les villages des Cévennes.

Toutes les dispositions étaient prises pour commencer partout simultanément l'œuvre de destruction, lorsque Montrevel reçut une dépêche alarmante de M. de Roannes, lui annonçant l'arrivée, en vue de Cette, de deux frégates remorquant des tartanes et faisant craindre la menace d'un débarquement. Sans perdre un instant, le maréchal donnait ordre aux troupes de se rendre, à marches forcées, à Montpellier. En même temps il écrivait, le 30 septembre,

(1) A. G., 1708, p. 84.

à Julien que, forcé de rentrer dans la plaine, il le priait « que sa besogne allât toujours son train et que pour lui aider, il lui laissait deux bataillons d'Hainaut et tout ce qu'il voudrait garder des milices ». « Dieu propose et l'homme dispose, lui mandait Bâville le même jour, il faut retourner en toute diligence. Les affaires de ce haut pays roulent sur vous, nous montons à cheval pour aller à Saint-Julien d'Arpaon faire raser les maisons ». L'intendant n'avait pas voulu quitter les Cévennes, sans avoir vu commencer cette œuvre d'odieuse destruction dont il avait été l'inspirateur et dont il aurait voulu être l'exécuteur. Julien, que les Camisards avaient appelé, dès son arrivée en Languedoc, Julien l'Apostat, restait seul chargé de détruire, de fond en comble, toutes les paroisses condamnées.

Petit-fils d'un pasteur d'Orange, Julien, émigré à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes, servit non sans distinction dans les armées de Hollande et de Savoie. Déçu dans son ambition, revenu en France, il avait apostasié et venait d'être nommé maréchal de camp, quand il fut appelé en Languedoc. A peine prenait-il possession de son commandement qu'il écrivait, de Bagnols, le 14 janvier 1703 : « On me conte des faits si horribles que, tout humain que je suis, je prendrai un cœur de tigre pour exterminer ces scélérats sans en laisser aucune graine ». (1)

Quelques semaines plus tard, après le combat de Vagnas, une trentaine de prisonniers tombèrent entre ses mains. Après les avoir livrés aux plus violentes tortures, « je pris la peine, dit-il, de leur faire casser la tête, à mesure qu'on me les conduisait et qu'ils avouaient être au nombre des rebelles. Ce sont des serpents dangereux dont il est bon d'écraser la tête le plus tôt qu'il est possible ». (2) Sa violence ne faisait que grandir et il osait écrire à Chamillart, quelques jours avant l'expédition des Cévennes, le 15 août 1703 : « J'enverrai au fond des Indes

(1) A. G., 1614, p. 16.

(2) A. G., 1707, p. 69.

les mâles et les femelles de l'autre, si j'en étais le maître, il n'est pas possible de finir cette révolte autrement ».

L'homme que Montrevel avait trouvé « gaillard au dernier point et se démêlant à merveille », allait prendre la haute direction de cette œuvre de sauvage destruction, plus digne d'un bandit que d'un soldat.

Dès le 9 septembre Julien, appelé à Alais, avait reçu, de Montrevel comme de Bâville, communication du projet de dépeuplement des Hautes-Cévennes et pris connaissance des instructions données par le maréchal pour la destruction des paroisses.

Il avait été désigné pour opérer dans le canton du Pont-de-Montvert : « J'agirai, bien que l'état de ma santé soit précaire, écrivait-il à Chamillart, avec mon zèle et mon application ordinaire ». Il arriva à Barre le samedi 22 septembre, mais telle était sa réputation de cruauté que presque tous les montagnards avaient pris la fuite. Il le reconnaissait en faisant connaître à Versailles que l'alarme « s'est répandue dans toutes les Hautes-Cévennes et même dans les Basses, à si haut point que l'on croyait que les troupes du Roy doivent passer hommes, femmes et enfants au fil de l'épée et brûler tout ». (1) Julien avait prévu toutes les difficultés de l'exécution du plan de Bâville, « ayant rôdé plus d'une fois, disait-il, dans ce diabolique pays. Avec de bons guides, il le croyait, conduisant ses troupes de village en village, on arriverait à tout détruire; mais quant à enlever les habitants, cinquante mille hommes ne sauraient enlever un seul, comme il l'affirmait s'il ne voulait pas se laisser prendre ».

A vrai dire, Julien comptait peu sur le moyen barbare dont il devait se servir. Cet exemple venait trop tard à son avis. La révolte ne finirait pas par l'exécution qui allait être faite, au contraire elle deviendrait plus forte. Il ajoutait : « Il faudra certainement que Sa Majesté en vienne à un enlèvement général de tous les paysans des quatre diocèses; si cette diabolique révolte finit par aucun

(1) A. G., 1708, p. 127.

autre moyen, excepté que Dieu fasse un miracle, je consens de passer pour le plus grand fou et le plus visionnaire de l'Europe ».

« Que Dieu, par sa grâce, daigne changer le cœur de ces sangliers », telle avait été sa prière dès le mois de juillet (1).

Sans cesse, dans sa correspondance, apparaissent unis étroitement à des brutalités de langage, des paroles de piété et « s'il plaît au Seigneur », y revient comme un souvenir lointain de son éducation huguenote et, par cela même, d'autant plus pénible à lire.

Cependant, d'accord avec Bâville, il avait fait précéder son arrivée par une ordonnance à tous les habitants de se rendre, sous peine de désobéissance, dans les lieux qui leur avaient été désignés. Il était trop tard, l'épouvante avait fait son œuvre. Dans sa lettre du 29 septembre, il avertissait le ministre « qu'il n'y avait pas une âme dans les villages condamnés, excepté quelques femmes, des enfants et peu de vieillards, tout avait fui dans les bois, rochers et cavernes et chacun croyait d'être égorgé par les troupes. Toute la jeunesse, abandonnée au démon, était allée rejoindre les Camisards, ce qui ne les rendra pas plus redoutables. Autant d'épargné pour le roi qui aurait eu la charité de les recueillir et de les nourrir, douceur et piété merveilles, dignes de Sa Majesté, laquelle imite le Sauveur du monde qui recevait les plus grands criminels et leur faisait grâce et miséricorde » (2).

Cette comparaison de Louis XIV imitant le Christ à l'occasion de l'incendie des Cévennes apparaît comme un blasphème.

Julien s'était mis à l'œuvre, le lundi 1^{er} octobre, en commençant à détruire le village de Farquerolle à une petite lieue du Pont-de-Monvert. Trois cents hommes de troupe et autant de milices étaient sous ses ordres, mais

(1) A. G., 1708, p. 23.

(2) A. G., 1708, p. 127; Louvroleuil, dans son *Histoire du Fanatisme renouvelé*, II, 75, a reproduit textuellement cette phrase de Julien, mais la trouvant, sans doute, d'une grande beauté, il n'a pas hésité à la faire sienne, oubliant de citer le nom de son véritable auteur.

au bout d'un jour de travail ils n'avaient pu raser que trois maisons et deux granges. A continuer ainsi, il fallait s'attendre à de cruelles déceptions et l'hiver se passerait sans voir la fin d'un si dur labeur. Les milices n'avaient, à leur disposition, que quelques pics, pioches et barres de fer de si mauvaise qualité que dès le début plusieurs s'étaient brisés. Il reconnaissait que ces milices étaient surtout composées « de gens que l'espérance du pillage animait et qui se trouvaient fort trompés de trouver le pays désert et rien dans les maisons, n'ayant pour toute nourriture que deux livres d'un mauvais pain et un peu de mouton. Toute cette canaille, ajoutait-il, est fort maladroite pour détruire les maisons ». Les officiers, sous ses ordres, rencontraient les mêmes difficultés et la lourde tâche que lui avait imposée le maréchal n'était pas sans l'inquiéter, alors surtout qu'il n'avait que les deux bataillons de Hainaut et les compagnies de miquelets comme troupes combattantes et encore était-il nécessaire de laisser les miquelets en garnison au Pont-de-Montvert pour couvrir le Gévaudan. Aussi, écrivit-il à Chamillart de vouloir bien représenter au roi une requête pour que permission lui fût accordée de mettre le feu aux villages des Hauts-Cévennes. « Cè sera le moyen, faisait-il remarquer, d'empêcher les rebelles d'avoir le couvert dans le pays condamné et de s'y faire la moindre cabane et de n'y pouvoir rester qu'à la belle étoile ». Le feu consumerait les bois et calcinerait toutes les murailles qui seraient alors aisées à renverser. Un temps précieux serait gagné et la santé de ses troupes menacée par les intempéries d'un climat très dur serait sauvegardée au moins en partie. Du reste, il avait observé qu'il serait facile aux habitants, si l'on ne brûlait pas leurs maisons, d'y revenir et, se servant des planches, de se construire des abris provisoires. Il était nécessaire de les en empêcher et l'incendie en donnait le moyen (1).

En attendant l'ordre royal, lentement et péniblement

(1) A. G., 1708, p. 141.

Julien continuait à faire démolir. Le 4 octobre, M. de Laroche avait expédié la communauté de Fraissinet de Lozère et le jour suivant, il en avait été de même de celle de Saint-Hilaire-de-Lavit par les soins de M. d'Hérouville. Saint-Maurice-de-Ventalon à la même date était à moitié détruit. Déjà la milice commençait à se rebuter et une douzaine de miliciens avaient déserté. « Je puis vous assurer, écrivait Julien au ministre, que toute la puissance du roi n'est pas capable d'arrêter cette canaille à moins qu'on ne les attache et garde à vue, moins encore de les obliger à travailler ». Mal nourris, ne buvant que de l'eau, n'ayant aucun ustensile, pas même de marmite, ils ne cherchaient qu'à se soustraire au plus pénible des travaux. De plus en plus, les outils se cassaient, aussi Julien ne cesse-t-il, dans ses lettres, de solliciter l'autorisation de se servir « de la brûlure », sans quoi il était à craindre qu'ils ne mourussent tous les uns et les autres, de froid, de faim et de fatigue sans venir à bout de la tâche (1).

Il n'en était pas moins décidé à agir, « Dieu devant lui donner assez de forces pour réussir en ne laissant pas à un autre la satisfaction de rencontrer celle de la cour, mais, disait-il, « ma petite caboche aura bien de la peine à résister et ce fardeau est trop pesant pour ma figure, mais je ferai de mon mieux très certainement ». Il devait le prouver, à sa manière, tout en croyant fort peu à l'efficacité de ce qu'il appelait un si grand châtiment. « Je n'en crois ma foi rien, comme il le disait, et j'ose vous annoncer, avec douleur, que la révolte deviendra plus sérieuse et qu'il faudra certainement en venir à l'enlèvement de tout ce qui s'appelle paysans dans les quatre diocèses ; si elle finit autrement je serai un fou à lier, jusqu'ici j'ai pensé juste, dont j'enrage ». (2)

La contrée était devenue déserte, aussi la capture d'un malheureux paysan dans les ruines de Fraissinet de Lozère parut-elle un fait assez important pour être signalé au ministre. « Ce coquin avait caché, dit-on, trois

(1) A. G., 1708, p. 159 et 166.

(2) A. G., 1708, p. 166.

à quatre mille francs, écrivait Julien, et il voulait les reprendre. Son avarice l'a conduit à la mort, ayant ordonné qu'il fût passé par les armes pour sa rébellion, ce qui fut exécuté une heure après, lui ayant donné tout le temps de songer à sa conscience. Il fit semblant de se confesser et de mourir catholique, mais, cependant, ne voulut jamais dire où il avait caché son argent à moins qu'il ne l'ait déclaré au curé qui, je pense, sera d'humeur à garder le secret pour que le roi ni les héritiers du défunt n'en profitent pas ». Au sentiment de Julien, l'exemple venait fort à propos (1), plusieurs pouvant se rendre compte de ce qui les attendait dans un cas semblable. Du reste, Montrevel lui avait écrit qu'« il compterait pour rien tous les incendies s'il permettait à ces malheureux de raccommoder leurs habitations, et qu'il devait faire tuer tous ceux qui se présenteraient en le priant de ne pas y manquer » (2).

Les Camisards n'avaient pas tenté d'arrêter l'œuvre de dévastation dès les premiers jours, mais le 7 octobre Julien avait reçu avis d'un mouvement qui se préparait du côté du Mont-Lozère et avait pris ses dispositions pour repousser les attaques si elles venaient à se produire. Les Camisards s'avançant, au contraire, du côté du Collet de Dèze où ils arrivèrent le 9 octobre à midi, se dirigeaient vers Saint-Frézal. Averti de leur marche, Julien monta au sommet du Bouget et aperçut, au loin, du côté de Sainte-Cécile, une grosse fumée. Se dirigeant avec ses troupes vers ce village, il ne tarda pas à apprendre, avant d'y arriver, qu'il avait été incendié par les Camisards. Ce qu'il avait prévu arrivait, les insurgés usaient de représailles en détruisant les villages catholiques. C'était en vain que, par une marche forcée, il avait cherché à les atteindre, ils avaient gagné Branous, à deux lieues d'Alais.

La milice ne cessait de lui donner ennui sur ennui, « elle désertait à merveille, une bande de treize s'était

(1) A. G., 167.

(2) *Arsenal*, 3, 854, p. 263.

enfuie, mais passant près du bois de Faux-des-Armes, une troupe de Camisards la surprit, six furent tués et les sept autres purent se sauver, mais en abandonnant leurs armes ». Deux jours plus tard une autre bande de déserteurs avait le même sort. Furieux, Julien écrivait au ministre : « J'espère que le roi aura permis la brûleure et j'aurai le plaisir de renvoyer toute cette canaille, car certainement les miliciens ne valent pas l'eau qu'ils boivent et il ne serait pas possible de continuer et finir un si grand ouvrage par le secours de ces coquins ».

Le 17 octobre, il avait fait passer la revue de cette milice réduite déjà « à la belle moitié, cette canaille n'étant bonne que pour piller et voler » ; aussi, « soupirait-il fort après la permission de brûler afin de pouvoir se débarrasser de ces bandes de fainéants ». (1)

Le 20 octobre, alors qu'il était à Florac, Julien reçut enfin un paquet de Montrevel qui lui fit « un vrai plaisir » en lui apprenant que le roi autorisait « la breulure » dont il comptait se servir « par merveille pour continuer diligemment l'exécution de ce grand ouvrage qu'il espérait pouvoir finir le mois suivant, avec l'aide du Seigneur ». Sur l'heure il congédia toute la milice qui avait parmi ses officiers nombre d'honnêtes gens mais « une partie très frippon, aussi avait-il fait arrêter deux capitaines pour des voleries et friponneries avouées par leurs propres écritures. »

Si la permission si désirée d'incendier les Hautes-Cévennes lui était enfin accordée, il le devait à la pressante intervention de Montrevel qu'il n'avait pas cessé de solliciter. Alors même que le maréchal entendit laisser à Bâville la responsabilité du dépeuplement des Hautes-Cévennes, il n'en jugeait pas moins la destruction des villages de peu d'importance dans des montagnes où l'on ne faisait aucune culture et où tous les biens consistaient en châtaigniers.

Mais, écrivait-il à Chamillart, « vous êtes bien loin de

(1) A. G., 1708, 182.

compte aussi bien que M. de Bâville, car si l'on ne permet pas de finir cette exécution par le feu, je ne crois pas qu'à Noël elle puisse être terminée, sans compter la dépense que coûtera la milice qui est employée et les dommages que souffriront les bataillons par la rigueur de la saison qui en fera périr une partie. Mais si l'on a recours au feu, cela sera fini dans quinze jours, ce que je répète qu'il est important d'accorder ». (1)

Montrevel se trompait; il ne devait pas être possible à Julien, même en ne cessant d'incendier jour après jour, de réduire en cendres les quatre cent soixante villages et hameaux dont il parlait dans sa lettre à Chamillart.

A Versailles les illusions n'étaient pas moins grandes. Lorsque Bâville eut appris, de source sûre, que le duc de Savoie se préparait à rompre avec la France et déjà traitait avec ses ennemis, il en avait averti Chamillart. Louis XIV, informé de la nouvelle, fit répondre à l'intendant : « Il y aurait bien du chemin à faire pour M. de Savoye si les bruits qui se sont répandus avaient lieu et il n'y a guère d'apparence qu'il manque à ses engagements après les nouvelles assurances qu'il vient d'en donner ». (2)

Un mois ne s'était pas même écoulé que la rupture se produisait et qu'il fallut, en toute hâte, envoyer des troupes pour couvrir le Dauphiné. Alors que Montrevel avait demandé si souvent de nouveaux renforts et qu'il lui avait été répondu « que Sa Majesté n'était pas en état de les fournir, ayant fait au delà de ses espérances, et de ce qu'elle croyait pouvoir faire elle-même », il recevait l'ordre de faire partir, sans perdre un instant, huit bataillons de ses meilleures troupes et un régiment de dragons pour la frontière de Savoie (3).

Chamillart espérait qu'en Languedoc on ne s'apercevrait pas trop de la diminuation des troupes, et suggérerait à Montrevel une proposition qui révélait à quel point il était demeuré ignorant des causes de l'insurrection des

(1) A. G., 1708, p. 178.

(2) A. G., 1632, p. 68.

(3) A. G., 1624, p. 288.

Cévennes. « Le roi, lui mandait-il, ayant besoin de recrues pour l'armée d'Italie et pour celle du maréchal de Villars, si vous croyez que la plupart des jeunes gens qui sont en état de porter les armes et qui se sont retirés lorsque l'on a commencé à exécuter les ordres pour le dépeuplement des trente et une paroisses, soient dans la disposition de prendre ce parti, Sa Majesté consentira d'en employer au moins deux mille dans ces deux armées et de leur faire le même traitement qu'aux soldats de ses troupes. Vous pourrez leur faire savoir le plus tôt que vous pourrez afin qu'ils ne s'engagent pas avec les Camisards ou qu'ils ne passent pas dans les États de M. de Savoie ». (1) Montrevel, qui avait déclaré que le plan de Bâville pouvait avoir son utilité, mais qui ne l'avait jamais regardé comme devant amener la fin de l'insurrection, n'eut pas de peine à démontrer au ministre combien grande était son erreur. Le seul résultat du dépeuplement des Hautes-Cévennes devait être de décider les montagnards à grossir les rangs des insurgés. « Vous ne pouvez compter sur rien à cet égard », faisait-il entendre nettement au ministre. Chamillart revint de ses illusions, il vit les montagnards se joignant aux Camisards et portant le désordre ailleurs, avouant enfin qu'on viendrait « plus aisément à bout de dix mille hommes en campagne ». Montrevel avait obtenu du roi l'autorisation de mettre le feu aux demeures cévenoles et, satisfait, il l'avait mandé à Julien par trois dépêches différentes dans la crainte que les Camisards n'arrêtassent ses courriers, assuré que l'une d'elles, au moins, lui parviendrait. Il lui disait, dans sa lettre du 21 octobre : « J'ai une grande impatience de savoir que le secours du feu vous ait promptement débarrassé de cette désagréable et pénible expédition. Je vous prie de me le faire savoir dans le moment parce que je garde un courrier de cabinet pour emporter la nouvelle dès que vous me l'aurez mandée ».

Deux mois devaient s'écouler avant qu'il pût annoncer

(1) A. G., 1708, p. 173.

à Versailles que Julien avait enfin achevé son œuvre de destruction. « Le courrier de cabinet que réserve le maréchal pour annoncer la fin de cette entreprise, disait Julien, a un mois tout entier pour s'aller divertir et reposer à Montpellier ».

A peine la dépêche de Montrevel, attendue avec tant d'impatience, fut-elle arrivée que les incendies commencent. Le 23 octobre, Julien « fit expédier par le feu quelques villages. Cela fait fort bien, comme il l'écrivait à Chamillart, aujourd'hui et demain les autres seront réduits en cendres et avant la fin de novembre ou environ, je rendray bon compte de la fin de cette grande expédition de manière que le roi en soit content ». En même temps, il envoyait à Versailles un état des communautés expédiées depuis le 29 septembre jusqu'au 26 octobre 1703, savoir : Saint-Maurice de Ventalon, Saint-Privat de Vallongue, Saint-Frézal de Ventalon, Saint-Hilaire de Lavit, Saint-André de Lancize, Saint-Andéol de Clergemort, Castagnolles, Vialla, Frugères. Le Pont-de-Montvert avait été épargné, car il servait de quartier aux troupes et aux milices.

Avec les derniers jours d'octobre étaient survenues les grandes pluies précédant l'hiver, les mauvais temps commençaient. Julien s'en plaignait amèrement, surtout pour « le pauvre régiment d'Hainaut » qu'il appelait « le souffre-douleur des Cévennes », seul employé à une si triste expédition. Depuis huit mois, il était sur la brèche, supportant toutes les fatigues imaginables. Le relever était impossible. Le maréchal n'avait pas de troupes à sa disposition et il fallait, avec quelques centaines d'hommes, protéger la contrée contre les incursions des Camisards. Julien n'en continuait pas moins à brûler « comme un beau diable », disait Montrevel. La journée du dimanche 28 octobre fut particulièrement bien employée. Après avoir examiné avec le plus grand soin la route qui, par le Causse Méjan, conduisait aux cantons catholiques du Gévaudan, il fit incendier les granges des habitants de Croupillac, « véritables retraites des rebelles » et une lieue

plus loin, les granges de Vernagues et de Fereyettes, « aussi pernicieuses », eurent le même sort.

Désormais, dans une lugubre monotonie, Julien va faire connaître au ministre les étapes de sa marche incendiaire. « A la pointe du jour, le 1^{er} novembre, dit-il, nous fûmes de village en village mettre le feu et cela continua toute la journée jusqu'à six heures du soir, nonobstant une pluie continuelle qui nous prit le matin en partant et ne nous quitta plus; ce fut une vilaine journée pour les officiers et les soldats ». Pourquoi « cette race maudite des Camisards n'est-elle pas exterminée, se plaignait-il, car je ne serais pas accablé de fatigue, de mouvement, de mille soins dans toute autre armée, comme je le suis dans ces pays depuis que le roi m'a fait l'honneur de m'y envoyer ». Il ne recevait même plus les lettres de Chamillart et de La Vrillière, le maître de poste de Nîmes lui ayant fait connaître que le dernier courrier, où se trouvaient ces lettres, avait été enlevé par les Camisards.

Son mode de procéder était toujours le même. Il se rendit au Pompidou le mercredi 31 octobre, et le jeudi et le vendredi, il brûla aux alentours hameaux, granges, métairies, retournant chaque soir dans ce village qui lui servait de gîte, mais le samedi matin il y mit si bien le feu qu'il fut entièrement brûlé. Ainsi fera-t-il, non sans cesser de se plaindre, des montées et des descentes dans ce pays « diabolique ». Bassurel est expédié de même que Tourqueville et Ginestous au cours des jours suivants.

La crainte de l'approche de l'hiver, si sévère dans les Hautes-Cévennes, effrayait Julien qui faisait travailler ses soldats incendiaires « comme des forçats ». En trois jours, les 16, 17 et 18 novembre, les communautés de Montleson, du Bouquet de La Barthe, de Balmes, de Saint-Julien d'Arpaon avaient été livrées aux flammes. Si la besogne était si rude, la cause en était due à l'enlèvement de tous les planchers par les malheureux habitants qui, avant de fuir, avaient voulu, les cachant, empêcher l'incendie de les détruire, ne laissant que les toitures. « Cette canaille de

peuple, au dire de Julien, contraignait ainsi les troupes à faire des échafaudages pour y placer des bûchers, afin que les flammes atteignent ces diables de couverts ». Il s'en indignait d'autant plus que ses efforts étaient parfois mal récompensés. Il avait appris que, loin de quitter le pays, plusieurs rebelles s'étaient simplement installés dans des maisons appartenant, soit à des anciens catholiques, soit à des nouveaux convertis.

Il ne cachait pas son dépit au ministre : « Je me suis tué, disait-il, à écrire à ces messieurs, depuis un mois, que ce n'était rien à faire si je n'avais ordre de détruire généralement toutes les habitations, car, ou il ne fallait rien du tout raser, ou, puisqu'on le veut, il ne faudrait pas laisser la moindre chaumière ».

Il devait cependant obéir car Montrevel lui avait remis, à la demande de Bâville, « des états des habitants des paroisses qui méritent que l'on conserve leurs maisons ». (1) Il n'en continuait pas moins à brûler sans répit, comme à répéter que « s'il plaisait à Dieu » il aurait dans moins d'un mois « la consolation » d'avoir mené à bien un si grand ouvrage. A la date du 19 novembre, Vébron, Rousse, Fraissinet de Fourques, Malbos, Fontanet, Campis, les Aubrets, la Croix de Fer, le Cap de Coste, l'Espérou, Cabrillac, les dépendances de Barre, les Balmes, Saint-Julien d'Arpaon, n'étaient plus que des ruines.

Le pauvre général succombait à de si misérables fatigues. Dans la journée du 20 novembre, au moment de monter à cheval, il se sentit très fatigué, et « se traîna fort languissant », mais il n'était pas de ceux qui reculent. « J'agirai demain, écrivait-il, s'il plaît au Seigneur, tout à nouveau comme si je n'avais pas eu cette attaque » et Cassagnas avait flambé et Sainte-Croix était menacée. La

(1) Plusieurs de ces états, établis par les curés des paroisses condamnées, sont conservés aux Archives des Affaires étrangères. France, 1640. Les plus importants ont été dressés par le curé Malafosse de Saint-Germain de Calberte. La note suivante est significative : « Tous les exemptés produiront des billets du curé conformes à l'état que M. Julien a en mains ». Dans ces états les curés dénonçaient aussi « les personnes les plus infectées de phanatisme » et établissaient ainsi des listes de suspects.

pluie tombait à torrents, les gîtes étaient mauvais dans ces maisons de paysans sans plancher; officiers et soldats, les uns après les autres, tombaient malades et Julien trouvait qu'une tâche bien pénible lui avait été confiée. Il n'avait plus même l'espérance que ses lettres incessantes au ministre lui parvinssent, faisant cette observation de crainte d'être accusé de négligence : « Cette canaille de bandits est éparpillée par petits pelotons sur tous les chemins des Hautes-Cévennes où personne presque ne peut passer sans leur permission ». (1)

A sa correspondance, dont il ne cessait d'accabler le ministre, et dont Montrevel se moquait en pensant à Chamillart égrenant ce chapelet de noms de villages brûlés, il n'était fait, du reste, que de rares et courtes réponses. « Vos dispositions me paraissent bien concertées, lui disait-on de Versailles, le 9 octobre, et je suis persuadé qu'avec les précautions que vous prendrez, vous ne serez pas traversé dans l'exécution ». Simple accusé de réception, le 4 novembre : « Je vous prie de continuer à me mander ce qui se passera de nouveau », de même le 5 décembre : « J'espère que votre santé ne sera pas assez attaquée pour vous empêcher de finir l'ouvrage que vous avez commencé ». (2)

Mais il brûlait, il brûlait toujours. Les 23 et 24 novembre, Saint-Martin de Lansuscle avait été livré aux flammes; les 25 et 26 c'était la tour de Sainte-Croix, où il y avait beaucoup de vin dont, écrivait-il, « les Camisards s'étaient donné au cœur joie plusieurs fois avant son arrivée dans le canton. Cette canaille de rebelles eût voulu s'opposer à la destruction, mais ils n'ont osé et se sont contentés de se montrer très chagrins, tantôt à un quart de lieue, tantôt à demi-lieue sur des hauteurs. »

Il partit le 27, au matin, se rendant à Moissac et Saint-Romans, et, chemin faisant, brûlant à droite et à gauche

(1) Il écrivait régulièrement deux fois par semaine à Versailles, ajoutant même, par une rare indécatesse, à ses propres lettres des copies de celles qu'il recevait du maréchal et de l'intendant.

(2) A. G., 1634, p. 188 et 1636, p. 75.

tout ce qu'il pouvait. Le temps était toujours mauvais et le plus souvent, au soir, les troupes ne savaient où trouver des maisons pour se mettre à l'abri. Il n'avait garde de marquer les étapes victorieuses de sa marche fulgurante, Moissac brûlé les 27, 28 et 29 novembre, Saint-Étienne de Boubaux le 30 novembre. Ainsi sa besogne s'avavançait, ce dont il était fort aise, attendu son attachement et sa fidélité à la personne sacrée du roi aussi bien que par souci de sa santé et « de sa bourse qui avait besoin de quelque rafraîchissement ». Officier besogneux, il rappelait souvent au ministre qu'il n'avait que la cape et l'épée, attendant tout de la générosité royale, « n'ayant pas le sou et ayant grand besoin de ce secours pour l'aider à passer d'un mois à l'autre ». (1)

Les premiers jours de décembre virent la destruction de Saint-Martin de Boubaux et de La Melouse. Le 5 décembre, Julien arrivait au Collet de Dèze, mais le bataillon de Hainaut, officiers et soldats, était à bout de forces, il fallut l'envoyer se reposer au Pont-de-Montvert des fatigues accablantes de cette campagne indigne de soldats français. Pour continuer leurs ravages, M. de Palmerolles amena trois cents miquelets, soudards de sac et de corde, fort aptes au métier d'incendiaires, et Julien se remit à l'œuvre. Les 6, 7 et 8 décembre, les paroisses du Collet et de Saint-Michel de Dèze furent détruites.

Le 9 décembre, au matin, il s'attaquait à Saint-Germain de Calberte. La paroisse, a écrit Louvreleuil qui en fut le curé, avait neuf lieues de tour et cent onze hameaux qui renfermaient deux cent et soixante-quinze familles dont neuf seulement étaient catholiques. Pour faire un recensement complet de tous ses paroissiens, le curé n'avait pas employé moins de dix-sept jours en courses du matin au soir par des sentiers souvent presque impraticables. Il fallut trois jours à Julien pour accomplir son œuvre de dévastation. Le 11 décembre au soir, « après avoir bien brûlé toute la journée », il arrivait à Saint-Étienne de Valfrancesque qui devait être la dernière étape

(1) A. G., 1708, p. 119.

de cette campagne dont il prétendait tirer autant de gloire que de profit.

Plus vaste encore était cette paroisse que ses habitants n'avaient pas encore abandonnée, du moins un grand nombre, croyant que Julien l'épargnerait. Le 10 décembre, en effet, le curé Mingaud écrivait à « ses très chers paroissiens » de Saint-Étienne qu'ils avaient eu grand tort de ne pas profiter de ses avis en les conjurant de profiter au moins de celui qu'il leur donnait et qui serait sans doute le dernier. « Travaillez incessamment, leur disait-il, à emporter tout ce que vous avez dans vos maisons, découvrez-les de telle sorte que ne restent que les quatre murailles, ôtant même les chevrons et les poutres; détruisez aussi vos fours et vos moulins sans attendre que les troupes le fassent. Si le roi vous permet de rentrer dans vos biens vous rétablirez bien plus facilement vos maisons ayant tous les matériaux et ferremens des portes et fenêtres au lieu que le feu ne laisse rien où il passe. Je vous exhorte de tout mon cœur de n'entreprendre pas de vous réfugier dans les maisons conservées, ou dans les cavernes, on vous y tuerait infailliblement, c'est l'ordre du roi, mais faites en sorte de vous établir en quelque lieu où vous puissiez vivre, ou obéissez en vous rendant dans les lieux que M. l'intendant vous nommera, l'on vous y donnera de quoi subsister à votre aise. Je serai toujours disposé à vous rendre tous les services qui dépendent de moi et conserverai pour vous des entrailles de père. Je déplore votre malheur, mes très chers enfants » (2).

Touchantes paroles de pitié et de compassion qui honorent la mémoire du curé Mingaud. Mais il était trop tard, deux jours après l'incendie faisait rage dans la paroisse.

De Saint-Etienne de Valfrancesque, Julien, le 14 décembre à midi, datait la lettre libératrice de sa longue

(1) *Le fanatisme renouvelé*, II, p. 72.

(2) Numéro 458 des manuscrits de la Bibliothèque de la Société, cf. *Bull.*, XL (1891), 166.

et pénible besogne qu'enfin « grâce au Seigneur », il venait de terminer. Il avait fait de son mieux, mais cependant il craignait que son œuvre d'incendiaire fît plus de bruit et d'éclat dans le monde qu'elle n'amènerait la fin de l'insurrection. Il n'en professait pas moins le plus grand mépris « pour MM. les généraux fanatiques qui lui avaient donné, pendant son expédition, une opinion bien désavantageuse de leur courage. Ils auraient pu l'attaquer dans cent cinquante passages sans rien risquer, alors qu'ils s'en étaient tenus à de violentes menaces » ; voilà, en vérité, concluait-il, « des indignes et infâmes rebelles ». Les Camisards, en effet, ne l'avaient pas sérieusement attaqué. Auprès de Vébron, dans les premiers jours de novembre, ils avaient échangé quelques coups de fusil avec une avant-garde des troupes de Julien, mais, en raison des difficultés de ravitaillement dans une contrée devenue déserte, ils avaient renoncé à poursuivre l'offensive. Cavalier avait voulu seconder Roland dans cette entreprise, mais ces mêmes difficultés l'arrêtèrent et, après une marche en avant, il dut revenir dans la Vaunage. Quant aux injures de Julien, une seule parole de l'illustre maréchal de Villars suffit à les rendre méprisables. « Ces malheureux, disait-il, en parlant des Camisards, ont la valeur naturelle de notre nation et ne l'ont que trop montrée par un mépris de la mort étonnant. Il est certain qu'ils couraient au supplice en chantant les louanges de Dieu et, dans le combat, s'ils étaient défaits, au lieu de demander quartier, ce qui n'est encore arrivé à aucun, remerciaient ceux qui leur donnaient la mort, sans que les géhennes les plus cruelles leur aient jamais fait révéler le moindre secret ». (1)

Très atteint dans sa santé, brisé de fatigues, Julien partait, ce même jour, pour aller à Saint-Jean de Gardonnenque.

Si Chamillart ne lui avait fait parvenir que quelques rares dépêches, Montrevel, par contre, ne lui avait pas ménagé les encouragements, l'assurant qu'il méritait

(1) *Lettre à M. de Puyseulx*, 19 mai 1704. *Affaires étrangères*, 1640, p. 217.

« bien des louanges d'avoir eu une persévérance si pénible mais si utile au service du roi, et qu'il pouvait se vanter qu'il y ait eu peu de gens qui eussent été chargés d'une mission plus désagréable et plus fatigante ».

Lorsque la nouvelle de la fin de la campagne incendiaire lui parvint, il ne sut pas dire la joie qu'il en avait éprouvée. « Je vous en fais, Monsieur, écrivait-il, des véritables remerciements au nom du roi et comme il n'y a pas homme dans le royaume si capable comme lui de toute sorte de détails, il connaît infiniment mieux que personne le prix des choses qui coûtent des peines dures ». — Le pauvre régiment de Hainaut, auquel revenait comme à son général « l'honneur de la destruction » de ce grand nombre de villages de France allait enfin pouvoir prendre ses quartiers d'hiver au Vigan et à Saint-Jean. Quant à Julien, il avait exprimé le désir de se reposer à Alais, au grand étonnement de Montrevel, qui n'avait pas prévu « qu'il pût donner cette préférence à la plus vilaine ville du Languedoc ».

Bâville, en apprenant que Julien était à la fin de ses peines, lui témoigna « sa véritable joie ». Il lui devait d'avoir réalisé un plan dont il avait conçu le dessein et si les Hautes-Cévennes n'étaient plus qu'un désert comme il l'avait voulu, Julien avait été le serviteur de sa volonté dévastatrice. « Vous avez certainement fait, Monsieur, lui disait-il, l'une des plus difficiles choses qu'un homme puisse entreprendre et vous y avez parfaitement réussi. Je ne manquerai pas de mander les difficultés de ce succès à la cour et sur cela de vous rendre toute la justice qui vous est due ».

Mais, par contre, Chamillart gardait le silence. Julien attendait, avec tant d'impatience, ses félicitations que, le 16 janvier, il se décida à lui écrire ces quelques lignes : « Je ne sais, Monseigneur, si vous avez été content de la manière dont j'ai exécuté les ordres du roi dans les Hautes-Cévennes, mais jusqu'à présent, je n'ai eu aucune réponse sur le compte que j'eus l'honneur de vous en rendre le 14 du mois passé. »

Quelques jours plus tard il apprenait, « avec une extrême joie », que le roi avait été très content et il ajoutait : « Je suis bien mortifié que mes soins n'aient rien produit d'utile jusqu'à présent dans cette révolte puisqu'elle est toujours de même ». (1)!

Il devait éprouver, peu après, une mortification plus grande encore : sans jugement, il avait fait fusiller deux soldats sans en référer à son chef, le maréchal de Montrevel. Indigné, celui-ci écrivit à Versailles : « J'aurais dû l'envoyer dans une citadelle pour lui apprendre à ne point s'échapper à ce point contre un homme à qui il est si subordonné par tant de titres différents. C'est une offense qui intéresse, en ma personne, tous les maréchaux de France ».

Le ministre demanda des explications, mais Julien, dans sa réponse, le prit de très haut. « Je me flatte que pendant les seize mois que j'ai agi contre les rebelles phanatiques du Languedoc, on a reconnu que je disputerai toujours aux plus grands zélateurs anciens catholiques puisque, nouveau converti, j'avais agi très vigoureusement dans une guerre de religion. Je ne me démentirai jamais sur cet article. Je n'ai, grâce au Seigneur, rien à me reprocher et j'ai lieu d'être très content de moi-même ».

Quelques jours auparavant il avait écrit à Montrevel, « qu'après avoir longtemps servi d'une manière à être fort content de lui-même, il trouva bon qu'il le suppliât qu'il eût l'honneur de dire que personne en Europe ne connaissait mieux que lui, Julien, toutes les parties de la subordination, même les moindres ». C'en était trop et, oublieux des éloges accordés naguère à l'incendiaire, le maréchal demanda que le roi voulût bien « apprendre à un petit monsieur de cette espèce, qui conserve encore les principes qu'il a pris parmi les Barbets, que l'on ne doit point s'écarter de son devoir au point qu'il l'avait fait à son égard ». (2)

(1) A. G. 1798, p. 6 et p. 9.

(2) A. G. 1796, p. 72.

Julien, qui avait écrit à Chamillart qu'il souhaitait, avec la dernière passion, que tous ceux qui servaient le roi le fissent avec les mêmes principes et sentiment « qui le faisaient agir », eut la désagréable surprise de recevoir cette courte lettre du ministre : « Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire qu'elle désire, de vous, une lettre d'excuse au maréchal et comme je suis de vos amis et qu'il ne conviendrait pas qu'elle fût équivoque, je vous en envoie le modèle et je crois que vous devez vous y conformer sans rien augmenter, ni diminuer » (1).

Le brûleur des Cévennes dut ressentir toute la portée de ce mortel affront, car il lui fallut près d'un mois pour se décider à faire d'aussi plates excuses au maréchal, mais contre toute vérité il écrivit : « Le roi le veut, vous me l'ordonnez et cela me suffit, je le fais de très bonne grâce » (2).

Villars, dès les premiers jours de son arrivée en Languedoc, avait jugé à sa valeur un petit monsieur de cette espèce, qui lui déclarait toujours que « l'on ne viendrait à bout des Camisards que par les voies de la dernière rigueur, qu'il avait en horreur ». Après avoir dévasté les Hautes-Cévennes, Julien ne disait-il pas que, s'il était appelé à commander en Vivarais, il tuerait « jusqu'aux enfants à la mamelle », si les montagnards ne déposaient pas les armes. Le maréchal ne favorisait pas cette ambition ; sans doute « il caressait Julien le plus possible, connaissant son faible, les louanges et les espérances de se voir récompensé, mais il disait au ministre qu'il pourrait ne pas convenir au bien du service qu'il y eût pour commandant en Vivarais un étranger qui avait été huguenot et qui peut-être n'était pas grand'chose présentement. » (3)

Un profond mépris de ses chefs ne devait pas lui valoir les faveurs de Versailles. Glorieux d'avoir tant incendié il avait, sans retard, demandé un gouvernement et nulle réponse ne lui avait été faite. Avec une amère

(1) *Lettre du 22 avril 1704*. A. G., 1798, p. 30.

(2) *Lettre du 16 mai*. A. G., 1798, p. 116.

(3) *Lettre du 19 juillet 1704*. A. G., 1797, p. 24.

jalousie il avait vu le général de Lalande récompensé des succès de ses négociations avec Cavalier et il ne s'en cachait pas. « Sur quel motif un tel est traité avec tant de distinction, d'honneur et de grâce du roi et que Julien n'a rien, ni grâces, ni honneurs. » (1)

Il n'eut d'autre consolation, dans son infortune, que l'encens que lui prodigua Louvreur en lui dédiant le second volume de son histoire du *Fanatisme renouvelé*. N'était-il pas le héros de « cette expédition qui fut comme une tempête qui ne laisse rien à ravager dans un champ fertile ou dans une vigne féconde. Les maisons isolées, les métairies écartées, les granges, les baraques, les cabanes, les chaumières, tous les bâtiments étaient tombés sous l'action du feu que les troupes catholiques y avaient mis, comme les fleurs champêtres, les mauvaises herbes et les racines sauvages tombent sous le tranchant de la charrue qui les coupe. » (2)

Aux yeux de l'ancien curé de Saint-Germain de Calberte, Julien apparaissait comme un autre Hercule ayant brûlé toutes les têtes de l'Hydre et même comme un autre Alexandre.

Mais Julien n'a laissé dans l'histoire que le souvenir d'un apostat, indigne par sa cruauté d'être soldat, misérable incendiaire et servile exécuteur des basses œuvres de Bâville sur qui pèse la responsabilité de l'incendie des Hautes-Cévennes. De propos délibéré, avoir voulu, d'une contrée de France, faire un désert en y portant le fer et le feu, fut un crime aussi odieux qu'il était inutile, dont le seul souvenir déshonore à jamais le nom de l'intendant du Languedoc.

FRANK PUAUX.

(1) *Lettre du 15 juin 1704*, A. G., 1798, p. 142.

(2) *Le Fanatisme renouvelé*, II, p. 74.

Documents

UNE BIBLE HISTORIQUE CONTEMPORAINE DE LA PRISE DE METZ EN 1552-1553

Il y a quelques années déjà j'ai découvert chez un libraire parisien, aujourd'hui décédé, un exemplaire de la célèbre Bible d'Olivet, qui attira mon attention. Achetée sans doute lors de la liquidation de quelque congrégation — elle avait au dos une étiquette blanche portant la lettre A et semblant indiquer qu'elle avait fait partie d'une bibliothèque conventuelle — elle paraissait en mauvais état, complètement déreliée. A l'intérieur, de nombreuses mouillures et surtout de grosses taches d'huile sur le premier et le dernier cahier ainsi qu'au milieu du prophète Daniel, témoignaient du peu de respect avec lequel on s'en était servi.

Mais, fort heureusement les deux plats, en veau brun, ainsi que le dos étaient entiers, bien qu'en certains endroits le cuir eût été entaillé comme si l'on s'était servi du livre, par exemple pour couper du papier. En outre, chose rare, quand on sait combien de Bibles ont eu les premiers et derniers feuillets arrachés, le texte de celle-ci était absolument complet et, des deux feuillets de garde au commencement et à la fin, les deux premiers seuls avaient été déchirés, heureusement encore sans entamer des inscriptions manuscrites qu'on verra plus loin. Le papier, excellent comme on sait, avait triomphé des mouillures et seules les taches d'huile paraissaient pouvoir encore étendre leurs ravages. L'exemplaire était réglé, grand de marges, avec témoins, les titres, lettres initiales et majuscules teintées de jaune, la tranche dorée et ciselée.

Ce qui me décida à acquérir ce volume, ce furent, d'abord deux médaillons imprimés et rehaussés d'or au milieu de chacun des deux plats dont l'ornementation, parfaitement conservée était d'ailleurs très sobre, — ensuite l'inscription manuscrite sur le premier feuillet de garde.

Les clichés qui accompagnent ces notes permettront au lecteur de contrôler ma description.

*
* *

Le médaillon du premier plat représente le roi Henri II avec la légende : HENRICUS II, FRANCOR. (um) REX. INVICTISS. (imus) P(ater) P(opuli). Celui du second plat représente un char de victoire entouré de la légende : OB RES in ITAL(ia) GERM.(ania) et GAL.(lia) FORTITER AC FÆLIC.(iter) GESTAS, et, au bas du char : EX VOTO PUB.(lico), 1552.

Ces deux médaillons sont la reproduction, à grandeur égale, d'une médaille décrite et reproduite déjà en 1836 dans le *Trésor de numismatique*, médailles françaises I, planche XII, n° 1, où, toutefois, on lit, à la place de francorum, la variante *galliarum*.

La reliure date donc du règne d'Henri II et de l'année 1552, date confirmée, du reste, par l'élégante sobriété de l'encadrement des plats ainsi qu'au dos, des filets simulant nervures et séparés par de simples fleurettes.

Le volume risquant de se détériorer davantage si on le laissait dans cet état lamentable, je le fis remboîter en respectant scrupuleusement chaque parcelle de cuir, et, pour empêcher que les taches d'huile gagnent l'intérieur, je fis laver les trois cahiers qu'elles avaient déjà compromis. Il peut maintenant affronter, sans danger, une série de siècles aussi grande que celle qu'il a déjà traversée sans succomber.

La médaille frappée en 1552 ou 1553 et dont le relieur s'est servi pour orner cette Bible, célébrait évidemment la prise de Metz, Toul et Verdun, l'occupation du Luxem-

bourg et de Sienne et, peut-être, la levée, le 1^{er} janvier 1553 (n. s.), (1) du célèbre siège de Metz. « Aussitôt, dit Rabutin,

« Henri II manda par tout son royaume que en cantiques et hymnes on chantast à Dieu omnipotent les louanges de sa haultesse, grandeur, puissance admirable et ineffable bonté (2). »

Il est donc tout naturel que le roi ait aussi fait frapper une médaille commémorative de ces hauts faits.

*
* * *

Mais, comment expliquer qu'il l'ait fait reproduire sur une de ces Bibles françaises que l'édit promulgué et signé par lui, à Châteaubriant, le 27 juin 1551, interdisait formellement? Ce terrible édit de répression qui ne compte pas moins de trente-six paragraphes, en consacrait un tout exprès à cette interdiction :

« X. Semblablement est défendu auxdits imprimeurs d'imprimer ne vendre aucuns livres nouvellement translatez du vieil et nouveau testament, ou aucune partie d'iceux. »

Évidemment le roi considérait que ce qu'il interdisait à ses sujets, lui était permis. Cette remarque est d'ailleurs corroborée lorsqu'on jette les yeux sur l'inscription dont on a sous les yeux le fac-similé.

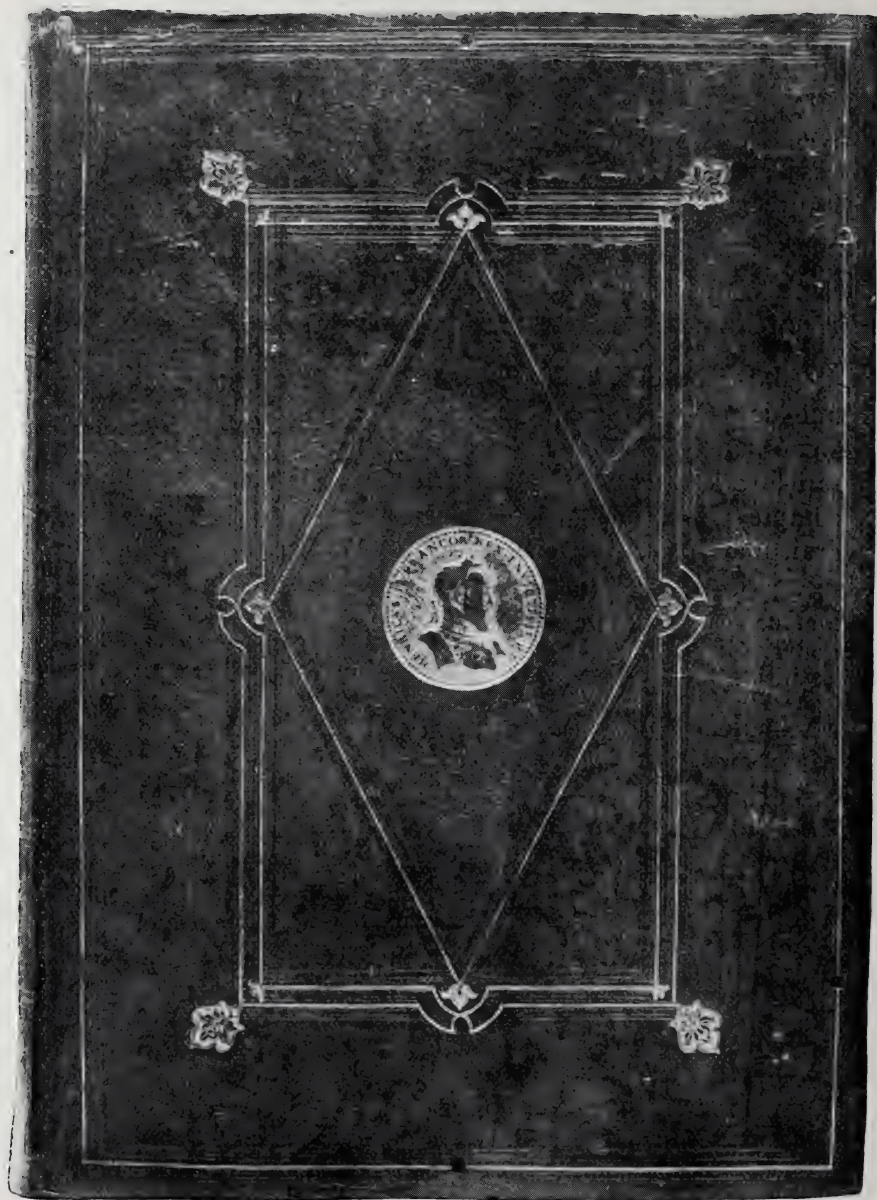
Elle est adressée à Diane de Poitiers :

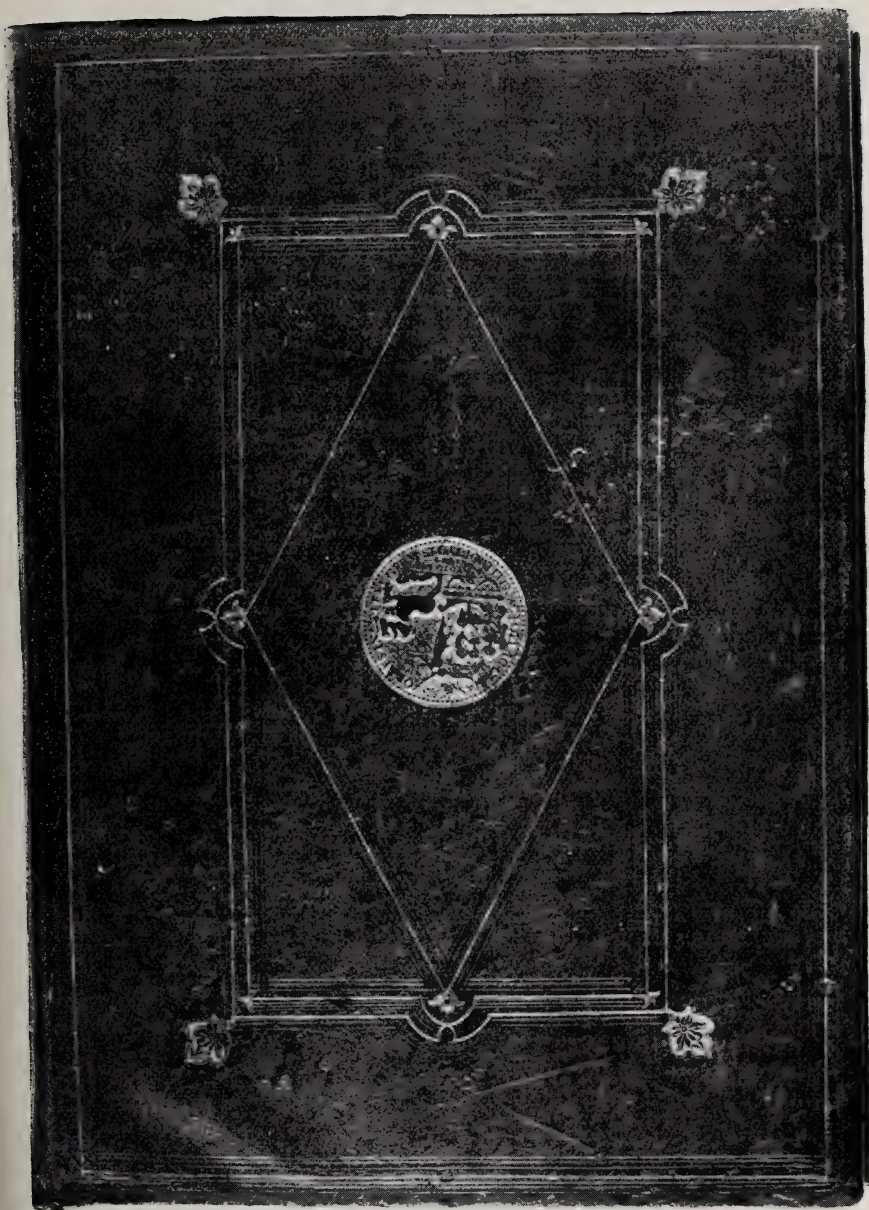
Pour Diane ma mestresse,
Tant plus clos ce mal vous tiendres
Et plus malade en deviendres —
On guérit l'ulcère en l'ou[v]rant —
Et l'amour en la descouvrant —
Le printemps n'a point tant de fleurs —
Que Diane a de servyteurs (3) —.

(1) Il ne faut pas oublier que l'année commençait alors à Pâques et que, par conséquent, le 1^{er} janvier 1553 s'inscrivait encore en 1552.

(2) *Guerres de Belgique*, livre IV.

(3) Ces deux derniers vers ont été, à plusieurs reprises, recopiés sur les feuillets de garde, en remplaçant Diane par le *bourg* ou *ma cousine*, entre autres, par *François Deren*, bourgeois de Changy à qui la Bible a appartenu au xvii^e siècle. Il y a aussi une signature *Antoine Deren*. Il y a plusieurs localités qui portent le nom de Changy ou Changis.





Tous ceux qui ont pratiqué le xvi^e siècle savent que Henri II affichait partout, jusque sur les monuments publics, par exemple au Louvre, son affection pour la célèbre Diane, affection que ces vers supposent partagée par la maîtresse. Il n'y aurait donc rien de surprenant à ce qu'elle fût inscrite, même sur une Bible, lorsqu'on sait avec quelle inconscience on associait alors, en pleine Renaissance, le nom de Dieu aux actes ou aux situations les moins compatibles avec la loi divine.

En 1866, feu M. Georges Guiffrey publia un volume de *Lettres inédites de Dianne de Poitiers*. Il ne put, malheureusement, retrouver aucune de celles qu'elle adressa au roi. Mais, à la fin de son recueil il put publier quelques-unes de celles qu'elle reçut de lui (1) et qui sont toutes signées du fameux monogramme représentant une H formée de deux D opposés et entrelacés :

En voici quelques extraits significatifs :

« Je n'é point creynt, le temps passé, de perdre la boune grâce du feu roy pour demeurer auperès de vous »...

En mai 1552 :

« Je vous suplye avoir souvenanse de seluy qui n'a jamès counu que *ung Dyu et une amye*, et vous asurer que n'arés poynt de honte de *m'avoyr donné le nom de servyteur*, lequel je vous suplye me conserver pour jamès... »

Un peu plus tard, précisément après la levée du siège de Metz :

... « Ne saryés avoyr tant de byen que vous en souète seluy quy vous ayme plus que luymesmes... Je vous pryé, ayés souvenanse toujours de vostre afecsyouné servyteur et n'oublyes mes pate-noutres ».

La coïncidence n'est-elle pas frappante entre cette application du roi à se dire, suivant le désir de sa maîtresse, son *serviteur*, et ces deux vers de la même époque, c'est-à-dire de 1552 :

Le printemps n'a point tant de fleurs
Que Diane a de serviteurs ?

(1) Ainsi que des vers composés, eux aussi, en l'honneur de cette femme qu'il paraît avoir sincèrement aimée.

Et, après avoir lu ces extraits, trouvera-t-on étrange qu'ils aient été inscrits sur une Bible ?

*
* *

Mais il y a plus. En 1565, les *Mémoires de Condé* ont publié pour la première fois (I, 500-513) une longue lettre « envoyée à la roine-mère par un sien serviteur après la mort du feu Roy Henri II ». Elle est datée « De vostre povre maison, ce 26 de Aoust 1559. Votre très humble et très obéissant subject D. V. » Sous cette dernière initiale, qui, plus tard, a été changée en Villemadon, personnage totalement inconnu, il n'est pas difficile de reconnaître, après avoir lu le texte, un familier de Marguerite de Navarre, sœur de François I^{er}, peut-être son secrétaire, Jean de Frotté.

Ce personnage, certainement bien informé, rappelle à Catherine de Médicis, à ce moment critique de sa carrière politique, le temps où, négligée par son époux, elle cherchait sa consolation dans la Bible « qui estoit en vos coffres ou sur vostre table, en laquelle regardiez et lisiez quelquefois. » Il lui rappelle ensuite que lorsque parurent les trente psaumes traduits en vers par Clément Marot (1542-1543) les musiciens de François I^{er} et de Charles-Quint,

« voire tous ceux de nostre France, meirent à qui mieux mieux lesdits Psalmes en musique, et chascun les chantoit. Mais si personne les aima et embrassa estroictement et ordinairement les chantoit et faisoit chanter, c'estoit le feu roy Henri, de manière que les bons en bénissoient Dieu et ses mignons et sa méretrice les aimoyent ou faignoient ordinairement les aimer tant qu'ils disoyent : « Monsieur, cestuy-ci ne sera il pas mien ? Vous me « donnerez cestuy-là s'il vous plaist ». Et ce bon Prince alors estoit à son gré empesché à leur en donner à sa fantasie. Toutefois il retint pour luy, dont il vous pleut bien et doit souvenir, Madame, cestuy,

Bienheureux est quiconque
Sert à Dieu volontiers, etc.

Feit luy mesmes le chant à ce psalme, lequel chant estoit fort bon et plaisant et bien propre aux paroles. Le chantoit et faisoit chanter si souvent »...

Le prin temps na point tant de fleurs
que le bourg a de serviteurs ~

pour strane. ma mētrese

Tant plus clos ce mal vous tēnēdes
et plus malade en steuēnēdes -
on querit l'ulcexe en courant -
et l'amour en la steuēnēdes

Le prin temps na pouēnt tant de fleurs -
que strane a de sexuy-teurs -

— esprit temps ne peut tout. Les bons

que ma ~~est~~ corps a de sembler

Le moins de ce que ie veux est ce plus

de ce que ie puis.

Puis il raconte comment le cardinal de Lorraine réussit à ridiculiser cet engouement, à substituer aux psaumes de Marot des traductions d'Horace et

« voyant que la diste grande Senechalle avoit, à l'imitation de vous *une Bible en François*, avec un grand signe de la croix, un coup de sa main sur sa poitrine et parole souspirante d'un hypocrite, la luy va despriser et damner, luy remontrant qu'il n'y falloit pas lire, pour les perils et dangers qu'il y a, mesmes qu'il n'appartenoit aux femmes telle lecture »...

Nous avons ici la preuve qu'à cette époque où jusqu'au sein de la cour de France se poursuivait la lutte entre les partisans de l'ancien et du nouveau culte, il y eut un moment où ces derniers crurent avoir gagné Henri II lui-même et sa maîtresse, si dure aux huguenots. Cette Bible ne serait-elle pas un témoin muet, mais éloquent, de ces jours critiques, et l'abandon dans lequel elle est tombée n'est-il pas la preuve de la victoire remportée par le néfaste cardinal? En la feuilletant, on remarque que, précisément, le livre des Psaumes y a été lu, puisque, pour les cinquante premiers, le lecteur, sans doute peu familiarisé avec les chiffres romains en caractères gothiques, les a remplacés à la plume par les chiffres arabes correspondants.

*
* *

Enfin, il y a une dernière coïncidence qu'il convient de signaler ici. — On sait que Diane aimait à se faire représenter sous les traits de Diane chasserresse, la célèbre Artémis des Grecs. Ainsi en témoigne, entre autres, l'admirable groupe de Jean Goujon, aujourd'hui au Louvre, où il est malheureusement privé du somptueux soubassement qu'il couronnait, et qui servait de fontaine au château d'Anet. Il existe en Angleterre, dans la galerie de tableaux du comte Spencer, un merveilleux portrait de Diane, datant du xvr^e siècle (1). Elle est représentée nue jusqu'à la ceinture, ornée d'un élégant diadème, et,

(1) Il a été reproduit, en face de la page 26 d'un beau volume qui semble avoir passé inaperçu en France : *Jean Goujon, his life and work, by Reginald*

à droite, au-dessus de sa tête, dans un cartouche Henri II, on lit :

COMME LE CERF BRUIT (*sic*) APRÈS
LE DECOURS DES EAUES
AINSI BRAIT MON AME, APRÈS
TOY, O DIEU. PSALMES XLII.

Aussitôt on se rappelle une anecdote que Florimond de Raemond conte à propos de Clément Marot :

« Le roy Henri second aymoît et prit pour le sien le Pseaume *Ainsy qu'on oyt le cerf bruire*, lequel il chantoit à la chasse.



Madame de Valentinois qu'il aymoît prit pour elle : *Du fond de ma pensée*, qu'elle chantoit en volte. »

Sous cette forme, l'anecdote ne peut être exacte. Le psaume 42, aujourd'hui encore si connu, ne fut pas traduit en vers par Clément Marot, mais beaucoup plus tard, par Théodore de Bèze, d'après lequel Florimond de Raemond reproduit, en effet, le premier vers (1). Si Henri II fredonnait ce psaume sur un air de chasse, ce qui est fort possible, puisque sur des monuments de

Lister, with an introduction by S. Arthur Strong librarian to the house of Lords, London Duckworth and Co., 1903, in-4° de x-78 pages, nombreuses héliogravures hors texte. L'auteur, attaché au service diplomatique anglais, est mort au Maroc.

(1) *Histoire de la naissance, progrès et décadence de l'hérésie de ce siècle.* Paris, 1610, p. 1043.

marbre il se complaisait dans l'attitude du cerf embrassé par Diane, — ne l'aurait-il pas fait en se servant des termes inscrits sur ce portrait? Or, ce sont exactement ceux de la traduction d'Olivétan.

*
* *

On se demande tout naturellement si les vers reproduits plus haut ont été écrits par Henri II lui-même. Je ne le crois pas ; du moins l'écriture diffère de celle dont Guiffrey a donné un fac-similé dans le volume que je viens de citer. J'inclinerais à croire qu'elles ont été dictées à un secrétaire du roi, peut-être un gentilhomme italien, ce que suggère l'orthographe *pouvent* pour point.

Sur un dernier cliché, j'ai fait reproduire une devise qui figure au bas de ce premier feuillet de garde :

Le moins de ce que je veux
Est le plus de ce je puis.

Ce pourrait bien être une des devises de la sénéchale de Valentinois. Mais on ne saurait, à cet égard, ainsi que sur la main qui a tracé ces deux lignes avec une application visible, qu'émettre des hypothèses.

Un dernier mot encore : En 1902, grâce à l'obligeance des conservateurs de la Bibliothèque de Sainte-Geneviève, nous avons exposé, lors du cinquantenaire de notre Société, deux Bibles françaises magnifiquement reliées, et dont on pourra se faire une idée par la photographie reproduite dans le *Bulletin* de cette année, p. 447. L'une de ces deux Bibles, imprimée à Lyon en 1548 (1), est revêtue d'une riche reliure à compartiments, au chiffre de Henri II et de Diane de Poitiers. N'aurions-nous pas ici l'exemplaire qu'en échange Diane offrit au roi, qui s'était approprié ce chiffre, puisque c'est ainsi qu'il signait les lettres à elle adressées ?

N. WEISS.

(1) Un paragraphe particulier de l'édit de Châteaubriant, le paragraphe xvii, recommande l'étroite surveillance des imprimeurs lyonnais. Dans tous les cas, la présence en France de ces deux exemplaires prouve qu'elle n'était pas superflue.

AUTREFOIS ET AUJOURD'HUI, 1577-1914

Nous trouvons, dans le *Bulletin périodique de la Société Ariègeoise des sciences, lettres et arts* (14^e vol. n° 4, 1915), que veut bien nous adresser un de nos collègues, un document bien intéressant trouvé dans les archives de M. le comte de Brettes-Thurin, au château de Jottes (Haute-Garonne). C'est le texte des ordonnances militaires que **Henri de Navarre**, prenant le titre de *gouverneur, lieutenant général et admiral en Guyenne et protecteur des Églises refformées de France et catholiques associez*, — adresse d'Agen, le 1^{er} avril 1577, à toutes les autorités civiles et militaires, au moment où il prend les armes pour répondre à la déclaration de guerre de la Ligue. Nous en extrayons ces articles qui honorent autant la mémoire de celui qui les a dictés que leur violation systématique déshonore ceux qui aujourd'hui prétendent se battre au nom d'une « culture » supérieure.

« Le soldat qui, en assault ou prinse de place ne suivra son enseigne en la victoire, pour s'amuser à saccager, sera dévalisé.

« Celuy qui blasphemera le nom de Dieu pour la première fois, baisera publiquement la terre; pour la seconde, mis en prison trois jours au pain et à l'eau; pour la troisième, banny de l'armée ou de la place où il sera en garnison.

« Celuy qui forcera femme ou fille sera pendu et estranglé.

« Le soldat qui est en garnison et qui reçoit paye, s'il vit à discrétion sur son hoste ou va dehors à la picorée, sera rigoureusement puny.

« Quiconque rançonnera son hoste ou saccagera les paisans, usant de cruauté envers eulx sera rigoureusement puny.

« Quiconque pillera le bestail du peuple, nommément celuy qui est destiné au labourage, sera rigoureusement puny.

« Qui mestra le feu par malice ou vengeance en quelque village ou maison, sera puny de mort.

« Qui destroussera vivandiers ou marchands portans provisions et commodités pour les nostres, sera puny comme voleur.

« Tout capitaine trouvant un soldat faussant les susdites ordonnances, le pourra punir et chastier, tant d'autre compaignye

que de la sienne, sans en pouvoir estre reprins de personne.

« Les cappitaines qui vivent dans les champs seront tenuz de respondre des excez et malversations de leurs soldats et de les représenter aux chefs ou en justice, s'ilz ne les chastient.

« Est prohibé et deffendu à tous gouverneurs, capitaines et aultres de n'imposer ou lever aucun péage ny tribut sur marchandises, contributions ny aultres impositions, sur peine d'estre privez de leurs charges, oultre ce qu'ils sont et seront désadvouez.

« Est pareillement deffendu à toutes personnes, de quelque qualité et condition et soubz quelque prétexte que ce soit, de ne mposer ny lever aucunes contributions ny subsides quelsconques sans expresse commission de nous, à peine de restitution, réparation et désadveu.

« Le trafic et commercé sera libre en payant les droictz et devoirs ordonnez et prenant passeport de nous.

« Le labourage sera libre indifféramment et ne pourra estre empesché pour quelque occasion que ce soit, et pour cest effect, ne sera faicte aucune exécution sur le bestail de labourage, si ce n'est pour la contrainte des contributions ou pour droit de représailles sur l'ennemy, par permission du chef, au proffit et indemnité des intéressez ».

Tout commentaire serait superflu.

N. W.

LES RÉFORMÉS D'ANGERS ET LA DESTRUCTION DU TEMPLE DE SORGES EN 1685

Dans la *seizième série* de ses *Andegaviana* (1), M. l'abbé F. Uzureau vient de mettre au jour quelques fragments de documents contemporains relatifs aux paroisses réformées de Saumur et d'Angers, que je crois devoir signaler ici, le recueil de M. Uzureau étant peu connu en dehors des limites de l'Anjou. J'en extrais le récit de la destruction du temple de Sorges, lieu de culte des protestants d'An-

(1) F. Uzureau, *Andegaviana* (16^e série). Paris, Picard; Angers, Siraudeau, 1915, 8°, p. 229-234.

gers, tel qu'il a été fait par un témoin oculaire, le sieur René Lehoreau du Fresne, chapelain de la cathédrale d'Angers (1671-1724), dans son *Cérémonial de l'Église d'Angers*, manuscrit conservé aux Archives départementales de Maine-et-Loire.

« Sorges, dit Lehoreau, est une petite paroisse à cinq quarts de lieue d'Angers, fameuse par son grand passage d'Angers à Orléans; trop renommée par son prêche où s'assemblaient les huguenots. Ce prêche s'appelait *prêche de Sorges*, qui, quoique grand et bien construit, fut entièrement rasé dans un seul jour, le 5 septembre 1685, par la piété de Louis le Grand, dit XIV, roi de France et de Navarre. En cette année on détruisit tous les prêches du royaume, selon l'ordre du Roi. Plus de 5 000 personnes catholiques, apostoliques et romaines se trouvèrent par un pieux zèle à cette heureuse destruction, qui, malgré la pluie continuelle pendant tout le jour, y travaillaient à l'envi. On chanta plusieurs fois le *Te Deum* devant la place, entonné par le curé de la paroisse et continué par les spectateurs: J'en parle comme fidèle témoin, puisque j'étais au nombre de plus de quarante écoliers qui devaient périr en tirant la charpente, sans une visible protection de Dieu; il n'y eut rien de blessé en cette occasion. L'Hôtel-Dieu Saint-Jean-l'Évangéliste profita des meubles dudit prêche. »

Je citerai encore cet autre extrait du manuscrit de Lehoreau, qui nous montre à quelles avanies étaient exposées les minorités protestantes au milieu des populations catholiques fanatisées, longtemps avant la révocation de l'édit de Nantes.

« Je dirai que, depuis la majorité du roi Louis XIV, les huguenots n'ont jamais osé enterrer leurs morts en plein jour. J'en parle sciemment puisque j'ai 46 ans d'habitude à Angers et que j'ai vu pratiquer ce que j'avance. Il est bien vrai qu'ils avaient derrière les greniers de l'hôpital Saint-Jean-l'Évangéliste, sur le tertre Saint-Laurent, un cimetière où j'ai entré souvent; mais ils n'enterraient leurs morts que de nuit, à cause que la populace s'élevait contre eux et les injurait... *C'était une abomination de voir l'entrée de ce cimetière, tant il y avait d'immondices, un chacun (les catholiques, bien entendu, non pas les réformés!) s'efforçant de le rendre infâme et toujours affreux.* On en a fait en 1683 un jardin et à présent le peu de huguenots qui restent, les enterrent secrètement en leurs campagnes. Je dis secrètement, car quand

le juge sait qu'il est mort un huguenot en sa religion, il le fait traîner sur la claie par ordre du roi. Aussi voyons-nous que la plupart se convertissent à la mort, soit par crainte, soit par bonne volonté. Et comme les ordres du roi sont très sévères, s'ils ne craignent pas Dieu, ils appréhendent au moins son ministre. Il est bien vrai qu'il est mort plusieurs huguenots en leur religion, qu'on n'a pas traînés sur la claie, pour raison d'État, à cause des guerres et autres raisons de politique; mais les huguenots les enterraient de nuit et sans bruit en leurs campagnes ».

Les « registres des baptêmes, mariages et sépulture de ceux de la religion prétendue réformée qui s'assemblent au temple dans le bourg de Sorges » sont conservés au greffe du tribunal de première instance d'Angers. Ils embrassent les années 1600 à 1684. En 1683, s'y trouvent consignés 17 baptêmes, 3 sépultures, pas un seul mariage; en 1684, on y inscrit 10 baptêmes, 13 sépultures, un seul mariage. Au début de 1685, les deux ministres Daniel Dutens et Jean Lombard, qui fonctionnaient encore l'année précédente, ont sans doute été chassés, avant même la Révocation officielle, car un des anciens de l'Église, Jean de Wimers, déposait ces registres au greffe de la sénéchaussée d'Angers, le 2 février 1685.

M. l'abbé Uzureau en a donné quelques extraits, ainsi qu'une liste de bourgeois protestants, domiciliés à Angers en 1683 et 1684. On y rencontre un seul gentilhomme, Guy de Portebyse, chevalier, seigneur de Chaman; un « avocat en Parlement », Samuel Pellisson, un apothicaire, Gabriel Besnard, deux bourgeois possédant fiefs, Daniel Allain, sieur de la Noë et Isaac Théard, sieur de la Barelière; cinq orfèvres, un pelletier, une série d'autres « marchands », et plusieurs « bourgeois » sans indication de profession. Cette liste de vingt-six noms est évidemment très incomplète, puisque ces quelques familles n'auraient jamais pu fournir la quarantaine d'actes ecclésiastiques mentionnés par notre auteur pour les deux dernières années de l'Église réformée d'Angers.

SÉANCES DU COMITE

16 mars 1915.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. H. Aubert, J. Fabre, R. Reuss, E. Rott et N. Weiss. MM. R. Allier et J. Pannier se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le secrétaire raconte ce qui s'est passé à propos de la *Table générale du Bulletin* pour l'impression de laquelle un devis avait été discuté et accepté avec un imprimeur de province. A la fin de juin 1914, les trois premières lettres de l'alphabet A, B, C, furent remises en vue d'une revision définitive à M. Marc Morel, fils du pasteur de Cambrai, devenu bibliothécaire de la ville, après ses études à l'École des Chartes. Une lettre reçue de lui vers la fin de juillet annonçait qu'un de ses parents allait les apporter pour qu'avant les vacances on puisse encore les envoyer à l'imprimerie. La guerre éclate, M. Marc Morel fut aussitôt mobilisé et, au bout de très peu de temps, on signale comme disparu le parent qui devait remettre ces papiers à la Bibliothèque. A la suite d'une série de démarches le secrétaire parvint à se procurer l'adresse militaire de M. Marc Morel. Il put ainsi lui écrire e reçut, sous la date du 10 avril où il était encore indemne, une réponse qui est de nature à nous rassurer sur le sort de ces trois premières lettres de notre infortunée Table générale.

Après la Table, le président nous entretient de l'inventaire des manuscrits qui a progressé jusqu'au numéro 450 et pourra, Dieu voulant, être continué par M. Mailhet, en juin.

Le secrétaire présente ensuite un aperçu détaillé de nos recettes et de nos dépenses pour l'année 1914 qui se solde avec une encaisse de 10 francs 49 centimes. Il fait suivre cet exposé d'un projet de budget réduit pour 1915. Après examen et discussion, les comptes de 1914 et le projet de budget pour 1915 sont adoptés à l'unanimité.

Bibliothèque. — Le secrétaire a pu acquérir pour elle, à bon compte, un lot de vues et de plans de la *Rochelle*, du xvi^e au xviii^e siècle, bien conservés et montés sur toile. Les visiteurs ont pu constater que notre salle de travail recommence à être fréquentée. Enfin, un premier fascicule du *Bulletin* de 1915 est sous presse et pourra être prochainement envoyé à nos abonnés et souscripteurs.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

A TRAVERS QUELQUES REVUES : Dupont de Nemours ; — Louis XIV et les protestants d'Alsace ; — Madame de Maintenon, Fénelon, Bossuet, Madame de La Maisonfort et les demoiselles Priolo ; — Un poète huguenot inconnu ; — Les auteurs de l'Antimachiavel, des *Vindiciae contra tyrannos*, des Deux Dialogues du nouveau langage françois italianisé et du Réveille-matin des François.

Dans les *Annales de la Société historique et archéologique du Gâtinais* du premier trimestre de 1914, M. G. Lioret a inséré une étude de 75 pages sur **Du Pont de Nemours**, député aux États-généraux et à l'Assemblée Constituante. C'est un résumé intéressant, fait surtout au point de vue local, de la carrière mouvementée de cet économiste qui avait gardé de son éducation protestante des principes de travail, de haute probité et de désintéressement au bénéfice de la chose publique. L'auteur remarque, dans une note (p. 17) à propos de la mort de la première femme de Du Pont, *Nicole-Charlotte-Marie-Louise Le Dée* qu'« elle appartenait au culte protestant comme son mari ». Mais il ne semble pas avoir connu le curieux volume paru en 1906 et intitulé : *L'enfance et la jeunesse de Du Pont de Nemours racontées par lui-même* (Paris, Plon), dont nous avons signalé ici (*Bull.* 1908, 277) la valeur pour l'histoire des idées et des mœurs à la fin du règne de Louis XV.

Comment l'Alsace est devenue française est le titre d'un article d'actualité de M. A. Petit dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mai 1914, Si nous le signalons ici, c'est qu'on y trouve, au sujet de l'attitude de Louis XIV vis-à-vis des protestants qui formaient en Alsace le tiers de la population, des assertions nouvelles. Le grand roi aurait « respecté les engagements pris par Mazarin à la face de l'Europe au moment de l'annexion de l'Alsace, ceux plus précis et plus récents qu'il avait pris lui-même au moment de la réunion de Strasbourg » (p. 23). On en donne, comme preuve, une lettre de Louvois du 17 novembre 1685 adressée à deux Suisses et où il dit : « Je ne sais sur quoi peut être fondée l'inquiétude que vous avez de ce qui se passe en France contre les gens de la R. P. R., puisque vous deviez savoir

que S. M. a l'intention de laisser les affaires de la dite religion en Alsace *en même état qu'elles ont été jusqu'à présent* ». D'où il suivrait que Louis XIV, qui ne respectait sa parole et sa signature que lorsqu'il ne pouvait faire autrement, — témoin la révocation d'un édit qu'il avait juré deux fois d'observer, — serait subitement devenu, en Alsace, remarquablement tolérant. Parmi les conséquences de cette tolérance, on nous montre (p. 25-27) le gymnase perdant du terrain au profit des collèges catholiques « favorisés par les autorités » ; — l'édit de 1686 exigeant que les fonctionnaires locaux, même ceux des seigneuries protestantes, fussent catholiques, lequel édit « contribua à répandre la langue française, *bien qu'il n'eût pas ce but* » qui n'était évidemment pas non plus celui de la suppression du prêche français de Strasbourg après l'annexion, etc.

Pourquoi l'auteur n'a-t-il pas ouvert l'instructif volume de notre collègue M. R. Reuss, sur *Louis XIV et l'Église protestante de Strasbourg au moment de la Révocation* (Cf. *Bull.*, 1887, 439)? Il y aurait vu ce que valaient, au point de vue religieux, les promesses du roi et de ses ministres, et peut-être se serait-il rappelé que, lorsqu'on veut trop prouver, on risque d'infirmer ce que l'on prouve.

Si l'on veut ajouter quelques traits à la physionomie de **M^{me} de Maintenon**, de **Fénelon** et de **Bossuet**, personnages éminemment représentatifs de la piété catholique officielle sous le grand roi, il faut lire, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juillet 1915, l'étude de M. Paul Renaudin sur **une dame de Saint-Cyr, Madame de La Maisonfort**. En un style précieux, nuancé, tout imprégné des distinctions de la casuistique la plus raffinée, l'auteur s'efforce de justifier les trois coryphées du catholicisme intégral et triomphant d'avoir, sous prétexte de travailler à son salut, écrasé, anéanti, rendu profondément malheureuse cette aimable Madame de La Maisonfort.

Orpheline pauvre, mais de bonne maison, cette charmante jeune femme cultivée, pleine d'esprit et de cœur, désireuse de servir Dieu dans l'Église, — elle était chanoinesse de l'abbaye de Poussay en Lorraine, — mais sans abdiquer absolument sa personnalité, était adorée des pensionnaires de Saint-Cyr, dont l'éducation lui avait été confiée sur la recommandation de l'abbé Gobelin. **M^{me} de Maintenon** vit aussitôt le parti qu'elle pourrait tirer de ces dons exceptionnels et songeait même à lui céder la direction de son institution chérie. Mais voilà, il fallait préalablement courber, soumettre cet esprit, libre malgré tout, qui reculait devant les vœux, qui répugnait à ne pas comprendre, à supprimer sa volonté et sa raison. A force de conférences, de

confesseurs, de remontrances, on l'amène, malgré elle, à lui faire prendre le voile à trente ans, le 11 décembre 1690, à « se laisser conduire les yeux bandés », comme l'écrivait ingénument M^{me} de Maintenon. Et lorsque M^{me} de La Maisonfort se cabre, proteste qu'elle n'a pas la vocation, Fénelon, lui adresse ces lignes qui sont tout le catholicisme en raccourci : « *La vocation ne se manifeste pas moins par la décision d'autrui que par notre propre attrait. Quand Dieu ne donne rien au dedans pour attirer, il donne au dehors une autorité qui décide* ».

On croit rêver quand, après ces déclarations, on lit cette réflexion de l'auteur : « De si belles et de si fortes paroles auraient dû, semble-t-il, lui donner la paix. Il n'en fut rien cependant ». — Qui ne le comprendrait lorsqu'on voit l'évêque de Chartres, supérieur de Saint-Cyr, décider, le 12 février 1692, que la malheureuse novice ferait profession le 1^{er} mars entre les mains de Fénelon qui l'amena, malgré de nouvelles protestations, à se résigner à faire des vœux solennels le 19 avril 1694. — Après une déclaration hypocrite « qu'on ne voulait contraindre personne », la petite communauté de Saint-Louis, à Saint-Cyr, avait, en effet, été érigée, le 1^{er} décembre 1692, au grand émoi des pensionnaires, en monastère régulier de l'ordre de Saint-Augustin.

Que feront ces pauvres jeunes filles, si habilement « prises au piège » ? Elles se réfugieront dans le quiétisme de M^{me} Guyon qui avait pénétré dans la communauté, grâce à M^{me} de La Maisonfort, dont elle était la cousine germaine. Fénelon abandonne celle dont il s'était vainement efforcé de supprimer l'individualité et devient évêque de Cambrai. Tout en lui gardant son affection, M^{me} de La Maisonfort se met sous la direction de Bossuet. Mais celui-ci ne put, ou ne voulut pas, détourner le coup qui menaçait sa nouvelle brebis. Après avoir renoncé à l'« assujettir », M^{me} de Maintenon déclare carrément à M^{me} de La Maisonfort qu'« elle n'était pas née pour être religieuse, qu'elle aime trop la liberté » et la chasse de Saint-Cyr, sans même lui permettre de prendre congé de personne (10 mai 1697). Bossuet consent toutefois à la recevoir dans son diocèse et la fait conduire chez les Filles de la Visitation de Sainte-Marie à Meaux. Là encore, « elle se fit trop aimer ». Le 24 octobre 1701, Bossuet la transfère aux Ursulines. Elle finit par s'y jeter dans le Jansénisme et le successeur de Bossuet, le cardinal de Bissy, la contraint d'aller chez les Bernardines d'Argenteuil où l'on perd sa trace. Le biographe qu'a captivé cette longue lutte inégale conclut : « Trop de franchise dans le caractère, trop de délicatesse dans l'esprit lui nuisirent » et, en fin de compte, la rendirent « fort malheureuse ».

Ceux qui connaissent M^{me} de Maintenon, Fénelon et Bossuet ne s'étonneront pas de les voir torturer, par de douces con-

traintes, une femme qui ne demandait qu'à servir Dieu, mais qui était incapable de mentir et de manquer à sa propre dignité. Mais l'absolution que leur octroie un écrivain aussi averti que M. Renaudin est un signe des temps. Dans le monde pour lequel il écrit, il est entendu qu'en religion comme en d'autres domaines, il faut revenir à Louis XIV et que l'ennemi capital c'est *la liberté* !

Ajoutons toutefois que la transformation de Saint-Cyr en un couvent d'Augustines ne fut pas, au fond, l'œuvre de M^{me} de Maintenon, mais de l'évêque de Chartres Desmarets, qui la lui imposa. Je n'oublie pas que le *Bulletin* a publié, en 1900, une importante étude de notre collaborateur, M. O. Gelin, sur *Madame de Maintenon convertisseuse*. Il y établit qu'elle ne fut jamais huguenote et ne recula devant aucune violence pour obtenir des conversions. Il n'en est pas moins vrai que ses premières années d'enfance, celles dont l'empreinte est indélébile, elle les passa à Mursay, chez sa tante huguenote. Elle en garda, non seulement beaucoup d'attachement pour cette dernière, mais encore le respect des convictions sincères qu'elle avait sans doute partagées à cette époque, puisqu'on crut devoir raconter plus tard qu'on dut la reconvertir à la religion dans laquelle elle avait été baptisée. Lorsqu'on lit, par exemple le livre de Th. Lavallée sur *Madame de Maintenon et Saint-Cyr*, on a l'impression très nette que si ses directeurs lui en avaient laissé le choix, la marquise se serait prononcée de préférence pour la piété *sans contrainte*. La transformation des dames de Saint-Louis en religieuses ne fut d'ailleurs pas dirigée par elle, mais par la supérieure et deux religieuses du couvent de la Visitation de Sainte-Marie de Chaillot qu'elle fit venir dans ce but. Ces religieuses n'étaient autres que les trois filles du fameux Benjamin Priolo ou plutôt Prioleau, fils apostat d'un pasteur saintongeais et d'Élisabeth Micheli qu'il avait épousée à Genève vers 1637, lorsqu'il s'y fit passer pour un gentilhomme catholique devenu huguenot (*Bull.* 1910, 189). (1)

N'est-ce pas une chose remarquable que la création et la transformation de Saint-Cyr soient dues à des descendantes de huguenots transformées à leur tour, grâce aux artifices et on peut dire à la pression cléricale qu'elles subirent d'autant plus volontiers que leur piété était plus sincère ? Espérons qu'après avoir abdiqué leur libre arbitre entre les mains de leurs confesseurs, même

(1) D'après Th. Lavallée (*Madame de Maintenon et Saint-Cyr*, 136) et M. Renaudin, la supérieure s'appelait Anne Priolo ; mais, dans sa Liste chronologique des supérieures, le même auteur (p. 408), l'appelle *Françoise Angélique*. Une troisième paraît être morte à Saint-Cyr ; elle s'appelait *Marie-Magdeleine* et son cœur fut apporté à la Visitation de Chaillot, le 5 janvier 1695 (Voy. E. Réveillaud, *Benjamin Prioleau*, p. 80.)

contre leur sentiment, elles furent moins malheureuses que leur intéressante victime M^me de La Maisonfort.

Dans le *Bibliographie moderne* (1914, n^{os} 1-3) M. Henri Stein a réussi à dévoiler l'anagramme d'un **poète français du XVI^e siècle**, d'ailleurs à peu près ignoré, puisque le seul exemplaire connu de ses œuvres se trouve dans la bibliothèque James de Rothschild. En voici les titres :

CONFESSION || VRAIMENT || CHRE || STIENNE, comprenant || sommairement tous || les principaux poincts et ar- || ticles de la Foy. En vers François, par I. Alphutic : de Merandonie en tomnois. S. l. 1561.

TRAICTÉ || du deces de || Nicolas Verius, en || son viuant lieutenant- || nant general au bail || liage de Prouins : Et del'insolence || faite à son corps, par les habi- || tans d'icelle ville, à l'incita || tion et induction de || deux venerables || Docteurs y || denom || mez. || En vers François. Par I. Alphutic, de Merando- || nie en tomnois. || Matthieu 7. a. I. S. l. n. d. — Il s'agit, dans ce second opuscule, de Nicolas Verjus, protestant dont le corps fut sorti de son cercueil et jeté à la voirie, vers 1561.

M. Stein démontre que Alphutic de Merandonie en tomnois doit se lire : **I. Chipault de Donnemarie en Montois**, petite localité de la Brie, près de Provins. Ce nom se trouve, en effet, dans cette région puisque Claude Haton cite un huguenot, Mathé Chipault, en 1557 et 1560. Le prénom du poète est peut être Isaac qui a été porté par d'autres Chipault, entre autres par un peintre qui fit baptiser à Charenton (1627-1632) une fille Madeleine et deux fils Daniel et Isaac (*France prot.*, 2^e éd. IV, 331). Avant ces dates, en 1576, on trouve un émailleur, Jean Chipault, pensionné du roi, dont le fils figure avec la même qualité dans les comptes de 1599 à 1611. Suzanne Chipault, sans doute sa fille, épousa Claude Bertélemy, peintre et émailleur sur terre, établi à Fontainebleau et également protestant. Enfin, Benjamin Chipault, petit-fils de Jean, est aussi peintre en 1614 et habite également Fontainebleau (cf. *Bull.*, 1901, 549).

Une mention particulière est due à un article de M. Joseph Barrère, avocat à la cour d'appel de Bordeaux, inséré dans la *Rev. d'Hist. littér. de la France*, avril-juin 1914. Il l'a intitulé **Observations sur quelques ouvrages politiques anonymes du XVI^e siècle**. Il s'est appliqué, par une étude minutieuse de ces ouvrages, à découvrir les noms des auteurs qui les composèrent, soit dans des anagrammes, allusions ou expressions leur appartenant en propre, soit dans les souvenirs des contemporains. Les résultats auxquels il est parvenu peuvent être considérés comme définitifs, à moins que de nouveaux documents ne viennent les modifier.

Pour le premier traité, ainsi examiné, l'**Antimachiavel, 1576**,

la démonstration est facile, puisque, à une lettre près, le nom de l'auteur se trouve dans ces deux vers de la dernière poésie liminaire adressée au lecteur :

Estre grave en ses mœurs, doux, affable, INNOCENT,
GENTIL ET vigilant...

Le second traité, les *Vindiciae contra tyrannos*, a été, dans ces dernières années, attribué à Duplessis-Mornay sur la foi de la première édition de l'*Histoire universelle* d'Agrippa d'Aubigné, de propos de Daillé et de M^{me} Duplessis-Mornay. Or, M. Barrère fait remarquer que, dans la 2^e édition de son *Histoire*, d'Aubigné a rectifié sa première assertion, en y ajoutant cette ligne : « *Depuis on a sceu qui en estoit le vrai autheur, sçavoir Hubert Languet* ». De plus, certains passages de la préface déclarant que le livre est l'œuvre de Brutus qui le soumit à son ami C. Superantius, lequel le publia, concordent avec ce que laisse entendre d'Aubigné et qui n'est pas contredit par les propos de Daillé et de la femme de Duplessis-Mornay, assavoir que ce dernier publia l'ouvrage. Peut-être aussi y a-t-il une allusion à Languet dans ces mots d'une des pièces liminaires, *Membra sed vi* LANGUENT.

Le troisième traité, les *Deux dialogues du nouveau langage françois italianisé* est incontestablement de Henry Estienne puisqu'il y fait dériver Machiavel de Photin, idée qui lui appartient en propre et qu'il a reprise en 1590 dans un poème *Rex et Tyrannus*, que renferme son volume de la *Musa Monitrix*.

Enfin, le quatrième ouvrage examiné au même point de vue est le célèbre *Réveille-matin des François*. — On sait qu'il y eut deux éditions, 1573 et 1574, de ces dialogues parus d'abord en latin puis en français, la première ne renfermant que le premier dialogue. L'auteur s'est révélé lui-même dans la deuxième édition de l'original latin où le deuxième dialogue se termine par une traduction d'un fragment de la *Servitude volontaire* de La Boétie. Dans ce fragment, le traducteur a rendu ces mots, « ce qui se fait en tous païs », par « *Quod autem quotidie factitari in FRANCOGALLIA nostra cernimus* ». Or, ce terme de *Francogallia* appartient exclusivement à François Hotman qui l'avait employé pour la première fois dans son fameux livre portant ce titre et paru en 1573. Comme il se retrouve également, à plusieurs reprises, dans la préface de cette seconde édition des *Dialogi* et dans le corps même de l'ouvrage, on est amené à conclure que Hotman seul a pu écrire et cette préface et l'ouvrage lui-même, dont le *Reveille-matin* est la traduction française. M. Barrère remarque d'ailleurs que déjà M. Sayous était arrivé à cette conclusion dans ses *Études littéraires*, en comparant les doctrines politiques du *Reveille-matin* avec celles du *Francogallia*.

Il faut féliciter M. Barrère de sa perspicacité et le remercier de sa très utile contribution à l'histoire des idées politiques issues de la tragédie de la Saint-Barthélemy.

N. WEISS.

Les Pourtalès (1)

L'histoire d'une famille présente toujours un intérêt très spécial : au lieu de nous raconter la vie des collectivités, elle nous parle des individus. Les biographies de l'histoire ne sont-elles pas ce qui nous paraît la plus attachante des lectures ?

Les origines de la famille de Pourtalès restent, pour les débuts — qui ne remontent cependant avec quelque certitude que jusqu'au xvi^e siècle — assez obscures.

Dans le présent, la mort récente d'un représentant de ce nom huguenot vient de nous le rappeler à tous. Celle que tout Paris connaissait sous le nom de « la belle Madame de Pourtalès » a laissé derrière elle, suivant la tradition de leur race, une nombreuse lignée d'enfants et de petits-enfants, dignes de leurs ancêtres.

C'est à son fils aîné, le comte Jacques de Pourtalès que nous devons le beau volume du Dr Malzac. Occupé du perfectionnement de l'arbre généalogique des Pourtalès, le comte Jacques demanda quelques renseignements au savant modeste, qui se repose de son labeur médical, en recherchant les souvenirs protestants des vieux Cévenols.

Connaissant, en enfant du pays, le Castanet des Perduts et La Salle, d'où sortirent et où se développèrent les divers rameaux de la branche principale des Pourtalès, le Dr Malzac réunit pour M. de Pourtalès des documents fort intéressants, même pour ceux qui n'appartiennent pas à cette famille. Il suffit d'aimer notre histoire protestante, pour voir avec admiration cette famille nombreuse grandir au milieu d'obstacles autrement insurmontables que ceux qui nous entourent aujourd'hui. Ses membres réussirent, non seulement à devenir de plus en plus nombreux, mais en même temps à gravir toujours de nouveaux échelons sur l'échelle sociale. Grâce à quoi ? A un réel génie pour les affaires, sans doute : mais, plus encore, grâce à une honnêteté reconnue, aussi bien par les ennemis que par les amis. Ce qui les distingue aussi, c'est une union familiale complète, une soumission des enfants aux parents, qui est d'un bel exemple et fort nécessaire

(1) Dr LOUIS MALZAC, *Les Pourtalès : Histoire d'une famille huguenote des Cévennes, 1500-1860*, un vol. in-8° de x-242 pages, accompagnées de nombreuses illustrations hors texte, d'une carte des Cévennes et de plusieurs tableaux généalogiques, Paris, Hachette, 1914.

à rappeler aujourd'hui. Enfin, leur foi huguenote est persévérante et constituait certainement la moelle de leur caractère, et même ils la conservaient plus cachée que nous ne l'eussions parfois désiré. N'oublions pas toutefois que la critique est facile à ceux qui ignorent les persécutions.

Les figures principales du récit sont celles de Paul, 1628-1698, de Jean I, 1648-1715 et enfin celle de Jérémie, 1701-1784.

Paul vint s'établir à La Salle où il fonda une nombreuse famille, dont son fils aîné Jean continua à développer la prospérité. Pour lui, ce fut la douzaine complète d'enfants qui, successivement, vint embellir son foyer. Il fut puissamment aidé dans sa multiple tâche par sa femme Suzanne Molles, fille du pasteur Étienne Molles. Des actes, encore existants, nous prouvent que, malgré sa nombreuse famille, elle secondait son mari dans ses affaires. Elle put ainsi, devenue veuve, réaliser leur fortune et préparer peu à peu le départ pour l'étranger d'un certain nombre de ses enfants. Ensuite, elle-même alla rejoindre à Genève son second fils Louis et y mourut le 25 octobre 1737.

Son cinquième fils Jérémie débuta comme ses frères par aller faire le négoce à Lyon, d'où il était plus aisé de passer en Suisse. C'est à Neuchâtel qu'il se fixa définitivement, ainsi que l'indiquent les deux actes ci-dessous :

« Du 12 juin 1724.

« Pourtalès Jérémie, fils de feu Jean Pourtalès, en son vivant marchand, de la ville de la Salle en Languedoc.

« Le sieur Jacques Deluze demande la naturalisation pour son gendre, Jérémie Pourtalès, réfugié à Neuchâtel, mais établi présentement à Lyon. On lui accorde la naturalisation dans la condition de franc-habergeant, moyennant 20 écus blancs payables à la recette royale. — Manuel du Conseil d'État 68, p. 249.

« Lettres de permission de prendre bourgeoisie à Neuchâtel, en faveur de Jérémie Pourtalès, des 28 novembre et 12 décembre 1729, au prix de 300 l. faibles. — Actes de Chancellerie, 1724-41, p. 164 » (1).

Jérémie épousa dans cette ville Ester Marguerite De Luze et devint l'un des chefs de la maison de commerce Deluze Chaillet et Pourtalès. Il est l'ancêtre de toute la famille neuchâteloise qui porte son nom et dont les descendants représentent brillamment en France, en Allemagne, et jusqu'en Amérique la vieille famille huguenote (2).

Le Dr Malzac ne nous donne pas grands détails sur la Révo-

(1) M^{me} A. DE CHAMBRIER, *Naturalisation des réfugiés français à Neuchâtel*, p. 37.

(2) M. Malzac a laissé passer quelques fautes d'impression, telles que p. 21 Bezins pour Begnins; p. 65, Esprit Séquier pour Séguier; p. 80, Gibollet pour Tribollet.

cation à La Salle. La famille de Pourtalès n'eut, il est vrai, à cette époque-là, qu'un seul membre qui prit le chemin de l'exil ; c'est la fille aînée de Paul : Suzanne, veuve, sans enfant, de François Durant. « Elle est la seule de sa famille dont nous ne retrouvons pas le nom sur le registre des abjurations tenu par le prieur Carrier », p. 34. E. W.

CORRESPONDANCE

Le bicentenaire du premier synode du Désert, 21 août 1915.

La lettre suivante a été adressée aux présidents de nos organisations ecclésiastiques et reproduite dans nos journaux du mois d'août :

Paris, le 23 juillet 1915, 54, rue des Sts-Pères.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le 21 août 1915, deux siècles se seront écoulés, depuis le jour où Antoine Court, dons une carrière abandonnée, près de Monoblet, en Languedoc, le 21 août 1715, convoquait et présidait le premier Synode du Désert. Une aussi grande date dans l'histoire de nos Eglises protestantes de France ne saurait, malgré les tragiques événements de ce temps, passer sans que son souvenir soit évoqué dans les sentiments d'une profonde reconnaissance et d'une juste admiration pour ceux qui avec une foi invincible préparèrent la restauration du protestantisme français.

A l'heure même où Louis XIV se félicitait publiquement d'avoir aboli à jamais tout exercice de la religion prétendue réformée, les prédicants du Désert, unis à quelques fidèles, reprenaient la glorieuse tradition de nos Synodes, convaincus que le régime d'ordre et de liberté assurerait la victoire de la liberté de conscience.

A revivre dans ce grand passé, nous y trouverons des exemples de courage et des leçons de fidélité, dignes des jours d'héroïsme et de souffrance que nous devons vivre pour libérer la patrie de l'invasion étrangère.

Il nous a semblé que nous pouvions vous prier, Monsieur le Président, ainsi que vos honorables collègues d'inviter nos Eglises à commémorer, le dimanche 22 août, l'anniversaire deux fois séculaire de la réunion du premier Synode du Désert. S'il est un texte des livres saints qui puisse s'appliquer avec puissance ausouvenir d'un tel événement, n'est-ce pas celui de l'épître aux Hébreux : Souvenez-vous de vos conducteurs qui vous ont annoncé la Parole. Sa méditation évoquerait le souvenir d'Antoine Court dont la vie ne fut qu'un dévouement sans réserve à la cause de l'Evangile et de la liberté. Vous penserez comme nous que notre devoir est de conserver précieusement les traditions de notre grand passé et de rappeler le cri de détresse des Eglises du Désert : « Sauve-nous, Seigneur, nous périssons », mais aussi leur foi inébranlable : « Sous la croix, le triomphe ».

Veillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de nos sentiments aussi fraternels que distingués.

N. WEISS, *secrétaire*,

Frank PUAUX, *président*.

Le Gérant : FISCHBACHER.

Tout ce qui concerne la rédaction du *Bulletin* doit être adressé à M. N. WEISS, secrétaire de la Société, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), qui rendra compte de tout ouvrage intéressant notre histoire, dont deux exemplaires seront déposés à cette adresse. Un seul exemplaire donne droit à une annonce sur cette couverture.

Le *Bulletin* paraît tous les deux mois, en cahiers in-8° de 96 pages avec illustrations. On ne s'abonne pas pour moins d'une année. Tous les abonnements datent du 1^{er} janvier et doivent être soldés à cette époque.

Prix de l'abonnement : 10 fr. pour la France, l'Alsace et la Lorraine ; — 12 fr. 50 pour l'étranger ; — 6 fr. pour les pasteurs, instituteurs, etc., de France et des colonies françaises 40 fr. pour les pasteurs de l'étranger. — Prix d'un numéro isolé de l'année courante et de la précédente, 2 fr. et pour les autres années, selon leur rareté.

La voie la plus économique et la plus simple pour le paiement des abonnements est l'envoi d'un mandat-carte au nom de M. Fischbacher, libraire, rue de Seine, 33, à Paris, ou de M. N. Weiss, secrétaire-trésorier, 54, rue des Saints-Pères, Paris (VII^e), auquel doivent aussi être adressés les dons et collectes.

Nous ne saurions trop engager nos lecteurs à éviter tout intermédiaire, même celui des libraires

LES PERSONNES QUI N'ONT PAS SOLDÉ LEUR ABONNEMENT AU 15 MARS REÇOIVENT UNE QUITTANCE À DOMICILE, AVEC AUGMENTATION, POUR FRAIS DE RECouvreMENT, DE : 1 fr. pour les départements 1 fr. 50 pour l'étranger.

Ces chiffres sont loin de couvrir les frais qu'exige la présentation des quittances. L'administration préfère donc toujours que les abonnements lui soient soldés spontanément.

PUBLICATIONS RÉCENTES DÉPOSÉES A LA BIBLIOTHÈQUE

M^{lle} JEANNE DUPORTAL. — **Contribution au catalogue général des Livres et figures du XVII^e siècle (1601-1633).** Thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres. Un vol. de xviii-238 p. in-8°, index, Paris, Champion, 1914.

ARTURO PASCAL. — **Antonio Caracciolo, vescovo di Troyes.** Une brochure de 40 p. sur deux colonnes in-4°. Extrait de la *Revue Bilychnis*, Roma, 1914-1915.

JOSEPH PROST. — **Le cartésianisme à Saumur. Louis de la Forge.** Une brochure de 48 p. in-8° extraites de la *Revue de l'Anjou*, Angers, Germain et Grassin, 1904.

CÉLESTIN PORT. — **Notes complémentaires sur les artistes angevins, peintres, sculpteurs, maîtres d'œuvre, architectes, graveurs, musiciens, d'après les archives angevines.** Une brochure de 52 p. in-8°, extraite de la *Revue de l'Anjou*, Angers, G. Grassin, 1915.

ALBERT ATGER. — **Rolland, poème dramatique en cinq actes.** Un vol. de 142 p. in-8°, Nîmes, Lavagne ; Paris, Librairie protestante, 33, rue des Saints-Pères, 1915.

F. J. KROP, herv. pred. te Rotterdam. — **Met H. M. Koningin Wilhelmina voor het standbeeld van admiral de Coligny.** Un volume de 200-viii p. petit in-8°, orné de nombreuses illustrations, Rotterdam, D. van Syn & Zonen, 5^e édition (1915).

WILLIAM HENRY HUDSON. — **The story of the Renaissance.** Un volume de viii-268 p. in-8°, accompagné de 8 gravures hors texte et d'un index, Cassel et Co, London, New-York, Toronto et Melbourne, 1914.

L'UNION

SIÈGE SOCIAL : 9, Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Entr. privée, assuj. au contrôle de l'État,
autée en 1829

Fonds de garantie : **218 Millions**
Assurances en cas de Vie et de Décès

M. Ch. de **MONTFERRAND**, *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. **LE SENNE**, *Dir.-Adjoint.*

Compagnie d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie : **431 Millions**

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, *Direct.-Adjoint.*

Compagnie d'assurances contre

LE VOL

fondée en 1909

Détournements — Dégâts des Eaux
Bris des Glaces

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, *, *Direct.-Adjoint.*

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Dervillé (Stéphan), G. O. *, ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, Régent de la Banque de France, Président de la Cie des chemins de fer de P.-L.-M. Adm. de la Cie Univ. du Canal mar. de Suez, *Président.*

Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquiers, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de P.-L.-M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président.*

Delaunay-Belleville (Robert), *, Administrateur général de la Soc. Anonyme des Etablissements Delaunay-Belleville, **Jameson** (Conrad), ancien associé de la maison Hottinguer et Cie, Banquiers.

MM.

Mallet (Gérard), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquiers, de **Pellerin de Latouche**, G. *, Adm. de la Cie des Chemins de fer de P.-L.-M. et de la Cie Générale Transatlantique et de la Banque de l'Algérie.

Sohier, (Georges), O. *, Anc. Prés. du Trib. de Commerce de la Seine, Adm. de la Cie des ch. de fer de P.-L.-M. et du Crédit Foncier de France.

Thurneysen (Auguste), Vice-Président de la Cie des Chemins de fer des Landes.

Vernes (Félix), de la Maison Vernes et Cie, banquiers, Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

CHEMIN DE FER PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

PARIS-MILAN

ALLER

Départ de Paris, gare de Lyon, 10 h. 15 matin

Arrivée à Milan, le lendemain 4 h. 5 soir

RETOUR

Départ de Milan, 2 h. 20 soir

Arrivée à Paris, 7 heures matin, le lendemain

PARIS-LYON

VIA DIJON

Départ de Paris, ... 7 h. 50 matin

Arrivée à Dijon, ... 3 h. 6 soir

— Lyon, ... 7 h. 15



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

du

Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUTS LES DEUX MOIS

des, Documents, Chronique littéraire

LXIV^e ~~AN~~ ANNÉE

~~SIXIÈME ET TREIZIÈME DE LA 3^e SÉRIE~~

Novembre-Décembre 1915



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

55, rue de Seine

1915

N. W. — A nos lecteurs.

ETUDES HISTORIQUES.

J. PANCHER. — Etudes historiques sur la Réforme dans l'Ille-de-France. — La Réforme dans le Vexin français, les Eglises de Mantes et d'Avernes, Généalogie de la famille de Hazerville, feuillet hors-texte.

DOCUMENTS.

N. WEISS. — Le pape Sixte V et la Ligue. Fac-similé d'une lettre du pape Sixte V, feuillet hors-texte. — Lettre du 13 juin 1885. — Saisie des registres de baptêmes, mariages et décès, des protestants de Paris après la Révocation, 24 nov. 1685.

MELANGES.

L. BASTIDE. — Les protestants de Brouage de 1651 à 1663.

SÉANCES DU COMITÉ. — 20 juillet et 10 nov. 1915.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES.

N. WEISS. — A travers quelques revues : La conversion de Renée de France, duchesse de Ferrare. — Les de Larion, seigneurs de Tharot, et les de Jaucourt. — Abraham Duquesne-Guilton et la seigneurie de Bellebat. — Lettres de Henri IV. — La vertu de Jeanne d'Albret.

Th. SCHÖLL. — L'influence française en Allemagne.

CORRESPONDANCE.

N. W. — A propos d'Heilz-le-Maurupt. — Villars. — L'ancien temple de Rochefort. — E. MONTARDE. — Une gravure du Refuge. — GARRETA. — Quel est l'auteur de la Confession de la Foi chrétienne en vers de 1562 ? — D'AMOR. — Famille Auriol ou d'Aurfol.

NECROLOGIE.

E. A. et N. W. — Emile Galdan. — Citations à l'ordre du jour. — La Société huguenote de Londres et la guerre.

ILLUSTRATIONS.

Cartes du Vexin français. Facsimilé d'une lettre du pape Sixte V. — Vues des ruines d'Heilz-le-Maurupt. — Reproduction d'une estampe du Refuge. — Portrait de M. E. Galdan, d'après lui-même.

653, 656, 687, 721, 722, 725.



CROIX HUGUENOTE CÉVENOLE

avec SAINT-ESPRIT ou LARME (Indiquer ce vœu à l'envoi)

La Croix huguenote était la marque préférée des Huguenotes des XVII^e et XVIII^e siècles. Elle est encore le cadeau reçu avec le plus de plaisir par les jeunes filles à l'occasion de la

PREMIÈRE COMMUNION, FIANÇAILLES, MARIAGE

CADEAU DE NOËL et du JOUR DE L'AN

Nous venons donc de faire établir à un prix défiant toute concurrence le grand modèle de la Croix huguenote, dont nous donnons ci-contre la vignette.

C'est une copie parfaite d'un modèle ancien exécuté entièrement à la main.

EN OR CONTRÔLE, TITRE[®] JAUNE MAT

et qui se fait dans des trois grandeurs suivantes :

N^o 1, 34 millim. — 24 fr. — N^o 2, 30 millim. — 22 fr. — N^o 3, 26 millim. — 20 fr.

COLLIER pour CROIX en or contrôle, titre[®] jaune mat

genre orfèvre, perle à cr. longueur 50 cent. — Prix — 24 fr.

ENVOI FRANCO IMMÉDIAT contre MANDAT POSTAL

adressé à l'Administrateur des Annonces du Bulletin, M. STREET, 2, boulevard des Capucines.

MODÈLE 20^e
grandeur naturelle

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

A nos lecteurs

Ce fascicule devait, avec l'année 1915, terminer le volume 1914-1915 dont les événements nous ont contraint de nous contenter provisoirement.

Nous comptions d'abord y mettre en première page un travail que nous avait promis M. Ch. Bost sur *Antoine Court et le synode de 1715*. Ce travail, qui apportera des précisions et des renseignements en partie inédits, n'a pu être prêt à temps. Nous l'avons remplacé par une étude de M. Jacques Pannier qui était composée. Notre collègue tenait beaucoup à ce qu'elle fût illustrée par la reproduction de quelques cartes postales représentant des vues locales. Celles-ci furent arrachées du manuscrit par la poste, et, lorsque par de multiples démarches nous avons cherché à les remplacer, nous avons fini par apprendre que la circulation des cartes postales illustrées est interdite dans la zone des armées. De là un retard sensible.

La table de ce volume 1914-1915, qui ne peut être terminée qu'après l'apparition de la dernière livraison, accompagnera le premier fascicule de 1916 que ceux de nos abonnés qui nous seront restés fidèles recevront D. V. à la fin de mars. Il va sans dire que lorsque la guerre sera terminée, nous compenserons, sous une forme ou une autre, les réductions que nous avons dû leur imposer.

Parmi ceux qui s'étaient groupés autour de ce *Bulletin*, on signale comme disparu, outre le lieutenant-colonel **Arthur de Cazenove** dont on ne peut, décidément, avoir de nouvelles, **M. Maurice Luthardt**, un jeune qui, bien que n'appartenant pas au protestantisme, nous avait apporté en 1912 et 1913 des documents et des études de valeur. Un de nos jeunes coreligionnaires, **M. A. Paul**, sorti de l'Ecole des Chartes et qui mettait la dernière main à une thèse sur les réfugiés huguenots du Palatinat (dont il avait détaché une page pour le *Bulletin*, 1911, 251), a été fait prisonnier.

N. W.

Études historiques

SUR LA RÉFORME DANS L'ILE-DE-FRANCE ⁽¹⁾

La Réforme dans le Vexin français, les Églises de Mantes et d'Avernes

- § 1. ÉTAT ACTUEL DES LIEUX A ENFER, HAZEVILLE, AVERNES.
§ 2. LES ORIGINES DE LA RÉFORME DANS LE VEXIN FRANÇAIS. — LE SÉJOUR DE CALVIN A ENFER ET HAZEVILLE.
§ 3. FAMILLES SEIGNEURIALES ET AUTRES DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES : BANTHELU, ABLEIGES, CHAUMONT, BUHY, ETC.
§ 4. L'EXERCICE DU CULTE A AVERNES.
§ 5. L'EXERCICE DU CULTE A LIMAY. — LES PASTEURS DE MANTES ET AVERNES. — LA DÉMOLITION DU TEMPLE DE LIMAY.

§ 1. — ÉTAT ACTUEL DES LIEUX A ENFER, HAZEVILLE, AVERNES

Enfer (2).

Enfer, c'est en Seine-et-Oise, dans le Vexin français (entre l'Oise et l'Epte), à la lisière de l'ancien pays d' « Ar-

(1) Cf. nos études sur : *Le prieuré et la seigneurie de LONGJUMEAU au milieu du XVI^e siècle*, Th. de Bèze et M. Gaillard (Bull. h. pr., 1898); — *La Réforme à CORBEIL et aux environs* (Mémoires publiés par la Société historique et archéologique de Corbeil, d'Étampes et du Hurepoix, Paris, Picard, in-8, 1900); — GRIGNY, *Lieu d'exercice des protestants parisiens en 1599* (B. h. p., 1900); — *Notes sur l'Église réformée de LA NORVILLE* (B. h. p., 1901); — *Une femme de qualité au milieu du XVII^e siècle, d'après le livre de raison de Marg. Mercier de GRIGNY* (B. h. p., 1905); — *Recherches sur l'emplacement des temple et cimetière à CHARENTON* (Compte rendu de l'ass. gén. de la Société de l'hist. du prot., 1906) et à ABLON (B. h. p., 1901, p. 288); — *L'Église réformée de CLAYE* (B. h. p., 1907).

(2) La commune de Wy, dit Joli-Village, dont dépend Enfer, avait en 1911 299 habitants. Elle est dans l'arrondissement de Mantes, tandis que Gadancourt et Avernes sont dans celui de Pontoise.

thies », à droite de la route de Mantes à Gisors, à douze kilomètres au nord-est de Mantes, à peu près à même distance de Meulan, à une lieue au sud de la grande route de Paris à Rouen. Le lieu cependant n'a rien d'inférieur, entre les arbres et les champs d'où sort la minuscule rivière de l'Aubette, qui coule au pied du beau château de Vigny (1) et bientôt va finir à Meulan. A Enfer s'arrête une série de petits bois qui entourent de nombreux villages jusque vers les bords de la Seine. Le plus proche s'appelle Bois des Garennes. Une trentaine de maisons de cultivateurs sont dispersées dans les jardins, autour de plusieurs rues et carrefours semblant indiquer l'existence d'une agglomération jadis plus importante. En descendant le chemin vers « Joli-Village » on rencontre à droite, immédiatement avant la sortie du hameau, près d'un abreuvoir au lieu dit la *Mare des Saules*, une ruelle encore bordée de quelques habitations et granges; au bout d'un instant on arrive à un petit enclos rectangulaire mesurant environ six mètres sur quatre, configu à une ferme. Rien d'ailleurs n'est de nature à attirer l'attention sur ce coin banal : deux murs bas et deux treillages en fil de fer entourant quelques mauvaises herbes. Mais le nom que les voisins donnent à cet enclos est significatif : c'est le *cimetière des Huguenots*; le chemin rural qui le longe s'appelle la *sente des protestants*; la vieille maison à laquelle il aboutit est dénommée *maison de Calvin*; on y montre une pièce où aurait habité Calvin (2).

(1) Délicieux monument de la Renaissance construit par le cardinal Georges d'Amboise dans les premières années du xvi^e siècle et appartenant actuellement au comte Vitali.

(2) Le peintre Bruandet en a fait à la fin du xviii^e siècle un tableau qui fut gravé par Picquenot (des exemplaires se trouvent à la Bibliothèque nationale et à la bibliothèque de la Société d'histoire du protestantisme); d'après cette gravure, M. Armand-Delille a illustré une page du livre de M. Douvrigne, *Jean Calvin*, t. I, 360. La maison à pignon que l'on voit là à gauche n'existe plus actuellement. En 1914 la « Maison de Calvin » est la propriété de M. Graff, instituteur à Issou près Mantes, petit-fils de M. Sollier, propriétaire antérieur. Il ne possède aucun ancien titre concernant cet immeuble, mais a bien voulu m'écrire en 1913 les intéressantes lignes qui suivent : « Ma petite maison était couverte en chaume; on a abattu la chambre pour en faire une grange. On se rendait du dehors dans la chambre du premier étage par un escalier en pierre formant plate-forme à la hauteur du petit bâtiment

Hazeville (1).

Retraversons cet Enfer. Sortons par l'extrémité opposée, dans la direction de Meulan. Bientôt, à gauche, voici un château, celui de Hazeville, dont l'architecture simple date du commencement du ^{xix}^e siècle : un seul corps de bâtiment à la façade régulière, hautes fenêtres, un étage recouvert d'un grand toit en tuiles ; à côté, une belle ferme ; dans le jardin, un petit édifice quadrangulaire au toit pyramidal qu'on appelle le *Pavillon de Calvin*. Au rez-de-chaussée une saile basse est éclairée seulement par une petite fenêtre et une lucarne. Cette pièce voûtée peut avoir servi de chapelle. Contre le mur du fond, à une époque récente, on a fixé la pierre tombale d'un certain grand vicaire Daguillenguy, mort en 1674. Par un escalier extérieur en bois, on monte au premier étage dans une salle assez haute de plafond, éclairée par trois grandes fenêtres. Là aurait habité Calvin.

Dans le château même, à droite du vestibule, un corridor conduit au salon. Sur ce corridor donne la fenêtre d'une petite pièce intérieure où l'on a accès par une porte du salon. Au plafond de cette petite pièce carrée on a peint une colombe, symbole du Saint-Esprit. Ce serait là, explique le jardinier-cicerone, que « Monsieur Calvin officiait » ; et par les deux fenêtres qui se font vis-à-vis, des deux côtés du corridor, les gens du pays, placés en dehors du château, pouvaient entendre ce qu'il disait.

qui est devant, servant de cellier. Je me souviens avoir vu dans mon enfance un gros saule qui était resté près du jardin. Le cimetière que mon père a toujours voulu faire respecter n'est pas marqué au plan cadastral de la mairie de Wy-Joli-Village. Un mur qu'il a fait bâtir le sépare de la maison voisine (maison Cousin). Étant jeune je me souviens avoir vu le joli pignon de la maison voisine, datant du ^{xvi}^e siècle, que les héritiers Placide ou Raffignon ont fait démolir pour construire la petite maison bourgeoise d'à côté. La « fontaine des Huguenots » (communale) borde notre jardin, et mon père a fait respecter un petit sentier, à gauche, par lequel les huguenots avaient droit de passage pour chercher l'eau de source, sans passer par la cour commune. »

(1) Le propriétaire actuel du château est M. A. Foulon qui a très aimablement facilité nos recherches et auquel nous exprimons nos vifs remerciements. M^{me} Foulon est l'héritière médiate de l'architecte-propriétaire de Hazeville au temps de Napoléon I^{er}, P. F. L. Fontaine.

Avernes.

Poursuivons notre excursion. De la fenêtre du Pavillon de Calvin, au premier plan d'un vaste panorama de plateaux et de vallons fertiles s'étendant jusque vers Pontoise, on voit un clocher octogonal : c'est Avernes, dont le nom évoque des souvenirs virgiliens précisément relatifs à l'Enfer :

Divinosque lacus et Averna sonantia silvis.

Une lieue de bonne route nous mène au village (1). Un château s'élève à l'est de la route de Meulan à Magny (2), mais ce n'est pas là que nous allons. Entrons dans la jolie église gothique placée sous l'invocation de saint Lucien. La nef assez vaste est flanquée de deux bas côtés (3). Ici encore, d'après la tradition locale, Calvin aurait prêché.

Sortons par le portail du nord : presque en face, de l'autre côté de la route conduisant au château, s'ouvre un sentier long d'une centaine de pas. Suivons-le : nous arrivons en face d'une maisonnette isolée, hors du village : car de ce côté, au delà de l'église, il n'y a plus d'autre habitation que celle-là. Une sorte d'allée aboutit à la porte d'une petite cour flanquée de bâtiments hétéroclites. Ça et là de grosses pierres taillées gisent contre les murs. Et l'entrée de cette allée, sur la route qui va au village de Théméricourt, est aussi construite en pierres assez soignées. Cette maison, ces murs, me dit-on, furent jadis construits avec les pierres du *cimetière des Huguenots* qui se trouvait à cette place.

Mon guide m'a été fourni par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, dont la supérieure elle-même m'a très obligeamment montré, dans la partie septentrionale du

(1) En 1911 il comptait 485 habitants.

(2) Aujourd'hui transformé en orphelinat pour les enfants des employés des chemins de fer.

(3) Une pierre tombale consacrée à la mémoire de Jean Lenoir, receveur de la terre et seigneurie d'Avernes, décédé en 1657, indique qu'il a fait don d'une terre contiguë à celles du président des Hameaux et de M. de Hazeville.

village, un autre emplacement encore : celui du *Temple*. Après la mairie, près de l'école actuellement tenue par les sœurs, on passe la toute petite rivière de l'Aubette qui vient de sourdre à quelques centaines de mètres; on suit le chemin de Gadancourt (1), et voici à gauche la cinquième maison, un peu en retrait derrière une petite grille à quatre piliers : elle a été élevée à la place de l'école de filles transférée au bout de la rue en 1856. Les sœurs occupaient là, depuis 1685, l'immeuble construit avec les matériaux du Temple. Au côté occidental de cette maison s'appuient aujourd'hui encore deux petits bâtiments plus anciens : une sorte de tourelle, et, au-dessus d'un bûcher, une chambre mansardée, qui peuvent avoir fait partie des dépendances du temple au XVII^e siècle. Par derrière s'étend, entre les maisons et les jardins du village, un jardinet sur une partie duquel était peut-être également bâtie une partie du temple.

Une « maison de Calvin », un « pavillon de Calvin », deux emplacements de cimetières, un emplacement de temple : c'est peu de chose comme vestiges; pourtant, si voisins les uns des autres, ils prouvent que le protestantisme a joué autrefois un certain rôle dans ce pays.

§ 2. — LES ORIGINES DE LA RÉFORME DANS LE VEXIN FRANÇAIS (2)

Le séjour de Calvin à Enfer et Hazeville.

À en croire l'un des plus célèbres controversistes du temps de Louis XIII, c'est à Avernès qu'aurait été établi « le plus ancien prêche de France » (3).

(1) Le château de Gadancourt, à peu près entre Enfer et Avernès, appartient en 1913 au baron de Boury. C'est une construction du XVII^e siècle.

(2) Cf. CHRESTIEN, *Mémoires pour servir aux antiquités de Mantes* (1730), Bibl. de l'Arsenal, ms. 4031; A. CASSAN, *Statistique de l'arr. de Mantes*, 1833; E. GRAVE, *Chronique de Mantes*, Mantes, 1883; H. PY, *la Réforme dans le Comté de Mantes*, Cahors, 1901; *Intermédiaire des chercheurs et curieux*, 20 déc. 1906, p. 890, question de M. A. de Visme; 30 déc. 1906, p. 974, et 10 janvier 1907, p. 1135, réponses de MM. E. Grave et A. F. (Alfred Foulon).

(3) Le P. VÉRON, *Conversion du seigneur d'Averne*, pamphlet de 1627, cité par DOUEN, *Révocation à Paris*, I, 256.

Le chef-lieu du Vexin normand, Gisors, fut, en même temps que Montargis, donné par François I^{er} à Renée de France à l'occasion de son mariage avec le duc de Ferrare (1527), et l'on sait que la fille de Louis XII devint de bonne heure une protectrice des réformés. En tout cas le Vexin français peut revendiquer l'honneur d'avoir été la première région de France où Calvin aurait prêché publiquement l'Evangile, s'il est vrai qu'il se réfugia à Hazeville à la fin de 1533 après l'émoi causé à Paris par le discours du recteur N. Cop, discours en réalité composé par son jeune ami. Celui-ci serait-il venu directement à Hazeville après les événements du 1^{er} novembre, ou serait-il allé d'abord dans sa ville natale, puis revenu de Noyon à Paris, et de là reparti pour le Vexin; ou se serait-il arrêté à Hazeville à l'aller ou au retour? Quoi qu'il en soit du moment précis, le fait même du séjour est considéré comme possible par les deux meilleurs historiens protestants qui ont incidemment examiné la question : Guizot (1) et M. le doyen Doumergue (2).

Mais ce fait a été nié plus récemment par le savant le plus compétent en tout ce qui concerne l'histoire de Mantes et de ses environs, M. Grave, dans un travail spécialement consacré à ce sujet. Sa conclusion est fort tranchante : « Calvin n'a jamais séjourné à Hazeville; le pavillon de Calvin n'est pas contemporain du réformateur; le hameau d'Enfer a toujours porté ce nom..., enfin le protestantisme n'a pas été pratiqué ouvertement dans le Vexin avant 1560 » (3). Nous avons le regret de n'avoir pas été persuadé par l'argumentation de M. Grave. Aux faits qu'il

(1) *Vie de quatre grands chrétiens français*, 1875, p. 170.

(2) *Jean Calvin*, I, p. 359. Comme M. A. Lefranc (*La jeunesse de Calvin*, 1888, p. 116), M. Doumergue paraît plutôt disposé à admettre, d'après un récit de Desmay, que Calvin se réfugia d'abord à Noyon.

(3) E. GRAVE, *Calvin et les Protestants du Vexin*, notice publiée d'abord en 1908 dans le *Bulletin historique et philologique* du Comité des travaux historiques et scientifiques, puis tirée à part (16 p. in-8°, Imprimerie nationale, Paris, 1909). Le *Bulletin* de la Soc. de l'hist. du prot. fr. a reproduit sans commentaire cette conclusion dans une chronique littéraire de 1909, p. 273. Le cinquième point de la conclusion de M. Grave, sur lequel nous sommes entièrement d'accord avec lui, est celui-ci : « dame Marguerite de la Sausseye n'a jamais possédé le manuscrit de Calvin ».

cite il est possible d'en ajouter et d'en opposer d'autres, en sorte qu'à l'heure actuelle l'hypothèse affirmative en ce qui concerne le séjour de Calvin, nous semble plus admissible que la négative. En tout cas, il est un point incontestable, c'est qu'en Vexin comme en beaucoup d'autres régions l'organisation des Églises est postérieure à 1559 (date du premier synode national), mais en Vexin comme ailleurs il y a eu *avant 1559* des adhésions individuelles à la Réforme. Enfin en Vexin plus qu'ailleurs l'influence personnelle de Calvin paraît avoir été très ancienne et très profonde.

Grand marcheur comme il l'était, allant volontiers à pied de Noyon à Paris et de Paris à Orléans, on peut aisément se le représenter sortant de Paris par la porte Saint-Honoré, la plus occidentale, ou par la porte Saint Denis, proche d'une maison où il fréquentait alors (1), et parcourant au besoin en un seul jour les douze lieues environ qui séparent Paris de Hazeville (2). Aux deux tiers de ce trajet il pouvait déjà peut-être faire halte dans une demeure amie : l'Oise passée sur le pont de Pontoise ou en bateau en face de Vauréal par exemple, voici Boisemont au nord des hauteurs de l'Hautie; le château appartenait alors à l'une de ces familles seigneuriales où les femmes plus encore que les hommes accueillirent volontiers les idées du réformateur.

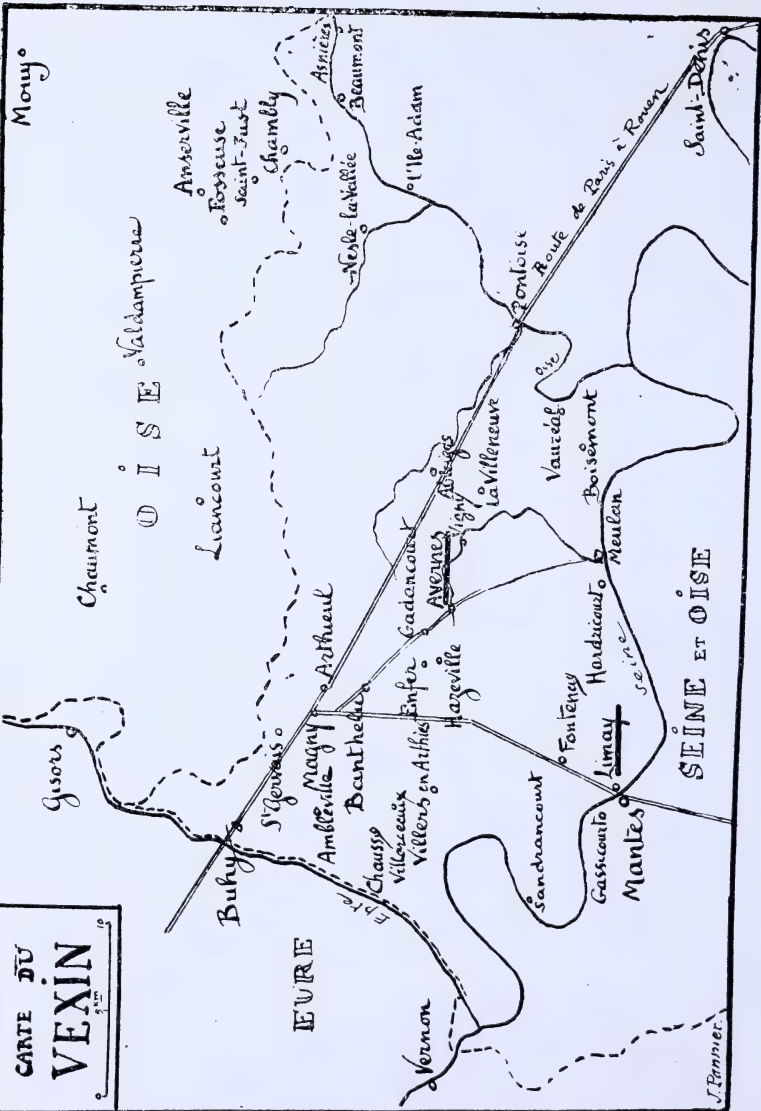
Voici le texte (du XVIII^e siècle) sur lequel tous les auteurs postérieurs semblent s'appuyer — en le citant ou non — pour parler d'un séjour de Calvin à *Enfer* :

Enfer. — Ce hameau n'est remarquable dans l'histoire que par le manoir de Hazeville, qui en fait partie. C'est là que Calvin, poursuivi par le bras séculier, se réfugia pendant quelque temps, et qu'il pervertit bien des seigneurs du Vexin. Obligé enfin de quitter cet asile, il y laissa l'original de son *Institution chrétienne*,

(1) Chez le marchand Étienne de la Forge dont la maison rue Saint-Martin, à l'enseigne du Pélican, fut alors « le centre du mouvement protestant » (DOUMERGUE, *Calvin*, I, 339).

(2) De l'ancienne voie romaine en ligne droite dite *Chaussée de Jules César* on retrouve la trace au Nord de la route nationale n° 14, à Saint-Denis, Enghien, Ermont, Pierrelaye, au sud de Pontoise, d'Ableiges, etc.

CARTE DU
VEXIN



que les seigneurs d'Hazeville, zélés calvinistes, ont conservé longtemps. Un d'entre eux, étant enfin rentré dans le sein de l'Église, le jeta au feu à la persuasion du curé d'Avernes. (*Mémoires de Magni.*)

Ces *Mémoires*, dont les historiographes locaux les plus érudits, comme M. Grave, n'ont pu découvrir la véritable nature, se trouvent ainsi cités par le bénédictin dom Michel-Toussaint-Chrétien du Plessis (1).

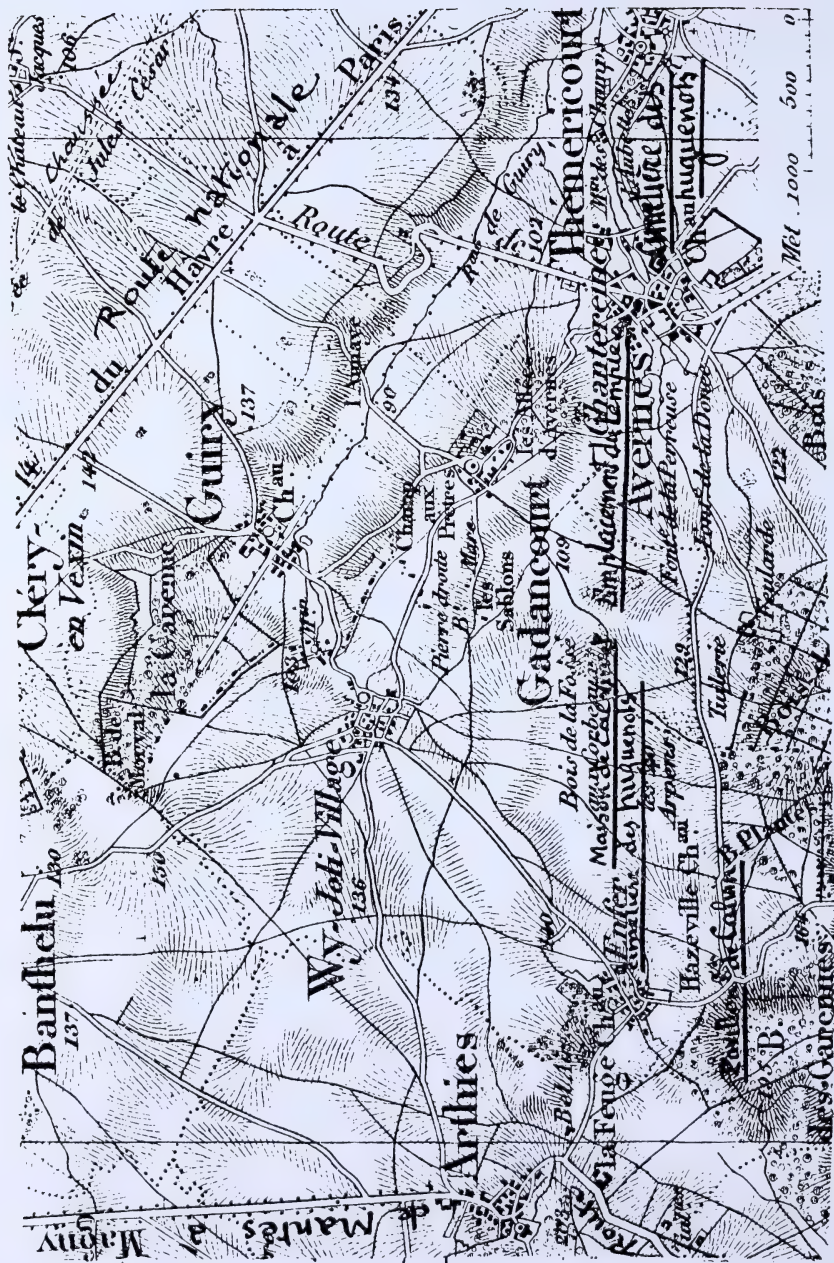
Un auteur un peu postérieur, le président Levrier, a, dans deux rédactions successives, rapporté, peut-être d'après M. T. C. du Plessis, peut-être d'après une source commune, la même tradition (2) :

Les seigneurs de Gadancourt et de Hazeville, qui avoient adopté les nouvelles erreurs de Calvin, leur donnèrent refuge dans leurs terres et leur château. L'hérétique Calvin avant que de quitter le royaume avoit resté longtemps [une seconde rédaction dit : *plusieurs années*] au château d'Hazeville dont il avoit fait les délices [2^e réd. : *ses délices*]. Il y composa plusieurs de ces méchants ouvrages contre la religion catholique, etc. Depuis que Calvin eut habité le château d'Hazeville et les environs où il tenoit ses conférences avec ses disciples on nomma ce lieu *Enfer* parce qu'il avoit presché contre le purgatoire et l'enfer [cette phrase manque dans la seconde rédaction].

M. Grave prétend que Calvin vivait « dans une demi-sécurité, au milieu des persécutions cruelles dont souffraient les luthériens » vers 1534; en conséquence il nie que Calvin « ait eu besoin de se cacher dans ce désert d'Hazeville » et même que la Réforme ait été pratiquée dans le Vexin avant 1560 » ; il trouve le mot *de Inferno* dans un texte de... 1210 et cite un document du chartier du château de la Roche-Guyon : « un plan de la forêt d'Arthies, daté de 1536... Le hameau d'Enfer y est indiqué sous ce nom, auprès de Vy. Le château d'Hazeville, par contre, ne s'y voit pas ». Comme le séjour de Calvin à Enfer se placerait vers 1533-1534, l'argument de M. Grave pourrait au contraire servir à établir qu'en 1536, *après* le

(1) *Description de la Haute Normandie* (Paris, 1740).

(2) *Essai sur l'histoire de Meullent*; Bibl. nat., Mss., Fonds du Vexin, t. XLIII et t. XLV.



séjour de Calvin, le lieu où il prêcha s'appelait déjà *Enfer*; mais le caractère sauvage de cette région jusqu'au xvii^e siècle peut suffire pour expliquer cette dénomination : « La situation naturelle du pays, étant un désert des plus affreux et des plus tristes dans les bois et les fondrières incultes et inhabitées, ne peut inspirer que de l'effroi et de la misanthropie à la pluspart du monde qui ne seroit pas sauvage » (1).

M. Grave admet que la « maison de Calvin » à Enfer fut « certainement un petit prêche édifié pour la facilité du seigneur et des habitants ». Sur ce point c'est nous qui serons moins affirmatif : il est bien vraisemblable qu'à Enfer comme en maint endroit, on tint les réunions dans quelque maison déjà existante.

Quant au château d'Hazeville, d'après notre auteur, « il fut construit en 1560 par Charles d'Hazeville. Y avait-il auparavant une maison seigneuriale? on n'en sait rien, puisque la famille habitait plutôt Gadancourt » (2). M. Grave admet que, du château de 1560, « il reste, à l'intérieur, un petit oratoire consacré en 1752, *mais plus ancien que cette date* » (c'est nous qui soulignons).

Enfin dans le « pavillon de Calvin », au rez-de-chaussée, M. Grave estime que « le plafond à voussures lisses ne donne en rien la sensation d'une construction du xvi^e siècle. Elle appartient plutôt au commencement du xvii^e. Il faut écarter la possibilité du séjour du réformateur en ce lieu précis. Nous ne partageons pas cette « sensation » un peu vague, et en l'absence de tout document précis, nous ne voyons aucune raison péremptoire pour ne pas croire que ce pavillon ait pu exister dès 1533 et être habité par Calvin.

Il est même permis de faire un assez curieux rapprochement entre *Hazeville* et *Hapeville*, l'un des pseudonymes de Calvin d'après Bolsec et le P. Garasse (3). M. Lefranc

(1) LEVRIER, *loc. cit.*

(2) Calvin, etc., p. 14.

(3) « Depuis l'an MDL il se fit appeler par les siens Charles de Hapeville », etc.

a, il est vrai, proposé l'étymologie *Eppeville*, terre voisine de Noyon qui fournissait à Calvin une partie des revenus de son premier bénéfice (1), et M. Doumergue a adopté cette hypothèse (2). Mais après tout, ce n'est qu'une hypothèse et pour s'appeler Charles de *Hapeville* (en admettant même que le P fût bien certainement cette lettre, et non un Z). Calvin pouvait aussi bien se souvenir de *Hazeville* que d'*Eppeville* (3).

(1) *La jeunesse de Calvin*, p. 10.

(2) Ainsi que celle d'un autre pseudonyme qui est également un nom de lieu en Picardie : *Apremont*. Mais il y a aussi ailleurs des localités de ce nom, notamment près de Mantes, commune de Perdreauville. Cf. DOUMERGUE, *Jean Calvin*, t. I, p. 565.

(3) D'après la *Vie de Calvin*, par Nicolas Colladon (*Opera*, t. XXI, col. 56), Calvin, en novembre 1533, habitait « au collège de Fortret », c'est-à-dire en face l'église Saint-Étienne-du-Mont (cf. N. Weiss, *B. h. p.*, 1893, p. 547 et illustration). A la fin d'une lettre sans date de Calvin à François Daniel (*Opera*, t. X, col. 38), le fils de celui-ci, Pierre Daniel a ajouté la mention « *Ex Acropoli* », qui a été interprétée de diverses façons : serait-ce Paris Angoulême? La dernière hypothèse est celle de M. Th. Dufour, dans ses savants *Calviniana* (*Mélanges* offerts à M. Émile Picot, Paris, D. Morgand, in-8°, 1913, tirage à part, p. 11). Il s'agirait de *Chaillot*. Mais ici comme dans une autre lettre (*Opera*, t. X, col. 16) P. Daniel ne traduirait-il pas par *Acropolis* le nom du collège *Fortret*? Quant au mot *Chaliotheum* qu'on lit dans une lettre de François Daniel (*Opera*, t. X, col. 12), si, comme le propose M. Dufour, il faut la dater de 1533 et non, comme on l'a imprimé jusqu'ici, de 1534, on peut se demander si le chanoine dont il est question n'est pas Louis du Tillet, chanoine d'Angoulême, et si *Chaliotheum* (peut-être mal lu) ne désigne pas Antoine Chaillou, prieur de Bouteville, chez lequel Calvin fut reçu pendant son séjour dans les environs d'Angoulême (A. LEFRANC, *La jeunesse de Calvin*, p. 117; DOUMERGUE, *Calvin*, p. 372). M. Th. Dufour a parfaitement raison de penser que la chronologie adoptée par MM. Herminjard, Cunitz et Reuss, Lefranc, Doumergue, etc., pour ces premières lettres de Calvin n'est pas définitive : Pierre Daniel, les copiant et souvent les datant plus de trente ans après, a pu involontairement commettre quelques erreurs. A la fin de la lettre sans date insérée dans HERMINJARD, III, p. 158 et dans les *Opera*, t. X, col. 38, *ex Acropoli* peut donc devoir être supprimé s'il n'est qu'une glose du copiste, ou bien on est en droit de supposer qu'« *Acropolis* » désigne « *Hazeville* » aussi bien qu'Angoulême ou Chaillot. Plusieurs des termes employés dans cette lettre cadreraient fort bien avec un séjour de Calvin à Hazeville. Le seigneur du lieu serait le « patron » qui le reçoit avec une hospitalité si cordiale et transforme un temps d'épreuve et d'exil en une retraite paisible et studieuse : « Quum in amœnam sedem meditarer, nidus mihi in tranquillo componebatur præter opinionem ». Le « séjour affreux » qui paraissait redoutable, à cause de son nom peut-être, serait *Enfer*. La petite maison d'Enfer et le pavillon d'Hazeville méritent l'épithète de « nid » au moins aussi bien que le presbytère de Claix. Les études dont il est question seraient les travaux préparatoires de la *Psychopannychia* et même de l'*Institution* (la traduction de cette lettre se trouve dans E. DOUMERGUE, *Calvin*, I, p. 370).

La famille de Hazeville.

La Bibliothèque nationale possède tout un dossier relatif à la famille de Hazeville (1) : ce sont presque toutes des quittances. La plus ancienne pièce concerne *Hector* de Hazeville, seigneur de Vaulchamps (10 décembre 1511), et il n'y en a plus ensuite jusqu'en 1576. Vaulchamps est en Brie (2), autre berceau de la Réforme française, mais une généalogie (3) nous montre le père d'Hector I, plus que centenaire, déjà établi dans le Vexin et seigneur de Gadancourt à la fin du ^{xv}^e siècle. Un neveu d'Hector, qui porte le même nom, épouse la fille de son voisin le seigneur de Vie (aujourd'hui Wy-Joli-Village), Péronne de Dampont : il est mort avant 1530 (4). Ce sont leurs fils qui étaient contemporains de Calvin vers 1533; l'aîné s'appelait Jean, mais le troisième *Charles de Hazeville*. D'après la même généalogie, ce Charles « fit bâtir la maison de Hazeville », sans qu'aucune date soit indiquée : 1560 est celle de son mariage avec la fille d'un autre seigneur voisin, celui de Villers-en-Arthies.

A la seigneurie de Gadancourt nous voyons peu à peu les Hazeville joindre d'autres terres du Vexin : les Essarts, Chaussy (5); du Beauvaisis : Liancourt (6); du Drouais : la Poterie (7). Ils sont alliés à des familles protestantes : les Felins de Banthelu (8), les Boubers d'Amilly, les Hallot

(1) *Pièces originales*, vol. 1499, dossier 33936. D'après la pièce 21 les armes de Hazeville étaient : *D'argent à la face d'azur chargée en trois quintefeuille d'argent*, alias *d'azur à une face d'argent chargée de trois fleurs de chicorée d'azur rebordées de gueules*; d'après la pièce 24 : *d'azur à la bande d'argent chargée de trois trèfles d'azur*; pour support : deux sauvages.

(2) Canton de Montmirail (Marne).

(3) Tableau qui paraît dressé au commencement du ^{xviii}^e siècle, en tout cas après la Révocation : la dernière date qui y soit inscrite est 1695. Ce sont les pièces 21 et 22 du susdit dossier, que nous reproduisons ci-après.

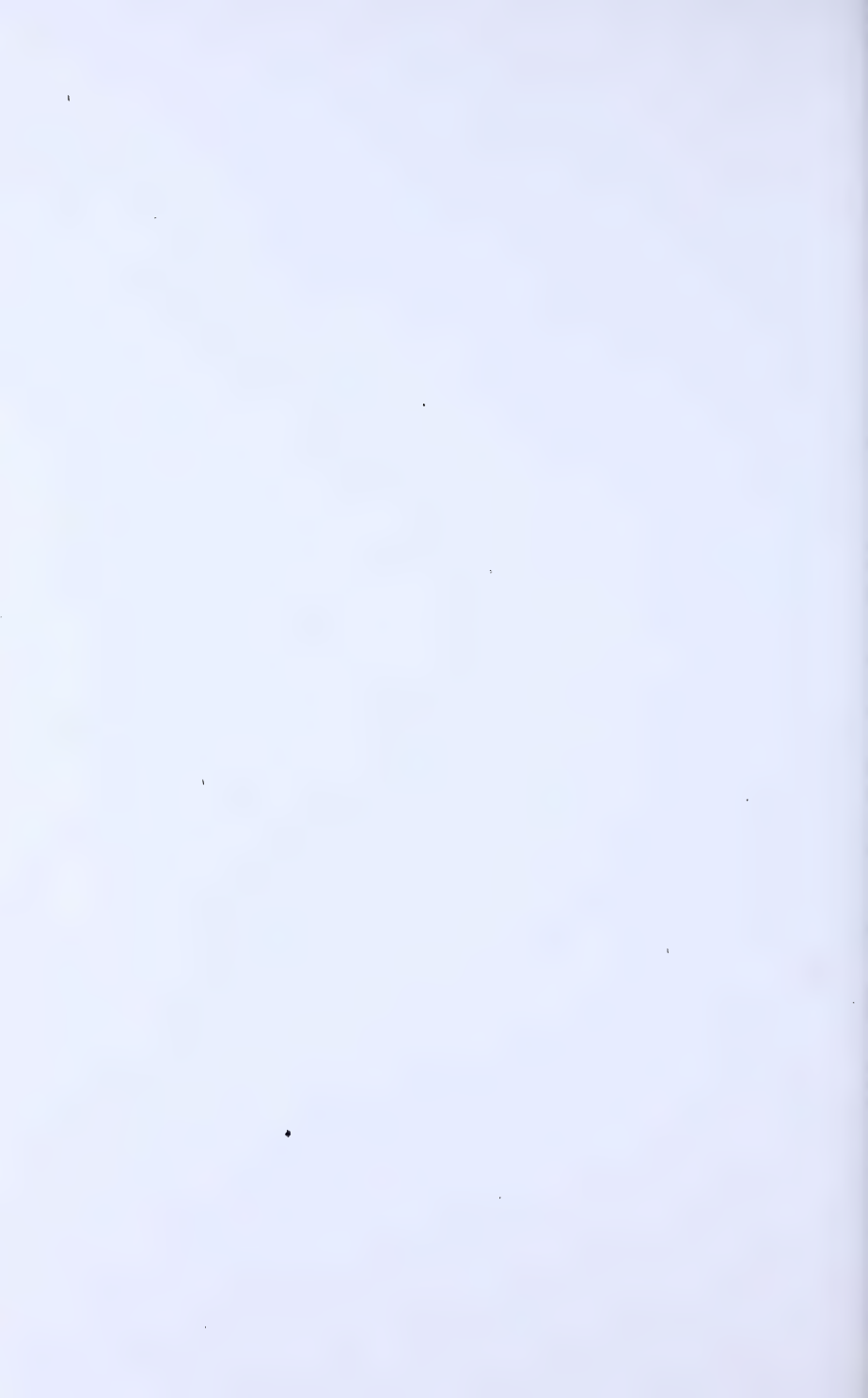
(4) D'HOZIER, *Armorial général*, II, p. 867, dit en effet que Péronne était veuve de ce premier mari « dès 1530 ».

(5) Au nord-est de Villers-en-Arthies.

(6) Liancourt-Saint-Pierre (Oise), canton de Chaumont.

(7) Au Sud de Nonancourt (Eure-et-Loir).

(8) Anne de Hazeville épouse Robert, sieur de Banthelu; leur fille Anne de Felins, épouse Isaac de Boubers dont le fils Josué est baptisé en 1600 au



DE HAZEVILLE.

*D'argent à la face d'azur chargée
en 3 quinte feuille d'argent.
Alias d'azur à une face d'argent
chargée de 3 fleurs de chichorie
d'azur rebordées de guêles.*

(Bibliothèque nationale, mss., pièces originales, vol. 1499, dossier 33056, pièces 21 et 22.)

GUILLAUME DE HAZEVILLE, dit Le Fevre, seigneur de Gadancourt
dont il donna son aveu à Richard, seigneur de Guiry, le 10 décembre 1580,
et il le fit signer par Jehan de Hazeville son fils, à cause de son grand âge, et qu'il ne pouvait plus signer.
Il mourut vers l'an 1585 à l'âge de 110 ans et avoit épousé *Mahiette de Saint-Mery*,
fille d'Aluis de Saint-Mery, seigneur de Saint-Mery, près Saint-Mathurin Larchant et de Boisy
au bailliage de Melun, et de Catherine de Nemours.

JEAN DE HAZEVILLE,
seigneur de Gadancourt,
épouse Louise d'Origny,
fille de Jean seigneur d'Origny
et de Maurice de Hardeville.

HECTOR DE HAZEVILLE,
écuyer seigneur de Vauvamps en Brie,
épouse Marguerite de Marais, fille de Jean,
seigneur de Montereau et de Jeanne Rapillard.
De lui sont descendus les seigneurs de Gaillon-Vyon

CATHERINE DE HAZEVILLE,
dame de Guarcheville et de Boisy-Marchand,
épouse Martin de Rodes,
seigneur de Villers au Vexin Normand.

HECTOR DE HAZEVILLE, seigneur de Gadancourt,
au Vexin français, près Guiry,
épouse Peronne de Bampont,
fille de Bampont, seigneur de Vie.
Elle fit homologuer au bailliage de Chaumont
par sentence du 10 juillet 1565 un accord entre elle
et Jean de Bampont son frère,
pour la succession de leurs père et mère

GEORGES DE HAZEVILLE, mort
sans postérité.

GILLES DE HAZEVILLE, mort
sans postérité.
dunt les barons
du Hoc-Roger.

JEAN DE HAZEVILLE,
seigneur de Gadancourt et de Liencourt,
épouse Jacqueline d'Estuennville,
laquelle se remaria avec Jean de la Porte
seigneur dudit lieu et de Touthville.
Ledit de Hazeville partagea avec Charles son frère,
et leur mère, les propres de la succession
de Rolland de Hazeville, son frère,
et avec Gillette veuve dudit Rolland
les meubles et acquêts de ladite succession
par acte reçu par Gilbert Pailleur,
notaire à Neuffilly le 25 septembre 1463

ROLAND DE HAZEVILLE,
seigneur de Liencourt,
mourut sans enfants
de Gillette Baisneur.
laquelle se remaria avec
Robert de Hahour
seigneur de Chamont (sic).

CHARLES DE HAZEVILLE, seigneur dudit lieu, les Essars,
Chaussy, et de la Poterie.
fit baillir la maison de Hazeville paroisse de Vie
entre les hameaux d'Enfer et Foularde près Lainville.
Il épousa, par contrat du 1^{er} janvier 1540, *Isabeau le Tirant*,
fille de Richard le Tirant, écuyer seigneur de Villers et d'Isabeau de Cantiers;
2^o par contrat du 23 juillet 1578 reçu par Moulle,
tabellion au bailliage de Veteuil dans la châtellenie de la Roche-guyon.
Anne de Haurat, veuve de Robert de Sailly, écuyer seigneur de Saint-Cyr en Artie,
fille de Pierre de Haurat, écuyer seigneur de Tuillé, et de Jacqueline de Vicardel.
Il fut présent au mariage de Gédéon de Hazeville son petit-fils en 1605.

JEAN DE HAZEVILLE, seigneur de Gadancourt,
en-seigne de la 4^e de gens d'armes
de M. le maréchal de Rosny l'an 1624, d'un boulet de canon
et lieutenant d'artillerie.
fut tué aux
Bachel de Maronne-Buigny,
depuis baronne de Maisenfort
et comtesse de Southampton,
mourut sans avoir été marié

JEAN DE HAZEVILLE, seigneur de Liencourt,
fut emporté
au siège
de la Rochelle
et ne fut
point marié

DAVID DE HAZEVILLE, de Liencourt
et de Liencourt
par la mort de ses frères,
fut lieutenant d'artillerie
et épousa Marie d'Anvergne,
laquelle se remaria avec
Charles d'Ale,
seigneur de Recheron en Touraine.
Elle étoit fille naturelle
de Charles de Valois
duc d'Angoulême
et de Marie de Crècy.

MADELEINE DE HAZEVILLE,
épousa
par contrat
du 5 janvier 1621,
Berlin
de Monnay,
seigneur d'Amberville
et elle vivoit
encore l'an 1675.

JACQUES DE HAZEVILLE,
épousa Marie de Sailly,
fille de Robert,
seigneur de Saint-Cyr
et d'Aimée de Haurat.
Le contrat fut passé
à Magny le 6 février 1581.
Sa femme vivoit veuve
en 1605.

GÉDÉON DE HAZEVILLE, seigneur de la Poterie,
près Nonancourt, de Vie,
et de Liencourt, en partie,
épousa
de Chamont,
fille de d'Espinau
dame de Bréhan,
Berval et Fay.

CHARLES DE HAZEVILLE, MARIE-CHARLOTTE
seigneur de Gadancourt,
enseigne aux gardes,
tue au siège de la Chapelle
l'an 1618 (sic)
sans avoir été marié

MARGUERITE DE HAZEVILLE,
épousa par contrat du 9 juin 1618
François de Monnay,
son cousin germain,
seigneur d'Amberville.
Elle en étoit veuve l'an 1688

GÉDÉON DE HAZEVILLE, seigneur dudit lieu, de Chaussy, etc.,
épousa par contrat passé à Magny le 27 janvier 1601,
Jeanne de Boullet,
dame de Gagny,
fille de Henry, seigneur du Fay, Gagny, du Parc, et baron de Puche;
le partage de la succession duquel fut ordonné
par sentence du 12 février 1608 entre Charles de Meaux
et de Roavaux, mari d'Esther de Boullet, fille aînée
Madeleine Boullet, Marie Boullet et Gédéon de Hazeville,
mari de ladite Jeanne Boullet

JEAN DE HAZEVILLE,
seigneur de Gagny,
tué devant
Bois-le-Duc

CHARLES DE HAZEVILLE, mort
à 20 ans,
sans
alliance.

SAMUEL LOUIS DE HAZEVILLE,
enseigne au régiment des gardes
puis capitaine au même régiment,
sur maintenance dans sa noblesse
par jugement du 26 mai 1669
Il demeura alors
en la paroisse de Boulay,
élection de Chaumont.
Il épousa Marie de Subreois

MARIE DE HAZEVILLE,
femme de
Jacques
de Fille,
seigneur de Soucy,
dont Gédéon
et Jean.

MADELEINE DE HAZEVILLE,
femme du
seigneur de Mesnil
la Bretonnière
appelée
Pierre
de Hazeville,
seigneur
d'Anfreville.

MARIE MADELEINE,
épousa par contrat
du 11 mars 1695 ou 1699,
Godefroy Maurice d'Herbigny d'Herbouville,
seigneur de Saint-Aubin du Viel-Evreux.



d'Anfreville, les Mornay d'Ambleville, les Massue de Ruigny.

Plusieurs membres de la famille de Hazeville portent des prénoms bibliques qui sentent fort leur huguenot; il y a deux Gédéon, un David, un Samuel. Quelques-uns se distinguent comme officiers : Jean de Hazeville est tour à tour « guidon de la compagnie d'hommes d'armes des ordonnances du roy dont a charge Monsieur d'O », puis « enseigne de la compagnie de gens de guerre à cheval armés à la légère de M. d'O, gouverneur et lieutenant général pour le roy en l'Île de France » : c'est avant l'abjuration de Henri IV (1). En 1608 il s'intitule « chevalier seigneur de Gadancourt, Liancourt et Avernes, gentil-homme ordinaire de la chambre du roy, sous-lieutenant de la compagnie de deux cens hommes d'armes des ordonnances de Sa Majesté sous le tiltre de la Royne, commandé par M. le duc de Suilly ». (2) Ses trois fils sont aussi soldats : l'aîné, Jean, enseigne de la compagnie de gens d'armes du marquis de Rosny (fils de Sully); le second mourut « emporté d'un boulet de canon au siège de la Rochelle » (3); David fut « lieutenant des gens d'armes de M. le duc d'Angoulême » (Charles de Valois, bâtard du roi Charles IX), et il épousa une fille naturelle du duc (4) : les Hazeville, de ce chef, s'unirent — de loin — à la famille royale. En 1624 Charles de Hazeville, sieur de Vaudanpierre, est « pour le service du roi au pays des Grisons » (5), « enseigne d'une compagnie de gens de guerre à pied ». Un autre Jean de Hazeville fut tué devant Bois-

temple de Nanteuil (*France prot.*, 2^e éd., t. II, col. 233; dans aucune autre page des 1^{re} et 2^e éditions, il n'est question des Hazeville; d'autre part Anne de Hazeville ne figure pas sur la généalogie à la Bib. nationale).

(1) Quittances des 17 septembre 1592 et 28 février 1593, l'une et l'autre sans lieu (pièces 8 et 9 du dossier 33956, vol. 1499 des *pièces originales*, Bib. nat.).

(2) *Ibidem*, pièce 10, Paris, 22 juin 1608; mêmes titres en 1610, le 10 novembre (pièce 11, avec sceau en très mauvais état).

(3) *Ibidem*, pièce 21 (tableau généalogique).

(4) Pièces 21 et 16 (quittance du 21 octobre 1627).

(5) Quittance signée à Coire le 9 déc. 1621 (pièce 15). Nous ne savons trop où le placer sur le tableau généalogique. Valdampierre (Oise) est au Nord-Ouest de Méru.

le-Duc; Samuel était capitaine au régiment des gardes sous Louis XIV (1).

Nous ne savons de quels seigneurs de Gadancourt et Hazeville il s'agit exactement dans le passage suivant de Levrier (2) :

Après la mort des seigneurs de Gadancourt et de Hazeville, et de dame Marguerite de la Saussaye, dame de Boisemont, lesquels estoient en étroite liaison avec Calvin, l'on trouva plusieurs manuscrits de sa main contre la religion catholique. Cette dame de Boisemont fit abjuration de ses nouvelles opinions devant le grand vicaire et le promoteur de Pontoise, suivant un acte que nous avons en original en datte du 28 juillet 1587, et suivant plusieurs nottes que nous avons du même temps, les manuscrits de Calvin furent remis entre les mains de Robert Noël, promoteur de Pontoise.

M. Grave a trouvé au Cabinet des titres les renseignements suivants :

« Jacques de la Saussaye, grand vicaire de Pontoise à la fin du xvi^e siècle, était fils d'Olivier de la Saussaye, sieur de Boisemont. Il y a deux Marguerite, sœur et nièce de Jacques, celle-ci accordée le 7 juin 1597 à Pierre d'Eguillon de l'Age, bailli-juge à Sedan, maître des requêtes du roi, intendant du prince de Condé... Ce sont des protestants. Si quelques-uns des La Saussaye sont protestants on ne leur voit aucune alliance avec les de Hazeville. Ils sont seulement voisins ».

J'ai trouvé cependant les noms de Hazeville et de Boisemont sur une même page de l'*Armorial général* de d'Hozier (3).

« Dame Marguerite de la Saussaye devait être la sœur de Jacques, le grand vicaire. Celui-ci dut intervenir chaleureusement auprès d'elle... âgée déjà et peut-être isolée.

(1) En 1669 lorsqu'il fut maintenu en noblesse il demeurait près de Bouris, élection de Chaumont (aujourd'hui dans le département de l'Oise).

(2) *Loc. cit.*, XLIII, f. 163.

(3) Demoiselle *Michelle du Pertuis*, femme de Pierre de Boucaumont, seigneur de Boisemont, l'an 1510, était cousine de *Jean du Pertuis* époux de Catherine Mignot, veuve d'André de Dampont : du premier mariage de celle-ci était née Péronne de Dampont, mariée à Hector de Hazeville et veuve dès 1530 (d'Hozier, II^e registre, II^e partie, p. 867).

De là cette conversion de 1587 ». Et M. Grave estime, évidemment avec raison, que l'*Institution* trouvée chez elle était probablement un exemplaire imprimé ou une copie de l'*Institution*, mais non l'original.

Je n'ai trouvé aucune mention des familles ni des localités de Hazeville ni de Boisemont dans la correspondance de Calvin : si considérable que soit le nombre des lettres qui ont été conservées, il ne faut pas oublier d'ailleurs que beaucoup d'autres ont été détruites. J'ai aussi compulsé en vain le commentaire du *De Clementia* de Sénèque, publié à Paris par Calvin dès 1532, et le traité composé vers 1534, la *Psychopannychia* (1). Calvin y combat la théorie de quelques Pères de l'Église sur le sommeil des âmes après la mort : et le sujet, préoccupant Calvin précisément à l'époque de son séjour présumé à *Enfer*, concorderait assez avec l'étymologie ci-dessus rappelée d'après laquelle « on nomma ce lieu Enfer parce qu'il avait prêché contre le purgatoire et l'Enfer ». Peut-être Calvin aurait-il donc écrit quelques pages de la *Psychopannychia* à Enfer et Hazeville... ; peut-être même, plus ou moins consciemment, a-t-il préparé dans le « Pavillon de Calvin » dès 1533 les matériaux de tel ou tel chapitre de l'*Institution*, publiée deux ans plus tard. En tout cas il n'est pas question d'admettre qu'il ait laissé dès cette époque à Hazeville ni à Boisemont un manuscrit complet de son chef-d'œuvre.

De 1533 à 1587 (seule date citée par Levrier dans la page qu'il consacre aux origines de la Réforme en Vexin), plus d'un demi-siècle s'est écoulé. Jusqu'à l'époque de l'organisation des Églises vers 1560, nous ne connaissons que deux mentions relatives à des protestants originaires de cette région : mais elles ont leur importance, car l'une au moins a trait à un homme en rapports très personnels avec Calvin lui-même et originaire d'un lieu tout voisin

(1) *Opera Calvini*, éd. Baum, Cunitz et Reuss, t. V, 1866. La première préface de la *Psychopannychia* est datée d'Orléans, 1534, mais l'ouvrage ne fut imprimé qu'en 1542. Loin d'être alors un âpre disputeur comme on l'a si souvent prétendu, Calvin écrit dans cette préface : « Ab omni contentionis genere abhorrebat animus » : (j'avais horreur de toute dispute).

d'Enfer. Ces documents se trouvent dans le *Livre des Bourgeois* de Genève (1) où sont inscrits tant de Français réfugiés au loin pour pouvoir manifester leur foi selon leur conscience en paix et en liberté.

Villers Le 30 janvier 1540 « Michel du Bois, fils de feu Jehan, de Villard en Arthie », est reçu bourgeois moyennant une taxe assez élevée : 20 écus, 1 seillot. Villers-en-Arthies est à six kilomètres à l'ouest d'Enfer, de l'autre côté du bois de la Bucaille (2).

Le 15 août 1555, « Nicolas de la Fontaine, fils de Jacques, natif de Saint-Gervais le Vexin françois », par faveur spéciale, n'a à payer que huit écus un seillot « en égard du service qu'il a fait à M. Calvin ». Saint-Gervais est sur la route de Paris à Rouen, au delà de Magny-en-Vexin.

Nous ne connaissons que les noms de ces deux hommes; mais assurément ils n'étaient pas les seuls en Vexin à avoir adhéré *avant 1560* aux principes de la Réforme. *Après* cette date, nous allons maintenant trouver des familles seigneuriales et aussi de petits groupes de fidèles, artisans, laboureurs, etc., réunis autour d'un assez grand nombre de villages. Il serait bien surprenant

(1) Édition Covelle, 1897.

(2) Voici comment l'arrivée et les débuts de Du Bois à Genève ont été reconstitués par M. Th. Dufour dans sa savante *Notice bibliographique* jointe à la nouvelle édition du *Catéchisme de Calvin de 1537* (Genève, 1878, p. CLXXXIX) : « Michel Du Bois forma dès 1537 le projet de se retirer à Genève. Il n'était point aussi dénué de ressources que la plupart des réfugiés français qui y affluaient alors, car le 27 juin 1537, avant même qu'il fût arrivé, il faisait l'acquisition d'une maison sise dans la rue de Rive (Registres du Conseil, vol. 29, 2^e partie, f^o 60). Un mois après il achevait d'en payer le prix (302 écus) par l'intermédiaire de Saunier (ibid., f^o 62, 31 juillet), et le 25 janvier 1538 il « reconnaissait » pour elle, en personne, entre les mains du Conseil (vol. 29, f^o 83). A cette occasion il est désigné comme « imprimeur de Parys », ce qui veut dire sans doute qu'il avait travaillé à Paris comme ouvrier, ou peut-être faut-il lire « imprimeur, de Parys ». A Genève il ne se mit pas immédiatement à l'œuvre, et son inaction dura deux ans. Le 4 octobre 1539 Antoine du Pinet, pasteur de Ville-la-Grand, écrivait à Calvin : « Michel Du Bois est venu se plaindre auprès de moi d'avoir trainé les choses en longueur dans le but de vous dédier les prémices de son imprimerie et de la consacrer en quelque manière par un ouvrage portant votre nom. » (*Opera Calvini*, t. X, n^o 186)... Et Du Pinet pressait son correspondant de lui envoyer non seulement l'opuscule encore inédit de la *Psychopannychia*, mais aussi ce qu'il pouvait avoir en préparation »

que toute cette efflorescence ne correspondît pas à des semences antérieurement déposées et reçues en plusieurs de ces mêmes points.

§ 3. — FAMILLES SEIGNEURIALES ET AUTRES
DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES :

BANTHELU, ABLEIGES, CHAUMONT, BUHY, ETC.

Voici ce que raconte l'*Histoire ecclésiastique des Églises réformées* (1) complétant çà et là l'*Histoire des Martyrs* (2) : c'est au moment de l'arrêt rendu, le 18 août 1562, par le Parlement de Paris contre un grand nombre de gentilshommes protestants. A Paris, des personnes venues des environs sont parmi les premières victimes du fanatisme populaire :

Deux honorables personnes, et ayans vescu sans reproche, à savoir le lieutenant général de Pontoise, et le lieutenant particulier de Senlis, chargés d'avoir souffert les presches et baptesmes en leurs maisons, furent pendus, et le peuple y accourant comme vautours à la curée, ayans trainé leurs corps, coupé leurs testes, dont ils jouèrent longuement à la plotte, finalement les brusla.

Ainsi des prêches auraient été faits en 1562 chez l'un des principaux fonctionnaires du Vexin, le lieutenant général de Pontoise ; on a dit (3) qu'il s'appelait *Bauchenu*, ne serait-ce pas une simple confusion avec le sieur de *Banthelu*, dont il est question aussitôt après ?

Banthelu.

Ces désordres passaient bien plus outre de tous les costés d'alentour de Paris, nommément au Vecxin, où presque toutes les maisons de gentilshommes furent saccagées, avec plusieurs meurtres, et nommément celle du sieur de Bantelu qui avoit très

(1) II, 129 ; t. II, p. 169 de l'édition Baum et Cunitz, 1884.

(2) Edition de 1619, fol. 639.

(3) *Journal de Pierre Bruslart*, 20 juillet 1562 : « Le lieutenant général de Pontoise, nommé Bauchenu, fut exécuté par justice et arrest de la Cour et pendu en Grève, pour avoir faict prescher sous le nom du roy dedans la ville de Pontoise et lieux circonvoisins, en autre forme que l'Eglise ancienne » (cité dans la *Fr. prot.*, 2^e éd., t. I, p. 964).

grandement servi dès le commencement que les Églises de ce quartier là furent dressées, le tout sous ombre de justice, courant par pays un nommé Roffet, prévost de Pontoise, avec deux ou trois cens hommes, pour faire prendre ou tuer tout autant qu'il en pouvoit trouver favorisans la Religion.

Banthelu est au nord d'Enfer, sur la route d'Avernes à Magny, et Avernes était en partie sur le fief du seigneur de Banthelu.

Entre les autres alors persécutés, n'est à oublier la maison du sieur de Berthi au village de Nelle, à deux lieues de Pontoise; laquelle ayans forcée, tuèrent l'un des enfans dudit sieur, et traînèrent le reste ès prisons, après les avoir meurtris de coups, mesmes la dame du lieu, où ils furent détenus fort longtemps en grande misère et à grand peine délivrés après les troubles.

Nesles-la-Vallée, dont il s'agit, est au nord-ouest de l'Isle-Adam, sur le Sauceron, petit affluent de l'Oise.

Un autre gentilhomme du Vecxin, nommé le sieur de Haudrencourt, retourné d'Orléans pour se rafraîchir en sa maison, y fut assailli par une compagnie de gens de pied qui conduisoient l'artillerie à Rouen, contre lesquels s'estant longuement défendu à coups d'arquebuses et de pistoles, combien que la maison ne fust tenable et qu'il ne fust leans que luy troisieme avec deux damoiselles, finalement estant contraint par le feu de se lancer par une fenestre, et de là en la rivière de Seine, la passant à nage, ainsi comme il estoit prest d'arriver à l'autre bord,* fut frappé d'une arquebouse par la teste, dont il mourut soudain. Et quant aux damoiselles, ayans esté mises nues en chemises, et chargées dans le basteau où estoit l'artillerie, furent menées en cest estat ès prisons de Vernon, dont toutesfois elles furent délivrées le lendemain.

Haudrencourt ne se trouve dans aucun dictionnaire de noms de lieux français, mais Sandrancourt est un hameau (de la commune de Saint-Martin-la-Garenne), dont la situation en amont de Vernon correspondrait bien au théâtre de cette scène. La suivante, à propos d'une autre noyade, nous ramène dans des régions déjà mentionnées :

Un surveillant de l'Église de Paris, nommé La Faye, s'estant retiré avec quelques enfans qu'il instruisoit au susdit village de Banthelu, et s'estant puis après résolu de se retirer à Orléans,

arresté passant à Meulan avec ses disciples, et enquis de sa foy, fut condamné à estre pendu et estranglé, de quoy se portant pour appelant à Paris, il fut arraché par le peuple d'entre les mains de ceux qui le menoient, et jeté du pont en bas en la rivière, puis retiré et remis aux prisons, mené à Paris, où il fut flambé d'une estrange façon, mourant ce néantmoins avec une singulière constance.

Quelques années plus tard, le seigneur de Banthelu, sans doute fils de la victime des troubles de 1562, figure parmi les huguenots des environs de Mantes, qui promettent d'être fidèles serviteurs de Charles IX et en récompense le roi invite les autorités de Mantes à les protéger (1). Les autres sont les seigneurs de Laporte (1), de Vaudencourt (2), de Villers (3), de Dampois (4) et de Fontaines (5).

Au milieu du siècle suivant, en 1640, c'est « au seigneur et à la dame de Bantelu, où se retire le ministre », qu'est signifié un arrêt du Conseil ordonnant la démolition du prêche de Limay (6). Cette famille resta fidèle à la Réforme depuis ses origines jusqu'à la Révocation : en 1683, le jeune seigneur, célibataire, donnait (comme ses parents en 1640), asile au pasteur qui célébrait encore à cette époque le culte dans le temple d'Avernes et (plus rarement) dans celui de Limay (7).

(1) Lettre du 7 mars 1574, datée du faubourg Saint-Honoré lès Paris, citée par Py, p. 48.

(1) Jean de la Porte, seigneur de la Porte et de Touteville, épouse à la fin du xvi^e siècle la veuve de Jean de Hazeville (Bib. nat., pièces orig., vol. 1499, dossier 33936, pièce 21 reproduite ci-après). La Porte et Touteville sont dans la commune d'Asnières-sur-Oise à l'ouest de Beaumont.

(2) Vaudencourt est une commune du département de l'Oise, canton de Chaumont. Nous n'avons trouvé dans le Vexin aucune localité du nom de Laporte.

(3) Villers-en-Arthies à l'ouest d'Enfer : la génération précédente y renfermait déjà des protestants, c'est même, sauf erreur, le plus ancien nom de huguenot connu en Vexin : voir ci-dessus.

(4) Peut-être Damply près Montalet-le-Bois au sud d'Avernes.

(5) Peut-être Fontenay au nord de Limay.

(6) Requête de 1683 (citée par Py, p. 61) pour la destruction du Temple de Limay.

(7) « A Bantelu est la maison d'un seigneur religionnaire où se retire le ministre ». Il n'y a « dans toute la campagne que deux gentilshommes, les sieurs de Bantelu et de Villers non encore mariés, et peu affermis dans leur religion » (ibid., p. 64).

Ainsi tout autour de Hazeville et Enfer, berceau du protestantisme en Vexin, nous trouvons, au ^{xvi}^e siècle et encore au ^{xvii}^e, les traces de l'existence de familles seigneuriales ou roturières ayant adhéré à la Réforme à Villers, Banthelu, Gadancourt, Aavernes, et plus loin à l'ouest, en allant vers Pontoise, Ableiges.

Ableiges : les Maupeou.

Une faible ondulation de terrain, sur laquelle court toute droite la grande route de Paris à Rouen, sépare le bassin de la Seine de celui de l'Oise; de la Villeneuve-Saint-Martin, par exemple, on descend dans la jolie vallée de la Viosne : sur la rive droite s'étagent coquettement les maisons d'Ableiges; la route de Pontoise à Gisors serpente au fond du vallon. Dans la partie la plus élevée du village, un clocher gothique surmonte une église où l'on remarque deux pierres tombales d'anciens seigneurs du pays (1). Le château était de l'autre côté de la route de la Villeneuve-Saint-Martin. Il a été entièrement démoli, et de la ferme voisine, au milieu d'une cour embroussaillée, il ne reste guère qu'un colombier, grosse tour cylindrique assez pittoresque. Un propriétaire voisin a encasté au-dessus du portail de son jardin un écusson provenant évidemment de l'ancien château : en chef, trois étoiles; en pointe, un hérisson; le tout surmonté d'un casque : ce sont les armes des Maupeou.

Or, Gilles de Maupeou, seigneur d'Ableiges et de la Villeneuve (Saint-Martin), intendant des finances au début du ^{xvii}^e siècle, contribua puissamment au transfert du culte d'Ablon à Charenton. Fonctionnaire intègre, il était hautement apprécié par Henri IV et Sully; il devint

(1) L'une est en quatre morceaux, et les inscriptions — du ^{xviii}^e siècle semble-t-il — sont à peu près indéchiffrables. Sur l'autre on lit : « Cy gist haut et puissant seigneur messire Gilles Marie de Maupeou, chevalier seigneur comte d'Ableiges, La Villeneuve Saint-Martin, Chamblay et autres lieux, conseiller d'état, doyen d'un des quartiers de M^{rs} les maîtres des requêtes ordinaires du roy, commissaire général des postes et messageries de France, décédé le 13^e mars 1745, âgé de 65 ans ».

conseiller d'État, contrôleur général des finances. Les pasteurs de Paris lui dédièrent plusieurs ouvrages ; en 1636 encore, Du Moulin loue « ses saintes méditations » (1). Son fils abjura en 1641.

Arthieul et Chaumont (Quiltry).

En suivant pendant quatre lieues l'ancienne grande route de Pontoise à Magny-en-Vexin, on arrive, un peu avant cette petite ville, à un endroit où il y eut aussi, au xvii^e siècle, des seigneurs protestants : Arthieul, au sud de la route de Chaumont-en-Vexin (2).

La famille des seigneurs de Chaumont avait pour blason : fascé d'argent et de gueules de huit pièces (3). Le premier qui semble avoir adhéré à la Réforme fut Antoine de Chaumont, seigneur de Quiltry (ou plutôt Guitry) (4) et de Bertichère (5), compagnon d'armes de d'Andelot. Son fils Jean prit souvent part aux guerres de religion et aux assemblées politiques des réformés ; il mourut vers 1592 à Gournay-en-Vexin (6). « C'était, dit de Thou, un homme grave, habile à manier la parole, et non moins distingué par son courage que par sa prudence ». Nous citerons ici seulement quatre membres ou alliés de cette famille non mentionnés dans la *France protestante* : en 1685 se trouvait dans le temple (ou dans le cimetière protestant) (7) de Limay une pierre tombale dont les dates n'ont pas été conservées. Elle portait, cette inscription : « Cy gisent en attendant la résurrection dame

(1) Pour plus de détail sur ce personnage voir notre *Histoire de l'Église de Paris sous Henri IV*, p. 193, etc. Le petit-fils de Maupeou fut le trop célèbre surintendant Fouquet.

(2) Arthieul est en Seine-et-Oise, Chaumont dans l'Oise.

(3) *France prot.*, 2^e édit., t. IV, col. 248, on a imprimé *Athieules* au lieu d'Arthieules.

(4) Commune du canton d'Écos, département de l'Eure, au sud-ouest de Chaumont.

(5) Hameau de la commune de Chaumont-en-Vexin (Oise).

(6) Commune du département de l'Eure, sur l'Epte.

(7) Le procès-verbal de démolition du temple, le 1^{er} novembre 1685, dit seulement : « Nous avons remarqué une belle tombe de six à sept pieds de long sur trois pieds de large » (cité par Py, p. 69).

Élisabeth du Ménil en son vivant femme de messire Louis de Chaumont, chevallier seigneur d'Artieulle, et Judith de Chaumont sa fille, en son vivant femme de messire Jacques Stuart, chevallier seigneur de Vésine et de Sanius (1), qui n'a voullu estre séparée après sa mort de celle dont elle n'avoit esté séparée pendant sa vie ».

Buhy : Du Plessis et Du Moulin.

Enfin un peu avant d'arriver à l'Epte, frontière de la Normandie, Buhy fut le lieu de naissance de deux protestants illustres : Du Plessis-Mornay et P. Du Moulin. Jacques de Mornay et Françoise du Bec Crespin y eurent pour fils, le 5 novembre 1549, Philippe, plus tard seigneur du Plessis-Marly, célèbre sous le nom de Du Plessis-Mornay. Voici ce que raconte M^{me} du Plessis-Mornay dans ses *Mémoires* (2), à propos de sa belle-mère Françoise du Bec Crespin et de sa conversion, quelques années après la naissance de son fils :

Or y avoit-il six ou sept ans qu'elle avoit congnoissance des abus de la papauté et désir de faire profession de la Religion réformée; mais les feux qui estoient lors encore allumés en France, et la crainte qu'elle avoit de la ruyne de sa maison, la faisoit dissimuler, joint que feu M. de Buhy n'en monstroït aucun sentiment; elle ne laissoit touttefois de lui en parler par occasion et quelquefois aussi il la trouvoit lisant en la Bible, aux psalmes ou en quelque autre livre dont il ne s'offensoit point. Seulement il l'advertissoit qu'elle ne le mist en paine à la rigueur du temps. Or estant veufve, elle ne voulut monstrier si tost changement; ny se déclarer avant qu'elle eust fait faire l'enterrement, obsèques et funérailles de feu M. de Buhy. Et comme feu M. d'Ambleville (3), père de M. de Villerceaux (4), puiné de la

(1) A la bataille de Dreux, en 1562, le connétable, d'après de Thou, fut fait prisonnier par *Robert Stuart, sieur de Vézines* (*France prot.*, 2^e éd., t. II col. 1054). Un capitaine *Guillaume Stuart de Vézines*, commandait en 1587 les Suisses envoyés au secours des protestants du Dauphiné (*France prot.*, 1^{re} éd., t. IX, p. 318 a). Au lieu de SANIUS, faut-il lire SAN. IUS. (Saint-Just)? Nous retrouverons ci-après ce nom près de Chambly (Oise).

(2) P. 12 et suivante.

(3) Jacques de Mornay, qui épousa en 1512 Madeleine Villavoine, dame de Villarceaux. J. P. 860

(4) Nicolas de Mornay, fils de Jacques, qui épousa, en 1547, Anne Lhuillier.

maison de Mornay et M^{me} de Villerceaux, sa belle-fille, lui remontrèrent qu'elle faisoit mal, congnoissant les abuz, d'y continuer, etc. ; depuis, peu à peu, elle s'abstint d'aller à la messe, tantost sous prétexte de son deuil et tantost de quelque indisposition. Touttefois ses enfans continuoient à y aller, et y envoyer ordinairement les plus petits. Enfin admonestée de Dieu par une grieve maladie où elle fit son testament et pensa mourir, elle se déclara ouvertement l'an 1560, avec tous ses enfans, et du depuis en a tousjours fait comme elle fait encore aujourd'hui profession ouverte... Mesmement du temps de la Saint-Barthélemy 1572, que l'Évangile se taisoit presque par toute la France, il continua tousjours en sa maison.

« Françoise du Bec, ajoute M. Grave (1), envoyait le plus qu'elle pouvait ses enfans à Bourry, chez son frère Philippe du Bec Crespin, qui partageait ses croyances nouvelles... Après la mort de son père, maître Jehan de Lus, « depuis curé de Magny », exhorta Philippe de Mornay à fuir les nouveautés. En 1562, M^{me} de Buhy passait son temps à Montagny, près Montjavoult.

Une vingtaine d'années après Du Plessis-Mornay, dans le même château, naquit le futur pasteur de Paris et savant théologien Pierre du Moulin. Son autobiographie s'exprime ainsi (2) :

Les troisiemes troubles s'estant esmeus, le château de Mouy (3) fut pris par M. de Fosseuse (4). Mon père, qui estoit dans ce chasteau, trouva moyen de se sauver. Et la persécution estant rude, après diverses courses et changemens de lieux, il vint à Buhi au Vexin, où il arriva le 25 septembre 1568. M. de Buhi estoit frère aîné de M. Du Plessis-Mornay. Estant encore de la religion, il reçut mon père et ma mère en sa maison. Là je nacquies le 16 octobre 1568, à neuf heures devant midi, et fus présenté au baptesme par M. de Buhi et baptisé par M. Viault, dit du Buisson (5).

(1) *Calvin*, etc., p. 13.

(2) Ms. de la bibl. Soc. hist. prot., publié dans le *B. h. p.*, 1858, p. 171, et de nouveau, plus correctement, par M. Weiss, pour ce passage, en 1906, p. 363.

(3) Chef-lieu de canton du département de l'Oise, sur le Thérain.

(4) Village du département de l'Oise, canton de Méru, sur la route de Beaumont à Méru.

(5) Nous ne savons si c'est le même personnage que Martin du Buisson, qui prêchait vers 1563 aux environs de Valenciennes (*Encycl. des Sc. rel.*, IV, 760).

L'an 1569, les persécutions croissantes, mon père, après avoir mis ma mère et ma sœur Ester et mon frère Joacim à Saint-Just près de Chambly (1) et m'avoir mis en nourrice chez la femme d'un gravennier de Buhy, se retira à Sedan, et envoya quérir ma mère et ma sœur Ester et mon frère Joacim, mais je demeuray en nourrice audit lieu... Le 12 juin 1573, mon père épousa [en secondes noces] demoiselle Guillemette d'Aurigny de la maison d'Anserville, près Beaumont (2). Elle estoit veuve de Mercatet, ministre à Montataire et à Anserville. De ce mariage sont sortis plusieurs enfans. Le premier a esté une fille, nommée Marie, présentée au baptême par M. de Saint-Just (3).

A Buhy, le seigneur avait aménagé pour l'exercice du culte réformé « un grand bâtiment », qui fut rasé en 1806 seulement (4).

En dehors de Buhy, où ils ne pouvaient s'assembler que pendant les séjours du seigneur du lieu, tant qu'il fut protestant, les réformés du Vexin se réunirent ailleurs aussi sous la protection d'autres seigneurs, par exemple celui de Banthelu, dont dépendait Avernès. C'est ainsi que me paraît s'expliquer l'origine première du culte dans cette localité proche de celle où Calvin avait reçu asile.

§ 4. — L'EXERCICE DU CULTE A AVERNÈS

Le culte dont nous avons ci-dessus essayé de retracer les débuts obscurs à Hazeville et Banthelu, s'est maintenu ensuite à Avernès de façon pour ainsi dire officielle, parce que ce village, d'accès assez facile et dépendant du fief d'un seigneur protestant, se trouvait à la distance pres-

(1) Chambly est une commune de l'Oise limitrophe de Seine-et-Oise, à une lieue de Beaumont, sur la route de Méru, et Saint-Just, à deux kilomètres au delà, près de cette même route, est dans la commune de Belle-Eglise. En 1698, le rapport d'un intendant porte qu'il reste « à Belle-Eglise une famille huguenote » (CH. WEISS, *Histoire des réfugiés*, t. II, p. 393).

(2) Anserville est une commune de l'Oise au nord de Fosseuse (dans le B. h. p. 1858, on a imprimé à tort *Auserville*). A Montataire, près Creil, a été célébré en 1564 le mariage du cardinal de Châtillon et d'Elisabeth d'Authéville (cf. notre *Église réf. de Paris sous Henri IV*, p. 411 et B. h. p., 1902, p. 585).

(3) Sans doute Saint-Just, près Chambly, où Pierre du Moulin avait été en nourrice.

(4) Par M. de Caylus (cf. H. Py, *op. cit.*, p. 20).

crite par divers édits au delà de Meulan et de Mantes, et même au delà de Paris (dix lieues). Ainsi l'édit de Poitiers, en 1577, interdit l'exercice du culte autour de la capitale jusqu'à « une lieue grande par delà Meulan, Vigny, Méru, etc. ».

Peut-être même pourrait-on faire remonter la date précise de l'établissement d'un culte régulier à Avernès à l'année 1563, où il fut interdit de construire un temple à Meulan, chef-lieu du bailliage dans lequel se trouvait Avernès (1).

En l'an 1563, les religionnaires ayant voulu bastir un presche à Meullent en conséquence de l'édit de pacification suivant lequel ils pouvoient en édifier un dans chaque bailliage, les habitants de la ville de Meullent s'opposèrent à cet établissement et présentèrent leur requête à la reine, expositive de leurs raisons et motifs; en conséquence intervirent lettres patentes de Charles IX qui firent défenses à ces novateurs de bastir aucun presche à Meullent et enjoignirent au bailliy de Meullent ou son lieutenant, de les en empêcher. Il leur fut indiqué le village d'Avernès où ils pourroient en bastir un pour le ressort dudit bailliage, ce qu'ils exécutèrent presque aussitôt, et tinrent leurs assemblées, leurs presches et leurs conférences dans cette partie du Vexin (2).

Le château de Banthelu venait d'être mis à sac en 1562.

Mais la construction d'un temple proprement dit à Avernès remonte-t-elle au xvi^e siècle? Je ne le crois pas. Les protestants se réunissaient dans quelque bâtiment appartenant au seigneur, peut-être simplement une grange comme à Vassy et ailleurs. Les plus anciens noms connus sont ceux de deux laboureurs incarcérés à Meulan et à Paris en 1568. Parmi les poursuites et condamnations pour hérésie, documents publiés par M. N. Weiss d'après les registres d'écrou de la Conciergerie de Paris (3), on lit à la date du 7 janvier 1569 :

(1) Il ne faut pas confondre comme on l'a fait parfois *Averne près Meulan* avec *Averme près Moulins* (lieu d'exercice du culte réformé en Bourbonnais).

(2) Le président LEVRIER. *Essai sur Meullent* (*loc. cit.*, t. XLIII).

(3) *Bull. hist. prot.*, 1901, p. 642. Parmi les noms inscrits le 13 janvier, je relève celui de « Pierre Prieur, natif de Vauleroux en Beauvoisis » (Le Vauroux, canton d'Auneuil, Oise).

Hardouyn Cornouille, laboureur natif d'Averne près Meulant et y demeurant et Nicolas Truffault laboureur, natif dudit Averne et y demeurant, amenez des prisons de Melan, comme prisons empruntées pour les prisons de céans, par Pierre Doulay, sergent royal... en vertu de certain arrest de la Cour de Parlement du 10^e décembre 1568 dernier passé, signé Malon, obtenu à la requête de M. le procureur général du Roy, par lequel est ordonné que lesdits Truffault et Cornouille et aultres denommez audit arrest, qui ont porté les armes contre le Roy, seront prins au corps et amenez près ès prisons de céans pour ester à droyt.

Hérésye. Renvoyez audit Meulant pour leur faire et parfaire leur procez. Arrêt du 24 janvier.

Lorsque l'édit de Nantes (art. XI) accorda aux réformés deux lieux de culte par bailliage, les commissaires (1) chargés de l'exécution de l'Édit en Ile de France, choisirent en 1599 Aavernes pour le bailliage de Mantes. En 1601 c'était avec Ablon (pour l'Église de Paris) et Claye (pour la région à l'est de Paris), tout ce qu'il y avait comme lieux d'exercice public dans le « colloque » de l'Ile de France (2). Cette désignation d'Aavernes ne fut pas nécessairement suivie aussitôt de la construction d'un temple : les députés généraux des Lglises réformées, rendant compte de leur mandat vers 1611, disent en propres termes : « Il n'a point esté jusqu'icy basti (à Aavernes) aucun temple (3).

Cependant cet état de choses provisoire ne pouvait se prolonger indéfiniment. Dans les premières années du règne de Louis XIII un bâtiment spécialement affecté au culte fut construit à Aavernes, non pas — comme souvent ce fut ailleurs le cas — dans un lieu écarté, mais sur l'une des rues principales, celle qui va de Théméricourt à

(1) Le président Jeannin et François d'Angennes, seigneur de Montlouët, que l'assemblée des protestants à Nantes en 1593 avait déjà désigné comme l'un des commissaires chargés de défendre leurs intérêts.

(2) Actes du synode provincial réuni à Claye en 1601 (ms. aux archives munic. de Vitry-le-François, copie à la Bibl. Soc. hist. prot.).

(3) *Mémoire et estat sommaire des affaires tant générales que particulières qui ont esté faites par les sieurs de Villarnoul et de Mirande, députez généraulx des Églises de ce royaume près le Roy, pendant le temps de leur charge qui commença le premier jour de novembre 1608.* Ms. à la Biblioth. Soc. hist. pr. fr.

Gadancourt. C'était d'ailleurs un bâtiment de dimensions modestes, à en juger par celles du terrain, et l'architecture n'avait sûrement rien de très monumental.

Mais la seule présence de cet édifice à quelques centaines de pas de l'église catholique ne pouvait manquer d'exciter le mécontentement du curé de Saint-Lucien et des autorités ecclésiastiques. En 1627, le fameux curé de Charenton, le Père Véron, grand controversiste, se flatte d'avoir obtenu « la conversion du seigneur d'Avernes où est établi le plus ancien prêche de France » (1).

En 1633, autre abjuration, celle d'une demoiselle de Monbine : le ministre d'Avernes Benjamin Tricotel eut à ce sujet un « pourparler » avec le curé Gabriel Ferrand (2).

Des cinquante années suivantes de l'histoire de l'Église d'Avernes nous n'avons pu retrouver aucune trace, sinon quelques détails relatifs aux pasteurs, qu'on trouvera ci-après.

La révocation de l'édit de Nantes fut signée le 22 octobre 1685. Cinq jours après, le samedi 27, le délégué de l'élection de Mantes, accompagné de maçons et de charpentiers, avec les huissiers et les archers de la maréchaussée, vint faire détruire le temple d'Avernes (3).

§ 5. — L'EXERCICE DU CULTE A LIMAY

Comme le lieu de culte du bailliage de Meulan, un autre temple voisin avait été déjà détruit deux jours auparavant : celui qui se trouvait sur la rive droite de la Seine en face de Mantes même, à Limay, faubourg relié à la ville par un pont de grande importance économique et stratégique. Par là pouvaient passer les protestants disséminés dans le Mantois sur la rive gauche de la Seine, d'ailleurs en moins grand nombre que dans le Vexin sur la rive droite.

¹ (1) C'est le titre d'un rarissime petit livre cité par DOUEN, *Révolution à Paris*, t. 1, p. 256 et 259.

(2) Celui-ci en a rendu compte dans un vol. in-8° publié à Paris en 1633 (*France prot.*, 1^{re} éd., t. IX, p. 421 a).

(3) PY, *op. cit.*, p. 44.

Dès 1560, il y avait à Limay « une trentaine de familles infestées d'hérésie » (1).

À propos des troubles de 1562 l'*Histoire ecclésiastique des Églises réformées* rapporte ceci (2) :

Ceux de Dreux et de Mante s'estoyent aussi esmeus dès le commencement de ceste guerre, jusques à courir sus à quelques gentilshommes de leurs voisins estans de la Religion, mais enfin ceux du chasteau de Mézières et d'Olivet les contraignirent de se tenir clos dans leurs portes, ne laissant de faire du pis qu'ils pouvoient, pillans, tuans, chassans les suspects de la religion, et se jettans mesmes sur les paysans qui venoyent au marché; entre autres un gentilhomme de la maison du Mesnil au bourg, combien qu'il ne fust de la Religion et fust de la suite du sieur de Villarceaux (3), leur gouverneur; toutesfois ayant esté découvert comme il tenoit quelque gros propos à deux moines du prieuré de Gassicourt (4), fut chargé comme estant de la Religion, et après infinis coups, encores trainé en prison, où il rendit l'esprit incontinent, ayant eu le bras coupé en ceste émeute. Un autre gentilhomme qui le cuidoit défendre, et un pauvre porte pannier aussi, ne leur ayant pas respondu à leur souhait, entrant en la ville, fut très cruellement massacré et jeté en la rivière, comme aussi une riche boutique d'un apothicaire nommé Margas fut pillée et une bonne partie de ses drogues brulées en la rue comme si elles fussent empoisonnées, d'autant qu'il estoit de la Religion, de sorte que Villarceaux fut contraint d'abandonner la ville et son gouvernement.

En 1573, il y a une accalmie : Charles IX enjoint à ses « chers et bien aimés de Mantes » d'avoir à « prendre garde à la seureté de la ville et du pont », afin que « les dits de la nouvelle opinion puissent cognoistre comme nostre droite et sincère intention est de conserver tous nos subjects en seureté et repos » (5).

Pendant la fin des guerres de religion Mantes joua un

(1) CHRESTIEN, *Mémoires*, etc., ci-dessus cités, f. 429.

(2) T. II, f. 130 (édition Baum et Cunitz, t. II, p. 170).

(3) Sur Mézières-en-Drouais et Mesnil-au-Bourg, près Marsauceux (Eure-et-Loir), voir H. LEHR, *La Réforme dans le dép. d'Eure-et-Loir*, Paris, 1912, p. 129 et suivantes. Villarceaux est dans la commune de Chaussy, à l'ouest de Banthelu.

(4) Commune contiguë à Mantes, à l'ouest.

(5) Lettre du 28 février 1573, liasse 17 des archives munic. de Mantes, cité par Pr, *op. laud.*, p. 17.

rôle important, surtout depuis que Henri IV y entra, cinq jours après sa victoire d'Ivry, le 19 mars 1590. Les pasteurs aumôniers du roi de Navarre, puis ceux de sa sœur Catherine de Bourbon y prêchèrent alors à diverses reprises (1). Ce fut à Mantes que le roi assista pour la dernière fois, le 18 juillet 1593, au prêche (fait par Antoine de la Faye) avant d'aller abjurer à Saint-Denis (2). Une assemblée générale des protestants se réunit peu après à Mantes et à Meulan de novembre 1593 à janvier 1594.

Il n'est pas dans notre dessein (et vu le peu de documents, il serait hors de notre pouvoir actuel) de raconter en détail l'histoire de l'Église de Mantes. MM. Grave et Py ont déjà consacré à divers épisodes des pages intéressantes dans des travaux que nous avons déjà utilisés ci-dessus à mainte reprise. Nous désirons seulement mettre en lumière certains points relatifs au temple et aux pasteurs.

A Limay on se réunit d'abord « non en public ni à son de cloche, mais dans quelque mesure ou grange à l'extrémité du faubourg » (3).

Il existe encore à Limay, une *rue du Prêche* et une *rue du Temple*, l'une et l'autre à la lisière du bourg, du côté des champs, mais l'une à l'ouest, l'autre à l'est. Nous avons lieu de croire que la première conserve le souvenir de l'endroit où avaient lieu les réunions au xvi^e siècle, tandis que la deuxième correspond au lieu de culte public après l'édit de Nantes, au xvii^e siècle. La *rue du Prêche* s'appela jusque vers 1860, suivant l'usage ancien, *rue de la Prêche*; d'après une tradition locale qu'a bien voulu nous transmettre M. Tarrou, pasteur à Mantes, « la maison qui servit de prêche existait encore il y a vingt-cinq ou trente ans à l'angle de la rue des Capucins et de la rue du Prêche : grande maison à deux étages avec des pièces

(1) Dans sa *Remonstrance à Madame* (Paris, 1601, p. 94), le pasteur apostat Cayer rappelle ce qui se passait entre Madame, ses aumôniers (Cayer et M. de Vaux) et diverses personnes « en votre salle de Mantes ».

(2) L'ESTOILE, *Journal de Henri IV*, etc.

(3) Cf. *Requête de 1685 demandant la destruction du temple*, publiée par H. PY, *op. cit.*, p. 62.

immenses, au caractère monumental. Cette maison fut vendue en 1830 et dans l'acte de vente rien ne donne aucune indication sur le caractère ou la destination de cette maison; aujourd'hui elle appartient à un maraîcher et on en a absolument changé l'intérieur. »

Quant au temple bâti au commencement du xvii^e siècle « par l'autorité de Monsieur de Sully », il se trouvait sur un terrain dépendant du seigneur de Limay (1) et du chapitre royal de Mantes. En sortant de Mantes par le vieux pont et la rue de Paris on arrivait aussitôt à la place dénommée encore aujourd'hui *place du Temple*; à l'est on voit encore le long de la *rue du Temple* un pan de mur ancien, bordant un jardin où était l'édifice lui-même (2). Un passage étroit descend dans une salle souterraine qu'on dit parfois construite par les Capucins. Ne seraient-ce pas plutôt les fondations de l'ancien temple, un caveau servant à l'occasion de dépôt mortuaire pour les cercueils des protestants? Il existe encore à Charenton dans le jardin de l'école dirigée par les sœurs, une salle souterraine de ce genre à l'emplacement même où s'élevait le premier temple construit en 1606, et c'est là que fut déposé par exemple le cercueil du maréchal de Gassion (3).

Ce n'est pas seulement Sully dont la présence près de Mantes fut souvent utile aux réformés de la région. Déjà son père avait adhéré à la Réforme. François de Béthune, baron de Rosny en aval de Mantes, avait suivi le prince de Condé et après la bataille de Jarnac fut emmené captif dans le château de l'Ile-Adam (1569). Quand son fils Maximilien se trouvait dans le château de Rosny qu'il fit reconstruire, on y pouvait célébrer le culte (4). Aussitôt

(1) En 1685, c'était M. d'Amonvillié (H. Py, *loc. cit.*).

(2) Jardin appartenant en 1914 à Mademoiselle Annette Duvivier, d'après les renseignements que je dois à la bienveillance de M. le pasteur Tarrou, recueillis par lui notamment auprès de M. Poyer, clerk de notaire.

(3) *Bull. hist. prot.*, 1906, voir le plan dressé par nous, p. 298.

(4) Après la peste de 1586, on avait enlevé tous les meubles et « bien éventé et flambé les logements ». C'est alors que la première femme de Rosny avait erré deux jours et deux nuits aux alentours, dans la forêt, « sans avoir osé prendre ni pu trouver autre retraite ni couvert que son carrosse pour boire, manger et dormir ». (*Mémoires de Sully*, I, p. 44 et 98.) C'est

après l'édit de Nantes il existait en outre à Limay, pour les protestants de Mantes et des environs, un lieu d'exercice fixé par les commissaires de l'Édit en même temps que celui d'Avernes : c'est là sans doute que Louise de Coligny fit la Cène « à Mantes » le jour de Pâques, comme elle l'a écrit à sa fille le 24 avril 1599 (1).

Le temple de Limay.

La construction du temple de Limay remonte, avons-nous dit, aux premières années du ^{xvii}^e siècle (2). « Le plan du presche de Limay par nous produit, disait une requête de 1685, fait assez connoître qu'il est proche des portes de la ville au milieu de trois églises, et si proche de celle des Capucins et de la paroisse du dit fauxbourg, que le chant de Marot trouble l'office des bons pères capucins et encore davantage le chant de ladite paroisse (3). » La réponse faite à cette requête indique que « le prêche a esté basty par un particulier depuis l'édit de Nantes dans un champ appartenant aux chanoines de Mantes ».

Ce temple était couvert en tuiles (dix mille environ). Sur ses dimensions la requête demandant sa destruction nous renseigne approximativement : les deux maîtresses poutres avaient vingt pieds, c'est-à-dire que le temple était long de six à sept mètres. On y trouvait plusieurs

aussi à Mantes qu'eut lieu le second mariage de Rosny, en 1592 (Cf. notre *Eglise réf. de Paris sous Henri IV*, p. 318). Par contre, c'est chez le frère (catholique) de Maximilien, Salomon de Rosny, gouverneur de Mantes, qu'eut lieu, le 7 décembre 1593, à Mantes, une dispute théologique entre Du Perron (futur cardinal) et Berauld (futur professeur à Montauban), cf. BENOIT, *Hist. de l'Édit de Nantes*.

(1) *B. II. P.*, 1871, p. 488. D'après les *Mémoires* de Sully (I, p. 312), ce pourrait être aussi à Rosny que la princesse aurait communie ; le baron lui montra là, en tout cas, ses nouvelles constructions. Les *Actes de Sully* (édition de Mallevoue, 1912, p. 13) renferment un traité avec Jehan Wolf et Antoine Lambert, marchands bourgeois habitant la ville de Mantes, pour « établir une tisseranderie de la ville de Mantes pour toiles fines d'Hollande ou aultres ».

(2) « Je ne retrouve point, dit CHRESTIEN (*Mémoires* cités), l'année qu'il fut establi un presche : si ce fut sous Charles IX, ou, comme quelques-uns le disent, dans les premières années de Henri IV » ; d'autre part, on lit dans la *Requête* de 1685 : « par le tesmoignage des plus anciens dudit fauxbourg, le dit presche a esté basty longtemps après l'édit de Nantes. »

(3) Archives nationales, TT 251, cité par PY, p. 66.

rangées de bancs, une chaire, une table pour la communion, et les commandements de Dieu dans un cadre qui subsistait seul lors de l'inventaire en 1685 (1) : le texte des commandements avait été mis en lieu sûr par un protestant ou enlevé comme trophée par un catholique.

Les pasteurs de Mantes et Aavernes.

La présence de Sully à Rosny, et le fait qu'il resta lieutenant du bailliage même après sa disgrâce sous Louis XIII, assurèrent aux protestants mantois certains avantages. Ainsi leur pasteur touchait un supplément de traitement contre lequel on protestait devant les synodes nationaux de 1603, 1607 et 1609 (2).

Qui était le « ministre de Mante » dont on signale la présence et l'ingénieux stratagème pour prêcher à Paris

(1) *Py*, p. 69.

(2) Synode de Gap, XXX : « La province de l'Île de France s'étant plainte que sur la somme totale des deniers qui lui sont octroyés..., on en retranche cinq cens escus qui sont particulièrement employés à l'entretien de deux pasteurs de ladite province, la compagnie... défend auxdits pasteurs, sous peine de très forte censure, de tirer le paiement de leur pension par une autre voie que celle de l'ordonnance des autres Églises, néanmoins afin de soulager et accommoder lesdits pasteurs, on a résolu d'accorder encore deux portions à l'Île de France. »

Synode de la Rochelle, LVII : « Sur la proposition faite par les députés de l'Île de France pour les cinq cens écus qui ont été ci-devant tirés sur leur département pour la pension des deux pasteurs de Mantes et de Fontainebleau : la compagnie considérant les portions surnuméraires qui ont été attribuées à la susdite province et à ses annexes, n'a point trouvé qu'elles eussent sujet de se plaindre pour le passé : et pour l'avenir elle a octroyé cinq portions surnuméraires à ladite province, pour subvenir auxdites Églises de Mantes et de Fontainebleau, et lui a enjoint de faire que lesdits pasteurs se rangent à l'ordre desdites Églises et se contentent des gages ordinaires que reçoivent les autres pasteurs de ladite province. Et s'ils n'acquiescent pas à l'autorité du synode, elle y pourvoira par les voies de la discipline ».

Synode de Saint-Maixent, XXIII : « Sur la plainte continuée par la province de l'Île de France, de ce que par le commandement de M. le duc de Suilli, le ministre de Mantes et celui de Fontainebleau reçoivent cinq cens écus sur les portions adjugées à ladite province : la compagnie ordonne que ledit synode remontrera derechef auxdits pasteurs ce qui est leur devoir, afin qu'ils s'y rangent, à défaut de quoi on procédera contre eux par censures : et cependant pour le soulagement desdites Églises et de ladite province, outre les deux portions de l'ordinaire, sous le nom des deux dits pasteurs, et les cinq extraordinaires octroyées par le synode national de la Rochelle, on a adjugé deux portions de surplus à l'État de ladite province, jusqu'au prochain synode national » (*AYMON, Actes des Synodes*, t. 1, 2^e partie, p. 285, 335 et 385).

même vers 1571 (1)? Peut-être *Liévin de Beaulieu* qu'on retrouve longtemps ensuite dans la région, ou *Mathieu Virel*, le plus ancien ministre connu avec quelque certitude comme ayant prêché à Mantes vers 1583 (2).

Les premières années du XVII^e siècle sont les seules où nous trouvions deux pasteurs exerçant simultanément leur ministère dans les environs de Mantes, l'un ayant pour circonscription le bailliage de Meulan et, semble-t-il, tout le Vexin français avec lieu de culte à Avernes, l'autre le Mantois avec lieu de culte à Limay. Le pasteur de Mantes est *Isaac Chorin*, de 1603 au plus tard à 1626 au plus tôt (3); il épousa la fille du pasteur qui prêche à Avernes au temps de Henri IV : *Jean Liévin, sieur de Beaulieu*, réfugié à Londres après la Saint-Barthélemy et qui paraît avoir rempli ensuite ses fonctions pastorales dans le Vexin pendant près d'un demi-siècle, jusque vers 1620. Je ne connais de lui qu'une seule lettre, assez belle d'ailleurs, datée « d'Avernes au Vexin françois le 15^e mars 1582 » (4): elle est écrite « au nom du synode de l'Île de France et par son ordonnance », et l'on peut en déduire que cette assemblée se tenait alors à Avernes et que Beaulieu en était le modérateur ou président. En 1610, il était (peut-être en même temps) pasteur de l'Église que Philippe de Mornay réunissait près de son château du Plessis-Marly; il a alors à Limay une « conférence » de controverse avec l'abbé de Saint-Victor : Harlay de Champvallon; quelques années plus tard, en 1619, c'est Chorin qui a affaire au Père Véron, de la Compagnie de Jésus; la « dispute » a

(1) « Le ministre de Mante, prêchant à cachetes à Paris, à la *Croix verte*, près le Louvre, faisoit mettre des getons sur la table et des cartes pour tromper les survenans, s'ils n'étoient de son troupeau. » (FLORIMOND DE RAEMON-D, *Hist. de la naissance... de l'hérésie*, 1610, p. 910.)

(2) *Pr*, *op. cit.*, p. 31, d'ap. les listes de M. Auzière à la bib. Hist. pr. fr. Ce fut le fondateur de l'Église de Nemours en 1561 (*Hist. ecclés. des égl. réf.*, I, p. 750); l'orthographe *Virel* semble préférable à *Virelle* ou *Viret*.

(3) Il figure à ces deux dates sur les listes de pasteurs annexées aux procès-verbaux des synodes nationaux de Gap et de Castres (AYMOND, I, II, p. 277 et II, p. 419): « *Chovin* (sic) est à *Mant-Averne* (sic) ».

(4) Archives de la vénérable compagnie des pasteurs de Neuchâtel. Document publié par M. le P^r Gagnebin dans le *Bull. h. pr.*, 1866, p. 500 à 503. Il s'agissait de presser l'Église de Neuchâtel de permettre à G. d'Amours de revenir exercer son ministère dans l'Église de Paris.

lieu à Mantes même, chez le lieutenant général Le Couturier (1).

En 1620, nous trouvons à Avernès *Maurice de Lobéran de Montigny* (fils d'un pasteur de Paris), lequel fut aussi ministre du Plessis-Marly (2), peut-être en même temps. M. Weiss admet les données de M. Auzière d'après lesquelles l'Église d'Avernès aurait été « rattachée au colloque d'Ile de France à partir de 1617 et annexée à Mantes de 1625 à 1636 ». Il reste de cette époque une précieuse relique : une Bible à la reliure de maroquin rouge semé de fleurs de lys, qui a appartenu à Henri IV et fut donnée par lui sans doute à François de Loberan qui la transmet à son fils (3). Au même temps remonte également une session du synode provincial de l'Ile de France tenu à Limay (mai 1621) que voulurent empêcher les maires et échevins de Mantes (4).

À partir du milieu du XVII^e siècle un seul pasteur, en général, desservit les deux églises de Mantes et Avernès (5) : ainsi *Benjamin Tricotel*, originaire d'un pays voisin, le Beauvaisis, étudiant à Sedan jusqu'en 1622 (6), pasteur en 1633 et en 1637, mais peut-être déjà avant et encore après ces dates. *David Billot*, étudiant à Sedan en 1641, d'abord signalé comme pasteur à Mantes de 1649 à 1667, reparait comme pasteur à Avernès de 1679 à 1681. Réfugié en Hollande après la Révocation, il fut enterré dans le temple wallon d'Amsterdam en 1693 (7).

(1) GRAVE, *Chronique de Mantes*, p. 413.

(2) *Bull. h. pr.*, 1901, p. 175.

(3) *Bull. h. pr.*, 1901, p. 320 et 391. Nous avons établi là qu'il fallait reconnaître l'église d'Averne dans le mot *Avernia* de l'inscription, où se lit à la première page : « Ex libris Mauricii Loberanensis Dni Ablonii, Montignii, « Noisiae, pastoris ecclesiae Dei reformatae quae est Avernia 1620. Ceste Bible est du Roy Henry le Grand. » Ce volume a été donné par M. Garreta, à la Bibliothèque de la Soc. de l'hist. du pr. fr.

(4) E. GRAVE, le *Petit Mantais*, 1895; H. PY, *op. cit.*, p. 38-41.

(5) « Par le certificat des plus anciens de Limay il paroist qu'il y a presque quarante ans que le ministre ne fait aucune résidence dans Limay. » (*Requête de 1685* citée par H. PY, p. 64.)

(6) *France prot.*, 2^e éd., t. V, col. 382; la thèse de Tricotel est dans le *Thesaurus*, etc., de Sedan.

(7) *France prot.*, 2^e éd., t. II, col. 564; t. V, col. 383 (*Daniel*, par erreur sans doute); *Bull. h. pr.*, 1866, p. 514; 1905, p. 112.

Gassein nommé par un synode de Charenton en 1669 pasteur à Mantes ne nous est pas autrement connu (1).

Philippe Chenevix, d'une famille de notables commerçants parisiens, étudiant à Genève en 1639, épousa Anne de Boubers, dont le frère Daniel était vicomte de Bernâtre et de Boismont, fut pasteur à Mantes (2) de 1677 à 1681 au moins et exerça peut-être d'abord son ministère concurremment avec D. Billot. Il se retira en Angleterre après la Révocation. A ce moment il n'y avait plus pour Mantes et Averne qu'un seul pasteur résidant à Banthelu : « Il ne vient à Limay qu'une fois ou deux fois le mois, et le plus souvent un menuisier ou un jardinier s'ingère de faire dans ledit presche l'exercice public de leur religion (3). » Ainsi s'exprime la requête qui demandait au roi l'interdiction du culte, vu la « paucité et pauvreté » des réformés domiciliés à Limay, — sans toutefois nier qu'il existât ce que nous appelons aujourd'hui des dissiminés, mais en s'appuyant sur le fait qu'il n'y avait plus de pasteur en résidence à Limay.

Démolition du Temple de Limay.

Ici, comme partout ailleurs, le temple avait à peine été bâti que déjà il s'était trouvé des catholiques projetant de le détruire. Les capucins vinrent s'établir tout auprès aussitôt après la mort de Henri IV ; les réformés eurent beau protester, et même obtenir gain de cause (4), les bons pères n'en bâtirent pas moins leur couvent comme un ouvrage avancé, un poste de combat. Plus tard le trouble que le chant des psaumes durant le prêche apporte aux offices célébrés dans la chapelle du couvent

(1) PY, p. 32.

(2) Et non *Nantes* comme on lit dans la *Fr. prot.*, 2^e éd., t. IV, col. 299 cf. t. II, col. 932.

(3) Requête de 1685 citée par PY, p. 65.

(4) *Journal* ms. des capucins de Limay (en 1614) cité par CASSAN, *Statistique de Mantes*, Mantes, 1833 : « Sa Majesté commandoit de nous défendre de bastir un couvent au lieu désigné à Limay... La place qu'on nous vouloit donner estoit si proche qu'il pourroit arriver souvent de la rumeur de sédition entre les catholiques et les prétendus réformés, les uns allant aux Capucins, les autres au prêche. »

sera l'une des raisons alléguées pour demander la destruction du temple.

Dès 1640, le P. Véron, que nous avons déjà vu à l'œuvre à Mantes et à Avernès, avait obtenu du Conseil privé un arrêt ordonnant la démolition du prêche de Limay. Les émissaires de « messieurs du clergé de France qui pour lors étoient à Mantes » avaient déjà commencé à mettre le feu au bâtiment : mais c'était là « une entreprise trop précipitée » ; l'ordre vint de surseoir à l'exécution de cet arrêt.

Quarante-cinq ans plus tard, ces faits sont rappelés dans une requête (d'ailleurs sans date) présentée à l'intendant, par « toute la noblesse du pays, tous les habitants et le clergé de la ville de Mantes. » Le nombre total des habitants de Limay y est évalué à quatre cents feux, celui des religionnaires à « dix ou douze familles, la plupart boutonniers et menuisiers, à loyer de maison », c'est-à-dire non propriétaires. La réponse (sans date également) fut favorable ; elle conclut — en diminuant encore les chiffres — : « Comme il n'y a plus que cinq ou six paysans qui fréquentent ce presche, tous les gentils-hommes étans morts, on a résolu de le faire abattre. »

Cinq jours après l'édit de révocation du 22 octobre 1685, le gouverneur de l'Ile de France, le marquis de Cœuvres (lui-même descendant de protestants) donna ordre aux maire et échevins de Mantes de procéder à la destruction du temple de Limay... Le 1^{er} novembre, lorsqu'ils arrivèrent sur les lieux, ils trouvèrent la besogne déjà accomplie par des fanatiques et ne purent que dresser l'inventaire des matériaux et la liste des religionnaires encore résidant à Limay (1). Il y a là 8 hommes seulement, 13 femmes, 32 enfants. Les registres paroissiaux du curé de Limay, en novembre 1685, renferment une soixantaine d'abjurations (2). Ce sont des vigneron, jardiniers, merciers, menuisiers, tonneliers, boutonniers, tous gens « de petite étoffe », comme dit avec mépris la

(1) Documents publiés par H. Pr., *op. cit.*, p. 68.

(2) *Ibidem*, p. 55 à 60.

requête des catholiques pour la démolition du temple.

Le zèle avec lequel ces familles d'humble condition avaient célébré le culte, souvent en l'absence du pasteur, pendant un siècle, d'autre part le courage avec lequel, malgré la douleur d'abandonner le sol natal, plusieurs centaines de ces huguenots du Mantais et du Vexin s'expatrièrent après la Révocation, tout cela explique l'acharnement avec lequel on s'appliqua, ici comme partout en France, à détruire l'œuvre de l'édit de Nantes (1). Et tout cela suffit aussi pour donner un poignant intérêt et une austère grandeur aux rares vestiges de ce passé, aux frustes pans de murs qu'on peut voir encore à Hazeville, à Avernes, à Limay... « Si les hommes se taisent, a dit Jésus-Christ, les pierres crieront » (2).

JACQUES PANNIER.

(1) En 1698, l'intendant adressa au gouvernement un mémoire sur le nombre des huguenots sortis ou restés dans la généralité de Paris. Voici ce qu'on y lit concernant notre région : « *Pontoise*. Il n'y avait que deux familles de huguenots dans l'élection, qui sont deux familles nobles qui ont fait abjuration et y sont restées, sçavoir MM. d'Aiguillon, de Réal, et la dame de Brécourt avec les demoiselles ses filles ». (Ces noms d'Aiguillon et de Brécourt ne sont pas mentionnés dans la *France protestante*, non plus que celui de Réal, qui est peut-être une erreur de lecture pour *Vauréal*, localité entre Pontoise et Boisemont.) « *Mantes*. Lors de la Révocation de l'Édit de Nantes il y avait dans l'élection 80 familles de huguenots dont aucune noble et de considération : dans la ville de Mantes il n'y en avait point. Il en est sorti 74 familles; il n'en est resté que 6 qui font le nombre de 20 personnes qui vivent comme auparavant sans aucun exercice de notre religion. Il y avait un temple dans l'élection. » (Biblioth. nat., ms. fr., fonds Mortemart, n° 88; document publié par CH. WEISS, *Histoire des réfugiés*, t. II, 1853, p. 392; A. DE BOISLISLE, *Mémoires des Intendants*, etc., 1881, p. 151; *Bull. hist. pr.*, 1880, p. 553.)

(2) Sur l'inauguration du temple actuel de Mantes, le 22 juillet 1866, voir le *Bull. h. pr.*, 1866, p. 447.

Documents

LE PAPE SIXTE V ET LA LIGUE

13 juin 1585

On connaît l'argument favori des historiens catholiques : Jamais l'Église n'a demandé la destruction des protestants, la Saint-Barthélemy fut un crime politique, la Ligue un soulèvement national, etc. Bien des fois nous avons dû citer les exhortations si explicites de Pie V aux souverains français pour qu'ils exterminent les huguenots jusqu'au dernier (28 mars 1569 — *Bull.* 1912, 564). On sait avec quel empressement, en conséquence, Grégoire XIII applaudit à la Saint-Barthélemy (*Ibid.* 1877, 372; 1890, 411 et 1891, 418). — Voici une lettre non moins significative du successeur de Grégoire XIII, Sixte V, le pape qui excommunia Henri de Navarre et le prince de Condé et les priva de leurs états et dignités (sept. 1585) (1) et qui mit l'Angleterre en interdit. — Cette lettre promet à Henri III son appui pour que les ligueurs réussissent dans leur effort d'extirper l'hérésie huguenote. Henri III, fort de cet appui — la lettre du pape est du 13 juin 1585 — promulgua, le 7 juillet suivant, le fameux édit de Nemours qui mettait les huguenots hors la loi — édit dont Bernard Palissy fut une des victimes.

M. E. Charavay qui a donné, dans son Catalogue d'Autographes (vente du 16 juin 1913) le fac-similé de ce

(1) Voy. la protestation de Hotman parue sous le titre de *Brutum Fulmen* et traduite en français *Protestation et Défense*..... 1587.

(Causa meo fili n'r sat. et aptica benedict. Co
 molto dispiacer n'o hauemo inteso il tumulto di
 questo regno, et il tramaglio della maestà un.
 po noi p' l'obbligo che questa s.^a sede tiene a cote
 sta corona, et p' l'amor che portiamo alla sua persona,
 hauemo voluto seruirli la nefe nra, che e aiutar
 la in ogni bisogno, ne p' metter in modo, che la regia
 maestà sua sia tesa, ne il regno suo sia diuiso. quelli
 ss. sostenuti ci fanno intendere che il motivo loro e la
 religione et purgar il regno da Eresie. il che quando
 sia uero n'o potemo biasimar la nefe loro ma uo
 lemo che riconoscano v. m. p' suo ne il Can. d' este,
 et il s. orator di lei, ne dicono che lei vuole anul
 lar l'editto della pacificatione, et vuole liberar il
 suo regno dalle Eresie. q' questa sia la uolunta
 sua n'o la benedicemo, et le promettemo ogni
 buono aiuto, et procuraremo di cognoscer le armen
 di questi ss. sostenuti co' le sue. de' liberano intendi
 da lei che strada potemo tener p' conseguire questo
 buon fine. le mandamo m. or. fr. ^{di Nazareth} ^{no n'ris}
 p' reseder appso lei, quale p'eer ser. tato fedele a
 s. M. la seruira co' ogni diligenza. nel resto ci re
 mettemo a quello che piu tugamente le seruira il
 suo orator. et co' questo benedicemo s. M. et la p'gna
 ogni prosperita. di Roma il li 14 giugno 1555.
 Di v. M. come pre affetto
 Sisto 4.

texte, a bien voulu nous autoriser à le reproduire. M. Rodocanachi nous a rendu le service de le transcrire et de le traduire, ce dont nous le remercions.

N. W.

Sixtus pp. V.

Charissime in Christo fili salutem et apostolicam benedictionem. Con molto dispiacer nostro havemo inteso il tumulto di cotesto regno, et il travaglio della maestà vostra però noi per l'obbligo che questa Santa Sede tiene a cotesta corona, et per l'amor che portiamo alla sua persona havemo voluto scriverli la mente nostra che è aiutarla in ogni bisogno, ne permettere in modo alcuno che la regal maestà sua sia lesa, ne il regno suo sia diviso. Questi signori sollevati ci fanno intendere che il motivo loro è la religione, et purgare il regno da heretici, il che quando sia vero non potemo biasimare la mente loro, ma volemo che riconoscano Vostra Maestà per suo Re. il Card. d'Este et il Sig. orator di lei, ne dicono che lei vuole annullar l'editto della pacificatione, et vuole liberare il suo regno delle heresie. Quando questa sia la volontà sua noi la benedicemo, et le promettemo ogni buono aiuto, et procuraremo di congiungere le armi di questi Signori sollevati con le sue; desideramo intendere da lei che strada potemo tenere per conseguire questo buon fine : Le mandiamo mons. arcivescova di Nazaret nostro nunzio per resedere appresso lei, quale per essere servitore tanto fidele a S. M^{ta} la servirà con ogni diligentia, nel resto ci remettemo a quello che più lungamente le scriverà il suo oratore, et con questo benedicemo S. M^{ta} et le pregamo ogni prosperità.

Di Roma il di 14 Giugno 1585.

Di V. M^{ta} come padre affetionatissimo.

SIXTO V.

Sixtus pp. V.

Cher fils en Christ, salut et bénédiction apostolique. Nous avons appris avec beaucoup de déplaisir l'agitation de votre royaume et le trouble de Votre Majesté; cependant, à cause des obligations que le Saint-Siège a envers votre couronne et de l'amour que nous avons pour votre personne, nous avons voulu vous écrire notre intention qui est de vous aider dans chaque nécessité et de ne point permettre que votre royale Majesté soit lésée ni votre royaume divisé. Les seigneurs révoltés prétendent que le motif de leur opposition est la religion et qu'ils veulent purger le royaume d'hérétiques. Si cela est vrai nous ne pouvons

blâmer leur intention, mais nous voulons qu'ils reconnaissent Votre Majesté pour leur roi. Le cardinal d'Este et votre orateur disent que vous voulez annuler l'édit de pacification et délivrer votre royaume des hérésies. Si telle est votre intention, nous la bénissons et nous vous promettons tout bon secours et nous nous efforcerons d'unir les armes de ces seigneurs révoltés avec les vôtres. Nous désirons apprendre de vous quelle voie nous devons suivre pour y réussir. Nous vous envoyons M^{gr} l'archevêque de Nazareth votre nonce (1) pour résider auprès de vous lequel étant un serviteur si fidèle de Votre Majesté la servira avec toute diligence. Pour le reste, nous nous en remettons à ce que nous écrira plus longuement notre orateur et sur ce nous bénissons Votre Majesté et lui souhaitons toute sorte de prospérités.

De Rome le 14 juin 1585.

De Votre Majesté, comme père affectionné.

SIXTE V.

SAISIE DES REGISTRES DE BAPTÊMES MARIAGES ET DÉCÈS, DES PROTESTANTS DE PARIS APRÈS LA RÉVOCATION, 24 NOV. 1685

Voici une pièce bien intéressante que j'ai découverte dans un amas de vieux papiers. C'est le procès-verbal du commissaire de police du quartier Saint-Martin exposant en détail les opérations auxquelles il se livra pour prendre possession des registres d'état civil des huguenots parisiens, et, ce qui est encore plus intéressant, énumérant cette longue série de registres.

Ils étaient entre les mains d'un des anciens de l'Église réformée de Paris, *Jacques Conrart* (2), sieur de Rabodgingen, né en 1643 de Jacques, avocat et secrétaire du roi, l'un des quatre frères du célèbre Valentin Conrart et

(1) Fabio Mirto Frangipani.

(2) Nous résumons la notice de feu M. O. Douen, *La Révocation à Paris*, II, 47.

demeurant avec celui-ci rue des Vieilles-Étuves. Le Comité des Inscriptions parisiennes vient précisément de décider qu'une plaque serait posée sur le n° 4 de cette rue, où Valentin Conrart mourut en 1672. Cette plaque doit rappeler que, de 1629 à 1636, cette maison fut le siège des réunions littéraires d'où sortit l'Académie française.

Jacques Conrart, le neveu du premier secrétaire de l'Académie, demeurait tout près de son père et de son oncle, dans une maison qui portait en 1685 le n° 16 de la rue Beaubourg et qui a probablement disparu, presque toute cette vieille rue ayant été récemment démolie. Il avait épousé, le 22 avril 1678, Susanne, fille de Jean Berthe, banquier à Paris, et de Susanne Marchand. Elle lui donna coup sur coup neuf enfants dont cinq au moins avant la Révocation et étant, par conséquent, tous en bas âge.

Quatre jours avant l'exécution du procès-verbal qu'on va lire, une lettre de cachet envoyait leur père à Lisieux. Le 11 janvier 1686 il obtint la permission de rentrer à Paris dès qu'il aurait abjuré. Or pendant son exil toute la famille de sa femme avait pris ce parti et il s'y rallia, à contre-cœur on peut le croire, mais probablement dans l'espoir de garder ses enfants. Ce qui prouve qu'il était mal converti, c'est qu'au retour d'un voyage que sa femme avait fait en Hollande sans permission — sans doute pour y préparer une retraite — il fut enfermé au donjon de Vincennes où elle ne tarda pas à le rejoindre, et on leur enleva leurs enfants. Ils restèrent dans cette forteresse, lui du 31 juillet 1694 au 30 octobre 1695 et elle, du 27 août 1694 au 1^{er} mai 1696. En 1697 et 1700 ils réclamèrent vainement leurs enfants, qui furent dispersés dans des couvents et finirent — qui s'en étonnerait? — par devenir catholiques.

Les nombreux registres saisis chez Jacques Conrart le 24 novembre 1685 furent transférés au greffe du Châtelet et de là à l'Hôtel de Ville de Paris où l'on sait que les frères Haag puis leurs collègues Ch. Read et le comte J. Delaborde

les consultèrent et en prirent des extraits. Ceux-ci sont tout ce qui subsiste aujourd'hui de cette masse de documents de premier ordre pour notre histoire, puisqu'avec beaucoup d'autres ils périrent dans l'incendie de l'Hôtel de Ville, allumé par la Commune en 1871.

N. WEISS.

Au dos : *Procès-verbal des Registres de baptêmes, Mariages, Enterremens et autres de Charenton des gens de la R. P. R. portés au greffe de police de l'ordonnance de Monsieur le lieutenant général de police, à la requeste de M. le procureur du Roy.*

COMMISSAIRE DUMESGNIL.

Du Sabmedi vingt quatriesme jour de novembre mil six cens quatre vingts cinq, sur les neuf heures du matin,

Nous Pierre Dumesgnil conseiller du Roi, commissaire enquisiteur et examinateur au chastellet de Paris, préposé pour le faict de la police au quartier Saint-Martin, suivant l'ordonnance de Monsieur le lieutenant général de police estant au bas de la requeste à lui présentée par Monsieur le procureur du Roy et dont la teneur ensuit.

A Monsieur le Lieutenant général de police.

Vous remonstre le procureur du Roy qu'il a esté adverty que les registres de baptêmes et mortuaires des personnes de la religion prétendue réformée sont ès mains de M^r Conrart qui faict aussi profession de lad. religion prétendue réformée, et qu'il a aussy entre ses mains un registre de la recepte et dépense qu'il a faicte pour ceux de lad. religion (1), et comme il est important que ces registres soient déposés en lieu publicq pour y avoir recours, sy besoin est, — à ces causes requiert que les d. registres des baptêmes, mortuaires et mariages de la d. religion prétendue réformée ensemble le registre et les feuilles de recepte et dépense soient apportés au greffe de police, à ce faire led. Conrart contrainct, ce faisant deschargé, et vous ferés bien; ainsi signé, ROBERT, et plus bas est l'ordonnance qui suit :

Soit faict ainsy qu'il est requis, faict ce vingt troisiemes novembre mil six cens quatre vingts cinq, signé, DE LA REYNIE.

Sommes transporté en la maison du d. sieur Conrart seise rue beaubourg où estant entré et monté au second estage parlant aud.

(1) On voit que la Reynie espérait mettre la main sur la Caisse du Consistoire. Il ne devait trouver que les collectes de la Pentecôte et de septembre 1685.

sieur Conrart, nous luy avons faict entendre le sujet de nostre transport, mesme icelluy sommé de nous représenter tous les registres, tant de baptesmes, mariages, mortuaires, de recepte, de dépense qu'il a faicts pour ceux de lad. religion, qu'autres qui estoient cy devant à Charenton et qui ont esté depuis peu de temps apportés et mis en ses mains (1). Surquoy led. sieur Conrart nous a dit qu'à l'esgard des registres de baptesmes, annonces, mariages et enterremens, il est prest de nous représenter et mettre ès mains, conformément à l'ordonnance cy dessus. Mais quand à ceux de receptes et de dépenses il n'en n'a aucuns n'ayant jamais esté receveur ; bien est vray qu'ayant esté controlleur, le Dimanche quatorzeiesme octobre dernier, il est prest et offre nous représenter et mettre ès mains la feuille dudit controle dud. jour quatorze octobre dernier, laquelle feuille contient ce qu'on produit les boistes des jeudi quatre, dimanche septiesme dud. mois d'octobre dernier de la présente année 1685, le rapport et la dépense ordinaire en blanc, et la dépense extraordinaire faicte par les antiens, les sommes tirées en lignes et non sommées pour total et conformément aux mémoires attachés à lad. feuille avecq le billet des contrôleurs desd. boistes signé, BERINGANT et BEZART (2).

Et de faict et à l'instant led. sieur Conrart nous a représenté, sçavoir vingt un registres tant grands que petits, originaux et coppies relliés tant en parchemain, bazanne, que couverts de papier concernant les baptesmes qui ont esté faicts, tant à Charenton qu'ès hostels de Messieurs les ambassadeurs depuis l'année mil cinq cent quatre vingts quatorze, jusques et compris l'année mil six cens soixante et sept.

Plus dix sept autres registres couverts de parchemain esquels sont compris, tant les baptesmes, mariages qu'enterremens des années mil six cens soixante et huit, jusques et compris l'année mil six cens quatre vingts quatre ; nous a esté dit en cet endroit par led. sr Conrart que le registre de la présente année desd. baptesmes, mariages, et enterremens estoit au concistoire de Charenton, lors de la démolition du Temple, ainsi qu'il estoit de l'ordre.

Plus seize registres couverts de parchemain esquels sont mentionnés les annonces pour les mariages faicts aud. Charenton.

Plus dix registres dont neuf relliés de parchemain et de bazanne et un couvert de papier non rellié, concernant seulement les mariages qui ont esté faicts aud. Charenton depuis l'année mil six cens vingt trois jusques et compris l'année mil six cens soixante et huit, le surplus desd. mariages estant incerrés et confondus

(1) Les registres étaient donc primitivement réunis et conservés dans la maison du Consistoire près du temple de Charenton.

(2) Sur les anciens Beringhen et Bezart, qui, avec Jacques Conrart avaient vérifié la recette du commencement d'octobre 1685, voy. O. Douen, *La Révolution à Paris*, II, 34 et 42.

avecq ceux des baptesmes, mariages et enterremens cy devant mentionnés depuis l'ordonnance de mil six cens soixante et sept.

Plus cinquante huit registres tant originaux que coppies, couverts, tant de papier, de carton, que de parchemain, concernant les enterremans faicts audit Charenton, cimetierre près de la Trinité, de la rue Saint pair fauxbourg S^t Germain, et celluy de la rue des poulles au fauxbourg Saint Marcel (1), le premier desd. registres commenceant en l'année mil six cens, jusques et compris l'année dernière mil six cents quatre vingts quatre.

Et en procedant à ce que dessus, ledit sieur Conrart nous a dit qu'il a receu lesd. registres du sieur Lardau cy devant antien dud. Charenton (2), le quinzeiesme octobre dernier, et outre lesquels registres led. sieur Lardeau luy a encor remis ès mains un sacq sur lequel est eticqué Annonces publiées à Charenton, que led. sieur Conrart a offert nous mettre ès mains, comme aussy led. sieur Conrard nous a declarré qu'outre les anonces qui peuvent se trouver dans led. sacq, il y en a encorre quelqu'unnes, ensemble quelques registres d'icelles annonces ès mains du sieur Dubois cy devant lecteur de Charenton, et dudit sieur Lardeau cy devant antien. Declarre encorre led. s^r Conrard qu'en lad. quallitté de cy devant antien il luy a esté mis ès mains par quelques particulliers de son quartier des deniers pour estre employes à l'entretien du ministère de lad. religion, lesquels deniers montant à la somme de trois cents trente deux livres pour les Cenes de la Pentecoste et de Septembre dernier qu'il offre pareillemant mettre en nos mains, dont il nous a requis acte et a signé en la minutte des présentes,

Sur quoy nous con^{er} commissaire susd. avons donné acte aud. sieur Conrart de la représentation à nous par luy présentement faicte, des registres de baptesmes faicts tant audit Charenton qu'ès hostels de messieurs les ambassadeurs, registres d'annonces, registres de mariages et enterremans, le tout au nombre de cent vingt deux, tant couverts de parchemain, bazane, que couverts de papier, comme aussy d'un sacq sur lequel est un eticquet contenant ces termes, Annonces publiées à Charenton, ensemble d'une feuille appelée controlle intitullée du dimanche quatorze octobre mil six cens quatre vingts cinq, et dix huit memoires d'antiens nommés en lad. feuille avecq un petit billet signé Beringant et Bezart contenant le controlle desd. boistes esnoncées dans lad. feuille; avons aussi donné acte audit sieur Conrart des déclarations par luy faictes, offres et consentemens et en conséquence lesd. registres de baptesme annonces, mariages et enterremans, sacq sur lequel est un eticquet, et dans icelluy des an-

(1) Voy. sur ces trois cimetières. les articles de M. Pannier et du sousigné. (*Bull.* 1908, 259; 1906, 249 et 1902, 94).

(2) Sur Lardeau voir Douen, *op. c.*, II, 98.

nonces, ont esté à l'instant enlevés en nostre présence, pour iceux faire conduire au greffe de police du Chastellet de Paris, comme aussi lad. feuille du controle, le mémoire du controle des boestes signé Bereingant et Bezart et les dix huit mémoires des antiens mentionnés dans lad. feuille, icelle feuille, mémoires de controle et d'antiens préalablement dudit Sieur Conrart et de nous paraphés *ne varietur* ce requérant led. sieur Conrart. Avons pareillement donné acte aud. sieur Conrart de ce qu'il nous a mis ès mains la somme de trois cens trente deux livres, laquelle nous avons aussi fait porter en notre présence aud. greffe de police, au moyen de quoi led. sieur Conrard demeurera bien et vallablement quitte et deschargé desdicts cent vingt deux registres, feuilles, mémoires, sacq et argent cy devant mentionnés, le tout conformément à l'ordonnance de Monsieur le lieutenant général de police. Dont et de tout ce que dessus avons dressé le présent procès-verbal et a signé led. sieur Conrart avecq nous la minutte des présentes.

Et led. jour et à l'instant nous commissaire susdit avons fait porter audit greffe de police et mis ès mains de M^{re} Jean Sagot greffier lesdicts cent vingt deux registres, ledit sacq d'annonces, lad. feuille et mémoires de controles, paraphés *ne varietur* de nous et dud. sieur Conrart et lad. somme de trois cens trente deux livres d'argent monnoie, le tout contenu au présent procès verbal et dont ledit sieur Sagot s'est du tout chargé, sur lequel argent monnoyé a esté pris trente deux sols pour paier les deux crocheteurs qui ont porté lesd. registres aud. greffe, ensemble pour la corde dont ils sont liés, et a signé led. s^r Sagot pour nostre descharge, ainsy signé SAGOT avec paragraphe.

(Signé) DUMESNIL (Signature originale).

Mélanges

LES PROTESTANTS DE BROUAGE DE 1651 A 1663

Dès 1576, il existait à Brouage une Église réformée régulièrement constituée et desservie par le pasteur de La Vallée. Elle disparut de bonne heure (1) et ne fut pas rétablie, mais la Réforme a toujours compté un certain nombre d'adhérents dans cette ville et pendant tout le xvii^e siècle une partie considérable de son commerce paraît avoir été entre leurs mains.

L'étude des minutes du notaire Ambroise Lortie nous a permis de retrouver quelques noms de protestants Brouageais et de reconstituer leur activité de 1651 à 1663.

Il convient de citer d'abord Ambroise Lortie lui-même. Il était probablement originaire de La Tremblade et devint le chef d'une nombreuse lignée de fonctionnaires d'amirauté et d'autres administrations, tantôt catholiques, tantôt protestants, qui ont exercé une certaine influence dans la région. Il laissa deux fils, Jean, l'aîné, procureur du roi à l'amirauté de Brouage, devenue en 1702 amirauté de Marennes, et Michel, ainsi que deux filles, Jeanne et Jacqueline. A la Révocation de l'Edit de Nantes les Lortie abjurent lors de la dragonnade de Carnavalet ou passent à l'étranger (2).

(1) Sans doute en août 1577, après la prise de la ville par Mayenne. Le 17 mars 1578, François de Pons, seigneur de la châtellenie d'Hiers, sur le domaine de laquelle son père Jacques de Pons avait fondé Brouage, cède tous ses droits sur la ville et la châtellenie au roi. Le gouvernement de d'Espinay de Saint-Luc, un mignon du roi, ne fut pas, on le devine, favorable aux réformés. — Voir, sur Brouage, une série d'articles dans la *Revue Maritime*, tome CCII, 1914, *Un grand port français oublié, Brouage, la Ville morte, racontée par des Documents*, par M. Vincent, médecin principal de la Marine. Aussi *Bulletin*, 1901, p. 418 sq.

(2) A noter Philippe-Auguste Lortie du Maine, procureur à l'amirauté de

La majorité des protestants de Brouage exerce le commerce. Le 28 novembre 1651, Lortie reçoit le testament de Marie Thoumain, veuve d'Etienne Gauthier, un riche marchand. La famille est de Marennes, où habitent ses deux gendres, Nathanael Coulombeau, époux de Suzanne Gauthier, et Isaac Guesdon, époux de Marie Gauthier. Marie Thoumain fait un legs considérable à sa petite-fille Marie Gauthier, fille de feu son fils Pierre et de Marie Gouinaud, de Marennes. Au testament est annexé un inventaire où l'on remarque, outre les meubles courants chez les habitants riches du pays, quantité d'objets et d'étoffes exotiques et surtout de vaisselle des Flandres, probablement du Delft, commun alors sur les dressoirs de Brouage. Ajoutons qu'Étienne Gauthier était fils d'Isaac, marchand de Marennes, et de Marie Gouviaule.

Un acte du 28 août 1661, concernant la location d'un moulin à vent appelé le « moulin de la Pointe », situé sur le Bastion de la Rivière, est intéressant pour la topographie du vieux Brouage. Il appartenait à un certain Philippe Maugy qui le donne à bail à Étienne Jouselin, un protestant du Port-des-Barques, baronnie de Soubise. Ces moulins à vent caractérisent alors la côte de Saintonge : Jouselin en possédait ou en exploitait plusieurs.

L'année suivante est marquée, dans les minutes de Lortie, par deux contrats de mariage protestants. Le premier est du 16 juillet. Pierre Taureau, marchand tailleur à Brouage, natif de Moeze, fils de Jean et d'Élisabeth Chay, épouse Anne Jacob, « native de Bryansson » (sic).

Le 17 septembre suivant, Pierre Arondeau, marinier de Brouage, épouse Marie Roux, d'Hiers. Il était fils de

Marennais : de Lortie, subdélégué de l'intendant à Marennes en 1756. V. les registres de l'église protestante de Marennes, 1756-1757, p. 20. — Le sieur de Lortie a une maison au chemin de Marennes à Saint-Just et plante de vignes. Les Lortie figurent pour la dernière fois aux registres protestants de Marennes, le 11 mars 1683 (baptême d'Abraham, fils d'Abraham Lortie et de Françoise Lortie, de La Tremblade). La marraine est Esther Lortie, le père est absent ; et le 26 avril suivant (baptême de Judith, fille de Samuel Joyeaux et de Jeanne Lortie, de Marennes).

Pierre et de Judith Aubin et sa future épouse fille de Samuel Roux et de Suzanne Monnier, de Marennes.

Pierre Boyteau, originaire d'Hiers, occupait une place considérable dans le commerce brouageais. Son testament est du 9 mars 1663. Il laisse deux fils, Pierre, l'aîné, et Daniel, aussi marchands à Brouage, et une fille, Catherine. L'enterrement a lieu au cimetière d'Hiers (1).

Le 2 juillet de la même année, autre testament protestant, de Jean Johanaud, maître chirurgien de Brouage. « Je désire, y est-il dit, et c'était la formule invariable, être enterré au cimetière des Messieurs de la religion prétendue réformée de laquelle je fais profession. » Le testament nous donne les noms de quelques protestants de Brouage : Louis-Zacharie Lotton, maître apothicaire ; Jean Roizet, compagnon chirurgien et Claude Poyrier, maître cordonnier.

Notons enfin le contrat de mariage catholique (15 février 1663) de Moïse de l'Isle, avocat au Parlement, natif de Paris, avec Catherine Dolande, de Poitiers, paroisse de Saint-Cybard, fille de Charles Dolande, commissaire provincial de l'artillerie de France à Brouage. Moïse de l'Isle était protestant et le curé Goupil (2) exigeait un certificat de baptême que le Consistoire de Cha-

(1) Le cimetière protestant était à Hiers. On y allait par la Porte d'Hiers et le Pont-de-Bois. Pour les baptêmes et les mariages, les huguenots se rendaient dans les églises voisines de Marennes, Soubise et surtout Moëze, où la moyenne annuelle des baptêmes de 1666 à 1682 est de 60 pour une moyenne de 13 dans le culte catholique (V. *Revue de Saintonge et d'Aunis*, X, p. 157). Le pasteur de Moëze était alors Blanc du Bouil (*Registres protestants*, greffe de Marennes). La situation des protestants était identique à celle des réformés de Rochefort ; quoique ces derniers eussent un pasteur en résidence dans la ville, — Pierre Degéac, — ils faisaient baptiser leurs enfants et bénir leurs mariages à Soubise. D'après les registres de Soubise (*Greffe de Marennes*), on peut estimer leur nombre de 1666, date de la fondation de Rochefort à la suite des démêlés du commandant de la place de Brouage et de Colbert de Terron, à 1682, date de la suppression de l'exercice, à un peu plus d'une centaine de familles. Il existe une copie des registres dans les archives du Conseil presbytéral de Marennes.

(2) Pierre Goupil, docteur en théologie, est un des caractères du vieux Brouage. C'était un homme distingué, mais fort rusé. Il savait se prêter aux circonstances les plus contraires et resta trente-trois ans à Brouage malgré la Fronde et le gouverneur de Daugnon. Ses fonctions étaient lucratives et il sut admirablement faire fructifier son casuel. Il mourut riche, possédant une maison de campagne à Hiers, louée le 26 août 1663 à Catherine de Lafon-

renton refusait. Il se contente enfin du certificat suivant, qui est annexé à la minute :

« De mon mariage avecq Madelaine Besnar est né un filz la nuict du deux au trois d'aoust 1634 entre une et deux aprez minuict et le sixième dudict mois et an batizé par M. Mestrezat M. D. S. E. présenté par M. Debois-giraud et M^{lle} Delauberan, ses parrain et marraine et nommé Moyze. »

Signé : « Delisle, le 25 janvier 1663, par extrait de mon registre. »

Le témoin du marié était Colbert de Terron.

*
* *

La grande richesse de Brouage était le sel. Rabelais disait déjà qu'il y avait « force sel en Brouage ». Son commerce se trouvait entre les mains de seize grands marchands, quatorze à Marennes, un à Moëze et un à Soubise. Presque tous sont protestants. Ils versent en une fois, en 1661, la somme de 193,312 livres de droits entre les mains d'Étienne de La Planche, représentant à Brouage de Guillaume Courtial, adjudicataire général des Gabelles de France.

Les formules d'adjudication du sel pour les greniers du roi sont imprimées et existent en grand nombre dans les minutes de Lortie. Les plus gros adjudicataires sont, pour la période qui nous occupe, Neau le jeune, Gabiou et Decourt.

Samuel Neau, le jeune, pour le distinguer de Jean, l'aîné, avait épousé, au temple de Marennes, Catherine Robin, fille d'un autre marchand marennaud. Ses beaux-frères étaient Élie Mariocheau, marchand, le sieur de Bonnemort et M^r Jean Regnaud, avocat en la Cour. Samuel Neau et Élie Mariocheau sont membres du Consistoire de Marennes, jusqu'en 1684.

taine et l'un des plus beaux mobiliers de Brouage. Notons dans l'inventaire de la vente qui fut faite après son décès : six cuillères, une fourchette d'argent et une tasse, le tout marqué du poinçon de la Rochelle, « trois tableaux représentant saint Marc, le second une Nostre-Dame et le troisième un navire. Dix petits tableaux de Flandre et un petit tableau de sainte Claire. »

Pierre Gabiou était un des plus riches marchands de la région. Il avait épousé Liette Faure. Le pasteur Jean Morin, qui a succédé à Blanc du Bouil en 1670 à Moëze, avait épousé sa fille Jeanne Gabiou. En 1685, ces derniers passèrent en Hollande.

François Decourt avait épousé Magdelaine Chabosseau dans le temple de Marennes. C'était une parente de Jean Crespin de la Chabosselaye (1), ancien pasteur de cette Église. Le 21 février 1683, elle présente au baptême, toujours dans ce même temple, Magdelaine, fille du pasteur Jean-Jacques Mauzy et de demoiselle Élisabeth Sauvage.

Pour les adjudications du sel, tous ces marchands éli-saient domicile à Brouage, chez Pierre Bouyer, dont la famille habitait Marennes et la presqu'île d'Arvert et était mi-partie catholique et protestante. Ce Pierre Bouyer avait un parent, aussi établi à Brouage, Jean-Louis Bouyer, protestant, « ayant l'usage du langage français et flamand » et qui servait d'interprète dans les échanges avec les Hollandais (2).

Quelquefois aussi, ils se faisaient assister d'un autre notaire, Gabriel Lalhoulé, de Moëze (3).

(1) Jean Crespin, sieur de la Chabosselaye, épouse Anne-Charlotte Le Fourrestier de Balzac, dame de Baudoire. Elle fut plus tard séparée de biens. Un Fourrestier, Paul, fut pasteur de Saint-Même, puis de Cozes; émigrés en Angleterre, ils deviennent *Foster*. V. généalogie de la famille Le Fourrestier, dans la *Revue des Archives historiques de Saintonge et de l'Aunis*, vol. XX, p. 376, qui donne les armes d'argent, à un lion rampant de gueules, armé, couronné et lampassé de même. V. aussi *France Protestante*, moins complète.

(2) Beaucoup de sel s'exportait en Hollande, pays qui jouissait de privilèges spéciaux à Brouage. Le 19 juillet 1663, le capitaine Paul Reindelson, de vaisseau le *Faucon*, de Gottembourg, appartenant au roi de Suède, vint à Brouage charger du sel pour Sa Majesté suédoise, réclame, en vertu de la nouvelle alliance conclue entre les deux rois, le demi-droit dont jouissaient les Hollandais. Les droits étaient de 50 sols par tonneau, plus le droit de passeport. Un autre incident curieux et intéressant à lieu cette même année 1663. Les autorités de Brouage saisissent dans la Seudre un navire anglais, la *Samaritaine*, de Bristocq (*sic*), pour dédommagement de la saisie d'un navire de La Rochelle dans le pays de Galles. Or, la *Samaritaine* appartenait à un armateur anglais, Édouard Moore, établi à La Rochelle et était commandé par Guillaume Corkil, aussi Anglais de La Rochelle. Il était chargé de sel. Les dommages réclamés s'élevaient à 5 830 livres.

(3) Il était fils de Charles, sieur de Touchelongue en Marennes. Sa sœur, Jehanne, avait épousé, en 1598, Hélié Mathieu, sieur de Birac, avocat en la Cour. La fille de Gabriel, Catherine, veuve de Pierre Barbier, épouse, en 1664, Pierre Hesperien, pasteur de Soubise.

L'activité du commerce protestant s'étendait dans d'autres domaines. A deux reprises différentes, ces marchands acceptent des adjudications de bois pour la marine (14 mai 1662 et en 1663). Ces bois provenaient de la forêt de Saint-Jean d'Angle et devaient servir à la construction de deux vaisseaux du roi dans les chantiers de Brouage (1).

On sait que Richelieu était propriétaire de nombreuses terres en Saintonge (2). Il s'était rendu acquéreur des fours-banaux de Brouage et c'est encore un protestant, Jean Charron, l'ainé, procureur au siège présidial de Marennes, qui en avait l'adjudication pour 900 livres (30 juillet 1659, Aubin, notaire à Marennes).

Les protestants sont surtout nombreux dans le commerce maritime de Brouage. Citons quelques faits qui auront l'avantage de donner une idée générale de l'étendue et de la nature de ce commerce.

En septembre 1652, « la *Bonnadventure*, 300 tonneaux, commandée par le sieur Simon Vesron, capitaine de navires, de présent ancré au havre de Brouage, appareillé et équipé de quarante hommes, monté de vingt pièces de canon et aussi munitions de guerre et prest à faire voile pour le voyage de la mer Méditerranée, » appartient à un armateur protestant pour partie et pour l'autre à Vesron, protestant aussi (3).

(1) Ces deux contrats, passés par Jean Léger, conseiller du roi, contrôleur général de la marine, et Henri Cabout, trésorier général, sont importants pour l'histoire du port de Brouage.

(2) Du 16 juin 1662. Pierre de Gertemps, écuyer, sieur de Seuil, conseiller du roi, lieutenant général au siège présidial, représentant Armand du Plessis de Richelieu, « légataire universel et particulier du défunt Monseigneur Eminentissime cardinal de Richelieu, par procuration passée pardevant Raymond de Bruneau, notaire en la Ville de Paris, en date du 6 août 1661, copie de laquelle est déposée au greffe de la baronnie de Saujon, baille et affirme à Jean Dupuy, de Saujon, le revenu de la baronnie de Saujon, de la Châtellenie du Chay et du bailliage de Ribérou, appartenant au Duc, etc. 'Revenu de 4400 livres tournois ». Les fours-banaux de Brouage étaient au nombre de six.

(3) Vesron de Saint-Denis d'Oléron, famille connue de l'île, parent des Neau de Marennes, par Jean Neau, l'ainé, qui avait épousé la fille aînée de Samuel Prioleau, pasteur de Pons. Un Prioleau épouse, le 22 juillet 1682, dans le temple de Marennes, Jeanne Vesron, d'Ors. (V. les listes d'abjuration, etc., à Saint-Denis, dans la *Réforme dans l'île d'Oléron*, par Paul Thomas, Lézay, 1911.)

Le 6 mai 1652, *L'Amour*, de La Rochelle, commandé par Pierre Vidaud, autre protestant, vend 3828 peaux de castors pour la Compagnie du Canada. Des trois parts, deux appartiennent à des marchands protestants et la troisième à Regnault, l'aumônier du gouverneur Foucault (1).

Une autre fois c'est le *Petit Saint-Jean*, de 80 tonneaux, qui appartient à André Paguin de La Tremblade et que commande un autre Trembladais, Jacques Chenaud. Il est armé pour faire la traite, puis se rendra « sur les côtes d'Acadie terre du Canada », pour la pêche. C'était là le voyage favori des Brouageais tant protestants que catholiques.

Nous avons vu que le clergé ne dédaignait pas de faire du commerce avec les huguenots; il en était de même de la noblesse à Brouage. Colbert de Terron lui-même vend au gouverneur Antoine de Comparan, maréchal de camp, etc., la moitié d'un navire, la *Catherine*, de 150 tonneaux, capitaine Nicolas Baron, qu'il possède avec le protestant Robin, de Marennes, pour 2400 livres tournois (18 juillet 1661).

Il y aurait bien des pages émouvantes à écrire, à l'aide des Archives de la marine de Rochefort, sur tout ce monde de marchands et de marins, lorsque vingt ans plus tard, les dragons de l'intendant de Desmuin, de Rochefort, la ville rivale, conduisirent à l'abjuration en masse de Carnavalet. Le peu que nous avons dit éclaire bien des choses, les jalousies de villes et de particuliers, et surtout le point de vue où se plaçaient, en 1685, ceux qui voyaient dans la révocation de l'édit de Nantes une réforme fiscale et commerciale.

LOUIS BASTIDE.

(1) Louis Foucault de Saint-Germain, comte de Daugnou, par acte du 5 avril 1653, renonce au gouvernement de Brouage « qui lui avait été accordé sur l'insistance de la Reine », époux de Marie de Fourré de Dampierre. (V. sur lui *Revue de Saintonge et Aunis*, V, p. 294.)

SÉANCES DU COMITÉ

20 juillet 1915.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. R. Allier. R. Reuss, et N. Weiss. M. André Mailhet est prié de prendre part à la délibération.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le président prend la parole pour exprimer ses regrets et ceux de tous ses collègues à la nouvelle de la mort de M. Paul Mellon, un des derniers membres élus par notre Comité où il était entré le 12 décembre 1911. Ce sont les recherches qu'il dut faire en vue d'une des assemblées solennelles du Comité franco-écossais qui attirèrent son intention sur le rôle joué par des professeurs écossais à l'Académie de Sedan. Il fut ainsi amené à écrire, sur l'influence de cette académie, le livre qu'il a pu heureusement achever avant sa mort et qui témoigne, comme sa vie entière, de ses préoccupations patriotiques déjà consacrées par la conduite héroïque de son fils aîné! — Un respectueux et affectueux souvenir est dû aussi au dernier survivant des amis de la première heure de notre œuvre historique, M. le pasteur Amphoux, mort à Paris chargé d'années et cruellement éprouvé par cette guerre.

Le président ajoute que dans un mois, le 21 août 1915, il y aura exactement deux cents ans qu'Antoine Court préluda à la résurrection de notre Église réformée par le premier synode du Languedoc et des Cévennes qu'il avait convoqué pour ce jour dans une grotte aux environs de Monoblet. Cet événement qui passa inaperçu au moment où Louis XIV expirant venait d'affirmer à nouveau qu'il n'y avait plus de protestants en France, fut le point de départ du retour à la vie de cette Église qu'on croyait enterrée. Il a semblé que nos coreligionnaires devaient être avisés de cet anniversaire et exhortés à le rappeler là où cela serait possible. A cet effet une lettre circulaire a été rédigée et adressée aux présidents de nos diverses commissions permanentes et à nos

journaux religieux. Le comité approuve le texte de cette lettre dont le président donne lecture.

Le secrétaire communique une lettre de M. Marcel Courtier, notaire à Meaux, nous avisant, le 10 mai 1915, qu'une demoiselle Joséphine Elisa Martin, de Meaux, légua à notre Société mille francs de rente. Les formalités nécessaires ont été faites aussitôt, mais nous ne serons renseignés d'une manière précise que lorsque divers comptes de tutelle auront été liquidés. Quant au legs Bertin, l'ordonnance de référé intimant au légataire universel de le placer entre les mains de M^e Desbleumortiers, séquestre, ordonnance dont le légataire universel avait appelé, a été confirmée par arrêt de la Cour, du 17 juillet 1915.

Bibliothèque. — Mademoiselle Read y a déposé plusieurs portraits des frères Haag ainsi que le volume renfermant la liste des souscripteurs et divers documents attestant la gratitude de leurs coreligionnaires pour les auteurs de la *France protestante* en 1861. Le président lit une lettre de la Société des Missions proposant de déposer dans notre Bibliothèque les minutes des procès-verbaux de cette importante Société. La proposition est acceptée et le président chargé de transmettre notre réponse. — M. Mailhet nous explique ensuite comment il continue son travail. Le nombre des manuscrits inventoriés à ce jour est de 502.

16 novembre 1915.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Pnaux, MM. G. Bonet-Maury, Jules Fabre, E. Rott, J. Viénot et N. Weiss. M. le pasteur A. Mailhet est prié d'assister à la séance.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. le président prend la parole pour exprimer sa sympathie et celle de notre Société à deux de nos collègues qui viennent d'être douloureusement éprouvés. M. le professeur Reuss, qui avait déjà été durement atteint, il y a un an, vient de perdre, à deux jours de distance, les deux derniers fils qui lui restaient. La même bataille meurtrière a coûté la vie à l'un des gendres de notre secrétaire, M. Daniel Dubost, architecte de la Ville de Paris et en même temps de notre immeuble. Il exprime l'espoir que ces nombreux sacrifices sanglants contribueront à notre délivrance à tous.

M. Jules Fabre rapporte ce qui s'est passé à propos du legs Bertin, la conférence qui a eu lieu entre les divers hommes de loi représentant les Sociétés bénéficiaires et les efforts qui vont être tentés pour obliger le détenteur à en remettre le montant au séquestre nommé par le Tribunal et maintenu en appel.

M. Mailhet explique ensuite qu'il a inventorié nos manuscrits jusqu'au n° 650 exclusivement. M. le président fait voter diverses dépenses résultant de ce travail et, à propos de l'Emprunt de la victoire, demande au Comité d'autoriser le trésorier, si l'opération est jugée avantageuse, à aliéner les obligations de chemin de fer américain que nous a données jadis notre ancien président — pour les convertir en rente 5 p. 100. Le secrétaire trésorier s'informera auprès de nos banquiers et fera faire l'opération si leur avis est favorable.

Enfin le président annonce que, dans les premiers jours d'octobre, il a présidé une séance commémorative au Musée du Désert pour rappeler les services inappréciables qu'Antoine Court rendit à notre protestantisme français il y a deux cents ans. Sans être aussi nombreuse que les années précédentes, l'assemblée a cependant été relativement considérable. Une conférence sera donnée sur le même sujet par notre secrétaire, le 12 décembre, à Paris, dans le temple de Pentemont.

Bibliothèque. — Elle a acquis une lettre manuscrite de Henri IV, datée de Nérac, 15 octobre 1578 et adressée aux Églises réformées et catholiques unies du pays de Lannes.

M. Garreta a apporté un curieux portrait du pasteur de Rouen Jean-Maximilien de Langle, le représentant à l'âge de 62 ans en 1653. Nous avions de ce pasteur un portrait que nous avait donné feu M. S. Lesens, qui portait comme exergue les mots *Rothom. Eccles. pastor*. Sur l'exemplaire que nous remet M. Garreta ces mots ont disparu à la suite d'un jugement du Parlement de Rouen interdisant au pasteur de prendre cette qualité. — Enfin le secrétaire présente un exemplaire de la Bible de Pagnini, Lyon 1542, qui renferme la préface de Servet.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

A TRAVERS QUELQUES REVUES : La conversion de Renée de France, duchesse de Ferrare; — Les de Loron, seigneurs de Tharot, et les de Jaucourt; — Abraham Duquesne-Guiton et la seigneurie de Bellébat; — Lettres de Henri IV; — La vertu de Jeanne d'Albret.

Les *Études* du 5 septembre 1915 nous donnent, de M. Joseph Pra, un article sur la **Conversion de Renée de France, duchesse de Ferrare**. Il y établit, grâce à la correspondance du P. Jean Pelletier, recteur du collège des Jésuites de Ferrare, avec Ignace de Loyola, que la conversion de la duchesse ne fut pas l'œuvre — comme on le croyait jusqu'ici — de l'Inquisition, mais de ce P. Pelletier (1). A vrai dire l'Inquisition ne fut pas étrangère aux efforts tentés pour fléchir Renée qui jusqu'en 1554 n'avait ni entendu la messe, ni communie des mains d'un prêtre catholique. L'inquisiteur Matthieu Orry avait été spécialement envoyé à Ferrare et s'était vainement efforcé de convaincre la duchesse. Il allait s'en retourner lorsque le duc Hercule d'Este recommanda l'affaire à Pelletier. Celui-ci commença par confesser ses deux filles de 16 et 18 ans, « ce que je fis, dit-il, avec grand fruit... à la consolation de son Excellence qui apprit combien je plus aux deux jeunes filles par la satisfaction que je donnai à ce qu'elles désiraient depuis longtemps » — satisfaction dont on doute lorsqu'on le voit ensuite faire transférer ces demoiselles dans un monastère pour les soustraire à l'influence de leur mère (2).

Dans tous les cas, ce P. Pelletier qui traite sa pénitente de « pauvre dame sans lettres » — ce qui est en contradiction flagrante avec la correspondance et tout ce qu'on sait par ailleurs de Renée, — ne se fiait ni à son éloquence, ni à celle de son Eglise. Il suggéra donc au duc une série de mesures humiliantes et restrictives — entre autres celle de faire interner et isoler sa femme dans la cour du château, dans l'espérance, — comme il le disait élégamment et religieusement — « que *vexatio daret intellectum* » (3). La duchesse comprit qu'elle était, comme il le disait

(1) Voy. plus haut, p. 636.

(2) Sous prétexte, affirmation dénuée de preuves et que dément le caractère bien connu de Renée, que celle-ci maltraitait ses filles à cause de leur penchant pour le catholicisme.

(3) La persécution produirait l'intelligence.

encore « *sub viri potestate* » (1). Elle céda ou fit semblant de céder, après le 20 septembre 1554, à ces « *deportamenti* » — c'est le terme prétendu italien dont se sert cet heureux vainqueur d'une femme emprisonnée et traitée, sur son conseil, comme une vulgaire criminelle de droit commun. Que ce soit l'ordre des dominicains ou celui des jésuites auquel revient l'honneur de cette grande victoire sans lendemain — *gaudium magnum quod erit omni populo* (2) — les procédés par lesquels on l'obtint ne furent pas plus édifiants d'un côté que de l'autre et nous ne voyons aucune raison de frustrer les jésuites de ce glorieux trophée.

*
* * *

Dans le *Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne* (1914), M. l'abbé A. Parat retrace l'histoire d'**Arcy-sur-Cure** et entre autres, p. 490-504, des guerres du protestantisme dans cette région où il pénétra grâce au mariage, en 1547, de Reine d'Aulenay du Beugnon avec **Philippe de Loron**, seigneur de **Tharot** et aux **de Jaucourt** : « Même les souvenirs bibliques dont s'emparait le Protestantisme furent gravés dans la pierre du château de Chastenay, datant de 1549. » La tournure de cette phrase qui représente le protestantisme comme *s'étant emparé* des souvenirs bibliques — alors peu connus en dehors de lui — indique l'esprit dans lequel l'abbé Parat a rédigé cette partie de son travail. Les protestants n'y sont, en effet, représentés que comme des pillards secondés par les Allemands, alors que ceux qui sont réellement responsables des violences et du massacre de Vassy, d'où sortit la guerre civile, s'étaient précisément distingués par leur avidité sans scrupules et par l'appel qu'ils avaient adressé, bien avant les protestants, aux soldats catholiques de Suisse, d'Italie et d'Espagne.

*
* * *

La *Revue de Saintonge et d'Aunis* du 1^{er} décembre 1915 s'ouvre par une notice de M. Venant, pleine de renseignements sur **Abraham**, marquis **Duquesne**, lieutenant général des armées navales et la seigneurie de **Bellébat** (commune de Champdolent). Il s'agit, non du grand Duquesne, mais d'un de ses neveux, fils de Jacob 1^{er}, le plus jeune frère de ce dernier et de la fille de l'héroïque maire de La Rochelle, Suzanne Guiton. Pressé par M. de Vauvré, intendant à Toulon, ce Duquesne-Guiton ne suivit pas l'exemple de fermeté de son oncle, mais en novembre 1685,

(1) Sous la puissance de son mari.

(2) « Je vous annonce une grande joie qui sera pour tout le peuple », écrit-il au père Ignace.

celui d'un cousin, neveu, comme lui, du grand Duquesne, Abraham Duquesne-Monnier, qui avait abjuré en mai 1685. Abraham Duquesne-Guiton épousa, en secondes noces, à La Rochelle en 1692, Marie-Marguerite Nicolas de Voutron, fille de feu Gédéon-Nicolas, seigneur de Voutron, et de Marie Thauvet. Ces de Voutron étaient des protestants convaincus. Bégon disait de celle qui épousa Duquesne qu'elle « était mal convertie » (11 mars 1692). Si mal qu'elle fut enfermée au couvent de la Providence, d'août 1694 au 9 janvier 1695.

*
* * *

On trouve dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France* de 1913, p. 236 à 247, **Quatorze lettres inédites de Henri IV**, que M. Ludovic Contenson ne paraît pas avoir toujours transcrites avec exactitude. Ainsi, dans la première, datée de Nérac, 27 octobre 1578, et adressée à Henri III, il faut évidemment lire : « Au contraire, ayant toujours *détesté* (au lieu de *tête*) telles entreprises »... M. C. propose la publication, d'après un nouveau plan, de toute la correspondance de Henri IV, divisée en : Instructions diplomatiques, Lettres de politique intérieure et de papiers d'État, Dépêches d'ordre administratif, et enfin Lettres intimes ou privées. Le moindre inconvénient d'un pareil classement, d'ailleurs difficile à établir dans certains cas, serait de supprimer l'ordre chronologique, qui seul, en réunissant un certain nombre de textes sous certaines dates, permet souvent de les éclairer les uns par les autres.

Précisément, M. J. Nouailhac vient de tracer de Henri IV un portrait et une biographie pleins de vie et de couleur, en reproduisant un choix de 236 lettres et billets classés *chronologiquement* sous ce titre très exact : **Henri IV raconté par lui-même** (1). Ce choix de lettres et de harangues, fait avec intelligence et discernement par quelqu'un qui connaît bien le Béarnais, est précédé d'une introduction de 54 pages, qui résume avec bonheur les principaux traits du caractère du plus populaire de nos rois.

*
* * *

De Henri IV, passons à sa mère. A l'inverse du jésuite, qui traitait ci-dessus de « pauvre dame sans lettres » Renée de France, M. Baguenault de Puchesse ne met en doute ni l'intelligence de Jeanne d'Albret, ni sa haute culture, ni sa sincérité religieuse, « qu'elle poussa parfois jusqu'au fanatisme » — argument de style, puisqu'on sait très bien qu'elle ne persécuta jamais per-

(1) Paris, Picard un volume de 392 p. in-12, 1913.

sonne, — mais sa vertu. **La vertu de Jeanne d'Albret**, tel est, en effet, le titre bien significatif d'un article qu'il a inséré dans la *Revue des Études historiques* de janvier-février 1914, et que le *Journal des Débats* (10 février 1914) s'est empressé de faire connaître au grand public.

En 1583, au témoignage de l'Estoile, Henri III faisant, auprès de Henri de Navarre, une tentative pour que celui-ci reprenne sa femme Marguerite, sœur du roi, lui aurait écrit entre autres : « Les rois sont sujets à être trompés, et les princesses les plus vertueuses ne sont pas souvent exemptes de la calomnie. Vous savez ce qu'on a dit de la feue reine votre mère, et combien on en a mal parlé. » Cette façon d'assimiler des propos qu'on aurait tenus sur Jeanne d'Albret à ceux que motivait l'inconduite notoire de Marguerite provoqua, de la part de Henri de Navarre, une réplique d'autant plus verte que son beau-frère ne passait guère pour jaloux de la vertu des femmes. Ce qui fait dire à M. Bagueuault de Puchesse : « Comment le roi de Navarre aurait-il pris la chose sur ce ton de plaisanterie (1) si les *galanteries de sa mère n'avaient été en quelque sorte publiques* ? »

Voici en quoi consistaient ces « galanteries ». Il ressort de la suscription de deux *Advis* datés, le premier de Paris, 23 février 1571, et signé Pierre Viret, Barbaste, Pierre Hespérien ; et le second, daté de La Rochelle, signé de Bèze, N. des Gallars, Chandieu, Pierre Hespérien, Barbaste et Devaux — que Jeanne d'Albret se serait remariée « par consentement mutuel et devant deux ou trois témoins ». Pour des raisons passées sous silence, ainsi que la date de l'événement et le nom du conjoint, elle aurait fait demander si elle ne pourrait pas être considérée comme mariée légitimement *sans bénédiction publique*. Les pasteurs béarnais déclarent, dans le premier avis, le mariage ainsi conclu « indissoluble ; toutesfois, pour le regard de la forme, les parties se doivent ratifier de parole en la présence d'un bon nombre de témoins, attendant un temps plus propice que celui-ci pour le déclarer publiquement ».

Ce premier *Advis*, évidemment daté faussement de Paris au lieu de Pau, semble avoir été transmis au synode général des Églises réformées qui se réunit à La Rochelle le 2 avril 1571, bien qu'il déclare que la question qu'il soulève « appartient plus tost au consistoire (de Pau) qu'au synode ». On sait que Jeanne d'Albret assista à ce synode et il semble que ce soit une commission composée en partie de délégués à ce synode et en tête de laquelle se trouvait Th. de Bèze, qui rédigea un « *Autre Advis* », celui-ci recommande « que le dict mariage soit notifié le plus tost

(1) La réplique du roi de Navarre (« Le roi, par toutes ses lettres, me fait beaucoup d'honneur ; par la première, il m'appelle c..., et par la dernière, fils de p... » *Mém.-journaux*, II, [1875], 131), n'est pas une plaisanterie, mais une traduction, en termes crus, des lignes de Henri III.

qu'il sera possible, non pas comme étant à faire, mais comme étant fait, avec telle reconnaissance des fautes que dessus (1), qu'il apparaisse de la repentance des parties, à la qualité desquelles toutesfois on aura tel esgard qu'on pourra en bonne conscience ».

Ces avis, qui honorent d'ailleurs ceux qui les donnèrent, furent-ils suivis? Nous n'en savons rien; il est possible que les événements qui absorbèrent les derniers mois de la vie de Jeanne d'Albret — qui devait mourir le 9 juin 1572 — l'en aient empêchée.

Mais ce que M. Baguenault de Puchesse, qui a si longtemps vécu dans l'intimité de Catherine de Médicis, sait mieux que moi, c'est que si Jeanne d'Albret avait été une femme « galante », elle se serait parfaitement passée du « consentement mutuel devant deux ou trois témoins »; et surtout, connaissant l'intransigeance de la discipline huguenote, elle n'aurait pas demandé l'avis de ceux qui étaient chargés de la lui appliquer aussi bien qu'aux plus simples particuliers.

Il est bien évident, si ces textes se rapportent réellement à la reine de Navarre, qu'à ses yeux et à ceux de ses conseillers il s'est agi d'un cas de conscience que l'ignorance où nous sommes de ce qui l'a provoqué nous interdit de discuter. Et, bien que, dans ce cas, il concernerait une huguenote rendue profondément malheureuse par son premier mari, peut-être M. Baguenault de Puchesse trouvera-t-il que le terme de « galanterie » est ici singulièrement déplacé.

Mais il va plus loin. Il suppose que « le bénéficiaire heureux de ces amours un peu tardives » fut un certain Jean de Salettes, que la reine aurait nommé premier président de son Conseil de Béarn. Une note nous renvoie à l'*Histoire universelle* d'Agrippa d'Aubigné (2). Or d'Aubigné — et si quelqu'un pouvait être renseigné, c'était lui — ne dit rien de semblable. Il ne parle de ce président que pour raconter que son fils bâtard, Jean de Morlas (3) « nourri des aumosnes de la roine de Navarre, et depuis eslevé aux escolles par l'Eglise de Béarn », fut le premier ministre huguenot qui entrevit le profit à tirer de la conversion de Henri de Béarn (4). Alors, pourquoi M. Baguenault de Puchesse suggère-t-il Jean de Salettes plutôt qu'un autre? Serait-ce parce qu'il

(1) C'est-à-dire en reconnaissant de « n'avoir observé, devant la consommation des promesses, la publication et bénédiction ecclésiastique ». (*Mémoires et Correspondance de Duplessis-Mornay*, 1824, t. II, p. 18 et 19.)

(2) Éd. de la *Société de l'Histoire de France*, VIII, 333.

(3) Et non Bernard Morlans, comme l'écrit l'annotateur de d'Aubigné (cf. *Haag*, VIII, 509; Feret, *Henri IV et l'Eglise*, 463, etc.)

(4) Pourtant lui-même, devenu conseiller privé et d'Etat, et surintendant des magasins de France, ne se convertit qu'à l'article de la mort, en 1595; voy. Palma Cayet, *Chronol.*, éd. du Panthéon, II, 44, et ss., cf. *Casauboni Epistolae*, 588.

était de « mœurs faciles », ayant ce bâtard, et parce que ce dernier, ainsi que son fils, apostasièrent, sans doute par intérêt, ce qui démontrerait que Jeanne d'Albret aurait placé bien mal ses affections et ses bienfaits ?

*
* * *

Malheureusement pour l'hypothèse de M. Baguenault de Puchesse, il existe un autre prétendant qui était déjà connu de Bayle et dont les titres ont été discutés tout au long par les frères Haag. Le second mari serait un comte de Goyon qu'on ne connaît point par ailleurs et dont un descendant serait mort pasteur réfugié à Amsterdam (*Fr. prot.* V. 348). Les frères Haag, dans l'impossibilité de contrôler l'authenticité des textes publiés en tête de la *Correspondance de Duplessis-Mornay* et de savoir ainsi d'où vient la suscription « *Sur le mariage de la royne Jeanne d'Albret* », ont formellement réservé leur opinion sur toute cette histoire. En 1879 M. de Rochambeau s'est rallié à leur avis (*H. de Bourbon et J. d'Albret* p. 44), après avoir constaté qu'« en cherchant bien dans la généalogie de la famille de Goyon, on ne trouve aucun membre auquel puissent s'appliquer les renseignements de Bayle » (1). Enfin, en 1893, M. l'abbé Dubarat qui, nos lecteurs ont pu s'en apercevoir, n'est pas tendre pour Jeanne d'Albret (*Bull.* 1891, 281, 443, — 1893, 107, 667 ; — 1894, 165, 526 ; — 1895, 76, 253, 594 et 638), s'est rallié à l'opinion de M. de Rochambeau, en renvoyant (*Le Protestantisme en Béarn*, p. 234 n.) à l'histoire manuscrite du P. Mirasson. Le seul auteur, avant M. Baguenault de Puchesse, qui ait ajouté créance aux racontars rapportés par Bayle et confirmés en apparence par les *Advis*, est M. Bascle de Lagrèze lequel, en 1885, a consacré tout un chapitre, le XXIV^e de son livre sur *Henri IV* (Didot) aux *Amours de Jeanne d'Albret*.

De même que, contre l'évidence, il continue à imprimer que Jeanne d'Albret « *ne recula devant aucun moyen pour imposer la Réforme à ses sujets* » (p. 252) (2), de même il prétend que le

(1) Je viens, dans le même but que M. de Rochambeau, de parcourir vainement Lachenaye-Desbois et l'*Armorial de Béarn* de MM. de Dufau-Maluguier et de Jaurgain.

(2) Plus loin, p. 265, il va jusqu'à écrire : « Les oubliettes de son château m'ont souvent fait frémir en songeant à ce que la tradition populaire, — soigneusement entretenue, entre autres, par lui — raconte encore, de la manière dont la reine traitait ceux qui résistaient à sa volonté ». — Je dois pourtant reconnaître que mes efforts pour laver Jeanne d'Albret des crimes qu'on lui attribua, au XVII^e siècle seulement, n'ont pas été absolument inutiles. En 1912, M. l'abbé Louis Guérard a inséré dans la *Revue du Clergé* du 1^{er} août, un article de 27 pages in-8^o (tirage à part, Paris, Letouzey) sur *Jeanne d'Albret, son rôle dans l'histoire du Protestantisme français*. — S'il ne peut annistier la reine d'avoir travaillé à répandre la Réforme, ce qui serait contraire à l'en-

mariage secret de la reine avec M. de Goyon est démontré par cette note de la Chambre des comptes de Pau (B. 148, 114^{vo}) : « A Raymond de Chamgrant, régent à Lescar, la somme de soixante-quinze livre tournois pour la despence et chambre d'un petit enfant que la reyne luy a baillé en pension durant l'année de ce compte, par mandement de ma dicte dame, du 23 may 1572, dont quittance ay rendue » — parce que « au-dessus du mot enfant » on trouve ces mots écrits plus tard, « nommé François Goyon ».

Ainsi Jeanne d'Albret paye la pension d'un enfant nommé François Goyon (par qui?) et cela prouverait que cet enfant est d'elle et d'un comte de Goyon! M. de Lagrèze est si heureux de sa découverte qu'il néglige de s'assurer si cet enfant peut être identifié avec ceux qui prétendirent descendre de la reine de Navarre. Or le premier de ce nom qu'on connaisse et qui exerça le ministère à Bordeaux pendant la première moitié du xvii^e siècle, s'appelait *Simon de Goyon*, et ses fils Isaac et Jean. Si Simon descendait de François, ce qui serait, à la rigueur, possible, pourquoi, alors que dans les familles on perpétuait avec soin les mêmes prénoms, ne s'est-il pas aussi appelé François, sans la particule? Il faut voir comment M. de Lagrèze s'étonne de n'avoir pas réussi à convaincre le congrès des Sociétés savantes auquel il fit part de sa découverte le 29 mars 1883 et d'avoir reçu le conseil de « rechercher des documents précis provenant des registres des actes de naissance et des procès-verbaux de synodes ». (268)

Voici ce qu'il répond : « Il est *certain* que Jeanne, voulant cacher son mariage, n'aurait pas été le publier dans les synodes, ni faire inscrire sa maternité dans les registres de l'état civil. » Alors, pourquoi a-t-elle précisément demandé l'avis d'un synode? Et pourquoi M. de Lagrèze n'a-t-il pas cherché dans les actes de l'état civil qui, non seulement existent à la mairie de Pau, mais y remontent à l'année 1571, puisque, lorsque je les y ai parcourus en 1891, j'y ai compté 158 baptêmes pour la seule année 1572?

Je crois qu'il est temps de conclure. Je le ferai en citant la dernière phrase de M. Baguenault de Puchesse : « Les plus illustres personnages ont leurs grandeurs comme leurs faiblesses, que l'histoire a le devoir d'enregistrer. » — D'accord, à la condition toutefois — puisqu'ils ne sont plus là pour se défendre — que l'on n'étale leurs faiblesses que si l'on peut en apporter les preuves.

N. WEISS.

seignement de son Église, du moins il s'efforce visiblement d'être exact, juste, voire impartial, sans lancer, en guise d'arguments, des diatribes furieuses comme l'abbé Dubarat.

L'Influence française en Allemagne

Rechercher et épuiser cette influence, tel est le but que M. Reynaud, professeur à l'Université de Poitiers, a assigné à sa vie. Son étude sur l'histoire comparée de la civilisation en France et en Allemagne pendant la période précurtoise (850-1150) n'est que le tome I^{er} d'une vaste histoire des *Origines de l'Influence française en Allemagne* (sous-titre : *L'Offensive politique et sociale de la France*). Le tome II traitera de *L'Offensive littéraire et artistique de la France*.

Ce gros ouvrage devait avoir pour introduction une *Histoire générale de l'Influence française en Allemagne*, qui a toutefois paru à part (Hachette, 1914, viii-554 p., 12 fr.) et dont voici une rapide analyse.

Six chapitres : I. Celtes et Germains. II. L'œuvre des Gallo-Romains et des Gallo-Francis en Allemagne. III. La première apogée de l'influence française en Allemagne aux XII^e et XIII^e siècles. IV. L'avènement de la bourgeoisie en Allemagne et le recul de l'influence française dans la deuxième moitié du moyen âge. V. La deuxième apogée de l'influence française en Allemagne aux XVII^e et XVIII^e siècles. VI. L'effort définitif de la civilisation allemande vers l'émancipation et l'aide de la France « dissidente ». Conclusion : Importance, causes et effets de l'influence française en Allemagne.

Cette ébauche de la table des matières fournit déjà une certaine orientation. Elle nous montre combien l'auteur prétend épuiser son sujet en remontant à ses premières origines. Quelques lecteurs trouveront peut-être qu'il en a même dépassé les limites, en y introduisant les Celtes et les Germains, dont l'histoire, fût-elle certaine et objectivement possible (ce qu'elle est loin d'être), n'a que de bien lointains rapports avec celle des Français et des Allemands. Aussi est-ce surtout une construction hypothétique qui remplit le premier chapitre. Voici, pris au hasard, un intéressant exemple des affirmations aventureuses que son plan trop vaste impose presque à M. Reynaud : « Aux V^e et VI^e siècles avant J.-C. se place la première apogée de l'influence de notre race sur la race germanique. Vers le I^{er} et le II^e siècle après J.-C. on en rencontre une autre »... (p. 9). Quelle audace que de parler avec si belle assurance de « notre race », 500 ans avant notre ère ! Ceux qui ont essayé de serrer de près ce fantôme de la race qui hante tant de cerveaux et qui surtout constitue une si commode entité, l'ont vu se dissiper sous leurs mains et s'évanouir dans le néant. C'est un de ces nombreux mots vagues qui ont l'air de désigner une chose très précise et avec lesquels il est si facile de

jongler, de construire de séduisantes théories et d'éblouir le bon public (1).

Il n'est guère moins téméraire de prétendre, sans ombre de réserve, « que le celtique parlé en Gaule et le latin étaient des langues très voisines, à peine plus différentes l'une de l'autre que le français et l'italien » (note de la p. 25). Il aurait fallu essayer au moins de prouver une affirmation aussi paradoxale et aussi absolue. Si encore elle n'avait été appliquée qu'aux dialectes limitrophes de la Cisalpine et de la Transalpine!

A côté de ces assertions téméraires, il en est de très justes, et dont la justesse est même d'une actualité émouvante. Témoin la note 2 de la page 11 : « La désignation de « Latins » appliquée aux Français n'a de sens qu'au point de vue linguistique. Par la race et le tempérament, les Français ne sont pas plus des Latins que les Arabes et Kabyles d'Algérie ne seront des Français le jour où ils auront adopté notre langue. » M. Reynaud oserait-il encore écrire aujourd'hui ces lignes hétérodoxes? Si oui, il encourra l'anathème de bien des gens.

Par contre, un autre passage semble divinatoire et serait sûr d'une bonne presse, s'il était connu. Voici, en effet, ce qu'on peut lire au bas de la page 32 : « Il fait bon, pour une nation vigoureuse et entreprenante, de confondre sa cause avec celle d'une grande idée. Le destin favorable du peuple français a voulu qu'à trois reprises différentes, il ait donné sans compter son sang et son génie pour une généreuse et féconde formule de progrès universel, qu'il ait propagé le christianisme au début de notre ère, qu'il ait accompli l'exploit fabuleux des croisades et le miracle de la Révolution. Cette propension aux tâches désintéressées, d'une portée générale, restera la marque distinctive de son activité. C'est à elle qu'il est redevable surtout du rôle unique qu'il a joué dans la formation de la civilisation moderne. » Certes, M. Reynaud ne pensait pas, en écrivant ces lignes qui paraissent alors banales, que des événements prodigieux allaient leur donner une signification lumineuse. Il pourra maintenant ajouter, à ces trois miracles, celui de la Marne. Il est vrai que le premier semble peu clair. Qu'est-ce que cette propagation du christianisme au début de notre ère? Faut-il y voir une allusion aux missionnaires celtiques de la Germanie, Boniface, Colomban, saint Gall, etc.? Ou est-ce un rappel du fait que les Francs adoptèrent le catholicisme romain et lui restèrent fidèles, alors que la plupart des autres Germains devenaient Ariens? On serait tenté plutôt de songer à la victoire de Charles Martel sur les Sarrasins; mais alors on n'est plus « au début de notre ère ».

(1) Et M. Reynaud ignore-t-il qu'Arminius (p. 19) n'est que la forme latinisée d'Hermann?

Quoi qu'il en soit, mentionnons encore quelques passages particulièrement heureux, que nous glanons dans la première partie du volume. Voici d'abord le bas de la page 7 : « La mission des Germains a consisté, à deux reprises, à rajeunir les peuples vieilliss prématurément du sud et de l'ouest, à les ramener à l'« instinctivité robuste ». D'une part, les mots dont la Grande Invasion a enrichi le vocabulaire gallo-romain « nous font assister au réveil de sensations visuelles, auditives, d'émotions simples, de besoins que nos ancêtres ne connaissaient plus. » D'autre part, il y a un siècle, « au moment où la société française et romane en général se mourait d'un excès de rationalisme, les Allemands et les Anglais ont rouvert en elle, par l'influence de leur avenir et de leurs écrits, les sources que l'on croyait desséchées de la sensibilité et de l'imagination. Et deux contemporains de génie, placés l'un et l'autre au début de ces grandes périodes germaniques de l'histoire, Tacite et M^{me} de Staël, nous ont éloquemment exprimé ce que les nations fatiguées du Midi attendaient de ces hommes du Nord plus lents à se mouvoir, demeurés par conséquent plus près de la nature ». Ce rapprochement entre Tacite et M^{me} de Staël nous paraît aussi neuf qu'heureux.

Et non moins heureuse est la réserve qui limite, à la même page, le rôle civilisateur des Allemands dans l'évolution des nations : « Novateurs, ils ne l'ont été que rarement, et c'est bien plus par la plénitude de leur vie intérieure que par les initiatives de leur intelligence qu'ils ont enrichi la civilisation. De germes positifs de progrès, ils en ont fort peu déposé dans les sillons de l'histoire universelle ». Par contre, dès la fin du chapitre I^{er}, l'auteur nous fait pressentir « le formidable avantage par lequel, au cours de l'histoire, le Germain prendra sa revanche sur le Celte », qui, « mobile, inventif, épris de progrès, gaspille ses acquisitions pour se jeter sans cesse vers les choses nouvelles; lent, tenace, réfléchi, le Germain conserve et enrichit sans cesse ses emprunts ». Son conservatisme intervient et exerce une influence salutaire, quand « arrive un moment dans la vie des peuples où la marche trop rapide de la civilisation produit une sorte d'usure des forces profondes de vie » (p. 7).

Que de jugements la guerre a modifiés ! Avant elle, ce livre nous eût apparu très sévère, voire partial et presque pamphlétaire. A présent, il semble modéré et c'est tout au plus si nous pouvons lui reprocher de vouloir trop prouver, d'exagérer sa thèse et de trop la laisser voir à chaque page. C'est une œuvre de combat, elle est dans la note du jour ; mais l'apaisement des esprits lui sera de nouveau funeste. Elle a été l'objet de critiques assez vives, et la *Revue Critique* et la *Revue Historique* ont retenti des échos de la polémique qu'elle provoqua. Car M. Reynaud est âpre à la riposte et ce n'est pas sans péril qu'on dit ce que l'on

pense de son intransigeance et de sa logique outrée. Il faut avouer d'ailleurs que s'il ne voit ou ne veut voir qu'un côté de la question, ce côté il le voit admirablement et complètement, et même dans chacune de ses exagérations, il y a une grande part de vérité. Surtout, s'il avait réduit le cadre de son étude et s'était borné aux temps modernes, sa thèse aurait paru moins outrée; c'est surtout l'immensité de son domaine qui fait éclater son parti pris. Il a donc singulièrement affaibli sa thèse, en la reportant jusqu'aux Gaulois; il l'a même (oserons-nous le dire sans encourir ses foudres?) légèrement ridiculisée.

Ne l'a-t-il pas fait, par exemple, en trouvant « dans le spectacle offert par la France et l'Allemagne au lendemain de leur séparation politique... l'expression d'une séparation morale et intellectuelle accomplie depuis longtemps » et en reportant ainsi ingénument au ix^e siècle un état de choses tel qu'il exista quelques siècles plus tard? Franchement, quel historien de sang-froid et sincère pourra voir, après le traité de Verdun « d'un côté presque immédiatement la course ardente, parfois précipitée et hasardeuse au progrès, de l'autre le besoin de s'en tenir aux acquisitions antérieures, de les développer, de les tourner et retourner indéfiniment » (p. 37)? N'est-ce pas là de la fantaisie?

Mais il faut nous hâter et nous ne pouvons suivre tout le développement de M. Reynaud, développement toujours intéressant et fécond à discuter; car ses connaissances sont vastes et sûres et il aperçoit avec une perspicacité remarquable toutes les faiblesses de l'adversaire. On peut bien dire l'adversaire; car quelque historien documenté que soit M. Reynaud, il est toujours et partout plus encore avocat qu'historien, et c'est là le reproche capital à lui faire, le reproche qui implique tous les autres.

Mais il nous faut tout de même voir encore ici ce qu'il dit de la Réforme. Allons donc au début du chapitre V. Et d'abord, voici une note restrictive qui exclut le calvinisme. Celui-ci, « en fait, a représenté, au moins au début, un agent de propagation très actif de notre langue et de nos mœurs. Ce caractère français du calvinisme ne s'altéra qu'à la fin du xvii^e siècle. C'est la Révocation qui a défrancisé le calvinisme ». Il convient donc de le distinguer soigneusement « de la Réforme protestante considérée comme phénomène allemand ».

Cette Réforme « est l'expression la plus parfaite de l'Allemagne libérée à la fin du moyen âge. En elle se concentrent toutes les tendances qui ont caractérisé cette période de son histoire et qui restent la marque distinctive de son tempérament : réalisme, sentimentalisme, individualisme. L'objet principal de la Réforme a été de recueillir et de conserver pour l'avenir les résultats obtenus par cet effort mémorable du germanisme qui se place entre le xiii^e et le xvi^e siècle, afin d'en faire le patrimoine de la

race, ou, plus exactement, de conquérir le droit de cité aux instincts nationaux par lesquels ces résultats avaient été obtenus, instincts qui, dans l'organisation catholique, foncièrement latine, du monde chrétien, s'étaient vus relégués au second plan ou même condamnés à l'inaction ».

Il n'y a guère à reprendre à cette définition, sinon, comme dans toutes les théories de M. Reynaud, qu'elle ne prend compte que d'un côté de la question, car, si la Réforme est bien cela, elle n'est pas exclusivement cela. Mais, ce qui est plus grave, c'est la réserve capitale qui affaiblit aussitôt cette définition, comme si M. Reynaud craignait d'avoir trop concédé : « Ceci ne veut pas dire, se hâte-t-il d'ajouter pour prévenir toute velléité d'objection, que la Réforme luthérienne soit, comme on le prétendait autrefois (1), une initiative spécifiquement allemande. Dans cette circonstance encore, le tempérament germanique a eu besoin pour se découvrir d'un secours *extérieur*... C'est en Allemagne qu'on découvre, dans les derniers siècles du moyen âge, le moins de tentatives réformatrices. En réalité, l'idée (2) d'une réforme de l'Église est française... A peine les Clunisiens avaient-ils donné à l'Église cette formidable autorité sur le monde qu'elle conservera jusqu'au xvi^e siècle, que des voix s'élevaient déjà, [en France, pour la mettre en garde contre les abus qui pouvaient en résulter pour elle... C'est en France encore que naît ce mysticisme qui sera le sol nourricier de la Réforme. Enfin, c'est en France que la théorie elle-même de la Réforme a été formulée tout d'abord... Non seulement Lefèvre a enseigné le luthéranisme aux Parisiens (3), mais il l'a peut-être (4) enseigné à Luther lui-même. Le luthéranisme a donc eu pour foyer primitif Saint-Germain-des-Prés et non Wittenberg (5). »

Mais M. Reynaud va plus loin encore ; non content de nier que la Réforme soit allemande par ses origines lointaines et religieuses, il ose même essayer de rattacher à l'influence française les origines immédiates, les causes politiques et sociales de la Réforme en Allemagne. Comment ? Voici : « C'est la querelle des Investitures, déchaînée par Cluny, qui amena l'émancipation définitive des seigneurs laïques en lutte plus ou moins ouverte

(1) Ceci est une petite perfidie ; car M. Reynaud sait certainement que beaucoup de bons esprits le prétendent encore. Mais chez nous, il faut toujours se donner l'air d'être du dernier bateau et ridiculiser les opinions contraires comme vieillottes, surannées, dépassées. Toujours la mode, en un mot.

(2) L'idée peut-être, mais la réalisation ? Et c'est celle-ci seule qui importe.

(3) Selon l'expression de Michelet.

(4) Voilà un « peut-être » bien équivoque.

(5) Quel sophisme ! Est-ce le doux Lefèvre qui aurait résisté à l'Empereur et au Pape ? Mettez-le en face de la diète de Worms, et imaginez le rôle qu'il y aurait joué. Ou plutôt il n'y serait certainement pas allé.

depuis des siècles avec la puissance impériale. Ce fut elle, aussi, qui sema dans la bourgeoisie allemande les premiers germes d'hostilité contre Rome. Or, le désir qu'avaient les nobles de sauvegarder leur indépendance, et l'aversion profonde d'une partie de la population contre la Papauté, sont les deux forces principales qui soutinrent les premiers progrès de la Réforme au delà du Rhin ».

Il y a là encore un mélange inextricable de vérités évidentes et de sophismes ; il y a aussi une grande hardiesse à tirer de faits avérés des conclusions qu'ils ne comportent pas ou qui sont pour le moins problématiques. M. Reynaud n'est pas un guide sûr ; c'est un polémiste ardent, disert, souple, grand remueur d'idées et sollicitateur de pensées et d'objections, très fort pour obliger ses lecteurs les plus compétents à revérifier leurs opinions et leurs jugements. Bref, avec lui il faut être toujours sur ses gardes.

Mais nous n'avons pas fini la revue de ses considérations sur la Réforme. Nous arrivons même au point où il fait une grande concession : « Si l'influence de notre pays se retrouve partout dans les préparatifs de la Réforme allemande, il n'en est pas moins certain que l'événement lui-même porte l'empreinte profonde du génie germanique », tant par la personnalité même de Luther, « qui rejette dans l'ombre les figures plus pâles des chefs étrangers du mouvement, un Calvin aussi bien qu'un Zwingle et qu'un Knox », que par les causes de son triomphe qui « sont, sous leur vêtement historique, d'ordre éminemment psychologique et comme telles s'opposent très nettement à celles qui, en France ou en Italie, ont amené la défaite du protestantisme ».

Voyons encore quelques-unes de ces causes : « Nos voisins de l'Est n'avaient jamais montré beaucoup d'enthousiasme pour l'ascétisme et les exercices minutieux de piété », et bientôt « la confusion fâcheuse qui s'établit entre les pratiques de pénitence et les exigences pécuniaires de Rome » ne tarda pas à enlever « à ces hommes positifs jusqu'au respect théorique qu'ils pouvaient conserver pour les prescriptions de l'Église. Mais... une révolution de cette importance n'est jamais exclusivement l'œuvre d'appétits matériels ». Et M. Reynaud veut bien laisser de nouveau intervenir les « instincts profonds de l'âme germanique » qui décidèrent de la victoire du luthéranisme, tandis que « le tempérament français, après un moment d'hésitation, se tourna définitivement vers la règle immuable et universelle, même au prix de concessions pénibles, comme saisi déjà de défiance devant ces puissances redoutables de la sentimentalité et de la fantaisie ». Conclusion : « Ce qui aux yeux des uns était de la discipline, apparaissait aux autres comme un esclavage ». Et ainsi se vérifie la parole de Taine : « La raison des grands événements se trouve toujours un caractère de peuple, et l'histoire se ramène à la psychologie. »

Les pages qui suivent (163 et suiv.) offrent encore des remarques fort intéressantes que nous regrettons de ne pouvoir citer et discuter. La note de la p. 163 surtout définit fort bien la différence des conceptions religieuses en France et en Allemagne, intérêt social d'une part, individuel de l'autre. Puis il y a l'influence du protestantisme sur l'évolution politique allemande : « Germanisme à la 2^e puissance », le luthéranisme accroit « toutes les qualités qui enrichissent l'être humain pris à part », mais aggrave, en même temps, tous les penchants qui séparent cet être humain de ses semblables et « rendra plus difficile que jamais la constitution d'une civilisation indépendante. Bref, enrichis en tant qu'individus, les Allemands ont été désarmés, en tant que société, dans la lutte pour la prééminence ».

Nous pouvons nous arrêter; ceux qui ont bien voulu nous suivre jusqu'ici ont assez de matériaux sous les yeux pour se faire une idée personnelle de la valeur du livre que nous signalons et que nous recommandons, sous les réserves énoncées ci-dessus. La meilleure recommandation se dégage du sentiment qui nous domine en terminant, à savoir un sentiment de regret de devoir quitter un auteur qui nous force à tel point à penser et à repenser nos opinions les plus arrêtées.

TH. SU.

CORRESPONDANCE

A propos d'Heiltz-le-Maurupt.

Un grand nombre de nos coreligionnaires ont reçu une forte brochure de 68 pages, in-8°, datée d'octobre 1915 et intitulée *Comité protestant d'Entre-Aide pour les régions envahies*, Paris, 53 bis, rue Saint-Lazare. Nous n'en recommanderons pas la lecture à ceux qui l'ont reçue. Ils n'auront pu s'empêcher, non seulement de la lire, mais surtout de répondre à l'appel qu'elle leur adresse, un des plus importants et des plus urgents de tous ceux que l'immensité des besoins de toute nature provoque sans cesse depuis tant de mois. Mais nous tenons à la faire connaître à ceux qui peut-être ne l'ont pas reçue et devraient s'y intéresser activement. Elle est illustrée d'une demi-douzaine de dessins à la plume exécutés d'après des photographies et qui représentent les ruines d'un des nombreux villages de la Champagne où l'ennemi n'a littéralement pas laissé « pierre sur pierre ». Cet ancien village, naguère florissant, était autrefois peuplé de huguenots.

« En 1599, les protestants qui habitaient le bourg d'*Heiltz-le-Maurupt*, se disaient en plus grand nombre qu'en aucun autre lieu de l'étendue du baillage de Vitry(-le-François), après lad. ville... et obtinrent que l'exercice de la R. P. R. fût mis dans leur bourg comme au second lieu à faire led. exercice public aud. baillage (1). » En 1682 on y comptait encore au moins 600 huguenots que la Révocation dispersa comme tant d'autres groupements, mais, malgré un siècle de persécutions, quelques familles protestantes y subsistèrent jusqu'à ce jour.

C'est d'un « meneur de pain et boucher, *Jean Tollin*, d'Heiltz-le-Maurupt » (2), que descendait l'homme qui au xix^e siècle a peut-être exercé l'action la plus féconde pour faire connaître et apprécier en Allemagne le caractère particulier de la Réforme de langue française et les services de toute nature que les huguenots rendirent aux pays d'outre-Rhin qui les accueillirent en 1685 et plus tard. On savait vaguement que cette émigration avait été considérable et profitable, mais, d'une part, les ouvrages qui pouvaient renseigner les curieux étaient rares et remontaient au

(1) G. Hérelle, *Documents inédits sur le Protestantisme à Vitry-le-François, Heiltz-le-Maurupt, Nettancourt et Vassy*, t. III, p. 88. (Paris, Picard, 1908.)

(2) *Ibid.*, p. 460.



xviii^e siècle; d'autre part les communautés réformées qui, après plus d'un siècle, avaient réussi à se maintenir tant bien que mal, malgré la pression administrative, étaient peu à peu absorbées par l'ambiance germanique. Professeur au gymnase français de Berlin, puis pasteur de l'Église réformée française de Francfort-



sur-l'Oder et enfin, à partir de 1876, de celle de Magdebourg, Henri Tollin étudia notre histoire dans les archives du Refuge. Il sut s'élever, grâce à ces recherches, au-dessus de l'étroitesse confessionnelle et dogmatique, puisque, sans partager ses idées, il devint le biographe et l'apologiste de Michel Servet. Après avoir fondé à Magdebourg, dans l'esprit même de la communauté à laquelle il appartenait, un Refuge pour les enfants abandonnés,

et fait de la propagande par des conférences historiques, il créa en 1884, l'Union des Églises réformées d'Allemagne, et la rattacha à l'Alliance universelle des Églises presbytériennes. Enfin, pour faire revivre dans ces Églises qui étaient encore au nombre d'environ 200, le sentiment de leur individualité et de leur indépendance en leur faisant connaître leur passé, il profita du bicentenaire de la Révocation qui avait attiré l'attention sur ce passé, pour créer, le 29 sept. 1890, la *Société huguenote d'Allemagne*. Dès l'année 1886 il avait commencé à publier l'Histoire de la Colonie française de Magdebourg qui devait former six volumes compacts, mine de renseignements de toute nature pour tout ce qui touche au Refuge huguenot en Allemagne. A partir de 1890, il fit paraître, sous les auspices de la Société huguenote et sous le titre de *Geschichtsblaetter des deutschen Huguenotten Vereins*, une série de monographies sur les Églises du Refuge. Plus d'une centaine de ces monographies qui révélèrent aux membres de ces Églises ce qu'ils ignoraient, avaient déjà paru lorsque Henri Tollin mourut le 4 mai 1902 (1).

Il ne pouvait guère se douter alors que, douze ans plus tard, d'après des ordres supérieurs, ses compatriotes pilleraient à fond, puis brûleraient et détruiraient systématiquement et radicalement — sans qu'il pût en résulter aucun avantage militaire — entre beaucoup d'autres, ce bourg de Heiltz-le-Maurupt que jadis les dragons de Louis XIV avaient dépeuplé, mais dont ils avaient, du moins, laissé subsister les maisons. Si l'historien de nos Églises du Refuge avait dû assister à cet effet d'une culture qu'il était loin d'admirer, nous aimons à croire que son indépendance d'esprit et la haute idée qu'il se faisait de la justice l'auraient tenu éloigné de ceux qui ne cherchent et ne trouvent que des excuses pour de pareils forfaits.

N. W.

Une gravure du Refuge.

Monsieur le secrétaire et bien honoré collègue,

Me trouvant en visite, il y a quelque temps, chez des connaissances, dans un vieil hôtel-pension de Chardonne-sur-Vevey, j'ai remarqué parmi les vieilles gravures qui décoraient ce salon, un singulier petit tableau qui m'a paru être peu connu, original et fort intéressant. On a bien voulu me le prêter; je l'ai tant bien

(1) Voy. sur lui *Bull.* 1902, 574 et *Geschichtsblaetter Zehnt*, XI, Heft 8 et 9. où l'on trouvera son portrait.

que mal, photographié, et je vous en adresse ci-inclus une copie assez nette quoique réduite.

L'original mesure exactement $28^{\text{cm}} \times 22$; il est finement gravé sur fort papier vergé, sans filigrane ; le ruban, les ciels, les plantes et les deux êtres humains sont assez grossièrement coloriés.

Il me paraît évident que la collection des textes et légendes qui accompagnent le médaillon central et ceux qui l'entourent a été formée en vue d'apporter consolations, encouragements et paroles d'espérance aux malheureux Réfugiés de la Révocation (la grande Tribulation).

La gravure ne porte ni date ni signature autre que le beau monogramme qui se trouve au bas et à droite et dont la lettre M forme le principal motif.

Dans la nouvelle et effroyable tribulation qui vient éprouver notre chère patrie, combien il est douloureux pour nous, protestants français, de trouver dans les rangs de nos cruels ennemis, des descendants, — combien indignes ! — de ceux auxquels le pieux artiste inconnu adressait les exhortations qui ont inspiré sa naïve et touchante composition !

Veillez, Monsieur et honoré collègue, me permettre de vous exprimer ma très vive sympathie pour la perte douloureuse que vous avez faite en la personne de celui des vôtres qui est tombé à l'ennemi, et veuillez bien me croire votre dévoué.

EUG. MOUTARDE.

L'ancien temple de Rochefort.

J'ai lu, il y a assez longtemps, que tous les temples protestants qui existaient avant la Révocation avaient été détruits ou démolis.

Or, il y en a un qui existe, ou du moins qui existait, il y a quatre ou cinq ans. C'est celui de *Rochefort* (Charente-Inférieure).

Ce petit édifice, situé hors des fortifications de la ville, vis-à-vis la porte qui termine la rue Édouard-Grimaux (antérieurement rue Saint-Louis) et que j'ai vu, dans le compte rendu de diverses discussions ou délibérations municipales auxquelles il a donné lieu, désigné sous le nom de *l'ancien prêche*, avait été, à la Révocation, pris par l'Église catholique et mis en service comme tel. On l'appelait quand j'étais à Rochefort (1866 à 1897 sauf trois ans d'interruption) la *vieille paroisse*, par opposition à une église beaucoup plus grande, construite à l'intérieur de la ville (sous la Restauration, je crois).

Cette vieille paroisse a été plus tard désaffectée et on voulait



la démolir, lorsque M. Musset, archiviste du département, vint à Rochefort et représenta aux autorités municipales qu'il serait grand dommage de faire disparaître le seul édifice qui existât à Rochefort avant son érection au rang de ville et de port militaire. On se rendit à ces observations et l'édifice ne fut pas démoli. On exhuma les quelques sépultures qui formaient un petit cimetière autour de l'ancien prêche, qui fut utilisé, comme *Bourse du travail*, après qu'on eut fait disparaître une inscription (latine, je crois) qui existait sur l'archivolte de la porte d'entrée. Voilà mes souvenirs; mais il faudrait des précisions et des dates. Quel malheur que le pasteur de Richemond ne soit plus de ce monde! Son prédécesseur, M. Adrien Laroche, existe encore, je crois, et habite Rochefort. Peut-être pourrait-il vous documenter et fournir au *Bulletin* (s'il n'y a déjà traité ce sujet) la matière d'un article intéressant et utile.

Veuillez, etc.

VILLARET.

Quel est l'auteur de la Confession de la Foi chrestienne en vers, 1562?

M. H. Bordier, à la page 455 du *Chansonnier huguenot du XVI^e siècle*, bibliographie de la chanson protestante, n° XIX, — **Confession de la foy chrestienne... Lyon 1562**, in-8° de 16 pages non numérotées, dont j'ai l'original sous les yeux (biblioth. de Rouen, collect. Leber n° 3982) — mentionne, au verso du titre, une dédicace (en deux quatrains) : A |trois illustres| sœurs et vertueuses dames, mes dames| Jeanne, Gabriele & |Charlote.| Et à la page suivante (fol° 2, recto et verso.) En tête :

A Madame de V. noble, illustre et vertueuse Dame, Madame I. O: Son très humble & très obéissant serviteur *De Nakol*, désire salut & bénédiction en Jesus-Christ. A la fin : D'Égypte, près la mer Rouge, l'an de grâce, 1561. Attendāt l'An 666. contre Babylon. Votre treshumble & très obéissant serviteur à jamais *De Nakol*, Aveugle nay de Jesus illuminé.

M. Bordier a tronqué la dédicace et condensé certains passages. Il termine en disant : « Nous n'avons pu pénétrer aucun des mystères qui enveloppent ces noms et ces personnages. »

Ce passage aurait pu le mettre sur la bonne piste :

« Vous suppliant très humblemēt la vouloir accepter de si-bon cœur, comme celle (*sic*) tant illustre Dame, *bien morte l'accepta*, vous-mesmes estāt présente... sans oublier la mémoire des vertus singulières de madite Dame, Madame *Claude de Longueval*, laquelle au chemin de vertu et d'honneur vous a bien *précédée* ».

Plus heureux que M. Bordier, à l'exception de « *de Nakot, aveugle nay, de Jesus illuminé* », je crois avoir découvert les autres personnages :

Madame Claude de Longueval, morte le 24 février 1556, avait épousé (contrat du 18 mars 1531) Jean de Monchy, seigneur de Sénarpont, baron de Vismes. chevalier de l'ordre.

Leur fils, Antoine de Monchy, seigneur de Sénarpont et de Longueval et baron de Vismes, chevalier de l'ordre, suivit Condé à Orléans en 1562 et abjura en 1572.

Par contrat passé devant Léal, notaire au châtelet de Paris, le 31 décembre 1559, il avait épousé *Jeanne Olivier*, fille de François Olivier, seigneur de Leuville, chancelier de France, et d'Antoinette de Cerisay.

J'en conclus : 1° Que les trois illustres sœurs et vertueuses dames sont : Jeanne, Gabrielle et Charlotte de Monchy, filles de Jean de Monchy (1) et de sa première femme Claude de Longueval, morte le 24 février 1556, au dire de Lachenaye-Desbois (notice de Monchy).

De Nakol présenta donc, antérieurement à cette date la Confession de la Foy Chrestienne à Claude de Longueval, ce qui laisse supposer une édition ou, du moins, une rédaction antérieure à 1562.

Et 2° Que : Madame de V. (ismes) noble, illustre et vertueuse Dame, Madame J. O... est *Jeanne Olivier*, leur belle-sœur, épouse d'Antoine de Monchy, baron de Vismes.

De Nakol ne serait-il pas le pseudonyme d'un pasteur attaché à une Église de fief, Sénarpont par exemple, appartenant aux de Monchy?

R. GARRETA.

Famille Auriol ou d'Auriol

Il a paru dans la *France Protestante* de Haag, Bordier, 2^e édition, une notice erronée sur la famille Auriol ou d'Auriol.

Les recherches ultérieures faites sur cette famille permettent de lui donner l'origine et la descendance suivantes :

1° D'origine languedocienne, habitant habituellement Castres, ou ayant émigré à Londres et à Genève, elle remonte, d'après les actes en nos mains, au commencement du xvi^e siècle. L'aïeul commun vivait à Villegoudon, faubourg de Castres, en 1513.

(1) Qui avait abjuré le catholicisme, le 30 mars 1559 à Dieppe entre les mains de John Knox (*France prot.* VII, 440) et selon Daval, *Hist. de la Réformation à Dieppe*, I, 11 et 228 dès le 1^{er} mars.

Un descendant de ce dernier était inscrit, en 1646, sur les registres des délibérations de l'Église réformée de Castres, comme ancien de l'Église.

Son fils Élisée, né à Castres en 1656, avait épousé Anne de Labauve, fille de noble Jacques de Labauve, S^{gr} d'Arifat, sieur de la Laugariée; « les parties promettent de célébrer leur mariage en l'église prétendue réformée ». Devenu veuf, il épousa ensuite Élisabeth de Belloc. On trouve Élisée associé avec plusieurs de ses coreligionnaires dans des entreprises commerciales. On sait qu'à la suite des édits rigoureux interdisant l'accès des carrières militaires et des charges d'État aux protestants, ceux-ci s'adonnèrent au commerce. La famille Auriol et celles auxquelles elle s'allia se vouèrent aux carrières, seules ouvertes pour elles, du commerce et de la banque; les unes restèrent en France, d'autres durent émigrer; beaucoup y acquirent de hautes situations, dues à leur labeur continu, soit dans leur pays, soit dans ceux où ils s'étaient fixés.

De ses deux femmes, Élisée eut dix-huit enfants, dont deux émigrèrent à Londres, dans leur jeunesse; ils y devinrent banquiers, s'occupèrent de diverses institutions de charité, et moururent célibataires.

Pierre, un autre fils d'Élisée, vient à Castres. En 1742, par adjudication du 21 août, le sieur Claude Bresson, architecte à Montpellier, est chargé de la construction de l'église de la Platé, sous la caution de Pierre Auriol, pour la somme de 93 400 livres. En 1747, Pierre avait construit, sur l'emplacement de l'ancien temple de Villegoudon, un vaste hôtel qui subsiste encore; il avait acheté, en outre, de la comtesse de Poitiers, dont il était créancier, la seigneurie et le château de Lasgrais; il est l'auteur de la branche demeurée à Castres.

Deux frères de Pierre allèrent négocier à Lisbonne et à Lyon; on les retrouve ensuite à Londres. Leur descendance s'éteignit chez les mâles, mais s'est perpétuée par les femmes dans de grandes familles anglaises.

Un autre frère, Jean-Louis, né à Castres en 1684, épousa, en 1711, Olympe de Bonnefous, fille de Jean-Jacques de Bonnefous, du lieu de St-Amans, capitaine de dragons en retraite, chevalier de St-Louis. Cette famille de Bonnefous, de St-Amans, était protestante à l'origine, elle avait eu plusieurs pasteurs dans ses ancêtres. Banquier à Castres, comme son frère Pierre, Jean-Louis quitta cette ville en 1733, pour venir se fixer à Marseille, auprès d'un autre frère établi dans le commerce. Il se retira à Genève en 1744, pour rétablir sa santé ébranlée; il y mourut en 1750.

Un fils de Jean-Louis alla en Angleterre, où il se maria. Cette branche s'éteignit encore par les mâles en 1880, par la mort,

à 73 ans, d'Edward Auriol, recteur de St-Dunstan. On regardait Edward Auriol comme un pasteur évangélique modéré et ferme en même temps ; ses prédications furent très populaires à une certaine époque. Il fut nommé, en 1863, à une charge à la cathédrale de St-Paul, et fut intendant, depuis 1866, de l'évêque de Nelson.

Des dix enfants qu'eut Jean-Louis, Pierre-Élisée fut le seul dont la descendance se perpétue encore. Le dernier, né à Marseille en 1739, alla très jeune à Londres, où il se fit naturaliser anglais ; il prit, à 20 ans, du service dans les régiments suisses de Savoie-Sardaigne. Après sa démission du service, Pierre-Élisée d'Auriol, qualifié d'écuyer, se retira à Genève en 1769. Il épousa Élisabeth de Turretin, fille de François de Turretin, et nièce du pasteur Benedict Turretini, et acquit, en 1770, la bourgeoisie de cette ville où sa descendance s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Les membres de la famille d'Auriol qui viennent d'être mentionnés appartenaient tous à la religion réformée. Un frère d'Élisée, premier du nom à Castres, nommé David, avait épousé Louise de Labauve d'Arifat, sœur d'Anne. Ce David, sieur de la Laugérié, eut une nombreuse descendance, qui s'établit à Lyon. Cette branche appartenait encore à la religion réformée en 1772, puis-qu'à cette date un David fut enterré « dans le cimetière de Messieurs de la religion prétendue réformée ».

Vouée au commerce, elle remplit plus tard des charges honorifiques.

Cette famille retourna au catholicisme ; sous la Restauration, un de ses membres reçut, avec un majorat, le titre de baron. La branche s'éteignit par les mâles, en 1891, à Paris.

D'AURIOL.

NECROLOGIE

Émile Gaidan.

Sous ce titre, le *Journal de Genève* du 19 novembre 1915, renfermait la notice qui suit :

« Les diverses figures qu'on rencontrait dans la salle des manuscrits de notre Bibliothèque publique et universitaire disparaissent



les unes après les autres. Émile Gaidan, qui vient de mourir, fut peut-être la plus originale. Il y apportait le charme de son humour méridional et ses dons de joyeuse repartie. Que de fois l'avons-nous vu, coiffé de son haut-de-forme légèrement renversé, se diriger vers ces documents du *xviii^e* siècle protestant, qui,

depuis vingt-cinq ans environ, étaient devenus comme une partie intégrante de lui-même ! Que de fois a-t-il salué en poète les premiers pinsons, qui, par la croisée ouverte sur les grands arbres des Bastions, lui annonçaient le retour des beaux jours !

« Volontaire pendant l'année terrible, agent voyer, pasteur, sténographe, copiste et publiciste, il fut, sauf erreur, tout cela, mais surtout l'homme de la *Collection Court*, qu'il transcrivit presque d'un bout à l'autre et dont il révélait les richesses avec une complaisance inépuisable.

« Quand il eut subi une première alerte, il continua à couvrir journallement de sa magnifique écriture les pages qu'il envoyait chaque mois à Paris ; atteint une seconde fois, la plume à la main, il se ressaisit bientôt et copia quand même. Et, lorsque l'irréparable fut arrivé, il ne perdit point courage et n'oublia pas ses chers manuscrits. Il voulut copier encore. Mais sa main trembla et ce fut fini. Nous ne le vîmes plus.

« Un noble exemple d'assiduité au travail jusqu'à l'âge le plus avancé et de spirituelle gaité, malgré les difficultés de notre pauvre existence. »

« FERN. A. »

Nos lecteurs et surtout ceux qui fréquentent notre Bibliothèque savent que c'est pour celle-ci que, depuis des années, M. Gaidan copiait les correspondances et documents de toute nature qu'Antoine Court avait rassemblés dans le but d'écrire un jour l'histoire du Protestantisme français au Désert. Il s'est ainsi assuré un titre à la reconnaissance de tous ceux qui pourront, sans entreprendre un voyage, interroger ces témoins d'un passé tout proche rempli à la fois de douleurs et d'espoirs. En tête d'un de ces 70 à 80 volumes le copiste avait tracé de lui-même ce portrait très ressemblant. En le reproduisant, le *Bulletin* adresse un souvenir ému et reconnaissant à celui qui, avant de copier la *Collection Court*, avait rédigé, de nos 40 premiers volumes, les tables dont nous nous servons encore. M. Gaidan mourut le 12 novembre 1915, âgé de 78 ans.

N. W.

Citations à l'ordre du jour.

M. *Daniel Dubost*, dont nous avons annoncé la mort dans le dernier *Bulletin* (p. 591), a été cité à l'ordre du jour de l'armée dans ces termes, le 29 octobre 1915 (croix de guerre avec palme) : « Le sous-lieutenant Dubost (Daniel), du 28^e L., officier ayant une haute valeur morale. S'est porté à l'attaque d'une barricade avec un mépris absolu du danger. A été blessé mortellement au cours de l'attaque. »

Notre collègue, M. le pasteur *Jacques Pannier*, a été cité à l'ordre du jour de son corps d'armée dans ces termes : « Aumônier militaire du culte protestant, affecté au groupe de brancardiens d'un corps d'armée, a fait preuve en tout temps du plus grand zèle et de la plus grande activité. — S'est particulièrement fait remarquer au cours des opérations de septembre 1915, où il a porté le secours de son ministère jusqu'aux points les plus avancés du front. — Avait déjà été distingué pendant le bombardement de Lunéville, en août 1914. »

La Société huguenote de Londres et la guerre. — Nos collègues de cette Société, qui vient de faire paraître un fascicule de 160 pages pour l'année 1915, ont été éprouvés comme nous. — Parmi ceux qui s'étaient fait inscrire récemment sur leurs listes figurait le maréchal de camp **Lord Roberts**, enlevé le 14 nov. 1914 à la suite d'une revue où il s'exposa imprudemment. Sa famille était alliée à la famille huguenote de Sautelle. — Blessé à Mons, en août 1914, le major **Charles Allix Lavington Yate**, V. C. est mort en captivité. Le nom d'Allix, inscrit à la suite de son prénom, est celui d'un des pasteurs de Charenton à l'époque de la Révocation. — Le torpillage du *Lusitania*, 7 mai 1915, entraîna la mort de toute une famille **Crompton**, composée du père, de la mère et de six enfants descendant d'une fille du second Lord Romilly. — Le premier sept. 1914 la même Société avait perdu un de ses plus anciens membres qui fut un des plus illustres descendants de huguenots, **Lord de Villiers**, président de la cour suprême de l'Union sud-africaine après avoir été président du conseil législatif de la colonie du Cap. Sa famille, établie au sud de l'Afrique depuis la Révocation, était alliée à celles, également huguenotes, de Rétif, Taillefer, Gardiol, Buet et Jourdan qui y sont encore actuellement représentées (1).

N. W.

(1) Voy. sur lui un article du *Times* du 3 sept. 1914.

Le gérant : FISCHBACHER

L'UNION

SIÈGE SOCIAL 9 Place Vendôme, PARIS

Compagnie d'assurances sur

LA VIE

Kait. priv. stat. au contrôle de l'Etat
fondée en 1828

Fonds garanti **218 Millions**
Assurances en cas de Vie et de Décès

M. H. DE **MONFERRAND**, *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. Eug. **LESENNE**, Dir. Adjoint.

Comp. d'assurances contre

L'INCENDIE

fondée en 1828

Sinistres payés depuis l'origine de
la Compagnie **421 Millions**

M. le baron **G. CERISE**, O. *
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, Dir. Adjoint.

Compagnie d'assurances

LE VOL

fondée en 1909

Détournements — Dégâts des
Bris des Glaces

M. le baron **G. CERISE**,
Ancien Inspecteur des Finances,
Directeur.

M. **ALBY**, Dir. Adjoint.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TROIS COMPAGNIES

MM.

Nervillé (Stéphane), G. O. * ancien Président du Trib. de Commerce de la Seine, Régent de la Banque de France, Président de la Cie des chemins de fer de F. L. M., Adm. de la Cie Univ. du Canal mar. de Suez, *Président*.
Mirabaud (Albert), de la Maison Mirabaud et Cie, Banquier, Administrateur de la Compagnie des Chemins de fer de F. L. M., de la Banque Impériale Ottomane et de la Compagnie Algérienne, *Vice-Président*.
Delannay-Belléville (Robert), * Administrateur général de la Soc. Anonyme des Etablissements Delannay et Cie, *Jamésou* (Conrad), ancien associé de la maison H. H. H. et Cie, Banquier.

MM.

Mallet (Gérard), de la maison Mallet Frères et Cie, Banquier, *de Pellerin de Latouche*, G. O. * Adm. de la Cie des chemins de fer de F. L. M., de la Cie Générale d'atlantique et de la Banque d'Algérie.
Sohier (Georges), O. * Anc. du Trib. de Com. de la Seine, Adm. de la Cie des chemins de fer de F. L. M. et du Crédit Foncier de France.
Thurmeisen (Auguste), Vice-Président de la Cie des Chemins de fer des Landes.
Vernès (Félix), de la Maison Vernès et Cie, Banquier, Administrateur de la Compagnie du Chemin de fer Nord et de la Banque Impériale Ottomane.

CHEMIN DE FER PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

PARIS-MILAN

ALLER

Départ de Paris, gare de Lyon, 10 h. 15 matin

Arrivée à Milan, le lendemain 4 h. 5 soir

RETOUR

Départ de Milan, 3 h. 20 soir

Arrivée à Paris, 7 heures matin, le lendemain

PARIS-LYON

VIA DIJON

Départ de Paris,

1 h. 40 min

Arrivée à Dijon,

10 h. 10 min



TABLES

1. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES,
DE LIEUX, ET DES PRINCIPALES MATIÈRES

QUE RENFERME LE TOME LXIII (ANNÉES 1914 ET 1915)

du *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'Histoire
du Protestantisme français*

A (Fern.), 731.
Aamemet, 559.
Aarau, 261.
Abbeville, 293, 310, 389, 404, 423, 430,
431, 435, 476, 514, 519, 525.
Abbruzes (Les), 476.
Abel, 285.
Abjurations de protestants, 23, 36,
227, 279-280, 288, 323, 334-335, 422,
433, 460-461, 499, 504, 507-509, 518-
529, 675, 696. — de catholiques,
149-161, 244-249, 487-491, 538-560. —
de pasteurs, 283. — de prêtres ou
moines, 193, 416.
Ableiges, 646, 665, 668.
Ablon, 416, 668, 674.
Abondant, 566, 567.
Abot (F.), 334.
Abot de Bazinghen, 306, 310.
Académie royale de peinture, 331.
Adam, 285.
Adolard, 519.
Adolphe-Jean (Le prince), 266.
Ador (Claudine), 244.
Adrien VI, 225.
Agache, 425, 429.
Agault (Fr. d'), 468.
Aqde, 490.
Agen, 197, 540, 631.
Agère (Jeanne), 11.
Agnew, 253, 263, 373.

Aigaliers (d'), 448, 450, 454.
Aiguesfonde (d'), 447, 454, 459.
Aigues-Mortes, 81-87, 88, 261, 546.
Aiguillon (d'), 685.
Aiguines (d'), 580.
Aimery (Simon), 513.
Aire, 432, 547.
Aix-en-Provence, 543, 544.
Aix-la-Chapelle, 391, 447, 475, 478.
Aizenay, 360, 365, 367, 375.
Alais, 10, 66, 103, 105, 106, 108, 109,
110, 446, 559, 580-582, 600, 604,
615.
Albe (Duc d'), 229, 236, 237, 303, 390.
Albenas (d'), 450.
Albenc (Synode de l'), 209, 212.
Albert, 531.
Albert (A.), 451.
Albert d'Autriche, 315.
Albigeois, 63, 156.
Albouy, 416, 418, 421, 434, 436.
Alembon, 409.
Alençon, 115, 365, 411.
Alençon (Duc d'), 187, 188, 189.
Alençon (G. d'), 20.
Aleri (P.), 245.
Alexandre (N.), 393.
Alger, 95, 96.
Allain (D.), 634.
Allard, 547.
Allard (d'), 254.

- Allemagne*, 131, 132, 189, 235, 252, 253, 254, 262, 285, 290, 302, 391, 426, 473, 475, 478, 535, 536, 589, 590, 643, 713, 716, 719, 723.
Allemogne, 248.
Allent, 317.
Alleu (L'), 302.
Alleyn (Ed.), 142.
Allier, 32, 57, 173, 294, 470, 471, 635, 703.
Allix Lavington Yate, 732.
Allouville (d'), 569.
Aloat (M^r Antoine), 185.
Alpes (Les), 185.
Alphutic (I.), 640.
Alsace, 334, 636, 637.
Altranstadt, 286.
Alunda, 286.
Alvert (L'isle d'), 503, 504.
Amaury (Ph.), 490.
Ambilly, 551.
Amblat, 418.
Amblat (d'), 329.
Ambleville (d'), 670. ⁶⁵⁰
Amboise, 404, 468, 477.
Amboise (G. d'), 647.
Amboix (Le général d'), 18, 29, 87, 470, 471.
Amboix (R. d'), 400.
Ameau, 564.
Amérique, 643.
Amet, 549.
Amiens, 282, 302, 316, 389, 396, 412, 413, 471, 489, 511, 513, 514, 516, 519, 542, 548.
Amiot, 276.
Amiraut, 149.
Amonvillié (d'), 678.
Amours (G. d'), 681.
Amphoux, 587, 703.
Amsterdam, 286, 355, 390, 391, 419, 427, 439, 444, 682.
Anches, 540.
Ancre (M^{re} d'), 174, 471, 570.
Andelot (d'), 669.
André, 30, 87, 215, 216, 309, 554.
André (M^r P.), 436.
Andres, 429, 434, 436, 513, 516, 521.
Andrés, 249.
Androuet du Cerceau, 569.
Anduze, 69, 70, 173, 248, 253, 546, 557, 559.
Anet, 628.
Angar, 540.
Angelras, 253, 259.
Angennes (d'), 674.
Angermünde, 272.
Angers, 272, 273, 274, 477, 540, 557, 632, 633, 634.
Angerville (Jean d'), 243.
Angle, 180.
Angles, 558.
Anglès, 45.
Angles (d'), 108.
Anglesqueville-en-Caux, 490.
Angleterre, 48, 72, 131-133, 140, 186, 188-190, 227, 231, 245, 253, 263, 285, 291, 307, 325, 332-334, 373, 417, 426, 427, 433, 442, 450, 454, 458-459, 463, 467, 475, 510, 515, 526, 527, 529, 532, 536-537, 576, 582-583, 590, 628, 686.
Angoulême, 489, 544.
Angoulême (Duc d'), 661.
Angueville (ou Aigueville), 433, 505.
Anjou, 632.
Anjou (Duc d'), 187, 188.
Annecy, 245, 248.
Annonay, 554, 557, 558.
Annot (Pierre), 227.
Anoyau, 548.
Anquier, not., 326, 331.
Anserville, 672.
Antal (G.), 280.
Anticaira (Andalousie), 154, 553.
Anvers, 291, 391.
Apostasie des pasteurs, 282.
Appais (Le pasteur Pierre), 199.
Apremont, 637.
Aragon (La maison d'), 473.
Arare, 556.
Araud (le moulin), 498.
Arbois, 464.
Arbussy, 177, 180.
Arcey-sur-Cure, 707.
Ardouin (Dr), 461.
Ardres, 319, 323-325, 330, 332, 334, 403, 415, 429, 432, 440, 507-508, 512-516, 519, 522, 523, 525.
Argenson (d'), 103.
Argenteuil, 638.
Ariège, 246.
Armand (Abr.), 222.
Armand (Bl. d'), 347.
Armand-Deville, 647.
Armentières, 229, 231.
Armoiries, des Baudoin, 279. — Bra-chou, 163. — Domergue, 251. — Espérandieu, 449. — Hazeville, 658. — Maupeou, 668. — Montolieu, 279. — Vassant, 366.
Arnaud (E.), 193, 194, 198, 200, 202, 208, 211, 213, 216, 219.
Arnaud (Th.), 222.

Array-le-Duc, 545.
Arondeau, 697.
Arpon (D. d'), 541.
Arras, 124, 302, 322, 399, 431.
Ars (Marie), 420.
Arthies, 646.
Arthieul, 669.
Artigue, 554.
Artigue (Ch.), 15.
Artisans et artistes huguenots,
 Bourdon, 265. — *Chéron*, 279, Cho-
 dowiecki, 271. — *Ligier Richier*, 482.
 — *Varin*, 270.
Artois, 225, 296, 302, 308, 314, 321,
 322, 324, 409, 512, 591.
Artouan, 496.
Arzone (H.), 228.
Arvert, 495, 496, 497, 501, 502, 504.
Assemblées du Désert, 97.
Assemblée générale de la Société à
 Montpellier, 5-87.
Astor (A. d'), 489.
Astruc (J.), 106, 112, 113.
Atger (G.), 78.
Atger (J.), 78.
Atkinson, 307.
Aubais, 292.
Aubat, 498.
Aubarne (G. d'), 253, 445.
Aubenaz, 159.
Auber, 314, 435.
Auberoche (d'), 490.
Aubert, 221.
Aubert (H.), 173, 174, 263, 264, 470,
 635.
Aubert (J.), 488.
Aubertin, 412.
Aubigné (d'), 21, 22, 400, 641, 710.
Aubin, 698, 701.
Aubonne (d'), 555.
Aubrespy (P.), 278.
Aubry, 529.
Aubusson, 551.
Audenarde, 226, 236.
Audibert (Fr.), 11.
Audin, 393.
Audré, 221.
Augereau (B. d'), 491.
Augier, 221, 564, 568, 569.
Augsbourg, 132, 133, 474.
Augustins (Couvent des), de Paris, 35.
Aulenay (d'), 707.
Aumale (d'), 307, 311, 382.
Aumont, 14.
Auquier (P.), 417.
Aurillac, 552.
Auriol (d'), 727-729.

Ausonne, 540.
Authéville (d'), 672.
Autriche, 132.
Autun, 547.
Auvergne (d'), 660.
Auvray (Madeleine), 162.
Auxerre, 398, 490.
Auzière (Papiers d'), 309, 333, 411,
 413, 416-418, 519, 534, 535, 681, 682.
Avallon, 497, 503, 548.
Avaux (Le comte d'), 120, 134, 249,
 250, 251.
Avecourt, 542.
Avenel (V^e d'), 415.
Avernes, 646, 649, 650, 654, 661, 666,
 668, 672, 673-675, 679, 680, 681-685.
Avice (S.), 535.
Avignon, 245, 246, 477.
Avond, 221.
Avully, 249.
Ay, 413, 552.
Aymargues, 106, 113.
Aymin (Le pasteur Jean), 194, 201,
 203, 209, 210.
Aymon, 388, 411, 412, 413, 414, 416,
 421, 438, 441, 680.
Aymonien (Abr.), 428.
Aynard (D.), 247.
Ayrer (Henriette), 271.
Ayrieu, 548.
Azimont, 179.

Bachin, 556.
Bacley, 300.
Bacon (M.), 440.
Bacqueville, 548.
Bacuet (Le past. P.), 195.
Bad (D.), 158.
Badele, 549.
Badier (Jean), dit le Piffot, 342, 348, 350.
Bagnols, 259, 599.
Baguenault de Puchesse, 380, 708,
 709-712.
Baient, 441.
Baile (La cour du), 36, 37.
Baillac (J.), 539.
Bailleul, 227, 228, 230, 232, 426.
Bailleul (M.), 306-308.
Bailliet (de), 271.
Bailly, 540.
Bainvilliers (Tr. de), 171, 282.
Baird, 332, 430.
Baisse, 558.
Balaruc, 106, 114, 450.
Bâle, 355, 474, 578.
Balincourt (de), 450.
Balinghem, 301, 320, 403, 408, 429.

- Ballard, 353.
 Ballin, 410.
Balmes, 609, 610.
 Balogh, 280.
 Balon (Fr.), 248.
Baltimore, 287.
 Bancilhon, 104.
 Banthelu, 646, 665-667, 672, 673, 683.
Bapaume, 399, 548.
 Baraillet, 549.
 Barandon, 559.
 Barbant (Is.), 504.
 Barbara, 44, 45.
 Barbaste, 709.
 Barbault, 502.
 Barberault, 497.
 Barbéry (P.), 391, 392.
 Barbet (Ph. et Cl.), 345.
 Barbier, 700.
Barcelonne (Drôme), 154, 553.
Barcelonnette, 538.
 Bardon (P.), 177.
Bardonnex, 541.
 Barentin, 366.
 Barez, 271.
 Bargellini (Le nonce), 175, 180.
 Barginet, 393.
 Baricave (J.), 178.
 Baril, 568.
 Barillon, 131.
 Barisson, 554.
Bar-le-Duc, 243, 482, 541.
 Barnaud (J.), 463, 468.
 Baron, 702.
Barre, 98, 108, 598, 600, 610.
 Barré, 410.
Barreaux (Château des), 314.
 Barrère (Jo.), 640, 641, 642.
Barrois, 553.
 Barthélémy, 11, 159, 585, 586.
 Bartol, 550, 557.
 Baruit (Le pasteur), 150.
 Bascle de Lagrèze, 711.
 Basemont (J.), 564.
 Basnage, 115, 137, 162-172.
 Basomoine, 568.
 Basset (J.), 438.
 Basset (P.), 446.
 Bassurel, 609.
 Basteau le jeune, 357.
 Bastide, 278.
 Bastide (A.), 277.
 Bastide (Ch.), 140, 144.
 Bastide (M.), 261.
 Bastide (L.), 702.
 Bastings (Jé.), 348.
Batavia, 427, 536.
 Bath, 298.
 Batonier, 639.
 Bauchenu, 665.
 Baude (L.), 443.
 Baudet, 492.
 Baudier, 507.
 Baudin, 491, 492.
 Baudoin (de), 278, 279.
 Baudry (Fr.), 293, 351, 352, 359.
 Bauffe (de), 538.
 Baum, 272.
 Baux (M.), 177.
 Bauyn (Mgr), 455.
 Bâville (Lamoignon de), 14, 15, 18, 20, 51, 55-69, 91, 94, 106, 113, 182-184, 277, 451-456, 458, 516, 592-618.
Bayeux, 477, 545.
 Bayle, 120, 711.
 Bazille (M.), 19.
Béarn, 38, 151, 710.
 Beatis (Le Ch. de), 473-478.
 Beau (R.), 361.
Beaucaire, 106, 113.
Beauce, 411.
 Beauchet-Filleau, 362, 369, 370.
 Beaucorps (M. de), 492.
Beaufort, 194, 548.
Beaugency, 544.
Beaujou, 548.
 Beaulard de Lenaizan (E.), 19.
 Beaulieu, 497, 564.
Beaulieu (Édit de), 311.
Beaumont (ou Boidmond), 552, 553.
 Beaumortier (de), 489.
Beauregard, 549, 556.
Beauregard, 84.
Beaurepaire, 209, 572.
 Bausse, 492.
Beauvais, 245, 542.
 Beauveau, 572.
 Beauveau (Le prince de), 86.
 Beauvilliers, 523.
Becheret, 567.
 Bécheyras (A.), 181-184.
 Bécude, 326, 416, 432.
Bédarieux, 155, 555.
 Bégon, 460, 461, 498, 499-502, 708.
 Bégou Bonnefon, 96.
 Bégouen (Le Comte), 392.
 Béguin (M^e J.), 437.
 Belcastel, 105, 458.
Belgique, 231, 237, 290, 472, 473, 621.
 Belhomme, 97-100, 109-112.
 Bellamy, 550.
 Bellanger (A.), 276.
 Bellanger (H.), 367.
Bellébat, 706.

- Bellebronne*, 483.
Bellenger, 363.
Belleux (Somme), 419.
Belleville, 360, 365, 366, 367, 375.
Belloc, 214.
Belloc (de), 728.
Bellue, 19.
Belon (S.), 178.
Belot (N.), 543.
Belsunce, 569.
Belvion (G.), 247.
Benezet, 15.
Benner (Ch.), 78.
Benoist, 557.
Benoit (D.), 471.
Benoit (E.), 6, 58, 115, 116-119, 134, 176, 200, 337, 338, 418, 419, 506, 509, 512.
Benoit (Ez.), 216.
Bentinck (Mgr. de), 34.
Bentkowski, 19, 20, 80.
Béon-en-Bugey, 548.
Béral, 152, 552.
Bérat (de), 97, 99, 100, 111.
Bérauld, 679.
Berch (J. de), 229.
Berchères-sur-Vesgres, 567.
Berck, 306.
Berger, 270, 285.
Bergerac, 177, 179.
Bergerat (Cl.), 539.
Berghe (Percheval van den), 228.
Berghman, 280.
Bergholz, 286.
Bergues, 228, 404.
Beringant, 693-695.
Beringhen, 693; 694.
Beringuier, 446, 535.
Berjon de Brizard, 497.
Berlin, 132, 254, 259-262, 270, 271.
Berlin-Villeneuve, 259.
Bernard, 56, 300, 307, 309, 315, 325, 404, 514, 515.
Bernay (ou *Bernex*), 540, 548, 557.
Berne, 157, 186, 260, 462, 463.
Berne (de), 417.
Bernes (de), 435.
Bernet (de), 312.
Bernin, 558, 559.
Bernis, 292.
Bernoet (P.), 440.
Bernus, 468.
Berolteau, 565.
Berquin (L. de), 302, 480.
Berraut (P.), 490.
Berry-au-Bac, 591.
Bersier, 76.
Bertet, 555.
Bertheau, 24, 37.
Berthélémy, 640.
Berthen, 227.
Berthet (A.), 539.
Berthi, 666.
Bertin, 355, 470, 704.
Bertin de Mornay, 650.
Bertol, 547.
Bertrand, 18, 35, 87, 221, 550.
Berulle, 190.
Besaille (ou *Besayes*), 247.
Besançon, 544.
Bésignan (Cl. de), 173.
Besnar, 699.
Besnard (G.), 634.
Bessaura, 543.
Besse, 195.
Besson, 548.
Bethune, 404, 678.
Beuvillers (ou *Bainvillers*), 165.
Beuzart, 238, 302, 303.
Beuzeval, 292.
Beyerhaus (G.), 591.
Bezart, 693-695.
Bèze (de), 30, 273, 573, 590, 629, 646, 709.
Bézières, 46, 260, 277, 542, 597.
Bezons (de), 454, 458, 585.
Bianquis (J.), 536.
Bibles historiques, 619-630.
Bibliothèque de la Société, 88, 174, 284, 470-471, 635, 704-705.
Bichart (L.), 488.
Bidau, 556.
Bidod, 249.
Bidossan, 315.
Bien (E.), 442.
Bienaimé, 576.
Bienloin (P. de), 503.
Bigeon (P.), 460, 461, 493-497, 499-504.
Bigeonette (de), 563.
Bignon, 402, 403, 410, 497, 508, 511, 514, 515, 522.
Bigot, 355, 548.
Billot, 246, 682.
Bily, 246.
Bioget, 541.
Bion, 79.
Bissy (le cardinal de), 638.
Bizarri, 156, 556.
Blain, 368, 375.
Blainville, 561-569, 572.
Blanc (le pasteur Étienne), 194, 200, 201-205, 209, 210.
Blanc du Bouil, 698.
Blancar, 334.

- Blandebouit, 492.
 Blanquart, 428, 431, 436, 519, 524, 525.
 Blekere (Liévin de), 229.
 Blin, 507.
 Block (M.), 491.
 Bloeteling, 11.
 Blois, 188, 209, 275, 276, 382, 477, 491, 545.
 Blois (Le p. Th.), 501.
 Blondel, 410.
 Bobelon (N.), 526, 527.
 Bochart, 115, 180.
 Bodet, 360.
 Bodin, 550.
 Boeschepe, 233.
 Boeurse (Fr.), 405.
 Boffar, 549.
 Bohême, 578.
 Boileau (de), 450.
 Boisaumoine, 568.
 Bois des Garennes, 647.
 Boismont, 652, 662, 663.
 Boisjolin (ou Boisjolin), 360-365, 376.
 Boislандry, 572.
 Boislisle (A. de), 685.
 Boissière (Le curé), 104.
 Boissy-en-Drouais, 567.
 Boistou, 442.
 Bolbec, 292.
 Bolinde, 540.
 Bollezeele, 228.
 Bologne, 467.
 Bolsec, 656.
 Bompar, 584.
 Bonafou, 559.
 Boncourt (de), 511.
 Bonde (Carl Carlson), 88.
 Bondues, 322.
 Bonet-Maury, 87, 88, 174, 263, 470, 472, 578, 704.
 Bonhomme, 550.
 Bonijoly, 15.
 Bonna, 543.
 Bonnafon (de), 432.
 Bonnafous, 100, 101.
 Bonne, 538, 544, 555.
 Bonnefous (ou Bonafous), 177, 178.
 Bonnefous, 728.
 Bonnel, 584.
 Bonnemère, 105.
 Bonnet, 544.
 Bonnet (J.), 482.
 Bonnet (L.), 209, 212.
 Bonnet (M.), 218.
 Bonneval, 554.
 Bonnières, 558.
 Bonrepaus, 530.
 Bons, 554.
 Bonze, 252.
 Bonzy (Card. de), 12, 42, 59.
 Bordeaux, 123, 153, 179, 218, 292, 640.
 Bordier, 32, 153, 268, 726, 727.
 Bordieu, 12, 178.
 Borel, 221.
 Borgloon, 228.
 Bosc-Roger, 659.
 Bosnaud (N.), 488.
 Bossey, 538.
 Bossey, 204, 549.
 Bosson, 552, 558.
 Bosson (G.), 542.
 Bossuet, 64, 93, 125, 131, 139, 176, 393, 636, 637, 638.
 Bost (A.), 288, 350.
 Bost (Ch.), 88-90, 92-94, 105, 133, 181, 453, 500, 571, 645.
 Bost (E.), 19, 61.
 Boubers, 658, 683.
 Bouchage (Hôtel du), 190, 191.
 Boucharlat, 544.
 Boucher (Ch.), 282.
 Bouchet, 538.
 Boucicaut (Maréchal de), 255.
 Boudry, 288.
 Bouet (de), 448, 455, 458.
 Boufflers, 421.
 Bouhours, 129.
 Bouillé, 385.
 Bouillon (Le cardinal de), 123.
 Bouillon (Le duc de), 274.
 Boulanger-Fortin, 516.
 Boule (L.), 539.
 Boullart (de), 660.
 Boulogne, 301-338, *passim*, 403-434, 476, 505-520.
 Boulonnais (Le), 296 et voy. Boulogne.
 Bouquet, 376.
 Bourblé (R. de), 432.
 Bourbon (Antoine de), 385.
 Bourbon (Antoinette de), 485, 487.
 Bourbon (Card. de), 189.
 Bourbonnais, 489.
 Bourdevaire (Château de), 367.
 Bourdigny, 540.
 Bourdon (Séb.), 265-270.
 Bourdot de Richebourg, 315.
 Bourg, 540, 544, 547, 552.
 Bourg (en Vivarais), 549.
 Bourges, 477, 488-491.
 Bourgneuf, 513.
 Bourgneuf (de), 526.
 Bourguet (La maison), 173.
 Bourloiy, 546.

Boursin (MM.), 511.
Boursin, 433, 505.
 Bourtheleu (de), 424.
 Boury, 650.
 Bouscarut (E.), 278.
 Bousquet, 277, 278.
 Bousselau, 542.
 Bouteroue, 195, 197, 202-203.
 Boutet (P. A.), 376.
 Boutier, 559.
Boutigny, 567.
 Boutodan, 541.
 Bouton (de), 254.
 Boutroux (E.), 589.
 Boutry (Is.), 443.
Bouwigny, 588.
 Bouyer, 700.
 Boyer, 257-259.
 Boyer (de), 256, 448, 450, 454.
 Boyer (Marie de), 255, 256, 260.
 Boyteau, 698.
Brabant, 225.
 Brachon (voir Brachou).
 Brachou, 162-172, 282.
 Brancas (Duchesse de), 586.
 Brandebourg (L'électeur de), 132, 133.
Brandebourg, 257, 259, 260, 271, 535.
 Brandenburg (Dr E.), 590.
 Brandt, 226, 227, 236.
Brange, 542.
Branous, 604.
 Brantôme, 386, 387, 573.
 Brassac, 45.
 Brassac (Castelnau de), 45.
 Brancourt, 578.
 Brebillon, 557.
 Brécourt (de), 685.
Bréda, 391, 551.
 Breillart, 438.
 Brentz, 384, 387, 388.
 Brès (Guy de), 88.
 Brescou, 84.
Brésil, 427.
Bresse (La), 341.
 Bresson, 728.
Bretagne, 451, 478.
 Brettes-Thurin (de), 631.
Breuillet, 497.
 Brevet (P.), 371.
 Brevillard, 247.
 Bridol (A.), 11.
 Bridon (Th.), 315.
Briel, 188.
Brignon, 558-560.
 Brillon, 247.
 Brissac (de), 368.
Brissart, 566-568.

Bristol, 534.
 British Museum, 187.
 Broches, sieur de Méjanès, 178.
 Broglie (de), 76, 108, 592, 593.
 Bron, 553.
Brouage, 696-702.
Broué, 567.
 Brousson, 5, 6, 9, 11, 15-18, 20, 23,
 39, 50, 62, 68, 74, 80, 90, 92-94, 134,
 182, 453, 456.
 Brouzet, 458.
 Bruandet, 647.
Bruges, 229, 233, 234, 236, 326, 426,
 478.
 Bruguier, 179.
Brühl, 576.
 Brun, 546, 552, 556.
 Brunet, 558.
 Brunetière, 28, 78, 284.
 Brunière, 551.
 Bruniquel (G.), 158.
 Brunot (F.), 470, 479, 480, 481.
 Brunville (P. de), 430.
 Brunswick (Duc de), 325.
 Bruslart, 665.
Bruxelles, 224, 229, 232, 237, 242, 268.
 291, 478.
 Bruys (G.), 528.
 Brydoux, 510.
Bá, 561, 566-568.
 Bucer, 140, 188.
 Büchenschutz (L.), 399.
 Budos (de), 586, 587.
 Bugnet, 412, 413, 416, 432, 435.
 Buet, 732.
Buhy, 646, 665, 670-672.
 Buens (H.), 228.
 Buffet (Fr.), 248.
 Buisson (F.), 472.
 Bulliod (A.), 251.
 Buor, 375, 488.
Burg, 271.
 Burke, 279.
 Burnand (Adr.), 78.
Bussières, 341-345, 347-350.
 Bussy ou Buxy, 247.
 Butin, 556.
Buxy, 416.
 Buzelin, 302.
Bysta, 267.

Cabale des Dévots (La), 57.
 Cabanat (de), 492.
 Cabout, 701.
Cabrillac, 610.
 Cabrol, 277, 559.
 Cabustan, 539.

- Cachard, 19.
 Cadenet, 570.
 Cadier (A.), 294.
 Cadiou, 276.
Cadzand, 419, 534, 535.
Caen, 180, 245, 292, 430, 476, 502.
Cahors, 193, 197, 541, 549.
 Caillac (de), 310.
 Caillat, 489, 553.
 Cailletière ou Cailltière, 368, 370-374.
 Caladon, 19.
Calais et le Calaisis, 296-340, 401-444 et 505-537.
 Calas, 78, 271.
 Calbergue (Th.), 226.
 Calmont (de), 454.
Calvis, 545.
 Calvin, 26, 29, 30, 45, 76, 78, 88, 140, 142-144, 272-274, 284, 288, 436, 454, 463, 479, 480, 484, 513, 590, 591, 646-652, 654, 657, 661-664, 672, 718.
Calvinisme français (Le), 716.
Calvisson ou Cauvisson, 247, 559.
 Cambier (C.), 228.
 Cambis (de), 458.
 Cambolin, 582.
 Cambolive, 30, 34-50, 78, 582-585.
Cambrai, 294, 474, 635, 638.
 Cambray (de), 489.
Cambridge, 188.
Camisards, 18, 64, 66, 74, 80, 102, 103, 106, 107, 137, 504, 571, 580, 594, 595, 599, 601, 604, 605, 607-609, 611, 614, 617.
 Campagnan, 584.
 Campagne, 301.
 Campaigno (de), 409.
Campen, 534.
Campis, 610.
 Campmalle, 585.
 Campredon, 98, 100-103.
 Candole (de), 158.
Canelo, 490.
Canet, 47.
 Canillac (de), 598.
Cannes, 477.
 Cans, 283.
Canterbury, 300, 529, 533, 534.
Cantorbery, 245, 419.
 Capucins (Les), 38, 39, 243.
Capdenac, 255.
 Capuz, 159.
Caraman, 44.
 Caran, 555.
Carcassonne, 84, 597.
 Carcenat (J.), 178.
Cardaillac, 178.
 Carlier (Cl.), 245.
 Carloix, 573.
 Carminot (D.), 539.
Carnavalet, 696, 702.
 Carnel, 548.
Caroline du Sud, 287, 332.
 Caron ou Carron, 360.
 Carpentier (Fr.), 489.
Carpentras, 542.
 Carquet, 14.
 Carré (Ph.), 326.
 Carrier, 555.
 Carrier (Le Prieur), 644.
 Cartigny, 205.
 Casaubon, 416.
 Casaux ou Cazaux, 178.
 Caserta (D. P.), 541.
Cassagnas, 610.
 Cassan, 11, 650, 683.
 Cassel, 334, 420, 534.
Cassine, 540.
Castagnolles, 608.
 Castan (D^r A.), 78.
 Castanet, 11, 584.
 Castel, 193-198, 202-204, 211, 282, 303.
Casteljaloux, 157, 558.
Castellane, 245.
 Castellane (Le comte de), 351.
 Castelnau (de), 451.
 Castilhon (Cath. de), 260.
 Castilhon (Malv. de), 259.
Castres, 44, 47, 52, 57, 87, 151, 158, 177, 411, 447, 727-729.
 Castries (rég^t de), 277.
 Catherine de Bourbon, 677.
 Catherine de Médicis, 20, 255, 380, 382, 385, 625, 710.
 Catinat, 108.
 Cattan (Chr.), 206.
Cateau-Cambrésis (Traité de), 304, 307.
 Cateau-Calleville (J.-P.), 268.
 Caulier (P.), 326, 416, 427, 433.
 Caumont (de), 326, 433.
 Caumont-Laforce, 264.
 Caumont-Lauzun, 569.
Cauroy-les-Hermonville, 472.
 Causade, 558, 559.
 Cauteteur (Ch.), 249.
 Causse (P.), 178.
Caux (Pays de), 433.
 Cavalier ou Cavallier, 74, 82, 86, 107, 114, 173, 580, 593, 614, 618.
Cavisson, 375.
 Cayer, 677.
 Caylus, 672.
 Cazenove (de), 294, 400, 645.
 Cecil, 306, 307.

- Celles-sur-Belle*, 550.
Cérenville (de), 463.
Cerisay (de), 727.
Cessy, 356.
Cette, 598.
Ceulier (P.), 406, 412.
Cévennes (Les), 52, 53, 57, 59, 62, 63, 66, 67, 80, 82, 88, 89, 90, 92, 103, 106, 108, 137, 396. 571, 580, 592-602, 605, 607-611, 615, 617, 618, 642.
Chabaud, 41.
Champ-Doumergue, 108.
Chabert, 210, 221.
Chabosseau, 700.
Chabot, 266.
Chabry (D.), 204.
Chaduc de Cliancourt, 435.
Chaillet, 643.
Cheullevette, 497, 504.
Chaillot, 657.
Chaillou, 657.
Chaix, 218.
Chalais, 560.
Chalant de Romagnac, 432, 435, 531.
Chalençon, 572.
Chalon (S.), 540.
Châlons, 245, 383, 384.
Châlons-sur-Marne, 398, 544, 551.
Chalon-sur-Saône, 542.
Chalvet (D.), 200.
Chambeisy, 553.
Chambéry, 289, 477, 543, 547, 555.
Chambeyron, 258.
Chambly, 670, 672.
Chambrier (A. de), 260, 277, 450, 643.
Chamgrant (de), 712.
Chamillart, 580, 592, 595, 597, 598-600, 602, 605-615, 617.
Champagne, 411.
Champré (Ph. de), 335.
Chanceville, 249.
Chancier, 316.
Chancler, 409.
Chancy, 205, 244.
Chandieu, 709.
Chaudfour (de), 543.
Changy ou Changis, 621.
Chantepie de Boiviers, 173.
Chantonay, 360-367, 370, 376.
Chanu, 554, 564, 568.
Chapeau (M.), 375.
Chapelier, 257, 260.
Chappier, 436.
Chapuisat (E.), 395.
Charbonnier, 556.
Charavay, 686.
Chardonne-sur-Vevey, 723.
Charente, 547.
Charenton, 333, 412-414, 416-418, 550, 563, 564, 640, 668, 675, 678, 693, 694, 732.
Charlemagne, 446, 476.
Charleroi, 291, 399.
Charles II, 331, 579.
Charles IX, 189, 255, 314, 382, 470, 673, 676, 679.
Charles X-Gustave, 266, 267.
Charles-Quint, 224, 226, 302, 473, 625.
Charleston, 287.
Charlier (Marg.), 261.
Charlot d'Argenteuil, 490.
Charnisay (M^{me} de), 181, 183, 263, 459.
Charost (Duc de), 331.
Charpentier, 281.
Charpont, 567.
Charrey, 540.
Charron, 701.
Charronet, 186.
Charte (La), 27.
Chartres, 411, 488, 561, 572.
Chartres (L'évêque de), 638, 639.
Chartres (Le vidame de), 306, 307.
Chartreuse (La Grande), 477.
Chartreuse de Pavie, 477.
Chassagnon, 20.
Chassebœuf (Fr.), 382.
Chassin, 369.
Chassin (Ch.-L.), 353.
Chastaing, 565, 568.
Chasteau-Double, 152.
Chastelars (de), 499.
Chastet, 204, 214.
Chausse (L.), 19.
Châtaigneraie (La), 359.
Châteaubriant, 621, 630.
Chatel, 203.
Chatelain (L.), 376.
Chateau, 19.
Châteauneuf (de), 451, 464, 466, 468, 511, 513.
Châtillon (L'amiral de), 36.
Châtillon (Le cardinal de), 307, 672.
Châtillon-sur-Indre, 275.
Chatelot, 95.
Chatoney (E.), 87, 173, 263, 470-472.
Châtressac, 504.
Chaudon, 567, 568.
Chaulnes, 570.
Chaumont, 383, 387, 486, 646.
Chaumont (de), 660, 666, 669, 670.
Chaumont-en-Bassigny, 245.
Chaumont-en-Savoie, 247.
Caussy, 658.

Chauvelin, 512, 513, 516, 522,
 Chavane, 559.
 Chavy, 349.
 Chay, 697.
 Chenaud, 702.
 Chenaud (Le pasteur), 149.
 Chenevars, 551.
 Chenevix, 683.
 Chenot (Le pasteur A.), 95, 96.
 Cherbuliez (Abr.), 394.
 Cherbuliez (M^{lle} E.), 394.
 Cherbuliez (V.), 394.
Cherigné, 353.
Cherisy, 567.
 Chéron (L.), 279, 280.
Chesne, 540, 544.
 Chesneau (N.), 422.
 Chevalier (E.), 504.
 Chevalier (S.), 278.
 Chevallier, 550.
Chevrier ou *Chevry*, 535.
Chezerieu, 149, 244.
Chézery, 538.
 Chirol, 554.
 Chodowiecki (D.), 271, 272.
Choisy, 556.
 Chotier (G.), 461.
 Cheul (M.), 11.
Chindrets, 515.
Chinon, 248.
 Chinot (A.), 305, 311.
 Chipault, 640.
 Choisy (E.), 591.
 Cholet, 564.
 Chorin, 681.
 Choudan, 557.
 Chouet, 542.
Choulex, 540, 555.
 Chrestien, 244, 650, 676, 679.
 Christine (La reine), 265-270.
Cimetière de *Charenton*, 646. — des
 Huguenots, 647, 649.
Clairac, 179.
 Claquerville, 545.
 Claude (L'évêque), 337, 512.
 Claude, 27, 53, 152, 179, 496, 502.
Clauzelet (Le), 105.
 Claves (de), 179.
Claye, 646, 674.
 Clemarot, 490.
 Clemenceau (Fl.), 376.
 Clément, 246.
 Clément VII, 225.
 Clément XI, 580, 582.
Clenteu, 404.
 Cléricy (de), 448, 450.
 Clerjat, 540.

Clermont, 95, 412, 413.
Clermont-en-Argonne, 482.
 Clermont (L. de), 255,
 Clermont de Gallerande, 243.
 Clerville (L. de), 247.
 Clery (de), 660.
 Cley (M^{me}), 153.
 Clinquemeure (P.), 439.
 Clion, 354.
 Cluny, 717.
Coblentz, 474.
 Cochefer, 338, 438.
 Cocheffet (de), 574, 575.
 Cochet, 560.
 Cochin (Aug. et Cl.), 175, 176, 180.
 Cochin (H.), 473.
 Cocquet (R.), 525.
 Cocquet (S.), 424.
Cœur, 546.
 Cœuvres (de), 684.
 Coignard, 165.
Cohen, 321.
 Coigny (de), 660.
 Coin, 262.
Coire, 661.
 Colbert, 55, 128, 332, 366, 430.
 Colbert de Croissy, 184.
 Colbert de Terron, 698, 702.
 Colex, 538.
 Colines (S. de), 480.
 Coligny, 20, 24, 76, 188, 292, 304, 377,
 379, 380, 572, 679,
 Colladon, 657.
 Collet (Cl.), 428.
 Collet (Fr.), 539.
Colloques de M. Cordier, 462,
 Cognac, 61, 91.
Cognac, 571.
Cologne, 134, 244, 281, 391, 474, 478.
 Colombel, 170.
 Combes, 97-100.
Combovin, 152, 552.
 Comparan (de), 702.
Confignon, 244.
 Comines, 477.
Commercy, 530.
 C^{ie} du S^t Sacrement, 32, 56, 184, 392.
Compiègne, 416, 419.
 Concini, 570, 571.
 Condé, 24, 36, 93, 304, 310, 382, 389,
 390, 404, 447, 572, 575, 625, 678, 686,
 727.
 Condeveau de Vand'œuvres, 555.
 Condillo, 555.
 Congnard (M.), 166.
 Connort, 252.
 Conrart, 690-695.

Consistoire de Boulogne, 516, de
 Guines, 516, 517.
Constance, 474, 478, 576, 578.
Constance (*Tour de*), 16, 84-87, 251.
 Constans, 416.
 Contenson, 708.
 Cop, 651.
 Coquerel (*Ath.*), 191.
 Coquet, 200.
Corbeil, 646.
 Corbet, 547.
 Corbière (*de*), 102.
 Corbière (*Ph.*), 10.
 Corda, 282.
 Cordier (*Mathurin*), 462-468.
 Coreillard, 568.
 Corkil, 700.
 Corne, 246.
 Cornouille, 674.
 Cornuau, 394, 395.
 Corrège (*Le*), 268-270.
Corsier ou Corsy, 548.
Corsinge ou Coursinge, 247.
 Corteiz, 37, 94.
 Cosnac (*D. de*), 131, 219.
 Coste, 253, 277, 584.
 Costebadie (*de*), 179.
 Costes (*G. de*), 406.
 Costre (*G. de*), 416.
 Cottelet (*Ch.*), 249, 542.
 Coucis (*Ch. de*), 493.
 Couderc, 92.
Coudrée, 539.
 Coudres (*des*), 275, 276.
 Cougny (*de*), 359.
Couillargues, 516.
 Coulombeau, 697.
Coulombes, 567, 569.
Coulonge, 497.
Coulogne, 403, 424, 440, 507, 516.
Cournonterral, 15, 37, 46, 277, 278.
 Court (*Ant.*), 37, 76, 80, 90, 94, 283,
 471, 644, 645, 703, 705, 731.
 Court (*Manuscrits ou papiers*), 135,
 136, 335, 731.
Courteville, 246.
 Courtial, 699.
 Courtier, 704.
 Courtomer (*Bⁿ de*), 242.
Courtrai, 229, 237.
Courville, 575.
Courzon, 548.
 Cousin, 564, 648.
 Coussemaker, 227-233.
 Coustenoble, 303.
 Coutteau, 542.
 Covel, 149, 244

Colyer-Fergusson, 534.
Cracovie, 549.
 Cramer (*A.*), 148.
 Crammer, 300.
 Crayer (*Gaspard de*), 268.
 Cremorne (*Lord*), 268.
 Crespin, 226, 229, 237, 238, 314, 382,
 388, 436.
 Crespin de la Chabosselaye, 700.
Crest, 218, 556.
 Crestein, 546.
Crête (*Genève*), 543, 551.
 Creus (*J. de*), 227.
 Crisp (*F. A.*), 533.
Crissentin, 247.
 Croisot, 541.
 Crompton, 732.
 Cronier, 541.
Cros, 571.
 Croset, 557.
Croupillac, 608.
 Croy (*de*), 179.
 Cruel (*Josse de*), 229.
 Crussol (*de*), 255, 256, 586.
 Cuisinier (*D.*), 408, 424, 433, 525.
Culebra (*L.*), 287.
 Cunitz, 272, 637.
 Cuny, 257.
 Currit, 220.
 Curtilly, 539.
 Cusat, 541.

Dacier, 255, 256.
 Daguesseau, 40, 42, 56.
 Daguellenguy, 648.
 Daillé, 180, 641.
 Dalvimare, 568.
 Damman, 228, 233.
 Dampoix, 667.
 Dampont (*de*), 658, 659.
 Daniel, 573, 657.
 Danger, 248.
 Dannreuther, 192, 482.
Daon, 273.
 Dardel (*de*), 266, 267.
 Dardier, 15.
 Dariboure, 545.
 Darvieu, 254.
 Daugnon (*de*), 698.
 Daujeaune, 179.
 Daulphin, 312.
 Daunois, 534.
 Dauphin (*Le Grand*), 123,
Dauphiné, 152, 194, 198, 200, 211, 212,
 216, 217, 219, 246, 285, 382, 392, 411,
 477, 488, 579, 606
 Dautherville, 572.

- Dautun, 105.
 Daval, 727.
 Davila, 384.
 Dayre, 445.
 Dawes, 144.
 Debreezen, 280.
 Dechambet (Fr.), 247.
 Déchauffour, 443.
 Dechoudens (D.), 249.
 Decourt, 699, 700.
 Decrivieux (M^e Jacques), 342.
 Deffray, 280.
 Degeac, 698.
 Degleynes, 443.
 Dejou, 538.
 Dejoux, 221.
 Delafon, 491.
 Delafons, 276.
 Delafont, 213.
 Delaforterie, 303.
 Delamaison, 544, 545.
 Delamar, 246.
 Delamare, 182.
 Delamare ou Delamer, 277.
 Delamorte, 223.
 De Langle, 705.
 De la Roche, 348.
 Delarue, 506.
 Delattre, 303.
 Delaunay, 276.
 Delebarge, 443.
 Delebecque, 506.
 Delécluse, 303.
 Deledicque, 303.
 Deléglize, 519.
 Delemotte, 303.
Delft, 475.
 De l'Isle, 698, 699.
 Delmas, 35.
 Delon, 8, 19.
 Delorme, 538, 550.
 Delort (A.), 6, 10, 11.
 Deluze, 643.
 Demazel, 7.
 Deneufville, 322.
 Denifle, 392, 393.
 Denijane, 210.
 Denis, 482, 484, 485, 578.
 Denous, 221.
 Deplace, 345.
 Depping, 332, 509, 522, 523.
 Derassus, 435.
 Derbaud, 489.
 Deren, 621.
 Derham, 298.
 Dericq-Cossemacre, 436.
 Dervilliers, 489.
 Des Adrets (Le Bⁿ), 468.
 Desambray, 354.
 Des Barreaux, 434.
 Des Bergeries, 512.
 Desbleumortiers, 704.
 Descamp, 440.
 Descan, 438.
 Descotes, 555.
 Desforts, 572.
 Des Gallars, 709.
 Desherbiers, 504.
 Desisles (L'abbé), 175, 176, 180.
 Desjardin, 318.
 Deskerque, 167, 172.
 Deslyons, 586.
 Desemay, 651.
 Desmarets (L'évêque), 639.
Desmes, 331.
 Desmoulins (Camille), 353.
 Desmuin, 702.
 Desnoyers, 275.
 Despierres, 254.
 Despluche-Saladin, 543.
 Desprez, 149, 244.
 Despulles, 504.
 Desquieh, 440.
 Desrideaux, 504.
 Desroches, 539.
 Destailleurs de Questebrunne, 434, 436, 521.
 Desubas, 15.
 Desunto, 343.
 Desvignes, 545.
Desvres ou *Desurène*, 316, 318.
 Detala, 544.
 Detra, 540.
 Deuilly, 573.
 Deurte, 490.
 Devaux, 709.
 Devenoge (Voir Venoges (de)).
Deventer, 391, 583.
 Dezairs (M^e), 311.
 Dezerit, 366.
 Dezoffre, 334.
 Dezombre, 519.
 Diane de Poitiers, 621, 624, 628, 630.
 Didier, 342, 343, 344, 350.
Die, 193-195, 198-200, 202-205, 208-211, 213, 216-223, 547, 557, 558, 579.
Dieppe, 157, 306, 413, 554, 564, 727.
 Dieterici, 286.
 Dieude, 251.
Dieulefit, 210, 214, 554.
Dieulouard, 493.
 Dieussart, 227.
 Digges La Touche, 534.
Digne, 185.

- Dijon*, 430, 539.
 Dillon (L'abbé Dominique), 293, 351-353, 355-359.
Divonne, 195.
Dixmude, 293.
Dize, 221.
Doffre, 492.
Dolande, 698.
Dolfus, 400.
Dollet, 354.
Dombres, 559.
Domergue, 251.
Dominicains, 63.
Dominique le Florentin, 485.
Dommartin, 385.
Dommissents, 229.
Dompièrre, 492.
Dongnies (V.), 428, 429.
Donnemarie, 640.
Douzel, 251, 252, 445.
Doré, 479.
Dornat, 551.
Douai, 124, 226, 239, 286, 302, 303, 491, 525.
Douen, 270, 286, 310, 494, 650, 675, 690, 693, 694.
Doulay, 674.
Doullens, 514, 519.
Domergue, 29, 471, 647, 651, 652, 657.
Ourdan, 573.
Ourdilly, 547.
Douvres, 530, 532, 535, 536.
Deverloepé, 242.
Doye, 512.
Draguignan, 550.
Drelincourt, 180, 496, 502.
Dreux, 565, 567, 568, 670, 676.
Droin, 548.
Drôme (La), 199, 200, 209, 212-215, 217, 219, 221, 222.
Drouais (Le), 562.
Dresde, 266, 268, 270.
Drottningholm, 265, 267.
Drouin, 252.
Dru, 548.
Ûbarat, 264, 711, 712.
Du Bauchereau, 496.
Dube, 461.
Du Bec Crespín, 670, 671.
Du Bellay, 489, 573.
Dublin, 253, 374, 375, 534.
Dubois, 443, 489, 664, 694.
Du Bosc, 24, 115, 496.
Du Rosq, 502.
Dubost (D.), 591, 704, 731.
Duboule, 247.
Dubourdiéu, 253.
Dubourdiéu (Isaac), 8-11, 23, 178.
Dubourdiéu (Jean), 11, 12, 14, 17.
Dubourdiéu (Jean Armand), 13, 253, 445.
Du Breuil, 569.
Du Brœucq, 428, 436.
Dubrulle, 429.
Du Bucq, 433.
Dubuis, 525.
Du Buisson, 671.
Duc, 288.
Du Caille, 550.
Du Castel, 440.
Ducastel de La Motte, 490.
Du Chastelet, 573.
Du Chay, 701.
Du Chayla (L'abbé), 254, 592.
Du Chef de La Ville (Jac.), 315, 326, 432.
Duchesne, 262.
Ducrocq (J.), 335.
Ducrocq (R.), 321.
Ducros, 254, 255.
Du Cros, 151.
Ducroux, dit Fouchard, 342, 346, 347-350.
Dudley Digges, 187.
Dufaitelle, 312.
Dufau Maluquer, 711.
Du Faur, 97, 100, 102, 111, 112.
Dufay, 275, 276, 554.
Du Fay, 521, 531.
Du Fayel, 433.
Duflos, 338, 441.
Du Fornet, 543.
Dufour, 29, 193, 196, 197, 280, 549, 556, 584, 657, 664.
Dugast-Matifeux, 366.
Dugua, 253.
Duhamel, 429.
Duilly, 573.
Dulac, 163-169, 171, 255-259, 282, 445, 450, 458.
Du Laurens, 437.
Dulwich Gallery, 140.
Du Main, 34.
Du Marais, 492.
Dumas, 10, 261, 542.
Du Mesgnil, 692, 695.
Dumesnil, 504, 660, 670, 676.
Dumesnil-Lieubray, 165.
Dumon, 217.
Dumons, 181, 278, 294, 586.
Dumont, 247, 248, 312, 321, 429, 528, 531, 541, 548.
Du Moulin, 436, 669-672.
Du Moustier, 191.
Dumoutier, 321, 537.

Dunal, 252, 261.
 Dunant, 541, 547, 551.
Dunkerque, 227, 317, 333, 403, 404, 430-432.
 Dupalais, 546.
 Dupan, 195.
 Duparc, 552.
 Du Perron, 479, 679.
 Du Pertuis, 662.
 Dupin de Saint-André, 272.
 Dupinet, 664.
 Duplan, 261, 262, 445, 446.
 Duplessis, 157, 249, 543.
 Du Plessis, 654, 670, 682.
 Duplessis-Houstelain, 361-363, 367, 371.
 Duplessis Mornay, 191, 641, 670, 671.
 Duplessy d'Estrechy, 371, 372.
 Du Ponchel, 338, 429.
 Dupont, 19, 20, 159, 221.
 Du Pont, 321.
 Dupont de Nemours, 636.
 Dupuis, 424.
 Dupuy, 159, 262, 429, 492.
 Dupuy (Fonds), 380, 570.
 Du Quesne, 116, 163, 707, 708.
 Du Quesne-Guiton, 706, 707.
 Duquesne-Monnier, 708.
 Durand, 82, 105, 262, 263, 461, 556.
 Durand (de), 375.
 Durant, 263, 563, 644.
 Duras (de), 180.
 Durdent, 268.
 Duret, 497, 549, 556.
 Du Rets, 489.
Dürfort, 260.
 Duriez, 506.
 Duroveray, 395.
 Dürr (Le pasteur), 96.
 Durussel, 263.
 Du Saultoir, 439.
 Dussieux, 267.
 Dutens, 634.
 Du Tertre, 433, 405, 531.
 Du Thuillé, 562, 569,
 Du Tillet, 657.
 Dutour, 246.
 Duval (L.), 242.
 Duval (N. R.), 490.
 Duvaillier, 557.
 Du Verger, 428.
 Duvernoy, 95.
 Duvivier, 678.

Echalan ou Echalas, 247.
 Eckart (R.), 393.
Eckerhen, 229.
Eclaron, 385.

Ecluzelle, 567, 568.
Ecosse, 190.
Edit de Nantes, 17, 24, 26, 27, 34
 50, 52, 54, 57, 58, 89, 115-117, 132,
 148, 166, 172, 176, 200, 223, 242, 250,
 286, 296, 309, 316, 319, 351, 360, 405,
 410, 416, 437, 488, 500, 569, 579, 599,
 633, 674, 675, 677, 679, 685, 696, 702.
Eessene, 228.
Eglancourt, 567.
 Eguillon de l'Aage, 662.
 Eickhoff, 393.
Elbe (L'île d'), 138.
Elinghen, 409.
 Elisabeth, 186-188, 304, 307, 462, 464.
 Elme Ravan, 362.
 Elster (D^r L.), 591.
Embrun, 579.
Emden, 230.
 Émilienne de Pluviers (G. d'), 490.
Enfer, 646, 647, 650, 652, 654, 656,
 657, 663, 664, 668.
 Engilboud (R. d'), 221.
 Ente (G.), 228.
 Epernon (d'), 571.
Epinal, 547.
 Erasme, 480.
Erlangen, 445.
 Erman, 260, 271.
Escuriâl (L'), 234, 235.
 Esloy, 342, 344, 346, 348, 349.
Espagne, 1188, 189, 234-237, 265, 268,
 473, 530, 531.
Espalier ou *Espalion*, 542.
 Espérandieu, 445-448, 450-459.
Espelettes, 244.
 Espinay de Saint-Luc, 696.
 Espolette (M^{re}), 152, 153, 154, 553.
 Esquesnes (Quentin d'), 282.
 Esquier, 152, 153.
Esrugues, 541.
 Esschen (J. van), 291.
 Este (Le card. d'), 689, 690.
 Estienne, 467, 468.
 Estienne (H.), 641.
 Estienne (R.), 463, 467.
 Estinay, 551.
 Estinenville (d'), 659.
 Estouteville (d'), 572, 573.
 Estrées (d'), 310, 570, 571. 313
Estréelles-Tingry, 409.
Etaples, 314, 316, 405, 426, 433.
États-Unis, 72, 183, 287, 590.
 Etay (Fr. d'), 542.
Etrepagny, 320.
 Etsu, 540.
Etupes, 95.

Eu, 553.

Eugène (Le prince), 124.

Eusquerque (d'), 565, 569.

Eustache (D.), 178, 194, 200.

Exoudun, 360, 362-364, 368.

Expert (H.), 295.

Eylinck (Ch.), 228.

Fabre, 173, 261, 393, 635, 704.
 abre (de), 256, 259.

Fabri (Ph.), 298.

Fagel, 133.

Fagil en Beauvois, 564.

Faguet (E.), 78.

Falaise, 242, 243, 247.

Falaiseau, 374.

Fardeau, 545.

Farel, 185, 186, 480.

Fargiau, 548.

Farion (S.), 165.

Farquerolle, 601.

Faucigny, 549.

Fauconnex, 556.

Faugière, 262.

Fauque (A.), 247.

Fauquembergue (L. de), 563, 564.

Faure, 700.

Faure de Vercors, 200.

Favier, 258.

Favières, 569.

Favre, 543, 548.

Fayelle, 409.

Fejes, 280.

Félice (Fr.) 295, (G.) 404 n., (P.) 329 n.,
 338 n., 406 n., 408 n., 411 n., 414 n.,
 415 n., 420 n., 422 n., 436 n., 438 n.

Felins de Banthelu, 658.

Femault, 442.

Fénelon, 421, 636-638.

Feret, 710.

Fereyelles, 609.

Ferjeacq, 51^{re}.

Ferney, 547.

Fero, 547.

Féron, 564.

Ferrand (D.), 179.

Ferrand (G.), 675.

Ferrante, 473.

Ferrare (Duc de), 651.

Ferrare (Duchesse de), 274.

Ferrare, 706.

Ferrières, 84.

Ferron (Ch.), 247.

Fesquet, 252.

Feuillet de Conches, 265.

Feunot, 342.

Fevrier, 19.

Fiennes, 335.

Fiquel, 217, 218.

Fily ou Filly, 550.

Fillonnière, 276.

Finspång, 285.

Firmin, 13.

Fiter de La Motte, 490.

Fitte (de), 660.

Flahaut, 335, 415.

Flamen, 461, 499.

Flandre, 188, 224, 226, 227, 230-233,
 236-244, 296, 301, 302, 308, 314, 318,
 324, 373, 409, 430, 431, 475, 476, 539.

Fléchier, 62.

Flessingue, 427, 515.

Fleury, 152-154, 374-376, 393, 460, 553.

Florac, 598, 605.

Florence, 187, 188, 466.

Florensai, 559.

Florimond de Rémond, 393, 629, 681.

Focquenbergue, 563.

Foex, 154, 553.

Foigny, 248.

Foiny (G. de), 248.

Foissac, 445.

Foix, 444.

Foix, 178.

Foix (Comté de), 44, 246,

Folcher, 259.

Folcher (de), 256.

Fonbrune-Berbinau, 31, 32, 174, 283,
 500, 511.

Fondrast (L.), 540.

Foncenex, 544, 545.

Fongrenier (de), 491.

Fonpatour, 492.

Fontaine, 557, 648.

Fontaine (N. de), 547.

Fontainebleau, 128, 417, 640, 680.

Fontaine-Daniel, 491.

Fontaines, 667.

Fontaine-sous-Prémont, 561-569.

Fontanet, 610.

Fontanges, 564.

Fontanieu, 262.

Fontarèches (Baron de), 456.

Fontenay-aux-Roses, 247.

Fontenay-le-Comte, 352, 354, 358, 361,
 363, 366, 375.

Font-Morte, 97.

Fontpertuis (M^{me} de), 184.

Forby, 489.

Fore, 153, 553.

Forel, 556.

Formentin, 310.

Fornet, 547.

Fors (G.), 246.

Fort-Risban, 318.
 Fosselin (E.), 245.
 Fosseuse (de), 671.
 Foucard, 11.
 Foucault, 250, 421, 702.
 Foucher, 472.
 Foulon, 648, 650.
 Fouquet, 669.
 Fouravet (de), 492.
 Fournier, 331, 379, 549.
 Fourque, 261.
Fourques ou *Fourgues*, 554.
 Fourré de Dampierre (de), 702.
Foussais, 354.
Foy-la-Vineuse, 364.
 Frachet, 548.
 Fraîs, 539.
Fraissinet de Fourques, 610.
Fraissinet de Lozère, 603.
 Framery, 338.
 Franc (A.), 247.
Francfort-sur-Oder, 271.
Franche-Comté, 47, 431.
 Franchet, 544.
Francheval, 419.
 François, 492.
 François I^{er}, 295, 302, 470, 473, 625, 651.
 François II, 301, 314, 470.
 Franget, 558.
 Frangipani, 690.
 Franklin (A.), 174, 570.
 Frédéric-Guillaume III, 271.
 Fredericq (P.), 230.
 Frelesy, 547.
 Fremault, 303.
 Fresely, 547.
 Fresnoy (G. de), 434.
Frethun, 308.
Fretigny, 572.
 Freudeberg, 272.
 Friquet, 270.
Frise, 225.
 Fromin, 539.
 Fromont, 568.
 Fronde (La), 123, 340.
 Frossard (Le pasteur), 302, 303, 314, 409, 440.
 Frotlé (Jean de), 625.
 Frotlé du Mesnil Coutienc, 564.
 Frouin, 186.
Frugères, 608.
 Fugitifs du Languedoc, 251 et 445.
Furnes, 227.
 Furstenberg, 134.
Furstenwald, 259.
 Fursy de La Planche, 305.
 Furtin le Jeune, 345.

Gabiou, 699, 700.
 Gabrielle d'Estrées, 570, 571.
 Gachard, 224, 228, 231-237.
 Gachon (Fr. de), 419.
 Gachon (P.), 19, 22, 51, 88, 94, 184.
Gadancourt, 646, 650, 654, 656, 658, 661, 662, 666, 675.
 Gadeon, 248.
 Gaffarel, 108, 427.
 Gagnard (D.), 246.
 Gagnebin (Le Pr), 681.
 Gagnier, 489.
 Gaidan, 730, 731.
 Gaignières (Collection), 487.
Gaillac, 158.
 Gaillard, 177, 287, 646.
 Gaillon-Yvon, 659.
Gajan, 247.
 Gajarc, 178.
 Galand, 550.
 Galet 511.
 Galiran, 543.
 Galland (D.), 227.
 Gallenon, 503.
 Galloway (Comte de), 532.
 Gally, 11.
 Galtier (Th.), 298.
 Galway (comte de), 373.
 Gamín, dit Lebrun, 353, 354.
Gand, 228-230, 391, 542.
 Ganionne (S.), 442.
Gap, 185, 186, 246, 292, 579, 680.
Gapençais (Le), 185.
 Garasse (Le P.), 656.
 Garde, 442.
 Gardit, 539.
 Gardiol, 737.
 Gardon de Saint-Jean, 571.
 Gardon de Thonas (Le), 104.
 Garel, 446.
 Garisson, 280, 281.
 Garnier (M^e), 324.
 Garrault, 569.
 Garreta (R.), 162, 264, 267, 271, 279, 472, 572, 586, 682, 727.
 Gas (M^{is}), 136.
 Gassendi, 178.
 Gassetin, 683.
 Gassicourt, 676.
 Gassion, 678.
 Gastanier, 549.
 Gasté (P.), 11.
 Gastier, 320.
 Gasville (J. Pr. Goujon), 166, 169, 170.
Gâtinais, 636.
 Gau (de), 177.
 Gaucha, 288.

- Gaucher, 553.
 Gaudin, 554.
 Gaudineau, 491.
 Gaudy (A. M.), 395.
 Gaudy (Le pasteur), 159.
 Gaulaine (de), 368.
 Gauthier, 697.
 Gauly, 369-371, 373, 375.
 Gautier, 545.
 Gautier de La Motte, 569.
 Gavanon, 61, 92.
 Gay, 92, 197, 198, 219.
 Gaye, 395.
 Geer (de), 285.
 Gélas de Liberon, 198.
 Gelin, 639.
 Gelly, 104.
 Gely, 554.
 Genceau (de), 350.
 Généalogies des Espérandieu, 448.
 — des Hazeville, 659.
 Gènes, 466, 478.
 Genest, 318.
 Genève, 47, 48, 90, 148, 149, 161, 162,
 193-198, 201-206, 209, 211, 223, 244,
 253, 254, 259, 262, 263, 273, 284, 346,
 394, 395, 416, 421, 453, 456, 462-464,
 467-469, 482, 524, 538, 576, 578, 579,
 639, 643, 664, 683, 727, 728.
 Genlis, 188.
 Genou (M^{re}), 544.
 Genoutier, 558.
 Gense, 507.
 Gentet, 500, 502.
 Genthod, 556.
 Genti, 366.
 Gentod, 538, 544, 548.
 Gentot, 545.
 Gerlach, 280.
 Germainville, 567, 568.
 Gertemps, 701.
 Gervais, 19, 248.
 Gervais, 198.
 Gévaudan (M^{re} de), 12.
 Gévaudan, 598, 602, 608.
 Gex, 271, 406, 550.
 Gibelin, 245.
 Giberne, 104-107.
 Gibert, 500.
 Gibertain (de), 103, 104, 107, 108, 110,
 111.
 Gibertain (Manoir du), 104, 105.
 Giboreau, 565, 568.
 Giesin, 557.
 Giffard de La Pierre, 162.
 Gigain, 568.
 Gignac, 47, 155.
 Gignoux, 262.
 Gilbert, 363.
 Gillebert, 461.
 Gillier, 367.
 Gilliers (de), 369.
 Ginard (de), 569.
 Ginestous, 609.
 Girar, 245.
 Girard, 543.
 Girard (Is.), 275, 276.
 Girard-Browning (A.), 532.
 Girard des Bergeries, 205, 206, 219,
 220.
 Giraud, 244.
 Girin, 212.
 Giro, 155, 555.
 Gisors, 320, 647, 651.
 Givane, 558, 560.
 Gland, 223.
 Gleize, 585.
 Gleuzes, 584.
 Gobelin (l'abbé de), 637.
 Goddé, 410.
 Godet, 293.
 Godillot, 547.
 Goethals, 287.
 Goin, 543.
 Goix, 492.
 Gomès, 178, 180.
 Gommard, 179.
 Gomme, 222.
 Gonfreville-l'Orcher, 165, 167.
 Gorboduc, 144.
 Gorgas, 287.
 Gorkum, 475.
 Göthe (G.), 266.
 Gottembourg, 700.
 Gouda, 475.
 Goudar, 544.
 Gouin, 497.
 Goujon (voir Gasville), 166.
 Goujon (Jean), 472, 628.
 Goujon (R.), 542.
 Goupil, 698.
 Gourdan, 306, 307, 312, 315.
 Gourdet, 158.
 Gousset, 276.
 Gournay-en-Vexin, 669.
 Gouvernet (Le marquis de), 193.
 Gouviale, 697.
 Goyon (de), 179, 711, 712.
 Gradeli, 556.
 Gradoly, 156.
 Graff, 647.
 Graly, 557.
 Gramzow, 286.

Granberg (Olof), 266-268.
Grançay, 455, 458.
 Grand, 551.
 Grandmaison, 546.
 Grange, 559.
 Granges de Surgères (de), 368, 375.
 Granget, 542.
 Grangier, 495.
 Granville, 235, 236.
 Gratien-Esquier, 553.
 Grave, 650, 651, 654, 656, 663, 671, 677, 682.
 Grave-(de), 229, 299.
Gravelines, 404.
 Gravelle, 381, 384.
Graves, 535.
 Grégoire (l'abbé), 353, 358.
 Grégoire XIII, 288.
 Greizolon, 246.
 Grelet, 557.
 Grellet, 245.
 Grenier, 492.
Grenoble, 150, 193, 195, 202, 217, 219, 220, 246, 391, 455, 477, 538, 543, 548, 549, 552, 555, 556.
 Gresset (Fr.), 246.
 Griffet (le P.), 573.
 Grigny, 646.
 Grille, 7.
 Grimaux (Jeanne), 376.
 Gripenstedt, 267.
 Gripon, 504.
Gripsholm, 265, 266, 268.
 Grisar (le R. P.), 393.
 Grisel, 282.
 Griselie, 254.
 Grivat, 159.
 Grivel, 464.
Groningue, 225.
 Gros, 200, 221, 552.
Groule-en-Cadzan, 430.
 Grousseau, 497.
 Grumigny, 542.
 Guarnier, 245.
Guemps, 440.
 Guérard (l'abbé L.), 711.
Guéret, 247. *Guichenot* 659
 Guérin, 199.
 Guesdon, 697.
 Gueux (Les), 188.
 Guichard, 11.
 Guichon, 543.
 Guido (Benoit Becat, dit), 347-350.
 Guibereau, 565.
 Guiffrey (G.), 624, 630.
 Guigone, 551.
 Guil, 354.

Guillaume d'Orange, 92, 224, 235, 236, 292.
 Guillaume III, 93, 116, 373, 434, 531, 536, 583.
 Guillaumon, 559.
 Guillemet (M^{me}), 539.
 Guillermet, 198.
 Guillermin, 545.
 Guillery (V^{re}), 282.
 Guillet, 200.
 Guillet de Saint Georges, 265, 268.
 Guillien, 277.
 Guillotin, 499.
 Guimbal, 11.
Guines, 299-302, 308, 309, 314-324, 326, 329-336, 338-410, 412-441, 505, 507, 511, 513-516, 519-526, 531-537.
 Guion, 584.
 Guion (A.), 491.
 Guion (Jacq.), 15.
 Guirin, 546.
Guise, 312, 377, 389, 511.
 Guise (Fr. de Lorraine, duc de), 189, 300, 308, 377-388, 390, 408.
 Guise (H. de), 312.
 Guises (Les), 304, 306, 307, 383, 384-386.
 Guiton, 707.
 Guitton (papiers), 369-371.
 Guizelin (de), 314, 434, 435.
 Guizot, 31, 651.
 Gustave-Adolphe, 265, 267, 268, 270.
 Gustave III, 267.
Guyenne, 631.
 Guyon, 491, 492, 550.
 Guyon (M^{me}), 638.
 Guyot, 427, 549.
Gy, 544, 555.

H*aarlem*, 390, 419, 535.
 Hache, 337.
 Hache et Collin, 421.
 Haffrenghe (de), 433, 511.
 Haffrengue (de), 511.
 Haigneré, 298, 310, 318.
Hainaut, 225, 599, 602, 608, 612, 615.
Haiphong, 398.
 Halbou (L. M.), 267.
 Halle, 262, 272, 569.
 Hattot d'Anfreville, 658.
Halluin, 228.
Hambourg, 445.
 Hameaux (des), 649.
 Hames, 403, 408.
 Hames-Boueres, 308, 521.
Hampton Court (Traité de), 304.
Hanoi, 398.
 Hapeville (de), 656-660.

Harfleur, 165.
Harlay, 515, 523.
Harlay de Champvallon, 681.
Harlay de Lancy, 573.
Harnack, 393.
Hasselt, 229.
Haton, 274, 640.
Haudrencourt (d'), 666.
Hazeville, 646-654, 657, 663, 668, 672, 683.
Hazeville (de), 649, 654, 656, 659-662, 667.
Havard de La Montagne, 473.
Havre (le), 292, 304, 306, 307, 472.
Hays, 429, 506, 534.
Hazebrouck, 228, 233.
Hazebroucq, 439.
Hebbert, 442.
Hegemann, 392, 394.
Heidelberg, 187.
Heiltz-le-Maurupt, 720, 723.
Helet, 568.
Heliot, 567, 569.
Hellebecq, 441.
Hendrick, 325, 420, 427.
Hennequin d'Herbouville, 660.
Henri II, 301, 470, 620, 621, 624, 625, 628-630.
Henri III, 311, 377, 470, 686, 708, 709.
Henri IV, 35, 199, 203, 264, 311, 315, 319, 470, 570, 575, 677-683, 705-708.
Henri V, 243.
Henri VIII, 298, 300, 302, 308, 408.
Henri de Navarre, 631, 686, 709.
Henriette d'Entraigues, 570, 571.
Henriot, 252.
Henry, 369, 404.
Henry (A. B.), 114.
Henry (A. E.), 19.
Henry (A. P.), 80.
Henry (Le pasteur), 88.
Hérault, 37, 46, 48, 55, 84, 90, 97, 104, 182, 277.
Herbinghen, 409.
Hercule d'Este, 706.
Hérelle, 720.
Héricourt, 95.
Héricourt (de), 422.
Héricourt (N. de), 311.
Héris (C. de), 264.
Hermance, 248, 539.
Herminjard, 657.
Hérouville (d'), 603.
Hervé, 461, 499.
Hesdin, 490.
Hespérien, 700, 709.
Hessels, 228, 230, 324, 405.

Heulhard, 427.
Heusch (M.), 439.
Heyer (H.), 195.
Hiers, 697, 698.
Hogu (L.), 272-274.
Hoffbauer, 295.
Hohenzollern, 578.
Hollande, 48, 72, 120, 124, 130, 131, 134, 137, 163-167, 172, 225, 243, 249, 251, 252, 291, 296, 318, 324, 331, 334, 367, 373, 419, 426-428, 430, 440, 443, 458, 473, 475, 504, 528, 534-539, 551, 582, 583, 590, 599, 682, 691.
Hollandre (J. de), 416.
Hondschoote, 228, 231.
Hongrie, 280, 473.
Hosens (G.), 229.
Hotman (Fr.), 590, 641, 686.
Houdan, 561, 569.
Houdet du Gravier, 355, 356.
Houry, 540.
Houx, 565, 567, 568.
Houx Saint Martin, 566.
Hovenden, 533.
Hovinne, 525, 528.
Hozier (d'), 251.
Houtkerque, 227.
Hubac, 261.
Hubersent, 338.
Hubert (Le chanoine), 167.
Huc (Cl.), 263.
Hucqueliers, 404.
Hugues (E.), 19, 22, 31, 67, 88, 571.
Huist (van der), 225.
Humblot (E.), 486.
Humières (d'), 525.
Huss (Jean), 576, 578.
Hyart (N.), 513.

Ihé, 496.

Igorier, 492.

Ile de France, 411, 413, 423.

Illustrations. *Aigues-Mortes*, vue, 83.

— *Anduze*, La Vallée, 70-75. —

Bible, Plats et médaillons, 622, 623,

626, 627, 629. — *Calais* (1689), 407.

— *Calaisis* (1596), carte 299. *Cons-*

tance, Tour, 85. — *Décalogue* gravé

sur bois, 517. — *Espérandieu*, ar-

moires, 449. — *Fac-similé* de

l'écriture de Th. Terrisse, 208. —

d'une lettre de Sixte V, 656. —

Montpellier, l'Esplanade, 16. — Le

Temple de la rue Maguelonne, 19.

— *Portraits* de Calvin, 141. —

d'Isaac Du Bourdieu, 9. — de I. Ar.

Du Bourdieu, 13. — de M. E. Gai-

dan, 730. — de Jean Huss, 576. — de Jean Varin, 269. — **Estampe** du Refuge, reproduction, 721. — **Sculptures**, Marie de Béthanie, de L. Richier, 483. — Tête de mort ailée, 486. — *Soubeyran*, le mas, 70-75. — **Temples** d'Elinghen, 317. — d'Estréelles, 313. — de La Haye, 305. — de Liembrune, 527. — de Montpellier, 19. — *Vexin français*, cartes, 653.

Indagine (de), 206.

Influence française en Allemagne, 713.

Inglaris, 245.

Ingold (le P.), 191.

Ingolstadt, 400.

Innsbruck ou *Innspruck*, 393, 474.

Inquisition, 63, 184, 224, 225, 234, 235, 237, 700.

Irlande, 373, 458, 534, 536, 551.

Isalin, 263.

Issou, 647.

Ivry, 677.

Italie, 466, 467, 473-477, 607.

Jaccard (E.), 253, 261.

Jackson, 374.

Jacob, 420.

Jacques (de), 178.

Jacques II, 510, 530, 579.

Jacquet (E.), 358.

Jacquier, 546.

Jal, 270.

Jallet, 353.

Jamet, 564.

Jameysieu, 488.

Jamtland, 286.

Janvré de la Bouchetière, 374.

Janion-Forbin (de), 580-582.

Janssen, 229, 236.

Jansse Regnier, 417.

Janvier (Le pasteur M.), 209, 210.

Janvier (N.), 275.

Jarnac, 678.

Jasse, 558.

Jauberton, 585.

Jaucourt, 706, 707.

Jaurgain, 711.

Jausaude, 177.

Jay, 492.

Jeanne d'Albret, 188, 264, (sa vertu), 706-712.

Jeannin, 674.

Jellinek, 591.

Jenesan, 547.

Jérôme de Bourges (L'évêque), 381, 384.

Jersey, 510.

Jérusalem, 540.

Jésuites, 35, 38, 39, 397, 416.

Joguet, 497, 501.

Johanaud, 698.

Joinville, 383-385, 485, 486, 543.

Joly, 539, 541, 545, 549.

Joly de Fleury, 354-359.

Joly Village, 646, 647.

Joltz (de), 255, 256.

Joncourt (A. de), 330.

Jonquet, 11.

Jossaud, 221.

Jossen, 444.

Jottes (Château de), 631.

Jourdan, 221, 222, 732.

Jousseau, 558.

Jousselin, 697.

Jouvenal des Ursins, 574.

Joyau, 548.

Juge (de), 8.

Jules III, 225.

Jules Simon, 191.

Juliers, 557.

Julien, 595-618, 580.

Jullien, 461.

Jura, 341.

Jurieu, 12, 17, 65, 93, 115, 122-129, 131, 133-139, 182.

Jusseliñ, 561.

Jussy, 551.

Kampen, 419.

Katserewska (M^{lle}), 578.

Kawereau, 394.

Kemmele, 230, 232.

Kennet, 329, 406, 415, 421.

Kepl, 576.

Killigrew, 188.

Khuen de Belasi, 189.

Koehlen, 392.

Koehler, 393.

Klingenberg, 386, 387.

Kuilenburg, 391.

Knox, 718, 727.

Labat, 546.

Labadie (de), 280, 281.

La Balle (de), 522-528.

La Baume, 159.

La Baume, 446, 448, 450, 453, 454.

Labarre, 150.

Labarre (de), 531.

Labauve, 585.

Labauve (de), 728, 729.

La Boétie, 641.

La Borde (de), 157.

- La Boussière (de), 548.
 La Bouteillerie (de), 162, 163.
 La Boyne (Bataille de), 373, 531.
 La Brethaudière, 362-364, 368.
 La Bruyère, 184.
 La Cailletière, voir Caltière.
 La Calmotte, 409.
 Lacaume, 44.
 La Caze, 177.
 La Chaise (Le P.), 57, 183.
 La Chapelle, 245.
 La Chapelle d'Angillon, 575.
 La Chapelle-Largeau, 352.
 La Chapelle-Thémer, 361.
 La Charité, 557.
 La Charmoye, 511.
 La Chaussée, 512.
 Lacour, 550.
 La Croix, 362, 364.
 La Croix de fer, 610.
 Laconnex, 246.
 La Converse, 433.
 La Cour de Bauval, 458.
 Lacroix (Et.), 11.
 La Croix (de), 159, 244, 332, 335, 420, 429, 430.
 La Devèze, 108.
 La Farge, 545.
 La Faye, 666, 677.
 La Fère, 488.
 La Ferté, 411, 413, 563.
 La Ferté-sous-Jouarre, 309.
 La Feuillade, 125.
 Lafitte, 292.
 Lafont, 19.
 La Fontaine, 184, 511, 664, 698.
 La Forêt, 416.
 La Forêt, 497.
 La Forge, 652.
 La Foux, 585.
 La Franchise (de), 548.
 Lafrensen, 272.
 Lagarde, 453, 546.
 La Garde (de), 552.
 La Gastine, 572.
 Lagor, 151.
 La Grandmaison, 545.
 La Grange, 597.
 La Grave, 209.
 La Grèze, 712.
 Lahaie, 565.
 Lahaye, 316, 338, 516.
 La Haye, 120, 125, 165, 166, 249, 250, 266, 404, 409, 475, 583.
 La Haye (de), 310, 489, 569.
 La Haye de la Vespierre (de), 433.
 Lair, 541.
 La Jordronnière, 360-376.
 Lalagne, 558.
 Lalande (de), 618.
 Lalanne, 573.
 Laleman, 303.
 Lalhoué, 700.
 La Maisonfort (M^{me} de), 636-638, 640.
 Lamarre (de), 512.
 La Masure (de), 162.
 Lambert, 491, 679.
 La Melouse, 612.
 Lamoignon, 56, 61.
 La Mothe, 282.
 La Motte, 549.
 La Motte (de), 440.
 Lamotte-Gondrin, 382, 385, 389.
 La Moussaye, 550.
 La Mure, 554.
 Lamyable, 410, 420.
 Lancy, 248, 545, 546, 548, 552, 558.
 Landecy, 248, 542.
 Landmeter (de), 227.
 Landreville, 249.
 Landen (Bataille de), 373.
 Landrin, 300, 301, 312, 315, 331, 332, 338, 404, 410, 416, 417, 419, 424, 425, 428, 430, 433, 435, 436, 507, 508, 515, 516, 525.
 Langlais, 548.
 L'Angle (de), 370, 375.
 Languedoc, 14, 18, 34, 37, 38, 43, 48, 49, 51, 52, 55-59, 63, 64, 68, 89, 90, 97, 105, 181, 184, 251-254, 261, 262, 277, 326, 375, 411, 445-447, 449, 451, 585, 586, 592, 593, 595, 599, 606, 615-618, 643, 644.
 Languet, 590, 641.
 La Norville, 646.
 Lanoue (O. de), 319.
 Lanoy (de), 433.
 Lansdowne, 529.
 Laon, 419.
 Laons, 563, 564.
 La Pierre, 549.
 La Place (de), 367.
 La Planchette, 338, 699.
 La Pleune, 441.
 La Popelinière, 573.
 Laporte, 667.
 La Porte, dit Rolland, 18, 65, 71, 86.
 La Poterie, 658.
 La Pouille, 473.
 Lardau, 694.
 La Réorthe, 369, 370.
 La Reynie, 24, 692.
 La Rieule, 384.
 La Rigaudière (de), 498.

- La Rive (El. de), 166.
 La Rivière (de), 551.
 Larmessin le Vieux, 267.
 La Roche, 178, 726.
 La Roche, 151, 551.
 La Roche (de), 492, 603.
 La Rochefoucauld, 179, 492.
 La Roche-Guyon, 654.
 La Roche-sur-Yon, 365.
 La Rochelle, 364, 398, 429, 441, 460, 492, 493, 536, 635, 661, 669-702, 707, 709.
 Laroque (L'abbé), 131.
 La Rouvière, 92.
 Larpin, 548.
 L'Arpinière, 552.
 La Ruë (de), 282, 568.
 La Ruë (Le P.), 57.
 La Salle, 507.
 La Salle, 88, 571, 642-644.
 La Sarraz, 165.
 Lasco (Jean a), 230.
 Lasne (Michel), 267.
 La Saussaye, 651, 662.
 La Touche, 369-371.
 Latour, 545.
 La Tour (de), 154, 553.
 La Tour d'Auvergne, 124.
 La Tremblade, 496, 497, 500-502, 504, 696.
 La Trémoille, 162, 573.
 La Trousse, 59, 584.
 Laubéran (de), 416, 417, 564.
 Laufenbourg, 474.
 Launai, 490.
 Launay, 490.
 Laune, 585.
 Lauragais, 52, 197.
 Laurenceaux, 554.
 Laurens, 200.
 Laurent, 210, 445.
 Lauroy de Morvilliers, 309.
 Lausanne, 197, 219, 220, 252, 260-262, 338, 462, 463, 467, 468, 583.
 Laussac (de), 489.
 La Vallée, 639.
 La Vallée, 696.
 La Vaunage, 614.
 Lavaur, 552.
 La Vaux (de), 544.
 La Viéville (de), 243.
 Lavisce, 26, 58, 181-183, 307, 421, 431, 437, 438, 509, 511, 512, 515, 519, 523.
 Layard, 487.
 Lavreinie, 272.
 La Vrillière (de), 461, 596, 609.
 La Wesprière, 410.
 Lawson (J.), 287.
 Laye, 186.
 Lazare (de), 568.
 Le Becque (de), 416, 418, 440, 533, 534.
 Leal, 727.
 Lebel, 556.
 Leblanc, 546, 564.
 Le Bon, 338.
 Leboucq, 303.
 Le Bouquet de La Barthe, 609.
 Le Breuil, 571.
 Le Brion, 567.
 Le Brun, 110.
 Le Cap, 535, 536.
 Le Cap de Coste, 610.
 Le Castanet des Perdus, 642.
 Le Castelet, 404.
 Le Cauchois, 165.
 Lecesve, 353.
 Le Chantre, 459.
 Le Chastelet, 491.
 Le Chevalier, 245.
 Le Clercq (R. et P.), 320 et 330, n.
 L'Ecluse (de), 573, 574.
 Lecocq, 271.
 Le Collet de Dèze, 612.
 Le Conte, 428.
 Le Coultre, 469.
 Le Couturier, 682.
 Lect, 540.
 Lectourè, 560.
 Ledebonnaire, 545.
 Le Dée, 636.
 Ledigne, 545.
 Ledoux, 303.
 Ledray, 546.
 Ledru du Bois, 490.
 Leenhardt (E.), 78, 80.
 Le Fame, 534.
 Le Fayel, 433.
 Lefebvre, 551.
 Lefebvre (A.), 314.
 Lefebvre (F.), 312, 337, 404.
 Lefebvre (J.), 245.
 Lefebvre (J.-B.), 300, 301, 304, 307-311, 325, 326, 329, 404.
 Lefevre, 717.
 Lefèvre d'Etaples, 30, 295, 480.
 Le Fort, 544.
 Lefoul, 545.
 Lefourestier de Balzac, 700.
 Lefranc (Abel), 273, 651, 656, 657.
 Le Gendre, 430.
 Léger, 701.
 Legier, 221.
 Legrand, 551.
 Legras, 246, 544.
 Lehaucourt, 405.

Lehr, 427, 572.
Leiceister Fields, 527.
Leiden, 150.
Leipzig, 251.
 Lehoreau du Fresne, 632.
Le Havre, 572, 587, 588.
 Le Houtre (de), 318.
 Lehr, 569, 676.
 Lejeune (G.), 436.
 Le Jeune (J.), 326.
 Lelier, 550.
 Leleu, 550.
 Leleu (G.), 442.
 Lelièvre, 175, 283-285.
Lésuat, 567.
 Le Mahieu, 431.
 Le Mahieu (J. et P.), 334.
 Lemaire, 315, 506.
Le Mans, 491.
 Le Masson, 546.
Le Mesnil-Ponceau, 567-568.
 Le Nain, 110, 251.
 Lennel, 298, 300, 315.
 Le Noble, 331.
 Le Noir, 526, 528, 534.
 Lenoir, 649.
Lépante, 188.
Le Plessis, 375.
Le Poiré, 360, 365, 367, 375.
Le Pompidou, 609.
Le Ponthus, 368.
 Le Porc, 305.
Le Puybelliard, 364, 367, 370, 376.
Le Quesnoy-en-Hainaut, 491.
 Lequin, 522.
 Lermeyck, 440.
 Lernoult (Adr.), 506.
 Lernout, 440.
 Le Roux, 162, 163, 171, 172, 282.
 Leroy, 434.
 Le Roy (M.), 336.
Les Aubrets, 610.
Les Authieux, 434.
Les Bordes, 549.
Les Brandes, 497.
Les Caillaux, 496.
Les Cernands, 571.
Lescar, 712.
 Lescure de La Prade, 490.
 Le Seigneur, 569.
 Lesens, 319, 705.
Les Eparges, 399.
 Les Mazis, 569.
L'Espérou, 610.
 L'Espine (de), 272-275, 437.
Les Plantiers, 572.
 Les Rosiers, 497.

Les Essarts, 658.
 Lesso (A. de), 245.
L'Estaing, 497.
Les Trois Moulins, 567.
 Le Suyer, 547.
L'Etang de Mornac, 497.
 Le Tellier, 416.
 Le Tirant, 659.
 Le Tonnelier de Breteuil, 336.
 Le Tor, 552.
Lettres de Dubourdieu (1678), 7. —
 relatives aux Espérandien (1689),
 451, 452, 456. — de Ph. Ganly
 (1717), 371. — De subdélégation d'In-
 quisiteurs (1555), 239-242. — de Lou-
 vois (1686), 249, 250. — Concernant
 l'assemblée de *Montmars* (1752),
 108-112. — de M. Fr. Puaux (1915),
 644. — du comte de Rochefort Bran-
 cas (1702), 113. — du pape Sixte V
 (1585), 687-689. — Relatives à
 Th. Terisse (1640-1653), 204-208, 213.
 Le Turc, 529.
 Le Vachier, 544.
 Le Vassor, 490.
 Leveux, 519.
Le Vigan, 615.
 Levis Lérans, 471.
 Levrier, 554, 662, 663, 673.
 Lévis Mirepoix, 471.
 Lévy Duran, 446.
Leyde, 318, 329, 373, 418, 443, 583.
Leysin, 551.
Lezay, 560.
 L'hermineur, 332.
 L'Hermite, 540.
 L'Herondel, 490.
 L'Hopital (de), 588.
 Lhuillier, 670.
Liancourt, 658.
 Lianna, 540, 556.
Libourne, 490, 539.
Licques, 306.
 Licques (de), 427, 434, 435, 529.
 Lidour (R.), 489.
 Liébaut, 437.
Liege, 546.
 Liembrune (de), 511, 527.
 Liennard Hendrick, 420.
 Liévin de Beaulieu, 681.
 Lièvre (A.), 360-367, 375.
Ligny, 542.
Ligue (La), 311, 319, 320, 340, 404,
 433, 631, (et Sixte V), 686-690.
Lille, 224, 226, 228, 233, 239, 240, 242,
 289, 302, 303, 314, 315, 322, 426, 434,
 440, 489, 510, 525, 547.

Limay, 646, 667, 675-684.
Lioret (G.), 636.
Liquière (de La), 104.
Lisbonne, 728.
Lisieux, 477, 490, 691.
Lisle, 547.
Lister (R), 629.
Litot (A.), 491.
Lobéran, 682.
Loches, 247, 548.
Lodève, 47, 597.
Lods (Ar.), 96, 174.
Lombard (H.), 19.
Lombard (J.), 634.
Lombard (M^{me}), 81.
Lombard (S.), 15, 16.
Londres, 11, 24, 140, 143, 253, 254, 260, 261, 263, 268, 298, 300, 332, 368, 374, 420, 426, 430, 438, 459, 487, 526, 528, 529, 530, 533, 536, 582, 681, 727-732.
Longchamp (de), 541.
Longjumeau, 646.
Longuevalle (de), 726, 727.
Longueville (Duc de), 310.
Longueville (M^{me} de), 123.
Lorge, 175.
Loriol, 47, 213.
Lormaye, 562, 567.
Lormel (de), 554.
Loron (de), 706, 707.
Lorraine, 192.
Lorraine (Cardinal de), 189, 288, 388, 628.
Lorraine (Claude de), 485, 487.
Lortie, 496, 502, 696, 697, 699.
Losin (P), 229.
Lotton, 698.
Loudun, 260, 412-414, 418, 547.
Louhans, 557.
Louis XII, 651.
Louis XIII, 175, 316, 412, 470, 471, 570, 587, 650, 674, 680.
Louis XIV, 14, 17, 26, 27, 51, 82, 115, 116, 120, 121, 123-126, 128-134, 136, 138, 181, 183, 270, 291, 317, 332, 333, 366, 367, 431, 470, 488, 510, 530, 531, 561, 594, 598, 601, 606, 633, 636, 637, 639, 644, 703, 723.
Louis XV, 353, 354, 636.
Louis XVI, 352, 354, 358.
Louis XVIII, 27.
Lourdes, 398.
Lourneau (de), 564.
Louvain, 225, 229, 236, 478.
Louveau, 363, 364.
Louvigny (de), 311, 314, 332, 410, 531.

Louvois, 57, 58, 60, 249, 250, 330, 452, 510, 512, 516, 521, 638.
Louvre (Le), 128, 186, 256, 265, 267, 486, 624, 628.
Louvreleul, 104-108, 113, 601, 612, 618.
Loyau (Le Dr), 359.
Loyola, 706.
Loysin, 550, 553.
Lua, 203.
Lubières (de), 447, 448.
Lubin, 99, 100.
Lucas, 249, 286, 502.
Luçon, 352-354, 357, 376.
Lundstedt (B.), 285.
Luneau, 460, 495, 498-500, 502, 504.
Lunel, 597.
Lnnéville, 732.
Lus, 671.
Luthardt (M.), 645.
Luther, 174, 274, 291, 292, 391-394, 474, 480, 589, 590, 591, 717, 718.
Lutteroth, 191.
Luxembourg, 521.
Luxembourg, 620.
Luynes, 570, 571.
Lyennard, 315.
Lyon, 47, 195, 245, 246-249, 389, 391, 453, 456-458, 468, 477, 538, 540, 542-547, 551-553, 597, 630, 643, 705, 728, 729.

Macaire, 429.
Mackintosh, 579.
Mâcon, 288, 341-344, 350, 539, 545.
Mâconnais, 341, 350.
Madrid, 233, 236, 268, 540.
Maes, 228.
Maëstricht, 165, 475, 546.
Magdebourg, 254, 261-263, 445, 446, 722, 723.
Mage, 11.
Magnin, 556.
Magny, 649, 671.
Maigron, 491.
Mailhet, 635.
Mailhet (A.), 174, 186, 264, 703, 704, 705.
Mailhet (H.), 294.
Mailhet (le pasteur), 173, 193, 294, 470, 471.
Maillard (Th.), 493.
Mainbourg, 393.
Maindestres, 489.
Maine, 539.
Maintenon, 561, 567, 568.
Maintenon (M^{me} de), 59, 636, 639.

Maire, 430.
 Maistrin (Agneta), 286.
Maizeray-en-Woëvre, 400.
 Majou, 376.
 Majou des Grois, 376.
 Malafosse (Le curé), 610.
Malagny, 556.
 Malassis, 568.
 Malbos, 261, 610.
 Malesherbes, 354.
 Malberbe, 190.
Malines, 230, 302, 322, 475, 478.
 Mallet, 552.
 Mallet de Bresme, 526.
 Mallevoue (de), 573.
 Malon, 671.
 Malte (Le chirurgien), 246.
 Malzac, 88, 471, 571, 576, 642, 643.
 Mandagout, 106, 112-114.
 Manin, 558.
Manosque, 185.
 Mansel (A. de), 434.
 Mansel (L. de), 432.
 Mansel (Ph. de), 409.
 Manteyer (G. de), 183.
Mantes, 561, 646-651, 667, 673, 675-685.
Mantoue, 478.
 Marchand, 691.
Marche-en-Luxembourg, 549.
 Marchegay, 376.
 Marchegay des Granges, 376.
 Marcks, 188.
 Marcot (M.), 227.
Marcq, 309, 316, 319, 320, 323, 324,
 326, 403, 406, 408, 412, 415, 416, 420,
 428, 440, 507.
Marennnes, 495, 496, 697-702.
 Mareschal, 553.
 Maressal, 430.
 Maretz, 429.
 Margas, 565, 568, 676.
 Marguerite d'Angoulême, 400.
 Marguerite de Navarre, 625.
 Marguerite de Parme, 229, 231-233,
 235, 237.
 Marguerite de Valois, 709.
Mariage (certificat de), 502.
 Marie, 519, 568.
 Marie de Médicis, 190, 470, 570.
 Marie Élisabeth (P^{me}), 189.
 Marie (La reine), 298, 300.
 Marie Tudor, 187, 291, 462.
 Marie Stuart, 188, 190, 383, 384.
 Marignac (de), 448, 454, 455.
Marignac, 213.
 Marigny (de), 163, 171.
 Marillac, 471.

Marillac (de), 570.
Maringues, 556.
 Mariocheau, 699.
 Marlborough, 124.
Marlioz, 244.
Marly, 597.
Marmande, 364, 367, 369.
 Marnis (de), 659.
 Marnix, 238.
Maroc, 629.
 Maroger de Nages, 84.
 Marot (Cl.), 30, 625, 628, 629.
 Marotte (Marot), 322.
 Maroule (Ph.), 177.
 Marpa, 549.
Marquise, 314, 317, 338.
 Marre, 456.
Marsaueux, 567, 568.
Marseille, 107, 114, 254, 551, 729.
 Martel, 453.
 Martial, 447.
 Martin, 285.
 Martin (A.), 11.
 Martin (D.), 356.
 Martin (G.), 251.
 Martin (J.), 247.
 Martin (J. J.), 11.
 Martin (L.), 251.
 Martin (M^{lle}), 704.
 Martin (Ph.), 342, 346.
 Martin de Rodes, 659.
 Martin-Rollin, 191.
 Martinet (E.), 540.
 Martinet (N.), 443.
 Mascaret, 558.
Mas d'Azil, 178.
 Massip, 86, 88.
 Masson, 548.
 Masson (A.), 422.
 Masson (Fréd.), 78.
Massongy, 544.
 Massue Ruigny, 660, 661.
 Massy, 409.
 Mathieu, 550.
 Mathieu de Birac, 760.
 Mathon-Six, 427.
 Mathurin (Le pasteur), 125.
 Matsaert (Jean), 227.
 Matthieu, 556.
 Mattizio, 559.
 Mauclerc, 362.
 Mauduit, 281.
 Maugean, 554.
 Mauget, 20.
 Mauguio, 105.
 Maugy, 697.
Mauléon, 369.

- Mauléon (Girault de), 306.
 Maupeou, 668.
 Maupeou d'Ableiges, 366, 370.
 Maupeou (Le chancelier), 124.
 Mauris, 246, 544, 555.
 Mauris (Le pasteur), 161.
 Maury (E.), 295.
 Maury (L.), 285.
 Maussenne, 326.
 Mauzé, 550.
 Mauzy, 700.
 Maximilien, 474.
 May (de), 367, 368.
 Mayor, 157.
 Mayence, 474.
 Mayenne, 696.
 Mazamet, 52.
 Mazarin, 54, 638.
 Mazaudière, 263.
 Mazauric, 100, 162.
 Mazel, 81, 82.
 Mazères, 44, 178.
 Mazerolle, 270.
 Meaux, 488, 688, 704.
 Mède (P. de), 563.
 Medena, 539.
 Megard, 541.
 Meinier, 259.
 Meissonnet, 159.
 Méjean de Calvisson (M^{me}), 174.
 Melet, 549.
 Melfi, 473.
 Melle, 355, 358.
 Mellon (P.), 29, 263, 387, 588, 703.
 Menainville, 572.
 Mende, 106, 113, 254, 597.
 Mendelssohn, 272.
 Menet, 82.
 Menier, 78.
 Menneville (de), 321.
 Mens, 248.
 Menu, 422.
 Menuret, 281.
 Mer (de), 382, 436.
 Mérange, 562, 567, 568.
 Mercatet, 672.
 Mercié, 18, 22, 88.
 Mercier (de), 448.
 Mercy (de), 353, 356.
 Méric de Rincq, 11.
 Merle, 255, 256, 546, 584.
 Merveilleux (de), 219.
 Mesnard, 697.
 Mesnart, 504.
 Mesnil, 549.
 Messian, 430, 440.
 Messines, 231, 232.
 Mestral, 539.
 Mestral (Fr.), 248.
 Mestrezat, 149, 699.
 Metayer (Le pasteur), 354.
 Meteren, 228.
 Metz, 180, 512, 546, 619-621, 624.
 Meulan, 647-649, 667, 673-677, 681.
 Meyhoffer, 238.
 Meyngert, 228.
 Meynier (Le p.), 56.
 Mézelay, 180.
 Mézières, 562, 567.
 Mialet, 65, 69, 471, 571, 594.
 Michel, 19, 405, 428, 534, 540, 544.
 Michelet, 137, 393.
 Micheli, 639.
 Michon, 245.
 Middelbourg, 280, 318, 326, 419, 534, 535.
 Middlemore, 307.
 Milage, 548.
 Milan, 191, 467, 478.
 Milhau, 57, 178, 193.
 Millau, 559.
 Millaud, 548.
 Milly, 247.
 Minet (A.), 515.
 Minet (D.), 415.
 Minet (Is.), 426, 505, 506, 512, 532.
 Minet (S.), 487, 534.
 Minet (W.), 323-325, 338, 402, 404, 412, 426, 427, 430, 438-443, 487, 505, 512, 515, 525-528, 532-535.
 Mingaud (Le curé), 613.
 Minzier, 555.
 Miolin, 548.
 Mirabaud, 351, 353.
 Miraumont, 302, 309, 405.
 Miremont (de), 93.
 Mirmand (de), 259, 260, 277, 450.
 Miroménil, 356.
 Missol, 559.
 Mistral, 73, 82.
 Modière, 499.
 Moens, 534.
 Moères (Les), 317.
 Moëze, 698-700.
 Moictié (R.), 330.
 Moiron, 548.
 Moissac, 611, 612.
 Molard, 538, 542.
 Molière, 184.
 Molinier, 277, 278, 279.
 Molles, 643.
 Mollet, 205, 206.
 Mombray, 491.
 Monaco, 478.

Monbine (de), 675.
 Moncan (Le comte de), 111.
 Monchy (de), 727.
Moncontant, 395.
 Monet, 326, 440.
 Monfaucon, 11.
 Monier, 179, 180.
 Monin, 56.
 Monnaie (La), 190, 191.
Monoblet, 571, 644, 703.
 Monod (A.), 191.
 Moureau, 583.
 Mons, 188, 225, 732.
Mons-en-Hainaut, 490.
 Monseur, 229, 237.
 Montacut, 245.
Montagnac, 46, 277.
 Montagnier, 446.
Montagny, 671.
Montaigne, 366.
Montaran, 246.
 Montaren (de), 257.
Montargis, 491, 651.
Montataire, 672.
Montauban, 43, 177, 200, 391, 471, 472, 488, 539, 541, 558, 559.
Montauban (Marcq), 441.
Montbéliard, 95, 96.
 Montbeton (de), 44.
Montbozon, 557.
Montcaret, 491, 492.
Montdidier, 416, 519.
 Montelay, 11.
Montélimar, 37, 199, 220, 539, 555.
 Montesquieu, 126.
 Montesquiou (L'abbé de), 27.
 Montet (de), 542.
 Montey, 541.
 Montfagon, 572.
Montfaucon, 295.
Montferrat, 539.
 Montford, 151, 552.
 Monthon (de), 521.
 Mont-Hubin (Château de), 310.
 Montigny, 413, 414, 416.
Montigny-le-Chartif, 573.
Montivilliers, 167, 282.
Montlondon, 575.
Montleson, 609.
 Montluc, 572.
Montmars, 97, 99-103, 112, 113.
Montmélan, 553.
Montmeyran, 153.
 Montmignon (de), 332.
 Montmorency, 385, 471, 575.
Montoire, 539.
 Montolieu (de), 279.

Montpellier, 5-11, 14-17, 20-24, 34-37, 40, 41, 43, 45-49, 52, 57, 61, 62, 74, 78, 80, 87, 88, 107, 150, 151, 155, 159, 178, 249, 253, 266, 277, 278, 284, 292, 294, 446, 449, 456, 471, 488, 546, 551, 584, 585, 597, 598, 608, 728.
 Montpensier (de), 274.
 Montrevel, 582, 593-598, 600, 604-616.
Montreuil, 310, 314, 338, 404, 410, 420, 426, 428, 432, 433, 476, 511, 521, 522.
Montreux, 157.
 Moore, 700.
 Moque, 228.
 Moran, 557.
 Moreau, 292.
 Morel, 519, 524.
 Morel (Ar.), 436.
 Morel (L.), 381, 388.
 Morel (M.), 294, 400, 635.
 Morel-Payen, 270.
 Moret, 538, 540.
Morges, 220.
 Morgues, 11.
 Morillon, 235, 236.
 Morin, 115, 491, 558, 700.
 Morin (B. J.), 343.
 Morisseau, 497, 502.
 Morlans, 710.
 Morlas, 710.
 Mortaigne (G.), 230.
Mormoulin, 567.
 Mornay (de), 360, 660, 661, 671, 681.
 Morus, 180.
 Morvilliers (de), 310, 410.
 Motley, 338.
 Mouffier, 433.
 Moulergue, 542.
 Moullin, 568.
 Mounier, 19.
 Mouquet, 336.
 Moutarde (Le pasteur), 460.
 Moutarde, 494, 724.
 Moutier, 659.
 Moysan, dit Duplessis, 157.
 Muelere, 226.
Mulisy-en-Châlonnais, 543.
Munich, 266, 270, 463.
 Müntz (E.), 484.
 Murat, 541, 586.
 Muret, 271.
Mursay, 639.
Musée du Désert, 19, 21, 31, 65, 68-77, 88, 396, 471, 571.
 Musi (L'abbé de), 200.
 Mussel, 726.
 Mydon, 491.

Naerden, 280, 281.
Naert, 340, 400, 444, 537.
Nakol (de), 726, 727.
Nancy, 192, 292, 482.
Nantes, 247, 368, 477, 478.
Nanteuil, 265, 267.
Nantuy, 248.
Narbonne, 446.
Naples, 288, 473.
Napoléon, 138, 139, 648.
Narpin, 545.
Naragansett, 430.
Narsy, 392.
Nassau (L. de), 188.
Navarre (Le roi de), 188, 310, 447.
Neau, 699, 701.
Nécrologie. — H. *Amphoux*, 587. —
A. *Chenot*, 95. — E. *Gaidan*, 730.
P. *Mellon*, 587. — Er. *Nyegaard*,
192. — Ch. *Waddington*, 191.
Nelle, 666.
Nemours, 681, 686.
Nérac, 179, 558, 705, 708.
Négrepelisse, 244.
Nerny, 553.
Nerwinden, 531.
Nestan, 540.
Neuchâtel, 249, 288, 306, 310, 355,
395, 464, 468, 512, 643, 681.
Neuféglise, 228.
Neufville (de), 541.
Neuve-Église, 227.
Neuvilette (de), 525.
Nevers, 222.
Nevers (Duc de), 274, 275, 384, 385.
New-York, 140, 263, 287.
Neyton, 221.
Nice, 278, 477, 478.
Nicolas, 159, 261, 560.
Nicolet, 399, 542.
Nicout, 491.
Nielles-les-Ardres, 314.
Nieppe, 228.
Nieukerke, 230.
Nieuport, 227, 231, 293, 326.
Nimègue (Traité de), 331.
Nîmes, 7, 8, 47, 52, 57, 62, 66, 76, 82, 105,
107, 114, 155, 159, 177, 179, 253, 254,
277, 278, 446, 447, 450, 452, 458, 491,
548, 554, 557, 558, 559, 594, 597, 609.
Nîmois, 17.
Niort, 398.
Nissolle, 277.
Nivelle, 547.
Noailles (Le duc de), 40, 47, 57, 59, 62.
Noblet, 556.
Nogaret, 102.

Nogent-le-Rotrou, 575.
Nogent-le-Roy, 561, 565, 569.
Noguiet (de), 448, 455, 456, 458.
Normandie, 115 162, 163, 211, 242,
243, 245, 247, 289, 326.
Norrköping, 285.
Norton, 144.
Norris, 187.
Nortier, 535.
Norwich, 529.
Nouailhac, 708.
Nougard, 552.
Nouhes (des), 360.
Noyon, 552, 651, 652, 657.
Nugon, 162, 282.
Nuremberg, 474, 478.
Nuisement, 562, 567, 569.
Nyegaard (Le pasteur), 192.
Oberlin, 493.
O (d'), 661.
Odelberg, 270.
Odoïn, 556.
Offekerque, 320, 440.
Oisemont, 412, 419.
Oléron, 701.
Olhagaray, 214, 221.
Olivet, 619, 630.
Olivier, 37, 727.
Olivier (M^e P.), 491, 492.
Onex, 544.
Orange, 200, 210, 222, 247, 538, 599.
Orange (Prince d'), 235, 373, 455, 458,
459, 531.
Oratoire du Louvre, 190, 191.
Orchies, 226, 239.
Orcières (A. d'), 186.
Ordonnances Militaires (1577), 631.
Orebro, 286.
Origny (d'), 659, 672.
Oriou, 353.
Orléans, 189, 310, 390, 488, 490, 543,
633, 727.
Orléans (Le duc d'), 124, 164, 167,
265, 267, 268, 470, 539.
Ormoy, 567.
Orpierre, 173.
Orry, 545, 706.
Ostende, 310.
Ostove (D'), 311, 433.
Oudart, 303.
Ougan, 551.
Oulès, 177.
Ouerre, 567.
Ours, 245, 540.
Over-Yssel, 225.
Overend, 298, 306.

Paccard, 399.

Padoué, 187, 467.

Paget, 528.

Pagnini (Bible de), 703.

Paguin de La Tremblade, 702.

Paillard, 226.

Paizet, 559.

Palais, 550.

Palais (Ile du), 182.

Palatin (Prince), 36.

Palatinat, 294, 645.

Palleville (de), 44.

Palma Cayet, 740.

Pallier (de), 259.

Palluat, 197, 198, 207, 219.

Palmerolles (de), 612.

Pamele-lez-Audenarde, 229.

Panama, 287.

Pancouque, 436.

Pandin de Lussaudière, 460, 493, 494, 501, 502.

Pannier, 87, 88, 174, 190, 191, 263, 398, 470, 529, 635, 645, 685, 694, 732.

Pape, 173.

Pape de Saint-Auban, 173.

Papet, 492.

Papillon, 544.

Papin, 491, 492.

Papin (Ch.), 276.

Papin (Denis), 275, 276.

Papin (Jacq.), 271.

Pappin de Perfontaine, 489.

Papus de la Verdaugie, 15, 91.

Paradin, 573.

Parain de Durette, 489.

Parat, 707.

Pardonnet, 551.

Paré (Ambroise), 437.

Parlier, 78.

Parme, 187.

Pas, 432.

Pasca de Saint-Félix, 585.

Pascal (C.), 333, 510.

Pas-Fagnoux, 497.

Pasquet, 495.

Passeirier, 589.

Passis (de), 218.

Pasteur, 493.

Pasteurs apostats, 283.

Pastor, 473.

Patay, 544.

Paterre, 497.

Patras de Théval, 511.

Patru, 555.

Pau, 173, 292, 709, 712.

Pau ou Paule (Bretagne), 546.

Paul, 559, 645.

Paul III, 225.

Paulet (de), 23, 36.

Pauluci (Le card.), 581, 582.

Pavageau, 366.

Pays-Bas, 188, 189, 224, 225, 226, 229, 234, 235, 237, 238, 292, 301, 309, 315, 331, 390, 391, 530, 536, 591.

Péan-Vervillon, 569.

Pécaut (Félix), 191.

Peder, 553.

Pelham, 13.

Pelissary, 545.

Pelissier, 11.

Pelletier (Le P.), 706.

Pellet, 314.

Pellisson, 634.

Pellonay, 543.

Pelloquin, 563.

Pelouze, 585.

Pennes, 217, 218.

Pépin, 282.

Peras, 585.

Péreal, 547.

Péronne, 519.

Peridil, 159.

Perly, 539.

Perollier, 557.

Perpignan, 595.

Perret, 564.

Perrier, 15, 558.

Perrin, 149, 244, 252.

Perrinet, 200, 210.

Perrot, 246, 549.

Perrotin, 548.

Perse, 158.

Pertuiset, 552.

Pervyse, 293.

Péry, 197.

Pestrana, 265.

Petit, 565, 568.

Petit (A.), 636.

Petit (N.), 247.

Petit (N. G.), 489.

Petit-Cherisy, 565.

Peuplingues, 298.

Peyre (de), 598.

Pèze (de), 432.

Pézénas, 46.

Pfender, 96, 396.

Philadelphie, 287.

Philipot (Jacques), 179.

Philippe (P.), 556.

Philippe II, 224-226, 228, 229, 233, 234, 236, 237, 239, 302.

Philippe IV, 268.

Picardie, 302, 310-316, 332, 336, 402,

404, 405, 409, 411, 476, 488, 508, 512-516, 522, 535, 537, 545.
 Picard le Roux, 485.
 Picheral, 19.
 Picot, 657.
 Picq, 15.
 Picquenot, 647.
 Pictet, 160.
 Pie V, 686.
 Piegay, 545.
 Piémont, 132.
 Pierreclos, 345, 348.
 Pierre Scize, 448, 451, 452, 454, 456-458.
 Pierres, 568.
 Pierret, 383, 486.
 Piganol de la Force, 269.
 Pigault de Lépinoy, 317, 325, 402, 403, 408, 415, 518, 523.
 Pignault de Léspinoy, 300.
 Pignau, 37, 47.
 Pihen, 308.
 Pilart, 334.
 Pillart, 430, 506.
 Piloti (de), 560.
 Pimentel, 268.
 Pinchot, 547.
 Pinard, 564, 565.
 Pinol, 541.
 Pipet, 209.
 Pirasset, 538.
 Piron, 568.
 Pithou, 380, 385, 387.
 Pittet, 539.
 Placide, 648.
 Plan, 15, 92.
 Planchon, 19.
 Planque, 100, 101.
 Platter, 36.
 Pleche, 558.
 Plénée-Jagois, 550.
 Plymouth, 534.
 Poillan, 551.
 Poire, 262.
 Poirée, 512.
 Poiré-sous-Velluire, 353.
 Poirier, 367.
 Poissy, 272-274, 476.
 Poitevin, 568.
 Poitiers, 184, 247, 366, 491, 495, 541, 543, 673.
 Poitiers (Bl. de), 173.
 Poitiers (Comtesse de), 728.
 Poitou, 37, 149, 244, 284, 285, 352, 354, 355, 360, 366, 367, 375, 395, 398, 461, 488, 495.
 Poitou (Bas), 351-354, 356, 357, 360, 375.
 Polignat, 492.

Pollet, 224, 239.
 Pologne, 230.
 Pologne (La reine de), 150.
 Poltrot de Méré, 377-380.
 Pomarède, 374.
 Pomian Hajdukiewicz (de), 268.
 Pompignan, 595.
 Poncet, 547.
 Poncin, 558.
 Ponsonailhe, 265.
 Pons, 696, 701.
 Ponsoye, 18, 78, 471.
 Pont, 390.
 Pontchartrain, 460, 461, 500, 508, 522, 523.
 Pont de Camarès, 177.
 Pont de Montvert, 108, 572, 592, 598, 600-602, 608, 672.
 Pontel, 491.
 Ponthieu (Le), 311.
 Pontoise, 245, 469, 652, 662, 663.
 Pont Saint-Esprit, 47.
 Pont-Franche-fêtu 561.
 Popieul, 408.
 Porbus, 575.
 Porcher, 275.
 Porcien, 381.
 Portarlington, 534.
 Port-des-Barques, 697.
 Portebuse (de), 634.
 Portes (de), 586, 587.
 Portier, 246.
 Portraits, voy. *Illustrations*.
 Port-Royal, 126.
 Pont-Tenenté, 550.
 Pose (A. de), 540.
 Potin, 549.
 Potsdam, 271, 272.
 Pottot, 542.
 Poucques (de), 434, 521.
 Poudrel, 200, 215, 221.
 Pougnaïdresse (de), 455, 459.
 Pougnaïd, dit Dézerit, 354.
 Pougny, 547.
 Poujol 149, 244.
 Poul, 108.
 Pouline, 539.
 Pouillet, 235-237.
 Pourtal, 15, 89, 92.
 Pourtalès, 262, 471, 642-644.
 Poussay (Abbaye de), 637.
 Poussin (N.), 266.
 Pouzauges, 354, 359.
 Pouzauges-la-Ville, 354, 355, 357.
 Poyer, 678.
 Poyrier, 698.
 Pra, 706.

- Prague*, 578.
Prangin (de), 158.
Pratner, 539.
Pré (de), 564.
Précepteur prot., 491.
Prêche de Sorges, 633.
Prédicants des Cévennes, 89.
Pregny, 248.
Prentzlau, 259, 260.
Pressigny (de), 255.
Prêtres et Moines apostats, 193, 416.
Prevost, 361, 528, 536, 544, 553.
Prez (de), 412, 413, 416, 417, 421, 435.
Provence (La), 105, 278.
Prieur, 673.
Prilly, 220.
Prioleau, 701.
Priolo (B.), 639.
Priolo (Les demoiselles), 636, 639.
Privas, 586, 587.
Provan, 555.
Prouville (de), 245.
Prouville, 533.
Provinces Unies, 115, 230, 318.
Provins, 640.
Prusse (La), 259, 263.
Puaux (Fr.), 22, 53, 71, 79, 80, 87, 139, 173, 185, 250, 263, 269, 292, 396, 470, 471, 472, 571, 579, 582, 618, 635, 644, 702, 704.
Puechlongue, 261.
Puteaume, 438, 439.
Puygarreau, 363, 369.
Puylaurens, 44.
Puylaurens, 177, 548.
Puysieulx (de), 614.
Py, 676-679, 682-684.

Quantin, 271.
Quekere (de), 227.
Quesnel (Le P.), 184.
Quesnoy, 426.
Questebrune (de), 534.
Quet (D.), 15.
Quinquiry (de), 44.
Quinson, 563.
Quinzergue, 552.

Rabaut, 76, 80, 295.
Rabaut-Saint-Étienne, 351.
Rabec, 273.
Rabelais, 30.
Rabutin, 573, 621.
Raffignon, 648.
Räfsund, 286.
Ragon, 492.
Ruincy (Le), 295.

Rambaud, 547.
Rambercourt-Vaux-Sainte-Marie, 399.
Rambures (Ch. de), 311.
Rambures (D. de), 417, 435.
Ramel, 549, 585.
Ramery, 303.
Ramus, 191, 192.
Rançon, 489.
Ranelagh, 583.
Ranson, 332, 508.
Rastatt, 474.
Raoult et Petit, 326.
Ratou, 495.
Raucourt, 419, 557.
Rauzan, 175.
Rauzier, 101.
Ravallac, 571.
Ravanel, 108.
Ravi, 248.
Ravier, 346-350.
Raymon, 547.
Raymond, 552.
Raynaud (M^{me} V^e G.), 173.
Read (Ch.), 191, 192, 691.
Read (M^{lle}), 704.
Réal (de), 685.
Réalmont, 156, 177, 558.
Rébelliau, 58, 183.
Reboulle, 262.
Reclam, 271.
Réformation (Fête de la), 289, 290, 589, 591.
Réforme (La), 589, 646, 718.
Réforme Française, 25, 26, 28, 29, 273, 285.
Refuge (Le), 115, 133, 148, 183, 264, 279.
Regnard, 242.
Regnaud, 699.
Regnault, 410, 702.
Régnier, 564.
Régnier-Jansse, 430, 435.
Régnier Jansse de Witt, 429.
Régnier (M^{is} de), 43.
Reigne, 359.
Reignot, 557.
Reindelson, 700.
Remiremont, 490.
Rémon, 163.
Renaix, 224, 229, 235, 236, 238, 239.
Renaud, 244, 538, 544.
Renaudin (P.), 637.
Renée de France, 651, 706, 708.
Reninghelst, 229.
Rennes, 477, 548.
Renouard, 467.
Renoult, 490.

Rétif (de), 732.
 Reuss, 657, 703, 704.
 Reuss (A.), 591.
 Reuss (E.), 591.
 Reuss (P.), 294, 472.
 Reuss (R.), 87, 173, 174, 263, 294, 470, 471, 472, 591, 634, 635, 637.
 Réveillaud (E.), 639.
 Réveillematin (Le) des Français, 641.
 Revel, 44, 178.
 Reverdin, 162.
 Reverdy, 560.
 Revillon, 346.
 Revol, 221.
 Révolution française, 27, 80, 124, 129, 139, 243, 537, 589, 590, 591.
 Rey, 554, 585.
 Rey (F.), 60.
 Rey-Lescure, 294, 583.
 Reynaud, 200, 201, 221, 713, 714-718.
 Reynaud (de), 254.
 Reynol, 97.
 Reyssié, 124.
 Rheims, 540, 546, 554.
 Rheims (H. de), 518.
 Rhin (Le), 373, 474.
 Rhode-Island, 430.
 Rhône (Le), 47.
 Ribaute, 580.
 Ribérac (de), 491.
 Ricard (de), 47.
 Richard, 159, 353, 358, 359.
 Richebourg (Bl. de), 165.
 Richelet, 362.
 Richelieu, 571, 701.
 Richelieu (Le M^{al}), 103.
 Richemond (de), 726.
 Richemont (de), 398, 460, 493, 499, 502.
 Richier (Les), 482.
 Richier (Ligier), 482, 484-486.
 Richon, 490.
 Riencourt (Ch. de), 282.
 Rietstap, 279.
 Rieude, 251.
 Rieux, 554.
 Riffard, 451.
 Rigal, 334.
 Rigaud, 540.
 Rignier, 553.
 Rigolet, 342, 345, 346, 348, 349.
 Rigot, 555.
 Riolle, 545.
 Riom, 538, 550.
 Riquet (Les), 185.
 Rivals, 178.
 Rivaud, 497, 501, 502.
 Riverol, 557.

Rivery, 469.
 Rivière, 446, 552.
 Roannes (de), 598.
 Robais (Van), 423, 431.
 Robelin, 429-431, 435.
 Robert, 359.
 Roberts, 732.
 Robin, 699, 702.
 Rocollo (de), 542.
 Roch, 245.
 Rochambeau (de), 711.
 Rochas, 216, 217.
 Rochefort, 398, 460, 461, 499, 500, 501, 502, 755, 698, 702, 724, 726.
 Rochefort (de), 281.
 Rochefort-Brancas (de), 106, 113, 114.
 Rochemore (de), 7.
 Rocquigny, 433.
 Rodocanachi, 689.
 Rodière, 306, 311, 314, 410, 420, 427, 433, 435, 516, 521, 522, 525, 531, 534.
 Rodolphe II, 268.
 Rodon (de), 196, 200, 210, 211.
 Roelux (de), 228.
 Roffet, 666.
 Roget, 462, 546.
 Rohan, 447, 455, 574.
 Rohrbacher, 25.
 Roizet, 698.
 Rolland (Laporte, dit), 74, 82, 571, 614.
 Rolland (A.), 248.
 Rolland (L.), 548.
 Rolle, 223.
 Rollet, 271.
 Romagnac (de), 436.
 Romagniac (de), 434.
 Roman (D.), 200.
 Romans, 542.
 Romans (de), 44.
 Rombosc (E. de), 165.
 Rome, 187, 225, 265, 268, 288, 298, 302, 466, 572, 580-582, 718.
 Romier, 287.
 Riomont, 553.
 Roques, 558.
 Rosay (de), 568.
 Rosier, 373.
 Rosne (de), 315.
 Rosny, 575.
 Rosny (de), 514, 661, 679.
 Rossat, 246.
 Rossel (de), 447-448.
 Rossi, 555.
 Rossier, 310.
 Rossin, 551.
 Rothschild (James de), 640.
 Rott, 87, 173, 174, 263, 471, 472, 635, 704.

Rotterdam, 166, 252, 281, 475, 525.
Roubai (de), 518.
Roubier, 554.
Roucy, 417.
Rouen, 166-168, 170, 172, 180, 246, 286, 472, 476, 489, 539, 541, 544, 545, 550, 572, 573, 647, 705.
Rouergue, 539.
Rougelet, 552.
Rougiffard, 553.
Rougnar, 544.
Rouillé du Coudray, 366.
Rouquette (L'abbé), 14, 181, 183, 251, 253, 256, 261-263, 445, 446.
Rousignol, 492.
Rousse, 610.
Rousseau, 247, 358.
Rousseau (Jean-Jacques), 395.
Roussel, 15.
Rousselet (Cl.), 179.
Roussereau, 357, 491.
Rouvière, 161, 446, 448, 454.
Rouville (de), 80, 326, 433.
Rouvroy de Saint-Agens, 542.
Rouvres, 567.
Roux, 153, 244, 246, 261, 550, 553, 559, 697.
Roux (de), 584, 585.
Roy, 355.
Royan, 497, 501-503.
Roybon, 209, 558.
Roybours (de), 306, 308.
Royer, 210, 528, 551.
Rozade (Le Mazel), 103.
Rozier, 552.
Ru, 567.
Ruble (de), 379, 470.
Ruffle, 556.
Rugles, 541.
Rumilly, 541.
Runeberg, 285, 286.
Ruvigny (de), 373, 409, 412, 417, 521, 531.
Ruyter (de), 116.
Rye, 306, 510.
Ryswick, 18, 63, 93, 116, 133, 134, 136, 137, 373, 380.

S*abatier*, 293.
Sabouroux, 197.
Sabrevois (de), 660.
Sack, 267.
Saconay-Vandel, 248.
Saconex, 249.
Sagot, 375, 695.
Saignes (Le pasteur J. de), 194.
Saillans, 174, 193.

Sailly (de), 660.
Saint-Affrique (M^{lle} de), 10.
Saint-Affrique, 158, 177.
Saint-Ambroix, 558.
Saint-Andéol de Clergemort, 608.
Saint-André, 47, 385.
Saint-André (de), 248.
Saint-André de Lancize, 608.
Saint-André de Valborgne, 571.
Saint-Anthoine, 543.
Saint-Antonin, 177.
Saint-Aurant (de), 453.
Saint-Barthélemy (La), 186, 189, 190, 191, 256, 287, 288, 310, 319, 433, 573, 590, 595, 642, 681, 686.
Saint-Blancard (G. de), 17.
Saint-Bonnet, 542.
Saint-Calais, 541.
Saint-Cergues, 547, 555.
Saint-Chinian, 46.
Saint-Cyr, 637, 638, 639.
Saint-Dié, 294.
Saint-Dizier, 381.
Saint-Étienne, 398, 433, 541, 543.
Saint-Étienne Gilbert, 200.
Saint-Étienne de Boubaux, 612.
Saint-Etienne de Valfrancesque, 103, 105, 612, 613.
Saint-Florentin, 18, 103.
Saint-Florentin, 246.
Saint-Flour, 541.
Saint-Frézal, 100, 102, 604.
Saint-Fortunat, 553.
Saint-Frézat de Ventalon, 608.
Saint-Gall, 295.
Saint-Germain, 128.
Saint-Germain de Calberte, 97, 98, 100-110, 112, 114, 254, 610, 612, 618.
Saint-Gervais, 538.
Saint-Gilles, 557.
Saint-Hilaire de Lavit, 603, 608.
Saint-Hippolyte, 6, 8, 10, 17, 66, 178, 284.
**Saint-Jean*, 615.
Saint-Jean-Chambre, 153, 553.
Saint-Jean de Gardonesque, 598, 614.
Saint-Jean-de-Luz, 490.
Saint-Jean de Royan, 557.
Saint-Jean-de-Védas, 37.
Saint-Paul-du-Bruel, 178, 260.
Saint-Jean-Duc, 546.
Saint-Julien, 548, 552, 555.
Saint-Julien d'Arpaon, 599, 609, 610.
Saint-Just (de), 672.
Saint-Laurent, 159.
Saint-Laurent-sur-Sèvre, 352.
Saint-Lazare (Hôpital), 49.

- Saint-Léonard*, 545.
Saint-Lô, 547.
Saint-Maclou (Fontaine de), 472.
Sainte-Marie, 6, 8, 9.
Saint-Maixent, 360, 362, 411, 438, 461.
Saint-Maixent-en-Poitou, 495.
Saint-Malo, 488, 490, 510.
Saint-Martin, 563.
Saint-Martin, 540.
Saint-Martin de Boubaux, 612.
Saint-Martin de Lansuscle, 100, 103, 611.
Saint-Martin de Nigelles, 567, 568.
Saint-Maurice, 556.
Saint-Maurice de Ventalon, 603, 608.
Saint-Mauris, 544.
Saint-Méry, 659.
Saint-Michel (Le Mont), 477.
Saint-Mihiel, 482, 484, 550.
Saint-Mihiel de Dèze, 612.
Saint-Nicolas du Port, 382.
Saint-Omer, 317, 321, 322, 325, 409, 431, 444, 516, 517.
Saintonge (La), 317.
Saint-Palais, 497, 503.
Saint-Pargoire, 46.
Saint-Paul (Fr. de), 246.
Saint-Paul-Trois-Châteaux, 200.
Saint-Philbert, 362.
Saint-Pierre (Fr. de), 555.
Saint-Pierre (Calaisis), 403, 420, 507, 508, 524.
Saint-Pons, 45.
Saint-Priest, 107, 109.
Saint-Privat de Vallongue, 608.
Saint-Quentin, 316, 405, 542.
Saint-Romans, 611.
Saint-Ruth, 59.
Saint-Senne, 491.
Saint-Siège, 117.
Saint-Simon, 54, 55, 59, 124, 184, 595.
Saint-Simon (Duchesse de), 586.
Saint-Sixte (Ermitage de), 106, 113, 114.
Saint-Sulpice, 497, 498, 500.
Saint-Tricat, 308, 320, 321, 436, 507.
Saint-Valéry, 332, 519.
Saint-Vincent-du-Fort-du-Lay, 369.
Sainte-Barbe (Pénitents de), 167.
Sainte-Cécile, 604.
Sainte-Croix, 388.
Sainte-Croix, 610, 611.
Sainte-Foy, 179.
Sainte-Gemme, 567.
Sainte-Hippolyte du Fort, 559.
Sainte-Marie, 6, 8.
Sainte-Marguerite (Iles), 471.
Sainte-Soline, 398.
Sainte-Triaise de Poitiers, 353.
Saintes, 494, 502.
Saintonge, 494, 498, 500, 504.
Salanches, 551.
Sales (Fr. de), 273, 479.
Salettes (de), 710.
Salinas, 288.
Sallentin, 260.
Saltzburg, 529.
Salvetat (La), 45.
Samer, 410.
Samolien, 325, 428, 431.
Samson, 219.
Sancerre, 491.
Sangatte (Digue de), 317.
Santhous, 557.
Saône-et-Loire, 341.
Sarazin, 556.
Sarradon, 19.
Sarreau, 246.
Sarrebruck, 294.
Saujon, 496, 498, 499-503.
Saül (L.), 11.
Saulnier, 369.
Saulx (de), 580.
Saumur, 200, 246, 273, 292, 417, 559, 632.
Saunat, 543.
Sauniér, 664.
Saunières (de), 482.
Sautier, 105, 541.
Sauvage, 243, 543, 700.
Sauvaget, 503.
Sauvé, 364-366, 368, 369-371, 375.
Sauver, 555.
Sauvigné, 461.
Sauvigny, 547.
Savegny, 555.
Saverdun, 178.
Savi, 548.
Savoie, 48, 151, 254, 599, 606.
Savoie (Duc de), 93, 132, 606, 607.
Savoie (M. de), 579.
Savone, 478.
Savoye (La), 11, 13, 279, 280, 487, 488.
Saxe (Electeur de), 291, 292.
Saxe-Weimar (Duchesse de), 435.
Sayette, 316.
Sayn (M. A.), 405.
Sayous, 641.
Scalogne, 431.
Schoell (Th.), 186, 190, 275, 391-395, 478, 481, 571, 572.
Schaffouse, 478, 583.
Scheleck, 386, 387.

- Schickler (F. de), 22, 29, 331, 332, 417, 419, 433, 529-534.
 Schildere (Clays de), 227.
Schlestadt, 547.
 Schomberg, 12, 93, 116, 174, 253, 373, 531, 583.
Schoonhoven, 475.
 Schulthess, 266.
Schwedt, 271.
 Scépeaux (de), 573.
 Scripando, 473.
Séances du Comité, 87, 173, 263, 470-472, 635.
 Seau, 364.
 Sébille, 430, 435, 564, 565.
 Second, 200.
Sedan, 200, 419, 440, 519, 543, 682, 703.
Séez, 243.
 Seignelay, 332, 510.
Selomnes ? (Solemnnes), 489.
Sempuy, 335.
 Senarpont (de), 307, 310.
Sénitot, 165, 167, 170, 282.
Sentis, 417, 543, 586.
 Sens, 389.
 Sens (Marguerite de), 282.
 Serfass (M. le pasteur), 88 270, 281, 286.
 Servet, 705, 722.
 Sequedin, 303.
 Sernouille (A. de), 544.
 Serval (V^e), 41.
 Servièrès, 271.
Sétif, 292.
Séville, 539.
 Sh. (Th.), 719.
 Shaw (W. A.), 531.
 Shrewsbury, 583.
 Sicard, 255.
 Sicher, 553.
 Sienne, 621.
 Sickingen (de), 474.
Sierne, 555.
 Sigard, 442.
 Sigart, 506.
 Sigismond, 578.
Sigournais, 360, 361, 364, 366-371, 375, 376.
 Simancas, 188.
 Siméon, 247.
Sionnet, 557.
 Siordet, 544.
 Six, 303.
 Sixte V, 686-690.
 Smith (Ph.), 298.
 Soenori, 208.
 Soignon, 374.
 Soillet, 546.
Soissons, 400.
 Solizor, 552.
 Sollier, 647.
 Somerset (Duc de), 140.
Somerset-House, 187.
Somme (La), 514.
Sommières, 254, 263, 559.
Soral (Genève), 539.
Sorbonne (La), 311.
 Sorel (A.), 27.
 Soret, 538.
Sorèze, 44, 178, 548.
Sorges, 632-634.
Soubeyran (Le Mas), 65, 69, 71, 73, 571.
 Soubise, 380.
Soubise, 698-700.
 Soubise (M^{me} de), 274.
Soudorgues, 571.
 Souhaut (L'abbé), 482.
 Soulice, 264.
 Soulliard, 564, 565.
 Sourches (M^{is} de), 509.
 Sourloys (P.), 522.
Southampton, 375, 534.
Souigné, 495.
 Spanheim (Fr.), 202, 203, 241.
 Spencer (Comte), 628.
 Spinola, 429.
Spire, 474.
 Staehlin (Ch.), 187, 188.
 Staël (M^{me} de), 129, 138, 715.
Statistique des huguenots et réfugiés, 181.
Steenwerck, 227.
Steenwoorde, 228.
 Stein (H.), 640.
Steinbach, 293, 352.
Stenay, 123.
Stendal, 286.
 Stern (Alf.), 393.
 Sternhold et Hopkins, 144.
 Stevenin, 326.
 Stevens, 356.
Stonehouse, 534.
Stockholm, 265-270, 280, 285, 286.
Strasbourg, 191, 474, 636, 637.
Strimpl, 576.
 Strong (S. Arthur), 629.
 Stuart, 670.
Sucé, 368.
Suède, 265-269, 286.
Suisse, 48, 72, 155, 244, 252, 259, 263, 277, 286, 436, 445, 466, 481, 590, 643, 571-575, 661, 678-680.
Sully-sur-Loire, 575.

Sunderland, 510.
 Sundström (M^{lle} H.), 268.
 Supar, 552.
 Superville (D. de), 31, 32.
 Surgères, 551,
 Suyre, 363.
Synodes. — de *Castres*, 681. — de
Charenton, 563, 564, 682. — de
Clermont, 565. — du *Désert*, 644.
 — de *Gap*, 680, 681. — de *l'Île de*
France, 681. — de *Saint-Maixent*,
 680. — de *la Rochelle*, 680. — de
 1715, 645.

Taffin, 233.
Taine, 718.
Tallier (de), 406.
Talmeyr, 380.
Tanjé, 267.
Tanon, 470.
Tanus (de), 44.
Taradel, 159, 244.
Tarascon, 550.
Tardieu (A.), 267.
Tardieu (O.), 20.
Tardif, 564.
Tardy, 549.
Tarni, 247.
Tarrou, 677, 678.
Taulignan, 554.
Taureau, 697.
Tavey, 95.
Tayeau, 499.
Teirière, 557.
Teissier-Lafage, 15.
Teissonnière, 104.

Temples. — d'*Ablon*, 416, 646. — d'*An-*
duze, 08. — d'*Avernes*, 667, 675. —
 de *Blois*, 275. — de *Charenton*, 24,
 646, 693. — de *Dieppe*, 408. —
 d'*Elinghen*, 317. — d'*Estréelles*, 313,
 531. — de *Guines*, 333, 338, 339, 401,
 403, 404, 405, 408, 410, 415, 424, 430,
 438. — de *La Haye*, 305, 306, 310,
 410. — de *La Rochelle*, 408. — de
Liembrune, 527. — de *Limay*, 646,
 667, 669, 679, 683, 684. — de *Mantes*,
 685. — de *Marcq*, 326, 327, 404, 405,
 408, 410, 437. — de *Marennnes*, 700,
 701. — de *Montpellier*, 5, 23, 24, 35,
 36, 37. — de *Nanteuil*, 661. — de
Rochefort, 725. — de *la Rue Mague-*
lonne, 14-22, 81, 87. — de *Saint-*
Hippolyte, 6, 8. — de *Sorges*, 632.
 — de *Villegoudon*, 728
Tendon, 11.
Terrasson, 217, 218, 221.

Terrebasse (H. de), 392.
Terrisse (F.), 223.
Terrisse (Th.), 193, 198, 201-206, 208-
 223.
Terron, 558.
Terry, 545.
Terson, 179.
Tessé, 59.
Testelin (Henri), 331.
Texier, 461.
Teyler (La Société), 390.
Tharot (de), 706, 707.
Thauvet, 708.
Théard, 634.
Théligny, 573.
Théobon, 489.
Théodore de Blois (Le R. P.), 460.
Thermes (Maréchal de), 301.
Theys, 540.
Théméricourt, 649, 674.
Thérouanne, 572.
Thirat, 460, 461, 499.
Thilleman, 239.
Thomas (A.), 257, 258.
Thomas (P.), 701.
Thomas (T. H.), 265, 270.
Thompson (Yates), 142.
Thonon, 156, 544, 552, 555.
Thorney Abbey, 534.
Thorpe le Socken, 534.
Thou (de), 669, 670.
Thouars, 352.
Thoulouze, 11.
Thoumain, 697.
Thouron, 179.
Thuillé (de), 568.
Tiercelin (de), 434.
Tiercelin (Fr. de), 516.
Tiercelin (N. de), 320, 421, 422.
Tierry, 549, 554.
Tillières, 249.
Tinel, 35.
Tiollier, 543.
Tirat, 461.
Tireau, 360-376.
Tirefort de Lacam, 583.
Tissié, 78.
Titelmans, 224-238.
Tollin, 262, 720-723.
Tondeur, 384.
Tonnerre, 542.
Tonkin, 398.
Tonnay-Boutonne, 492.
Tonnay-Charente, 492.
Torley, 164.
Toron, 559.
Touchelongue, 700.

Touffreville, 162, 166.
Toul, 620.
Toulon, 707.
Toulouse, 14, 41, 43, 44, 193, 245, 247, 392, 406, 488, 546, 597.
Toulouse (M. de), 596.
Tour de Constance, 84-87, voy. Constance.
Tour des Pins (La), 48.
Tournai, 226, 239, 302, 318, 322.
Tornailon, 544.
Tourqueville, 609.
Tournant (M^e), 410.
Tourne (Christophe de), 320.
Tournier, 530.
Tournier (G.), 173.
Tournon, 153.
Tours, 246, 255, 260, 477, 542, 543, 547, 548, 551, 552, 554.
Touzé, 565.
Trabit, 492.
Trélex, 223.
Trémolet (de), 455-459.
Trente (Concile de), 63.
Trente, 474.
Trezevant, 568.
Tricot, 249.
Tricotel, 329, 378, 412, 416, 418, 421, 675, 682.
Trigant, 492.
Triol, 585.
Troinex, 556.
Tronchin, 157, 160, 395.
Trouillard, 563.
Trouillart, 332, 336, 338, 416, 419, 421, 435, 439, 515, 534.
Trouillet, 559.
Troyes, 270, 380, 384.
Trufel, 622.
Truffaud, 555.
Truffault, 674.
Trumball, 510.
Tunis, 188.
Turenne, 93, 123, 175, 180.
Turin, 547.
Türler, 462.
Turnèbe (Adr.), 191.
Turretin, 729.
Turretini, 729.
Tybaud, 554.
Tyber, 554.
Tytasson, 538.

Uchard, 107.
Upham, 140.
Upsal, 265, 286.
Usés, 557.

Utenhove, 230.
Utrecht, 166, 246, 583.
Uzès, 47, 159, 179, 183, 246, 251-263, 282, 395, 445-459.
Uzès (d'), 255, 451.
Uzureau (M. l'abbé), 632-634.
V*aast*, 490.
abre, 45, 177.
Vadian, 88.
Vagnas, 599.
Vaillant, 300, 306, 332, 333, 336, 337, 339, 410, 427, 508, 509, 511, 512, 515, 521, 522, 531.
Vaissière (P. de), 377-380.
Valagny, 248, 545, 546.
Valdampierre, 661.
Val de Bane, 108.
Valeiry, 555.
Val de Seines ou Valensolle, 546.
Valence, 154, 204, 219, 389, 544.
Valenciennes, 332, 490.
Valentinois (M^m de), 629, 630.
Valescure, 155, 555.
Valette (G.), 394.
Valette (P.), 11.
Valin, 499.
Vallier, 123.
Valois, 288.
Valois (N.), 377, 380-386, 388.
Valon, 497.
Valori, 155.
Valotte (de), 104-107, 112-114.
Vandœuvres, 198, 545.
Varanges (Jean), 342, 345, 348, 349.
Varillas, 393.
Varin ou Warin, 267, 270.
Varro, 464.
Varsy, 551.
Yasaborg (G. G. av.), 266.
Vassart, 568.
Vassault (de), 365, 366.
Vasseur, 405.
Vassincourt, 588.
Vassy, 149, 173, 244, 304, 307 (*Mas-sacre de*), 377 à 390, 468, 673.
Vatican, 176, 180.
Vatta, 512.
Vattal, 559.
Vauban, 184.
Vauchamps, 658.
Vaucher, 576, 578.
Vaucouleurs, 249.
Vaud, 223.
Vaudencourt, 667.
Vaudenet, 248.
Vauréal, 652.

- Vaurigaud, 565.
 Vaury, 545.
 Vauvré (de), 707.
 Vaux (de), 446, 419, 421, 531, 535, 677.
Vébron, 610, 614.
Veigy, 246, 542.
 Velasquez, 268.
 Venant, 707.
Vendée, 351, 352, 358-362, 365, 369, 375.
 Vendôme, 278, 301.
Venise, 156, 466, 474.
 Venoges (de), 219, 220.
Ventes, 572.
 Verbreghe, 430.
 Verchant, 84.
 Verdeillan, 45.
Verdun, 246, 620.
 Verel, 246.
 Verdier, 585.
 Vergennes (de), 395.
 Verjus, 640.
Vernagues, 609.
Vernier, 554.
 Vernier (G.), 156.
Vernon, 666.
 Vèrny, 191.
 Véron (L. P.), 650, 675, 681, 684.
Vers, 556.
Versailles, 121, 127, 128, 250, 265, 353, 356, 431, 561, 593, 595, 596, 600, 606, 608, 611, 616, 617.
 Verson, 554.
Vert en Drouais, 567.
Verteuil, 179.
Vervins (Paix de), 315.
Vesenaz, 545.
Vesme (A. de), 650.
 Vesron, 701.
Vesy ou *Vessy*, 245.
Vexin, 646, 650-654, 658.
Vézénobre, 580, 582.
 Viala, 37.
 Vialla, 608.
 Vialard, 379.
 Viaud, 460.
 Viault, 671.
 Vic (de), 315, 317.
 Vicenini, 244.
 Vidaud, 702.
 Villejonne, 248.
Vieillevigne, 364-366, 368, 375.
 Vieilleville (de), 573.
Vienhume, 409.
Vienne, 47, 490.
 Viénot, 29, 173, 191, 470, 704.
Vieux-le-Petit, 247.
Vieux-Pouzauges, 351-359.
 Viglius, 233, 235.
 Vigne, 220, 252.
 Vignier, 177, 179.
 Vignoles (M^{me} de), 46.
 Vignolles (de), 454.
Vigny, 545, 647, 673.
 Villa, 546.
 Villarceaux, 670, 671, 676.
 Villaret, 249, 726.
Villard ou *Villars*, 556.
 Villars, 66, 607, 614, 617.
Villars, 544.
 Villau, 500.
 Ville (de), 259.
Villebon, 572, 575.
Villefavard, 295.
Villefranche en Beaujolais, 549.
 Villegagnon, 427.
 Ville-le-Grand, 555.
 Villemadon, 625.
Villemandre, 558.
 Villemeux, 565-568.
Villeneuve-de-Berg, 76.
Villeneuve de Nancy, 549.
 Villers, 667, 668.
Villers-en-Arthier, 658, 667.
Villette, 555.
Villeveyrac, 46.
 Villiers, 429, 536.
 Villiers (Lord de), 732.
 Vinal, 252.
Vinbione, 558.
Vincennes, 398.
 Vincent, 550.
 Vinci (Léonard de), 473, 477.
Vindiciae contra tyrannos, 641.
 Vindrat, 545.
 Vinet, 149, 244, 264.
 Virel, 681.
 Viret, 30, 436, 463, 468, 709.
 Viret (E.), 248.
 Virgeac, 559.
 Vitali, 647.
Vitry, 411, 418, 419.
Vitry-le-François, 489, 541, 544, 559.
 Vittu (E.), 330.
Viu, 557.
Vivaraïs, 617.
 Vivaret, 155, 554.
 Vivent, 18, 61, 62, 92.
Vivier ou *Viviers*, 549.
 Viviers (de), 596.
Voiron, 554.
 Voisin, 542.
 Voisin (J.), 243.
 Voltaire, 272, 395.

Vos (A. de), 583.

Vos (G. de), 405.

Vos (H.), 291.

Vouet, 267.

Voutron (de), 708.

Voux, 159.

Voysin, 253.

Vuarry, 550.

Vuillau, 531.

Vuillielme, 246.

Vyllain, 511.

Vyton, 535.

W (E.), 644.
Waddingfield, 583.

Waddington (Ch.), 191, 192, 263,
264.

Wael, 227.

Wagner, 279, 493.

Wailly-les-Montreuil, 489.

Wallon, 534.

Walsingham, 186-190.

Warin, 267, 270.

Warnery, 78.

Warneton, 232.

Wasselin (Ch.), 334.

Wedelin, 242.

Weiss (Ch.), 183, 184, 191, 421, 427,
514, 672, 685.

Weiss (N.), 28, 53, 87, 142, 172, 173,
174, 181, 192, 263, 270, 272, 280,
285, 287, 292, 295, 304, 352, 390, 400,
405, 434, 470, 471, 472, 491, 494, 530,
535, 578, 583, 588, 591, 630, 632, 635,
642, 644, 671, 673, 682, 689, 692, 703,
704, 712, 723, 731-732.

Werder, 446.

Werner, 393.

Westphalie (Traité de), 91.

Westpierre (M^{lle} de La) 511.

Wezel, 254.

Wharton (L.), 490.

Whitehall, 332.

Wiclif, 578.

Widhem, 314.

Wierre-au-Bois, 314.

Wierre-Effroy, 434.

Willy, 276.

Wimers (de), 634.

Winnesborough, 287.

Winter (de), 443.

Wissant, 409.

Witt (Cornélis de), 72.

Witt (R. J. de), 429.

Wittenberg (A.), 266.

Wittenberg, 717.

Woerden, 391.

Wolf, 679.

Wolzogue, 281.

Worms, 717.

Wurtemberg (Duc de), 383, 388.

Wurtzbourg, 270.

Wy (Wy-Joly-Village), 646, 648, 654,
658.

Wyckere (de), 229.

Wytscate, 233.

Ypres, 225, 227, 228, 233, 295, 326,
331, 400, 426, 528.

Yver, 276.

Yvoine, 542.

Zélande, 426, 534.

Zouche (Lord), 187.

Zurich, 252, 253, 261, 583.

Zwarte (de), 228.

Zweveghem, 228.

Zwingle, 718.

Zyska, 578.

2. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES COLLABORATEURS AU TOME LXIII

A (F.), 730.
 Bastide (Ch.), 143.
 Bastide (L.), 696.
 Baudry (Fr.), 351.
 Bentkowski (P.), 20.
 Beuzart (P.), 224.
 Bost (Ami), 288, 341.
 Charnisay (M^{me} de), 251, 445.
 Deslyons, 586.
 Dumons (G.), 277, 582.
 Gachon (Paul), 51, 89.
 Garreta (R.), 162, 277, 572.
 Grimaux (Jeanne), 360.
 Henry (A. B.), 97.
 Henry (A. E.), 81.
 Hugues (Edmond), 68.
 Lecoultre (J.), 462.
 Lehr (H.), 561.
 Lods (A.), 96.
 Mailhet (A.), 185.
 Mercier (G.), 34.
 Naert (M.), 296, 401, 505.

Nugon (P. E.), 162, 282.
 P. (F.), 396.
 Pandin de Lussaudière, 494.
 Pannier (J.), 646.
 Ponsoye (E.), 77.
 Puaux (F.), 23, 115, 249, 487, 579, 592.
 Ragon (J. J.), 491.
 Reuss (R.), 632.
 Reverdin (F.), 148, 244.
 Reverdy (F.), 538.
 Richemond (Adolphe de), 460.
 Schoell (Th.), 185, 186, 272, 390, 473,
 713.
 Schoell (H.), 570.
 Serfass (Ch.), 265, 280, 285.
 Terrisse (F.), 193.
 Viénot (J.), 190.
 Weiss (N.), 5, 14, 140, 175, 191, 192,
 274, 279, 282, 285, 287, 289, 351, 377,
 397, 482, 493, 576, 582, 587, 589,
 619, 631, 636, 686, 706, 720, 730.
 W. (E.), 642.

3. TABLE GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE

1914 et 1915

CINQUANTE-SIXIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ (Montpellier 8-10 novembre 1913)	1
N. WEISS. — Deux des derniers pasteurs de Montpellier avant la Révolution (Isaac et Jean Dubourdiou).	5
— Au temple de la rue Maguelonne, les 8 et 9 novembre 1913 (Claude Brousson).	14
P. BENTKOWSKI. — Allocution et réponse du Président	20
F. PUAUX. — Rapport sur l'exercice 1912-1913	23
(A la chapelle de l'Eglise évangélique, rue Brueys).	
E. PONSOYE. — Allocution, réponse du président et analyse de sa conférence sur le pasteur du Désert.	77
(A Aigues-Mortes).	
A. E. HENRY. — Allocution dans la salle des prisonnières de la Tour de Constance	81
N. WEISS. — Préface du Bulletin de juillet-décembre 1914	289
N. WEISS et F. PUAUX. — Pour la Fête de la Réformation (1 ^{re} novembre 1914).	290
N. WEISS. — Nos deuils. 293, 397 et	645
— Jules Pandin de Lussaudière	493
— Pour la Fête de la Réformation (1915). — La discipline et la liberté, d'après M. E. Boutroux.	589
— A nos lecteurs.	645

ÉTUDES HISTORIQUES

GASTON MERCIER. — Étienne Cambolive	34
PAUL GACHON. — L'œuvre de combat de Bâville	51
EDMOND HUGUES. — Le Musée du Désert	68
A.-E. HENRY. — L'Assemblée de Montmars et ses conséquences, 14 novembre 1751	97
— (Appendice : Jean Astruc et le sieur de Valotte).	112
F. PUAUX. — L'Évolution des théories politiques du Protestantisme français pendant le règne de Louis XIV (3 ^e et dernier article).	115
F. TERRISSE. — Théophile Terrisse, professeur à l'Académie de Die (1640-1674).	193
M. NAERT. — Les Huguenots du Calaisais au xvii ^e siècle :	
1 ^{er} article.	296
2 ^e article	401
3 ^e et dernier article	505
JULES PANDIN DE LUSSAUDIÈRE. — Un Épisode de la persécution religieuse en Saintonge. — Le prédicant Pierre Bigeon	494

F. PUAUX. — Le Dépeuplement et l'Incendie des Hautes Cévennes (octobre-décembre 1703)	592
J. PANNIER. — Études historiques sur la Réforme dans l'Île-de-France. — La Réforme dans le Vexin Français, les Églises de Mantes et d'Avernes. — Généalogie de la Famille de Hazeville	646

DOCUMENTS classés par ordre chronologique.

(Voy. aussi la *Correspondance*.)XVI^e SIÈCLE

AMI BOST. — L'Hérésie à Bussièrès, dans le Mâconnais en 1553.	341
P. BEUZART. — Pierre Titelmans et l'Inquisition en Flandre (1554-1567).	224
CH. BASTIDE. — La traduction anglaise de l'Institution chrétienne (1561).	143
N. WEISS. — Calvin en Angleterre, un portrait inédit du Réformateur.	140
N. WEISS. — Une Bible historique, contemporaine de la prise de Metz (1552-1553).	619
N. WEISS. — Autrefois et Aujourd'hui (1577-1914) (Ordonnances de H. de Navarre).	631
N. WEISS. — Le pape Sixte V et la Ligue. — Fac-similé d'une lettre du pape Sixte V du 13 juin 1585.	686

XVII^e SIÈCLE

F. REVERDIN. — Relevé des noms des prosélytes et réfugiés figurant aux registres du Consistoire de Genève à partir de 1660-1696. 148, 244 et	538
L. DUVAL. — Le Prêche de Falaise en Normandie (1662-1684).	242
F. PUAUX. — Une lettre de Louvois, 8 janvier 1686.	249
M ^{me} DE CHARNISAY. — Les chiffres de M. l'abbé Rouquette. — Étude sur les fugitifs du Languedoc (Uzès)	251 et 445
R. REUSS. — Les Réformés d'Angers et la Destruction du Temple de Sorges en 1685.	632
N. WEISS. — Saisie des registres de baptêmes, mariages et décès, des protestants de Paris après la Révocation (24 novembre 1685).	690

XVIII^e SIÈCLE

ADOLPHE DE RICHEMOND. — Un prédicant martyr à Rochefort en 1705.	460
P.-E. NUGON et R. GARRETA. — Un héritage normand réclamé par les héritiers protestants et catholiques en 1718.	162
FRANÇOIS BAUDRY et N. WEISS. — Le Protestantisme en Bas-Poitou à la fin du XVIII ^e siècle	351

MÉLANGES

JEANNE GRIMAU. — Une famille de pasteurs du Bas-Poitou au XVII ^e siècle. — Notes sur la famille Tireau	360
J. LECOULTRE. — Observations sur les Colloques de Mathurin Cordier.	462
H. LEHR. — Registres paroissiaux de Fontaine-sous-Prémont (Blainville, Eure-et-Loir).	561
L. BASTIDE. — Les Protestants de Brouage de 1651 à 1663.	696
SÉANCES DU COMITÉ	88, 173, 263, 470, 635, 703 et 704

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

P. GACHON. — Les prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc, par M. Ch. Bost	89
R. GARETTA. — A propos du Château de Villebon	572
A. MAILHET (TH. SCHOELL et...). — Voir Schoell.	
F. PUAUX. — Le livre des conversions et des reconnaissances de l'Église française de la Savoye	487
H. SCHOELL. — La Cour de France et l'assassinat du maréchal d'Ancre. Les Cachettes des Camisards.	570
TH. SCHOELL et A. MAILHET. — Les Farel	185
TH. SCHOELL. — L'ambassade de Walsingham en France	186
— Jean de l'Espine. — Blois après la Révocation	273
— Le Luthéranisme hollandais jusqu'en 1618. — L'œuvre de la propagation de la foi à Grenoble et à Lyon. — Jugements catholiques sur Luther. — Genève de 1770 à 1795.	390
— Un Voyage en Allemagne et en France en 1517. — Histoire de la langue française, des origines à 1900.	473
— L'Influence française en Allemagne	713
CH. SERFASS. — Sébastien Bourdon, ce qui reste de ses œuvres en Suède	265
E. WRISS. — Les Pourtalès	642
N. WEISS. — Une liste de prétendus candidats à l'apostasie en 1668. — Un avocat de M. l'abbé Rouquette. — Le nombre des Huguenots et des réfugiés.	175
— Ascendance et alliances huguenotes du peintre-graveur Daniel Chodowiecki	271
— Deux apologies du duc de Guise : Poltrot de Méré. — La Vérité sur le massacre de Vassy, par MM. P. de Vaissière et N. Valois	377
— A propos de Ligier Richier.	482
— A travers quelques revues : Dupont de Nemours. — Louis XIV et les protestants d'Alsace. — Madame de Maintenon, Fénelon, Bossuet, Madame de Maisonfort et les demoiselles Priolo. — Un poète huguenot inconnu. — Les Auteurs de l'Antimachiavel, des <i>Vindiciae contra Tyrannos</i> , des <i>Deux dialogues du nouveau langage françois italianisé</i> et du <i>Reveil-matin des François</i>	636
— La Conversion de Renée de France, duchesse de Ferrare. — Les de Loron, seigneurs de Tharot, et les de Jaucourt. — Abraham Duquesne-Guiton et la seigneurie de Bellébat. — Lettres de Henri IV. — La Vertu de Jeanne d'Albret.	706

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

A. BOST. — Un baptême à l'eau de rose?	288
D'AURIOL. — Famille Auriol ou D'Auriol.	727
DESLYONS, prestre. — Le Sac de Privas (1627)	586
G. DUMONT et R. GARETTA. — Notes sur la relation de l'évasion hors de France de Marie Molinier	277
GARETTA. — Quel est l'auteur de la Confession de la Foi Chrestienne en vers de 1562.	726
MOUTARDE (E.). — Une Gravure du Refuge	723

P.-E. NUGON. — Brachou ou Brachon	282
F. PUAUX. — Le Musée du Désert. — Un vote du Synode national d'Amiens	396
F. PUAUX. — Après la Révocation, les aveux d'un évêque. — Le pape Clément XI et les Camisards	579
— Le bicentenaire du premier synode du Désert, 21 août 1915	644
J.-J. RAGON. — Notes sur un précepteur protestant au xvii ^e siècle (Ant. Guion)	491
CH. SERFASS. — Encore à propos de Jean de Labadie	280
CH. SERFASS et N. WEISS. — Les attaches françaises du poète finlandais Runeberg	285
J. VIÉNOT. — L'emplacement de l'Oratoire à Paris	190
VILLARET. — L'Ancien Temple de Rochefort	724
N. WEISS. — Le Cinquième Centenaire du Martyre de Jean Huss	576
— A propos d'Heilz-le-Maurupt	720
N. WEISS et G. DUMONS. — Notes sur Étienne Cambolive	582
N. WEISS. — Citations à l'ordre du jour. — La Société huguenote de Londres et la Guerre	731
N. WEISS. — Le peintre Louis Chéron en Angleterre. — Nouvelles de Hongrie	279
— David Gaillard. — Encore la préméditation de la Saint-Barthélemy	287
— (CH. SERFASS et...). — Voir Serfass	
N. WEISS. — L'apostasie des pasteurs et des fidèles en 1685	282

NÉCROLOGIE

H. LODS. — M. le pasteur A. Chenot	96
N. WEISS. — M. Charles Waddington. — M. E. Nyegaard	191 192
— M. le pasteur H. Amphoux. — M. Paul Mellon	587
N. WEISS et F. A. — Émile Gaidan	730
Voir aussi <i>Nos deuils</i>	293, 397 et 645
Et Jules Pandin de Lussaudière	493

ERRATA

Voir page 244, note 1, les Errata des pages 148 à 162. — P. 254, note 2. — P. 389, ligne 28, lire *parce que*, le 1^{er} mars, il laissa. — P. 401, note 1. — P. 505, note 1. P. 560, lire *Reverdin* au lieu de *Reverdy*. — P. 623, il faut retourner le cliché.

